



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





STANFORD UNIVERSITY LIBRARY





91

**JOURNAL DU PALAIS,**

**NOUVELLE ÉDITION.**

**TABLES GÉNÉRALES.**



●  
**IMPRIMERIE DE GUIRAUDET,**  
**RUE SAINT-HONORE, N° 315.**  
●

JOURNAL DU PALAIS,

//

NOUVELLE ÉDITION.

---

# TABLES

GÉNÉRALES

DES MATIÈRES, DES NOMS DES PARTIES,

CHRONOLOGIQUE,

ET DES ARTICLES DES CINQ CODES,

POUR LES 24 VOLUMES

DE LA NOUVELLE ÉDITION,

(1791 à 1823)

ET LES NEUF VOLUMES DE

1823, 1824, 1825.

*Langdon Cherry*



PARIS,

AU BUREAU DU JOURNAL DU PALAIS,

RUE DE JÉRUSALEM, N° 3, PRÈS LE PALAIS DE JUSTICE,

ET CHEZ GUIRAUDET, IMPRIMEUR,

RUE SAINT-HONORÉ, N° 315.

1827

*Co*



349.44

J86

V.O

1791-1825

684651

J.

*Handwritten signature*

YAN 401 1104444

# AVIS

## DE L'ÉDITEUR.

---

Les discours préliminaires, les préfaces, les introductions, sont autant de stratagèmes que les auteurs emploient pour surprendre l'estime du public, et lui persuader que ce qu'ils lui présentent est excellent, et qu'il chercherait vainement ailleurs quelque chose qui lui fût comparable. Ce n'est point là notre tactique; et comme, à notre avis, il n'y a pas de plus juste appréciateur du mérite d'un livre qu'un lecteur désintéressé, nous nous bornerons à lui expliquer, en peu de mots, le plan de cette table générale, mise en rapport avec l'ouvrage dont elle est l'appendice et le complément nécessaire.

Dans l'édition du Journal du Palais que nous venons de publier, nous avons adopté, pour la classification des arrêts, l'ordre chronologique, parce qu'il est le plus simple, le plus naturel, parce que, suivant le précepte de Bacon, « les recueils de ce genre forment une histoire exacte, présentent un tableau suivi des progrès de la science des lois, et qu'un juge éclairé s'instruit autant lorsqu'il médite sur les époques des différents arrêts que lorsqu'il en approfondit les espèces (1). » Enfin, nous avons préféré l'ordre des temps, parce qu'il est le seul praticable, les arrêts jugeant presque toujours trois ou quatre questions à la fois, questions appartenantes aux parties les plus différentes du droit, et qu'on ne peut syncoper sans dénaturer les faits et sans les enlever à l'influence qu'ils exercent les uns sur les autres.

---

(1) *Judicia illa in ordine, serie temporis, digerito, non per methodum et titulos: sunt enim scripta ejus modi tanquam historiae aut narrationes Regum; neque solum acta ipsa, sed et tempora ipsorum judici prudenti lucem præbent. (BACON, Aphorisme 76.)*



Il convient d'ajouter que, dans un recueil destiné à retenir des arrêts intervenus sous trois ou quatre législations différentes et contradictoires, l'ordre des matières serait un véritable désordre, puisqu'il tendrait le plus souvent à jeter le lecteur dans un dédale inextricable, en lui offrant sous la même rubrique et confusément les mêmes questions jugées en sens contraire. Un dernier motif est venu dominer toutes ces réflexions, c'est le besoin indispensable de conserver l'uniformité dans le même ouvrage.

Toutefois, en adoptant l'ordre chronologique, nous n'avons pu nous dissimuler les avantages que présente l'ordre des matières; mais nous avons pensé qu'il était possible d'atteindre le double but d'utilité que l'un et l'autre peuvent offrir, au moyen d'une table générale faite avec intelligence, puisque, si la date de l'arrêt est connue, on peut recourir de suite au volume de l'époque, et que, dans l'hypothèse contraire, on peut, en consultant la table générale des matières, trouver facilement la question qui nous occupe.

Mais comme une table générale est le complément nécessaire d'un recueil par ordre de temps, nous avons dû particulièrement nous attacher aux moyens de rendre la nôtre exacte, claire et méthodique, d'épargner au lecteur l'ennui et le dégoût que produisent toujours de longues recherches, et enfin d'éviter la confusion dans des espèces qui se reproduisent souvent sous les mêmes formes, bien qu'avec des nuances différentes. Nous nous sommes donc créé des divisions et des subdivisions sous lesquelles chaque question vient naturellement se ranger, suivant l'ordre même des idées qui se présentent à l'imagination; par exemple, pour juger de la validité d'un testament, les principaux éléments dont notre esprit réclame la présence sont la capacité du testateur, la régularité des formes et la disponibilité de la chose. Eh bien, l'auteur s'est prêté à ces divisions transitoires, qui donnent de la rapidité aux recherches, en resserrant le cadre que le lecteur doit parcourir, et en le mettant, pour ainsi parler, sur la trace de l'objet qu'il cherche: car il est sensible que, s'il s'agit de capacité, il n'ira pas consulter le paragraphe relatif aux formes ou à la disponibilité.

Ainsi l'article DONATION est divisé en autant de paragraphes qu'il peut offrir de questions distinctes, d'hypothèses différentes. Le paragraphe premier traite *de la nature des donations entre vifs et de leurs causes*; le second, *des personnes qui peuvent donner et recevoir*; le troisième, *des formes de la donation*; le quatrième, *de l'acceptation*; les cinquième et sixième, *de la transcription et de ses effets*; le septième, *des droits auxquels la donation est assujettie*; enfin le huitième, *de la nullité, de la réduction des donations, de leur acceptation et de leur répudiation*.

Les mêmes divisions sont observées dans toutes les matières qui, par leur nature et leur étendue, en ont paru susceptibles.

Outre les divisions naturelles au sujet, nous avons, dans les matières qu'ont successivement régies des lois différentes, partagé nos séries d'analyses en autant de parties que la mobilité de la législation les avait soumises à d'influences diverses : ainsi l'article ENFANT NATUREL et beaucoup d'autres sont divisés en *législation ancienne, législation transitoire, et législation actuelle*.

Tous les énoncés d'arrêts renfermés dans un paragraphe sont placés sous une série particulière de numéros, et les renvois adressent le lecteur au numéro même où se trouve la question qui est l'objet du renvoi.

Pour épargner la fatigue de parcourir autant de propositions que d'arrêts, nous citons sous un énoncé commun toutes les décisions intervenues sur des questions identiques ou analogues, puis nous rapprochons les arrêts rendus en sens contraire, en signalant ceux qui paraissent mériter la préférence, en sorte que nous offrons le véritable état de la jurisprudence sur chaque matière (1).

Cette table comprend tous les arrêts de 1791 à 1825. Imprimée avec les mêmes caractères que le journal, elle de-

(1) Il est un article qui, au premier coup-d'œil, paraîtra nécessairement incomplet : c'est l'article *Concubin*, dont la copie fut en partie égarée au moment de la composition. Mais cette lacune n'est qu'apparente : elle a été remplie par l'article *Libéralités entre concubins*, auquel le lecteur voudra bien se reporter.

vait, d'après le prospectus, composer un volume d'environ cinquante feuilles. Mais ayant résolu d'y joindre la table des noms des parties et celle des articles de tous les codes dont les arrêts ont fait l'application, nous avons reconnu que la table, imprimée comme l'ouvrage, dépasserait de beaucoup la mesure présumée, et qu'elle serait ridiculement volumineuse. Nous avons donc été forcé d'adopter un caractère plus fin, et nous l'avons ainsi réduite à un volume de trente-huit feuilles(1).

Quant aux indications, elles sont faciles à saisir : les Cours d'appel sont nominalement désignées ; celle de cassation l'est par C. C. ; viennent ensuite la date de l'arrêt, le volume et la page où il se trouve (2).

Telle est, en aperçu, la table générale que nous offrons à nos souscripteurs. Puissent-ils en approuver le plan et l'exécution : leur suffrage sera notre plus douce récompense.

(1) Qui équivalent à plus de 70 feuilles en caractère ordinaire.

(2) Ainsi, C. C. 27 juil. 1808, t. 9, 442. — Lisez : Cour de cassation, arrêt du 27 juillet 1808, tome 9, page 442.

**TABLEAU** pour faciliter la reliure de l'ouvrage, et pour servir à l'intelligence des Tables des noms des parties, chronologique, et des articles des 5 Codes, dans lesquelles les volumes de 1823, 1824 et 1825 ont été indiqués sous les Nos 25 à 33.

1. — 1791 au 30 ventôse an ix.	16. — 1814.
2. — Six derniers mois an ix, et tout l'an x.	17. — 1815.
3. — An xi.	18. — 1816.
4. — An xii.	19. — 1817.
5. — An xiii, 1 <sup>er</sup> vendémiaire au 30 ventôse.	20. — 1818.
6. — An xiii et cent jours de l'an xiv (1 <sup>er</sup> germinal an xiii au 10 nivôse an xiv.	21. — 1819.
7. — 1806.	22. — 1820.
8. — 1807.	23. — 1821.
9. — 1808.	24. — 1822.
10. — 1809.	25. — 1 <sup>er</sup> vol. de 1823.
11. — 1810.	26. — 2 <sup>e</sup> 1823.
12. — 1811.	27. — 3 <sup>e</sup> 1823.
13. — 1812.	28. — 1 <sup>er</sup> 1824.
14. — 1813 (5 premiers mois).	29. — 2 <sup>e</sup> 1824.
15. — 1813 (7 derniers mois).	30. — 3 <sup>e</sup> 1824.
	31. — 1 <sup>er</sup> 1825.
	32. — 2 <sup>e</sup> 1825.
	33. — 3 <sup>e</sup> 1825.
	TABLES GÉNÉRALES.

# TABLE GÉNÉRALE

DES MATIÈRES

DE LA NOUVELLE ÉDITION

*Langdonblwyn*  
DU

## JOURNAL DU PALAIS,

**A COMPTER DE , DATER DE , etc.** Dans une loi, dans un contrat, dans un jugement, les expressions à compter de tel jour, à dater de tel jour, depuis tel jour, excluent le jour de la date. Beaumont, 20 mars 1809, t. 10, 205.

**ABANDON. V. Cession de biens.**

**ABANDONNEMENT (Contrat d').** L'abandon volontaire fait par un débiteur à ses créanciers est un mandat irrévocable, mais qui ne dépouille pas le débiteur de la propriété de ses biens, de telle sorte que, à l'époque de son décès, ils n'ont pas encore été vendus, ils doivent être compris dans la déclaration de succession à faire par ses héritiers. C. C. 3 vent. an 11, t. 1, 278.

**ABATAGE. ABATIS. V. Bois, § 5.**

**AB IRATO. V. Testament, n. 25 à 29.**

**ABORDAGE.** L'action résultant d'un abordage doit être intentée dans les vingt-quatre heures, à peine de déchéance, lors même que, par suite de l'accident, le vaisseau aurait péri. C. C. 5 mess. an 13, t. 6, 280.

**ABROGATION.** 1. Une loi peut tomber en désuétude, et être abrogée par un usage contraire. C. C. 22 mess. an 9, t. 2, 70.

2. Pour abroger une loi, il ne suffit pas d'une désuétude partielle et locale: il faut qu'elle soit générale. C. C. 25 brum. an 11, t. 3, 97.

3. On ne doit pas attribuer à une loi civile l'effet d'abroger une loi politique. C. C. 1<sup>er</sup> fév. 1813, t. 141.

4. Une loi nouvelle n'abroge implicitement une loi ancienne que lorsque leurs dispositions sont contradictoires et ne peuvent se concilier. C. C. 24 avril 1809, t. 10, 316.

**ABSENCE.**

**SECT. 1<sup>re</sup>. Présomption d'absence.**

*Le ministère public a droit de provoquer la nomination d'un curateur ou d'un notaire. — Du curateur. — Du notaire, — De tout autre administrateur que peut choisir le tribunal.*

1. Le ministère public a la voie d'action pour requérir du tribunal la nomination d'un administrateur, curateur ou notaire, afin de représenter les présumés absents. C. C. 8 avril 1812, t. 13, 329; Metz, 15 mai 1823, t. 2 de 1824, 443.

2. Et il a droit d'appeler du jugement qui rejette sa demande à cet égard. Metz 11 mai 1823, t. 2 de 1824, 443.

3. Il a droit de faire nommer un notaire pour représenter un absent, dans l'inventaire d'une succession ouverte à son profit depuis sa disparition. Riom, 20 mai 1816, t. 18, 434.

4. Le notaire commis pour représenter un absent dans les comptes, partages et liquidations auxquels il peut être appelé ne peut pas provoquer lui-même les opérations. Bruxelles, 8 avril 1813, t. 14, 404.

5. Le tribunal peut nommer tout autre qu'un notaire pour administrer les biens d'un présumé absent, et le représenter dans une instance en délaissement d'une partie de ces biens. C. C. 8 avril 1812, t. 13, 329.

6. Le curateur nommé à un absent présumé ne peut point, après avoir interjeté appel d'un jugement rendu contre celui-ci, soutenir qu'il n'a pas qualité pour procéder sur cet appel. C. C. 25 août 1813, t. 14, 435. V. n. 8.

## SECT. II. Déclaration d'absence.

*Quel laps de temps doit s'être écoulé pour pouvoir faire déclarer l'absence. — Forme de la déclaration et du jugement qui la prononce. — Mesure ultérieure. — De l'envoi en possession provisoire.*

7. On doit comprendre dans le délai de quatre ans qu'exige le code civil pour la déclaration d'absence les années écoulées sans nouvelles avant sa publication. C. C. 17 nov. 1808, t. 9, 636.

8. Quoique l'absence soit antérieure au code civil, il faut suivre les formalités qu'il prescrit pour faire déclarer l'absence et obtenir l'envoi en possession. Poitiers, 11 pluv. an 13, t. 5, 362.

9. L'héritier présomptif d'un absent qui, avant la publication du code civil, s'est fait envoyer en possession provisoire, par simple requête, sans remplir les formes exigées par l'ancien droit commun, peut être soumis à faire déclarer judiciairement l'absence, conformément aux art. 111 et 156 du code. Poitiers, 11 pluviôse an 13, t. 5, 362.

10. Après le jugement de déclaration d'absence, les juges ne sont point obligés d'ordonner une enquête pour fixer l'époque précise des dernières nouvelles, et déterminer à quels parens appartiennent les biens. Les preuves à admettre sont abandonnées à leur prudence; ils peuvent se contenter d'un simple acte de notoriété. C. C. 24 nov. 1811, t. 12, 868; Colmar, 12 août 1814, t. 16, 557.

11. L'absence peut être déclarée, et l'envoi en possession provisoire ordonné par un seul et même jugement. C. C. 17 nov. 1808, t. 9, 636.

## SECT. III. Effets de l'absence.

§ 1. *Effets de l'absence relativement aux biens que possédait l'absent au jour de sa disparition. — Durée supposée de l'existence de l'absent contre qui on prescrit ses biens. — De l'envoi en possession provisoire. — Quel laps de temps doit s'être écoulé pour qu'on y ait droit. — Qui peut le demander. — De la caution que doit fournir l'envoyé en possession. — Du partage provisoire. — Droits de mutation. — Caractères et effets*

*de l'envoi en possession.*

*Droits et obligations qu'il impose.*

§ 2. *Droits éventuels qui comp tent à l'absent. — Qui les cueille à son défaut.*

§ 3. *Effets de l'absence relativement à l'époux de l'absent.*

11. *Effets de l'absence relativement aux biens que possédait l'absent au jour de sa disparition.*

12. Lorsqu'il s'agit de droits et de biens acquis à l'absent avant sa disparition, est réputé vivant jusqu'à sa centième année: ainsi c'est contre lui, jusqu'à cette époque, qu'un possesseur prescrit l'objet possédé, et l'état de minorité ou d'incapacité de ses héritiers ne peut suspendre la prescription. C. C. 21 vent. an 9, t. 615.

13. Après dix ans de disparition d'un absent, les plus proches parens ont droit de demander l'envoi en possession provisoire, malgré l'existence d'un fondé de procuration, fût-il même héritier testamentaire, parce qu'eux seuls ont droit de discuter le testament. Bordeaux, 10 août 1813, t. 15, 420.

14. Le légataire universel ne peut obtenir l'envoi en possession des biens d'un absent, avant l'envoi en possession de l'héritier présomptif. Aix, 8 juil. 1808, t. 8, 471.

15. L'enfant naturel qui se fait envoyer en possession de la portion qui lui est dévolue par la loi dans les biens de son père absent est tenu, comme les héritiers présomptifs, de donner caution. Agen, 16 avril 1822, t. 24, 367.

16. Pour le partage provisoire ou définitif des biens d'un absent, on doit suivre les lois de l'époque où le droit de partage s'est ouvert, sans égard pour les changements opérés par les lois subséquentes quoique le partage ait lieu sous leur empire. C. C. 15 sept. 1792, t. 1, 12.

17. L'envoi en possession provisoire des biens d'un absent ne donne point ouverture aux droits de mutation. C. C. 14 fév. 1811, t. 12, 138.

18. Par une sorte de contrariété d'arrêts, la Cour de cassation a décidé, depuis que le délai pour le paiement du droit de mutation court à compter du jour du jugement d'envoi en possession, et non à compter du jour où l'héritier fournit la caution ordonnée par l'art. 120 du code civil. C. C. 9 nov. 1819, t. 21, 633.

19. Les héritiers présomptifs d'un absent qui, sans avoir rempli les formalités prescrites, se mettent en possession de

font un acte de propriété qui donne  
rture au droit de mutation. C. C.  
il. 1814, t. 16, 134; 2 juil. 1823,  
e 1823, 279; 30 avril 1821, t. 23,

Cette mise en possession peut  
aire de baux, de partages et de  
actes qui constituent l'exercice de la  
riété. C. C. 3 juil. 1823, t. 3 de  
279.

La possession provisoire constitue,  
ceux qui l'ont obtenue, un droit réel  
et transmissible à leurs héritiers na-  
ou testamentaires. Turin, 5 mai  
t. 11, 441.

Le droit de se faire envoyer en pos-  
est également transmissible. Paris,  
r. 1813, t. 14, 191.

L'envoyé en possession provisoire  
biens d'un absent peut disposer des  
bles, surtout des sommes pécuniaires.  
27 avril 1814, t. 16, 292.

Les héritiers présomptifs, envoyés  
session provisoire des biens de l'ab-  
doivent au légataire de ce dernier  
pport de la totalité des fruits, à  
ter du jour de sa demande en deli-  
ce. C. C. 30 août 1820, t. 22, 763.

Ils doivent également le rapport de  
talité des fruits perçus, et non pas  
ment du cinquième, à l'enfant na-  
qui réclame ultérieurement l'envoi  
session de la portion qui lui revient.  
16 avril 1822, t. 24, 367.

Ils doivent acquitter en outre toutes  
bligations de l'absent; mais ils n'en  
enus que jusqu'à concurrence de ses  
s'ils l'ont fait constater, et sans  
solidarité entre eux. Paris, 29 mai  
t. 12, 440.

*Droits éventuels qui compètent à  
l'absent.*

On ne peut réclamer une succes-  
an nom d'un absent présumé ou dé-  
à moins de prouver qu'il existait  
oment de l'ouverture de la succes-  
Colmar, 24 déc. 1816, t. 18, 896;  
18 prair. an 13, t. 6, 243.

Un légataire aussi bien qu'un co-  
er peut exiger cette preuve. Col-  
24 décemb. 1816, t. 18, 896.

L'universalité de la succession est  
ne de droit aux héritiers présents, à  
sion des absens présumés ou dé-  
Rennes, 9 avril 1810, t. 11, 330;  
elles, 21 germ. an 13, t. 6, 94; Poi-  
29 avril 1807, t. 8, 302. Il en  
de même avant le code civil. C. C.  
c. 1807, t. 8, 684.

*Bis.* Dans l'ancienne jurisprudence  
était censé mort lorsqu'il s'ou-  
une succession à laquelle il était  
é; la portion qui lui revenait do-

vait être recueillie, non par les héri-  
tiers avec lesquels il se trouvait en con-  
cours, mais par ses enfants ou ceux qui  
le représentaient, sans qu'ils fussent te-  
nus de prouver le décès de leur an-  
teur. C. C. 10 nov. 1824, t. 3 de 1825,  
453.

30. Les enfants peuvent venir à la suc-  
cession de leur aïeul concurremment  
avec les frères de leur père, par repré-  
sentation de celui-ci et sans être tenus de  
prouver son décès. Paris, 27 janv. 1812,  
t. 13, 92.

31. Ceux qui recueillent une succes-  
sion au défaut de l'absent ne sont point  
tenus de donner caution. Rennes, 9 avril  
1810, t. 11, 330.

32. L'héritier qui excipe des droits d'un  
cohéritier absent pour faire réduire la  
portion disponible doit prouver l'exis-  
tence de ce cohéritier. Toulouse, 1<sup>er</sup> mai  
1823, t. 3 de 1824, 254.

33. Les créanciers d'un héritier qui re-  
cueille une succession au défaut d'un ab-  
sent ont droit de faire saisir sur leur dé-  
biteur les biens recueillis, sans être tenus  
de prouver que l'absent était décédé avant  
l'ouverture de la succession; sauf à ce der-  
nier, s'il réparaît, son action en pétition  
d'hérédité. Rouen, 30 mai 1818, t. 20,  
408.

34. De simples précautions prises par  
les héritiers présomptifs de l'absent, en  
recueillant une succession dans laquelle  
ils eussent été ses cohéritiers, pour assu-  
rer la conservation de ses droits en cas de  
retour, n'autorisent point à soutenir  
qu'ils ont reconnu lui succéder. — La ré-  
gie ne peut point, sur de pareilles pré-  
sumptions, fonder la demande du droit  
de mutation. C. C. 19 avril 1809, t. 10,  
295.

35. Quoique l'absent ne puisse pas re-  
cueillir une succession *ab intestat*, il pro-  
fite de toutes les dispositions testamen-  
taires faites à son profit; mais la validité  
de ces dispositions est subordonnée à la  
représentation de l'absent ou à la preuve  
qu'il existait à la mort du testateur.  
Bruxelles, 3 juin 1809, t. 10, 432.

35 bis. Le cohéritier d'un absent qui  
s'est emparé de la portion revenant à ce  
dernier n'a pas pu prescrire, soit contre  
l'absent lui-même, soit contre les enfans,  
ou autres héritiers de l'absent qui sont  
réputés lui avoir succédé, tant qu'ils ont  
été en minorité. C. C. 10 nov. 1824, t. 3  
de 1825, 454.

§ 3. — *Effets de l'absence relativement  
au mariage.*

36. Quoiqu'un individu ait été sim-  
plement déclaré absent, si sa femme, après  
avoir agi comme veuve dans plusieurs



actes, s'est remariée et jouit publiquement de ce nouvel état, on doit considérer l'absent comme décédé, en ce sens que sa femme peut faire liquider ses droits avec les héritiers présomptifs; que ceux-ci n'ont pas besoin de se faire envoyer en possession provisoire; qu'enfin, les tiers peuvent valablement se libérer de ce qu'ils devaient à l'absent. Bourges, 23 avril 1822, t. 1 de 1823, 322.

#### SECT. IV. Réparation de l'absent.

37. L'absent qui reparaît ne peut former tierce opposition aux jugemens de déclaration d'absence et d'envoi en possession. Colmar, 4 mars 1815, t. 17, 169.

38. Il ne peut répéter les frais de la procédure relative à la déclaration d'absence et à l'envoi en possession provisoire. Colmar, 4 mars 1815, t. 17, 169.

39. Il peut débattre de nouveau le compte de tutelle rendu aux envoyés en possession provisoire, s'il n'a pas été apuré en justice contradictoirement avec le ministère public. Colmar, 4 mars 1815, t. 17, 169.

40. L'absent qui reparaît et accepte une succession ouverte à son profit pendant son absence ne peut attaquer les jugemens qui ont été rendus avec l'héritier qui a recueilli à son défaut. C. C. 29 mai 1818, t. 20, 403.

#### ABSENT (Militaire).

*Des biens que laisse le militaire absent. — Droits éventuels qui lui compètent. — Curateur qui lui est nommé. — Ses fonctions. — Retour du militaire absent.*

1. Les lois des 11 vent. an 2 et 6 brum. an 5, qui prescrivent de nommer un curateur aux militaires absents, et qui régulent les formes de cette nomination, n'ont point été abrogées par le code civil. Colmar, 3 mai 1815, t. 17, 294; C. C. 9 mars 1824, t. 2 de 1824, 225.

2. La loi du 11 vent. an 2 ne distingue point entre les militaires dont on n'a point de nouvelles, et ceux qui se trouvent à une grande distance, mais qui sont sous leurs drapeaux. C. C. 9 mars 1824, t. 2 de 1824, 225.

3. Qu'il s'agisse d'une succession ouverte depuis l'absence ou de droits acquis antérieurement, la nomination du curateur aux militaires absents doit être faite par le conseil de famille, et non par le tribunal. Colmar, 3 mai 1815, t. 17, 294.

4. Suivant la cour de Bruxelles, lorsqu'il est question de la conservation de droits acquis avant l'absence, le tribu-

nal seul a droit de nommer le tuteur le 1 juin 1814, t. 16, 354.

5. D'après quelques cours, les lois de l'an 2 et de brumaire ont été abrogées par l'effet de la paix générale de 1815, ou moins par la loi du 18 janv. 1817. Nîmes, 28 janv. 1823, t. 1 de 1824, 105; Paris, 27 août 1821, t. 23, 621.

6. En ce sens du moins qu'on ne peut plus faire déférer une succession à un militaire absent, qu'en prouvant qu'il était lors de l'ouverture de la succession. Paris, 27 août 1821, t. 23, 621; Colmar, 24 déc. 1816, t. 18, 896; Rouen, 29 janv. 1817, t. 19, 80.

7. Mais les successions testamentaires ou *ab intestat* ouvertes au profit des militaires absents jusqu'à la loi du 18 janv. 1817 ont dû leur être conservées conformément à la loi du 11 vent. an 2. C. C. 9 mars 1819, t. 18, 186.

8. Et ces militaires n'ont pu être privés du bénéfice de cette loi par la seule raison qu'un certificat du ministre de la guerre constatait qu'ils étaient restés en arriéré de leur corps, et qu'ils avaient été rayés des contrôles. C. C. 9 mars 1819, t. 18, 186.

9. Il n'y a jamais lieu à faire nommer un curateur aux militaires absents que pour le cas de l'ouverture d'une succession, et non pour aucun autre motif. Ainsi, le curateur nommé à un absent n'a pas qualité pour exiger le prix de remplacement dû à ce dernier. Paris, 13 juil. 1822, t. 1 de 1823, 30.

10. Le militaire absent, au défaut duquel une succession qui lui compète a été recueillie sous l'empire des lois de l'an 2 et de brumaire, peut, à son retour, faire annuler les ventes, faites par l'héritier apparent, des biens de la succession. Poitiers, 13 juil. 1822, t. 3 de 1824, 105. V. *Acte de l'état civil*, n. 20.

#### ABSOLUTION. V. *Acquittement*.

#### ABUS de confiance.

#### *Faits qui caractérisent ce délit.*

1. Tout individu qui détourne une partie de la denrée qui lui est confiée, ou un travail salarié commet un abus de confiance et donne lieu à l'application de l'art. 406 du cod. pén.: tel est le cultivateur qui ne rend pas la quantité de blé que doit produire le blé qui lui a été donné à moudre. C. C. 11 avril 1818, t. 19, 344.

2. Pour qu'il y ait lieu à l'application des peines contre celui qui s'est rendu coupable d'abus de confiance, il faut que les choses qu'il est accusé d'avoir détournées ou dissipées lui aient été confiées sous titre de dépôt, ou pour un travail

non à titre de mandat: l'abus commis par un mandataire ne donne lieu à aucune condamnation pénale. C. C. 12 mai 1814, t. 16, 313; 16 janv. 1808, t. 9, 48.  
 3. A moins qu'il n'ait été stipulé un prix pour l'exécution du mandat. C. C. 11 nov. 1813, t. 15, 614.

4. Ainsi, le mandataire non salarié, chargé de négocier, pour le compte d'un tiers, des effets de commerce passés à son ordre, divertit les fonds qu'il a reçus, n'est point passible des peines contre l'abus de confiance. C. C. 20 mai 1814, t. 16, 327.

5. Un notaire commet un abus de confiance lorsqu'il détourne et emploie à son profit des sommes qui lui avaient été confiées pour acquitter des droits d'enregistrement et des honoraires. Il est passible de l'application de l'art. 408 du cod. pén. C. C. 31 juil. 1817, t. 19, 763.

**ABUS de crédulité.** V. *Esroquerie*.

**ACCEPTATION.** V. *Communauté*, § 1; *Donation*, § 4; *Lettre de change*, § 5; *Succession*, § 2; *Transport*, n. 7, 11.

**ACCESSION.** Quelle que soit l'importance des bâtimens qui ont été édifiés sur un terrain, ils suivent la nature de ce terrain, en vertu de la maxime *Ædificia solo cedunt*. — Une maison rebâtie sur un sol national est exceptée des lois sur la lésion. C. C. 11 mess. an 9, t. 2, 1.

**ACCROISSEMENT.** V. *Legs*, § 5.

**ACCUSATION** (*Acte d'*). V. *Acte d'accusation*.

**ACCUSATION** (*Chambre d'*). V. *Chambre d'accusation*.

**ACCUSATION** (*Mise en*). V. *Mise en accusation*.

**ACCUSÉ.** On est obligé de donner sans frais, à un accusé, copies des interrogatoires et déclarations des autres coprévenus. C. C. 15 avril 1824, t. 3 de 1825, 7. V. *Ministère public*, n. 7.

**ACCOUCHEMENT.** La sage-femme qui, dans un accouchement difficile et dangereux, où périssent la mère et l'enfant, n'a pas appelé à son aide un médecin, est coupable d'homicide involontaire et passible des peines prononcées par l'art. 19 du cod. pén., quoiqu'elle n'ait pas employé le forceps. C. C. 18 sept. 1817, t. 19, 875.

**ACQUEREUR.** 1. De cela seul qu'un acquereur reconnaît que l'immeuble qu'il a acquis est grevé d'une dette hypothécaire de son vendeur, et qu'il retient en ses mains une partie du prix destiné

à le rembourser, il ne s'ensuit pas qu'il s'oblige personnellement d'acquitter cette dette. C. C. 21 fruct. an 10, t. 2, 653.

2. L'acquéreur d'un héritage grevé de créances hypothécaires peut accepter, même après l'ouverture de l'ordre, une cession ou transfert de la part des créanciers. C. C. 5 juil. 1819, t. 21, 455.

3. L'acquéreur qui s'est obligé, pour s'affranchir d'une surenchère, de payer au surenchérisseur ses créances inscrites, ne peut pas ultérieurement contester la légitimité de ces créances, ou la validité des inscriptions prises par le créancier qui a surenchéri. C. C. 12 juil. 1809, t. 10, 536. V. *Ordre*, et *Vente*.

### ACQUÊTS.

1. L'enfant qui, d'après la présomption établie par l'art. 1402 du cod. civ., réclame comme acquêts de communauté des immeubles vendus par le survivant des époux depuis la dissolution du mariage, doit au moins prouver que ceux-ci ont été en possession des biens durant leur communauté. C. C. 14 fév. 1816, t. 18, 149. — V. *Communauté*, n. 30.

2. La renonciation faite par une veuve à la société d'acquêts qui existait entre elle et son mari dans le ressort du parlement de Bordeaux est valable, encore que cette veuve n'ait point fait inventaire dans les trois mois du décès de son mari. C. C. 22 vent. an 9, t. 1, 622.

3. La veuve qui, avant sa renonciation, s'était obligée, comme associée aux acquêts de son mari, peut, après avoir renoncé, et en vertu du sénatus-consulte Velléien, se faire décharger de ses obligations. C. C. 22 vent. an 9, t. 1, 622.

### ACQUIESCEMENT.

§ 1. *Quelles personnes peuvent acquiescer, et à quels jugemens on peut acquiescer.*

§ 2. *Actes qui emportent ou n'emportent pas acquiescement.*

§ 3. *Effets de l'acquiescement. À qui il profite.*

§ 1. — *Quelles personnes peuvent acquiescer, et à quels jugemens on peut acquiescer.*

1. Le ministère public ne peut point acquiescer ni expressément ni tacitement, parce qu'il ne peut pas renoncer aux facultés que lui donne la loi. C. C. 16 juin 1809, t. 10, 482.

2. Le maire assigné en délaissement d'un bien dont sa commune s'est emparée sans titre peut valablement acquiescer à la demande, lorsqu'il y est autorisé par une délibération du conseil municipi-



pal, approuvée par le conseil de préfecture. C. C. 6 fév. 1816, t. 18, 128.

3. Un préposé inférieur de l'enregistrement ne peut, sans ordre ni mandat spécial, acquiescer à un jugement rendu contre la régie. C. C. 21 germ. an 12, t. 4, 432.

4. Une femme peut acquiescer au jugement qui prononce l'adjudication de ses biens dotaux, quoiqu'elle ne puisse les aliéner. Riom, 3 avril 1810, t. 11, 316.

5. Le prodigue peut acquiescer au jugement qui lui donne un conseil. Cet acquiescement exclut tout recours ultérieur. Turin, 4 janv. 1812, t. 13, 7.

6. On a pu acquiescer expressément ou tacitement à un jugement qui prononçait le divorce. C. C. 24 pluv. an 13, t. 5, 407.

7. On ne peut acquiescer à un jugement rendu sur une question d'état. C. C. 18 août 1807, t. 8, 548.

§ 2. — *Actes qui emportent ou n'emportent pas acquiescement.*

8. La promesse écrite de se conformer à un jugement rendu emporte acquiescement. C. C. 6 fév. 1816, t. 18, 121.

9. La nomination volontaire d'un expert en vertu d'un jugement constitue un acquiescement. C. C. 16 floréal an 5, t. 1, 187.

10. Le désaveu d'un acte d'appel fait dans une lettre adressée à l'adversaire constitue un acquiescement au jugement. C. C. 25 prair. an 6, t. 1, 268.

11. La signification d'un jugement faite à parties, sans réserves, emporte acquiescement lors même que, dans une précédente signification faite à avoué, on se fût expressément réservé d'appeler. Bruxelles, 11 août 1808, t. 9, 475; Gênes, 26 juin 1812, t. 13, 209; C. C. 12; août 1817, t. 19, 810; 12 févr. 1806, t. 7, 108; 26 prair. an 11, t. 3, 537; 27 juin 1820, t. 22, 576; 10 mai 1820, t. 22, 460; 15 nov. 1813, t. 15, 599.

12. La cour de Gênes avait précédemment jugé en sens contraire. 7 mars 1812, t. 13, 208.

13. A plus forte raison la signification d'un jugement avec sommation de s'y conformer constitue-t-elle un acquiescement irrévocable. Nîmes, 21 août 1822, t. 3 de 1823, 112.

14. L'acquiescement doit avoir son effet, lors même que la réserve de se pourvoir serait énoncée dans l'exploit original, si elle a été omise dans la copie. Bruxelles, 11 août 1808, t. 9, 475.

15. La signification d'un jugement à avoué, faite sans protestation ni réserve, n'emporte point acquiescement. Limoges, 23 juin 1819, t. 21, 420.

16. Excepté dans les cas où cette signi-

fication suffit, soit pour rendre le jugement exécutoire, soit pour faire cesser le délai de l'appel. Liège, 13 janv. 1811, t. 12, 28.

17. La signification sans réserves d'un arrêt interlocutoire emporte acquiescement. C. C. 6 juil. 1819, t. 21, 423.

18. Exécuter sans réserves un seul d'un jugement qui en contient plus, c'est acquiescer tacitement à tous les autres. Turin, 30 nov. 1811, t. 12, 28.

19. Il en est autrement lorsqu'une partie, en exécutant ou en poursuivant l'exécution d'un des chefs du jugement, s'est expressément réservé de se pourvoir contre les autres. C. C. 17 frim. an 13, t. 3, 135; 3 juin 1818, t. 20, 43; brum. an 13, t. 5, 81.

20. L'exécution d'un jugement principal emporte acquiescement à toutes les condamnations accessoires, quoiqu'il soit réservé le droit de se pourvoir contre celles-ci. Paris, 17 mai 1813, t. 15, 547.

21. On est réputé avoir acquiescé à un jugement rendu en dernier ressort, lorsqu'en effectuant le paiement de la condamnation sous des réserves de se pourvoir, on a retiré les pièces. Riom, 10 janv. 1817, t. 19, 550.

22. La réserve d'appeler, faite dans des actes d'exécution d'où résulte un acquiescement tacite au jugement, ne peut avoir quelque effet. Nîmes, 7 janv. 1813, t. 14, 516.

23. La partie saisie qui, en première instance et en appel, n'a pas pu faire cueillir ses moyens de nullité contre l'adjudication provisoire, et qui revient en première instance présenter des moyens de nullité contre la procédure relative à l'adjudication définitive est censée acquiescer au premier arrêt et n'est pas admissible à se pourvoir en cassation. C. C. 4 fév. 1811, t. 12, 80.

24. Il y a acquiescement de la partie saisie qui, après l'arrêt confirmatif de l'adjudication provisoire, se borne à faire de réserve, à quereller la procédure relative à l'adjudication définitive. C. C. 1 déc. 1813, t. 15, 684.

25. La partie qui, sur l'appel, a jeté par son adversaire de tous ou de quelques uns des chefs du jugement de première instance, conclut sans aucune réserve à la confirmation pure et simple de ce jugement, est censée y avoir acquiescé dans toutes ses parties. C. C. 6 frim. an 13, t. 5, 116; 23 janv. 1810, t. 11, 116.

26. La partie qui, présente à l'audience, laisse, sans faire de protestation ni réserve, prêter à son adversaire le serment que le tribunal vient de lui décerner d'office, est censée acquiescer à la p

Jugement qui est relative à la déla-  
du serment. C. C. 8<sup>e</sup> juil. 1819, t.  
380.

7. La même cour avait originairement  
dé en sens contraire. 21 therm. an 8,  
456.

8. Plaider sur le fond après un juge-  
ment qui rejette un déclinatoire consti-  
tue un acquiescement à ce jugement. C.  
1 août 1820, t. 22, 691; 14 frim. an  
10, t. 4, 126.

9. De même assister à une enquête et  
produire des témoins, c'est acquiescer  
au jugement qui l'ordonne. C. C. 1 août  
1820, t. 22, 691.

10. Mais plaider au fond à l'instant même  
du jugement qui l'ordonne, quoique  
sans protestation ni réserve, n'emporte  
pas acquiescement à ce jugement. Tou-  
rner, 25 janv. 1821, t. 23, 72.

11. Les parties acquiescent au juge-  
ment qui ordonne un partage, lorsque,  
soit elles-mêmes ou par leurs avoués, elles  
nomment l'expert chargé d'y procéder.  
Paris, 1 juin 1819, t. 21, 373.

12. S'en rapporter à la justice n'est pas  
acquiescer d'avance au jugement. Paris,  
15 mai 1811, t. 12, 447; 13 mars 1810,  
t. 11, 232.

13. L'opposition, même sans réserve, à  
la taxe contenue dans un jugement,  
n'emporte point acquiescement à ses au-  
tres dispositions. Paris, 10 juin 1812,  
t. 13, 537.

14. De même le paiement, sans réserve  
des frais auxquels une partie est con-  
damnée par un jugement en dernier res-  
sort, ne constitue point un acquiesce-  
ment. C. C. 28 août 1810, t. 11, 825.

15. De même encore il n'y a point ac-  
quiescement de la part d'une partie qui,  
en faisant des offres du montant des frais,  
ajoute *qu'elle les fait par forme de con-  
damnation et pour éviter des poursuites.*  
C. C. 6 prair. an 2, t. 1, 54.

16. On ne peut considérer comme un  
acquiescement, de la part de l'une des  
parties, la requête tendante à obtenir une  
audience prochaine pour plaider sur l'ap-  
pel interjeté par l'autre partie. C. C.  
1 août 1811, t. 12, 701.

17. Il n'y a point acquiescement de la  
part d'une partie qui, après avoir appelé  
d'un jugement, emportant contrainte par  
corps et exécution par provision, y satis-  
fait néanmoins pour recouvrer sa liberté  
et même en acquitte les dépens, mais  
sans la réserve de tous ses droits. C.  
4 mai 1818, t. 20, 365.

18. Acquitter le montant d'une con-  
damnation, par suite d'un commande-  
ment et comme contraint et forcé, n'est  
pas acquiescer au jugement. C. C. 24  
juin 1811, t. 12, 814,

39. Lorsque, après un premier juge-  
ment, portant condamnation aux dépens,  
avec distraction en faveur de l'avoué ad-  
verse, et un jugement qui déboute de l'op-  
position à l'exécution de ces dépens, on  
les acquitte comme contraint, et tous  
droits expressément réservés, notamment  
d'appeler du second jugement, on n'est  
pas censé avoir acquiescé au premier. C.  
C. 15 juil. 1818, t. 20, 540.

40. La demande en renvoi de la cause,  
faite par les avoués des parties, après un  
jugement qui statue sur des moyens de  
nullité en la forme, ne constitue point  
un acquiescement de leur part à ce juge-  
ment. C. C. 17 déc. 1823, t. 3 de 1824,  
295.

41. Le paiement des frais fait par la  
partie condamnée à ses avoués, en reti-  
rant les pièces, ne constitue point un  
acquiescement. Paris, 22 juil. 1815, t.  
17, 495.

42. Il n'y a point acquiescement de la  
part de celui qui exécute un jugement,  
quoique rendu seulement en premier  
ressort, et non exécutoire par provision,  
s'il n'a obéi que comme contraint et for-  
cé, et avec réserve de se pourvoir. C. C.  
2 janv. 1816, t. 18, 1.

43. On peut considérer comme con-  
trainte et forcée l'exécution faite sur  
un jugement par commandement. C. C. 2 janv.  
1816, t. 18, 1.

44. La partie qui a exécuté un juge-  
ment en dernier ressort, par suite d'une  
poursuite judiciaire à laquelle elle ne  
pouvait se dispenser d'obéir, n'est pas  
censée avoir acquiescé. C. C. 22 flor. an  
9, t. 2, 32.

45. L'exécution volontaire d'un juge-  
ment, avec protestation et réserve, n'em-  
porte pas acquiescement. C. C. 18 vend.  
an 3, t. 1, 82.

46. Lorsqu'un jugement contient deux  
dispositions distinctes, dont l'une est dé-  
finitive et l'autre préparatoire, l'exécu-  
tion de la seconde n'emporte pas acquies-  
cement à la première. C. C. 19 therm.  
an 13, t. 6, 382.

47. Non plus que la signification du  
jugement, faite même sans réserve, mais  
avec sommation de concourir au prépara-  
toire ordonné. C. C. 17 vend. an 13,  
t. 5, 20.

48. Il n'y a point acquiescement de la  
partie qui fait signifier avec réserve un  
jugement interlocutoire rendu à son pré-  
judice. C. C. 21 janv. 1812, t. 3, 75.

49. Lorsque les juges défèrent à l'une  
des parties un serment supplétoire pour  
être prêté à une autre audience, la partie  
adverse n'est point censée acquiescer au  
jugement, quoiqu'elle n'ait pas fait de ré-  
serve, si, appelée ou non à cette nou-

velle audience, elle n'a pas comparu. Nismes, 30 janv. 1819, t. 21, 76.

49 bis. Lorsqu'un tribunal défère le serment à l'une des parties, qui le prête sur-le-champ, sans que l'autre partie, présente à l'audience, fasse aucune réserve ou protestation, le silence de celle-ci forme un véritable acquiescement qui rend son appel non recevable. Montpellier, 18 juil. 1823, t. 1 de 1825, 315.

50. Le créancier surenchérisseur qui produit à l'ordre sous toutes réserves n'est point censé acquiescer au jugement qui a déclaré nulle sa surenchère. C. C. 28 nov. 1809, t. 10, 803.

51. Les créanciers inscrits n'acquiescent pas au jugement d'adjudication par cela qu'ils poursuivent l'ordre. C. C. 23 déc. 1806, t. 7, 612.

52. Appeler de quelques chefs d'un jugement, même sans faire de réserve, n'est point acquiescer aux autres. Nismes, 23 frim. an 12, t. 4, 153.

53. L'acquiescement de l'une des parties au jugement qui rejette une demande en revendication d'immeubles ne profite pas à ses coïntéressés. Ceux-ci, quoiqu'ils aient fait infirmer le jugement par la cour d'appel, ne peuvent toujours obtenir que leur part, parce que, dans ce cas, l'action est divisible. C. C. 16 janvier 1811, t. 12.

### § 3. Effets de l'acquiescement.

54. L'acquiescement donné à un jugement par l'une des parties contre lesquelles il est intervenu ne peut empêcher les autres de l'attaquer. C. C. 13 nivôse an 10, t. 2, 223.

55. L'acquiescement donné à un jugement de justice de paix rendu sur une matière qui sortait des limites de sa juridiction efface le vice de l'incompétence. Toulouse, 24 fév. 1821, t. 23, 146.

**ACQUIESCEMENT à une demande judiciaire.** Il n'est pas nécessaire qu'un exploit contenant acquiescement à une demande judiciaire soit signé par la partie. Orléans, 2 mai 1823, t. 3 de 1823, 46.

## ACQUITTEMENT.

### I. Jurisprudence antérieure au code d'instruction criminelle.

1. Lorsque le jury avait déclaré un accusé non convaincu ou non coupable, le président pouvait prononcer l'acquittement sans consulter les juges ni entendre le ministère public. C. C. 12 vend. an 13, t. 5, 13.

2. L'individu acquitté, sur la déclaration du jury d'accusation, portant qu'il n'y avait pas lieu à accusation, ne pouvait plus être poursuivi correctionnelle-

ment pour le même fait. C. C. 5 fév. 1808, t. 9, 100 ; 21 therm. an 7, t. 336. — V. *Non bis in idem*.

### II. Jurisprudence du code d'instruction criminelle.

*Quand le président peut-il seul donner le renvoi de l'accusé ?*

*Quand l'ordonnance d'acquittement peut-elle être attaquée par le ministère public ? — Quand peut-elle être attaquée au préjudice de la partie ?*

3. Lorsque l'accusé est déclaré coupable, mais que le fait de culpabilité ne trouve prévu par aucune loi pénale, le président ne peut prononcer seul son acquittement : c'est à la cour tout entière à l'absoudre. C. C. 24 mai 1821, t. 2 de 1824, 172 ; 2 juil. 1813, t. 15, 161.

4. L'ordonnance d'acquittement rendue dans ce cas par le président seul pourrait être annulée au préjudice de l'accusé acquitté. C. C. 2 juil. 1813, t. 15, 161.

5. Lorsque l'accusé est déclaré coupable, mais sans la circonstance principale, le président de la cour d'assises ne peut pas, dans la pensée que cette circonstance constituât seule le crime, acquitter l'accusé : c'est à la cour d'assises seule à l'absoudre ou à le condamner. L'ordonnance d'acquittement que prononcerait le président peut être annulée autrement que dans l'intérêt de la loi, et au préjudice de la partie acquittée. C. C. 14 nov. 1811, t. 13, 866.

6. L'ordonnance qui, sur la déclaration du jury qu'un accusé n'a pas agi avec discernement, en prononce l'acquittement, ne peut être attaquée par le ministère public au préjudice de l'accusé, lors même que, par voie de correction, elle le condamne à une correction moindre que celle qui est prescrite par la loi en pareil cas. C. C. 10 déc. 1811, t. 12, 784.

7. L'art. 409 du cod. d'instr. crim. qui, dans le cas de l'acquittement de l'accusé, ne permet au ministère public de se pourvoir que *dans l'intérêt de la loi*, est uniquement applicable au cas où l'acquittement a été prononcé par une ordonnance du président de la cour d'assises, sur la déclaration que l'accusé *n'est pas coupable*, et non au cas où l'acquittement a été prononcé par la cour d'assises sur le motif que la déclaration du jury, tout en déclarant l'accusé *coupable*, ne spécifie pas toutes les circonstances constitutives du crime. C. C. 9 mai 1823, tom. 24, 415.

8. Lorsque l'ordonnance d'acquittement est rendue sans déclaration légale du ju-

potamment sur une déclaration contradictoire portant que l'accusé est coupable de *meurtre*, mais qu'il n'a pas agi *intentionnellement*, elle peut être annulée au vu du verdict de la partie acquittée. C. C. 11. 1813, t. 15, 161.

L'accusé qui est enlevé de vive force à la prison du juge compétent, pour être conduit devant un juge qui ne l'est pas et qui l'a acquitté, ne peut jouir du bénéfice de la disposition du cod. d'instr. crim., qui déclare irréfutable, au préjudice de l'accusé, l'ordonnance d'acquiescement. C. C. 12 fév. 1813, t. 14, 1.

**ACTE (en général).** 1. Lorsqu'une formalité tient à la substance de l'acte et intéresse essentiellement l'ordre public, elle doit être observée, à peine de nullité, de même que la loi n'aurait pas prononcé cette peine. C. C. 22 avril 1807, t. 8, 288.

2. L'acte nul dans son principe, soit par des vices de forme, soit par des irrégularités essentielles, peut être validé par la ratification postérieure. Paris, 13 avril 1813, t. 14, 419.

3. L'exécution des actes en couvre les vices, même essentiels. Ainsi, un acte de vente sous seing privé, auquel le vendeur a apposé sa marque, et qui a reçu son exécution, ne peut pas être attaqué par ses héritiers, lorsque ceux-ci ne nient point son existence, et qu'ils ne contestent que sa régularité. C. C. 10 therm. an 13, t. 6, 360. — V. *Acte notarié*, n. 6 et 7; *Acte sous seing privé*, n. 9.

4. La présomption qu'un acte existe entraîne pas celle que les formalités requises pour sa validité y ont été observées. C. C. 19 flor. an 13, t. 6, 180.

**ACTE administratif.** V. *Compétence*, n. 6, 9, 18, 21.

**ACTE d'accusation.** On ne peut dans un acte d'accusation dressé contre des prévenus d'un délit, inculper un magistrat de sûreté, ni aucune autre personne qui n'a point figuré dans l'instruction préalable. C. C. 30 frim. an 12, t. 4, 69.

**ACTES de l'état civil.**

1. *Principes généraux. — Rectification des actes de l'état civil.*

2. *Actes de naissance.*

3. *Actes de mariage.*

4. 1 — *Principes généraux. — Rectification des actes de l'état civil.*

1. Un acte de l'état civil n'est pas nul quoique inscrit sur un registre non timbré. C. C. 13 fruct. an 10, t. 2, 640.

2. Le code civil n'attache pas la peine

de nullité au défaut de formalités qu'il prescrit pour les actes de l'état civil. Bruxelles, 4 juil. 1811, t. 12, 536.

3. Un acte de l'état civil, quoique vicieux dans la forme, fait foi de son contenu jusqu'à inscription de faux. C. C. 20 frim. an 7, t. 1, 293.

4. Il n'en est pas ainsi cependant quand les officiers de l'état civil n'ont pas vérifié par eux-mêmes les faits qu'ils sont chargés de constater. Tel est un acte de naissance, lorsque l'enfant n'a pas été présenté à l'officier de l'état civil. Angers, 25 mai 1822, t. 24, 451.

5. Mais, dans ce cas, il peut être suppléé par la preuve testimoniale à la preuve qui devrait résulter de l'acte. Angers, 25 mai 1822, t. 24, 451.

6. En cas d'absence ou d'empêchement du maire, l'adjoint peut, sans délégation, le suppléer dans la rédaction des actes de l'état civil. Angers, 25 mai 1822, t. 24, 541.

7. Des circonstances graves peuvent autoriser l'admission de la preuve testimoniale, pour suppléer au silence des registres de l'état civil, quoiqu'ils existent sans lacération, lorsqu'on prétend qu'on a omis d'y constater le décès des individus. C. C. 5 fév. 1803, t. 10, 76.

7 bis. Lorsque les registres de l'état civil étaient perdus, la preuve des actes qu'ils devaient contenir pouvait, sous l'ancienne législation, comme aujourd'hui sous l'empire du code civil, être suppléée par des présomptions tirées des papiers domestiques, et d'une réunion d'actes de famille contenant la reconnaissance des rapports de parenté de l'individu dont l'état était contesté. C. C. 23 mars 1825, t. 3 de 1825, 469.

8. Un jugement rendu à l'occasion d'une succession, et contenant reconnaissance de parenté, vaut rectification contradictoire des actes de l'état civil. C. C. 19 juil. 1809, t. 10, 557.

9. Les juges peuvent prononcer la rectification d'un acte de naissance dans lequel l'enfant est déclaré fils d'un père qui ne l'a pas reconnu. Besançon, 3 juin 1808, t. 9, 342.

10. Des enfans peuvent demander la rectification de l'acte de naissance de leur mère, après son décès. Aix, 17 août 1808, t. 9, 487.

11. Le jugement qui prononce la rectification d'un acte de naissance est nul de plein droit à l'égard de l'enfant qui le désavoue, s'il ne la pas requis, ou s'il n'y a pas été appelé. C. C. 28 juin 1815, t. 17, 439.

12. Le jugement qui ordonne la rectification d'un acte de naissance peut être opposé par l'enfant aux tiers qui n'y ont

pas été parties, tant que le jugement n'a été ni rétracté ni réformé. C. C. 25 mai 1793, t. 1, 23.

### § 2. — Actes de naissance.

13. Il n'est pas essentiel à la validité de l'acte de naissance que l'enfant ait été présenté à l'officier de l'état civil. Angers, 25 mai 1822, t. 24, 451.

14. Un acte de naissance n'est pas nul par cela seul qu'il contient des énonciations autres que celles indiquées dans l'art. 57 du cod. civ. Angers, 25 mai 1822, t. 24, 451.

15. Le maire et l'officier de l'état civil qui ont signé un acte de naissance contenant déclaration de paternité, sans l'aveu de celui à qui ils l'ont attribuée, sont passibles de dommages et intérêts. Il n'en est pas de même des témoins. Besançon, 3 juin 1808, t. 9, 342.

16. On ne doit pas employer la voie de l'inscription de faux contre un acte de naissance pour établir qu'il assigne à l'enfant une filiation qui n'est pas la sienne. C. C. 12 juin 1823, t. 3 de 1823, 161; Amiens, 9 août, 1821, t. 1 de 1823, 405.

### § 3. — Actes de mariage.

V. *Naissance*, et *Mariage*.

### § 4. — Actes de décès.

17. L'acte de décès d'un individu trouvé mort sur un chemin fait foi en justice dès qu'il est signé de l'officier civil, quoiqu'il ne fasse aucune mention du procès verbal de l'officier de police qui a constaté la reconnaissance et la levée du cadavre. C. C. 20 frim. an 7, t. 1, 293.

18. Le décès d'un individu qui n'a point été porté sur les registres, quoiqu'il en existe, peut être prouvé par témoins. Bordeaux, 29 août 1811, t. 12, 736; 9 mars 1812, t. 13, 215; C. C. 12 mars 1807, t. 8, 158.

19. Lorsqu'il n'a pas existé de registres, cette preuve peut se faire par un concours de circonstances caractéristiques du décès, surtout si elle n'a pour but que l'exercice de droits pécuniaires. Aix, 28 mars 1811, t. 12, 291.

20. On ne peut, quand rien n'établit la non-existence ou la perte des registres, suppléer à l'acte de décès d'un militaire absent, et qu'on prétend être mort dans un hôpital, sur des actes de notoriété constatant les circonstances de sa mort, et obtenir, à l'aide de ces pièces, l'envoi en possession définitive de ses biens. Colmar, 12 août 1814, t. 16, 557.

21. L'acte de décès d'un Français mort en pays étranger peut faire foi en justice, bien qu'il n'ait pas été légalisé par l'agent français résidant dans le pays où cet acte a été délivré, si d'ailleurs il l'a été par

les autorités locales, et que d'autres constances viennent attester le décès. 3 vent. an 14, t. 280.

### ACTE judiciaire.

1. On peut, dans certains cas, prouver l'existence de divers actes de procédure par des extraits des registres de l'enregistrement. Nanci, 23 nov. 1812, t. 986. Riom, 28 déc. 1808, t. 9, 750. — *Acte notarié*, n. 12.

2. D'après la cour de cassation, au lieu de produire un acte, on ne peut, en cas de non représentation d'un exploit, prouver son existence et sa régularité par un extrait du registre du receveur de l'enregistrement. C. C. 1 août 1810, t. 11, 746; 7 brum. an 13; 5 therm. an 11, t. 5, 54.

3. Cependant l'existence d'un exploit doit être considérée comme certaine, lorsque, relatée dans l'extrait du registre de l'enregistrement, elle n'est pas désavouée par le demandeur ou le défendeur à qui on l'oppose. C. C. 6 frim. an 13, t. 5, 4.

### ACTE d'héritier. — V. *Succession*.

### § 2.

### ACTE notarié. — ACTE authentique.

*Il n'est pas nécessaire que les parties sachent le français, le notaire la langue des parties. — Énonciation du lieu où l'acte a été passé. — Signature des parties et des témoins. — Nullités qui résultent du défaut de signature. — Comment elle est couverte. — Mention de la signature des témoins. — Successions. — Comment se prouve l'existence d'un acte notarié. — Quelles formes, quelles circonstances lui impriment le caractère authentique. — De quels actes authentiques.*

1. Un acte notarié ne peut être attaqué sous prétexte que les parties ne savaient pas la langue dans lequel cet acte est rédigé, ni le notaire celle des parties. Cet acte fait foi jusqu'à inscription de faux. C. C. 19 déc. 1815, t. 17, 767. — V. *Notaire*, n. 1 et 2.

2. Dans un acte notarié, les mots *fait et passé en notre étude* et à la suite de la désignation du lieu de la résidence, énoncent suffisamment celui où l'acte a été passé. Angers, 30 mai 1817, t. 19, 518.

3. L'acte notarié est nul, s'il n'est pas signé des parties. Colmar, 4 mars 1817, t. 19, 200.

4. La déclaration, dans un acte nota-



que la partie a fait sa marque ordinaire, n'équivaut pas à la déclaration de ne savoir signer. Colmar, 4 mars 1817, t. 19, 200.

1. La fausse déclaration de ne savoir signer, faite par une partie dans un acte notarié, n'entraîne pas la nullité de cet acte. C. C. 30 mess. an 11, t. 3, 600.

2 bis. Un acte public ne peut valoir comme acte sous seing privé, lorsque la signature de l'une de plusieurs parties sociales y manque. C. C. 27 mars 1812, t. 13, 302.

3. Un acte notarié, quoique nul, pour défaut de signature de l'un des témoins des parties, produit son effet, s'il a été accepté volontairement par les parties. Paris, 17 déc. 1821, t. 3 de 1823, 119.

4. La Cour de cassation a décidé, au contraire, que la nullité d'un pareil acte n'est pas couverte par l'exécution qu'il a eue. 27 mars 1812, t. 13, 302. V. *Acte*, t. 3; *Acte sous seing privé*, n. 9.

5 bis. Mais lorsqu'il est signé de toutes les parties il vaut comme acte privé, lors même qu'il n'aurait pas été fait double. Bruxelles, 17 juin 1812, t. 13, 554.

6. Comment peuvent se prouver les conventions que renferme un pareil acte. 1. *Preuve*, n. 9.

9. Lorsque le concours de témoins instrumentaires est nécessaire, il est indifférent que la mention de leur signature se trouve au commencement ou à la fin de l'acte. C. C. 4 juin 1823, t. 3 de 1823, 29.

10. Quoique les surcharges et additions que renferme un acte notarié soient de nature à influencer sur les conventions des parties ou sur la forme substantielle de l'acte, on peut n'attaquer cet acte que par la voie de nullité, sans qu'il soit nécessaire de recourir à l'inscription de faux. C. C. 20 fév. 1821, t. 23, 130. V. *Testament*, n. 198 à 201.

11. On peut prouver par témoins l'existence d'un acte dont le notaire refuse de délivrer l'expédition sur le prétexte qu'il ne l'a pas reçu. Cette preuve est admissible, surtout lorsque le demandeur produit une lettre écrite par ce notaire dans laquelle il confesse avoir reçu cet acte. Agen, 16 fév. 1813, t. 14, 160.

12. On peut également prouver l'existence de cet acte par l'extrait des registres de l'enregistrement. Douai, 1 juil. 1816, t. 18, 552. — V. *Acte judiciaire*.

13. Lorsque l'obligation constitue de sa nature un contrat unilatéral, l'acte est authentique, quoique le notaire n'y ait pas fait mention de la signature apposée par la partie au profit de laquelle il est consenti. C. C. 8 juil. 1818, t. 20, 520.

14. Lorsqu'un acte notarié ne men-

tionne pas la signature du notaire, il est nul comme acte authentique; il ne vaut que comme sous seing privé entre les parties qui l'ont signé. Besançon, 5 déc. 1809, t. 10, 823.

15. Il en est de même, à plus forte raison, lorsque le notaire ne l'a pas signé. C. C. 3 nov. 1807, t. 8, 630.

16. Toutefois, suivant la cour de cassation, le défaut de la mention de la signature du notaire ne prive pas l'acte du caractère authentique. 11 mars 1812, t. 13, 234.

17. L'expédition d'un acte dont la minute ne se trouve pas chez le notaire, qui paraît l'avoir reçue, et dont il n'est fait aucune mention sur les registres de l'enregistrement, n'en est pas moins, dans le sens de la loi, un acte authentique auquel on doit ajouter foi jusqu'à inscription de faux. C. C. 17 mess. an 10, t. 2, 540.

18. Lorsqu'un acte notarié a été enregistré dans le délai utile, le bâtonnement de l'enregistrement fait par le receveur, faute de paiement du droit, ne dépouille pas l'acte de cette formalité, et ne lui ôte par conséquent pas son caractère d'authenticité. C. C. 16 déc. 1811, t. 13, 977.

19. Un acte authentique dont la date est surchargée est nul, comme n'étant pas daté. C. C. 27 mars 1812, t. 13, 302.

Mais il vaut comme acte privé s'il est signé de toutes les parties, lors même qu'il n'aurait pas été fait double. Bruxelles, 17 juin 1812, t. 13, 554; Paris, 13 avril 1813, t. 14, 419. — V. *Notaire*, n. 34.

20. Un acte sous seing privé devient authentique et exécutoire par le dépôt que les parties en font dans l'étude d'un notaire. C. C. 27 mars 1821, t. 23, 249.

21. Ou par le dépôt qu'en fait seule la partie obligée. Bourges, 27 juin 1823, t. 1 de 1824, 472.

22. Ou par le dépôt qu'en fait l'une des parties, si l'autre s'en est fait délivrer une grosse par le notaire dépositaire. C. C. 17 mars 1821, t. 23, 249.

23. Ou si la partie qui fait le dépôt a reçu à cet effet un pouvoir exprès des autres parties par l'acte même. Caen, 22 juin 1824, t. 1 de 1825, 557.

24. Les actes par lesquels un prince souverain s'engage comme personne privée sont authentiques, lorsqu'ils sont contre-signés par le secrétaire intime de son cabinet. C. C. 7 juin 1809, t. 10, 440.

ACTE *récongnitif* ou *confirmatif*. — V. *Rente féodale*, n. 14, 15.

ACTE *respectueux*. 1. La loi n'exige pas que l'enfant soit présent à l'acte respectueux. C. C. 4 nov. 1807, t. 8, 636; Bordeaux, 22 mai 1806, t. 7, 322; Amiens, 17 frim. an 12, t. 4, 140.

2. La fille majeure de vingt-cinq ans

n'est obligée qu'à un seul acte respectueux. Bordeaux, 22 mai 1806, t. 7, 323; Paris, 19 sept. 1815, t. 17, 612.

3. Les mots sommation et interpellation, consignés dans des actes respectueux, ne les vicient pas, si d'ailleurs ces actes sont conçus en termes révérentiels et respectueux. C. C. 4 nov. 1807, t. 8, 636.

4. La cour de Bordeaux a décidé en sens contraire. 12 fruct. an 13, t. 6, 426.

5. On peut indifféremment, dans l'acte respectueux, requérir le consentement ou le conseil de l'ascendant à qui il est adressé. Bordeaux, 22 mai 1806, t. 7, 322; Toulouse, 27 juin 1821, t. 23, 452.

6. Lorsque le père et la mère existent, l'acte respectueux doit, sous peine de nullité, être adressé à l'un et à l'autre, et il doit en être laissé une copie à chacun d'eux. Bruxelles, 5 mai 1808, t. 9, 285; Caen, 12 déc. 1812, t. 13, 1056.

7. Des actes respectueux faits en vertu d'un pouvoir sous seing privé non légalisé ni exhibé ne sont pas nuls. Paris, 19 oct. 1809, t. 10, 745.

8. Il n'est pas besoin que le notaire soit pourvu d'un pouvoir spécial pour chacun des actes respectueux. Liège, 26 déc. 1812, t. 13, 1091.

9. Chaque acte respectueux peut être fait le trentième jour du précédent : ici ne s'applique pas la règle *Dies termini non computantur*. Paris, 19 oct. 1809, t. 10, 745.

10. Les actes respectueux doivent être notifiés à la personne même des père et mère, et la copie ne peut être remise au maire que lorsque le notaire a épuisé tous les moyens de parler aux parens. Caen, 12 déc. 1812, t. 13, 1056.

10 bis. Une copie des actes respectueux doit être laissée à chacun des père et mère, à peine de nullité. Paris, 10 mars 1825, t. 3 de 1825, 433.

11. Suivant la cour de Toulouse, il n'est pas indispensable que ces actes leur soient remis à eux-mêmes, s'ils ne se trouvent pas à leur domicile. 27 juin 1821, t. 23, 452.

11 bis. D'après la cour de Paris, il est nécessaire que les actes respectueux soient notifiés au nouveau domicile des père et mère transporté dans un autre lieu, bien que ces derniers n'aient point fait la déclaration exigée par la loi pour constater le changement de domicile, si d'ailleurs l'enfant en avait connaissance. 10 mars 1825, t. 3 de 1825, 433.

12. L'acte respectueux doit, à peine de nullité, faire mention de la réponse de chacun des époux. Douai, 25 janv. 1815, t. 17, 63.

13. Les témoins qui assistent le notaire dans un acte respectueux doivent, à

peine de nullité, signer l'original et copie de cet acte. Paris, 12 fév. 1815, t. 12, 118; Bordeaux, 12 fruct. an 6, 426.

14. Les actes respectueux doivent être revêtus de la signature du notaire et de l'enfant. Bordeaux, 12 fruct. an 13, t. 6, 426.

15. Suivant la cour de Montpellier, suffit de la signature des témoins sur les originaux; elle n'est pas indispensable sur les copies. 31 déc. 1821, t. 23, 776.

16. Les actes respectueux signifiés à une fille qui s'est retirée dans la maison de celui qu'elle veut épouser peuvent être annulés comme n'étant pas l'œuvre d'une volonté libre. Montpellier, 31 déc. 1821, t. 23, 776; Aix, 6 janv. 1825, t. 1 de 1825, 371.

ACTE simulé. V. *Simulation*, et V. *Acte simulé*.

ACTE synallagmatique. V. *Contrat synallagmatique*.

ACTE sous seing privé.

*Qui peut faire un acte sous seing privé. — Comment cet acte acquiert une date certaine. — Qui peut contester la date. — Quand les tribunaux peuvent lui fixer pour date celle de l'enregistrement, même entre les parties qui l'ont souscrit. — S'il peut être délivré en forme de grosse.*

1. Un aveugle ne peut faire aucun acte sous seing privé; une quittance de lui sous cette forme serait nulle. Paris, août 1808, t. 9, 467.

2. Les actes sous seing privé n'acquièrent de date certaine que par l'une des trois circonstances que détermine l'art. 1328 du cod. civ. Cet article est limitatif et non pas seulement démonstratif. C. C. 27 mai 1823, t. 3 de 1823, 250.

3. Ainsi, il ne suffit pas qu'un tiers ait eu connaissance de cet acte, pour qu'on puisse le lui opposer. C. C. 27 mai 1823, t. 3 de 1823, 250.

4. La cour de Metz a décidé au contraire que l'art. 1328 n'est que démonstratif, et que la certitude de la date des actes sous seing privé peut s'établir par des moyens autres que ceux signalés dans cet article. 4 juil. 1821, t. 3 de 1824, 835.

5. L'art. 1328 du cod. civ. ne s'applique pas rigoureusement en matière commerciale; il peut, suivant les circonstances, recevoir des exceptions. C. C. 4 fév. 1819, t. 21, 116; Paris, 12 avril 1811, t. 12, 335.

6. Pour qu'un acte sous seing privé acquière une date certaine par l'énonciation qui en est faite dans un acte authentique,

il suffit que cet acte authentique réfère la date, sans en rappeler les positions. C. C. 11 frim. an 9, t. 1,

La partie qui produit un acte sous seing privé ne peut en contester la date. Rouen, 19 fév. 1814, t. 16, 187.

Lorsqu'il est établi que la date mise à un acte sous seing privé a été posée postérieurement à sa confection, les juges peuvent décider que cet acte n'aura, même entre ceux qui l'ont écrit, ou leurs ayant-cause, d'autre valeur que celle de l'enregistrement. C. C. 11 janv. 1814, t. 16, 73.

Un acte privé signé du nom d'une partie par une main étrangère n'est valide ni par un commencement d'exécution, ni par l'approbation que fait de la signature la partie dont le nom est souscrit. Rouen, 25 mars 1807, t. 8, 200. —

*Acte*, n. 3; *Acte notarié*, n. 6 et 7.

L'acte sous seing privé déposé chez un notaire peut être délivré en forme de procès-verbal. C. C. 27 mars 1821, t. 23, 246.

V. *Double écrit*.

**ACTION civile. — ACTION publique. — ACTION criminelle.**

*Si l'action civile peut être exercée indépendamment de l'action publique. — Quand peut-on exercer l'action civile? — Si elle peut être exercée contre un contumax. — Quels juges sont compétents pour connaître de l'action publique. — Comment un tribunal peut être saisi de l'action publique. — Elle suspend l'action civile; elle en est indépendante. — Fins de non recevoir contre l'action publique.*

1. L'action civile en réparation du dommage causé par un délit peut être exercée indépendamment de l'action publique. C. C. 21 déc. 1813, t. 15, 733. — V. n. 12.

2. Celui qui a porté plainte à raison d'un crime ou d'un délit commis contre lui, sans se rendre partie civile, est recevable à intenter une action en dommage devant les tribunaux civils contre l'individu inculqué, lorsque, sur la poursuite exercée par le ministère public contre ce dernier, il a été déclaré *n'y avoir lieu à poursuivre*. C. C. 10 avril 1822, t. 1 de 1824, 215; Bruxelles, 3 mars 1814, t. 16, 219; Colmar, 3 mars 1810, t. 11, 209; 14 août 1811, t. 12, 670; 21 mess. an 2, t. 2, 63.

3. La partie plaignante peut, après avoir succombé au criminel, demander les mêmes restitutions ou dommages et intérêts par action civile, surtout si cette action lui est réservée par l'arrêt d'acquiescement. C. C. 17 niv. an 13, t. 5, 253.

4. L'action civile peut être exercée contre le condamné par contumace, dans les cinq ans qui lui sont accordés pour se représenter. Colmar, 3 mars 1810, t. 11, 209.

5. Le juge compétent pour la répression d'un délit ne peut connaître de l'action civile qui en résulte, s'il n'est pas saisi en même temps de l'action publique pour l'application de la peine. Dans cet état de séparation des deux actions, l'incompétence du tribunal est matérielle et absolue. C. C. 11 sept. 1818, t. 20, 691.

6. Un juge auditeur qui a assisté aux débats du procès criminel, mais sans opiner, peut concourir ensuite au jugement de l'action civile. C. C. 17 mars 1813, t. 14, 310.

7. L'action publique existe par la seule plainte du ministère public, quoique non suivie de mandat. C. C. 18 nov. 1812, t. 13, 959.

8. En ce cas, les cours et tribunaux doivent suspendre toutes poursuites sur l'action civile, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'action publique. C. C. 18 nov. 1812, t. 13, 959; 22 mess. an 7, t. 1, 527.

9. Elle n'existe pas sur la seule plainte de la partie qui se prétend lésée par un crime. C. C. 10 avril 1810, t. 11, 344.

10. Il y aurait violation de l'art. 3 du cod. d'instr. crim., qui veut « que l'exercice de l'action civile soit suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé sur l'action publique », si une chambre d'accusation renvoyait à prononcer sur la mise en accusation d'un agent de change prévenu d'être en état de faillite, jusqu'à ce que le tribunal de commerce ait statué sur le fait de la faillite et que le jugement ait acquis l'autorité de la chose jugée. C. C. 30 janv. 1824, t. 2 de 1824, 571.

11. L'action publique est, quant au fait même qui constitue un délit, essentiellement indépendante de la chose jugée civilement, et le tribunal criminel n'est point obligé de prendre la décision des juges civils en considération, pour se dispenser d'examiner la vérité ou la fausseté du fait. C. C. 7 flor. an 12, t. 4, 472; 26 juil. 1813, t. 15, 258.

12. Il en est de même de l'action civile. Les tribunaux civils ne sont point obligés de prendre les preuves acquises dans une instruction criminelle pour base de leur décision. C. C. 22 mess. an 7, t. 1, 327.



13. Et même ils ne le peuvent pas. Rennes, 12 juil. 1811, t. 13, 563. — V. n. 1.

14. Lorsque, la partie lésée par un délit se pourvoit civilement, elle est censée renoncer à l'action criminelle. — Elle ne peut ensuite, si le ministère public poursuit, intervenir et faire prononcer à son profit des dommages et intérêts. C. C. 18 mess. an 12, t. 4, 612.

15. Lorsque, sur la plainte rendue devant le juge d'instruction par la partie lésée, la chambre du conseil a déclaré qu'il n'y avait pas lieu à poursuivre, l'action criminelle est éteinte, et la partie n'est pas recevable à citer le prévenu devant le tribunal correctionnel. C. C. 18 avril 1812, t. 13, 368.

**ACTION hypothécaire.** 1. Le créancier doit, avant de faire au tiers détenteur la sommation de payer ou de délaisser, lui faire celle de purger. Nîmes, 6 juil. 1812, t. 13, 650.

2. Le tiers détenteur de l'immeuble hypothéqué, sommé de payer la créance ou de délaisser, en vertu de l'art. 2169 du cod. civ., est recevable à exciper de la nullité du commandement fait au débiteur. Nîmes, 6 juil. 1812, t. 13, 650.

3. Indépendamment du droit qu'a tout créancier hypothécaire de poursuivre sur le tiers détenteur l'expropriation de l'immeuble qui lui est affecté, il a celui d'actionner directement ce tiers détenteur pour le faire condamner au délaissement des biens ou au paiement de sa créance. Bordeaux, 11 avril 1810, t. 11, 350.

4. Un créancier peut agir hypothécairement contre le tiers détenteur de l'immeuble affecté au paiement de sa créance, sans être préalablement obligé de discuter le débiteur principal, ou celui qui le représente. C. C. 2 flor. an 13, t. 6, 108.

5. Le créancier hypothécaire, en cas de vente de l'immeuble qui lui est affecté, est fondé à réclamer la représentation non seulement du prix énoncé au contrat, mais encore du supplément de prix stipulé par une contre-lettre. Paris, 2 germ. an 13, t. 6, 4.

6. Il peut, pour réclamer ce supplément de prix, se servir de la preuve qui résulte à cet égard de la contre-lettre, quoique la loi sur l'enregistrement en prononce la nullité. Paris, 2 germ. an 13, t. 6, 4.

7. Il n'est pas indispensable que la sommation de payer ou de délaisser, faite au tiers détenteur, soit revêtue du visa du maire. Rouen, 28 fév. 1810, t. 11, 195. V. *Hypothèque*, sect. 1<sup>re</sup>, et sect. 4. § 4.

**ACTION mobilière, immobilière, personnelle, réelle et mixte.** 1. Les actions sur

des canaux ou sur des mines doivent être considérées comme des biens meubles, la détermination de la loi, lors même que la société à laquelle ces actions se rattachent est propriétaire d'immeubles. En conséquence, la cession de pareilles actions n'est passible que du droit d'enregistrement de 2 pour 100. C. C. 14 avril 1824, t. 3 de 1824, 245; 7 avril 1824, t. 3 de 1824, 236.

2. Le créancier qui a tout à la fois l'action personnelle contre son débiteur originaire, et l'action réelle contre le tiers détenteur, peut exercer cette dernière action avant d'avoir épuisé ni même entamé la première. C. C. 25 fév. 1810, t. 7, 117.

3. La demande en paiement d'arrérages d'une rente perpétuelle hypothéquée sur un immeuble est purement mobilière, et par conséquent personnelle. Paris, 18 janv. 1823, t. 4 de 1824, 286; C. C. 13 oct. 1813, t. 1, 518.

4. Une action en exhibition ou restitution de titres est purement personnelle, et doit être portée devant le tribunal du domicile du défendeur, lors même que, pour le fondement de ces titres, on revendiquerait en même temps un immeuble situé dans le ressort d'un autre tribunal. C. C. 3 fév. 1806, t. 7, 76.

5. L'action en rescision ou en nullité d'une vente d'immeuble est mixte, et peut être portée, au choix du demandeur, ou devant le tribunal du domicile du défendeur, ou devant celui de la situation de l'objet vendu. C. C. 5 nov. 1806, t. 7, 540.

6. Suivant la cour de Riom, elle est purement personnelle. 1 déc. 1808, t. 9, 665.

7. L'action qui a pour objet l'exécution du contrat de vente d'un immeuble est à la fois personnelle et réelle. C. C. 5 fév. 1809, t. 10, 70.

8. La demande tendante à la nullité d'un acte et à la mainlevée des inscriptions hypothécaires, prises en vertu de cet acte est personnelle, et doit être portée devant le tribunal du domicile du défendeur, et non devant le tribunal de la situation de biens hypothéqués. C. C. 1 flor. an 12, t. 4, 461.

9. Le créancier qui, ayant hypothèque sur différents biens passés en main tierce, est devenu, par l'émigration de l'un des tiers acquéreurs, créancier direct de l'état, peut encore exercer son action hypothécaire contre les autres. C. C. 12 niv. an 9, t. 1, 576.

**ACTION possessoire.**

§ 1. Quelles personnes peuvent in-

**Intenter une action possessoire.** — **Quelles choses peuvent être l'objet de cette action.** — **Qualité du caractère et quelle durée doit avoir la possession pour la fonder.** — **Quels troubles peuvent y donner lieu.** — **Durée de l'action.** — **De sa prescription.**

**Quels juges peuvent connaître de l'action possessoire.** — **Mesure du pouvoir du juge de paix.**

**Défense de cumuler le possessoire et le pétitoire.**

**Quelles personnes peuvent intenter une action possessoire, etc.**

Un fermier ne peut intenter une action en complainte, quoiqu'il s'agisse d'une servitude nécessaire à son exploitation. C. C. 7 sept. 1808, t. 9, 570.

Pendant cette action, formée par le fermier, est valable si, avant la conclusion en cause, le propriétaire intervient et déclare prendre le fait et cause du fermier. C. C. 8 juil. 1819, t. 10, 50.

Un fermier a toujours droit de former une action en réintégrande, à la suite d'une voie de fait. C. C. 10 nov. 1810, t. 21, 635.

L'acquéreur d'un domaine national, placé dans sa possession, peut intenter une action possessoire, lors même que l'autorité trouble prétend agir en vertu d'un bail émané de l'autorité administrative. C. C. 28 août 1810, t. 11, 825.

Il en est de même de tout acquéreur placé par un fermier qui demande à annuler l'effet de son bail. C. C. 6 frim. 1810, t. 6, 536.

Un défendeur au pétitoire peut former l'action possessoire pour un trouble antérieur ou postérieur à l'action formée contre lui. C. C. 8 avril 1823, t. 3 de 1823, 98; 7 août 1817, t. 19, 802.

Dans ce cas, l'action doit être portée devant le juge de paix compétent, et non devant le tribunal saisi de l'action pétitoire. C. C. 7 août 1817, t. 19, 802.

Les habitants d'une commune ne peuvent exercer individuellement l'action en réintégrande d'un droit de servitude d'usage commun à tous. C. C. 29 janv. 1812, t. 4, 165.

L'action en réintégrande peut être exercée par le possesseur à titre d'anticipation. C. C. 16 mai 1820, t. 22, 472.

Le preneur à emphytéose a droit d'exercer l'action possessoire. C. C. 26 fév. 1822, t. 24, 543.

La voie de la complainte n'est pas ouverte à l'individu qui s'est plaint de-

vant le tribunal correctionnel de voies de fait qui troublaient sa jouissance, après que, par jugement passé en force de chose jugée, le tribunal a renvoyé préjudiciellement les parties à se pourvoir à fins civiles sur la question de propriété élevée entre elles. C. C. 18 août 1823, t. 1 de 1824, 493.

12. L'individu dont l'action possessoire a déjà été rejetée par jugement ne peut, malgré une jouissance plus qu'annale depuis ce jugement, former une nouvelle action possessoire pour le même objet, lorsqu'il est de nouveau troublé dans sa jouissance. C. C. 12 juin 1809, t. 10, 473.

13. L'action possessoire ne peut s'exercer que sur un objet susceptible de s'acquérir par la prescription. C. C. 7 juin 1820, t. 22, 503. — V. *Servitude*, n. 54 et 40.

14. Un cours d'eau peut être l'objet d'une action en complainte. C. C. 24 fév. 1808, t. 9, 150; 1<sup>er</sup> mars 1815, t. 17, 150.

15. Le terrain que couvre l'eau d'un étang, quand elle est à la hauteur de la décharge, n'est susceptible d'une possession qui puisse servir de base à l'action possessoire que de la part du propriétaire de l'étang. C. C. 23 avril 1811, t. 12, 62.

16. Les biens communaux sont susceptibles d'être prescrits par un particulier, et peuvent donner lieu de sa part à une action possessoire. C. C. 1 avril 1806, t. 7, 209.

16 bis. Les églises et les chapelles consacrées au culte divin, ne peuvent pas, tant qu'elles conservent leur destination, devenir l'objet d'une action possessoire. C. C. 1 déc. 1823, t. 3 de 1825, 414. — Par conséquent une place dans la chapelle d'une église ne peut pas devenir l'objet d'une action possessoire. C. C. 19 avril 1825, t. 3 de 1825, 447.

17. Une haie séparant deux héritages peut être l'objet d'une action possessoire. C. C. 8 vend. an 14, t. 6, 469.

18. Pour être recevable dans une action possessoire, il ne suffit pas d'un droit de propriété attesté par des titres, il faut prouver une possession de l'objet litigieux. C. C. 6 avril 1824, t. 2 de 1824, 511.

19. Les actes de possession exclusive que fait un individu sur une chose dont il n'a que la *jouissance commune* avec d'autres peuvent donner lieu, de la part de ce dernier, à l'action possessoire. C. C. 8 déc. 1824, t. 3 de 1825, 462.

20. Le nu propriétaire ne peut, pour compléter la prescription annale, joindre à sa propre possession celle qu'a eue l'usufruitier dont la jouissance est éteinte. C. C. 6 mars 1822, t. 2 de 1823, 78.

21. L'exception de propriété opposée en police correctionnelle par l'auteur d'un délit commis sur le fonds dont il se prétend propriétaire ne constitue point un trouble de nature à autoriser l'action en complainte de la part du véritable propriétaire. C. C. 20 janv. 1824, t. 2 de 1824, 354.

22. Il en est de même d'une citation en conciliation sur une demande relative à la propriété d'un terrain. Metz, 14 nov. 1816, t. 18, 791.

23. Le propriétaire qui souffre quelque préjudice des constructions faites sur la propriété voisine peut en demander la démolition par la voie de la complainte. C. C. 13 avril 1819, t. 21, 267.

24. Il peut demander la suppression d'une digue faite dans l'année et qui empêche l'écoulement des eaux pluviales de son fonds sur le fonds inférieur. C. C. 13 juin 1814, t. 16, 415.

25. Le droit de former l'action possessoire se prescrit par un an, lors même que le trouble a été exercé envers un fermier qui n'a point averti le propriétaire en temps utile. C. C. 12 oct. 1814, t. 16, 645.

26. L'action exercée en police correctionnelle, par le propriétaire d'un immeuble, pour la répression d'un délit commis dans sa propriété, n'interrompt pas la prescription de l'action possessoire qui lui est ouverte contre l'auteur du trouble. C. C. 20 janv. 1824, t. 2 de 1824, 354.

§ 2. — *Quels juges peuvent connaître de l'action possessoire, etc.*

27. La demande provisoire tendante à obtenir des défenses contre une partie d'exercer aucun acte de jouissance sur l'héritage litigieux est une véritable action possessoire, du ressort de la justice de paix. C. C. 4 août 1819, t. 21, 545.

28. Une action possessoire qui a pour objet la jouissance d'eaux vives ou dormantes est de la compétence du juge de paix. C. C. 4 mai 1813, t. 14, 505; 16 juin 1810, t. 11, 599; 1 mars 1815, t. 17, 150.

29. Il en est de même des actions possessoires relatives aux biens communaux. C. C. 10 nov. 1812, t. 13, 939.

30. L'action qui, de la part d'un propriétaire, a pour objet d'être maintenu dans l'exercice d'un droit de pâturage exclusif sur son propre terrain, est une action possessoire, de la compétence du juge de paix. C. C. 19 vend. an 11, t. 6, 26.

31. Si le défendeur conteste le titre pré-

senté, ou soutient que le terrain litigieux n'est pas le même que celui énoncé dans le titre, les parties doivent être renvoyées au pétitoire. C. C. 12 av. 1813, t. 14, 412.

31 bis. Une action possessoire ne peut point d'être dans la compétence du juge de paix, par l'allégation que fait le défendeur de son droit de propriété sur l'objet litigieux. C. C. 9 fév. 1820, t. 14, 145; 23 fév. 1814, t. 16, 196; 14 nov. 1816, t. 18, 499.

32. En matière possessoire, le juge de paix peut consulter les titres comme simples indicateurs, et seulement pour éclairer sur le caractère de la possession réclamée. C. C. 21 déc. 1820, t. 18, 894; 12 fruct. an 10, t. 2, 635; 26 nov. 1826, t. 3 de 1825, 94. — V. *Servitude*, n. 38.

33. Mais il ne peut se constituer en juge de la validité de ces titres. C. C. 14 mai 1819, t. 21, 571.

34. Entre deux acquéreurs d'un bien, demandeurs en complainte contre l'autre, le juge de paix doit donner la préférence à celui dont le titre est antérieur et a date certaine, quoiqu'il n'ait pas été pris possession par l'autre acquéreur ait pris possession par le premier. C. C. 12 fruct. an 10, t. 2, 635.

35. Lorsque de ces deux acquéreurs aucun n'a la possession annale, le juge de paix doit apprécier les titres pour décider quel est celui des deux acquéreurs qui doit être maintenu. C. C. 16 mai 1821, t. 23, 46.

36. Le juge de paix n'a point à franchir les bornes de sa compétence, quand il a discuté le titre dans les motifs de son jugement, si, dans le dispositif, il se borne à statuer sur la possession. C. C. 18 mai 1813, t. 14, 551.

37. Lorsqu'en matière possessoire il résulte des enquêtes que les deux parties ont cumulativement et sans trouble exercé des actes de possession sur le terrain litigieux, le juge peut les maintenir dans cette possession, sans être tenu d'ordonner le séquestre de l'objet litigieux. C. C. 28 avril 1813, t. 14, 412.

38. Le juge ne peut maintenir le défendeur à une action en complainte de la possession de l'immeuble ou du droit litigieux, si celui-ci n'a pas pris des conclusions à cet effet, et n'a pas articulé la possession annale. C. C. 26 janv. 1824, t. 2 de 1824, 52.

39. Lorsque le juge de paix, se trouvant hors d'état de prononcer sur le mérite de la possession, renvoie les parties à se voir au pétitoire, il n'y a point de confusion des deux actions. C. C. 17 mars 1813, t. 14, 205.

40. Conclure à une plantation de

formant l'action en complainte, point cumuler le possessoire et le pétitoire. C. C. 27 avril 1814, t. 16, 290. bis. Le juge de paix qui, sur une action en complainte, ordonne une planification des bornes conformément aux conclusions du demandeur, ne cumule pas le possessoire et le pétitoire, alors lorsqu'il déclare que ces bornes ne peuvent nuire à l'exercice de l'action pétitoire, si on voulait l'intenter. C. C. 27 avril 1825, t. 3 de 1825, 94.

Le jugement qui, sur une action en complainte, admet le défendeur à prouver que le plaignant n'est pas propriétaire de l'objet litigieux, viole l'art. 24 du code de procédure, qui veut que l'enquête ne porte pas sur le fond du droit, et cumule le possessoire et le pétitoire. C. C. 1816, t. 48, 523.

**ACTION pétitoire.** 1. L'action qui a été maintenue dans la propriété d'un terrain usurpé est une action pétitoire. C. C. 3 oct. 1810, t. 11, 874.

Le propriétaire troublé par une action en complainte, à son choix, agit en pétitoire ou en possessoire, lors même que le trouble est un fermier, et que le propriétaire, mis en cause, refuse de prendre part à la contestation. C. C. 3 oct. 1810, t. 11, 874.

**ACTION négative et confessoire.** V. *Inde.*

**ACTION résolutoire.** V. *Condition résolutoire.*

**ACTION rédhibitoire.** V. *Vente.*

**ACTION sociale.** ACTIONNAIRE.

Une action dans une société est une action indivise dans la propriété de l'objet qui compose le fonds social. C. C. 17 janv. an 10, t. 2, 289.

Chacun des associés a droit de céder son action à un tiers, et dans ce cas, le cessionnaire devient copropriétaire d'une part dans la société, et membre de la société, lors même que, par une disposition de l'acte de société, il ne peut avoir voix délibérative sans le consentement spécial et unanime des autres associés. C. C. 1 vent. an 10, t. 2, 289.

L'acquéreur d'une action de société a le droit, du moins à l'égard des autres associés, de supporter les dettes, et de profiter des bénéfices de l'association, quelles que soient d'ailleurs les clauses de son acquisition. C. C. 3 vent. an 8, t. 1, 385.

**ADHÉSION.** L'adhésion à un acte ne peut être induite de présomptions tirées seulement des circonstances de la cause, et qui ne résultent ni de l'interprétation de l'acte qui n'a pu avoir lieu, ni de la volonté

de la loi. C. C. 27 avril 1825, t. 2 de 1825, 363.

**ADDITION d'hérédité.** V. *Succession.*  
**ADJUDICATION. — ADJUDICATAIRE.**

*Délai à observer entre l'adjudication provisoire et l'adjudication définitive. — L'adjudication définitive est un contrat judiciaire. — Les manœuvres employées pour écarter les enchérisseurs sont une cause de nullité. — L'adjudicataire qui ne paie pas peut être poursuivi sur ses biens personnels ou par la voie de folle enchère. — Privilège de l'adjudicataire, lorsqu'il y a réduction sur le prix pour surme sure. — S'il a un privilège pour le montant des dégradations commises postérieurement à l'apposition des affiches.*

1. Dans les ventes sur publications volontaires il n'est pas nécessaire d'observer un intervalle de six semaines entre l'adjudication préparatoire et l'adjudication définitive. L'art. 706 du code de procédure ne s'applique pas à cette espèce de vente. C. C. 23 mars 1813, t. 15, 336.

2. Une adjudication définitive, faite à la chaleur des enchères, prononcée par le juge tenant l'audience des criées, et acceptée par l'adjudicataire, forme un contrat judiciaire auquel le juge lui-même ne peut porter atteinte. Paris, 28 août 1817, t. 19, 819.

3. Les promesses ou autres moyens employés pour écarter les enchérisseurs d'une adjudication judiciaire rendent cette adjudication nulle. Paris, 19 janvier 1814, t. 16, 83.

4. Un créancier colloqué peut, en vertu de son bordereau, si l'adjudicataire ne le paie pas, le contraindre sur ses biens personnels, sans qu'il soit besoin de recourir à la voie de folle enchère. Riom, 23 juin 1821, t. 1 de 1823, 180.

5. Il peut également employer la voie de la folle-enchère, sans avoir besoin de se faire délivrer le certificat dont parle l'art. 738 du code de procédure. Bourges, 5 janv. 1822, t. 1 de 1823, 182.

6. L'adjudicataire qui, après avoir rempli toutes les charges de l'adjudication, obtient une réduction sur le prix, parce que l'affiche indiquant la vente a donné aux objets vendus une contenance plus considérable que celle qu'ils ont réellement, peut, par privilège, retenir

sur son prix le montant des frais qu'il a faits pour obtenir la réduction et l'excédant des droits qu'il a payés. Paris, 6 fév. 1810, t. 11, 417.

7. L'adjudicataire n'a point de privilège pour le montant des dégradations commises par la partie saisie sur les biens mis en expropriation postérieurement à l'apposition des affiches. Paris, 19 août 1808, t. 9, 501.

8. Lorsqu'un cahier de charges porte que l'adjudicataire paiera, en sus de son prix, cinq centimes par franc pour frais d'impression, apposition d'affiches, vacations et honoraires, les tribunaux peuvent, en interprétant cette clause, décider que ce n'est pas au notaire, mais au vendeur, que les cinq centimes doivent rester. C. C. 24 mars 1825, t. 3 de 1825, 250.

**ADMINISTRATION.** Un arrêt rendu contre le président d'un bureau d'administration, agissant en cette qualité, n'est pas exécutoire contre lui personnellement, et sur ses propres biens. C. C. 14 déc. 1824, t. 2 de 1825, 538.

#### ADOPTION.

§ 1. *Caractère de l'adoption.* — *Qui peut adopter. — Qui peut être adopté.*

§ 2. *Formes de l'adoption.* — *Jurisprudence antérieure au code civil.*

§ 3. *Effets de l'adoption.* — *Droits qu'elle confère.*

§ 1. — *Caractère de l'adoption.* — *Qui peut adopter. — Qui peut être adopté.*

#### I. Adoption antérieure au code civil.

1. Ayant le code civil, on pouvait adopter son enfant naturel reconnu. C. C. 24 nov. 1806, t. 7, 555.

2. Lors même qu'on avait un enfant légitime. C. C. 24 juil. 1811, t. 12, 596.

3. L'individu qui avait des enfans légitimes n'a pu, dans l'intervalle du 1<sup>er</sup> janvier 1792 à la promulgation du code civil, adopter un enfant naturel. C. C. 23 déc. 1816, t. 18, 892.

4. Cette adoption, au contraire, était permise à celui qui n'en avait pas. C. C. 12 nov. 1811, t. 18, 892; 9 fév. 1824, t. 2 de 1824, 5.

#### II. Adoption postérieure au code civil.

5. L'adoption est irrévocable; on ne peut l'anéantir sous prétexte de violence ou de terreur, sans commencement de preuve par écrit des faits articulés. Nîmes, 14 mars 1812, t. 13, 246.

6. Une première adoption n'ôte droit d'en faire d'autres. Bourges, 2<sup>e</sup> an 12, t. 4, 142.

7. Un étranger ne peut être adopté par un Français. C. C. 5 août 1823, 1823, 536.

8. Un enfant naturel peut être adopté par son père ou sa mère, quoiqu'il ait précédemment reconnu. Angers, 2<sup>e</sup> an 12, t. 3 de 1824, 356; Caen, 1<sup>er</sup> an 12, t. 12, 156; Rouen, 12 mai 1807, t. 9, 298; Bruxelles, 22 avril 1807, t. 282; Paris, 9 nov. 1807, t. 8, 607; 1<sup>er</sup> juil. 1822, t. 24, 591; Douai, 1<sup>er</sup> an 12, t. 2 de 1825, 514.

9. On compte quelques arrêts au contraire. Paris, 24 pluv. an 12; Nîmes, 18 flor. an 12, 3 prair. an 12, t. 18.

10. La reconnaissance d'un enfant naturel, faite par le père, postérieure à l'adoption, ne pourrait en détruire les effets, si l'enfant n'acquiesce par cette reconnaissance. Paris, 11 vendém. an 12, t. 4, 328.

11. L'arrêt qui rejette l'adoption d'un enfant naturel ne viole aucune loi, et peut être cassé. C. C. 14 nov. 1815, 656.

12. Suivant la cour de Rouen, on ne peut adopter son enfant adultérin. Paris, 1<sup>er</sup> an 12, t. 14, 209.

#### § 2. — Forme de l'adoption.

##### I. Jurisprudence antérieure au code civil.

13. La loi transitoire du 25 germ. an 11 ayant validé toutes les adoptions faites par des actes authentiques antérieurs au code civil, quoiqu'elles ne fussent pas faites sous les formes exigées depuis, on ne peut admettre pour valable une adoption faite par un acte sous seing privé, si elle n'a été ratifiée par le père de l'adopté n'avait pu le faire. C. C. 16 fruct. an 12, t. 4, 142.

14. Ou que l'adopté lui-même n'ait pas acceptée. Nîmes, 14 mars 1812, t. 13, 246.

15. Aussi n'a-t-on pu reculer jusqu'à la majorité de l'adopté son entrée en possession de la succession de son père. Nîmes, 14 mars 1812, t. 13, 246.

##### II. Code civil.

16. La déclaration qu'on reconnaît un enfant comme sien, et qu'on l'adoptionne, ne contient une véritable adoption. Nîmes, 14 mars 1812, t. 13, 246.

17. L'acte authentique par lequel le père d'un enfant naturel déclare le reconnaître et vouloir qu'il soit son enfant légitime, comme s'il était né



itime mariage, pour quoi il l'adopte en tant que de besoin, constitue une véritable adoption. Paris, 13 juil. 1822, t. 4, 106.

18. Celui qui consent à être adopté peut comparaître par un fondé de pouvoir spécial devant le juge du domicile de l'adoptant, pour y passer acte de son consentement. Bruxelles, 22 avril 1807, t. 1, 282.

19. — Effets l'adoption. — Droits qu'elle confère.

19. L'enfant adoptif n'a pas le droit d'attaquer les aliénations faites par l'adoptant. Nîmes, 14 mars 1812, t. 13, 246.

19 bis. L'enfant adoptif a le droit de réclamer sa réserve légale sur la donation entre vifs ou de nature irrévocable que le père adoptant a faite avant l'adoption. C. C. 29 juin 1825, t. 2 de 1825, 476.

20. L'enfant adoptif, pour former sa réserve légale, a droit de faire réduire la donation que le père adoptant avait précédemment faite à son épouse par leur contrat de mariage des biens qu'il laissait à son décès. Montpellier, 8 juin 1823, t. 2 de 1824, 200.

21. L'enfant adopté avant ou depuis le code civil peut, comme l'enfant né du mariage, demander la réduction des dispositions testamentaires. Trèves, 22 janv. 1813, t. 14, 97.

22. Le lien de la parenté civile qui existe entre l'adoptant et l'adopté s'étend aux enfans de ce dernier. Ainsi, le legs d'immeubles fait par l'adoptant au fils de l'adopté est censé fait en ligne directe, et n'est passible que du droit proportionnel d'un pour cent. C. C. 2 déc. 1822, t. 1 de 1823, 385.

23. De même, si l'adopté meurt avant l'adoptant, les descendans légitimes du premier doivent recueillir par représentation les droits qu'il aurait eus dans la succession de l'adoptant. Paris, 27 janv. 1824, t. 1 de 1824, 381.

## ADULTÈRE.

*Si l'adultère faisait encourir la déchéance de la dot chez les Romains. — S'il la faisait encourir sous la loi du 20 septembre 1792. — Des étrangers peuvent-ils être admis à prouver l'adultère de la femme, quand le mari ne s'en plaint pas. — En quelle qualité figurent le ministère public et le mari dans la poursuite de l'adultère. — Comment le ministère public est dépouillé de*

*la poursuite. — Peut-il poursuivre le complice de la femme adultère ? — Dans quelles circonstances ce complice peut-il être poursuivi ? — Comment l'adultère de la femme peut-il être prouvé ? — A quel domicile elle peut être assignée. — Fin de non recevoir contre les poursuites tirée de la réconciliation des époux. — Décès du mari avant l'exécution de l'arrêt de condamnation.*

1. Suivant les lois romaines, la femme convaincue d'adultère n'était déchuë de sa dot que lorsque le mari avait porté lui-même plainte en adultère, et avait requis l'application de la peine de la déchéance. C. C. 2 vent. an 11, t. 3, 267.

2. La loi du 20 septembre 1792 a abrogé l'ancienne jurisprudence sur les suites de l'adultère, et particulièrement la peine de la déchéance de la dot. C. C. 2 vent. an 11, t. 3, 267.

3. Des étrangers ne peuvent être admis à prouver l'adultère de la femme, lorsque son mari ne s'en plaint pas. C. C. 28 juin 1820, t. 22, 596.

4. Dans la poursuite du délit d'adultère, le ministère public n'est que *partie jointe*, et le mari, comme partie principale, peut requérir personnellement l'application de la peine, indépendamment du concours et de l'assistance de la partie publique. Paris, 17 janv. 1823, t. 3 de 1823, 375.

5. Le ministère public, investi du droit de poursuivre l'adultère de la femme par la dénonciation du mari, n'en est pas dépouillé par une demande en séparation de corps que forme celui-ci, sans révoquer la dénonciation. C. C. 22 août 1816, t. 18, 699.

6. Mais il l'est par la réconciliation survenue entre les époux depuis la plainte. C. C. 7 août 1823, t. 3 de 1823, 369.

7. Lorsqu'il existe des indices suffisans de culpabilité, le ministère public peut poursuivre le complice d'une femme adultère, quoique le mari, après avoir dénoncé l'un et l'autre, consente à reprendre sa femme. Rouen, 1 août 1816, t. 18, 625.

8. A défaut de preuve écrite, le prétendu complice de la femme adultère ne peut être poursuivi que dans le cas de flagrant délit constaté à l'instant même de la consommation. Angers, 8 mai 1820, t. 22, 422.

9. La preuve de l'adultère de la femme

peut se faire par tous les genres d'admicules, et notamment par la preuve vocale. Paris, 24 fév. 1815, t. 17, 135; C. C. 13 mai 1813, t. 14, 537.

10. Des lettres passionnées et d'autres admicules propres à opérer une conviction morale suffisent pour établir la preuve de l'adultère. Il n'est pas besoin que les coupables aient été surpris *in rebus veneris*. Bordeaux, 27 fév. 1807, t. 8, 132.

11. La femme poursuivie pour adultère, qui a quitté le domicile de son mari sans autorisation, peut y être valablement assignée par le ministère public. C. C. 13 mai 1813, t. 14, 537.

12. La cohabitation des époux depuis la connaissance des faits d'adultère ne suffit pas, sans autre circonstance, pour établir un pardon et une réconciliation présumée qui rendent non recevable la plainte en adultère. Bordeaux, 9 fruct. an 12, t. 4, 685.

13. L'arrêt qui a autorisé le divorce pour cause d'adultère de la femme, et condamné celle-ci à la réclusion, ne peut pas s'exécuter si, avant la prononciation du divorce par l'officier de l'état civil, et quelques jours après la déclaration du pourvoi en cassation, survient le décès du mari. C. C. 17 juin 1813, t. 15, 71.

**AFFICHE.** V. *Saisie immobilière.*

**AFFINITÉ.** V. *Alliance.*

**AFFIRMATION.** V. *Procès verbal.*

**AFFRÈTEMENT.** Dans le nombre des jours courans de planche accordés à l'affrèteur pour charger et décharger le navire, on doit compter les jours fériés, et ceux pendant lesquels il était impossible de travailler. Rouen, 6 germ. an 12, t. 4, 344.

**AGE.** 1. L'individu âgé de moins de seize ans, qui s'est rendu coupable d'un crime sujet à la peine afflictive ou infamante, ne pouvant être puni que de peines correctionnelles, n'en doit pas moins être poursuivi criminellement et traduit devant la cour d'assises. C. C. 4 avril 1811, t. 12, 308.

1 bis. L'accusé âgé de moins de seize ans, qui a un complice au-dessus de cet âge, doit être renvoyé devant la cour d'assises, et non en police correctionnelle, lorsque le fait est de nature à emporter peine afflictive ou infamante. C. C. 18 nov. 1824, t. 2 de 1825, 591.

2. L'accusé âgé de moins de seize ans, convaincu d'un crime, mais qui est déclaré avoir agi sans discernement, doit être acquitté, sans qu'on puisse lui infliger aucune peine, même correctionnelle. C. C. 14 oct. 1813, t. 15, 522.

3. La même cour avait précédemment décidé qu'il ne peut être condamné à une peine moindre d'une année de détention. C. C. 10 oct. 1811, t. 12, 784.

4. L'accusé déclaré coupable, mais acquitté à cause de son âge, doit néanmoins être condamné aux frais envers l'état. C. C. 27 mars 1823, t. 1 de 1824, 432.

5. Il en est de même de celui qui, reconnu coupable d'un crime, n'est cependant, à raison de son âge, condamné qu'à des peines correctionnelles. C. C. 19 mai 1815, t. 17, 367.

**AGENT d'affaires.** 1. L'agent d'affaires peut exiger un salaire, et son action pour le réclamer ne se prescrit que par trente ans. C. C. 18 mars 1818, t. 20, 231.

2. Les salaires des agents d'affaires sont sujets à règlement par le juge, dans le cas même où ils ont été fixés par la convention. C. C. 11 mars 1824, t. 3 de 1824, 456.

3. Un agent d'affaires est réputé négociant, et ses billets, même sous la forme de simples reconnaissances, sont censés faits pour son agence, à moins d'énonciation d'une autre cause, et le rendent justiciable du tribunal de commerce, et passible de la contrainte par corps. Paris, 6 déc. 1814, t. 16, 739.

4. Les lois sur les banqueroutes lui sont applicables. C. C. 18 nov. 1813, t. 15, 631.

**AGENS de change.**

*En quelle qualité agissent les agents de change dans leurs opérations de bourse à l'égard de leurs commettans. — De leurs droits. — De leurs opérations. — S'ils peuvent faire des opérations pour leur propre compte. — Des faits de changes qui donnent privilège sur leur cautionnement. — Des effets de leur faillite à l'égard de leurs créanciers privilégiés. — Cumulation des fonctions d'agent de change et de celles d'agent d'affaire.*

1. Dans les négociations d'effets publics à la bourse, les agents de change opèrent, non comme des mandataires ordinaires, mais comme des commissionnaires stipulant en leur nom personnel pour le compte d'un commettant. Ainsi, le vendeur et l'acheteur qui ont traité par leur entremise sont non recevables à agir l'un contre l'autre. C. C. 19 août 1823, t. 1 de 1824, 328.

2. Pour les ventes ou achats d'effets publics, à terme ou au comptant, les agents de change doivent avoir reçu de leurs clients les effets qu'ils vendent, ou les sommes nécessaires pour payer ceux qu'ils achètent. Au défaut de ces précautions, l'agent de change, obligé de revendre les effets par lui acquises, faute par son client d'en prendre livraison et de les payer, n'a pas d'action pour se faire payer la différence en moins entre le prix de la vente et celui de l'acquisition. Paris, 12 fév. 1823, t. 2 de 1823, 91.

3. La même cour avait précédemment jugé en sens contraire. 13 fruct. an 13, t. 6, 440.

4. Elle avait de plus décidé que les agents de change peuvent faire, aux risques de leurs commettans, après les avoir mis en demeure, acheter au cours, par le syndic des agents de change, la quantité des effets nécessaires au complément de la livraison. *Ibid.*

5. Les agents de change ont qualité pour intenter en leur nom, devant les tribunaux, des actions relatives aux négociations par eux faites pour le compte de leurs clients inconnus. Paris, 29 mai 1810, t. 11, 538.

6. Lorsqu'un agent de change a désintéressé le client pour lequel il a acheté des rentes, il peut agir en son nom personnel contre le vendeur en retard de livrer. Paris, 29 mess. an 12, t. 4, 616.

7. Les agents de change sont personnellement responsables du paiement du prix des effets qu'ils ont achetés pour leurs clients, ou de la différence résultant de la revente faite sur eux, à défaut de paiement du prix. — La responsabilité des agents de change dans ce cas emporte privilège sur les fonds de leur cautionnement. Paris, 29 mai 1810, t. 11, 538.

8. Les opérations de commerce que font les agents de change ou les courtiers, sur leur propre compte, ne sont pas nulles, et doivent être exécutées. C. C. 12 mars 1810, t. 11, 247.

9. Le défaut de livraison, par un agent de change, de rentes qu'il s'est obligé de payer, constitue un fait de charge, et donne lieu au privilège sur le cautionnement, lors même que cet agent de change a contracté, non avec ses propres clients, mais avec un autre agent de change ou le client de ce dernier. Paris, 29 mess. an 12, t. 4, 616.

10. La rétention, par un agent de change, de sommes reçues d'un tiers pour des opérations de bourse à profit commun, ne constitue pas un fait de charge, et ne donne lieu au privilège sur le cautionnement. Paris, 16 déc. 1811, t. 12, 10.

11. Quoique les négociations confiées à un agent de change par un particulier ne constituent pas un fait de négoce, cependant, si l'agent de change tombe en faillite, le particulier qui se prétend créancier privilégié pour fait de charge est obligé de procéder, comme les autres créanciers, devant le tribunal de commerce. Paris, 25 avril 1811, t. 12, 368.

12. Lorsque l'agent de change est sorti de ses fonctions pour exercer celles d'agent d'affaires, il devient comptable et garant de l'emploi des sommes qu'il a reçues à ce dernier titre. — Et particulièrement, s'il a disposé d'effets appartenant à un interdit, sans permission de justice, il est garant de la perte ou de la dépréciation des valeurs reçues en échange. C. C., 3 brum. an 10, t. 3, 58.

AGENT du gouvernement. 1. L'agent du gouvernement qui malverse dans un pays étranger peut être poursuivi en France, quoiqu'il n'y ait point été arrêté, et qu'il soit en état de contumace. C. C. 23 fruct. an 13, t. 6, 461.

2. C'est devant le tribunal français le plus voisin du lieu du délit que le procès doit s'instruire. C. C. 23 fruct. an 13, t. 6, 461. — V. *Autorisation administrative.*

AGRÉÉ. 1. Les agréés ne peuvent pas être considérés comme des officiers ministériels attachés aux tribunaux de commerce. C. C. 5 sept. 1814, t. 16, 609.

2. Un agréé près le tribunal de commerce ne peut, quoique porteur des pièces de sa partie, l'engager sans un pouvoir spécial. Rouen, 1<sup>er</sup> mars 1811, t. 12, 170.

AÎNESSE (*Droit d'*). 1. Un père pouvait, dans la coutume d'Artois, priver son fils aîné de toutes parts dans ses biens libres, pour le cas où il voudrait exercer son droit d'aînesse. C. C. 12 germ. an 9, t. 2, 5.

2. Sous les lois des 15 mars 1790 et 8 avril 1791, les enfans d'un aîné qui existait encore lors de la publication de ces lois ont pu, après son décès, exercer le droit d'aînesse de leur père, dans la succession de leur aïeul. C. C. 6 frim. an 11, t. 3, 117.

AJOURNEMENT. V. *Assignment.*

ALEATOIRE. V. *Contrat aléatoire.*

ALIGNEMENT. Celui qui, malgré l'opposition qui lui a été signifiée, a fait construire une portion du mur de sa maison sur son voisin, ne peut pas être dispensé de le démolir, sur le motif qu'il a suivi l'alignement prescrit par l'autorité municipale, et que ce bâtiment occupe la place d'un mur mitoyen, à la réparation et à la reconstruction du-



quel ce voisin s'est refusé de contribuer. C. C. 22 avril 1823, t. 3 de 1823, 188.

## ALIMENS.

§ 1. *Nature, quotité et durée des alimens. — Par qui ils peuvent être demandés.*

§ 2. *Alimens dus aux descendans.*

§ 3. *Alimens dus aux ascendans.*

§ 4. *Alimens dus aux enfans naturels. — Aux époux par leurs conjoints. — Aux débiteurs emprisonnés.*

§ 5. *Pensions alimentaires constituées par donation ou testament.*

§ 1. — *Règle générale. — Nature, quotité et durée des alimens. — Par qui ils peuvent être demandés.*

1. Le mode de prestation et la quotité des alimens sont exclusivement soumis à l'arbitrage des tribunaux; leurs décisions à cet égard ne sont pas susceptibles de recours en cassation. C. C. 14 germ. an 13, t. 6, 66.

2. La personne à qui il est dû des alimens par stipulation n'est pas tenue de les prendre chez le débiteur. Bruxelles, 22 avril 1807, t. 8, 285.

3. Les alimens, entre parens ou conjoints, ne peuvent être demandés que par celui à qui ils sont dus, et non par un tiers qui les aurait fournis, et qui, après le décès, viendrait les répéter de la veuve ou des héritiers, malgré leur renonciation à la communauté ou à la succession. C. C. 12 mai 1812, t. 13, 476.

4. Dans le cas de l'art. 209 du cod. civ., le père peut demander la décharge ou la réduction de la pension alimentaire, quoiqu'il ait été condamné à la payer annuellement jusqu'à son décès. C. C. 7 déc. 1808, t. 9, 689.

§ 2. — *Alimens dus aux enfans.*

5. Un père n'est pas obligé de fournir des alimens à son fils qu'il a établi et doté, et qui est en état de travailler. Trèves, 13 août 1810, t. 11, 774.

6. Lorsqu'un enfant est dans le besoin, il a droit de réclamer de son père des alimens, lors même que ses besoins seraient la suite d'un mariage contracté après des actes respectueux et sans le consentement du père. C. C. 7 déc. 1808, t. 9, 689.

7. Le père n'est point tenu à fournir des alimens à l'enfant qui a abandonné, contre son gré, la maison paternelle. L'offre faite par l'enfant de prouver les mauvais traitemens qu'il a éprouvés ne peut être

admise. Nîmes, 12 fruct. an 12, t. 698; Caen, 81 déc. 1811, t. 12, 1019.

8. D'autres arrêts ont décidé au contraire qu'un père peut être contraint de fournir une pension alimentaire à son fils, lors même qu'il offrirait de le recevoir, nourrir et entretenir dans sa demeure. C. C. 14 germ. an 13, t. 6, 66; Aix, 3 août 1807, t. 8, 524.

9. Les pères et mères qui refusent de recevoir leur fille dans leur domicile peuvent lui refuser une pension alimentaire, sous prétexte qu'étant majeure elle peut subvenir à ses besoins, soit en travaillant comme ouvrière, soit en plaçant comme domestique, lorsque cette alternative ne peut se concilier avec l'état et l'éducation de la jeune personne. Colmar, 7 août 1813, t. 15, 325.

10. Un père n'est pas obligé de fournir des alimens à ses enfans, lorsque ceux-ci trouvent dans leurs revenus personnels de quoi suffire à leur existence. C. C. 13 mars 1813, t. 14, 298.

11. Si le père a fourni ces alimens, il est fondé à les répéter, en ce sens qu'il peut les employer comme dépense de gestion et administration de leurs biens. C. C. 13 mars 1813, t. 14, 298.

12. L'obligation des père et mère de délivrer des alimens à l'enfant qui est hors d'état de s'en procurer est personnelle à chacun des époux, et l'enfant ne peut s'adresser directement à sa mère, mais pendant la communauté. Colmar, 7 août 1813, t. 15, 325.

13. Un aïeul doit des alimens à son petit-fils mineur, orphelin de père, dans le besoin, lorsque sa mère est hors d'état de lui en fournir. Turin, 14 mai 1806, t. 7, 72.

14. L'instituteur ou toute autre personne qui a fourni des alimens à des enfans mineurs, de l'ordre de leur père, peut les répéter, lorsque le père est insolvable, se faisant rembourser par eux du montant de ces alimens, sans qu'ils puissent opposer leur propre indigence. Aix, 11 août 1810, t. 15, 349.

15. Ou faire valoir qu'ils n'ont pu accepter que bénéficiairement la succession de leur père. C. C. 18 août 1813, t. 15, 352.

§ 3. — *Alimens dus aux ascendans.*

16. L'enfant doit toujours des alimens à sa mère, lors même qu'elle a convolé en secondes noces, si le second mari n'est pas en état de lui en fournir. Colmar, 5 janv. 1810, t. 11, 12.

17. Le père frappé de mort civile peut demander des alimens à son fils. Paris, 18 août 1808, t. 9, 496.

3. Lorsqu'il existe des enfans et des enfans issus d'un enfant décédé, ces-ci doivent concourir au paiement de pension alimentaire due à leur aïeul, lorsque les enfans aient le moyen de nourrir seuls les alimens. Amiens, 11 déc. 1811, t. 23, 729.

4. L'enfant ne peut pas être affranchi de l'obligation de fournir des alimens à son ascendant, en offrant de le recevoir lui-même. Besançon, 14 janv. 1808, t. 9, 10.

5. L'obligation de fournir des alimens par père et mère qui sont dans le besoin est solidaire entre les enfans, de manière que les parens sont dispensés de leur action entre chacun d'eux. Paris, 24 juin 1812, t. 13, 588.

— *Alimens dus aux enfans naturels.*  
— *Aux époux par leurs conjoints.*  
— *Aux débiteurs emprisonnés.*

V. *Enfant naturel*, sect. 4; *Divorce*, B; *Séparation de corps*, n. 31 et 63; *Emprisonnement*, n. 3.

— *Pensions alimentaires constituées par donation ou testament.*

21. Lorsqu'une donation a été faite à charge de loger, nourrir et entretenir un tiers, cette pension ne peut être remboursée ou amortie moyennant un capital convenu entre ce tiers et le donataire, surtout s'il paraît que l'intention du donateur était opposée à cet amortissement. Paris, 18 déc. 1822, t. 1 de 1824, 10.

22. Une pension alimentaire constituée au profit d'un ancien domestique, en reconnaissance de ses services, ne peut pas être placée dans la catégorie des dispositions gratuites, qui sont révocables par l'ingratitude d'enfant. Bruxelles, 16 janv. 1812, t. 13, 61. — V. *Saisie*, n. 6.

ALLIANCE. L'alliance ou l'affinité n'est pas détruite par le décès de l'époux, ni par le convol du survivant, s'il reste des enfans du mariage. C. C. 16 juil. 1810, t. 11, 693.

AMBASSADEURS. 1. Les ambassadeurs en France, ni les personnes attachées à l'ambassade, ne peuvent être cités devant les tribunaux français pour le paiement des dettes par eux contractées pendant l'exercice de leurs fonctions, pour des objets non étrangers au caractère dont ils sont revêtus. Paris, 29 juin 1811, t. 12, 519.

2. Il en est de même à l'égard des obligations contractées par eux comme hommes privés. Paris, 5 avril 1813, t. 14, 387.

AMÉLIORATION. V. *Impenses*.

## AMENDE.

§ 1. *Des amendes en matière civile.*

§ 2. *Des amendes en matière criminelle.* — *Si l'amende est une peine.* — *Qui en est responsable.* — *Si elle peut être modérée.*

§ 1. — *Des amendes en matière civile.*

V. *Appel*, n. 173, 174, 175; *Cassation* n. 95 à 101, et *Responsabilité civile*.

§ 2. — *Des amendes en matière criminelle.*

1. L'amende prononcée pour contravention aux lois et réglemens fiscaux n'est pas une peine proprement dite: les père et mère en sont responsables pour leurs enfans mineurs. C. C. 6 juin 1811, t. 12, 460.

2. Un autre arrêt a considéré les amendes comme des peines, et a jugé que le fermier général de la pêche d'une rivière n'est pas responsable des amendes encourues par ses sous-fermiers pour contraventions aux réglemens. C. C. 14 juil. 1814, t. 16, 505.

3. Les héritiers du délinquant ne peuvent pas être poursuivis en condamnation de l'amende encourue par leur auteur. C. C. 28 mess. an 8, t. 1, 429; 9 déc. 1813, t. 15, 701.

4. L'amende prononcée par la loi ne peut être ni remise ni modérée par le juge. C. C. 19 pluv. an 2, 9 mes. an 5, t. 1, 35; 27 fév. 1806, t. 7, 130.

5. Les tribunaux correctionnels et criminels ne peuvent pas s'autoriser de l'art. 10 de la loi du 20 mess. an 3 pour modérer les amendes prononcées par l'ordonnance de 1669, à raison des délits commis dans les forêts de l'état. C. C. 13 brum. an 11, t. 3, 83. — V. *Responsabilité civile*, n. 5.

6. La partie qui succombe devant un tribunal de police doit être condamnée à l'amende et aux frais, et non aux dépens seulement, pour tenir lieu d'amende. C. C. 24 oct. 1823, t. 3 de 1825, 606.

AMNISTIE. 1. Le complice doit profiter de l'amnistie accordée au coupable. C. C. 7 janv. 1809, t. 10, 15; 9 germ. an 8, t. 1, 390.

2. Ainsi, la loi d'amnistie du 24 flor. an 10, pour désertion à l'intérieur, est applicable aux complices de ce crime. C. C. 7 janv. 1809, t. 10, 15; 9 germ. an 8, t. 1, 390.

AN de deuil. V. *Deuil*.

ANIMAUX. 1. Celui qui a frappé avec un bâton et causé des blessures à des ani-

maux sur un chemin vicinal, pour les empêcher de passer, doit être puni des peines que prononcent les art. 479 et 480 du cod. pén., s'il n'apparaît pas qu'il ait eu l'intention coupable de tuer, blesser ou estropier ces animaux. C. C. 29 juin 1824, t. 23, 460.

2. Mais celui qui fait avec volonté des blessures aux animaux d'autrui est passible des peines correctionnelles prononcées par la loi du 28 sept. 1791. C. C. 5 fév. 1818, t. 20, 97.

3. L'art. 475, n. 7, du cod. pén., est applicable, en ce qui concerne l'amende, au cas où un chien en état de divagation a mordu un individu, sans y être provoqué par aucun mauvais traitement. C. C. 27 fév. 1823, t. 2 de 1823, 527. — Il en était de même sous l'ancienne législation. C. C. 23 niv. an 11, t. 3, 191.

4. Les dégâts que les bestiaux de toute espèce laissés à l'abandon, font sur les propriétés d'autrui, soit dans l'enceinte des habitations, soit dans un enclos rural, soit dans les champs ouverts, sont des délits qui doivent être punis des peines de simple police, même dans le cas où le bétail ne serait entré dans l'herbage du propriétaire réclamant que parce que celui-ci aurait négligé de mettre son terrain en culture. C. C. 16 juil. 1824, t. 1 de 1825, 588. — V. *Délit rural*, n. 1 et 2.

**ANTICHRÈSE.** 1. Le créancier auquel un immeuble a été donné à titre d'antichrèse peut intervenir dans l'instance en nullité de la vente de cet immeuble. C. C. 7 mars 1820, t. 22, 240.

2. Lorsque les parties sont divisées sur la quotité des revenus d'un immeuble donné à antichrèse, les tribunaux ne peuvent se dispenser d'ordonner une reddition de compte, conformément aux art. 526 et suiv. du cod. de proc. Ils y sont obligés lors même qu'il s'agit d'une papeterie, et que le créancier qui s'était engagé à entretenir un certain nombre de cuves n'a pas rempli cette condition du contrat. C. C. 6 août 1822, t. 2 de 1823, 458.

## APPEL.

**SECT. 1<sup>re</sup>.** De quels jugemens on peut appeler, et des griefs d'appel.

§ 1. *Décisions diverses qui sont ou non susceptibles d'appel.*

§ 2. *Jugemens arbitraux.*

§ 3. *Jugemens par défaut.*

§ 4. *Jugemens préparatoires, interlocutoires et définitifs.*

§ 5. *Jugemens mal à propos, livrés en premier ou dernier sort.*

§ 6. *Griefs d'appel.*

§ 1. — *Décisions diverses susceptibles ou non d'appel.*

1. Avant le code de procédure, on pouvait appeler d'une ordonnance de qui statuait sur les difficultés relatives à un jugement en dernier ressort. Par niv. an 13, t. 5, 239.

2. L'ordonnance d'exequatur approuvée par un tribunal à un acte notarié, dans les pays où ces actes n'emportaient d'eux-mêmes exécution parée, n'est pas susceptible d'appel. C. C. 21 niv. an 9, t. 1, 542.

3. Les jugemens convenus ou pris d'après le consentement des parties ne sont pas susceptibles d'appel. C. C. 14 juil. 1824, t. 15, 225; 21 frim. an 9, t. 1, 15.

4. Les conseils de famille, quand ils sont présidés par des juges de paix, ne sont pas considérés comme tribunaux, et leurs délibérations ne peuvent être attaquées par la voie d'appel. Il faut se pourvoir devant les tribunaux de première instance, qui prononcent sauf l'appel. C. C. 14 vent. an 13, t. 5, 453.

5. On ne peut interjeter appel d'une ordonnance qui homologue un jugement arbitral. C. C. 1 frim. an 12, t. 4, 85.

6. On peut appeler de l'ordonnance du président qui, sur une simple requête communiquée, accorde un sursis à la saisie-exécution, hors la présence du saisi. Bruxelles, 4 janv. 1813, t. 14, 15.

7. Une autre cour a décidé au contraire que toute ordonnance rendue sur requête non communiquée ne peut être attaquée que par la voie de l'opposition. Colmar, 14 avril 1807, t. 8, 256.

8. L'ordonnance du président du tribunal de commerce, qui permet de saisir les effets mobiliers du débiteur, n'est pas susceptible d'appel, si elle n'est contradictoire avec lui. Bruxelles, 17 mars 1818, t. 13, 258.

On ne peut appeler des jugemens auxquels on a acquiescé. — V. *Acquiescement*. V. aussi n. 28 et 29.

§ 2. — *Jugemens arbitraux.*

I. *Jurisprudence des lois anciennes et intermédiaires.*

9. Sous la loi du 24 août 1790, on pouvait appeler d'un jugement rendu par des arbitres volontaires, lorsque le compromis n'en contenait pas la réserve expresse. C. C. 11 prair. an 2, t. 1, 56.

10. Et si, en outre, il ne désignait

tribunal à qui l'appel serait délégué. C. C. fruct. an 2, t. 1, 57.

1. On pouvait interjeter appel des jugemens rendus en arbitrage forcé. C. C. niv. an 9, t. 1, 582.

2. La faculté d'appeler des jugemens arbitraux devait s'étendre à toutes les parties qui avaient compromis, quoiqu'une d'elles se la fût expressement réservée. Bordeaux, 1 vent. an 9, t. 1, 601.

3. On ne pouvait appeler pour cause d'incompétence d'un jugement arbitral rendu en dernier ressort. C. C. 22 fruct. an 13, t. 6, 415.

11. Jurisprudence du code de procédure.

V. *Jugement arbitral*, n. 21 et 23.

14. On peut appeler d'un jugement arbitral, lors même que, dans le compromis, on a donné aux arbitres le pouvoir de prononcer comme amiables compositeurs. Metz, 22 juin 1818, t. 20, 490.

§ 3. — *Jugement par défaut.*

14 bis. L'usage dans lequel étaient certains parlemens de ne point recevoir l'appel des jugemens par défaut, sauf l'opposition, n'a pas continué d'être suivi sous l'empire des lois intermédiaires. C. C. niv. an 10, t. 2, 216.

15. L'appel d'un tel jugement doit être interjeté, à peine de déchéance, dans les trois mois de sa signification, et non dans les trois mois de la signification du jugement qui statue sur l'opposition. C. C. 22 mars 1825, t. 3 de 1825, 118.

15 bis. La partie qui a interjeté appel d'un jugement qualifié *par défaut*, et exécuté comme tel, n'est pas recevable à soutenir que ce jugement ne peut être déclaré contradictoire, parce qu'il a acquis, quant à la qualification, l'autorité de la chose jugée et exécutée. C. C. 22 mars 1825, t. 3 de 1825, 118.

16. Celui dont l'opposition à un jugement par défaut a été rejetée pour vices de formes peut appeler du jugement par défaut, sans attaquer le jugement rendu par l'opposition. C. C. 25 juin 1811, t. 12, 241.

16 bis. L'appel d'un jugement par défaut rendu en justice de paix est admissible, quoiqu'on n'y ait pas fait opposition dans les délais. C. C. 8 août 1815, t. 17, 544.

17. On ne peut appeler d'un jugement par défaut pendant le délai de l'opposition, lors même qu'il serait exécutoire par provision. C. C. 17 juin 1817, t. 19, 241.

18. Les cours de Paris et de Turin avaient adopté l'opinion contraire. 27 juin 1810, t. 11, 651; 20 mars 1812, t. 13, 280.

19. L'appel d'un jugement par défaut

sur le fond est valablement interjeté dans les délais de l'opposition, s'il est joint à l'appel d'un jugement contradictoire précédemment rendu sur la compétence. Rouen, 4 juil. 1808, t. 9, 386.

20. Le demandeur qui fait défaut ne peut interjeter appel après les délais de l'opposition. Bruxelles, 26 avril 1810, t. 11, 414; Turin, 23 août 1809, t. 10, 678.

21. L'appel d'un jugement par défaut, en matière consulaire, peut être interjeté avant que le délai de l'opposition soit expiré. C. C. 24 juin 1816, t. 18, 533; Liège, 20 juil. 1809, t. 10, 566.

22. Plusieurs cours avaient décidé en sens contraire. Paris, 18 mai 1809, t. 10, 398; Limoges, 15 nov. 1810, t. 11, 923; Turin, 25 sept. 1811, t. 12, 773. — V. *Contributions indirectes*, n. 16, 17, 18.

§ 4. — *Jugemens préparatoires, interlocutoires et définitifs.*

23. Avant le code de procédure, on ne pouvait appeler d'un jugement préparatoire avant le jugement définitif. C. C. 7 brum. an 11, t. 3, 67.

24. On ne pouvait interjeter appel d'un jugement interlocutoire après trois mois écoulés depuis la signification du jugement définitif. Pau, 22 flor. an 11, t. 3, 47.

25. Un jugement qui contient deux dispositions, l'une préparatoire et l'autre définitive, est susceptible d'appel dans cette dernière disposition. C. C. 2 frim. an 9, t. 1, 516; 23 frim. an 10, t. 2, 198; 11 brum. an 11, t. 3, 76.

26. L'appel d'un jugement interlocutoire est recevable tant qu'il n'est point intervenu de jugement définitif, ou que le jugement intervenu n'a point été notifié à personne ou domicile. C. C. 22 mai 1822, t. 1 de 1823, 53; 17 juin 1822, t. 24, 518; Bourges, 2 fév. 1824, t. 1 de 1825, 82.

27. Lors même qu'il aurait été signifié au domicile de l'avoué. C. C. 17 juin 1822, t. 24, 518.

28. On peut appeler d'un jugement interlocutoire ou préparatoire, quoiqu'on l'ait spontanément exécuté sans réserves. Colmar, 6 avril 1811, t. 12, 316; Nancy, 15 janv. 1813, t. 14, 71; Bourges, 2 fév. 1824, t. 1 de 1825, 82.

29. L'opinion contraire est consacrée par d'autres arrêts. Angers, 21 août 1821, t. 23, 615; C. C. 1 août 1820, t. 22, 691.

30. On peut faire appel du jugement d'un tribunal de commerce, sans appeler des jugemens du tribunal civil intervenus sur son exécution. Colmar, 26 nov. 1808, t. 9, 658. — V. *Adquiescement*.

§ 5.— *Jugemens mal à propos qualifiés en premier ou en dernier ressort.*

I. Jurisprudence des lois anciennes et intermédiaires.

31. On pouvait appeler des jugemens qualifiés en *premier ressort*, quoiqu'ils fussent, par l'objet de la contestation, être rendus en dernier ressort. C. C. 7 niv. an 4, t. 1, 106; 29 prair. an 10, t. 2, 483.

32. La cour de Paris a jugé en sens contraire. 15 niv. an 13, t. 5, 39.

33. On ne pouvait appeler d'un jugement mal à propos qualifié en *dernier ressort*. C. C. 16 mess. an 4, t. 1, 108; Paris, 30 flor. an 10, t. 2, 480; 26 janv. 1825, t. 2 de 1825, 285.

33 bis. Un tel jugement ne pouvait être attaqué que par la voie de cassation. C. C. 26 janv. 1825, t. 2 de 1825, 285.

34. Cette règle s'appliquait aux jugemens de justice de paix. C. C. 25 niv. an 12, t. 4, 231.

II. Jurisprudence du code de procédure.

35. On peut appeler pour cause d'incompétence d'un jugement du tribunal de paix, quoique rendu en dernier ressort. C. C. 24 oct. 1811, t. 12, 814; 10 fév. 1812, t. 13, 127.

36. Les jugemens de justice de paix, à tort qualifiés en dernier ressort, sont susceptibles d'appel comme les jugemens ordinaires. C. C. 5 fév. 1810, t. 11, 112; 31 déc. 1821, t. 23, 778.—V. *Dernier ressort.*

§ 6.— *Griefs d'appel.*

37. Le défaut de condamnation aux dépens contre la partie qui succombe peut motiver un appel. Paris, 27 fév. 1808, t. 9, 157.

38. La seule condamnation aux dépens est un motif suffisant d'appel. C. C. 8 août 1808, t. 9, 468.

38 bis. La partie à qui ses conclusions subsidiaires ont été adjugées peut attaquer le jugement dans la disposition qui a rejeté ses conclusions principales. C. C. 7 flor. an 11, t. 3, 440; 9 niv. an 3, t. 1, 87.

SECT. II. Quelles personnes peuvent appeler ou intervenir sur l'appel.

— A qui profite l'appel.

39. Celui qui n'a pas été partie dans un jugement n'a pas droit d'en appeler. Nismes, 26 niv. an 13, t. 5, 278.

40. Lors même qu'il aurait le droit d'y former opposition. C. C. 21 brum. an 9, t. 1, 504.

40 bis. Un fondé de pouvoir peut inter appeler personnellement en sa qualité pour l'intérêt de son commettant. 22 brum. an 12, t. 4, 57.

41. Mais l'acte d'appel doit faire mention de la procuration. C. C. 24 brum. an 10, t. 4, 547.

42. Lorsqu'il s'agit d'une dette divisible et non solidaire, l'appel ne profite que celui des héritiers qui l'a interjeté, le délai de la loi. A l'égard des autres héritiers, le jugement conserve l'autorité de la chose jugée. C. C. 27 frim. an 10, t. 1, 260.

43. Au contraire, lorsque la dette est indivisible et solidaire, l'appel de l'un des parties profite aux autres, en ce sens que celles-ci peuvent se joindre à la première et faire cause commune avec elle. Riom, 3 juin 1823, t. 3 de 1824, 49.

44. L'appel interjeté par le garant profite au sous-garant, en ce sens que le dernier peut appeler après l'expiration des délais. Turin, 28 fév. 1810, t. 11, 1.

45. L'appel interjeté, au nom d'une partie, par un tiers non fondé de pouvoir à cet effet, ne profite pas à cette partie si elle ne ratifie qu'après le délai accordé par la loi pour appeler. C. C. 24 brum. an 9, t. 1, 510.

46. L'appel interjeté par un des défendeurs originaires ne profite pas à ses litisconsorts. Turin, 6 juil. 1808, t. 9, 395.

47. On peut forcer d'intervenir sur l'appel la partie qui aurait droit de former tierce opposition à l'arrêt. Florence, 1 fév. 1811, t. 12, 71; C. C. 13 nov. 1807, t. 8, 603.

48. Le garant formel qui n'a point été partie en cause principale peut intervenir sur l'appel pour prendre le fait en cause du garanti. Amiens, 25 mai 1808, t. 14, 602.

49. Celui des défendeurs originaires qui ne s'est pas rendu appelant dans le délai ne peut intervenir sur l'appel interjeté par ses litisconsorts. Turin, 6 juil. 1808, t. 9, 395.

SECT. III. Délai de l'appel.

I. Jurisprudence antérieure au code de procédure.

50. Sous l'ordonnance de 1667 et dans le ressort du parlement de Paris, l'appel des sentences des juges inférieurs devait être relevé dans les dix ans, à dater de leur signification. Paris, 27 fév. 1808, t. 3 de 1824, 208.

51. On ne pouvait après trente ans interjeter appel d'un jugement qui avait reçu son exécution, quoiqu'il n'eût été signifié. C. C. 14 nov. 1809, t. 1, 779.



Le délai de l'appel des jugemens n'a resté, sous la loi du 24 août 1790, soumis à l'ordonnance de 1667. 6 germ. an 12, t. 4, 440.

Le commandement fait en vertu d'un jugement dont on donnait en même temps copie équivalait à un exploit de citation de ce jugement, et faisait courir le délai pour l'attaquer. C. C. 19 prair. an 12, t. 4, 214.

En matière hypothécaire, la signification de la sentence faite au domicile du débiteur, sans l'opposition au sceau des lettres de signification suffisait pour faire courir le délai de l'appel. Paris, 27 fév. 1824, t. 1, 208.

Les jours complémentaires n'étaient pas comptés dans le délai de trois mois fixé par la loi du 24 août 1790 pour appeler des jugemens contradictoires. C. C. 26 germ. an 12, t. 4, 440.

**Jurisprudence du code de procédure.**

**Bis.** L'appel d'un jugement contradictoire, même exécutoire par provision, n'est pas recevable avant la huitaine de signification. C. C. 1 prair. an 13, t. 1, 203.

Un jugement d'un tribunal de commerce, qui prononce sur un déclinaire, est susceptible d'appel avant l'expiration de la huitaine. Nismes, 9 août 1813, t. 21, 556.

L'étranger, débiteur d'un Français, a trois mois pour appeler de l'ordonnance qui autorise son arrestation provisoire. Paris, 23 avril 1818, t. 20, 341.

Le délai de quinzaine fixé par l'art. 443 du cod. de proc. pour l'appel des jugemens de référé est de rigueur. Paris, 18 fév. 1819, t. 21, 141.

59. On n'a que trois mois pour appeler d'un jugement qui rejette un déclinaire *ratione matericæ*. C. C. 25 fév. 1812, t. 13, 167.

60. Le délai pour interjeter appel court, non du jour où l'appelant a fait signifier le jugement, mais seulement du jour où cette signification lui a été faite par lui-même. C. C. 2 flor. an 7, 3 therm. an 8, t. 1, 308; 4 prair. an 11, t. 3, 190.

60 bis. Lorsqu'un jugement a été à tort qualifié par défaut, et que, conformément à cette qualification, on y a fait opposition, le délai de l'appel court du jour de la signification du jugement qui statue sur l'opposition. C. C. 22 mars 1825, t. 3 de 1825, 118.

61. Pour faire courir le délai de l'appel contre un mineur, il faut nécessairement signifier le jugement au tuteur, lors

même que celui-ci, ayant des intérêts opposés à son pupille, figure personnellement dans l'instance. Riom, 3 juin 1823, t. 2 de 1824, 495; Angers, 2 août 1822, t. 1 de 1823, 541.

62. Et dans ce dernier cas, c'est-à-dire dans celui d'opposition d'intérêt entre un tuteur et son pupille, il faut en outre que le jugement soit signifié au subrogé tuteur. Angers, 2 août 1822, t. 1 de 1823, 541; Riom, 3 juin 1823, t. 2 de 1824, 495.

63. Ou à un tuteur spécial. Angers, 2 août 1822, t. 1 de 1823, 541.

64. Le subrogé tuteur qui a obtenu un jugement contre son pupille doit, s'il veut faire courir le délai de l'appel, provoquer la nomination d'un subrogé tuteur *ad hoc*, et lui faire signifier, ainsi qu'au tuteur, le jugement qu'il a obtenu. Le délai de l'appel ne court que du jour de cette double signification. Grenoble, 15 mars 1822, t. 24, 270.

65. La signification du jugement faite à personne ou domicile fait courir le délai de l'appel, quoiqu'elle n'ait pas été précédée de la signification faite à avoué. Liège, 22 déc. 1808, t. 9, 736.

66. Ou qu'on n'ait pas fait mention de cette signification. Bourges, 27 déc. 1808, t. 9, 738.

67. Jugé au contraire que le défaut de signification à l'avoué empêche les délais de courir. Nismes, 15 janv. 1813, t. 14, 73.

68. La signification du jugement faite seulement à la requête de l'avoué de la partie qui a obtenu le jugement ne fait pas courir le délai de l'appel. Bruxelles, 12 janv. 1812, t. 13, 42.

69. La signification d'un jugement du tribunal de commerce faite au domicile élu en exécution de l'art. 422 du cod. de proc. ne fait pas courir le délai de l'appel. C. C. 2 mars 1814, t. 16, 208.

70. L'omission des qualités dans la signification du jugement empêche le délai de l'appel de courir. Turin, 30 janv. 1811, t. 12, 63.

71. Le délai de l'appel d'un jugement rendu par défaut contre une partie ayant avoué ne commence à courir que du jour de la signification de ce jugement à personne ou domicile. C. C. 24 avril 1816, t. 18, 338; 18 déc. 1815, t. 17, 758; Nanci, 9 juil. 1811, t. 12, 550; Colmar, 18 nov. 1815, t. 17, 677.

72. Il existe cependant d'autres arrêts qui ont jugé que la signification à avoué suffisait pour faire courir le délai de l'appel. C. C. 5 août 1813, t. 15, 320; Bruxelles, 11 mai 1812, t. 13, 470; Riom, 25 août 1812, t. 13, 801.

73. La signification faite par la partie

principale fait courir le délai de l'appel au profit de la partie avec laquelle le jugement a été déclaré commun. Paris, 16 juil. 1811, t. 12, 570.

74. Lorsqu'un jugement adjuge une somme réclamée, à condition que le demandeur affirmera qu'elle lui est véritablement due, le délai pour appeler de ce jugement court du jour où il a été signifié, et non de celui où l'affirmation est faite. Bruxelles, 8 juil. 1808, t. 9, 402.

76. La règle *Dies termini non computantur* est applicable au délai de l'appel. Ainsi, on ne doit compter ni le jour de la signification du jugement, ni celui de la notification de l'appel. C. C. 9 nov. 1808, t. 9, 629; 22 juin 1813, t. 15, 76; 15 juin 1814, t. 16, 423; 20 nov. 1816, t. 18, 799; 4 déc. 1822, t. 1 de 1823, 381; Pau, 20 mars 1810, t. 11, 267; C. C. 9 nov. 1808, t. 9, 629.

77. Il y a quelques arrêts en sens contraire. Nanci, 20 nov. 1812, t. 13, 972; Bruxelles, 3 juin 1807, t. 8, 399.

77 bis. Dans le délai de huitaine fixé pour appeler, on ne doit pas comprendre le jour du jugement. C. C. 9 nov. 1808, t. 9, 629.

78. Les délais prescrits par l'ordonnance de 1667, sur l'appel, à l'égard de ceux qui demeureraient hors le ressort d'un parlement, ne sont pas applicables à ceux qui demeurent hors le ressort d'une cour d'appel. Rouen, 9 janv. 1806, t. 7, 21.

#### SECT. IV. Forme de l'acte d'appel.—

Énonciation qu'il doit contenir.  
— Signification.

79. Avant le code de procédure, lorsque deux parties ayant un intérêt commun étaient appelantes par un seul exploit, avec élection d'un seul domicile, elles pouvaient être anticipées collectivement au domicile élu, et par une assignation dont il n'était laissé qu'une seule copie. Paris, 12 avril 1806, t. 7, 217.

80. La déclaration faite devant notaire qu'on entend appeler, signifiée ensuite par un huissier, avec assignation, vaut comme acte d'appel. Pau, 16 août 1809, t. 10, 657.

81. Pour la régularité de l'acte d'appel, il n'est pas nécessaire d'y employer le mot appeler: on peut y substituer des expressions équipollentes. C. C. 2 vent. an 9, t. 1, 604.

82. Lorsque l'appel est formé par plusieurs cohéritiers, au lieu d'indiquer les noms, professions et domiciles de toutes

les parties, il peut être signifié en quête d'un tel... et de ses consorts nommés au jugement dont est appel. C. 7 nov. 1821, t. 23, 663.

83. L'omission de la désignation des parties n'entraîne point la nullité de l'acte d'appel, lorsque cette désignation est faite implicitement de quelques expressions de l'acte. C. C. 3 août 1819, t. 21, 760.

84. La différence de date entre l'original de l'exploit d'appel et la copie signifiée n'est point une cause de nullité, lorsque l'une et l'autre dates se trouvent dans les délais de la loi, et que la régularité n'a pu causer aucun préjudice. Caen, 8 avril 1813, t. 14, 406.

85. L'énonciation de la demeure dans un acte d'appel équivaut à la mention du domicile, surtout s'il n'est pas contesté que l'appelant a son domicile au lieu où sa demeure est indiquée. Paris, 28 juil. 1818, t. 2 de 1824, 128; Caen, 1819, t. 21, 760.

86. Dans un acte d'appel, le domicile de la femme est suffisamment indiqué par celui du mari. C. C. 23 déc. 1819, t. 21, 760.

87. Celui qui, par suite d'un engagement aux armées, n'a pas de domicile en France, a satisfait à la loi en indiquant dans l'acte d'appel son domicile chez un ami ou mandataire résidant en France. Paris, 4 fév. 1811, t. 12, 81.

88. L'acte d'appel est nul s'il ne contient la constitution d'avoué, ou si l'avoué constitué n'exerce plus ou ne peut exercer. C. C. 4 sept. 1809, t. 10, 100; Liège, 15 juin 1807, t. 8, 436.

89. Suivant la cour de Nismes, ce délai, dans cette occasion, ne peut être renouvelé, même hors le délai fixé. Paris, 16 août 1810, t. 11, 801.

90. L'élection de domicile chez l'avoué tient lieu de constitution d'avoué. Colmar, 24 mars 1810, t. 11, 283; Paris, 16 août 1811, t. 12, 687.

91. D'autres arrêts ont jugé en sens contraire. Colmar, 26 janv. 1816, t. 18, 92; Liège, 15 juin 1807, t. 8, 436.

92. L'acte d'appel doit, à peine de nullité, contenir l'énonciation du délai accordé pour comparaître. Caen, 27 nov. 1813, t. 14, 363.

93. Mais l'acte d'appel donné dans les délais de la loi, quoique sans autre assignation, est valable. C. C. 21 nov. 1810, t. 11, 937; 8 janv. 1811, t. 12, 14; Lyon, 27 nov. 1811, t. 12, 913.

94. Il en est de même de celui donné dans le délai de la huitaine, avec augmentation d'un jour par trois myriamètres. C. C. 7 janv. 1812, t. 13, 19.

95. Il est encore valable quoiqu'on n'ait pas fait mention de ce délai sup

à raison des distances. Nismes, 1811, t. 12, 421; Bourges, 21 21, t. 23, 230.

Même d'autres arrêts, l'omission ni supplémentaire, rend l'appel nulles, 12 juil. 1810, t. 11, 676; Nier, 17 déc. 1811, t. 12, 994; 17 nov. 1812, t. 13, 888; Bour-mars 1821, t. 23, 230.

Le défaut d'énonciation, dans un appel, de la date du jugement atteste constitue point une nullité, si elle, sans être précise, ne laisse ni doute ni incertitude. Paris, 28 août 1815, 457.

Il n'est pas essentiel à la validité d'un appel qu'il contienne l'exposé sommaire des moyens et griefs. C. C. 4 déc. 1810, 817.

L'acte d'appel peut être signifié au domicile élu dans le commandement qui précède la saisie-exécution, ou dans l'exploit de signification du jugement, s'il est précédé d'un commandement de payer. Rouen, 1810, t. 11, 772; C. C. 23 janv. 1811, t. 11, 91; 16 juil. 1811, t. 12, 10 août 1822, t. 24, 631.

Mais si l'exploit de signification ne précède pas le commandement, ou ne constitue qu'une simple sommation de se conformer au jugement, l'appel ne peut être signifié au domicile élu dans cet exploit. Paris, 13 oct. 1811, t. 12, 820; 21 août 1812, t. 12, 707; Paris, 2 fév. 1808, t. 12, 707; Poitiers, 13 niv. an 13, t. 5, 237; Nier, 23 juil. 1810, t. 11, 728.

Quand l'exploit de signification précède le jugement et contient un commandement de payer, avec double élection de domicile, dans la commune où doit se faire l'exécution et dans un autre lieu, l'appel doit être valablement notifié à ce dernier domicile élu. Nismes, 6 août 1822, t. 24, 116.

Il est jugé au contraire que l'appel ne peut être signifié au domicile élu. Paris, 26 déc. 1807, t. 8, 696; Paris, 10 juin 1808, t. 9, 383; C. C. 25 janv. 1812, t. 4, 20.

Excepté l'appel des jugemens rendus sur les incidens occasionés par les jugemens qui ont suivi le commandement, Paris, 30 juin 1808, t. 9, 383.

103. Lorsque le commandement fait précéder d'un jugement à la partie condamnée contient une double élection de domicile, l'un dans la commune où l'exécution doit avoir lieu, et l'autre chez l'avoué qui avait occupé en première instance pour celui au profit duquel le jugement a été rendu, cette partie ne peut être signifiée l'appel de ce jugement au domicile élu chez l'avoué. C. C. 20 janv. 1824, t. 1 de 1825, 12.

104. L'appel du jugement en vertu duquel le créancier a fait commandement à fin de saisie immobilière ne peut pas être signifié au domicile élu dans ce commandement. Colmar, 19 mars 1816, t. 18, 243.

105. En matière de commerce, l'appel ne peut être signifié au domicile élu pour la procédure de première instance en conformité de l'art. 422 du code de proc. Florence, 11 déc. 1811, t. 12, 962.

106. On ne peut signifier un appel au domicile élu dans l'exploit de signification d'un jugement qui prononce interlocutoirement, avant de décider le fond. Paris, 2 fév. 1808, t. 9, 93.

107. On peut signifier l'appel au domicile élu par l'intimé dans des actes postérieurs au jugement de première instance. Rouen, 9 janv. 1806, t. 7, 21.

108. Une élection de domicile générale pour tous actes et exploits quelconques, et contenant en outre la déclaration expresse de la partie qu'elle regardera comme nulles toutes les significations qui lui seraient faites ailleurs, a suffisamment autorisé la notification de l'acte d'appel à ce domicile. C. C. 8 août 1821, t. 23, 583.

109. Cette élection de domicile n'est pas, relativement à l'appel, censée révoquée parce que, dans un jugement de première instance, la partie déclare élire domicile en l'étude de l'avoué qui avait occupé pour elle. *Ibid.*

110. Un acte d'appel ne peut être signifié au domicile élu dans l'acte d'acceptation d'une lettre de change. Trèves, 26 fév. 1810, t. 11, 173.

111. L'appel interjeté contre un étranger, assigné en première instance au domicile du procureur du roi, doit lui être signifié au domicile du procureur-général près la cour royale. Colmar, 25 nov. 1815, t. 17, 697; Trèves, 30 janv. 1811, t. 12, 64.

112. Lorsqu'une femme séparée de biens procède en justice pour un droit qui lui est personnel, et que son mari n'est en cause que pour l'autoriser, on doit, à peine de nullité, leur signifier l'acte d'appel par des copies séparées. — Cette nullité ne serait point couverte par la constitution que le mari ferait d'un avoué, sous la réserve expresse de tous ses moyens de nullité, ni par une assignation qui lui serait donnée après l'expiration du délai de l'appel. C. C. 17 nov. 1823, t. 2 de 1824, 265.

113. Lorsqu'il n'y a pas séparation de biens, il suffit d'une seule copie signifiée à la femme et à son mari pour la validité de la procédure; et l'omission de cette dernière déclaration peut être réparée par une assignation donnée particulièrement



d'incompétence, est autorisée à évoquer le fond. C. C. 11 janv. 1809, t. 10, 25; Trèves, 30 déc. 1811, t. 12, 781.

156. Lorsqu'un tribunal ne statue que sur une exception péremptoire en la forme, telle que la nullité d'un exploit, la cour d'appel ne peut, en réformant, retenir le fond. C. C. 9 oct. 1811, t. 12, 780.

157. Une cour d'appel qui annule un jugement ou une sentence arbitrale pour incompétence *ratione materiæ* peut évoquer le fond. C. C. 23 janv. 1811, t. 12, 54; 6 déc. 1821, t. 1 de 1823, 161.

158. Une cour d'appel qui annule un jugement pour vices de forme, par exemple, parce que des hommes de loi y ont concouru en majorité, peut évoquer et juger le fond. C. C. 5 déc. 1808, t. 9, 589.

158 bis. Une partie ne peut pas se plaindre, en cassation, d'avoir été déclarée non recevable dans son appel, lorsque l'arrêt attaqué a néanmoins examiné et jugé le fond. C. C. 22 mars 1825, t. 3 de 1825, 118.

159. Lorsqu'une cour d'appel, en infirmant un jugement pour vices de forme, ou parce qu'il a admis un déclinatoire, évoque le fond de la cause, elle doit, à peine de nullité, statuer par un seul et même arrêt tant sur le moyen proposé contre le jugement que sur le fond. C. C. 12 nov. 1816, t. 18, 764; 18 juin 1817, t. 19, 589.

160. Il en est autrement, lorsque la cour d'appel infirme le jugement pour une exception qui tient au fond. C. C. 28 avril 1818, t. 20, 352.

161. Lorsque les parties, procédant sur l'appel d'un jugement provisoire, ont conclu et plaidé au fond devant la cour, celle-ci peut prononcer sur le fond, lors même que le jugement provisoire ne serait pas infirmé, ou que l'appelant se serait désisté de son appel, sans se désister de sa demande au fond. C. C. 1 juil. 1818, t. 20, 513.

162. Une cour d'appel qui annule un jugement parce qu'il a été rendu pendant les vacances peut évoquer le fond et le juger. C. C. 13 juin 1815, t. 17, 409.

163. Que ce soit le demandeur ou le défendeur originaire qui fasse défaut sur l'appel, comme intimé, la cour ne peut infirmer le jugement qu'après avoir vérifié et trouvé justes les conclusions de l'appelant. C. C. 4 déc. 1816, t. 18, 847.

164. Une cour d'appel ne peut, sans excès de pouvoir, annuler un jugement pour fraude, en rejetant l'appel, ou tout autre voie qui le lui aurait déféré. C. C. 30 août 1808, t. 9, 530.

165. Une cour d'appel ne peut, sans

commettre un excès de pouvoir, annuler un jugement qui ne lui est déféré que sur quelques incidens relatifs à son exécution. C. C. 5 nov. 1811, t. 12, 781.

166. La cour d'appel doit statuer sur les dommages et intérêts pour le préjudice souffert depuis un arrêt interlocutoire, comme pour celui souffert par le jugement du tribunal de première instance. C. C. 12 avril 1817, t. 19, 589.

167. Lorsqu'une cour d'appel statue sur les dommages et intérêts pour des faits postérieurs au jugement de première instance, elle doit les liquider elle-même. C. C. 14 niv. an 9, t. 1, 566.

168. Lorsque l'intervention formée sur l'appel présente une question qui se rattache à des termes d'un acte postérieur au jugement de première instance, mais qui est liée à l'objet principal, cette question doit être résolue par les juges d'appel. C. C. 18 août 1808, t. 9, 490.

169. Lorsqu'une preuve est exposée à dépérir avant qu'il puisse être statué sur l'appel du jugement qui l'ordonne, la cour d'appel peut permettre l'audition des témoins, sans préjudice aux droits des parties. Nismes, 29 mars 1809, t. 9, 199.

170. Une cour d'appel qui a déjà, par un arrêt, déclaré qu'un jugement a acquis la force de chose jugée, ne peut, sur l'appel de ce jugement, réformer sa décision. C. C. 15 janv. 1818, t. 3 de 1823, 161.

171. L'exécution de l'arrêt qui infirme un jugement pour vices de forme appartient à la cour qui l'a rendu. C. C. 6 janv. 1818, t. 20, 68.

172. Lorsqu'une cour d'appel, en infirmant un jugement de première instance qui a prononcé sur le fond, ordonne une vérification d'experts, elle ne peut renvoyer les parties devant le tribunal qui a rendu le jugement infirmé. C. C. 21 flor. an 11, t. 3, 471.

172 bis. Les cours peuvent rectifier les erreurs qui se sont glissées dans les énonciations et les dates des actes de la procédure. C. C. 24 avril 1812, t. 13, 396.

173. L'amende pour appel mal formé n'est pas applicable au cas où les parties déclarent n'y avoir lieu de statuer sur l'appel. C. C. 16 germ. an 7, t. 1, 36.

174. L'avoué qui poursuit et obtient un jugement sur appel, sans consignation préalable de l'amende de fol appel, est passible de l'amende de 500 fr. pour chaque contravention. C. C. 8 mai 1809, t. 10, 358.

175. Le greffier qui a expédié les jugemens ainsi obtenus, sans qu'il lui fût fait mention de la consignation de l'amende, est passible de la même peine. C. C. 8 mai 1809, t. 10, 358.

L'appelant qui fait réformer le jugement de première instance qui l'a condamné par défaut, faute de justification de ses titres, est passible de tous les dépens jusqu'au moment de la production de ses titres. Paris, 9 flor. an 11, t. 4.

## SECT. VII. Nullité de l'appel.

L'intimé n'est point recevable à proposer la nullité de l'acte d'appel après avoir pris et déposé au greffe des conclusions tendantes à la confirmation pure et simple du jugement. — Cette règle ne souffre point d'exception, même en faveur de l'intimé commune qui, se trouvant intimée, a imprudemment conclu au fond. C. C. 10 janv. 1810, t. 11, 32.

Et si l'intimé a proposé la nullité avant d'avoir rendu ses conclusions, il est censé, par son silence, renoncer à la faire valoir. C. C. 12 avril 1806, t. 7, 250.

L'intimé qui a fait à l'appelant une constitution de fournir ses griefs est non recevable à proposer la nullité de l'appel. C. C. 31 juil. 1812, t. 13, 723.

Il en est de même de celui qui a demandé la jonction contre parties au fond. Rennes, 28 juil. 1811, t. 12, 12.

Ou qui a fait porter la cause au fond aux audiences solennelles. Aix, 12 nov. 1811, t. 12, 973.

L'intimé qui a obtenu un arrêt de confirmation du jugement, sans avoir proposé la nullité de l'acte d'appel, ne peut plus exciper sur l'opposition. Colmar, 1815, t. 17, 677.

Il en est de même de celui qui, par un exploit d'anticipation, a conclu au fond sans proposer l'exception de nullité. C. C. 14 janv. 1807, t. 8, 14.

Ou qui a fourni des défenses au fond devant la cour d'appel. C. C. 22 janv. an 12, t. 4, 57.

La nullité qui résulte du défaut de constitution d'avoué n'est point couverte par la comparution de l'appelant. C. C. 12 déc. 1809, t. 10, 694.

La nullité qui résulte d'une simple omission de domicile chez l'avoué, au lieu de la constitution d'avoué, est couverte par la signification que fait l'intimé au fond de cet avoué, de sa propre conclusion, malgré la réserve faite de ses conclusions de nullité. C. C. 24 fév. 1813, t. 14, 256; Bruxelles, 3 mai 1810, t. 11, 11.

Une simple constitution d'avoué, faite par l'intimé, ne couvre pas la nullité de l'acte d'appel. C. C. 28 oct. 1812, t. 12, 820; Bruxelles, 4 déc. 1807, t. 8, 664; Colmar, 26 janv. 1816, t. 12, 12.

188. La nullité résultant de ce que l'appel est irrégulier ou tardif n'est point couverte par une défense au fond. Turin, 6 juil. 1808, t. 9, 395.

189. De simples actes d'instruction n'ont pas l'effet de couvrir la nullité d'un acte d'appel. C. C. 26 juil. 1808, t. 9, 440.

190. Non plus que la provocation d'un jugement d'urgence avant toutes défenses au fond. Bruxelles, 4 déc. 1807, t. 8, 664.

## SECT. VIII. Fins de non recevoir. —

Déchéance. — Désistement. —

Désertion. — Péremption.

191. La fin de non recevoir résultant de ce que le jugement est en dernier ressort peut être proposée même après toutes défenses au fond. C. C. 17 niv. an 13, t. 5, 251.

192. L'intimé, même après avoir obtenu un arrêt par défaut qui statue sur le fond, peut, sur l'opposition, soutenir que l'appel est non recevable. Bruxelles, 11 août 1808, t. 9, 475.

193. On ne peut pas opposer le défaut d'appel d'une ordonnance sur référé, comme fin de non recevoir contre l'appel du jugement au fond. Paris, 20 août 1813, t. 15, 417.

194. On ne peut statuer sur une fin de non recevoir par des moyens tirés du fond. C. C. 5 mars 1810, t. 11, 214.

195. La cour ne peut prononcer d'office la déchéance encourue par un appel tardif. C. C. 21 therm. an 9, t. 2, 162.

196. L'appelant n'est point relevé de la déchéance qu'entraîne ou son acquiescement, ou l'expiration des délais, par la défense au fond que l'intimé propose avant d'exciper de cette déchéance. Nîmes, 21 août 1822; 12 déc. 1820, t. 3 de 1823, 112.

197. Le désistement d'un appel n'a pas besoin d'être accepté pour être valable. C. C. 21 déc. 1819, t. 21, 747.

198. Quoique l'appelant ne se présente pas à l'audience, l'appel ne peut être déclaré désert. L'intimé peut seulement faire juger l'appel par défaut. C. C. 26 vend. an 8, t. 1, 344.

199. Et dans ce cas le jugement de première instance peut être confirmé sans vérification préalable. C. C. 18 avril 1820, t. 22, 369; 4 fév. 1819, t. 21, 114.

200. Il en est de même lorsque l'appelant refuse de conclure ou de plaider. C. C. 7 fév. 1811, t. 12, 98.

201. La désertion d'appel est abrogée; par conséquent, l'intimé ne peut pas faire déclarer l'appel désert ou abandonné lorsque l'appelant ne l'a pas relevé à temps. C. C. 15 niv. an 11, t. 3 de 183.

202. En matière commerciale, l'in-

stance d'appel est soumise à la péremption. Riom, 16 juin 1818, t. 20, 471.

203. Malgré des événemens de force majeure, tels que la présence de troupes étrangères, la péremption d'une instance d'appel s'opère, si le siège de la cour est resté libre, et si ses audiences n'ont pas été interrompues. C. C. 29 juin 1818, t. 20, 506.

### SECT. IX. Effets de l'appel.

204. L'appel est suspensif. — L'exécution du jugement pratiquée au mépris de l'appel est nulle, et c'est à la cour saisie de l'appel qu'il appartient de prononcer cette nullité. Turin, 14 sept. 1810, t. 11, 854.

205. L'appel d'un jugement rendu sur un simple incident n'a point l'effet de dessaisir le tribunal de première instance de la connaissance ultérieure du fond du procès, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'appel. C. C. 4 déc. 1813, t. 15, 684.

APPEL incident. 1. L'intimé seul peut former un appel incident. C. C. 18 juil. 1815, t. 17, 486. Turin, 6 juil. 1808, t. 9, 395.

2. Ainsi l'appelant principal ne peut, après l'appel incident, former, de nouveau, appel des chefs qu'il n'a pas originellement attaqués, quoiqu'il s'en soit expressément réservé la faculté. Turin, 4 avril 1812, t. 13, 307.

3. Cependant celui qui a été partie en première instance, s'il n'est pas intimé sur l'appel, peut y intervenir, et former incidemment appel, après les délais, d'un autre chef du jugement. C. C. 16 oct. 1808, t. 9, 609.

4. Lorsque, de deux parties condamnées solidairement, l'une interjette appel et l'autre se contente d'intervenir, la partie intervenante ne peut ensuite appeler incidemment et par acte d'avoué. Montpellier, 30 avril 1811, t. 12, 383.

5. Quelle que soit l'importance de la disposition qu'attaque l'intimé, son appel n'est jamais qu'incident. Colmar, 20 février 1820, t. 22, 168.

6. L'appel incident ne peut porter, après les délais, que sur les chefs attaqués par l'appel principal, et non sur ceux auxquels le premier appelant a acquiescé. Nîmes, 18 mai 1806, t. 7, 308; Rennes, 1 août 1810, t. 11, 148.

7. La cour de cassation a consacré l'opinion contraire. 13 janv. 1824, t. 2 de 1824, 134.

8. On peut appeler incidemment à un appel principal sur lequel on a posé des qualités sans protestations ni réserves. Cette circonstance ne caractérise pas un acquiescement postérieur à l'appel. C. C. 20 déc. 1815, t. 17, 772.

9. Il en est autrement lorsque, sur l'ap-

pel principal, l'intimé a conclu à la confirmation pure et simple du jugement ou y a formellement acquiescé. C. C. 13 janv. 1810, t. 11, 87; 2 déc. 1815, t. 17, 172; Bruxelles, 3 fév. 1813, t. 14, 15; C. 6 frim. an 13, t. 5, 116.

On a conclu au débouté pur et simple de l'appel. Agen, 16 fév. 1813, t. 14, 9.

9 bis. L'intimé conserve le droit d'appeler incidemment, quoique depuis l'appel principal il ait conclu à la confirmation du jugement, mais avec la réserve de modifier, changer et étendre ses conclusions à son gré. Il peut même appeler successivement de plusieurs chefs, que son premier appel ne contienne aucune réserve. C. C. 30 déc. 1824, t. 27, 4825, 52; 26 août 1823, t. 3 de 1823, 108.

10. L'acquiescement d'une des parties avant l'appel de l'autre, ne lui ôte le droit d'appeler incidemment. C. C. 26 août 1811, t. 12, 701; 12 fév. 1807, 108; 26 prair. an 11, t. 3, 137; 16 août 1820, t. 22, 460; 26 prair. an 11, t. 3, 137.

11. Une partie qui a acquiescé ne peut appeler incidemment que des chefs qu'elle n'a pas attaqués, si il y a appel principal. C. C. 27 juin 1812, t. 22, 576.

12. Et son appel incident ne peut avoir d'effet qu'à l'égard de celui de ses adversaires qui a appelé. Son acquiescement est irrévocable à l'égard des autres. C. C. 12 juin 1820, t. 22, 576.

13. L'intimé ne peut appeler incidemment du chef qu'il a exécuté dans le jugement. Turin, 19 mai 1813, t. 14, 108.

14. Celui qui, ayant échoué en première instance, a laissé néanmoins écouler le délai de l'appel, peut, après avoir été assigné en déclaration de jugement commun par l'appelant principal, se faire intimé, et en reprise d'instance appeler l'intimé, interjeter incidemment appel contre ce dernier. Bourges, 26 janv. 1812, t. 24, 67.

15. L'appel incident est admis même après le désistement de l'appel principal. Mais alors l'appelant principal est relevé de son désistement. Amiens, 10 déc. 1821, t. 23, 738.

16. On peut, quand on est en instance devant une cour souveraine, appeler incidemment d'un jugement opposé par l'une des parties, lorsqu'il émane d'un tribunal ressortissant à la même cour que le délai n'est point expiré. Nîmes, 7 janv. 1812, t. 13, 16.

17. L'appel incident peut-il survivre au désistement de l'appel principal. Nîmes, 7 janv. 1812, t. 13, 16.

18. Un appel incident peut être rejeté par acte d'avoué à avoué. C. C. 12 fév. 1806, t. 7, 108.

19. L'appel incident n'empêche

appelant principal de demander la pé-  
tition d'instances sur le tout. Bruxelles,  
janv. 1813, t. 14, 103.

2. L'appel incident seul peut donner  
intime le droit de se plaindre sur l'ap-  
pe de ce que les premiers juges ont sta-  
tué au fond, au lieu de prononcer par  
de non recevoir. Limoges, 12 janv.  
1814, t. 14, 39.

APPEL de simple police. 1. On ne  
peut appeler, même pour incompétence,  
des jugemens de simple police qui ne  
contiennent ni emprisonnement ni répa-  
rations civiles, excédant la somme de 5  
fr. C. C. 10 avril 1812, t. 13, 342;  
Paris, 1811, t. 12, 751; C. C. 18 juil.  
1812, t. 19, 715.

2. Celui qui succombe en appel de sim-  
ple police n'est pas soumis à l'amende de  
l'appel. C. C. 19 juin 1817, t. 19, 46;  
Paris, 1823, t. 1 de 1825, 196.

3. Le tribunal correctionnel ne peut,  
sur l'appel d'un jugement du tribunal de  
simple police, interjeter p. r. le condamné, lors-  
que le ministère public ne s'est pas pour-  
vu de son côté, prononcer une peine plus  
forte que celle infligée par le premier  
tribunal. C. C. 3 fév. 1822, t. 24, 1.

APPEL des jugemens de police correc-  
tionnelle.

1. De quels jugemens on peut  
appeler.

2. Quelles personnes ont quali-  
té pour appeler. — *A qui profite l'appel.*

3. Appel du ministère public.  
— Jurisprudence antérieure au  
code d'instruction criminelle.

4. Délais de l'appel.

5. Déclaration d'appel. — Noti-  
fication. — Requête contenant  
les moyens d'appel.

6. Procédure sur l'appel.

7. Juges d'appel. — Leur com-  
pétence.

8. Effets de l'appel.

9. — De quels jugemens on peut  
appeler.

10. Les ordonnances des juges d'instruc-  
tion, relatives à l'instruction ou à l'exé-  
cution des jugemens qui en sont la suite  
sont susceptibles d'appel. C. C. 4 août  
1811, t. 22, 708.

11. Une ordonnance rendue en la cham-  
bre du conseil d'un tribunal de police  
correctionnelle qui refuse au prévenu sa  
liberté provisoire n'est pas susceptible  
d'appel. Colmar, 16 déc. 1814, t. 16, 770.

12. On peut appeler d'un jugement qui,

incidemment à une instance correction-  
nelle poursuivie par la régie des douanes,  
la condamne à faire les frais d'une exper-  
tise. Ce jugement est interlocutoire. C.  
C. 1 fév. 1811, t. 12, 701.

3 bis. En matière correctionnelle,  
comme en matière civile, l'appel des ju-  
gemens préparatoires ne peut être inter-  
jeté qu'après le jugement définitif, et  
conjointement avec l'appel de ce dernier  
jugement. C. C. 22 janv. 1825, t. 3 de  
1825, 159.

4. On peut appeler d'un jugement cor-  
rectionnel rendu par défaut, pendant  
le délai de l'opposition. C. C. 17 mars  
1808, t. 9, 172.

5. Le jugement qui prononce sur la  
question de compétence est définitif, et  
l'appel est recevable avant le jugement  
du fond. C. C. 8 therm. an 13, t. 6, 353.

6. Un jugement correctionnel abusive-  
ment qualifié en dernier ressort est sus-  
ceptible d'appel. C. C. 26 nov. 1812, t.  
13, 999.

§ 2. — *Quelles personnes ont qualité pour  
appeler. — A qui profite l'appel.*

7. La capacité générale d'appeler suffit  
pour autoriser l'appel d'un jugement cor-  
rectionnel. C. C. 28 janv. 1813, t. 14,  
132.

8. La partie civile a droit d'appeler, mal-  
gré l'acquiescement exprès ou tacite don-  
né par le ministère public au jugement.  
C. C. 19 mai 1815, t. 17, 368; 17 mars  
1814, t. 16, 245.

9. Un prévenu ne peut appeler des or-  
donnances de la chambre du conseil, et  
de celle du juge d'instruction, que dans  
le seul cas d'incompétence, soit à raison  
du lieu du délit, soit à raison du domi-  
cile du prévenu; mais si, contre le vœu  
de la loi, l'appel avait été formé et ac-  
cueilli, le prévenu ne pourrait, à raison  
de son défaut d'intérêt, demander la cas-  
sation de l'arrêt. C. C. 7 nov. 1816, t.  
18, 760.

10. Un père ne peut, sans mandat spé-  
cial, appeler au nom de son fils. C. C.  
28 janv. 1813, t. 14, 132.

11. Mais il en a le droit si ce fils est  
mineur. C. C. 2 juin 1821, t. 23, 385.

12. L'appel d'un coaccusé ne profite  
point aux autres. C. C. 16 mars 1815, t.  
17, 201.

§ 3. — *Appel du ministère public.*

13. L'adhésion donnée par le minis-  
tère public à l'appel, interjeté par une  
partie, d'un jugement de police correc-  
tionnelle, constituait un véritable appel,  
qui devait continuer de subsister, encore  
que celui interjeté par la partie fût dé-  
claré nul. C. C. 23 mess. an 11, t. 5, 190.

14. Un substitut peut valablement appeler d'un jugement correctionnel intervenu dans une affaire où il a remplacé le procureur du roi. C. C. 29 mars 1822, t. 24, 339.

15. Le ministère public peut appeler d'office d'un jugement rendu sur une plainte en diffamation. C. C. 13 avril 1820, t. 22, 343.

16. Les procureurs-généraux sont recevables à appeler des jugemens correctionnels dont l'appel doit être porté au tribunal du chef-lieu de département. C. C. 1 juil. 1813; t. 15, 152.

17. Le défaut d'appel, ou l'acquiescement de la partie civile, n'ôte pas au ministère public le droit d'appeler. — Ainsi jugé à l'occasion d'une plainte formée par l'administration forestière, et qu'elle n'a pas poursuivie en appel. C. C. 4 avril 1806, t. 7, 243; 9 mai 1807, t. 8, 330.

18. Les procureurs-généraux près les cours de justice criminelle peuvent appeler des jugemens correctionnels, quoiqu'ils aient été rendus conformément aux conclusions des procureurs du roi. C. C. 8 avril 1806, t. 7, 214; 18 vent. an 12, t. 4, 356.

19. Ou que le procureur du roi ait expressément ou tacitement renoncé au droit d'appeler. C. C. 2 août 1815, t. 17, 544.

20. Le ministère public peut appeler d'un jugement correctionnel, pour cause d'incompétence, quoiqu'il n'ait pas fait opposition, dans les délais, à l'ordonnance de la chambre du conseil qui a saisi incompétemment le tribunal. C. C. 4 sept. 1813, t. 15, 492.

21. La déclaration faite par le procureur du roi à l'audience, en présence de l'accusé, qu'il entend se pourvoir en appel contre le jugement qui vient d'être rendu, le dispense de toute autre notification d'appel, lorsqu'il lui a été donné acte par ledit jugement de sa déclaration. C. C. 21 avril 1820 (15 mai 1813), t. 22, 386; 20 fév. 1812, t. 13, 155.

22. Lorsque la partie condamnée a appelé, le ministère public peut former son appel au moyen d'une simple déclaration faite à l'audience où se trouve porté l'appel de la partie condamnée. C. C. 14 juil. 1815, t. 17, 480.

23. L'appel interjeté par le ministère public ne doit être notifié au prévenu que lorsqu'il est déclaré par le procureur général ou par le procureur du roi près le tribunal qui doit en connaître, et non lorsqu'il est formé par le procureur du roi près le tribunal qui a rendu le jugement attaqué. Il suffit que celui-ci relève son appel par déclaration au greffe. C. C. 21 janv. 1814, t. 16, 90.

24. L'appel du ministère public est valablement notifié au prévenu par un tuteur à fin de comparaitre, donnée à une personne dans le délai prescrit par l'art. 205 du cod. d'instr. crim. C. C. 15 fév. 1812, t. 13, 482; 20 fév. 1812, t. 13, 155.

#### § 4. — *Délais de l'appel.*

24 bis. L'avis du conseil d'état, du 22 février 1806, portant que les délais de l'appel d'un jugement par défaut ne peuvent courir que du jour de l'expiration du délai de l'opposition, a été abrogé par l'art. 203 du cod. d'instr. crim., qui annonce formellement la déchéance des appels interjetés dix jours après la signification des jugemens par défaut. C. C. 22 janv. 1825, t. 3 de 1825, 159.

25. L'appel d'un jugement de police correctionnelle n'est recevable que pendant dix jours, à compter de celui de la prononciation. L'appel formé le onzième jour serait tardif. C. C. 18 juil. 1813, t. 19, 714.

26. L'art. 203 du cod. d'instr. crim. n'a point dérogé à l'art. 32 du décret du 1<sup>er</sup> germ. an 13: ainsi l'appel des jugemens correctionnels rendus en matière de contributions indirectes est recevable tant que le jugement n'a pas été signifié, et en outre pendant huit jours à partir de la signification qui en a été faite. C. C. 2 août 1822, t. 2 de 1824, 90.

27. Un jugement qui admet ou repousse des moyens de reproches proposés par l'accusé, et dont l'arrêt est définitif, et n'est susceptible d'appel que pendant dix jours. C. C. 20 mars 1817, t. 19, 265.

27 bis. La déclaration d'appel faite au nom du condamné, par un tiers qui n'a point de pouvoir à cet effet, est valable, dans les dix jours de la prononciation du jugement, le condamné déposant même, et signée de lui, la requête contenant les moyens d'appel. C. C. 29 janv. 1810, t. 2, 349.

#### § 5. — *Déclaration d'appel. — Notification. — Requête contenant les moyens d'appel.*

28. Il n'est pas indispensable que la déclaration d'appel soit accompagnée d'une requête contenant les moyens de l'appel. C. C. 29 juin 1815, t. 17, 452.

29. La déclaration d'appel faite au greffe, dans le délai prescrit, reste valable si elle n'est constatée par un acte émané du greffe, avant l'expiration du délai. C. C. 22 janv. 1813, t. 16, 141.

30. La déclaration d'appel faite au greffe par un avoué, au nom de la partie civile, est valable quoique l'avoué n'ait pas été chargé d'un pouvoir spécial pour appeler. C. C. 18 mai 1821, t. 23, 86.



Un appel en matière correctionnelle n'est pas nul pour n'avoir été signifié qu'au domicile de l'avoué, s'il est constaté que l'intimé en a eu connaissance. C. C. 23 mars 1809, t. 10, 226.

— *Procédure sur l'appel.* — *Demandes nouvelles.* — *Moyens nouveaux.*

Après l'appel on doit remettre la copie contenant les moyens au greffe du tribunal qui a rendu le jugement attaqué, et non au greffe de la justice criminelle. C. C. 24 germ. an 13, t. 6, 100.

Cette remise doit se faire dans les délais, lors même que c'est le ministère public qui a fait la déclaration d'appel. C. C. 24 germ. an 13, t. 6, 100; 22 janv. 1825, t. 3 de 1825, 145.

Les conclusions prises en première instance par le ministère public, partie poursuivante, conservent leur effet en appel, et la cour d'appel est obligée d'y faire droit, quoiqu'elles ne soient renouvelées devant elle. C. C. 6 mess. an 12, t. 4, 437.

En matière correctionnelle, les conclusions autorisées par la loi pour établir la demande primitive doivent être admises devant la cour d'appel, quoique produites pour la première fois. Ainsi le plaignant doit être admis à prouver que le prévenu a fait disparaître les traces de la contravention. Ses conclusions à cet égard n'ont besoin d'être ni rédigées par écrit ni déposées sur le bureau. C. C. 14 nov. 1823, t. 2 de 1824, 562.

*bis.* Les nullités de la citation qui n'auraient pas été proposées en première instance ne peuvent être produites en appel. C. C. 5 mai 1809, t. 10, 347.

— *Juges d'appel.* — *Leur compétence.*

L'appel des ordonnances des juges d'instruction relatives à l'instruction doit être porté à la chambre d'accusation de la cour royale, à l'exclusion de la chambre du conseil du tribunal de première instance. C. C. 4 août 1820, t. 22, 708.

Lorsqu'un jugement qualifié rendu par un juge de paix est néanmoins rendu en matière de police, l'appel ne peut être porté devant des juges civils. C. C. 22 prair. an 8, t. 1, 403.

*bis.* Un tribunal correctionnel de première instance n'est pas incompetent pour recevoir l'appel d'un jugement rendu par un tribunal correctionnel de l'arrondissement, par le motif qu'il aurait précédemment rendu une ordonnance de non prévention dans l'affaire.

Néanmoins, si le tribunal de département s'est déporté par cette considération, la cour régulatrice peut renvoyer l'affaire devant un tribunal d'appel. C. C. 28 déc. 1824, t. 2 de 1825, 415.

*38 bis.* Un tribunal correctionnel saisi de l'appel d'un jugement de simple police rendu et qualifié en premier ressort a le droit, à l'exclusion de la cour de cassation, d'annuler ce jugement, non seulement par des moyens tirés du fond, mais encore pour raison d'incompétence. C. C. 24 déc. 1824, t. 3 de 1825, 145.

39. Le tribunal qui a ordonné la jonction de deux plaintes n'est pas tenu de surseoir au jugement du fond pendant le délai de dix jours, pour attendre l'appel du jugement de jonction. C. C. 22 janv. 1825, t. 3 de 1825, 160.

*39 bis.* Lorsque la cour d'appel infirme la décision d'un tribunal correctionnel qui s'est à tort déclaré incompetent, elle doit statuer elle-même sur le fond de la prévention, et non pas renvoyer l'affaire à un autre tribunal. C. C. 5 avril 1816, t. 18, 282.

40. Lorsqu'une cour ou un tribunal correctionnel infirment un jugement pour vice de formes, ils doivent eux-mêmes statuer sur le fond, et non renvoyer devant d'autres juges. C. C. 5 mai 1820, t. 22, 419.

41. Ils doivent infirmer et statuer sur le fond par un seul et même jugement. C. C. 22 mars 1824, t. 23, 231.

42. Une cour ne peut, sur le seul appel du prévenu, lorsque le ministère public garde le silence, annuler le jugement et renvoyer le prévenu devant une cour d'assises : dans ce cas l'infirmité du jugement ne peut avoir lieu que dans l'intérêt du condamné. C. C. 17 nov. 1814, t. 16, 696.

*42 bis.* Quoiqu'un tribunal correctionnel ait, par ordonnance en chambre du conseil, passée en force de chose jugée, déclaré qu'il n'existe aucune charge contre le prévenu, relativement au délit qui lui était imputé, la cour royale saisie de l'affaire doit en provoquer l'instruction, si, depuis, une charge nouvelle est découverte. C. C. 10 avril 1823, t. 3 de 1823, 177.

43. Lorsque, sur l'appel interjeté, par la partie civile, d'un jugement de police correctionnelle, le ministère public, trompé par les termes équivoques de l'appel, assigne un prévenu que l'appelant n'avait pas voulu intimer, le tribunal peut condamner la partie civile aux frais qui ont été la suite de l'assignation. C. C. 28 avril 1823, t. 1 de 1824, 258.

*43 bis.* Lorsque, sur l'appel d'un jugement de police correctionnelle, le ministère public juge à propos de faire assigner des témoins, il n'est pas préalablement obligé d'en demander la permission au tribunal. Le tribunal d'appel peut seulement refuser d'entendre ces témoins,



s'il juge cette audition inutile. C. C. 25 nov. 1824, t. 3 de 1825, 427.

### § 80 — Effets de l'appel.

44. L'appel des ordonnances des juges d'instruction, relatives à l'instruction ou à l'exécution des jugemens qui en sont la suite, n'est pas suspensif. C. C. 4 août 1820, t. 22, 708.

45. L'appel de la partie plaignante ne peut produire que des effets civils; il ne peut faire prononcer aucune peine contre le prévenu absous en première instance. L'appel seul du ministère public pourrait avoir ce dernier effet. C. C. 13 août 1820, t. 22, 343; 16 frim. an 12, t. 4, 134; 29 juil. 1819, t. 21, 521; 1 mai 1812, t. 13, 427.

APPEL (Cour d'). V. Cour d'appel.

APPROBATION d'écriture.

*Quels actes sont soumis à la formalité de l'approbation; quelles personnes sont dispensées d'approuver.*

#### I. Jurisprudence ancienne.

1. Sous l'empire de la déclaration du 22 sept. 1733, l'approbation de la somme au bas des billets n'était nécessaire que lorsqu'ils étaient causés *valeur en argent*. C. C. 7 nov. 1820, t. 22, 799.

2. Depuis, la même cour a décidé que les autres billets étaient également soumis à la formalité de l'approbation. C. C. 29 août 1823, t. 2 de 1824, 373.

3. Avant de prononcer l'annulation d'un pareil billet, les tribunaux n'étaient pas obligés de déférer d'office le serment au débiteur. C. C. 29 avril 1823, t. 2 de 1824, 373.

4. Les lettres de change, même souscrites par de simples particuliers, étaient affranchies de l'approbation. C. C. 10 mess. an 10, t. 3, 570.

5. La formalité de l'approbation n'était pas exigée pour les endossements de billets à ordre. C. C. 7 therm. an 11, t. 3, 622.

6. Les quittances en étaient également affranchies. Ainsi la quittance donnée par un mari d'une somme reçue pour sa femme était valable, quoique non approuvée. C. C. 25 mars 1806, t. 7, 190.

7. La reconnaissance d'une dette intercalée dans un bail privé était nulle, si le débiteur n'avait approuvé l'écriture, et exprimé de sa main et en toutes lettres la somme reconnue. Paris, 15 vent. an 13, t. 5, 466.

#### II. Jurisprudence du code civil.

8. Il n'est pas indispensable, dans un

arrêté de compte écrit par une main étrangère, de mettre l'approbation d'écriture, quoique cet arrêté porte obligation. Angers, 9 août 1820, t. 22, 727.

9. La cour de cassation a décidé sans contraire, sous la loi du 22 sept. 1733. 7 juin 1793, t. 1, 28.

9 bis. L'acte sous seing privé écrit de la main d'un tiers, et par lequel une personne s'engage à payer des dépenses d'une espèce déterminée, mais qui ne sont pas appréciables au moment de l'obligation, n'est pas nul à défaut de bon ou mauvais *prouvé*, portant la somme ou la qualité de la chose. Agen, 9 nov. 1823, t. 2 de 1825, 130, t. 24, 200.

10. L'acte sous seing privé contenant constitution de rente n'est pas soumis à l'approbation, lorsque d'ailleurs il ne lève contre cet acte aucun soupçon de fraude. C. C. 13 fruct. an 11, t. 1, 662.

11. Il en serait autrement si l'acte contenait tout à la fois la reconnaissance de devoir et la conversion de la somme due en une rente viagère. C. C. 17 therm. an 10, t. 2, 588.

12. Les cautionnements sont soumis à la formalité de l'approbation. C. C. 18 août 1822, t. 24, 200.

13. La cour de Paris avait prononcé sans contraire. 8 pluv. an 10, t. 2, 219; 13 mars 1816, t. 18, 219.

14. L'acte sous seing privé contenant reconnaissance d'un dépôt est soumis à la formalité de l'approbation. C. C. 12 août 1814, t. 16, 40.

15. Un billet écrit par une main étrangère est nul, s'il n'est approuvé par le souscripteur, lors même que la sincérité de la signature est reconnue et vérifiée. C. C. 17 août 1808, t. 9, 485; 3 août 1812, t. 13, 909; 27 janv. 1812, t. 13, 89.

16. Cependant il peut valoir comme commencement de preuve par écrit. C. C. 2 juin 1823, t. 3 de 1823, 529.

Même question discutée, mais non résolue, t. 3 de 1824, 473.

17. Une procuration sous seing privé à l'effet de reconnaître devant notaire l'obligation contenue dans un pareil billet n'en couvre pas la nullité, si, écrite de la main d'une main étrangère, elle ne contient pas l'approbation d'écriture et l'énonciation de la somme due par le mandant. Rouen, 11 mai 1824, t. 3 de 1824, 473.

18. Les débiteurs solidaires, non commerçans qui n'ont point écrit le billet, ne sont pas légalement obligés, s'ils n'ont point approuvé l'écriture. Bruxelles, 23 juil. 1811, t. 12, 590; Paris, 20 août 1815, t. 17, 118; Bruxelles, 23 juil. 1811, t. 12, 590.

Si l'un des souscripteurs d'un billet était commerçant, ce billet serait valable pour tous les autres, sans approbation d'écriture, quoique non commandés. Liège, 14 avril 1813, t. 14,

Il a été décidé au contraire que la femme ou donneur d'aval non commerçant n'est point légalement obligé, s'il n'a approuvé l'écriture, quoique le billet soit souscrit entre négociants. C. C. 25 mai 1814, t. 16, 111.

S'il s'agissait d'un billet dans lequel la femme fût engagée comme solidaire ou comme caution de son mari, commerçant ou non commerçant, il se rapporte à son égard, si elle n'avait point approuvé l'écriture. Paris, 20 fév. 1815, t. 17, 118; 16 mai 1812, t. 13, 377; C. C. 17 mai 1816, t. 18, 377; 8 août 1815, t. 17, 552; 15 déc. 1815, t. 17, 743; 16 mai 1812, t. 13, 483; C. C. 18 mai 1822, t. 24, 200. Paris, 29 mai 1813, t. 14, 622.

Il en serait de même si la femme avait fait que signer, sans approbation, un renouvellement d'un billet. Bourges, 20 nov. 1823, t. 1 de 1824, 234.

Dans l'un et l'autre cas, le billet ne pourrait même pas servir de commencement de preuve par écrit pour établir que la femme avait connaissance de la dette portée dans le billet. C. C. 22 mai 1818, t. 20, 348.

La nécessité de cette approbation existe lors même que la femme eût été marchande publique avant son mariage, depuis elle ne fait point un commerce séparé de celui de son mari. C. C. 1 mai 1818, t. 22, 413.

Voyez deux arrêts en sens contraire. Paris, 20 fév. 1815, t. 17, 118; Turin, 20 avril 1808, t. 9, 252.

En supposant que l'acceptation d'une lettre de change par une personne non commerçante doive contenir l'approbation d'écriture, l'exception résultant du défaut de cette formalité peut être couverte par la reconnaissance postérieure de la dette. C. C. 28 avril 1819, t. 21, 303.

*6 bis.* Le négociant failli est dispensé de l'approbation; son état de faillite ne lui fait pas perdre le titre de négociant. Liège, 14 avril 1813, t. 14, 422.

Les aubergistes, hôteliers, cabarettiers, sont réputés *marchands* dans le sens de l'art. 1326 du cod. civ. — Ainsi les billets souscrits par eux sont affranchis de la formalité de l'approbation. Metz, 21 mai 1816, t. 17, 425.

L'artisan ou manouvrier qui a quitté son état pour vivre de ses économies n'est pas d'être placé dans l'exception

établie par l'art. 1326 du cod. civ. Paris, 18 fév. 1808, t. 9, 145.

29. La loi, en dispensant de la formalité du bon ou approuvé le billet souscrit par un vigneron, ne distingue pas entre le vigneron qui cultive sa propre vigne et le vigneron fermier ou ouvrier. C. C. 23 fév. 1824, t. 2 de 1824, 278.

30. Il en est de même à l'égard du laboureur. C. C. 25 fév. 1818, t. 20, 155.

31. Tout effet de commerce souscrit par une femme ou fille non marchande doit, s'il est d'une main étrangère, être revêtu d'un approuvé ou bon pour. C. C. 26 mai 1823, t. 2 de 1824, 362.

## ARBITRE, ARBITRAGE.

SECT. 1<sup>re</sup>. Arbitrage en matière ordinaire.

§ 1. *Qui peut être arbitre ou tiers arbitre. — Par qui les arbitres peuvent être nommés.*

§ 2. *Mesure du pouvoir des arbitres et des tiers arbitres.*

§ 3. *Cessation des fonctions d'arbitre. — Démission des arbitres. — Révocation. — Récusation.*

§ 4. *Instruction.*

§ 1. — *Qui peut être arbitre ou tiers arbitre. — Par qui les arbitres peuvent être nommés.*

1. Un étranger ne peut être arbitre, surtout s'il ignore la langue française. C. C. 7 flor. an 5, t. 1, 184.

2. Un juge peut être arbitre, même dans les causes soumises au tribunal dont il est membre. Trèves, 24 juin 1812, t. 13, 592. — V. n. 11.

3. Le conseil de l'une des parties peut être nommé tiers arbitre. C. C. 16 brum. an 6, t. 1, 232.

§ 2. — *Mesure du pouvoir des arbitres et des tiers arbitres.*

4. Les arbitres volontaires sont, comme les tribunaux, juges de leur compétence, lorsqu'elle leur est contestée sous le rapport de l'étendue des pouvoirs qui leur sont conférés. C. C. 28 juil. 1818, t. 20, 360.

5. Quelques cours d'appel ont décidé en sens contraire. Turin, 25 janv. 1813, t. 14, 108.

6. Les arbitres peuvent statuer sur des questions qui n'ont pas été prévues, si elles sont une conséquence des premières, et naissent des débats respectivement élevés devant eux par les parties. Aix, 3 janv. 1817, t. 19, 1.

*6 bis.* Lorsque deux arbitres avaient été d'avis, l'un de condamner une des parties à une portion de dépens seulement, et

l'autre de les lui faire supporter en entier, et de la condamner en outre à des dommages et intérêts, cette partie n'est pas recevable à critiquer la décision du tiers arbitre qui, modifiant l'avis d'un arbitre, s'est bornée à la condamner à tous les dépens, pour tous dommages et intérêts. C. C. 11 fév. 1824, t. 5 de 1825, 61.

7. Lorsque le compromis n'impose pas aux arbitres l'obligation de statuer définitivement sur tous les chefs du litige, à peine de nullité, ces arbitres peuvent prononcer définitivement sur quelques chefs et interloquer sur les autres, lors même que l'interlocutoire peut devenir sans effet par le refus de l'une des parties de proroger l'arbitrage. C. C. 6 nov. 1815, t. 17, 634.

7 bis. Lorsque des arbitres ont excédé leur mandat en déclarant non avenue une société dont ils étaient chargés d'opérer seulement la liquidation, la cour royale à laquelle est délégué l'appel de leur jugement ne viole pas les deux degrés de juridiction lorsque, en réformant ce jugement, elle retient la cause, et fait elle-même ce que les arbitres auraient dû faire. C. C. 25 nov. 1824, t. 1 de 1825, 504.

8. Le tiers arbitre n'est pas tenu, à peine de nullité de son jugement, de prononcer dans le mois de son acceptation : il n'y a contre lui, en cas de retard, que la voie de la révocation. Rouen, 21 déc. 1808, t. 9, 733.

8 bis. Le tiers arbitre qui a déjà conféré avec les arbitres divisés n'est pas obligé de conférer de nouveau avec eux, après avoir entendu les parties C. C. 11 fév. 1824, t. 3 de 1825, 60.

9. Il ne résulte pas de l'obligation imposée par la loi au tiers arbitre, de se conformer à l'un des avis des autres arbitres, qu'il soit tenu de l'adopter sur tous les chefs, et qu'il ne puisse pas former sa décision d'une partie de l'avis de l'un et d'une partie de l'avis de l'autre. C. C. 11 fév. 1824, t. 3 de 1825, 60.

9 bis. Le tiers arbitre n'est pas en retard lorsqu'il prononce dans le délai de trois mois prescrit par l'art. 1007 du cod. de proc., quel que soit d'ailleurs le délai fixé aux arbitres par le compromis. Riom, 8 juin 1809, t. 10, 462.

§ 3. — Cessation des fonctions d'arbitres. — Démission des arbitres. — Révocation. — Récusation.

10. Une révocation d'arbitres peut être faite par lettre missive. C. C. 23 pluv. an 12, t. 4, 279.

10 bis. La nomination d'un arbitre volontaire fait cesser l'effet de celle d'un arbitre d'office, qui n'est pas encore entré

en fonctions. Paris, 14 fév. 1819, t. 11, 113.

11. Pendant l'instruction de l'affaire les arbitres ne peuvent être révoqués l'une des parties, sans le consentement de l'autre. Paris, 13 avril 1810, t. 11, 113.

12. Les voix des arbitres nommés des parties ayant le même intérêt doivent compter que pour un seul même avis, et, lorsque ces arbitres fèrent d'opinion avec celui de la partie ayant un intérêt contraire, il n'y a pas à nommer un tiers arbitre pour les partager. C. C. 23 nov. 1824, t. 1 de 1825, 503.

#### § 4. — Instruction.

13. Lorsque des arbitres chargés de procéder à une estimation ne sont pas d'accord, il suffit, pour constater le partage et légitimer l'intervention du tiers arbitre, que les circonstances ou les faits qui caractérisent ce partage soient énoncés dans le procès verbal dressé par un des arbitres. C. C. 18 mai 1813, t. 16, 821.

13 bis. Ils ne sont pas tenus de rédiger chacun séparément leur avis par écrit. Paris, 22 mai 1813, tom. 14, 593.

14. Lorsqu'il y a partage d'opinion, les arbitres doivent se réunir au tiers arbitre, pour délibérer et statuer en commun sur l'objet de la contestation. Paris, 22 mai 1813, t. 14, 593.

Sect. II. Arbitres en matière de commerce. — Arbitres forcés.

§ 1. Leur caractère. — Mesure de leurs pouvoirs.

§ 2. Qui peut nommer des arbitres en matière de commerce, et quel nombre.

§ 3. Durée de leurs pouvoirs.

§ 4. Mesures de leurs pouvoirs. — Instruction.

§ 5. Révocation. — Récusation. — Prise à partie.

§ 1. — Leur caractère. — Mesure de leurs pouvoirs.

15. On doit considérer comme arbitres forcés ceux qui ont à prononcer sur des différends entre associés, soit qu'ils aient été désignés par le compromis, soit qu'ils aient avec pouvoir de juger en dernier ressort ou qu'ils soient nommés *ad hoc* par les parties ou par le tribunal. C. C. 26 mai 1813, t. 14, 641; 21 niv. an 9, t. 4, 5.

16. Cependant si un tiers a été nommé à leur nomination, ou que les parties aient consenti qu'ils statuassent comme arbitres composés, ces arbitres sont

volontaires. C. C. 6 avril 1818, t. 298; 16 juil. 1817, t. 19, 681; 1 mai 1818, t. 24, 406.

1. Soit qu'ils aient été nommés d'office ou par les parties. C. C. 15 juil. 1818, t. 20, 547.

2. Les tribunaux de commerce, en nommant des arbitres forcés, ne peuvent les confondre aux fonctions de simples rapporteurs. Dans ce cas, les arbitres n'exercent pas moins le droit de juger le litige. Paris, 5 juil. 1810, t. 10, 659.

3 bis. Des arbitres ayant été institués comme arbitres forcés par des jugemens interlocutoires, l'une des parties renvoyées devant ces arbitres n'est pas recevable à contester leur compétence par le motif que la contestation ne rentre pas dans le domaine de l'arbitrage. Paris, 8 avril 1824, t. 3 de 1825, 70.

— *Qui peut nommer des arbitres en matière de commerce, et en quel nombre.*

1. En matière d'arbitrage forcé, le tribunal ne doit nommer d'office des arbitres que pour ceux qui se refusent à en nommer. C. C. 9 et 10 avril 1816, t. 18, 299; Bruxelles, 27 déc. 1810, t. 11, 20.

2. Lorsque plusieurs associés ayant le même intérêt ne s'accordent pas sur le choix de leur arbitre commun, le tribunal doit en nommer un d'office pour tous les intéressés. C. C. 10 avril 1816, t. 18, 299.

3. En matière d'arbitrage forcé, le choix d'un arbitre fait par un associé n'est pas soumis à l'approbation des autres. C. C. 9 et 10 avril 1816, t. 18, 293, 299.

4. Les syndics d'une faillite ne peuvent, sans un pouvoir spécial des créanciers, nommer des arbitres volontaires pour liquider une société commerciale. C. C. 6 avril 1818, t. 20, 298.

22 bis. Les syndics d'une faillite peuvent valablement consentir que les contestations élevées entre eux et un associé du failli, relativement à la société, soient jugées en dernier ressort par des arbitres. Limoges, 28 avril 1813, t. 14, 483.

23. La loi ne prescrit point aux tribunaux de commerce de nommer les arbitres en nombre impair. Turin, 26 fév. 1814, t. 16, 198.

§ 3. — *Durée de leurs pouvoirs.*

24. La loi ne détermine point le délai dans lequel les arbitres forcés doivent opérer. Limoges, 21 mai 1817, t. 19, 450; Bruxelles, 1 mars 1810, t. 11, 204.

25. Mais dans le silence de la loi et celui des parties, c'est au tribunal de commerce qu'il appartient de le déterminer. *Ibid.*

26. Lorsque le délai pour prononcer sur le litige n'a pas été fixé par le juge à peine de nullité, les arbitres peuvent proroger leur mission, si, lors de l'expiration du terme, ils ne sont pas suffisamment instruits des faits de la cause. Sous ce rapport, l'art. 1012 du cod. de proc. civ. n'est pas applicable à l'arbitrage forcé. Riom, 25 avril 1820, t. 22, 389.

27. Lorsque des arbitres forcés n'ont pas rendu leur jugement dans le délai qui leur a été fixé par le tribunal de commerce, ce tribunal ne peut proroger leur pouvoir, sur la demande de l'une des parties, sans le consentement de l'autre. Bordeaux, 28 juin 1818, t. 2 de 1823, 341; C. C. 22 avril 1823, t. 2 de 1823, 356; Angers, 23 juin 1823, t. 3 de 1824, 123.

27 bis. Quand le délai accordé à des arbitres forcés pour prononcer sur le litige est expiré, leurs pouvoirs peuvent être prorogés, malgré la résistance de celle des parties qui aurait retardé la décision définitive par des demandes incidentes. Paris, 8 avril 1824, t. 3 de 1825, 70.

28. Les pouvoirs du tiers arbitre cessent par l'expiration du délai d'un mois, à compter du jour de son acceptation, comme en matière d'arbitrage volontaire. Paris, 30 nov. 1811, t. 12, 930.

29. Le délai dans lequel les arbitres nommés par un tribunal de commerce doivent juger ne commence à courir que du jour où a été confirmé sur l'appel le jugement qui nomme ces arbitres, si la cour, du consentement des parties, a ordonné une ou plusieurs remises de la cause, en énonçant dans la première de ces remises *que toutes choses demeureront en l'état*. C. C. 1 juil. 1823, t. 3 de 1823, 417.

30. Lorsqu'il n'y a pas eu d'appel, ce délai ne commence à courir que du jour où les pièces sont remises aux arbitres. Turin, 8 mars 1811, t. 12, 193.

31. La déclaration, consignée dans le jugement arbitral, de l'époque à laquelle la remise des pièces a eu lieu, fait pleine foi de la date de cette remise. Turin, 8 mars 1811, t. 12, 193.

#### § 4. — *Instruction.*

32. Les arbitres forcés peuvent, comme les juges, modifier le jugement préparatoire qu'ils ont rendu. — Ainsi, après avoir ordonné un interrogatoire sur faits et articles, ils peuvent en dispenser la personne qui devait le subir, s'ils le reconnaissent sans intérêt dans la contestation. Paris, 23 juil. 1810, t. 11, 660.

33. En matière d'arbitrage forcé, le

pouvoir conféré aux arbitres par les parties de juger en dernier ressort ne peut être révoqué que du consentement commun des parties. C. C. 8 oct. 1806, t. 7, 518.

34. Les arbitres forcés ne sont point juges de leur compétence. Paris, 13 déc. 1808, t. 9, 710.

35. Il n'est pas nécessaire que les arbitres en matière de commerce dressent procès verbal de leurs opinions respectives, pour avoir le droit de nommer un tiers arbitre, lorsqu'ils ont reçu le pouvoir de s'en adjoindre un. Paris, 8 avril 1809, t. 10, 259.

§ 5.—*Révocation. — Récusation. — Prise à partie.*

36. En arbitrage forcé, les arbitres ne sont pas révoquables; ils sont des juges plutôt que de simples experts. C. C. 13 fruct. an 8, t. 1, 483.

37. Avant le code de procédure, on ne pouvait récuser péremptoirement un tiers arbitre nommé par un tribunal de commerce. C. C. 13 germ. an 12, t. 4, 406.

37 bis. En matière d'arbitrage forcé, les tribunaux de commerce sont seuls compétens pour connaître des demandes en récusation contre l'un des arbitres. Paris, 30 déc. 1813, t. 15, 760.

38. Hors ce cas, les demandes en récusation doivent, en matière commerciale comme en matière civile, être portées devant le tribunal civil. Metz, 12 mai 1818, t. 20, 384.

39. On peut exercer la prise à partie, dans les cas de droit, contre des arbitres nommés en matière de commerce. C. C. 7 mai 1817, t. 19, 422.

40. La cour de Limoges a jugé en sens contraire, et a de plus décidé que le rejet de la requête ne donne pas lieu à l'amende prononcée par les art. 513 et 516 du cod. de proc. 1 août 1814, t. 16, 546.

41. En aucun cas les arbitres ne peuvent prononcer sur la récusation de l'un d'eux. C. C. 1 juin 1812, t. 13, 515. V. *Jugement arbitral.*

ARBRES. 1. Le propriétaire voisin du sol où sont plantés des arbres qu'il prétend gêner et ombrager sa propriété n'a pas le droit de les ébrancher lui-même, mais seulement celui de contraindre à couper les branches. C. C. 15 fév. 1811, t. 12, 142.

2. Un propriétaire peut contraindre son voisin à couper les branches des arbres qui s'avancent sur son fonds, quoique, depuis un temps immémorial, ce voisin soit dans l'usage de s'y introduire pour recueillir les fruits produits par ces branches, si d'ailleurs cet usage n'était

fondé que sur un statut local. C. C. nov. 1810, t. 11, 1026.

3. Un fermier a également ce droit; il peut faire condamner à des dommages intérêts le propriétaire voisin, à raison du préjudice que lui causent ces arbres. C. C. 9 déc. 1817, t. 19, 963.

4. Le droit de tout propriétaire d'empêcher l'ébranchement des arbres qui s'étendent sur son fonds s'applique aux arbres appartenant partie d'une forêt ou d'un bois communal. Paris, 16 fév. 1824, t. 24, 1824, 242.

5. Dans les jardins des maisons de plaisance de la banlieue de Paris, l'interdiction de planter les arbres à haute tige au-dessous de six pieds des murs mitoyens. Paris, 2 déc. 1820, t. 22, 852.

6. Le fermier qui, sans y être autorisé par son bail, coupe ou mutilé des arbres sur le fonds qui lui est affermé, est passible de la peine portée par l'art. 445 du code pén. Metz, 10 mai 1819, t. 21, 384. C. C. 13 juin 1818, t. 20, 460.

7. Lors même que son bail lui donnerait le droit de couper quelques uns de ces arbres. C. C. 13 juin 1818, t. 20, 460. — V. *Voie publique.*

ARCHITECTE. Un architecte est responsable des travaux dont il a donné le plan et surveillé l'exécution, s'ils présentent pour cause des vices de ce plan. C. C. 20 nov. 1817, t. 19, 928.

ARGENT. V. *Legs.*

ARMEMENT. — ARMATEUR. 1. Les armateurs en course ne sont pas responsables des faits des consignataires qu'ils ont choisis, et du défaut de paiement des effets que ceux-ci leur ont remis. C. C. 18 oct. 1808, t. 9, 611.

2. Les armateurs ne sont pas responsables de l'insolvabilité des consignataires, surtout lorsqu'à l'époque de la consignation, ceux-ci jouissaient d'un crédit qui n'avait encore reçu aucune atteinte. C. C. 18 oct. 1808, t. 9, 611.

3. La caution fournie par un armateur en course répond seulement des dommages et intérêts et de l'amende, et non pas de la restitution des objets capturés illégalement. C. C. 18 niv. an 13, t. 13, 257.

4. Les armateurs de navire doivent être considérés comme négocians, et sont par conséquent justiciables du tribunal de commerce. Paris, 1 août 1810, t. 12, 745.

5. Les tribunaux peuvent, sans contredire la loi, rejeter du compte de dépenses de l'armateur, constitué mandataire des actionnaires, les honoraires payés aux avocats, et les frais de procédure et de voyage qu'il a avancés pour



arriver à la liquidation des prises, sur le moment qu'il en est suffisamment informé par son droit de commission, et qu'il n'a pas justifié qu'ils avaient été indispensables ou nécessaires. C. C. 17 janv. 1825, t. 3 de 1825, 320.

**ARMES.** 1. La déclaration du roi du 1778, relative aux armes cachées secrètes, et remise en vigueur par les lois des 23 déc. 1805 et 12 mars 1806, n'a encore été observée aujourd'hui dans toutes ses dispositions qui n'ont pas été abrogées par des lois postérieures, quant à la nature et à la quotité des peines et des amendes. C. C. 6 août 1824, t. 1 de 1825, 285.

En conséquence, le port de pistolets cachés mentionné dans ladite déclaration est un délit passible des peines déterminées par la loi. C. C. 6 août 1824, t. 1 de 1825, 285.

Le décret du 4 mai 1812, relatif au port d'armes sans permis de port d'armes et l'avis du conseil d'état, du 17 août 1811, concernant la faculté de porter des armes en voyage pour sa défense personnelle, ne s'appliquent qu'aux armes apparentes et défensives, et non aux armes cachées et secrètes. C. C. 6 août 1824, t. 1 de 1825, 285.

L'ordonnance du 14 juillet 1716, prohibitive du port d'armes apparentes, est abrogée par le décret du 4 mai 1812, qui punit le port d'armes sans permis dans le cas où il se joint à un fait de criminalité. C. C. 15 oct. 1813, t. 15, 534.

Le port d'armes sans permis cesse d'être punissable lorsque le délit de criminalité auquel il était uni et qui constituait la criminalité est couvert par la prescription. C. C. 1 oct. 1813, t. 15, 534.

Ceux qui, sans permis, portent ostensiblement de simples fusils de chasse, encourrent les peines prononcées par la loi du 14 juil. 1716, dont la sanction est une amende de 10 fr. C. C. 17 mars 1810, t. 11, 249.

Les contraventions aux lois sur le port d'armes sont de la compétence des tribunaux correctionnels, et non de celle des tribunaux de simple police. C. C. 15 mars 1810, t. 11, 249.

Le délit de port d'armes de chasse, sans permis se prescrit par un mois comme le délit de chasse. C. C. 17 déc. 1811, t. 3 de 1825, 287. — Voyez toutefois un arrêt contraire, t. 12, p. 12.

**ARRÉRAGES.** V. *Rente, Prescription.*

**ARRESTATION.** V. *Emprisonnement, Peines.*

**ARRET (saisie-).** V. *Saisie-arrest.*

**ARRÊTÉ de compte.** Un arrêté de compte non fait double, ni accompagné de la remise des pièces justificatives, n'opère pas la décharge du comptable, et ne le dispense pas de rendre un nouveau compte. Paris, 4 fév. 1811, t. 12, 61.

**ASSEMBLÉE de famille.** V. *Conseil de famille.*

**ASSIGNAT.** V. *Legs.*

**ASSIGNATS.** V. *Papier-monnaie.*

**ASSIGNATION.**

§ 1. *A la requête de qui, — Contre qui, — A quel domicile, — Devant quel tribunal doit être donnée l'assignation.*

§ 2. *Délai de l'assignation.*

§ 1.— *A la requête de qui. — Contre qui. — A quel domicile. — Devant quel tribunal.*

1. On ne peut donner une assignation à la personne que l'on veut actionner, en celle de son agent ordinaire. C. C. 4 therm. an 5, t. 1, 212.

2. En supposant que l'assignation donnée à une femme non commune en biens, et à son mari pour la validité de la procédure, soit nulle s'il n'en a pas été laissé une copie au mari, cette nullité est réparée si ultérieurement celui-ci a été appelé en cause pour autoriser sa femme. C. C. 5 août 1812, t. 13, 728.

2 bis. L'élection de domicile stipulée par un débiteur dans un contrat n'ôte pas à son créancier la faculté de l'assigner à son vrai domicile. C. C. 23 vent. an 10, t. 2, 325.

3. Lorsque le lieu de la nouvelle résidence d'un individu n'est pas notoirement connu, on peut l'assigner à son précédent domicile. Metz, 1 mars 1822, t. 2 de 1824, 195.

4. Une personne décédée, mais dont le décès n'est pas encore connu, est valablement assignée à son dernier domicile. C. C. 3 sept. 1811, t. 12, 743.

5. Quoiqu'un propriétaire ait été expulsé de son domaine, mis en séquestre, on peut lui signifier une assignation à ce domaine, en parlant au jardinier. C. C. 26 mars 1822, t. 2 de 1823, 399.

6. En matière commerciale, le débiteur peut être assigné au domicile indiqué pour le paiement, et au même délai que s'il y avait son domicile réel. Paris, 1 mars 1808, t. 9, 158.

7. Le créancier d'un négociant décédé doit assigner l'héritier de son débiteur



devant le tribunal de commerce dont le défunt était justiciable, et non devant le domicile du défendeur. Liège, 11 avril 1801, t. 23, 294.

§ 2.— *Délai de l'assignation.*

8. Le délai de l'assignation fixé pour le cas où l'assigné demeure hors de la France continentale n'est pas susceptible d'augmentation à raison des distances. Colmar, 1 août 1812, t. 13, 724.

8 bis. Lorsque, pendant le cours d'une instance, l'une des parties change de domicile, mais ne justifie pas de ce changement par la déclaration expresse qu'exige l'art. 104 du cod. civ., elle peut être assignée, dans la suite du procès, aux mêmes délais qu'auparavant. C. C. 13 germ. an 12, t. 4, 406.

9. Une assignation donnée à trop bref délai n'est pas nulle. Trèves, 22 oct. 1812, t. 13, 886.

10. Il en serait de même de celle donnée à un délai trop long. C. C. 13 prair. an 2, t. 1, 60.

11. Dans ce cas, le défendeur peut poursuivre l'audience, et faire juger avant l'échéance. Turin, 9 janv. 1811, t. 12, 18.

12. Il suffit dans une assignation d'énoncer qu'elle est donnée pour comparaître dans le délai de la loi. C. C. 27 avril 1813, t. 14, 476.

13. Une partie n'a pas droit au délai supplémentaire à raison des distances, pour les assignations qui doivent lui être données au domicile de son avoué. Bruxelles, 23 fév. 1809, t. 10, 150. — V. *Emprisonnement*.

14. La cour de cassation a jugé que l'assignation donnée à un domicile élu emporte les mêmes délais que s'il était donné au domicile réel de la partie ajournée. C. C. 4 juin 1806, t. 7, 338.

15. Il n'est pas nécessaire que l'assignation indique le délai supplémentaire à raison des distances. Nismes, 28 août 1821, t. 1 de 1823, 314.

16. Celui qui réitère une assignation n'est pas censé révoquer la première ou renoncer à son bénéfice. C. C. 27 avril 1813, t. 14, 476.

17. Il suffit de donner, en tête de l'exploit d'ajournement, copie par extrait du procès verbal de non-conciliation. C. C. 27 flor. an 10, t. 2, 474.

**ASSIGNATION à bref délai.** 1. L'ordonnance portant permission d'assigner à bref délai, rendue par le président d'un tribunal, peut être attaquée devant ce tribunal, et successivement devant la cour d'appel. Toulouse, 13 janv. 1823, t. 3 de 1824, 317.

2. La permission d'assigner à bref délai

ne dispense pas de l'observation des formalités supplémentaires à raison des distances. C. C. 25 vend. an 12, t. 4, 20.

3. L'appréciation des cas qui reçoivent célérité et qui donnent lieu d'assigner à bref délai est abandonnée à l'arbitrage du président, et le tribunal peut pas annuler l'ordonnance portant permission d'assigner à bref délai, prétexte que l'affaire n'est pas urgente. Colmar, 17 avril 1817, t. 19, 359.

4. Il a été décidé en sens contraire par la cour de Rome. V. le n. 6.

5. Il n'est pas nécessaire que l'ordonnance portant permission de citer à bref délai commette un huissier pour effectuer l'assignation, aux termes de l'art. 104 du cod. de proc. Colmar, 17 avril 1817, t. 19, 359.

6. L'ordonnance du président, portant permission d'assigner à bref délai, peut être déclarée nulle, comme donnée pour une affaire qui ne présentait pas urgence. Rome, 2 mai 1811, t. 12, 388.

7. La règle *Dies termini non computantur* est applicable aux assignations à bref délai, lorsque la permission de citer ne fixe pas le jour de la comparution. Bruxelles, 12 juil. 1809, t. 10, 539. V. *Enquête*.

**ASSISES (Cour d').** V. *Cour d'assises*.

**ASSURANCES contre l'incendie.** 1. Les compagnies d'assurances mutuelles contre l'incendie ne sont point des sociétés commerciales, justiciables des tribunaux de commerce. Douai, 4 déc. 1820, t. 2 de 1821, 817.

2. Lorsqu'un créancier hypothécaire agissant en cette qualité, fait assurer son nom personnel, contre l'incendie le fonds hypothéqué, pour une somme égale à sa valeur intégrale, et sans faire aucune stipulation particulière pour sa créance, il peut être considéré comme *negotiorum gestor* du propriétaire, manière que, le cas du sinistre arrivant, ce propriétaire peut réclamer à son profit l'entière exécution des obligations contractées dans la police d'assurance. C. C. 29 déc. 1824, t. 2 de 1825, 346.

**ASSURANCES (Contrat d').** La police d'assurance doit, à peine de nullité, être rédigée en double original, lorsque l'assuré reste débiteur de la prime. Si l'acte n'a pas été fait double, il ne peut pas être considéré comme un commencement de preuve par écrit. Aix, 23 mai 1813, t. 15, 651.

**ASSURANCE maritime.** 1. Les assureurs d'un navire peuvent être contraints à en accepter le délaissement dans le cas d'échouement avec bris et

et détérioration, jusqu'à concurrence des trois quarts de sa valeur, lorsque c'est ainsi stipulé dans la police d'assurance, quoique le navire échoué puisse être relevé, réparé et mis en état de continuer sa route. Rouen, 22 juin 1819, t. 1824, 490.

L'assuré qui use de la faculté de faire le *délaissement* n'est point obligé d'former en même temps la demande en résiliation de l'assurance, et de signifier à l'armateur les actes justificatifs du chargement et de la perte. C. C. 26 mars 1823, t. 1 de 1824, 81.

Lorsque la chose a péri en totalité, l'assuré a succombé dans la demande qu'il avait formée en *délaissement* et en résiliation de l'assurance, il ne peut ultérieurement intenter l'action d'avarie. Cette action ne serait que la reproduction de la première sous une autre dénomination. C. C. 26 mars 1823, t. 1 de 1824, 81.

Il ne suffit pas que le naufrage soit survenu dans le lieu où demeurent les armateurs et propriétaires du vaisseau, pour faire courir le délai de l'abandon à l'égard des assurés, qui résident dans un autre endroit. C. C. 6 janv. 1813, t. 14, 17.

Ce délai doit être calculé sur la distance qui se trouve entre le point où l'événement est arrivé et celui où est le domicile de l'assuré. C. C. 6 janv. 1813, t. 14, 17.

Le propriétaire de la marchandise assurée doit, sous peine de déchéance de son action contre le capitaine et les armateurs du navire, pour le dommage arrivé à la marchandise, outre les protestations faites et la demande à fin de nomination d'experts pour évaluer les avaries, produire des conclusions tendantes au paiement de la somme à laquelle le dommage peut s'élever. C. C. 27 nov. 1822, t. 1 de 1823, 280.

Les frais de séjour et les dépenses faites pour obtenir la relaxation d'une lettre de change doivent être considérés, non comme *avaries simples*, et particulières aux capitaines et armateurs, mais comme *avaries grosses*, et communes à ceux-ci et aux propriétaires des marchandises chargées. Rouen, 2 frim. an 10, t. 2, 188.

En fait d'assurance, les bâtimens étrangers armés et chargés dans un port de France sont soumis aux mêmes lois et réglemens que les bâtimens français. C. C. 25 mars 1806, t. 7, 193.

Lorsque les assurés intervertissent, sans le consentement des assureurs, la route du navire assuré, marquée dans la police, de manière à la rendre plus longue et plus difficile, ils ne peuvent

rendre les assureurs responsables de la perte arrivée sur la route non marquée dans la police. Rouen, 6 fév. 1807, t. 8, 69.

10. Lorsque, depuis la perte ou la prise par l'ennemi des objets assurés, il s'est écoulé un temps assez long pour que l'assureur doive être présumé avoir la connaissance du sinistre, d'après la présomption légale établie par l'art. 366 du cod. de com., il n'est plus recevable à demander la résiliation du contrat d'assurance contre l'assuré failli. Aix, 28 juin 1813, t. 15, 133.

11. Les délais pour faire le *délaissement* prescrit à l'assuré par l'art. 373 du cod. de com. doivent être observés par le réassuré. Ainsi l'assureur qui est lui-même réassuré doit faire le *délaissement* dans le délai de six mois, d'un an, de deux ans, suivant les distances, à partir de la réception de la nouvelle du sinistre, et non du jour où le *délaissement* lui a été fait à lui-même. Rouen, 7 déc. 1822, t. 24, 682.

12. L'armateur qui, au moment où il fait assurer un navire en course, sait qu'il est parti depuis plus de deux mois et demi, et que, depuis le départ, le capitaine n'a pas donné de ses nouvelles, quoique le voyage ne dût être, d'après les calculs ordinaires, que de six semaines, commet, s'il ne déclare pas ces circonstances à l'assureur, une réticence qui annule le contrat. — La clause sur bonne et mauvaise nouvelle ne couvre pas cette réticence. L'assuré ne peut être admis à prouver qu'il avait verbalement donné connaissance à l'assureur des circonstances non déclarées, lorsque des termes de la police résulte la preuve que l'assureur avait été laissé, à cet égard, dans une ignorance absolue. — Le taux de la prime qui embrasse les risques de guerre ne peut être une présomption que l'assureur était informé du départ du navire et du défaut de nouvelles. Aix, 14 avril 1818, t. 20, 323.

12 bis. Lorsque l'assuré a dissimulé une circonstance grave, et qu'il eût importé aux assureurs de connaître, l'assurance est nulle. Bordeaux, 4 fruct. an 8, t. 1, 471.

13. Celui qui fait réassurer un navire doit déclarer les circonstances qui peuvent aggraver l'opinion du risque, à peine de la nullité de la réassurance. Aix, 8 oct. 1813, t. 15, 514.

14. Les polices ou contrats d'assurance sous seing privé doivent, à peine de nullité, être faits doubles comme tous les autres contrats synallagmatiques, si la prime n'a pas été payée comptant en argent ou en billets. C. C. 19 déc. 1816, t. 18, 887.

15. L'assuré ne peut cumuler l'action d'avarie avec l'action en délaissement. Ainsi, quand un navire assuré a éprouvé, avant de périr, des sinistres partiels dont la réparation n'a pas été l'objet d'une nouvelle assurance, l'assuré qui fait le délaissement ne peut pas, outre la valeur du navire sur laquelle la prime a été perçue, exiger de l'assureur le montant des dépenses occasionnées par ces sinistres partiels, sur lesquelles celui-ci n'a reçu aucune prime. C. C. 8 janv. 1823, t. 1 de 1823, 546.

16. Le défaut de rapport du capitaine dans les vingt-quatre heures ne dispense pas les assureurs du navire *naufragé* du paiement de l'assurance convenue. C. C. 1 sept. 1813, t. 15, 481.

17. Pour qu'il y ait lieu au délaissement des marchandises assurées, il faut que l'échouement du navire soit accompagné de la perte totale ou presque totale des marchandises. Rouen, 12 niv. an 12, t. 4, 188.

18. L'assuré, lorsque son bâtiment a péri en entier, par accident ou fortune de mer, n'est pas soumis, pour obtenir la prime d'assurance, à justifier préalablement du procès verbal qui constate qu'avant son départ le navire était en bon état, et capable de naviguer. C. C. 25 mars 1806, t. 7, 193.

19. La prime d'assurance stipulée en temps de paix pour le cas éventuel de la guerre pendant la course du navire est due par le seul fait de la déclaration de guerre, et quoique le vaisseau assuré soit rendu à sa destination avant que les hostilités soient commencées dans les parages qu'il a parcourus. C. C. 28 janv. 1807, t. 8, 46.

20. Lorsque l'innavigabilité d'un navire, survenue pendant le voyage, provient du vice du navire, et non de fortunes de mer, elle n'est pas à la charge des assureurs. Bordeaux, 9 fruct. an 8, t. 1, 474.

21. L'action en délaissement formée par les assurés contre les assureurs, pour dommages arrivés à la marchandise, est non recevable si la marchandise a été reçue sans protestation, ou si la protestation n'a été signifiée dans les vingt-quatre heures, et la demande formée en justice dans le mois, de la même manière que s'il s'agissait d'un simple règlement d'avaries. C. C. 12 janv. 1825, t. 2 de 1825, 279.

22. Les mêmes formalités, et, par suite, les mêmes fins de non recevoir, sont applicables, bien que la marchandise ait été reçue en pays étranger, par le consignataire des assurés, si le contrat a été

passé en France. C. C. 12 janv. 1825, de 1825, 279.

23. On peut considérer comme une protestation suffisante, dans le sens de l'art. 435, un rapport d'experts constatant des avaries, sauf l'obligation de le faire signifier dans les vingt-quatre heures. C. C. 12 janv. 1825, t. 2 de 1825, 279.

24. En matière d'assurances maritimes, l'assureur sur corps n'est pas fondé à prétendre que la portion pour laquelle le navire contribue dans le règlement des avaries grosses doit rester, sans prises, à la charge des assurés. Rennes, mai 1823, t. 3 de 1823, 222.

25. Au contraire, l'assureur est obligé d'indemniser l'assuré de toute la portion d'avarie qui incombe au navire, dont le fret n'est que l'accessoire, et il peut exiger seulement qu'on le dégage de la contribution qui frappe sur la marchandise. Rennes, 7 mai 1823, t. 3 de 1823, 222.

**ATERMOIEMENT.** L'adhésion du créancier à un acte d'atermoiement peut être tacite. Aix, 29 mars 1823, t. 1 de 1825, 228.

**ATTENTAT à la pudeur.** 1. L'outrage à la pudeur doit s'entendre, non de simples injures verbales, quelque grossières qu'elles soient, mais d'actions ou gestes contraires à la décence. C. C. 30 niv. an 11, t. 3, 197.

Il doit être considéré comme public, quoiqu'il s'est passé dans la rue, quoique pendant la nuit. C. C. 23 mars 1813, t. 1 de 1825, 357.

2. Pour être punissable, il n'est pas nécessaire qu'il soit accompagné de violence. C. C. 23 mars 1813, t. 14, 357.

3. Le crime de viol ou d'attentat à la pudeur avec violence, commis par un domestique ou serviteur à gages sur une femme ou les enfans de la maison où sert, rentre dans l'application de l'art. 333 du cod. pén., et doit être puni de la peine des travaux forcés à perpétuité. C. C. 6 sept. 1821, t. 23, 630.

4. Lorsque, sur une accusation d'attentat à la pudeur commis publiquement, l'accusé est déclaré par le jury, à la majorité absolue, coupable du fait d'attentat, et à la majorité simple seulement coupable d'attentat avec violence, les juges de la cour sont tenus de délibérer sur ce dernier point. C. C. 22 mars 1821, t. 23, 239; 2 fév. 1815, t. 17, 79.

4 bis. L'attentat à la pudeur avec violence, que l'art. 333 du cod. pén. punit de la peine des travaux forcés à perpétuité, lorsqu'il a été commis par un individu de la classe de ceux qui ont autorité sur la personne envers laquelle il a eu lieu, est puni des mêmes peines, si l'attentat a été commis par un maître sur sa

rique. C. C. 26 déc. 1823, t. 1 de 5, 44.

Des employés des douanes, convaincus de viol ou de tentative de viol, doivent être considérés comme fonctionnaires publics dans le sens de l'art. 333 du pén. C. C. 24 janv. 1822, t. 24, 54.

Lorsque, sur une accusation d'attentat à la pudeur avec violence, le jury déclare qu'il y a eu attentat à la pudeur, sans violence, la cour d'assises doit prononcer l'absolution de l'accusé. C. C. 1819, t. 21, 620.

Dans le cas de tentative d'attentat à la pudeur, la violence suffit seule pour constituer la criminalité et pour donner lieu à l'application de l'art. 331 du cod. pén., sans qu'il y ait besoin de la réunion de trois circonstances élémentaires de la tentative en général. C. C. 20 sept. 1822, t. 24, 649; 18 mai 1815, t. 17, 360.

Celui qui s'est rendu coupable d'un crime, et a été aidé dans son crime par une ou plusieurs personnes, est passible de la peine des travaux forcés à perpétuité, et non pas seulement de celle de la réclusion. C. C. 19 déc. 1811, t. 12, 1000.

ATTROUPEMENT. V. *Commune*.

AUBERGISTE. 1. L'aubergiste qui reçoit habituellement des rouliers, sans autre pour rentiser leurs voitures, est responsable du vol commis sur une voiture de cette espèce laissée à l'extérieur de sa maison. Paris, 13 sept. 1808, t. 9, 574.

2. Le voyageur qui prétend qu'un vol d'objets précieux a été commis à son préjudice dans l'auberge où il est descendu ne peut pas en rendre l'hôtelier responsable, lorsque, d'une part, ces objets n'ont été ni montrés par lui ni vérifiés, et que, d'autre part, on lui a remis les clefs d'une chambre dont il n'a pas fait usage. Paris, 14 avril 1811, t. 12, 302.

3. L'aubergiste à qui des effets ont été confiés pour les remettre à un voiturier est valablement dégagé du moment que cette remise a été faite à la personne indiquée et qu'elle est constatée sur ses registres. Paris, 19 therm. an 10, t. 2, 10.

4. Un aubergiste ne peut pas retenir les effets d'un voyageur qu'il loge, pour les dépenses des précédents séjours qu'il a faits chez lui. Rouen, 16 mes. an 8, t. 1, 422.

AUDIENCE. 1. Le ministère public peut agir par voie d'action lorsqu'il s'agit de la police des audiences. C. C. 3 nov. 1806, t. 7, 532.

2. La règle de publicité établie pour les débats et décisions judiciaires n'est pas applicable au cas où il est question de punir un officier ministériel. C. C. 3 nov. 1806, t. 7, 532. — V. *Cour d'appel*, et *Jugement*.

AUDITEURS. V. *Conseiller auditeur*.

AUTORISATION administrative. V. *Communes*, n. 26; *Fabriques*, et *Hospices*.

AUTORISATION de poursuivre les agents du gouvernement, les comptables, les communes. 1. Un directeur de scrutin ne pouvait, sans l'autorisation du gouvernement, être traduit devant les tribunaux, à raison d'injures verbales par lui proférées dans l'exercice de ses fonctions. C. C. 3 niv. an 11, t. 3, 165.

2. Un tribunal peut ordonner une information sur le délit imputé à un agent du gouvernement dans l'exercice de ses fonctions, avant toute autorisation de poursuivre, et même malgré le refus du préfet d'autoriser, sous prétexte qu'il y a déclaration de recours au conseil d'état. C. C. 24 juin 1819, t. 21, 429.

3. Les greffiers ne sont pas réputés agents du gouvernement, en ce sens qu'il n'est pas besoin d'autorisation préalable pour les poursuites des délits dont ils se sont rendus coupables dans l'exercice de leurs fonctions. C. C. 25 déc. 1807, t. 8, 694.

3 bis. Il n'est pas besoin d'autorisation pour poursuivre les comptables ou fonctionnaires démissionnaires, non plus que ceux qui sont destitués. C. C. 5 juin 1823, t. 1 de 1824, 171.

4. Il n'est pas besoin d'autorisation du conseil d'état pour poursuivre un maire et des officiers municipaux agissant dans les intérêts et comme mandataires de leur commune. C. C. 23 mai 1822, t. 24, 442.

5. Un maire ne peut être arrêté et poursuivi juridiquement pour des dettes relatives à ses fonctions, sans une autorisation expresse et préalable du gouvernement. C. C. 28 juil. 1808, t. 9, 452.

6. On ne peut, sans autorisation préalable, exercer une action en complainte contre un adjoint de maire, à raison du trouble par lui causé en cette qualité. C. C. 8 déc. 1817, t. 19, 962.

7. S'il est vrai qu'un individu lésé par un attroupement ait besoin d'autorisation pour poursuivre la commune qui en est responsable, il suffit qu'il ait obtenu cette autorisation sur l'appel. C. C. 17 juin 1817, t. 19, 573.

8. Il n'est pas besoin d'autorisation pour poursuivre le maire, les adjoints, ou leurs greffiers, pour soustraction des registres de l'état civil. C. C. 9 mars 1815, t. 17, 577.

9. Ou pour tous autres délits relatifs aux actes de l'état civil. Besançon, 3 juin 1808, t. 9, 342.

AUTORISATION maritime.

§ 1. Nécessité de l'autorisation pour contracter. — Quelles fem-

*mes ont besoin de l'autorisation, et pour quels actes. — Autorisation d'ester en justice. — La partie qui plaide contre la femme doit la provoquer, à son défaut. — Cette partie doit assigner le mari à l'effet d'autoriser sa femme.*

§ 2. *Forme de l'autorisation. — Quand le tribunal doit autoriser la femme. — Etendue de l'autorisation. — Effets de l'autorisation à l'égard du mari.*

§ 3. *Qui peut se plaindre du défaut d'autorisation. — La nullité résultant du défaut d'autorisation est-elle couverte par la ratification ultérieure du mari ?*

§ 1. — *Nécessité de l'autorisation pour contracter. — Quelles femmes ont besoin de l'autorisation et pour quels actes. — Autorisation d'ester en justice. — La partie qui plaide contre la femme doit la provoquer, à son défaut. — Cette partie doit assigner le mari à l'effet d'autoriser sa femme.*

1. Sous l'ancienne jurisprudence, la femme pouvait, sans l'autorisation de son mari, s'obliger pour tout ce qui était relatif à son entretien et à celui de sa maison, pourvu que d'ailleurs les dépenses fussent proportionnées à son rang et à ses facultés. C. C. 7 nov. 1820, t. 22, 799.

2. La femme ne peut pas acquérir pour son propre compte, sans l'autorisation de son mari. C. C. 1 brum. an 13, t. 5, 37.

3. Une femme dont le mari est absent, peut, sans autorisation, s'obliger pour des sommes modiques, destinées à lui procurer des alimens. Paris, 1 mai 1823, t. 2 de 1823, 185.

4. La femme commune en biens, mais autorisée par son contrat de mariage à toucher partie de ses revenus, sur ses simples quittances, a pu, sans l'intervention de son mari, employer ces revenus en constitution viagère. Paris, 7 mai 1816, t. 18, 392.

5. La femme mariée sous le régime dotal n'a pas besoin de l'autorisation de son mari pour recevoir une créance paraphernale, et pour donner mainlevée de l'inscription qui lui servirait de garantie. Turin, 19 janv. 1811, t. 21, 40.

5 bis. Une femme marchande publique, séparée de corps et de biens avec son mari, peut s'obliger sur ses biens mobiliers, pour une somme déterminée, sans auto-

risation de son mari ni de la justice. Paris, 7 déc. 1824, t. 2 de 1825, 20.

6. La femme ne peut pas, sans le consentement de son mari ou l'autorisation de la justice, renoncer au pourvoi en cassation qu'elle avait intenté, conjointement avec son mari, contre un arrêt qui la regardait personnellement. C. C. 10 juil. 1807, t. 8, 493.

7. Une femme étrangère peut valablement s'obliger en France, sans l'autorisation de son mari, y ester en jugement, subir condamnation pour prix du loyer de son logement pendant le séjour qu'elle y fait. Bruxelles, 23 fév. 1808, t. 9, 10.

8. Lorsqu'une femme dont le mari est condamné à une peine afflictive, est actionnée en justice, néglige de se faire autoriser, la partie adverse doit provoquer son autorisation ou le tribunal doit la donner d'office. C. C. 29 mars 1808, t. 8, 204.

9. Celui qui forme, soit en première instance, en appel ou en cassation, une action contre une femme mariée, est tenu, à peine de nullité de l'exploit, assigner le mari, conjointement avec la femme, à l'effet de l'autoriser. C. C. 7 oct. 1811, t. 12, 777 ; 25 mars 1812, t. 13, 299.

9 bis. L'autorisation maritale n'est pas nécessaire à la femme pour comparaître devant le tribunal de simple police, à la citation qui lui est donnée. C. C. 10 janv. 1825, t. 3 de 1825, 90.

10. Lorsqu'une veuve contre laquelle on a procédé en première instance, et qui, en cette qualité s'est remariée avant l'appel du jugement, on a dû, à peine de nullité, intimier le mari sur l'appel, à l'effet d'autoriser sa femme, surtout lorsque la femme, sans notifier expressément le changement d'état, a pris dans les actes de la procédure le nom de son nouveau mari. C. C. 7 août 1815, t. 17, 535.

10 bis. Le mari qui a autorisé son épouse à accepter une succession ne contracte par cette autorisation, aucun engagement personnel envers les créanciers de cette succession, et ces créanciers ne peuvent pas même saisir les fruits et revenus des biens dotaux. C. C. 16 mars 1824, t. 2 de 1825, 62.

§ 2. — *Forme de l'autorisation. — Quand le tribunal doit autoriser la femme. — Etendue de l'autorisation.*

11. Le concours du mari dans l'acte n'était pas suffisant, avant le code civil, pour autoriser la femme à contracter, sans qu'il y eût besoin d'une autorisation expresse. Arrêt, 28 pluv. en 12, t. 4, 285.

11 bis. Sous l'empire de la coutume de Paris, il n'était pas indispensable que le mari, par son consentement, fût nécessaire à la femme pour aliéner ses immeubles, fût-ce



1. dans l'acte même d'aliénation, à peine de nullité. Il n'était pas non plus besoin d'une autorisation formelle et spéciale pour chaque contrat d'aliénation. C. C. 22 brum. an 12, t. 4, 62.

2. La présence et le concours du mari à la confection de l'acte, ou son autorisation, sont suffisamment constatés par sa signature. Paris, 11 déc. 1811, t. 12, 957.

3. L'autorisation du mari consignée dans l'acte sous seing privé, après la signature de la femme, ne vaut que lorsqu'il est prouvé qu'elle a été donnée au moment même de la confection de l'acte. La preuve testimoniale peut être admise pour établir ce fait. Turin, 17 déc. 1810, t. 1, 1007.

4. La femme qui accepte une lettre de change dans l'intention de cautionner son mari est suffisamment autorisée à obliger, lorsque la lettre est tirée par son mari même et porte ces mots, *Il vous ira payer*. Caen, 2 août 1814. t. 16, 1007.

5. L'acceptation que fait le mari d'une lettre de change tirée par sa femme ne fait pas lieu pour celle-ci d'autorisation. Paris, 21 janv. 1815, t. 17, 36.

6. Une procuration par laquelle un mari autorise sa femme à vendre ou hypothéquer leurs biens, à traiter avec tout créancier, à emprunter toutes sommes, à l'obliger conjointement et solidairement avec elle, ne vaut pas une autorisation à la femme pour s'engager personnellement. Poitiers, 5 pluv. an 13, t. 5, 1007.

7. — V. *Surenchère*.

8. Il suffit à la femme qui contracte dans l'intérêt de son mari, d'être autorisée par lui. Bordeaux, 2 août 1813, t. 1, 309; C. C. 13 oct. 1812, t. 13, 864.

9. La femme mariée, défenderesse à une demande portée devant un tribunal d'appel peut, à défaut d'autorisation de la part du mari, être autorisée à ester en jugement par le tribunal saisi de la contestation, à l'exclusion du tribunal de première instance du domicile des époux. C. C. 17 août 813, t. 15, 1393.

10. Sous le code civil, l'autorisation nécessaire à la femme pour ester en jugement peut s'induire des faits et circonstances de la cause. Colmar, 12 déc. 1816, t. 18, 863.

11. La femme qui plaide comme défenderesse ou défenderesse, conjointement avec son mari, n'a pas besoin d'une autorisation expresse. C. C. 26 frim. an 5, t. 5, 161; 22 avril 1808, t. 9, 262; Caen, 28 pluv. an 12, t. 4, 285; Paris, 5 nov. 1815, t. 17, 669.

12. Lors même que les deux époux agissent dans l'affaire des intérêts distincts. C. C. 10 juil. 1811, t. 12, 561.

22. Ou que la femme serait mineure, et qu'il s'agirait d'une action immobilière. Pau, 11 mars 1811, t. 12, 215.

23. La femme qui a fait une dénouciation calomnieuse peut être condamnée à des dommages et intérêts envers l'accusé, sans avoir été autorisée par son mari ou par justice à défendre à l'action en dommages et intérêts. C. C. 31 mai 1816, t. 18, 474.

24. Une femme ne peut intenter une action criminelle ou de police sans y être autorisée par son mari, quoique de son consentement elle vive séparée de lui. C. C. 1 juil. 1808, t. 9, 384.

25. Une femme peut, en vertu d'une autorisation judiciaire qui lui a été accordée pour demander la nullité d'une vente d'un de ses immeubles, former une demande en distraction de ce même immeuble vendu. Riom, 20 juin 1821, t. 1 de 1823, 291.

26. Une femme uniquement autorisée à poursuivre sa séparation de biens contre son mari ne peut pas intenter une action en rescision, soit comme créancière de ce dernier, soit en qualité de commune en biens avec lui. Paris, 13 mars 1817, t. 19, 241.

27. L'autorisation d'ester en jugement comprend le pouvoir de se concilier en bureau de paix, lorsque surtout il ne s'est ensuivi ni contrat ni transaction quelconque entre les parties. C. C. 3 mai 1808, t. 9, 276.

28. La femme, le mari ou leurs héritiers, peuvent seuls opposer le défaut d'autorisation pour ester en jugement; la partie adverse de la femme est sans droit à cet égard. C. C. 28 mai 1823, t. 3 de 1823, 481; 23 déc. 1819, t. 21, 760; Pau, 11 mars 1811, t. 12, 215.

29. Et celui contre qui a été rendu un jugement en faveur d'une femme non autorisée ne peut se faire du défaut d'autorisation un moyen contre le jugement. Paris, 28 germ. an 13, t. 6, 109.

30. La partie condamnée correctionnellement sur les poursuites d'une femme non autorisée à ester en jugement ne peut, si elle n'a opposé ce défaut d'autorisation, profiter de la cassation du jugement provoquée par le ministère public pour cette cause: la cassation n'est alors que dans l'intérêt de la loi. C. C. 1 juil. 1808, t. 9, 384.

31. La femme qui, procédant sans autorisation, a été condamnée, ne peut attaquer le jugement rendu contre elle que par la voie de l'appel; après les délais de l'appel, elle ne peut demander la nullité du jugement par action principale. C. C. 7 oct. 1812, t. 13, 862.

32. Le mari ou ses héritiers ne peu-



vent demander, de leur chef, la nullité des engagements contractés, sans autorisation, par la femme qui n'a que des biens paraphernaux. Grenoble, 23 déc. 1822, t. 1 de 1824, 444.

33. La femme qui, à la faveur de l'absence de son mari, est parvenue à accréditer le bruit de sa mort, et a consenti des obligations sous le titre de veuve, ne peut, même avec le concours de son mari, en provoquer l'annulation, sur le fondement qu'elle n'y était pas autorisée. Grenoble, 23 mars 1822, t. 1 de 1824, 444.

34. Un mari ne peut attaquer les contrats passés par sa femme sans son autorisation lorsque, de son consentement, elle se disait libre, et que, dans le public, elle passait pour veuve. C. C. 30 août 1808, t. 9, 531.

35. La fausse déclaration faite par une femme mariée qu'elle a l'autorisation de son mari pour passer un acte ne rend pas les deux époux non recevables à demander la nullité de cet acte pour défaut d'autorisation maritale. Paris, 9 therm. an 12, t. 4, 638.

§3.—*Qui peut se plaindre du défaut d'autorisation. — La nullité résultant du défaut d'autorisation est-elle couverte par la ratification ultérieure du mari?*

36. La nullité d'une convention ou d'une transaction consentie par une femme non autorisée est couverte par la ratification postérieure du mari, résultant de l'exécution qu'il a lui-même donnée à l'acte. Dijon, 1 août 1818, t. 20, 602.

**AUTORITÉ administrative.** V. *Compétence.*

**AUTORITÉ judiciaire.** 1. L'autorité judiciaire ne peut délivrer des arrêtés en forme d'actes interprétatifs du sens de quelques articles de coutume ou de loi. C. C. 14 avril 1824, t. 2 de 1824, 129.

2. Le droit de surveillance accordé aux tribunaux civils sur les justices de paix ne comprend pas celui de reprendre. C. C. 10 brum. an 12, t. 4, 41.

3. Les tribunaux civils ne peuvent pas ordonner la transcription de leurs jugemens en marge de la minute de ceux de la justice de paix qu'ils réforment. C. C. 10 brum. an 12, t. 4, 41.

4. Le tribunal de première instance n'a pas le droit de faire biffer sur les registres d'un juge de paix les motifs du jugement qu'il infirme, et d'ordonner qu'en marge de la minute, mention sera faite de la sentence d'infirmité. C. C. 19 prair. an 14, t. 3, 516.

5. Il n'est pas permis à un tribunal de délibérer, sous le prétexte de l'intérêt

général, sur de prétendus abus introduits dans des matières qui ne sont pas de compétence, et de prendre à cet égard des arrêtés pour provoquer les autres tribunaux à joindre leurs réclamations. C. C. 4 pluv. an 12, t. 4, 2.

**AVAL.** 1. L'aval peut être placé sur le dos du billet à ordre ou de la lettre de change, et dans telle forme que les parties jugent à propos d'employer. C. C. 30 mars 1819, t. 21, 239.

2. Une simple signature mise au dos d'un billet ou effet de commerce vaut pour aval. Colmar, 22 nov. 1811, t. 12, 89.

3. Il n'est pas nécessaire que l'aval, quoique consenti par acte séparé, contienne une désignation précise des effets auxquels il s'applique. C. C. 30 juin 1816, t. 18, 533.

4. Le donneur d'aval est justiciable du tribunal de commerce, quoique l'aval ait été donné par acte séparé. Paris, 20 vent. an 13, t. 5, 480.

5. Cependant la clause pure et simple par laquelle le donneur d'aval s'engage à affecter ses meubles à la garantie des traites en question exclut à son égard l'exercice de la contrainte par corps. Paris, 20 vent. an 13, t. 5, 480.

6. Le donneur d'aval ne peut pas prévaloir du défaut de protêt ou du défaut de signification du protêt pour échapper à la garantie résultant de son aval. C. C. 26 janv. 1818, t. 20, 40; 30 mars 1819, t. 21, 239.

7. La même cour avait décidé la question en sens contraire, sous l'ordonnance de 1673. C. C. 14 flor. an 10, t. 2, et 9 flor. an 10, t. 2, 421.

8. Sous cette ordonnance, le donneur d'aval était assimilé à l'endosseur. C. C. 14 flor. an 10, t. 2, 433.

9. Celui qui appose son aval à des billets à ordre souscrits pour fait de commerce est sujet à la juridiction commerciale, et passible de la contrainte par corps, quoiqu'il ne soit ni marchand ni négociant. Bruxelles, 17 mars 1812, t. 4, 258.

**AVANTAGES entre époux.** 1. Lorsque qu'un époux qui laisse des enfans a déclaré donner à l'autre époux tout ce dont la loi lui permet de disposer, il est censé avoir donné un quart en propriété et un quart en usufruit. Bruxelles, 21 juil. 1810, t. 11, 715.

2. Sous l'empire de la loi du 17 nivôse an 2, les avantages que les époux étaient autorisés à se faire entre eux pouvaient concourir avec le legs de la quotité disponible, fait à une personne non susceptible. C. C. 22 mes. an 5, t. 1, 208.

3. L'époux en secondes noces à qui son conjoint a laissé par testament l'usufruit

biens ne peut, si le legs est sujet à réduction, comme excessif, retenir la portion disponible en toute propriété. Le legs doit être réduit au simple usufruit de la portion disponible. Amiens, 15 fév. 1810, t. 24, 84.

La réduction des dispositions excessives entre époux doit frapper sur le mobilier comme sur les immeubles. Paris, 21 juil. 1810, t. 11, 715.

Cette réduction doit toujours s'opérer d'après l'art. 1094, et non d'après l'art. 943 du cod. civ. Nîmes, 10 juin 1810, t. 8, 423.

Les créanciers du mari ne peuvent demander l'annulation des avantages que le mari a faits à sa femme par contrat de mariage. Colmar, 31 août 1811, t. 2, 738.

La stipulation dans un contrat d'acquisition, faite par deux époux, que tout ce qui est acquis appartiendra en totalité au survivant, ne donne pas lieu, lors du décès du prémourant, à un droit proportionnel, comme renfermant une libération au profit du survivant. C. C. 11 germ. an 7, t. 2, 3.

La femme qui se remarie ayant des enfants du premier lit, et qui, par une clause de communauté universelle de tous ses biens, tant meubles qu'immeubles, a mis sa fortune tout entière à la disposition de son second mari, peut-elle demander elle-même l'annulation de cette clause, comme renfermant, au profit de ce dernier, déjà donataire d'une portion d'enfant, un avantage indirect révoqué par la loi. C. C. 27 mars 1822, t. 24, 315. — V. le n. 10 bis.

Dans le cas prévu par la précédente disposition, les enfans du premier mariage ont le droit d'intervenir sur la demande de réstitution formée par leur mère contre la clause dont il s'agit, pour la conservation de leurs droits éventuels. C. C. 27 mars 1822, t. 24, 315.

La clause insérée dans un contrat de mariage par suite de secondes nocces, par laquelle la future épouse et les enfans qui naîtront du mariage pourront, en renonçant à la communauté, reprendre l'apport de la femme, ne s'étend pas aux enfans du premier lit. Paris, 20 fév. 1809, t. 10, 130.

10 bis. La femme qui s'est remariée, sans avoir des enfans d'un premier lit, et qui a stipulé avec son second mari une communauté universelle de tous ses biens, peut, lors de la dissolution de la communauté, demander elle-même à être restituée contre une telle clause, ou au moins à faire réduire l'avantage qu'elle présente à ce qui excède la quotité disponible

fixée par l'art. 1098 du cod. civ. Bordeaux, 5 juil. 1824, t. 2 de 1825, 526.

11. On peut regarder comme un avantage indirect, prohibé par le code civil, la convention matrimoniale qui, indépendamment d'une part d'enfant, confère au survivant des époux la totalité de la communauté mobilière, lorsque l'époux prédécédé a laissé des enfans d'un premier mariage. C. C. 24 mai 1808, t. 9, 314.

11 bis. On ne peut pas considérer comme présentant un avantage indirect, au profit d'une épouse en secondes nocces, la clause d'un contrat de mariage par laquelle il est stipulé que la dot sera employée en acquisition de certains immeubles dont le futur est usufruitier. Amiens, 17 déc. 1824, t. 3 de 1825, 269.

12. Pour fixer la part d'enfant dont il est donataire, le second époux a droit de demander le rapport fictif de toutes les donations en avancement d'hoirie, faites même antérieurement au second mariage. Paris, 20 fév. 1809, t. 10, 130.

AVANTAGE simulé par déguisement des contrats. 1. L'acte sous seing privé portant quittance, par un mari, d'une somme donnée par un tiers à sa femme, ne peut, s'il est d'ailleurs régulier, être considéré comme une donation déguisée faite par le mari à sa femme, ni annulée à ce titre. C. C. 25 mars 1806, t. 7, 190.

2. La vente, avec réserve d'usufruit ou moyennant une rente viagère, faite par un ascendant à l'un de ses héritiers présomptifs, ne peut être considérée comme une donation déguisée, lorsqu'il n'est pas établi qu'elle a eu pour objet de porter atteinte aux droits des autres héritiers, ou d'éluder une prohibition légale. Paris, 13 avril 1813, t. 14, 419; 14 avril 1810, t. 11, 373.

3. Elle est valable jusqu'à concurrence de la quotité disponible. C. C. 6 juin 1814, t. 16, 358.

4. La vente faite à un prêtre par la personne qu'il a assistée dans sa dernière maladie ne peut être annulée comme donation déguisée, s'il n'y a point de preuve de simulation, et si d'ailleurs la vente a une date certaine antérieurement à la dernière maladie. Montpellier, 19 mai 1813, t. 15, 576. — V. le n. 10.

5. La donation déguisée sous la forme d'un contrat onéreux n'est point nulle, si le donateur et le donataire sont respectivement capables, l'un de donner et l'autre de recevoir, et que le donataire ne soit pas sous la présomption légale d'interposition de personne. C. C. 23 juin 1813, t. 15, 100; 19 nov. 1810, t. 11, 935; 15 brum. an 14, t. 6, 505; 31 oct. 1809, t. 10, 758.

6. Il en était de même sous les lois romaines. C. C. 7 frim. an 13, t. 5, 124; 13 vend. et 5 pluv. an 11, t. 3, 16 et 20.

7. Voyez cependant un autre arrêt rendu en sens contraire de cette dernière décision. C. C. 8 frim. an 13, t. 5, 126.

8. Les actes réputés donations déguisées par la loi du 17 niv. an 2, et faits sous son régime, sont valables si le donateur est mort sous l'empire d'une législation qui le reconnaît capable de donner et le donataire de recevoir. C. C. 5 brum. an 14, t. 6, 505.

9. Lorsqu'il y a lieu à la réduction des donations déguisées, en faveur des légitimaires, elle se doit faire en commençant par la dernière, et en remontant aux plus anciennes. C. C. 9 juil. 1817, t. 19, 664.

10. Une vente sous signature privée, faite par un malade à son médecin, et enregistrée postérieurement au décès du vendeur, peut être réputée disposition déguisée, lorsque le prix est stipulé pour partie en une rente viagère, avec réserve d'usufruit. C. C. 5 mai 1807, t. 8, 321.

11. L'auteur d'une donation déguisée sous la forme d'un contrat onéreux peut être admis à prouver la simulation, et à demander la révocation de cet acte, pour cause de survenance d'enfans. Toulouse, 9 janv. 1821, t. 23, 24.

12. Les donations, même déguisées, peuvent être révoquées pour cause d'ingratitude. Paris, 22 fév. 1812, t. 13, 162.

**AVANTAGE indirect.** 1. Le cautionnement de la dette d'un successible ne peut pas être considéré comme un avantage indirect. C. C. 5 avril 1809, t. 10, 287.

2. Le bail fait à vil prix par un père à un de ses enfans est réputé un avantage indirect, susceptible d'être annulé, nonobstant les offres faites par le preneur de suppléer le juste prix. Paris, 21 avril 1812, t. 13, 377.

**AVANTAGE simulé par interposition de personnes.** 1. L'art. 1100 du cod. civ., qui désigne les individus réputés *personnes interposées*, n'est pas limitatif, et les juges peuvent, suivant les circonstances, déclarer comme *telles* d'autres personnes non désignées. C. C. 27 mars 1816, t. 18, 260.

2. Le legs universel, fait par un testateur à l'enfant légitime de sa concubine, mais à une époque où le concubinage avait cessé d'exister, n'est point censé fait à personne interposée. C. C. 28 juin 1820, t. 22, 596.

3. Le legs fait à la mère d'un enfant adultérin est nul, comme fait à une personne interposée, lors même que depuis elle est devenue épouse légitime du tes-

tateur, père de cet enfant. Angers, août 1806, t. 7, 469; 8 déc. 1824, t. 1825, 551.

4. Ou qu'il existe des circonstances propres à persuader que ce legs n'est que le résultat de l'affection du testateur pour son épouse que de celle qu'il avait pour son fils. C. C. 9 mai 1813, t. 15, 208.

5. Le légataire universel qui, postérieurement au décès de la testatrice, doit être le père d'un enfant naturel reconnu par celle-ci, doit être réputé *persona interposée*, et, comme tel, incapable de recevoir le legs. — Paris, 30 pluv. an 13, t. 5, 415.

**AVARIES.** 1. A l'égard de l'administration des douanes, les procès-verbaux dressés par ses agens, ou les rapports d'experts assermentés, nommés par le juge de paix, sont une preuve suffisante des avaries de marchandises et du chargement d'un navire; il n'est pas nécessaire d'une déclaration du capitaine dûment vérifiée par les gens de l'équipage. C. C. 2 avril 1817, t. 19, 327.

2. Lorsque, malgré l'avarie qui a été éprouvée des marchandises dans le transport, elles sont encore susceptibles d'être mises dans le commerce, le propriétaire ne peut pas refuser de les recevoir, et les laisser au compte du voiturier, mais seulement droit à une indemnité proportionnée au dommage. Metz, 18 mai 1815, t. 17, 17.

3. Les capitaines, maîtres ou patrons de bâtimens au-dessous de vingt tonneaux qui ne savent pas écrire, peuvent, à défaut de livre de bord, constater de toute autre manière les avaries dont ils ont subi le règlement. Rennes, 17 juin 1812, t. 12, 491.

**AVEU.** Les aveux faits par l'accusé assisté de l'avoué de la partie sont valables faits par la partie elle-même, et suffisans pour prouver le fait qui est l'objet, tant que l'avocat n'a pas été désigné. C. C. 16 mars 1814, t. 16, 16.

**AVEU extrajudiciaire.** L'aveu extrajudiciaire peut être divisé. Orléans, 18 mars 1818, t. 22, 216.

**AVEU judiciaire.** 1. La reconnaissance d'une dette faite au bureau de conciliation peut être considérée comme un aveu judiciaire. Turin, 6 déc. 1809, 678.

2. L'aveu judiciaire en matière de succession est indivisible. C. C. 15 therm. an 3, 631.

3. L'aveu judiciaire est divisible, lorsqu'il porte sur plusieurs points distincts, et par l'époque des contestations, et

objet. C. C. 14 janv. 1824, t. 3 de 401.

*bis.* L'aveu judiciaire peut être dit contre celui qui l'a fait, lorsqu'il est avec lui la preuve du mensonge et de mauvaise foi de son auteur. Agen, t. 1823, t. 2 de 1825, 185.

La déclaration judiciaire, faite par l'auteur d'une obligation, que cette obligation n'a pas pour véritable cause exprimée dans l'acte, mais une autre licite, ne peut être divisée, ni l'obligation annulée, comme étant sans cause. C. C. 13 juil. 1808, t. 9, 410.

L'aveu judiciaire peut être divisé entre celui qui le fait est convaincu de mensonge ou de mauvaise foi. — Ainsi, si celui qui avoue qu'une pièce lui a été déposée déclare en même temps qu'il avait eu la mission de supprimer cette pièce dans un cas prévu, on peut écarter cette dernière partie de l'aveu, si les circonstances établissent qu'il y a mensonge ou mauvaise foi. C. C. 20 fruct. an 3, t. 4, 718.

NEUGLE. V. *Acte sous seing privé*.

## AVOCAT.

*Postulation de serment. — Conseil de discipline de l'ordre des avocats. — Ses pouvoirs sur la formation du tableau. — Conditions pour être maintenu sur le tableau. — Autorité des cours et tribunaux sur l'ordre des avocats. — Leur droit de connaître des fautes de discipline commises dans leur audience par les avocats. — Droit de prononcer la suspension d'un avocat. — Conseils donnés par l'avocat. — Peut-il être poursuivi personnellement pour injures verbales, prononcées contre un témoin dans l'intérêt de la défense ? — Peut-il rédiger des conclusions sans se rendre coupable de postulation ? — Doit-il écrire ses consultations sur papier timbré ? — Peut-il être désavoué ? — Honoraires de l'avocat.*

*Le droit fixe de 15 francs auquel sont assujetties les prestations de serment des avocats, par le décret du 31 mai 1807, est exigible que pour le serment d'entrée en fonctions, et non pour le serment*

supplétif exigé par le décret du 6 juil. 1810. C. C. 17 avril 1816, t. 18, 306.

2. Les conseils de discipline dans l'ordre des avocats sont investis par l'ordonnance du 20 nov. 1822 d'un pouvoir illimité pour la formation de leurs tableaux : en conséquence le procureur-général n'est pas recevable à appeler de la décision par laquelle le conseil de l'ordre aurait maintenu sur le tableau certains avocats qu'il voulait en faire éliminer comme n'exerçant pas réellement. Grenoble, 17 juil. 1823, t. 1 de 1824, 193.

3. Un avocat ne peut être maintenu sur le tableau d'une cour royale, s'il ne réside pas habituellement dans la ville où siège cette cour, et s'il n'y a pas un logement et un cabinet convenables à sa profession. Aix, 2 avril 1822, t. 24, 344.

4. Les décisions d'une cour royale prises en chambre du conseil, sur un objet intéressant l'ordre des avocats, ne sont pas susceptibles d'opposition de la part de l'ordre, quoiqu'il n'ait été ni entendu, ni appelé. Bourges, 30 mai 1822, t. 1 de 1824, 188.

5. L'avocat qui interjette appel d'une décision du conseil de discipline de son ordre peut assigner les membres de ce conseil par un exploit signifié. Jug. impl. Aix, 2 avril 1822, t. 24, 344.

6. Les cours et tribunaux peuvent connaître de toutes les fautes de discipline commises dans leur audience par les avocats, sans être tenus de les renvoyer devant le conseil de discipline de leur ordre. C. C. 28 avril 1820, t. 22, 398.

6 bis. Un avocat nommé d'office pour défendre un accusé devant un conseil de guerre n'est pas tenu *légalement* de faire approuver ses motifs de refus par ce conseil, sauf à les soumettre au conseil de discipline de son ordre, s'il en est requis. C. C. 13 juil. 1825, t. 3 de 1825, 169.

7. L'avocat qui, hors le cas où le président d'une cour d'assises, dans son résumé, présente des faits ou des pièces dont il n'a point été question dans les débats, interrompt le résumé et prend des conclusions contraires, peut être frappé de suspension, quoique le ministère public n'ait requis qu'une simple injonction. C. C. 28 avril 1820, t. 22, 398.

8. L'avocat présent à l'audience où l'on a prononcé sa suspension, et qui n'a point demandé à se justifier, ne peut attaquer l'arrêt de suspension, sur le motif qu'il a été jugé sans être entendu dans sa défense. C. C. 28 avril 1820, t. 22, 398.

8 bis. Le président d'une cour criminelle ne peut pas, sur l'imputation faite, en séance publique, au défenseur d'un accusé, d'avoir voulu le trahir pour de

Le droit fixe de 15 francs auquel sont assujetties les prestations de serment des avocats, par le décret du 31 mai 1807, est exigible que pour le serment d'entrée en fonctions, et non pour le serment

l'argent, ordonner que des témoins seront de suite entendus, pour, sur la preuve de cette imputation, en déclarer l'avocat convaincu, et lui interdire en conséquence de reparaitre devant les tribunaux. C. C. 25 janv. 1806, t. 7, 56.

9. Le conseil donné par un avocat dans le secret du cabinet ne peut pas autoriser contre lui une poursuite correctionnelle, lorsque le fait qu'il a conseillé ne constitue pas lui-même un délit. C. C. 23 avril 1806, t. 7, 484.

10. Un avocat ne peut être poursuivi personnellement pour injures verbales, parce que, dans un procès criminel, il aurait, dans l'intérêt de l'accusé, son client, dirigé de violens reproches contre un témoin à charge, afin d'atténuer sa déposition. C. C. 18 flor. an 7, t. 1, 310.

11. Un avocat qui rédige des qualités, mais qui n'en perçoit pas l'émolument, n'est pas coupable de postulation. Bruxelles, 21 avril 1813, t. 14, 450.

12. Les avocats ne sont pas tenus d'écrire leurs consultations sur papier timbré, lorsqu'elles ne doivent pas être produites en justice. C. C. 14 juin 1808, t. 9, 348.

13. Mais, lorsque la consultation écrite sur papier libre est produite en justice, ou se trouve dans un dossier déposé au greffe, elle donne lieu à l'amende de 100 francs contre l'avocat signataire. C. C. 6 fév. 1815, t. 17, 83.

14. Il en est de même des conclusions qu'a rédigées l'avocat pour l'avoué de son client. C. C. 8 janv. 1822, t. 24, 13.

15. Un avocat qui fait une déclaration préjudiciable aux intérêts de son client peut être désavoué. C. C. 16 mars 1814, t. 16, 236.

16. Mais seulement lorsqu'il y a dol ou fausseté de sa part. Colmar, 22 déc. 1820, t. 22, 896.

17. Les avocats ont une action contre leurs clients pour le paiement de leurs honoraires. Grenoble, 30 juil. 1821, t. 23, 542.

18. L'avoué qui a payé les honoraires de l'avocat dont il a employé le ministère est subrogé à son action, et il peut l'exercer pendant le même temps. Grenoble, 30 juil. 1821, t. 23, 542.

19. L'art. 80 du tarif détermine la somme que la partie qui a gagné peut répéter pour les plaidoiries de son avocat, mais ne fixe pas les honoraires dus à l'avocat par son propre client. Grenoble, 30 juil. 1821, t. 23, 542.

20. L'avocat qui traite avec une administration publique du montant de ses honoraires dans les procès qu'elle aurait à intenter et à défendre doit se pour-

voir devant l'autorité administrative pour faire exécuter cette convention. C. 18 niv. an 12, t. 4, 204.

#### AVOCAT à la cour de cassation

1. Un avocat à la cour de cassation n'est point passible de dommages et intérêts pour avoir refusé son ministère, lorsqu'on ne peut lui reprocher une négligence ou un refus tardif qui ait compromis les intérêts de son client. C. C. 6 fév. 1813, t. 15, 179.

Cet avocat ne peut être actionné en raison de ses fonctions, ailleurs qu'à la cour à laquelle il est attaché. C. C. 6 fév. 1813, t. 15, 179.

#### AVOUÉ.

§ 1. *Cas où le ministère des avoués est inutile, requis ou obligé. — Ont-ils droit d'examiner les causes qui leur sont présentées? — S'ils peuvent plaider. — Responsabilité de l'avoué. — Quelle preuve peut résulter du registre particulier d'un avoué.*

§ 2. *Discipline des avoués.*

§ 3. *Honoraires de l'avoué. — Devant quel tribunal il peut être poursuivi. — Droit de ses clients sur les dossiers.*

§ 4. *— Cas où le ministère des avoués est inutile, requis ou obligé.*

1. Les préfets ne sont pas tenus d'employer le ministère des avoués dans les causes où ils plaident au nom de l'état. C. 16 therm. an 10, t. 2, 538; Paris, 10 vent. an 9, t. 1, 624.

2. La régie de l'enregistrement n'est pas obligée de constituer avoué dans les affaires qui ont pour objet le recouvrement de revenus de domaines nationaux. C. 20 niv. an 11, t. 3, 188.

3. L'avoué a droit d'examiner le métré de la cause, avant de se constituer, s'il n'a reçu le dossier que sous la condition de cet examen, il ne peut être responsable d'une péremption dont il ne connaissait pas et ne pouvait prévenir le danger, et qui s'est opérée avant qu'il eut pris connaissance de l'affaire. Amiens, 31 janv. 1822, t. 24, 35.

4. Les avoués près les tribunaux chefs-lieux de département n'ont pas été dépouillés, par l'ordonnance du 27 nov. 1822, du droit que leur avait conféré le décret du 2 juil. 1812, de plaider concurremment avec les avocats, dans toutes les affaires sommaires. Amiens, 31 déc. 1822, t. 25, 100.



le 1825, 37. ( Jugé depuis en sens contraire. V. t. 1 de 1827, p. 228.

Les contestations relatives à l'exercice de ce droit doivent être jugées en justice publique, par la juridiction ordinaire, et non par voie réglementaire, et en la chambre du conseil, t. 2 de 1825, 37.

1. On ne peut pas agir personnellement contre l'avoué à raison des faits qu'il a signés dans une requête non publiée, s'ils tiennent à la cause, et sont formellement autorisés par la partie. Paris, 1810, t. 11, 634.

Un avoué ne peut pas être personnellement condamné aux dépens d'un acte qu'il a conseillé, s'il n'est pas reconnu en fait par le jugement qui le condamne, que le conseil de plaider a été donné insidieusement, et de mauvaise foi. C. C. 13 juil. 1824, t. 1 de 1825, 49.

L'avoué qui, dans une requête, a signé d'un acte non enregistré est passible d'une amende de 50 f. ; mais il n'en est pas ainsi de l'huissier qui a signifié la requête. C. C. 8 août 1809, t. 10,

L'avoué chargé de poursuivre une procédure n'est point responsable de la validité des actes faits par l'huissier, quoiqu'il ait choisi cet huissier, et que ce soit dans son étude que les actes aient été faits. C. C. 21 fév. 1821, t. 23, 133.

Suivant la cour de Metz, l'avoué chargé par l'acquéreur de notifier le contenu aux créanciers est responsable de la régularité des notifications, même pour celles qui sont du ministère de l'huissier. 31 mars 1821, t. 23, 257.

Le registre particulier d'un avoué ne peut pas faire foi contre un tiers, surtout en faveur de la partie de cet avoué. Paris, 1815, t. 17, 495.

## § 2. — Discipline des avoués.

1. Un avoué peut être suspendu par le tribunal près duquel il exerce, pour des irrévérrences commises dans l'audience publique envers un membre de ce tribunal, qui n'était pas alors dans l'exercice de ses fonctions. C. C. 15 déc. 1806, t. 1, 533.

2. Les juges peuvent forcer un avoué à paraître devant la chambre de discipline et le suspendre de ses fonctions, jusqu'à ce qu'il s'y soit présenté. C. C. 3 nov. 1806, t. 7, 532.

3. Un avoué ne peut pas, sur la simple proposition du ministère public, être condamné à des peines de discipline, s'il n'a été mis à même de se défendre. C. C. 25 nov. 1823, t. 1 de 1825, 282.

4. Lorsque l'arrêt qui prononce des peines de discipline est incident à un pro-

cès auquel l'avoué inculqué était étranger, on ne peut pas opposer à son pourvoi en cassation une fin de non recevoir tirée de ce qu'il ne s'est pas pourvu par voie d'opposition ou de tierce opposition. C. C. 25 nov. 1823, t. 1 de 1825, 282.

## § 3. — Honoraires de l'avoué.

15. Un avoué peut, comme toute autre personne, réclamer les salaires qui lui ont été promis pour les soins qu'il a donnés à des affaires portées devant le tribunal de commerce. On ne peut dans ce cas l'obliger à représenter un livre de recette. C. C. 15 janv. 1819, t. 21, 32.

16. Les avoués, relativement aux travaux qui sortent de leur ministère, doivent être considérés comme des *agents d'affaires*, et ont, comme ceux-ci, une action en justice pour obtenir le salaire de leurs peines et démarches. C. C. 16 déc. 1818, t. 20, 785.

17. Mais, dans les affaires de leur ministère, les avoués ne peuvent pas exiger de leurs clients, outre les droits qui leur sont alloués par le tarif, des émolumens à titre de vacations extraordinaires, d'indemnité de peines, soins, démarches.... C. C. 25 janv. 1813, t. 15, 111.

18. Il ne peut être alloué un droit de copie à l'avoué pour les jugemens et arrêts qui ont été imprimés et affichés. C. C. 12 mai 1812, t. 13, 472.

19. L'avoué qui a été constitué par plusieurs personnes dans un procès qui leur est commun peut actionner solidairement chacune d'elles pour le paiement de ses frais. Liège, 2 avril 1810, t. 11, 208.

20. L'avoué qui a été chargé par le syndic d'une faillite à contre lui une action personnelle pour le paiement de ses frais et travaux. Paris, 23 sept. 1823, t. 3 de 1823, 355.

21. L'intérêt des sommes dues aux avoués pour *avances, frais de procédure, salaires et vacations* relatifs aux procès dont ils ont été chargés, ne court que du jour de la demande qui en a été formée en justice. C. C. 23 mars 1819, t. 21, 229.

22. Mais l'intérêt des avances faites par un avoué comme *negotiorum gestor* est dû à compter des avances bien constatées. C. C. 23 mars 1819, t. 21, 229.

23. Un avoué qui n'exerce plus peut poursuivre le paiement des frais qui lui sont dus, devant la cour près laquelle il postulait. Paris, 3 oct. 1810, t. 11, 873.

24. L'avoué qui a obtenu la distraction et touché les frais adjugés à son client, n'est pas tenu de les restituer à la partie adverse, si l'arrêt est cassé. C. C. 16 mars 1807, t. 8, 167.

25. Lorsque, après la mort d'un avoué, les dossiers qui se trouvaient dans son



étude ont été déposés par ordre du juge entre les mains d'un tiers qui en a fait la remise au client sur son récépissé, cette remise est réputée faite à titre de dépôt, et les héritiers de l'avoué ont, pour en réclamer la restitution contre le client, un délai de trente ans. C. C. 26 juil. 1820, t. 22, 665.

**AVOUE** (*Acte d'avoué à avoué*). Un acte d'avoué à avoué conçu en ces termes: *Au requis de M<sup>r</sup>..., avoué, signifié à M<sup>e</sup>..., avoué*, est valable. Grenoble, 6 août 1822, t. 3 de 1824, 486.

**AVOUE** (*Constitution d'*). L'erreur du nom de l'avoué dans un acte de constitution n'est point une cause de nullité, si d'ailleurs il est impossible de se méprendre sur la personne du véritable avoué constitué. Angers, 2 janvier 1824, t. 3 de 1824, 278.

**AVORTEMENT**. La tentative d'avortement faite par tout individu autre que la femme est considérée et punie comme le crime lui-même, lors même qu'elle est restée sans effet, si c'est par un circonstance indépendante de son auteur. C. C. 16 oct. 1817, t. 19, 883.

**AYANT-CAUSE**. Quel est le sens des mots ayant-cause dans l'art. 1322 du cod. civ., qui porte que l'acte sous seing privé a, entre ceux qui l'ont souscrit et entre leurs héritiers et ayant-cause, la même force que l'acte authentique. Nismes, 11 fév. 1822, t. 1 de 1823, 185.

## B.

**BAC**. Les fermiers des bacs et bateaux servant au passage des messageries sont responsables envers elles des accidens arrivés lors de leur passage, autres que ceux provenant de cas fortuits. Paris, 31 août 1808, t. 9, 551.

## BAIL.

§ 1. *Des baux en général. — Durée possible des baux. — Promesse de bail. — Du bail verbal. — De la défense de sous-louer. — Des sous-baux. — Résiliation des baux. — Qui peut la demander. — Ses effets. — Du congé. — Preuve du paiement du prix de bail.*

§ 2. *Bail à ferme. — Indemnités pour cas fortuits. — Quand elles sont dues. — Ce qu'on doit entendre par cas fortuits. — Si le propriétaire peut disposer des pailles et engrais avant l'expiration du bail.*

## § 3. Bail à loyer.

§ 1. — *Des baux en général. — Des baux. — Promesse de bail,*

1. Une promesse de bail, quoiqu'elle n'ait pas été faite double, est obligatoire lorsqu'elle a été précédée ou suivie de serments donnés par le locataire ou le fermier. Paris, 13 mars 1820, t. 22, 254.

2. Une promesse de bail qui contient les principales clauses du bail est obligatoire. Paris, 7 niv. an 10, t. 2, 206.

3. On ne peut être admis à prouver par témoins les conditions d'un bail verbal, quoiqu'il y ait eu commencement de jouissance. Nismes, 6 juin 1823, t. 3 de 1824, 553.

4. La même cour a rendu deux arrêts en sens contraire. — Elle y décide que, relativement au mode de paiement du prix convenu, on doit s'en référer à la preuve testimoniale offerte par le preneur plutôt qu'au serment du propriétaire, et que la preuve testimoniale est admissible, lors même que le bail verbal a été précédé d'un bail écrit. 14 mai 1810, t. 11, 690; 22 mai 1819, t. 11, 359.

5. Lorsqu'il y a contestation sur le contenu d'un bail verbal, et qu'il existe des circonstances avouées par le fermier, mais qu'il refuse de produire, le propriétaire est cru sur sa simple déclaration, sans qu'il soit nécessaire de le soumettre au serment ou d'ordonner l'expertise dont parle l'art. 1716 du cod. civ. C. C. 4 déc. 1822, t. 2 de 1824, 18.

5 bis. La prohibition imposée au propriétaire de céder son droit en tout ou en partie emporte celle de sous-louer. Paris, 28 août 1824, t. 1 de 1825, 20.

La cour d'Amiens a rendu un arrêt en sens contraire. 24 mai 1817, t. 1 de 1818, 18.

6. La défense de sous-louer stipulée dans un bail est d'une telle rigueur que son inobservation entraîne la résolution du bail, sans que le juge puisse accorder un délai au preneur, selon les circonstances. Colmar, 16 août 1816, t. 18, 667.

7. Et, si le bail comprend plusieurs domaines, la sous-location d'un seul entraîne la résiliation du bail entier. C. C. 12 mai 1817, t. 19, 427.

8. Cependant lorsque, avec une vente de fonds de commerce, il a été fait un bail de lieux, en sorte que les deux puissent être considérés comme indivisibles, l'acheteur qui revend le fonds de commerce a le droit de céder en même temps son bail, quoique le bail lui-même ait fait défense de sous-louer sans le consentement du bailleur. Paris, 16 fév. 1818, t. 24, 191.

Si la sous-location avait cessé avant l'expiration du bail, et si le propriétaire n'allègue aucun préjudice causé par cette sous-location, il ne peut être admis à s'en plaindre. Paris, 13 déc. 1820, t. 22, 877.

Le principal locataire d'une maison où il fait un débit de marchandises ne peut pas en sous-louer une portion à un autre, et changer ainsi la destination de la chose louée. — Le propriétaire peut faire expulser le sous-locataire, et réparer les dommages et intérêts résultant du préjudice occasionné à la maison par la profession de ce sous-locataire. — Le sous-locataire est responsable avec lui, pour les dommages et intérêts, et les dépens. Paris, 25 mars 1817, t. 1, 286.

Le preneur ne peut pas se soustraire à l'obligation d'occuper, et à la prohibition de sous-louer, formellement énoncées dans le bail, en offrant au locateur de louer lui-même à d'autres personnes, et de lui payer à titre d'indemnité la différence qui existerait entre le prix du nouveau bail et celui du bail primitif. C. C. 26 fév. 1812, t. 13, 179.

Si le locateur rejette l'alternative, le locataire ne peut pas provoquer la résiliation du bail, ou tout au moins être admis à sous-louer. C. C. 26 fév. 1812, t. 13, 179.

Le sous-locataire n'est pas recevable à former tierce opposition au jugement qui annule le bail du principal locataire, et qui a été rendu contradictoirement avec celui-ci. Paris, 11 nov. 1812, t. 1, 950.

La nullité du bail principal entraîne la nullité des sous-baux. Paris, 11 nov. 1812, t. 1, 950.

Le sous-locataire partiel ne peut être tenu des loyers dus par le locataire principal, au-delà du montant de la sous-location. Paris, 2 fév. 1808, t. 9, C. C. 2 avril 1806, t. 7, 240.

La condition résolutoire formellement exprimée dans un bail, pour le cas où une partie ne satisferait pas à ses engagements, opère de plein droit, en ce sens que les juges ne peuvent pas accorder un délai. Dijon, 31 juil. 1817, t. 19, 755.

Suivant d'autres cours, au contraire, les tribunaux peuvent accorder un délai. Colmar, 6 déc. 1814, t. 16, 747; Bruxelles, 7 août 1811, t. 12, 635.

Lorsque le bail impose au preneur l'obligation d'occuper la maison sans pouvoir la sous-louer, en tout ni en partie, et de tenir constamment garnie de meubles la maison pour répondre du prix du loyer, et de ne pas laisser les meubles par suite de la vente

qui en a été faite après décès, le bailleur est fondé à demander la résiliation du bail, nonobstant l'opposition qu'il a formée sur les deniers de la vente, pour sûreté du paiement des termes échus et à échoir. Paris, 24 fév. 1825, t. 2 de 1825, 161.

18. Dans ce cas, la femme du preneur décédé, créancière de son mari, ne peut pas prétendre à la continuation du bail, au droit de sous-louer, pendant le temps qui resterait encore à courir, et à faire son profit du prix de la sous-location, à la charge par elle de payer au propriétaire le prix de son loyer. Paris, 24 fév. 1825, t. 2 de 1825, 161.

18 bis. Il y a lieu à la résiliation d'un bail d'une boutique que le locataire a fermée, encore qu'il l'ait garnie de meubles suffisants, et qu'il en paie exactement les loyers. Paris, 28 avril 1810, t. 11, 419.

19. Le bailleur peut demander la résiliation du bail pour défaut de paiement des fermages pendant deux années, lors même que depuis son action en résiliation il aurait reçu un à-compte. Poitiers, 31 juil. 1806, t. 7, 453.

20. Le bailleur qui s'est réservé le droit d'expulser son fermier, et qui veut l'exercer, est tenu, comme un nouvel acquéreur, de le prévenir au moins un an à l'avance. Poitiers, 3 pluv. an 13, t. 5, 411.

21. On ne peut prouver par témoins la résiliation d'un bail fait par écrit. C. C. 21 janv. 1812, t. 13, 75.

22. On doit considérer une demande en résiliation de bail comme matière sommaire et requérant célérité. C. C. 27 juin 1810, t. 11, 629.

23. Sous la loi du 11 brum. an 7, l'adjudicataire sur expropriation ne pouvait expulser le fermier porteur d'un bail authentique. C. C. 7 mes. an 12, t. 4, 587.

24. Lorsqu'un vendeur, par le cahier des charges, n'oblige l'acquéreur qu'à entretenir les baux authentiques ou ayant date certaine, il doit indemniser le locataire qui, faute d'avoir fait enregistrer son bail, se trouve évincé. Paris, 24 déc. 1808, t. 9, 740.

25. Le locataire évincé par l'acquéreur avant le terme de sa jouissance peut s'adresser au vendeur, son bailleur, pour raison de l'indemnité à laquelle l'éviction donne lieu, quoique par le contrat de vente l'acquéreur ait été chargé des indemnités éventuelles auxquelles les locataires auraient droit. Il le peut, quoique la vente ait eu lieu pour objet d'utilité publique, et que cette cause ait été celle de l'éviction. Paris, 23 janv. 1813, t. 14, 104.

Le congé donné par un copropriétaire

indivis d'un domaine, sans la participation de l'autre copropriétaire, est valable, s'il a l'assentiment de ce dernier. C. C. 15 pluv. an 12, t. 4, 280.

26. En matière de location verbale, la preuve du congé ne peut s'établir par témoins, lors même que le prix ne serait que de 150 francs ou au-dessous. C. C. 12 mars 1816, t. 18, 212.

27. L'acquéreur qui expulse le fermier ou colon partiaire n'ayant point de bail écrit, ou sous une date certaine, n'est pas tenu d'observer le délai ordinaire des congés suivant l'usage des lieux. Turin, 21 mai 1810, t. 11, 620.

Cette question a été décidée en sens contraire. Bruxelles, 13 vend. an 13, t. 5, 14. — Dans tous les cas, il ne peut jamais l'expulser de sa propre autorité, sans permission du juge, en déplaçant les effets mobiliers qui garnissent la maison louée. Bruxelles, 13 vend. an 13, t. 5, 14.

27 bis. Avant le code civil, lorsque le nouvel acquéreur contestait, en vertu de son titre, le droit de jouissance du fermier qu'il trouvait en possession du bien vendu, le juge de paix ne pouvait pas maintenir le fermier dans sa possession, donnant la préférence au bail sur l'acte de vente. C. C. 5 pluv. an 11, t. 3, 208.

28. A Paris, un appartement loué à raison de 4,000 francs par an peut être assimilé, pour le délai du congé, à un corps de logis entier; et, par suite, le congé qui en aurait été donné, non à six mois, mais à trois mois seulement, peut être déclaré nul. Paris, 12 oct. 1821, t. 1 de 1823, 273.

29. Le jugement déclaratif de l'usage des lieux pour le délai des congés ne peut pas être soumis à la censure de la cour de cassation. C. C. 23 fév. 1814, t. 16, 191.

30. A Paris, l'usage permet de donner congé à trois mois pour un appartement, quand le loyer est de 1000 francs ou au-dessus. C. C. 23 fév. 1814, t. 16, 191.

31. En matière de congé, les juges peuvent, sans contrevenir aux art. 253 et 254 du cod. de proc., rejeter la preuve des faits articulés, bien qu'elle soit autorisée par l'art. 1715 du cod. civ. C. C. 23 fév. 1814, t. 16, 192.

32. La retribution de 5 centimes par franc payés par les locataires aux portiers des maisons de Paris fait partie du loyer, et doit être supputée pour la fixation du délai de congé. Paris, 9 mai 1811, t. 12, 411.

33. La durée d'un bail peut être prorogée d'office, lorsque, par suite d'une contestation élevée entre le propriétaire et le locataire, le terme fixé pour le con-

gé est expiré. C. C. 23 fév. 1814, t. 16, 191.

34. Les baux sous seingprivé ne sent pas d'être soumis aux droits d'enregistrement par le fait de leur expiration. C. C. 6 mars 1822, t. 24, 253.

35. Les locations faites verbalement, celles qui n'ont lieu que par tacite reconduction, ne sont pas sujettes au droit d'enregistrement. C. C. 12 juin 1812, t. 12, 478 et 481.

36. Le locataire d'une maison vendue sur saisie immobilière peut opposer les baux faits par anticipation, quoiqu'ils ne rapportent que des quittances primitives n'ayant point de date certaine antérieure à l'adjudication. Turin, 26 fév. 1812, t. 13, 184.

36 bis. Il peut être admis à la preuve de la vérité et de la date des quittances. Turin, 26 fév. 1812, t. 13, 184.

37. Le paiement par anticipation du loyer d'une maison, constaté dans le bail même, peut être opposé aux créanciers hypothécaires postérieurs à l'époque où le bail a acquis une date certaine. Paris, 10 déc. 1824, t. 1 de 1825, 215.

37 bis. Un semblable paiement n'est pas valable à l'égard des créanciers inscrits avant la passation du bail, et ne viennent pas en ordre utile. Paris, 10 déc. 1824, t. 1 de 1825, 215.

## § 2. — Bail à ferme.

38. Le fermier n'est pas recevable à réclamer des indemnités pour cas fortuits lorsqu'il n'a pas fait constater les ravages pendant qu'ils laissaient des traces. Paris, 17 juil. 1806, t. 7, 420. C. C. 10 mai 1808, t. 9, 318.

39. La renonciation que fait le fermier d'un héritage rural à toute espèce de dédommement ou diminution de prix, pour son cas fortuits, prévus ou imprévus, qu'il déclare prendre à sa charge, s'entend seulement des accidents naturels qui tendraient à diminuer la production des fruits, et non des faits de l'homme qui viendraient altérer la substance de la chose louée, et neutraliser la jouissance du fermier. Turin, 16 mars 1812, t. 12, 241.

40. Elle ne doit pas s'entendre non plus du cas où la loi supprime un droit portant qui était compris dans la location. — Au contraire, cette suppression inattendue autorise le fermier à demander une remise proportionnelle sur le prix de la ferme. C. C. 5 avril 1810, t. 11, 323.

41. Lorsque le fermier sortant a terminé toutes les cultures qu'il devait faire, le propriétaire peut, même avant l'époque fixée pour l'expiration du bail,

rivée, disposer des pailles et en-  
ui se trouvent dans la ferme.

les, 19 fruct. an 13, t. 6, 455.

### § 3. — Bail à loyer.

8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15,  
28, 29, 30, 31, 32, 36, 37.

à longues années. En matière  
à longues années, le preneur

en faillite avant son entrée en  
peut être tenu, ou de fournir

au bailleur qui n'a pas stipulé  
chèques, ou de souffrir la résilia-

bail, quoiqu'il offre de garnir les  
meubles suffisants. C. C. 16 déc.

8, 686.

à vie. 1. Le bail à vie n'est pas  
d'un véritable usufruit. C. C.

1825, t. 2 de 1825, 107.

acte par lequel le preneur d'un  
vie consent à la résiliation de ce

à faveur du propriétaire est passi-  
pas seulement du droit fixe de

sur la réunion qui s'opère de  
uit à la propriété, mais du droit

les cessions ou rétrocessions de  
C. C. 18 janv. 1825, t. 2 de 1825,

NALITE. Les banalités convention-  
établies entre une commune et un

salier n'ont pas été supprimées sans  
anité, comme faisant partie des

qui devaient leur origine à l'abus  
puissance féodale. C. C. 5 fév. 1816,

445.

NNISSEMENT. Un ex-convention-  
banni en vertu de la loi d'amnistie

janv. 1816, et accusé d'avoir rompu  
anc, ne peut, à raison de ce fait,

poursuivi par *contumace*, s'il n'a  
pris, et si l'identité de sa personne

préalablement constatée. C. C. 6  
1817, t. 19, 216.

ANQUE. BANQUIERS. 1. Les tri-  
aux civils sont seuls compétens pour

ancer sur l'existence d'une préten-  
société de banque contestée par des

, qui d'ailleurs ne sont ni banquiers,  
gocians. Paris, 19 mars 1811, t. 12,

Le banquier commissionnaire qui  
ue la lettre de change qu'il achète

place, par ordre et pour compte  
commettant, ne se rend pas par

tant envers celui-ci de la solvabi-  
de la personne sur laquelle cette

de change est tirée. C. C. 12 fruc.  
0, t. 2, 638.

### BANQUEROUTE.

i peut poursuivre le crime de  
banqueroute. — *Faits caracté-*

*ristiques de la banqueroute.* —

*Les créanciers qui ont porté  
plainte en banqueroute fraudu-  
leuse ne peuvent servir de té-  
moins. — Les préventions de  
banqueroute frauduleuse et de  
banqueroute simple sont con-  
nexes. — Tentative de banque-  
route frauduleuse.*

1. Un failli peut être poursuivi par le  
ministère public comme banqueroutier,  
même après l'homologation du concordat.  
C. C. 9 mars 1811, t. 12, 198.

2. Le ministère public peut poursuivre  
un individu comme coupable de banque-  
route, quoiqu'il n'ait pas été déclaré en  
état de faillite par le tribunal de com-  
merce. C. C. 7 nov. 1811, t. 12, 850.

3. L'acquiescement du ministère public  
au jugement qui a rejeté la plainte en  
banqueroute ne forme pas une fin de  
non recevoir contre la partie civile. C. C.  
9 mars 1811, t. 12, 198.

4. Le créancier qui n'a pas formé op-  
position au concordat n'est pas receva-  
ble à rendre plainte en banqueroute. C.  
C. 9 mars 1811, t. 12, 198.

5. La banqueroute frauduleuse résulte  
non seulement des faits de fraude anté-  
rieurs à la faillite, mais encore de ceux  
qui lui sont postérieurs. C. C. 5 mars  
1813, t. 14, 277.

6. L'énonciation de dettes supposées  
dans un bilan ne constitue pas, comme  
les écritures simulées, une banqueroute  
frauduleuse. C. C. 3 juil. 1823, t. 2 de  
1824, 271.

7. Les créanciers qui ont rendu plainte  
en banqueroute frauduleuse contre leur  
débiteur ne peuvent être entendus comme  
témoins dans la procédure criminelle  
intentée contre lui. C. C. 29 mess.  
an 8, t. 1, 432.

8. Les préventions de banqueroute  
simple et de banqueroute frauduleuse  
sont connexes, en ce sens que la cour  
d'assises, en déclarant l'accusé non cou-  
pable à raison de celle-ci, peut connaître  
de l'accusation de banqueroute simple,  
et infliger à l'accusé des peines correc-  
tionnelles. C. C. 18 nov. 1813, t. 15,  
631.

9. Une tentative de banqueroute frau-  
duleuse doit être punie comme le crime  
lui-même. C. C. 26 mes. an 8, t. 1, 426.

BANS de mariage. V. *Mariage.*

BATARD. V. *Enfant naturel.*

BENEFICE d'inventaire.

§ 1. *Quels héritiers ont droit de  
n'accepter la succession que bé-*

*néficiairement. — Comment se prouve la qualité d'héritier bénéficiaire. — Conditions auxquelles est attaché le bénéfice d'inventaire. — Faits qui en font encourir la déchéance.*

§ 2. *Administration et liquidation d'une succession bénéficiaire. — De la caution que l'héritier peut être obligé de fournir. — Vente du mobilier. — Vente des immeubles. — Quels droits de mutation il doit lorsqu'il se rend adjudicataire. — Délais pour rendre ses comptes.*

§ 3. *Effets de l'acceptation sous bénéfice d'inventaire. — Si l'héritier bénéficiaire conserve ou perd le droit de renoncer. — L'acceptation bénéficiaire entraîne la separation des patrimoines. — Actions de l'héritier bénéficiaire contre la succession. — Comment l'héritier peut se libérer envers les créanciers de la succession. — L'héritier bénéficiaire est garant des faits de son auteur.*

§ 1. — *Quels héritiers ont droit de n'accepter la succession que bénéficiairement. — Conditions auxquelles est attaché le bénéfice d'inventaire. — Faits qui en font encourir la déchéance.*

1. L'héritier testamentaire institué à titre universel a, comme l'héritier naturel, le droit de n'accepter l'hérédité que sous bénéfice d'inventaire. Turin, 14 août 1809, t. 10, 654.

2. La qualité d'héritier du défunt, prise dans une procuration donnée à un tiers, pour la levée des scellés, la confection de l'inventaire et la vente du mobilier, n'est pas tellement attributive du titre d'héritier pur et simple, que le successible qui l'a prise ne puisse ultérieurement renoncer ou se porter seulement héritier bénéficiaire, s'il s'en est réservé le droit par l'inventaire. C. C. 1 août 1809, t. 10, 602.

3. L'héritier qui n'a pas fait faire inventaire dans le délai de la loi n'est pas déchu de la faculté de se porter héritier bénéficiaire. C. C. 14 therm. an 9, t. 2, 94.

3 bis. Des héritiers, demandeurs, ne sont pas tenus de justifier, par la repré-

sentation de l'inventaire fait après mort de leur auteur, qu'ils sont héritiers sous bénéfice d'inventaire. Paris, 18 août 1825, t. 3 de 1825, 38.

4. L'héritier testamentaire qui n'a accepté la succession que bénéficiairement, sous peine d'être déclaré héritier pur et simple, appeler à la confection de l'inventaire les héritiers présomptifs du défunt directs ou collatéraux. Limoges, 3 janv. 1820, t. 22, 1.

5. L'héritier bénéficiaire n'est pas obligé d'appeler les créanciers de la succession à la confection de l'inventaire. Amiens, 26 fév. 1809, t. 10, 151.

6. L'héritier bénéficiaire qui vend des droits successifs devient par cela seul héritier pur et simple. Amiens, 2 mai 1820, t. 7, 280.

7. L'héritier bénéficiaire qui commet sur une contestation relative à la succession perd le bénéfice d'inventaire. C. C. 20 juil. 1814, t. 16, 525.

8. L'héritier bénéficiaire n'est pas déchu du bénéfice d'inventaire par ce qu'il a fait vendre des biens par adjudication publique, il les a cédés aux créanciers de la succession. C. C. 27 déc. 1820, t. 22, 904.

9. Une répartition inexacte et irrégulière, entre les créanciers, des recours, ne donne lieu qu'à la responsabilité de l'héritier à l'égard des créanciers lésés, et non à la déchéance du bénéfice d'inventaire. C. C. 27 déc. 1820, t. 22, 904.

10. L'héritier bénéficiaire n'est pas déchu du bénéfice d'inventaire par ce qu'il a laissé prendre contre lui, par un créancier héréditaire, des jugemens en sa seule qualité d'héritier sans modification. Paris, 8 janv. 1808, t. 9, 26.

11. L'héritier bénéficiaire qui a commis sciemment des infidélités dans la gestion de la succession est déchu de son bénéfice d'inventaire et doit supporter l'intégralité des charges de la succession. C. C. 16 janv. 1824, t. 23, 49.

12. Des soustractions commises dans la succession paternelle par la fille, héritière bénéficiaire, en lui faisant perdre le bénéfice d'inventaire, la soumettent à l'intégralité des dettes, même sur ses biens dotaux. Rouen, 12 janv. 1822, t. 24, 1.

13. L'héritier bénéficiaire qui vend des immeubles de la succession sans les formalités prescrites est déchu du bénéfice d'inventaire; mais la vente est valable à l'égard des tiers, lors même que des jugemens passés en force de chose jugée auraient imposé à l'héritier bénéficiaire l'obligation de vendre dans la forme légale et même auraient subrogé un créancier à la poursuite, faite par l'héritier



ever dans le délai prescrit. Paris, t. 1822, t. 1 de 1823, 395.

L'héritier bénéficiaire peut, sans le concours des créanciers, régler amiablement les droits de la femme, et abandonner à celle-ci l'actif de la succession sans reprises. Il n'encourt point de sanction. Amiens, 25 fév. 1809, t. 10,

— *Administration et liquidation d'une succession bénéficiaire.*

L'héritier bénéficiaire, tenu de caution, aux termes de l'art. 807 du civ., peut être admis à fournir un cautionnement supplémentaire, lorsque le premier est reconnu insuffisant. Des simples créanciers peuvent constituer le cautionnement. Paris, 15 avril 1820, t. 22, 362.

Dans tous les cas où il y a nécessité de rendre le mobilier de la succession, l'héritier bénéficiaire doit faire procéder à la vente avec les formalités prescrites par l'art. 805 du cod. civ. : il ne peut jamais être autorisé à le garder pour le prix d'estimation. C. C. 19 fév. 1821, t. 23, — V. n. 13.

Le créancier d'une succession bénéficiaire n'a pas le droit d'intervenir dans la poursuite à fin de vente des immeubles de l'hérédité, sous le prétexte d'aller à la conservation de ses droits, lorsque cette vente a lieu avec toutes les formalités, et qu'il peut empêcher toute prise au moyen de la surenchère. Pau, 17 nov. 1810, t. 11, 927.

L'héritier bénéficiaire qui se rend adjudicataire d'immeubles de la succession et qui requiert la transcription du jugement doit payer le droit de 1 et demi établi par l'art. 54 de la loi du 28 mai 1816. C. C. 12 nov. 1823, t. 1 de 1824, 337.

Les délais accordés à l'héritier bénéficiaire pour rendre ses comptes sont purement comminatoires ; il peut en faire le compte après l'époque qui lui est assignée ; il n'a point encouru la perte du bénéfice d'inventaire. Paris, 10 juin 1820, t. 22, 514.

*bis.* L'héritier bénéficiaire n'a pas qualité pour représenter dans un procès les créanciers. Pau, 16 mars 1824, t. 1 de 1825, 488.

— *Effets de l'acceptation sous bénéfice d'inventaire.*

L'héritier qui a accepté bénéficiairement perd le droit de renoncer. Colmar, 8 mars 1820, t. 22, 245.

La cour de cassation a décidé en sens contraire, mais dans une circonstance particulière. 6 juin 1815, t. 17, 388.

22. Elle a également jugé que l'héritier de celui qui a accepté bénéficiairement peut, en renonçant de son chef, être dispensé de payer le droit de mutation. — Même arrêt.

23. Celui qui a accepté une succession sous bénéfice d'inventaire peut y renoncer ensuite pour se dispenser de rapporter à ses cohéritiers la donation entre vifs qu'il a reçue. Lyon, 14 mai 1813, t. 14, 542.

24. L'acceptation d'une succession sous bénéfice d'inventaire entraîne de plein droit la séparation des patrimoines. Paris, 20 juil. 1811, t. 12, 582.

25. L'héritier bénéficiaire, pour l'exercice des actions personnelles qu'il a contre la succession, doit se conformer à l'art. 996 du cod. de proc. Colmar, 8 mars 1820, t. 22, 245.

26. Lorsqu'il s'agit de la succession d'un failli, l'héritier bénéficiaire doit diriger ses actions personnelles non contre un curateur au bénéfice d'inventaire, mais contre les syndics. Amiens, 14 mars 1820, t. 22, 248.

27. Un fils héritier bénéficiaire de sa mère peut, en cas d'insuffisance de la succession, exercer contre les cautions de celle-ci les droits et actions qu'il avait contre elle. C. C. 1 déc. 1812, t. 13, 1011.

28. Le principe de la division des dettes de la succession entre les divers héritiers est applicable aux héritiers bénéficiaires comme aux héritiers purs et simples. Spécialement l'héritier bénéficiaire pour partie est dispensé de rendre aux créanciers tout ce qu'il a reçu de la succession, et il peut se libérer en offrant sa part des dettes. C. C. 22 juil. 1812, t. 13, 704.

28 bis. L'héritier bénéficiaire n'est tenu des intérêts des sommes dont il est détenteur que du jour où il a été constitué en demeure de présenter son compte. Pau, 16 mars 1824, t. 1 de 1825, 489.

29. L'héritier bénéficiaire est garant des faits de son auteur : ainsi, il ne peut, lorsque son héritage aurait été vendu par ce dernier, le revendiquer des mains du tiers détenteur. Riom, 13 déc. 1807, t. 8, 673.

BESTIAUX. V. *Cheptel.*

BIBLIOTHÈQUE. V. *Legs.*

BIENS meubles et immeubles. V. *Meubles.*

BIENS dotaux et paraphernaux. V. *Dot, et Paraphernaux.*

BIENS communaux. V. *Communaux.*

BIENS domaniaux. V. *Domaine.*

BIENS nationaux. V. *Domaines nationaux.*

**BIENS des mineurs et des interdits. V. Mineur, et Interdit.**

### BIGAMIE.

*Le mort civilement peut se rendre coupable de bigamie. — L'étrangère qui a épousé un Français en pays étranger a qualité pour le poursuivre en France à raison de ce crime. — La bigamie suppose toujours une intention criminelle. — Exceptions qu'on peut opposer. — Prescription.*

1. L'individu condamné à mort par contumace, qui a contracté un second mariage, étant engagé dans les liens d'un premier, est coupable de bigamie, s'il ne s'est pas écoulé cinq ans entre sa condamnation et son second mariage. C. C. 18 fév. 1819, t. 21, 136.

2. Le Français qui a contracté en pays étranger un mariage avec une étrangère, avant la dissolution d'un premier mariage dans lequel il était engagé, peut être poursuivi et jugé en France à raison du crime de bigamie, à la requête de cette étrangère. C. C. 18 fév. 1819, t. 21, 136.

3. Le crime de bigamie suppose tellement une intention criminelle, que l'excuse de bonne foi ne doit faire la matière d'une question aux jurés qu'autant qu'elle a été proposée par l'accusé. C. C. 27 janv. 1807, t. 8, 40.

4. La question de savoir si les faits allégués par un accusé de bigamie, comme formant l'exception de bonne foi, ont réellement ce caractère, est une question de droit sur laquelle les cours de justice criminelle doivent prononcer, et non une question de fait qu'il faut soumettre au jury. C. C. 22 août 1806, t. 7, 484.

5. Si l'accusé de bigamie excipe de la nullité de son premier mariage, on doit renvoyer la connaissance de l'exception aux juges civils, et suspendre la procédure à l'extraordinaire. C. C. 25 juil. 1811, t. 12, 597.

6. Toutefois la cour de justice criminelle, saisie de l'accusation, est compétente pour examiner et juger les fins de non recevoir qui se présentent contre les prétendues nullités du premier mariage, et si elle trouve ces fins de non recevoir bien fondées, elle peut passer outre au jugement de l'accusation, sans renvoi préalable aux juges civils. C. C. 8 août 1811, t. 12, 597.

7. La bigamie n'est pas du nombre des crimes imprescriptibles. C. C. 5 sept. 1812, t. 13, 838; 14 juil. 1816, t. 18,

8. Le crime de bigamie n'est pas connu et constaté légalement du jour du second mariage authentique, de manière à pouvoir être effacé par la prescription à compter de cette époque. C. C. 27 janv. 1807, t. 8, 40.

8 bis. Le contraire a été décidé de la même manière. C. C. 14 juil. 1816, t. 18, 567.

**BILAN. V. Banqueroute, n. 6.**

### BILLET.

§ 1. *Billets en général. — Exclusion de la cause. — Si la demande en paiement de billet peut pas être repoussée par simples présomptions. — Remboursement sur protêt ne peut être répété.*

§ 2. *Billet à domicile. — Il peut être assimilé à la lettre de change. — Donne-t-il lieu à contrainte par corps? — Quand?*

§ 3. *Billet à ordre. — Par quelle voie les billets à ordre sont transmis. — Obligations de garantie qu'ils imposent. — Avant quels tribunaux le paiement peut en être poursuivi contre les souscripteurs et les endosseurs. — Les tribunaux peuvent-ils accorder un délai au débiteur? — Exceptions que le souscripteur peut opposer au tiers porteur. — Prescription. — Intérêts que produit le billet.*

#### § 1. — Billets en général.

1. Le billet dans lequel le souscripteur déclare devoir la somme qui en fait l'objet exprime suffisamment la cause de l'obligation. Nismes, 8 mars 1820, t. 250.

2. La demande en paiement d'un billet ne peut être écartée par de simples présomptions. C. C. 29 juil. 1817, t. 12, 754.

3. Un billet qui n'est ni à ordre ni au porteur ne devient pas sujet aux règles établies pour la garantie des billets de commerce, par cela seul qu'il a circulé d'une main dans une autre par la voie de l'endossement. C. C. 24 vent. an 10, t. 12, 334.

4. Le billet causé pour argent prêté et souscrit par un commerçant au profit d'un autre commerçant, ne doit pas être considéré comme un effet de commerce, et ne soumette le débiteur à la juridiction commerciale. C. C. 26 vend. an 7, t. 1, 28.

Celui qui a remboursé un effet pro-quoique le protêt fût nul, et par l'action en garantie éteinte, ne répéter ce qu'il a payé. C. C. 7 mars t. 17, 173.

### § 2. — Billet à domicile.

Un billet à domicile ne peut être assimilé à une lettre de change et rendre le souscripteur non commerçant contrairement par corps. Colmar, 14 janv. 1817, t. 56.

À défaut de paiement d'un billet à domicile, le porteur peut se rembourser par une traite sur le souscripteur. Et si la traite n'était pas acquittée, les endosseurs négociants pourraient se présenter devant le tribunal de commerce du billet à domicile, en supposant qu'il n'eût pas accepté la traite; ce dernier ne serait sujet à la contrainte par corps que dans le cas où il lui-même négociant. Colmar, 14 janv. 1817, t. 19, 56.

### § 3. — Billet à ordre.

Un billet à ordre causé valeur en place du prix de vente d'immeubles est négociable et transmissible par la voie de l'endossement. Ainsi le porteur d'un billet doit, à peine de déchéance, protester et exercer son recours dans les délais prescrits par la loi pour les effets de commerce. C. C. 1811, t. 12, 295.

La cour de Bordeaux avait décidé que pareil billet ne peut être assimilé à un effet de commerce, et particulièrement que le souscripteur peut opposer au porteur les mêmes exceptions qu'il lui-même peut faire valoir contre celui au profit de qui il avait souscrit l'effet. Bordeaux, 18 therm. an 8, t. 1, 452.

Un billet à ordre causé valeur en place n'est point un effet de commerce, et n'est point négociable par la voie de l'endossement. C. C. 19 juin 1810, t. 11, 603.

Depuis, la cour de cassation a décidé que, pour être transmissible par la voie de l'endossement, il n'est pas nécessaire qu'un billet à ordre énonce la cause de la valeur fournie. 18 janv. 1825, t. 2 de 1825, 97.

Les principes sur la garantie des lettres de change ne sont pas applicables aux billets à ordre. C. C. 24 pluv. an 3, t. 1, 94. Ainsi l'endosseur d'un billet à ordre poursuivi hors des délais n'est pas tenu pour échapper à la garantie, de faire provision au lieu indiqué pour le paiement du billet. C. C. 24 pluv. an 3, t. 1, 94.

Si celui qui a transmis un effet à un tiers par un endossement irrégulier et

non conforme à l'art. 137 du cod. de com. est obligé néanmoins de convenir que cet endossement n'est point une procuration, et qu'il n'a aucun titre pour revendiquer l'effet, il est censé, par là même, avoir voulu en garantir le paiement envers le porteur. Paris, 20 mars 1813, t. 14, 328.

15. Un billet à ordre causé valeur fournie ou reçue, sans exprimer l'espèce de cette valeur, doit être considéré comme une simple promesse, qui ne ressortit pas de la juridiction commerciale, et le souscripteur ne peut jamais être justiciable des tribunaux de commerce, même par voie de garantie. Trèves, 1 fév. 1812, t. 13, 107; Riom, 6 mai 1817, t. 19, 415; C. C. 6 août 1811, t. 12, 626; Rouen, 20 juin 1822, t. 24, 524.

16. Le souscripteur d'un billet à ordre qui contient une remise d'argent de place en place est par cela seul justiciable du tribunal de commerce. Bruxelles, 8 juil. 1820, t. 22, 632.

17. Un cultivateur n'est pas justiciable des tribunaux de commerce pour raison d'un billet à ordre, par lui souscrit, et causé pour fermages. C. C. 14 oct. 1791, t. 1, 3.

18. La femme d'un marchand, qui a souscrit solidairement avec son mari un billet à ordre, est justiciable des tribunaux de commerce, quoiqu'elle ne soit pas marchande publique. C. C. 18 frim. an 13, t. 5, 145.

19. Un directeur de spectacle n'est pas justiciable des tribunaux de commerce, pour raison des billets par lui souscrits. Paris, 26 pluv. an 10, t. 2, 284.

20. Un marchand est justiciable du tribunal de commerce à raison des billets à ordre qu'il a souscrits au profit d'un particulier non marchand, et causés valeur reçue comptant. Paris, 10 mars 1814, t. 16, 224; Rouen, 10 mai 1813, t. 14, 519; C. C. 9 vend. an 13, t. 5, 1.

21. Il en est également justiciable pour raison des billets à ordre causés valeur en intérêts d'un capital prêté, surtout s'il est établi que le prêt a eu pour occasion une opération de commerce faite dans l'intérêt du confectionnaire. Paris, 10 mars 1814, t. 16, 224.

22. Il en est justiciable, lors même que l'échéance des billets n'est arrivée que depuis qu'il a quitté son état. Paris, 28 germ. an 13, t. 6, 103.

23. L'énonciation valeur en marchandises, contenue dans un billet à ordre, n'en rend point le souscripteur justiciable des tribunaux de commerce, s'il n'est ni marchand ni négociant. Angers, 11 juin 1824, t. 3 de 1824, 535.

24. Le simple endossement d'un billet

à ordre par un receveur ou tout autre comptable de deniers publics, n'est pas un acte commercial qui rende celui-ci justiciable des tribunaux de commerce. Colmar, 23 août 1814, t. 16, 599.

25. Le souscripteur non commerçant d'un billet à ordre ne peut être assigné devant le tribunal du lieu où le paiement doit être effectué. C. C. 29 oct. 1810, t. 11, 897.

25 bis. Un billet à ordre contenant une condition qui peut en suspendre le paiement ne peut pas être réputé effet de commerce ni soumis comme tel à la juridiction commerciale, alors surtout que la condition imposée peut donner lieu à un litige de la compétence des tribunaux civils. Grenoble, 19 juin 1824, t. 2 de 1825, 173.

26. Les juges ne peuvent accorder aucun délai au débiteur pour le paiement d'un billet à ordre. C. C. 22 juin 1812, t. 13, 564.

27. Il en est autrement lorsque le billet a été souscrit par un particulier non commerçant, et qu'il n'a point pour cause une dette commerciale. Il n'importe dans cette circonstance que ce soit le créancier originaire ou un tiers qui soit porteur de l'effet. C. C. 31 juil. 1817, t. 19, 769.

28. Le souscripteur d'un billet à ordre causé *valeur en contractant* peut opposer au tiers porteur les exceptions dont était passible celui au profit duquel il a été souscrit. Ainsi, le souscripteur peut en refuser le paiement au cessionnaire, sur le motif que le cédant n'a pas rempli les conditions du contrat. Caen, 15 janv. 1813, t. 14, 60.

28 bis. Les billets à ordre donnés en paiement du prix d'une vente d'immeubles jouissent du privilège de vendeur, même dans les mains des tiers, lorsque le contrat de vente constate ce mode de paiement, prouve que les billets sont causés pour prix d'immeubles vendus, et que d'ailleurs l'identité de ces billets est constante. C. C. 15 mars 1825, t. 3 de 1825, 137.

29 Les tiers auxquels ces billets ont été transmis ont le droit de se faire payer le montant entier de la créance quoique des à-compte non émargés sur les billets eussent été payés par le débiteur, surtout si ce dernier, présent au transport, a déclaré que la créance était due en totalité. C. C. 15 mars 1825, t. 3 de 1825, 137.

29 bis. Avant le code de commerce les billets à ordre n'étaient pas, comme les lettres de change, soumis à la prescription de cinq ans. Bruxelles, 3 vent. an 12, t. 4, 307.

30. Les billets à ordre souscrits et échus

avant la publication du code de commerce sont soumis à la prescription établie par l'art. 189 de ce code, le 2 mai 1816, t. 18, 360.

31. La cour de cassation a décidé, contrairement, que ces billets ne sont soumis qu'à la prescription fixée par l'ordonnance de 1673. 12 juin 1822, t. 24, 531.

32. Le délai de cette prescription est de trente ans. Paris, 6 mai 1815, t. 18, 307; C. C. 12 juin 1822, t. 24, 531.

33. Un *billet à ordre* ne produit pas d'intérêts de plein droit, à compter de l'échéance. C. C. 3 brum. an 8, t. 1, 1.

34. Celui qui paie pour le compte d'autre un billet à ordre protesté sur lequel on ne peut en répéter les intérêts du paiement, mais seulement à des fins de poursuites par lui faites pour en recouvrer le montant. C. C. 25 vend. an 8, 39.

BILLON. 1. On ne peut, dans le commerce, forcer les créanciers à recevoir d'un quarantième en monnaie de billon. C. C. 28 mai 1810, t. 11, 531.

2. Il ne peut, à cet égard, s'établir d'usages particuliers dans différentes branches de commerce. C. C. 28 mai 1810, t. 11, 531.

#### BLANC-SEING.

*Différence entre l'abus d'un blanc-seing et l'usage qu'on fait d'un espace blanc au-dessus du texte d'un acte. — Comp. Peine.*

1. On ne peut assimiler l'usage d'un blanc-seing au fait d'un blanc-texte, si le porteur d'un acte fait d'un blanc-seing s'y trouve au-dessus du contexte, et y place un contrat de société, à l'usage d'un blanc-seing, en ce sens que le signataire de l'acte peut opposer la nullité de ce contrat aux tiers qui ont traité sur la foi des stipulations apparentes, et qu'il n'est pas responsable de l'erreur dans laquelle ils sont tombés. Paris, 7 fév. 1824, t. 3 de 1824, 157.

2. Si celui à qui un blanc-seing a été confié l'a frauduleusement remis à un autre qui en a abusé, l'un et l'autre sont passibles des peines que la loi inflige aux faussaires. C. C. 4 fév. 1819, t. 2, 1.

#### BLESSURES.

*Caractères que doivent avoir les blessures pour être considérées comme crime. — Exce. inadmissible.*

1. Les coups, blessures, sévices et

itemens ne peuvent donner lieu à l'application des peines afflictives prévues par l'art. 309 du cod. pén. que si sont déclarés par le jury avoir une incapacité de travail de plus de vingt jours. Il ne suffirait pas que le défendeur ait déclaré qu'il a fallu plus de vingt jours pour faire disparaître les marques de la blessure. C. C. 17 déc. 1819, t. 21,

que le plaignant a été incapable de travail pendant vingt jours. C. C. 1812, t. 13, 674.

Que ce que l'individu qui a reçu une blessure au bras gauche a été déclaré incapable de se servir de ce bras pendant plus de vingt jours, il n'en résulte aucune conséquence nécessaire, qu'il n'ait pu pendant plus de vingt jours accomplir tout travail personnel, condition à laquelle cette blessure ne peut être assimilée au rang des crimes. C. C. 14 nov. 1820, t. 3 de 1823, 459.

Les violences exercées contre un agent de la force publique, dans l'exercice de ses fonctions, lorsqu'elles ont entraîné des blessures avec effusion de sang, entraînent la peine afflictive et infamante de la réclusion, en sorte que la peine n'en peut appartenir à la police correctionnelle. C. C. 21 nov. 1811, t. 1, 285.

Une mère qui a exercé contre son enfant des actes de violence prévus par l'art. 309 et suivans du cod. pén. ne peut échapper à l'application de la peine en opposant sa qualité de mère et la peine de correction que lui confère sa loi légale. C. C. 17 déc. 1817, t. 1, 2.

(en général).

*Mesures prises pour conserver des bois de construction.*

*Droits des usagers.*

*Bois communaux.*

*Bois de l'état. — Bois domaniaux.*

*Vente et adjudication des bois particuliers ou de l'état. —*

*Caractères d'une vente de bois particulier. — Un particu-*

*lier peut-il vendre ses bois au*

*judice de ses créanciers hypothécaires? — Privilège du*

*propriétaire. — Revendication des*

*bois. — Comment le pénultième*

*propriétaire des bois domaniaux est subrogé au bénéfice*

*de l'adjudication, en cas de désistement de l'adjudicataire.*

§ 5. *Coupe de bois. — Malversation commise dans l'exploitation. — Vidange. — Confiscation. — Déficit dans les arbres de réserve. — Dommages causés par l'abatis. — Procès verbal de récolement. — Responsabilité de l'adjudicataire.*

§ 6. *Faits qui constituent des entreprises sur les bois et que la loi répute délits. — Par qui et comment ils peuvent être constatés. — Des procès verbaux. — Formalités. — Enonciations. Affirmation. — Ils font foi jusqu'à inscription de faux. — Par qui et contre qui les délits peuvent être poursuivis. — Compétence. — Manière de procéder. — Peines.*

§ 1. — *Mesures prises pour conserver des bois de construction. — Droits des usagers.*

1. Le décret du 15 avril 1811, relatif à l'abatage des bois futaies appartenant à des particuliers, est encore obligatoire. Ainsi un propriétaire ne peut, sans déclaration préalable, couper un chêne de la circonférence prévue par l'art. 2 de ce décret. C. C. 12 déc. 1823, t. 2 de 1824, 557; 27 vend. an 13, t. 5, 32.

2. Il en est de même du fermier à qui la faculté de couper du bois pour son exploitation a été concédée par le propriétaire. C. C. 17 mai 1816, t. 18, 428.

3. Pour fixer le montant des amendes que la loi détermine d'après la grosseur des arbres coupés en contravention, on doit compter les fractions de mètres. C. C. 2 fév. 1816, t. 18, 113.

4. Celui qui a le droit de couper des arbres dans une forêt peut en user sans être tenu de demander aucune délivrance. C. C. 28 juil. 1820, t. 22, 679.

5. Jugé, au contraire, que les simples usagers ne peuvent prendre des bois dans les forêts soumises à leur usage, sans en avoir demandé et obtenu la délivrance. C. C. 3 oct. 1808, t. 9, 559; 13 oct. 1820, 24 août 1820, t. 22, 680; 9 mai 1822, t. 24, 418.

6. Et ceux qui se le permettent peuvent être poursuivis correctionnellement par le propriétaire de la forêt. C. C. 9 mai 1822, t. 24, 418.



§ 2. — *Bois communaux.*

7. Les habitants d'une commune ne peuvent couper du bois dans les forêts appartenant à ces communes, avec la seule autorisation du maire. C. C. 27 oct. 1815, t. 17, 634. V. *Communes*.

§ 3. — *Bois de l'état. — Bois domaniaux.*

V. n. 16 et 56.

§ 4. — *Vente et adjudication des bois des particuliers ou de l'état.*

8. La vente d'une superficie de bois de haute futaie pour être mise en exploitation est purement mobilière. C. C. 21 juin 1820, t. 22, 535; 25 fév. 1812, t. 13, 170; 24 mai 1815, t. 17, 375.

9. Par conséquent, dans le concours de deux acheteurs successifs, la préférence est due à celui qui a été mis en possession le premier, quoiqu'il soit postérieur en titre. C. C. 21 juin 1820, t. 22, 535.

10. Par la même raison, l'action en supplément du prix pour surmesure est valable, quoique formée plus d'un an après la vente. C. C. 25 fév. 1812, t. 13, 170; 3 nov. 1812, t. 13, 911.

11. Par la même raison encore, la demande dirigée contre le vendeur, à fin d'autorisation d'abattre les bois vendus, constitue une action mobilière, qui doit être portée devant le juge du domicile de celui-ci. C. C. 5 oct. 1813, t. 15, 510.

12. La vente de la superficie d'un bois faite le même jour que celle du fonds, mais par un acte séparé, peut être considérée comme purement mobilière; surtout si la propriété de ces deux choses résidait dans des mains différentes; elle n'est soumise qu'aux droits des ventes d'objets mobiliers. C. C. 21 mars 1820, t. 22, 284; 8 sept. 1813, t. 15, 505.

13. Un propriétaire ne peut vendre la superficie de ses bois avant qu'ils aient atteint l'âge fixé pour la coupe, au préjudice de ses créanciers inscrits sur le fonds. Dijon, 30 janv. 1819, t. 21, 70.

14. Le propriétaire qui vend à un marchand la coupe d'un bois conserve son privilège sur les bois coupés, quoiqu'ils aient été transportés sur un port pour y être vendus, et que le vendeur ait fait faillite. Dijon, 6 fév. 1819, t. 21, 74.

15. Lorsque la vente d'une coupe de bois a été consommée, soit par le paiement du prix tant en argent qu'en billets, soit par la délivrance et le commencement d'exploitation de la coupe vendue, soit enfin par le débit d'une partie des bois, le vendeur ne peut pas demander la résolution de la vente, et revendiquer les bois vendus, dans la faillite de l'acheteur. C. C. 10 janv. 1821, t. 1 de 1823, 129.

16. Lorsque l'adjudicataire d'une coupe de bois domaniaux se désiste ou se déchoir, le pénultième enchère n'est subrogé au bénéfice de l'adjudication que par la signification du dément de l'adjudicataire, ou par la confiscation de sa déchéance. C. C. 1817, t. 19, 787.

16 bis. Le copropriétaire d'un bois divisé avec l'état n'a pas droit à la moitié du décime par franc payé par l'adjudicataire des coupes. C. C. 16 mars 1825, 378.

§ 5. — *Coupe de bois. — Récolement. — Responsabilité.*

17. Les officiers forestiers en service, et particulièrement les sous-officiers, ont qualité pour poursuivre les délits et malversations commis dans les coupes. C. C. 22 nov. 1811, t. 13, 170.

18. L'action du vendeur contre l'adjudicataire d'une superficie de bois pour réparation de malversations précommises dans l'exploitation et l'exécution des termes du contrat, n'est pas de la compétence des tribunaux correctionnels. C. C. 2 mes. an 13, t. 6, 275.

19. La confiscation des arbres qui restent sur pied, après le temps de la coupe, ou gisant après le terme de la vente, contrairement aux clauses de l'adjudication, appartient à l'état, et non aux particuliers. C. C. 10 janv. 1811, t. 13, 21.

20. Cette confiscation ne peut être prononcée que par un tribunal correctionnel. C. C. 10 janv. 1811, t. 12, 21.

21. Les réparations pécuniaires dues pour déficit dans les arbres réservés peuvent être poursuivies correctionnellement contre la caution de l'adjudicataire, même après le décès de celui-ci. C. C. 5 avril 1811, t. 12, 31.

22. Un propriétaire ou adjudicataire qui, par l'abatis de son bois, a endommagé des arbres réservés ou voisins, sans intention de nuire, et malgré les précautions convenables qu'il a prises, n'est passible que d'une action purement civile en indemnité du dommage qu'il a pu causer, et non d'une poursuite correctionnelle. C. C. 12 avril 1822, t. 2 de 1823, 129.

23. L'administration forestière n'est pas soumise à un délai fatal pour procéder au récolement. C. C. 1809, t. 10, 524; 23 août 1808, 560.

24. L'adjudicataire ne peut pas être mis à prouver par témoins qu'il a fait le récolement en demeure de procéder au récolement. C. C. 6 juil. 1809, 524.

ordonnance de 1669, touchant le  
ent des bois vendus, est applica-  
bois des particuliers comme aux  
état. C. C. 25 fév. 1812, t. 13,

n procès verbal de récolement  
toire avec l'adjudicataire fait  
usqu'à inscription de faux : ainsi  
ataire d'une coupe de bois ne  
mander une nouvelle vérification  
rt, s'il n'a pas réclamé sur-le-  
C. C. 14 déc. 1810, t. 11, 999.

de défaut de concours des adjudica-  
s coupes au récolement ne rend  
le procès verbal qui constate cet-  
tion. C. C. 25 août 1808, t. 9,

mais les adjudicataires peuvent  
re le récolement et même le sou-  
l'épreuve d'une nouvelle véri-  
C. C. 25 août 1808, t. 9, 561.

es procès verbaux de récolement  
nation, auxquels il a été procédé  
nce des adjudicataires, ont con-  
ci le même effet que s'ils avaient  
as ou appelés. C. C. 26 fév. 1807,

es procès verbaux de récolement  
es de bois ne sont pas nuls faute  
té enregistrés dans le délai fixé  
20 de la loi du 22 frim. an 7.  
pt. 1809, t. 10, 693.

immixtion du propriétaire d'un  
près la coupe faite par l'adjudi-  
et avant le récolement, suffit pour  
cet adjudicataire de la respon-  
C. C. 28 août 1824, t. 3 de 1824,

adjudicataire est responsable des  
quoique le terme fixé pour la vi-  
sa coupe soit expiré, tant qu'il  
obtenu sa décharge définitive. C.  
1809, t. 10, 524.

réputé l'auteur des délits. C. C.  
1807, t. 8, 271.

*Délits forestiers. — Qui peut les  
aler, — Les poursuivre, — Les  
— Procès verbaux. — Affirma-  
— Peines.*

L'introduction de bestiaux dans  
la communal constitue un délit,  
si n'y ait pas eu de défense à cet  
par cela seul que les bois n'ont  
déclarés défensables. C. C. 3 déc.  
21, 700.

a. La prohibition portée contre  
dans de paroisses usagères et con-  
personnes ayant droit de pa-  
les forêts, et la défense d'in-  
des bêtes à laine dans les bois,  
gérales, absolues et ne font au-  
ception. C. C. 25 juin 1824, t. 1  
5, 586.

34. La disposition de la loi du 16 oc-  
tobre 1791 relative aux dégâts faits dans  
les bois taillis des particuliers et des com-  
munes n'est pas applicable à un délit  
de dépaissance commis dans un bois où la  
commune n'a aucun droit d'usage. C. C.  
25 juin 1824, t. 1 de 1825, 585.

34 bis. Les gardes forestiers qui vendent  
du bois sont en délit. C. C. 9 fév. 1811,  
t. 12, 102.

35. Les acheteurs doivent être consi-  
dérés comme complices, et punis des  
mêmes peines. C. C. 9 fév. 1812, t. 13,  
102.

36. Pour que le délit d'ébranchage soit  
punissable, il n'est pas nécessaire que le  
procès verbal du garde forestier constate  
la dimension des branches qui ont été  
coupées. C. C. 27 oct. 1815, t. 17, 634.

37. L'enlèvement des feuilles mortes  
dans les forêts est un délit. C. C. 16  
avril 1806, t. 7, 227.

38. Les rapports faits par des gardes  
forestiers qui ne savent pas écrire doi-  
vent, à peine de nullité, être rédigés et  
écrits par les greffiers des justices de paix.  
C. C. 2 déc. 1819, t. 21, 692.

39. Il suffit, pour la validité des procès  
verbaux des gardes forestiers, qu'ils soient  
dressés dans les vingt-quatre heures de  
la reconnaissance du délit. C. C. 16 frim.  
an 14, t. 6, 554.

40. Il n'est pas nécessaire que les gar-  
des forestiers déclarent dans leurs pro-  
cès verbaux qu'ils ont vu commettre le  
délit. C. C. 20 juil. 1816, t. 18, 90.

41. Les gardes forestiers ne sont point  
obligés de désigner par leurs noms les dé-  
linquans, dans leurs procès verbaux. C.  
C. 26 janv. 1816, t. 18, 90.

42. Un procès verbal de visite domici-  
liaire n'est pas nul, faute par les gardes  
de s'être fait accompagner d'un officier  
municipal, si le prévenu ne s'est pas op-  
posé à cette introduction illégale. C. C.  
3 nov. 1809, t. 10, 761; 1 fév. 1822, t.  
24, 117.

43. On ne peut annuler un procès ver-  
bal, par cela seul qu'il ne contient pas  
en marge le numéro de la transcription  
que les gardes ont dû en faire dans leur  
registre d'ordre. C. C. 26 fruct. an 11,  
t. 3, 672.

44. Le délai de vingt-quatre heures  
pour l'affirmation des procès verbaux des  
gardes forestiers ne court que de l'heure de  
la clôture et de la signature du procès  
verbal, et non du moment de la recon-  
naissance du délit. C. C. 7 mars 1823,  
t. 1 de 1824, 127; 10 janv. 1810, t. 11,  
35.

45. Les membres du conseil municipal  
ne peuvent, en cas d'absence du maire et  
de son adjoint, recevoir l'affirmation

des procès verbaux des gardes forestiers. C. C. 18 nov. 1808, t. 9, 645.

46. Cette affirmation doit, à peine de nullité, être faite devant le maire de la commune où le délit a été commis. C. C. 18 nov. 1808, t. 9, 645.

47. Le procès verbal d'un garde forestier est valable, malgré le manque du millésime dans la date de l'acte d'affirmation, si d'ailleurs il est prouvé par la date du procès verbal même, et par celle de son enregistrement, que l'affirmation a eu lieu dans les vingt-quatre heures. C. C. 30 nov. 1811, t. 12, 933.

48. Il n'est pas indispensable, dans l'acte d'affirmation d'un procès verbal de garde forestier, de faire mention du lieu où il a été reçu. C. C. 11 janv. 1817, t. 19, 43.

49. On peut suppléer au défaut d'affirmation du procès verbal de délit forestier, en faisant entendre à l'audience les personnes qui ont été témoins de ce délit. C. C. 19 oct. 1809, t. 10, 747.

50. On peut faire entendre ces témoins en cause d'appel, lorsqu'on n'a pas requis leur audition en première instance. C. C. 19 oct. 1809, t. 10, 747.

51. En matière de délits forestiers, punissables d'une amende de plus de 100 francs, le ministère public peut suppléer, par la preuve testimoniale, à l'insuffisance de celle résultante d'un procès verbal irrégulier par l'inaccomplissement d'une formalité à laquelle il devait être soumis. C. C. 8 juin 1809, t. 10, 464.

52. Les procès verbaux des gardes forestiers font foi dans tous les cas où l'amende et l'indemnité n'excèdent pas 100 francs, indépendamment de la valeur de l'armesaisie. C. C. 26 janv. 1816, t. 18, 94.

53. Lorsque l'amende et l'indemnité excèdent la somme de 100 fr., le procès verbal dressé par un garde doit être soutenu d'un autre témoignage.

54. Ainsi, le prévenu doit être renvoyé de l'action si le procès verbal, quoique signé par deux gardes, n'a été affirmé que par l'un d'eux, et si l'autre ne vient pas en justice déposer de la vérité des faits. C. C. 6 fév. 1806, t. 7, 88.

55. Il n'en est pas de même lorsque le procès verbal est rédigé par deux ou plusieurs gardes. C. C. 26 fruct. an 11, t. 3, 672; 16 frim. an 12, t. 4, 131.

56. Les tribunaux ne peuvent refuser à un procès verbal de garde forestier la force de preuve que la loi lui accorde, jusqu'à inscription de faux, sous prétexte de quelques invraisemblances dans les faits qu'il certifie. C. C. 1 fév. 1822, t. 24, 117. — V. *Procès verbal*, n. 2.

57. Les réparations et amendes encourues pour un délit forestier commis dans des bois appartenant à l'état peuvent être

poursuivies par l'administration, après la vente de ces bois. fruct. an 2, t. 1, 80. — V. n. 1.

Contre qui elles peuvent être poursuivies. — V. n. 21.

58. Les tribunaux de police criminelle sont seuls compétens pour les délits forestiers, quelque que paraisse devoir être la peine à prononcer. C. C. 16 frim. an 11, t. 5, 552.

58 bis. Les tribunaux correctionnels saisis de la connaissance d'un délit ne sont pas compétens pour la question de propriété qui s'élève pendant la poursuite. C. C. 12, t. 4, 45.

59. La loi n'exige pas, à peine de nullité, que la signification du procès verbal au prévenu contienne copie d'affirmation de ce procès verbal. 8 oct. 1819, t. 21, 625.

60. L'art. 183 du cod. d'instruction qui dispose que la citation en justice fait et tiendra lieu de plainte, ne pense pas de donner aux procès verbaux des délits forestiers copie des procès verbaux. C. C. 27 nov. 1818, t. 20, 762.

61. Dans toutes poursuites aux délits prévus par l'ordonnance sur les eaux et forêts, les gardes forestiers ont le droit de faire toutes les significations qu'exigent ces poursuites, soit que l'administration les dirige, ou qu'elles soient faites à la requête du ministère public. C. C. 26 juil. 1822, t. 24, 612.

62. On peut faire entendre des témoins qui n'ont été ni entendus ni proposés devant le tribunal correctionnel. C. C. 9 mai 1807, t. 8, 330.

63. Toute condamnation à une peine pour délits forestiers, de quelque nature qu'ils soient, doit être accompagnée d'une condamnation à restituer le bois, et à réparer le dommage par le délinquant. C. C. 22, t. 4, 656.

64. L'art. 8 du titre 32 de l'ordonnance de 1669, qui veut que les coupables soient condamnés à une peine égale à l'amende, s'applique également au cas de vols de bois, pour les délits forestiers prévus par l'ordonnance. C. C. 7 avril 1809, t. 18, 131.

65. En matière de délits forestiers, il doit y avoir autant d'amendes qu'il y a de délinquans condamnés. 8 oct. 1822, t. 24, 666.

66. Les juges ne peuvent, par des considérations particulières, réduire les amendes prononcées par la loi pour des contrevenans. C. C. 5 mai 1811, t. 18, 301.

67. Il n'est pas permis de cumuler

la pécuniaire avec la confiscation; au contraire, la restitution tient lieu de la confiscation. C. C. 15 frim. an 14, t.

disposition de la loi du 29 sept. soumet à la prescription de les actions en réparation de délits dont les auteurs sont connus. Cette disposition a été abrogée par les art. 9 et 10 du 3 brum. an 4, qui ne désignent que par trois ans toute prescription publique ou privée à raison d'un délit. C. C. 14 germ. an 13, t. 6, 64.

prescription de trois mois ou six mois pour les réparations des délits forestiers à compter de la date que du jour du procès verbal ou du jour du délit. C. C. 19 frim. an 13, t. 20, 236; 2 janv. 1806, t.

la prescription doit être suppléée par le juge. C. C. 27 fév. 1807, t.

délits commis dans les bois des communes se prescrivent comme les délits forestiers, non par trois ans mais par un mois seulement. C. C. 1808, t. 9, 347.

la prescription établie par la loi du 29 sept. 1791 s'applique à toute prescription de délits ou malversations commis dans les forêts nationales. C. C. 1807, t. 8, 271.

le défaut d'obtention du congé de chasse n'empêche pas la prescription de profit de l'adjudicataire d'une forêt pour des délits reconnus par les procès verbaux. C. C. 17 avril 1807, t. 271.

**BUREAU de collocation.** Les bordures de collocation n'étant que des procès verbaux d'ordre, il n'est pas nécessaire, pour être exécutoires, qu'ils soient signés du président du tribunal; la signature du greffier suffit. Brum. an 18, t. 11, 687.

**AGE (Action en).** 1. La délimitation faite par des haies vives, des bornes, n'autorise pas un voisin à faire un bornage. C. C. 30 déc. 1818, t. 11, 687.

le propriétaire qui demande le bornage ne peut pas exiger que les propriétés soient préalablement arpentées; il n'articule d'ailleurs aucune mesure, et qu'on lui oppose une prescription trentenaire: le bornage alors a lieu dans les limites de la possession des propriétaires. Ordonnance du 18 août 1816, t. 18, 715.

**BOULEVARD. V. Voie publique.**

des tapages nocturnes. Le tribunal, en prononçant la peine d'emprisonnement

des individus déclarés auteurs de bruit et tapages nocturnes, ne peut se dispenser de les condamner à l'amende portée en l'art. 579 du cod. pén. C. C. 29 déc. 1815, t. 17, 789.

**BREF du pape.** Un bref du pape, non approuvé du gouvernement, ne fait pas loi dans les tribunaux français. C. C. 16 oct. 1809, t. 10, 724.

**BREVET d'invention. — BREVET de perfectionnement.**

*Pour quels changemens on peut prendre un brevet de perfectionnement. — Prorogation du privilège que donne le brevet. — Déchéance du bénéfice du brevet. — Saisies des objets contrefaits. — Exceptions que peut opposer celui qui est accusé de contrefaçon. — Experts chargés de vérifier la contrefaçon. — Quelle autorité est compétente pour statuer sur la contrefaçon. — Cession d'un brevet.*

1. Un simple changement dans la forme d'un objet précédemment inventé ne doit pas être réputé un perfectionnement industriel, dans le sens de la loi du 25 mai 1791, sur les brevets d'invention. C. C. 2 mai 1822, t. 1 de 1823, 337.

2. Il en est de même des changemens de forme ou de proportions faits à l'invention qui a pour objet de donner, à l'aide de procédés mécaniques, aux nankins français le pli, la forme, l'odeur et l'apprêt du nankin des Indes. C. C. 31 déc. 1822, t. 1 de 1823, 339.

2 bis. L'application d'un procédé déjà connu à une invention nouvelle ne confère pas un privilège exclusif sur ce procédé, qui empêche que d'autres personnes ne puissent l'appliquer à des objets de leur invention. C. C. 11 janv. 1825, t. 2 de 1825, 282.

3. Le jugement qui décide que le procédé commun au breveté et au contrefacteur, n'étant pas nouveau, ne peut, par conséquent, constituer une découverte nouvelle, ne contrevient pas à l'autorité de la chose jugée par un précédent arrêt qui décide que l'application d'un procédé déjà connu peut constituer une nouvelle découverte, s'il est adapté à un nouvel usage. C. C. 11 janv. 1825, t. 2 de 1825, 282.

3 bis. Le droit de proroger la durée du privilège résultant d'un brevet d'invention rentre dans les attributions du gouvernement, et non dans celles de l'autorité législative. C. C. 5 mars 1822, t. 24, 254.

4. Le porteur d'un brevet d'invention n'est pas déchu de son privilège parce qu'il aurait souffert pendant plusieurs années que d'autres personnes se servissent de son procédé. C. C. 28 niv. an 11, t. 3, 195.

5. Dans la saisie d'un objet fait en contravention des droits conférés par un brevet d'invention, on doit comprendre l'ouvrage entier auquel cet objet se trouve adhérent et incorporé. C. C. 2 mai 1822, t. 1 de 1823, 337.

6. Lorsqu'il s'agit de productions manufacturières dont l'apprêt est contrefait, on doit saisir et les marchandises apprêtées, et les instrumens qui ont servi à l'apprêt. C. C. 31 déc. 1822, t. 1 de 1823, 339.

7. En matière de contrefaçon de cette espèce, les tribunaux civils peuvent, en réparation du dommage, ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugemens. C. C. 31 déc. 1822, t. 1 de 1823, 339.

8. Celui qui est poursuivi pour avoir entrepris sur le privilège d'un breveté peut repousser l'action en prouvant que le procédé était connu et pratiqué avant l'obtention du brevet, il n'est pas obligé d'établir que la méthode lui était personnellement connue dès cette époque, ou qu'elle était dès lors consignée dans des ouvrages imprimés. C. C. 19 mars 1821, t. 23, 222.

9. Il peut également exciper de ce qu'il était, avant ce brevet, en possession d'employer les procédés qui en sont l'objet, et le prouver par témoins ou par vérifications d'experts. C. C. 20 déc. 1808, t. 9, 730; 30 avril 1810, t. 11, 423; 29 mes. an 11, t. 3, 593.

10. Les experts nommés pour examiner s'il y a contrefaçon ne sont pas assujettis à se faire représenter le brevet, pour en faire la base de leur vérification. C. C. 5 mars 1822, t. 24, 251.

11. Entre deux prétendans à l'exploitation d'une branche d'industrie, l'un en vertu d'un brevet d'invention et l'autre en vertu d'un bail de l'administration départementale, le tribunal civil n'a pas pu prononcer contre le mode d'instruction prescrit, dans la cause, par le gouvernement, en conformité de la loi du 25 mai 1791. C. C. 22 frim. an 10, t. 2, 192.

12. La cession d'un brevet d'invention faite par acte sous seing privé non enregistré est valable entre les parties contractantes et leurs héritiers, surtout s'il y a eu commencement d'exécution, quoique, pour valoir à l'égard des tiers, cette cession dût être faite par acte notarié et enregistrée au secrétariat des départemens respectifs des contractans. C. C. 20 nov. 1822, t. 24, 673.

13. C'est aux tribunaux qu'il appartient de décider si le brevet contrefait réellement sur une invention ou sur un perfectionnement nouveau. C. C. 1825, t. 2 de 1825, 283.

C.

CADUCITÉ. V. Legs.

CAFÉ. V. Règlement de police.

CAHIER des charges. V. Société.

CAISSE d'amortissement. V. Rente.

CALOMNIE.

*Caractère que doit avoir pour constituer le délit de calomnie. — Peut-il être commis d'office? — Devant quel tribunal la plainte doit être portée? — Sursis à la poursuite du délit. — Quand doit-il être donné? — Le tribunal peut-il provoquer l'action du ministère public sur le fait imputé de calomnie? — La dénonciation présumée calomnieuse?*

1. Un acte d'accusation rédigé en termes peu mesurés, et qui contient des sorties contre des tiers, quoiqu'il n'offre pas des caractères de malice et de dessein de nuire suffisants pour motiver une plainte en calomnie, ne peut être l'œuvre d'un magistrat rédacteur de l'acte d'accusation. C. C. 24 déc. 1822, t. 24, 681.

2. Les imputations calomnieuses faites dans une pétition adressée au ministre de l'intérieur contre le préfet d'une commune ne constituent point le délit de calomnie, s'il n'est à ce fait aucune des circonstances de gravité et de publicité dont la loi exige l'existence de la calomnie. 25 oct. 1816, t. 18, 750.

3. Une imputation calomnieuse faite dans un lieu public, quoiqu'elle n'ait été entendue que par un petit nombre de spectateurs, suffit pour caractériser le délit de calomnie. C. C. 2 t. 13, 626.

4. Le ministère public peut provoquer d'office le délit de calomnie. C. C. 1813, t. 14, 4.

5. Celui qui est poursuivi devant le tribunal civil en restitution, et qui se défend en alléguant qu'on l'accuse de retenir par de plano sa plainte en calomnie, ne peut être poursuivi devant le tribunal correctionnel. C. C. 1816, t. 18, 746.



délit commis par la publication d'un ouvrage imprimé se consomme dans le moment où l'ouvrage a été vendu et dissimulé pour la première fois par l'auteur, conséquemment, c'est au juge de ce ressort qu'appartient exclusivement la connaissance de l'action en calomnie.

Les jugements et distributions postérieures ne peuvent être écrits dans d'autres lieux ne créent pas le délit de calomnie et ne créent pas une nouvelle compétence en faveur du juge local, si elles n'ont été opérées par le fait personnel de l'auteur. C. C. 18 sept. 1818, t. 1, 78.

Les sursis dont il est parlé à l'art. 206 du cod. pén., pour le cas où le prévenu offre la preuve des faits imputés, n'est applicable qu'aux faits par imputation de faits précis, punis par la loi de crime, de délit ou de contravention, et punis par elle; elle est sans application aux infractions par imputation de vices déterminés qui ne peuvent être la matière ni d'infractions légales, ni d'un jugement. C. C. 18 janv. 1811, t. 12, 514.

Le tribunal saisi d'une plainte en calomnie ne peut provoquer l'action du ministère public sur le fait imputé à celui qui prétend calomnier. C. C. 24 juin 1821, t. 21, 429.

#### PAGNE. V. Testament.

LAUX. 1. La loi du 5 déc. 1814, qui donne la restitution des actions des anciens propriétaires, ne distingue pas entre celles qui appartenaient au domaine de l'état et celles qui faisaient partie du domaine de la couronne. C. C. 18 janv. 1824, t. 3 de 1824, 203.

Les tribunaux sont compétents pour statuer sur une demande en restitution des fruits produits par des actions sur lesquelles se disputent le donataire et l'ancien propriétaire, qui en ont été privé par ordonnance du tribunal intermédiaire, en vertu de la restitution qui lui en avait été faite par le gouvernement. C. C. 23 mars 1824, t. 3 de 1824, 140.

#### NONNIER. V. Militaire.

ANTONNEMENT. Le cantonnement ne peut être demandé par les usagers comme propriétaires. C. C. 24 nov. 1818, t. 1, 765. V. Communaux, n. 22.

#### CAPACITÉ de recevoir.

Toutes les personnes sont capables de recevoir. — Des domestiques. — Des médecins. — Des pharmaciens. — L'incapacité de ceux-

ci s'étend-elle à leurs alliés? — Des prêtres. — Des concubins. — Des étrangers. — Des tuteurs et cotuteurs. — Des hospices et établissements publics.

1. Sous la loi du 17 niv. an 2, le domestique ne pouvait pas plus que les autres personnes recevoir des dispositions à titre universel. C. C. 26 therm. an 2, t. 1, 78.

2. Un domestique n'est pas incapable de recevoir. C. C. 18 oct. 1809, t. 10, 735.

3. Le médecin qui a traité sa femme pendant sa dernière maladie n'est pas compris dans l'exclusion prononcée par l'art. 909 du cod. civ. C. C. 30 août 1808, t. 9, 526; Paris, 16 avril 1806, t. 7, 235.

4. Le médecin qui a épousé sa malade pendant le cours de sa dernière maladie est apte à recevoir ses libéralités, quoiqu'il ait continué de la traiter jusqu'à la fin de sa vie. C. C. 11 janv. 1820, t. 22, 19; 30 août 1808, t. 9, 526.

5. Il en était de même sous les lois romaines et sous les anciennes ordonnances: aussi les héritiers de la donataire n'avaient, pour faire révoquer la libéralité, qu'une action rescisoire, et non une action en nullité. C. C. 21 août 1822, t. 21 de 1823, 353.

6. Suivant la cour de Paris, au contraire, le mariage du médecin avec sa malade ne couvre pas son incapacité de recevoir. 24 fév. 1817, t. 19, 168.

7. Dans tous les cas, les libéralités seraient nulles s'il était prouvé qu'elles fussent plutôt le résultat de manœuvres frauduleuses que de l'affection conjugale. C. C. 11 janv. 1820, t. 22, 19.

8. Celui qui, sans titre légal, exerce la médecine, est associé à l'incapacité de recevoir que prononce l'art. 909 du cod. civ. contre les médecins et les chirurgiens. Paris, 9 mai 1820, t. 22, 440.

9. Si la disposition universelle faite au profit d'un médecin est motivée sur des services reconnus, elle peut, comme disposition rémunératoire, être maintenue en partie, eu égard aux facultés du disposant et à l'importance des services rendus. Paris, 9 mai 1820, t. 22, 440.

10. L'incapacité de recevoir ne s'étend pas au pharmacien qui a fourni des remèdes sans se mêler du traitement. Il en est autrement lorsqu'il y a eu des soins qui, par leur réunion, leur nombre et leur continuité, constituent un traitement. C. C. 12 oct. 1812, t. 13, 866.

11. L'exception prononcée par l'art. 909 du cod. civ. en faveur des parens ne

s'étend pas aux alliés. C. C. 12 oct. 1812, t. 13, 666.

12. Les dispositions à titre universel peuvent, de même, que les dispositions universelles, avoir lieu au profit des enfans du pharmacien, parent du défunt, qui lui a fourni des médicaments dans sa dernière maladie. C. C. 21 juil. 1806, t. 7, 426.

13. Un prêtre peut recevoir un legs du malade auprès duquel il a dit la messe durant la maladie dont celui-ci est décédé, lorsqu'il ne l'a point administré, et qu'il n'a pas été son confesseur. Paris, 3 juil. 1813, t. 15, 168.

14. L'incapacité de recevoir, dont sont frappés les ministres du culte, est simplement relative à ceux qui auraient dirigé la conscience du testateur dans sa dernière maladie. C. C. 18 mai 1807, t. 8, 341.

15. Le legs fait à un prêtre par la personne qu'il a assistée dans sa dernière maladie est nul, comme fait à un incapable. Montpellier, 19 mai 1813, t. 15, 576.

16. Ce legs ne peut pas être maintenu, comme rémunératoire, si rien ne prouve les services rendus. Montpellier, 19 mai 1813, t. 15, 576.

17. Les rapports prouvés de concubinage, même adultérin, n'impriment point aux concubins l'incapacité de recevoir. Pau, 20 mars 1822, t. 24, 299. Turin, 7 juin 1809, t. 10, 444. — Voir la même question résolue, t. 22, 596.

18. Même question sous la législation intermédiaire, t. 4, 421.

19. Il en était de même sous l'ancienne jurisprudence, surtout lorsque les libéralités n'étaient pas excessives. C. C. 1 fruct. an 13, t. 6, 397.

20. Cependant, par un autre arrêt, la cour de cassation a déclaré nulles des dispositions testamentaires faites pendant un mariage depuis annulé, comme faites entre concubins. C. C. 13 août 1816, t. 18, 650.

21. Pour qu'un étranger soit apte à recevoir d'un Français, il faut que les lois de son pays lui permettent, comme citoyen et comme individu, de disposer en faveur d'un Français. C. C. 24 août 1808, t. 9, 515.

22. L'incapacité dont le tuteur est frappé de recevoir de son pupille s'étend au cotuteur. Limoges, 4 mars 1822, t. 24, 442; Metz, 18 janv. 1821, t. 23, 58.

23. Le second mari, devenu cotuteur de l'enfant de sa femme, ne peut rien recevoir de lui. Limoges, 4 mars 1822, t. 24, 244; Metz, 18 janv. 1821, t. 23, 58.

24. Les pauvres et les établissemens publics ne sont pas incapables de recevoir. Bruxelles, 28 mars 1810, t. 11, 303; C. C. 13 fruct. an 11, t. 3, 661.

CAPITAINE. Les capitaines, maîtres ou

patrons de bâtimens au-dessous de tonneaux, sont dispensés de savoir écrire. Rennes, 17 juin 1811, t. 11, 100.

CAPTATION. V. Legs, et Don. CAS fortuit. V. Bail, n. 38, 3.

CASSATION.

1. Jurisprudence ancienne et transitoire.

1. On ne pouvait se pourvoir en cassation contre un jugement en dernier ressort, rendu par des arbitres volontaires, quoique le compromis conservait de cette faculté. C. C. 16 mai 1813, t. 6, 237.

2. Le délai pour le pourvoi n'est pas suspendu par l'appel du jugement, quoique le compromis était qualifié, quoique à tort, en dernier ressort. C. C. 2 therm. an 12, t. 4, 434.

2 bis. L'exécution d'un jugement locutoire ne faisait point obstacle au pourvoi en cassation contre le jugement définitif. C. C. 1 frim. an 12, t. 4, 434.

II. Jurisprudence actuelle.

SECT. 1<sup>re</sup>. Jugemens et arrêts contre lesquels on peut ou ne peut pas se pourvoir en cassation.

§ 1. Décisions diverses. — On ne peut se pourvoir en cassation contre un jugement successif contre plusieurs dispositions du même arrêt. Arrêt en matière de dépenses. Arrêt rendu dans un pays qui n'était pas avant sa réunion à la France ne connaissait pas le recours en cassation. — Arrêt qui ne peut pas être attaqué par un pourvoi.

§ 2. Jugemens arbitraux. — On ne peut se pourvoir en cassation contre un jugement arbitral. La nullité du compromis n'ouvre point une ouverture à cassation.

§ 3. Jugement par défaut? — On ne peut se pourvoir en cassation contre un jugement par défaut. Peut-on se pourvoir en cassation avant ou après le délai de l'opposition?

§ 4. Jugemens préparatoires, interlocutoires ou définitifs. Quand peut-on se pourvoir en cassation contre un jugement préparatoire? — Contre un jugement interlocutoire? — Jugement définitif en dernier ressort.

§ 5. Jugemens faussement qualifiés en premier ou dernier

*Art. — La qualification est sans influence sur le pourvoi.*

*Jugemens des tribunaux de paix. — Pour quelles causes on peut se pourvoir.*

§ 1. — *Décisions diverses.*

Lorsqu'un jugement ou arrêt contient plusieurs dispositions, on peut attaquer successivement chacune de ces dispositions, pourvu que le pourvoi soit fait en temps utile. C. C. 22 brum. an 5, 81.

On peut se pourvoir en cassation contre un arrêt rendu en matière de taxe d'expens. C. C. 12 mai 1812, t. 13,

Un jugement rendu dans un pays qui ne connaissait pas la voie du recours en cassation ne peut pas, en cas de réclamation ultérieure de ce pays à la France, être dénoncé à la cour suprême. C. C. 10 fruct. an 9, t. 2, 134.

On ne peut, sous prétexte de contradiction d'arrêts, se pourvoir contre un arrêt de la cour de cassation qui rejette un pourvoi. C. C. 12 germ. an 10, t. 2, 365.

§ 2. — *Jugemens arbitraux.*

On ne peut se pourvoir en cassation contre un jugement rendu en arbitrage volontaire qu'après avoir épuisé la voie d'appel. C. C. 21 mes. an 2, t. 2, 16 prair. an 13, t. 6, 237 ; 20 mars 1817, t. 19, 264.

Les nullités du compromis ne donnent point ouverture à cassation contre un jugement arbitral. C. C. 29 mes. an 5, t. 1, 211.

§ 3. — *Jugemens par défaut.*

On peut se pourvoir en cassation contre un jugement ou arrêt par défaut, quoiqu'on n'y ait pas fait opposition, mais seulement après que les délais de l'opposition sont expirés. C. C. 10 frim. an 13, t. 5, 137 ; 1 frim. an 12, t. 4, 91.

On ne peut se pourvoir en cassation contre un jugement ou arrêt par défaut, lorsque, sur l'opposition, l'exécution a été ordonnée par un autre jugement ou arrêt qui n'a point été attaqué en temps utile. C. C. 21 avril 1807, t. 8, 75.

Au contraire, on peut se pourvoir contre le jugement qui déboute de l'opposition, sans attaquer le jugement par défaut. C. C. 22 therm. an 9, t. 2, 103.

§ 4. — *Jugemens préparatoires, interlocutoires ou définitifs.*

On ne peut se pourvoir contre un jugement préparatoire avant le jugement définitif. C. C. 13 janv. 1818, t. 20, 11 ; 18 vent. an 13, t. 5, 516.

13. On peut, avant le jugement définitif, se pourvoir contre un jugement interlocutoire en dernier ressort, qui porterait à la partie un préjudice irréparable.

Tel est l'arrêt qui, sur une demande en mainlevée d'opposition à un mariage, ordonnerait la séquestration de la fille pendant un certain temps. C. C. 21 mars 1809, t. 10, 210.

14. On peut également se pourvoir contre un jugement interlocutoire qui, rejetant une fin de non recevoir, est définitif sous ce rapport. — Tel est celui qui ordonne une preuve, malgré les contestations élevées sur son admissibilité. C. C. 8 janv. 1817, t. 19, 26.

15. Tel encore celui qui ordonne une vérification d'écriture dans un cas où la validité même de l'acte est contestée. C. C. 16 mai 1809, t. 11, 356.

16. Où une expertise, lorsqu'il y a contestation sur le fond du droit. C. C. 2 vend. an 13, t. 5, 4.

17. Tel encore celui qui déclare une créance réductible. C. C. 25 nov. 1817, t. 19, 936.

18. Hors de pareils cas, on ne peut se pourvoir contre un jugement interlocutoire avant le jugement définitif. C. C. 12 avril 1810, 4 et 11 avril 1810, t. 11, 356.

19. Tout jugement ou arrêt rendu en dernier ressort, qui fait définitivement droit, soit sur le fond, soit sur un incident, soit sur une demande provisoire, est susceptible de recours en cassation. C. C. 4 août 1819, t. 21, 545.

§ 5. — *Jugemens faussement qualifiés en premier ou dernier ressort.*

20. On peut se pourvoir de plano en cassation contre un jugement faussement prononcé en premier ressort. C. C. 2 niv. an 7, t. 1, 295.

21. Le pourvoi n'est pas admissible contre un jugement ou arrêt mal à propos qualifié en dernier ressort. C. C. 9 juil. 1812, t. 13, 678.

§ 6. — *Jugemens des tribunaux de paix.*

22. Les jugemens en dernier ressort des juges de paix ne sont susceptibles du pourvoi en cassation que pour incompetence ou excès de pouvoirs. C. C. 5 fév. 1810, t. 11, 112 ; 28 janv. 1824, t. 2 de 1824, 138.

23. Excepté à l'égard des pourvois formés par le ministère public dans l'intérêt de la loi. C. C. 21 avril 1813, t. 14, 441.

SECT. II. Qui peut se pourvoir en cassation. — A qui le pourvoi profite. — Contre qui le pourvoi peut être dirigé. — De celui

qui a fait admettre ses conclusions subsidiaires ou sa demande récursoire. — De la femme mariée avec ou sans autorisation. — Du mari. — D'un associé. — De l'héritier de la partie condamnée. — D'un créancier, lorsque le débiteur a acquiescé. — Qui peut dénoncer à la cour les excès de pouvoir commis par les juges. — Pourvoi au nom d'une personne décédée. — A qui profite le pourvoi. — Entre cohéritiers. — Entre codébiteurs solidaires. — Quand ne peut-on diriger le pourvoi contre la femme? — Quand ne peut-on le diriger contre le mari?

24. Une partie peut se pourvoir contre un jugement ou arrêt, quoiqu'il ait accueilli ses conclusions subsidiaires. C. C. 9 niv. an 3, t. 1, 87.

25. Ou sa demande récursoire. C. C. 25 janv. 1814, t. 16, 111.

26. Une femme mariée ne peut, sans y être autorisée par son mari ou par justice, se pourvoir en cassation, lors même qu'elle serait marchande et séparée de biens, et qu'elle aurait figuré sans autorisation dans le procès jugé. C. C. 21 germ. an 12, t. 4, 436.

27. Cependant le pourvoi d'une femme qui n'a été autorisée ni dans la procédure, ni dans son pourvoi, n'est pas nul : il y a seulement lieu à surseoir jusqu'à ce qu'elle ait obtenu l'autorisation nécessaire. C. C. 22 oct. 1807, t. 8, 623.

28. Quoique la femme soit principal intéressé, et ait procédé sur l'appel conjointement avec son mari, celui-ci peut cependant se pourvoir seul en cassation. C. C. 2 vent. an 12, t. 4, 303.

29. Un associé peut poursuivre en son nom seul la cassation d'un arrêt rendu par défaut contre la société dont il fait partie, et contradictoirement avec lui, comme membre de cette société. C. C. 30 vent. an 11, t. 3, 338.

30. Un arrêt ou jugement peut être déféré à la cour de cassation, par l'héritier de la partie condamnée, lors même que, dans leur intérêt personnel, quelques uns des créanciers de la succession auraient déjà exercé leur recours sans succès. C. C. 14 avril 1806, t. 7, 222.

31. Un créancier est-il recevable à se pourvoir en cassation contre un arrêt rendu au préjudice de son débiteur, mais auquel celui-ci a acquiescé? *Quid si,*

ce créancier ayant été mis en cause, l'arrêt a été déclaré commun avec lui? T. de 1824, 465.

32. Les parties ne peuvent directement dénoncer à la cour de cassation les actes par lesquels les juges ont excédé les pouvoirs : ce droit n'appartient qu'au gouvernement. C. C. 26 vend. an 12, t. 4, 23.

33. Le pourvoi ne peut être formé au nom d'une personne décédée. C. C. mai 1820, t. 22, 429.

34. Le recours en cassation ne profite qu'à celui qui l'a formé. — Ainsi, le jugement cassé sur le pourvoi d'une partie conserve son autorité contre les autres. C. C. 24 pluv. an 7, t. 1, 304.

35. En matière divisible, le pourvoi d'un cohéritier ne préserve pas les autres de la déchéance que fait encourir l'expiration des délais. C. C. 7 nov. 1821, t. 2, 663.

36. Lorsque l'action est solidaire, le demandeur peut n'appeler devant la cour de cassation qu'une partie des débiteurs. — Dans ce cas, comme dans celui d'une déchéance encourue par le demandeur, à l'égard de quelques uns des débiteurs, le pourvoi n'en est pas moins valable contre les autres parties. C. C. 29 germ. an 11, t. 3, 406.

37. On ne peut citer à la cour de cassation la femme dont le mari a seul comparu pour défendre devant le tribunal qui a rendu le jugement attaqué. C. C. 4 vent. an 11, t. 3, 290.

38. On est dispensé de citer le mari lorsque la femme a été autorisée, par *acte authentique*, à intenter toutes actions relatives à ses biens personnels, et à y défendre. C. C. 20 août 1820, t. 22, 702.

39. Il en serait autrement s'il n'y avait pas eu une autorisation spéciale, mais une simple assistance du mari pendant le procès. C. C. 14 juil. 1819, t. 21, 474; 21 mars 1812, t. 13, 299.

40. Ou si l'arrêt était antérieur au mariage, parce qu'alors la femme n'aurait pas eu besoin d'être autorisée. C. C. 7 oct. 1811, t. 12, 777.

SECT. III. Des ouvertures à cassation. — Violation ou omission des formes. — Violation de la loi du contrat. — Interprétation erronée d'un contrat. — Erreurs des juges sur le caractère et la nature d'un jugement. — Fausse application des lois. — Interprétation de la nature ou du caractère d'une créance. — Interprétation des caractères d'un

ne possession. — Infraction aux règles d'interprétation des contrats. — Interprétation des actes qui constituent une possession. — Violation de la chose jugée. — Contravention à une jurisprudence reçue, — A un usage. — Vice résultant de l'*ultra petita*. — Compensation erronée des dépens. — L'omission de prononcer sur la demande d'une partie n'est pas pour l'autre une ouverture à cassation. — Fausse application d'un loi étrangère. — Interprétation d'un jugement étranger. — Vice de forme dont on ne s'est pas plaint devant les premiers juges. — Nullité d'exploits. — Contrariété d'arrêts. — Omission de prononcer sur la demande d'une partie, ou sur la réquisition du ministère public. — Annulation par les tribunaux d'un jugement, dans l'intérêt de la loi. — Défaut d'autorisation de la femme. — Appréciation erronée de l'intérêt d'une partie. — Refus de confiance à un titre ancien ou à une copie de titre. — Moyen ou acte qu'on n'a pas fait valoir devant les premiers juges. — Défaut de motifs dans un jugement ou arrêt. — Motifs injurieux. — Défaut de conclusions du ministère public. — Refus des deux degrés de juridiction. — Excès dans le nombre des juges. — Irrégularité dans la prestation d'un serment supplétif.

41. On ne peut se faire un moyen de cassation de la violation ou de l'omission des formes, provenant du fait des juges de première instance, lorsqu'on n'en a pas excipé en cour d'appel. C. C. 2 therm. an 13, t. 6, 383.

42. Sous le code civil comme sous l'ancienne législation, la violation de la loi du contrat donne ouverture à cassation. C. C. 5 therm. an 13, t. 6, 329 ; 30 prair. an 13, t. 6, 331.

Dissertation sur ce sujet, t. 6, 322.

43. L'interprétation erronée du con-

trat est un moyen de cassation, lorsqu'elle échange l'essence et la nature. C. C. 22 juin 1812, t. 13, 567 ; 26 juil. 1823, t. 3 de 1823, 401. — V. *Testament et Inscription*.

44. L'erreur des juges sur le caractère et la nature d'un jugement constitue, non pas un simple mal-jugé, mais une ouverture à cassation. C. C. 28 août 1809, t. 10, 685.

45. L'application des lois sur le dol personnel à des circonstances qui n'en présentent pas le caractère donne lieu à cassation. C. C. 4 juin 1810, t. 11, 554.

46. Il n'y a pas lieu à cassation contre un jugement ou arrêt qui, interprétant une créance, la déclare insaisissable. C. C. 27 avril 1824, t. 3 de 1824, 52.

47. Un arrêt qui reconnaît dans un possesseur les caractères de la bonne foi n'est pas sujet à cassation. C. C. 23 mars 1824, t. 3 de 1824, 140.

48. Les dispositions du code civil relatives à l'interprétation des contrats sont plutôt des conseils donnés aux juges que des règles rigoureuses. L'infraction de ces règles ne peut donc être un moyen de cassation. C. C. 18 mars 1807, t. 8, 181.

49. Un arrêt qui déclare qu'un individu exerce la profession constante de *laboureur*, et qu'il est placé dans l'exception de l'art. 1326 du cod. civ., n'offre point matière à cassation. C. C. 25 fév. 1808, t. 9, 155. — V. *Témoin judiciaire*.

50. La violation ou fausse application de l'autorité de la chose jugée donne lieu à cassation. C. C. 15 sept. 1809, t. 10, 853 ; 18 déc. 1815, t. 17, 764.

51. Mais seulement lorsqu'elle a fait la matière d'une exception non accueillie. C. C. 12 avril 1817, t. 19, 349.

52. La contravention à une jurisprudence généralement reçue, mais qui d'ailleurs n'est fondée sur aucune loi, ne donne pas lieu à cassation. C. C. 1 fruct. an 9, t. 2, 120.

53. La contravention à un simple usage ne peut former un moyen de cassation. C. C. 25 vend. an 11, t. 3, 39 ; 14 août 1817, t. 19, 829.

54. Le vice résultant de ce qu'on a adjugé plus qu'il n'a été demandé n'est point une ouverture à cassation, mais seulement à requête civile. C. C. 3 frim. an 9, t. 1, 518.

55. L'erreur que commet un tribunal lorsqu'il compense les dépens en totalité dans une circonstance où il ne doit les compenser qu'en partie peut constituer un mal-jugé, mais non donner lieu à cassation. C. C. 18 mars 1808, t. 9, 300.

56. Lorsque les parties succombent respectivement sur quelques chefs de leurs



70  
prétentions, les dispositions de l'arrêt relatives aux dépens ne peuvent, quelles qu'elles soient, être un moyen de cassation. C. C. 12 août 1817, t. 19, 829.

57. Une partie ne peut se faire un moyen de cassation contre un arrêt de ce qu'il n'a pas statué sur une demande formée par son adversaire. C. C. 4 août 1806, t. 7, 454.

58. Il y a lieu à cassation contre un jugement qui, par une fausse application d'une loi étrangère, a violé les lois françaises. C. C. 1 fév. 1813, t. 14, 141.

59. Il n'y a pas lieu à cassation contre un arrêt qui décide qu'un jugement émané d'un tribunal étranger a prononcé une annulation de mariage, et non pas un divorce. C. C. 15 août 1816, t. 18, 650.

60. On ne peut pas alléguer, comme moyen de cassation contre un arrêt confirmatif, les vices de forme du jugement de première instance, lorsqu'on n'a pas réclamé contre ces vices devant la cour d'appel. C. C. 11 frim. an 9, 4 frim. an 9, t. 1, 525 et 526.

61. On ne peut se faire un moyen de cassation d'une nullité d'exploit qui n'a été proposée ni en première instance ni en appel. C. C. 12 fév. 1817, t. 19, 153.

62. La contrariété d'arrêts rendus par des cours différentes ne peut former un moyen de cassation que lorsqu'ils ont été prononcés entre les mêmes parties et sur les mêmes moyens. C. C. 15 nov. 1823, t. 3 de 1824, 515.

63. On doit se pourvoir en cassation, et non par requête civile, lorsqu'il y a contrariété entre deux jugemens rendus par le même tribunal, entre les mêmes parties, pour le même objet, et que cette contrariété n'est pas l'effet d'une erreur, mais de la volonté du juge. C. C. 24 avril 1813, t. 14, 441.

64. On ne peut douter que cette contrariété de jugemens ou d'arrêts ne soit l'effet de la volonté du juge, lorsque la partie a formellement opposé la chose jugée par le premier. C. C. 8 avril 1812, t. 13, 353.

65. L'omission de prononcer, soit sur une demande de la partie, ou sur une réquisition du ministère public, donne lieu à cassation, quoique les motifs du jugement indiquent l'intention de rejeter. C. C. 16 août 1811, t. 12, 676.

66. Les tribunaux ne peuvent, sans commettre un excès de pouvoir et exposer leurs décisions à la cassation, annuler un jugement dans l'intérêt de la loi. C. C. 16 août 1811, t. 12, 676.

67. Il y a ouverture à cassation en faveur d'une femme qui a plaidé sans autorisation en première instance et en appel, quoiqu'elle n'ait jamais fait valoir

cette nullité. C. C. 7 août 1815, t. 17, 535.

68. Il y a lieu à cassation lorsqu'un arrêt déclare une partie non recevable dans un moyen de requête civile, à défaut d'intérêt, quand au contraire l'intérêt est évident. C. C. 16 août 1808, t. 9, 484.

69. On ne peut se faire un moyen de cassation de ce que les juges n'ont pas accordé foi à un titre ancien ou à une copie de copie d'un titre ancien. C. C. 16 brum. an 12, t. 4, 48.

70. Un moyen qu'on n'a fait valoir ou un acte dont on n'a excipé ni en première instance, ni en appel, ne peuvent former une ouverture à cassation. C. C. 27 avril 1824, t. 3 de 1824, 52; 29 avril 1818, t. 20, 354; 18 avril 1820, t. 22, 369. — V. *Compétence*, n. 48.

71. Il n'en est cependant pas ainsi des moyens de droit. C. C. 26 déc. 1821, t. 23, 768.

72. Le défaut de motifs dans un jugement ou un arrêt est un moyen de cassation, et non de requête civile. C. C. 23 nov. 1818, t. 20, 751.

72 bis. Il y a lieu à cassation contre un arrêt qui énonce pour motif unique que l'acte d'appel n'a été signifié ni à personne, ni à domicile, lorsque la représentation de l'original de l'acte d'appel constate le contraire. C. C. 4 avril 1821, t. 23, 271.

73. Des motifs injurieux ou diffamatoires ne sont point une ouverture à cassation, lorsque le dispositif du jugement ou l'arrêt qui les contient n'est pas attaqué. C. C. 29 janv. 1824, t. 1 de 1824, 533.

74. L'énonciation d'un motif erroné ne forme point ouverture à cassation, si l'arrêt se soutient d'ailleurs par d'autres motifs conformes à la loi. C. C. 24 juil. 1821, t. 23, 520.

75. Il y a lieu à cassation contre un arrêt qui statue sur le bien ou mal jugé d'un jugement qu'on n'a pas attaqué, parce qu'il y a excès de pouvoir. C. C. 3 brum. an 10, t. 2, 166.

76. Le défaut de conclusions du ministère public, dans une affaire où il doit être entendu, ne présente qu'un moyen de requête civile, et non une ouverture à cassation. C. C. 8 avril 1811, t. 12, 325.

77. La contravention à la loi qui n'admet que deux degrés de juridiction forme ouverture à cassation, et non à requête civile. Ainsi on ne peut attaquer que par le pourvoi en cassation un arrêt qui, tout en admettant une action en responsabilité rejetée par le premier tribunal, renvoie devant lui pour statuer

sur les dommages et intérêts réclamés. C. C. 20 brum. an 14, t. 6, 509.

78. Il y a lieu à cassation contre un jugement auquel a concouru un juge suppléant, quoique le tribunal fût complet. C. C. 18 nov. 1811, t. 12, 876.

79. L'irrégularité dans la prestation d'un serment supplétif ne peut donner ouverture à cassation contre l'arrêt qui l'a déferé. C. C. 7 mai 1820, t. 22, 240.

SECT. IV. Fins de non recevoir.

— Renonciation au pourvoi. —

Déchéance. — Fins de non recevoir tirées de l'acquiescement à un jugement interlocutoire qui préjuge le fond. — D'une tierce opposition abandonnée. — De l'existence d'autres dispositions non attaquées. — L'appel interjeté simultanément au pourvoi ne constitue pas une renonciation. — La femme ne peut renoncer à son pourvoi. — A qui profite la déchéance. — Quand il y a déchéance.

80. Un pourvoi contre un jugement définitif est non recevable s'il est fondé sur un moyen puisé dans un jugement interlocutoire, qu'on n'a pas déferé à la cour suprême. C. C. 3 juil. 1820, t. 22, 609.

81. L'acquiescement, exprès ou tacite, donné à un jugement ou arrêt interlocutoire qui préjuge le fond, constitue une fin de non recevoir à l'égard du pourvoi contre le jugement ou arrêt définitif. C. C. 27 juin 1810, t. 11, 629; 11 janv. 1808, t. 9, 40.

82. Une tierce opposition formée contre un jugement, mais abandonnée ensuite, peut être opposée comme une fin de non recevoir au pourvoi, tant que le desistement n'est pas révoqué. C. C. 1 juil. 1823, t. 2 de 1824, 152.

83. On ne peut opposer comme fin de non recevoir au pourvoi contre un arrêt que d'autres décisions, rendues depuis en dernier ressort, et par suite de cet arrêt, n'ont pas été attaquées dans les trois mois de leur signification. C. C. 18 nov. 1812, t. 13, 965.

84. L'appel interjeté simultanément au pourvoi, dans le doute si le jugement est ou non en dernier ressort, ne constitue point une renonciation au pourvoi. C. C. 9 mars 1824, t. 2 de 1824, 225.

85. La femme ne peut pas, sans le consentement de son mari, ou l'autorisation de la justice, renoncer au pourvoi en cassation qu'elle avait intenté, conjointement avec son mari, contre un arrêt qui

la regardait personnellement. C. C. 15 juil. 1807, t. 8, 493.

86. La déchéance acquise au principal obligé profite à sa caution. C. C. 5 août 1807, t. 8, 535.

87. Il y a déchéance du pourvoi et de l'action contre une partie qui, ayant fait une signification vicieuse de l'arrêt d'admission, est dans l'impossibilité de la réitérer en temps utile, quoiqu'elle pût être encore dans les délais du recours par le défaut de signification du jugement ou de l'arrêt. C. C. 25 therm. an 12, t. 4, 659.

SECT. V. Délai du pourvoi. — Quel délai pour les colonies. — Ce qui fait courir le délai. — Délai du pourvoi contre les jugemens interlocutoires. — Déclaration d'arrêt. — Comment suppléer à l'observation des délais. — La cour peut d'office déclarer le pourvoi non recevable pour inobservation des délais.

88. Le délai accordé aux parties domiciliées dans les colonies, pour se pourvoir, est d'un an; il ne peut être prorogé. C. C. 12 vend. an 12, t. 4, 8.

89. La signification du jugement ou de l'arrêt faite à un domicile élu dans des actes de procédure, ne fait pas courir le délai du pourvoi. C. C. 3 fév. 1817, t. 19, 85; 2 flor. an 6, t. 1, 262.

90. La signification d'un arrêt faite à une partie résidente hors de France, au domicile par elle élu dans le cours de l'instance, ne fait pas courir le délai du pourvoi; il faut que la signification soit faite au domicile du procureur du roi. C. C. 3 août 1818, t. 20, 609.

91. La signification d'un jugement arbitral non homologué ne fait pas courir le délai du pourvoi. C. C. 23 mess. an 8, t. 1, 425.

92. Dans les cas où le pourvoi contre un jugement interlocutoire est admissible avant le jugement définitif, on doit le former dans les trois mois à compter de sa signification. C. C. 25 nov. 1817, t. 19, 936.

93. Lorsque le demandeur en cassation n'a dirigé son pourvoi que contre quelques unes des parties intéressées, il peut ensuite appeler les autres en déclaration d'arrêt commun, sans qu'on puisse lui opposer l'expiration des délais, si ces parties ne lui ont pas fait signifier l'arrêt attaqué. C. C. 14 mars 1821, t. 23, 210.

94. La cour de cassation peut, d'office, déclarer non recevable un pourvoi parce qu'il est formé après le délai. C. C. 6 avril 1819, t. 1 de 1823, 28.

**SECT. VI. Qui doit consigner l'amende. —** Quand y a-t-il lieu à en consigner plusieurs? — Quand les indigens doivent l'amende. — **Certificat d'indigence. —** Quand il doit être produit. — **Visa et approbation du certificat.**

95. Lorsque plusieurs personnes qui ont été parties dans le même arrêt, quoique avec des intérêts différens, en demandent la cassation, elles doivent chacune consigner une amende. C. C. 1 brum. an 13, t. 5, 36.

96. Lorsque des héritiers se pourvoient en cassation, il n'y a lieu qu'à la consignation d'une seule amende, quoiqu'ils soient de différente ligne. C. C. 2 vent. an 12, t. 4, 303; C. C. 6 nov. 1821, t. 23, 659.

97. La partie qui se pourvoit en même temps contre un arrêt interlocutoire et contre un arrêt définitif rendus dans la même cause et sur le même objet n'est point obligée de consigner deux amendes. C. C. 1 flor. an 10, t. 2, 409.

98. Il suffit de la consignation d'une seule amende lorsque divers individus, ayant des intérêts distincts, se pourvoient en nom collectif, et que la demande consacrée par l'arrêt attaqué a un seul et même objet, et ne présente qu'une seule et même question. C. C. 10 fév. 1813, t. 14, 186.

99. Ainsi, des entrepreneurs d'ouvrages différens, mais relatifs à une même construction, qui attaquent simultanément un jugement ou arrêt relatif au paiement réclamé de leurs travaux, ne doivent consigner qu'une seule amende. C. C. 14 juin 1820, t. 22, 521.

100. Deux tiers saisis qui se pourvoient contre un arrêt qui rejette par la même disposition et le même motif leur demande en péremption de l'instance en validité des deux saisies poursuivies cumulativement ne doivent consigner qu'une seule amende. C. C. 26 fév. 1823, t. 1 de 1824, 85.

101. Il y n'y a lieu qu'à la consignation d'une seule amende lorsqu'une seule personne se pourvoit, quoique l'arrêt déferé contienne des dispositions distinctes en faveur de plusieurs parties. C. C. 3 janv. 1814, t. 16, 1.

102. Il suffit d'une seule amende lorsque plusieurs parties ont un intérêt commun à demander la cassation, quoique elles doivent se fonder sur des moyens différens. C. C. 15 janv. 1821, t. 23, 41.

103. Quoique les indigens soient dispensés de la consignation, ils doivent ce-

pendant l'amende, en cas de rejet. C. C. 28 déc. 1812, t. 13, 1093.

104. Le certificat d'indigence qui doit suppléer la consignation de l'amende doit avoir une date récente. — S'il remonte à près de deux ans, il ne pourrait plus servir. C. C. 25 therm. an 12, t. 4, 66.

105. Le certificat d'indigence peut être produit jusqu'à l'arrêt d'admission, même après l'expiration du délai fixé pour le pourvoi. C. C. 1 fruct. an 9, t. 2, 119.

106. Le certificat doit être visé et approuvé par le préfet, lors même qu'il l'aurait été par le sous-préfet. C. C. 4 niv. an 13, t. 5, 211.

**SECT. VII. De la requête. —** Elle doit présenter les moyens de cassation. — Comment l'irrégularité de la requête peut être réparée. — Ce qu'il faut y joindre. — Énonciations qu'elle doit contenir. — Requête en déclaration de l'arrêt commun. — Erreur sur la date de l'arrêt attaqué.

107. Il n'est pas besoin dans la requête de développer les moyens de cassation; il suffit de les indiquer. C. C. 1 fruct. an 9, t. 2, 119.

108. Mais l'indication serait insuffisante si l'on se bornait à alléguer *la contravention aux lois de la matière*. C. C. 11 pluv. an 11, t. 3, 220.

109. L'irrégularité d'une requête en cassation, résultant de ce que les moyens n'y sont pas exposés, peut être réparée par une requête d'ampliation présentée dans le délai fixé pour le recours en cassation. C. C. 27 pluv. an 11, t. 3, 264.

110. Il faut joindre à la requête la quittance de consignation de l'amende et une expédition de l'arrêt attaqué; mais il n'est pas besoin d'y énoncer l'annexe de ces pièces. C. C. 27 pluv. an 11, t. 3, 264.

111. Les préfets, agissant au nom et dans l'intérêt du domaine, ne sont point dispensés de joindre à leur requête la copie qui leur a été signifiée, ou une expédition en forme des jugemens contre lesquels ils se pourvoient. C. C. 23 brum. an 10, t. 2, 182.

112. La requête doit contenir le nom de toutes les parties qui veulent se pourvoir. Lorsqu'elle est présentée par des co-héritiers, il ne suffirait pas qu'après l'énonciation de quelques noms, on se servît de la dénomination collective *et autres héritiers*: la requête ne vaudrait que pour les parties dénommées. C. C. 25 therm. an 12, t. 4, 659.

113. Suivant un autre arrêt de la

me cour, il suffirait de cette énonciation, et autres héritiers dénommés au jugement. 7 nov. 1821, t. 23, 663.

114. La requête en déclaration de l'arrêt commun à intervenir sur le pourvoi est qu'une ampliation de la première requête, et, sous ce rapport, elle est dispensée de la formalité de l'enregistrement. C. C. 14 mars 1821, t. 23, 210.

115. L'erreur commise dans la requête en cassation sur la date du jugement attaqué n'est point une cause de nullité. C. C. 19 mai 1813, t. 14, 567.

ACT. VIII. Arrêt d'admission. — Nullité de l'assignation. — Ce qui équivaut à une assignation. — Que doit contenir l'assignation. — Constitution d'avoué. — Où la signification peut être faite. — A quel domicile. — A quelle personne. — Multiplicité des copies. — De l'exploit de signification. — Péremption.

116. Il suffit que la signification de l'arrêt d'admission soit régulière : la nullité de l'assignation donnée à la suite n'emporterait aucune déchéance, parce que cette assignation est superflue. C. C. 10 nov. 1807, t. 8, 628.

117. La signification de l'arrêt d'admission, avec sommation au défendeur de fournir ses défenses, équivaut à une assignation. C. C. 1 juil. 1823, t. 2 de 1824, 152.

118. Il n'est pas nécessaire que l'assignation indique le domicile réel du demandeur. C. C. 10 avril 1811, t. 12, 132.

119. La signification d'un arrêt d'admission peut être faite au parquet de la cour de cassation lorsqu'il résulte, du procès verbal dressé par l'huissier que, malgré les informations prises par lui, il n'a pu trouver la maison d'habitation du défendeur, et lorsque d'ailleurs ce dernier a reçu au parquet la signification qui y avait été déposée pour lui. C. C. 13 mars 1820, t. 22, 261.

120. Lorsque, depuis le pourvoi, la partie contre laquelle il est dirigé est décédée, la signification de l'arrêt d'admission ne peut être faite à son dernier domicile, quoique le décès n'ait pas été notifié. C. C. 14 niv. an 11, t. 3, 180; 2 fév. 1813, t. 14, 149.

121. Il en serait autrement si le décès n'était ni connu ni inscrit sur les registres. C. C. 3 sept. 1811, t. 12, 743.

122. La signification peut être faite à ses héritiers sans qu'il soit besoin d'un nouvel arrêt qui permette de les appeler

personnellement. C. C. 12 et 20 therm. an 12, t. 4, 640.

123. Cette signification peut être faite collectivement à la veuve et aux héritiers, en la personne de la première. C. C. 6 sept. 1813, t. 15, 495.

124. Lorsque la partie décédée laisse des enfans mineurs, le délai de trois mois, accordé pour la signification de l'arrêt d'admission, n'est point prorogé jusqu'à la nomination d'un tuteur. C. C. 2 fév. 1813, t. 14, 149.

125. L'arrêt d'admission ne peut être signifié au domicile élu pour les procédures sur lesquelles est intervenu le jugement ou l'arrêt attaqué. C. C. 28 oct. 1811, t. 12, 819.

126. Ni au domicile élu dans l'exploit de signification du jugement attaqué. C. C. 3 flor. an 9, t. 8, 18.

127. Un arrêt d'admission est valablement signifié au parquet de M. le procureur-général, bien que cette signification soit postérieure au décès du défendeur en cassation, si ce décès, arrivé dans les îles, n'était pas connu en France. C. C. 18 juin 1823, t. 3 de 1823, 94.

128. L'arrêt d'admission avec assignation ne peut être signifié à un étranger à un domicile qu'il avait élu dans le cours de la procédure de première instance ou d'appel. S'il n'a pas de résidence ou de domicile connu en France, cette signification doit être faite au domicile du procureur-général près la cour de cassation. C. C. 19 vend. an 11, t. 3, 28.

128. Le débiteur incarcéré peut signifier le pourvoi à ses créanciers au domicile par eux élu dans les actes d'écrou et de recommandation, pour les procédures et opérations auxquelles ces actes pourraient donner lieu. C. C. 14 mars 1821, t. 23, 210.

130. Il n'est pas nécessaire, dans l'exploit contenant signification de l'arrêt d'admission, de faire mention de l'enregistrement de la requête. C. C. 8 janv. 1817, t. 19, 26.

131. L'héritier qui fait signifier l'arrêt d'admission obtenu par son auteur peut se dispenser d'énoncer sa qualité dans l'exploit de signification. C. C. 2 therm. an 9, t. 2, 79.

132. La signification d'un arrêt d'admission n'est pas nulle, quoique l'avoué ait omis d'énoncer sa qualité à la suite de sa signature. C. C. 9 mars 1824, t. 2 de 1824, 225.

133. Dans l'assignation donnée à la suite de la signification de l'arrêt d'admission, il n'est pas indispensable d'énoncer toutes les qualités dans lesquelles figure le défendeur, et qui sont consignées dans le jugement ou arrêt déféré à

la cour suprême. C. C. 7 janv. 1818, t. 20, 6.

134. La signification de l'arrêt d'admission, avec assignation devant la cour régulatrice, doit, à peine de nullité, contenir constitution d'avoué. C. C. 17 brum. an 12, t. 4, 53.

135. La constitution d'avocat n'est pas nécessaire dans la signification de l'arrêt d'admission : il suffit que cet avocat ait apposé sa signature au bas de la requête en cassation. C. C. 16 mai 1815, t. 17, 325.

136. Lorsqu'un défendeur en cassation, procédant sous diverses qualités, représente plusieurs parties, il n'est pas besoin de lui donner autant de copies de l'exploit de signification de l'arrêt d'admission qu'il y a de parties qu'il représente. C. C. 7 janv. 1818, t. 20, 6.

137. Il suffit d'une seule copie de l'arrêt d'admission, signifiée conjointement à la femme et au mari non séparés de biens. C. C. 20 avril 1818, t. 20, 329 ; 1 avril 1812, t. 13, 312.

138. On doit toujours signifier l'arrêt d'admission au mineur émancipé et l'assigner conjointement avec son curateur ; la signification faite au curateur seul est nulle. C. C. 26 juin 1809, t. 40, 502.

139. Il suffit d'une seule copie de l'arrêt d'admission, signifiée à une partie, tant en son nom que comme représentant une autre personne. C. C. 20 déc. 1816, t. 18, 891.

140. L'arrêt d'admission se périmé par le défaut de poursuite pendant une année depuis sa signification. C. C. 8 frim. an 11, t. 3, 119.

#### SECT. IX. Procédure devant la cour de cassation.

141. Un fait ou usage de commerce, surtout quand il est exorbitant du droit commun, ne peut être établi devant la cour de cassation par des certificats ou parères. C. C. 15 janv. 1812, t. 13, 48.

#### SECT. X. Effets du pourvoi.

142. Le pourvoi en cassation contre un arrêt qui fait mainlevée de l'opposition formée au mariage par le père ou la mère n'est pas suspensif. Paris, 19 sept. 1815, t. 17, 612.

#### SECT. XI. Effets de la cassation.

143. L'effet de la cassation d'un jugement ou arrêt s'étend sur toutes ses dispositions, quoiqu'une seule disposition ait été déférée à la cour suprême et ait motivé l'arrêt, et les faits reconnus par l'arrêt cassé cessent d'être constans. C. C. 23 janv. 1816, t. 18, 83 ; 15 janv. 1818, t. 3 de 1823, 456.

144. La cassation d'un arrêt dessaisit entièrement la cour qui l'a rendu de la

connaissance de l'affaire. Ainsi, cette cour ne peut plus connaître d'un nouveau pel formé postérieurement à l'arrêt de cassation du jugement sur lequel est intervenu l'arrêt cassé. C. C. 12 vend. an 12, t. 18, 770.

145. Un arrêt de la cour suprême casse un jugement ou un arrêt et tout qui s'en est suivi comprend virtuellement tous les arrêts postérieurs qui ont été la suite ou la conséquence du premier. C. C. 25 oct. 1813, t. 15, 54.

146. La cassation d'un jugement entraîne nécessairement la restitution des sommes payées en vertu du jugement ou de l'arrêt cassé, à leur intérêt, à compter du jour où elles ont été payées ; et la partie qui a faite cette restitution, et dont le paiement donne lieu à un recours devant la cour de cassation, doit seule supporter les frais et incident. C. C. 22 janv. 1822, t. 24, 11.

147. Dans le cas précédent, la restitution emporte-t-elle la contrainte par corps, si le paiement n'a été effectué par cette voie. *Ibid.*

#### CASSATION en matière criminelle, correctionnelle et de police.

##### I. Jurisprudence antérieure à la loi actuelle.

1. Le pourvoi en cassation était suspensif pour la peine et pour toutes les autres condamnations. Rouen, 17 flor. an 13, t. 6, 160.

2. On ne pouvait se pourvoir contre un jugement par défaut d'un tribunal de police, pendant les délais de l'opposition. C. C. 10 frim. an 13, t. 5, 137.

3. Le ministère public ne pouvait se pourvoir contre l'ordonnance de mise en liberté d'un accusé que le jury avait déclaré non convaincu. C. C. 12 vend. an 13, t. 5, 13 ; 25 pluv. an 13, 5, 408.

4. Le procureur-général près de la cour criminelle ne pouvait se pourvoir contre le jugement d'un conseil de guerre. C. C. 29 frim. an 13, t. 5, 173.

5. La partie civile ne pouvait, sans l'intervention de la partie publique, se pourvoir en cassation contre les arrêts intervenus en matière de grand criminel. C. C. 12 pluv. an 13, t. 5, 366.

6. La partie civile ne pouvait se pourvoir contre une ordonnance du président du jury qui la renvoyait à se pourvoir à fins civiles, et acquittait le prévenu. C. C. 3 frim. an 12, t. 4, 96.

##### II. Jurisprudence du code civil.

§ 1. Qui peut se pourvoir ou intervenir.

§ 2. Contre quels arrêts le pourvoi



*ermis, et dans quels délais.  
Déclaration du pourvoi. —  
Cassation.*

*Moyens de cassation.*

*Arrêts de la cour de cassa-  
— Comment peuvent-ils  
être attaqués.*

*Cassation. — Effets. — Ar-  
rêt de renvoi.*

*Qui peut se pourvoir ou intervenir.*

*Le contumace ne peut se pourvoir  
contre l'arrêt qui le met en  
m. C. C. 27 oct. 1815, t. 17, 633.*

*En matière correctionnelle, la par-  
tante peut se pourvoir en cassa-  
tion contre l'arrêt qui a rejeté sa plainte.  
C. C. 11 prair. an 11, t. 3, 492.*

*En matière criminelle, la partie ci-  
vile peut se pourvoir contre un arrêt  
de la chambre d'accusation qui renvoie  
en premier, lorsque le ministère public  
se présente à l'arrêt. C. C. 28 juin 1822, t.  
13, 445; 17 oct. 1811, t. 12, 787.*

*En matière criminelle, la partie ci-  
vile a obtenu des dommages et inté-  
rêts, peut intervenir, sur le pourvoi du  
condamné, à l'effet de soutenir la régula-  
rité de l'arrêt. C. C. 5 brum. an 13, t. 5, 51.*

*Le grand criminel, le ministère  
public peut se pourvoir contre un arrêt  
de la chambre d'accusation qui déclare  
il n'y a lieu à suivre, en se fondant sur  
une exception telle, par exemple, que  
la chose jugée. C. C. 12 oct. 1811,  
t. 12, 785.*

*Le ministère public peut se pour-  
voir en cassation contre un arrêt de la  
chambre d'accusation qui déclare qu'il n'y a lieu  
à suivre, et qui annule toute la procé-  
dure. C. C. 12 oct. 1811, t. 12, 785.*

*Le ministère public près d'une  
chambre d'accusation ne peut se pourvoir en cas-  
sation dans l'intérêt de la loi, contre un  
arrêt de condamnation. C. C. 1 déc.  
1816, t. 16, 731.*

*Le procureur-général près la cour  
royale peut seul se pourvoir dans  
l'intérêt de la loi contre un jugement  
rendu en dernier ressort. C. C.  
1817, t. 19, 293.*

*Contre quels arrêts le pourvoi est  
permis, et dans quel délai.*

*L'accusé peut se pourvoir contre  
l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusa-  
tion. Le pourvoi doit être formé dans le  
délai de trois jours. C. C. 4 déc. 1823, t.  
14, 521.*

*Contre l'arrêt par lequel la cour  
royale renvoie l'affaire à la prochaine  
session. C. C. 29 mars 1811, t. 13, 926.*

17. On peut se pourvoir directement  
en cassation contre un jugement correc-  
tionnel abusivement qualifié en dernier  
ressort. C. C. 26 nov. 1812, t. 13, 999.

18. L'avertissement, l'injonction d'être  
plus circonspect, la censure, la suspen-  
sion provisoire, prononcées par les cours  
royales contre un membre de l'ordre ju-  
diciaire, ne sont pas susceptibles du pour-  
voi en cassation; ils sont des actes de dis-  
cipline, et non des arrêts proprement dits.  
C. C. 12 fév. 1813, t. 14, 196.

§ 3. — *Déclaration du pourvoi. —  
Notification.*

19. En matière criminelle, le pourvoi  
en cassation ne peut être formé au moyen  
d'une requête signée d'un avocat à la cour  
de cassation et déposée au greffe de cette  
cour, comme cela se pratique en ma-  
tière civile. C. C. 3 oct. 1822, t. 24, 654.

20. En matière correctionnelle, la dé-  
claration du pourvoi faite par un avoué  
pour deux individus condamnés solidai-  
rement, pour l'un en qualité de son  
avoué, pour l'autre comme prenant fait  
et cause, ne vaut qu'à l'égard du pre-  
mier. C. C. 21 nov. 1812, t. 13, 977.

21. Il n'est pas nécessaire que l'avoué  
qui fait la déclaration de recours en cas-  
sation pour la partie condamnée excipe  
d'un acte de constitution formelle et spé-  
ciale: il suffit que cet avoué ait signé la  
requête à la cour royale, contenant les  
moyens d'appel du condamné. C. C. 2  
déc. 1814, t. 16, 733.

22. En matière criminelle, le pourvoi  
doit, à peine de nullité, être formé par  
une déclaration, signée du condamné, au  
greffe du tribunal qui a rendu le juge-  
ment attaqué. C. C. 3 oct. 1822, t. 24, 654.

23. La déclaration du pourvoi en cas-  
sation peut être faite chez un notaire,  
lorsque le greffier du tribunal qui a pro-  
noncé la condamnation refuse de le rece-  
voir et de le consigner sur le registre.  
C. C. 3 janv. 1812, t. 13, 2.

24. Elle peut aussi être faite par une  
sommation d'un officier public constatant  
le refus. C. C. 3 oct. 1822, t. 24, 654.

25. L'acte de notification du pourvoi  
n'est pas soumis aux mêmes formalités  
que celles voulues pour les exploits d'a-  
journement. C. C. 18 oct. 1811, t. 12, 806.

26. Le délai de trois jours dans lequel  
l'art. 418 du cod. d'instr. crim. prescrit  
la notification du pourvoi à la partie est  
purement comminatoire, soit qu'il s'a-  
gisse d'un pourvoi formé par le mi-  
nistère public ou par la partie plaignante.  
C. C. 15 oct. 1819, t. 21, 625; 18 oct.  
1811, t. 12, 806.

27. Pour se pourvoir contre un arrêt  
d'acquiescement rendu par la chambre

d'accusation, le ministère public a trois jours, à compter de la remise qui lui est faite par le greffier d'une expédition de l'arrêt. C. C. 1 mars 1816, t. 18, 189.

28. Ce n'est que du jour où le procureur-général a connaissance légale d'un arrêt d'acquiescement ou de renvoi de la chambre d'accusation que court le délai accordé à ce magistrat pour se pourvoir en cassation. C. C. 22 août 1817, t. 19, 845.

29. La partie défenderesse en cassation qui soutient que le pourvoi n'a été formé qu'après le délai prescrit ne peut pas suppléer au défaut de représentation de l'exploit de signification du jugement par des actes qui en prouvent l'existence. C. C. 7 brum. an 13, t. 5, 54.

30. Le recours en cassation contre les jugemens des tribunaux militaires est soumis aux mêmes formes que celui des tribunaux criminels ordinaires. C. C. 3 oct. 1822, t. 24, 654.

#### § 4. — *Moyens de cassation.*

31. L'énonciation que le crime a été commis de complicité entre l'accusé et un individu mort avant la poursuite ne forme point une ouverture à cassation. C. C. 4 déc. 1823, t. 2 de 1824, 321.

32. Un accusé ne peut se faire un moyen de cassation de ce que la peine qui lui a été appliquée est moins rigoureuse que celle qui est infligée par la loi au délit qui lui est attribué. C. C. 10 avril 1817, t. 19, 339.

33. L'inobservation des formalités prescrites par les art. 42, 43 et 44 du cod. d'inst. crim. ne forme point ouverture à cassation. C. C. 30 janv. 1818, t. 20, 80.

34. On doit regarder comme initiative du droit de faire grâce, et conséquemment comme *excès de pouvoir*, la disposition d'un arrêt par laquelle une cour de justice criminelle recommande un condamné à la clémence du souverain, et ordonne le sursis à l'exécution. C. C. 16 pluv. an 13, t. 5, 377.

35. Le refus fait par une cour d'assises de permettre la lecture devant les jurés d'une consultation de médecins délibérée sur le fait de l'accusation, sans mandat de justice et sur la demande privée de l'accusé, ne forme point une ouverture à cassation, s'il a été réservé à l'accusé, ou à son défenseur, de faire valoir tous moyens de fait et de droit qu'il croirait propres à repousser l'accusation. C. C. 15 mars 1822, t. 24, 267.

36. L'omission du nom d'un ou de plusieurs des prévenus dans un arrêt rendu en matière correctionnelle ne constitue pas une omission de prononcer, et, par suite, ne donne pas lieu à cassation, lors-

que le jugement de première instance est confirmé par cet arrêt, contenant de ces mêmes prévenus, et statuant sur ce qui les concerne. C. C. 11 juil. 1823, t. 3 de 1823, 241.

37. Le jugement ou arrêt qui ne prononce pas expressément sur la demande de la partie civile, et qui se contente de la rejeter *forma negandi*, doit être cassé. C. C. 11 juil. 1823, t. 3 de 1823, 241.

38. L'accusé condamné seulement à des dommages et intérêts envers la partie civile ou frappé d'une peine correctionnelle peut se pourvoir sans consigner l'arrêt. C. C. 12 oct. 1815, 2 oct. 1815, 625.

39. Le prévenu d'un délit n'est pas recevable à se pourvoir contre une peine correctionnelle, par exemple, le délit de la presse, n'a qu'un délai de trois jours francs, à compter de la notification, pour se pourvoir en cassation. C. C. 28 juil. 1820, 677.

#### § 5. — *Arrêts de la cour de cassation. — Comment peuvent-ils être cassés.*

40. En matière criminelle, correctionnelle et de police, le condamné qui se pourvoit, n'a proposé ses moyens par écrit, ni à l'audience, et n'a signé l'amende, ne peut former opposition à l'arrêt de rejet. C. C. 19 therm. an 8, t. 1, 455.

41. Un prévenu ne peut attaquer par opposition un arrêt intervenu sur le pourvoi du ministère public, dans l'instance. C. C. 16 therm. an 11, t. 1, 10.

#### § 6. — *Cassation. — Effets. — Arrêt de renvoi.*

42. La cassation prononcée en faveur du prévenu de complicité profite aussi au principal de l'indivisibilité de l'affaire. C. C. 24 nov. 1809, 801.

43. Lorsqu'un accusé a fait appel par la cour de cassation l'arrêt qui déclarait convaincu sur l'un des chefs de l'accusation, et l'acquittait sur les autres, la cour devant laquelle l'affaire a été renvoyée ne peut pas remettre en question les chefs sur lesquels l'accusé a été déclaré coupable. C. C. 7 fruct. an 12, t. 4, 684.

CAUSE. V. *Billet*, n. 1, 4, 9, 15, et *Obligation*, n. 3, 6, 10, 11.

CAUSE *illicite*. V. *Obligation*, n. 1.

CAUTION. — CAUTIONNEMENT.

§ 1. *Quelles personnes peuvent cautionner. — Sur quelles obligations le cautionnement peut intervenir. — Quelles personnes sont obligées de cautionner.*

*tion. — Quels biens on peut offrir pour les cautionnements. — Comment le cautionnement se contracte. — La caution peut-elle intervenir pour soutenir la régularité ou la suffisance du cautionnement? — Droits d'enregistrement auxquels le cautionnement peut avoir lieu.*

*Droits de la caution à la subrogation. — Exceptions qu'elle peut faire valoir. — Peut-elle former tierce opposition aux jugemens rendus contre le débiteur principal? — Fin du cautionnement.*

*Quelles personnes peuvent cautionner. — Sur quelles obligations le cautionnement peut intervenir. — Quelles personnes sont obligées de donner caution. — Quels biens on peut offrir pour les cautionnements obligés. — Comment le cautionnement se contracte. — La caution peut-elle intervenir pour soutenir la régularité ou la suffisance du cautionnement? — Droits d'enregistrement auxquels le cautionnement peut avoir lieu.*

*Le cautionnement peut avoir pour objet une obligation future. Paris, 13 août 1816, t. 48, 219.*

*Le cautionnement solidaire de la dette d'un bien dotal est valable. C. C. 1807, t. 8, 148.*

*La nullité de l'obligation, à l'égard de l'obligé principal, entraîne la nullité du cautionnement. Paris, 22 brum. an 5, t. 5, 79.*

*Il n'en est cependant pas ainsi à l'égard de l'obligation contractée, sans caution, par une femme sous puissance de son mari. La nullité de cette obligation entraîne pas celle de l'obligation accessoire de la caution. Paris, 24 juil. 1819, t. 492.*

*Quelles personnes peuvent être chargées de fournir caution. — V. Absent, t. 31; Bénéfice d'inventaire, n. 15. Des biens qui ne sont possédés qu'à titre d'emphytéose ne peuvent pas être offerts en cautionnement. Colmar, 31 août 1811, t. 11, 837.*

*Une caution ne peut pas être constituée, par cela seul que les immeubles offerts en hypothèque sont situés dans le ressort de la cour d'appel où les*

*parties ont respectivement leur domicile. Turin, 13 avril 1808, t. 9, 243.*

*6. Lorsqu'un cautionnement est contesté, la caution ne peut intervenir pour en soutenir la régularité ou la suffisance. Paris, 15 avril 1820, t. 22, 362.*

*7. Un cautionnement verbal ne peut être prouvé par témoins, s'il n'y a un commencement de preuve par écrit. Nismes, 6 juin 1823, t. 3 de 1824, 553.*

*8. Le cautionnement donné par le même acte que l'obligation principale est néanmoins passible d'un droit distinct et séparé. C. C. 12 pluv. an 2, t. 1, 34.*

*9. La soumission faite au greffe pour le cautionnement d'une condamnation mobilière doit le droit proportionnel, indépendamment du même droit déjà perçu sur le montant de la condamnation. C. C. 3 prair. an 12, t. 4, 527.*

*§ 2. — Droits de la caution à la subrogation. — Exceptions qu'elle peut faire valoir. — Peut-elle former tierce opposition aux jugemens rendus contre le débiteur principal. — Fin du cautionnement.*

*10. Les lois anciennes n'accordaient pas de plein droit la subrogation à la caution qui paie pour l'obligé principal. C. C. 1 sept. 1808, t. 9, 555.*

*11. Au contraire, sous le code civil, cette subrogation a lieu de plein droit. Ibid.*

*12. La caution solidaire est, comme la caution simple, déchargée, lorsque le créancier s'est mis par son fait dans l'impossibilité de la subroger à ses droits, privilèges et hypothèques. Bordeaux, 19 août 1822, t. 24, 629.*

*13. D'autres cours ont décidé, au contraire, que l'art. 2037 du cod. civ. n'est pas applicable à la caution solidaire. Rennes, 19 mars 1811, t. 12, 257; Rouen, 7 mars 1818, t. 20, 190.*

*14. La caution peut opposer la prescription, lors même que le débiteur principal a reconnu la dette, si cette reconnaissance n'a eu lieu qu'après l'accomplissement de la prescription. Bruxelles, 26 juin 1818, t. 20, 500.*

*15. Le sursis accordé par la loi au débiteur principal profite à la caution solidaire qui a renoncé aux bénéfices de droit. Trèves, 23 nov. 1807, t. 8, 650. — V. Bénéfice d'inventaire, n. 27.*

*16. La demande à fin de liquidation équivaut, à l'égard des cautions simples, à la discussion des biens du débiteur. Paris, 11 mai 1812, t. 13, 466.*

*17. La caution qui n'a pas été appelée lors des jugemens rendus contre le débiteur principal ne peut pas y former tierce*

opposition, si elle n'a point des exceptions personnelles à proposer, mais seulement des moyens déjà proscrits par ces jugemens. C. C. 27 nov. 1811, t. 12, 906.

18. Lorsqu'on a fait dépendre la résiliation d'un bail à ferme d'un événement prévu, étranger aux parties, la caution du fermier est déchargée de plein droit par l'accomplissement de la condition, lors même que le fermier aurait continué sa jouissance. C. C. 25 fruct. an 13, t. 6, 463. — V. *Cassation*, n. 86.

**CAUTIONNEMENT des officiers ministériels.** 1. Tous les créanciers d'un officier ministériel peuvent poursuivre leur paiement sur le capital de son cautionnement, sans attendre la vacance de l'office par démission ou de toute autre manière. C. C. 26 mars 1821, t. 23, 247; 4 fév. 1822, t. 3 de 1823, 268; 1 juin 1814, t. 16, 353.

2. Suivant la cour de Grenoble, au contraire, les créanciers dont le titre n'est point né de l'exercice même des fonctions du titulaire doivent attendre la vacance de l'office pour exercer leurs droits sur le cautionnement. 15 fév. 1823, t. 3 de 1823, 269.

3. On peut saisir et arrêter le cautionnement d'un officier ministériel, pour raison de l'amende qu'il a encourue. C. C. 11 juin 1811, t. 12, 474.

**CAUTION *judicatum solvi*.** 1. En matière de commerce, on ne peut exiger d'un étranger la caution *judicatum solvi*. Paris, 30 flor. an 10, t. 2, 486.

2. En toutes matières, les Suisses sont dispensés de fournir la caution *judicatum solvi*. Colmar, 10 janv. 1816, t. 18, 20.

3. L'étranger qui interjette appel d'un jugement dans lequel il a figuré originellement comme défendeur n'est pas tenu de fournir la caution *judicatum solvi*. Metz, 27 août 1817, t. 19, 855.

4. L'étranger qui, en matière criminelle, se rend partie civile au procès, est tenu de fournir la caution *judicatum solvi*, comme il y serait tenu en matière purement civile, s'il était demandeur. C. C. 3 fév. 1814, t. 16, 156.

5. La demande de la caution *judicatum solvi* doit être formée avant toute autre exception. Metz, 26 avril 1820, t. 22, 396.

**CÉCITE.** V. *Acte sous seing privé*, n. 1.

**CENSURE.** V. *Ministère publique*, n. 3 et 4.

**CERTIFICAT.** V. *Faux*, n. 53.

**CERTIFICAT d'indigence.** V. *Cassation*.

**CERTIFICAT de vie.** Les présidents des tribunaux civils et les maires ont

seuls droit, à l'exclusion des notaires, tificateurs, de délivrer des certificats de vie à l'égard des rentes viagères dues par des particuliers. C. C. 19 nov. 1811, t. 12, 922.

## CESSION de biens.

§ 1. *Qui peut être admis au bénéfice de cession. — Conditions de l'admission. — Des cas où le débiteur doit être exclu du bénéfice de cession. — Du débiteur coupable de stellionat. Du courtage clandestin. — Celui qui refuse de représenter ses livres. — Du Français à l'égard des étrangers. — Français établi en pays étranger. — Du débiteur non commerçant.*

§ 2. *Formalités à remplir pour être admis au bénéfice de cession. — Assignation des créanciers. — A quelles lois est soumise la demande en cession formée par un Français en pays étranger.*

§ 3. *Effets du jugement qui met à la cession. — Si le débiteur admis à la cession peut être déclaré en faillite. — Les créanciers qui ont accepté la cession peuvent rétracter leur consentement.*

§ 1. — *Qui peut être admis au bénéfice de cession.*

1. Les art. 905 du cod. de proc. et 575 du cod. de com. ne sont qu'indicatifs et non pas limitatifs des cas où le débiteur doit être exclu du bénéfice de cession. Paris, 17 janv. 1823, t. 1 de 1823, 307.

2. Le débiteur qui s'est rendu coupable de stellionat n'est pas admissible à la cession de biens.

3. Mais le créancier seul envers le débiteur s'en est rendu coupable en faire usage de cette exception. Turin, 10 déc. 1812, t. 13, 1073.

4. Celui qui a été condamné cautionnellement pour fait de courtage clandestin est inadmissible au bénéfice de cession. Paris, 17 janv. 1823, t. 1 de 1823, 307.

5. Le défaut de représentation des livres ne rend point un commerçant

le au bénéfice de cession. C. C. 15  
1815, t. 17, 348.

Cependant il en serait autrement,  
ait prouvé que le commerçant eût  
vres. Paris, 13 juin 1808, t. 17,  
à la note).

Du s'il niait sa qualité de commer-  
pour être dispensé de représenter ses  
Paris, 20 sept. 1820, t. 17, 348 (à  
).

Les Français sont admis au bénéfice  
de biens contre les étrangers.  
19 fév. 1806, t. 7, 115.

Un Français qui, ayant formé un  
sement de commerce à l'étranger,  
fait admettre au bénéfice de ces-  
ne peut pas opposer le jugement à  
anciers français. Bruxelles, 8 mai  
t. 11, 454.

A l'égard d'un débiteur non com-  
ant, il faut que la cession de biens  
recueillie par tous les créanciers: au-  
ant, elle est inadmissible. Paris, 14  
1812, t. 13, 480.

— *Formalités à remplir pour être  
admis en bénéfice de cession.*

Le négociant qui veut être admis  
bénéfice de cession de biens n'est pas  
de subir préalablement toutes les  
vres et de remplir toutes les forma-  
prescrites en matière de faillite.  
a, 15 janv. 1816; Bruxelles, 7 fév.,  
t. 18, 871.

Le débiteur qui réclame le béné-  
de cession n'est pas tenu d'assigner  
anciers pour voir admettre sa de-  
e: il n'est obligé de les appeler que  
s'il réitère cette demande devant le  
al de commerce. Toulouse, 30 avril  
t. 28, 338.

Le Français qui, établi en pays  
er, a été admis au bénéfice de  
a, doit réitérer en France sa  
de en cession. Dans ce cas, la  
et les effets de la cession sont uni-  
ent réglés par les lois françaises.  
elles, 8 mai 1810, t. 11, 454.

— *Effets du jugement qui admet  
à la cession de biens.*

Le commerçant qui a été admis à la  
de biens ne peut être l'objet de  
ntes tendantes à le faire déclarer  
et de faillite, jusqu'à ce que le ju-  
et qui l'admet ait été réformé par  
les légales. Le tribunal qui, malgré  
tion tirée par le débiteur du juge-  
d'admission, accueillerait des pour-  
ultérieures, commettrait un excès  
pouvoir. C. C. 4 nov. 1823, t. 1 de  
321.

Les créanciers qui ont accepté la  
de biens ne peuvent rétracter leur

consentement, quoique d'autres créan-  
ciers aient refusé cette cession. Paris, 15  
déc. 1815, t. 17, 743.

CESSIONNAIRE. V. *Transport.*

CHAMBRE d'accusation.

*Quels juges doivent prendre part  
à sa délibération. — Sa compé-  
tence. — Quand elle doit ren-  
voyer le prévenu devant la po-  
lice correctionnelle. — Com-  
ment elle doit motiver le ren-  
voi. — Si l'arrêt de renvoi est  
attributif de juridiction.*

1. Un conseiller instructeur qui, par  
l'effet du roulement, a cessé de faire  
partie de la chambre d'accusation, doit  
cependant prendre part à la délibération  
dans l'affaire dont l'instruction lui a été  
confiée. C. C. 21 fév. 1824, t. 2 de 1824, 566.

2. Les chambres d'accusation des cours  
d'appel doivent connaître de toutes les  
oppositions formées par le ministère pu-  
blic, ou par la partie civile, aux ordon-  
nances des chambres d'instruction, soit  
que le fait sur lequel portent ces ordon-  
nances ait été qualifié de crime, soit  
qu'il n'ait été présenté que comme un  
délit ou une simple contravention. C. C.  
5 fév. 1813, t. 14, 166, 25 oct. 1811, t.  
12, 770.

3. Lorsque la chambre d'accusation  
reconnait qu'il existe contre le prévenu  
des indices suffisants du délit, elle doit le  
renvoyer en police correctionnelle, et,  
en outre, indiquer le tribunal qui devra  
connaître du délit. C. C. 10 avril 1823,  
t. 2 de 1824, 251.

4. La loi ne défend pas aux chambres  
d'accusation de mentionner dans leurs  
arrêts toutes les circonstances résultantes  
de l'instruction et qui sont de nature  
à aggraver ou diminuer le crime. —  
L'arrêt qui renvoie devant la cour d'as-  
sises ne peut donc être annulé sur le  
motif qu'il énonce qu'un meurtre a été  
commis par suite de provocation. C. C.  
13 janv. 1820, t. 22, 35.

5. L'arrêt de la chambre d'accusation  
qui ordonne le renvoi d'un prévenu de-  
vant la juridiction compétente doit, à  
peine de nullité, être motivé non seule-  
ment sur l'existence d'une loi pénale ap-  
plicable au fait, mais aussi sur l'existence  
de charges suffisantes contre le prévenu.  
C. C. 10 mai 1822, t. 24, 430.

6. Les arrêts des chambres d'accusa-  
tion des cours d'appel, qui renvoient à  
un tribunal de police correctionnelle, ne  
sont pas attributifs, mais seulement in-  
dicatifs de la compétence. Ainsi, le tri-  
bunal qui se trouve saisi par l'effet d'un



arrêt de renvoi n'est pas dispensé d'examiner s'il est ou non compétent pour juger le fait dont la connaissance lui est renvoyée. C. C. 21 nov. 1811, t. 12, 885; 24 mars 1816, t. 18, p. 229; 26 août 1817, t. 19, 849.

CHAMBRE d'appel. V. *Cour d'appel*, n. 4, 5, 6, 10, 11.

CHAMBRE de discipline des notaires. V. *Notaire*.

CHAMBRE d'instruction.

*Quand elle doit renvoyer l'accusé en police correctionnelle. — Ses arrêts de renvoi sont-ils attributifs de juridiction? — Qui peut y former opposition. — Dans quelle circonstance. — Défaut d'opposition de la part du ministère public. — Effets.*

1. Lorsque la chambre du conseil du tribunal de première instance reconnaît qu'il existe contre le prévenu des indices suffisants d'un délit, elle doit le renvoyer en police correctionnelle. C. C. 10 avril 1823, t. 2 de 1824, 251.

2. Les ordonnances des chambres d'instruction, portant renvoi aux tribunaux, soit correctionnels, soit de simple police, n'ont pas l'effet de lier ces tribunaux et de leur ôter le droit d'examiner leur compétence. C. C. 14 mars 1816, t. 18, 229.

3. Le tribunal correctionnel devant lequel le prévenu d'un crime emportant peine afflictive et infamante a été renvoyé par une ordonnance de la chambre du conseil n'en doit pas moins, lors même que cette ordonnance serait passée en force de chose jugée, prononcer son incompétence. L'ordonnance de renvoi est seulement indicative, et non attributive de juridiction. C. C. 1 mars 1813, t. 14, 294.

4. Le défaut d'opposition dans les délais à l'ordonnance de la chambre du conseil, prononçant le renvoi à la juridiction correctionnelle, n'empêche pas le tribunal de se déclarer incompétent. C. C. 4 sept. 1813, t. 15, 492.

5. On ne peut pas former opposition à l'ordonnance de la chambre d'instruction, quand on ne s'est pas rendu partie civile. C. C. 19 mars 1813, t. 14, 324.

6. Le droit d'opposition aux ordonnances de la chambre d'instruction, accordé par l'art. 135 du cod. d'inst. crim. au ministère public, et aux parties civiles, n'est pas exclusivement borné au seul cas où la mise en liberté du prévenu a été ordonnée par la chambre d'instruction. C. C. 25 oct. 1811, t. 12, 771.

7. Le procureur du roi peut former opposition à l'ordonnance de la chambre du conseil d'un tribunal qui renvoie le prévenu devant le tribunal de police correctionnel, par application de l'art. 235 du cod. d'inst. crim. C. C. 23 oct. 1815, t. 15, 559.

9. Lorsque le ministère public a formé d'opposition, le procureur n'est pas recevable à demander une nouvelle instruction, sur le fondement de l'art. 228 et 235 du cod. d'inst. crim. Il est non recevable dans cette demande, surtout si la nouvelle instruction qu'on lui propose tend à changer les caractères de la nature du délit sur lequel la poursuite a été faite. C. C. 19 mars 1813, t. 14, 324.

CHAMPART. 1. Tout droit de champart dû par des particuliers à d'autres particuliers, non seigneurs ni possesseurs de fiefs, doit être réputé foncier, à moins de la preuve contraire. C. C. 17 flor. 1811, t. 4, 494.

2. Dans les pays allodiaux, c'est-à-dire dans ceux où l'on suivait la coutume de *Nul seigneur sans titre*, le droit de champart dû au ci-devant seigneur doit être réputé foncier dans lequel se trouve l'héritage, et non de simple prestation de service, et par conséquent ne doit pas être présumé éteint par la suppression des droits féodaux, quoique le champart devant seigneur ne rapporte pas de rente primitive, pour prouver que le champart est purement foncier. C. C. 24 vent. 1811, t. 5, 23.

CHANGEMENT de nom. V. *Nom*.

CHARIVARI. Il suffit d'être présent dans un rassemblement d'individus qui donnaient un charivari, quoiqu'on ne soit porteur d'aucun instrument propre à produire du bruit, ni qu'on eût fait entendre aucuns cris, pour être réputé complice de la contravention prévue par l'art. 471 n. 8, du cod. pén. C. C. 5 juil. 1823, t. 1 de 1823, 159.

CHASSE (*droit de*). 1. Le droit de chasse qu'a tout propriétaire sur son propre terrain ne s'étend pas aux terres qui sont enclavées dans les domaines de la liste civile. C. C. 2 juin 1814, t. 15, 256.

2. Pour qu'un fermier ait le droit de chasse, il faut que son bail le lui ait été expressément accordé. Paris, 19 mars 1811, t. 13, 278.

CHASSE (*délit de*).

*Lois applicables aux délits de chasse. — Quels faits caractérisent le délit de chasse avec ou sans port d'arme. —*

*de s'en plaindre. — Qui a le droit pour constater le délit de port d'arme. — Comment il se prouve. — Compétence. — Peine. — Prescription.*

Tous les délits de chasse sont punis suivant la loi du 30 avril 1790, ceux commis dans les forêts de la couronne, qui restent soumis au régime de l'ordonnance forestière de 1669. C. C. 30 mai 1822, t. 24, 461.

Un arrêté du préfet, qui contient quelque disposition contraire à la loi du 30 avril 1790, concernant la chasse, ne serait pas obligatoire. C. C. 1815, t. 17, 426.

Un seul coup de fusil, bien que tiré sur un oiseau de proie, et par le fils du propriétaire, constitue néanmoins le délit de chasse, dès lors qu'il n'y a pas eu permission du propriétaire. C. C. 13 nov. 1815, t. 20, 732. — V. n. 12.

La chasse sans permis de port d'arme dans un bois environné de fossés, constitue un délit, s'il n'est pas constaté que le terrain forme un enclos qui soit lié à une habitation, et en fasse une dépendance. C. C. 21 mars 1823, t. 3 de 1823, 447.

Il n'y a pas fait de chasse, et par suite de port d'arme, dans l'action d'un individu qui a été trouvé armé d'un fusil dans un jardin clos et faisant partie de l'enceinte d'une habitation, à l'effet de détruire les animaux nuisibles. C. C. 22 fév. 1822, t. 24, 206.

Suivant un autre arrêt, l'individu qui a tiré des coups de fusil de l'intérieur d'une cabane couverte de feuillages, dans laquelle il s'était embusqué pour chasser des grives, peut être jugé coupable de délit de chasse sans permis. C. C. 7 mars 1823, t. 2 de 1823, 476.

La définition que donne l'art 390 du Code pén. de la maison habitée n'est restreinte qu'aux seuls faits de vol, et ne peut, dans aucun cas, être invoquée pour caractériser un fait de chasse. C. C. 7 mars 1823, t. 2 de 1823, 476.

Le fait de chasse sur le terrain d'autrui en temps non prohibé ne peut donner lieu à l'application d'une peine, si ce n'est par le propriétaire du terrain, ou la personne intéressée ne réclame pas. C. C. 1815, t. 17, 426.

Un pareil fait ne peut être poursuivi d'office par le ministère public. C. C. 12 fév. 1808, t. 9, 119.

Le fait de chasse, même en temps non prohibé, par le propriétaire ou le fermier sur son terrain, sans permis de port d'arme, constitue une contraven-

tion au décret du 4 mai 1812. C. C. 7 mars 1823, t. 2 de 1823, 476.

11. Le ministère public peut poursuivre correctionnellement d'office celui qui chasse sans permis de port d'arme. C. C. 12 fév. 1808, t. 9, 119.

12. Le fermier a qualité, dans le cas même où son bail ne lui confère pas le droit de chasse, pour porter plainte à raison d'un délit de cette nature, commis sans permission, sur le terrain qui lui est affermé. Bruxelles, 6 nov. 1822, t. 24, 668.

13. Les gardes d'une forêt royale ont qualité pour constater les délits de chasse commis sur les propriétés particulières enclavées dans la forêt. C. C. 2 juin 1814, t. 16, 356.

14. En cas d'insuffisance ou d'irrégularité du procès verbal, le délit de chasse sans permis de port d'arme peut être prouvé par témoins. C. C. 17 avril 1823, t. 2 de 1824, 95; 26 janv. 1816, t. 18, 94.

15. Pour déterminer, dans cette matière, jusqu'à quelle somme le rapport d'un garde forestier fait foi, on ne doit pas ajouter au montant de l'amende et de l'indemnité la valeur de l'arme qui doit être saisie. C. C. 26 janv. 1816, t. 18, 91.

16. Si celui qui est poursuivi par la voie de police correctionnelle, pour avoir chassé en temps permis sur le terrain d'un autre, prouve qu'il y a été autorisé par le propriétaire, le tribunal correctionnel n'est pas compétent pour connaître de la réparation du dommage dont celui-ci se plaint. C. C. 13 juil. 1810, t. 11, 681.

17. L'individu trouvé en délit de chasse et en délit de port d'arme sans permis doit être condamné aux peines respectivement établies contre ces deux délits par la loi du 30 avril 1790, et par le décret du 4 mai 1812. C. C. 15 oct. 1813, t. 15, 534.

18. Il n'y a pas lieu à la cumulation de ces peines pour ce double délit commis dans les forêts de l'état. C. C. 4 mai 1821, t. 23, 342.

19. Le délit de chasse en temps prohibé, commis par un propriétaire sur son terrain, doit, indépendamment de l'amende déterminée par la loi, être puni de la confiscation de l'arme du chasseur, lors même que celui-ci aurait un permis de port d'arme. C. C. 10 fév. 1809, t. 10, 98.

20. Pour être à l'abri des peines portées par le décret du 4 mai 1812, il ne suffit pas qu'un chasseur ait consigné les droits dus pour l'obtention d'un port d'arme. C. C. 7 mars 1823, t. 2 de 1823, 476.

21. Les délits de chasse dans les bois de l'état ne se prescrivent que par trois mois. C. C. 27 juin 1817, t. 19, 629; 2 juin 1814, t. 16, 356.

22. Ceux commis dans les bois communaux se prescrivent par un mois. C. C. 28 août 1818, t. 20, 688.

### CHEMIN.

*Quels chemins ont ou non le caractère de chemins publics. —*

*Qui doit prouver si le chemin est public ou particulier. — Par qui peuvent être intentées les actions relatives aux chemins publics. — Compétence.*

1. Le chemin ou sentier qui sert à l'usage particulier d'une commune pour aller à un moulin ne peut pas être considéré comme un chemin public imprescriptible. — Ce n'est au contraire qu'un chemin d'aisance, contre lequel le propriétaire dont le fond est traversé par ce chemin peut prescrire. Bourges, 30 janv. 1824, t. 2 de 1823, 385.

2. On doit considérer comme chemin public celui qui aboutit à plusieurs communes, et qui établit entre elles des communications utiles et nécessaires. C. C. 30 déc. 1822, t. 2 de 1823, 387.

3. Lorsqu'un chemin présente tous les signes d'un chemin public, c'est à celui qui prétend qu'il est sa propriété privée à prouver ce fait. — Bourges, 18 avril 1822, t. 2 de 1823, 392.

4. Une action relative à un chemin public peut être intentée par tous ceux à qui on veut en interdire le passage, indépendamment de l'intervention du maire de la commune dans laquelle ce chemin passe. C. C. 30 déc. 1822, t. 2 de 1823, 387.

5. L'autorité judiciaire est compétente pour décider entre particuliers si un chemin est une propriété privée ou publique. Bourges, 18 avril 1822, t. 2 de 1823, 392.

**CHEMINS vicinaux.** 1. Les chemins vicinaux appartiennent aux communes sur le territoire desquelles ils passent, à l'exclusion du domaine public. Metz, 23 therm. an 13, t. 6, 394.

2. C'est au pouvoir judiciaire, et non à l'autorité administrative, qu'il appartient de statuer en matière de dégradations des chemins vicinaux. C. C. 30 janv. 1807, t. 8, 54.

### CHEPTEL.

*Ce qui constitue un cheptel. — Droits que confère le cheptel au fermier. — Le preneur à*

*cheptel infidèle encourt - peine ?*

1. La remise d'une somme par le propriétaire d'un fonds à son fermier pour acheter des bestiaux destinés à l'exploitation de ce fonds, mais à la charge lui rendre à la fin du bail, ne constitue pas un bail à cheptel. C. C. 16 frim. 4, t. 1, 142.

2. Le cheptel donné au fermier en rendre la valeur en bestiaux, à la fin de son bail, n'est pas une propriété du bailleur, telle que les créanciers du fermier ne puissent en faire saisir et aucune partie pendant la durée de l'exploitation. C. C. 8 déc. 1806, t. 7, 50.

3. Le preneur de bestiaux à cheptel qui les vend à l'insu et sans la participation du bailleur n'est passible qu'une action civile, et ne peut être poursuivi pour vol ni pour abus de confiance. C. 5 oct. 1820, t. 22, 792.

**CHIEN.** V. *Animaux*, n. 3.

**CHIRURGIEN.** V. *Capacité de voir*, n. 1 à 13.

**CHOSE d'autrui.** V. *Legs*, t. 5; *Vente*, n. 14 à 17.

### CHOSE jugée.

*Quand il y a autorité de la chose jugée. — A qui elle peut opposée. — Quels jugements ont l'autorité de la chose jugée. — Sur quels biens elle s'étend. — Quelles actions, — Quelles décisions violent l'autorité de la chose jugée. — La publication d'une loi interprétative ne peut pas cesser l'autorité de la chose jugée.*

1. Il y a autorité de la chose jugée lorsque la chose demandée est la même que la demande est fondée sur la même cause, qu'elle est entre les mêmes parties, agissant dans les mêmes qualités, lors même qu'elle serait fondée sur des moyens différents. C. C. 16 juil. 1807, t. 19, 698.

2. Mais cette autorité n'existe pas lorsque, dans une seconde instance entre les mêmes parties, la cause de l'action est différente, et que l'une des parties n'a pas été partie dans la seconde instance en une qualité différente que dans la première. C. C. 28 août 1819, t. 21, 523.

3. Lorsque les deux qualités sous lesquelles une partie agit successivement n'ont été confondues en sa personne depuis la première demande, il n'y a pas d'autorité de la chose jugée.

à l'exception de chose jugée. C. C. an 7, t. 1, 325.

Une obligation authentique d'abord ée inutilement pour cause de *mi-* de l'âge des témoins instrumentai- peut l'être de nouveau sur le fon- que l'autre témoin *est étranger* *naturalisé*. Il y a lieu à l'exception de la chose jugée. C. C. 3 fév. 1818, 87.

Lorsqu'il a été rendu un jugement nier ressort sur les intérêts d'une d'une créance, ce jugement n'a entre les mêmes parties, l'autorité chose jugée à l'égard des intérêts et capital de l'autre portion. C. C. 30 an 11, t. 3, 412.

Il y a chose jugée sur l'état d'un nt, par l'arrêt qui, sans le déclarer licitement bâtard, le déboute de sa ande en délaissement des biens de père, surtout dans le cas où cette de ne pouvait être formée par lui en qualité de fils légitime, et que, s les conclusions des parties, cette ité a été respectivement contestée et tenue. C. C. 25 pluv. an 2, t. 1, 38.

. Une sentence rendue par un tribu- incompétent, *ratione materiae*, ac- ert néanmoins l'autorité de la chose e si elle n'est pas attaquée en temps le. C. C. 26 therm. an 4, t. 1, 140.

. Les jugemens rendus par des tribu- x étrangers entre Français n'ont l'au- té de la chose jugée que pour les biens és en pays étranger.

Ainsi une question d'état entre Fran- s, jugée par un tribunal étranger in- emment à une réclamation de biens éditaires situés dans le pays, peut en- e être discutée devant les tribunaux nçais incidemment à une instance re- ive à des biens situés en France. C. C. août 1816, t. 18, 650.

. En matière divisible, la chose pée à l'égard des héritiers qui ont fi- ré dans l'instance ne peut pas lier ceux i n'y étaient point parties. C. C. 2 rm. an 10, t. 2, 353.

10. La chose jugée avec un vendeur erve toute son autorité sur l'acqué- ar. Ainsi l'acquéreur, sous prétexte ne possession personnelle, ne peut ré- mer un droit qui a été refusé au pos- noire à son vendeur. C. C. 17 mars 19, t. 21, 209.

11. Lorsqu'une demande formée contre meurs défendeurs a été jugée fondée, x-ci ne peuvent pas s'opposer entre x ce jugement comme établissant, à ar égard, l'autorité de la chose jugée. q conséquent, le jugement qui a pro- ncé la nullité d'un testament au pré- dice de plusieurs héritiers institués

conjointement ne peut pas être invoqué par ces mêmes héritiers comme exception de la chose jugée contre la demande pos- térieure de l'un d'eux, fondée sur un au- tre testament. Liège, 11 juil. 1814, t. 16, 488.

12. Lorsqu'un second arrêt restreint des intérêts accordés par un premier, il doit être considéré comme attentatoire à l'autorité de la chose jugée, et non comme réglant un simple point d'exécution. C. C. 18 déc. 1815, t. 17, 764.

13. On ne peut, sans violer la chose jugée, reproduire au civil contre un failli des moyens de dol et de fraude incapables de servir de fondement à une accusation de banqueroute. Nîmes, 18 mai 1813, t. 14, 558.

14. L'autorité de la chose jugée ne cesse pas lorsque, postérieurement au jugement à qui elle est acquise, il sur- vient une loi interprétative de laquelle il résulte que ce jugement a été mal rendu. C. C. 13 brum. an 9, t. 1, 496.

CIRCONSTANCES *aggravantes*. V. *Jury*.

CIRCULAIRES *ministérielles*. 1. Les circulaires ministérielles ne sont pas ob- ligatoires pour les tribunaux. C. C. 11 janv. 1816, t. 18, 24; Amiens, 31 déc. 1824, t. 2 de 1825, 38.

2. Elles ne peuvent anéantir ou sus- pendre l'effet des lois pénales. C. C. 28 juil. 1814, t. 16, 544.

## CITATION.

*Forme générale des citations en matière correctionnelle et de simple police. — Par quels huissiers doivent-elles être si- gnifiées ? — Par quels huissiers doivent être signifiées les cita- tions devant les justices de paix.*

1. Les dispositions du code de procé- dure civile qui déterminent la formalité des exploits en matière civile ne sont point applicables aux citations en matière correctionnelle. C. C. 2 avril 1819, t. 21, 351; 18 nov. 1813, t. 15, 639; 5 mai 1809, t. 10, 347.

2. La loi n'attache pas la peine de nul- lité à ces citations, pour avoir été don- nées à trop bref délai. *Ibid.*

3. Sous la législation intermédiaire, les huissiers des juges de paix avaient seuls le droit de notifier les citations de- vant les tribunaux de police. C. C. 2 frim. an 13, t. 5, 115.

4. Aujourd'hui la loi n'exige pas, à peine de nullité, que les citations soient notifiées par l'huissier de la justice de paix. C. C. 23 mai 1817, t. 19, 482; 23 fév. 1815, t. 17, 134.

5. Mais le juge de paix peut, par application de l'art. 1030 du cod. de proc., prononcer une amende contre un huissier ordinaire qui, en matière de police, a signifié une citation au préjudice de l'huissier spécialement attaché à la justice de paix. C. C. 5 déc. 1822, t. 2 de 1823, 168.

6. Avant le code de procédure, une citation devant le juge de paix n'était pas nulle, parce qu'elle avait été signifiée par un huissier qui n'était pas attaché à ce tribunal. C. C. 24 frim. an 11, t. 3, 145.

**CLAUDE pénale.** 1. Dans l'ancienne jurisprudence, l'effet d'une clause pénale insérée dans une obligation était subordonnée à la mise en demeure du débiteur, et à un jugement préalable qui en ordonnât l'exécution. C. C. 26 avril 1808, t. 9, 269.

2. *Quid* sous l'empire du code civil, art. 1139, 1230? *Ibid.*

3. On peut suppléer au lien civil ou à la force obligatoire qui manque à une disposition testamentaire ou entre vifs, par l'apposition d'une *clause pénale*. C. C. 12 germ. an 9, t. 2, 5.

**CLAUDE résolutoire.** V. *Condition résolutoire*.

**CLAUDE révocatoire.** V. *Testament*.

**CLERC.** 1. Celui qui travaille habituellement dans l'étude d'un notaire, pour son instruction, n'étant point d'ailleurs salarié, ne peut être considéré comme clerc de ce notaire. C. C. 25 juin 1812, t. 13, 594.

2. Suivant la cour de Bruxelles, il suffit qu'un particulier soit occupé et écrive habituellement chez un notaire, pour être réputé *clerc* de celui-ci, et, en cette qualité, inhabile à servir de témoin instrumentaire dans les actes passés dans son étude. 12 avril 1810, t. 11, 353.

3. Les clercs d'un notaire doivent être considérés comme ses mandataires tacites, surtout s'il s'agit d'opérations que le notaire lui-même avait annoncées, par affiches et prospectus, devoir être faites en son étude; et, en conséquence, ce dernier est responsable des sommes reçues par ses clercs en son nom. C. C. 2 déc. 1824, t. 1 de 1825, 500.

**CODICILLE.** V. *Testament*.

**COHABITATION.** V. *Epoux*.

**COLLOCATION.** V. *Ordre*.

**COLONIE.** 1. Le gouverneur d'une colonie est suffisamment autorisé par la charte à pourvoir au besoin du service de la justice, lorsque les circonstances le rendent indispensable, par exemple en nommant le président d'un tribunal de commerce pour remplir les fonctions de conseiller suppléant. C. C. 4 janv. 1825, t. 3 de 1825, 55.

2. Les art. 481 et 482 du cod. d'instr. crim., et l'art. 20 de la loi du 10 août 1810, sont applicables aux magistrats des colonies comme à ceux de la métropole. C. C. 29 janv. 1825, t. 3 de 1825, 384.

3. Ainsi, les membres de la cour royale des colonies ne peuvent, comme ceux de la métropole, être traduits pour délits commis hors de l'exercice de leurs fonctions, que devant une cour royale désignée par la cour de cassation, le renvoi qui lui est fait de la place par le ministre de la justice. C. C. 29 janv. 1825, t. 3 de 1825, 384. — V. *Compétence*, n. 39.

**COMEDIENS.** Les comédiens ambulans doivent être considérés comme n'ayant pas de domicile fixe, et, en conséquence, peuvent être traduits, en matière personnelle, devant le juge du lieu où ils ont contracté. Nîmes, 4 pluv. an 11, t. 1, 590.

## COMMAND.

§ 1. *Qui peut nommer un commandement.* — *Par qui la déclaration peut être reçue.* — *Dans quel délai elle doit être faite.* — *Quand elle décharge ou non l'acquéreur de ses obligations envers le vendeur.* — *Unité de domicile entre le déclarant et le déclarataire.*

§ 2. *Questions diverses relatives à l'enregistrement.* — *La déclaration peut-elle être faite avant l'enregistrement du procès verbal d'adjudication?* — *Quand la déclaration donne ou non ouverture au droit proportionnel d'enregistrement.* — *Qui peut opposer le défaut d'enregistrement.*

§ 1. — *Qui peut nommer un commandement.*

1. Lorsque l'avoué adjudicataire, pour le compte d'un tiers, d'un immeuble vendu en justice, a fait, dans le délai de la loi, sa déclaration au profit de ce tiers, qui l'a acceptée pour lui et ses amis élus et à élire, celui-ci a pu à son tour déclarer un commandement, sans que cette déclaration opère une nouvelle mutation et engendre un droit proportionnel d'enregistrement. C. C. 23 avril 1816, t. 18, 324; 3 sept. 1810, t. 11, 845.

2. Les déclarations de commandement peuvent être reçues par un notaire avant l'enregistrement des actes sur lesquels elles interviennent. C. C. 23 janv. 1809, t. 10, 48.



Le délai de vingt-quatre heures, est accordé à l'adjudicataire pour sa déclaration de command, ne que du jour où l'avoué a fait con- cet adjudicataire. C. C. 25 fév. 5, t. 2 de 1823, 252.

L'acquéreur avec faculté de com- d, qui en fait l. déclaration dans le s fixé par le contrat, est libéré en- le vendeur des obligations qui résul- du même contrat, quand même il ait pris possession du bien vendu, et l'aurait hypothéqué à un emprunt l'aurait fait pour payer partie du C. C. 27 janv. 1808, t. 9, 82.

L'acquéreur qui ne s'est pas réservé son contrat la faculté de nommer un mand, mais qui cependant en a dé- un le jour même de la vente, n'en pas moins obligé envers le vendeur, que celui-ci ait connu et approuvé la déclaration, mais sans faire nova- à son titre. Orléans, 18 fév. 1824, 2 de 1824, 111.

6. Le déclarant s'identifie avec la per- me du déclarataire, de telle manière l'élection de domicile faite par le mien, dans l'acte de vente, pour son cution, doit être rigoureusement ob- vée par le dernier. Paris, 21 août 09, t. 10, 669.

2. — *Questions diverses relatives à l'enregistrement.*

7. La déclaration de command faite ans le délai utile, et par suite d'une ré- ve expresse, peut être reçue avant nregistrement du procès verbal d'adju- cation : ainsi le greffier qui a reçu la dé- aration de command avant l'enregistre- en de l'adjudication n'est pas passible de amende. C. C. 13 brum. an 14, t. 6, 499.

8. Le délai de vingt-quatre heures, accordé pour notifier la déclaration de command, à l'effet de l'exempter du droit proportionnel, commence à courir du jour même de la vente, et non de l'expiration du délai fixé pour l'enregistrement de cette déclaration. C. C. 19 germ. an 12, 2, 4, 412.

9. L'acquéreur à titre de command qui accorde à son cessionnaire des termes de paiement plus longs que ceux qu'il a obtenus lui-même par son acquisition est, par cela seul, réputé faire une *re- vente*, en sorte que la cession donne ou- verture au droit proportionnel d'enregis- trement. C. C. 31 janv. 1814, t. 16, 135.

10. Il en est de même lorsque la décl- aration a été faite dans le délai, mais no- tifiée après les vingt-quatre heures à la régie de l'enregistrement. C. C. 13 janv. 1806, t. 7, 25 ; 3 therm. an 9, t. 2, 86 ; 3 vent. an 11, t. 3, 277.

11. Cette dernière décision s'applique

aussi aux déclarations tardives faites en suite d'une adjudication sur expropria- tion forcée. C. C. 15 oct. 1806, t. 7, 525.

12. Le défaut d'enregistrement, dans le délai de la loi, d'une *déclaration de command*, ne peut pas être opposé, par le déclarant ou ses héritiers, au com- mand, comme opérant la nullité de la déclaration. Paris, 21 therm. an 12, t. 4, 652. — V. *Compétence*, n. 19.

COMMANDEMENT. Un commande- ment à un débiteur est nul, s'il ne con- tient qu'un extrait du titre en vertu du- quel on procède, au lieu de la copie en- tière, et s'il n'énonce que par abrégé tant la formule qui est en tête des lois que le mandement aux officiers de jus- tice. Riom, 25 mai 1813, t. 14, 605. V. *Saisie*.

COMMANDITAIRE. V. *Société en commandite*.

COMMENCEMENT d'exécution. C'est un commencement d'exécution d'un crime que de conduire la personne contre la- quelle on a préparé des actes de vio- lence dans le lieu où la violence doit être exercée. C. C. 6 fév. 1812, t. 13, 116.

COMMENCEMENT de preuve par écrit. V. *Preuves*.

COMMERÇANT.

*Qui peut être considéré comme commerçant ou comme ayant fait un acte de commerce. — De celui qui exploite une fabri- que. — Du spéculateur de bourse. — Des prêteurs sur gage. — Du notaire. — De l'homme de lettres qui vend son manuscrit. — Du journaliste. — De l'artisan. — Du maître de poste. — De celui qui a fait l'entreprise du nettoyage des rues. — De ce- lui qui a pris ou reçu dans un acte la qualité de marchand ou négociant. — Du dépôt des con- trats de mariage des commer- çans aux chambres des notaires.*

1. On peut considérer comme faisant la profession habituelle de commerçant, et réputer failli, à défaut de paiement, celui qui, indépendamment de l'exploit- ation d'une fabrique, se livre, depuis plu- sieurs années, à différentes opérations et spéculations de commerce. Paris, 9 janv. 1813, t. 14, 26.

2. Celui qui stipule à la bourse pour des marchés à terme ne peut être réputé négociant : ainsi, lors même qu'il prend

ce titre, il ne peut, en cas de faillite, valablement attermoyer avec les trois quarts en somme de ses créanciers, et faire homologuer le concordat contre les créanciers refusans. Paris, 15 avril 1809, t. 10, 291.

3. Les prêteurs sur gage doivent être réputés *commerçans*, et, par suite, sont justiciables des tribunaux de commerce. Paris, 3 niv. an 11, t. 3, 160.

4. Un notaire ne peut être considéré comme négociant, et par suite être déclaré en état de faillite. Paris, 12 fruct. an 11, t. 3, 657.

5. Un homme de lettres qui vend son propre ouvrage ne doit pas être considéré comme marchand, et il n'est justiciable des tribunaux de commerce ni pour ce fait, ni pour les frais d'impression. Paris, 4 oct. 1809, t. 10, 721; 6 déc. 1809, t. 10, 723.

6. Le journaliste qui achète du papier pour l'impression de son journal ne fait point un acte de commerce qui le soumette au tribunal consulaire. Bruxelles, 13 déc. 1816, t. 18, 873.

7. Le traité par lequel un journaliste s'est associé un marchand, chargé de fournir le papier nécessaire au journal, ne peut pas être considéré comme un acte de commerce, qui soumette le journaliste à la juridiction commerciale. Bruxelles, 13 déc. 1816, t. 18, 873.

8. Un artisan ne doit pas être considéré comme commerçant, hors les affaires concernant son art ou son métier. Colmar, 22 nov. 1811, t. 12, 891.

9. Les maîtres de poste ne peuvent être assimilés à des commerçans. Limoges, 1 juin 1821, t. 23, 381.

10. La vente ou l'achat d'un cheval fait par un maître de poste ne constitue pas un acte de commerce. *Ibid.*

11. L'entreprise du nettoyage des rues est réputée acte de commerce, et soumet l'entrepreneur à la juridiction commerciale. Turin, 26 fév. 1814, t. 16, 198.

12. Celui qui, dans un exploit fait à sa requête, prend la qualité de négociant, reconnaît par cela seul qu'il est justiciable des tribunaux de commerce, et ne peut plus opposer leur incompétence. Paris, 11 germ. an 11, t. 3, 356.

13. Le simple particulier auquel on a attribué la qualité de *marchand* dans les actes d'une procédure dirigée contre lui, sans aucune réclamation de sa part, n'est pas recevable à contester ensuite cette qualité, pour se soustraire soit à la juridiction commerciale, soit à la contrainte par corps. C. C. 7 mars 1821, t. 23, 185.

14. Il en est de même de celui qui, dans un billet à ordre, a pris le titre de marchand ou de négociant. Paris, 28 juin 1813, t. 15, 130.

15. La cour de Liège a résolu à question en sens contraire, et a décidé que le souscripteur pouvait être admis à prouver tant par titres que par témoins qu'il n'exerçait pas cette profession. août 1811, t. 12, 734.

16. L'insertion, par extraits, des traits de mariage des commerçans dans les tableaux des chambres des notaires des avoués, cesse d'être exigée lorsqu'il n'existe pas d'établissements semblables dans le lieu du domicile du mari. 10 déc. 1822, t. 3 de 1823, 26.

17. C'est au ministère public, et non à la régie de l'enregistrement, qui appartient de poursuivre les notaires qui ont contrevenu à la loi qui prescrit le dépôt des contrats de mariage des commerçans. C. C. 20 déc. 1822, t. 3 de 1823, 26.

**COMMINATOIRE** (*disposition minatoire*). La disposition d'un juge qui condamne un mandataire à payer une telle somme par chaque jour de retard pour faute par lui de remettre au mandant les pièces que ce dernier lui a confiées, a pour conséquence, cette fixation peut être changée par un arrêt subséquent, qu'il y ait violation de la chose jugée. C. 28 déc. 1824, t. 2 de 1825, 16.

**COMMIS voyageur**. Lorsqu'un commis voyageur n'a pas de pouvoir exprès pour contracter des ventes et des achats au nom de la maison qui l'emploie, il n'est réputé avoir d'autre mission que celle de recevoir des ordres pour les transmettre à cette maison. C. C. 19 déc. 1823, t. 1 de 1823, 101.

**COMMISSAIRE arbitre**. La compétence des commissaires arbitres créés par l'ordonnance du 15 oct. 1786, pour les *îles du Vent*, est bornée aux pures affaires d'administration des procureurs généraux des habitations dans ces îles, et elle ne peut être étendue à d'autres actes à l'occasion desquels des contestations se seraient élevées avec ces procureurs généraux. C. C. 9 juil. 1823, t. 1 de 1824, 165.

**COMMISSAIRE de police**. 1. Les outrages reçus par un commissaire de police, au moment où il exerce les fonctions d'officier de police judiciaire, donnent lieu à l'application de l'art. 222 du cod. pén. La loi considère les commissaires de police, dans l'exercice des pouvoirs qu'elle leur a confiés, comme magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire. C. C. 3 juil. 1812, t. 13, 721.

2. Les commissaires de police ne sont pas tenus, à peine de nullité, d'énoncer dans leurs *procès verbaux* qu'ils étaient revêtus de leur costume. C. C. 9 niv. an 11, t. 3, 167.

ne cour royale viole la foi due, juste preuve contraire, aux procès-verbaux des commissaires de police, lorsqu'il admet, sur la simple allégation du prévenu, des énonciations opposées à celles faites auxdits procès verbaux. C. C. 1824, t. 2 de 1825, 588.

**COMMISSIONNAIRE-PRISEUR.** Les commissaires-priseurs établis dans d'autres villes qu'à Paris ne peuvent percevoir des droits fixés par la loi du 17 sept. 1825. C. C. 13 juin 1825, t. 3 de 1825, 17. — *Vente publique*, n. 4.

**COMMISSION.** — **COMMISSIONNAIRE.** 1. Un marchand commissionnaire ne peut porter devant le tribunal de son domicile les contestations relatives aux faits par lui faits à titre de commission, si le mandat d'acheter lui a été remis par lettre à son domicile, et que les marchandises a été fait de ce domicile. C. C. 21 juil. 1819, t. 21, 487.

Un commissionnaire peut être forcé de garder pour son compte des marchandises achetées pour le compte de son client, lorsqu'elles ne sont pas de qualité de celles qui lui avaient été destinées. Bordeaux, 3 fruct. an 8, t. 1,

Le commissionnaire à qui des marchandises ont été expédiées pour les vendre, et qui a accepté des traites tirées sur les expéditeurs pour être payées au prix des marchandises, peut, si les marchandises n'ont pas été vendus au prix fixé par les expéditeurs, et faute par ceux-ci d'avoir fait les fonds de ces acceptations, se faire ordonner en justice la vente de ces marchandises, pour se remplir de ses avances et du montant des acceptations.

Le jugement qui ordonne que la vente soit faite par un courtier, au prix courrant, peut être rendu sur simple requête sans qu'il soit besoin que les expéditeurs aient été appelés ni entendus. Pau, 13 mars 1815; Colmar, 29 nov. 1816, t. 17, 182.

**COMMISSION militaire.** 1. Un général en chef ne peut créer une commission militaire temporaire ou permanente sur les troupes qui sont sous ses ordres. C. C. 12 oct. 1815, t. 17, 623.

2. Une commission militaire ne peut prononcer des condamnations contre des prévenus entendus à son audience et prévenus de faux témoignage. C. C. 12 juin 1822, t. 13, 548.

**COMMISSIONNAIRE de roulage.**

**COMMISSIONNAIRE de transport.**

*Qui le commissionnaire de transport peut remettre les marchandises. — Responsabilité du*

*commissionnaire de roulage. — Il est garant du retard des envois des marchandises. — Mesure de cette garantie. — Il est responsable de la perte et des avaries. — Dans quelle circonstance. — Cas fortuits. — Cas de force majeure. — Qui doit prouver les cas fortuits ou de force majeure. — Qui peut poursuivre le commissionnaire pour perte ou avarie de marchandises. — Quels moyens, quelles exceptions le commissionnaire peut mettre en usage pour échapper à la responsabilité ou pour l'atténuer. — Contrainte par corps. — Prescription. — Privilège. — Contre qui l'action doit être dirigée.*

1. Le commissionnaire de transport qui, par un acte remis à l'expéditeur, s'est engagé à faire parvenir les marchandises qui lui étaient confiées à un consignataire désigné, ne peut ultérieurement les remettre à la disposition de l'expéditeur, sans que celui-ci lui représente ou sa promesse ou le consentement du consignataire. — S'il le fait, il est passible de dommages et intérêts envers le consignataire auquel son imprudence a préjudicié. C. C. 17 mai 1820, t. 22, 473.

2. Les commissionnaires et voituriers sont garans du retard dans l'envoi des effets qui leur sont confiés, à moins qu'ils ne prouvent la force majeure, qui, dans l'occasion, doit être constatée *hic et nunc*, c'est-à-dire dans le moment et dans le lieu où elle se manifeste, et non par des certificats ou des enquêtes obtenus après coup. Colmar, 6 janv. 1815, t. 17, 13.

3. Le commissionnaire n'est cependant point obligé de garder pour son compte les marchandises qu'il était chargé de faire transporter : il n'est tenu que d'une indemnité envers celui qui a souffert du retard, et cette indemnité doit être proportionnée au tort que celui-ci en éprouve, sans égard pour la lettre de voiture, qui, en cas de retard, ne soumet le commissionnaire qu'à la diminution du tiers du prix de transport. Il doit en être ainsi surtout quand le retard a été considérable, c'est-à-dire de plusieurs mois. Pau, 25 fév. 1813, t. 14, 259.

4. Le commissionnaire de roulage qui, chargé de faire parvenir des marchandi-

ses à telle destination, retient les lettres de voiture à lui adressées, et néglige d'informer l'expéditeur du refus qu'il a fait d'accepter le mandat, devient par là seul responsable de la perte ou de la détérioration de ces marchandises. Rennes, 2 juil. 1811, t. 12, 527.

5. Le commissionnaire de roulage ou voiturier est tenu de rapporter le récépissé constatant la remise à destination des marchandises ou autres effets qui lui ont été confiés, et doit répondre des pertes et avaries, même dans le cas où il n'aurait été employé que comme l'agent de celui au nom duquel le transport devait se faire. C. C. 20 mai 1818, t. 20, 391.

6. Lorsque la perte des marchandises provient d'un cas fortuit, le commissionnaire ou voiturier, pour n'être pas responsable, doit prouver qu'il n'y a eu ni imprudence ni négligence de sa part. Metz, 18 janv. 1815, t. 17, 17.

7. S'il y a eu négligence de sa part, lors même que l'auteur du dommage est connu, le propriétaire des marchandises peut exercer son recours directement contre le commissionnaire ou voiturier. Metz, 18 janv. 1815, t. 17, 17.

8. Hors le cas de force majeure, un commissionnaire de roulage est responsable de la perte ou de l'avarie des effets dont le transport lui a été confié. Paris, 29 avril 1820, t. 22, 180; 24 fév. 1820, t. 22, 178; 1 germ. an 13, t. 6, 1; 1 frim. an 14, t. 6, 516; 20 vent. an 13, t. 5, 486.

9. L'incendie d'une voiture qui, pendant sa marche, a pris feu tout à coup et sans aucune apparence de faute ou d'imprudence de la part du voiturier, doit être assimilé à un cas de force majeure. Paris, 24 fév. 1820, t. 22, 178.

10. Il n'en est pas de même de l'incendie qui n'a été causé que par le mélange des matières inflammables chargées sur la même voiture. Dans ce cas, le commissionnaire est garant des marchandises qui lui avaient été confiées, lors même qu'il n'a pas fourni le chargement en entier et qu'il ignorait la nature des autres objets chargés par le voiturier. Paris, 29 avril 1820, t. 22, 180.

11. Lorsque des marchandises dont le transport a été confié à un commissionnaire de roulage se trouvent perdues ou égarées, l'expéditeur a contre ce commissionnaire une action en dommages et intérêts, sans être tenu de justifier qu'il est propriétaire des marchandises ou responsable de leur valeur. Pau, 16 déc. 1814, t. 16, 774.

12. Le commissionnaire ne peut pas opposer à l'expéditeur une exception prise de son défaut d'intérêt, en ce

qu'aux termes du code de commerce la marchandise sortie du magasin de l'expéditeur voyage aux risques de celui à qui elle appartient. Pau, 16 déc. 1814, t. 16, 774.

13. C'est au commissionnaire à prouver de la force majeure, et non au propriétaire des effets perdus à prouver la négligence du commissionnaire. Paris, 20 vent. an 13, t. 5, 486.

14. La prescription de six mois, établie par l'art. 108 du cod. de com., en faveur des commissionnaires ou voituriers, n'est applicable encore que la perte ou l'avarie des marchandises ne soit pas contestée. C. C. 18 mars 1819, t. 21, 181.

15. Avant le code de commerce les courtiers de roulage n'étaient affranchis de toute responsabilité envers le propriétaire qu'autant qu'ils pouvaient lui prouver qu'ils avaient confié les marchandises à un tiers, 30 mes. an 11, t. 3, 652.

16. La cour de Bordeaux a jugé que, sous ces hypothèses mêmes, le commissionnaire ne cessait pas d'être responsable. Paris, 18 fruct. an 8, t. 1, 467.

17. A défaut de représentation des effets perdus, ils ne peuvent pas invoquer l'exception introduite en faveur des sageries royales, et restreindre l'indemnité par eux due à une somme de 150 francs. Paris, 1 germ. an 13, t. 6, 1.

18. Le commissionnaire est contractuellement responsable par corps à l'acquit des condamnations prononcées contre lui. Paris, 1 germ. an 13, t. 6, 1.

## COMMUNAUTÉ.

§ 1. *Communauté légale ou conventionnelle. — Modification de la communauté dont elle est susceptible.*

§ 2. *Actif et passif de la communauté. — Quelle loi détermine la nature des biens relativement à la communauté. — Des cens et vic. — Prix de la cession d'un bien propre. — Partie mobilière des successions échues aux époux. — Rentes viagères et la femme s'est constituées. Les dots constituées par les époux sont-elles dettes de la communauté? — Quid des dispositions gratuites faites par la femme autorisée par son mari. — Des frais d'une demande en séparation de corps.*

§ 3. *Administration de la communauté.*

*auté. — Comment le mari  
il engager sa femme. — Res-  
isabilité du mari. — Droits  
époux pendant la commu-  
uté.*

*Dissolution de la commu-  
uté. — Elle est irréformable. —  
tion par la femme d'accepter  
de répudier la communauté.*

*Délai. — Quel tribunal peut  
maître d'une demande en pro-  
gation de délai pour cette option.*

*Acceptation. — Ses effets.*

*Vente des meubles. — Qui*

*ut s'y opposer. — Partage. —*

*prises des époux. — Sur quelle*

*se doivent-elles être fixées ? —*

*le la contribution aux dettes. —*

*dans quelle proportion doit les*

*apporter celui qui, avant le par-*

*age, a acquis la part de la*

*femme dans un immeuble. —*

*Comment les dettes doivent*

*être justifiées, pour tomber à la*

*charge de la femme ou de ses*

*héritiers. — Effets du partage.*

*— Les immeubles passent dans*

*le lot d'un époux libres, des in-*

*scriptions prises contre l'autre.*

*— De la lésion.*

*b. Renonciation à la commu-*

*auté. — Quand et par qui peut-*

*elle être faite ? — Il est des*

*dettes dont elle ne décharge pas*

*la femme. — La femme qui re-*

*nonce est censée n'avoir jamais*

*été propriétaire des conquêts.*

*§ 1. — Communauté légale ou  
conventionnelle.*

*Depuis la loi du 17 niv. an 2, et*

*at la publication du code civil, la*

*communauté de biens entre époux a*

*également stipulée en Normandie.*

*en, 12 déc. 1822, t. 1 de 1823, 443.*

*bis. On peut convenir qu'en cas de*

*décès de l'un des époux sans enfans, la*

*communauté appartiendra tout entière*

*survivant ; si l'événement prévu se*

*pe, il ne doit point être considéré*

*comme opérant au profit de celui-ci une*

*cession de propriété qui donne ouver-*

*te à un droit proportionnel.*

*Les époux qui se marient en com-*

*munauté peuvent néanmoins stipuler*

*que les biens immeubles de la femme se-*  
*ront inaliénables en tout ou en partie.*  
*Rouen, 10 juil. 1821, t. 1 de 1825, 67.*

*2 bis. Néanmoins, lorsque le contrat*  
*ne présente à cet égard qu'une limita-*  
*tion du droit du mari, pendant la com-*  
*munauté, si la femme fait prononcer sa*  
*séparation de biens et reprend ainsi la li-*  
*bre administration de ceux qui lui ap-*  
*partiennent, elle recouvre la faculté d'a-*  
*liéner ses immeubles, avec le consente-*  
*ment de son mari, ou l'autorisation de la*  
*justice. Rouen, 10 juil. 1821, t. 1 de*  
*1825, 68.*

*§ 2. — Actif et passif de la  
communauté.*

*3. C'est par la loi existante à l'époque*  
*de la dissolution du mariage qu'il faut*  
*juger de la nature des biens relativement*  
*à la communauté. Liège, 22 mars 1811,*  
*t. 13, 264.*

*4. L'abolition de la féodalité, et, par*  
*suite, de la censualité des biens, a en-*  
*traîné l'abrogation des coutumes qui fai-*  
*saient entrer les censives dans la com-*  
*munauté conjugale comme les meubles.*  
*C. C. 9 vent. an 11, t. 3, 297.*

*5. Le prix de la cession de l'usufruit*  
*d'un bien propre appartient intégrale-*  
*ment à la communauté, sans récompen-*  
*se à l'époux propriétaire, lorsque la con-*  
*solidation s'est opérée avant la dissolution*  
*de la communauté. C. C. 31 mars 1824, t.*  
*3 de 1824, 17.*

*5 bis. Le prix de la vente d'une étude*  
*de notaire que le futur possédait avant*  
*son mariage n'est pas tombé en commu-*  
*nauté, si, par le contrat qui a réglé*  
*les conventions matrimoniales, il a été*  
*stipulé qu'il n'entrerait en communauté*  
*qu'une certaine somme des biens de cha-*  
*cun des époux. Amiens, 17 déc. 1824,*  
*t. 3 de 1825, 269.*

*6. Le conjoint qui, dans une succes-*  
*sion partie mobilière, partie immobilière,*  
*ouverte à son profit, reçoit dans son lot*  
*plus de meubles que d'immeubles, ne*  
*peut, pour ce qui lui est échu du mobi-*  
*lier, exercer une action en reprise sur la*  
*communauté, après sa dissolution. Ren-*  
*nes, 31 juil. 1811, t. 12, 616.*

*7. Lorsqu'une femme commune en*  
*biens, mais autorisée par son mari à tou-*  
*cher partie de ses revenus sur ses simples*  
*quittances, a employé, sans l'interven-*  
*tion de son mari, ces revenus en consti-*  
*tutions viagères, celui qui, conjointement*  
*avec la femme, a fourni une portion des*  
*deniers pour avoir la survivance et la*  
*nue propriété des rentes, n'est passible*  
*d'aucune restitution envers le mari. Pa-*  
*ris, 7 mai 1816, t. 18, 392.*

*8. Les dots constituées aux enfans par*



les père et mère conjointement, pendant la communauté, et en biens qui en faisaient partie, ne sont pas dettes de la communauté, mais de ceux qui ont promis la dot. Paris, 6 juil. 1813, t. 15, 174.

9. Les dispositions à titre gratuit faites par la femme, avec l'autorisation du mari, ont leur effet sur les biens de la communauté. Paris, 10 déc. 1811, t. 12, 957.

10. Les frais d'une demande en séparation de corps ou en divorce, dans laquelle la femme a succombé, tombent à la charge de la communauté. Paris, 11 mai 1815, t. 17, 329.

11. Il existe de la même cour, et de la cour de Limoges, des arrêts en sens contraire. Paris, 7 fév. 1806, t. 7, 90; Limoges, 28 avril 1813, t. 14, 489.

§ 3. — *Administration de la communauté. — Droits des époux pendant sa durée.*

12. Le mari qui est cité en conciliation sur une demande en paiement d'une dette de la communauté ne peut obliger sa femme personnellement et autrement qu'en sa qualité de commune. Paris, 27 août 1816, t. 18, 716.

13. Le mari n'est point responsable du défaut de recouvrement des créances personnelles de sa femme, s'il est prouvé qu'il n'eût pu faire que des poursuites infructueuses. C. C. 31 mars 1824, t. 3 de 1824, 17.

14. Il en est de même lorsque les titres de créances dépendant d'une succession échue en partie à la femme avaient été remis, en vertu d'un pacte de famille, à l'un des cohéritiers, chargé d'en faire le recouvrement. C. C. 31 mars 1824, t. 3 de 1824, 17.

14 bis. Une condamnation de dépens prononcée au profit d'un mari contre sa femme ne peut être exécutée avant la dissolution de la communauté; et l'avoué qui, ayant obtenu la distraction des dépens adjugés à son client, suivrait une procédure de saisie immobilière contre la femme, tant au nom du mari qu'en son nom personnel, encourrait les peines portées aux art. 1030 et 1031 du cod. de proc., et notamment la suspension de l'exercice de ses fonctions, pendant un temps déterminé. Paris, 1 août 1820, t. 22, 689.

15. La femme qui, en qualité de créancière de son mari, attaque des actes souscrits par ce dernier, même pendant la communauté, comme faits en fraude des créanciers, est recevable à soutenir que ces actes, s'ils sont sous seing privé, et non enregistrés, n'ont point de date cer-

taine à son égard. C. C. 25 janv. 1818, t. 3 de 1825, 5.

§ 4. — *Dissolution de la communauté.*

16. La réunion de deux époux séparés de corps et de biens, et dont la communauté conjugale a été dissoute sous l'empire du code civil par un acte authentique, ne rétablit pas cette communauté. Paris, 16 avril 1807, t. 8, 266.

16 bis. Lorsque, après une séparation de corps, l'acceptation ou la répudiation de la communauté par la femme est admise au compte à rendre par le mari, le délai accordé à la femme pour faire son option ne commence à courir qu'à partir du jour où le compte a été rendu. C. C. 25 janv. 1818, t. 20, 68.

17. La demande en prorogation de délai dans lequel la femme séparée de corps doit accepter la communauté, ou renoncer doit être portée devant le tribunal qui a prononcé la séparation. C. C. 29 janv. 1818, t. 20, 68.

§ 5. — *Acceptation. — Ses effets. — Partage, etc.*

18. La femme qui, après le décès de son mari, a accepté la communauté, peut revendiquer que la moitié de ses propres aliénés pendant qu'elle était encore mineure, parce qu'elle est garantie la moitié des ventes, en sa qualité de commune. Amiens, 18 juin 1814, t. 16, 440.

19. La vente des meubles dépendant de la communauté ne peut pas avoir lieu sur la demande des héritiers de l'époux prédécédé, nonobstant le refus du survivant. Bruxelles, 13 nov. 1811, t. 11, 854.

20. La liquidation de la communauté entre une veuve et ses enfants a le caractère d'un véritable partage, et doit être soumise aux mêmes règles qu'un partage entre cohéritiers. Paris, 21 mai 1816, t. 14, 583.

21. Toutes les impenses faites par la communauté sur un immeuble propre à l'un des époux, même celles d'embellissement, doivent être estimées, pour fixer les prises de l'autre époux, alors qu'elles paraissent ajouter au prix de cet immeuble. Paris, 21 juin 1814, t. 16, 440.

21 bis. Lorsque la valeur d'une succession mobilière échue à l'un des époux pendant le mariage, et exclue de la communauté, n'a point été constatée par inventaire, les héritiers ont le droit de rétablir cette valeur tant par titres que par commune renommée. Amiens, 17 janv. 1824, t. 3 de 1825, 269.

22. La veuve qui, immédiatement après le décès de son mari, et avant l'inventaire, dispose de quelques effets de

munauté, n'est pas, par cela seul, des dettes au-delà de son émolument, s'il est reconnu qu'elle a fait une bonne et sage administration. C. C. 3 juin 1817, t. 19, 585.

4. Celui qui, après la dissolution de communauté, mais avant le partage, achète la part de la femme dans un immeuble qui en dépend, ne peut pas être tenu des dettes de cette communauté au-delà du prix de son acquisition, lorsqu'il a rempli les formalités nécessaires pour purger l'immeuble des hypothèques qui le grèvent. C. C. 3 juin 1817, t. 19, 528.

5. Pour mettre à la charge de la femme ou de ses héritiers, de prétendues dettes de la communauté, jusqu'à concurrence de leurs émolumens, il faut que ces dettes soient justifiées par titres suspects, ayant date certaine avant la dissolution de cette même communauté. C. C. 18 sept. 1807, t. 8, 687.

6. Lorsqu'un immeuble dépendant de la communauté a été vendu par licitation, à la mort de l'un des époux, et que le prix en est échu au lot de l'autre époux, au partage, l'acquéreur ne peut refuser de le payer, sous prétexte que cet immeuble est grevé d'inscriptions prises par l'époux décédé. Metz, 30 avril 1825, t. 1 de 1825, 205.

— *Renonciation à la communauté.*  
— *Effets de la renonciation.*

7. La renonciation à la communauté faite par la femme depuis sa demande en séparation, mais avant le jugement qui la prononce, est valable. Orléans, 14 mai 1817, t. 19, 901.

8. La veuve qui n'a point fait faire inventaire dans les trois mois du décès de son mari ne peut pas renoncer à la communauté. Paris, 2 août 1816, t. 18, 627.

9. Un tuteur peut, en vertu d'une délibération du conseil de famille, quoiqu'elle ne soit homologuée, renoncer à la communauté. C. C. 22 nov. 1815, t. 17, 172.

10. La renonciation de la femme ne la charge pas de sa contribution aux dettes contractées pendant la communauté, si ces dettes ont pour cause des acquisitions dont elle a profité personnellement. Paris, 14 nov. 1818, t. 20, 736.

11. Lorsqu'une femme renonce à la communauté, elle est réputée n'avoir jamais eu la propriété des conquêts même ceux qu'elle aurait conjointement avec son mari, constitués en dot à l'un de ses enfants. Ainsi, à sa mort, ses autres enfants ne peuvent exiger la restitution de ces conquêts en nature, pour former

leur légitime : ils doivent s'en tenir à l'estimation donnée par le contrat de mariage. C. C. 18 mai 1824, t. 3 de 1824, 5.

COMMUNAUX.

*Quels biens sont communaux. — Biens d'origine domaniale. — Terres vaines et vagues. — Ce qui peut être considéré comme tel. — Des biens communaux soumis à la mainmorte. — Des bois dont une commune a l'usage, mais sans titres. — Biens possédés par les ci-devant seigneurs. — Revendication. — Conditions de l'exercice de ce droit. — S'étend-il sur les biens possédés par voie de triage ? — Effets de la réunion de deux communes sur leur propriété. — Des jugemens qui avaient évincé les communes. — Prescription de l'action contre ces jugemens. — Restitution des fruits après la revendication. — Extraction des cailloux dans un terrain communal. — Partage des biens communaux. — Qui y a droit. — Droits de ceux qui ont défriché. — Des terrains communaux. — Rachat des biens aliénés pour cause de détresse.*

1. On ne peut pas considérer comme usurpés par la puissance féodale, et comme appartenant à des communes, des biens d'origine domaniale qui leur avaient été accensés, et qui, à l'époque de 1793, se trouvaient entre les mains des particuliers. C. C. 24 pluv. an 5, t. 1, 172.

2. Il ne suffit pas à une commune de prouver que des terres aujourd'hui en valeur étaient anciennement incultes, vaines et vagues, pour qu'elle puisse les revendiquer comme biens communaux. C. C. 5 germ. an 5, t. 1, 183.

3. Une commune ne peut pas réclamer, comme terre vaine et vague, une île située sur le lit d'une rivière navigable. C. C. 1 brum. an 6, t. 1, 231.

4. Pour que cette revendication soit admise, la commune doit prouver son ancienne possession à titre de propriétaire. C. C. 1 brum. an 6, t. 1, 231.

5. Le fait du pacage des bestiaux de la commune sur le terrain litigieux ne peut pas être envisagé comme une preuve de propriété. C. C. 1 brum. an 6, t. 1, 231.

6. On ne peut pas considérer comme compris dans la classe des terrains vains et vagues, que la loi du 10 juin 1793 répute biens communaux, des marais auxquels il a été fait anciennement des travaux pour les mettre en valeur. C. C. 2 vent. an 7, t. 1, 485.

7. De ce qu'une commune était anciennement assujettie à la mainmorte, il ne s'ensuit pas que les bois dont elle a aujourd'hui l'usage lui appartenait à cette époque en propriété. C. C. 18 brum. an 11, t. 3, 91.

8. Un bois situé dans le territoire d'une commune n'est pas censé lui appartenir par cela seul qu'elle en a l'usage, et cette commune ne peut pas, sans autres titres, prétendre évincer le ci-devant seigneur, qui en est en possession comme propriétaire. C. C. 14 flor. an 10, t. 2, 446.

9. Une commune ne pouvait pas invoquer, contre un ci-devant seigneur qui n'était pas le sien, les lois des 28 août 1792 et 10 juin 1793, d'après lesquelles toute commune était présumée avoir été dépouillée, par l'effet de la puissance féodale, des biens dont elle avait joui précédemment, et qui étaient possédés par son ci-devant seigneur. C. C. 17 vend. an 13, t. 5, 17.

10. Une commune qui, de temps immémorial, a été reconnue propriétaire d'un bois, ne peut pas, en vertu de la loi du 28 août 1792, contester à son ci-devant seigneur la propriété qu'il a également de temps immémorial de chênes croissant dans ce bois. C. C. 23 vent. an 10, t. 2, 327.

11. Lorsqu'une commune ne justifie pas qu'elle a ou qu'elle a eu anciennement la propriété ou la possession d'un bien prétendu communal, elle n'est pas recevable à revendiquer ce bien, et à exiger, de la part du détenteur, la représentation du titre de propriété légitime, prescrit par l'art. 8 de la loi du 28 août 1792. C. C. 24 nov. 1818, t. 20, 765.

12. Une commune ne peut être admise à revendiquer les biens dont elle prétend avoir été dépouillée par la puissance féodale qu'en prouvant qu'elle a *anciennement* possédé ces biens; il n'y a d'exception à cette règle qu'à l'égard des terres vaines et vagues, dont la possession en faveur des communes est légalement présumée, jusqu'à la preuve contraire.

Une sentence arbitrale ou un arrêt sans établir l'une ou l'autre hypothèse attribuée aux communes les biens rediqués, est susceptible de cassation. 28 mai 1816, t. 18, 470; 12 mai 1817, t. 14, 529.

13. L'ancien seigneur qui, à défaut de preuve, par les communes, d'une possession ancienne, rapporte des titres et actes geminés, faits à titre de propriétaire, jusqu'à l'époque du 4 août 1792, doit être réintégré dans la possession et la propriété des bois litigieux, quoiqu'avant la révolution, les communes n'aient fait le partage sans aucune tradition de sa part. Amiens, 16 mai 1813, t. 14, 533.

14. De ce que d'anciens titres mentionnent, par les mots *bois de telle commune*, des bois dont cette commune a l'usage, il n'en résulte pas que ces bois doivent lui être rendus, en exécution de l'art. 8 de la loi du 28 août 1792, d'ailleurs; elle ne prouve pas les avoir anciennement possédés à titre de propriétaire, et en avoir été dépouillée par la puissance féodale. C. C. 25 brum. an 10, t. 3, 96.

15. La loi du 28 août 1792, qui a réintégré les communes dans les biens dont elles ont été dépouillées par l'effet de la puissance féodale, a excepté, par son art. 1, les biens accordés aux seigneurs par voie du triage, antérieurement à 1660. C. C. 14 brum. an 13, t. 5, 63.

16. Lorsque deux communes voisines ont été réunies, les terres vaines et vagues situées sur le territoire de l'une d'elles sont devenues, par la force de cette réunion, la copropriété de l'autre. C. C. 18 avril 1815, t. 17, 261.

17. Les jugemens qui, dans l'ancien ordre de choses, avaient évincé les communes, dont le roi n'était pas le seigneur, de propriétés qu'elles prétendaient communales, mais que, dans le fait, elles avaient usurpées sur le domaine de l'État, n'ont pas été révoqués par la loi du 28 août 1792. C. C. 26 vend. an 11, t. 3, 49.

18. Au contraire, la loi du 28 août 1792 et celle du 10 juin 1793, qui autorisent les communes à demander la formation des jugemens ou arrêts par lesquels elles ont été évincées, doivent être restreintes au cas où l'éviction a eu lieu par l'abus de la puissance féodale, et en faveur des seigneurs, et qu'on puisse les étendre aux jugemens et arrêts rendus au profit du domaine. C. C. 26 vend. an 11, t. 3, 49.

19. La prescription quinquennale établie contre les communes par l'art. 6

loi du 28 août 1792, qui les a autorisées à faire reviser, casser ou réformer jugemens ou transactions intervenus entre elles et leurs ci-devant seigneurs, et des questions de propriété ou d'usage, n'a pas pu courir contre les communes, et qu'elles étaient en possession publique et paisible. C. C. 16 juil. 1822, t. 1 de 1823, 205.

20. Les communes n'ont eu que six ans, à partir de la loi du 28 août 1792, pour réclamer, contre leur ci-devant seigneur, la propriété des terres incises et vagues, parce que cette loi n'a point été abrogée par celle du 10 juin 1793. C. C. 28 janv. 1817, t. 19, 73.

21. Cette prescription n'est pas applicable aux dispositions de l'art. 8 de la même loi, qui autorise les communes à se faire réintégrer dans les biens et droits d'usage dont elles avaient été dépouillées par de ci-devant seigneurs. C. C. 16 juil. 1822, t. 1 de 1823, 205.

22. La faculté accordée aux communes, par les lois des 19 sept. 1790 et 28 août 1792, de demander la révision des cantonnemens prononcés contre elles par les anciens arrêtés du conseil, est subordonnée, dans son exercice, au cas où les communes prouveraient que ces cantonnemens leur sont préjudiciables et portent atteinte à leur droit de propriété. C. C. 14 flor. an 10, t. 2, 446.

23. La commune qui, en vertu de la loi du 28 août 1792, est réintégrée dans ses biens dont elle avait été dépouillée par la puissance féodale, ne peut, dans aucun cas, demander la restitution des fruits perçus par le ci-devant seigneur. C. C. 22 vend. an 10, t. 2, 155.

24. L'extraction de cailloux dans un terrain communal rentre dans l'application de l'art. 44, tit. 2 du cod. rur. de 1791, qui punit d'une amende de 3 à 15 fr. l'enlèvement de terres et matériaux appartenant à une commune, et le tribunal de police est incompétent pour connaître de ce fait. C. C. 31 janv. 1824, t. 2 de 1824, 570.

25. Une forêt indivise entre plusieurs communes doit être partagée par feux, quoique, jusqu'au partage, les communes copropriétaires eussent divisé par égales parts entre elles les produits et les charges. C. C. 1 fév. 1814, t. 16, 149.

26. Le droit de *parcours* sur le territoire d'une commune ne donne pas celui de participer au *partage* de ses biens communaux. C. C. 22 brum. an 10, t. 2, 179.

27. Lorsque, en prononçant la nullité d'un partage de biens communaux pour défaut d'autorisation, l'autorité adminis-

trative a maintenu, conformément à la loi du 9 vent. an 12, les possesseurs actuels dans la possession des parties de ces communaux par eux défrichées, les habitants de la commune, ainsi maintenus dans leur propriété, ont le droit de la défendre personnellement *ut singuli*, sans aucune intervention de la commune. C. C. 20 août 1822, t. 3 de 1823, 87.

28. Lorsqu'il est besoin de quelques vérifications pour le partage des biens communaux, les arbitres doivent, à peine de nullité, nommer des gens de l'art pour procéder à ces vérifications en présence des parties, ou elles dûment appelées; les arbitres ne peuvent y procéder eux-mêmes. C. C. 3 nov. 1818, t. 20, 705.

29. Les détenteurs qui ont défriché des communaux, en vertu de la déclaration du 5 juil. 1770, sont compris dans les exceptions établies par l'art. 7, sect. 4, de la loi du 10 juin 1793. C. C. 24 frim. an 8, t. 1, 365.

30. Les possesseurs de terrains communaux défrichés avant la loi du 10 juin 1793 ont été maintenus dans leur possession par la loi du 21 prair. an 4, alors même que cette possession ne serait appuyée d'aucuns titres. C. C. 20 mes. an 10, t. 2, 545.

31. Les communes peuvent encore aujourd'hui exercer la faculté que leur accordaient les anciennes lois de racheter leurs biens communaux aliénés en temps de détresse. C. C. 3 août 1808, t. 9, 463.

32. Le contraire a été jugé précédemment. C. C. 8 mes. an 5, t. 1, 194.

## COMMUNE.

*Des droits et actions d'une commune. — Qui peut en exciper ou les exercer. — Responsabilité des communes. — Des contestations entre communes ou sections de communes. — Comment les communes ou sections de communes sont représentées. — Comment une commune procède contre l'état. — De l'autorisation nécessaire aux communes. — Quelles autorités sont compétentes pour juger les communes.*

1. Une commune à qui son seigneur avait concédé, depuis un temps immémorial, un droit d'usage, moyennant une redevance en grains et en argent, n'a pas pu en être privée en vertu d'un acte postérieur où elle a déclaré que ce

*droit n'était que de pure tolérance*, lorsque le seigneur ou ses représentans n'ont pas été parties dans cet acte. C. C. 29 déc. 1818, t. 20, 819.

2. Les communes non comprises dans l'état arrêté au conseil du roi, en exécution de l'art. 1 du titre 19 de l'ordonnance de 1669, ne peuvent pas réclamer les droits de pâturage et de panage qu'elles prouvent avoir eus dans des forêts domaniales. C. C. 1 prair. an 12, t. 4, 521.

3. Les communes peuvent se prévaloir des lois qui autorisent les propriétaires à faire cesser l'indivis. C. C. 4 therm. an 7, t. 1, 332.

4. Quelques habitans d'une commune ne peuvent exciper d'un droit dont l'exercice n'appartient qu'à la collection des habitans, représentés par le maire légalement autorisé. Cette exception ne pourrait donner lieu à l'admission d'une question préjudicielle.—Un tribunal ne peut, dans ce cas, sur les seules conclusions de ceux des habitans qui soutiennent la contestation, recevoir le maire partie intervenante pour prendre leur fait et cause, lorsque aucune demande à cet égard n'a été formée par ce magistrat. C. C. 22 avril 1824, t. 3 de 1824, 331.

5. Les habitans d'une commune ne peuvent pas exercer individuellement, et sans l'autorisation du pouvoir administratif, une action qui n'appartient qu'à la commune. C. C. 10 niv. an 13, t. 5, 230.

6. Quelques habitans d'une commune ne peuvent revendiquer individuellement (*ut singuli*) la jouissance d'une propriété communale, si le fond du droit est contesté. C. C. 16 juil. 1822, t. 24, 596.

7. Lorsqu'une commune a été déclarée responsable, en vertu de la loi du 10 vend. an 4, les plus forts contribuables peuvent interjeter appel du jugement, en leur nom personnel, lorsqu'ils sont individuellement intéressés à le faire rétracter. C. C. 14 pluv. an 10, t. 2, 278.

8. Les dommages et intérêts dont la loi du 10 vend. an 4 charge les communes responsables ne sont pas dus au père ou à la mère de l'homicidé. C. C. 3 vend. an 10, t. 2, 137.

9. La loi du 10 vend. an 4, qui rend les communes responsables des délits qui se commettent dans leur sein par attroupement, est encore obligatoire. C. C. 24 avril 1821, t. 23, 232; 17 juin 1817, t. 19, 573.

9 bis. Pour qu'une commune soit responsable du pillage commis sur son territoire par un attroupement de douze à quinze cents personnes, il ne suffit pas que dix à douze des habitans de cette

commune en aient fait partie. C. C. 29 déc. 1824, t. 2 de 1825, 265.

10. Une commune ne peut pas être déclarée responsable du pillage commis dans son sein, lorsqu'il est constant que la désorganisation la plus complète avait détruit, dans cette commune, tous les liens sociaux, que les lois y étaient sans force et les magistrats sans autorité. C. C. 27 juin 1822, t. 2 de 1823, 52.

11. Lorsque les objets volés ou pillés ne sont pas rendus en nature, la commune responsable est toujours tenue de payer le prix sur le pied du double de leur valeur. C. C. 1 juil. 1822, t. 2 de 1823, 54.

12. Une commune ne peut pas être condamnée en vertu de la loi du 10 vend. an 4, sans avoir été assignée, ni sans avoir été entendue. C. C. 17 vend. an 4, t. 1, 343.

13. Une commune qui est en contestation avec une autre commune, sur le droit de pâturage, ne peut se faire un titre d'une délibération de son conseil municipal, approuvée par le préfet, qui lui aurait reconnu ce droit. C. C. 9 mars 1822, t. 23, 187. — V. *Compétence*, n. 28.

14. Le syndic d'une section de commune, nommé pour défendre ses intérêts, en exécution de l'arrêté du gouvernement du 24 germ. an 11, perd de plein droit sa qualité en devenant maire de la commune; et s'il cesse d'être maire, ne recouvre pas sa qualité de syndic sans nomination nouvelle. C. C. 25 nov. 1823, t. 2 de 1824, 141.

15. A défaut de syndic dans l'une des sections de la même commune qui sont en procès entre elles, l'acte d'appel signifié à cette section a pu l'être au maire de cette commune. C. C. 25 nov. 1823, t. 2 de 1824, 141.

16. Une commune ne peut être assignée en la personne d'aucun autre que du maire. C. C. 10 juin 1812, t. 13, 527.

17. En l'absence du maire, l'exploitant ne peut être laissé à l'adjoint ni visé par lui. C. C. 10 juin 1812, t. 13, 527; 10 fév. 1817, t. 19, 122; 18 nov. 1813, t. 15, 649.

18. Dans ce cas, le juge de paix ou le procureur du roi sont seuls compétens pour recevoir la copie et viser l'original. C. C. 10 juin 1812, t. 13, 527; 18 nov. 1813, t. 15, 949.

18 bis. Lorsqu'une commune plaide par l'organe de son maire, les habitans de cette commune ne peuvent pas être considérés individuellement comme parties au procès. C. C. 30 mai 1825, t. 3 de 1825, 551.

19. Les parens au degré prohibé des ha



ans d'une commune peuvent être pro-  
 ts comme témoins, par cette cour-  
 ne, dans un procès qu'elle soutient.  
 C. C. 30 mai 1825, t. 3 de 1825, 551.

19 bis. Lorsque l'adjoint d'un maire  
 ite ses fonctions avant le jugement d'un  
 cès soutenu par lui au nom de la com-  
 me, le nouvel adjoint, qui continue  
 poursuites judiciaires commencées par  
 prédécesseur, n'est pas obligé préa-  
 lement d'assigner l'adversaire de la  
 mmune en reprise d'instance. C. C.  
 ain 1818, t. 20, 421.

20. La signification qui doit être faite  
 a requête d'un maire, agissant pour la  
 mmune, n'est pas nulle, parce qu'elle  
 faite poursuite et diligence, non  
 lement du maire, mais encore des  
 ciers municipaux et des agents nation-  
 x. C. C. 6 avril 1819, t. 1 de 1823,

21. Lorsqu'un tribunal condamne une  
 mmune à payer une redevance qui est  
 prix d'un droit d'usage dont tous les  
 itans jouissent individuellement, il  
 peut pas ordonner au maire de four-  
 le rôle de ses habitants au créancier,  
 que celui-ci puisse se faire payer di-  
 ctement par chacun d'eux. C. C. 23  
 1809, t. 10, 748.

21 bis. L'action d'une commune con-  
 l'état n'a pu être valablement dirigée  
 tre l'agent national du district, au  
 du président du département, sub-  
 ué au procureur-général syndic. C. C.  
 mars 1825, t. 3 de 1825, 281.

22. Un hameau est une généralité  
 habitants, et, comme telle, a besoin de  
 autorisation administrative pour ester  
 justice. C. C. 29 frim. an 12, t. 4, 165.

23. Une délibération des habitants d'une  
 mmune ne peut pas tenir lieu de celle  
 conseil général de cette commune, et  
 suffit pas pour agir en son nom de-  
 vant les tribunaux, sans approbation de  
 autorité administrative. C. C. 24 pluv.  
 5, t. 1, 172.

24. Lorsque les habitants d'un village  
 hameau forment une action en nom  
 individuel, au lieu de la former en nom  
 collectif, et comme section de commune,  
 n'ont pas besoin de l'autorité admi-  
 nistrative. C. C. 10 nov. 1812, t. 13,

25. Lorsque, après avoir annulé un ar-  
 ré du conseil de préfecture comme in-  
 compétemment rendu, le conseil d'état  
 renvoie une commune devant les tribu-  
 x, il peut l'autoriser lui-même à  
 ider, sans que la commune soit obli-  
 e de se retirer devant le conseil de pré-  
 fecture. C. C. 24 juil. 1822, t. 2 de  
 23, 283.

26. Pour qu'une commune puisse plai-

der, il faut absolument que l'autorisa-  
 tion que lui donne son conseil général  
 soit approuvée par l'administration dé-  
 partementale. C. C. 8 frim. an 12, t. 4,  
 115.

27. Si l'autorisation municipale accor-  
 dée au maire pour intervenir au nom de  
 la commune n'a pas été approuvée par le  
 préfet, le tribunal doit lui donner un  
 délai pour obtenir cette sanction, et non  
 pas rejeter son intervention. C. C. 9  
 mars 1821, t. 23, 187.

28. Une commune autorisée à plaider  
 devant les tribunaux et les cours n'a pas  
 besoin, pour appeler, d'une nouvelle au-  
 torisation. Bourges, 7 mars 1822, t. 24,  
 263.

29. Au contraire, une nouvelle auto-  
 risation lui est nécessaire lorsqu'elle est  
 intimée sur l'appel. C. C. 2 mars 1815,  
 t. 17, 155.

30. Par un autre arrêt, la cour de  
 cassation a décidé que l'autorisation de  
 plaider, obtenue par une commune, de-  
 vait avoir tout son effet devant la cour  
 d'appel, lorsque, sur l'appel d'un juge-  
 ment provisoire, cette cour s'est trouvée  
 saisie, par les conclusions respectives des  
 parties, de la connaissance du fond de  
 la contestation. C. C. 1 juil. 1818, t. 20,  
 513.

31. L'appel interjeté par le maire  
 d'une commune non encore autorisée à se  
 pourvoir est valable, si l'autorisation est  
 ultérieurement accordée. C. C. 7 déc.  
 1819, t. 21, 704.

32. La nullité du jugement, résultant du  
 défaut d'autorisation d'une commune à  
 l'effet de plaider, est une *nullité abso-*  
*lue*, qui peut être invoquée même par l'ad-  
 versaire de la commune. C. C. 3 brum. an  
 12, t. 4, 29; 3 juin 1812, t. 13, 526; 10  
 niv. an 13, t. 5, 230. — V. *Compétence*,  
 n. 28, 29.

COMMUNICATION de pièces. Quoi-  
 qu'une pièce ait déjà été communiquée  
 en première instance, on peut encore, sur  
 l'appel, en demander la communication  
 à ses frais. Rouen, 9 déc. 1807, t. 8, 569.

COMPARUTION personnelle. Lors-  
 que la partie dont la comparution a été  
 ordonnée par jugement du tribunal de  
 commerce ne comparait pas en personne,  
 les faits posés à sa charge doivent être  
 tenus pour avérés. C. C. 19 fév. 1812; t.  
 13, 151.

## COMPENSATION.

*Entre quelles dettes peut s'opé-*  
*rer la compensation. — Qui*  
*peut opposer la compensation.*

**Obstacles. — Quand peut-elle être opposée ?**

1. La compensation ne peut s'opérer qu'entre deux dettes également liquides. C. C. 29 fruct. an 6, t. 1, 275.

2. Il ne s'opère point de compensation entre la dette liquide d'un vendeur et le reliquat du prix qui lui est dû par l'acquéreur, s'il forme une action en lésion. C. C. 29 fruct. an 6, t. 1, 275.

3. Ou si la vente est contestée. C. C. 3 fév. 1819, t. 21, 103.

4. Il n'y a pas lieu à compensation entre une dette exigible et liquide due à l'état, et une autre somme non liquide dont l'état est débiteur. C. C. 24 mars 1843; 19 mars 1811, t. 14, 339. — V. *Compétence*, n. 24.

5. La compensation de deux créances liquides, mais dont l'une est définitive, et l'autre seulement provisoire, est admissible. C. C. 12 août 1807, t. 8, 544.

6. Les tribunaux ont pu refuser la compensation entre deux dettes contractées, l'une en numéraire, et l'autre en assignats. C. C. 21 vent. an 12, t. 4, 368.

7. Le débiteur d'un *Billet à ordre* ne peut opposer au tiers porteur la compensation de ce que lui doit l'endosseur, sous prétexte que l'ordre n'a été passé que pour nautissement. Paris, 12 mai 1806, t. 7, 294. — V. *Billet à ordre*, n. 10, et *Effets de commerce*.

8. Un notaire ne peut opposer la compensation des sommes qu'il a prêtées ou avancées au receveur de l'enregistrement avec les droits dus pour les actes qu'il a soumis à l'enregistrement. C. C. 26 mai 1807, t. 8, 365.

9. Avant comme depuis le code civil, la compensation n'a pu s'opérer au préjudice d'une saisie-arrêt. C. C. 14 fév. 1810, t. 11, 132.

10. Mais cette saisie ne peut empêcher la compensation, lorsque l'existence des deux dettes liquides et exigibles lui est antérieure. C. C. 14 août 1809, t. 10, 650.

11. Celui qui est en même temps créancier et débiteur d'un failli peut opposer *au failli* la compensation, quoique sa créance soit postérieure à la faillite. Turin, 18 vent. an 13, t. 5, 476.

12. Mais il ne peut pas l'opposer aux créanciers. C. C. 12 fév. 1811, t. 12, 127.

13. La partie à qui il a été adjugé des dépens, mais avec distraction en faveur de son avoué, ne peut les opposer en compensation avec ce qu'elle doit elle-même. Paris, 11 mars 1811, t. 12, 221.

14. Il y a lieu à compensation entre deux dettes, quoique le titre de l'une soit exécutoire et que celui de l'autre ne

le soit pas. C. C. 28 mes. an 13, t. 6.

15. La créance d'un médecin pour peines et visites, quoique sujette à règlement du jury médical, peut être opposée en compensation, lorsqu'elle n'est pas contestée au fond. C. C. 1819, t. 21, 103.

16. Lorsqu'un créancier hypothécaire acquiert l'immeuble qui lui est dû, il s'opère entre sa créance et la dette contractée une compensation qui éteint l'une et l'autre et qui le dispense de renouveler son inscription. Grenoble, 17 déc. 1821, t. 1 de 1823, 137.

17. La cour de Bourges a décidé le contraire, en jugeant qu'un créancier acquéreur pouvait, après son acquisition, porter sa créance. 22 nov. 1823, t. 1 de 1824, 518.

18. On ne peut pas opposer la compensation d'une dette résultant de compte non encore arrêté avec une dette liquide. C. C. 17 fév. 1823, t. 1 de 1823, 161.

19. Tout débiteur solidaire a droit d'opposer au créancier la compensation noncée en faveur d'un de ses codébiteurs. Rouen, 30 juin 1810, t. 11, 645.

20. Le mari peut opposer en compensation d'une dette qui lui est personnelle ce qui est dû à sa femme par le créancier, pour deniers dotaux. Grenoble, 13 déc. 1823, t. 3 de 1824, 42.

20 bis. Un créancier à qui son débiteur négocie des traites au nom et pour le compte d'un tiers ne peut pas se faire tenir le montant par compensation de ce que lui doit le mandataire, alors qu'il ne pouvait ignorer que ces traites étaient directement à son ordre par le mandant, n'étaient pas la propriété de son débiteur. C. C. 10 janv. 1825 de 1825, 475.

21. La compensation de ce que se sont débiteur mutuellement un vendeur et un acquéreur, consentie par l'acte de vente, est suspendue par les inscriptions hypothécaires prises sur le premier; mais cette suspension est levée par l'annulation de ces inscriptions. Paris, 23 avril 1824, t. 1 de 1824, 120.

22. La demande en compensation est principale, et ne peut être formée pour la première fois en cause d'appel. C. C. août 1806, t. 7, 454.

**COMPÉTENCE (en matière civile)**

SECT. I. Distinction et point de contact des pouvoirs administratifs et judiciaires.

§ 1. Distinction et point de contact des pouvoirs administratifs

*Judiciaires, et de la compétence de l'une ou l'autre autorité sur les contestations relatives :*

*I. Aux biens nationaux et autres actes administratifs.*

*II. Aux chemins, aux travaux publics, aux eaux en général, aux rivières, ruisseaux, usines qui peuvent y être contestées.*

*III. A l'état, aux communes, émigrés, aux hospices et autres établissemens publics, contributions, etc. ;*

*IV. Aux actes argués de féodalité, aux agents du gouvernement.*

*Conflit entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire.*

*Distinction des pouvoirs administratifs et judiciaires.*

Les contestations qui n'ont pour objet des intérêts privés sont de la compétence des tribunaux, à l'exclusion des autorités administratives. C. C. 18 nov. an 10, t. 2 de 1824, 148.

Lorsqu'un tribunal est légalement saisi qu'une affaire qui lui est soumise est portée devant l'autorité administrative, il doit surseoir à prononcer. C. C. 10 niv. an 11, t. 3, 175.

Un tribunal excède ses pouvoirs en statuant sur une réclamation déjà tranchée administrativement par des arrêtés subsistants encore. C. C. 22 vent. an 4, 122.

Lorsqu'une administration a proposé sur l'objet d'une contestation, qu'elle ait été portée d'abord devant les tribunaux, l'autorité judiciaire ne peut pas juger contrairement à ce que l'administration a décidé. C. C. 13 mars 1810, t. 11, 229.

Les tribunaux doivent dans ce cas surseoir à toute poursuite. C. C. 13 mars 1810, t. 11, 229. — V. *Brevet d'invention*, n. 11.

La partie qui se croit lésée par la décision administrative n'a d'autre recours que devant l'autorité supérieure. C. C. 13 mars 1810, t. 11, 229.

Les tribunaux n'ont pas le droit de connaître d'une contestation subordonnée à l'interprétation d'un acte administratif. C. C. 3 mars 1807, t. 8, 142.

*7 bis.* Cependant les tribunaux devant lesquels il est produit des actes adminis-

tratifs dont il plait à une partie de trouver le sens obscur et susceptible d'interprétation ne doivent pas renvoyer devant l'autorité administrative, lorsque ces actes ne leur présentent pas d'équivoque ni d'obscurité. C. C. 13 mai 1824, t. 1 de 1825, 107.

8. Les tribunaux sont tenus d'appliquer les arrêtés du gouvernement, sans avoir le droit de les commenter ni d'examiner s'ils sont ou non conformes aux lois. C. C. 23 flor. an 10, t. 2, 468.

9. Lorsqu'il s'élève devant les tribunaux une question préjudicielle qui est du ressort de l'autorité administrative, ils ne peuvent se dispenser de la lui renvoyer, sous le prétexte que la compétence judiciaire se détermine par le seul titre de la demande. C. C. 4 août 1824, t. 3 de 1824, 417. — Voy. l'arrêt cassé, Paris, 20 avril 1822, t. 1 de 1823, 316.

10. Les tribunaux ne peuvent pas ordonner l'exécution d'un acte annulé par l'autorité administrative. C. C. 29 flor. an 10, t. 2, 479.

11. Ni connaître d'aucunes contestations sur l'objet desquelles l'autorité administrative a prononcé. C. C. 13 mars 1810, t. 11, 229.

12. Ou qui doivent être réglées par des arrêtés administratifs qui subsistent encore. C. C. 22 vent. an 4, t. 1, 122.

12 bis. Lorsque, pendant le cours d'une instance en complainte, il s'élève une contestation dont la connaissance est attribuée par la loi à l'autorité administrative, le juge devant lequel cette instance est pendante doit, au lieu de se déclarer incompétent, surseoir seulement au jugement de l'action possessoire, pour y être statué après que la décision administrative aura été rendue. C. C. 3 nov. 1824, t. 2 de 1825, 395.

13. Lorsqu'une prétention de propriété privée est opposée à une demande formée par le domaine, le tribunal saisi de la contestation ne peut prononcer, si, au préalable, on ne s'est pas pourvu administrativement, conformément à la loi du 5 nov. 1790. C. C. 29 therm. an 11, t. 3, 650.

14. Un préfet ne peut pas, sous prétexte que l'affaire dans laquelle il a été rendu un jugement en dernier ressort était de la compétence de l'autorité administrative, défendre l'exécution de ce jugement. Bruxelles, 14 avril 1810, t. 11, 381.

*I. Contestations relatives aux biens nationaux et autres actes administratifs.*

15. Toute question qui a pour but

de savoir si un objet se trouve ou non compris dans une vente faite administrativement est dans les attributions de l'autorité administrative. C. C. 12 mai 1824, t. 3 de 1824, 392.

16. Il entre également dans sa compétence exclusive de prononcer sur une contestation relative à la propriété d'un terrain qu'une des parties, acquéreur de biens nationaux, prétend faire partie de son adjudication. Un tribunal ne pourrait en connaître, même en puisant ses raisons de décider dans des circonstances et des considérations étrangères à cet acte. C. C. 22 mars 1820, t. 22, 288.

17. C'est encore à elle qu'appartient la connaissance des contestations qui s'élèvent entre l'acquéreur d'un bien national et un prétendant-droit à la propriété d'une portion de ce bien, et qui présentent la question de savoir si l'acquéreur a ou n'a pas acheté cette portion du gouvernement. C. C. 16 pluv. an 11, t. 3, 241.

18. Les tribunaux peuvent, nonobstant les lois qui soumettent à l'autorité administrative le contentieux des *domaines nationaux*, connaître des actes passés entre particuliers sur des biens d'origine nationale, postérieurement à leur adjudication. C. C. 13 vent. an 13, t. 5, 450.

19. C'est à l'autorité administrative qu'il appartient de décider si la clause par laquelle l'adjudicataire d'un bien national déclare qu'il acquiert pour lui et pour telles personnes forme une simple déclaration de command, et si elle est révocable. C. C. 25 oct. 1809, t. 10, 751.

19 bis. L'appréciation de la clause d'un procès verbal d'adjudication par laquelle une servitude de passage est imposée à l'acquéreur d'une portion d'un domaine national, au profit des autres portions du même domaine, appartient à l'autorité judiciaire; elle tient à l'exécution, et non à l'interprétation de cet acte. Paris, 10 janv. 1823, t. 2 de 1824, 391.

20. C'est aux tribunaux, et non à l'autorité administrative, qu'appartient la connaissance des difficultés élevées entre deux parties sur une convention passée entre elles, et dont l'objet était l'accomplissement de travaux ordonnés par l'administration. C. C. 22 déc. 1824, t. 1 de 1825, 519.

20 bis. L'autorité judiciaire a seule droit de connaître de l'exécution ou de l'application d'un bail administratif concernant les inhumations et pompes funèbres. C. C. 27 août 1823, t. 1 de 1824, 376.

## II. Contestations relatives aux chemins, à la voirie et aux eaux.

V. *Chemins*, n. 5; *Chemins vicinaux*, n. 2.

21. L'autorité judiciaire est seule compétente pour juger les contraventions aux réglemens de *voirie* qui ordonnent la démolition ou l'alignement d'un édifice, l'effet d'élargir une rue qui n'est qu'une grande route ni traverse de grande route. C. C. 12 vend. an 13, t. 5, 11.

21 bis. C'est le tribunal correctionnel et non celui de simple police, qui doit connaître de ces contraventions. C. C. 12 vend. an 13, t. 5, 11.

22. Les tribunaux sont-ils incompétents pour décider si l'alignement d'une rue donné par un maire est ou non régulier et obligatoire. C. C. 21 déc. 1825, t. 3 de 1825, 111.

22 bis. Les contestations qui s'élèvent entre deux propriétaires d'usines, sur la hauteur et l'usage des eaux d'une rivière non navigable, sont de la compétence exclusive des tribunaux, toutes les fois qu'il s'agit uniquement de l'intérêt particulier des parties. C. C. 19 frim. an 8, t. 1, 365.

23. Un juge de paix ne peut pas prononcer sur un cours d'eau une mesure de police qui n'est pas essentiellement répressive. C. C. 4 fév. 1807, t. 8, 6.

23 bis. Lorsque, dans une contestation intervenue entre des particuliers, il a été ordonné, par des jugemens passés en force de chose jugée, que certains travaux seraient faits dans le lit d'une rivière, l'autorité administrative s'est opposée à l'exécution de ces travaux dans l'intérêt public, les tribunaux peuvent, sans connaître l'autorité de la chose jugée, refuser d'ordonner l'exécution des jugemens précédens et délaisser les parties à pourvoir devant l'autorité administrative supérieure. C. C. 9 fév. 1825, t. 2 de 1825, 423.

## III. Contestations relatives à l'état des communes, aux hospices, aux particuliers, etc.

24. Les tribunaux ne sont point compétens pour prononcer sur les demandes en compensation opposées à l'état par les débiteurs dont les créances sont sujettes à liquidation. C. C. 17 therm. an 7, t. 1, 333.

25. Lorsqu'un effet a été souscrit payable en ordonnances ministérielles dans un délai déterminé, et que les actes et décisions administratifs qui en ordonnent le paiement ne décident pas expressement

que la somme qui est portée dans le tableau sera acquittée sans réduction, les tribunaux ne peuvent déclarer le créancier de la totalité de cette somme en numéraire; ils doivent surseoir jusqu'à ce que l'autorité administrative ait interprété ses décisions et ses ordres. C. C. 4 mars 1823, t. 2 de 1823, 606.

Les tribunaux sont compétens, à l'exception de l'autorité administrative, à connaître des difficultés élevées à l'occasion des successions ouvertes dans le délai du 6 flor. an 10 au 1 mes. an 11, et dans lesquelles des émigrés américains sont intéressés. C. C. 24 déc. an 10, t. 2 de 1824, 458.

La connaissance du contentieux des hospices appartient aux tribunaux ordinaires, et non à l'autorité administrative. C. C. 22 pluv. an 13, t. 5, 607.

Une contestation élevée entre deux communes au sujet d'un droit de pâturage, qu'une des communes prétend avoir sur un terrain appartenant à l'autre commune, est de la compétence exclusive des tribunaux civils. C. C. 9 mars an 11, t. 23, 187.

L'autorité administrative est seule compétente pour statuer sur la régularité d'une autorisation donnée par un conseil de commune à une commune, à l'effet d'interdire une action judiciaire. C. C. 29 frim. an 11, t. 1 de 1824, 289. — V. *Communes*, n. 24.

**Contestations relatives aux droits argués de féodalité. — Aux droits du gouvernement. — Aux droits convenancières.**

1. A l'autorité administrative seule appartient la connaissance de la question de savoir si une redevance emphytéotique aliénée par la nation était ou n'était supprimée en partie au moment de la vente. C. C. 29 frim. an 11, t. 3, 148.

2. L'autorité administrative est seule compétente pour statuer sur des demandes formées contre les membres d'une commune chargée d'un service public. C. C. 9 brum. an 13, t. 5, 78.

3. Elle peut également seule statuer sur une demande formée contre un agent du gouvernement en paiement de lettres de change qu'il a tirées en sa qualité de fournisseur, sur l'entrepreneur général des mêmes denrées. C. C. 18 mes. an 11, t. 2, 143.

4. Les contestations qui s'élèvent sur des sous-traités qui ont été passés par des

fournisseurs du gouvernement sont de la compétence des tribunaux. C. C. 13 mes. an 12, t. 4, 606.

34. La question de savoir si le remboursement d'une rente convenancièrè, fait sous l'empire de la loi du 27 août 1792, qui déclarait les domaniers propriétaires du fonds de leur tenure, a eu pour effet de les soustraire à l'application de la loi du 9 brum. an 6, qui, abrogeant celle de 1792, a maintenu les propriétaires fonciers dans la propriété de leurs fonds, est une question de propriété dont la connaissance appartient aux tribunaux, et non à l'autorité administrative, bien que le remboursement dont il s'agit d'apprécier les effets ait eu lieu, en vertu d'un arrêté administratif, entre les mains du trésor, comme étant aux droits du propriétaire foncier émigré. C. C. 11 nov. 1822, t. 2 de 1823, 285.

## § 2. — *Conflit entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire.*

35. Les tribunaux devant lesquels est portée une contestation dont une des parties demande le renvoi devant l'autorité administrative peuvent et doivent, lorsque l'autorité administrative n'élève point de conflit, statuer eux-mêmes sur le déclinaire. C. C. 25 oct. 1809, t. 10, 751.

36. Lorsqu'une affaire contentieuse administrative a été portée devant un tribunal, et que le conflit a été élevé par le préfet ou par le ministère public, en son nom, le tribunal doit surseoir à prononcer, de telle sorte même qu'il lui est interdit, soit de se déclarer incompétent, soit de confirmer un jugement d'incompétence. C. C. 18 pluv. an 11, t. 3, 245.

37. Lorsqu'un arrêt a été rendu sans qu'aucune des parties ait proposé d'exception d'incompétence, le conflit de juridiction élevé sur l'exécution de cet arrêt peut donner lieu à la suspension des poursuites. Bruxelles, 14 avril 1810, t. 11, 381.

## SECT II. Compétence judiciaire.

§ 1. *Règle générale. — De l'autorité judiciaire dans les colonies. — L'autorité judiciaire ne peut connaître comme amiable compositeur. — De l'exception d'incompétence. — De l'incompétence absolue. — Quand peut-elle être opposée? — De l'incompétence ratione personæ. — Quand peut-elle être proposée? — De l'incompétence des tribunaux civils pour statuer en*



*matière de commerce. — Quand peut-elle être présentée ? — Qui doit supporter les dépens, après une exception déclinatoire tardivement présentée. — Indication du tribunal devant lequel on demande le renvoi. — Jugement sur le déclinatoire et sur le fond.*

§ 2. *Quels tribunaux sont compétens à raison de la nature de la demande principale ou reconventionnelle; — A raison du domicile du défendeur ou des circonstances locales de la convention.*

§ 3. *Justice de paix. — Sa juridiction peut être agrandie. — A quelle matière elle peut être étendue. — Des actions civiles. — Des dommages aux champs. — Des actions pour dégradations. — Des arrérages de rentes. — Des saisies-exécutions faites en vertu de ses jugemens.*

§ 4. *Des tribunaux de première instance. — Quand ils connaissent des dommages faits aux champs. — Du salaire du gardien judiciaire. — S'ils peuvent surseoir à l'exécution d'un arrêt. — S'ils peuvent faire des injonctions ou des défenses aux juges de paix.*

§ 5. *Tribunaux de commerce. — Caractère de leur compétence. — Quand ils ne peuvent connaître des exceptions, — Ou des demandes accessoires, — Ou reconventionnelles. — Nature de leur compétence par rapport aux personnes et aux choses. — S'ils connaissent de l'exécution de leurs jugemens. — De leur autorité sur les personnes qui plaident devant eux. — Manière de procéder devant eux. — Quand ils peuvent prononcer une jonction de défaut.*

§ 6. *Des cours d'appel et de cassation.*

§ 1. — *Règle générale. — Exception d'incompétence.*

38. Dans les colonies, l'autorité judiciaire ordinaire ne peut connaître de l'appel des contestations relatives au commerce étranger ou aux vaisseaux étrangers; l'incompétence à cet égard est absolue.

39. Elle peut être invoquée en tout état de cause, même pour la première fois en cassation, malgré tout acquiescement antérieur. La connaissance de ces affaires appartient à une cour spéciale. C. C. 7 août 1824, t. 23.

40. Un tribunal ne peut pas refuser aux parties la faculté de prononcer un jugement amiable compositeur. C. C. 30 août 1824, t. 15, 463.

41. En matière d'incompétence absolue, le déclinatoire est recevable en tout état de cause. C. C. 14 avril 1818, t. 320.

42. Lors même qu'on aurait pris des conclusions en première instance. C. C. 25 mars 1823, t. 3 de 1823, 449.

43. L'incompétence *ratione personæ* peut être proposée pour la première fois sur l'appel d'un jugement par défaut devant un tribunal de commerce. Angers, 11 août 1824, t. 3 de 1824, 534.

44. Mais elle ne peut pas l'être sur l'appel d'un jugement contradictoire. C. C. 4 fév. 1806, t. 7, 80.

45. Lorsqu'une exception d'incompétence personnelle n'a été rejetée en première instance sur le motif qu'elle n'a pas été proposée *in limine litis*, si l'erreur est prouvée par les qualités de l'arrêt attaqué, il y a lieu à cassation. C. C. 21 mars 1825, t. 16 de 1825, 185.

46. La déclaration en inscription de faux, faite, par le défendeur, devant un tribunal de commerce, et qui a eu l'effet de dessaisir ce tribunal avant l'examen de la cause au fond, doit être considérée comme une défense, qui rend le défendeur non recevable à opposer ultérieurement, devant ce tribunal, l'exception d'incompétence *ratione personæ*. Paris, 28 fév. 1812, t. 13, 188.

46 bis. Le demandeur ne peut pas, lorsque la contestation est liée devant un tribunal incompétent, arrêter l'effet du déclinatoire en restreignant sa demande à la mainlevée des inscriptions. C. C. flor. an 12, t. 4, 461.

47. Lorsqu'une partie, après avoir proposé le déclinatoire, a défendu au fond, en première instance, elle ne peut pas présenter le moyen d'incompétence sur l'appel. Paris, 17 mai 1813, t. 14, 3.

L'exception d'incompétence ne peut être présentée, pour la première fois, devant la cour de cassation. C. C. 1813, t. 15, 518.

L'incompétence des tribunaux civils pour statuer sur des matières de commerce n'est que relative, et elle est déterminée par les parties, lorsqu'au lieu d'offrir le déclinatoire elles ont agi sur le fond. C. C. 10 juil. 1816, t. 15, 33.

Une partie ne peut pas, après avoir été assignée devant le tribunal civil, abandonner sa demande pour la porter devant le tribunal de commerce, surtout lorsque les parties ne sont plus entières, et que l'instance a été rendue, dans la cause, un jugement interlocutoire. Trèves, 3 août 1816, t. 9, 465.

La partie qui ne propose l'exception d'incompétence que sur l'appel doit payer une partie des dépens. C. C. 1823, t. 2 de 1824, 341.

Le défendeur qui décline la juridiction devant laquelle il est traduit incompétent, ne peut pas assigner le tribunal auquel il veut être renvoyé la contestation en invoquant la maxime *Actor sequitur forum*. C. C. 4 mars 1818, t. 20, 188.

Les juges peuvent statuer par un seul et même jugement sur une exception de déclinatoire et sur le fond. C. C. 5 1809, t. 10, 522.

— 1<sup>o</sup> Quels tribunaux sont compétents à raison de la nature de la demande principale ou réconventionnelle;

2<sup>o</sup> A raison du domicile du défendeur ou des circonstances locales de la convention.

**Tribunal de commerce, Tribunal de première instance, et Justice de paix.**

C'est le titre de l'action, et non le produit par exception, qui détermine la compétence du juge. — Et particulièrement, lorsqu'un individu assigné comme associé devant le tribunal du lieu où siège l'établissement social demande le renvoi devant les juges de son domicile, et fonde son déclinatoire sur un acte par lequel il aurait rompu la société avec lui, le tribunal saisi peut néanmoins retenir la cause, par le motif que le juge de son domicile est nécessairement juge de l'exception. C. C. 10 déc. 1806, t. 7, 591.

5. Les tribunaux français sont compétents pour prononcer sur une contestation élevée entre deux Français, à l'occasion d'un contrat passé en pays étranger, même que la partie demanderesse aurait saisi le tribunal étranger, et que de recourir aux juges de France. Turin, 21 août 1812, t. 13, 781.

56. Dans les ventes faites à terme, le paiement doit s'effectuer au domicile du débiteur, et, par suite, les contestations relatives à ces ventes sont de la compétence des juges de ce domicile. C. C. 14 juin 1813, t. 15, 33.

57. Dans le cas d'une action à diriger contre deux défendeurs, dont l'un est principal, et l'autre secondaire, cette action ne peut pas être indifféremment portée devant le tribunal du domicile de ce dernier. C. C. 5 juil. 1808, t. 9, 389.

58. Pour que, aux termes de l'art. 420, n. 2, du cod. de proc., le défendeur puisse être assigné devant le tribunal dans l'arrondissement duquel la promesse a été faite et la marchandise livrée, il faut le concours de ces deux circonstances; l'une de ces deux conditions venant à manquer, le défendeur ne peut être assigné que devant le tribunal de son domicile. C. C. 20 janv. 1818, t. 20, 31; Angers, 3 janv. 1810, t. 11, 6.

58 bis. Lorsque le commis voyageur d'une maison de commerce a vendu ou acheté des marchandises pour le compte de ses commettants, ceux-ci peuvent être assignés devant le tribunal du lieu où le marché a été fait, relativement aux contestations qui s'élèvent sur son exécution. Toulouse, 2 avril 1824, t. 1 de 1825, 236.

59. Le négociant qui a reçu des marchandises en consignment, pour sûreté du remboursement des traites acceptées par lui et tirées par les propriétaires des marchandises, peut assigner ces derniers en paiement du montant des traites devant le juge du lieu où la consignment a été faite; quoique ce juge ne soit pas celui du domicile des défendeurs. C. C. 19 janv. 1814, t. 16, 85.

60. En matière de commerce, le seul juge compétent pour connaître des contraventions au mandat est celui du lieu où le mandat a été accepté et exécuté. Il n'y a pas lieu dans ce cas aux exceptions portées dans l'art. 420 du cod. de proc. C. C. 22 janv. 1818, t. 20, 35. — V. *Billet à ordre*, n. 25; *Commission*, n. 1; et *Contributions directes*.

### § 3. — Justice de paix.

61. On ne peut pas, par des conclusions prises sur le barreau au tribunal de paix, en l'absence du défendeur, lui attribuer une juridiction que les conclusions de la demande signifiées ne lui donnaient pas. C. C. 6 juil. 1814, t. 16, 469.

62. La juridiction du juge de paix est prorogée par le consentement des parties, même pour la conciliation. Turin, 29 vent. an 12, t. 4, 376; C. C. 3 frim. an 9, t. 1, 520.

62 bis. La prorogation peut être tacite et résulter de défenses fournies au fond. C. C. 3 frim. an 9, t. 1, 520.

63. La compétence d'un juge de paix peut être étendue à un objet dont la nature est mixte, ou dont la valeur, sans être déterminée, est évidemment supérieure à la somme attributive de juridiction, lorsque les parties s'y sont volontairement soumises et qu'elles ont demandé le jugement. C. C. 10 janv. 1809, t. 10, 22. — V. *Action possessoire*, et *Douanes*.

64. Le juge de paix est compétent pour connaître de l'action civile formée devant lui en réparation d'un délit dont la loi attribue la connaissance au tribunal de police. C. C. 12 déc. 1809, t. 10, 840.

65. Les juges de paix ne peuvent pas connaître en première instance d'une demande formée par un domestique, contre son maître, en restitution de meubles servant à son usage personnel, et de titres qui lui appartiennent. C. C. 22 frim. an 9, t. 1, 547.

66. Le juge de paix doit-il connaître d'une action pour dommages causés indirectement aux champs et récoltes par le fait de l'homme. C. C. 18 nov. 1817, t. 19, 913.

67. L'art. 10 du titre 3 de la loi du 24 août 1790, qui attribue aux juges de paix la connaissance des réparations locatives des maisons et des fermes, ne s'applique pas aux réparations de tout genre dont le locataire ou le fermier seraient expressément chargés par leurs baux. C. C. 13 juil. 1807, t. 8, 482.

68. Le juge de paix n'est pas compétent pour connaître d'une action en dommages et intérêts résultant de dégradations d'une valeur indéterminée, survenues après l'expiration du bail et provenant de l'inexécution de jugemens qui condamnaient les preneurs à certaines réparations locatives. C. C. 15 juin 1819, t. 21, 387.

69. Le juge de paix n'est pas compétent pour connaître des dégradations alléguées par le propriétaire contre l'usufruitier. C. C. 10 janv. 1810, t. 11, 25.

70. En supposant que le juge de paix ne soit pas compétent pour prononcer sur les dégradations alléguées par le propriétaire contre son fermier ou locataire, lorsque le fond du droit est contesté, le fermier ou locataire qui aurait défendu au fond devant le juge de paix, et exécuté un jugement préparatoire, ne pourrait attaquer ensuite, pour cause d'incompétence, le jugement définitif qui le condamne : il n'y aurait dans ce cas qu'une incompétence relative, qui

devait être proposée *in limine litis*. C. 17 mai 1820, t. 22, 479.

71. On doit considérer comme *actions mixtes*, dans le sens de la loi qui attribue la compétence des juges de paix, le délit de fumage, et le divertissement du fermier, des foins, pailles et engrais, au préjudice du propriétaire. C. C. 17 mai 1820, t. 22, 301.

72. En est-il de même de la compétence des juges de paix pour connaître de la destruction des fossés et des dégâts causés par le fermier dans les bois taillis. 16 mai 1820, t. 22, 301.

73. Le juge de paix connaît d'une action en paiement d'arrérages de rente foncière non contestée, si le montant de la demande n'excède pas sa compétence. C. C. 13 oct. 1813, t. 15, 519.

74. Les juges de paix ne sont pas compétents pour statuer sur les difficultés venues à la suite des saisies-exécutions faites en vertu de leurs jugemens. 30 juil. 1813, t. 15, 290.

#### § 4. — Tribunal de première instance.

75. Une demande en réparation de dommages faits aux champs rente la compétence des tribunaux de première instance, quand elle est fondée sur une action négative de servitude, si le défendeur ne conteste pas, sans quoi il doit y acquiescer. C. C. 29 juin 1813, t. 15, 606. — V. *Banque*, n. 1.

76. Les tribunaux de première instance sont compétents, à l'exclusion du juge de paix, pour connaître des frais et intérêts dus à un gardien judiciaire, quoiqu'ils n'excèdent pas 40 francs, lorsqu'ils ont eu lieu en exécution d'un jugement du tribunal de commerce. C. C. 13 juil. 1816, t. 18, 444.

77. Les contestations relatives aux actions judiciaires dus par des négociants à leurs domestiques ou à leurs commis sont de la compétence exclusive des tribunaux de première instance. Rouen, 19 janv. 1813, t. 15, 86.

78. Un tribunal de première instance ne peut pas ordonner qu'il sera surseus à l'exécution d'un arrêt, sur le motif qu'il est argué de nullité. C. C. 25 mai 1813, t. 14, 604.

79. Les tribunaux de première instance ne peuvent pas faire des injonctions de comparaître aux juges de paix de l'arrondissement. C. C. 20 prair. an 11, t. 3, 519.

#### § 5. — Tribunaux de commerce.

80. La juridiction commerciale est d'ordre public et exceptionnelle et purement facultative pour les parties ; celles-ci peuvent y renoncer expressément ou tacitement. Colmar, 23 nov. 1815, t. 17, 604.

81. Le porteur d'un billet de banque sur lequel le débiteur a renoncé tacitement à cette j

lorsque, saisissant le tribunal ne demande en validité de saisie, il conclut à la reconnaissance du paiement de sa créance sur les saisis. Il ne peut pas ensuite voir devant le tribunal de commerce faire prononcer la contrainte. Colmar, 23 nov. 1815, t. 17,

les tribunaux de commerce ne pas, dans les matières qui leur sont attribuées, connaître d'exceptions hors de leur compétence. C. C. 1811, t. 12, 433.

Le tribunal de commerce saisi de la question de validité d'un protêt ou d'un exploit est incompétent *ratione materię* pour prononcer sur la demande en nullité formée contre l'huissier ou l'officier public. Il doit s'abstenir, si le déclatoire n'a pas été proposé. C. C. 2 janv. 1816, t. 18, 11; 30 nov. 1815, t. 15, 672; 16 juil. 1814, t. 16, 489.

Un arrêt en sens contraire. Paris, 8 juil. 1811, t. 15, 672.

Le tribunal de commerce, compétent pour connaître de la demande d'une nullité commerciale, ne peut statuer sur des exceptions reconventionnelles proposées par le défendeur. Bruxelles, 21 nov. 1818, t. 20, 334.

Les tribunaux de commerce sont incompétents pour connaître, entre tous les commerçans ou non commerçans, des contestations relatives à des actes de commerce. C. C. 3 juin 1817, t. 18, 324.

Un tribunal de commerce ne peut statuer sur des contestations élevées à l'occasion d'une vente, faite par un marchand, de marchandises de son commerce, par un individu non marchand. Metz, 19 nov. 1823; Nîmes, 19 août 1809, t. 2, 341.

Il peut connaître, entre marchand et marchand, d'un nantissement fait pour sûreté de lettres de change. C. C. 1811, t. 11, 3, 489. — V. Billet, *à l'ordre*, n. 15, 24; *Commerçans*, n. 3, 5, 6, 7, 12, 13, 14, 15.

Avant le code de procédure, l'heritier d'un marchand était incompétent du tribunal de commerce, à l'égard des dettes commerciales du défunt, même qu'ils n'étaient pas eux-mêmes commerçans. C. C. 25 prair. an 11, t. 3, 147.

La femme d'un failli est justiciable des tribunaux de commerce, lorsqu'elle est poursuivie séparément, comme obligée personnellement avec lui. Paris, 18 avril 1817, t. 17, 258.

Un propriétaire qui se réunit à un

marchand pour vendre à un autre marchand une quantité considérable de denrées dont son co-vendeur fait le négoce peut être traduit devant les tribunaux de commerce à raison de cette vente. C. C. 10 vend. an 13, t. 5, 5.

92. L'entrepreneur général des transports militaires est justiciable des tribunaux de commerce, pour l'exécution des traités qu'il fait avec des particuliers. C. C. 22 frim. an 9, t. 1, 545.

93. Les tribunaux de commerce ne peuvent pas connaître de la qualité des parties, lorsqu'elle est contestée. C. C. 23 mes. an 9, t. 2, 75.

94. Un tribunal de commerce peut statuer sur une demande en mainlevée d'opposition, accessoire à une cause de sa compétence, et agitée entre parties commerciales. Paris, 16 germ. an 11, t. 3, 372.

95. Les tribunaux de commerce ne peuvent pas connaître de l'action en restitution de marchandises enlevées à un marchand par un autre marchand qui soutient les avoir achetées. C. C. 11 vend. an 13, t. 5, 9.

96. Un tribunal de commerce ne peut prononcer sur une question de privilège agitée entre le débiteur et le créancier, commerçans, lorsque d'autres créanciers demandent le renvoi de la cause devant le tribunal civil. Paris, 25 janv. 1820, t. 22, 81.

97. Les contestations qui s'élèvent sur les sous-traités passés par des fournisseurs du gouvernement sont de la compétence des tribunaux de commerce, lorsqu'elles ont pour objet le paiement du prix des fournitures livrées par les sous-traitans, pour le compte des fournisseurs directs. C. C. 13 mes. an 12, t. 4, 606.

98. Les tribunaux de commerce ne sont pas compétens pour statuer sur les demandes en paiement de frais et salaires formées par les agréés qui postulent auprès d'eux. C. C. 5 sept. 1814, t. 16, 609.

99. Un tribunal de commerce ne peut statuer sur une saisie conservatoire faite en vertu d'une permission accordée par son président, parce qu'il ne peut connaître de l'exécution de ses jugemens. Nîmes, 4 janv. 1819, t. 21, 7.

100. La demande formée contre les héritiers d'un marchand, pour voir déclarer exécutoire contre eux un jugement rendu par le tribunal de commerce, au préjudice de leur auteur, doit être portée directement au tribunal civil, et non au tribunal de commerce, parce que le tribunal de commerce ne peut connaître de l'exécution de ses jugemens. C. C. 3 brum. an 12, t. 4, 33.

101. Les tribunaux de commerce peuvent connaître de l'exécution de leurs jugemens préparatoires.

Par conséquent, ils peuvent statuer sur la régularité ou la nullité d'une opération préparatoire qu'ils ont ordonnée. Paris, 28 août 1813, t. 15, 457.

102. Un tribunal de commerce ne peut interdire ou suspendre les personnes qui sont dans l'usage de plaider devant lui, en vertu de procuration. Pau, 1 sept. 1818, t. 20, 586.

103. Les dispositions du code de procédure civile qui supposent l'emploi du ministère des avoués ne sont pas applicables à la procédure qui est observée devant les tribunaux de commerce. Paris, 22 mai 1824, t. 3 de 1824, 28.

104. Un tribunal de commerce n'est pas toujours tenu d'ordonner la preuve par témoins, ou la comparution personnelle des parties, lorsque cette preuve ou cette comparution sont demandées. C. C. 24 vent. an 9, t. 1, 626.

105. Dans les juridictions consulaires, les dépositions de témoins doivent rigoureusement être rédigées par écrit, à l'audience même où les témoins sont entendus, quoique l'affaire ne soit point sujette à l'appel. C. C. 18 août 1806, t. 7, 476.

106. Un tribunal de commerce peut, dans la circonstance prévue par l'art. 153 du cod. de proc., prononcer une jonction de défaut au fond. C. C. 29 juin 1819, t. 21, 442.

#### § 6.—Compétence des cours d'appel et de cassation.

V. Appel, sect. 6; Cour d'appel, n. 9, 11; Cassation, et Cour de cassation.

COMPÉTENCE de l'autorité judiciaire en matière correctionnelle, criminelle et de simple police.

Comment la compétence se règle.

— Compétence des tribunaux français à l'égard des crimes commis en pays étranger. —

Par quoi les arrêts de compétence peuvent être attaqués.

1. La compétence d'un tribunal ne peut être réglée que par l'étendue de la peine dont le fait est susceptible. C. C. 4 avril 1823, t. 3 de 1823, 302.

2. Par conséquent, un tribunal ne peut, pour fixer sa compétence, ordonner l'estimation préalable du dommage causé par le fait qui lui est soumis. C. C. 4 avril 1823, t. 3 de 1823, 302; 20 août 1824, t. 1 de 1825, 466.

3. Si la quotité du dommage et celle de l'amende ne sont pas déterminées soit

par la nature du fait, soit par la naissance des parties, le tribunal doit se déclarer incompétent. 20 août 1824, t. 1 de 1825, 466.

4. Les tribunaux français sont compétens pour juger les crimes et délits commis par un Français contre un Français en pays étranger. Colmar, 20 août 1820, t. 22, 757.

5. Les parties civiles n'ont pas le droit d'attaquer les arrêts de compétence rendus sur l'action publique. C. C. 1806, t. 7, 525.

#### COMPLAINTES. V. Action publique. — COMPLICITÉ.

Faits qui constituent la complicité.

— Accusation de complicité.

Elle doit être circonscrite.

— Questions à poser aux jurés.

— Qui peut être considéré comme complice. — Peines.

1. Il ne peut y avoir complicité que pour des crimes ou délits qui n'existent pas dans le code. C. C. 25 mars 1824, t. 3 de 1824, 493.

2. La simple présence au fait d'un crime ou d'un délit, même que l'on n'a point empêché, ne constitue pas la complicité. C. C. 1812, t. 13, 239.

3. Ceux qui ont aidé ou assisté à la commission d'un crime ou d'un délit dans lequel ils n'ont préparé, facilité ou consommé, peuvent être réputés complices comme tels qu'autant que le jury a déclaré qu'ils ont agi avec connaissance. C. C. 27 sept. 1822, t. 24, 651.

4. Cependant, pour le cas de déclaration du jury, il n'est pas nécessaire que le complice agit nécessairement avec connaissance. C. C. 1815, t. 17, 360.

5. Dans tous les cas, ils doivent être déclarés complices et condamnés comme tels, quoique les jurés déclarent qu'ils n'ont point coopéré au commencement ou à l'exécution. C. C. 6 fév. 1812, t. 11, 413.

6. Le dénonciateur qui avait été surpris à recevoir chez lui des effets volés pour faciliter la capture et la condamnation des coupables, ne peut pas être poursuivi comme complice, lorsqu'il a retenu ces effets, et ne les a pas posés à son profit. C. C. 11 brum. an 6, t. 6, 494.

7. On peut condamner comme complice la femme qui a recélé dans le domicile conjugal des objets qu'elle savait avoir été volés par son mari. C. C. 15 mars 1821, t. 23, 221.

8. La simple provocation faite à un témoin pour signer une



est pas punissable, lorsqu'elle n'est  
pénalisée d'aucune des conditions exi-  
gées par la loi pour constituer la complicité.  
C. C. 3 sept. 1812, t. 13, 814.

Celui qui, méchamment, et dans le  
dessein de nuire à autrui, a engagé un  
autre à commettre un crime, ne peut pas,  
l'accomplissement n'a pas eu lieu par dons,  
promesses, ordres ou menaces, être dé-  
claré complice de ce crime. C. C. 24 nov.  
1810, 801.

L'accusation de complicité doit por-  
ter sur des faits circonstanciés. C. C. 2  
1813, t. 15, 153.

Ces faits doivent être proposés aux  
jurés pour les mettre à portée de répon-  
dre à l'accusation de complicité. C. C.  
1813, t. 15, 153.

La réponse affirmative des jurés à  
la question *Un tel est-il complice*,  
l'admission des faits qui constituent  
la complicité au crime, ne peut pas ser-  
vir de base à la condamnation. C. C.  
1813, t. 15, 153, 20 déc. 1792,

on ne peut poser la question de com-  
plicité contre un individu qui a été ori-  
ginairement considéré comme auteur  
du crime, quoique l'instruction n'ait pas  
fait connaître celui qui l'a réellement  
commis. C. C. 6 mai 1815, t. 17, 311.

L'arrêt d'absolution rendu en fa-  
veur d'un accusé ne profite pas à son com-  
plice, si ce n'est pas contradictoire avec lui.  
14 prair. an 12, t. 4, 544.

Le complice peut être condamné à  
une plus longue que celle infligée  
à l'auteur du crime, si cette plus longue  
ne change pas le genre de la peine.  
15 fév. 1815, t. 17, 78.

Un individu peut être condamné  
comme complice d'un crime, quoique le  
coaccusé ait été absous. C. C. 17  
1811, t. 12, 689.

Pour que le complice d'un crime  
soit poursuivi et puni de la même  
peine prononcée par la loi contre l'au-  
teur principal, il n'est pas nécessaire qu'il  
soit poursuivi et condamné con-  
jointement. C. C. 23 avril 1813, t. 14,

le particulier qui s'est rendu com-  
plice d'un faux commis par un fonction-  
naire public dans l'exercice de ses  
fonctions doit être puni de la même  
peine que l'auteur du crime: tel est le  
cas du complice d'un maire qui altère ou  
supprime les registres de l'état civil. C.  
1813, t. 15, 525.

Il en est de même de celui qui s'est  
rendu complice d'un parricide. C. C. 3  
1812, t. 13, 1019.

Le jugement ou arrêt qui contient  
la déclaration de complicité doit s'ex-

primer sur les faits caractéristiques de  
cette complicité. C. C. 10 août 1820,  
t. 22, 736.

COMPLLOT. 1. Par cela seul que, sur  
une accusation principale de complot et  
d'attentat contre la sûreté de l'état, il a  
été posé au jury la question de savoir si,  
pour parvenir à l'exécution de ce com-  
plot, l'accusé n'a pas embauché des hom-  
mes, il n'y a pas violation des règles de  
compétence qui attribuent exclusivement  
aux tribunaux militaires la connaissance  
du crime d'embauchage. C. C. 3 oct.  
1822, t. 24, 658.

2. Celui qui, révélant un complot for-  
mé contre la sûreté de l'état, refuse de  
dire le nom d'un conspirateur qu'il con-  
naît, ne peut être puni comme n'ayant  
pas révélé les circonstances du complot,  
dans le sens de l'art. 103 du cod. pén.  
Tribunal correctionnel de Blois, 23 août  
1816, t. 18, 706.

### COMPROMIS.

§ 1. *Quelles personnes peuvent  
compromettre ou proroger le  
compromis.*

§ 2. *Des choses sur lesquelles on  
peut compromettre.*

§ 3. *De la forme du compromis.  
— De sa durée. — Des causes  
qui l'anéantissent. — De ses  
effets.*

§ 1. — *Quelles personnes peuvent com-  
promettre ou proroger le compromis.*

1. Un mineur ne peut compromettre ;  
mais le majeur qui a compromis avec lui  
ne peut réclamer la nullité qui résulte de  
son incapacité. C. C. 1 mai 1811, t. 12,  
386 ; 26 août 1812, t. 13, 805.

2. A plus forte raison, les compromet-  
tans majeurs ne peuvent-ils réclamer la  
nullité du compromis, si le mineur, quoi-  
que intéressé dans la contestation, n'a  
point figuré dans le compromis, et ne ré-  
clame pas. Paris. 13 avril 1810, t. 11,  
370.

3. Le mandataire peut compromettre  
en vertu d'un pouvoir de transiger, s'il  
y est autorisé par des lettres du mandant.  
C. C. 15 fév. 1808, t. 9, 127.

4. Le pouvoir de transiger, conféré à  
un mandataire, ne l'investit pas du droit  
de proroger un compromis. C. C. 18 août  
1819, t. 21, 582.

5. L'associé, liquidateur d'une société  
dissoute, n'a pas droit de compromettre  
sur les contestations qui intéressent la  
société. C. C. 15 janv. 1812, t. 13, 48.

6. La femme peut, après son accep-  
tation, compromettre avec les débiteurs

de la communauté. Paris, 3 juin 1808, t. 9, 339.

7. L'héritier bénéficiaire peut compromettre sur les créances éventuelles de la succession. Paris, 3 juin 1808, t. 9, 339.

8. Le curateur d'un absent ne peut compromettre, s'il n'y est spécialement autorisé, et la nullité d'un pareil compromis peut être invoquée, même par les parties capables de compromettre. C. C. 5 oct. 1808, t. 9, 586.

§ 2. — *Des choses sur lesquelles on peut compromettre.*

9. On ne peut soumettre à des arbitres la connaissance de matières qui intéressent l'ordre public : telle est la question de validité ou d'invalidité d'un mariage. C. C. 6 pluv. an 11, t. 3, 212.

10. Les contestations relatives au sens et à l'exécution d'un acte administratif qui n'intéresse que des particuliers peuvent être la matière d'un compromis. C. C. 17 janv. 1811, t. 12, 34.

§ 3. — *De la forme du compromis. — De sa durée.*

11. Un compromis peut être inséré dans un procès verbal de conciliation, et le juge de paix duquel émane le procès verbal peut être nommé arbitre par ce compromis, sans que sa nomination porte atteinte au procès verbal de conciliation. Grenoble, 17 janv. 1820, t. 22, 42.

12. Le compromis contenu dans un procès verbal de conciliation dressé par un juge de paix, est valable, quoiqu'il ne soit pas signé par les parties. C. C. 11 fév. 1824, t. 3 de 1825, 60.

12 bis. On ne peut, par un compromis, stipuler une peine au profit du fisc ou d'un établissement public. C. C. 22 vent. an 12, t. 4, 371.

13. Un compromis est valable, quoiqu'il ne contienne pas la stipulation d'une peine exigible. C. C. 22 vent. an 12, t. 4, 371.

14. En arbitrage forcé le compromis n'expire pas par le décès de l'un des arbitres ; mais alors tous les arbitres doivent être renouvelés, et les derniers doivent procéder sur les créances des premiers, en tenant pour reconnues les questions qu'ils jugent avoir été décidées. Bruxelles, 30 mai 1810, t. 11, 518.

15. Le compromis expire par la démission que donne un des arbitres après que les opérations sont commencées, lors même qu'il y eût été dit *qu'en cas de retraite ou de refus de l'un des arbitres, on procéderait à son remplacement*. Cette clause ne pourrait recevoir son application qu'avant toute opération commen-

cée. Paris, 8 mai 1824, t. 2 de 288.

16. Les arbitres qui nomment un arbitre peuvent fixer à ce dernier un délai plus long que celui dans lequel devaient eux-mêmes prononcer, la durée du compromis est prorogée jusqu'à l'expiration des pouvoirs de l'arbitre. C. C. 17 mars 1824, 1824, 199.

17. La durée du compromis se trouve-t-elle prorogée par cela seul que, qu'il est expiré, les parties ont comparu devant les arbitres. T. 3 de 1824, 199.

18. Lorsque après une première nomination du compromis, faite en son original, les parties en ont soussigné une seconde, mais seulement sur l'un des originaux resté entre les mains des arbitres, cette dernière prorogation est valable et peut servir de fondement au jugement arbitral. Florence, 3 juin 1811, t. 12, 452. — V. *Jugement arbitral*.

19. Le refus de l'un des arbitres d'accepter sa mission a l'effet d'annuler le compromis, même à l'insu des parties intéressées. C. C. 24 déc. 1817, t. 12, 980.

20. La disposition générale par laquelle les parties soumettent toutes leurs contestations à des arbitres est en dehors de tout recours aux tribunaux, pour les cas d'urgence. C. C. 2 sept. 1811, t. 13, 830.

21. La renonciation du *recours au tribunal et à l'appel* est exclusive de la voie de la requête civile. Paris, 1813, an 13, t. 5, 427.

COMPTABLE. L'action du créancier contre ses comptables ne se prescrit que par six ans, d'après l'art. 9 de la loi du 17 vent. an 4, ou par dix ans, d'après l'art. 177 du cod. d'inst. crim., lorsque les faits imputés au comptable ont donné lieu à une poursuite criminelle. Paris, 25 mars 1825, t. 2 de 1825, 527.

COMPTE. 1. Celui à qui le compte est dû peut être contraint à communiquer ses registres au comptable, pour puiser les éléments du compte. Paris, 1818, t. 20, 59.

2. L'oyant-compte ainsi condamné à représenter ses registres ne peut être admis à prouver qu'il n'en a pas ; et son refus de les communiquer, le compte doit être alloué tel qu'il est présenté. Paris, 29 janv. 1818, t. 20, 59.

3. Les erreurs ou omissions qui peuvent se rencontrer dans un compte régulièrement rendu et arrêté à l'insu de la partie lésée, n'autorisent la partie lésée qu'à relever les articles omis ou entachés d'erreurs.

iger un nouveau compte. C. C. 1812, t. 13, 842.

En matière de compte, un tribunal, n'ayant entendu le rapport du juge-comptable, et n'y trouvant pas les éléments suffisants pour asseoir sa décision, ne peut pas renvoyer les parties à un particulier expert en comptabilité, à l'effet de les entendre, pour ensuite sur son rapport, être statué ce qui appartiendra. — Le jugement qui ordonne ce renvoi est susceptible d'appel, et le jugement définitif. C. C. 6 août 1810, t. 22, 498.

Un appelant qui a fait défaut en première instance ne peut pas, sur l'appel, demander le renvoi d'un compte en masse des premiers juges, quand il ne présente de griefs contre aucun des articles du compte. Paris, 25 mars 1825, t. 22, 527.

**Procédure de tutelle. V. Tuteur.**

**PULSOIRE.** La demande à fin de délivrance ou d'expédition d'actes dans lesquels on n'a point été partie ne peut être l'objet d'une action principale. Paris, 10 juil. 1809, t. 10, 512.

## CONCILIATION.

*Les demandes sont soumises à un préalable de conciliation, ou en sont dispensées. — Circonstances dans lesquelles il y a plusieurs demandeurs. Demandes nouvelles. — Le mari peut-il représenter sa femme en conciliation sans pouvoir spécial? — Application particulière du pouvoir donné par la loi au tiers. — Quand on peut faire valoir le défaut de conciliation. — Amende pour non-comparution.*

Une demande formée contre plus de deux parties est dispensée du préliminaire de conciliation, lors même qu'une seule partie est appelée en cause. C. C. 20 fév. 1811, t. 11, 162; Agen, 19 janv. 1825, t. 22, 333.

Une demande en péremption d'instance est dispensée du préliminaire de conciliation. Paris, 11 fév. 1811, t. 12, 112.

Il en est de même de la demande en paiement d'arrérages de rentes. Agen, 10 fév. 1825, t. 2 de 1825, 333.

Une demande en rescision d'un acte formée incidemment à une demande aux fins d'exécution de cet acte est soumise au préliminaire de conciliation. Paris, 10 janv. 1812, t. 4, 99.

4. Un Français qui forme une demande contre un étranger doit l'appeler en conciliation. C. C. 22 avril 1818, t. 20, 341.

5. Lorsque deux parties, l'une capable et l'autre incapable de transiger, forment conjointement une action dans laquelle elles ont un intérêt distinct, la première n'est pas dispensée du préliminaire de conciliation. C. C. 30 mai 1814, t. 16, 345.

6. L'essai de conciliation n'est pas nécessaire avant une demande reconventionnelle tendante à combattre une demande principale. C. C. 17 août 1814, t. 16, 365.

7. Une demande en garantie incidente à une action principale est dispensée du préliminaire de conciliation. C. C. 1 vent. an 13, t. 5, 420.

8. La tierce opposition doit être précédée des préliminaires de la conciliation. Paris, 21 pluv. an 10, 5 pluv. an 11, t. 8, 210.

Voy. la même question, discutée, mais non résolue, t. 2 de 1825, 243.

9. La réduction des conclusions ne nécessite pas un nouvel essai de conciliation. C. C. 8 mes. an 11, t. 3, 558.

10. La demande en mainlevée d'opposition au mariage est soumise au préliminaire de conciliation. Bordeaux, 12 fruct. an 13, t. 6, 426; Amiens, 30 vent. an 12, t. 4, 386.

11. La cour d'Angers a jugé le contraire. 21 prair. an 11, t. 4, 386.

12. La demande en mainlevée d'opposition au commandement qui précède l'exécution d'un titre paré est dispensée du préliminaire de la conciliation. C. C. 6 fruct. an 12, t. 4, 683.

13. Lorsqu'il y a plusieurs demandeurs ayant le même intérêt, il suffit que l'essai de conciliation ait été provoqué et tenté par l'un d'eux; il profite à tous les autres. Paris, 2 mars 1814, t. 16, 214.

14. On ne peut, sans se soumettre de nouveau au préliminaire de la conciliation, former d'autres demandes que celles qui ont été annoncées dans la première citation. C. C. 11 pluv. an 4, t. 1, 112.

15. Le défaut de conciliation peut se couvrir par le silence de la partie. C. C. 9 germ. an 9, 9 mes., 22 therm., 11 fruct. an 11, t. 3, 639; Nîmes, 28 août 1821, t. 1 de 1823, 374.

16. La cour de cassation avait précédemment adopté l'opinion contraire. 13 et 27 therm. an 8, t. 3, 639.

17. Un mari a pu représenter sa femme en bureau de paix, sans pouvoir de celle-ci, lorsque la conciliation avait pour objet une action immobilière intéressant exclusivement l'épouse. C. C. 10 mars

1814, t. 16, 228; 6 prair. an 2, t. 1, 54.

18. Le pouvoir donné par une femme à un tiers de paraître pour elle en conciliation a conféré au mandataire le droit de ratifier un cautionnement qu'elle avait souscrit sous le sénatus-consulte Velléien. Turin, 23 fév. 1807, t. 8, 111.

19. L'exception tirée du défaut de citation en conciliation ne peut pas être relevée par le défendeur ou par le ministère public, après que la cause a été contradictoirement engagée au fond. Agen, 19 fév. 1824, t. 2 de 1825, 333.

20. Lorsqu'une partie a été condamnée à l'amende pour n'avoir pas comparu au bureau de paix sur une citation en conciliation, elle peut se faire relever de cette condamnation en justifiant qu'elle était malade et hors d'état de paraître devant le juge. C. C. 19 flor. an 12, t. 4, 500. — V. *Compétence*, n. 62.

**CONCLUSIONS.** On peut modifier ses conclusions verbalement sur le barreau, sans les réformer par acte avant l'audience. C. C. 1 sept. 1813, t. 15, 473. V. *Conciliation*, n. 9.

## CONCORDAT.

### 1. Jurisprudence antérieure au code de commerce.

1. Le failli avait le droit de contraindre les créanciers non signataires à exécuter le *concordat* qu'il avait passé avec les autres créanciers, formant les trois quarts en somme, quoique les premiers déclarassent ne pas vouloir contrarier l'exécution de ce contrat, et se fussent réservé seulement le droit d'agir contre leur débiteur dans le cas d'une meilleure fortune. C. C. 29 therm. an 10, t. 2, 608.

1 bis. Le failli qui avait fait un *concordat* avec la majorité de ses créanciers ne pouvait pas, sur simple requête et hors la présence des créanciers refusans, obtenir une surséance provisoire à toutes poursuites. Paris, 3 frim. an 12, t. 4, 98.

2. Sous le rapport des immeubles, aucune clause du concordat ne pouvait être opposée aux créanciers hypothécaires. C. C. 7 déc. 1792, t. 1, 17.

3. Le concordat libérait pleinement le failli de toutes les dettes dont la remise lui avait été faite, de telle sorte que ses créanciers ne conservaient plus aucun droit contre lui-même, dans le cas où il avait été dit qu'ils s'en rapportaient à lui pour le paiement des sommes remises, si ses affaires devenaient meilleures. Poitiers, 9 niv. an 11, t. 3, 169.

4. Les offres que faisait ultérieurement le failli de payer les dettes ainsi remises ne produisaient d'obligation de sa part qu'autant qu'elles avaient été acceptées en termes formels avant qu'il les eût ré-

tractées. Poitiers, 9 niv. an 11, t. 3, 169.

5. Le concordat passé entre un failli et ses créanciers, ainsi que les jugemens d'homologation qui en avaient été rendus, étaient frappés de nullité, si le failli n'avait pas déposé ses livres, son bilan au greffe du tribunal de commerce du plus voisin, et cela encore bien que le dépôt ait été effectué dans un tribunal qui n'était pas le plus voisin. Paris, 12 mess. an 12, t. 4, 614; Nismes, 12 niv. an 9, t. 1, 523.

6. La voie de la tierce opposition n'est admise contre les jugemens des tribunaux de commerce qui homologuaient un concordat, même après la huitaine de la signification de ces jugemens. Nismes, 5 frim. an 9, t. 1, 523.

### II. Jurisprudence du Code de commerce.

**Qui peut concorder.** — **Quels créanciers peuvent prendre part au concordat.** — **En quel lieu doit être tenu le concordat.** — **Doivent être les créanciers concordans.** — **Formalités de l'homologation du concordat.** — **Quelles circonstances peuvent faire surseoir.** — **A qui peut être opposé le concordat.** — **Peut-il être opposé ?** — **Qui est-il obligatoire ?** — **Peut former opposition au concordat.** — **Le concordat est nul à l'état de faillite.** — **Après l'homologation, les créances antérieures sont inattaquables.** — **Cause d'erreur.** — **Irrévocabilité des remises accordées par le concordat.** — **Engagement de celui qui a cautionné le concordat.** — **Nullité.** — **Par qui peut être réclamée, et comment.**

7. Le négociant failli dont le débiteur a pour cause des pertes occasionnées par des jeux de bourse est privé de la faculté de concorder avec ses créanciers. Paris, 18 juin 1808, t. 9, 3.

8. Les créanciers hypothécaires ne peuvent, en renonçant à leurs privilèges, concourir au concordat. Nismes, 12 niv. an 9, t. 1, 523.

9. Ils peuvent, sans cette renonciation, prétendre leur part dans le dividende promis aux chirographaires par le concordat passé entre eux et le failli, lequel ceux-ci ont fait remise d'une partie de leur créance. Paris, 26 nov. 1813, 1000.

Le concordat n'est pas nul parce que quelques créanciers qui y ont concouru ne l'ont pas signé dans le lieu où il a été consommé, si d'ailleurs les autres créanciers représentent la majorité en nombre et les trois quarts en somme. Paris, 18 mai 1813, t. 14, 559.

La délibération qui rejette le concordat proposé par le débiteur n'est pas soumise aux mêmes formalités que celle qui l'admet. C. C. 2 juin 1812, t. 13,

Le créancier dont le titre n'a été ni vérifié ni affirmé ne peut s'opposer à l'homologation du concordat, au moins pour cause d'irrégularité. C. C. 19 juin 1821, t. 14, 428.

Une plainte en banqueroute frauduleuse, portée contre un failli par un créancier, ne peut faire surseoir à l'homologation du concordat, s'il n'est pas prouvé que le ministère public ait comparu et obtenu une instruction. C. C. 19 juin 1821, t. 23, 428; 10 avril 1810, t. 11,

Le concordat ne profite pas à la femme du failli, obligée solidairement, si elle n'y a pas été partie. Paris, 18 avril 1815, t. 17, 258.

*bis.* Ainsi celle-ci peut être pourvue pour son obligation solidaire avant l'expiration de aucun des termes du concordat soit par elle-même. Paris, 18 avril 1815, t. 17, 258.

Lorsque le mari seul a été déclaré en faillite, et que le concordat n'a été homologué qu'avec lui, sans mention de la femme, ce concordat ne peut être opposé aux créanciers personnels de la femme, par cela seul qu'elle y aurait accédé et qu'elle aurait garanti le mari sur ses propres biens. C. C. 19 juin 1820, t. 22, 67.

Le concordat passé entre le failli et ses créanciers chirographaires lie les créanciers hypothécaires eux-mêmes, quant à l'exercice de leurs droits sur les biens du failli. C. C. 26 avril 1814, t. 16,

Un créancier que le débiteur failli a frauduleusement empêché de prendre part au concordat peut y former opposition après l'expiration du délai de huit jours fixé par l'art. 523 du cod. de com. Paris, 8 juin 1818, t. 20, 438.

Tout créancier opposant au concordat, même celui qui n'y aurait pris part, doit faire signifier son opposition aux syndics et au failli dans la huitaine de la signature de cet acte, à peine de déchéance. C. C. 26 avril 1820, t. 22, 101.

Les créanciers qui n'ont ni vérifié ni affirmé ne sont pas recevables à former

opposition au concordat. Nismes, 17 janv. 1812, t. 13, 66.

20. Après l'homologation du concordat, le failli n'est pas recevable à contester, sous prétexte d'erreur de droit ou de défaut de formalités, les créances vérifiées ou affirmées, dues aux signataires de ce même concordat. Douai, 16 avril 1813, t. 15, 430.

21. Le concordat efface irrévocablement l'état de faillite, lors même qu'il n'est pas exécuté. Ainsi le failli réintégré dans l'exercice de ses droits, par un concordat dont il n'a pas rempli les conditions, a pu hypothéquer ou aliéner ses immeubles. Paris, 10 fév. 1813, t. 14, 184; C. C. 11 flor. an 11, t. 3, 444.

21. *bis.* Lorsqu'un concordat a rétabli le failli dans le droit d'administrer ses biens avec l'assistance du commissaire de sa faillite, les créanciers peuvent former leur demande contre le failli directement. C. C. 21 juin 1825, t. 3 de 1825, 210.

22. Le failli qui a obtenu une remise sur sa dette par son concordat ne peut en être privé par un jugement postérieur qui ordonne le paiement intégral d'une des créances réduites, sans faire mention du concordat, lors même que le failli aurait acquiescé à ce jugement par le paiement des frais. C. C. 22 juil. 1818, t. 20, 578.

23. Celui qui intervient dans un concordat, comme caution des engagements du failli, ne peut être obligé de payer des créances non vérifiées ni affirmées. Rouen, 2 juin 1815, t. 17, 386.

24. La nullité résultant de ce que le concordat n'a pas été précédé des formalités prescrites par la loi est purement relative, et ne peut être prononcée qu'en faveur des créanciers réclamans. C. C. 25 fév. 1817, t. 19, 180.

25. La nullité du concordat ne peut être demandée par les créanciers du failli que par la voie de l'opposition à l'homologation. C. C. 17 juin 1812, t. 13, 555.

CONCUBINS. 1. Les billets souscrits au profit d'une concubine, qui n'en a point fourni la valeur, peuvent être annulés, comme des obligations sans cause ou ayant une cause immorale. Grenoble, 17 janv. 1812, t. 13, 69.

2. La condition imposée à l'héritier institué, de payer une pension à la concubine du testateur, doit être considérée comme une condition contraire aux bonnes mœurs, et être annulée par ce motif, surtout lorsque, sans preuve vocale, il est établi au procès que la concubine était une femme de mauvaise vie, et que son commerce adultérin avec le testateur était public. Grenoble, 17 janv. 1812, t. 13, 69.



## CONDITION.

*Conditions imposées dans des actes de libéralité.*

1. Sous l'empire des lois romaines, la condition de se marier avec une personne indiquée était valable et obligatoire pour le donataire ou le légataire. C. C. 6 floréal an 11, t. 3, 491.

2. La condition de viduité imposée à une donation mutuelle au profit du survivant des époux, dans un contrat de mariage antérieur à la loi du 5 sept. 1791, était valable, et la donation révoquée par le seul fait du convol de l'époux survivant. C. C. 22 niv. an 9, t. 1, 584.

3. Il en est de même de cette condition imposée dans un contrat de mariage antérieur aux lois des 5 brum. et 17 niv. an 2, lors même que l'effet de la libéralité ne s'est ouvert que depuis la publication de ces lois. C. C. 20 janv. 1806, t. 7, 33.

4. Sous la législation intermédiaire, le legs fait à un mari par sa femme, sous la condition de ne pas se remarier, était caduc à l'instant que la femme passait à de secondes noces.

5. *Quid* sous le code civil? *Loc. cit.*, Lyon, 10 nov. 1813, t. 15, 581.

6. On doit réputer non écrite la condition imposée à une femme, légataire, de ne point épouser *telle personne*, surtout si cette condition peut avoir l'effet d'empêcher la réparation de son honneur, et de priver l'enfant né de son commerce avec la personne prohibée du bénéfice de la légitimation. Bruxelles, 6 mai 1809, t. 10, 348.

7. Le legs est valable, quoique le testateur ait ignoré l'état de grossesse de la légataire quand il a testé. Bruxelles, 6 mai 1809, t. 10, 349.

8. C'est par les lois intermédiaires, et non par le droit romain, qu'on doit expliquer l'art. 900 du cod., concernant le mérite des clauses gênant la liberté de se marier. Bruxelles, 6 mai 1809, t. 10, 348.

9. On doit considérer comme contraire aux lois et aux mœurs la condition qu'une partie s'est imposée de ne pas se marier du vivant d'une personne, sans son consentement par écrit. Paris, 14 juil. 1810, t. 11, 683.

10. Le legs fait sous l'empire de la loi du 17 niv. an 2, par un mari à sa femme, sous la condition de remettre la chose léguée à un tiers, dans le cas où elle quitterait le nom du testateur, peut être considérée comme renfermant une clause prohibitive de se remarier, réputée non écrite par la loi précitée. C. C. 18 juil. 1822, t. 2 de 1823, 144.

11. Il n'en est pas de même de la clause

par laquelle un mari assure à sa femme une habitation tant qu'elle restera en viduité. Paris, 18 niv. an 13, t. 4, 200.

12. La condition imposée par une femme à son mari, légataire, de rester en viduité ou d'être privé du legs, était valable sous l'empire de la loi du 5 sept. 1791. C. C. 20 oct. 1807, t. 8, 615.

13. La condition imposée à la légataire de ne pas s'écarter de la conduite d'une honnête et décente fille est licite, et peut en prouver l'inexécution par elle-même et par témoins. Pau, 1<sup>er</sup> fév. 1823, t. 2 de 1824, 31.

14. La condition imposée à l'enfant naturel hors contrat de mariage, de ne pas jouir le survivant des père et mère, et de ne pas être donateur de tous les biens du prédécesseur, *sans pouvoir lui demander compte de son mariage*, n'était pas valable sous l'empire de la loi du 17 niv. an 2. Paris, 13 mes. an 2, t. 6, 294.

CONDITION résolutoire. 1. Le principe est que la condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques et était admis dans notre ancienne jurisprudence comme sous l'empire du code civil. C. C. 3 déc. 1817, t. 19, 9.

2. La condition résolutoire, formellement exprimée dans un contrat, peut, dans le cas où une partie ne satisferait pas ses engagements, opérer de plein droit, sans que les juges ne puissent accorder de délai. Dijon, 31 juil. 1817, t. 19, 755; noble, 15 juin 1824, t. 1 de 1824, 2.

3. La cour de Riom a décidé en sens contraire. 29 janv. 1808, t. 9, 453.

4. Le juge peut, selon les circonstances, accorder à la partie qui a contracté sous une condition résolutoire un délai pour exécuter la convention après l'expiration du terme fixé par les parties. Nîmes, 22 août 1809, t. 10, 672.

5. La condition résolutoire attachée à un événement indépendant du fait des parties opère son effet sans interpellation ni jugement. C. C. 25 fruct. an 13, t. 1, 463.

CONFESSION sacramentelle. 1. Les aveux faits par suite de la confession sacramentelle sont secrets comme ceux de la confession judiciaire. Turin, 28 fév. 1810, t. 11, 200.

2. Ainsi, lorsqu'un individu, par suite de son confession, a demandé pardon d'un vol à la personne qu'il a volée, ce pardon ne peut être pris en considération par les tribunaux pour la preuve du délinquant. Turin, 28 fév. 1810, t. 11, 200.

3. Un prêtre n'est pas tenu de déclarer en justice des faits qui lui sont révélés hors de la confession, mais toujours en sa qualité de confesseur et par suite de la confession. C. C. 30 nov. 1810, t. 11, 144.

**CONFISCATION.** 1. L'art. 132 du cod. qui prononçait la confiscation des biens des condamnés en matière de fausse monnaie ou émission de fausse monnaie, est abrogé par l'art. 66 de la charte constitutionnelle. C. C. 15 avril 1819, t. 275.

La confiscation d'une marchandise ne n'a rien de personnel; elle n'atteint que la marchandise; elle doit l'atteindre en quelque main qu'elle passe. Le décès d'un prévenu n'est point un obstacle à ce que la confiscation des marchandises prohibées sur lui saisies ne soit prononcée contre son héritier. C. C. 9 déc. 1813, t. 15, 701.

La restitution, ordonnée par la loi du 2 fruct. an 3, des biens confisqués aux prêtres déportés ou reclus, doit être faite aux familles de ces prêtres, à l'exclusion de leurs héritiers testamentaires. C. C. 24 mai an 10, t. 2, 557.

Le bénéfice de la restitution, ordonné par la loi du 21 prair. an 3, des biens confisqués sur les personnes condamnées révolutionnairement, doit profiter exclusivement à ceux qui, au temps de la mort des condamnés, étaient leurs proches parents. C. C. 23 therm. an 3, t. 2, 595.

La confiscation encourue par deux créanciers l'un de l'autre, et qui, n'a pas produit la confusion, entraîne l'extinction de la créance dans l'intérêt des confiscataires comme dans celui du créancier. C. C. 15 vent. an 13, t. 5, 456.

**CONFLIT.** V. *Compétence*, n. 36, 57

**CONFLIT négatif.** 1. Le conflit né entre l'autorité judiciaire et le conseil de préfecture ne peut pas être vidé par la cour de cassation, avant que le conseil d'état ait statué sur la compétence ou l'incompétence de l'autorité administrative. C. C. 22 vend. an 14, t. 6, 322.

Il n'y a pas lieu de statuer sur un conflit négatif de juridiction, quand le conseil d'état a donné lieu à ce conflit n'est pas par aucune loi pénale. C. C. 9 mai 1824, t. 3 de 1824, 153.

**CONFUSION.** 1. Lorsqu'un créancier est adjudicataire de l'immeuble du débiteur, vendu en justice, sa créance n'est point éteinte par la confusion, et peut être postérieurement cédée à un tiers. Paris, 31 août 1815, t. 17, 603. Lorsqu'un acquéreur a payé un créancier hypothécaire de son vendeur, sur l'immeuble acquis, il y a confusion, et l'hypothèque du créancier est éteinte. Grenoble, 25 mai 1822, t. 2 de 1822, 144.

La confusion opérée au profit du

gouvernement par la confusion ne s'étend pas aux particuliers, après que leurs biens leur ont été rendus. C. C. 24 mars 1817, t. 19, 280; 6 mars 1818, t. 20, 373.

4. Ainsi, lorsqu'une rente due à une fabrique, ainsi que les biens du débiteur de cette rente, ont été confisqués à l'époque de la révolution, le débiteur, après que les biens lui ont été restitués, ne peut opposer à la fabrique, également réintégrée dans ses biens, que la rente s'est éteinte par la confusion dans les mains du gouvernement. C. C. 24 mars 1817, t. 19, 280.

**CONGÉ** (*Bail*). V. *Bail*.

**CONGÉ** (*Défaut*). V. *Jugement par défaut*, et *Opposition*.

**CONGÉ** (*d'ouvriers*). La police administrative est seule compétente pour connaître des contestations relatives aux congés dus aux ouvriers ou mal à propos exigés par eux. C. C. 23 juin 1812, t. 13, 577.

**CONNAISSEMENT.** Avant le code de commerce, le *connaissance* ne suffisait pas au consignataire ou commissionnaire qui l'avait entre ses mains, pour opérer nantissement en sa faveur, et lui donner privilège sur les effets du chargement. C. C. 3 brum. an 12, t. 4, 31.

**CONNEXITÉ.** 1. La connexité d'une demande purement personnelle avec une demande réelle précédemment formée permet de la porter au même tribunal où a été formée la première, quoiqu'il ne soit pas celui du domicile du défendeur. C. C. 8 avril 1807, t. 8, 246.

2. Lorsqu'un individu prévenu d'un simple délit correctionnel est renvoyé devant la cour d'assises à raison de la connexité de ce délit avec un fait qualifié crime par la loi, dont un autre individu est accusé en même temps, les formalités de la procédure par jurés doivent être observées à l'égard du premier comme à l'égard du second. C. C. 4 nov. 1813, t. 15, 574.

3. L'art. 226 du cod. d'inst. crim., qui porte que la cour d'assises statuera par un seul et même arrêt sur les délits connexes dont les pièces se trouveront en même temps produites devant elle, n'a point attaché la peine de nullité à l'infraction de sa disposition. C. C. 28 déc. 1816, t. 18, 910.

4. On ne peut demander le renvoi pour cause de connexité lorsque, l'une des demandes n'étant que devant le tribunal de première instance, l'autre est pendante devant la cour d'appel. C. C. 14 juin 1815, t. 17, 411.

5. Lorsque plusieurs actions réelles con-

nexes sont portées devant divers tribunaux, elles doivent être renvoyées à celui dans le ressort duquel est située la majeure partie des fonds contentieux. C. C. 27 avril 1811, t. 12, 372.

**CONSCRIPTION.** 1. L'individu né en France, d'un père étranger, mais qui a son domicile dans le royaume depuis longues années, qui a épousé une Française et formé en France un établissement de commerce, est soumis à la loi de la conscription militaire, parce qu'il doit être considéré comme Français. Paris, 18 mars 1823, t. 1 de 1823, 550.

2. Celui qui a reçu à son service, comme journalier ou autrement, un conscrit réfractaire, sans l'avoir préalablement présenté à la mairie, est présumé l'avoir recélé sciemment. On ne peut admettre en sa faveur l'exception de bonne foi. C. C. 8 avril 1812, t. 13, 508; 11 brum. an 14, t. 6, 488; 18 juil. 1806, t. 7, 415.

3. Celui qui procure un travail public et momentané à un conscrit et à un déserteur qui habitaient leur propre maison, et se montraient journellement dans leur commune, ne peut pas être considéré comme recéleur de conscrit. C. C. 12 juil. 1806, t. 7, 413.

4. Il en est de même pour un déserteur, quoiqu'on l'ait reçu depuis peu de temps à son service sans le connaître. C. C. 26 brum. an 14, t. 6, 488.

5. Le recel d'un individu sujet par son âge à la conscription, mais qui n'aurait pas été porté sur le tableau des conscrits, est punissable, aux termes de la loi du 21 brum. an 6, comme le recel d'un conscrit réfractaire. C. C. 15 mars 1810, t. 11, 252.

6. Les tribunaux ne peuvent pas se permettre d'examiner les motifs par lesquels l'autorité administrative a déclaré un conscrit réfractaire. C. C. 2 brum. an 14, t. 6, 487.

7. Celui qui, par suite de l'exemption d'un jeune homme désigné par le sort pour faire partie du contingent, est obligé de partir, peut investir les tribunaux de la question de savoir si l'acte de naissance produit par ce dernier pour motiver son exemption lui est réellement applicable. Nismes, 15 janv. 1820, t. 22, 40.

8. Mais dans cette occasion les tribunaux ne peuvent prononcer, par voie de conséquence, que l'individu, à tort exempté, fait partie de telle ou telle classe de recrutement. La solution de ce dernier point appartient exclusivement au conseil de révision. *Ibid.*

## CONSEIL DE FAMILLE.

*De combien de membres il doit*

*se composer. — Quelles personnes peuvent ou doivent faire partie ou en être exclus. — De la distribution des membres dans chaque ligne. — la délibération du conseil. Comment elle peut être requise. — Le jugement d'homologation peut-il être attaqué par le ministère public ?*

1. Un conseil de famille doit être composé de six membres; si l'un de ces membres, réunis devant le juge de paix, s'abstient ou est récusé, il faut de nouveau compléter le conseil de famille.

2. Mais il ne peut être composé de moins de six membres délibérans. Amiens, 10 fruct. an 13, t. 6, 416.

3. La présence du père, mort civilement, n'est pas une cause de nullité, s'il y avait, outre le père, un nombre suffisant de parens. Paris, 26 therm. an 10, t. 2, 107.

4. L'art. 407 du cod. civ., qui prescrit la manière de former le conseil de famille, doit être exécuté à la rigueur. Bruxelles, 4 janv. 1811; Lyon, 15 janv. 1822, t. 12, 8; Colmar, 27 avril 1810, t. 14, 478.

5. Les tribunaux ne peuvent admettre d'autres motifs d'exclusion des conseils de famille que ceux énoncés dans la loi. Caen, 15 janv. 1811, t. 12, 26.

6. La renonciation d'un ascendant à la tutelle légale, non plus que son incapacité de conduite, ne sont des motifs d'exclusion du conseil de famille. Besançon, 26 janv. 1808, t. 9, 520.

7. La privation de la tutelle par le père du convol n'est pas une raison d'exclusion de la mère du conseil de famille qui ne peut nommer un tuteur à ses enfans. Bruxelles, 30 mai 1810, t. 11, 533.

8. Les frères et alliés germains, en exception, peuvent, dans la composition d'un conseil de famille, représenter une fois l'une et l'autre ligne. C. C. 16 janv. 1810, t. 11, 893.

9. Quoique, de deux frères germains, l'un mineur, appelés au conseil de famille, peut être compté comme parent paternel et l'autre comme parent maternel, pendant ils peuvent tous deux figurer dans la même ligne. C. C. 10 août 1810, t. 17, 557.

10. Lorsque le juge de paix a choisi, d'après l'art. 407 du cod. civ., le nombre de parens et d'alliés suffisant pour composer le conseil de famille, des parens plus proches, domiciliés hors de ce rayon, ne peuvent pas contraindre le juge de

mettre au conseil. Rouen, 29 nov. 18, 834.

On doit considérer comme allié un frère dont la femme est décédée sans d'enfans, et qui même a contracté un nouveau mariage. En conséquence on doit regarder comme nulle la nomination d'un conseil de famille à la suite duquel on a appelé des amis, en présence à ce beau-frère, pour y voter la ligne à laquelle il appartient. C. 24 fév. 1825, t. 3 de 1825, 187.

1. Ce n'est qu'au juge de paix seul, et celui qui provoque la tenue d'un conseil de famille, qu'il appartient d'appeler des amis, à défaut de parens. Besançon, 26 août 1808, t. 9, 227.

Des amis ne peuvent être recus à partie d'un conseil de famille, lorsqu'ils sont domiciliés hors la distance de deux myriamètres, demandent à être admis. Besançon, 26 août 1808, t. 9, 227.

Le subrogé tuteur peut être membre d'un conseil de famille dans tous les cas où les intérêts du pupille ne sont pas en opposition avec ceux du tuteur. C. G. 1806, t. 7, 499.

Il peut également être membre de la commission et y opiner sur la destitution qu'il provoque du tuteur. Rouen, 1810, t. 11, 930.

La délibération du conseil de famille est nulle, si le juge de paix s'est refusé de présider le conseil, sans prendre part active à sa délibération. Paris, 21 juil. 1808, t. 9, 433.

On ne peut attaquer une délibération d'un conseil de famille que pour vice de forme ou motifs d'incapacité ou d'exclusion, et non pour le seul fait de contradiction d'avis entre les membres. Paris, 1814, t. 16, 642.

La délibération d'un conseil de famille qui n'aurait pas été composé conformément à l'art. 407 peut être attaquée par le parent qui y aurait concouru sans réserve ni réserve. Bruxelles, 4 janv. 1812, t. 42, 8.

On ne peut attaquer une délibération d'un conseil de famille que par celui qui y aurait depuis acquiescé. Colmar, 27 avril 1813, t. 14, 378. Il en serait autrement si le conseil avait été convoqué d'office. Turin, 10 mai 1811, t. 12, 533.

On ne peut poursuivre contre un juge de paix la nullité d'une délibération prise par la voie de la prise à partie. C. C. 1812, t. 15, 719.

Les délibérations du conseil de famille, quoique prises à la pluralité absolue des voix, doivent, s'il y a opposition de l'un des membres, être soumises à l'approbation des tribunaux. Ces délibérations peuvent être réformées ou confirmées

par la justice, sur le motif du plus grand intérêt du mineur, quoiqu'elles aient été prises par la famille pour se conformer au testament laissé par le père du mineur. Angers, 6 août 1819, t. 21, 553.

22. Le ministère public n'a pas qualité pour interjeter appel d'un jugement qui homologue la délibération d'un conseil de famille. G. C. 26 août 1807, t. 8, 572.

**CONSEIL de guerre.** 1. Dans la procédure criminelle des conseils de guerre extraordinaires, institués par le décret du 1 mai 1812, la lecture du procès verbal d'information au prévenu constitue une formalité essentielle. Lorsque aucun acte du procès ne constate l'accomplissement de cette formalité, le jugement doit être déclaré nul. C. C. 15 janv. 1814, t. 16, 60.

2. Les militaires français prévenus d'un crime dont la connaissance est exclusivement attribuée à un tribunal spécial ne peuvent pas être jugés par un conseil de guerre, lorsque le corps d'armée auquel ils appartiennent est en pays étranger. C. C. 18 oct. 1811, t. 12, 807.

3. Si un crime est commis par deux militaires appartenant à des corps différens, dans un lieu où l'un des prévenus est en garnison et l'autre en congé, les tribunaux ordinaires sont seuls compétens pour en connaître, à l'exclusion des conseils de guerre. G. C. 6 sept. 1811, t. 12, 754.

4. Lorsqu'un militaire commet un crime dans la prison militaire où il subit la peine qui lui a été infligée par ses chefs, ce nouveau crime le rend justiciable, à l'exclusion des tribunaux ordinaires, du conseil de guerre de la division à laquelle il appartient. C. C. 10 déc. 1824, t. 2 de 1825, t. 412.

**CONSEIL judiciaire.** 1. La demande subsidiaire d'un conseil, pour la personne dont on provoque l'interdiction, peut être faite, pour la première fois, en cause d'appel. Paris, 26 therm. an 12, t. 4, 661.

2. L'individu dont l'interdiction est poursuivie pour cause de fureur, par le ministère public, ne peut pas être placé d'office sous l'assistance d'un conseil judiciaire. Besançon, 25 août 1810, t. 11, 811.

3. Les tribunaux ne peuvent pas défendre à un majeur qui n'est pas dans un état habituel de démence, d'imbécillité ou de fureur, de contracter sans l'assistance d'un conseil. C. C. 24 niv. an 10, t. 2, 241.

4. Celui qui ne peut s'obliger ou aliéner qu'avec l'assistance d'un conseil judiciaire a néanmoins la faculté de doter ses

enfants sans l'avis de ce même conseil. Paris, 25 juin 1806, t. 7, 382.

5. Les billets souscrits par un individu à qui il a été nommé un conseil judiciaire sont nuls et sans effet, s'ils n'ont point une date certaine et antérieure au jugement portant nomination du conseil. C. C. 9 juil. 1816, t. 18, 580.

6. Le jugement de nomination d'un conseil acquiert une publicité légale par l'affiche dans la salle de l'auditoire et dans les études des notaires de l'arrondissement du domicile de l'individu pourvu de ce conseil. Il n'est pas nécessaire en outre que les formalités prescrites par la loi pour la publicité de ce jugement soient renouvelées dans tous les arrondissements où l'interdit pourrait contracter sans l'assistance de son conseil. C. C. 29 juin 1819, t. 21, 448.

**CONSEILLER auditeur.** Lorsqu'un conseiller auditeur a figuré dans un arrêt comme juge nécessaire, on doit, jusqu'à preuve contraire, présumer qu'il avait l'âge qui donne voix délibérative. C. C. 30 déc. 1824, t. 2 de 1825, 52.

**CONSERVATEUR des hypothèques.**

*S'il peut délivrer un certificat de non-inscription dans ses affaires personnelles. — Ce que doit comprendre le certificat. — Responsabilité du conservateur. — Des erreurs ou omissions qui peuvent y donner lieu. — Son étendue. — Sa durée.*

1. Le conservateur des hypothèques ne peut pas délivrer un certificat de non-inscription dans une affaire qui le concerne personnellement. Paris, 22 janv. 1810, t. 11, 72.

2. L'état des inscriptions que délivre un conservateur, sur la transcription d'une vente, doit comprendre les inscriptions qui auraient été prises sur le vendeur, même avant une précédente transcription, à peine, par le conservateur, de répondre de tous les dommages et intérêts des créanciers omis. C. C. 9 mes. an 12, t. 4, 589.

3. Le conservateur des hypothèques doit écarter de l'état d'inscriptions qu'il délivre, sur la transcription de la vente sur folle enchère, toutes celles prises contre le fol enchérisseur. Paris, 29 mars 1822, t. 1 de 1823, 84.

4. Quand il a compris ces inscriptions dans son état, qu'il a contesté la demande en rectification formée contre lui, et qu'il a succombé dans cette contestation, il doit être condamné aux dépens. Paris, 29 mai 1822, t. 1 de 1823, 84.

5. Les conservateurs des hypothèques doivent, dans les certificats d'inscriptions qu'ils délivrent, omettre celles n'ayant pas été renouvelées dans les délais, sont périmées de droit. Paris, 21 janv. 1814, t. 16, 99.

6. Ils peuvent être contraints à primer celles de ces inscriptions qui ont été prises dans leur état, et à mentionner les droits qu'ils ont payés à cette occasion. Paris, 21 janv. 1814, t. 16, 100.

7. Lorsque le débiteur ou le créancier porte un nom commun à plusieurs milles, le conservateur n'est point tenu de délivrer à l'acquéreur qui fait inscrire, les inscriptions existantes sur les individus portant le même nom, que leurs prénoms sont différents. Paris, 25 juin 1821, t. 23, 445.

8. Dans le cas de l'espèce précédente, le conservateur n'est pas responsable à l'égard d'un créancier qui a mentionné dans son inscription les prénoms du débiteur, du défaut de mention de son inscription dans son certificat de non-inscription. C. C. 25 juin 1821, t. 23, 445.

9. Le conservateur des hypothèques qui a omis dans une inscription la mention de l'époque de l'exigibilité d'une créance est responsable de cette omission, lors même que la radiation de l'inscription a été consentie et effectuée par l'acquéreur, d'une distribution faite à l'amiable aux créanciers, dans la fausse opinion que l'ordre n'aurait pas lieu. — Il n'y a lieu à la radiation que si cette radiation soit antérieure à la loi du 4 sept. 1807, qui accordait un délai de six mois pour rectifier les inscriptions où cette mention avait été omise. C. C. 22 avril 1818, t. 20, 535.

10. Le conservateur des hypothèques est responsable du défaut de mention de son registre de l'une des énonciations contenues dans les bordereaux d'inscription, lors même que cette omission n'est pas de son fait, mais a été faite en son absence par un préposé de la régie qui était censé le représenter. Bordeaux, 24 juin 1813, t. 15, 11.

11. Quelque différence entre les énonciations de l'inscription et celles du contrat de vente ne justifie pas le conservateur d'avoir omis cette inscription dans son certificat, si, malgré cette différence, il était facile d'apercevoir l'identité des personnes et des immeubles. Paris, 21 fév. 1813, t. 14, 205.

12. Lorsqu'un conservateur a délivré un certificat constatant faussement qu'il n'y avait pas d'inscriptions sur un immeuble qu'il avait vendu, ce n'est pas la faute du conservateur, dont les cautions du co-



sont responsables. Paris, 13 nov. , t. 12, 861.

La responsabilité du conservateur hypothèques, à raison de ses fonctions, dure pendant dix ans à compter de la cessation, sans distinction entre les biens affectés à son cautionnement et ses biens libres. C. C. 22 juil. 1814, t. 1, 615.

Et non pas à compter de la date de transcription dont il a à s'imputer la nullité. C. C. 2 déc. 1816, t. 18, 859.

La responsabilité du conservateur est restreinte au dommage que l'omission peut causer au créancier. Bordeaux, 24 janv. 1815, t. 15, 111.

## CONSIGNATION.

### I. Jurisprudence ancienne.

Dans l'ancienne jurisprudence, il était nécessaire d'appeler le créancier à être présent à la consignation. C. C. 10 fruct. an 11, t. 3, 659.

La même cour a jugé en sens contraire. 20 flor. an 10, t. 2, 455.

Dans certains pays, il était nécessaire, pour la validité de la consignation, qu'elle fût précédée de l'ordonnance du juge; dans d'autres, cette formalité n'était pas exigée. C. C. 11 prair. an 10, t. 2, 498.

Lorsque, en suite d'offres réelles, un tribunal avait autorisé le débiteur à consigner, il était nécessaire, pour la validité de la consignation, que les offres fussent faites au créancier. C. C. 16 vent. an 11, t. 3, 317.

La consignation qui n'avait été précédée que d'une simple promesse d'offres, faite seulement à l'audience, en l'absence du créancier, n'était pas valable. C. C. 28 vent. an 6, t. 1, 255.

Une consignation faite par un débiteur d'effets négociables, dont le porteur n'était pas présenté à l'échéance, n'était pas nulle à défaut de bordereau énumératif des espèces consignées. C. C. 15 frim. an 12, t. 4, 347.

Sous le régime hypothécaire de 1771, l'acquéreur d'un immeuble pouvait consigner le prix de la vente, sans appeler les créanciers opposans au sceau des lettres de ratification. C. C. 20 germ. an 13, t. 1, 107.

Un tiers pouvait valablement payer et consigner pour le débiteur. C. C. 13 frim. an 10, t. 2, 374.

Ainsi, le porteur d'un effet négociable ne s'étant pas présenté dans les trois jours de l'échéance, la consignation autorisée par la loi du 6 therm. an 3 a pu être valablement faite par un tiers au nom du débiteur. C. C. 13 germ. an 10, t. 2, 374.

### II. Jurisprudence du code de procédure.

*Quand la consignation peut être faite. — Quand elle doit être précédée d'offres. — Formalités de la consignation. — Elle doit comprendre les intérêts. — Dans quels lieux elle doit être faite. — Elle fait cesser les intérêts.*

10. L'acquéreur d'un immeuble, qui, après avoir rempli les formalités pour la purge des hypothèques, veut se libérer de son prix par la consignation, n'est point obligé de la faire précéder d'offres réelles aux vendeurs et aux créanciers inscrits. Paris, 5 janv. 1824, t. 2 de 1824, 160.

11. Un adjudicataire peut consigner son prix avant le règlement de l'ordre entre les créanciers. Riom, 19 janv. 1820, t. 22, 62.

12. Il n'est nécessaire que la consignation soit précédée d'offres réelles qu'à l'égard du créancier direct. C. C. 24 juin 1812, t. 13, 581.

13. La consignation de sommes offertes doit être opérée et le procès verbal qui la constate doit être dressé par un officier ministériel ayant caractère à cet effet. — Ainsi, la consignation qui aurait été faite par la partie elle-même, et le procès verbal qui aurait été dressé par le receveur des consignations, sont nuls. Nîmes, 22 août 1809, t. 10, 672.

14. Quelque modique que soit la somme due, on ne peut faire la consignation entre les mains d'un particulier. C. C. 2 mes. an 10, t. 2, 532.

15. La consignation doit comprendre les intérêts qui ont couru depuis les offres jusqu'au jour du dépôt: autrement elle serait insuffisante et nulle. Paris, 13 niv. an 12, t. 4, 193.

16. La consignation du prix d'une vente peut être faite dans le lieu du domicile élu par l'acte de vente. Paris, 15 mai 1816, t. 16, 415.

17. L'art. 159 du cod. civ. n'attache pas la peine de nullité au défaut de désignation de la nature des espèces consignées. Riom, 19 janv. 1820, t. 22, 62.

18. Les citations données au créancier et aux opposans pour être présens à la consignation ne sont pas soumises au délai des ajournemens ordinaires. C. C. 24 juin 1812, t. 13, 581.

19. Le débiteur n'est pas obligé de si-

gnifier au créancier le récépissé du receveur. C. C. 24 juin 1812, t. 13, 581.

20. La consignation doit être faite dans le bureau du lieu indiqué pour le paiement, lors même qu'il y aurait un domicile élu où l'on aurait fait les offres. C. C. 28 avril 1814, t. 16, 297.

21. Lorsqu'il y a des offres réelles suivies de consignation retardée par le fait du créancier, les intérêts cessent du jour des offres. C. C. 27 flor. an 10, t. 2, 474.

CONSTITUTION D'AVOUÉ. V. *Avoué*, n. 1, 2; *Appel*, n. 174, 186, 187.

## CONTRAINTE PAR CORPS.

### I. Jurisprudence ancienne et transitoire.

1. La contrainte par corps, rétablie par la loi du 24 vent. an 5, n'est pas devenue rétroactivement applicable aux obligations contractées avant la loi du 9 mars 1793, qui avait aboli cette voie d'exécution. Paris, 25 vent. an 10, t. 2, 338.

2. Les engagements de commerce antérieurs à la loi du 9 mars 1793, portant abolition de la contrainte par corps, et qui ne sont devenus exigibles que depuis celle du 24 ventôse an 5, qui rétablit cette contrainte, emportent exécution par corps. 21 germ. an 10, t. 2, 341.

3. La contrainte par corps, prononcée dans un cas pour lequel elle n'était pas autorisée par la loi, ne pouvait pas être exercée, sous le prétexte que le jugement qui l'avait ordonnée était passé en force de chose jugée. Caen, 29 pluv. an 10, t. 2, 287.

4. Lorsque des engagements avaient été souscrits sous l'empire d'une loi qui prononçait la *contrainte par corps*, cette voie d'exécution pouvait être ordonnée, encore bien qu'ultérieurement elle eût été abrogée, si elle se trouvait rétablie au moment où elle était provoquée. C. C. 4 niv. an 9, t. 1, 569.

### II. Jurisprudence du code de commerce.

§ 1. *Règle générale.* — *D'après quelle loi on doit juger s'il y a lieu à la contrainte par corps.* — *Si les tribunaux peuvent accorder un sursis.* — *Si l'opposition à la contrainte a un effet suspensif.*

§ 2. *Contre qui la contrainte peut*

*être prononcée.* — *Pour quelles causes.*

§ 3. *Quelles autorités sont compétentes pour prononcer la contrainte par corps.*

#### § 1. — Règle générale.

5. C'est la loi qui existait au temps de la passation du contrat, et non celle de la loi sous laquelle on en poursuit l'exécution, qui décide si l'obligation emporte contrainte par corps. C. C. 1 avril 1817, t. 19, 692.

6. Une cour supérieure saisie de l'appel d'un jugement qui prononce la condamnation par corps ne peut, tout en confirmant le jugement attaqué, devant elle, ordonner un sursis à l'exécution de la contrainte jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande en ce que de biens introduite par le débiteur devant un autre tribunal. C. C. 23 nov. 1807, t. 8, 115.

7. L'opposition formée par un débiteur condamné par corps à l'exécution de la contrainte, sans jonctions de pièces justificatives, n'a pas un effet suspensif. Paris, 7 juin 1810, t. 11, 579.

§ 2. — *Contre qui la contrainte par corps peut être prononcée.* — *Pour quelle cause.*

8. La contrainte par corps peut être prononcée, exercée et maintenue, pour les dettes commerciales, contre un septuagénnaire. C. C. 12 frim. an 14, t. 6, 510; 10 juin 1807, t. 8, 422; 3 fév. 1813, t. 14, 156; 15 juin 1813, t. 15, 41; 7 août 1815, t. 17, 538; Bruxelles, 7 avril 1815, t. 11, 327.

9. Voy. un arrêt en sens contraire. Paris, 18 avril 1807, t. 8, 412.

10. La contrainte par corps prononcée contre le prodigue avant la dation d'un conseil peut être exécutée postérieurement à cette dation. Bruxelles, 13 août 1808, t. 9, 248.

12. La contrainte par corps a lieu en matière correctionnelle contre un septuagénnaire pour le paiement des restitutions et dommages et intérêts auxquels il a été condamné, lors même que la partie lésée ne s'est pas portée partie civile, et que l'action civile n'a été intentée que postérieurement devant les tribunaux civils. C. C. 7 juil. 1817, t. 19, 692.

13. Le souscripteur ou l'endosseur non marchand d'un billet à ordre n'est pas contraignable par corps. C. C. 11 fév. 1807, t. 8, 89; 20 flor. an 11, t. 3, 467.

14. On peut prononcer la contrainte par corps contre un maître de pensionnaire souscripteur, au profit d'un marchand

à ordre pour fournitures faites  
pensionnat. Paris, 26 nov. 1807, t.

La même cour a décidé le contrai-  
mars 1814, t. 8, 652.

Les tribunaux peuvent prononcer  
contrainte par corps sans recherches  
pures contre tout souscripteur d'un  
ordre qui ne conteste pas la qua-  
négociant qui lui est donnée. C.  
ril 1813, t. 14, 401.

Un billet à ordre qui n'énonce pas  
la valeur en a été fournie ne  
donner lieu à la contrainte par corps.  
14 avril 1813, t. 14, 322.

Un billet fait par le souscripteur à  
pre personnel, *valeur en lui-même*,  
pas donner lieu à la contrainte  
ps, le souscripteur étant marchand.  
8 juil. 1813, t. 15, 274.

On peut prononcer la contrainte  
ps contre une femme, marchande  
ne, pour raison de ses billets à or-  
causés *valeur reçue comptant*. C. C.  
1813, t. 15, 592.

Une femme, non marchande publi-  
qui souscrit une lettre de change,  
ut être passible de la contrainte par  
Limoges, 19 mai 1813, t. 14, 369.

Le souscripteur, non commerçant,  
billet à domicile, ne peut être sou-  
à la contrainte par corps. Colmar,  
v. 1817, t. 19, 56.

Un comptable de deniers public est  
signable par corps pour billets à or-  
uscris au profit d'un simple par-  
er, et causés *valeur reçue comptant*.  
17 juin 1824, t. 2 de 1824, 330.

La cour de cassation a décidé en  
contraire. 15 juil. 1817, t. 19, 679.

Le confectionnaire ou l'endosseur  
billet à ordre non négociant n'est  
passible de la contrainte par corps,  
même qu'il n'aurait point décliné la  
ction du tribunal de commerce. C.  
mars 1811, t. 12, 183. — V. *Com-*  
*ant*.

Le signataire de billets qualifiés let-  
de change, bien qu'ils ne soient que  
ples mandats, ne peut pas être con-  
par corps au paiement d'iceux,  
qu'il ait reconnu la compétence du  
nal de commerce. C. C. 8 janv. 1812,  
22.

Celui qui spéculé habituellement  
les fonds publics est contraignable  
corps à raison d'une dette résultant  
simple arrêté de compte. C. C. 18  
1806, t. 7, 113.

La contrainte par corps ne peut  
prononcée pour opérations entre  
chands qui ne font pas le même com-  
ce. C. C. 20 janv. 1806, t. 7, 31.

La contrainte par corps ne peut pas

être prononcée contre le mari non com-  
merçant, à raison des obligations com-  
merciales contractées par sa femme, mar-  
chande publique et commune en biens.  
Lyon, 26 juin 1822, t. 24, 539.

29. Le locataire qui, sur des contesta-  
tions élevées entre lui et son propriétaire,  
s'est constitué *gardien judiciaire* de ses  
propres meubles, peut être condamné  
par corps à les représenter. C. C. 23 brum.  
an 10, t. 2, 180.

30. L'agent d'affaires qui, en vertu d'un  
mandat du voleur, charge un agent de  
change de négocier un titre volé, est pas-  
sible de la contrainte par corps pour la  
restitution de la valeur du titre, lors-  
qu'il est revendiqué. Paris, 26 déc. 1822,  
t. 2 de 1823, 505.

31. Le jugement de police qui prononce  
contre le prévenu une condamnation de  
dépens au profit du trésor public em-  
porte la contrainte par corps, quoiqu'elle  
ne soit pas prononcée. C. C. 2 janv. 1807,  
t. 8, 3.

32. Le fermier n'est soumis à la con-  
trainte par corps qu'autant qu'elle a été  
formellement stipulée dans l'acte de bail;  
la réserve faite par le bailleur de la faire  
prononcer ne suffit pas. Rouen, 23 mars  
1824, t. 3 de 1824, 483.

33. Les filles ou femmes ne sont pas pas-  
sibles de contrainte par corps pour folle  
enchère. Lyon, 20 juin 1822, t. 24, 520.

34. On ne peut prononcer la contrainte  
par corps contre une femme non mar-  
chande publique, pour dommages et in-  
térêts en matière de réintégration ni en  
aucune autre matière civile. C. C. 20  
mai 1818, 6 oct. 1813, t. 20, 392.

35. On peut prononcer la contrainte  
par corps contre une femme pour les dom-  
mages et intérêts qu'elle a encourus com-  
me auteur d'une dénonciation calom-  
nieuse. C. C. 31 mai 1816, t. 18, 474.

36. La contrainte par corps ne peut  
être prononcée pour les dépens en ma-  
tière commerciale, lors même que la con-  
damnation principale en était suscepti-  
ble. C. C. 14 avril 1817, t. 19, 353; 14  
nov. 1806, t. 7, 781.

37. La contrainte par corps ne peut pas  
être prononcée pour simple prêt. C. C. 15  
janv. 1806, t. 7, 30.

38. La contrainte par corps peut être  
prononcée contre un huissier, pour la res-  
titution des sommes, même au-dessous  
de 300 fr., qu'il est, en sa qualité, char-  
gé de recevoir, surtout s'il est convaincu  
de dol et de fraude. C. C. 4 fév. 1819, t.  
21, 111.

39. Un notaire qui dispose des deniers  
d'une vente immobilière laissés dans ses  
mains, et qui les emploie, sans l'aveu  
de son client, à payer des créanciers

chirographaires, au lieu de les employer à l'acquit des charges hypothécaires, peut être condamné par corps à la restitution de ces sommes. C. C. 20 juil. 1821, t. 23, 499.

40. On peut prononcer la contrainte par corps contre un étranger, en cette qualité, quoiqu'il ne soit pas en France. Florence, 30 juil. 1811, t. 12, 532.

41. Des fournisseurs ne peuvent être condamnés par corps à payer des sommes dues à leurs employés, pour appointements, frais de voyages et indemnités. C. C. 5 sept. 1810, t. 11, 852.

42. L'avoué qui a traité pour son client, mais en qualité de simple mandataire *ad negotia*, n'est pas contraignable par corps pour les condamnations par lui encourues en cette qualité. C. C. 1 fév. 1820, t. 22, 106.

43. Un beau-père peut exercer la contrainte par corps contre son gendre. Colmar, 17 avril 1816, t. 18, 355.

44. Les syndics d'une faillite peuvent être condamnés par corps pour les obligations qu'ils ont contractées comme représentant la masse des créanciers. C. C. 19 janv. 1819, t. 21, 34.

45. Ou pour la réparation du préjudice que leur négligence a pu causer à la masse des créanciers. C. C. 18 janv. 1814, t. 16, 69.

46. Une femme ne peut exercer la contrainte par corps contre son mari, pour l'obliger à lui rendre un enfant que la justice n'avait confié qu'à elle seule. Paris, 27 juin 1810, t. 11, 631.

47. Le propriétaire qui commet sur ses immeubles grevés d'hypothèques des dégradations capables d'en altérer la valeur peut être condamné par corps à des dommages et intérêts. Paris, 26 août 1809, t. 10, 680.

48. Le débiteur qui commet des dégradations sur ses immeubles saisis, postérieurement à l'apposition des affiches, peut être condamné par corps à des dommages et intérêts envers l'adjudicataire. Paris, 19 août 1808, t. 9, 501.

49. Le failli, affranchi de la contrainte par corps par une clause de son concordat, en donnant une caution, n'y peut pas être soumis par son retard à payer le dividende promis. C. C. 3 janv. 1814, t. 16, 15.

50. La femme non commune qui, en vertu d'un jugement, se constitue gardienne des meubles saisis sur son mari, n'est pas contraignable par corps à la représentation des objets confiés à sa garde. Paris, 21 prair. an 13, t. 6, 245.

51. Le débiteur qui a hypothéqué plusieurs immeubles, dont un seul ne lui appartenait pas, doit être soumis à la con-

trainte par corps pour le total de la dette, quoiqu'il offre de payer la part de l'objet illégalement hypothéqué. Paris, 19 juin 1816, t. 18, 530; Paris, 6 fév. 1810, t. 11, 14.

51 bis. La contrainte par corps ne peut pas être prononcée, en matière de commerce, pour le paiement des frais de procédure. C. C. 4 janv. 1825, t. 1 de 1825, 522.

52. Le jugement portant : « Le défendeur est condamné par corps N... au paiement du montant du billet, ensemble intérêts et les frais », doit être considéré comme prononçant la contrainte par corps, pour le paiement des frais de procédure. C. C. 4 janv. 1825, t. 1 de 1825, 522.

52 bis. La contrainte par corps ne peut point lieu entre associés pour leurs dettes respectives les uns envers les autres. Paris, 2 fév. 1814, t. 16, 154.

53. Décidé au contraire que, dans certains cas, la contrainte par corps peut être prononcée entre associés. C. C. 22 mai 1811, t. 14, 330; 5 nov. 1811, t. 12, 100; 12 brum. an 12, t. 4, 70.

54. Sous l'empire de l'ordonnance de 1673, il était d'usage de refuser la contrainte par corps entre associés. Paris, 17 avril 1817, t. 19, 317; 12 therm. an 10, t. 2, 93.

§ 3. — *Quelles autorités sont compétentes pour prononcer la contrainte par corps.*

55. Les arbitres volontaires nommés par les parties peuvent, comme les arbitres forcés, prononcer la contrainte par corps entre marchands, dans les cas où les tribunaux de commerce auraient pu la prononcer eux-mêmes. C. C. 1823, t. 3 de 1823, 417.

56. La contrainte par corps, pour le liquidat de compte de tutelle, peut être prononcée par des arbitres. Pau, 4 fév. 1821, t. 23, 471.

57. En matière commerciale, les juges ne peuvent pas, par un nouveau jugement, sur une nouvelle demande, ajouter la contrainte par corps à une condamnation principale, lors que ce moyen de contrainte n'a pas été requis. Paris, 28 germ. an 13, t. 1, 103.

CONTRARIÉTÉ d'arrêts. V. Cassation.

CONTRAT de mariage.

Formalités essentielles au contrat.

— *Date fausse.* — *Incompétence des conventions matrimoniales.* — *Contre-lettres.* — *Contrat de mariage postérieur.*

*mariage. — A la charge de i est le coût de la minute du contrat.*

Un contrat de mariage est nul, s'il a été fait par un notaire sans le concours de témoins. Colmar, 16 mars 1813, t. 14, 306.

Il ne peut pas valoir alors comme un acte privé, pour constater les apports et les conventions qu'il renferme. Colmar, 16 mars 1813, t. 14, 306.

Une date fautive ne suffit pas pour déclarer de nullité un contrat de mariage, s'il est constant en fait qu'il a précédé la célébration du mariage. Angers, 11 mai 1819, t. 21, 300.

Des époux ne peuvent pas, par testament, changer ou modifier les stipulations réglées par leur contrat de mariage. Paris, 27 mai 1817, t. 19, 494.

*bis.* L'acte par lequel des père et mère, après avoir constitué une dot à leur fils par son contrat de mariage, donnent une hypothèque pour la garantie de cette dot non payée, n'est pas nul, comme contraire à l'art. 1395 du cod. civ., qui défend tout changement aux conventions matrimoniales après la célébration du mariage, bien qu'il ait été stipulé que le père et mère donateurs ne pourraient être tenus de fournir aucune garantie ni hypothèque pour sûreté de la dot. Paris, 11 mai 1825, t. 3 de 1825, 264.

D'après la législation ancienne comme sous la nouvelle, une contre-lettre à un contrat de mariage n'est valable qu'autant qu'elle est faite en la présence et du consentement simultané de toutes les parties. C. C. 23 juin 1813, t. 15, 101.

On ne peut considérer comme une contre-lettre la convention par laquelle le père et mère renoncent à quelque avantage résultant de leur contrat de mariage au profit d'un de leurs enfans. C. C. 15 avril 1812, t. 13, 361.

1. Lorsqu'une rente a été constituée en tout ou en partie par contrat de mariage, et que, par un acte postérieur au mariage, les constituans, ont le capital de cette rente; le déclarant exigible à volonté, et consentent une hypothèque pour sûreté du paiement, l'acte est nul en ce qu'il apporte des changemens aux conventions matrimoniales, dans le sens de l'art. 1395 du cod. civ. Dijon, 17 juil. 1816, t. 18, 608.

2. Lorsque deux époux, mariés sous le régime dotal, ont stipulé par leur contrat de mariage une société de commerce à moitié perte et profit, ils n'ont pas pu rompre ultérieurement cette société et convenir que le commerce serait exercé dé-

sormais par l'un des deux seulement, et à ses risques et périls. Nismes, 23 frim. an 12, t. 4, 183.

9. Des époux, en réhabilitant leur mariage depuis leur rentrée en France, sous prétexte qu'il avait été nullement célébré, n'ont pas pu suppléer, par un contrat de mariage valable, aux conventions matrimoniales qu'ils n'avaient point arrêtées avant leur union, et ce contrat ne peut pas être opposé aux tiers créanciers du mari et de la communauté. Colmar, 25 janv. 1823, t. 2 de 1823, 118.

10. Le coût de la minute d'un contrat de mariage est une dette personnelle au mari. Ainsi, quoiqu'il reste encore dû au notaire une partie de ses honoraires et déboursés à l'occasion d'un contrat de mariage, la femme peut s'en faire délivrer une expédition en offrant seulement d'en payer le coût. Paris, 20 avril 1816, t. 18, 313.

**CONTRAT d'union.** 1. Le contrat d'union n'éteint point l'action des créanciers contre le failli, pour ce qu'il leur reste dû sur leurs créances. Mais cette action demeure suspendue et ne peut être exercée tant qu'il n'est pas prouvé que le failli a acquis postérieurement de nouveaux biens. Paris, 17 juil. 1824, t. 3 de 1824, 260.

2. Le contrat d'union, intervenu entre les créanciers d'un failli est nécessairement subordonné, pour être valable, à la condition de la vérification et affirmation des créances suivies de l'homologation. C. C. 4 fév. 1806, t. 7, 80.

**CONTRAT judiciaire.** 1. Le contrat judiciaire est parfait, indépendamment de la signature des parties, lorsqu'un arrangement proposé par l'une d'elles à l'audience est accepté par l'autre, et que le juge a donné acte de leur consentement respectif. C. C. 3 oct. 1808, t. 9, 580.

2. Un consentement donné en justice ne lie pas la partie qui l'a donné, lorsque l'autre partie ne l'a point accepté. C. C. 13 mai 1824, t. 1 de 1825, 106.

3. L'appréciation d'un pareil consentement de la part des tribunaux ne donne pas ouverture à cassation. C. C. 13 mai 1824, t. 1 de 1825, 107.

**CONTRAT pignoratif.** 1. La stipulation que, si, à l'époque de l'échéance d'une obligation, le créancier n'est point remboursé, il deviendra propriétaire de tels et tels immeubles pour le montant de sa créance, doit être considéré non comme une vente, mais comme un contrat *pignoratif*, qui donne seulement au créancier le droit de faire vendre les biens, s'il n'est pas payé. Rouen, 22 mes. an 11, t. 3, 587. — V. *Hypothèque*.



**CONTRIBUTION foncière.** La contribution foncière est due pour la récolte de l'année où elle se perçoit, et non pour celle de l'année antérieure. — Ainsi l'acquéreur d'un fonds de terre doit payer la contribution foncière de l'année où commence sa jouissance, s'il n'y a convention contraire. C. C. 18 août 1813, t. 15, 409.

**CONTRIBUTIONS indirectes. V. Voiture publique.**

§ 1. *Boissons soumises à l'exercice des droits.* — *Quelles personnes sont obligées à la déclaration.* — *Perquisition.* — *Quand les préposés doivent être assistés d'un officier de police dans leurs visites.* — *Quand ils doivent être porteurs d'un ordre.* — *Faits qui établissent un refus et une opposition aux exercices des préposés.* — *Nécessité des congés.*

§ 2. *Comment les contraventions se constatent.* — *Des procès verbaux.* — *De leur forme.* — *Contraintes.* — *Elle n'ôte pas aux contribuables le droit de disposer de leurs meubles.* — *Opposition aux contraintes.*

§ 3. *Compétence.* — *Instance.* — *Manière de procéder.*

§ 4. *Jugemens.* — *Jugemens par défaut.* — *Opposition.* — *Appel.* — *Cassation.*

§ 1. — *Boissons soumises à l'exercice des droits.* — *Perquisitions, etc.*

1. La boisson appelée *piquette* est sujette aux droits établis par la loi du 25 novembre 1808, quand elle est vendue en détail. C. C. 28 oct. 1812, t. 13, 895.

2. Il n'est pas dû un second droit de mouvement pour raison du séjour prolongé des boissons et autres liquides dans un autre lieu que celui de leur destination, lorsque ce séjour est imputable à un événement indépendant de la volonté des expéditeurs, et que ceux-ci ou leurs commissionnaires ont, dans les vingt-quatre heures de l'arrivée des liquides, fait leur déclaration au bureau des droits réunis, et y ont déposé leurs congés. C. C. 28 avril 1813, t. 14, 487.

3. Dans le cas posé, on doit considérer comme un événement de force majeure la fermeture du canal sur lequel, suivant la déclaration des expéditeurs, les liqui-

des devaient être transportés à destination. C. C. 28 avril 1813, t. 14, 488.

4. Celui qui se borne à loger les voyageurs, sans leur donner à manger, ni à boire, et à vendre du fourrage pour les chevaux, n'est aubergiste dans le sens de la loi du 28 avril 1816, et, comme tel, obligé de faire sa déclaration à la régie et de se munir d'une licence. C. C. 1 oct. 1824, t. 17, 1825, 872.

5. Le particulier qui a souffert la visite des employés sans l'assistance du juge de paix ou du maire, qu'exige la loi, ne peut pas recevoir ensuite à exciper de ce défaut d'assistance. C. C. 10 avril 1823, t. 2 de 1823, 449.

6. Mais si, étant absent de son domicile au moment où les opérations ont commencé, il est rentré chez lui dans le délai de la visite, qui alors aurait été faite sans l'assistance du maire, qu'on était allé intermédiairement chercher, cette assistance tardive n'a pas pu valider ce qui a été fait précédemment. C. C. 10 avril 1823, t. 2 de 1823, 449.

7. Lorsque les employés de la régie sont introduits dans le domicile d'un citoyen non sujet à leur exercice, sans être munis de l'ordre exigé par l'art. 237 de la loi du 28 avril 1816, le procès verbal par eux dressé est nul, quoique le contrevenant ne se soit pas opposé à cette violation de son domicile. C. C. 13 fév. 1819, t. 12, 133.

8. Ils doivent, en outre, exhiber l'ordre. C. C. 10 avril 1823, t. 2 de 1823, 449.

9. En matière de droits réunis, les obstacles et même les retards apportés à la visite légalement requise par les préposés de la régie constituent une contravention. C. C. 29 juil. 1813, t. 15, 276.

10. Les débitans de boissons sont obligés de procurer aux employés de l'administration des contributions indirectes, à leur première réquisition, un libre accès dans toutes les parties de leurs maisons ; en conséquence de leur faire sur-le-champ l'ouverture des chambres, caves, armoires et autres meubles, sans pouvoir prétendre qu'ils n'ont pas les clés ou ne sont pas propriétaires des meubles. C. C. 3 déc. 1825, t. 2 de 1825, 315.

11. Ils ne peuvent pas exiger que l'ouverture en soit faite en présence du maire. C. C. 3 déc. 1819, t. 2 de 1825, 315.

12. Le congé pour tous mouvemens de boissons est indispensablement nécessaire même dans le temps des vendanges, et en défaut d'exhibition aux préposés de la régie entraîne dans tous les cas la confiscation, sans que les juges puissent l'excuser sur aucun motif, même sur la conviction qu'ils auraient que le congé avait été reçu.

et délivré avant l'enlèvement des bois. C. C. 29 mai 1814, t. 12, 437.

*Procès verbal. — Notification du procès verbal.*

Le procès verbal de visite ne peut être annulé, parce qu'il ne porte pas en copie de la réquisition d'assistance, au maire ou à l'officier municipal. 40 avril 1823, t. 2 de 1823, 449.

Le décret du 1<sup>er</sup> germ. an 13, en vertu duquel les employés de la régie d'affaires, dans le jour, une copie de leur procès verbal à la porte de la maison commune du lieu de la saisie, en cas d'absence de l'événement de la contravention, ne leur permet pas de remplacer cette formalité de la signification du procès verbal, à la maison ou domicile. C. C. 31 mai 1822, t. 1, 470.

Le privilège de la régie des contributions indirectes sur les meubles des contribuables ne rait pas à ceux-ci le droit de vendre ou d'en disposer, après une saisie décrétée contre eux, mais avant que les meubles aient été saisis. C. C. 18 mai 1819, t. 21, 340.

Les oppositions aux contraintes de la régie des contributions ne peuvent pas de la matière d'une simple ordonnance de référé. C. C. 6 août 1817, t. 19, 795.

Les tribunaux ne peuvent, sur les oppositions, prononcer un sursis. C. C. 18 mai 1817, t. 19, 795.

*— Instance. — Manière de procéder.*

Lorsqu'un tribunal de police correctionnelle est saisi de la connaissance d'une contravention, en matière de droits réunis, et qu'il s'élève une question sur le fond du droit, par exemple sur le fait de savoir si le prévenu est ou non tenu à le payer, le tribunal doit s'absoudre et renvoyer les parties devant le tribunal civil. C. C. 17 vent. an 13, t. 5, 475.

Les contestations qui s'élèvent sur le fond du droit doivent être jugées sur la production de simples mémoires respectivement signifiés, et sur le rapport du juge. — Si les deux parties ont consenti à la violation de cette forme de procédure, c'est le cas de compenser entre elles les dépens du pourvoi en cassation. C. C. 5 mars 1823, t. 2 de 1824, 125.

La régie des droits réunis n'est assujettie, dans les exploits qu'elle adresse contre les délinquans, à l'observation des formes prescrites par le code de procédure, mais seulement à celles ordonnées par le décret du 1<sup>er</sup> germ. an 13. 23 nov. 1810, t. 11, 952.

L'inobservation de l'art. 28 du décret du 1<sup>er</sup> germ. an 13, qui prescrit que l'assignation aux fins de condamnation sera donnée dans la huitaine, au plus tard, de la

date du procès verbal, n'entraîne pas la peine de déchéance ou de nullité. C. C. 27 fév. 1823, t. 3 de 1825, 584.

22. Dans cette matière, un jugement rendu sur plaidoiries respectives, en audience publique, sans rapport d'un juge et sans conclusions du ministère public, est nul. C. C. 31 janv. 1816, t. 18, 103.

§ 4. — *Jugement. — Jugement par défaut. — Opposition. — Appel. — Cassation.*

23. En matière de contravention pour droits réunis, c'est le code d'instruction criminelle, préférablement à celui de procédure, qui règle les délais de l'opposition à l'exécution d'un jugement par défaut. C. C. 22 nov. 1811, t. 12, 888.

24. En matière de droits réunis, on peut appeler d'un jugement par défaut, pendant le délai de l'opposition. C. C. 12 avril 1811, t. 12, 337.

25. L'appel doit être interjeté dans la huitaine qui suit le jour de la signification du jugement. C. C. 27 avril 1821, t. 23, 334.

26. Le délai pour se pourvoir en cassation ne court qu'à compter de la signification du jugement, sans qu'on puisse lui appliquer la péremption d'instance d'un an, établie par les lois de frim. an 7 et germ. an 13. C. C. 31 janv. 1816, t. 18, 1103.

**CONTRIBUTIONS des portes et fenêtres.** Le silence du bail ne dispense pas le locataire de payer la contribution des portes et fenêtres. Le propriétaire, qui l'a acquittée peut s'en faire rembourser par le locataire, même après plusieurs années, et nonobstant le défaut de réserves dans les quittances de loyer. C. C. 26 oct. 1814, t. 16, 676.

## CONTUMACE.

*Si l'individu déjà frappé d'une condamnation à mort par contumace peut être poursuivi pour un nouveau crime. — Double condamnation, l'une contradictoire et l'autre par contumace. — Effets de l'arrestation ou de la comparution du condamné. — Etat du condamné par contumace. — Peut-il être actionné civilement.*

1. Si un individu condamné à mort par contumace se rend coupable d'un crime, il peut être poursuivi pour raison de ce nouveau crime, quoique moins grave que le premier, avant qu'il ait été jugé contradictoirement sur celui-ci. C. C. 18 fév. 1819, t. 21, 136.

2. L'individu condamné par contumace pour un premier crime, puis condamné contradictoirement pour un second, ne peut, après avoir expié la peine de cette dernière condamnation, être de nouveau condamné pour le premier crime, si la peine qu'il a subie était la plus forte qui pût lui être appliquée pour l'un et pour l'autre crime. C. C. 19 mars 1818, t. 20, 237.

3. Tout arrêt de condamnation rendu par contumace est anéanti de plein droit par la représentation du condamné, soit qu'il prononce des peines afflictives et infamantes, ou qu'il inflige des peines correctionnelles ou de police. C. C. 7 juil. 1813, t. 15, 235; 43 vent. an 11, t. 3, 315.

4. Le condamné n'est pas le maître d'empêcher la rétractation de l'arrêt, en déclarant acquiescer à ses dispositions et se soumettre aux condamnations qu'il prononce. C. C. 17 juil. 1813, t. 15, 235; 29 vent. an 10, t. 2, 346.

5. La comparution volontaire, ou l'arrestation d'un accusé, anéantit non seulement l'arrêt de condamnation rendu contre lui pendant sa contumace, mais aussi l'arrêt de compétence intervenu dans le même temps. C. C. 4 pluv. an 13, t. 5, 301.

6. La représentation ou l'arrestation de l'accusé contumax n'anéantit pas l'arrêt de mise en accusation et l'acte d'accusation, indépendamment du jugement de contumace et des procédures faites depuis l'ordonnance de prise de corps, ou de se présenter. C. C. 16 janv. 1812, t. 13, 54.

7. Elle anéantit tout arrêt de compétence. C. C. 9 frim. an 14, t. 6, 538.

8. Lorsqu'un arrêt a été rendu par contumace contre plusieurs accusés, la comparution volontaire ou l'arrestation de quelques uns des accusés n'a pas l'effet d'anéantir le jugement à l'égard des accusés persévérant dans la contumace. C. C. 9 vend. an 10, t. 2, 143.

9. Le condamné par contumace n'est pas privé de ses droits civils; il est représenté par ses héritiers présomptifs, lorsque la loi n'a pas attaché à la peine prononcée contre lui l'effet de la mort civile. C. C. 20 fév. 1809, t. 10, 133.

10. L'acquiescement prononcé en faveur de l'accusé contumax est définitif, tellement que, si cet accusé se représente, il ne peut plus être repris à raison du même fait. C. C. 18 vent. an 12, t. 4, 358.

11. On peut poursuivre une action civile contre un accusé contumax. C. C. 10 niv. an 14, t. 6, 588.

**CONVENTION.** 1. Les conventions n'ont pas une existence légale, indépendamment des actes qui peuvent les renfermer.

En ce sens, la preuve testimoniale d'une

convention ne peut pas être ordonnée si son objet excède le taux au-delà duquel ce genre de preuve peut être admis, si, d'ailleurs, il n'existe aucun commencement de preuve par écrit. C. C. 10 an 8, t. 1, 379.

2. Le tiers qui n'a pas été partie à une convention ne peut se prévaloir des reconnaissances ou déclarations contenues dans l'acte qui les consacre. C. C. 1818, t. 20, 819. — V. *Commune*.

3. Pour former une convention, le concours simultané des deux parties est nécessaire. Ainsi la proposition faite par une partie n'est pas obligatoire pour elle, lorsqu'elle n'a pas été acceptée et que les modifications qu'elle a subi n'ont été suivies d'aucune exécution. C. C. 18 août 1818, t. 20, 819.

4. On peut faire une convention dans le cas où des dispositions législatives auraient été abrogées. C. C. 21 fruct. an 6, t. 1, 273.

5. Ainsi, la vente faite pour le paiement d'une dette, et qui a l'effet rétroactif de la loi du 17 niv. an 6, est valable, et doit recevoir son exécution après le rapport de l'acte rétroactif. C. C. 21 fruct. an 6, t. 1, 273.

6. La transaction faite dans une convention d'arrêt entre le débiteur et le créancier, qui le détient n'est pas nulle, pour défaut de consentement, lorsque d'ailleurs il n'existe ni dol, ni fraude, ni violence. Paris, 12 fév. 1806, t. 7, 106.

**CONVENTION matrimoniale.**  
*Contrat de mariage.*

**COPIE.** 1. Lorsque les copies sur la minute d'un acte dont l'original n'existe plus ne l'ont pas été par un notaire public qui, en cette qualité, dépositaire des minutes, ces copies sont insuffisantes pour prouver l'existence de l'acte, surtout si l'une des parties en méconnaît et conteste l'exactitude. C. C. 3 juin 1812, t. 13, 522.

2. Dans ce cas, les copies ne forment qu'un commencement de preuve par écrit. C. C. 3 juin 1812, t. 13, 522.

3. Lorsque la copie régulière d'un acte a d'abord été produite par un plaideur qui a refusé de la représenter au moment de la prononciation du jugement ou de l'arrêt, les juges peuvent baser leur décision sur une copie de copie de ce même acte. C. C. 2 déc. 1824, t. 1 de 1825, 519.

4. La copie collationnée délivrée par les notaires sur la minute d'un acte, qu'ils n'avaient point reçu, ni leurs collègues, minute qui leur a seule été représentée par l'une des parties, est valable, même en l'absence des autres, et qu'ils ont n'ont pas à l'instant même à cette partie, ne

être considérée comme formant un  
suffisant, qui puisse, par exemple,  
accueillir une demande en délaisse-  
ment. C. C. 27 janv. 1825, t. 2 de 1825,  
1. — V. *Exploit*.

**COPROPRIÉTÉ (droit de).** Le copro-  
pétaire d'une cour commune ne dépasse  
ses droits de copropriété en prati-  
quant des entonnoirs dans son mur et  
cette cour, pourvu d'ailleurs qu'il  
n'en résulte aucun inconvénient pour les  
autres copropriétaires. C. C. 6 fév. 1822,  
1, 154.

**CORPORATION.** 1. Depuis la sup-  
pression des corporations d'arts et mé-  
tiers, les individus dont elles se compo-  
sent ne peuvent aujourd'hui être repré-  
sentés en justice par des syndics dans les  
affaires où ils sont personnellement inté-  
ressés. C. C. 18 nov. 1823, t. 2 de 1824,  
1.

2. La convention passée avec une cor-  
poration supprimée par nos lois a cessé  
d'être obligatoire, depuis la publication  
des lois, et les choses qu'elle avait pour  
objet de régler ont dû, dès ce moment,  
se régir par le droit commun. C. C.  
18 nov. 1823, t. 2 de 1824, 148.

**CORRECTION (droit de).** V. *Bles-  
sures*, n. 5.

**COUP. V. Blessure.**

**COUPE de bois. V. Bois.**

**COUR d'appel.**

**Composition d'une cour d'appel.**

— *Quels conseillers peuvent  
concourir à un arrêt.* — Né-  
cessité d'appeler une autre  
section ou une autre chambre.

— *Composition d'une cour pour  
une audience solennelle.* —

*Compétence.* — *Chambre des  
appels de police correctionnelle.*

— *Sa composition.* — *Sa com-  
pétence.*

1. Des conseillers qui, par l'effet du  
changement, ont changé de chambre, peu-  
vent être rappelés à celle d'où ils sont  
partis, pour concourir à la pronon-  
ciation de l'arrêt dans une cause dont ils  
ont entendu les plaidoiries. C. C. 1 juil.  
1818, t. 20, 513; 18 août 1818, t. 20,  
50.

2. Lors même qu'alors les juges excé-  
deraient le nombre de sept exigé par la  
loi. C. C. 18 août 1817, t. 20, 660.

3. Lorsqu'une section d'une cour d'ap-  
pel se trouve incomplète, les juges qui,

pour la compléter, sont appelés d'une  
autre section, ne doivent pas être néces-  
sairement tirés au sort, ou tout au  
moins choisis dans l'ordre de leur an-  
cienneté sur le tableau. C. C. 2 niv. an  
14, t. 6, 578.

3 bis. Dans les cours royales où il n'y  
a qu'une chambre civile, l'adjonction de  
la chambre des appels de police correc-  
tionnelle, pour former l'audience solen-  
nelle, est *purement facultative*, et la  
chambre civile peut régulièrement juger  
seule. C. C. 13 mai 1824, t. 1 de 1825,  
106.

4. Lorsque le premier président d'une  
cour royale appelle une autre cham-  
bre, il doit, à peine de nullité, appeler  
cette chambre tout entière, et non quel-  
ques uns seulement de ses conseillers. C.  
C. 21 juin 1820, t. 22, 542.

4 bis. Les cours d'appel ne doivent pas  
juger en audience solennelle les questions  
d'état qui n'ont pas pour objet l'état per-  
sonnel et direct des parties litigantes,  
et qui sont incidentes à une instance  
déjà formée, à une demande en pétition  
d'hérédité, par exemple. C. C. 23 mars  
1825, t. 3 de 1825, 469.

5. Une cour royale, jugeant en au-  
dience solennelle, peut renvoyer à une  
chambre ordinaire le jugement d'un in-  
cident élevé dans le cours de la plaidoi-  
rie. C. C. 18 mars 1817, t. 19, 260.

6. Lorsque, pour compléter le nombre  
des juges requis dans une chambre de  
cour d'appel, on appelle des magistrats  
d'une autre chambre, le nombre de ceux-  
ci peut excéder celui de la chambre in-  
complète; et peut être présidé par un  
des magistrats appelés. C. C. 18 mai  
1814, t. 16, 321.

7. Une cour d'appel qui n'a qu'une  
seule chambre civile peut prononcer, en  
audience solennelle, au nombre de sept  
conseillers, sans que le premier président  
soit tenu d'y appeler la chambre d'appel  
de police correctionnelle. C. C. 26 fév.  
1816, t. 18, 177; 23 fév. 1825, t. 3 de  
1825, 330.

8. Une cour d'appel, jugeant en au-  
dience solennelle, peut appeler des avo-  
cats pour se compléter. Ces avocats ne  
sont pas obligés à un nouveau serment,  
avant d'exercer les fonctions de juges. C.  
C. 8 déc. 1813, t. 15, 697.

8 bis. Une cour royale commet un ex-  
cès de pouvoir lorsque, sans y être dé-  
terminée par une contestation soumise à  
son jugement, elle prend une délibéra-  
tion contenant un règlement additionnel  
sur l'exercice des huissiers. C. C. 22 mars  
1825, t. 3 de 1825, 172.

9. Si, dans ce cas, sur l'ordre du ministre de la justice, le procureur-général requiert l'annulation de cet arrêté, la cour royale doit l'annuler elle-même, sans se borner à le déclarer *caduc*, faute d'approbation de la part du gouvernement. C. C. 22 mars 1825, t. 3 de 1825, 172.

9 bis. La cour royale est, en vertu du code d'instruction criminelle, seule appelée à prononcer sur la compétence des cours d'assises et des tribunaux de police. C. C. 13 sept. 1811, t. 12, 669.

10. Lorsque la chambre d'appel de police correctionnelle d'une cour royale est temporairement appelée à connaître des affaires civiles, elle peut valablement juger au nombre de cinq conseillers. C. C. 3 fév. 1819, t. 21, 107; 29 août 1815, t. 17, 585; 13 juil. 1812, t. 13, 689; 26 août 1823, t. 3 de 1825, 46.

11. La chambre des appels de police correctionnelle ne peut connaître que des affaires sommaires, et jamais des affaires ordinaires. C. C. 6 avril 1824, t. 2 de 1824, 423.

## COUR D'ASSISES.

§ 1. *Composition de la cour d'assises. — Des magistrats qui peuvent être appelés à en faire partie.*

§ 2. *Compétence et attributions de la cour d'assises. — De ses rapports avec le jury.*

§ 3. *Attributions du président des assises.*

§ 4. *Des débats. — Procès verbal qui doit en être dressé. — Énonciations qu'il doit contenir.*

§ 5. *Questions à poser par la cour d'assises.*

§ 6. *Arrêts de la cour d'assises. — Ses formes. — Énonciations qu'il doit contenir.*

§ 7. *Cas où la cour d'assises peut ordonner le renvoi à la session suivante.*

§ 1. — *Composition de la cour d'assises.*

1. Lorsqu'il y a eu, pour la composition de la cour d'assises, intervention dans l'ordre de réception des juges, il y a présomption légale d'empêchement légitime des juges plus anciens dans cet ordre. C. C. 30 janv. 1818, t. 20, 80.

2. La présence d'un juge suppléant aux débats de la cour d'assises n'est une cause

de nullité de l'arrêt que lorsqu'il est prouvé qu'il y a coopéré. C. C. 14 de 1815, t. 17, 736.

2 bis. Les membres de la cour royale qui ont voté sur la mise en accusation ne peuvent, dans la même affaire, ni présider les assises, ni assister le président à peine de nullité de l'arrêt de condamnation et des débats. C. C. 28 oct. 1818, t. 3 de 1825, 568.

3. En supposant même le défaut de dispense, un conseiller, parent du procureur-général, peut concourir à un arrêt de la cour d'assises. C. C. 4 déc. 1818, t. 2 de 1824, 321.

3 bis. Lorsque la cour de cassation annulant un arrêt de la cour d'assises renvoyé l'affaire devant une autre cour du même ordre, la nouvelle cour doit être composée d'autres juges que ceux qui ont concouru au premier arrêt. C. C. 6 mai 1824, t. 2 de 1825, 47.

4. Une cour d'assises peut-elle, à défaut d'un nombre suffisant de juges, appeler des avocats pour se compléter? C. C. 27 déc. 1811, t. 12, 1011.

§ 2. — *Compétence et attributions de la cour d'assises. — De ses rapports avec le jury.*

5. Une cour d'assises, saisie de la connaissance d'un délit par un arrêt de mise en accusation, ne peut se déclarer incompétente sur le motif que le fait de l'accusation n'est pas qualifié crime par la loi. Les arrêts de mise en accusation sont pour elle attributifs, et non pas seulement indicatifs de juridiction. C. C. 28 mars 1816, t. 18, 264; 13 juin 1818, t. 18, 801.

6. Toutefois, une cour d'assises ne peut être liée par la qualification qui peut avoir été donnée aux faits de l'accusation par l'arrêt de renvoi de la cour royale, chambre d'accusation: le seul effet de cet arrêt de renvoi, lorsqu'il n'a pas été attaqué par la voie de cassation, ou qu'il y a été maintenu, est de saisir la cour d'assises, laquelle doit ensuite délibérer sur les faits déclarés par le jury, n'ayant d'autre règle à suivre que celle de la loi et d'autorité que celui de sa conscience. C. C. 15 oct. 1813, t. 15, 528.

7. Lorsqu'un accusé est renvoyé devant la cour d'assises par la chambre d'accusation, comme coupable d'un fait commis par *supposition de personne*, la cour d'assises peut déclarer, dans le cas prévu par l'art. 352 du cod. d'inst. crim., que l'accusé est coupable du crime de fausseté par *supposition de nom*, sans violer l'autorité de la chose jugée. C. C. 21 av. 1814, t. 16, 271.



La cour d'assises peut statuer sur faits dont la connaissance est attribuée aux conseils de guerre, si l'arrêt auquel elle a été saisie n'a pas été qué. C. C. 25 avril 1816, t. 18, 343.

Une cour d'assises sort des bornes de sa compétence lorsque, dans une accusation de complot, elle exempte le coupable des peines de la loi, en considération de ses révélations, sans avoir fait prononcer le jury sur ce fait. C. C. 29 mai 1819, t. 21, 307.

Il ne peut résulter une ouverture de discussion de ce que la cour d'assises a prononcé à statuer sur l'opposition formée par l'accusé à l'audition d'un témoin appelé en vertu du pouvoir discrétionnaire du président. C. C. 27 juil. 1820, t. 22, 669.

La cour n'est point obligée de prendre en considération un fait que les jurés prononcent que par présomption et probabilité. C. C. 18 mai 1815, t. 17, 360.

Il faut donner connaissance à l'accusé non seulement des charges qui résultent des informations, mais aussi de celles puisées dans des actes étrangers et des dépositions des témoins. — Il faut que la liste des témoins notifiée à l'accusé contienne les noms de tous ceux qui doivent être entendus. C. C. 21 flor. an 10, t. 4, 508.

#### 3. — *Attributions du président des assises.*

Si l'accusé élève quelque réclamation sur l'usage que fait le président de la cour d'assises du pouvoir discrétionnaire que lui confère la loi, c'est à lui tout entière, et non pas au président seul, à statuer sur le mérite de la réclamation. C. C. 30 août 1817, t. 19, 868.

Le président peut-il, sur le réquisitoire du procureur-général, rouvrir les débats après leur clôture prononcée, et entendre de nouveaux témoins? C. C. 19, 868.

Le président d'une cour d'assises peut pas, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, ordonner la cessation des débats, et le renvoi de l'affaire à une autre session pour entendre un témoin appelé dans les débats. C. C. 10 janv. 1824, t. 3 de 1824, 190.

Le président de la cour d'assises ne peut statuer seul, et sans le concours des autres juges, sur les incidens contradictoires qui peuvent s'élever dans le cours des débats et jusqu'au jugement définitif. Mais il ne peut statuer seul sur la question de savoir si les jurés seront renvoyés dans leur chambre pour délibérer de nouveau, et donner une nouvelle déclaration. C. C. 17 avril 1824, t. 3 de 1824, 598.

#### § 4. — *Des débats. — Procès verbal qui doit en être dressé. — Énonciations qu'il doit contenir.*

17. Lorsque les débats doivent être secrets, la lecture des pièces ne doit pas être faite en public. C. C. 11 janv. 1816, t. 18, 26.

18. Si la cour d'assises a omis de prononcer sur la réquisition de l'accusé, tendant à ce que deux témoins ouïs séparément soient entendus de nouveau en présence l'un de l'autre, cette omission entraîne la nullité de l'arrêt de condamnation. C. C. 11 janv. 1817, t. 19, 41.

19. Il en est de même s'il n'a pas été prononcé sur la demande tendant à ce qu'un témoin se retire pendant l'audition d'un autre témoin. C. C. 1 juil. 1814, t. 16, 457.

20. La déclaration ou révélation d'un accusé peut être lue aux débats et remise au jury. C. C. 30 mai 1818, t. 20, 409.

21. Il en est de même des interrogatoires et révélations d'un coaccusé déjà condamné pour le même crime que l'on poursuit contre un autre prévenu. C. C. 14 août 1817, t. 19, 825.

22. Il n'y a point lieu à nullité, parce que les jurés ont, dans les intervalles des débats, communiqué avec les témoins. C. C. 17 août 1815, t. 17, 570.

23. Le silence du procès verbal des débats, sur une formalité prescrite par le code, doit faire présumer qu'elle n'a pas été observée. C. C. 11 janv. 1817, t. 19, 41; 1 juil. 1814, t. 16, 457; 16 juin 1814, t. 16, 427; 9 oct. 1817, t. 19, 881.

24. La preuve que les témoins à charge et à décharge ont prêté, avant leur déposition, le serment de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité et rien que la vérité, ne peut résulter que du procès verbal des débats. C. C. 9 oct. 1817, t. 19, 881.

25. Le procès verbal des débats doit faire mention, à chaque séance, du serment prêté par les témoins, et cette mention est de rigueur. C. C. 3 janv. 1812, t. 13, 1; 18 avril 1812, t. 13, 366; 23 juil. 1813, t. 15, 524.

26. Ainsi, l'énonciation, dans le procès verbal des débats, que les témoins entendus dans la première séance ont prêté le serment voulu par la loi, ne dispense pas de faire aussi mention du serment des témoins entendus dans la seconde séance. C. C. 15 mars 1822, t. 24, 267.

26 bis. Le procès verbal des débats devant la cour d'assises doit, à peine de nullité, énoncer que le président en a fait le résumé. C. C. 18 déc. 1823, t. 3 de 1825, 589.

27. Une inscription de faux contre un

procès verbal des débats ne peut être admise que lorsqu'elle porte sur des faits dont la preuve établirait qu'il y a eu dans ces débats violation d'un article de loi prescrit à peine de nullité. C. C. 3 oct. 1822, t. 24, 658.

28. Ce n'est aussi que dans le même cas que les faits de faux allégués pourraient justifier une plainte en forfaiture dirigée contre le président et le procureur-général de la cour d'assises. C. C. 3 oct. 1822, t. 24, 658.

29. Lorsque, après la lecture de l'acte d'accusation et avant l'audition des témoins, le président d'une cour d'assises use de la faculté de faire retirer un ou plusieurs des accusés et de les examiner séparément, le procès verbal doit, à peine de nullité, constater que le président n'a repris la suite des débats qu'après avoir instruit chaque accusé de ce qui s'est fait en son absence et de ce qui en est résulté. C. C. 16 janv. 1823, t. 2 de 1823, 445.

30. Quand il y a eu suspension momentanée des débats, il n'est pas indispensable que le procès verbal exprime, à chaque reprise, que les jurés ont toujours été présents. C. C. 14 déc. 1815, t. 17, 736.

31. Lorsque les débats ont eu lieu à huis-clos, le procès verbal doit faire mention que la séance a été rendue publique immédiatement après la clôture des débats, c'est-à-dire avant le résumé du président et toutes les formalités ultérieures; il ne suffirait pas que l'arrêt énoncât qu'il a été rendu publiquement. C. C. 18 sept. 1823, t. 2 de 1824, 91.

31 bis. Le président des assises n'est pas tenu de faire constater, dans le procès verbal de la séance, de quelle partie des débats sont résultées les circonstances aggravantes non mentionnées dans l'acte d'accusation, qu'il est autorisé à ajouter aux questions soumises au jury. C. C. 15 janv. 1825, t. 1 de 1825, 590.

32. Il suffit de faire mention au procès verbal des débats des décisions rendues pendant leur cours sur les demandes incidentes de l'accusé. Il n'est pas nécessaire de rédiger des arrêts en forme, et de les faire signer par tous les juges. C. C. 14 déc. 1815, t. 17, 737.

33. Il n'est pas indispensable que le procès verbal énonce que le président, dans son résumé, a fait remarquer aux jurés les principales circonstances favorables ou contraires à l'accusé. C. C. 14 déc. 1815, t. 17, 736.

34. Le procès verbal des débats qui ne serait pas signé par le greffier serait radicalement nul, et le greffier pourrait être condamné à l'amende prononcée par l'art. 372 du cod. d'inst. crim. C. C. 3 mars 1815, t. 17, 158.

35. Il n'est pas nécessaire que la prestation du serment des jurés adjoints soit littéralement énoncée dans le procès verbal de la séance, en la forme prescrite par l'art. 312 du cod. d'inst. crim. Cette énonciation peut résulter de termes équivoques et pollens. C. C. 8 janv. 1824, t. 2 de 1824, 177.

35 bis. Lorsque l'audition des témoins se prolonge pendant plusieurs séances d'une cour d'assises, le procès verbal de chaque séance doit, à peine de nullité, faire mention expresse de la prestation du serment exigé par la loi. C. C. 30 mai 1824, t. 2 de 1825, 581. Voy. les nos 25, 26.

#### § 5. — Questions à poser par la cour d'assises.

36. La manière indiquée par l'art. 312 du cod. d'inst. crim. de poser les questions est sacramentelle et de rigueur. C. C. 18 mai 1815, t. 17, 360.

37. Il ne peut être soumis au jury des questions, et les cours d'assises n'ont pas le caractère pour prononcer que sur les questions dont l'individu soumis aux débats a été accusé par l'arrêt de mise en accusation. C. C. 16 oct. 1817, t. 19, 883.

37 bis. Lorsque le crime ne peut être excusé par l'intention, le juge doit se tenir de soumettre au jury la question intentionnelle. C. C. 3 brum. an 10, t. 5, 47.

38. Lorsqu'un arrêt de condamnation est cassé et le procès renvoyé devant une autre cour d'assises, cette cour doit soumettre au jury toutes les questions résultant de l'acte d'accusation, même celles qui auraient été résolues en faveur de l'accusé par la déclaration du premier jury. C. C. 30 mai 1818, t. 20, 409.

39. Lorsque les circonstances du crime sont constitutives du délit imputé à l'accusé, il n'est pas nécessaire de présenter deux questions, l'une sur le fait principal, l'autre sur les circonstances. C. C. 14 déc. 1815, t. 17, 736.

40. Lorsqu'à l'accusation de vol est jointe l'imputation de vagabondage, la cour d'assises doit poser au jury des questions relatives à ces deux genres de culpabilité. C. C. 18 avril 1812, t. 13, 5.

41. Les faits nouveaux appris dans le cours des débats, mais étrangers au crime même qui est le fondement de l'accusation, ne peuvent être compris dans les questions soumises au jury, même avec le consentement de l'accusé, lorsqu'il a été déclaré non coupable sur le fait principal. C. C. 24 juin 1819, t. 21, 433.

42. La cour d'assises n'est point obligée d'entendre l'accusé sur la position des questions à soumettre aux jurés. C. C. 13 juin 1816, t. 18, 516.

Lorsque l'accusé réclame contre la solution des questions, c'est à la cour d'assises et non au président seul, à prononcer. C. C. 30 mars 1815, t. 17, 226 ; 1 oct. t. 15, 507.

*Arrêt de la cour d'assises. — Ses motifs. — Énonciations qu'il doit contenir.*

L'arrêt par lequel une cour d'assises refuse de poser au jury une question sur la circonstance de légitime défense de provocation doit, à peine de nullité, contenir les motifs de ce refus. C. C. 3 fév. 1821, t. 23, 90.

Les cours d'assises peuvent, dans le cas prévu par l'art. 352 du cod. d'inst. crim., motiver les arrêts qui déclarent les jurés se sont trompés au fond. C. C. 21 avril 1814, t. 16, 271.

*Cas où la cour d'assises peut ordonner le renvoi de l'affaire à la session suivante.*

La faculté accordée aux cours d'assises de renvoyer à une autre session certains des accusés sur le sort desquels le jury n'a point encore prononcé n'est pas limitée aux seuls cas nominativement prévus par le cod. d'inst. crim. ; au contraire cette faculté est laissée aux cours d'assises dans tous les cas où le renvoi paraît nécessaire à la découverte de la vérité. C. C. 1 oct. 1813, t. 15, 509.

Si dans le cours des débats il survient des charges contre des individus qui ne sont point compris au procès, la cour d'assises peut, en jugeant les premiers accusés, renvoyer les nouveaux accusés à des débats ultérieurs, lors même que, par un arrêt de la cour de cassation, elle aurait reçu le pouvoir de statuer dans un seul et même débat tous ceux qui pourraient être prévenus d'être auteurs ou complices du crime qui fait le sujet de l'accusation. C. C. 30 mai 1818, t. 16, 409.

La faculté que l'art. 352 du cod. d'inst. crim. a accordée aux cours d'assises de surseoir au jugement et de renvoyer l'affaire à la session suivante ne peut être exercée que lorsque la première décision a été défavorable à l'accusé, et non lorsqu'elle a été favorable. C. C. 29 nov. 1811, t. 12, 926 ; 13 mars 1812, t. 13, 239.

Lorsque, de plusieurs accusés, les uns ont été déclarés coupables et les autres non coupables, si la cour d'assises décide qu'il y a lieu de surseoir au jugement et de renvoyer l'affaire à la session suivante, elle ne peut prendre cette mesure qu'à l'égard des accusés déclarés non coupables, et non à l'égard de ceux déclarés coupables. C. C. 2 juil. 1812, t. 13, 625.

50. La cour d'assises peut, sur la réquisition du prévenu, renvoyer l'affaire à la session suivante, même après l'ouverture des débats, si des causes graves et l'intérêt de l'accusé semblent commander cette mesure. C. C. 6 juil. 1815, t. 17, 462.

51. Si ce renvoi a lieu par la faute du prévenu, il peut être condamné aux frais qui ont été faits jusque alors. C. C. 6 juil. 1815, t. 17, 462.

52. Lorsque l'accusé demande, au moment de l'ouverture des débats, le renvoi de l'affaire à la session suivante, sur le motif que plusieurs témoins à décharge sont absents, la cour d'assises n'est point obligée d'en délibérer. C. C. 13 oct. 1815, t. 17, 467.

53. Lorsqu'une cour d'assises renvoie l'affaire à la session suivante, le second jury ne peut prononcer de nouveau que sur les faits à l'égard desquels la déclaration du premier jury a été contraire à l'accusé, et nullement sur ceux à l'égard desquels cette déclaration lui a été favorable. C. C. 23 juin 1814, t. 16, 447.

**COUR de cassation.** 1. L'art. 10 de la loi du 20 avril 1810, qui dispose que les cours royales connaîtront, suivant le prescrit de l'art. 479 du cod. d'inst. crim., des délits de police correctionnelle qui seraient imputés aux membres des cours royales hors de leurs fonctions, n'a pas abrogé ou modifié l'attribution conférée à la cour de cassation par l'art. 482 du même code de prononcer préalablement sur la prévention, ni anéanti la forme et la nécessité d'une première instruction écrite, faite suivant les règles ordinaires. C. C. 2 mai 1818, t. 20, 361.

2. La cour de cassation ne peut statuer s'il y a lieu à suivre contre un membre de cour royale prévenu d'un délit correctionnel, lorsque la plainte et les pièces ne lui ont pas été transmises par le ministre de la justice, conformément à l'art. 482 du cod. d'inst. crim. C. C. 2 mai 1818, t. 20, 361.

3. La cour de cassation peut rapporter la disposition d'un de ses arrêts par laquelle, après avoir annulé un arrêt de cour d'assises, elle a renvoyé l'accusé devant une autre cour. C. C. 12 août 1813, t. 15, 366.

4. Lorsque le tribunal criminel auquel la cour de cassation a renvoyé une affaire est supprimé avant d'avoir pu en connaître, il n'appartient qu'à cette cour d'attribuer juridiction à un autre tribunal. C. C. 25 juin 1812, t. 13, 601.

**COUR criminelle.** 1. Les cours de justice criminelle ne peuvent connaître d'un délit d'escroquerie que lorsqu'il est con-

nexe à un délit de leur compétence, en telle sorte qu'ils aient existé l'un par l'autre. Dans ce cas, leur compétence n'est qu'éventuelle à l'égard du délit d'escroquerie, et elle doit cesser aussitôt qu'il est reconnu que le crime qui constituait leur juridiction n'a pas existé. C. C. 6 fév. 1806, t. 7, 85.

2. Lorsqu'un individu se trouve prévenu de deux délits dont l'un est de la compétence de la cour criminelle, et dont l'autre est étranger à sa juridiction, cette cour doit s'abstenir de connaître de ce dernier délit, s'il est indépendant du premier. C. C. 18 fruct. an 13, t. 6, 451.

#### COURS d'eau. V. Eau.

COURTIER de commerce. 1. Le courtier de commerce qui fait des négociations par l'intermédiaire de commis est passible d'amende et de destitution. C. C. 9 janv. 1823, t. 2 de 1824, 223.

2. Un commissionnaire ne peut, pas plus qu'un autre négociant s'immiscer dans l'exercice du courtage. C. C. 14 août 1818, t. 20, 642.

2 bis. Les courtiers de commerce ont le droit exclusif d'exercer leurs fonctions non seulement dans l'intérieur ou dans les environs de la bourse, mais encore dans toute l'étendue de la place commerciale. C. C. 14 août 1818, t. 20, 642.

3. Les lois et règlements qui punissent les courtiers qui vont au-devant des navires pour s'attirer les capitaines et se procurer des opérations de courtage, au préjudice des autres courtiers, ne sont ni abrogés ni tombés en désuétude. Rouen, 18 mai 1819, t. 24, 345.

4. Un courtier de commerce ne doit connaître, pour le paiement de son droit de commission, que la personne qui l'emploie, encore que cette personne agisse pour le compte d'autrui. Paris, 10 nov. 1812, t. 13, 953.

5. Le droit de courtage est indistinctement dû tant pour la résiliation que pour la vente, lorsqu'il n'y a point eu de convention contraire. Paris, 10 nov. 1812, t. 13, 933.

6. Les créanciers d'un courtier de commerce tombé en faillite ne sont pas fondés à attaquer par tierce opposition un jugement par défaut qui a prononcé, au profit du vendeur de la charge de ce courtier, la résolution du contrat de vente, faute de paiement du prix, et l'a autorisé à user de la démission en blanc qui lui avait été remise conditionnellement par l'acquéreur, pour lui servir de garantie. Paris, 6 août 1824, t. 2 de 1825, 444.

7. Ce vendeur doit être payé, par préférence à tous créanciers du failli, sur le prix de la revente de cette charge. Paris, 6 août 1824, t. 2 de 1825, 444.

COURTIER de roulage. V. Commissionnaire.

#### CRAINTE. V. Convention.

CREANCES sur l'état. Un titre de créances sur l'état est valable, quoique le prix n'en soit désigné dans l'acte, par ces mots, moyennant bon paiement et satisfaction. C. C. 30 avril 1822, t. 2, 401.

CREANCIER chirographaire. Des créanciers chirographaires qui ont reçu un mandataire d'un acquéreur des biens, qu'il devait employer à éteindre les hypothèques ne sont point obligés de lui restituer. C. C. 20 juil. 1823, 499.

CREANCIER direct. Le tiers autorisé à toucher, en donnant caution, ne peut pas être considéré comme créancier direct tant qu'il n'a pas fourni la caution. C. C. 24 juin, t. 13, 581.

CREANCIER hypothécaire. V. Hypothèque, et Inscription.

CULTE. On ne peut pas être contraint à laisser placer sur sa propriété une croix ou autre signe d'un culte quelconque. C. 10 frim. an 13, t. 5, 136.

CURATEUR aux absens. V. Absent. 1, 2, 3; Absent (militaire), n. 1, 2, 4, 5, 9.

CURATEUR aux mineurs et aux interdits. 1. Le mari est le curateur légal de sa femme mineure. Pau, 11 mars 1810, t. 12, 215.

2. Lorsque la nomination d'un curateur est contestée, la cour d'appel saisie de la contestation peut l'annuler et nommer elle-même un autre curateur. C. C. 7 fév. 1809, t. 10, 90.

3. Le curateur révoqué peut être condamné personnellement aux dépens, s'est lui-même opposé à sa révocation. C. 7 fév. 1809, t. 10, 90.

4. Lorsque le mineur émancipé a son domicile commun avec son curateur, la signature peut lui être donnée en la présence de son curateur par un seul expert. C. C. 17 flor. an 13, t. 6, 164.

5. Avant le code civil, le tribunal saisi d'une instance dans laquelle se trouvait partie un mineur émancipé dépourvu de curateur pouvait lui nommer un curateur aux causes, sans être obligé de renvoyer la nomination au juge de paix. C. 11 frim. an 9, t. 1, 527.

6. Le majeur qui a plaidé contre un mineur émancipé, dépourvu de curateur ne peut attaquer pour cette cause le jugement qui prononce en faveur du mineur. C. C. 11 frim. an 9, t. 1, 527.

CURATEUR à succession vacante. Après la renonciation des successibles, il n'est pas besoin d'agir contre les héritiers qui sont appelés à succéder à la

t, avant de faire nommer un curateur à la succession, ni de les mettre en sur cette nomination. Paris, 31 août 1824, 643.

**ÉTATÉUR au ventre.** Après la mort d'un mari, il suffit que la femme déclare enceinte pour nommer un curateur au ventre, et suspendre l'envoi en possession des héritiers légitimes dans les biens du défunt. Aix, 19 mars 1807, t. 8, 155.

**É.** Les curés n'ont qu'un simple usufruit sur les bois dépendans de la cure. C.C. 15 fév. 1811, t. 12, 155.

## D.

**DE.** 1. L'erreur ou l'insuffisance dans un acte peut se réparer par la ratification des actes qui l'ont précédé, si elles prouvent qu'il a eu lieu dans le délai prescrit par la loi. C. C. 17 mai 1811, t. 12, 933.

Il en était de même, dans l'ancienne jurisprudence, à l'égard de la date erronée dans les dispositions a cause de mort. C. C. 20 fév. 1816, t. 18, 163. Celui qui remplit une mission légale, que passagère, un expert, par exemple, imprime une date certaine aux actes qu'il est chargé de faire. C. C. 6 frim. an 6, 537.

*Acte notarié*, n. 19; *Acte sous seing privé*, n. 6; *Contrat de mariage*, et *l'esta-*

**DEBAUCHE.** 1. Les peines prononcées par l'art. 334 du cod. pén., contre ceux qui excitent ou favorisent la débauche ou la corruption des personnes de l'un et de l'autre sexes, ne sont pas applicables lorsque il n'a point été reconnu ni démontré que les individus dont la débauche ou la corruption étaient favorisée étaient âgés de moins de 16 ans et un an. C. C. 28 janv. 1814, t. 12, 430.

Des particuliers domiciliés dans l'arrondissement du parlement de Bretagne, qui ont toléré dans leurs maisons des scènes de débauche, des désordres scandaleux, et des excès qu'ils ont occasionés, ne peuvent être exemptés de toutes peines, sur le motif que ces faits, qui n'ont été l'objet d'aucun arrêté municipal, n'ont pas été prévus par le cod. pén. C. C. 3 oct. 1823, t. 1 de 1825, 237.

De tels faits rentrent dans les dispositions de l'arrêt de règlement rendu pour la province, le 29 juillet 1786, réglé et maintenu par l'art. 484 du cod. pén. C. C. 3 oct. 1823, t. 1 de 1825, 239.

**DÉCIS.** V. *Acte de l'état civil.*

**DÉCISION judiciaire.** Lorsque l'adjoint du maire, faisant la police d'un marché, a été insulté par un particulier, et

qu'il l'a fait saisir et emprisonner, cet emprisonnement a le caractère d'une simple mesure de police, et non d'une décision judiciaire. C. C. 4 nov. 1824, t. 3 de 1825, 569.

**DECLARATION de command.** V. *Commandement.*

**DÉCLARATION d'hypothèque.** 1. L'action en déclaration d'hypothèque n'est pas abrogée par le code civil. C. C. 6 mai 1811, t. 12, 396.

2. Ce n'est pas par la voie de la déclaration d'hypothèque, mais par celle de l'action en délaissement, que le créancier peut poursuivre le tiers acquéreur. C. C. 27 avril 1812, t. 13, 408; 6 mai 1811, t. 12, 396.

**DÉCLARATION de jugement commun.** 1. Dans le concours de deux ventes du même immeuble, celui des deux acquéreurs qui a formé le premier contre le vendeur, et devant les juges de son domicile, une action qui a pour objet l'exécution du contrat, peut assigner l'autre acquéreur, devant les mêmes juges, en déclaration de jugement commun. C. C. 2 fév. 1809, t. 10, 70.

2. Une demande en déclaration de jugement commun est accessoire à la demande principale, et doit être portée devant le même tribunal. C. C. 22 déc. 1807, t. 8, 692.

**DÉCLINATOIRE.** 1. Avant le code de procédure, il ne pouvait pas être statué sur le fond par le même jugement qui avait préalablement rejeté un *déclinatoire*, surtout si le défendeur n'avait pas conclu au fond. C. C. 12 niv. an 9, t. 2, 579.

2. Le tribunal qui rejette un *déclinatoire*, et statue sur le fond, doit le faire par deux jugemens différens, ou tout au moins par deux dispositions distinctes et séparées. Paris, 13 germ. an 10, t. 2, 366.

V. *Compétence*, sect. 2, § 1.

**DECONFITURE.** La déconfiture n'a pas, comme la faillite, l'effet d'annuler les aliénations faites par le débiteur. C. C. 2 sept. 1812, t. 13, 829.

## DÉFENSEUR.

§ 1. *Matière civile.* — *Quel défenseur on peut prendre.*

§ 2. *Matière criminelle.* — *Nécessité d'un défenseur.* — *Droit de choisir son défenseur.* — *Communication de l'accusé avec son défenseur.*

§ 1. — *En matière civile.* — *Quelle défenseur on peut prendre.*

1. Il est interdit à un fils ou une fille



de faire plaider sa cause par son père, si ce dernier n'est ni avocat ni avoué. C. C. 22 août 1822, t. 1 de 1823, 90.

2. Il en est de même lorsqu'il s'agit de défendre une demande en séparation de corps intentée par un mari contre sa femme pour cause d'adultère. C. C. 22 août 1822, t. 1 de 1823, 90.

§ 2. — *En matière criminelle. — Nécessité d'un défenseur.*

3. Lorsque le conseil de l'accusé est appelé comme témoin aux débats, l'accusé doit, à peine de nullité, pendant l'audition de ce témoin, être assisté d'un autre conseil, choisi par lui ou nommé par le président. C. C. 4 janv. 1821, t. 23, 12.

4. Il n'est pas indispensable que le conseil de l'accusé assiste aux débats. C. C. 9 fév. 1816, t. 18, 135.

5. Suivant un autre arrêt, au contraire, l'accusé doit être assisté d'un conseil non seulement pendant les débats, mais encore lorsque, après avoir été déclaré coupable par le jury, il ne s'agit plus que de l'application de la peine. C. C. 22 avril 1813, t. 14, 458.

6. L'absence d'un conseil ne peut être réparée par l'assistance d'un interprète. C. C. 22 avril 1813, t. 14, 458.

7. Lorsque le défenseur nommé d'office à l'accusé n'a pas rempli le mandat qui lui a été déferé, ou s'il ne l'a rempli que partiellement, il suffit, pour la régularité de la procédure, que ce défenseur n'ait pas été mis dans l'impossibilité d'assister l'accusé par un fait personnel au procureur-général, ou au président de la cour d'assises. C. C. 3 oct. 1822, t. 24, 658.

8. L'art. 295 du cod. d'instr. crim., qui permet à l'accusé de choisir son défenseur parmi les avocats et avoués établis dans le ressort de la cour royale, a été modifié par l'art. 10 du décret du 14 déc. 1810, contenant règlement sur l'exercice de la profession d'avocat, aux termes duquel l'avocat qui exerce près d'un tribunal de première instance ne peut plaider hors du département sans l'autorisation du ministre de la justice. C. C. 3 oct. 1822, t. 24, 657.

9. L'art. 302 du même code, qui autorise les communications de l'accusé avec son conseil après son interrogatoire, laisse à la prudence du procureur-général et du président de la cour d'assises le droit de les environner de toutes les mesures de sûreté qui peuvent, selon les circonstances, leur paraître nécessaires. C. C. 3 oct. 1822, t. 24, 658.

DEFRICHEMENT. V. *Communes.*

DEGRADATION. V. *Compétence.*

DEGRÉS de juridiction. 1. Les parties peuvent renoncer au bénéfice des deux

degrés de juridiction et consentir jugées de plano par la cour d'appel. 18 août 1818, t. 20, 660.

2. Les contestations élevées sur une transaction faite après un jugement peuvent être portées devant le tribunal de première instance : autrement les deux degrés de juridiction seraient écartés. C. 6 fév. 1816, t. 18, 121.

3. Lorsque, par un arrêt infirmant un jugement interlocutoire, il est ordonné une instruction plus ample devant le tribunal, ni l'une ni l'autre des parties ne peut, si cet arrêt a acquis l'autorité de la chose jugée, invoquer le bénéfice des deux degrés de juridiction et demander à être jugé devant les premiers juges. C. 10 juin 1819, t. 21, 392.

4. Les actions qui intéressent le contribuable, hors celles relatives à la perception des impôts indirects, sont soumises à la règle des deux degrés de juridiction. C. 20 flor. an 11, t. 3, 468.

## DÉLAIS.

*Des délais en général. — Comment ils se comptent. — Les circonstances d'une fête légale suspendent le terme d'un délai. — Si les tribunaux peuvent accorder un délai franc.*

1. Sous la législation intermédiaire, le délai ne devait pas, dans les calculs des délais, être fixé soit par les lois sur la procédure, soit par les lois sur la prescription, soit par les lois sur le calendrier, avoir égard aux jours complémentaires. C. C. 24 frim. an 9, t. 1, 550.

2. En fait de délais réglés par les lois, les décisions judiciaires, les contrats, les effets de commerce, les mois se comptent par la correspondance nominale des jours, et non par le nombre fractionnaire de jours. C. C. 12 mars 1816, t. 18, 207 ; 27 déc. 1811, t. 12, 1008 ; Paris, 16 août 1811, t. 12, 641 ; 16 nov. 1811, t. 17, 669 ; C. C. 16 fév. 1818, t. 20, 13 ; 13 août 1817, t. 19, 821.

3. Ainsi, lorsqu'un commandement de saisie immobilière a été fait le 15 juil., la saisie a pu être retardée jusqu'au 20 oct., quoiqu'il y ait quatre-vingt-cinq jours d'intervalle. Paris, 16 nov. 1811, t. 17, 669.

4. L'appel d'un jugement signifié le 15 fév. a été tardivement fait le 20 mars. C. C. 12 mars 1816, t. 18, 207.

5. Dans une saisie immobilière, lorsque la notification du procès verbal de saisie a eu lieu le 13 fév., la première publication a pu être faite le 15 mars. Paris, 9 août 1811, t. 12, 641.

dit forestier constaté le 31 mai écrit que le 31 août inclusive-  
27 déc. 1811, t. 12, 1008.  
disposition de l'art. 1033 du  
proc. qui porte que le jour de  
son ni celui de l'échéance ne  
compris dans le délai général  
des ajournemens, citations et  
faits à personne ou domicile,  
être étendue aux délais ac-  
le juge, par exemple, pour  
ation. C. C. 9 fév. 1825, t. 2  
35.

le délai pour une significa-  
un jour de fête légale, il est  
droit au lendemain. C. C. 28  
t. 10, 803.

un arrêt en sens contraire.  
nov. 1824, t. 3 de 1825, 493.

1244 du cod. civ., qui donne  
le pouvoir discrétionnaire d'ac-  
débiteur des délais pour payer,  
voir aux poursuites dirigées con-  
est applicable au cas où la dette  
un titre authentique et exécutoire.  
deaux, 28 fév. 1814, t. 16, 202.

autres cours ont jugé en sens con-  
bruxelles, 18 juin 1812, t. 13, 561.

gré la disposition de l'art. 122 du  
proc., les tribunaux peuvent,  
certaines circonstances, accorder des  
par un jugement séparé de celui  
ne sur la contestation. Dijon, 8  
17, t. 19, 31.

arrêt a été justement critiqué.

la disposition de l'art. 1033 du  
proc. relative au délai franc  
applicable que lorsqu'il s'agit d'ac-  
à personne ou domicile. C. C. 4  
25, t. 3 de 1825, 523.

**DÉLAISSEMENT par hypothèque.** 1.  
L'acquéreur d'un immeuble peut le dé-  
laiser, quoiqu'il se soit obligé à le pur-  
ger des hypothèques dont il peut être  
chargé. C. C. 8 juin 1819, t. 21, 382.

L'acquéreur troublé par des inscrip-  
tions survenues depuis la vente peut  
purger l'immeuble, sans aucune dénon-  
ciation préalable au vendeur, avant d'a-  
voir offert le paiement de son prix aux  
créanciers inscrits, et rempli les autres  
formalités prescrites pour purger. C. C.  
1816, t. 18, 633.

L'acquéreur troublé par une action  
hypothécaire peut délaisser l'immeuble,  
sans l'offre du vendeur de donner cau-  
tion. Colmar, 21 août 1812, t. 13, 778.

L'acquéreur d'un immeuble vendu  
avec cautionnement ne peut pas s'affranchir, par le  
paiement, des obligations que lui im-  
pose le cahier des charges, surtout lors-  
qu'il s'agit, par le jugement d'adjudication, il  
s'agit, en cas d'inexécution des conditions

de la vente, soumis à la revente sur folle  
enchère. Paris, 17 janv. 1816, t. 18, 66.

5. L'acquéreur qui, par son contrat,  
s'est obligé de payer le prix de son ac-  
quisition aux créanciers du vendeur, ne  
peut pas être admis au délaissement. Pa-  
ris, 11 mars 1812, t. 13, 228; Bruxelles,  
12 mai 1810, t. 11, 466.

6. Il en est de même de l'acquéreur  
qui s'est personnellement obligé de ser-  
vir, à l'acquit du vendeur, une rente hy-  
pothéquée sur l'immeuble, quoique le  
créancier n'ait pas concouru dans l'acte.  
C. C. 21 mai 1807, t. 8, 344.

7. Dans le cas de délaissement par hy-  
pothèque, la plus-value de l'immeuble,  
résultant des impenses et améliorations  
faites par le tiers détenteur, peut être  
fixée uniquement par la comparaison du  
prix de la première vente avec celui de  
la vente qui doit suivre le délaissement,  
sans qu'il soit nécessaire d'ordonner une  
expertise. C. C. 29 juil. 1819, t. 21, 516.

8. Le tiers détenteur qui, sur l'action  
hypothécaire, délaisse l'héritage auquel  
il a fait des améliorations, ne peut pas le  
retenir jusqu'à ce qu'on lui ait rembour-  
sé la valeur de ces améliorations. Turin,  
30 mai 1810, t. 11, 550.

9. Mais il a un privilège jusqu'à con-  
currence de la plus-value résultant de  
ses impenses. Turin, 30 mai 1810, t. 11,  
550.

**DELEGATION.** 1. Lorsque le créan-  
cier au profit duquel une délégation a été  
faite ne l'a point acceptée, le débiteur  
délégant, qui a été forcé de payer lui-  
même sa dette, a son recours contre le  
débiteur délégué. C. C. 24 frim. an 10,  
t. 2, 201.

2. Le créancier délégué peut agir di-  
rectement contre l'acquéreur, quoiqu'il  
n'ait point accepté la délégation. Bruxel-  
les, 12 mai 1810, t. 11, 466.

3. Le créancier à qui son débiteur a  
délégué avec garantie une somme à pren-  
dre sur un tiers peut, à défaut de paie-  
ment de cette somme, recourir contre le  
délégant, sans être tenu de discuter préa-  
lablement le tiers indiqué comme débi-  
teur. Paris, 17 frim. an 12, t. 4, 137.

4. Le droit proportionnel d'un franc  
pour cent francs auquel sont assujetties  
les délégations s'applique aux délégations  
non acceptées comme à celles qui sont  
acceptées. C. C. 11 nov. 1822, t. 3 de  
1823, 159.

**DELIBÉRÉ.** L'art. 93 du cod. de proc.,  
qui veut que le tribunal, lorsqu'il pro-  
nonce un délibéré au rapport du juge  
qu'il nomme, indique *le jour auquel le  
rapport sera fait*, ne s'applique pas au  
cas où il ne prononce qu'un simple déli-

béré en la chambre du conseil. C. C. 24 juin 1818, t. 20, 500.

**DELIT.** 1. La constatation légale d'un délit ne peut résulter que d'un acte judiciaire, et non d'un acte émané de l'autorité administrative. C. C. 20 avril 1809, t. 10, 309.

2. L'indivisibilité du délit entraîne celle de l'instruction. C. C. 15 juin 1810, t. 11, 596; 21 mars 1807, t. 8, 195.

3. Mais non pas celle de la peine. C. C. 15 juin 1810, t. 11, 596.

4. Ceux qui, après avoir été dépossédés en vertu de jugemens souverains, s'immiscent par voie de fait et par violence dans la culture des biens qu'ils ont été condamnés à délaisser, commettent un délit de nature à être poursuivi et jugé au grand criminel. C. C. 7 juin 1811, t. 12, 465.

**DELIT forestier.** V. Bois, § 6.

**DELIT politique.** Une lettre qui contient des nouvelles politiques fausses et alarmantes ne constitue point un délit, si elle est confidentielle et qu'elle soit restée secrète. C. C. 6 déc. 1816, t. 18, 854.

**DELIT rural.** 1. La seule présence d'un animal laissé à l'abandon dans un champ, quoiqu'il n'y ait point causé de dommages, suffit pour constituer le délit rural. C. C. 15 fév. 1811, t. 12, 145. — V. *Volaille*, n. 1.

2. Le fait d'avoir fait paître des bestiaux dans un champ de blé appartenant à autrui est un délit dont les tribunaux de police ne peuvent connaître. C. C. 13 août 1812, t. 13, 761.

3. C'est au tribunal correctionnel, et non au tribunal de simple police, qu'il appartient de prononcer sur un délit rural, et surtout sur un délit de pâturage, lorsque les dommages et intérêts réclamés excèdent 15 fr. C. C. 21 août 1823, t. 3 de 1825, 581.

4. Les délits ruraux se prescrivent par un mois, si dans ce terme il n'a été dressé aucun procès verbal du délit. C. C. 16 flor. an 11, t. 3, 465.

5. La prescription d'un mois pour les délits ruraux est interrompue lorsque le procès verbal sur le corps du délit et divers autres actes ont eu lieu dans ce délai, encore que la citation n'ait été donnée au prévenu qu'après son expiration. C. C. 18 août 1809, t. 10, 666.

6. C'est la citation, et non la plainte, qui interrompt la prescription. C. C. 2 mes. an 13, t. 6, 278.

**DEMANDE nouvelle ou principale.** 1. Après la demande en rescision d'un acte de vente pour cause de lésion, la demande qui a pour objet de faire déclarer cet acte

un contrat pignoratif est principale. C. C. 22 fév. 1809, t. 10, 139.

2. La demande en résiliation est substituée à une demande en nullité constitue une demande nouvelle. C. C. an 13, t. 5, 334.

3. Une contestation d'état constitue toujours une demande principale. 18 avril 1820, t. 22, 369.

4. On ne peut considérer comme une demande nouvelle la demande en remption d'une inscription dont on se borne à réclamer la nullité en première instance. C. C. 3 fév. 1824, t. 3 de 1825, 18.

5. Restreindre à son seul intérêt qu'on avait intentée au nom de plusieurs collectivement, ou augmenter ses conclusions primitives en demandant d'autres intérêts, n'est point former une demande nouvelle. C. C. 1 sept. 1813, t. 15, 15.

6. L'héritier institué qui, en appel, oppose un nouveau testament en abandonnant celui dont il réclame l'exécution en première instance et qui a été déclaré nul, ne forme point une demande nouvelle. C. C. 23 janv. 1811, t. 11, 94.

**DEMANDE réconventionnelle.** V. *Dénier ressort*.

**DEMENCE.** V. Testament.

**DEMEURE (mise en).** V. *Mise en demeure*.

**DÉMISSION de biens.** 1. Une démission de biens faite avant la loi du 17 an 2, par un père décédé depuis la publication de cette loi, a été révoquée de plein droit en faveur des enfans, et des pupilles, devenus habiles à succéder, tout si elle était par elle-même révoquée. C. C. 8 mes. an 11, t. 3, 558.

2. Un pacte de famille par lequel une mère abandonne à ses enfans la nue propriété de ses biens, et recoit en échange la jouissance pendant sa vie de tous les biens qui composent la succession de son mari, n'est pas une démission de biens révoquée. Paris, 24 niv. an 13, t. 5, 264.

**DENI de justice.** 1. Un tribunal qui prétend *ratione materie* peut, sans mettre un déni de justice, refuser de juger des parties qui ne sont pas susceptibles, quoiqu'elles consentent à plaider devant lui. C. C. 11 mars 1807, t. 8, 18.

2. Le référé au ministre de la justice, de la part d'un tribunal, n'est point un déni de justice. C. C. 10 niv. an 11, t. 3, 173. — V. *Etranger*.

**DÉNIZATION.** 1. Dans la législation anglaise, la dénization est une naturalisation imparfaite qui s'accorde par lettres royales, et qui n'affilie pas l'étranger à la nation. C. C. 19 janv. 1811, t. 21, 36.

2. Le Français qui obtient des lettres

tion conserve sa qualité de Française. — La différence de celui qui a été é anglais par acte du parlement. C. C. 29 avril 1822, t. 1 de

## DÉNONCIATION.

*une dénonciation peut être mise d'une action en calomnie et en dommages et intérêts. — Quand cette action peut être intentée. — Par qui. Devant quel tribunal. — Peut-on statuer sur la plainte en dénonciation calomnieuse ? — Plainte qui ne peut être jugée en dernier ressort. Toute dénonciation peut être considérée comme écrite.*

La dénonciation adressée au ministre de l'intérieur ne peut être considérée comme étant faite à un officier de police ou de police administrative ou judiciaire, dans le sens de l'art. 373 du cod. pén. C. C. 25 oct. 1816, t. 18, 750. L'accusation de détournement de biens, portée devant le juge d'instruction, justifiée, constitue le délit de dénonciation calomnieuse, et rend son auteur passible des peines prononcées par l'art. 373 du cod. pén. C. C. 12 oct. 1816, t. 18,

La dénonciation d'un fait ou d'un crime que la loi oblige de dénoncer n'est pas calomnieuse et ne peut donner lieu à une action en dommages et intérêts par la haine ou le désir de la vengeance, si elle est reconnue calomnieuse et si elle est motivée par la haine ou le désir de la vengeance, donner lieu contre son auteur à des peines prononcées par l'art. 373 du cod. pén. C. C. 10 oct. 1816, t. 18, 740.

Il ne suffit pas que l'accusé ait été condamné, pour qu'une plainte doive être considérée comme calomnieuse, et donner lieu à des dommages et intérêts : il faut qu'elle soit motivée par la haine ou le désir de la vengeance, ou du moins à l'indiscrétion, à l'oubli, à l'inconsidération. C. C. 23 oct. 1813, t. 23, 242; 30 déc. 1813, t. 15, therm. an 10, t. 2, 559.

Les circonstances qui peuvent déterminer le juge à accorder ou à refuser les dommages et intérêts sont abandonnées à la conscience du juge. C. C. 30 déc. 1813, t. 15,

La demande en dommages-intérêts fondée sur la témérité de la plainte est recevable en matière civile. C. C. 30 déc. 1813, t. 15,

La demande en dommages-intérêts fondée sur la témérité de la plainte est recevable en matière civile. C. C. 30 déc. 1813, t. 15, art. 359 du cod. d'inst. crim. L'accusé à former contre son dénonciateur, ou contre la partie civile, peut former immédiatement après la

déclaration du jury et avant l'ordonnance d'acquiescement. C. C. 31 mai 1816, t. 18, 474.

8. Dans l'hypothèse précédente, l'accusé peut conclure aux dommages-intérêts contre le dénonciateur, sans citation préalable, lorsque celui-ci a été cité comme témoin à la requête du ministère public. C. C. 31 mai 1816, t. 18, 474.

9. Un accusé absous par un tribunal militaire peut poursuivre son accusateur en dommages et intérêts devant les tribunaux civils. C. C. 1 therm. an 10, t. 2, 559.

10. On ne peut statuer sur une plainte en dénonciation calomnieuse, tant que les faits dénoncés n'ont pas été déclarés faux ou non prouvés. C. C. 25 oct. 1816, t. 18, 750.

11. La dénonciation calomnieuse faite à un préfet contre un maire ne peut être jugée en dernier ressort par le tribunal correctionnel, lorsque la gravité des faits imputés entraînerait l'application de l'art. 373 du cod. pén., si elle avait été faite à un officier de police administrative ou judiciaire, parce que qu'un préfet doit être considéré comme tel. C. C. 29 avril 1815, t. 17, 290.

12. On peut considérer comme dénonciation faite par écrit la remise à l'officier de police d'une note non signée, contenant des renseignements sur le fait dénoncé et sur la personne qu'on accuse. C. C. 10 oct. 1816, t. 18, 740.

## DÉNONCIATION de nouvel œuvre.

1. La dénonciation de nouvel œuvre est une action possessoire qui doit être introduite et jugée comme toute autre action possessoire. C. C. 11 juil. 1820, t. 22, 633. — V. *Action possessoire*, n. 23, 24.

2. La simple dénonciation de nouvel œuvre ne suffit pas pour faire cesser les travaux : il faut que le juge en ordonne l'interruption. C. C. 11 juil. 1820, t. 22, 633.

DEPAISSANCE (*droit de*). De simples particuliers actionnés en répression d'un délit de dépaissance sont irrecevables à se prévaloir d'un droit d'usage appartenant à leur commune. Le maire, légalement autorisé, a seule qualité pour faire valoir ce droit. C. C. 25 juin 1824, t. 1 de 1825, 585.

## DEPENS.

§ 1. *En matière civile, qui peut être condamné aux dépens. — Les juges de référé peuvent-ils y condamner ? — Opposition au jugement qui adjuge et liquide les dépens en matière sommaire. — Par qui la taxe doit être faite. — De l'exécutoire de dé-*

*pens. — Quand peut-il être exécuté ? — Quand peut-il être signifié ? — Opposition à l'exécutoire. — De la solidarité des dépens. — De la distraction des dépens. — Notification de la distraction.*

1. La faculté de compenser les dépens, ou d'en faire supporter la totalité par l'une des parties, est abandonnée à la prudence du juge, et sa décision à cet égard est inattaquable devant la cour de cassation. C. C. 6 juin 1820, t. 22, 501.

2. Le juge des référés ne peut pas accorder de dépens. Rome, 3 oct. 1809, t. 10, 720.

2<sup>bis</sup>. Lorsqu'une partie succombe dans une demande incidente en surais, elle doit être condamnée sur-le-champ aux dépens de cet incident, sans que le tribunal puisse les réserver, pour y statuer en même temps que sur le fond. C. C. 7 mai 1823, t. 3 de 1823, 297.

3. L'opposition au jugement qui adjuge et liquide les dépens en matière sommaire n'est recevable, au chef de la liquidation, que dans les trois jours de la signification à avoué. C. C. 28 mars 1810, t. 11, 305.

4. En cas de confirmation comme d'infirmité d'un jugement, la taxe des dépens de première instance et d'appel doit être faite simultanément par la cour d'appel. Paris, 18 janv. 1816, t. 19, 674.

5. La partie à laquelle les dépens ont été adjugés peut former opposition à l'exécutoire de même que la partie condamnée. Ajaccio, 12 sept. 1811, t. 12, 768.

6. Le greffier est autorisé à délivrer seul et sans l'attache du juge un exécutoire de dépens. Rome, 1 mars 1811, t. 12, 173.

7. La même cour a décidé en sens contraire. 11 juin 1811, t. 12, 173.

8. Un exécutoire de dépens doit être signifié à l'avoué, avant d'être mis à exécution. Bruxelles, 13 août 1811, t. 12, 662.

9. Un exécutoire de dépens ne peut pas être signifié avant d'avoir été soumis à la formalité de l'enregistrement. C. C. 1 mes. an 12, t. 4, 573.

10. C'est au tribunal qui a rendu un jugement en dernier ressort à statuer sur les oppositions qui surviennent à l'exécutoire des dépens, quoiqu'il y ait pourvoi en cassation contre ce jugement. Ce tribunal ne peut renvoyer à la cour de cassation. C. C. 2 avril 1812, t. 13, 316.

11. En matière civile, la condamnation aux dépens ne peut être solidaire entre

les parties qui ne sont liées par solidarité conventionnelle ni légale. 1 déc. 1819, t. 21, 686; 20 juil. 16, 528; 21 mes. an 4, t. 1, mai 1811, t. 12, 422; Paris, 1 an 13, t. 6, 364.

12. La cour de Rouen a décidé que les dépens sont dus solidairement, par les héritiers qui ont plaidé collectivement dans une instance. 17 mars 1810, t. 168.

13. Les dépens peuvent et doivent être prononcés solidairement, s'ils sont par suite d'une condamnation pécuniaire qui est elle-même solidaire. C. C. 10 janv. 1825, t. 3 de 1825, 480.

14. L'avoué qui demande la distraction des dépens à son profit doit affirmer sous serment qu'il les a avancés. Paris, 10 janv. 1811, t. 12, 46.

15. Lorsque les juges compèlent les dépens, sauf le coût de l'arrêt, et condamnent l'une des parties, la distraction des frais de l'arrêt ne doit être ordonnée, par l'arrêt même, que sur la demande de l'avoué qui les avancera. Paris, 10 juil. 1812, t. 13, 692.

16. Dans ce cas, l'avoué qui a avancé des frais peut ultérieurement, par requête, sa demande en distraction. Paris, 14 juil. 1812, t. 13, 692.

17. La distraction de dépens faite à l'avoué ne rend point celui-ci responsable dans la cause. C. C. 12 avril 1820, t. 2, 330.

18. L'avoué qui a obtenu la distraction de dépens ne peut en pourvoir au paiement au préjudice de l'appel. Le jugement qui prononce la distraction, autrement il serait passible de dommages-intérêts. C. C. 12 avril 1820, t. 2, 330.

19. Le jugement ou l'arrêt qui prononce une distraction de dépens à l'avoué doit faire mention que celui-ci a affirmé en avoir fait l'avance de ses deniers. C. C. 30 avril 1811, t. 12, 379.

20. L'arrêt qui n'établit point de l'affirmation est cassable par défaut de motif. C. C. 30 avril 1811, t. 12, 379.

21. L'avoué qui a obtenu la distraction et touché les dépens adjugés à son client n'est pas tenu de les restituer à la partie adverse, si l'arrêt est cassé. Paris, 16 mars 1807, t. 8, 167.

22. La partie condamnée ne peut se soustraire aux poursuites dirigées contre elle, au nom de sa partie adverse, pour le paiement des frais, sous prétexte que la distraction en a été prononcée au profit de l'avoué, si celui-ci ne lui a fait notifier la distraction ou fait assigner les dépens entre ses mains. C. C. 16 mars 1807, t. 8, 355.



En matière criminelle, correctionnelle de police, les dépens ne sont pas payés : ainsi le fermier-général de la rive d'une rivière, qui a pris l'engagement de répondre de ses sous-fermiers, est responsable des dépens occasionnés par eux par les poursuites dirigées contre la répression des délits dont ils se sont rendus coupables. C. C. 14 juil. t. 16, 505.

L'action pour la répétition des décrets prononcés contre un condamné à une peine afflictive et infamante ne s'éteint pas par sa mort, arrivée avant qu'il ait été statué sur son pourvoi en cassation. C. C. 16 fév. 1811, t. 12, 29.

PORTATION. 1. La déportation opérée, et par conséquent la mort encourue, qu'à compter du jour de l'expiration du condamné hors du territoire continental de la France. Ainsi, la déportation au mont Saint-Michel des condamnés à la déportation ne peut être suivie de l'exécution. Toulouse, 21 août t. 22, 752.

Un condamné à la déportation par mesure de sûreté générale peut être assigné au domicile qu'il avait avant sa condamnation. C. C. 16 frim. an 11, t. 3, 129.

Cette espèce de déportation a-t-elle des effets et les effets qu'avaient à Rome la peine et la relégation ? C. C. 16 frim. an 11, t. 3, 129.

POSITION. V. *Faux témoignage, et faux serment.*

POT.

*qui constitue un dépôt. — Dépôt volontaire. — Responsabilité du depositaire. — Dépôt fait dans l'intérêt d'un tiers ou pour être remis à un tiers. — Déclaration que doit le depositaire à cette occasion. — Un notaire peut-il quelquefois être considéré comme un depositaire confidentiel. — Réclamation du dépôt. — Contre qui elle peut être faite. — Quand le dépôt peut être prouvé.*

La remise faite à quelqu'un d'une somme d'argent, avec charge de la payer à une personne indiquée, ne constitue pas un dépôt. C. C. 12 mai 1814, t. 16, 313. On ne doit considérer que comme un dépôt volontaire la remise d'effets sur un récépissé, faite à un individu pour les restituer au propriétaire, ou les convertir en argent, ou même en mar-

chandise, dans le cas où la chose serait possible ; et dès lors le depositaire n'est tenu qu'à la restitution des effets reçus, quoiqu'ils aient éprouvé une dépréciation. C. C. 4 janv. 1825, t. 3 de 1825, 55.

3. Le depositaire n'est pas tenu des événements de force majeure. Poitiers, 24 avril 1807, t. 8, 296.

4. Le cas de guerre civile légalement constaté est un événement de force majeure, suffisant pour dispenser le depositaire de la restitution du dépôt, encore que la perte n'en soit pas autrement justifiée. Poitiers, 24 avril 1807, t. 8, 296.

5. Le dépôt fait entre les mains d'une personne pour être remis à un tiers peut être réclamé par les héritiers du déposant, comme chose à eux appartenante, si, à l'époque du décès de ce dernier, le dépôt n'a pas été livré à la personne désignée. C. C. 22 nov. 1819, t. 21, 654.

6. Il en serait autrement et la restitution devrait être faite à la personne désignée, malgré le décès du déposant, si le dépôt était le résultat d'une convention synallagmatique, de telle sorte que le déposant lui-même n'eût pas été le maître de le retirer à son gré. Nismes, 3 déc. 1822, t. 3 de 1823, 322.

7. La preuve de la convention peut résulter, dans ce cas, de la déclaration du depositaire. *Ibid.*

8. Un dépôt fait dans l'intérêt d'un tiers, mais en son absence, ne peut pas être restitué sans son consentement spécial. Ainsi un notaire, depositaire d'une somme destinée à assurer le paiement des frais d'une expertise, n'a pas pu restituer le dépôt sans le consentement des experts dans l'intérêt desquels il avait eu lieu. C. C. 26 août 1813, t. 15, 447.

9. La personne indiquée comme depositaire est tenue, quand elle est interpellée judiciairement, de déclarer si en effet elle a reçu le dépôt, et si elle est chargée de le remettre à un incapable ou à une personne prohibée. Riom, 23 janv. 1811, t. 12, 51.

10. La déclaration, trouvée dans les papiers d'un défunt, qu'il est depositaire de tels ou tels objets faisant partie de son mobilier, opère un titre de propriété en faveur du déposant. Paris, 21 therm. an 11, t. 3, 634.

11. Un notaire qui reçoit un dépôt cacheté peut être considéré comme un depositaire confidentiel. C. C. 4 août 1811, t. 12, 622.

12. Ce dépôt est inviolable, en ce sens que la régie ne peut pas forcer l'ouverture du paquet, sous prétexte de percevoir les droits auxquels donnent ouverture les actes qu'elle prétend y être renfermés. C. C. 4 août 1811, t. 12, 623.

13. Et que l'un des déposans ne peut pas provoquer l'ouverture sans le consentement de l'autre. C. C. 4 août 1811, t. 12, 623.

14. Le dépositaire, après avoir succombé dans l'action qu'il avait intentée par erreur contre celui qu'il croyait l'auteur du dépôt, peut exercer son action contre le véritable propriétaire de l'objet déposé. C. C. 9 juil. 1806, t. 7, 408.

15. Lorsque le dépositaire a été forcé de remettre le dépôt dans les mains d'un tiers, en vertu d'un jugement annulé depuis, ce tiers est tenu de rendre le dépôt en nature et dans les mêmes espèces au propriétaire qui le réclame. C. C. 5 therm. an 5, t. 1, 213.

16. Lorsque le fait du dépôt est constant, on peut admettre la preuve testimoniale pour savoir quel en est l'auteur, encore que l'objet déposé soit d'une somme ou valeur excédant 150 fr. C. C. 9 juil. 1806, t. 7, 403.

#### DEPOT ( Violation de ).

*Faits qui caractérisent la violation de dépôt. — Comment la violation de dépôt peut être prouvée. — Base d'évaluation du dépôt. — Aveu judiciaire. — Le notaire doit-il être considéré comme dépositaire public, sous le rapport de l'application de la peine? — Comment il peut être poursuivi. — Devant quel tribunal.*

1. Le créancier qui vend ou détourne un objet qui lui a été donné en gage se rend coupable de violation de dépôt, et, par suite, est passible des peines portées en l'art. 408 du cod. pén. Metz, 31 janv. 1821, t. 1 de 1824, 363; C. C. 3 déc. 1818, t. 20, 772.

2. La rétention d'un dépôt volontaire non constaté par écrit, mais avoué seulement par le dépositaire, qui déclare en même temps l'avoir restitué, ne peut pas être prouvée par témoins, lorsque la somme déposée excède 150 liv. C. C. 1 juil. 1806, t. 7, 396.

3. On ne peut pas faire résulter un commencement de preuve par écrit d'une sorte de contrariété entre les déclarations successives du dépositaire, lorsque toutefois cette contrariété ne fait soupçonner ni dol ni fraude. C. C. 1 juil. 1806, t. 7, 396.

4. Sous la loi du 15 germ. an 4, le mandataire qui n'avait pas remis à son mandant des fonds qu'il avait recus pour lui ne pouvait pas être considéré comme dépositaire. C. C. 11 vend. an 7, t. 1, 218.

5. Les notaires qui reçoivent, par suite de leurs fonctions, un dépôt volontaire, ne sont pas, dans ce cas, réputés dépositaires

publics, en telle sorte que le notaire divertit les fonds provenant d'une donation dont on l'a chargé soit passible des peines portées par l'art. 169 du code de procédure contre les dépositaires publics. C. C. 10 avril 1813, t. 15, 429.

6. On ne peut poursuivre correctionnellement, et prouver par témoignage un délit de violation de dépôt, lorsque le montant du dépôt excède 150 fr., et que le dépôt n'est pas constaté par écrit, ou qu'il n'y a point de commencement de preuve par écrit. Metz, 31 janv. 1821, t. 1 de 1824, 363; C. C. 5 mai 1815, t. 17, 303; 1813, t. 15, 690; 16 janv. 1808, t. 12, 623.

7. A moins qu'il ne s'agisse d'un fait en matière commerciale et entre commerçants. Metz, 5 août 1822, t. 1 de 1824, 363.

8. La prétendue violation d'un dépôt volontaire, non constatée par écrit, et avouée par le dépositaire, ne peut donner lieu à une poursuite correctionnelle contre celui-ci de la part du dépositant. C. C. 21 mars 1811, t. 12, 623.

9. Cette question a été résolue contrairement sous l'ancienne législation. 20 fruct. an 12, t. 4, 717.

10. L'appréciation donnée par le jury de Piété ne peut servir de base pour terminer la valeur d'un dépôt. Metz, 31 janv. 1821, t. 1 de 1824, 363.

11. Lorsqu'un individu poursuit correctionnellement pour violation de dépôt volontaire, non prouvé par écrit, d'une valeur excédant 150 fr., avoué par le dépositaire, mais affirme que le dépôt est dans les seuls objets qu'il représente, la déclaration est indivisible, et doit tant pour la chose qui a fait l'objet du dépôt que pour le fait même de ce dépôt. C. C. 26 sept. 1823, t. 1 de 1824, 565.

12. L'aveu du prétendu dépositaire sur la nature de la convention intervenue entre lui et le déposant doit également être considéré comme indivisible. Metz, 31 janv. 1821, t. 1 de 1824, 363.

13. Le tribunal correctionnel, saisi de la violation de la foi dont la violation du dépositaire est susceptible, est compétent pour y statuer conformément aux dispositions du code civil. C. C. 26 sept. 1823, t. 1 de 1824, 565.

14. Lorsqu'un dépôt volontaire constaté par écrit, est dénié, la question préjudicielle sur l'existence du dépôt doit être jugée au civil avant que soit permis, même au ministère public, de poursuivre, par la voie extraordinaire, le prétendu délit de violation de dépôt. C. C. 5 déc. 1806, t. 7, 578.

**DÉPOT judiciaire.** Le fonctionnaire public salarié pour recevoir les dépôts judiciaires est responsable de la perte des deniers déposés, survenue en temps

re, mais par un défaut de zèle ou négligence de sa part. Poitiers, 26 jan. an 10, t. 2, 606.

**DÉPENS. V. A compter de, et Délai.**  
**DERNIER ressort.**

**Art. 1<sup>er</sup>.** D'où les tribunaux tiennent le droit de juger.

**De la volonté des parties.** — **À quelles décisions s'étend le consentement.** — **Caractère et irrévocabilité de ce consentement.**

**De la loi.** — **L'attribution légale de cette compétence peut-elle résulter du silence de la loi sur le droit d'appel ?**

**§ 1. — De la volonté des parties.**

Lorsque les parties ont consenti à être jugées en dernier ressort, l'effet de ce consentement s'étend à tous les jugemens, préparatoires, soit définitifs que néglige la contestation. C. C. 1 flor. an 9, t. 1, 11.

Le consentement donné par les parties pour être jugées en dernier ressort sur un contrat judiciaire, et, comme tel, peut être révoqué que par le concours de la volonté des deux parties. C. C. 8 flor. an 6, t. 7, 518.

**§ 2. — De la loi.**

L'attribution légale de la compétence en dernier ressort ne résulte pas des tribunaux du silence de la loi sur le droit d'appeler.

Ainsi, quoique la loi du 10 vendémiaire an 4, relative à la responsabilité des communes, ne leur réserve pas textuellement le recours en appel, elles ne peuvent cependant être condamnées en dernier ressort à des dommages et intérêts qui excèdent le taux de la compétence exclusive. C. C. 14 mes. an 8, t. 2, an 9, t. 1, 411.

De même les actions qui intéressent le domaine, quoique la loi se taise à cet égard, ne peuvent être jugées en dernier ressort, si la valeur de l'objet de la contestation ne le comporte pas. C. C. 10 flor. an 11, t. 3, 468 ; 12 mes. an 12 niv. an 11, 28 oct. 1807, t. 1, 413.

**Art. 11.** Conditions auxquelles la loi subordonne la compétence en dernier ressort.

**1. Evaluation de l'objet demandé.** — **Comment l'objet doit être évalué.** — **Rente en grains.** —

**Droits successifs.** — **Qualités des parties.** — **Validité d'un titre.** — **Déclaration affirmative du tiers saisi.** — **Bail avec des charges d'une valeur indéterminée.**

**§ 2. Quotité de la demande.** — **Comment la quotité se détermine en général.** — **Demande accessoire.** — **Demande incidente.** — **Demande reconventionnelle.** — **Cumul des sommes demandées.** — **Réunion des demandeurs et des défendeurs.**

**§ 1. — Evaluation de l'objet demandé.**

5. Toute demande dont l'objet n'est pas évalué en argent ne peut être jugée en dernier ressort, même dans la partie relative aux dépens, à quelques sommes qu'ils soient portés. Bourges, 25 nov. 1822, t. 3 de 1823, 400.

6. Ainsi, un tribunal ne peut statuer en dernier ressort sur la demande en paiement d'arrérages d'une rente dont ni le capital ni les arrérages échus ne sont évalués en argent. C. C. 25 juil. 1808, 6 mai 1807, t. 9, 435.

7. La question de savoir si plusieurs codétenteurs d'un immeuble sont solidairement soumis à la prestation des arrérages échus d'une rente en grains non évaluée en argent ne peut être jugée en dernier ressort. C. C. 6 mes. an 12, t. 4, 575.

8. Le jugement qui intervient sur une demande en retrait successoral ne peut être en dernier ressort, quel qu'ait été le prix de la cession faite à l'étranger, parce qu'il s'agit de droits successifs nécessairement indéterminés. C. C. 27 juil. 1808, t. 9, 442.

9. Les contestations relatives à une qualité d'héritier, d'associé, de communs en biens, etc., attribuée ou déniée, en action principale, ne peuvent jamais être jugées en dernier ressort. C. C. 23 brum. an 12, t. 4, 64.

10. Les contestations élevées par action principale sur la validité d'un titre sont dans la classe des demandes indéterminées. C. C. 8 vent. an 8, t. 1, 418.

11. En matière de saisie-arrêt, la demande en déclaration affirmative est dans la classe des demandes indéterminées, et ne peut jamais être jugée en dernier ressort, quelle que soit la somme due au saisissant. Paris, 7 mai 1817, t. 19, 424.

12. On ne peut pas juger en dernier ressort des contestations relatives à un

bail qui, outre le prix principal, contient des charges dont la valeur est indéterminée, quoique modique. Bruxelles, 12 fév. 1810, t. 11, 127.

§ 2. — *Quotité de la demande. — Comment la quotité se détermine en général.*

13. Un tribunal civil, jugeant en matière correctionnelle, ne peut pas prononcer, en dernier ressort, des condamnations excédant la somme de 1,000 liv. C. C. 2 vent. an 3, t. 1, 96.

13 bis. C'est la somme demandée, et non la somme adjugée, qui détermine la compétence en dernier ressort. C. C. 3 germ. an 10, 21 fruct. an 9, 21 mes. an 13, t. 2, 355; 27 oct. 1813, t. 15, 546.

14. Lors même qu'en demandant une somme supérieure au taux de la compétence exclusive, on s'en rapporterait à la justice du tribunal sur la fixation de cette somme. Brux. 6 déc. 1810, t. 11, 672.

15. Lorsqu'une partie, dans le cours de l'instance, a changé ses conclusions, ce sont les dernières qu'elle prend qui déterminent la compétence du tribunal, soit qu'elles réduisent la somme demandée. C. C. 4 sept. 1811, 17 fruct. an 12, t. 12, 749; 1 juil. 1812, t. 13, 621; 31 juil. 1810, t. 11, 671.

16. Soit qu'elles l'augmentent. C. C. 2 germ. an 9, t. 2, 1; 1 avril 1823, t. 2 de 1823, 156.

17. C'est le capital d'une rente, et non les arrérages demandés, qui déterminent la compétence en premier ou dernier ressort. C. C. 10 juil. 1816, t. 18, 585.

18. La demande formée contre un co-débiteur, non solidaire, en paiement d'une somme de 1,000 fr. ou au-dessous, pour sa part, doit être jugée en dernier ressort, quelle que soit la somme à laquelle s'élève la créance totale. C. C. 12 août 1806, t. 7, 467.

19. On ne peut appeler d'un jugement, sous le rapport des dépens, lorsqu'ils ne s'élèvent pas à 1,000 fr. Bruxelles, 4 fév. 1811, t. 12, 87.

20. Le jugement est en dernier ressort, quoique la demande en excède le taux, si elle se compose de deux objets dont l'un n'est pas contesté, et dont l'autre rentre dans les limites de la compétence exclusive. C. C. 7 juin 1810, t. 11, 578.

21. La cour de Colmar a décidé en sens contraire. 2 mars 1815, t. 17, 152.

22. Quelle que soit la somme réclamée, si la demande est subordonnée au jugement d'une question préjudicielle, de valeur indéterminée ou supérieure au taux de la compétence exclusive, le jugement qui intervient ne peut être en

dernier ressort. C. C. 21 avril 1807, t. 7, 274; Colmar, 3 déc. 1808, t. 9, 672.

23. En matière d'ordre, c'est par le montant de la somme à distribuer, non par celui de la créance dont la location est contestée, que doit se régler la juridiction du tribunal en premier ou dernier ressort. Limoges, 5 juin 1811, t. 19, 540; Metz, 22 mars 1817, t. 273; Liège, 25 avril 1812; Angers, 10 juil. 1811, t. 13, 400; Bruxelles, 21 juil. 1810, t. 11, 790; 11 sept. 1809, t. 11, 707; C. C. 20 août 1821, t. 23, 599.

24. En matière d'action possessoire, c'est par la valeur de la chose dont la session est réclamée que se détermine la compétence du dernier ressort, et non les dommages et intérêts demandés. C. C. 24 mes. an 11, 24 prair. an 12, 250; 1806, t. 3, 589; 25 mai 1822, t. 24, 599.

25. Ce dernier arrêt, qui a été réformé par les sections réunies, a réformé la jurisprudence contraire, qui avait pris pour régulateur de la compétence de premier ou de dernier ressort les dommages et intérêts réclamés par le demandeur.

26. Ou fixés par le juge, lorsqu'ils avaient été laissés à son arbitrage. — les arrêts suivans: C. C. 16 juin 1811, t. 11, 599; 20 therm. an 12, t. 4, 65; 10 frim. an 14, t. 6, 536; 23 oct. 1808, t. 13, 621; 13 nov. 1811, t. 12, 858; 11 nov. 1812, t. 13, 621; 10 nov. 1819, t. 13, 635; 4 mai 1813, t. 14, 505; 6 oct. 1811, t. 8, 592.

27. Lorsqu'en matière possessoire, outre les dommages et intérêts réclamés, on demande la démolition ou la destruction d'ouvrages dont la valeur est indéterminée, le jugement qui intervient peut être en dernier ressort. C. C. 21 juil. 1811, t. 12, 299; 18 juin 1816, t. 13, 523; 31 déc. 1821, t. 23, 778; 16 juil. 1818, t. 20, 472.

27 bis. Lorsqu'une action possessoire pour objet principal un immeuble, dont la valeur est indéterminée, le juge de paix ne peut statuer qu'à la charge de l'appel, encore bien que le demandeur rattache à cette action une demande en dommages et intérêts qui n'excède pas 50 f. C. C. 11 avril 1825, t. 3 de 1825, 515.

28. Le juge de paix doit statuer en dernier ressort sur une demande au-dessous de 50 fr. formée pour dommages et intérêts sés à un héritage par l'irrigation d'un pré voisin, lorsque le propriétaire du pré, n'ayant pas pris la demande formée contre lui comme un trouble dans la possession d'an et jour, n'a intenté ni action possessoire, ni action pétitoire, s'est borné à alléguer qu'il avait usé de son droit. C. C. 15 déc. 1824, t. 1 de 1825, 515.

En matière immobilière, la compétence du dernier ressort se détermine par la quotité du revenu, et non la valeur de l'immeuble. Ainsi, pour la demande en éviction d'un immeuble ne puisse être jugée en dernier ressort, il ne suffit pas que cet immeuble soit évalué dans le cours de l'instance ou dans le contrat à une somme inférieure de 1,000 fr. : il faut que le bail soit fixé en rente ou pour prix du bail de pas 50 fr. C. C. 11 oct. 1808, t. 1, 13 therm. an 5, 3 fruct. an 5, 17 ; Paris, 15 nov. 1816, t. 18, 293. Dans une demande en rescision pour lésion, c'est la valeur de l'objet, et non le supplément demandé, qui détermine la compétence du dernier ressort. C. C. 21 niv. an 6, t. 1, 243. Dans une demande en déclaration d'hypothèque, en paiement ou en délaissement d'immeubles, c'est le montant de la hypothèque, et non la valeur de l'objet hypothéqué, qui détermine la compétence en premier ou en dernier ressort. Bruxelles, 7 déc. 1812, t. 13, 281.

Le jugement est en dernier ressort, lorsqu'il survient sur la demande d'une somme inférieure à 1,000 fr., quoique dérivant d'une obligation première qui excédait cette somme. Metz, 27 janv. 1821, t. 24, 13 (à la note.)

Les intérêts, les fruits échus depuis la demande, les dommages et intérêts résultant de faits postérieurs à l'introduction de l'instance, et les dépens, ne sont que des accessoires de la demande principale, et ne doivent pas être cumulés avec cette demande pour déterminer la compétence du tribunal.

Au contraire les intérêts et arrérages dus avant la demande, les dommages et intérêts qui ont une cause antérieure au litige, et les dépens également encourus antérieurement à la contestation, forment l'objet d'une demande principale, et doivent entrer en compte pour déterminer le taux du dernier ressort. C. C. 2 germ. an 9, t. 1, 11 vent. an 9, t. 1, 608 ; 1 vent. an 10, t. 5, 422 ; 3 pluv. an 12, t. 4, 156 ; 2 avril 1823, t. 2 de 1823, 156 ; Paris, 2 mars 1815, t. 17, 152 ; Nismes, 8 mars 1813, 29 avril 1813, t. 14, 281.

Lors même qu'ils ne seraient énoncés dans la demande que d'une manière vague et indéterminée, tel que par ces termes : *sans préjudice des intérêts*. Colmar, 11 déc. 1815, t. 17, 719.

Le jugement qui ordonne une distribution de dépens, à quelques sommes qu'ils s'élèvent, ne peut être en der-

nier ressort, si les condamnations principales excèdent cette somme. C. C. 12 avril 1820, t. 22, 330.

36. Les frais de protêt d'un effet de commerce, ainsi que les intérêts que ce protêt a fait courir, ne se cumulent point avec la somme principale, parce que le protêt constitue un commencement d'action, et que les intérêts échus et les frais faits depuis n'en sont que des accessoires. C. C. 5 mars 1807, t. 8, 146.

37. Il a été cependant décidé que des dommages et intérêts demandés pour réparation d'injures consignées dans une réponse au protêt ont une cause antérieure à l'instance, et doivent être cumulés avec la demande principale pour déterminer la compétence. Nismes, 8 mars 1813, 29 avril 1813, t. 14, 279 et 281.

38. Lorsqu'une demande en garantie est formée par instance à part, et postérieurement au jugement de l'affaire principale, les intérêts échus jusqu'à ce premier jugement et les dépens qu'il a prononcés font l'objet d'une demande principale, et doivent entrer dans la computation de la somme qui détermine la compétence du tribunal. C. C. 18 nov. 1807, t. 8, 647.

39. Lorsqu'un jugement est, par l'objet de la demande, susceptible du dernier ressort, il ne cesse pas de l'être du moins à l'égard de la partie qui a gagné, lorsque, sur la réquisition du ministère public, le tribunal a adressé à la partie condamnée une injonction d'être plus circonspecte dans l'exercice de ses fonctions. C. C. 17 fév. 1812, t. 13, 147.

40. La contrainte par corps n'est qu'un mode d'exécution du jugement, et, comme tel, un accessoire à la condamnation principale, et le jugement qui la prononce n'est susceptible que d'un seul degré de juridiction, lorsque la somme demandée est dans les limites du dernier ressort. Paris, 11 déc. 1812, t. 13, 845 ; Bruxelles, 6 juil. 1808, t. 9, 400 ; Rome, 20 nov. 1809, t. 10, 785 ; Lyon, 23 août 1811, t. 12, 712 ; C. C. 5 nov. 1811, t. 12, 845 ; Nismes, 25 oct. 1811, t. 12, 817 ; Paris, 20 mai 1813, t. 13, 845 ; Angers, 11 juin 1824, t. 3 de 1824, 534 ; Nismes, 12 mai 1819, t. 21, 335.

41. Les demandes ou contestations incidentes suivent le sort de la demande principale, et ne sont point cumulées avec elle, pour déterminer la compétence en premier ou en dernier ressort.

42. Ainsi le tribunal civil saisi de l'appel d'un jugement de justice de paix peut prononcer en dernier ressort sur un désaveu d'avoué formé incidemment dans le cours de l'instance. C. C. 5 therm. an 13, t. 6, 335.



43. Une question de domicile élevée incidemment à une demande en validité de saisie mobilière, dont l'objet rentre dans la compétence exclusive, doit, avec la demande principale, être jugée en dernier ressort. Bruxelles, 11 juil. 1810, t. 11, 670.

44. Le jugement qui déclare une instance périmée est en dernier ressort, si la matière qui faisait l'objet de cette instance eût été elle-même dans le taux d'une compétence exclusive : sous ce rapport, la demande en péremption doit être considérée comme incidente. C. C. 26 fév. 1823, t. 1 de 1824, 85.

45. Les contestations élevées sur la qualité d'héritier, d'associé, etc., de l'une des parties, incidemment à une demande, suivent le sort de la demande principale, et sont jugées en dernier ressort, si celle-ci est dans les limites de la compétence exclusive. C. C. 1 niv. an 9, t. 1, 561 ; Pau, 21 août 1810, t. 11, 79, 8 frim. an 11, t. 3, 122 ; 24 mars 1812, t. 13, 291 ; 9 mars 1824, t. 2 de 1824, 225.

46. Il en est autrement lorsque la qualité des parties est l'objet principal de la contestation, ou qu'une demande, quel qu'en soit l'objet, est subordonnée à cette qualité attribuée ou déniée. C. C. 23 brum. an 12, t. 13, 64.

47. Le jugement qui statue sur une inscription de faux incident suit le sort de l'action principale et n'est pas susceptible d'appel, si cette action ne le comporte pas. Caen, 14 déc. 1821, t. 23, 737.

48. Si la demande incidente n'influe pas sur le sort de la demande principale pour la faire soumettre aux deux degrés de juridiction, lorsqu'elle rentre dans la compétence exclusive, elle n'y influe pas davantage pour la faire juger en dernier ressort, lorsqu'elle ne le comporte pas.

Ainsi un tribunal chargé de statuer sur une demande principale et sur un appel incidemment formé doit prendre exclusivement la demande principale pour régulateur de sa compétence. C. C. 24 therm. an 8, t. 1, 420.

49. Une demande portée devant un tribunal, incidemment à une contestation que des arbitres ont reçu le pouvoir de juger en dernier ressort, ne suit point le sort de la contestation principale, si son objet est d'une valeur qui excède le taux du dernier ressort. C. C. 22 fruct. an 13, t. 6, 455.

50. Lorsqu'un tribunal est saisi d'une affaire comme tribunal d'appel, les condamnations qu'il prononce contre des tiers intervenans, volontaires ou forcés, sont en dernier ressort comme les condamnations principales. C. C. 17 fév. 1812, t. 13, 147.

51. Pour déterminer l'influence d'une demande réconventionnelle sur la compétence des tribunaux il faut examiner — 1° Si la demande principale et la demande réconventionnelle sont contenues dans ce cas on doit les cumuler, réunies elles excèdent le taux de la compétence, le jugement auquel elles ont lieu ne peut être en dernier ressort. C. C. 24 vend. an 12, t. 4, 415 ; 23 flor. an 8, t. 1, 417 ; 23 therm. an 10, t. 2, 578 ; 1807, t. 8, 660 ; 18 avril 1821, t. 2, 161.

52. 2° Si l'une ou l'autre des demandes est reconnue soit expressément par l'un des deux demandeurs, soit tacitement par le demandeur réconventionnel en se bornant à opposer une exception : dans ce cas la créance ou la dette doit être seule prise en considération pour déterminer la compétence en premier ou en dernier ressort. C. C. 4 fév. 1824, 464 ; 26 pluv. an 8, t. 1, 257 ; 28 vent. an 8, t. 1, 419 ; 6 fév. 1818, t. 20, 161.

53. 3° Si la demande réconventionnelle a pour objet des dommages ou intérêts nés de l'action même ou d'un fait postérieur à l'exercice de l'action principale, une pareille demande doit être jugée comme accessoire à la principale et être jugée en dernier ressort, si la principale est dans les limites de la compétence exclusive. C. C. 30 janv. 1811, t. 8, 458 ; 11 mai 1813, t. 14, 301 ; nov. 1811, t. 12, 858 ; 28 fév. 1823, 140.

54. La cour de cassation n'a pas été uniforme dans sa jurisprudence sous ce dernier rapport, et plusieurs arrêts qui décident que les demandes réconventionnelles en dommages et intérêts doivent, comme les demandes principales, être jugées en premier ressort, ont été cassés. C. C. 16 therm. an 10, t. 2, 578 ; 23 niv. an 10, t. 1, 415 ; 22 juil. 1806, t. 7, 415.

55. Lorsque le débiteur d'une créance originairement supérieure au taux de la compétence exclusive, mais réduite par des paiemens partiels, introduit réconventionnellement la nullité de cette créance, sans conclure à la restitution des paiemens partiels, la demande principale et réconventionnelle sont susceptibles du dernier ressort. C. C. 15 mars 1813, t. 14, 301.

56. La cour d'Orléans a décidé le contraire. 21 déc. 1822, t. 24, 161.

57. Une demande réconventionnelle en maintenance de possession n'est pas susceptible du dernier ressort, quelle

mande primitive. C. C. 4 fév. 1824, 1824, 461.

Les tribunaux ne peuvent prononcer en dernier ressort sur plusieurs demandes qui, séparées, n'excèdent pas le taux de la compétence exclusive, mais réunies, le dépassent. C. C. 1 niv. an 11, t. 1, 417.

Et lors même que ces sommes, originellement dues à plusieurs, se trouvent dans les mains d'un seul cessionnaire. Celui-ci, pour obtenir l'avantage du dernier ressort, ne pourrait se prévaloir qu'il aurait eu chacun des cédants de son côté, ou qu'un degré de juridiction. C. C. 22 août 1813, t. 15, 345.

Cependant la même cour avait déjà jugé que plusieurs sommes réclamées par le même exploit comportaient le dernier ressort, si chacune d'elles était au-dessous des limites de la compétence exclusive. C. C. 5 niv. an 13, t. 6, 340.

Quand une demande a pour objet plusieurs sommes qui, dans leur cumul, dépassent le taux de la compétence exclusive, mais que fait le défendeur de quelques-unes de ces sommes ne pas la demande principale sus-mentionnée du dernier ressort. Orléans, 28 août 1815, t. 17, 285.

Quand plusieurs parties se réunissent pour former par le même exploit plusieurs demandes distinctes et particulières à chacune d'elles, mais fondées sur des faits communs à toutes, le jugement qui intervient est en dernier ressort, si aucune des demandes se trouve dans le taux de la compétence exclusive. C. C. 23 août 1806, t. 7, 489.

Il en est de même de plusieurs demandes en garantie formées par des individus distincts, lorsque chacune de ces demandes n'excède pas le taux du dernier ressort. Bruxelles, 9 frim. an 14, t. 1, 17.

La compétence du juge se détermine par le montant de toutes les demandes qui forment un individu contre une ou plusieurs parties, soit qu'il les assigne par un seul exploit ou par plusieurs, soit qu'il les attaque en vertu d'un seul titre ou de plusieurs particuliers à chacune d'elles. Le jugement qui intervient est en dernier ressort si chacune des demandes est dans le taux de la compétence exclusive. C. C. 26 fév. 1812, t. 13, 184 ; C. C. 13 niv. an 13, t. 5, 251 ; 8 vent. an 8, t. 1, 17.

III. Matières qui ne sont pas susceptibles du dernier ressort. Par la loi du 24 août 1790, les tribunaux pouvaient prononcer en dernier ressort sur leur compétence, si l'objet de

la demande le comportait. C. C. 9 vend. an 13, t. 5, 1 ; 4 vent. an 2, t. 1, 47.

66. Aujourd'hui, quel que soit l'objet de la contestation principale, les jugements qui accueillent ou qui rejettent un déclinatoire ne peuvent jamais être en dernier ressort. C. C. 22 avril 1811, t. 12, 359 ; 22 juin 1812, t. 13, 674.

67. Cette règle est commune aux jugements des juges de paix. C. C. 22 avril 1811, t. 12, 359 ; 22 juin 1812, t. 13, 674.

68. Et aux sentences arbitrales. Paris, 10 juin 1812, t. 13, 545.

69. Cependant on ne pourrait faire ressortir le droit d'appeler de ce que les juges chargés par les parties de trancher en dernier ressort tous les points du litige se seraient déclarés incompétents sur l'un d'eux. Bruxelles, 16 juil. 1811, t. 12, 572.

### DESAVEU d'enfant.

*Qui peut désavouer l'enfant. —*

*Moyens de désaveu. — Délai.*

*— Articulation des moyens. —*

*Preuves admissibles. — Provi-*

*sion alimentaire due à l'enfant.*

*— Si le décès de l'enfant peut arrêter l'action en désaveu.*

1. Les héritiers du mari, lorsque celui-ci est décédé avant la naissance de l'enfant, peuvent exercer de leur chef l'action en désaveu. C. C. 23 août 1806, t. 7, 489.

2. Ils le peuvent dès l'instant de la naissance, et avant que l'enfant se mette en possession des biens de son prétendu père. C. C. 23 août 1806, t. 7, 389.

3. Après le décès du mari, ses collatéraux ne peuvent pas attaquer l'état d'un enfant né constant le mariage, élevé et traité dans la maison conjugale comme enfant légitime, sur le prétexte que l'acte de naissance est irrégulier, parce qu'il ne désigne pas le père sous ses véritables noms. Aix, 14 juil. 1808, t. 9, 415.

4. Les héritiers ne sont pas non plus admissibles à prouver l'impuissance du mari. Aix, 14 juil. 1808, t. 9, 415 ; Bordeaux, 1 therm. an 11, t. 3, 614.

5. On ne peut contester l'état d'un enfant qu'on a volontairement reconnu comme légitime, et admis en cette qualité à un partage de famille. C. C. 13 avril 1820, t. 22, 341 ; 18 avril 1820, t. 22, 369.

6. Des parens paternels ou maternels qui ont reconnu un enfant pour légitime ne peuvent pas exciper d'un jugement, même passé en force de chose jugée, qui le déclare illégitime, sur la demande des parens de l'autre ligne. Ici ne s'applique pas le prin-

cipe de l'indivisibilité de l'état des personnes. Angers, 11 avril 1821, t. 23, 282.

7. La détention du mari, jointe au dérèglement de mœurs notoire de la femme, suffit pour autoriser le désaveu. Toulouse, 28 juil. 1808, t. 9, 443.

8. L'acte de naissance qui donne à un enfant né pendant le mariage *un père inconnu* prouve le recel de la naissance à l'égard du mari, et rend ce dernier admissible à prouver qu'il n'est pas le père de l'enfant. Paris, 28 juin 1819, t. 21, 435.

9. Il suffit, pour autoriser le désaveu du mari, que l'enfant soit inscrit sur le registre de l'état civil sous les noms de sa femme, quoique celle-ci désavoue la paternité. Paris, 9 août 1813, t. 15, 334.

10. Pour que l'action en désaveu soit admissible de la part du mari, il n'est pas nécessaire que la femme ait été préalablement déclarée adultère. C. C. 8 juil. 1812, t. 13, 667.

11. Le serment du mari qu'il n'a point connu la grossesse de sa femme avant le mariage suffit pour l'admission du désaveu, si l'allégation contraire ne repose que sur l'offre d'une preuve testimoniale sèche et dénuée de présomptions. Besançon, 29 prair. an 13, t. 6, 267.

12. L'enfant né le deux-cent-trente-neuvième jour, ou dans le huitième mois de sa conception, ne peut pas être désavoué, quoique les gens de l'art, bien loin de trouver en lui un signe d'immaturité, aient déclaré au contraire qu'il était né au terme de neuf mois. Rennes, 12 juil. 1811, t. 12, 563.

13. Un enfant conçu pendant le mariage, mais né depuis sa dissolution, quoique inscrit au registre de l'état civil sous le nom de sa mère, *le père inconnu*, est présumé l'enfant du mari, jusqu'à la preuve contraire. Paris, 28 juin 1819, t. 21, 43.

14. L'enfant né plus de trois cent jours après la mort du mari doit être déclaré illégitime, sur la simple demande des héritiers. Grenoble, 12 avril 1809, t. 10, 968.

15. La cour d'Aix a jugé en sens contraire. 6 avril 1807, t. 8, 237.

15 bis. Pour autoriser le désaveu d'un enfant né plus d'un an après la séparation de corps, il n'est pas rigoureusement nécessaire que le rapprochement des époux ait été physiquement impossible. Une mésintelligence constatée entre les époux, suivie d'une séparation de corps obtenue par le mari, pour sévices et injures graves, suffit pour écarter toute idée de rapprochement, et pour faire admettre la preuve des faits qui fondent le désaveu. Rouen, 28 déc. 1814, t. 16, 795.

16. Suivant la cour de Paris, le rapprochement doit être physiquement impossible. Paris, 9 août 1813, t. 15, 334.

17. Le désaveu de paternité peut-il précéder la naissance de l'enfant? T. 2.

18. Le désaveu de l'enfant peut être exercé après le décès de la mère. 28 juin 1819, t. 21, 435.

19. L'ancienne législation ne fixe aucun délai fatal pour le désaveu d'un enfant. Toulouse, 28 juil. 1808, t. 9, 443.

20. Le délai accordé au père pour désavouer l'enfant qu'il prétend n'être pas issu du mariage court, dans le cas où il était absent lors de la naissance, seulement à partir de son retour au domicile conjugal, et non de l'époque de son arrivée dans l'ancien domicile. Paris, 9 août 1813, t. 15, 334.

21. Dans tous les cas où les héritiers du mari sont admis à contester, de leur chef, la légitimité de l'enfant, ils doivent faire, à peine de déchéance, dans les trois mois qui suivent le trouble que cela a porté à leur possession. Agen, 28 mai 1817, t. 23, 372.

22. Le délai ne commence pas à courir du jour où les héritiers ont eu connaissance par des actes judiciaires ou extrajudiciaires de la prétention de l'enfant d'être considéré comme légitime et à en jouir des droits. C. C. 21 mai 1817, t. 23, 372.

23. Un héritier n'a pas suffi pour contester la légitimité de l'enfant par son seul que, dans un acte de constitution de dot, on a protesté, en son nom, de l'illégitimité de l'assignation en délaissement des biens qui lui était donnée à la requête de l'enfant. Agen, 28 mai 1821, t. 23, 372.

24. L'action en désaveu est formée en temps utile par le seul effet de la citation en conciliation dirigée dans le délai prescrit, lorsque cette citation est suivie d'un jugement donné peu de jours après, hors ce délai. C. C. 9 nov. 1809, t. 10, 768.

25. La fin de non recevoir résulte du défaut d'action en temps utile peut être opposée par l'enfant aux héritiers du mari, en tout état de cause. Agen, 28 mai 1821, t. 23, 272.

26. Il n'est pas besoin que les faits tendent à établir la non-paternité du mari soient articulés avant l'admission de l'action en désaveu. C. C. 8 juil. 1812, t. 13, 667.

27. Lorsque les premiers juges ont rejeté l'action en désaveu par fin de non recevoir, ceux d'appel, en infirmant la décision, peuvent évoquer et juger les faits. C. C. 8 juil. 1812, t. 13, 667.

28. Dans des questions de désaveu par des circonstances particulières, et lorsque qu'il y ait fraude de la part de la mère, l'époque de la naissance n'est pas

On peut admettre la preuve par serment. Paris, 9 août 1813, t. 15, 334.  
L'appréciation des actes produits en appui du désaveu est placée dans les attributions de la cour d'appel. C. C. 23 avril 1806, t. 7, 459.

1. L'enfant dont l'état est contesté peut obtenir une provision alimentaire pendant le procès, et les héritiers du défendeur, détenteurs des biens, peuvent être condamnés solidairement à la fournir. Paris, 6 avril 1807, t. 8, 237.

2. Le décès de l'enfant dans le cours de l'instance ne doit pas arrêter l'action en désaveu. Besançon, 29 prair. an 13, t. 1, 267.

### DÉSARRETOUR d'officiers ministériels.

*Requête de désaveu contre un avoué, un huissier, un agréé. — Un mandataire peut-il désavouer. —*

*Formes du désaveu. — Devant quels cours ou tribunaux doit être porté le désaveu.*

1. On peut se faire un moyen de désaveu contre un avoué de ce qu'il n'a pas accordé un aveu fait en sa présence par son avocat, lors même que l'aveu aurait été puis ratifié par le mandataire général, que le droit des adversaires serait basé par les pièces du procès, si les juges se sont décidés d'après l'aveu, et non d'après les pièces. C. C. 26 avril 1824, t. 2 de 1824, 519.

2. La cour de Colmar, dans une espèce antérieure, avait jugé qu'il n'y avait pas lieu à désaveu contre l'avoué. 22 déc. 1820, t. 22, 896.

3. L'avoué qui occupe sur l'opposition d'un jugement par défaut qu'il a obtenu ne peut être désavoué, s'il n'a pas été provoqué, et que d'ailleurs il n'ait fait en temps que déférer aux ordres de la cour. C. C. 1 août 1810, t. 11, 746.

4. Il y a lieu à désaveu contre un huissier et contre un agréé du tribunal de commerce qui, dans un exploit d'opposition et dans des conclusions prises à l'audience, ont requis terme et délai, au nom d'un individu, sur la demande d'un tiers qui leur a représenté un acte qu'ils n'ont pas attaqué alors, par lequel le tiers s'était constitué le gérant de l'affaire dont il s'agissait dans l'instance. Mais dans la circonstance, les désavoués ne doivent être condamnés qu'aux dépens. Paris, 7 fév. 1824, t. 3 de 1824, 157.

5. Un huissier ne peut pas être valablement désavoué pour une assignation donnée en vertu d'ordonnance du juge,

après remise de pièces. Paris, 4 fév. 1808, t. 9, 95.

6. Un fondé de procuration générale ne peut valablement signer un acte de désaveu. C. C. 1 fév. 1820, t. 22, 106.

7. Le postulant, ou agréé près d'un tribunal de commerce, est soumis à l'action en désaveu. Nismes, 22 juin 1824, t. 2 de 1825, 516.

8. Cette action ne doit pas alors être portée devant le tribunal où la procédure désavouée a été instruite, mais devant le tribunal civil. Nismes, 22 juin 1824, t. 2 de 1825, 516.

9. D'autres cours ont jugé au contraire que le désaveu d'un agréé ou d'un mandataire que les parties emploient volontairement auprès d'un tribunal de commerce n'est point soumis aux formes établies par le code de procédure civile pour le désaveu d'un avoué. Bruxelles, 7 déc. 1812, t. 13, 1031.

10. Une cour d'appel n'est pas compétente pour statuer, incidemment à une contestation dont elle est saisie, sur une action en désaveu dirigée contre l'huissier relativement à l'exploit de signification du jugement dont est appel. Bruxelles, 24 mars 1810, t. 11, 285.

11. Le désaveu formé contre un huissier, pour raison d'un acte d'appel qu'on lui reproche d'avoir notifié sans pouvoirs, doit être exclusivement porté devant la cour saisie de l'appel. Douai, 26 fév. 1820, t. 22, 194.

12. Une cour d'appel, après avoir confirmé un jugement de première instance qui déclare le désaveu irrégulier, ne peut, *de plano*, statuer elle-même sur la demande en désaveu, sans violer la règle des deux degrés de juridiction. C. C. 1 fév. 1820, t. 22, 106.

**DESCENTE sur les lieux.** Un jugement préparatoire peut, sans donner ouverture à cassation, ordonner que le tribunal *entier* se transportera *le jour même*, à l'issue de l'audience, sur les lieux contentieux, en invitant les parties à s'y trouver, si bon leur semble. C. C. 9 fév. 1820, t. 22, 148.

**DÉSERTION.** 1. L'art. 12 de la charte constitutionnelle, qui abolit la conscription, n'a pas abrogé les lois antérieures qui punissaient ceux qui favorisaient la désertion. C. C. 26 sept. 1822, t. 2 de 1823, 206.

2. Le provocateur à la désertion *non militaire* n'est pas justiciable de la juridiction militaire, mais des tribunaux criminels ordinaires. C. C. 21 mars 1823, t. 3 de 1823, 342.

3. Lorsque le soldat, prévenu de désertion et d'avoir emporté des effets appar-

tenant au corps ou à l'état, est déclaré non coupable sur le crime de désertion, et coupable sur le fait de distraction des effets, pour qu'il puisse être condamné pour ce dernier chef de délit, il faut qu'il soit déclaré qu'il y a eu de sa part soustraction ou détournement frauduleux de ces effets. Dans cette hypothèse, il est passible de l'application de l'art. 408 du cod. pén., les art. 1 de la loi du 3 floréal an 2 et 13 de celle du 12 mai 1793 ayant été abrogés par l'art. 72 du décret de vend. an 12. C. C. 26 fév. 1818, t. 20, 164.

**DESHÉRENCE.** 1. Il n'y a pas lieu au droit de déshérence, ni conséquemment à l'envoi en possession au profit de l'état, tant qu'il y a des héritiers connus, quoiqu'ils ne se présentent pas pour recueillir la succession. Paris, 31 août 1822, t. 24, 643.

2. Le droit de déshérence forme, au profit de l'état, un titre de propriété qui lui permet d'agir, compromettre et disposer comme aurait pu le faire le défunt ou son héritier. C. C. 5 avril 1815, t. 17, 233.

**DESISTEMENT.** 1. Lorsque l'instance est liée contradictoirement, il n'est pas nécessaire que le désistement soit accepté par la partie adverse. C. C. 13 déc. 1820, t. 22, 872.

2. Le désistement pur et simple, sans aucune réserve, a l'effet d'anéantir non seulement la procédure actuelle, mais encore l'action, de telle sorte que la demande ne peut plus être reproduite. Paris, 22 juil. 1813, t. 15, 247.

3. L'acte par lequel une partie déclare qu'après avoir vu et inspecté les titres de son adversaire, elle se désiste de ses conclusions, emporte le désistement de l'action même, et non pas seulement de l'instance. C. C. 21 germ. an 10, t. 2, 381.

4. Le désistement doit, à peine de nullité, être signé, soit de la partie qui se désiste, soit de son mandataire, sur la copie signifiée à la partie adverse. Bruxelles, 25 mai 1810, t. 11, 529.

5. La partie qui conteste la validité du désistement peut, malgré l'art. 402 du cod. de proc., porter l'incident, *de plano*, à l'audience, et obtenir un jugement. Bruxelles, 25 mai 1810, t. 11, 529.

6. Le désistement d'une demande, à la différence de l'acquiescement, peut être rétracté tant qu'il n'a pas été accepté, par exemple s'il s'agit du désistement d'une demande en collocation dans un ordre. C. C. 9 déc. 1824, t. 2 de 1825, 417.

7. Un pareil désistement doit être annulé, s'il est le résultat de la surprise. C. C. 9 déc. 1824, t. 2 de 1825, 417.

8. Le désistement d'une demande en collocation peut être signifié par un autre avoué que celui qui avait présenté cette demande. Doit-il être signifié non pas seulement au créancier pour avant, mais à toutes les parties intéressées. Nismes, 22 avril 1823, t. 2 de 1825, 417.

**DESUETUDE.** Un usage local et particulier ne peut pas faire tomber les lois de désuétude. C. C. 25 brum. an 11, t. 3, 34.

**DÉTOURNEMENT de titres.** C'est détourner à son profit, et non détruire des actes emportant obligation, que de les annuler, pour s'en faire des titres de libération. C. C. 7 therm. an 13, t. 6, 34.

**DETTE.** La remise d'une dette, faite par le dépôt des titres et de la quittance dans les mains d'un tiers, pour être livrés au débiteur, en cas de décès du créancier, est valable. C. C. 22 avril 1823, t. 3 de 1823, 49.

**DETTE de jeu. V. Jeu.**

**DEUIL.** 1. Les lois romaines qui avaient la femme remariée dans l'an du deuil de la succession de son mari, des avantages qu'elle avait recus de son mari n'ont pas été abrogées par les lois de sept. 1791 et 17 niv. an 2. — L'acte n'a pas, du moins à cet égard, été abrogé par les lois nouvelles à dix ans. C. C. 3 brum. an 9, t. 1, 489.

2. L'indignité résultante de la malversation de la veuve dans l'an du deuil n'est pas tellement indivisible que, si quelques uns des héritiers du mari refusent de se joindre à l'appel du jugement qui rejette leur action, leur part puisse croître aux autres héritiers qui ont fait leur appel en temps utile. C. C. 14 niv. an 13, t. 15, 722.

3. La loi du 17 niv. an 2 n'a pas abrogé les lois anciennes qui privaient de certains avantages la femme qui se remariait dans l'an du deuil. Riom, 14 flor. an 11, t. 1, 459.

**DEVOLUTION coutumière.** 1. Dans les coutumes de dévolution, et particulièrement dans le statut du mandat de Vismembourg, l'époux survivant n'était pas exproprié des biens frappés de dévolution du jour du décès de son conjoint. C. C. 10 niv. an 13, t. 5, 225.

2. Au contraire, les enfans n'acquiescent par l'effet de la dévolution qu'à une simple expectative de ces biens, expectative qui s'est évanouie du moment que les lois abolitives des dévolutions coutumières ont rendu au père ou à la mère survivant la libre disposition de ses biens. C. C. 10 niv. an 13, t. 5, 225.

**DIFFAMATION.**

*Quels écrits, quelles injures pré-*



nt le caractère de diffamation contre les particuliers et dépositaires de l'autorité. — Compétence statuer sur les imputations diffamatoires dirigées contre un tiers.

Un écrit diffamatoire publié par un tiers en réponse à une dénonciation faite à la chambre des députés ne peut être assimilé à un écrit produit devant les tribunaux, et peut être l'objet d'une action en diffamation devant la juridiction criminelle. C. C. 2 août 1821, 363.

Un écrit renfermant des inculpations peut actionner en diffamation devant le tribunal correctionnel, quoique le ministre de la justice et le ministère public aient enjoint au procureur de la chambre des avoués, de vérifier les inculpations et d'y appliquer, s'il y avait lieu, les peines disciplinaires portées par les lois. C. C. 11 sept. 1815, t. 1 de 1824, 528.

Un magistrat, et spécialement un juge de paix, à raison de l'exercice de ses fonctions, qu'il ne remplit pas ses fonctions, qu'on n'a aucun ménagement à lui faire, c'est une simple injure, et non une diffamation envers lui. C. C. 11 avril 1823, 455.

Un outrage verbal commis contre la personne d'une personne décédée peut donner lieu à une plainte en diffamation de la famille du défunt. C. C. 11 avril 1823, t. 2 de 1823, 369.

Un délit de diffamation verbale envers des dépositaires de l'autorité publique, dans l'exercice de leurs fonctions, est de la compétence du tribunal correctionnel, et exige la preuve accordée par l'art. 17 de la loi du 17 mai 1819. C. C. 11 avril 1823, t. 2 de 1823, 455.

La compétence gardée par le ministère public pour le jugement du tribunal correctionnel qui a déclaré non recevable une plainte en diffamation ne met pas obstacle à la poursuite correctionnelle, si la plainte n'est rejetée sur l'apurement. C. C. 20 nov. 1823, t. 1 de 1825, 364.

Un tiers qui a été le conseil d'une partie qui ne la défend point à l'audience doit être considéré comme tiers, dans le sens de l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819. Nismes, 20 fév. 1823, t. 1 de 1825, 363.

La disposition de cet article qui autorise l'action civile des tiers diffamés ne s'applique au tiers présent à l'audience

du tribunal où la diffamation a eu lieu. Nismes, 20 fév. 1823, t. 1 de 1825, 363.

9. Ce n'est pas le tribunal devant lequel la diffamation, étrangère à la cause et dirigée contre des tiers, a eu lieu, qui doit connaître exclusivement de cette diffamation, et il n'y a pas chose jugée au préjudice du tiers par cela seul que le tribunal aurait refusé de faire droit à sa demande, tendante à obtenir le dépôt de l'écrit diffamatoire, à l'effet d'en poursuivre la réparation. Nismes, 20 fév. 1823, t. 1 de 1825, 363.

10. L'action civile du tiers diffamé peut être portée, à son choix, soit devant les tribunaux correctionnels, soit devant les tribunaux civils. Nismes, 20 fév. 1823, t. 1 de 1825, 364.

11. Le tribunal correctionnel est compétent pour connaître des imputations diffamatoires dirigées contre un témoin à cause de sa déposition devant un tribunal de commerce. C. C. 6 nov. 1823, t. 2 de 1824, 252.

12. Lorsque, à la suite d'une plainte en diffamation dont le tribunal de police correctionnelle se trouve saisi par la citation que le plaignant a fait donner directement au prévenu, le ministère public exerce des poursuites contre le premier à raison des faits prétendus diffamatoires, le tribunal peut joindre les deux causes et renvoyer devant le juge d'instruction pour être informé à la fois sur l'une et sur l'autre. C. C. 18 juin 1824, t. 1 de 1825, 185.

13. L'art. 18 de la loi du 25 mars 1822, qui défend de faire, dans aucun cas, la preuve de faits diffamatoires, n'est pas, dans ce cas, un obstacle à l'information simultanée de l'une et l'autre plainte, et le tribunal ne doit pas, nonobstant celle du ministère, statuer sur celle en diffamation. C. C. 18 juin 1824, t. 1 de 1825, 185.

DIRECTEUR du jury. 1. Autrefois, le directeur du jury avait droit d'arrêter ou de continuer les poursuites et de régler la compétence. — Il ne pouvait être élevé de conflit avec lui que par le substitut, magistrat de sûreté. — Ainsi la partie civile n'était jamais admise ni à être partie dans l'instance, ni à attaquer l'ordonnance du directeur du jury relative à de pareilles questions. C. C. 13 juin 1806, t. 7, 353.

2. Sous le code des délits et des peines, du 3 brum. an 4, le magistrat qui avait fait les fonctions de directeur du jury dans une affaire pouvait connaître de la même affaire comme juge au tribunal correctionnel. C. C. 3 prair. an 14, t. 3, 487.

DISCIPLINE judiciaire. La cour de cassation ne peut connaître, en matière

de discipline judiciaire, soit des décisions prises à cet égard par les cours royales, soit des incidens élevés à l'occasion de l'action : la loi attribue la connaissance exclusive des unes et des autres au ministre de la justice. C. C. 12 fév. 1813, 17 juil. 1813, 29 juil. 1823, t. 1 de 1824, 26 et 32.

**DISCOURS séditieux.** 1. Pour que des propos outrageans envers la personne du roi ne rentrent pas dans le délit prévu et puni par l'art. 1 de la loi du 17 mai 1819, il ne suffit pas que le tribunal reconnaisse que ces propos ont été tenus dans un lieu particulier : il faut en outre qu'il déclare qu'ils n'ont pas été tenus dans une réunion publique. C. C. 10 janv. 1824, t. 2 de 1824, 564.

2. Des discours tendant à provoquer la guerre civile ne font encourir l'application de l'art. 102 du cod. pén. que lorsqu'ils constituent une provocation directe. C. C. 29 sept. 1815, t. 17, 617.

**DISPOSITION universelle.** 1. Une institution d'héritier faite sous l'empire des lois de l'an 2 est entièrement nulle, même pour la portion disponible. C. C. 21 flor. an 11, t. 3, 470.

2. Il en est de même de la disposition universelle consignée dans un testament antérieur à ces lois, bien que le testateur ne soit décédé qu'après la loi du 4 germ. an 8. C. C. 29 brum. an 12, t. 4, 77.

## DIVORCE.

### I. Jurisprudence de la loi du 20 septembre 1792.

1. La femme pouvait repousser la demande en *divorce* formée contre elle pour dérèglement de mœurs, par une fin de non recevoir fondée sur l'inconduite personnelle du mari. C. C. 7 niv. an 7, t. 1, 297.

2. Il n'était pas indispensable que les procès verbaux des assemblées de famille, fissent mention que la conciliation des époux avait été essayée. C. C. 19 fruct. an 10, t. 2, 649.

3. Le divorce pouvait être attaqué par les tiers comme frauduleux et simulé, et il ne valait à leur égard qu'autant qu'il était suivi d'une séparation effective. C. C. 1 mes. an 11, t. 3, 545.

4. La nullité d'un divorce opéré pour incompatibilité d'humeur pouvait être prononcée par les tribunaux ordinaires. C. C. 14 vend. an 10, t. 2, 146.

5. Elle a pu être demandée pendant trente années, à compter de l'acte de divorce. C. C. 14 vend. an 10, t. 2, 146.

### II. Législation transitoire.

6. L'époux contre lequel le divorce a

été admis pour injure grave et ne peut pas réclamer les avantages faits par l'autre époux, encore qu'il soit décédé peu de jours après d'admission, et avant la prononciation du divorce par l'officier de l'état civil. C. C. 26 avr. 1806, t. 7, 262.

7. L'époux contre lequel le divorce a été prononcé pour cause d'adultère, n'est pas recevable à l'attaquer de nullité, à cause du mort de l'autre époux, et quoiqu'il eût contracté un nouveau mariage. C. C. 9 fruct. an 13, t. 6, 413.

8. L'époux divorcé sous l'empire de la loi du 20 sept. 1792, qui, après la dissolution du mariage, a obtenu une pension alimentaire sur les biens de l'autre époux, ne peut ultérieurement demander que cette pension soit augmentée, se fondant sur l'accroissement de fortune de celui qui a été son conjoint. C. C. 12 fév. 1816, t. 18, 140.

9. Aux termes de la loi du 20 sept. 1792, tous les divorces prononcés antérieurement au code civil sont invalides, quelle qu'en soit la cause, et sont revêtus des formes extérieures matérielles prescrites par les lois postérieures. C. C. 22 mars 1806, t. 7, 262.

10. Cette disposition d'ordre de police générale atteint les divorces prononcés même entre des Français et des étrangers. C. C. 22 mars 1806, t. 7, 262.

### III. Jurisprudence du code de procédure.

11. Il n'est pas nécessaire que les parties, avant d'être entendues, soient interpellées par le juge sur leur position ou état de domesticité. C. C. 3 mai 1809, t. 10, 101.

12. L'art. 310 du cod. civ., qui permet à l'époux originairement défendeur de demander le divorce après trois ans de séparation, n'est pas applicable à une séparation de corps volontaire. C. C. 13 avr. 1813, t. 14, 416.

13. Le divorce pour cause d'adultère, accordé, sur la demande de l'un des époux, par jugement non attaqué, n'a pas pu être prononcé par l'officier de l'état civil après la promulgation de la loi du 8 mai 1824. C. C. 5 juil. 1824, t. 1 de 1825, 564.

### Séparation de corps.

**DOL et fraude.** 1. On a dû considérer comme l'œuvre de la fraude, et non comme un acte d'obéissance, le mariage passé par un particulier avec le gouvernement impérial pendant les cent jours, lorsque ce contrat avait pour objet de dépouiller le gouvernement actuel. C. C. 8 fév. 1817, t. 19, 97.

Le tribunal correctionnel n'est pas compétent pour statuer sur la demande d'annulation d'un acte authentique fondé sur des faits de dol et de fraude, lorsque ces faits ne constituent pas un véritable crime et n'attaquent pas la substance de l'acte. C. C. 19 pluvi. an 13, t. 5, 396.

**MAINE congéable.** 1. Les édifices appartenant au domaine congéable en Bretagne sont considérés comme meubles que les biens du propriétaire foncier. C. C. 10 vent. an 10, t. 2, 249.

En conséquence, le cessionnaire d'un domaine congéable doit, pour l'enregistrement de son titre, les mêmes droits de mutation auxquels sont soumis les actes relatifs à la propriété. C. C. 25 niv. an 10, t. 2, 249.

En matière de bail à domaine congéable, quel a été l'effet de l'abrogation de la loi du 27 août 1792 (qui déclarait les manans propriétaires), prononcée par la loi du 29 brum. an 6, dans les cas où le propriétaire foncier a reçu le remboursement de la redevance, en vertu de la loi du 27 août 1792. T. 1, 460.

Le congément ne peut pas être exercé par un propriétaire contre son copropriétaire. C. C. 21 therm. an 8, t. 1, 460.

**MAINES engagés.** 1. Les biens engagés rendus aux engagistes par la loi du 17 avril 1819 ne peuvent être réclamés par les héritiers testamentaires de l'engagiste ou de ceux de ses parens qui sont héritiers lors de sa mort, et non par ceux des parens qui se seraient trouvés héritiers s'il eût vécu lors de la publication de la loi. Paris, 19 nov. 1822, t. 1, 29; C. C. 30 mars 1824, t. 1, 378.

L'engagiste n'était pas propriétaire des biens qui lui avaient été cédés par le gouvernement. — Le domaine de la couronne était inaliénable. — En conséquence les redevances qui en ont formé le prix sont encore à la charge du cessionnaire, qui, depuis la loi du 14 août 1818, est devenu propriétaire inaliénable par le paiement du quart de la valeur des biens concédés. 10 brum. an 12, t. 4, 36.

**DOMAINE de l'état.** Le domaine de l'état, en s'augmentant des propriétés que lui cède le prince lors de son avènement au trône, se greève aussi de ses dettes : les créanciers personnels deviennent créanciers de l'état. C. C. 26 avril 1824, t. 1, 327; Orléans, 19 fév. 1824, t. 1, 111; C. C. 30 janv. 1822, t. 1, 92.

**DOMAINES nationaux.** 1. Les revenus des domaines nationaux effectués sous l'empire du code civil sont susceptibles de rescision pour cause de lésion

d'outre-moitié. Bourges, 27 fév. 1810, t. 1, 184.

2. Un acquéreur de biens nationaux tombé en déchéance, à défaut de paiement du prix, n'est pas dispensé des droits d'enregistrement qu'il devait à raison de son adjudication. C. C. 4 vent. an 11, t. 3, 290; 24 vent. an 10, t. 2, 337.

3. L'adjudicataire d'un immeuble indivis avec la république n'a pas pu valablement payer la portion du prix appartenant au copropriétaire entre les mains du receveur des *domaines nationaux*. C. C. 1 frim. an 11, t. 3, 109.

4. C'est une obligation sans cause que celle d'un acquéreur de biens nationaux qui, pour assurer de plus fort la validité de son acquisition, promet de payer une indemnité à l'ancien propriétaire. Colmar, 3 déc. 1808, t. 9, 672.

5. Lorsque les biens nationaux sont sortis, par la vente, des mains de l'administration, les contestations qui s'élèvent entre les adjudicataires de ces biens et ceux qui s'en prétendent les fermiers sont de la compétence exclusive des tribunaux. C. C. 17 therm. an 2, t. 1, 75.

**DOMESTIQUE.** Voy. *Legs, Plainte, et Responsabilité*.

**DOMICILE.** 1. La manifestation de la volonté, jointe au fait de la résidence, quelque courte que soit la durée de celle-ci, suffit pour acquérir un nouveau domicile et faire perdre celui que l'on a voulu quitter. Limoges, 1 sept. 1813, t. 1, 15, 478; C. C. 22 flor. an 10, t. 2, 466; 12 vend. an 11, t. 3, 6.

2. Les exploits d'assignation et autres actes de procédure ont dû être signifiés à ce nouveau domicile, surtout lorsqu'il était connu de la partie. Limoges, 1 sept. 1813, t. 1, 15, 478.

3. La déclaration de changement de domicile ne suffit pas seule pour l'opérer, s'il n'y a pas eu translation de fait. Paris, 6 fév. 1813, t. 1, 14, 168.

4. A défaut de déclaration expresse, la preuve du changement de domicile peut s'induire de circonstances particulières, telles que l'inscription du nom de l'individu au rôle des contributions du lieu nouveau qu'il habite et le paiement de ces mêmes contributions pendant plusieurs années. C. C. 19 mars 1812, t. 1, 274.

5. Lorsqu'une personne a fait, en changeant de domicile, la double déclaration prescrite par l'art. 104 du cod. civ., elle ne peut, sous prétexte que dans son ancienne demeure le lieu de la nouvelle était totalement ignoré, être assignée comme n'ayant pas de domicile connu. Paris, 10 juin 1811, t. 1, 12, 472.

6. Celui qui abandonne son pays pour aller aux armées conserve son domicile d'origine tant qu'il n'a pas manifesté d'une manière expresse et positive l'intention de s'établir ailleurs. C. C. 11 vend. an 13, t. 5, 7.

7. Un Français appelé à des fonctions publiques, qui les soumettent à une résidence en pays étranger, peut, en rentrant en France pendant la suspension momentanée de ses fonctions, changer le premier domicile qu'il avait et le transférer dans un autre lieu; il n'est pas indispensable qu'il fasse les déclarations prescrites par l'art. 104 du cod. civ. On peut induire des circonstances que son intention a été de fixer désormais son domicile dans la commune où il est venu résider pendant son séjour en France. Paris, 14 août 1823, t. 1 de 1824, 227.

**DOMICILE élu.** 1. L'art. 111 du cod. civ. confère aux parties la faculté de faire élection de domicile, pour l'exécution des actes, dans leur domicile réel. C. C. 24 janv. 1816, t. 18, 86.

2. Le domicile élu contractuellement peut, sans le concours et le consentement de l'une des parties, être transporté d'une maison de la ville où il a été élu dans une autre maison de la même ville. C. C. 19 janv. 1814, t. 16, 78.

3. L'élection de domicile dans le lieu de la demeure actuelle, pour l'exécution d'un acte, conserve son effet, même après que la partie qui a fait cette élection a fixé sa demeure ailleurs. C. C. 12 fév. 1817, t. 19, 153.

4. L'élection de domicile, dans un contrat, est attributive de juridiction. C. C. 25 germ. an 10, t. 2, 396.

**DOMICILE litigieux.** Il peut exister un domicile *litigieux*, c'est-à-dire pour procès, distinct du domicile réel.—Ce domicile s'établit par une suite d'actes judiciaires émanés de celui auquel on l'attribue, et qu'il n'a pas désavoués. La partie adverse peut prouver l'existence de ce domicile par des actes dans lesquels elle n'a point été partie. C. C. 28 déc. 1815, t. 17, 784.

**DOMMAGES et intérêts.** 1. La cour d'assises qui prononce la condamnation d'un individu pour complicité de banqueroute frauduleuse peut, par le même jugement, statuer sur les dommages et intérêts, ou bien commettre un juge pour les liquider. C. C. 27 juil. 1820, t. 22, 669.

2. Si, malgré la déclaration pure et simple du jury, que l'accusé n'est pas *coupable*, la cour reconnaissait qu'il est l'auteur du fait, elle peut le condamner

à des dommages et intérêts. C. C. 22 1813, t. 15, 251.

3. Lorsqu'un individu a été reconnu coupable d'un crime ou d'un délit, les tribunaux criminels, les tribunaux civils peuvent, sur la demande de la lésée, accorder des dommages et intérêts sur l'unique fondement de la condamnation, et sans constater de nouveau à raison duquel les dommages et intérêts sont réclamés. C. C. 6 mai 1818, t. 18, 368.

4. Lorsque les tribunaux correctionnels ne reconnaissent dans le fait de la poursuite ni contravention ni délit, ils ne peuvent prononcer de dommages et intérêts au profit de la partie poursuivante. — La contribution qui leur est accordée par l'art. 10 du cod. d'inst. crim. ne leur est octroyée qu'en faveur du prévenu, et nullement en celle de la partie poursuivante. Paris, 9 juin 1815, t. 17, 399; 30 avril 1816, t. 14, 489.

5. Il ne peut pas être statué par un tribunal de police sur les dommages et intérêts résultant d'un fait dont le jugement a été soumis à un autre tribunal. C. C. 28 frim. an 8, t. 1, 366.

6. Lorsque le fait en raison duquel un particulier se trouve actionné devant les tribunaux correctionnels ou criminels a d'avoir le caractère de délit, d'après les circonstances qui l'accompagnent, ces tribunaux ne peuvent pas statuer sur les dommages et intérêts réclamés par le plaignant. C. C. 13 juil. 1810, t. 11, 68.

7. Les dommages et intérêts réclamés par la partie plaignante peuvent, sur sa demande, être appliqués au profit des pauvres. C. C. 26 pluv. an 12, t. 12, 284.

8. La condamnation aux dommages et intérêts en matière de police ou en matière criminelle prend le caractère d'une *peine*, lorsqu'elle est prononcée en faveur des pauvres. C. C. 7 flor. an 10, t. 2, 30.

**DON manuel.** 1. Un auteur manuscrit ne peut donner ses manuscrits de la main à la main : cette donation doit être revêtue des formalités légales. Paris, 4 août 1816, t. 18, 371.

2. Le don manuel de billets à ordre peut se faire par la voie de l'endossement. Paris, 6 mai 1815, t. 17, 307.

3. Même de l'endossement en blanc. C. C. 12 déc. 1815, t. 17, 721.

4. Mais il ne peut se faire sans transport ni endossement. Paris, 14 juil. 1818, t. 20, 588.

5. Des créances ou autres droits incorporels dont la propriété ne peut être transmise que par un transport ne peuvent

être l'objet d'un don manuel. C. C. 1822, t. 1 de 1824, 49.

On ne peut donner, de la main à la main, des meubles, une somme d'argent, ni au porteur. C. C. 12 déc. 1815, 721; 23 mai 1822, t. 1 de 1823,

postérieurement à la tradition des biens, le donateur a fait un acte constatatif ou déclaratif de ce don, quelle que soit sa forme, il ne peut nuire au donataire. C. C. 23 mai 1822, t. 1 de 1823, 350.

Tout don manuel peut être transmis par l'intermédiaire d'un tiers, même après le décès du donateur. C. C. 12 déc. 1815, t. 17, 721.

**Don mutuel.** 1. Les dons mutuels enjointifs, faits sous l'empire de la loi niv. an 2, n'ont pas été soumis aux formalités et conditions particulières qui étaient prescrites par certaines coutumes, dans l'intention de rendre difficile l'exercice de cette sorte de donation. C. C. 12 fruct. an 10, t. 2,

C'est la coutume du lieu où les conjoints avaient leur domicile au moment du contrat, et non celle du lieu où ils étaient domiciliés à l'époque du décès du premier mourant, qui règle les effets du don mutuel. C. C. 3 mes. an 5, t. 1, 190. Spécialement, un don mutuel fait par conjoints domiciliés dans une coutume, est régi par la coutume de ce lieu, encore que dans la suite les conjoints aient transféré leur domicile en une autre, dont la coutume n'admet ni don mutuel, ni don manuel. C. C. 3 mes. an 5, t. 1, 190.

Le don mutuel fait par contrat de mariage est irrévocable. C. C. 18 mai 1812, 486.

Cependant la même cour l'avait précédemment déclarée donation à cause de mort, et avait jugé que, faite par un incapable, elle avait pu être validée par la ratification ultérieure de son auteur, rendue à la capacité. C. C. 3 flor. an 13, t. 6,

2. Le don mutuel fait depuis le mariage est réputé donation à cause de mort. Paris, 6 janv. 1806, t. 7, 2.

3. Le don mutuel fait par contrat de mariage, antérieurement au code civil, n'est pas sujet à la réserve au profit des ascendants, si elle s'ouvre depuis ce code. C. C. 18 mai 1813, t. 13, 486.

4. Il en est autrement du don qui a été fait pendant le mariage. Paris, 6 janv. 1806, t. 7, 2.

5. Le don mutuel que se sont fait deux époux, par un seul acte, avant le

code civil, n'est point nul, quoique l'un d'eux ne soit mort que depuis le code. C. C. 23 juin 1813, t. 15, 100.

10. Une donation mutuelle entre époux, par contrat de mariage, de tous biens généralement, au profit du survivant des époux, n'embrasse pas les biens à venir. Bourges, 17 mars 1824, t. 3 de 1824, 181.

**DONATION (en général).** 1. L'acte sous seing privé par lequel une veuve cède et abandonne tous ses biens à ses enfans, sous la condition qu'ils lui feront une pension fixée à un prix inférieur au revenu qu'elle leur laisse, doit être regardé, non comme une donation, sujette aux règles qui lui sont propres, mais comme un simple arrangement de famille, pour lequel il n'est besoin d'aucune formalité. C. C. 2 mars 1808, t. 9, 160.

2. La répudiation de la qualité d'héritier testamentaire, pour s'en tenir à celle moins avantageuse d'héritier légitime, et à un partage égal, n'est pas réputée donation, ni conséquemment assujettie aux formalités propres aux actes de cette nature. Paris, 27 janv. 1806, t. 7, 61.

3. Les créanciers, même chirographaires, peuvent attaquer les donations faites en fraude de leurs droits, encore qu'elles soient transcrites. Nîmes, 20 frim. an 14, t. 6, 562.

### DONATION entre vifs.

#### I. Législation ancienne et intermédiaire.

1. La donation faite à la charge, par le donataire, d'acquitter toutes les dettes du donateur, sans distinction du passé et de l'avenir, et, en outre, de payer une somme à chacun des domestiques qui le serviraient à son décès, sans en déterminer le nombre, était nulle. C. C. 17 therm. an 7, t. 1, 333.

2. Une donation entre vifs d'une somme d'argent, faite sous l'empire de l'ordonnance de 1731, n'a pu grever les biens acquis postérieurement par le donateur, parce que cette loi défendait les donations de biens à venir. C. C. 31 mars 1824, t. 2 de 1824, 524.

2 bis. Sous l'empire de l'ordonnance de 1731, un mineur ne pouvait pas accepter une donation qui lui était faite par son tuteur. Une pareille acceptation était nulle, et le tuteur en était responsable. C. C. 11 juin 1816, t. 18, 508.

3. Une mère ayant des enfans majeurs et mineurs, auxquels il a été fait une donation à son préjudice, pouvait opposer aux majeurs le défaut d'insinuation, quoiqu'elle ne le pût à l'égard des mi-



neurs, si elle était leur tutrice. Paris, 10 fév. 1814, t. 16, 173.

4. Une donation faite sous l'empire de l'ordonnance de 1731 n'est point nulle, quoique non insinuée, si le donateur n'est mort que depuis le code civil. C. C. 4 août 1814, t. 16, 554.

5. La disposition de la loi du 17 niv. an 2, qui prohibait les donations à charge de rente viagère, au profit des successibles ou de leurs descendants, a été abrogée par la loi du 4 germ. an 8. C. C. 21 vent. an 13, t. 5, 491.

## II. Jurisprudence du code civil.

§ 1. *De la nature et du caractère des donations entre vifs. — De leurs causes.*

§ 2. *Quelles personnes peuvent donner ou recevoir.*

§ 3. *Formes de la donation entre vifs.*

§ 4. *De l'acceptation.*

§ 5. *Transcription.*

§ 6. *Effets de la donation.*

§ 7. *Droits auxquels elle est assujettie.*

§ 8. *De la réduction des donations. — De la nullité. — De la révocation. — De la répudiation des donations.*

§ 1. — *De la nature et du caractère des donations entre vifs. — De leurs causes.*

6. Le donateur est véritablement dessaisi, et par conséquent la donation est valable, lorsque, ayant pour objet une somme d'argent qui ne doit être payée qu'après la mort du donateur, il y a stipulation d'intérêt pour le donataire et délégation d'une créance égale au capital. C. C. 22 avril 1817, t. 19, 373.

7. Une donation entre vifs d'une somme d'argent à prendre seulement sur la succession du donateur, mais avec affectation hypothécaire sur les biens présents, est nulle, si, prévoyant le cas du prédécès du donataire, elle établit que les héritiers de celui-ci ne recevront pas l'intégralité de la somme. C. C. 29 déc. 1823, t. 1 de 1824, 373.

8. Une donation avec réserve d'usufruit est nulle, si le donateur s'est conservé le droit de substituer aux objets donnés d'autres objets de même valeur, en interdisant cependant au donataire d'inquiéter ses héritiers pour raison de diffé-

rence de valeurs. Paris, 23 janv. t. 10, 42.

9. L'acte par lequel un père fait donation *entre vifs* à sa fille, qui l'a payée d'une certaine somme, en partie comptant, mais dont le restant ne doit être payé qu'après le décès du donateur et de son épouse, sans intérêt, constitue néanmoins une véritable donation *entre vifs*, s'il est dit : Pourront de jourd'hui les époux (la fille et le gendre) jouir et disposer de ladite somme totale, comme bon leur semble. Le donateur s'en dessaisissant à leur *actuellement et irrévocablement*. En conséquence, une pareille donation est passible du droit proportionnel. C. C. 17 mars 1825, t. 3 de 1825, 249.

10. Dans une donation, ce n'est pas la stipulation de garantie ou de sûreté qui constitue le caractère d'irrévocabilité. Ainsi la donation, faite par contrat de mariage, d'une certaine somme en principal, mais dont celui-ci déclare se dessaisir dès ce moment, sur ses biens présents et les plus apparens, constitue une véritable donation *entre vifs*. C. C. 1822, t. 3 de 1823, 47.

11. Une donation qui n'a été faite qu'en considération d'un prêt doit être annulée pour cause d'*usure palliée*. Elle n'est pas susceptible de ratification, et tout tiers légitimaire, ou autre, peut en demander la nullité. Pau, 17 janv. 1824, t. 3 de 1824, 430.

§ 2. — *Qui peut donner et recevoir.*

12. Une donation peut être annulée pour cause de démence, après la mort de son auteur, quoiqu'il n'ait pas été interdit de son vivant. C. C. 17 mars 1811, t. 14, 317.

13. Et la démence peut être prouvée par témoins. Riom, 9 janv. 1808, t. 9, 317.

14. Elle peut également être attaquée quoique le donateur n'eût qu'un conseil judiciaire, si d'ailleurs son imbécillité est constante. Rouen, 17 mars 1813, t. 14, 319.

15. On ne peut, pour faire annuler une donation, opposer comme ayant préjudice à la capacité du donateur la dation postérieure d'un conseil judiciaire pour cause d'affaiblissement de ses facultés. C. C. 17 mars 1813, t. 14, 317.

16. Entre concubins, une donation faite sous la forme de billets ou promesses est nulle. Besançon, 25 mars 1808, t. 14, 187.

17. Le tiers porteur de ces obligations ne peut en exiger le paiement, lorsque

pu la cause. Besançon, 25 mars 1817. V. *Concubines*.

Une femme mariée sous un statut permettait de donner ses biens dotés à ses héritiers présomptifs en ligne avec la simple autorisation de son mari, peut aujourd'hui en disposer de son chef. C. C. 27 août 1810, t. 11, 666.

### Forme des donations entre vifs.

On doit joindre à la minute de toute donation d'objets mobiliers un état estimatif des objets donnés. C. C. 16 juil. 1817, t. 11, 666.

Le défaut d'état estimatif d'une donation de meubles peut être opposé par l'acquéreur du donateur, dont le titre est antérieur à la donation. Amiens, 11 mai 1814, t. 16, 405.

La donation doit être faite par le donateur lui-même. Liège, 12 janv. 1812, t. 4, 540.

Dans l'état estimatif, il n'est pas nécessaire d'énoncer les semences et bestiaux, qui seraient compris dans la donation des autres immeubles par destination. Paris, 8 avril 1808, t. 9, 224.

Le donateur se réserve l'usufruit des biens donnés. Therm. an 13, t. 6, 373.

La donation doit, à peine de nullité, mentionner la signature des parties et des témoins. C. C. 6 juin 1821, t. 11, 666; Bruxelles, 26 avril 1806, t. 7, 666.

Le notaire qui a omis de faire signer le donateur, et qui cependant énonce dans l'acte et dans l'expédition que ce témoignage est donné, est responsable de la nullité de la donation. Paris, 1 flor. an 11, t. 3, 424.

La prescription de cette responsabilité commence à courir en faveur du donateur et de ses héritiers que du jour où la nullité de la donation a été invoquée. Paris, 1 flor. an 11, t. 3, 424.

Une donation est nulle si l'un des témoins qui ont assisté le notaire n'est pas citoyen français. — Le donateur ne peut opposer ce moyen de nullité, même après avoir exécuté la donation. Colmar, 1818, t. 20, 619.

Le notaire, quoiqu'on ne puisse lui reprocher ni dol ni fraude, est responsable de la nullité, et peut être condamné à des dommages-intérêts. Colmar, 10 août 1818, t. 20, 619.

La simple copie d'une donation rémémorative tient lieu, pour le donataire, d'acte original, lorsque, par des motifs étrangers à la donation, il n'a pu se la procurer. Bruxelles, 11 juil. 1810, t. 11, 666.

30. L'obligation, par simple billet, de payer une somme d'argent à de futurs époux, afin de contribuer à la dot de la femme, est nulle, si elle n'est faite avec les formalités d'une donation. Nîmes, 8 déc. 1808, t. 9, 693.

### § 4. — De l'acceptation. — Qui peut opposer le défaut d'acceptation.

31. Il n'est pas indispensable que l'acceptation d'une donation rémunératoire soit faite par écrit. On peut l'induire de ce que le donataire en a réclamé l'effet pendant la vie du donateur. Bruxelles, 11 juil. 1810, t. 11, 666.

32. On peut être admis à prouver ce fait par témoins. *Ibid.*

33. Une donation entre vifs, même rémunératoire; faite en pays étranger, ne peut avoir d'effet en France qu'autant qu'elle a été acceptée par le donataire, ou par son fondé de pouvoir spécial, lors même que l'acceptation ne fût pas nécessaire dans le pays où la donation a été faite. Paris, 21 déc. 1812, t. 13, 1083.

34. La renonciation que fait un légataire universel, en faveur des enfans de son colégataire, décédé avant le testateur, au droit d'accroissement qui lui appartient, ne constitue pas une donation qui ait besoin d'être acceptée d'une manière expresse, pour être irrévocable. C. C. 12 nov. 1822, t. 2 de 1823, 42.

34 bis. Une donation faite à un mineur n'est point nulle, quoique le tuteur, pour l'accepter, ne se soit pas fait autoriser par le conseil de famille. Colmar, 13 déc. 1808, t. 9, 712.

35. A plus forte raison si ce tuteur est un père ou un autre ascendant. C. C. 28 juin 1812, t. 13, 594.

36. Il ne résulte du défaut d'autorisation qu'une nullité *relative*, dont le mineur seul peut se prévaloir, et non le donateur ou ses héritiers. Metz, 11 mars 1824, t. 1 de 1825, 565.

37. Le donateur d'une somme d'argent qui accepte le transport, fait par le donataire, de la somme donnée, s'oblige personnellement envers le cessionnaire, et ne peut, pour se dégager de son obligation, opposer que le donataire n'a pas accepté la donation. C. C. 23 mai 1822, t. 2 de 1823, 81.

### § 5. — Transcription.

38. La transcription est-elle nécessaire pour transférer à l'égard des tiers, la propriété des immeubles donnés? Grenoble, 17 juin 1822, t. 1 de 1823, 475.

39. Le défaut de transcription n'est pas une cause de nullité. Angers, 8 avril 1808, t. 9, 224.

40. Une donation faite à un mineur

n'est pas nulle, pour n'avoir été transcrite qu'après la mort du donateur. Colmar, 13 déc. 1808, t. 9, 712.

40 bis. Les donations, même celles faites par contrat de mariage, ne peuvent être opposées aux créanciers du donateur qu'autant qu'elles sont transcrites. Paris, 18 juin 1808, t. 9, 359.

41. Les créanciers mêmes dont le titre est postérieur à la donation peuvent opposer le défaut de transcription. Montpellier, 28 fév. 1821, t. 23, 170; C. C. 10 avril 1815, t. 17, 247; Amiens, 11 juin 1814, t. 16, 405; C. C. 12 déc. 1810, t. 11, 992; Paris, 18 juin 1808, t. 9, 359.

42. Le légataire particulier d'un immeuble ne peut pas opposer au donataire antérieur de cet immeuble le défaut de transcription de l'acte de donation. Caen, 27 janv. 1813, t. 14, 126.

43. Le défaut de transcription peut être opposé par le tiers acquéreur du fonds donné. C. C. 10 avril 1815, t. 17, 247; 12 déc. 1810, t. 11, 992.

44. Lors même qu'il aurait acquis des héritiers dans l'intervalle du décès du donateur à la transcription de la donation. C. C. 28 prair. an 13, t. 6, 261.

45. Aucun de ceux qui sont responsables des faits du donateur ne peuvent opposer le défaut de transcription. C. C. 12 déc. 1810, t. 11, 992.

46. Ainsi ses héritiers sont sans droit à cet égard. Toulouse, 11 avril 1809, t. 10, 262; 29 mars 1808, t. 9, 201; C. C. 12 déc. 1810, t. 11, 992; 4 août 1814, t. 16, 554.

47. Le défaut de transcription ne peut être opposé que par les créanciers hypothécaires, et nullement par les chirographaires. Grenoble, 17 juin 1822, t. 1 de 1823, 475.

48. Le défaut de transcription d'une donation entre vifs faite par le mari à sa femme ne peut être opposé par l'acquéreur des biens du mari : il doit être considéré comme un ayant-cause de celui-ci. C. C. 4 juin 1823, t. 3 de 1823, 209.

49. Une donation antérieure de plusieurs années à la faillite du donateur n'en est pas moins valable, quoique transcrite seulement dans les dix jours qui la précèdent. Grenoble, 17 juin 1822, t. 1 de 1823, 475.

#### § 6. — Effets de la donation.

50. Le donataire a droit de contester tous les actes du donateur qui n'ont pas de date certaine antérieure à la donation, et qui y portent atteinte. Nismes, 11 fév. 1822, t. 1 de 1823, 185.

51. Le donateur n'est point garant de la chose donnée. C. C. 22 niv. an 10, t. 2, 239. Jug. impl.

#### § 7. — Droits auxquels sont assujettis la donation et la répudiation de la donation acceptée.

52. L'acte qui contient à la fois la vente d'un immeuble et la donation à l'acquéreur d'un tiers du prix est considérée comme une vente parfaite pour le tout, et comme une donation mobilière pour le tiers : de sorte qu'il est d'abord soumis au droit fixe de 1 fr., et puis au droit proportionnel sur les ventes, et pour la donation au droit établi sur les donations mobilières. C. C. 14 mai 1817, t. 17, 438.

53. Pour la perception du droit de transcription il ne faut pas faire de distinction entre les donations à titre onéreux et celles à titre purement gratuit. Paris, 27 janv. 1818, t. 20, 53.

54. Lorsque le donateur, pour l'exécution d'une donation alternative, payable en immeubles, ou en deniers, abandonne des immeubles, l'acte d'abandon est soumis au droit fixe de 1 fr., et non au droit proportionnel d'enregistrement. C. C. 1815, t. 17, 779; 16 brum. an 13, t. 5, 234.

55. Une donation faite avec réserve de usufruit, et stipulation de retour en cas de prédécès du donataire, est considérée comme un acte translatif de propriété à titre onéreux. — Ainsi la donation n'a qu'une année pour réclamer contre l'insuffisance de l'objet donné. C. C. 22 nov. 1817, t. 9, 650.

56. Une donation entre vifs par laquelle un père impose à ses enfants l'obligation de le nourrir et entretenir doit être considérée comme un acte translatif de propriété à titre onéreux. — Ainsi la donation n'a qu'une année pour réclamer contre l'insuffisance de l'objet donné. C. C. 22 nov. 1817, t. 9, 650.

57. Il en est de même de l'acte par lequel un père ou une mère abandonne ses biens à ses enfants, à la charge de lui payer une pension viagère, quoique, comparativement à la valeur des biens abandonnés, cette pension soit modique. C. C. 1809, t. 10, 159.

58. La donation d'une somme d'argent, stipulée payable après le décès du donateur, soit en argent, soit en effets, n'est pas une donation immobilière, et n'en doit pas les droits. C. C. 1808, t. 9, 350.

59. Les réserves faites par le donateur sur les biens donnés doivent être déduites du montant de la donation, pour diminuer la perception du droit d'enregistrement. C. C. 28 janv. 1818, t. 20, 53.

60. La répudiation d'une donation entre vifs acceptée doit être considérée comme

proportion, passible du droit proportionnel d'enregistrement. C. C. 22 janv. 11, t. 3, 138.

*Réduction des donations. — Révocation. — Nullité. — Répudiation des donations acceptées.*

Une partie peut demander la révocation d'une donation, même après en avoir inutilement demandé la révocation pour survenance d'enfant. — On ne peut opposer l'autorité de la chose jugée. C. C. 5 juin 1821, t. 23, 388.

Il ne sont les lois sous l'empire desquelles une donation a été faite, et non les lois qui existent au temps où s'ouvre la succession du donateur, qui déterminent la loi dans laquelle la libéralité doit être faite. Paris, 27 mai 1807, C. C. 5 mai 1806, t. 8, 378; C. C. 15 déc. 1807, t. 8, 27 août 1822, t. 1 de 1823, 264; C. C. 20 janv. 1807, t. 8, 25; C. C. 12 janv. 1823, t. 1 de 1824, 264; 14 déc. 1823, t. 10, 850.

Un acte ne peut pas considérer comme un acte de style et du fait du notaire une révocatoire contenue dans une sentence, et l'arrêt qui le décide ainsi ne peut pas échapper à la cassation comme un acte interprétatif. C. C. 25 avril 1825, 528.

5. La légitimation d'un enfant ne donne de plein droit toute donation que le père, lors même que le donataire serait enfant naturel du donateur. Paris, 2 juin 1809, t. 10, 427. Il en était de même avant le code civil. C. C. 28 frim. an 13, t. 5, 167.

Lorsque la donation est révoquée pour survenance d'enfant, le donataire ne peut pas réclamer tous les fruits échus avant la révocation, encore qu'il n'ait pas pris possession des biens donnés. Paris, 8 janv. 1816, t. 18, 15.

Une clause de réversibilité, stipulée dans un contrat de rente viagère, au profit d'un tiers qui n'a fourni aucuns deniers, ne constitue point une donation pour survenance d'enfants. Paris, 12 vent. an 12, t. 4, 374.

Une donation à titre onéreux, faite comme donation, ne peut valoir pour vente. 12 prair. an 12, t. 4, 340. Les nullités résultant du défaut de certaines formalités substantielles ne peuvent pas par des actes d'exécution du donateur. C. C. 6 juin 1821, t. 23, 401.

La prescription de l'action en nullité commence à courir que du jour de la mort du donateur. Paris, 1 flor. an 13, t. 4, 424.

Un donataire universel ne peut pas opposer les pouvoirs dirigés contre lui

par les créanciers du donateur, en répudiant la donation qu'il a précédemment acceptée et exécutée en s'obligeant personnellement envers eux. Paris, 21 avril 1813, t. 14, 452.

*DONATION par contrat de mariage.*

*Qui peut donner par contrat de mariage. — Forme du contrat de mariage. — Conditions dont cette donation est susceptible. — A quelle classe d'actes elle se rattache. — Quand elle a le caractère et les effets d'une donation entre vifs. — Droits de mutation dont elle est susceptible, ainsi que la répudiation. — Quand elle a le caractère et les effets d'une donation à cause de mort.*

1. En Normandie, une donation faite aux époux par un tiers était valablement consignée dans un contrat de mariage sous seing privé. Rouen, 23 flor. an 10, t. 2, 471.

2. Sous l'ancienne jurisprudence, la donation à des enfants à naître, renfermée dans un contrat de mariage sous seing privé, n'était pas valable. C. C. 16 fruct. an 7, t. 1, 341.

3. Les donations par contrat de mariage peuvent être faites sous des conditions dépendantes de la seule volonté du donateur. C. C. 27 déc. 1815, t. 17, 780.

4. Les donations par contrat de mariage sont des actes à titre onéreux, qui produisent l'effet de garantie attachée aux contrats de cette espèce. C. C. 22 niv. an 10, t. 2, 239.

5. Une donation par contrat de mariage, par laquelle des pères et mères assurent dès à présent à leur fils une certaine somme à prendre dans leurs successions n'est qu'une donation de biens à venir, qui laisse les donateurs maîtres de disposer de leurs biens à titre onéreux. C. C. 1 mars 1821, t. 23, 175.

5 bis. On peut révoquer par testament une disposition faite par un contrat de mariage, en faveur d'héritiers collatéraux qui n'y ont point été présents et qui n'ont point accepté. C. C. 9 juil. 1806, t. 7, 402.

6. Lorsqu'une donation est faite en contrat de mariage, à l'un des époux, par son père ou sa mère, d'une somme déterminée, payable en biens-fonds ou en deniers, au choix du donateur, l'acte subséquent par lequel celui-ci abandonne un immeuble pour l'acquit de cette donation n'est pas passible, lors de son enregistrement, du droit proportionnel fixé

pour les mutations d'immeubles. C. C. 16 brum. an 12, t. 4, 50.

7. Au contraire, cet acte, n'étant que l'exécution et le complément du premier, n'est soumis qu'au droit fixe d'un franc. C. C. 16 brum. an 12, t. 4, 51.

8. Une donation contractuelle faite par un père ou une mère, au profit de l'un des futurs époux, d'une somme déterminée, soit en argent, soit en immeubles, au choix du donateur, doit, pour la liquidation du droit d'enregistrement, être considérée comme mobilière. C. C. 15 juin 1808, t. 9, 350.

9. La répudiation d'une donation de biens présents, faite et acceptée par contrat de mariage, doit être considérée comme une rétrocession, passible du droit proportionnel. C. C. 28 juil. 1806, t. 7, 446. V. § 7, n. 60.

10. Quand une donation par contrat de mariage a le caractère et les effets d'une donation à cause de mort. V. *Institution contractuelle*.

**DONATION à cause de mort.** 1. Une donation à cause de mort, nulle ou irrégulière, n'a point été validée par la ratification qu'en ont faite les héritiers du donateur pendant sa vie. Bruxelles, 9 juin 1807, t. 8, 410.

2. L'effet d'une donation à cause de mort doit être déterminé, non par les lois en vigueur au temps de la confection de l'acte, mais par la loi existante au décès du disposant. C. C. 28 germ. an 11, t. 3, 393.

2 bis. Le sort d'une donation à cause de mort, mais exprimée dans un acte entre vifs, tel qu'un contrat de mariage, est réglé par la loi en vigueur au moment de la donation, et non par celle existante au jour du décès du donateur. Rouen, 23 flor. an 10, t. 2, 471.

3. Après avoir demandé, en première instance, la nullité d'une donation à cause de mort, pour défaut d'insinuation, on peut, sur l'appel, en opposer la caducité. C. C. 24 janv. 1822, t. 1 de 1823, 42.

4. Une donation à cause de mort, faite avant le code civil, par un contrat de mariage sous seing privé, dans un pays où un pareil acte était valable, ne peut être attaqué, quoique le donateur soit mort en France, sous l'empire du code, et que la donation n'eût pas acquis de date certaine avant la mort du donateur. Paris, 11 mai 1816, t. 18, 397.

5. Sous l'ancienne législation, l'erreur de date dans une donation à cause de mort n'opérait pas la nullité de cette donation, lorsque l'erreur était évidemment le fait de l'inadvertance, et que des circonstances certaines conduisaient à la véritable date. C. C. 20 fév. 1816, t. 18, 163.

6. Sous l'empire de l'ordonnance de 1731, une donation à cause de mort n'était pas nulle faute d'insinuation. 23 flor. an 10, t. 2, 471.

**DONATION entre époux.**  
V. *Don mutuel*.

## I. Jurisprudence ancienne et transitoire.

1. La formalité de l'insinuation n'est pas essentielle à la validité d'une donation mutuelle faite par contrat de mariage, entre époux, pour le cas de décès. C. C. 25 vent. an 11, t. 3, 328.

2. La loi du 17 niv. an 2 a abrogé les conditions limitatives prescrites par les coutumes, à l'égard des dons. Ainsi, depuis cette loi, deux époux peuvent se faire un don mutuel pendant la vie, quoiqu'ils soient atteints d'une maladie dont l'un d'eux est décédé, que la coutume locale le défendait. 30 mes. an 11, t. 3, 600.

3. Deux époux ont pu, sous l'empire de la coutume, disposer de cette manière, malgré les prohibitions de la coutume. C. C. 25 vent. an 11, t. 3, 666.

4. Ils ont également pu, contre les prohibitions de la coutume d'Auvergne, donner tous leurs biens présents et futurs, ainsi que leurs meubles, sans aucune réserve d'état estimatif. C. C. 25 fruct. an 11, t. 3, 666.

5. Pour déterminer quels objets peuvent être considérés comme meubles, dans une donation mutuelle faite entre époux de l'époque de la coutume, il faut s'en référer à la loi contenue dans l'ordonnance de 1731, et non à celle sous l'empire de laquelle s'est ouverte la donation. C. C. 11 nov. 1818, t. 20, 100. V. *Usufruit*.

5 bis. La clause de réversion, en faveur des enfants à naître, stipulée dans un contrat de mariage passé antérieurement en Bresse, n'a pas le caractère d'une donation irrévocable, qui empêche les époux de disposer ultérieurement. 29 therm. an 9, t. 2, 115.

## II. Jurisprudence du code.

6. Une femme mariée sous le régime dotal, et particulièrement une femme normande, peut disposer de ses biens dotaux au profit de son mari, dans le cas d'une donation *entre vifs*, sauf la réserve qui lui est accordée par la loi de 1806, pour révoquer cette donation. C. C. 1 déc. 1806, t. 1 de 1825, 350.

6 bis. Lorsque, pendant le mariage, le mari a aliéné les immeubles dotaux, et que la femme lui avait ainsi été donnée par sa mère, si celle-ci est décédée sans avoir révoqué cette donation, elle est valable. C. C. 17 prair. an 10, t. 2, 115.



tion, l'aliénation est valable. C. C. 1824, t. 1 de 1825, 350.

La donation entre époux, pendant le mariage, ne peut être faite que sous la forme testamentaire. Rennes, 15 therm. C. C. 22 juil. 1807, t. 8, 500; 516, t. 18, 849.

Il est décidé au contraire qu'une donation entre époux, pendant le mariage, peut être faite sous la forme d'une donation entre vifs. C. C. 5 déc. 1816, t. 18, 16 juil. 1807, t. 8, 500.

Il est même qu'on y aurait stipulé la survie du donataire. Rennes, 18 nov. 1820, t. 7, 549.

La donation doit être faite entre vifs par acte public. C. C. 22 juil. 1807, t. 8, 500.

L'époux mineur ne peut disposer pendant le mariage, au profit de l'autre époux, que sous la forme testamentaire. Paris, 10 nov. 1820, t. 3 de 1824, 70.

Les donations entre époux par contrat de mariage, faites sous la condition que le donataire, doit être conçu, doivent être considérées comme des donations entre vifs, et rapportées, qu'avant l'événement de la dissolution du mariage, le donateur ne peut disposer de son bien, ni à titre gratuit, ni à titre onéreux. Metz, 22 mai 1817, t. 19, 168.

La donation entre époux, faite par acte de mariage, d'une partie des biens que laissera le prémourant, soumet le donataire à la contribution de toutes les dettes, s'il n'y a pas eu un état des dettes et charges qui existaient au jour de la donation. Paris, 15 nov. 1811, t. 12, 168.

La disposition contractuelle par laquelle les époux conviennent que le survivant aura la moitié ou la totalité en cas de décès de tous les biens présents et à venir, ne constitue pas une donation entre vifs et n'a pas besoin de la forme de la transcription. C. C. 25 mai 1811, t. 3, 328; Grenoble, 12 janv. 1814, t. 14, 50.

La donation contractuelle entre époux n'est pas révocable pour cause de ingratitude. C. C. 30 mars 1824, t. 3 de 1824, 241.

La donation, faite par le mari à sa femme dans son contrat de mariage, d'une somme à prendre après son décès, sur une hypothèque sur ses biens présents et à venir, qu'il s'engage de ne pas aliéner au préjudice de la donation, ne constitue qu'une donation à cause de décès, qui devient caduque si la donataire décède avant le donateur. C. C. 24 mai 1822, t. 1 de 1823, 42.

Une donation contractuelle, entre époux, de tous les biens que possède le

donateur, n'était point révoquée, avant la prohibition du divorce, par la survenance d'un enfant né d'un mariage postérieur. C. C. 29 mes. an 11, t. 3, 590.

15. La donation entre époux, faite pendant le mariage, dans la forme de donation entre vifs, a son effet du jour de sa date, comme toute autre donation entre étrangers, si elle n'a pas été révoquée pendant la vie du donateur. C. C. 16 juil. 1817, t. 19, 686.

16. Une donation éventuelle, faite au mari par contrat de mariage, n'empêche pas la vente d'un immeuble propre à sa femme, provoquée par les créanciers de celle-ci; mais il a, en sa double qualité de mari et de donataire, le droit d'assister à la vente de l'immeuble, quoiqu'elle ait été autorisée par justice, pour surveiller l'emploi des deniers. Paris, 8 déc. 1813, t. 15, 699.

17. Les avantages stipulés entre époux, au profit du survivant, ne sont passibles du droit de mutation que lors du décès du premier mourant. C. C. 26 mai 1807, t. 8, 360.

18. Les époux dont le mariage et les conventions matrimoniales sont radicalement nuls n'ont pu faire revivre, par des dispositions testamentaires, les donations qu'ils s'étaient faites par leur contrat de mariage. Paris, 1 août 1818, t. 20, 592.

**DONATION rémunératoire.** 1. On doit considérer comme rémunératoire l'acte par lequel un individu donne à un tiers une portion de ses biens après lui, en reconnaissance de services reçus. Colmar, 18 juil. 1809, t. 10, 548.

2. L'héritier présomptif qui, pendant la vie du disposant, a ratifié cet écrit, ne peut pas l'attaquer après son décès, comme étant une donation irrégulière. Colmar, 18 juil. 1809, t. 10, 548.

3. On ne doit pas considérer comme donation rémunératoire, ou comme un avantage indirect, soumis au rapport, l'acte sous seing privé par lequel le père et la mère ont reconnu devoir à un de leurs enfans une somme pour services rendus et pour ceux qu'il continuera à leur rendre par la suite. Bruxelles 18 fév. 1813, t. 14, 222.

4. Un acte contenant des dispositions rémunératoires en faveur d'un domestique est valable, alors même qu'il a été fait sous seing privé, et non par double copie. Colmar, 10 déc. 1808, t. 9, 696; Paris, 12 nov. 1810, t. 11, 917.

4 bis. Dans tous les cas, son exécution pendant plusieurs années, suffirait pour le mettre à l'abri de toute critique. Colmar, 10 déc. 1808, t. 9, 696.

## DOT.

## I. Droit ancien et transitoire.

1. En Normandie, la promesse de garder succession imprimait le caractère de biens dotaux aux immeubles sur lesquels elle portait. — Ainsi la femme au profit de laquelle était fait cette promesse pouvait revendiquer les biens aliénés par le promettant, dans le cas même où elle aurait accepté sa succession; elle pouvait même revendiquer ceux qui auraient été irrégulièrement aliénés avant la promesse. C. C. 11 mai 1824, t. 3 de 1824, 12.

2. Avant le code civil, l'estimation donnée à l'immeuble dotal dans le contrat de mariage cessait de transporter la propriété au mari, s'il paraissait qu'elle n'avait eu lieu que pour servir à la fixation des droits de contrôle. Toulouse, 5 fév. 1822, t. 3 de 1823, 364.

3. L'action en paiement de la légitime formait pour la fille qui, en se mariant, se la constituait en dot, un fonds dotal proprement dit; et, en conséquence, il était, en pays de droit écrit, défendu à son mari de renoncer à cette action moyennant une certaine somme. C. C. 1 fruct. an 9, t. 2, 120.

4. Une fille mariée dans un pays où les lois en vigueur alors lui permettaient de demander une dot à son père n'a pas été privée de ce droit par le code civil. Toulouse, 22 frim. an 12, t. 4, 144.

5. Le droit romain admettait les constitutions de dot implicites. — Et spécialement, avant le code civil, le bien qu'une femme s'était constitué implicitement en dot était dotal, même à l'égard du tiers qui, le croyant paraphernal, en traitait avec la femme. C. C. 7 flor. an 11, t. 3, 435.

6. Dans les pays de droit écrit, les biens dotaux de la femme pouvaient être aliénés, pendant le mariage, par contrat volontaire, et sans formalités de justice, pour retirer ou libérer ses biens paraphernaux. C. C. 29 brum. an 5, t. 1, 159.

7. La nullité de la vente du bien dotal ne peut pas être couverte par ce seul fait que la femme, depuis son veuvage, aurait perçu quelques arrérages d'une rente qui représentait une partie du prix. C. C. 23 mes. an 4, t. 1, 138.

## II. Jurisprudence du code civil.

§ 1. *Constitution de dot. — A quelle classe d'actes elle appartient. — Par qui elle est censée faite. — De quelle condition elle est susceptible.*

§ 2. — *Administration de la dot. — De son inaliénabilité. — Par*

*qui les revenus et intérêts sommes dotales peuvent saisis.*

§ 1. — *Constitution de dot. — A quelle classe d'actes elle appartient. — Par qui elle est censée faite. — De quelle condition elle est susceptible.*

8. Les dots constituées à des morts sans postérité avant leurs parents doivent être considérées comme des actes de pure libéralité, lors même qu'elles sont au-dessous de la légitime, et que ces dots, bien que dissipées, ne peuvent s'imputer sur la quotité disponible de la manière à empêcher les père et mère de disposer d'aucune partie de leur succession, si ces dots absorbent à leur profit cette quotité. C. C. 19 mai 1819, t. 2, 348.

9. La dot constituée par un père en faveur de sa fille, sous l'empire de l'ancienne législation, et en pays de droit écrit, d'une somme fixe à prendre sur une portion déterminée, en paiement de ses droits paternels, et pour une autre portion déterminée, en paiement de ses droits maternels, est censée composer pour cette dernière partie, par la mère, si elle est présente au contrat, quoiqu'elle n'ait rien stipulé à cet égard et la dot est imputable sur les biens de celle-ci, en cas de concurrence. Aix, 10 juil. 1819, t. 2, 1 de 1824, 280.

10. La clause que la dot constituée par le père et la mère sera commune par les père et mère sera valable, pour le tout, sur la succession du prémourant, est valable. C. C. 11 juil. 1819, t. 2, 16, 483.

11. Les intérêts de la dot courent de plein droit du jour du mariage sur ceux qui l'ont promise, encore qu'ils n'aient pas été tenus de doter. C. C. 24 nov. 1814, t. 6, 578.

12. Des père et mère, en dotant conjointement et chacun pour moitié leurs enfans, peuvent leur imposer la condition alternative de laisser jouir le survivant des dotateurs de tous les biens du prédécédé sans pouvoir lui demander compte de son mariage, ou d'imputer, en cas de partage, la totalité de la dot sur la succession du prémourant. Paris, 11 janv. 1819, t. 2, 9.

13. Lorsque des père et mère ont conjointement un de leurs enfans sous la condition d'imputer la dot sur la succession du prémourant, l'enfant est obligé de faire cette imputation quoiqu'à concurrence de ses droits sur la succession du prédécédé; il peut retenir la portion de la dot à valoir sur la succession du survivant. Paris, 11 janv. 1819, t. 2, 16.

**- De l'administration de la dot. —  
De son inaliénabilité.**

Le mari peut, pendant la durée de l'administration et de la jouissance que la loi donne des biens dotaux de sa femme, compromettre sur les contestations élevées à l'occasion de ces biens. Riom, 8 juin 1809, t. 10, 462.

La femme ne peut pas attaquer le contrat rendu en conséquence du contrat de mariage, pendant la durée du mariage, elle prétend que ses intérêts s'y trouvent lésés. Riom, 8 juin 1809, t. 10, 462.

La femme, même avec l'autorisation de son mari, ne peut exercer de poursuites contre les débiteurs des sommes dotales : les poursuites ne peuvent être faites que par le mari directement, et en son nom personnel. Limoges, 4 fév. 1822, t. 24, 761.

C'est un statut réel, et non un statut personnel, que celui qui déclare valable le fonds dotal. C. C. 2 mai 1825, t. 2 de 1825, 196.

Spécialement, les biens immeubles de la femme mariée anciennement en France, et qui étaient situés dans une province où les lois relatives à l'inaliénabilité des biens n'avaient point d'autorité. C. C. 2 mai 1825, t. 2 de 1825, 196.

La dot constituée sous l'empire de la loi qui la réputait inaliénable conserve son caractère sous une législation nouvelle. Bordeaux, 2 août 1813, t. 15, 309; Riom, 21 avril 1809, t. 10, 32.

La dot est aujourd'hui inaliénable, quoiqu'elle ait été constituée sous une législation qui permettait de l'aliéner. Montpellier, 21 août 1809, t. 10, 28.

Ainsi la femme n'a pu affecter de son dot ses biens dotaux à un cautionnement, quoique la coutume qui régnait auparavant les époux en permit. Ibid.

La cour de cassation a décidé au contraire que la loi qui permet à la femme mariée de disposer de ses biens est un statut réel, qui ne peut être changé pour le passé par une loi nouvelle; qu'ainsi la femme mariée sous l'empire de la loi qui lui permettait d'aliéner ses biens dotaux avait pu, depuis le changement de loi, affecter à un cautionnement ou hypothéquer. C. C. 27 août 1810, t. 11, 744; Riom, 21 août 1811, t. 12, 744.

L'inaliénabilité de la dot est établie non seulement dans l'intérêt de la femme, mais encore dans celui de ses héritiers. — En conséquence, ceux-ci ont le droit de faire annuler les obligations qui porteraient atteinte à cette inaliéna-

bilité. Aix, 24 août 1823, t. 3 de 1824, 360; Paris, 19 mars 1823, t. 2 de 1823, 497.

24. La cour de Paris a précédemment décidé que les biens dotaux étaient soumis après la mort de la femme à l'action hypothécaire des créanciers envers lesquels elle s'était engagée pendant la durée du mariage. 13 mars 1821, t. 23, 199.

25. La femme a le droit de se faire restituer contre les actes qui porteraient atteinte à l'inaliénabilité de sa dot, lors même qu'elle y eût déclaré qu'elle avait le libre exercice de ses droits. Aix, 24 août 1823, t. 3 de 1824, 360.

26. La femme mariée sous le régime dotal ne peut, même avec l'autorisation de son mari, aliéner sa dot mobilière ou immobilière, ni par conséquent la compromettre par des engagements contractés solidairement avec lui. C. C. 1 fév. 1819, t. 21, 82; Paris, 26 août 1820, t. 22, 761; Agen, 15 janv. 1824, t. 1 de 1825, 56.

27. Il n'importe qu'elle soit ou non séparée de biens. Nismes, 21 juin 1821, t. 23, 441; C. C. 19 août 1819, t. 21, 589. — Voyez un arrêt contraire, t. 13, 391.

28. Après sa séparation de biens, elle ne peut recevoir la dot qu'à la condition d'en faire immédiatement emploi utile ou d'en donner caution. Le paiement qui lui en serait fait ne devient valable que par cet emploi, quand même il lui aurait été fait sur procès verbal d'ordre, ne portant point condition de faire emploi. Aix, 6 déc. 1822, t. 1 de 1824, 524; Montpellier, 22 août 1819, t. 21, 414; 24 mai 1823, t. 2 de 1825, 523; Bordeaux, 2 août 1813, t. 15, 309.

29. Elle peut cependant exiger les intérêts de sa dot sans emploi ni caution. Bordeaux, 2 août 1813, t. 15, 309.

30. La femme mariée avant le code civil et séparée de bien depuis ce code peut exiger sa dot mobilière, sans être tenue d'en faire emploi ou de donner caution. Montpellier, 26 nov. 1806, t. 7, 565.

31. Les obligations d'une femme mariée sous le régime dotal, mais séparée de biens, peuvent être exécutées sur les revenus des biens dotaux. Grenoble, 24 déc. 1823, t. 1 de 1825, 79.

32. L'obligation souscrite par une femme séparée de biens, et mariée sous le régime dotal, pour une cause étrangère à l'administration de ses biens, et à la destination donnée à sa dot, par les art. 1555 et suivans du code civil, ne peut pas être exécutée sur les intérêts de la dot mobilière. Pau, 12 août 1824, t. 1 de 1825, 440.

33. Lorsqu'un domaine du mari est pris à ferme par la femme séparée de biens, pour un prix qu'elle doit retenir, en paiement des intérêts de sa dot mobilière, les fruits de ce domaine participent de la

nature des intérêts de la dot qu'ils représentent, et sont insaisissables, dans le cas où ces intérêts le sont eux-mêmes. Pau, 12 août 1824, t. 1 de 1825, 440.

34. Malgré le caractère d'inaliénabilité de la dot mobilière, les créanciers de la femme peuvent, après la dissolution du mariage, faire saisir les sommes dotales en vertu de condamnations de dépens qu'ils ont obtenues contre elle dans un procès relatif à ses biens paraphernaux. Toulouse, 20 juil. 1822, t. 24, 603.

35. Le mari qui, par le contrat de mariage, a la faculté de vendre l'immeuble dotal, à la charge de remploi, a, par cela même, la faculté de l'échanger. Toulouse, 31 déc. 1822, t. 1 de 1825, 279.

36. La vente d'un immeuble dotal, consentie volontairement par le mari et par la femme, ne peut être maintenue sur le motif que le prix en a été employé à payer les dettes personnelles de la femme, et qu'ainsi la vente lui a profité. Nismes, 10 déc. 1819, t. 21, 682.

37. Cette vente peut être déclarée nulle, même sur la demande de l'acquéreur, à qui on a laissé ignorer la qualité de l'immeuble vendu. Riom, 30 nov. 1810, t. 11, 961.

38. Suivant une autre cour, au contraire, l'acquéreur d'un immeuble dotal ne peut pas demander la nullité de la vente, à cause de la nature du bien. Toulouse, 24 janv. 1825, t. 3 de 1825, 548.

Il a le droit de se refuser au paiement jusqu'à ce qu'on le rassure sur le danger de l'éviction, en lui donnant une caution solvable. Toulouse, 24 janv. 1824, t. 3 de 1825, 548.

39. L'action dirigée par une femme devenue veuve contre la vente de son immeuble dotal ne se prescrivait, dans l'ancien droit, que par trente ans, et non par dix ans. C. C. 28 fév. 1825, t. 3 de 1825, 101.

39 bis. La ratification faite par la femme, pendant le mariage, de la vente de l'immeuble dotal, est nulle comme la vente elle-même. C. C. 28 fév. 1825, t. 3 de 1825, 101.

40. La femme mariée sous le régime dotal, qui, étant devenue veuve, fait annuler la vente qu'avait faite son mari de ses droits légitimaires, a droit aux fruits échus depuis le décès de ce dernier, et non pas seulement à compter du jour de la demande. C. C. 28 fév. 1825, t. 3 de 1825, 102.

41. Les tribunaux peuvent autoriser l'aliénation de l'immeuble dotal pour fournir des alimens aux époux eux-mêmes, lorsqu'ils sont, par leur âge et

leurs infirmités, hors d'état de se procurer d'autres ressources. Rouen, 21 août 1822, t. 22, 755.

42. Malgré l'inaliénabilité de la dot, la femme qui s'est constitué en dot ses biens présents et à venir peut agir sur la quotité de ses droits légitimes dans la succession paternelle. Angers, 5 juil. 1813, t. 15, 171.

43. Le mari à qui une dot en argent a été promise ne peut pas, pour en obtenir le paiement, faire vendre les immeubles que sa femme a recueillis dans la succession du constituant. Riom, 1809, t. 10, 106.

44. La femme mariée sous le régime dotal, avec clause que la dot ne sera aliénable, ne peut pas, avec le concours de son mari, compromettre sa fortune par des difficultés relatives à une action en partage des biens d'une succession à laquelle elle est appelée. Nismes, 26 fév. 1813, t. 13, 175.

45. Les créanciers au profit de la femme s'est obligée solidairement avec son mari ne peuvent pas, après avoir obtenu la séparation de biens, exiger le paiement de leurs créances sur les sommes dotales dont elle a reçu l'administration. Agen, 15 janv. 1825, t. 1 de 1825, 561.

46. La femme, marchande publique mariée sous l'empire d'une loi qui déclarait la dot inaliénable, n'a pas, depuis le code, hypothéquer ses biens personnels pour les affaires de son commerce. C. C. 19 déc. 1810, t. 11, 1014.

47. Elle ne le pourrait pas, lorsqu'elle serait mariée sous l'empire du code civil. C. C. 19 déc. 1810, t. 11, 1014.

Voyez la même question, t. 3 de 1825, 360.

48. Une mineure, assistée de son conseil, au contrat de mariage des personnes, dont le consentement est requis pour la validité du mariage, ne peut pas, par ce contrat, conférer à son époux la faculté de vendre le fonds dotal. Riom, 19 nov. 1809, t. 10, 783.

49. Une femme mariée sous le régime dotal est tenue personnellement des améliorations et réparations faites par son ordre aux immeubles qu'elle a personnellement acquis constant le mariage. Paris, 3 niv. an 13, t. 5, 187.

50. Une femme mariée sous le régime dotal peut, quoique non séparée de biens, mais avec l'autorisation de la justice, attaquer de nullité la vente consentie par son père, à son mari, en fraude de la constitution contractuelle à elle faite, surtout que la femme se propose

la distraction de l'immeuble venant les créanciers qui ont fait saisir les biens de son mari. Riom, 20 juin 1823, t. 1 de 1823, 291.

Le mari, la femme ou ses héritiers, ont le droit de demander la nullité de la vente du bien dotal, pour inobservation des formalités prescrites par la loi. Paris, 1 déc. 1815, t. 17, 754.

L'acquéreur d'un bien dotal ne peut, lorsqu'il est évincé, réclamer le remboursement de toutes les impenses faites sur le bien, si elles n'en ont augmenté la valeur. Nismes, 1 déc. 1821, t. 21, 682.

Le revenu des biens dotaux et les sommes dotales peuvent, en cas de séparation de biens, être saisis par les créanciers de la femme, comme ils le seraient l'être, avant la séparation, par les créanciers du mari. C. C. 9 avril 1823, t. 2 de 1823, 481.

**DOUAIRE.** 1. La femme mariée en Normandie, depuis la loi du 17 niv. an 10, peut aujourd'hui réclamer, après séparation de biens, le douaire qui lui a été promis, quoique qualifié *coutumier*. Son contrat de mariage porte qu'il lui sera que du jour de la dissolution du mariage. C. C. 12 fév. 1817, t. 19, 140.

Une femme normande peut renoncer au douaire établi par cette coutume. Paris, 1812, t. 13, 449.

En Normandie, pour qu'une femme obtienne douaire sur les biens soit de son mari, soit de la mère de son mari, il faut que le père eût approuvé le mariage d'une manière expresse, sans qu'on ait obtenu son consentement de simples acquiescements. C. C. 12 mars 1823, t. 1 de 1823, 499.

La présence de la mère au mariage ne suffisait pas du consentement de la mère. C. C. 12 mars 1823, t. 1 de 1823, 499.

La stipulation de douaire sur tous les biens présents et à venir du mari ne pas la femme à réclamer le douaire en essence sur les biens acquis par le mari depuis le mariage, au préjudice des créanciers du mari, qui pourront être saisis de ses biens. — Les biens acquis par le mari ne peuvent pas servir de douaire de la femme, comme subrogés à des biens de son mari qu'il n'a vendus que depuis le mariage. C. C. 12 fév. 1817, t. 19, 140.

Une femme séparée de corps et de biens sous l'ancien régime, mais dont le mariage a été prononcé, sur la demande du mari, depuis la loi du 20 sept. 1792, peut réclamer son douaire contre la suc-

cession de ce dernier. C. C. 23 germ. an 10, t. 2, 387.

7. On ne doit pas lui appliquer l'art. 6 de la loi du 20 sept., qui déclare éteints et sans effet, dans tous les cas de divorce, les droits matrimoniaux emportant gain de survie. C. C. 23 germ. an 10, t. 2, 387.

8. L'observation des formalités prescrites par les art. 2193, 2194 et 2195 du C. civ., purge le douaire de la femme, même le douaire coutumier. Paris, 15 mai 1812, t. 13, 449.

9. Dans les successions ouvertes depuis la publication des lois du 4 août 1789, les veuves ont pu réclamer leur douaire coutumier, dans les coutumes qui, après avoir, par une disposition indépendante de toute qualité féodale ou censuelle des biens, déclaré qu'il est dû un douaire à la veuve, le fixaient, par des dispositions subséquentes, à l'usufruit de la moitié des fiefs et à celui du tiers des censives. C. C. 9 vent. an 11, t. 3, 297.

10. Et c'est au tiers, et non à la moitié, que le douaire doit être fixé. C. C. 9 vent. an 11, t. 3, 297.

11. Le douaire affectait tellement les conquêts de la communauté, que les enfans conservaient le droit de le réclamer directement sur ces conquêts, aliénés par leur père, dans le cas même où celui-ci, en vendant un autre immeuble, avait laissé dans les mains de l'acquéreur un fonds spécial pour le capital du douaire, et où ce capital avait péri par la négligence des enfans à le conserver. Paris, 28 mars 1825, t. 2 de 1825, 547.

12. Le douaire prefix non ouvert n'était pas purgé par les lettres de ratification obtenues sous l'empire de l'édit de 1771, au moins en ce sens que l'hypothèque de ce douaire se convertit en simple action sur le prix, et que les acquéreurs subséquens ne fussent plus passibles de l'action hypothécaire, même dans le cas où ils n'auraient pas rempli les formalités pour purger. Paris, 28 mars 1825, t. 2 de 1825, 547.

13. Une pension alimentaire accordée par le mari à sa femme, dans leur contrat de mariage, n'empêche pas de réclamer le douaire coutumier. C. C. 17 vent. an 11, t. 3, 318.

14. Il n'est pas dû un droit proportionnel d'enregistrement pour le douaire que la femme mariée sous la coutume de Normandie se fait délivrer, du vivant de son mari, par suite du jugement de séparation de biens qu'elle a obtenu. C. C. 27 niv. an 11, t. 3, 193.

## DOUAINE.

§ 1. Quels objets sont soumis à



*l'exercice de la douane. — Des visites domiciliaires.*

§ 2. *Des procès verbaux. — Des formalités qu'ils exigent. — De leur affirmation. — De la foi qu'ils méritent. — De l'inscription de faux.*

§ 3. — *De la saisie. — De la confiscation. — De la revendication.*

§ 4. *Contrainte. — Instance. — Manière de procéder. — Jugement. — Jugement par défaut. — Opposition. — Appel.*

§ 1. — *Quels objets sont soumis à l'exercice de la douane. — Des visites domiciliaires.*

1. Celui qui dans sa déclaration ne distingue pas des barres de fer d'une dimension différente entre elles, et par conséquent assujetties à des droits différens, est coupable d'une déclaration fausse, qui le rend passible d'une amende de 100 fr. C. C. 8 juil. 1822, t. 24, 582.

2. Le paiement des droits sur les sels transportés par mer ou par rivière ne devient définitif qu'après la vérification faite au dernier bureau, en sorte que, lorsque des droits ont été perçus au bureau d'embarquement, il y a lieu à la restitution d'une partie de ces droits, proportionnée à la quantité de sels avariés. C. C. 16 mars 1820, t. 1 de 1824, 297.

3. En remboursant au chargeur une somme indûment perçue par la régie des douanes sur des sels qui se sont trouvés en déficit lors du déchargement, le capitaine est subrogé de droit à l'action en restitution du chargeur contre la régie. Il n'est pas nécessaire que le capitaine ait fait un rapport sur les avaries, dans les formes prescrites par les art. 242, 243 et 247 du code de commerce: il suffit qu'il ait fait, au bureau de la douane, une déclaration vérifiée par les gens de l'équipage, conformément aux lois des 22 août 1791 et 4 germinal an 2. C. C. 16 juin 1823, t. 1 de 1824, 457.

4. On peut poursuivre, contre les héritiers d'un prévenu d'exportation de grains, décelé pendant le cours du procès élevé sur sa contravention, la confiscation prononcée par l'art. 2 de la loi du 26 vent. an 5. C. C. 9 prair. an 9, t. 2, 44.

5. Les marchandises entreposées, vendues avant leur sortie de l'entrepôt, ne peuvent pas être retenues et saisies par l'administration des douanes, comme étant le gage spécial du montant des droits dus par les vendeurs, à raison d'autres mar-

chandises. C. C. 27 frim. an 13, t. 1.

6. Les préposés de la régie des douanes ne peuvent faire de visites domiciliaires sans être assistés de l'officier public où se fait la visite. Un commissaire de police ne peut, dans ce cas, suppléer l'absence de l'officier public. C. C. 12 an 10, t. 2, 504.

7. Cependant l'absence de cet officier ou de ceux qui peuvent le remplacer ne constitue pas une cause de la nullité de la saisie. C. C. 29 mars 1811, t. 19, 48.

8. Lorsque le maire est absent, le juge de paix peut, sans une délégation expresse du tribunal, le remplacer dans les visites domiciliaires. C. C. 9 frim. an 13, t. 5, 10.

§ 2. — *Des procès verbaux. — De leur affirmation. — De l'inscription de faux.*

9. En matière de douanes, la lecture d'un procès verbal de saisie, après avoir été lu, immédiatement après sa rédaction, n'est pas couverte par la signature du rédacteur; est ensuite faite de cet acte au tribunal. C. C. 15 prair. an 8, t. 1, 10.

10. Les jours fériés ne sont pas compris dans le délai fixé par la loi pour rédiger les procès verbaux des douanes, du visa exigé dans les lieux où il n'y a pas de bureau d'enregistrement. C. C. 10 an 10, t. 2, 302.

11. L'affirmation d'un procès verbal de saisie doit être reçue par un juge de paix ou par celui dans le ressort duquel la saisie a été faite. C. C. 15 flor. an 12, t. 4, 489.

12. Il y a affirmation suffisante d'un procès verbal lorsque le juge de paix a dit expressément que le procès verbal a été affirmé, énonce que les préposés de la régie ont déclaré véritable dans tout son contenu. C. C. 15 flor. an 12, t. 4, 489.

13. L'affirmation d'un procès verbal de saisie n'est pas nulle par cela seul que la partie saisie n'y a été ni présente ni représentée. C. C. 11 flor. an 9, t. 2, 2.

14. On ne peut pas admettre la preuve testimoniale contre les énonciations tenues dans un procès verbal des douanes. C. C. 15 frim. an 13, t. 5, 140.

14 bis. Leurs procès verbaux de saisie sont valables jusqu'à l'inscription de faux. C. C. 15 flor. an 12, t. 4, 56.

15. Cependant le procès verbal de saisie cesse de faire foi s'il est rempli de faits contradictoires; il n'est pas alors de l'attaquer par l'inscription de faux. C. C. 13 janv. 1817, t. 19, 48.

16. L'inscription de faux pour le procès verbal de saisie, comme celle de faux incident, doit être formée au procès verbal, doit être formée à l'audience indiquée par la sommation comparaitre devant le tribunal pour connaître de la contravention. Ains-

arrêt être formée après un jugement par défaut. C. C. 4 juin 1817, t. 19, 535.

Les juges de paix, saisis de la connaissance des contraventions en matière de faux, sont seuls compétens pour statuer en première instance de l'instruction de faux incident dirigée contre procès verbaux. C. C. 13 frim. an 12, t. 2, 422.

Les préposés des douanes ne peuvent porter les marchandises saisies que dans le bureau le plus voisin du lieu où elles ont été trouvées. C. C. 3 déc. 1817, t. 18, 418.

La cour de cassation avait précédemment décidé qu'il était permis de transporter ces marchandises dans un bureau éloigné. 8 therm. an 8, t. 1, 444; 17 an 12, t. 4, 489.

Dans les circonstances de cet arrêt, la saisie de marchandises faites sur les frontières, ne peut avoir déterminé cette divergence de décision.

#### *De la saisie. — Confiscation. — Revendication.*

Le procès verbal de saisie de marchandises anglaises doit énoncer que copie a été remise à chacun des prévenus. — S'il y a des prévenus absens, on doit afficher copie de ce procès verbal à la porte du bureau des douanes. C. C. 6 niv. an 13, t. 5, 209.

Les effets saisis sur un navire, pour des contraventions commises par le maître de ce navire aux lois sur la pêche, peuvent être retenus, malgré la revendication exercée par les personnes à qui ils appartiennent, pour sûreté de condamnations prononcées contre le maître du navire. C. C. 11 flor. an 9, t. 3, 555.

Il est dû une indemnité pour saisie de marchandises, non seulement au propriétaire de la marchandise, mais encore au propriétaire du navire ou de la voiture, pour raison de détention ou de privation momentanée de la chose. C. C. 3 mes. an 3, 555.

Des particuliers non attachés à la douane, qui ont fait une saisie dans l'intérieur de la France, peuvent poursuivre eux-mêmes en justice la confiscation des objets saisis. C. C. 8 therm. an 8, t. 1, 444.

La nullité du procès verbal de saisie ne dispense pas le juge de prononcer la confiscation des objets capturés. C. C. 13 frim. an 11, t. 3, 120; 15 prair. an 8, t. 1, 399; 6 mes. an 8, t. 1, 401.

Un marchand ne peut, sans représenter sa patente, revendiquer les objets saisis, comme étant sa propriété. C. C. 8 therm. an 8, t. 1, 444.

#### *§ 4. — Contrainte. — Instance. — Jugement. — Opposition. — Appel.*

27. Le juge de paix seul, à l'exclusion du tribunal de première instance, est compétent pour statuer sur l'opposition à une contrainte de la régie des douanes. C. C. 8 niv. an 6, t. 1, 240.

28. Les juges de paix sont seuls compétens pour viser les contraintes décernées par la régie des douanes. C. C. 7 fruct. an 10, t. 2, 629.

29. La connaissance de toute action civile concernant les douanes appartient au juge de paix, à l'exclusion du tribunal de première instance, lors même qu'elle aurait pour objet l'opposition à des contraintes. C. C. 8 nov. 1810, t. 11, 916.

30. En matière de contraventions aux lois sur les douanes, les tribunaux ne peuvent surseoir à prononcer que lorsque le procès verbal de saisie est argué de faux par le prévenu, et que l'inscription de faux est admise. C. C. 9 vent. an 13, t. 5, 434.

31. En matière de douanes, le juge ne peut pas modérer ou remettre l'amende encourue par les voituriers ou porteurs des objets de fraude, sous prétexte de leur ignorance et de leur bonne foi. C. C. 11 juin 1813, t. 15, 31.

32. Les jugemens par défaut, en matière de douanes, sont susceptibles d'opposition. C. C. 14 niv. an 8, 1 fruct. an 8, t. 1, 372.

33. On ne peut appeler d'un jugement de justice de paix par défaut, en matière de douanes. C. C. 4 flor. an 10, t. 2, 411.

34. Les préposés de la régie des douanes dans les départemens ont qualité pour appeler en leurs noms des jugemens rendus au préjudice de la régie. C. C. 26 mes. an 8, t. 1, 427.

35. L'assignation que contient l'appel doit être donnée à trois jours francs. C. C. 3 mes. an 9, t. 2, 49.

36. Il n'est pas prescrit à peine de nullité que l'exploit d'appel d'un jugement rendu par un juge de paix, en matière de douanes, énonce sommairement les moyens et les conclusions de l'appelant. C. C. 19 frim. an 8, t. 1, 363.

37. Lorsqu'un tribunal a ordonné qu'un Espagnol saisi introduisant des marchandises prohibées serait renvoyé, avec les marchandises, devant ses juges naturels, pour y être jugé, et que, sur l'appel du ministère public, qui pense que le tribunal aurait dû ordonner la confiscation des marchandises, la cour décide qu'il n'y a pas lieu de statuer, et annule le jugement pour excès de pouvoir, cette cour excède elle-même sa compétence en décidant une question

qui ne faisait pas la matière de l'appel. C. C. 2 déc. 1824, t. 2 de 1825, 406.

### DOUBLE écrit.

*Quels actes exigent cette formalité. — Mention qui doit en être faite. — Nullité des actes où elle n'a pas été observée.*

1. Tout acte sous seing privé qui contient une convention synallagmatique doit être fait par double copie. C. C. 14 mai 1817, t. 19, 441; 23 juil. 1818, t. 20, 574.

2. Les arrangemens de famille faits entre les enfans ayant un même intérêt et le survivant de leurs père et mère sont dispensés de cette formalité. C. C. 2 mars 1808, t. 9, 160.

3. La répudiation de la qualité d'héritier testamentaire pour s'en tenir à celle d'héritier légitime en est également dispensée. Paris, 27 janv. 1807, t. 7, 60.

4. L'acte par lequel un individu s'oblige de payer à la régie un droit qu'elle réclame, sous la condition de suspendre les poursuites, ne présente pas une convention synallagmatique, et ne doit pas être fait double. C. C. 26 oct. 1808, t. 9, 628.

5. Dans les conventions synallagmatiques commerciales, les doubles écrits ne sont nécessaires que lorsqu'une loi spéciale les prescrit. L'art. 1325 du cod. civ. ne leur est pas applicable. Trèves, 30 mai 1810, t. 11, 548.

6. Suivant la cour de Colmar, cependant les doubles originaux sont nécessaires pour constater les conventions faites entre associés en participation. 28 août 1816, t. 18, 723.

7. L'obligation, non solidaire, par laquelle deux particuliers s'engagent à livrer à un tiers une certaine quantité de grains est dispensée du double écrit. Metz, 6 mai 1817, t. 19, 418.

8. La déclaration que fait un acquéreur qu'il a acquis pour le compte d'un tiers doit être faite double. Poitiers, 12 fruct. an 12, t. 4, 701.

9. La vente sous seing privé consentie par plusieurs parties ayant un intérêt distinct doit être faite en autant de doubles qu'il y a de parties. Paris, 25 prair. an 11, t. 3, 532.

10. L'acte sous seing privé par lequel une partie se rend caution d'une dette, sous la condition acceptée par le créancier *de ne pas exiger le paiement de la créance avant un terme convenu*, doit être fait double, à peine de nullité. C. C. 14 mai 1817, t. 19, 441.

11. Un acte synallagmatique dans lequel figure un tiers comme caution envers le créancier du principal obligé

est valable, quoique fait en double seulement. Turin, 6 mai 1806, t. 7, 282.

12. Un acte synallagmatique reçu par un notaire et signé des parties contractantes, mais resté imparfait comme authentique, est nul comme acte privé s'il n'est pas fait double. Paris, 14 août 1815, t. 17, 559.

13. Avant le code civil, le défaut de mention qu'un acte était fait double ne pouvait pas atteindre à sa validité. C. C. 15 août 1814, t. 16, 365; C. C. 27 niv. an 12, t. 4, 235.

14. Un tiers ne peut se prévaloir de ce que l'acte sous seing privé qu'on lui oppose ne contient pas la mention qu'il a été fait double. Paris, 13 août 1823, t. 20 de 1824, 269.

15. L'exécution partielle ou entière d'un acte sous seing privé couvre non seulement le défaut de mention des doubles originaux, mais encore le défaut de leur existence. C. C. 15 fév. 1814, t. 16, 177; Gênes, 15 fév. 1811, t. 12, 14; Turin, 12 mes. an 13, t. 6, 285; Bruxelles, 22 avril 1812, t. 13, 381.

16. Cette nullité est couverte par la remise de l'acte entre les mains d'un notaire. Paris, 27 janv. 1806, t. 7, 60.

17. Suivant la cour de Caen, la remise de cet acte entre quelques mains que ce soit ne pourrait le valider. Paris, 24 avril 1822, t. 24, 384.

**DOUBLE lien.** Lorsque la division d'une succession a été faite entre les parents de la ligne paternelle et ceux de la ligne maternelle du défunt, il n'y a pas lieu à une seconde division entre les parents d'une ligne copartageante, sur prétexte de la prérogative du double lien. Bruxelles, 20 avril 1809, t. 10, 304.

### DROITS litigieux.

*Quels droits sont réputés litigieux. — Qui peut acheter des droits litigieux. — Du retrait. — Qui peut l'exercer.*

1. Pour qu'une chose soit réputée litigieuse, et qu'il y ait lieu au remboursement autorisé par l'art. 1699 du cod. civ. il faut qu'il y ait *effectivement* procès engagé sur le fond du droit. C. C. 8 juil. 1819, t. 21, 455.

2. Une simple citation en conciliation ne peut pas faire considérer comme litigieux le droit ou la créance qu'elle a pour objet. Metz, 6 mai 1817, t. 19, 418.

3. On ne peut pas considérer comme cession de droits litigieux, dans le sens de l'art. 1699, celle de corps certains et non contestés. Angers, 8 avril 1808, t. 9, 224.

4. La vente que fait un individu qui

pour se faire reconnaître héritier d'un immeuble dépendant de la succession qu'il réclame est une cession de droits litigieux, dans le sens de la loi qui défend aux juges, avocats et procureurs, de rendre cessionnaires de ces sortes de droits. C. C. 14 niv. an 5, t. 1, 167.

L'opposition formée à une décision arbitrale devenue inattaquable ne constitue pas un litige suffisant pour donner lieu au retrait autorisé par les art. 1699 et 1700 du cod. civ. C. C. 4 mars 1823, t. 2, 297.

Des droits certains au fond ne sont pas litigieux par cela seul que leur réclamation peut donner lieu à des difficultés. Riom, 21 janv. 1809, t. 10, 40.

Les avoués et les huissiers peuvent exercer des droits litigieux déferés à un tribunal autre que celui où ils exercent, pourvu que les deux tribunaux ressortissent de la même cour d'appel. Colmar, 11 mars 1807, t. 8, 154.

Voyez un arrêt en sens contraire. Paris, 11 prair. an 13, t. 6, 229.

Un cessionnaire de droits litigieux peut priver le débiteur du bénéfice de subrogation autorisée par l'art. 1699 du cod. civ., en différant de lui faire signifier la cession jusqu'après le jugement définitif du procès. C. C. 3 janv. 1820, t. 2, 4; Rouen, 16 mars, 1812, t. 13, 14.

10. Ou en rétrocédant les droits litigieux qu'il a acquis. Turin, 19 mai 1813, t. 14, 565.

11. La nullité d'une cession de droits litigieux peut être demandée par le cessionnaire lui-même. C. C. 14 niv. an 5, t. 1, 167.

12. La subrogation aux cessions de droits litigieux, autorisée par l'art. 1699 du cod. civ., n'est pas applicable aux immeubles. C. C. 24 nov. 1818, t. 20, 765; Bordeaux, 20 juin 1823, t. 2, 206.

13. Celui à qui on a cédé un droit litigieux sur un objet qu'il possède en commun avec plusieurs autres peut être forcé par ses copropriétaires de rapporter à la masse le bénéfice de son acquisition, en lui remboursant le prix du transport. C. C. 8 frim. an 12, t. 4, 108.

14. Les copropriétaires de l'acquéreur du droit litigieux peuvent, à cet égard, se borner à la simple offre de lui rembourser le prix de la cession, sans être tenus de lui faire des offres réelles et à deniers découverts. C. C. 8 frim. an 12, t. 4, 108.

**DROITS matrimoniaux.** Les droits que les coutumes conféraient à l'époux survivant, non à titre successif, ou comme gains de survie, mais à titre so-

cial, n'ont pas été compris dans l'abolition prononcée par la loi du 17 niv. an 2.

Ainsi, la femme mariée (en Normandie) sous l'empire de cette loi, sans contrat de mariage, peut réclamer la part que la coutume déclarait appartenir aux veuves dans les meubles et conquêts délaissés par le mari. C. C. 16 janv. 1810, t. 11, 48.

**DROIT romain.** Avant le code civil, les lois romaines n'étaient obligatoires, même dans les pays de droit écrit, que dans les points et selon le sens qui avaient été adoptés par la jurisprudence. C. C. 2 mes. an 11, t. 3, 548.

### DROITS successifs.

§ 1. *Comment se transmettent les droits successifs. — Comment doit être considérée une cession de cohéritier à cohéritier, d'un fils à son père. — Tous les cohéritiers doivent-ils profiter du bénéfice de cette cession? — Devant quel tribunal doit être portée une demande en rescision de droits successifs.*

§ 2. *Retrait successoral. — Quelle cession est susceptible du retrait. — Par qui le retrait peut être exercé. — Jusqu'à quand peut-il l'être? — Droits des héritiers qui exercent le retrait.*

§ 1. — *Comment se transmettent les droits successifs. — Décisions diverses.*

1. La transmission des droits successifs ne s'opère que par la donation, la vente ou le transport. Ainsi une renonciation en faveur d'un cohéritier ou de son cessionnaire, faite au greffe dans la forme ordinaire des renonciations, n'opère pas cette transmission. C. C. 17 août 1815, t. 17, 565.

1 bis. La cession de droits successifs, faite à prix d'argent à un cohéritier, doit être considérée comme une vente, et, en conséquence, résoluble faute de paiement du prix. Limoges, 4 mars 1812, t. 13, 200.

2. En Normandie, la cession faite par un fils majeur à son père de tous ses droits dans la succession de sa mère, moyennant une somme déterminée, ne pouvait pas être assimilée à une simple renonciation à succession, en ce sens qu'elle dût être faite en justice, suivant l'art. 235 de la coutume. C. C. 16 avril 1822, t. 2 de 1823, 69.

2 bis. Le cohéritier qui a acquis les droits successifs de l'un de ses cohéritiers n'est

pas tenu de faire participer les autres au bénéfice de la cession. Riom, 21 janv. 1800, t. 10, 40.

3. La demande en rescision d'une vente de droits successifs faite à un étranger peut être portée devant le tribunal du domicile du défendeur, lors même que celui-ci serait en instance devant le tribunal du lieu de l'ouverture de la succession, sur une action en partage et sur une demande en subrogation à ses droits. C. C. 13 mes. an 13, t. 6, 288.

3 bis. L'acquéreur de droits successifs est passible des dettes de la succession, et le montant de ces dettes doit être ajouté au prix de la vente, pour la liquidation du droit d'enregistrement. C. C. 20 niv. an 12, t. 4, 222.

### § 2. — *Retrait successoral.*

4. Le retrait successoral a lieu aussi bien dans le cas d'aliénation à titre d'échange que dans celui d'aliénation à titre de vente. C. C. 19 oct. 1814, t. 16, 670.

4 bis. Le retrait successoral ne peut pas avoir lieu contre l'acquéreur de la portion indivise d'un cohéritier dans un immeuble déterminé de la succession. C. C. 9 sept. 1806, t. 7, 509; Dijon, 20 therm. an 12, t. 4, 647; Angers, 8 avril 1808, t. 9, 224; C. C. 22 avril 1808, t. 9, 262.

5. Le légataire d'un héritier qui était cessionnaire de droits successifs, et qui est mort avant le partage, ne peut être écarté par le retrait successoral. Angers, 13 avril 1820, t. 22, 348.

5 bis. Le retrait doit avoir lieu même pour les objets qui appartenaient à l'héritier vendeur, à titre de préciput. C. C. 1 déc. 1806, t. 7, 567.

6. Il peut avoir lieu lorsque la cession comprend l'universalité des droits successifs, mais désigne les objets dans lesquels une part indivise est cédée. C. C. 1 déc. 1806, t. 7, 567.

6 bis. Le retrait successoral peut être admis contre le cessionnaire du *donataire universel* de l'héritier, comme si l'héritier lui-même était le cédant immédiat. C. C. 1 déc. 1806, t. 7, 567.

7. Lorsque tous les cohéritiers ayant droit sur un immeuble en sont demeurés collectivement adjudicataires, si l'un d'eux vend sa part à un étranger, le retrait successoral ne peut pas être exercé contre ce dernier. Paris, 21 juin 1813, t. 15, 74.

8. Lorsqu'un des cohéritiers a vendu avant le partage certains immeubles de la succession, les autres cohéritiers peuvent évincer l'acquéreur en lui remboursant le prix de la vente. Turin, 18 mars 1808, t. 9, 174.

9. Le retrait successoral peut être exercé par l'enfant naturel ou celui qui

le représente. Nîmes, 4 déc. 1823, de 1824, 167.

10. L'héritier bénéficiaire peut, comme l'héritier pur et simple, se faire subroger en vertu de l'art. 841 du cod. civ., à la vente de droits successifs consentie par son cohéritier. Amiens, 13 mars 1814, t. 7, 566.

11. Dans une succession divisible en deux lignes, la vente par le successeur d'une ligne à un héritier de l'autre ligne n'est pas susceptible du retrait successoral par les cohéritiers de la ligne à laquelle le vendeur appartient. Rouen, 21 janv. 1807, t. 8, 497; Grenoble, 3 juil. 1814, t. 2 de 1825, 176.

12. Un héritier du mari ne peut exercer le retrait successoral contre sa veuve commune en biens, pour les portions qu'elle a acquises de plusieurs de ses parents partageans dans la communauté; il ne porte qu'elle soit ou non légataire et usufruit de tous les biens de son mari. Paris, 2 août 1821, t. 23, 556.

13. Les héritiers du mari ne peuvent écarter par le retrait successoral le mari qui aurait acquis les droits des héritiers de la femme dans la communauté. Metz, 17 mai 1820, t. 22, 353.

14. Le retrait successoral est indivisible à l'égard du cessionnaire, en ce sens que l'un des successibles peut demander la subrogation pour la totalité des droits cédés, dans les cas même où d'autres cohéritiers sont en instance sur une pareille demande devant un autre tribunal. C. C. 14 juin 1820, t. 22, 517.

15. Lorsque le retrait successoral a été exercé par un cohéritier, dans son intérêt propre, un autre cohéritier n'a pas le droit de réclamer une part dans les biens rétrocedés, moyennant le remboursement d'une portion du prix payé pour exercer le retrait. Montpellier, 7 juil. 1824, t. 2 de 1825, 140.

16. Le retrait successoral cesse d'être admissible, du moment que les lots ont été faits et tirés au sort, et que le partage est entièrement consommé. Metz, 17 mai 1820, t. 22, 353.

17. Mais jusque là il peut être exercé. C. C. 14 juin 1820, t. 22, 517.

18. Lorsque, postérieurement à la demande formée en retrait successoral, le cessionnaire de droits successifs rétrocede ses droits au cohéritier qui les lui avait vendus, il doit y avoir lieu néanmoins à l'exercice du retrait. Paris, 16 mai 1823, t. 2 de 1823, 256.

19. Les héritiers qui exercent le retrait successoral peuvent être admis à prouver que le prix porté en l'acte de cession a été exagéré, dans l'intention d'empêcher



trait. Nismes, 4 déc. 1823, t. 2 de 167.

Ils peuvent déférer à l'acquéreur le fait sur la sincérité du prix de la vente, lors même qu'elle aurait eu lieu en vente public. Grenoble, 14 juil. 1806, 441.

Mais ils ne peuvent exiger celui du vendeur qui a cédé ses droits. Grenoble, 14 juil. 1806, t. 7, 441.

L'héritier subrogé doit profiter des droits actives attachées aux conditions de la vente, par exemple de l'extinction d'une rente viagère, survenue dans l'intervalle de la cession à la subrogation. C. C. 10 déc. 1806, t. 7, 567.

ART. 1. Dans l'état actuel de notre législation, le duel n'est point dans la classe des actes qu'on peut poursuivre par la voie criminelle. C. C. 8 avril 1819, 259.

Si le meurtre commis en duel. C. C. 10 août 1824, t. 1 de 1825, 299.

Un combat singulier sort de la classe des duels, et peut être considéré comme un assassinat, si celui qui a tué son adversaire était le provocateur, a tiré le premier, et, malgré les instances des témoins, à une distance tellement rapprochée, qu'il avait la presque-certitude d'atteindre celui sur qui son arme était dirigée. C. C. 21 sept. 1821, t. 23, 643.

## E.

EAU (Cours d'), (Prise d').

1. Quelles rivières sont du domaine public. — Quelles du domaine privé. — A qui appartient le lit abandonné d'une rivière.

2. Quelle autorité est compétente pour connaître des contestations entre riverains.

3. Prise d'eau. — Les lois nouvelles ont modifié les conventions prohibitives de l'usage des cours d'eau. — L'abolition de la féodalité n'a pas porté atteinte aux droits des cours d'eau anciennement concédés.

4. Effet de la classification des torrens dans l'ordre des rivières. — Des canaux. —

Comment se règle le droit de prise d'eau. — Changement du cours d'une rivière. — Prescription du droit de prise d'eau. — Autorité compétente pour

connaître des contestations relatives à l'exercice du droit de prise d'eau.

### § 1. — Cours d'eau.

1. Les rivières flottables à trains ou radeaux sont seules du domaine public, et celles qui ne sont flottables qu'à bûches perdues sont du domaine privé. C. C. 22 août 1823, t. 2 de 1824, 230.

2. L'ancien propriétaire du lit abandonné par une rivière, et qui a conservé motte ferme, en a seul la propriété, à l'exclusion des autres riverains. Toulouse, 30 juin 1818, t. 20, 508.

3. Lorsqu'il s'élève une contestation entre deux propriétaires riverains sur le cours d'une rivière, les tribunaux sont compétents pour en connaître, si la rivière n'est pas navigable le long des propriétés des parties litigantes, bien qu'elle le soit dans un autre endroit. C. C. 25 août 1819, t. 21, 604.

### § 2. — Prise d'eau.

4. Les lois nouvelles, en accordant aux riverains des rivières navigables le droit d'y faire telle prise d'eau qu'ils voudraient, ont modifié les conventions prohibitives de l'usage des cours d'eau et de l'établissement de certaines usines. C. C. 18 juin 1806, t. 7, 361.

5. Les lois qui ont aboli la féodalité n'ont pas porté atteinte aux concessions faites par les ci-devant seigneurs du droit de cours d'eau des ruisseaux ou petites rivières coulant dans leurs seigneuries. C. C. 23 vent. an 10, t. 2, 329.

6. Les art. 538 et 644 du cod. civ., qui rangent les torrens dans l'ordre des rivières, privées et autorisent les propriétaires riverains à user de l'eau, à la charge de la rendre, à la sortie de leurs fonds, à son cours ordinaire, ont eu pour effet d'éteindre pour l'avenir les redevances qui, avant la promulgation de ces articles, étaient le prix de concessions faites, au nom du gouvernement, du droit de dérivation d'eau de torrent. C. C. 21 fév. 1810, t. 11, 164.

7. Celui dont un ruisseau traverse la propriété ne peut pas faire, pour le retenir, des ouvrages préjudiciables aux propriétaires inférieurs, qui reçoivent moins d'eau, et sont exposés dans les temps de sécheresse à n'en point recevoir du tout; il doit le rendre, à la sortie de ses fonds, à son cours ordinaire. C. C. 7 avril 1807, t. 8, 486.

La même cour a jugé en sens contraire par un autre arrêt. 15 juil. 1807, t. 8, 490.

Voy. toutefois les observations qui la précèdent.

8. Le propriétaire dont l'héritage borde un canal appartenant à son voisin peut faire des constructions sur ce canal pour prendre une partie des eaux qui y coulent, alors qu'il n'en résulte aucun préjudice pour les usines que le canal est destiné à alimenter. C. C. 9 déc. 1818, t. 20, 778.

9. La cour de Colmar a décidé, au contraire, que le riverain n'a aucun droit de prise d'eau sur un canal. 12 fév. 1813, t. 14, 202.

10. Le droit de prise d'eau, consacré en faveur des propriétaires riverains par l'art. 644 du cod. civ., doit être réglé de manière que le propriétaire inférieur, par l'usage qu'il en fait pour l'irrigation de ses propriétés, ne nuise pas au propriétaire supérieur. C. C. 17 mars 1819, t. 21, 205.

11. Ce droit de prise d'eau ne peut s'exercer dans le cas où l'eau courante passe dans un canal ou bief servant à l'usage d'un moulin. C. C. 28 nov. 1815, t. 17, 698.

12. Les anciens riverains d'une rivière non navigable qui a changé de cours, s'ils ne sont pas riverains du cours actuel, ne peuvent s'autoriser de leur ancien droit pour prendre de l'eau dans le nouveau lit. C. C. 11 fév. 1813, t. 14, 187.

13. Le droit de prise d'eau ne peut se prescrire que par un laps de trente ans, à compter de l'époque où ont été terminés des travaux apparens faits par le propriétaire du fonds inférieur, à fin de faciliter la chute et le cours des eaux dans sa propriété. C. C. 25 août 1812, t. 13, 795.

14. Les tribunaux ont le droit de connaître d'une affaire portée devant eux à l'occasion d'un ancien règlement concernant la distribution et le partage des eaux entre des propriétaires riverains, lorsqu'il ne s'exerce aucun conflit entre eux et l'autorité administrative. Les anciens réglemens sur le cours et l'usage des eaux doivent continuer à recevoir leur exécution. C. C. 8 sept. 1814, t. 16, 619.

15. Lorsque des propriétaires de différens terrains ont le droit de se servir des mêmes eaux, et que le mode de jouissance n'est déterminé ni par les titres, ni par aucun règlement particulier ou local, il entre dans la compétence des tribunaux de prononcer sur les points qui divisent les intéressés. C. C. 10 avril 1821, t. 23, 276.

16. La connaissance des contestations qui s'élèvent entre une commune et un particulier sur un droit de prise d'eau concédé à celui-ci par le ci-devant seigneur de celle-là appartient aux tribunaux, et non à l'autorité administrative. C. C. 23 vent. an 10, t. 2, 832.

EAUX *pluviales*. V. *Servitude*.

ECCLESIASTIQUE. V. *Prêtre*.

ÉCHANGE ( *Contrat d'* ).

*Règle du droit d'échange. — Quid les choses peuvent être l'objet d'un échange. — Pacte de rachat stipulé dans un contrat d'échange. — Du cas d'éviction sous les lois romaines. — Droits d'enregistrement.*

1. Les règles du contrat de vente applicables au contrat d'échange. C. C. 16 janv. 1810, t. 11, 50.

2. L'échange d'une chose indivise, sans le consentement du copropriétaire, est nul, lors même qu'un partage ultérieur en conférerait la propriété exclusive à celui qui en a disposé à titre d'échange, et celui-ci peut être considéré comme lésionnaire. C. C. 16 janv. 1810, t. 11, 50.

3. L'échangiste qui acquiert la propriété après le marché consommé, que l'échange qu'il a reçu n'était pas la propriété de son copermutant, ne peut cependant rompre le contrat, tant qu'il n'est troublé dans sa possession. C. C. 11 fév. 1815, t. 17, 754.

4. Un autre arrêt avait décidé qu'il n'y avait aucune possibilité de l'éviction autorisée par l'art. 1626 du code de procédure à demander la résiliation de l'échange. C. C. 16 janv. 1810, t. 11, 50.

5. En matière d'échange d'immeubles, on peut convenir que, si l'un des échangistes vend le fonds qu'il recoit, l'autre sera libre de le reprendre. Cette clause de rachat n'est pas soumise à la prescription de cinq ans. Aix, 14 mai 1813, t. 17, 540.

6. Un copermutant évincé de l'objet qu'il a reçu à titre d'échange n'est fondé, d'après les lois romaines, à revendiquer la chose qu'il a donnée en échange contre le tiers qui l'aurait acquise de bonne foi. *Quid* sous l'empire du code civil? C. C. 16 prair. an 12, t. 13, 548.

7. Pour fixer le droit de mutation sur un échange d'immeubles avec soulte et retour, la régie peut prendre pour base le revenu des objets échangés ou un autre revenu courant, sans être obligée de recourir à la fixation du prix porté dans le contrat, soit à l'expertise. C. C. 29 sept. 1812, t. 13, 416; 13 déc. 1809, t. 10, 548.

8. Lorsque, dans un contrat d'échange, les choses sont données sans soulte ni retour, les immeubles échangés sont déclarés de la même valeur, toutes charges comprises, et qu'il n'y a aucune différence, néanmoins, l'un est grevé de plus de charges que l'autre, le receveur de l'impôt d'enregistrement doit percevoir le droit p...

tionnel sur l'excédant, indépendamment de celui dû sur le prix déclaré. C. 14 vent. an 13, t. 5, 451.

8. Lorsque le retour, stipulé dans un contrat d'échange, est inférieur à la valeur réelle de l'objet qui donne lieu à la vente, la régie a deux ans pour demander le supplément de droit et l'amende. C. 13 déc. 1809, t. 10, 847.

**ÉCÉANCE. V. Délai.**

**EMPRISONNEMENT. V. Emprisonnement.**

**EFFETS de commerce.** 1. Les principes qui régissent les obligations civiles sont applicables aux effets de commerce. C. 20 nov. 1817, t. 19, 927.

2. Le souscripteur d'un effet négociable ne peut pas en refuser le paiement au porteur, sous le prétexte qu'il n'est qu'un prête-nom. C. C. 29 brum. an 13, t. 1, 111.

3. Des effets de commerce protestés et présentés pour celui qui les a souscrits ne peuvent pas revivre par leur passage dans les mains d'un tiers, après leur échéance. C. C. 28 mars 1811, t. 12, 190.

4. Le porteur d'un effet de commerce qui a formé sa demande en paiement contre le tireur et l'un des endosseurs, et à la fois, peut, sans attendre l'issue du recours en garantie exercé contre qui il veut, droit par ce dernier, requérir qu'il soit passé outre à la condamnation du tireur. C. C. 27 juin 1810, t. 11, 637.

5. Le dépôt autorisé par la loi du 6 germ. an 3 pouvait avoir lieu même pendant les trois jours de l'échéance de l'effet de commerce. C. C. 3 brum. an 8, t. 3, 350.

6. L'obligation notariée que souscrit le tireur d'un effet de commerce, au profit du créancier qui en est porteur, donne à l'action une durée de trente ans, en sorte que bien que le créancier se soit réservé expressément le droit d'agir en vertu de l'effet de commerce, et par la voie d'exécution qui lui est propre. Paris, 14 janv. 1825, t. 1 de 1825, 311.

7. Tout souscripteur, accepteur, ou endosseur d'un effet de commerce, est obligé, en cas de faillite de l'un des endosseurs, de donner caution pour le paiement à l'échéance, ou de payer immédiatement. Nismes, 31 janv. 1825, t. 3 de 1825, 41.

8. Il n'y a aucune différence, à cet égard, entre les endosseurs postérieurs au failli et ceux qui lui sont antérieurs. Nismes, 31 janv. 1825, t. 3 de 1825, 41.

9. Le négociant qui a cautionné un tiers en faveur d'un autre négociant peut être assigné devant le tribunal de commerce du lieu où ce crédit a été ou-

vert, bien que domicilié ailleurs, si ce tribunal est compétent à l'égard du débiteur principal, mis en cause avec lui. C. C. 26 juil. 1809, t. 10, 580.

10. Les effets de commerce qui n'ont été donnés que pour faciliter le paiement du prix d'un marché ne sont pas soumis à la prescription de cinq ans. C. C. 19 août 1811, t. 12, 894.

11. La simple garantie apposée sur un effet de commerce a moins d'effet que l'aval qui renferme une obligation solidaire. C. C. 15 therm. an 9, t. 2, 97.

**EFFETS publics.** 1. Les marchés à terme d'effets publics, et particulièrement de rentes sur l'état, sont nuls.—La nullité peut être invoquée contre l'agent de change qui les a faits, et elle ne peut être couverte par des ratifications. C. C. 11 août 1824, t. 3 de 1824, 497 et 513.

2. Une vente d'effets publics doit être considérée comme non avenue, si, faute de livraison par le vendeur à l'époque stipulée, l'acheteur ne le met en demeure de livrer les effets, et n'en fait ensuite opérer le rachat au compte de celui-ci par le syndic des agents de change. Paris, 7 mars 1811, t. 12, 190.

3. Les spéculateurs sur la hausse et la baisse des effets publics ne sont pas contraignables par corps au paiement de la différence entre le prix de la revente et celui de l'acquisition. Paris, 13 fruct. an 13, t. 6, 439.

4. Le mandataire salarié qui, après avoir transféré, au nom de son mandant, une rente sur le grand-livre de la dette publique à un agent de change généralement considéré comme solvable, n'a pas exigé le paiement du prix dans les trois jours suivans, est responsable de l'insolvabilité de l'agent de change, survenue le quatrième jour. Paris, 22 avril 1824, t. 1 de 1825, 533.

5. Lorsqu'un individu pourvu d'un conseil judiciaire a vendu sa rente sur l'état sans l'assistance de ce conseil, ce n'est pas le trésor royal qui répond de cette vente, faite sans capacité. Paris, 24 janv. 1825, t. 1 de 1825, 477.

6. Ce n'est pas le notaire, parce qu'il aurait délivré un certificat attestant le droit de l'héritier d'être immatriculé au lieu et place de son père, décédé. Paris, 24 janv. 1825, t. 1 de 1825, 477.

7. C'est l'agent de change par le ministère duquel a été vendue la rente. Paris, 24 janv. 1825, t. 1 de 1825, 478.

**EFFET rétroactif.** 1. En général, les procès doivent être jugés suivant les lois existantes au moment où ils ont pris naissance. C. C. 21 prair. an 10, t. 2, 514.

2. Lorsqu'un tribunal est saisi d'une

cause, la survenance d'une loi qui attribue à un autre tribunal la connaissance des affaires de même nature ne dépouille pas le premier. C. C. 4 mes. an 12, t. 4, 573.

3. Le principe de la non-rétroactivité des lois n'est applicable qu'au fond des droits acquis, et à la punition des délits antérieurs, mais nullement aux règles d'après lesquelles ces droits et ces délits doivent être poursuivis devant les tribunaux. Ainsi, il n'y a pas violation du principe de la non-rétroactivité des lois dans un arrêt de la chambre d'accusation qui renvoie à un tribunal de police correctionnelle le jugement d'une affaire qui, d'après la loi en vigueur au commencement de l'instruction, devait être soumise à une cour d'assises. C. C. 10 mai 1822, t. 24, 421.

4. L'application du code civil à une contestation antérieure ne présente pas une violation de l'art. 2 du code, si d'ailleurs les principes anciens étaient les mêmes. C. C. 4 janv. 1825, t. 3 de 1825, 55; 23 mai 1812, t. 13, 492.

5. Peut-on donner aux décisions ministérielles un effet rétroactif? T. 3 de 1825, 121.

**EFFET suspensif.** V. *Appel*.

**EFFRACTION.** V. *Vol*.

**ÉGALITÉ** (*promesse d'*). V. *Promesse d'égalité*.

**EGOUT.** V. *Servitude*.

**EGLISES.** 1. Les places qui appartaient à des particuliers dans les églises ont été supprimées par la loi du 12 juil. 1790. C. C. 19 avril 1825, t. 3 de 1825, 447.

2. Le droit de séance que le fondateur d'une chapelle s'y est réservé anciennement, s'il n'a point un caractère de réalité, ne peut pas être réclamé aujourd'hui par l'acquéreur des biens du fondateur. C. C. 1 fév. 1825, t. 3 de 1825, 518.

3. Les dispositions du décret du 30 déc. 1809, qui ne rétablit le droit de *banc* que pour le fondateur et sa famille, pourraient être opposées à une personne étrangère au fondateur, qui réclamerait le droit exclusif d'occuper une chapelle. C. C. 1 fév. 1825, t. 3 de 1825, 518.

**ÉLARGISSEMENT.** V. *Mise en liberté*.

**ELECTION.** — **ELECTEUR.** L'exercice du droit électoral par celui qui n'est pas électeur ne constitue ni crime ni délit. On ne peut l'assimiler à l'usurpation de fonctions publiques ou civiles. Amiens, 26 juin 1822, t. 24, 541.

**ELECTION de domicile.** V. *Domicile*.

**ELECTION d'héritier.** V. *Paul* livre.

## EMANCIPATION.

*Qui a qualité pour émanciper*

*Qui a droit à l'émancipation*

*Forme de l'émancipation*

*De l'émancipation par mariage.*

1. Le droit d'émanciper n'est une conséquence de la tutelle, mais une qualité de père ou de mère. — A mère déchue de la tutelle conserve le droit d'émanciper ses enfans. Liège, 6 mai 1807, t. 9, 286; Colmar, 17 juin 1807, t. 9, 286.

2. L'émancipation peut être accordée à la mineure qui s'est laissée séduire. 26 therm. an 9, t. 2, 107.

3. L'émancipation doit être expresse et formelle : elle ne pourrait pas résulter de la circonstance que le père fait nommer un curateur à l'un de ses enfans en âge d'être émancipé, et qu'il est autorisé à former, comme tuteur, des autres enfans au-dessous de cet âge, une action en partage. Riom, 22 janv. 1823, t. 2 de 1824, 261.

4. L'émancipation opérée par mariage n'est pas détruite par sa dissolution avant la majorité. C. C. 21 fév. 1823, t. 23, 135.

**EMBAUCHAGE.** La connaissance du crime d'embauchage appartient aux tribunaux militaires, quelle que soit la nature du prévenu. C. C. 12 oct. 1820, t. 1, 797; 22 août 1822, t. 24, 636.

## EMIGRATION.

§ 1. *Ce qui constitue l'état d'émigration. — Effets de l'émigration. — Comment et par qui les émigrés ont été représentés.*

§ 2. *Radiation. — Effets de la radiation.*

§ 3. — *Amnistie.*

§ 4. *Droits de successibilité de l'émigré ou de ses héritiers. — Droits des tiers. — Compétence.*

§ 1. — *Ce qui constitue l'état d'émigration. — Effets de l'inscription sur la liste des émigrés. — Comment et par qui les émigrés ont été représentés.*

1. La seule inscription sur la liste des émigrés, bien que suivie de réclamation dans le délai fixé par la loi, suffit pour constituer l'inscrit en état de mort civile.

tout le temps qu'a duré l'inscription. C. C. 28 germ. an 12, t. 4, 445.

13. Les délais d'obligation contractés par un individu inscrit mal à propos sur la liste des émigrés n'ont pas couru pendant cette inscription. Paris, 10 flor. an 10, t. 2, 279.

14. L'inscription faite à un émigré, pendant son inscription sur la liste, n'est pas d'intérêt de cet émigré, comme de l'intérêt du fisc. C. C. 15 vent. an 14, 345.

15. On ne doit considérer comme nul le testament fait par l'inscrit qui n'a été rayé de la liste qu'à sa mort. C. C. 28 germ. an 12, t. 4, 445.

16. L'inscrit sur la liste des émigrés, qui est en temps utile, a pu tester, et ses dispositions sont valables lorsqu'il est mort avant la loi du 12 vent. an 8, et lorsqu'il n'a été ensuite rayé définitivement de la liste. C. C. 12 mai 1806, t. 4, 445.

17. L'incapacité dont l'émigré était frappé par la loi du 12 vent. an 8, ne l'a pas suivi en pays étranger. C. C. 7 janv. 1806, t. 7, 5.

18. Les enfans nés pendant l'émigration de leur père et mère ne sont pas légitimes, mais ils sont habiles à recueillir, concurremment avec ceux nés antérieurement, les biens collatéraux qui leur seraient dévolus à la place de leur père mort civil. C. C. 8 fév. 1810, t. 11, 119.

19. Les émigrés ont, pendant leur émigration, été représentés par le domaine national pour tous leurs droits actifs et passifs de la même manière qu'on ne peut leur opposer aucune incapacité de vouloir et d'acquiescer. C. C. 10 mai 1820, t. 22, 460.

20. La prescription a couru contre eux pendant leur absence du territoire français. C. C. 16 prair. an 12, t. 4, 557.

21. L'individu prévenu d'émigration qui n'est encore inscrit sur la liste des émigrés n'a pu être représenté en justice pendant son émigration. C. C. 5 prair. an 8, t. 1, 392.

22. Lorsque la république plaideait comme défenderesse d'un émigré, elle représentait tacitement les autres émigrés de sa famille, avec lesquels il y avait communauté d'intérêts et de moyens. Paris, 10 flor. an 14, t. 5, 307.

23. C'est pourquoi l'émigré tacitement représenté n'a pas été recevable, après sa mort, à former tierce opposition aux jugemens rendus contre la république, et les droits d'un autre émigré. C. C. 5 pluv. an 13, t. 5, 307.

24. L'émigré amnistié ne peut réclamer le bénéfice d'une institution contractée par lui, lorsque, dans un partage de préférence fait avec l'état, les agens de la république ont renoncé expressément à cette institution, et que d'ailleurs, sur

la foi de cette renonciation, des droits ont été acquis à des tiers. C. C. 24 mars 1824, t. 2 de 1824, 465.

14. Il en serait autrement si les agens du gouvernement s'étaient bornés à ne pas réclamer le bénéfice de l'institution, sans y renoncer expressément. C. C. 15 avril 1812, t. 48, 361.

15. L'héritier bénéficiaire d'une succession, qui depuis a été confisquée par l'état à la suite de son émigration, n'est pas tenu des dettes de cette succession non acquittées par l'état avant son amnistie. C. C. 22 janv. 1807, t. 8, 37.

## § 2. — Radiation. — Effets de la radiation.

16. La communauté dissoute par l'émigration du mari, et par la liquidation des droits de la femme, faite contradictoirement avec l'état, qui représentait l'émigré, n'a pas été rétablie de plein droit par la radiation de ce dernier. Paris, 8 flor. an 12, t. 4, 474.

17. La femme d'un émigré peut opposer aux créanciers de la communauté la renonciation qu'elle y a faite, en vertu de la loi du 1 flor. an 3. — L'effet de cette renonciation ne cesse pas par la radiation du mari et la réunion des deux époux. C. C. 22 pluv. an 13, t. 5, 401.

18. Les héritiers d'un émigré qui n'a été rayé de la liste que depuis le 4 niv. an 8, et après son décès, ne peuvent pas faire déclarer nulles les ventes consenties par leur auteur pendant sa mort civile. C. C. 28 frim. an 13, t. 5, 169.

19. Un individu rayé de la liste des émigrés n'a pas pu agir en justice sans rapporter la preuve de sa radiation. C. C. 21 vend. an 11, t. 3, 33.

20. L'inscrit sur la liste des émigrés, rayé définitivement, ne perd pas tous ses droits dans les successions de ses ascendans, par l'effet du partage fait entre eux et la république, en vertu de la loi du 9 flor. an 3. Angers, 29 germ. an 10, t. 2, 399.

21. La portion héréditaire de l'inscrit dans les successions de ses ascendans, ouverte avant son élimination, n'est point exclusivement absorbée par le lotissement de la république, en sorte que tous les biens qui se trouvent dans leurs successions appartiennent aux héritiers non inscrits. Angers, 29 germ. an 10, t. 2, 399.

22. Il doit, au contraire, être fait de nouveaux partages entre les héritiers non inscrits et l'héritier rayé, sauf le prélèvement, en faveur des premiers, d'une portion de biens égale à celle que la république a reçue des ascendans, à cause de l'émigration présumée. Angers, 29 germ. an 10, t. 2, 400.



§ 3. — *Amnistie.*

23. La mort civile d'un émigré cessait du jour de l'arrêté qui le déclarait amnistié, quelle que fût l'époque de la délivrance du certificat d'amnistie. C. C. 3 niv. an 13, t. 5, 181.

24. Les émigrés amnistiés par le sénatus-consulte du 6 flor. an 10 n'étaient réintégrés dans leurs droits civils qu'après avoir accompli les conditions qui leur étaient imposées par ce sénatus-consulte. C. C. 24 déc. 1823, t. 2 de 1824, 458.

25. Les émigrés amnistiés ou éliminés ne peuvent opposer, en compensation des droits de mutation par décès dont ils sont débiteurs, les créances qu'ils ont à exercer contre l'état, pour raison du prix de leurs biens vendus. C. C. 8 vend. an 14, t. 6, 470.

26. Un émigré amnistié est recevable dans sa tierce opposition à des jugemens rendus contre sa femme pendant son absence, et qui leur attribuent pour fils un enfant qu'elle a désavoué, et que lui-même méconnaît. C. C. 7 déc. 1808, t. 9, 683.

§ 4. — *Droits éventuels de l'émigré. — De ses successibles. — Droits des tiers. — Compétence.*

27. Lorsqu'une succession échue à un émigré pendant son émigration a été recueillie par sa fille, comme représentant son père, et non par le fisc, qui y avait droit, l'émigré peut, en vertu de la loi du 5 déc. 1814, revendiquer les biens recueillis et qui se trouvent dans les mains des héritiers de sa fille, décédée. Paris, 24 fév. 1823, t. 3 de 1823, 141.

28. Ceux-ci ne sont pas fondés à lui opposer, qu'aux termes de la loi du 5 décembre les émigrés doivent respecter indistinctement tous les actes faits pendant leur émigration. *Ibid.*

29. C'est l'époque de l'amnistie, de la radiation, ou de la restitution des biens, et non celle du décès de l'émigré, qu'il faut considérer pour décider quels sont ceux qui sont habiles à lui succéder.

Ainsi, les biens restitués en vertu de la loi du 5 sept. 1814 appartiennent à ceux des membres de la famille de l'émigré à qui il les eût transmis lui-même, s'il eût vécu jusqu'à la publication de cette loi, et non à ceux qui étaient appelés à lui succéder lors de sa mort, comme ses héritiers naturels ou testamentaires. C. C. 3 janv. 1821, t. 23, 11; 25 janv. 1819, t. 21, 43; 18 fév. 1824, t. 3 de 1824, 337; 19 mai 1824, t. 2 de 1824, 273; 10 fév. 1823, t. 2 de 1823, 556; 4 juil. 1825, t. 3 de 1825, 229.

30. La loi ne met à cet égard aucune différence entre les biens qui avaient été mis en séquestre et ceux qui avaient été confisqués. C. C. 18 fév. 1824, t. 3 de 1824, 337.

31. La remise des biens des émigrés ordonnée par la loi du 5 sept. 1814 n'est faite qu'à ceux de leurs héritiers qui ont renoncé à leur succession, comme à ceux qui l'avaient acceptée. Paris, 24 fév. 1816, t. 18, 315.

32. Le cessionnaire des droits sur les biens de l'héritier d'un émigré ne peut prétendre aux biens rendus par la loi du 5 déc. 1814, surtout si, au temps du transport a été consenti, il était possible de prévoir cette remise. Ces biens appartiennent exclusivement à l'héritier. C. C. 18 fév. 1819, t. 24, 50.

32 bis. L'héritier naturel d'un émigré, qui, avant la loi de 1814, avait senti l'exécution pleine et entière de son testament dans lequel l'émigré légua d'autres biens dont il était en possession, ceux confisqués sur lui, dans le cas où lui seraient rendus en nature ou en valeur, peut, malgré ce consentement, réclamer les biens restitués. C. C. 1825, t. 3 de 1825, 229.

33. L'indemnité dont il est parlé dans l'art. 3 de l'arrêté du 24 therm. an 9, relatif aux bois confisqués et déclarés inaliénables dans les mains de l'émigré, n'a été réservée qu'aux tiers qui pouvaient y avoir des droits, et non au propriétaire dépouillé; et en conséquence, le legs fait par celui-ci de l'indemnité est sans effet. C. C. 1825, t. 3 de 1825, 229.

33 bis. Le parent d'un émigré décédé avant la loi du 5 déc. 1814, qui recueille en vertu de cette loi, les biens confisqués sur son parent, doit contribuer au paiement des dettes de ce dernier, avec l'héritier qui a précédemment appréhendé la succession, ou les représentants de l'héritier. Paris, 2 août 1822, t. 1 de 1822, 495.

34. La remise qui a été faite aux émigrés de leurs biens non vendus, a libéré leurs créanciers dans toutes les actions réelles qui leur appartenaient avant la confiscation des biens. C. C. 30 juil. 1823, t. 2 de 1823, 491; 12 août 1823, t. 2 de 1823, 494; Paris, 7 juin 1814, t. 18, 366.

35. Quelques arrêts avaient déclaré que les émigrés ainsi réintégrés dans leurs biens n'étaient passibles de leurs dettes contractées avant l'émigration, ni personnellement, ni hypothécairement. Paris, 12 et 14 avril 1821, t. 23, 290.

6. Dans le cas d'une donation faite à un individu qui émigra après avoir eu la jouissance des biens donnés et, lorsque ces biens, ayant été séquestrés pour cause d'émigration, n'ont pas été vendus, la liquidation doit en être faite à ce donataire, et non aux héritiers naturels du donateur. Paris, 27 avril 1824, t. 1 de 1825, 63.

7. En d'autres termes, les héritiers naturels du donateur ne sont pas, dans ce cas, préférables au donataire. Paris, 27 avril 1824, t. 1 de 1825, 63.

8. L'acte par lequel le gouvernement a autorisé les frères et sœurs légitimes d'un émigré, légataire universel de son père, des biens de la succession de celui-ci recueillis par ses fils émigrés, sur qui ces biens avaient été confisqués, est une donation en faveur de légitime, et non un partage de succession; et, à ce titre, ces biens ont été transmis libres de dettes et d'hypothèques. C. C. 13 mai 1824, t. 1 de 1825, 107.

9. Les créanciers des émigrés, qui ont demandé la liquidation de leurs créances, ont conservé leurs droits et actions contre les débiteurs, tant que la liquidation et le paiement n'ont pas été effectués. Paris, 11 mai 1812, t. 13, 466.

10. L'acquéreur d'un immeuble, qui, par suite de l'émigration du vendeur, a payé les créanciers hypothécaires, s'il a ensuite été obligé à un second paiement envers le vendeur, en vertu de la loi du 8 août 1792, n'a pas d'action pour se faire rembourser; mais, généralement la nullité prononcée par la loi, des paiements faits aux émigrés à leurs agents et fondés de pouvoir, est relative qu'aux intérêts de l'état, et le créancier qui a reçu peut être dispensé de restituer. C. C. 22 germ. an 9, t. 9, 9.

11. Dans le sens des lois des 5 déc. 1792 et 16 janv. 1816, qui ont accordé un délai aux émigrés, pour le paiement de leurs dettes, on peut considérer comme une mesure conservatoire la demande du créancier tendante à ce que son débiteur ne puisse couper annuellement que vingtième d'un bois taillis. C. C. 10 mai 1810, t. 22, 460.

12. La nation, en se déclarant débitrice des créanciers des émigrés, mais pour la liquidation seulement qui la concerne, n'a pas altéré l'action hypothécaire qui compete à ces créanciers sur les biens possédés par les codébiteurs non émigrés. C. C. 5 niv. an 13, t. 5, 203.

13. Au contraire, la nation n'a éteint l'action en solidarité que dans son intérêt exclusif, et le créancier peut agir hypothécairement contre les codébiteurs des émigrés, et pour le tout, lors même

qu'il aurait négligé de poursuivre administrativement la liquidation de sa créance, pour la part à la charge de l'état. C. C. 5 niv. an 13, t. 5, 203.

44. Le créancier de l'émigré qui s'est fait liquider par l'administration, mais qui n'a pas retiré le montant de son bordereau, peut, nonobstant l'arrêté de liquidation, poursuivre le paiement de sa créance contre l'émigré. Paris, 14 nov. 1818, t. 20, 736.

45. Le fait d'avoir sollicité et obtenu l'amnistie de leur auteur décédé en état d'émigration ne constitue pas, pour les successibles, une acceptation de sa succession. C. C. 8 fév. 1810, t. 11, 119.

46. La loi du 16 vent. an 9, qui a prorogé, en faveur des créanciers des émigrés, les délais accordés par la loi de brum. an 7, pour faire inscrire leurs hypothèques anciennes, dans le cas où lesdits émigrés seraient rayés de la liste fatale, et n'a fait courir ces délais qu'à compter du jour de la levée du séquestre par le préfet, doit encore recevoir son application relativement aux biens restitués en vertu de la loi du 5 déc. 1814. C. C. 11 août 1824, t. 1 de 1825, 145.

47. En conséquence, le délai de trois mois accordé pour former l'inscription doit courir du jour seulement où l'émigré a obtenu la remise de ses biens. C. C. 11 août 1824, t. 1 de 1825, 145.

48. Celui qui eût pu être tenu de faire liquider une rente due par l'état à un tiers, mais qui s'en est abstenu depuis l'émigration de celui-ci, n'est pas passible de dommages et intérêts. C. C. 21 mai 1822, t. 1 de 1823, 17.

49. Les créanciers des émigrés, en devenant, par la loi du 1 flor. an 3, créanciers directs de l'état, ont conservé leurs actions solidaires contre les coobligés primitifs à leurs créances. C. C. 14 niv. an 10, t. 2, 228.

50. Les cautions des émigrés sont restées obligées envers les créanciers, nonobstant les lois qui ont déclaré leurs dettes nationales. Paris, 11 mai 1812, t. 13, 466.

51. Les contestations relatives aux successions échues aux émigrés amnistiés doivent être portées devant les tribunaux ordinaires, quoiqu'il y ait un partage provisoire avec le domaine. C. C. 15 avril 1812, t. 13, 361.

52. La validité des paiements faits au nom des émigrés, dans les caisses de l'état, doit être jugée par l'autorité administrative. C. C. 18 pluv. an 12, t. 4, 275.

EMPHYTEOSE. 1. Il n'y a point d'emphytéose sans aliénation de la propriété. C. C. 23 niv. an 7, t. 1, 299.

2. En conséquence le bail n'est réputé emphytéotique qu'autant qu'il renferme un transport de la propriété pleine et entière, sauf la résolution au temps fixé. Paris, 1 pluv. an 10, t. 2, 254; 23 niv. an 7, t. 1, 299; C. C. 26 mai 1822, t. 24; 543.

3. Dans ce cas le preneur peut exercer sur la redevance la retenue de droit qui a lieu sur les prestations foncières, et refuser au bailleur l'indemnité accordée dans les simples baux à ferme pour la suppression de la dîme. Paris, 1 pluv. an 10, t. 2, 254.

4. L'emphytéote, obligé par son bail de payer, à l'acquit du bailleur, différentes redevances inhérentes au fonds, et supprimées depuis comme féodales, profite, exclusivement au propriétaire, de la suppression de ces redevances. Paris, 19 août 1808, t. 9, 505.

5. Les baux emphytéotiques ne peuvent pas être rescindés pour cause de lésion. Bruxelles, 28 therm. an 9, t. 2, 111.

6. Les emphytéotes des biens ci-devant ecclésiastiques, qui n'ont pas représenté et fait parapher leurs baux dans le délai et selon le mode prescrits par l'art. 37 de la loi des 11-24 août 1791, ont encouru la déchéance prononcée par l'art. 38 de la même loi. C. C. 1 niv. an 6, t. 1, 236.

7. La clause de non-retention des impositions territoriales dans un bail *emphytéotique* antérieur aux lois nouvelles s'étend à la contribution foncière. C. C. 17 pluv. an 8, t. 1, 377.

**EMPOISONNEMENT.** 1. Avant le code pénal, le crime d'empoisonnement emportait toujours préméditation. C. C. 26 vend. an 12, t. 4, 26

2. Le jugement rendu en suite d'une déclaration du jury, portant qu'il y a eu empoisonnement, mais qu'il n'y a pas eu préméditation, est nul. C. C. 26 vend. an 12, t. 4, 26.

## EMPRISONNEMENT.

§ 1. *Formes générales de l'emprisonnement. — A la requête de qui il peut être fait. — En vertu de quel titre. — Du commandement. — Délais à observer pour l'arrestation. — Pouvoir de l'huissier. — Présence du juge de paix. — Procès verbal. — Procès verbal d'écrou. — Transfert médiat ou immédiat dans la prison.*

§ 2. *Nullité de l'emprisonnement. — Devant quel tribunal elle peut*

*être demandée. — Formalités. — Jugemens. — Appel.*

§ 3. *Consignation d'alimens.*

§ 4. *Recommandation.*

§ 5. *Durée de l'emprisonnement. Demande en élargissement. Etat de maladie du détenu.*

§ 1. — *Formes générales de l'emprisonnement.*

1. L'emprisonnement est valable fait à la requête de celui au nom duquel est le titre, quoique celui-ci ait déclaré que ce titre ne lui appartenait pas. Paris, 25 janv. 1810, t. 11, 98.

2. L'emprisonnement peut être prononcé, en vertu d'un jugement par défaut émané d'un tribunal de commerce, par l'huissier que ce tribunal a commis à sa signification, sans qu'il soit besoin de tenir une commission spéciale du président du tribunal civil. Rouen, 20 janv. 1814, t. 16, 522.

3. Lorsqu'un débiteur emprisonné en vertu d'un jugement par défaut a proposé par suite d'une procédure en faux incident civil, que la signature du billet n'était pas la sienne, il a droit à des dommages et intérêts, quoique son incarcération puisse être imputée à sa négligence pour ne s'être pas pourvu à temps par voie de l'opposition. Rouen, 11 fruct. an 12, t. 4, 691.

4. L'arrestation d'une femme condamnée avant son mariage doit être précédée de la notification des poursuites au mari. Paris, 25 fév. 1808, t. 9, 154.

5. L'emprisonnement exécuté en vertu d'un commandement, dont la copie irrégulière doit être déclaré nul, a la même force que l'original serait régulier. Paris, 17 déc. 1817, t. 19, 976.

6. Le délai prescrit par l'art. 780 pour le commandement et l'arrestation est d'un jour franc, et non pas seulement vingt-quatre heures. Rouen, 17 janv. 1818, t. 20, 477.

7. La même cour avait précédemment décidé que le délai n'était que de vingt-quatre heures, et que, en conséquence, l'huissier devait faire mention de l'heure à laquelle il avait fait la signification. Paris, 17 juil. 1813, t. 15, 271.

8. Lorsqu'il existe un premier commandement non périmé et qu'on en fait cependant un autre, il n'est pas nécessaire de mettre un délai de vingt-quatre heures entre ce nouveau commandement et l'arrestation. Bruxelles, 29 juin 1808, t. 9, 381.

9. Lorsque la contrainte par corps est exécutée par suite d'un arrêt qui déclara

et non recevable l'appel du juge qui la prononce, il n'est pas nécessaire d'observer le délai d'un jour en la signification de l'arrêt et l'arrestation, si le jugement a déjà été signifié précédemment avec commandement. Bruxelles, 22 juil. 1819, t. 21, 490.

21. Si la contrainte par corps est exécutée, non pas en vertu du jugement qui est prononcée, mais bien en conséquence d'un arrêt confirmatif, on doit également observer un jour de délai entre la signification de l'arrêt et l'exécution de la contrainte. Colmar, 20 août 1808, t. 9,

1. Le créancier qui, dans l'hypothèse, arrête prématurément son débiteur, lui doit des dommages et intérêts, et le garant du fait de l'huissier qu'il a employé. Colmar, 20 août 1808, t. 9, 511.

2. Il peut, dans ce cas, exercer son recours contre l'huissier qui a fait l'emprisonnement avant l'expiration du délai prescrit. Colmar, 20 août 1808, t. 9, 511.

3. L'arrestation doit être précédée de la signification en entier du jugement. Si la signification ne contenait qu'un extrait du jugement, l'emprisonnement est nul, et le débiteur pourrait réclamer des dommages et intérêts. Nismes, Paris 1813, t. 14, 334.

4. Il n'est pas indispensable, pour la validité de l'emprisonnement, que la signification du jugement qui ordonne la contrainte ait eu lieu en même temps et par le même acte que le commandement. Rennes, 18 janv. 1811, t. 12, 36.

5. L'arrestation d'un débiteur est nulle, si elle a été faite à une heure autorisée par l'art. 1037 du cod. de proc., et avant le lever du soleil. Bruxelles, Paris 1813, t. 14, 268.

6. Le créancier ne peut, à raison de l'emprisonnement, être assigné par d'autrui que le débiteur incarcéré, au domicile élu dans l'écrou. C. C. 17 juil. 1810, t. 11, 707.

7. Un emprisonnement est nul, lorsque l'huissier y a procédé sans pouvoir spécial. C. C. 6 janv. 1812, t. 13, 78, *par analogie*; Lyon, 4 sept. 1810, t. 11, 851.

8. Quelques cours ont décidé en sens contraire. Paris, 25 janv. 1810, t. 11, 98; Rennes, 14 oct. 1808, t. 9, 606.

9. La cour de Nanci a également décidé que l'huissier n'était point obligé d'exhiber son pouvoir. 22 juin 1813, t. 13, 78.

10. La cour de cassation, modifiant sa première jurisprudence, a décidé qu'il n'est pas indispensable que le pouvoir spécial de l'huissier ait acquis une date certaine au moment de l'arrestation. 24 janv. 1814, t. 16, 102.

21. Dans les termes de l'art. 781 du cod. de proc. civ., l'arrestation du débiteur dans son domicile est illégale et nulle si elle n'a point été précédée de l'ordonnance du juge de paix et du transport de ce magistrat au lieu de l'arrestation. Paris, 22 juin 1809, t. 10, 498.

22. L'huissier instrumentaire n'a pas suffisamment rempli le vœu de la loi en appelant le juge de paix après l'arrestation, mais avant l'enlèvement du débiteur. Paris, 22 juin 1809, t. 10, 498.

23. L'huissier qui a fait une arrestation illégale peut être suspendu de ses fonctions, et celui qui l'a employé est passible de dommages et intérêts envers la personne arrêtée. Paris, 22 juin 1809, t. 10, 498.

24. Lorsque l'arrestation se fait dans une maison, l'huissier n'est point obligé d'exhiber l'ordonnance du juge de paix dont il est parlé dans l'art. 781 du cod. de proc. Nanci, 22 juin 1813, t. 15, 78.

25. Mais il doit, sous peine de nullité, avoir cette ordonnance. Paris, 4 janv. 1810, t. 11, 8.

26. Il n'est pas nécessaire que le juge de paix, qui est appelé pour être présent à l'arrestation du débiteur, signe le procès verbal de l'huissier. Paris, 25 fév. 1808, t. 9, 154.

27. Soit que l'arrestation d'un individu soit faite dans sa maison, ou dans une maison tierce, le procès verbal qui en est dressé doit être fait d'un seul contexte, sans divertir à autres actes, et contenir la mention de toutes les formalités prescrites, notamment de la réquisition faite au juge de paix, de son ordonnance et de son transport sur les lieux. Riom, 21 sept. 1821, t. 1 de 1823, 449.

28. Lorsqu'il n'a pas été rendu d'ordonnance par le juge de paix, il suffit que le procès verbal constate le transport de celui-ci. Colmar, 10 déc. 1819, t. 21, 716.

29. L'emprisonnement est nul, si la copie du procès verbal laissée au débiteur arrêté ne mentionne pas les noms des recors qui ont assisté l'huissier, bien que ceux-ci aient signé l'original et que leur noms soient mentionnés dans l'acte d'écrou. Riom, 6 mai 1819, t. 21, 321.

30. Il doit être dressé écrou le jour même de l'entrée du débiteur dans la prison, lors même que ce serait un jour férié. Bourges, 26 août 1823, t. 2 de 1824, 310.

31. Lorsque l'acte d'écrou ne fait pas mention qu'il a été laissé copie au débiteur, tant du procès verbal d'emprisonnement que de l'écrou, on ne peut pas y suppléer par un acte séparé, signifié après l'incarcération. Riom, 28 avril 1808, t. 9, 273.

32. La copie du procès verbal d'écrou tient lieu d'original pour la partie incarcérée : elle peut, en conséquence, arguer des vices qui s'y trouvent, lors même que l'original serait régulier. Paris, 9 germ. an 13, t. 6, 59.

33. Depuis le code de procédure, c'est aux huissiers et aux gardes du commerce, et non aux geôliers, qu'il appartient de rédiger et de transcrire sur les registres les écrous des débiteurs arrêtés pour dettes. Paris, 14 déc. 1807, t. 8, 675.

34. Lorsque le débiteur, lors de son arrestation, a été conduit non dans la prison la plus voisine, mais dans une maison particulière, pour y passer la nuit, il peut, sur ce motif, et quoiqu'il y ait consenti, demander la nullité de son emprisonnement. Bordeaux, 17 juil. 1811, t. 12, 574.

35. L'emprisonnement d'un débiteur n'est pas nul par cela seul que l'huissier ne l'a pas traduit de suite dans la prison où il doit être renfermé, qu'il l'a déposé momentanément dans une autre prison, où il l'a laissé séjourner, lorsque ces diverses circonstances ont été indépendantes de la volonté de l'huissier. Bourges, 26 août 1823, t. 2 de 1824, 310.

36. La translation de ce débiteur, opérée un jour férié, de la prison où il a été déposé dans celle où il doit être détenu, n'est pas non plus une cause de nullité de l'emprisonnement. Bourges, 26 août 1823, t. 2 de 1824, 310.

37. Lorsque, durant le transport du lieu de l'arrestation à la prison, l'huissier et le débiteur ont fait une station momentanée dans une auberge pour s'y reposer, l'emprisonnement ne peut être annulé, sous le prétexte que le débiteur a été détenu dans un lieu non légalement désigné. Colmar, 10 déc. 1819, t. 21, 716.

## § 2. — Demande en nullité de l'emprisonnement.

38. Le débiteur arrêté et conduit en prison est recevable à requérir le référé, tant que le procès verbal de l'emprisonnement et l'acte d'écrou ne lui ont pas été signifiés, conformément à l'art. 789 du cod. de proc. civ. Toulouse, 30 avril 1825, t. 3 de 1825, 349.

39. La demande en nullité de l'emprisonnement pour vices de forme peut être portée devant le juge du lieu où il est fait, quoiqu'il y ait appel du jugement en vertu duquel on y a procédé, et que cet appel soit pendant dans un autre ressort. C. C. 20 mars 1810, t. 11, 263.

40. La validité ou la nullité de l'emprisonnement ne peuvent pas faire la matière d'un référé devant le président du tribunal civil. Bruxelles, 27 juin 1808, t. 9, 378.

41. L'ordonnance rendue en ce cas de référé donne ouverture à l'appel de compétence, quoique la créance pour laquelle l'emprisonnement a eu lieu soit au-dessous de 1,000 fr. Bruxelles, 27 juin 1808, t. 9, 378.

42. Le tribunal civil, statuant par voie de référé renvoyé à l'audience sur une demande en nullité d'emprisonnement, juge nécessaire de la régularité des procédures en vertu desquelles il a été exécuté. Paris, 17 déc. 1817, t. 19, 976.

43. Il n'est pas nécessaire que l'assignation en nullité d'emprisonnement, est signifiée au domicile élu par le créancier dans l'acte d'écrou, contienne l'assignation de délai à raison des distances. Toulouse, 13 janv. 1823, t. 3 de 1824, 317.

44. Les jugemens de première instance qui prononcent la nullité de l'emprisonnement et la mise en liberté d'un débiteur tenu pour dettes ne peuvent pas être déclarés exécutoires par provision sur simple minute. Paris, 9 janv. 1808, t. 9, 378.

45. L'appel du jugement qui a validé l'arrestation du débiteur peut être signifié au domicile élu dans le procès verbal de capture. C. C. 20 mars 1810, t. 11, 263.

46. On doit ajouter au délai de l'assignation un délai supplémentaire à raison de la distance du domicile réel de l'assigné. C. C. 20 mars 1810, t. 11, 263.

47. Le débiteur dont l'emprisonnement n'a été déclaré nul que pour vices de forme n'a pas droit à des dommages et intérêts. Florence, 12 août 1809, t. 10, 647.

## § 3. — Consignation d'alimens.

48. Lorsque le débiteur a été déposé momentanément dans une autre prison que celle où il doit être détenu, il doit effectuer une consignation d'alimens, sous peine de nullité, pour la durée de son séjour dans cette prison. Bourges, 26 août 1823, t. 2 de 1824, 310.

49. La consignation mensuelle de 20 fr. doit être répartie sur une période de trente jours; pour les mois de trente jours, il faut ajouter un supplément; autrement le débiteur a droit à son élargissement. C. C. 14 mars 1821, t. 11, 210; 21 nov. 1820, t. 22, 810; Paris, oct. 1819, t. 21, 626; Toulouse, 16 mars 1818, t. 20, 221.

50. Cependant, malgré une consignation de 20 fr. seulement, pour un mois de trente et un jours, il n'y a pas lieu à l'élargissement du débiteur, si, avant l'expiration du mois, il a été consigné de nouveau une pareille somme de 20 fr. de manière que le débiteur n'ait jamais manqué d'alimens. C. C. 11 juin 1821, t. 11, 210.



1822, 20 août 1822, 20 juin t. 1 de 1823, 513 et 517.

Le recommandant peut, sans le consentement du créancier qui a fait l'emprisonnement du débiteur commun, retenir les alimens qu'il avait consignés, si le créancier ne le puisse pas faire sur l'ordre du recommandant. C. C. 27 pluvi. an 16, t. 18, 262.

Celui qui, après avoir subi la peine de l'emprisonnement à laquelle il a été condamné pour cause d'un délit, n'est plus condamné que pour intérêts civils, doit obtenir son élargissement, lorsque son créancier refuse de lui fournir des alimens. C. C. 11 pluvi. an 13, t. 5, 398.

Le détenu pour dettes est irrévocablement libre pour défaut de consignation des alimens, du moment où le président du tribunal a ordonné sur référé son élargissement. Riom, 7 juil. 1817, t. 19.

Un débiteur qui était détenu pour dette commerciale, et qui a obtenu son élargissement, faute de consignation d'alimens, ne peut pas être incarcéré de nouveau pour la même dette. C. C. 8 fév. t. 1 de 1825, 385; Paris, 5 août t. 19, 780.

L'art. 804 du cod. de proc. qui, sous certaines conditions, autorise la détention du débiteur élargi faute de consignation, n'abroge pas la disposition contraire de l'art. 14 de la loi du 15 germ. an 10, en ce qui concerne les matières commerciales. C. C. 8 fév. 1825, t. 1 de 1825, 385.

L'observation de toutes les formes prescrites par la loi pour l'exercice de la contrainte par corps n'est pas de rigueur lorsqu'il s'agit, non pas d'arrêter le débiteur, mais simplement de recommander le débiteur déjà arrêté. C. C. 8 pluvi. an 16, t. 5, 340.

#### § 4. — *Recommandations.*

1. La recommandation postérieure à la demande en élargissement formée par un débiteur incarcéré est valable, quoiqu'il intervienne ensuite une sentence qui annule l'emprisonnement. C. C. 2 avril 1822, t. 1, 342.

2. La nullité de l'emprisonnement n'empêche pas celle de la recommandation, si l'arrestation a eu lieu par suite des manœuvres pratiquées, vis-à-vis d'un commissaire de police, par le créancier qui a fait la recommandation. C. C. 15 mai 1819, t. 21, 390.

3. Celui qui est arrêté comme prévenu d'un délit peut être recommandé pour sa mise en liberté, lorsque il est acquitté du délit qui l'avait fait em-

prisonner. Paris, 22 frim. an 12, t. 4, 146.

60. L'art. 792 du cod. de proc. civ., qui autorise le créancier à recommander son débiteur arrêté comme prévenu d'un délit, autorise-t-il la recommandation du débiteur arrêté comme prévenu d'un crime? Toulouse, 30 mars 1824, t. 2 de 1825, 136.

§ 5. *Durée de l'emprisonnement. — Demande en élargissement. — Etat de maladie du détenu.*

61. Tout individu incarcéré pour dette commerciale doit obtenir sa liberté, après cinq ans de détention, nonobstant tout écrou et recommandation de la part de ses créanciers. Paris, 1 oct. 1814, t. 16, 628; 22 août 1806, t. 7, 485; 1 oct. 1814, t. 16, 628; 22 août 1806, t. 7, 485; Toulouse, 2 sept. 1823, t. 1 de 1822, 88.

62. Il n'en est pas de même de celui qui est incarcéré pour dette non commerciale, contractée depuis le code de procédure. Paris, 29 mai 1815, t. 17, 384.

63. L'individu qui a été détenu pour dette pendant cinq ans ne peut plus être arrêté et détenu de nouveau à la requête d'aucuns créanciers pour une dette antérieure à sa première détention. Paris, 22 août 1806, t. 7, 485.

64. Toutefois cette décision peut être contredite. Voyez la note qui suit l'arrêt, t. 7, 488.

65. Un débiteur ne peut, malgré l'opposition des créanciers qui l'ont fait arrêter, obtenir pour un temps limité son élargissement sous la simple surveillance d'un garde du commerce, sur le prétexte d'accélérer une liquidation et des paiemens qui doivent servir à sa libération. C. C. 26 fév. 1819, t. 21, 160.

66. Le débiteur incarcéré qui, après avoir déposé son bilan, demande à être admis à la cession de biens, ne peut pas provisoirement obtenir sa mise en liberté. Toulouse, 17 nov. 1808, t. 9, 644.

67. Il faut que préalablement il ait été statué sur sa demande en cession. Paris, 41 août 1807, t. 8, 541.

68. Le créancier qui avait fait arrêter et écrouer son débiteur avant qu'il eût été déclaré en état de faillite ne peut pas, sur ce fondement, s'opposer à sa liberté avec sauf-conduit. Paris, 7 déc. 1824, t. 2 de 1825, 20.

69. Dans le cas d'une demande en élargissement, le défaut de communication au ministère public donne ouverture à requête civile contre l'arrêt qui a rejeté la demande. C. C. 22 mars 1809, t. 10, 609.

70. Un détenu pour dettes peut, pour cause de maladie grave, être transféré de sa prison dans un lieu plus commode; mais il ne peut être transféré chez lui, même sous caution, si le créancier s'y oppose, et demande qu'il soit transféré dans une maison de santé. C. C. 7 janv. 1814, t. 16, 19.

71. Le créancier qui a fait emprisonner son débiteur n'est pas, si celui-ci tombe malade en prison, passible des frais de maladie. C. C. 17 juil. 1810, t. 11, 707.

**ENCHÈRE.—ENCHÉRISSEUR.** 1. Celui qui, par des promesses ou autrement, écarte les enchérisseurs d'une adjudication judiciaire, se rend coupable d'un délit prévu par l'art. 412 du cod. pén. Paris, 19 janv. 1814, t. 16, 83.

2. Quand une adjudication n'a pas lieu au jour indiqué par les affiches et publications, l'enchérisseur peut-être admis à rétracter son enchère, et demander à en être déchargé. Riom, 13 avril 1806, t. 7, 218.

## ENDOSSEMENT.

### § 1. — *Forme de l'endossement.*

— *De l'endossement d'un billet après son échéance.* — *Endossement en blanc.* — *Enonciation de la valeur fournie.* — *Enonciation de la date.* — *Effets de l'endossement irrégulier.*

### § 2. *Obligations diverses de l'endosseur.* — *Enregistrement.*

#### § 1. — *Forme de l'endossement.*

1. La propriété d'un effet de commerce est transmissible par un endossement postérieur à l'échéance. Metz, 18 juin 1822, t. 3 de 1823, 356.

2. Cependant cet endossement ne vaut que comme un transfert ordinaire. Le billet a cessé d'être un effet de commerce. Limoges, 13 juil. 1820, t. 22, 640; Paris, 24 janv. 1809, t. 10, 49.

3. Ainsi le débiteur peut demander la compensation de ce qu'il doit avec ce qui lui est dû par le donneur d'ordre. Paris, 24 janv. 1809, t. 10, 49.

4. Néanmoins le souscripteur n'est pas recevable à opposer cette exception, s'il n'est devenu créancier de l'endosseur que depuis la demande en paiement. Metz, 18 juin 1822, t. 3 de 1823, 356.

5. Mais le souscripteur peut refuser le paiement, s'il prouve ou s'il résulte des circonstances qu'antérieurement à l'endossement, il a compensé le montant de l'effet par des arrangements particuliers

avec l'endosseur. Metz, 18 juin 1822, t. 3 de 1823, 356.

6. Les effets de commerce, après leur échéance, ne cessent pas d'être soumis aux lois commerciales. C. C. 18 nov. 1821, t. 23, 695; Paris, 6 janv. 1809, t. 10, 244.

7. Le souscripteur d'un billet à ordre ne peut être soustrait, au moyen d'un endossement tardif, à la juridiction qui était acquise au moment de l'échéance. Limoges, 13 juil. 1820, t. 22, 640.

8. L'endossement en blanc d'un billet à ordre n'équivaut qu'à un simple pouvoir de toucher le montant, sans être un transfert de la propriété du billet. C. C. 7 janv. 1812, t. 13, 89.

9. La simple signature en blanc au dos d'une lettre de change n'acquiesce pas la propriété au porteur. Paris, 27 vend. an 11, t. 3, 52.

10. Et l'irrégularité de cet endossement peut être opposée par l'endosseur même au porteur de la traite. C. C. 27 vend. an 11, t. 3, 52.

11. Celui qui est porteur d'un effet de commerce en vertu d'un endossement en blanc ne peut remplir cet endossement après la faillite de celui qui lui a transmis l'effet. C. C. 18 nov. 1812, t. 13, 842.

12. Celui qui a transmis par un endossement en blanc une lettre de change postérieurement à la faillite du tireur ne peut en rembourser le montant, lors même qu'il n'y a de la transmission aucune preuve que son aveu, auquel il a acquiescé, que la cession a été faite sans garantie, et quoique la lettre de change n'ait pas été protestée à temps. C. C. 31 juil. 1817, t. 19, 765.

13. L'endossement n'est pas un transfert de propriété, s'il porte seulement sur la somme reçue, sans exprimer en quoi cette somme leur a été fournie; il ne constitue qu'un simple mandat, soit qu'il s'agisse d'une lettre de change tirée à valeur en compte même et à son ordre, ou d'une lettre de change tirée à l'ordre d'autrui, ou de tout autre effet de commerce. Bruxelles, 9 août 1817, t. 11, 767; C. C. 18 mai 1813, t. 13, 556; 10 sept. 1812, t. 13, 842; 23 janv. 1817, t. 19, 597.

14. L'endosseur lui-même peut se valoir de cette irrégularité. C. C. 18 mai 1813, t. 14, 556.

15. Le porteur d'un effet ainsi endossé ne peut opposer la compensation de ce qu'il doit personnellement au souscripteur avec le montant de l'effet. C. C. 10 sept. 1812, t. 13, 842.

16. Cependant la nécessité d'énoncer dans les endossements la valeur fournie n'existe pas pour les billets à ordre, qui ont le caractère d'obligation purement

Pour ces billets, l'endossement *cautionnaire* suffit pour en transmettre la propriété, si d'ailleurs il est reconnu que la valeur a été réellement fournie. C. C. 12 juil. 1820, t. 22, 637.

Lorsque l'endossement n'énonce pas la valeur fournie, les livres des parties ne peuvent suppléer à cette énonciation. C. C. 23 juin 1817, t. 19, 597.

Celui qui avoue qu'un billet a été souscrit purement dans son intérêt, et qu'il en est le débiteur direct, n'est pas recevable à critiquer son endossement parce qu'il n'énonce pas la valeur fournie. Nanci, 22 juin 1813, t. 15, 78.

Les expressions *valeur en compte* insérées sur un effet de commerce forment un endossement régulier et translatif de la propriété. C. C. 14 flor. an 9, t. 26.

L'ordre d'un billet causé *valeur* *pro* *bonis* offices est valable et translatif de propriété. C. C. 13 vent. an 13, t. 5, 26.

Depuis le code de commerce, la date de l'endossement d'une lettre de change doit être formellement exprimée, sans qu'on puisse l'induire de termes autrefois en usage, tels que ceux-ci, *ut retro, ut supra*. C. C. 23 juin 1817, t. 19, 597.

Le tireur et l'accepteur d'une lettre de change sont recevables à objecter l'irrégularité de l'endossement, résultant du défaut de date. C. C. 29 mars 1813, t. 14, 131.

Quoique irrégulier, l'endossement sur un effet de commerce confère au porteur, comme mandataire, le droit d'en transmettre la propriété. C. C. 12 août 1817, t. 19, 818; 20 janv. 1814, t. 16, 87.

Et d'en réclamer le paiement à l'endosseur. Paris, 30 avril 1813, t. 13, 131.

Suivant la cour de Rouen, lorsqu'un billet à ordre a été endossé régulièrement par celui auquel il avait été remis avec un endossement en blanc, l'auteur de l'endossement régulier qui rembourse le porteur n'a pas un recours contre le souscripteur du billet. Rouen, 23 fév. 1814, t. 16, 189.

L'endossement irrégulier d'un billet qui n'énonce pas la valeur fournie peut cependant pouvoir de le négocier, et celui qui en est devenu porteur, par l'effet de cet endossement, en transfère la propriété au tiers à l'ordre duquel il passe par un endossement régulier. C. C. 18 janv. 1825, t. 2 de 1825, 97.

Le porteur d'un ordre en blanc sans date et sans énonciation de valeur fournie est réputé simple mandataire de son endosseur et passible de toutes les exceptions qui peuvent militer contre ce-

lui-ci, à moins qu'il ne prouve la sincérité de l'ordre et la légitimité de la transmission faite à son profit; cela doit avoir lieu surtout s'il existe des présomptions de fraude et de collusion entre l'endosseur et le porteur. Paris, 8 fév. 1817, t. 19, 97.

28. Le principe que l'endossement irrégulier ne vaut que procuration peut être opposé par toutes personnes intéressées à s'en prévaloir. C. C. 29 mars 1813, t. 14, 364.

29. L'irrégularité de l'endossement peut être opposée par le souscripteur lui-même. C. C. 27 janv. 1812, t. 13, 89.

30. Le signataire d'un billet à ordre, même après avoir en conciliation reconnu la dette, peut opposer au porteur qui réclame le paiement en son *nom personnel* le défaut de qualité résultant de l'irrégularité de l'endossement. C. C. 10 juil. 1821, t. 1 de 1823, 509.

## § 2.— Obligations diverses de l'endosseur. — Enregistrement.

31. L'endosseur d'un effet de commerce est obligé de prouver l'existence et le domicile de l'endosseur qui le précède. Paris, 25 avril 1808, t. 9, 265.

32. Mais il n'est pas obligé de prouver l'existence et le domicile du tireur, lorsqu'il ne tient pas l'effet immédiatement de lui. Paris, 25 avril 1808, t. 9, 265.

33. L'endossement d'une lettre de change constitue une obligation principale et solidaire, et non un simple cautionnement : ainsi, le tiers porteur peut faire au tireur la remise d'une partie de la dette et même de la contrainte par corps, sans préjudicier à ses droits particuliers contre l'endosseur. C. C. 11 fév. 1817, t. 19, 131.

34. Sous l'empire de l'ordonnance de 1673, l'endosseur d'une lettre de change était passible de la garantie envers le porteur, dans le cas même où la traite n'avait pas été protestée en temps utile, s'il ne prouvait pas que celui sur lequel elle était tirée était redevable du tireur, ou avait provision. C. C. 25 prair. an 10, t. 2, 522.

35. La disposition de l'art. 70, § 3, n° 15, de la loi du 22 frimaire an 7, qui affranchit du droit d'enregistrement les endossements de billets à ordre, n'est pas applicable à l'endossement d'une obligation notariée, stipulée payable à ordre, et entre négociants. C. C. 5 pluv. an 11, t. 3, 207.

36. Lorsque les signataires ou tireurs ont fait faillite, les endosseurs peuvent avant l'échéance être actionnés en garantie. C. C. 11 pluv. an 10, t. 2, 274.

ENFANT *adoptif*. V. *Adoption*.

ENFANT *adultérin*. 1. La femme qui

recueille toute la succession de son mari doit des alimens à l'enfant adultérin que celui-ci a reconnu. Bruxelles, 29 juil. 1811, t. 12, 607.

2. La reconnaissance d'un enfant adultérin par ses père et mère, faite longtemps avant la publication du code civil, et sa légitimation par le mariage subéquent de ceux-ci, quoique accompagnées d'une longue possession d'état de l'enfant ainsi reconnu et légitimé, sont radicalement nulles et incapables de produire aucun effet. Angers, 8 déc. 1824, t. 1 de 1825, 551.

3. Les enfans adultérins nés sous l'ancienne législation n'ont pas le droit de réclamer la quotité d'alimens déterminée soit par l'art. 13 de la loi du 12 brumaire an 2, soit par l'art. 3 de la loi du 15 thermidor an 4, lorsqu'il s'agit de successions ouvertes avant la première de ces lois, mais depuis le 14 juil. 1789. C. C. 8 mars 1825, t. 3 de 1825, 193.

4. La disposition rétroactive de la loi du 12 brumaire an 2, qui admettait les enfans nés hors mariage aux successions de leurs père et mère, ouvertes depuis le 14 juil. 1789, ne s'appliquait qu'aux enfans naturels simples, et non aux enfans adultérins; et, en conséquence, ils sont sans droit pour réclamer l'application de l'art. 3 de la loi du 15 therm. an 4, abolitive de la rétroactivité, qui a accordé aux enfans naturels déchus du bénéfice de cette rétroactivité une pension alimentaire égale au revenu du tiers de la portion qu'ils auraient eue dans les successions de leurs père et mère, s'ils étaient nés dans le mariage. C. C. 8 mars 1825, t. 3 de 1825, 194.

**ENFANT légitime. V. Légitimité.**

**ENFANT naturel.**

#### SECT. 1<sup>re</sup>. Décisions diverses.

1. La loi ne reconnaît de famille, en faveur des enfans naturels, que vis-à-vis de leurs père et mère reconnus. — Ainsi, l'enfant naturel qui commet un enlèvement d'effets appartenant au père de sa mère est passible de l'action publique de vol. C. C. 10 juin 1813, t. 15, 27.

2. L'enfant naturel dont le père est décédé avant la loi du 12 brum. an 2, et qui n'a par conséquent que des alimens à réclamer, n'est pas tenu, pour justifier de sa filiation, de rapporter des preuves écrites, ou une suite de soins donnés à titre de paternité. C. C. 14 therm. an 8, t. 1, 450.

3. L'enfant né hors mariage ne peut, pour échapper au caractère adultérin que lui assignerait sa conception placée au neuvième mois, réclamer la présomption

de naissance accélérée, établie par les arts 812 et 314 du cod. civ.

4. Lorsqu'un enfant naturel a pris divers actes, et notamment dans un contrat de mariage, passé en présence du prétendu père, un autre nom que le sien, ce fait doit être considéré comme une possession de possession d'état. C. C. 18 niv. an 5, t. 1, 166.

5. Ainsi ce fait suffit pour faire rejeter la demande en reconnaissance de paternité. C. C. 8 niv. an 5, t. 1, 166.

6. Les dispositions de la loi du 14 niv. an 11, qui maintiennent les conventions et jugemens passés en force de chose jugée sur l'état et les droits des enfans naturels, sont applicables aux conventions et jugemens antérieurs au décès du père. 18 flor. an 13, t. 6, 165.

#### SECT. II. De la reconnaissance

§ 1. *De la reconnaissance en général. — Qui peut reconnaître. — Quels enfans on peut reconnaître. — Forme de la reconnaissance. — Quand peut-elle être faite? — Comment peut-elle être attaquée?*

§ 2. *Reconnaissance de l'enfant naturel par le père. — Recherche de paternité. — Caractères que doit avoir la reconnaissance. — Liberté. — Authenticité. — Quelles reconnaissances sont valables. — Quelles sont authentiques.*

§ 3. *Reconnaissance par la mère.*

§ 1. *De la reconnaissance en général.*

7. Un mineur peut reconnaître son enfant naturel. C. C. 22 juin 1813, t. 15, 89.

8. Un prêtre a pu valablement reconnaître un enfant naturel qu'il avait eu pendant la durée de ses vœux. Grenoble, 18 vent. an 12, t. 4, 341.

9. La reconnaissance qui assigne à un enfant naturel une naissance adultérine est radicalement nulle, et ne peut ni profiter à celui qui en est l'objet. C. C. 17 déc. 1816, t. 18, 879; 11 nov. 1817, t. 21, 638; 28 juin 1815, t. 17, 439; Paris, 27 juil. 1822, t. 1 de 1824, 388; 9 mai 1824, t. 2 de 1824, 369.

10. Soit qu'elle ait été faite avant ou depuis le code, si les père et mère ne sont morts que depuis sa publication. C. C. 28 juin 1815, t. 17, 439.

11. Ainsi elle ne le rend pas incapable de recevoir les libéralités de l'auteur de

naissance. C. C. 1 avril 1818, t. 3; 28 juin 1815, t. 17, 439.

La reconnaissance d'un enfant adultérin, les donations faites à son profit et testamentolographe, sont valables, au moins de lui assurer des aliments, quoique le père, auteur de ces dispositions, est mort dans l'intervalle de la loi du 12 brum. an 2 au cod. civ. C. C. 28 flor. an 13, t. 6, 257.

La reconnaissance d'un enfant naturel désignée dans son acte de naissance et aujourd'hui, et lui donne tous les droits fixés par le code civil, quoique, avant la loi du 12 brum. an 2, elle n'avait été renouvelée depuis. C. C. 14 flor. an 13, t. 6, 145.

L'art. 337 du cod. civ. est appliqué à la reconnaissance d'enfant naturel pendant le mariage, par un époux sous l'empire de la loi du 12 brum. an 2. C. C. 18 flor. an 13, t. 6, 165.

La reconnaissance qui ne désigne pas l'enfant qui en est l'objet doit résulter de telle sorte même que la reconnaissance des soins donnés par le père ne peut être admise pour établir l'identité de l'enfant soigné avec l'enfant reconnu. C. C. 19 vent. an 12, t. 4, 383.

La reconnaissance faite par acte authentique ne peut être révoquée sur d'autres motifs que ceux qui peuvent opérer la rescision des actes. C. C. 1811, t. 12, 729.

La reconnaissance d'un enfant naturel après la dissolution du mariage, est opposée aux enfans légitimes. C. C. 3 janv. 1808, t. 9, 11.

La reconnaissance d'un enfant naturel peut être antérieure à sa naissance. C. C. 16 déc. 1811, t. 12, 977; Aix, 10 nov. 1826, t. 7, 97; Metz, 19 août 1824, t. 7, 543.

La preuve qu'il a été commis un faux dans un acte de reconnaissance dressé par un notaire ne peut être admise pour la rescision de faux. C. C. 27 août 1811, t. 12, 729.

*Reconnaissance de l'enfant naturel par le père. — Recherche de paternité.*

*Jurisprudence ancienne et transitoire.*

Depuis la loi du 12 brum. an 2, il ne peut plus qu'une reconnaissance spontanée puisse conférer à l'enfant naturel les droits aux alimens et à la succession de son père. C. C. 3 vent. an 10, t. 2, 303.

Une transaction sur procès, par laquelle un individu s'obligeait de payer à son père d'un enfant naturel une pension pour la nourriture et l'entretien de cet enfant, ne constituait pas une reconnais-

sance valable; elle était censée faite sous l'influence de la crainte. C. C. 5 therm. an 5, t. 1, 149.

22. Les aveux faits et constatés en justice ne constituent pas non plus une reconnaissance libre. C. C. 13 vend. an 5, t. 1, 149.

23. Il en était de même de la reconnaissance faite par une transaction sur procès. C. C. 18 flor. an 13, t. 6, 165.

24. Depuis la loi de brum. an 2, la reconnaissance d'un enfant naturel faite par un tiers, en vertu d'une lettre missive du père, a été insuffisante. Riom, 26 fév. 1817, t. 19, t. 12, 185, t. 12.

## II. Jurisprudence du Code civil.

25. La reconnaissance d'un enfant naturel ne cesse pas d'être libre, quoiqu'elle ait été provoquée par l'enfant. C. C. 27 août 1811, 729.

26. Une transaction, par acte public, dans laquelle un individu déclare être l'auteur de la grossesse d'une fille envers laquelle il s'oblige au paiement d'une somme d'argent, *en considération du désistement* de l'action judiciaire qu'elle avait intentée contre lui, ne constitue pas une reconnaissance libre et spontanée de l'enfant à naître, lorsque cette transaction est postérieure à la loi du 12 brum. an 2. Agen, 27 nov. 1823, t. 1 de 1823, 355.

27. Un juge de paix peut recevoir une reconnaissance d'enfant naturel. Grenoble, 14 vent. an 12, t. 4, 341.

28. La reconnaissance d'un enfant naturel, faite devant un juge de paix, par suite d'une citation en conciliation, est authentique. Grenoble, 15 therm. an 13, t. 6, 367; C. C. 6 janv. 1808, t. 9, 11.

29. L'inscription sur le registre de l'état civil d'un enfant naturel comme fils d'un père désigné, non présent ni signataire, mais confirmée par la correspondance de ce dernier, et les soins qu'il a donnés à l'enfant, à titre de paternité, ne peut équivaloir à une reconnaissance authentique. Montpellier, 28 janv. 1806, t. 7, 64.

30. On peut reconnaître un enfant naturel devant le greffier d'un juge de paix, quoique sans le concours et hors la présence du juge. C. C. 15 juin 1824, t. 3, de 1824, 301.

31. Un adjoint peut recevoir la reconnaissance d'un enfant naturel. Metz, 19 août 1824, t. 3 de 1825, 543.

32. La reconnaissance d'un enfant naturel ne peut être faite devant un commissaire de police. Dijon, 24 mai 1817, t. 19, 485.

33. La dénomination que prend un individu, dans un contrat de mariage, de fils naturel *d'un tel*, et la signature au



bas du contrat de celui qu'il s'attribue pour père, constitue une reconnaissance authentique. Riom, 28 juil. 1809, t. 10, 586.

34. On doit considérer comme authentique la reconnaissance d'un enfant naturel contenue dans un testament olographe fait sous l'empire de la coutume de Paris, et confié, après la mort du testateur, à un notaire, pour le placer au rang de ses minutes. C. C. 3 sept. 1806, t. 7, 499.

35. On doit également considérer comme authentique et irrévocable la reconnaissance contenue dans un testament public. Aix, 10 fév. 1806, t. 7, 97.

36. L'inscription d'un enfant naturel aux registres de l'état civil sous le nom de son père, en vertu d'un pouvoir sous seing privé de celui-ci, ne constitue pas une reconnaissance authentique. Paris, 2 janv. 1819, t. 21, 1.

37. Le titre de *son fils naturel* qu'un testateur donne, dans un testament public, à un individu à qui il lègue, à ce titre, une somme déterminée pour tous droits dans sa succession, forme une reconnaissance authentique. Paris, 2 janv. 1819, t. 21, 1.

38. Le même titre donné, dans un acte authentique, tel qu'une procuration, par exemple, constitue aussi une reconnaissance authentique. Agen, 11 avril 1822, t. 24, 367.

39. L'aveu judiciaire de paternité est une reconnaissance authentique. Colmar, 24 mars 1813, t. 14, 346.

40. Une reconnaissance sous seing privé ne devient point authentique par la mention qu'en fait l'officier de l'état civil dans l'acte de naissance de l'enfant, hors la présence et sans le consentement du père. C. C. 4 oct. 1812, t. 13, 854.

41. Elle ne devient pas non plus authentique par la remise de l'acte privé qui la contient dans un dépôt public. C. C. 16 mai 1809, t. 10, 388.

42. Des lettres de légitimation anciennement accordées par le roi, sur la demande du père, constituent la reconnaissance authentique exigée par le code. Paris, 4 germ. an 13, t. 6, 18.

43. Celui qui, en signant l'acte de naissance d'un enfant naturel, ajoute à sa signature le titre de père, reconnaît suffisamment cet enfant, quoique l'acte garde le silence à cet égard. Colmar, 24 mars 1813, t. 14, 346.

44. Même sa seule signature mise au bas de l'acte emporte reconnaissance. Bruxelles, 4 juil. 1811, t. 12, 536.

45. Suivant la cour de Poitiers, au contraire, on ne peut induire une reconnaissance de ce que le père a assisté à l'acte de naissance, l'a signé, et a donné

son nom patronymique avec un prénoms à l'enfant. 28 août 1810, 827.

46. Un acte de naissance et de reconnaissance est valable, quoique le père ait assisté à la fois comme père et témoin. Poitiers, 28 août 1810, t. 11, 827.

47. Une reconnaissance devant le juge ne cesse pas d'être authentique, si l'enregistrement en aurait été fait par le receveur, faute de paiement du droit. C. C. 16 déc. 1811, t. 977.

### § 3. — Reconnaissance par la mère.

48. La reconnaissance d'un enfant naturel par sa mère résulte suffisamment de ses aveux ou de la qualité qu'elle prend dans des actes judiciaires, et de la mention qui en a été faite dans l'acte de naissance par le père et les témoins. Paris, 22 juin 1813, t. 15, 89; 26 avril 1824, t. 2 de 1824, 417. — V. *Recherche de la maternité*.

## SECT. III. Droits des père et mère sur la personne et les biens de leurs enfans naturels. — Tutelle.

49. Le père n'est pas l'administrateur légal de la personne et des biens de l'enfant naturel reconnu. La garde de l'enfant, et l'administration de ses biens peuvent, pour son plus grand avantage, être confiées par le juge à la mère, ou même au père. Pau, 13 fév. 1821, t. 24, 174.

50. Les père et mère naturels ont le droit d'émanciper leurs enfans. Limoges, 2 janv. 1821, t. 23, 1.

51. Mais ils ne peuvent leur nommer un curateur sans l'assistance du conseil de famille. Limoges, 2 janv. 1821, t. 23, 1.

52. Lorsque le survivant des père et mère naturels n'a reconnu l'enfant qu'après la nomination du tuteur, le conseil de famille qui a procédé à cette nomination a pu être composé exclusivement d'amis du prédécédé, domiciliés non dans la commune où s'est ouverte la tutelle. C. C. 7 juin 1820, t. 22, 50.

53. Et même, dans aucuns cas, il est indispensable de composer le conseil de famille d'un enfant naturel des père et mère. C. C. 3 sept. 1806, t. 7, 499.

54. La tutelle de la mère naturelle est dative, et non légale. Paris, 9 août 1811, t. 12, 637.

55. Suivant d'autres cours, au contraire, cette tutelle est légale. Colmar, 24 mars 1813, t. 14, 346; Bruxelles, 4 juil. 1811, t. 12, 637. C. C. 31 août 1811, t. 17, 598. Jug. impl.

rs même que cette tutelle serait  
mère qui y aurait renoncé ne  
révoquer sa renonciation. C. C.  
20, t. 22, 505.

mère ne peut réclamer la tutelle  
enfant naturel lorsque le père,  
mourir, a nommé un tuteur, et  
même a, par sa conduite, ap-  
son choix. Paris, 17 therm. an  
583.

mariage de la mère doit être  
comme un convol, qui l'exclut  
telle. C. C. 31 août 1815, t. 17,

ans ce cas, le tuteur doit être  
par un conseil de famille, et non  
tribunal. C. C. 31 août 1815, t. 17,

mère qui n'est pas tutrice de  
enfant naturel peut surveiller son édu-  
Paris, 17 therm. an 10, t. 2, 583.

mère qui est tutrice de son enfant  
qualité suffisante pour poursuivre  
les droits de cet enfant mineur.  
le, 15 therm. an 13, t. 6, 367.

iv. Droits des enfans natu-  
au nom et aux secours ali-  
mentaires de leurs père et mère.

enfant naturel qui n'a été recon-  
par suite d'une procédure ten-  
à obtenir des alimens ne peut,  
la famille, porter le nom de son  
ce nom ne lui a pas été donné  
acte de naissance ou de recon-  
ce. C. C. 22 juin 1819, t. 21, 401.  
Un enfant ne peut réclamer d'ali-  
ment vertu d'une reconnaissance vo-  
le qui lui assigne une naissance  
légale, surtout si cette reconnais-  
sance est sous seing privé. C. C. 6 avril  
t. 22, 319; Rouen, 6 juil. 1820,  
322.

La cour de Bruxelles a décidé en  
contraire. 29 juil. 1811, t. 12, 607.  
L'enfant naturel, quoique reconnu  
pendant le mariage de son père,  
après la mort de celui-ci, ré-  
clame des alimens de ses frères et sœurs  
qui ont recueilli la succession pa-  
trernelle. Il a droit d'en exiger d'eux, lors-  
que le père lui aurait fait appren-  
dre l'état, si les gains qui en résultent  
ne sont pas suffisans pour son entretien  
dans sa famille. Agen, 13 mars  
t. 19, 249; Paris, 13 juin 1809,  
475.

L'enfant, dans le même cas, peut  
réclamer des alimens contre  
son père, pendant le mariage de celui-ci.  
27 août 1811, t. 12, 729.

Un enfant naturel ne peut, après  
la mort de ses père et mère, réclamer

d'alimens de ses aïeux. C. C. 7 juil. 1817,  
t. 19, 657.

68. Un enfant naturel ne peut récla-  
mer des alimens en vertu d'une recon-  
naissance faite devant un commissaire de  
police. Dijon, 24 mai 1817, t. 19, 485.

69. La demande d'une pension alimen-  
taire, formée par le tuteur *ad hoc* d'un  
enfant naturel contre le père de ce der-  
nier, n'est toujours qu'une action mobi-  
lière, pour laquelle l'autorisation d'un  
conseil de famille n'est pas nécessaire,  
quoique la résistance soit fondée sur la  
nullité de la reconnaissance. Metz, 19 août  
1824, t. 3 de 1825, 543.

70. La promesse de pourvoir à l'entre-  
tien d'un enfant naturel, qui n'est ac-  
compagnée d'aucun aveu de paternité,  
contient une cause d'obligation *réelle et li-  
cite*. Agen, 9 nov. 1823, t. 2 de 1825, 131.

SECT. V. Rapports de successibilité  
entre l'enfant naturel et sa fa-  
mille.

*Quel tribunal doit connaître des  
demandes de l'enfant naturel  
relatives aux successions dans  
lesquelles il a des droits. —  
Capacité de l'enfant naturel  
pour recevoir.*

I. Jurisprudence ancienne et  
transitoire.

71. Les droits de successibilité en ligne  
collatérale, accordés aux enfans naturels  
par la loi du 12 brum. an 2, leur étaient  
acquis, lors même que leur père serait  
décédé avant 1789, pourvu d'ailleurs qu'il  
se fût agi d'une succession ouverte depuis  
cette loi. C. C. 27 mes. an 7, t. 1, 330.

72. Un enfant naturel dont le père est  
décédé dans l'intervalle de la loi du 12  
brum. an 2 au code civil n'a pas pu, à  
raison de l'incertitude de ses droits, être  
envoyé irrévocablement en possession des  
biens de la succession. C. C. 2 vent. an  
12, t. 4, 303.

73. L'enfant naturel envoyé en posses-  
sion de la succession de son père, avant  
la promulgation du code civil, ne doit  
pas remettre aux enfans légitimes la part  
qui lui est déférée, pour s'en faire en-  
voyer de nouveau en possession, con-  
formément au code. Grenoble, 14 vent.  
an 12, t. 4, 341.

74. L'enfant naturel qui, avant la loi  
du 14 flor. an 11, jouissait de la totalité  
de la succession de son père, en vertu  
d'un titre non attaqué, peut être consi-  
déré comme possesseur de bonne foi, et,  
comme tel, être dispensé de la restitua-  
tion des fruits, lorsque, conformément à

commencer avant ce dernier jour. C. C. 7 mars 1814, t. 16, 220.

13. Les délais prescrits en matière civile ne sont point applicables aux enquêtes ordonnées par un tribunal correctionnel. C. C. 1 niv. an 12, t. 4, 173.

14. En matière de vérification d'écriture, l'enquête doit être commencée dans la huitaine de la signification du jugement qui l'ordonne, comme dans les cas ordinaires. C. C. 8 mars 1816, t. 18, 194.

15. Dans les enquêtes ordonnées par les tribunaux de commerce, la fixation des délais est abandonnée à la prudence du juge, et il a droit de les proroger. C. C. 9 mars 1819, t. 21, 183.

16. Il a droit d'admettre de nouveaux témoins après l'expiration des délais; mais leur audition alors doit se faire aux frais de la partie qui les produit. Bruxelles, 6 mars 1813, t. 14, 10.

17. Lorsque l'enquête se fait dans le lieu où le jugement a été rendu ou dans la distance de trois myriamètres, les tribunaux civils ne peuvent accorder plus de huitaine pour commencer l'enquête. Nancy, 18 janv. 1813, t. 14, 71; C. C. 13 nov. 1816, t. 18, 773.

18. Lorsqu'il y a eu appel et désistement d'appel du jugement qui ordonne l'enquête, le délai pour commencer l'enquête court du jour où l'acceptation du désistement a été signifiée à l'avoué de première instance. Turin, 4 déc. 1809, t. 10, 813.

19. Le délai pour commencer l'enquête court, par la signification du jugement, contre celui qui la fait comme contre ses adversaires : l'art. 257 du cod. de proc. fait exception à la règle que nul ne peut se forclore lui-même. C. C. 8 mars 1816, t. 18, 194.

20. Le délai pour faire l'enquête court pendant celui de l'appel du jugement qui l'ordonne, tant que cet appel n'est ni interjeté ni signifié. Paris, 23 mars 1810, t. 11, 276.

21. L'intention d'appeler, dans la partie qui a été admise à faire preuve, ne la dispense pas de commencer l'enquête dans la huitaine, et l'appel interjeté après le délai de l'enquête ne peut le proroger. C. C. 25 janv. 1820, t. 22, 75.

22. Il court également pendant le temps des vacations. C. C. 21 avril 1812, t. 13, 373.

23. Lorsque le jugement qui ordonne l'enquête a été confirmé sur l'appel, c'est la signification de l'arrêt faite à l'avoué de première instance, et non celle faite à l'avoué d'appel, qui fait courir le délai de l'enquête. Trèves, 16 déc. 1811, t. 12, 982.

24. Après une première audition de té-

moins, qui est nulle, le juge commissaire peut permettre d'en assigner de nouveaux pour être entendus dans la suite de cette audition. C. C. 5 déc. 1815, t. 17, 715; Limoges, 13 juin 1818, t. 20, 455.

25. Le juge-commissaire n'a pas le pouvoir de proroger le délai pour faire l'enquête, et l'enquête serait nulle dans le cas faite en vertu d'une pareille prorogation, quoique valable dans la première instance. C. C. 17 déc. 1823, t. 3 de 1824, 10.

26. Le tribunal peut, après l'audition des témoins indiqués, mais avant l'expiration du délai fixé pour achever l'enquête, accorder une prorogation, à l'effet d'entendre de nouveaux témoins. C. C. 16 nov. 1810, t. 11, 924.

27. V. un arrêt contraire, même page 487.

28. Aucune demande en prorogation de délai n'est recevable, si elle n'a été faite qu'après le temps fixé pour la fin de l'enquête. Paris, 10 juin 1811, t. 13, 534.

29. Une partie ne peut obtenir une prorogation de délai pour faire interroger de nouveau des témoins déjà entendus. Paris, 12 janv. 1811, t. 12, 68.

30. La seule obtention de l'ordonnance du juge-commissaire, à l'effet d'assigner les témoins, ne constitue point un commencement d'enquête, qui permet à la partie d'obtenir une nouvelle ordonnance hors des délais. Bruxelles, 31 déc. 1812, t. 12, 984.

31. La cour de Paris a décidé le contraire. 28 déc. 1813, t. 15, 343.

32. Lorsqu'il y a eu erreur dans la fixation de l'heure fixée aux témoins pour comparaître, la partie peut, si elle est encore dans le délai de l'enquête, demander une prorogation. Pau, 6 déc. 1809, t. 10, 831.

33. La partie qui, après avoir donné son avis sur le procès verbal d'enquête, une fois obtenue la prorogation de délai, fait signifier des conclusions au fond, ne peut plus reproduire sa demande. Limoges, 13 juin 1818, t. 20, 455.

34. Une partie qui allègue une incapacité, sans justifier qu'elle l'ait ementée, d'indiquer ses témoins, n'a pas droit à une prorogation de délai. Bruxelles, 29 janv. 1813, t. 14, 14.

35. Une partie qui a déjà obtenu une première prorogation pour cause de maladie ou d'éloignement peut, après l'enquête commencée, demander un nouveau délai pour la terminer. Paris, 31 janv. 1811, t. 12, 65.

36. Il n'est pas indispensable que la prorogation soit demandée sur le procès verbal du juge-commissaire. Turin, 12 janv. 1811, t. 12, 68.

En toute matière, même sommaire, la défenderesse peut, à l'audience sur l'audition des témoins, demander la prorogation de délai pour faire sa enquête. Bruxelles, 16 janv. 1813,

la partie assignée au domicile de son avoué, pour être présente à l'enquête, peut demander d'un délai supplémentaire, à raison des distances. C. C. 11 janv. 1815, t. 11, 804; 23 juil. 1823, t. 3 de 1823, 237; 29 sept. 1808, t. 9, 577.

Plusieurs cours, et la cour suprême, ont rendu des arrêts en faveur de la partie assignée au domicile de son avoué, au lieu de l'être à celui de leur avoué. Nanci, 10 janv. 1812, t. 13, 29.

En matière sommaire, la partie assignée pour être présente à l'enquête n'a pas le droit de demander au délai de trois jours prescrit par l'art. 261 du cod. de proc. Rouen, 28 janv. 1811, t. 17, 149.

## 3. — Formalités de l'enquête.

Le juge-commissaire doit, conformément à l'art. 259 du cod. de proc., rendre une ordonnance qui permette d'assigner les témoins; il ne lui suffirait pas d'un jour pour procéder à l'enquête. Rennes, 18 déc. 1811, t. 12, 983.

Il n'est pas nécessaire que l'ordonnance indique à quel domicile l'assignation pour être présent doit être donnée. Rennes, 17 déc. 1811, t. 12, 988.

La sommation pour être présent à l'enquête doit, à peine de nullité, être faite par forme d'assignation au domicile de son avoué. Bruxelles, 11 mars 1813, t. 13, 3; C. C. 4 janv. 1813, t. 14, 3; 1811, t. 12, 992.

Même en matière sommaire, l'enquête doit être faite au lieu du domicile réel de la partie assignée. C. C. 17 déc. 1811, t. 12, 988.

Lorsque plusieurs parties ont un domicile commun, il doit être laissé autant de délais de l'assignation qu'il y a de parties qui ont un intérêt distinct. Dijon, 1818, t. 20, 215; C. C. 23 juil. 1823, t. 3 de 1823, 237.

La cour de Paris a décidé implicitement en sens contraire. 29 mai 1824, t. 14, 22.

Suivant la cour de Turin, la signification de l'ordonnance de l'ouverture de l'enquête, et l'assignation donnée à la partie défenderesse pour être présente à l'enquête, peuvent être faites par son avoué à son avoué. 5 déc. 1810, t. 11, 805.

C'est la partie, et non l'avoué en personne, qui doit être assignée, et l'assignation peut être remise à l'avoué hors son domicile. Angers, 16 janv. 1823,

t. 3 de 1823, 127; Turin, 24 août 1810, t. 11, 804.

49. La cour de Nanci a rendu un arrêt en sens contraire. 10 janv. 1812, t. 13, 29.

50. Cette même cour a encore décidé que les parties pouvaient être assignées à leur domicile, au lieu de l'être à celui de leur avoué. Nanci, 10 janv. 1812, t. 13, 29.

51. Les noms et demeures des témoins peuvent être notifiés par un acte séparé, et postérieur à l'assignation donnée à la partie adverse pour être présente à l'audience. C. C. 16 fév. 1815, t. 17, 413.

52. Il n'est pas indispensable que cet acte soit signifié trois jours avant l'audition des témoins. C. C. 16 fév. 1815, t. 17, 413.

53. La même cour a depuis rendu un arrêt en sens contraire. C. C. 12 juil. 1819, t. 21, 465.

54. Lorsqu'en vertu d'une commission rogatoire, l'enquête doit se faire hors de l'arrondissement du tribunal qui l'a ordonnée, l'assignation pour être présente à l'enquête peut être notifiée à la partie au domicile de son avoué, près ce tribunal. Rennes, 24 août 1811, t. 12, 716.

55. La nullité résultant de ce que la partie n'a point été assignée pour être présente à l'enquête, ou ne l'a été qu'irrégulièrement, ne peut se couvrir par la simple comparution de son avoué à l'audience où les témoins sont entendus. Rouen, 17 mars 1810, t. 11, 258.

56. Ni par la contre-enquête, lors même que la partie n'aurait fait ni protestations ni réserves. C. C. 24 déc. 1811, t. 12, 992.

57. En matière sommaire, il n'est pas nécessaire de signifier à la partie le jugement qui admet à la preuve, pour la mettre en demeure de faire enquête. Paris, 10 juin 1812, t. 13, 534.

58. Les procès verbaux d'enquête doivent, à peine de nullité, contenir la date des assignations, et la mention de leur représentation. C. C. 4 janv. 1813, t. 14, 3.

59. Dans le cas de l'art. 410 du cod. de proc., il n'est pas nécessaire d'énoncer dans le jugement les noms des témoins entendus. C. C. 18 avril 1810, t. 11, 393.

60. La partie défenderesse qui prend une part active à l'enquête, qui comparait par son avoué à l'audition des témoins, et leur fait des interpellations, conserve encore le droit de proposer ensuite ses moyens de nullité à l'audience, surtout si elle en a fait la réserve. Bruxelles, 6 fév. 1812, t. 13, 119.

## § 4. — Jugement rendu après l'enquête.

61. Le jugement rendu après une en-

quête illégalement ordonnée, et qui juge en faveur de la partie qui avait demandé à faire preuve, est nul, s'il n'y est dit expressément que les juges n'ont eu aucun égard à l'enquête. C. C. 15 frim. an 13, t. 6, 140.

62. Après le jugement intervenu sur l'enquête, la partie qui ne fait ni protestation ni réserve ne peut, sur l'appel, requérir la preuve de nouveaux faits allégués. C. C. 18 avril 1821, t. 23, 329.

63. La cassation d'un jugement qui a validé une enquête entraîne l'annulation du jugement sur le fond, quoiqu'il pût se justifier par des motifs étrangers à l'enquête. C. C. 13 oct. 1812, t. 13, 874.

## ENREGISTREMENT.

SECT. 1<sup>re</sup>. Nécessité de l'enregistrement. — Présomptions que cette formalité n'a pas été remplie. — Peine attachée au non-enregistrement et au non-acquittement du droit simple dans le délai prescrit.

1. L'enregistrement est nécessaire avant qu'on puisse faire en France usage d'un acte translatif de propriété, passé dans les colonies, même antérieurement aux nouvelles lois. C. C. 14 août 1813, t. 15, 386.

2. L'huissier qui a relaté dans un exploit d'assignation une sommation non enregistrée ne peut être affranchi de l'amende, sur le motif que la sommation relatée n'était pas nécessaire pour la validité de l'assignation. C. C. 31 janv. 1814, t. 16, 148.

3. Un jugement arbitral qui ne prononce ni sur une transmission d'immeubles, ni sur des conventions non enregistrées, n'est pas soumis à la formalité de l'enregistrement sur la minute. C. C. 3 août 1818, t. 15, 313.

4. Lorsqu'une opération exige plusieurs séances ou vacations, il n'est pas nécessaire de faire enregistrer le procès verbal de la précédente séance avant de procéder à une autre. — Au contraire, il suffit que les diverses séances dont se compose le procès verbal soient présentées à l'enregistrement dans le délai de la loi, par rapport à chacune d'elles. C. C. 11 sept. 1811, t. 12, 761.

5. On doit, quoiqu'un acte qui est la suite d'un autre en soit cependant distinct et séparé, avoir fait enregistrer le premier avant de procéder au second. C. C. 11 nov. 1811, t. 12, 765.

6. L'acte d'échange d'immeubles acquis la veille par un contrat non encore enregistré n'est pas une contravention à l'art.

41 de la loi du 22 frim. an 7, qui oblige aux officiers ministériels de recevoir l'acte fait en conséquence d'un précédent acte sans que celui-ci ait été préalablement enregistré. Cet acte d'échange n'est pas la conséquence nécessaire de l'acte de vente, puisque la vente pouvait être faite avant. C. C. 24 juil. 1815, t. 17, 49.

7. Quand deux actes ont été reçus par deux notaires différens, et que l'un a été rédigé en vertu de l'autre non enregistré, le notaire qui a reçu le premier acte a encouru l'amende, quoiqu'il n'y ait eu que deux actes, si les deux actes aient été présentés conjointement à l'enregistrement. C. C. 11 nov. 1811, t. 12, 763.

8. Le notaire qui a rédigé un acte en vertu d'un autre acte sous seing privé non enregistré n'est responsable de l'omission d'enregistrement dont ce dernier acte est passible qu'après la discussion de la cause qui doit l'acquitter. C. C. 3 juil. 1811, t. 12, 530.

9. La ratification d'un acte non enregistré ne peut être reçue par un notaire, avant l'enregistrement de l'acte ratifié. C. C. 11 nov. 1808, t. 9, 700.

10. La résiliation d'un contrat non enregistré ne peut être reçue avant l'enregistrement du contrat résilié. C. C. 11 nov. 1811, t. 13, 942.

11. Lorsqu'un notaire reçoit un acte en conséquence d'un autre non enregistré, il ne peut être déclaré excusable de l'omission d'enregistrement par le prétexte de bonne foi. C. C. 11 nov. 1811, t. 13, 942.

12. Des actes ou titres de créance sous seing privé peuvent être énoncés dans un acte de liquidation ou de partage, quoiqu'ils ne soient pas enregistrés. C. C. 14 août 1818, t. 20, 679.

13. Lorsque la partie qui a une pièce refuse de la faire enregistrer, et que l'autre partie veut s'en prévaloir, les tribunaux peuvent ordonner que le greffier la présentera à l'enregistrement. C. C. 6 therm. an 13, t. 12, 761.

14. Lorsque le répertoire d'un acte indique comme ayant été enregistré, et que les actes qui ne sont point portés sur les registres du préposé de la régie, ne contiennent aucune mention suffisante pour établir la prescription légale que la formalité de l'enregistrement n'a point été en effet remplie, l'acte est nul à l'égard de ces actes. C. C. 2 oct. 1811, t. 11, 866. — V. *Exploit*.

15. Le notaire qui n'a pas fait enregistrer ses actes dans le délai prescrit, peut, pour échapper à l'amende, être admis à prouver par témoins que le défaut d'enregistrement provient ou du fait du receveur, ou d'un autre événement indépendant de sa volonté, lorsqu'il a négligé de faire constater l'obstacle avant l'expiration



C. 3 nov. 1810, t. 11, 907; 26 mai, t. 7, 365.

L'avoué qui insère dans une requête de reconnaissance sous seing privé enregistrée dont il demande le paiement est passible d'une amende de cinquante francs. Mais l'huissier qui a signé la requête n'est pas responsable de l'omission. C. C. 8 août 1809, t. 22.

Le double droit est encouru dans les cas où le simple droit n'a pas été payé dans le délai prescrit, et les juges qui en dispensent les contrevenants sont cassables par ce seul motif. C. civ. an 7, t. 1, 295.

Le dépôt d'un acte sous seing privé dans les mains du receveur de l'enregistrement, avant l'expiration des trois mois de sa date, ne suffit pas pour qu'on dispensé de payer le double droit, à l'enregistrement dans ce délai, si l'acte n'a pas remis en même temps au receveur le montant des droits. C. C. 24 août 1808, t. 1, 390.

En matière criminelle et correctionnelle, le défaut d'enregistrement d'un acte d'huissier n'entraîne pas la nullité de la procédure. C. C. 1 fév. 1816, t. 108; 25 vent. an 12, t. 5, 509.

II. Du droit d'enregistrement sur les mutations.

*Comment les mutations s'établissent par des actes. — Par des présomptions.*

*Quels biens sont soumis au droit de mutation. — Sur quelles bases est dû le droit. — Est-il dû malgré l'annulation des actes ou avant qu'on en fasse usage? — Est-il dû malgré l'absence des jugemens d'adjudication?*

*Du droit de mutation sur les actes translatifs de propriété à titre onéreux. — Actes qui présentent ce caractère.*

*Du droit sur les actes translatifs de propriété à titre gratuit.*

*Enregistrement des actes qui entraînent résiliation, et des jugemens qui la prononcent.*

*Du droit d'enregistrement sur les actes de libération.*

*Comment les mutations s'établissent par des actes. — Par des présomptions.*

20. La mutation d'un immeuble est suffisamment établie par un acte sous seing privé dont le souscripteur ne dénie pas la signature, sans qu'il soit nécessaire d'ordonner une vérification de l'acte en justice. C. C. 7 janv. 1814, t. 16, 18; 28 mars 1810, t. 11, 292.

21. Un jugement qui relate une vente verbale et qui autorise le vendeur à revendre aux risques et périls de l'acheteur fait une preuve suffisante de la mutation. C. C. 6 sept. 1813, t. 15, 495.

22. Avant la loi du 9 vendémiaire an 8, les mutations ne pouvaient s'établir par des présomptions: aussi les présomptions désignées par cette loi ne peuvent s'appliquer aux mutations qui lui sont antérieures. C. C. 12 brum. an 9, t. 1, 494.

23. La présomption légale de mutation résultant de l'inscription au rôle de la contribution foncière ne peut être détruite par de prétendus usages ou par des irrégularités dans l'inscription au rôle. C. C. 24 juin 1822, t. 2 de 1823, 46.

24. Une demande en complainte et en jugement de maintenue dans la possession d'un immeuble ne constituent pas une présomption légale de mutation. C. C. 10 fév. 1813, t. 14, 182.

25. La mutation est suffisamment établie par le paiement du prix de vente en nom personnel, et par la cotisation au rôle de la contribution foncière. C. C. 13 flor. an 10, t. 2, 444.

26. Le cohéritier qui a recueilli un quart dans une succession, et qui en vend à un tiers les trois quarts, ne doit pas un droit de mutation pour la moitié dont rien n'établit qu'il soit l'acquéreur. C. C. 20 vend. an 11, t. 3, 30.

27. Lorsque, après son expropriation, le débiteur a continué, pendant plusieurs années, d'être inscrit au rôle de la contribution foncière, comme propriétaire de l'immeuble vendu, et d'acquitter l'impôt, lorsque, en outre, il a hypothéqué une portion de ce même immeuble, ces circonstances suffisent pour faire présumer légalement une rétrocession consentie par l'adjudicataire au profit du débiteur exproprié, et pour autoriser la régie à réclamer les droits de mutation auxquels la rétrocession a donné lieu. C. C. 29 mars 1820, t. 22, 305.

28. La présomption légale de mutation résultant de l'inscription au rôle et du paiement des contributions n'est pas détruite soit par la représentation que fait l'individu imposé d'une procuration qui lui a été donnée par l'ancien propriétaire, à l'effet d'affirmer l'immeuble, et du bail fait en conséquence, avant l'inscription au rôle; soit par la vente qui, depuis les

poursuites de la régie, a été consentie au prétendu fermier par l'ancien propriétaire. C. C. 5 janv. 1825, t. 2 de 1825, 240.

29. La présomption légale de mutation résultant de l'inscription au rôle et du paiement des contributions ne peut pas être écartée par l'allégation de conventions verbales contraires qu'auraient faites les parties contre lesquelles cette présomption est établie. C. C. 17 août 1824, t. 2 de 1825, 110.

29 bis. Elle ne peut pas être écartée par cette circonstance, que les biens, objet de la mutation, étaient saisis immobilièrement à l'époque où elle se serait opérée, et que l'art. 692 du cod. de proc. déclare nulles les aliénations faites par la partie saisie. C. C. 17 août 1824, t. 2 de 1825, 110.

30. La présomption de mutation, résultant de l'inscription au rôle et des paiemens faits en conséquence, cesse lorsque ces paiemens n'ont eu lieu que par erreur, et parce que cette inscription n'avait été faite que d'une manière vague et générale. C. C. 13 avril 1825, t. 3 de 1825, 381.

31. L'acte par lequel un individu afferme et hypothèque des biens qu'il déclare provenir de la succession de son père, mais dont la valeur excède de plus de moitié sa part héréditaire, suffit pour faire supposer une cession, au profit de cet individu, de la part de ses cohéritiers, et pour autoriser la régie à poursuivre le recouvrement des droits de la mutation présumée. — Néanmoins, si la régie a laissé passer deux ans sans poursuivre, son action est prescrite. C. C. 15 mars 1825, t. 3 de 1825, 156.

§ 2. — *Quels biens sont soumis au droit de mutation. — Sur quelles bases se règlent les droits de mutation.*

32. Les ventes et adjudications faites en France d'immeubles situés en pays étranger ne sont point assujetties aux droits de mutation et de transcription établis par nos lois. Les jugemens d'adjudication de ces immeubles ne sont soumis qu'aux droits de rédaction et de greffe. C. C. 11 déc. 1820, t. 22, 864.

32 bis. L'annulation d'un acte translatif de propriété ne dispense pas d'en acquiter les droits. C. C. 24 mars 1813, t. 14, 340.

33. La régie peut-elle, depuis la loi du 22 frim. an 7, exiger les droits sur les actes de mutation antérieure, avant même que les parties en fassent usage, lorsque ces droits n'ont pas été acquittés d'après les anciens réglemens. C. C. 24 flor. an 13, t. 6, 183. — V. *Saisie immobilière*, n. 141 et 187.

33 bis. Lorsqu'une rente est vendue en

justice forcément, c'est le prix de l'adjudication, et non le capital de la rente, qui doit régler la perception des droits de mutation. C. C. 1 avril 1816, t. 18, 183. — V. *Donation entre vifs*, n. 59.

§ 3. — *Du droit de mutation sur les actes translatifs de propriété à titre onéreux. — Actes qui présentent ce caractère.*

V. *Vente*, n. 28; *Rente constituée*, n. 25; *Donation entre vifs*, n. 53, 56.

34. Lorsqu'un enfant abandonné par sa mère la jouissance des biens auxquels il a droit dans la succession de son père moyennant une rente perpétuelle, celle-ci s'oblige de lui payer, il y a non une simple constitution de rente, mais une cession à titre onéreux de droits immobiliers, passible du droit de 5 et demi pour 100. C. C. 7 janv. 1823, t. 3 de 1825, 136.

34 bis. On doit réputer contrat onéreux l'acte par lequel une mère se réserve de ses biens en faveur de ses enfans, avec réserve d'une jouissance qui s'exerce sur les biens personnels de ceux-ci. C. C. 2 sept. 1812, t. 13, 332.

§ 4. — *Du droit sur les actes translatifs de propriété à titre gratuit.*

V. *Donation entre vifs*, n. 52; *Donation par contrat de mariage*, n. 3, 4, 14, 15; *Donation entre époux*, n. 20.

§ 5. — *Enregistrement des actes qui entraînent résiliation et des jugemens qui prononcent.*

35. La rescision d'un partage pour cause de lésion, opérée de gré à gré entre cohéritiers, doit être considérée comme une rétrocession passible du droit proportionnel d'enregistrement. C. C. 10 oct. 1810, t. 11, 883.

35 bis. Le délaissement forcé fait par l'acquéreur d'un fonds dotal vendu, conformément à l'ancienne coutume de Normandie, par le mari et la femme conjointement, est passible du droit proportionnel, comme toutes les résiliations opérées en vertu d'une clause résolutoire tacite ou expresse, parce que la vente n'était pas radicalement nulle. C. C. 10 mars 1823, t. 22, 1823, 78.

36. Lorsqu'un contrat commutatif est résolu pour cause d'inexécution volontaire de la part des contractans, il y a lieu au droit proportionnel d'enregistrement de la mutation de propriété, comme au cas de rétrocession. C. C. 14 nov. 1815, t. 11, 662.

37. Le bénéfice de la loi qui ne soumet qu'au droit fixe de 3 fr. les jugemens des tribunaux civils portant résolution de contrat, pour cause de nullité radicale,

ne pas s'étendre aux jugemens des tribunaux de commerce ni aux sentences des tribunaux de paix. C. C. 17 déc. 1811, t. 12, 987.

- *Du droit d'enregistrement sur les actes de libération.*

Les actes constatant les remboursements faits par les parties aux notaires pour droits d'enregistrement avancés par eux sont soumis au droit proportionnel pour les quittances en général. C. C. 22 avril 1823, t. 3 de 1823, 502.

L'acte portant quittance de plusieurs legs recus de l'exécuteur testamentaire, d'après la délivrance ordonnée, est passible d'autant de droits fixes de 2 fr. par leg distinct. C. C. 22 avril 1823, t. 3 de 1823, 502.

III. Droits dus sur des actes divers.

Les déclarations à faire par les titulaires de places sujettes à cautionnement, pour assurer aux bailleurs de fonds le privilège du second ordre sur le produit des cautionnemens, ne sont passibles que du droit fixe d'un franc, et ne sont pas soumises au droit proportionnel, sous prétexte qu'elles contiennent implicitement de la part du titulaire une obligation de sommes au profit du bailleur de fonds. C. C. 4 déc. 1821, t. 2, 715.

L'acte de cautionnement fourni par le comptable de deniers publics sur ses propres biens est passible d'un droit proportionnel. C. C. 24 frim. an 12, t. 4, 558.

L'acte notarié par lequel le débiteur de lettres de change déclare hypothéquer un immeuble au paiement d'un prêt est sujet, pour son enregistrement, au droit proportionnel d'un pour cent. C. C. 17 prair. an 12, t. 4, 558.

Les actes et traités faits pour l'exécution d'obligations antérieures sont soumis au droit proportionnel, quand ils contiennent de nouvelles conventions, même si les premiers titres aient été enregistrés. C. C. 1 fév. 1813, t. 14, 140.

Le receveur qui enregistre un jugement peut, outre le droit de demi pour cent dû pour toute condamnation, percevoir un droit proportionnel à raison de la convention verbale qui a donné lieu à la condamnation. C. C. 21 frim. an 13, t. 4, 150.

Le droit proportionnel est exigible sur les jugemens portant condamnation, même que les sommes qui en sont dues et étaient dues en vertu de titres enregistrés. C. C. 1 vent. an 8, t. 1, 150.

Le récépissé délivré par le secré-

taire d'une chambre des notaires du dépôt des extraits de contrat de mariage entre époux commerçans est soumis, pour l'enregistrement, au droit fixe de deux francs. C. C. 16 fév. 1824, t. 2 de 1824, 185.

47. L'obligation que contracte le père du futur époux, dans le contrat de mariage de ce dernier, de payer à son fils une pension ou un capital correspondant; dans le cas où les époux cesseront de vivre avec lui, est soumise au droit proportionnel de soixante-deux centimes et demi sur le capital de la pension. C. C. 18 avril 1821, t. 23, 327. — V. *Donation entre vifs*, n. 54.

48. La reconnaissance, faite par une femme dans son contrat de mariage, qu'elle a reçu une somme de son mari, et l'obligation qu'elle contracte de lui en payer les intérêts, constituent un prêt ordinaire, passible du droit d'un pour cent, et non pas un simple apport ou constitution de dot, surtout quand les époux conservent l'administration séparée de leurs biens. C. C. 16 nov. 1813, t. 15, 602. — V. *Actions mobilières*, n. 1.

SECT. IV. Par qui sont dus les droits d'enregistrement.

49. Le paiement des droits auxquels un jugement par défaut ou suspendu par l'appel donne ouverture ne peut être demandé qu'à la partie condamnée. C. C. 10 mars 1812, t. 13, 217; 24 août 1808, t. 9, 519.

50. Ils doivent être exigés contre la partie au profit de laquelle tournent les dispositions de ce jugement, sauf son recours contre la partie condamnée aux dépens. C. C. 23 fév. 1824, t. 2 de 1824, 174.

51. Un jugement est rendu au profit d'une partie, lorsque, moyennant sa renonciation à une action en garantie qu'elle pouvait exercer contre son cédant, elle est déchargée de l'action que ce dernier dirigeait contre elle à raison de la cession. C. C. 23 fév. 1824, t. 2 de 1824, 174.

52. Lorsqu'un acte sous seing privé, contenant transmission d'immeubles, est présenté à l'enregistrement par la partie qui n'est pas personnellement tenue des droits, ce n'est cependant que contre elle que la régie peut les réclamer, et non contre la partie qui en est passible. C. C. 15 niv. an 11, t. 3, 185. — V. *Vente*.

53. Les droits d'enregistrement auxquels donne lieu une renonciation éventuelle contenue dans une transaction ayant pour objet le règlement des intérêts respectifs de deux époux doivent être supportés exclusivement par celui qui profite des effets de cette renonciation, quoique la transaction contienne

déséparation, en faveur de l'autre, d'une portion de biens en acquittement d'une partie de ce qui lui est dû. C. C. 12 août 1823, t. 3 de 1823, 494.

**SECT. V. Droit de la régie de constater les contraventions aux lois sur l'enregistrement. — De la contrainte. — Des oppositions à la contrainte. — Quels tribunaux peuvent connaître des actions de la régie. — Mesures conservatoires contre les contribuables ou les préposés. — Procédure. — Jugement. — Mesure des pouvoirs de la cour de cassation en cette matière. — Si les receveurs de la régie peuvent être condamnés aux dépens.**

54. La régie peut constater les contraventions commises dans des actes qui ne lui ont pas été communiqués par les fonctionnaires publics chargés de cette mission. C. C. 16 mai 1815, t. 17, 325.

55. Les contraintes doivent, à peine de nullité, être signifiées à personne ou domicile. C. C. 23 fév. 1807, t. 8, 108.

56. La contrainte pour amende encourue est soumise, à peine de nullité, au visa du juge de paix, avant d'être mise à exécution. C. C. 8 mai 1809, t. 10, 356.

57. La régie de l'enregistrement a le droit de poursuivre, par la voie de contrainte, et sans observer les formes voulues par le code de procédure, le recouvrement des amendes prononcées par les tribunaux dans le cas, par exemple, de dénégarion de signature. C. C. 16 juin 1823, t. 3 de 1825, 592.

58. Le défaut de *visa*, par le juge de paix, d'une contrainte décernée par la régie, n'opère qu'une fin de non recevoir qui doit être proposée avant que de plaider au fond. C. C. 14 nov. 1815, t. 17, 663.

59. Celui qui forme opposition à une contrainte décernée par la régie de l'enregistrement n'est point obligé, pour être admis à proposer ses moyens, de payer provisoirement la somme réclamée. C. C. 15 prair. an 13, t. 6, 232.

60. Les tribunaux correctionnels ou criminels ne peuvent connaître, même incidemment, de contraventions en matière d'enregistrement. C. C. 4 vent. an 12, t. 4, 309.

61. Les actions que la régie de l'enregistrement a le droit d'exercer contre ses préposés continuent, même depuis le code de procédure, d'être de la compétence du

tribunal dans le ressort duquel le bureau du comptable était situé, quel que soit le changement de domicile de ce comptable. C. C. 23 janv. 1822, t. 1 de 1823, 97.

62. L'action de la régie contre ses préposés, au sujet de leur comptabilité, se prescrit que par trente ans, bien que le déficit du comptable soit la suite de dilapidations pour raison desquelles une action criminelle avait été entamée. C. C. 23 janv. 1822, t. 1 de 1823, 97.

63. Lorsqu'il y a eu abandon de biens et qu'ils sont encore entre les mains des créanciers, à la mort du débiteur, le créancier peut faire des saisies-arrêts entre les mains des créanciers. C. C. 3 vent. an 11, t. 3, 278.

64. La régie, quand elle poursuit un négociant en faillite, n'est point obligée de donner sa demande contre les créanciers devant le tribunal de commerce, et elle suit les formes ordinaires. C. C. 10 mai 1811, t. 17, 323.

65. Le code de procédure est applicable aux instances relatives aux droits d'enregistrement, dans tous les cas qui n'ont pas été réglés par la législation spéciale sur cette matière. C. C. 18 avril 1811, t. 23, 331. — V. *Saisie-arrêt*, n. 1.

66. Les parties peuvent être entendues en personne à l'audience, si le tribunal le juge convenable. C. C. 20 mars 1811, t. 18, 250.

67. La régie n'a que la voie de l'expertise pour établir la prétendue insuffisance d'évaluation des biens compris dans un contrat à titre onéreux. C. C. 2 sept. 1812, t. 13, 832.

68. Elle ne peut demander l'expertise d'une propriété, après l'année de l'enregistrement de l'acte d'aliénation. C. C. 7 germ. an 11, t. 3, 347.

69. Pour les actes à titre gratuit, la régie a un délai de deux ans pour provoquer une expertise, en cas d'insuffisance prétendue dans l'évaluation des biens. C. C. 26 fév. 1812, t. 13, 17.

70. Les juges peuvent ordonner une nouvelle expertise, lorsque le rapport des experts leur paraît insuffisant. C. C. 24 juil. 1815, t. 17, 500.

71. Les juges, en annulant une expertise provoquée par la régie pour l'extinction des immeubles soumis au droit de mutation, et en ordonnant une nouvelle expertise, ne peuvent nommer d'autres experts. L'art. 18 de la loi du 22 brum. an 7 est seule applicable à ce cas. C. C. 16 juin 1823, t. 2 de 1824, 5.

72. Lorsque les juges pensent que l'estimation d'un immeuble faite par les experts est erronée et incohérente, ils doivent en ordonner une nouvelle

stituer leur propre estimation à des experts. C. C. 17 avril 1816, t. 1; 7 mars 1808, t. 9, 163.

En matière d'enregistrement, le expert nommé dans le cas de dis- deux premiers experts chargés de tion des immeubles pour la fixation proportionnel, n'est pas tenu l'estimation de l'un ou l'autre experts; il peut faire la sienne. C. C. 18 août 1828, t. 1 de 1823.

Dans cette dernière hypothèse, les sont point obligés d'ordonner nouvelle expertise; ils peuvent a- le rapport du tiers expert, en le ut, s'ils le jugent convenable, d'a- bases prises par les premiers ex- C. C. 9 brum. an 14, t. 6, 491.

Le choix des bases que doivent sui- experts dans l'évaluation des im- pour la fixation des droits est né à leur conscience et à leurs es. C. C. 6 avril 1815, t. 17, 245.

L'expertise provoquée doit avoir obstant qu'il soit survenu une ère susceptible d'entraîner l'ad- on de l'immeuble vendu. C. C. 1809, t. 10, 338.

Une instance n'est point périmée on éteinte, quoique l'affaire n'ait jugée dans les trois mois. Ce ter- est pas d'une rigueur absolue. C. mars 1807, t. 8, 163.

L'art. 1030 du cod. de proc., qui d'un acte ne puisse être déclaré nul, illité n'en est formellement pro- par la loi, n'est pas applicable aux ns rendus en matière d'enregistre- C. C. 23 déc. 1809, t. 10, 859.

Ainsi, le rapport du juge et les con- s du ministère public sont de ri- dans les jugemens rendus en matière gistrement; il en est de même de la n de ces deux formalités. C. C. 10 1819, t. 21, 129; 8 mai 1810, t. 11, 23 déc. 1809, 19 déc. 1809, t. 10, 15 avril 1808, t. 9, 268.

Il ne peut être suppléé par un cer- extrajudiciaire délivré par le pré- à la preuve que ces formalités ont mplies. C. C. 25 avril 1808. — V. l-arrêt, n. 31.

Les tribunaux ne peuvent, d'a- les considérations plus ou moins fa- les, modifier les droits d'enregistre- fixés par une loi. C. C. 21 mars 1825, t. 3 de 1825, 208.

Le jugement qui intervient sur onition formée à une contrainte dé- te par la régie est réputé contradic- , quoique l'opposant n'ait pas com- , de sorte que ce dernier ne peut atquer par la voie de l'opposition. Le

tribunal peut, d'office, déclarer cette op- position non recevable. C. C. 24 avril 1822, t. 24, 387.

82. Toutefois le jugement rendu sur la production de l'une des parties est sus- ceptible d'opposition de la part de l'au- tre. C. C. 14 mars 1807, t. 8, 163.

83. La voie de la requête civile est ou- verte contre les jugemens rendus en ma- tière d'enregistrement. C. C. 14 mai 1811, t. 12, 417.

84. En matière d'enregistrement, la cour de cassation a droit d'interpréter et de qualifier les actes. C. C. 10 mai 1819, t. 21, 330.

85. Dans les causes qui intéressent la régie de l'enregistrement, lorsqu'un tiers saisi a demandé qu'il fût procédé sui- vant les formes ordinaires, et que des arrêts passés en force de choses jugées ont accueilli sa demande et l'ont condamné, on définitive, aux frais de première in- stance et d'appel, ce tiers saisi ne peut demander que les frais soient taxés com- me en matière d'enregistrement, au lieu de l'être comme en matière ordinaire. C. C. 19 mai 1824, t. 1 de 1825, 381.

85 bis. Les receveurs de l'enregistre- ment qui succombent dans une instance par eux suivie en leur qualité ne peu- vent être condamnés personnellement aux dépens. C. C. 12 pluv. an 2, t. 1, 34.

## SECT. VI. Restitution.

86. Les notaires ont qualité pour se pourvoir eux-mêmes en restitution des droits qu'ils ont payés de trop pour les parties. C. C. 5 fév. 1810, t. 11, 115; 1 mars 1825, t. 3 de 1825, 121.

87. Des droits d'enregistrement perçus en vertu d'une loi sont restituables; d'a- près un avis du conseil d'état qui a dé- claré qu'elle n'en autorise pas la percep- tion. C. C. 19 oct. 1808, t. 9, 619.

88. Il n'y a pas lieu à restitution des droits perçus sur un jugement par défaut qui prononce la résiliation d'une vente, quoique ce jugement soit rétracté sur l'opposition de l'acquéreur. C. C. 6 déc. 1820, t. 22, 861.

89. Il n'y a pas lieu à la restitution des droits perçus sur un jugement par défaut qui prononce la résolution pure et sim- ple d'un contrat de louage, quoique, sur l'appel, ce jugement soit modifié par un sursis accordé au détenteur pour payer les arrérages dus, et que ces arrérages aient en effet été payés. C. C. 19 fév. 1823, t. 2 de 1823, 478.

90. Il n'y a pas lieu non plus à restitu- tion des droits perçus sur un jugement par défaut, translatif de propriété, quoi- que réformé depuis, sur l'opposition. C. C. 24 therm. an 13, t. 6, 387.



91. L'annulation d'un acte ne donne pas lieu au remboursement du droit qui a été régulièrement perçu à son occasion. C. C. 2 fév. 1809, t. 10, 71.

92. La régie ne doit point d'intérêts moratoires des sommes qu'elle est condamnée à restituer, pas même du jour de la condamnation. C. C. 28 janv. 1818, t. 20, 53; 23 nov. 1811, t. 12, 895; 8 mai 1810, t. 11, 448; 2 flor. an 13, t. 6, 111.

93. La prescription de deux ans, prononcée par la loi du 22 frim. an 7 contre toute répétition de droits d'enregistrement, est applicable à une demande de cette nature, formée en vertu d'arrêtés ou réglemens postérieurs à cette loi. C. C. 16 fév. 1813, t. 14, 213.

### SECT. VII. Prescription.

94. En matière de droits d'enregistrement ou de mutation, la prescription opère le même effet que le paiement. C. C. 31 juil. 1815, t. 17, 502.

95. L'opposition formée à une contrainte de la régie, avec assignation, introduit une instance qui suspend la prescription, même en faveur de la régie. C. C. 27 juil. 1813, t. 15, 268.

96. La prescription annale a lieu contre les droits d'enregistrement. C. C. 23 germ. an 11, t. 3, 391.

97. Mais elle n'est pas acquise par l'interruption pendant un an de poursuites commencées devant le tribunal compétent. C. C. 23 germ. an 11, t. 3, 391.

98. La prescription annale n'est pas interrompue par la seule présentation, de la part de la régie, d'une requête à fin d'expertise, si elle n'a pas été signifiée à la partie. C. C. 18 germ. an 13, t. 6, 85.

99. Ou si l'assignation n'a été donnée qu'après l'année. C. C. 7 germ. an 11, t. 3, 347.

100. Il a été décidé, depuis, qu'il suffisait que la requête eût été présentée et notifiée dans l'année, quoique non suivie d'assignation. C. C. 5 déc. 1820, t. 22, 860.

101. S'il a été décerné une contrainte sur de simples présomptions, la régie peut en décerner une nouvelle après la découverte du titre, quoiqu'il se soit écoulé un an sans poursuites depuis la première. C. C. 14 août 1813, t. 15, 386.

102. La prescription annale n'est pas interrompue par un pourvoi en cassation rejeté par la section des requêtes. C. C. 13 nov. 1815, t. 17, 653.

103. La régie n'est soumise qu'à la prescription trentenaire, pour les mutations qu'elle n'a pu découvrir qu'à l'occasion d'un acte présenté à l'enregistrement, mais par suite de recherches ultérieures

et indépendantes de cet acte. C. C. 4 juin 1813, 30 juin 1813, t. 15, 147.

104. Il en est de même toutes fois que l'acte de mutation est resté inconnu de la régie. C. C. 17 mai t. 9, 298; 18 mars 1806, t. 7, 172.

105. Les droits dus pour les actes latifs de propriété, sous signature se prescrivent par le laps de deux ans, à partir du jour où l'acte a pu connaître l'existence de ces droits par l'énonciation de leur substance d'autres actes présentés à l'enregistrement. C. C. 20 mars 1816, t. 18, 250.

106. Quant aux actes notariés, la prescription de deux ans n'a lieu que lorsqu'il s'agit d'un supplément de droits. C. C. 14 août 1813, t. 15, 386.

107. La simple présentation à l'enregistrement d'un bail fait par le bailleur actuel ne suffit pas pour faire connaître à la régie la mutation de propriété opérée au profit du bailleur, si elle ne donne aucune trace de cette mutation et ne fait pas courir la prescription de deux ans contre la régie. C. C. 27 juil. 1817, t. 19, 300.

108. Les droits dus sur les ministères de justice ne se prescrivent que par cinq ans. C. C. 14 mai 1816, t. 18, 413.

### SECT. VIII. Mutation par décès.

§ 1. *Circonstances qui déterminent l'ouverture du droit de mutation par décès. — Déclaration des biens de la succession. — Qui sont les personnes qui doivent la faire. — Dans quel délai elle doit être faite.*

§ 2. *Quelles successions, et quels biens sont passibles du droit de mutation. — Par qui le droit est dû. — Contre qui la régie peut le poursuivre. — Quelles sont les bases d'après lesquelles il doit être fixé. — De la suite du droit de mutation. — Prescription.*

§ 1. — *Circonstances qui déterminent l'ouverture du droit de mutation.*

109. L'ouverture d'un douaire ou préciput donne lieu au droit de mutation, quoiqu'à l'époque du contrat de mariage les douaires et les préciputs ne fussent sujets à aucun droit d'insinuation. C. C. 4 juin 1823, t. 8 de 1823, 306.

110. Le tuteur doit faire la déclaration des successions ouvertes au profit de la pupille, sous peine d'être personnellement responsable.

passible, en sa qualité de tuteur, sous les seules contraintes que la régie peut exercer. C. C. 25 oct. 1808, t. 9, 627. Les curateurs aux successions vacantes sont tenus, comme les héritiers, à la déclaration et au paiement du droit de mutation. C. C. 3, niv. t. 5 186.

Lorsque, après la mort d'un failli, les créanciers de la faillite ont fait en temps utile la déclaration de ses biens, en se réservant la faculté de faire une déclaration supplémentaire après la levée des scellés, le curateur nommé à cette succession n'encourt pas la peine du demi-décès, pour n'avoir pas fait cette déclaration supplémentaire dans les six mois de la levée des scellés. C. C. 26 nov. t. 11, 956.

L'héritier doit faire sa déclaration dans les six mois du décès, lors même que la succession appartient à un légataire ou légataire du défunt. C. C. 11 germ. an 11, t. 3, 409.

Le légataire universel ou à titre singulier en usufruit doit, dans les six mois du décès, faire sa déclaration à la régie ou renoncer, sous peine de payer le droit en sus. C. C. 11 fév. 1812, t. 32.

L'héritier bénéficiaire est tenu, comme l'héritier pur et simple, de faire sa déclaration, dans les six mois du décès, de la succession. C. C. 5 niv. t. 4, 181; 29 germ. an 11, t. 3, 409. La déclaration des biens de la succession doit être faite, non par un simple mandataire au receveur de la régie, mais par le titulaire même de ce préposé, qui doit en même temps recevoir la signature du mandataire. C. C. 29 germ. an 11, t. 3, 409.

La présentation d'un acte de par-devant le receveur de l'enregistrement, par les héritiers, n'équivaut pas à la déclaration de succession. C. C. 23 prair. an 12, 48.

Les héritiers qui ont fait une déclaration de succession démontrée insuffisante par une expertise sont passibles du droit sur l'excédant, ainsi que sur le montant de l'expertise, quoique l'insuffisance n'excède pas un huitième de la valeur déclarée. C. C. 11 mai 1824, t. 2, 535.

L'héritier qui a payé le montant d'une contrainte provisoire décernée contre lui par la régie, pour le droit de mutation, reste soumis à l'obligation de faire sa déclaration ultérieure. C. C. 27 mars t. 12, 280.

L'omission du nom de l'une des personnes sur lesquelles se trouvent situés les biens compris dans une déclara-

tion de succession ne peut donner lieu à une nouvelle réclamation de la régie, s'il est constant que la déclaration a porté sur la totalité des biens. C. C. 27 janv. 1823, t. 1 de 1824, 413.

121. Le délai de six mois dans lequel les héritiers doivent faire leur déclaration court du moment où ils sont saisis de droit, et non de l'époque de leur appréhension de fait. C. C. 11 fév. 1807, t. 8, 91.

## § 2. — *Quelles successions, quels biens sont passibles du droit de mutation.*

122. Les successions vacantes sont passibles du droit de mutation. C. C. 18 niv. an 12, t. 4, 198; 9 prair. an 12, t. 4, 556.

123. Malgré l'abolition du droit d'aubaine, les héritiers étrangers doivent payer les droits de mutation pour les créances que leur auteur, étranger, possédait en France sur des Français. C. C. 27 juil. 1819, t. 21, 508.

124. Ce n'est point le pays où la succession s'est ouverte, mais celui de la situation de l'objet mobilier transmis par le décès, que l'on considère pour l'application du droit de mutation.

125. Ainsi, une rente qui fait partie d'une succession ouverte dans une colonie française où nos lois sur l'enregistrement ne sont point en vigueur est passible du droit de mutation établi par nos lois, si elle est payable en France et hypothéquée sur des immeubles situés en France. C. C. 10 nov. 1823, t. 2 de 1824, 88.

126. De même, le legs fait à un étranger, par un étranger décédé hors de France, mais sur des fonds mobiliers qui se trouvaient en France, est passible du droit de mutation. C. C. 16 juin 1823, t. 3 de 1823, 385.

127. Le droit de mutation n'est pas dû par l'héritier apparent, quoiqu'il n'ait renoncé qu'après les six mois. C. C. 25 frim. an 11, t. 3, 146.

128. Lorsqu'un enfant naturel s'est mis en possession de la succession de son père, et a payé à la régie de l'enregistrement le droit de mutation en ligne directe, le parent collatéral qui revendique cette succession et qui transige et cède ses droits à cet enfant, moyennant une somme déterminée, ne doit point le droit de mutation en ligne collatérale. C. C. 24 flor. an 13, t. 5, 185.

128 bis. Une propriété immobilière acquise aux enchères publiques, et dont l'adjudicataire, et après lui ses héritiers, ont joui, à titre de propriétaires, pendant plusieurs années, doit, quoique ceux-ci en aient été dépouillés ensuite par la voie de la folle enchère, être considérée comme

leur ayant été transmise dans sa succession, ouverte dans l'intervalle de l'une à l'autre adjudication, et les droits de *mutation par décès* sont dus à raison de cette transmission. C. C. 14 fév. 1825, t. 3 de 1825, 254.

129. La régie ne peut poursuivre le droit de mutation contre l'acquéreur des biens dépendans de la succession, s'il a purgé et payé son prix, en vertu d'un jugement d'ordre qu'elle n'a pas attaqué. Il en serait autrement s'il n'avait pas purgé. C. C. 15 avril 1807, 20 avril 1807, t. 8, 259.

130. Le droit de mutation doit être perçu d'après les lois existantes au moment de la perception, et non d'après celles qui étaient en vigueur lors de l'ouverture de la succession. C. C. 26 frim. an 13, t. 5, 162.

131. Lorsqu'il y a bail authentique d'un immeuble, il doit servir de base à la perception du droit de mutation par décès; sans que les héritiers puissent demander une estimation par experts. C. C. 13 fév. 1809, 14 juin 1809, 5 avril 1808, t. 9, 108, 109 et 111.

132. Le droit de mutation par décès sur les rentes constituées doit être réglé d'après les capitaux de constitution, et non pas sur une déclaration estimative de l'héritier. C. C. 28 mes. an 13, t. 6, 315.

133. On doit, pour la liquidation du droit de mutation par décès, déduire ce qui a été perçu pour les legs particuliers faits par le défunt. C. C. 8 sept. 1808, t. 9, 572.

134. Sous l'empire de la loi du 5 sept. 1790, comme sous celle de la loi du 22 frim. an 7, les droits de mutation par décès devaient être acquittés sur la valeur entière des biens, sans distraction des charges : ainsi les héritiers ne pouvaient pas exiger qu'il fût fait déduction du montant d'une rente foncière. C. C. 13 niv. an 11, t. 3, 176.

135. Lorsque les héritiers du mari ont acquitté les droits de mutation sans faire déduction de la somme représentant le fonds du douaire, il n'est dû, sur ce douaire, que l'excédant, s'il y en a, du droit dont il est passible. C. C. 2 juil. 1823, t. 3 de 1823, 306.

136. Le recours que la femme peut exercer sur les biens personnels du mari, pour se remplir de ses reprises, constitue sur ces biens une charge dont il ne peut être fait distraction ni dans l'évaluation des biens que les héritiers du mari sont tenus de déclarer, ni dans la perception des droits auxquels la transmission de ces biens donne lieu contre les héritiers. C. C. 18 mai 1824, t. 3 de 1824, 305.

137. Si, par suite de la demande en nullité d'une vente consentie par le dé-

funt, les biens aliénés rentrent dans le domaine de la succession, il est dû sur ces biens un droit de mutation par décès. Ce droit ne se prescrit que par cinq ans. C. C. 30 mars 1813, t. 14, 366.

138. Le jour où la déclaration faite pour la perception du droit de mutation par décès doit être comptée, c'est le délai fixé à la régie pour demander l'estimation des biens. C. C. 12 oct. 1807, t. 16, 655.

139. Les droits de mutation se prescrivent par le laps de cinq ans écoulé depuis la déclaration de la part des héritiers, sans poursuite de celle de la régie, même que la mise en possession des biens eût été retardée par une contestation survenue entre eux et un tiers. C. C. germ. an 11, t. 3, 353.

140. Cette prescription court, à compter du jour du décès, mais seulement de l'année où il a été inscrit sur les registres de l'état civil. C. C. 30 juin 1806, t. 7, 360.

141. Cette prescription n'a cours, à l'égard des successions séquestrées, que depuis la cause d'émigration qu'à compter de l'envoi en possession définitive. C. C. 30 pluv. an 12, t. 4, 360; 4 germ. an 11, t. 3, 360; 6 flor. an 11, t. 3, 360; 2 vent. an 11, 3 mes. an 11, t. 3, 360; 3 therm. an 9, t. 2, 87.

142. La mention, faite sur les matricules de l'armée, de la mort d'un militaire décédé hors du royaume, ne suffit pas pour faire courir contre la prescription des droits de mutation. Cette prescription ne court que dans ces cas, que du jour où les héritiers militaires se sont mis en possession de leurs biens. C. C. 29 avril 1818, t. 18, 360.

143. Il en est de même à l'égard de la succession d'un militaire décédé en vertu de service, hors de son département. C. C. 19 therm. an 13, t. 6, 360.

144. La prescription ne court que à partir de la même époque, à l'égard de l'individu mort en pays étranger. C. C. mai 1809, t. 10, 360.

145. Lorsqu'un individu est mort hors du lieu de son domicile et dans un hôpital, la prescription de cinq ans commence à courir à compter du jour du décès constaté par les registres de l'hôpital, et non pas seulement de l'année où il a été inscrit sur les registres de l'état civil du domicile du défunt. C. C. 21 fév. 1809, t. 10, 136.

ENSEIGNE. V. Nom.

ENTREPOT. On doit comprendre les denrées liquides parmi les marchandises dont n'est pas permis de faire entrepôt, si l'on est à une distance de deux lieues des frontières de terre. C. C. 18 nov. 1817, t. 19, 360.

VE. Un sac d'or dérobé au dé-  
individu, et retrouvé plus tard  
fenêtre étrangère, ne peut être  
ré comme une épave, et doit être  
aux héritiers. Douai, 10 juin 1816,  
506.

CIERS. Les épiciers - droguistes,  
tes-droguistes, ne peuvent pas te-  
sées dans leurs boutiques ou ar-  
boutiques, comme les autres mar-  
es de leur commerce, des com-  
s ou préparations pharmaceuti-  
nt la loi leur interdit le débit. C.C.  
1824, t. 2 de 1825, 588.

UX.

1<sup>re</sup>. Etat des époux relati-  
vement à leur personne.

La femme doit habiter avec son ma-  
si elle s'y refuse, elle peut y être con-  
par la saisie de sa personne. Pa-  
mai 1808, t. 9, 329; Tarin, 17  
40, t. 11, 710.

La cour de Toulouse a jugé négati-  
cette question. 24 août 1818, t.

Après avoir inutilement ordonné la  
saisie par corps contre une femme  
à forcer à rentrer dans le domicile  
conjugal, les tribunaux ne peuvent, com-  
me nouveau moyen coercitif, et à titre  
d'images et intérêts, autoriser le mari  
à avoir sur les capitaux de la femme  
une certaine somme par chaque semaine  
de retard. Colmar, 4 janv. 1817,  
24.

Les juges peuvent ordonner la sai-  
sie des revenus de la femme pour la con-  
traindre à venir habiter le domicile con-  
jugal. Paris, 22 prair. an 13, t. 6, 252;  
Tou-  
louse, 11 juin 1806, t. 7, 345; Tou-  
louse, 24 août 1818, t. 20, 674.

Mais ils ne peuvent autoriser le mari  
à saisir ses vêtements et son linge de  
sa femme. Toulouse, 24 août 1818, t. 20, 674.

Un tribunal ne peut autoriser une  
femme à quitter indéfiniment le domi-  
cile conjugal, sous prétexte qu'elle a be-  
soin de vaquer à l'administration de ses  
affaires, éloignées de ce domicile. Paris,  
1808, t. 6, 252.

Le mari ne peut pas exiger que sa  
femme vienne habiter avec lui, lorsqu'il  
n'a pas un logement convenable à la for-  
me qu'elle a apportée. Paris, 19 avril  
1808, t. 19, 370; C. C. 26 janv. 1808, t.  
19, 370; Rouen, 21 nov. 1812, t. 12, 973.

La cour de Bruxelles a au contraire  
jugé qu'une femme ne pouvait refuser  
de se réunir à son mari, lors même que  
celui-ci, étant chargé de contrainte par  
justice, n'avait pas de domicile fixe. 13  
juin 1806, t. 7, 472.

8 bis. Le mari est tenu de recevoir sa  
femme chez lui; mais il ne peut y être  
contraint précisément. Lyon, 30 nov.  
1811, t. 12, 929.

9. La femme reléguée par son mari dans  
une maison où il n'habite pas avec elle  
a une action contre lui pour le contrain-  
dre en justice à lui fournir l'entretien  
convenable, jusqu'à ce qu'il se réunisse à  
elle. C. C. 12 janv. 1808, t. 9, 42.

9 bis. Un mari qui maltraite sa femme de  
manière à troubler la tranquillité publi-  
que peut être poursuivi par le commis-  
saire du gouvernement, quoique la femme  
ne se plaigne point. C. C. 28 vent. an 10,  
t. 2, 343.

10. Les coups ou blessures dont un  
mari se rend coupable envers sa femme  
constituent le délit prévu par l'art. 311  
du cod. pén. C. C. 9 avril 1825, t. 2  
de 1825, 577.

11. Un tribunal correctionnel ne peut  
pas rejeter, dans ce cas, l'action du mi-  
nistère public, sous prétexte que ces ex-  
cès ne sauraient donner lieu qu'à l'action  
civile en séparation de corps, à moins qu'ils  
ne soient poussés jusqu'au crime, et que la  
femme, ne pouvant être entendue comme  
témoin contre son mari, ne peut non  
plus l'être, dans sa plainte. C. C. 9 avril  
1825, t. 2 de 1825, 577.

SECT. II. Des époux considérés  
relativement aux biens.

§ 1. Du mari. — Ses droits com-  
me administrateur. — Ses obli-  
gations. — Sa responsabilité.

§ 2. De la femme. — Sa capaci-  
té. — Son association à l'ad-  
ministration domestique. — Sa  
participation au commerce de  
son mari. — De la femme mar-  
chande publique.

§ 1. — Du mari. — Ses droits comme ad-  
ministrateur. — Ses obligations. — Sa  
responsabilité.

12. Les art. 226 et 228 de la coutume  
de Paris, qui défendaient au mari d'obli-  
ger et d'aliéner les biens propres de sa  
femme sans son concours, ne lui défen-  
daient pas, par cela même, d'intenter  
seul, et sans la participation de sa fem-  
me, l'action et rescision de la vente d'un  
bien de cette nature. C. C. 23 prair. an  
12, t. 4, 565.

13. Les acquisitions faites par le mari  
et la femme, en pays de droit écrit,  
étaient légalement présumées, jusqu'à  
preuve contraire, avoir été acquittées en

totalité par le mari seul, et celui-ci était seul propriétaire des biens. C. C. 11 janv. 1825, t. 2 de 1825, 490.

13 bis. Le mari profite des acquisitions immobilières faites par la femme qui n'a que des biens dotaux. Riom, 22 fév. 1809, t. 10, 147.

14. Le mari qui a des créances à exercer contre sa femme ne peut pas en poursuivre le paiement avant la dissolution de la communauté. Paris, 10 frim. an 13, t. 5, 132.

15. Le mari qui n'est point partie au procès, qui n'a été mis en cause que pour autoriser sa femme, plaidant en son nom, et relativement à des biens dont elle a l'administration, ne peut pas être condamné personnellement aux dépens, C. C. 24 vend. an 7, t. 1, 286.

15 bis. Un mari peut poursuivre, sans le concours de sa femme, la réparation des injures qu'on a proférées contre elle, lorsque ces injures intéressent l'honneur de l'un et de l'autre. C. C. 14 germ. an 13, t. 6, 64.

16. Le mari qui dégrade méchamment les immeubles de sa femme ne peut pas être poursuivi criminellement pour ce fait, mais il n'en est pas ainsi de ses complices. C. C. 26 pluv. an 13, t. 5, 409.

16 bis. Le mari n'a pas qualité pour recevoir seul le remboursement d'une rente appartenant à sa femme, lorsque, d'une part, celle-ci s'est réservé, par son contrat de mariage, la libre disposition de ses biens, et que, d'un autre côté, il a été convenu, par le titre constitutif de la rente, que le remboursement ne pourrait s'en faire qu'à la femme elle-même, et en la prévenant d'avance. C. C. 3 frim. an 11, t. 3, 114.

17. Le mari est personnellement responsable des omissions ou des infidélités commises dans l'inventaire des biens d'une succession ouverte au profit de sa femme, et acceptée bénéficiairement par celle-ci. C. C. 4 fév. 1823, t. 1 de 1823, 417.

17 bis. La nullité résultant du défaut de qualité dans le mari pour poursuivre seul, et sans le concours de sa femme, une action concernant les immeubles de celle-ci, est relative, en ce sens qu'elle peut être effacée par la ratification de la femme, donnée seulement en cause d'appel. Bruxelles, 15 fév. 1812, t. 13, 145.

## § 2. — Droits et capacité de la femme.

18. L'action de la femme ne peut pas se prescrire pendant le mariage, à l'égard des tiers, lorsqu'elle réfléchit contre le mari, comme si le mari, en aliénant un immeuble dotal de sa femme, a personnellement garanti l'exécution de cette ven-

te, C. C. 28 fév. 1825, t. 3 de 1825.

19. La capacité de la femme pour l'iger est réglée par la loi du domicile du mari, quoique les époux aient leurs conventions matrimoniales sous le régime d'un autre statut. C. C. 25 janv. 1816, t. 18, 542.

20. Ainsi une femme mariée avant le code civil, sous le régime de la communauté, est incapable d'enlever son dot, si le domicile conjugal était dans un pays mandé. C. C. 25 juin 1816, t. 18, 542.

21. Le cautionnement par lequel les pays où le sénatus-consulte de 1804 était en usage, une femme se constituait pour tirer son fils de prison, n'est pas valable, surtout s'il était indéfini. Paris, 2 niv. an 9, t. 1, 563.

22. Avant le code civil, la femme mariée ayant pouvoir de vendre des biens de son mari, stipulait dans le contrat de mariage, tant en vertu de cette procuration que sous son propre et privé nom, faisait une cession réprouvée par le sénatus-consulte Velléien. C. C. 2 mes. an 4, t. 1, 393.

23. Le sénatus-consulte Velléien défendait aux femmes d'intercéder pour autrui, a été abrogé par le code de procédure, même à l'égard des femmes mariées. C. C. 17 août 1813, t. 1, 393.

24. Ainsi la femme a pu, depuis le code de procédure, souscrire un cautionnement pour son mari. C. C. 27 août 1810, t. 11, 393.

25. Et elle a pu ratifier le cautionnement donné pendant le temps de sa incapacité. Turin, 23 fév. 1807, t. 1, 393.

26. La femme peut, sans le concours de son mari, intenter une action en partage des biens qui ne sont pas dotaux. Toulouse, 2 juil. 1807, t. 8, 460.

27. Une femme séparée de biens pendant le mariage, exiger le remboursement d'une rente que son mari avait constituée auparavant, lorsque le gage hypothécaire qui lui avait été donné est vendu par celui-ci, et que le prix de la vente est inférieur au capital de la rente. Paris, 21 janv. 1814, t. 16, 684.

28. Une femme mariée peut, sans la seule autorisation du mari, vendre ses propres biens, pour tirer celui-ci de prison. C. C. 8 nov. 1814, t. 16, 684.

29. Une femme non marchande n'a pu valablement s'engager pour son mari, ni comme teneur de livre de change. C. C. 17 août 1813, t. 1, 393.

30. La femme mariée qui accepte les traites tirées sur elle par son mari n'est pas tenue de leur acquittement ses biens personnels. Paris, 10 avril 1810, t. 11, 346.

31. Celle qui, quoique non marchande, approuve et signe une lettre de change



## 205

La reconnaissance, faite dans un acte  
 de partage, du droit d'un cohéritier plus  
 éloigné par l'héritier plus proche, est irré-  
 vocable, si elle provient d'une erreur gé-  
 nérale sur le véritable sens de la loi qui  
 régit la succession. C. C. 13 germ. an 12,  
 410.

— *Compétence.* — *Peine.*

10. Le tribunal correctionnel ne peut pas connaître d'une plainte en escroquerie.

rie, lorsque, pour juger s'il y a eu escroquerie, il est nécessaire de déterminer si le défendeur était ou non créancier du plaignant. Le tribunal civil est au contraire seul compétent. C. C. 24 mes. an 13, t. 6, 313.

11. En appliquant les peines prononcées contre l'escroquerie, il faut spécifier les faits de fraude et de dol qui la caractérisent. C. C. 7 fév. 1812, t. 13, 123.

**ÉTANGS.** 1. Les étangs inférieurs doivent être pêchés avant les étangs supérieurs, de manière néanmoins que la pêche des uns ne retarde pas trop celle des autres. Paris, 28 juil. 1814, t. 16, 540.

2. Les propriétaires des étangs supérieurs sont obligés de retenir leurs eaux, pendant la pêche des étangs inférieurs. Paris, 28 juil. 1814, t. 16, 540.

3. Le propriétaire d'un étang inférieur ne peut pas prétendre des dommages et intérêts pour cause de la dilatation des eaux pendant la pêche, quand il n'a point prévenu à temps le propriétaire des étangs supérieurs. Paris, 28 juil. 1814, t. 16, 540.

4. Lorsque les chaussées d'un étang sont encore dans leur état primitif, et que le propriétaire n'y a fait aucun travail tendant à augmenter le volume d'eau, le voisin ne peut pas les faire baisser, sous prétexte d'inondation. Angers, 20 janv. 1813, t. 14, 91.

5. Le propriétaire d'un étang qui veut le dessécher ne peut pas forcer le propriétaire de l'étang inférieur à faire les changemens propres à empêcher les eaux de refluer sur le fonds supérieur, si ces changemens peuvent nuire au fonds inférieur. C. C. 30 août 1808, t. 9, 537.

6. Pour fixer le niveau des eaux, et l'étendue d'un étang, on doit, d'après l'art. 558 du cod. civ., prendre pour point de départ le seuil de la décharge, et non la hauteur des barreaux pris sous le chapeau. Paris, 1 juin 1812, t. 13, 509.

**ÉTAT civil.** 1. Les lois qui règlent et modifient l'état des personnes, en améliorant leur sort, doivent recevoir leur application du jour où elles ont été promulguées. C. C. 20 mars 1806, t. 7, 174.

2. En matière d'état, les descendans ne sont pas liés par les jugemens rendus avec les ascendans qu'ils représentent. C. C. 9 mai, 1821 t. 23, 353.

3. L'état qu'un jugement par défaut, faute de plaider, attribue à un individu, ne peut plus être remis en question, lorsque le jugement n'a pas été attaqué dans le délai utile. C. C. 15 juin 1818, t. 20, 465.

4. Les ayant-cause à titre universel ne

sont pas recevables à contester une action reconnue par leur auteur. 3 janv. 1825, t. 2 de 1825, 165.

5. On ne peut, malgré un individu, lui assigner un état autre que celui qui lui donnent son acte de naissance et sa possession conforme. Paris, 28 déc. t. 12, 1015.

6. En matière d'état, les fins de non-recevoir sont admissibles. C. C. 10 janv. an 13, t. 5, 407.

7. On peut attaquer l'état civil d'une personne après son décès. Paris, 10 janv. an 13, t. 6, 413.

8. La règle *Ne de statu defuncti post quinquennium quærat* n'est pas admise dans le droit français. Br. 7 juin 1806, t. 7, 34.

9. Celui qui réclame l'état et le nom d'un individu dont on lui oppose un acte de décès doit prouver son identité avec cet individu, avant que d'être admis à s'inscrire en faux contre l'acte de décès qu'on lui oppose. C. C. 5 avril 1812, t. 22, 313.

10. L'arrêt qui, dans l'absence de toute possession d'état, d'un commencement de preuve par écrit, et malgré des indices graves qui puissent faire présumer l'identité, déclare l'inscription de faux non recevable, ne contrevient pas à l'art. 340 du cod. de proc. civ. C. C. 5 avril 1812, t. 22, 313.

11. En matière de réclamation d'état, les juges peuvent, quoiqu'il n'y ait ni présomptions, ni commencement de preuve par écrit, admettre la preuve testimoniale sur la simple représentation d'un acte de naissance régulier, mais cette preuve ne peut pas s'appliquer au nom. Paris, 13 flor. an 13, t. 6, 407.

12. L'enfant qui réclame contre son état peut être admis à faire preuve de sa filiation par témoins lorsque déjà il existe de fortes présomptions et des indices résultant d'écritures, émanés de ceux que l'enfant reconnaît comme ses parens. Paris, 31 juil. 1812, t. 8, 515.

13. En matière d'état, des lettres confidentielles, écrites à des tiers, ne peuvent pas être produites en justice pour devenir pièces du procès, contre l'état de ceux qui les ont écrites, et contre la volonté des personnes à qui elles ont été adressées. C. C. 12 juin 1823, t. 3 de 1823, 161.

## ÉTRANGER.

*Du domicile de l'étranger en France. — De quelles lois quel tribunal l'étranger est compétent. — De son arrestation.*

**visoire. — Durée de son em-  
sonnement.**

Avant le code civil, un étranger  
a acquis domicile en France,  
et faire naturaliser. C. C. 8 therm.  
t. 3, 624.

L'étranger peut avoir en France un  
domicile de fait ou une résidence, quoique  
il ne puisse y avoir un domicile de  
droit sans l'autorisation du gouverne-  
ment. C. C. 2 juil. 1822, t. 24, 568.

On peut signifier à ce domicile de  
droit des jugemens obtenus contre l'étran-  
ger, et le commandement qui doit précé-  
der la saisie de sa personne. C. C. 2 juil.  
t. 24, 568.

On peut même l'assigner à ce domi-  
cile à sa dernière résidence connue. C.  
C. 5 août 1811, t. 12, 699.

Un étranger n'est pas valablement  
assigné en France, au domicile de son  
domicile. C. C. 5 août 1807, t. 8, 535.  
Lorsqu'il s'agit d'exécuter en France  
une obligation contractée entre deux  
étrangers dans leur pays, on doit appli-  
quer la loi de France. C. C. 1 avril 1817,  
t. 17, 347.

Un étranger non domicilié en France  
peut, pour raison d'actes commer-  
ciaux ou non commerciaux passés en  
France avec un autre étranger, qui n'y  
est plus domicilié, être assigné  
ici devant un tribunal français.  
C. C. 6 fév. 1822, t. 24, 158 ; 22 janv.  
t. 7, 39.

Lors même que cet étranger aurait  
pu de s'en rapporter à des arbitres.  
C. C. 22 janv. 1806, t. 7, 39.  
Ainsi, un Anglais qui tire de Paris,  
par ordre, une lettre de change payable  
à Paris, et qui l'endosse aussi à Paris  
à un autre Anglais, peut, si ce  
dernier l'assigne en France pour le paie-  
ment de la traite, demander à être ren-  
voyé devant les tribunaux de son pays.  
C. C. 6 fév. 1822, t. 24, 158.

L'étranger qui a contracté avec un  
Français en pays étrangers peut être tra-  
duit devant les tribunaux de France,  
même qu'il y aurait litispendance  
entre le juge du lieu où l'obligation a  
été faite. Trèves, 18 mars 1807, t. 8,  
347.

L'art. 14 du cod. civ., qui autorise  
les Français à citer devant les tribunaux  
français les étrangers avec lesquels ils  
ont contracté en pays étranger, n'est pas  
applicable aux Français domiciliés dans ce  
pays. Paris, 28 fév. 1814, t. 16, 206.

L'étranger non domicilié en France  
qui contracte des engagements avec une  
société de commerce française tenue par  
un étranger est, quant à ses engagements,

justiciable des tribunaux français. Paris,  
30 mai 1808, t. 9, 353.

13. L'art. 14 du cod. civ., qui permet  
de citer devant les tribunaux français  
l'étranger, même non résidant en France,  
pour les obligations par lui contractées  
avec un Français, s'applique aux obliga-  
tions imposées par la loi, qui naissent des  
quasi-contrats et des quasi-délits. Poitiers,  
8 prair. an 13, t. 6, 217.

14. Un Anglais, prisonnier de guerre,  
qui a souscrit une lettre de change en  
France, est justiciable des tribunaux  
français. Paris, 16 germ. an 13, t. 6, 77.

14 bis. L'étranger, préposé d'un arma-  
teur étranger, ne peut traduire ses commet-  
tans devant les tribunaux français, pour  
statuer sur le mérite et les effets d'un  
acte passé en pays étranger. Rouen, 11  
janv. 1817, t. 19, 44.

15. Lorsque des étrangers viennent,  
d'un commun accord, plaider devant un  
tribunal français sur un différend pour  
lequel ils pourraient décliner sa juridis-  
diction, ce tribunal peut d'office refuser de  
juger la cause. C. C. 8 avril 1818, t. 20,  
300.

16. L'étranger qui vient résider en  
France et y forme un établissement de  
commerce n'est point justiciable des tri-  
bunaux français pour les obligations qu'il  
a contractées antérieurement en pays  
étranger avec un autre étranger. C. C. 28  
juin 1820, t. 22, 591.

17. Mais il peut être poursuivi devant  
les tribunaux français, même par un au-  
tre étranger, pour des opérations com-  
merciales postérieures à son établisse-  
ment. Paris, 24 mars 1817, t. 19, 282 ;  
C. C. 30 nov. 1814, t. 16, 726.

18. L'étranger traduit dans les tribu-  
naux français par un autre étranger ré-  
nonce à l'exception d'incompétence si,  
après l'avoir énoncée dans un acte d'appel,  
son défenseur se borne à discuter le fond,  
sans proposer l'incompétence. C. C. 5  
août 1817, t. 19, 783.

19. Un étranger qui a lui-même intenté  
une action devant un tribunal français,  
et exécuté un jugement rendu avec lui,  
ne peut pas, vis-à-vis d'un intervenant,  
demander son renvoi devant les juges de  
sa nation. C. C. 5 frim. an 14, t. 6, 529.

20. Les tribunaux français sont com-  
pétens pour statuer, entre étrangers, sur  
l'exécution d'un contrat de vente d'im-  
meubles situés en France, contenant  
élection de domicile dans le même pays.  
Paris, 23 therm. an 12, t. 4, 657.

21. Lorsqu'un étranger, plaçant avec  
un autre étranger, a demandé le renvoi  
de l'affaire devant les tribunaux de leurs  
pays, et que ce déclatoire a été rejeté,  
cet étranger ne peut pas, abandonnant la

voie ordinaire de l'appel, se pourvoir en règlement de juges devant la cour de cassation, pour faire renvoyer l'affaire devant les tribunaux étrangers. C. C. 25 janv. 1825, t. 2 de 1825, 404.

22. Des étrangers appelés à recueillir une succession ouverte en pays étranger doivent porter devant les tribunaux français l'action en partage des biens situés en France. Colmar, 12 août 1817, t. 19, 813.

23. La restitution d'un dépôt ne peut être placée dans la catégorie des dettes échues et exigibles, pour lesquelles la loi du 10 sept. 1807 autorise l'arrestation provisoire du débiteur étranger. C. C. 22 avril 1818, t. 20, 341.

24. L'arrestation provisoire de l'étranger peut être ordonnée, lors même que le titre de créance est attaqué par la voie de l'inscription en faux principal, et qu'il a été sursis en conséquence à faire droit sur la demande en condamnation. C. C. 28 oct. 1809, t. 10, 754.

25. Pour qu'un étranger, débiteur d'un Français, puisse être provisoirement arrêté, il n'est pas nécessaire que l'obligation ait été contractée en France. C. C. 12 juin 1817, t. 19, 568.

26. L'étranger ne peut pas s'opposer à son arrestation provisoire en invoquant des exceptions au fond, telles que la prescription de la dette. C. C. 12 juin 1817, t. 19, 568.

27. Un étranger peut être contraint par corps au paiement des dépens auxquels il a été condamné envers un Français, et il peut être poursuivi en vertu du seul exécutoire de dépens. Metz, 11 fév. 1820, t. 22, 151.

28. Il n'est pas indispensable d'observer les formalités prescrites par les art. 780 et suiv. du cod. de proc., pour l'emprisonnement d'un étranger arrêté à la requête d'un Français, en vertu de l'art. 1 de la loi du 10 sept. 1807. Metz, 11 fév. 1820, t. 22, 151.

29. Cependant cet emprisonnement ne pourrait être pratiqué à une heure indue. Metz, 11 fév. 1820, t. 22, 151.

30. Suivant la Cour de Nanci, au contraire, tout emprisonnement fait en vertu de l'art. 1 de la loi du 10 sept. 1807 est rigoureusement soumis aux formalités prescrites par le code de procédure. 22 juin 1813, t. 15, 78.

31. L'emprisonnement provisoire d'un étranger fait en vertu de l'art. 2 de la loi du 10 sept. 1807 est affranchi des formalités exigées pour l'arrestation d'un Français. C. C. 28 oct. 1809, t. 10, 754; Metz, 17 mai 1816, t. 18, 430.

32. Ainsi, cet emprisonnement n'est pas nul, quoique l'ordonnance du prési-

dent du tribunal qui autorise l'action provisoire de l'étranger n'ait pas été signifiée à celui-ci avec commandement un jour avant l'arrestation. C. C. 22 mars 1809, t. 10, 754.

33. Ou quoique l'arrestation n'ait pas été précédée d'un commandement, elle est valable si elle a été faite au domicile du débiteur sans l'assistance du juge de paix, et si le procès verbal n'en a pas été daté. Metz, 17 mai 1816, t. 18, 430.

34. Il suffit, dans la recommandation, de la personne d'un étranger incarcéré, pour que les formes prescrites par la loi du 10 sept. 1807. Nanci, 22 juin 1813, t. 15, 78.

35. L'étranger contre lequel on a exercé, pour son arrestation, des voies de fait contraires au droit des gens, est admis à réclamer des dommages et intérêts. Metz, 11 fév. 1820, t. 22, 151.

36. L'étranger emprisonné pour dettes ne peut recouvrer sa liberté qu'en satisfaisant sa dette ou qu'en remplissant les conditions de l'art. 3 de la loi du 10 sept. 1807. C. C. 31 août 1819, t. 18, 615; Paris, 4 mars 1823, t. 2 de 1823, 111.

37. Voyez un arrêt qui décide que la détention de l'étranger ne doit, comme celle du Français, durer que cinq ans. Paris, 4 juil. 1816, t. 18, 577.

38. L'étranger qui, ayant obtenu l'autorisation de son gouvernement d'établir son domicile en France et d'y exercer son culte, ne peut pas s'assimiler aux Français détenus pour dettes, et demander son élargissement après cinq ans de détention. Paris, 4 mars 1823, t. 2 de 1823, 111.

39. L'étranger détenu pour dettes ne peut inutilement demander son élargissement sur le fondement que sa détention a duré cinq ans, ne peut le demander de nouveau sur des moyens différents, et invoquer une loi qui existait lors de sa première demande. Il a y contre lui l'autorité de la chose jugée. C. C. 16 juil. 1813, t. 19, 698.

40. La demande en élargissement faite par un étranger emprisonné en vertu de la loi du 10 sept. 1807, concernant les étrangers non domiciliés en France, doit être communiquée au ministère public. C. C. 22 mars 1809, t. 10, 609.

ÉVASION. 1. Le chef d'une maison de santé qui consent à y recevoir un prisonnier pour dettes est responsable de l'évasion de ce prisonnier, s'il ne prouve pas qu'elle est le résultat d'une erreur majeure; mais il ne peut être tenu de dommages et intérêts qui excèdent les moyens de solvabilité du débiteur. Paris, 5 juil. 1820, t. 22, 622.

La tentative d'évasion de la part du détenant, pendant l'instruction de son procès, est un délit connexe au délit principal, dans le sens de l'art. 127 du cod. crim. C. C. 13 oct. 1815, t. 17,

Cette tentative doit être punie d'une peine particulière et distincte de celle encourue par le fait dont le détenant est accusé. C. C. 13 oct. 1815, t. 17, 627.

## ÉVICTION.

*Les lois déterminent et règlent l'éviction. — Danger de l'éviction. — Garantie à laquelle l'éviction donne lieu. — Contre qui elle a lieu. — Son étendue.*

Le Français qui a vendu des immeubles situés en pays étranger est tenu de se présenter devant les tribunaux indigènes, sur la demande en éviction dirigée contre son acquéreur lorsqu'elle lui est prononcée, et le jugement étranger qui prononce l'éviction doit avoir, à l'égard du Français, l'autorité de la chose jugée, lorsqu'ensuite il est assigné en garantie devant les tribunaux de France par son acquéreur. Paris, 28 janv. 1822, t. 24,

Une cause éventuelle d'éviction qui, au moment de la vente, était connue de l'acquéreur, ne peut autoriser celui-ci à annuler la nullité de la vente, nonobstant une caution pour la restitution du prix. Tel est le cas de l'acquéreur d'un immeuble dotal situé en Normandie vendu par une femme séparée de biens, sans les formalités prescrites par le statut local. C. C. 25 juin 1822, t. 24,

L'acquéreur menacé d'éviction, qui ne peut refuser au paiement du prix convenu, à moins que le vendeur ne fournisse une caution, ne peut pas également se faire aux services des intérêts. Turin, 18 janv. 1811, t. 12, 38.

L'acquéreur, en cas d'éviction, ne peut pas négliger l'action en garantie contre son vendeur immédiat, et s'adresser directement aux vendeurs précédents. Paris, 6 janv. 1808, t. 9, 17.

Au moins le sous-acquéreur évincé, qui forme directement son action en garantie contre l'auteur de son vendeur, ne peut réclamer autre chose que la restitution du prix. Ainsi, si le contrat original est échangé, le sous-acquéreur qui, au lieu d'agir en garantie contre son vendeur immédiat, s'adresse directement à l'acquéreur primitif, ne peut demander contre celui-ci la résolution du contrat d'échange et la remise des biens échangés. Paris, 18 janv. 1822, t. 24, 69.

6. L'acquéreur qui a transigé sans appeler son vendeur, et qui s'est fait maintenir en possession du domaine aliéné, moyennant un supplément de prix, est déchu de son recours en garantie contre le vendeur. Paris, 19 juin 1818, t. 20, 478.

7. Le vendeur n'est pas garant de l'éviction qui résulte d'une surenchère. — Il n'est pas tenu d'indemniser l'acquéreur des emprunts et améliorations qu'il a fait sur l'immeuble, depuis son acquisition jusqu'au moment où il a été évincé. Metz, 31 mars 1821, t. 23, 257.

8. Suivant la cour de Paris, l'éviction opérée par la surenchère ne donne lieu à la garantie contre le vendeur qu'autant qu'elle a été stipulée dans le contrat. 25 prair. an 12, t. 4, 567.

9. La cour de cassation et la cour d'Amiens, au contraire, ont décidé que l'éviction produite par la surenchère donne lieu à la garantie, soit qu'elle ait été ou non stipulée. C. C. 4 mai 1808, t. 9, 279; Amiens, 21 mai 1822, t. 1 de 1825, 34.

10. L'éviction arrivée par la négligence de l'acquéreur à conserver son droit ne donne pas lieu à l'action récursoire contre le vendeur, lors même qu'il y aurait stipulation de garantie pour tous les cas d'éviction. C. C. 26 fév. 1806, t. 7, 121.

11. Sous l'empire des lois romaines, celui qui vendait ce qui ne lui appartenait pas, conjointement avec le propriétaire, était garant de l'éviction. C. C. 12 août 1812, t. 13, 751.

12. Dans le cas de plusieurs ventes successives d'un même immeuble, moyennant des prix différens, le dernier acquéreur qui vient à être évincé ne peut réclamer le prix le plus élevé, mais seulement celui de sa propre acquisition. Bourges, 5 avril 1821, t. 1 de 1823, 56.

13. Il ne peut pas même demander le prix payé par l'un des précédents acquéreurs, quoique cet acquéreur, en lui revendant l'objet, l'ait formellement subrogé dans tous ses droits contre le vendeur. Bourges, 5 avril 1821, t. 1 de 1823, 56.

14. La garantie solidaire et absolue de tous troubles, évictions et autres empêchemens généralement quelconques, stipulée dans un acte de vente, s'étend aux évictions qui procèdent des vices mêmes du contrat. C. C. 19 flor. an 12, t. 4, 502.

15. L'éviction, quoique la cause en fût connue de l'acquéreur dès le moment de la vente, peut donner lieu à l'action en garantie de ce dernier contre le vendeur, lorsque une garantie générale a été stipulée dans le contrat. C. C. 7 frim. an 12, t. 4, 103; Bordeaux, 23 mars 1809, t. 10, 215. (Voy. le n. 2.)



provisoire est due au titre authentique, lorsqu'il n'est attaqué que sur de simples soupçons de fraude. En ce cas les tribunaux ne peuvent en suspendre l'exécution. C. C. 23 brum. an 13, t. 5, 94.

#### EXIGIBILITÉ. V. *Inscription.*

**EXPÉDIENT** (*jugement d'*). 1. Les règles concernant les transactions s'appliquent aux jugemens d'expédient consentis entre les parties litigantes. Turin, 29 juil. 1809, t. 10, 592.

2. Ainsi le jugement d'expédient passé par le tuteur d'un mineur, avec l'autorisation du conseil de famille, est nul pour n'avoir pas préalablement été soumis à l'avis de trois jurisconsultes désignés à cet effet par le procureur du roi. Turin, 29 juil. 1809, t. 10, 592.

3. La connaissance de cette nullité appartient au tribunal qui a rendu le jugement. Turin, 29 juil. 1809, t. 10, 592.

#### EXPERT. — EXPERTISE.

*Quand une expertise peut ou doit être ordonnée. — Formalités de l'expertise. — Procès verbaux. — Énonciations que doit contenir le rapport. — Tiers expert. — Les juges peuvent-ils s'écarter de l'avis des experts ?*

1. Les juges qui ont à statuer sur une tierce opposition peuvent refuser d'ordonner une nouvelle expertise et prendre pour base de leur décision celle qui a été faite dans la première instance, lorsque les critiques dirigées contre cet acte leur paraissent mal fondées. C. C. 1 août 1821, t. 23, 551.

2. Les juges qui, peu satisfaits d'une première expertise, en ordonnent une seconde, peuvent la confier aux mêmes experts, lorsque cette nouvelle opération n'a d'autre objet que de suppléer à l'insuffisance de la première. C. C. 5 mars 1818, t. 20, 189.

3. Par le jugement ou l'arrêt qui ordonne l'expertise, il peut être enjoint aux experts de procéder devant certaines personnes susceptibles de leur donner des renseignemens, tels que le maître de la commune où est situé l'objet litigieux, ou les premiers experts, lorsqu'il s'agit d'une seconde expertise. C. C. 4 janv. 1820, t. 22, 9.

4. Les formalités prescrites par l'art. 315 du cod. de proc. sont communes aux expertises en matières commerciale et civile. Nismes, 3 janv. 1820, t. 22, 7.

5. En matière d'expertise, les formalités prescrites par l'art. 317 du cod. de proc. doivent être observées à peine de nullité. Nanci, 10 sept. 1814, t. 16, 623.

6. Lorsque des parties, procédant à l'amiable, ont nommé trois experts, et un ne se présente pas pour l'opération dont il s'agit, les deux autres ne peuvent pas opérer régulièrement, sans le consentement unanime des parties. C. C. 21 nov. 1820, t. 23, 740.

7. On ne peut considérer comme arbitres, soumis aux règles prescrites pour les juges, les experts convenus par les parties pour estimer un immeuble. C. C. 23 brum. an 10, t. 2, 171.

8. Les experts chargés d'estimer une maison ne sont pas obligés, à peine de nullité de leur rapport, de fixer la valeur séparée de chacun des objets en dépendant qu'ils ont pris en considération pour la estimation totale. Nismes, 3 pluv. an 10, t. 5, 291.

9. Il n'est pas prescrit, à peine de nullité, dans le procès verbal de la prestation de serment exigé des experts, d'énoncer les lieu, jour et heure de l'opération. C. C. 21 nov. 1820, t. 23, 740.

10. Lorsque les experts rédigent leurs rapports ailleurs que sur le lieu de l'opération, ils ne sont pas obligés d'en aviser aux parties le lieu choisi pour la prestation de serment. Colmar, 2 juil. 1814, t. 16, 465.

11. Un rapport d'experts n'est nul, à peine de nullité, parce qu'il n'a pas été écrit par l'un d'eux, bien qu'ils fussent tous écrire. Paris, 10 juin 1814, t. 16, 440.

12. Les experts ne sont pas obligés, dans leur rapport de faire mention de l'avis de l'un d'eux, si ce rapport a été écrit par l'un d'eux. Colmar, 2 juil. 1814, t. 16, 465.

13. Il suffit, pour la validité d'un rapport verbal d'experts, qu'il soit signé par la majorité. C. C. 21 nov. 1820, t. 23, 740.

14. Un rapport d'experts est nul, si l'une des parties n'a pas été prévenue du jour auquel l'opération serait continuée. Paris, 30 flor. an 10, t. 2, 484.

15. Sous l'empire de l'ordonnance de 1667, le tiers expert n'était pas obligé d'adopter l'avis de l'un ou de l'autre des deux premiers experts qu'il était chargé à départager. C. C. 22 vent. an 13, t. 13, 493.

16. Il en est de même sous les lois intermédiaires, et encore aujourd'hui. C. C. 21 brum. an 3, t. 1, 83.

17. Les juges ne peuvent s'écarter de l'avis des experts qu'en déclarant qu'ils ont la conviction personnelle que les experts se sont trompés. C. C. 7 janv. 1815, t. 17, 532.

#### EXPLOIT.

§ 1. *Règles générales.*

§ 2. *En combien de copies*

nt être donnés les exploits.

*Énonciations que doit contenir l'exploit. — Formalités. —*

*Indications de la date. — Men-*

*tions du nom, de la demeure et*

*de l'immatricule de l'huissier. —*

*Mentions des noms, professions*

*et domiciles des demandeurs. —*

*Indication de la personne à qui*

*l'huissier a parlé. — Du domi-*

*cile où il a laissé l'exploit. —*

*La visa de l'exploit.*

*Nullité de l'exploit. — Quand*

*il est couverte. — A qui elle*

*profite.*

*§ 1. — Règles générales.*

La copie d'un exploit doit être la

reproduction exacte, littérale et com-

plète de l'original; elle doit être régu-

lière comme l'original même, sous peine

de nullité de l'exploit. C. C. 18 déc. 1816,

t. 883; 21 flor. an 10, t. 2, 465;

an 9, t. 2, 15; 4 brum. an 10,

t. 49; 4 déc. 1811, t. 12, 946; 1 brum.

an 11, t. 5, 35; 17 brum. an 12, t. 4,

Paris, 17 déc. 1817, t. 19, 976;

elles, 30 avril 1807, t. 8, 314.

La cour de Paris a, mais à tort,

énoncé l'opinion contraire. 16 nov. 1815,

t. 669.

Lorsque la copie d'un exploit ne

contient pas la date du mois, et ne

contient pas d'énonciation qui puisse

remédier à cette omission, l'exploit est

annulé, encore que l'original soit régulier.

8 janv. 1824, t. 3 de 1825, 492.

Cependant, si la copie, en présen-

tant une date erronée, contenait des

énonciations qui prouvassent la sincérité

de la date portée sur l'original, l'exploit

est nul. Paris, 24 août 1810, t.

129; Bourges, 29 avril 1823, t. 3 de

1825, 133.

On peut, sans nullité, sur les copies

d'un exploit, mettre autant de *parlant* à

la fin qu'il y a de parties assignées,

vu qu'on n'y ait omis ni le nom de

laquelle chacune d'elle était des-

ignée, ni le nom de la personne à qui elle

a été laissée. C. C. 11 nov. 1823, t. 1 de

1825, 15.

Dans un exploit, le *parlant* d'...

écrit au crayon est une cause de nullité.

Paris, 25 avril 1807, t. 8, 300.

Un exploit ne peut, sous peine de

nullité, être signifié, en hiver, après six

heures du soir. C. C. 29 juin 1819, t.

1442.

Lorsqu'un exploit contient à la fois

assignation et opposition, il peut valoir, sous le second rapport, quoique nul sous le premier. C. C. 12 mes. an 9, t. 2, 53.

§ 2. — *En combien de copies doivent être donnés les exploits.*

Voy. *Appel* (forme de l'appel), *Cassation* (arrêt d'admission), *Enchère*, *Enquête*, et *Mariage* (opposition à).

9. Dans les significations relatives aux droits personnels d'une femme séparée de biens, on doit donner une copie au mari et une autre à la femme. C. C. 7 sept. 1808, t. 9, 564.

10. Il en est autrement, si les époux sont communs, lors même qu'il s'agit de droits propres à la femme. C. C. 1 avril 1812, t. 13, 312.

11. Il n'est pas indispensable qu'un exploit signifié à plusieurs parties ayant des intérêts distincts exprime qu'il a été laissé séparément copie à chacune d'elles, si d'ailleurs on y trouve la preuve que cette formalité a été observée. Riom, 24 fév. 1813, t. 14, 245.

12. Un exploit signifié à deux personnes, au mari et à la femme, avec mention que deux copies ont été laissées, est nul si chaque copie n'indique pas nominativement la personne à laquelle l'huissier a parlé et a laissé la copie, quoique l'original mentionne qu'une copie a été laissée à chacun des assignés. Riom, 13 juin 1823, t. 1 de 1825, 378.

13. Dans le cas où un exploit devait être signifié à plusieurs parties, si la remise d'une copie séparée à chacune d'elle n'est pas constatée dans l'original, le coût de la vacation de l'huissier ni le coût de l'enregistrement ne suffisent pas pour le prouver. C. C. 14 mars 1821, t. 23, 206.

14. Il entre dans le domaine exclusif des cours d'appel de juger s'il résulte ou non des termes d'un exploit qu'il en a été donné une ou plusieurs copies. C. C. 14 mars 1821, t. 23, 206.

§ 3. — *Énonciations que doit contenir l'exploit. — Formalités.*

ART. 1<sup>er</sup>. Indication de la date de l'exploit. — Mention. du nom, de la demeure et de l'immatricule de l'huissier.

15. L'omission de la date de l'année dans un exploit ne suffit pas pour l'annuler, si d'ailleurs les autres énonciations qu'il renferme ne laissent aucun doute sur l'année dans laquelle il a été signifié. C. C. 8 niv. an 11, t. 3, 166.

16. Lorsque l'huissier n'habite pas la résidence que lui assigne le tribunal près duquel il exerce, il peut, dans ses exploits

se contenter d'énoncer sa demeure réelle. Nismes, 20 janv. 1819, t. 21, 41.

17. Dans les exploits, la mention de la patente de l'huissier n'est pas nécessaire. C. C. 2 nov. 1807, t. 8, 628, 28 mars 1808, t. 9, 198.

18. Un exploit a pu, sans nullité, énoncer que l'huissier était patenté à tel tribunal, au lieu de dire qu'il y était immatriculé. C. C. 11 nov. 1823, t. 1 de 1824, 15.

19. L'huissier a pu également s'y dénommer huissier près le tribunal de..... Cette indication exprime suffisamment l'immatricule. C. C. 12 fév. 1817, t. 19, 153; 12 mai 1813, t. 14, 523.

20. Il suffit, dans un exploit d'assignation donné à une société de commerce *en nom collectif*, d'énoncer le nom de l'établissement, sans y exprimer celui d'aucun des sociétaires. C. C. 21 nov. 1808, t. 9, 648.

## ART. 2. Énonciation des noms, profession et domicile du demandeur.

21. Un exploit d'assignation est dispensé d'indiquer le domicile et la profession du demandeur, lorsque l'un et l'autre sont mentionnés dans le procès verbal de non-conciliation, dont copie est donnée en tête de l'exploit. Nismes, 5 août 1812, t. 13, 735.

22. L'énonciation, dans un exploit, que le requérant est de *telle commune*, n'exprime pas suffisamment son domicile. Turin, 24 avril 1810, t. 11, 406.

23. Dans un exploit d'assignation, il ne suffit pas d'énoncer que le requérant est à l'armée, sans indiquer son véritable domicile. Bruxelles, 27 mars 1807, t. 8, 211.

## ART. 3. Indication de la personne à qui l'huissier a parlé et du domicile où il a laissé l'exploit. — Du visa de l'exploit.

24. Dans un exploit, le parlant à un individu équivaut à l'énonciation que la copie de l'exploit a été laissée à cet individu. Gênes, 2 juil. 1810, t. 11, 648.

25. La personne à qui la copie de l'exploit est remise doit être désignée ou par son nom, ou par sa qualité, ou par ses rapports avec la personne assignée, ou du moins il doit être fait mention de l'interpellation qui lui a été faite, ainsi que de sa réponse ou de son refus.

26. Par conséquent l'exploit est nul lorsqu'il énonce seulement avoir été laissé à un *commis*. C. C. 15 fév. 1810, t. 11, 84.

27. *A une tourrière*. C. C. 29 prair. an 7, t. 1, 324.

28. *A une femme*. C. C. 29 therm. an 10, t. 2, 623; Bruxelles, 4 avril t. 8, 235; 5 therm. an 13, t. 6, 20 juin 1808, t. 9, 365.

29. *A une femme*, aux injonctions de droit. C. C. 24 vent. an 11, t. 3, 32.

30. *A une femme de confiance*. C. C. 4 nov. 1811, t. 12, 837.

31. *A Elisabeth*. Bruxelles, 12 nov. 1810, t. 11, 676.

32. *A un domestique*. C. C. 26 fruct. an 10, t. 11, 830; C. C. 26 fruct. an 11, t. 3, 671.

33. Cependant, d'après un autre arrêt de la cour de cassation, cette dernière énonciation suffirait. 26 nov. 1816, t. 12, 812.

34. Il en serait de même de celle-ci : *A une servante domestique*. C. C. 10 janv. 1810, t. 11, 82.

35. *A des domestiques*. C. C. 10 janv. 1815, t. 17, 735.

36. *A sa salariée*. C. C. 18 niv. an 10, t. 4, 202; 10 mes. an 11, t. 3, 570.

37. Le défaut d'énonciation des noms et ports de la personne à laquelle la copie est remise avec la partie assignée, ne fait point une cause de nullité de l'exploit, si cette personne fait partie de sa famille. C. C. 23 janv. 1810, t. 11, 91.

38. La copie d'un exploit fait à un individu qui n'est ni parente, ni alliée, ni domestique de la partie assignée. Nismes, 5 août 1812, t. 13, 214.

39. Il en serait autrement si cette personne demeurait et mangeait habituellement avec la partie. Paris, 50 therm. an 10, t. 19, 82.

40. L'exploit dirigé contre un particulier logé en hôtel garni peut être laissé au maître de cet hôtel, sans qu'il y ait besoin de le faire signer sur l'original. Nanci, 22 juin 1813, t. 15, 78; C. C. 10 mai 1813, t. 14, 501.

41. Quand les domestiques trouvés au domicile de la partie assignée refusent de recevoir la copie d'exploit, l'huissier peut remettre cette copie à un voisin ou au maire. C. C. 24 janv. 1816, t. 18, 182.

42. Lorsque l'huissier remet à un individu la copie d'un exploit, il doit, à peine de nullité, y faire mention qu'il l'a trouvé au domicile de la partie assignée, ni elle, ni aucuns de ses parens ou domestiques. C. C. 25 mars 1812, t. 13, 377; Paris, 31 mars 1813, t. 14, 377.

43. Depuis, la même cour a décidé en sens contraire. 31 janv. 1825, t. 18, 289.

44. Si un voisin refuse de se charger de la copie et de signer l'original de l'exploit, l'huissier doit, à peine de nullité, faire mention de ce refus: il ne

ne pas d'alléguer que la remise de la copie de l'exploit au maire et le visa de celui-ci au bas de l'original prouvent valablement le refus du voisin. Rouen, 1810, t. 11, 751.

Lorsque l'huissier remet au maire copie d'un exploit, il doit, à peine de nullité, y faire mention qu'il n'a trouvé le domicile de la partie assignée au domicile de ses parens ou serviteurs, et qu'il s'est adressé à un voisin, qui a refusé de charger de la copie. C. C. 12 nov. 1810, t. 1 de 1823, 302. — V. le n. 43.

Lorsqu'un exploit porté à un domicile élu est remis à un voisin, on doit signer celui-ci comme si l'exploit avait été porté au domicile réel. C. C. 29 janv. 1811, t. 12, 439.

En l'absence du maire, l'exploit qui a été signifié en sa qualité ne peut être signé par son adjoint et visé par lui : dans ce cas, le juge de paix, ou le procureur du tribunal, est seul compétent pour recevoir la copie et viser l'original. C. C. 22 nov. 1810, t. 15, 649; 10 juin 1812, t. 13, 102; 10 fév. 1817, t. 19, 122.

Un exploit est nul s'il énonce seulement qu'il a été remis à la femme de la partie, sans dire d'une manière expresse qu'il a été remis à son domicile. Montpellier, 3 déc. 1810, t. 11, 973.

Les exploits d'assignation donnés au domicile de l'avoué sont dispensés de la mention du domicile réel de la partie assignée. C. C. 27 déc. 1808, t. 9, 746. Il en est de même de toute assignation donnée à un domicile élu. Bordeaux, 7 janv. 1817, t. 8.

Suivant la cour de Bruxelles, au lieu de signer l'exploit, on doit, dans tous les cas, apposer le nom et le véritable domicile du jour. 14 juil. 1807, t. 8, 484.

La signification d'un exploit faite par un étranger au domicile du procureur est valable, quoique ce magistrat n'ait pas envoyé au ministre des affaires étrangères la copie qui lui a été remise. C. C. 11 mars 1817, t. 19, 235.

Le visa auquel l'art. 1039 du cod. de proc. soumet les exploits faits à des établissemens publics n'est pas prescrit à peine de nullité. C. C. 20 août 1816, t. 12, 684.

#### § 4. — Nullité de l'exploit.

1. La nullité d'exploit est couverte si elle n'est proposée avant les défenses ou conclusions, lors même que, résultant du défaut d'enregistrement, elle eût pu être proposée de la partie qui a reçu la copie. C. C. 24 mai 1811, t. 12, 434.

2. Une simple réserve conçue en termes vagues et généraux ne conserverait

pas le droit de la faire valoir. Paris, 19 août 1808, t. 9, 499.

56. Par conséquent, elle ne pourrait être proposée pour la première fois sur l'appel. Nismes, 16 août 1819, t. 24, 576.

57. La nullité d'un exploit est couverte par un acte d'avoué à avoué, ayant pour objet la justification des titres et des actes qui servent de base à la demande. C. C. 30 janv. 1810, t. 11, 104.

58. Il existe un autre arrêt en sens contraire. C. C. 31 mars 1813, t. 14, 377.

59. Un simple acte de présentation, sans protestations ni réserves, ne couvre pas une nullité d'exploit. C. C. 9 janv. 1809, t. 10, 17.

60. La demande de la caution *judicatum solvi* ne couvre pas la nullité de l'exploit pour vice de forme. Metz, 26 avril 1820, t. 22, 396.

61. Lorsqu'il y a plusieurs parties, la nullité d'exploit commise à l'égard de l'une d'elles ne profite pas aux autres. C. C. 23 nov. 1810, t. 11, 952.

62. On ne doit pas être réputé avoir renoncé à ses moyens de nullité d'exploit, par cela seul qu'après les avoir précisés dans une requête signifiée au procès, on ne les a pas reproduits dans la plaidoirie. C. C. 30 mai 1810, t. 11, 546.

EXPOSITION d'enfant. 1. L'art. 352 du cod. pén. s'applique à l'exposition et délaissement d'un enfant à la porte d'un hospice. C. C. 30 oct. 1812, t. 13, 904.

2. La loi n'autorise pas à porter aux hospices des enfans dont les père et mère sont connus. C. C. 30 oct. 1812, t. 13, 904.

EXTORSION de titres. 1. Le crime d'extorsion de titres emportant obligation est caractérisé, quoique leur forme soit irrégulière et puisse donner lieu à la nullité. C. C. 6 fév. 1812, t. 13, 113.

2. La question de savoir si les titres sont réguliers et capables de produire obligation, ne doit pas être soumise aux jurés. C. C. 6 fév. 1812, t. 13, 113.

#### F.

FABRIQUE. 1. L'exploit adressé aux marguilliers d'une paroisse doit être signifié au bureau de la fabrique, et visé, conformément aux paragraphes 3 et 5 de l'art. 69 du cod. de proc. civ., parce que les fabriques doivent être considérées comme des établissemens publics auxquels s'applique cet article. Liège, 2 juil. 1810, t. 11, 650.

2. Une fabrique d'église peut, à défaut de titres constitutifs, établir par des cucilloirs et les comptes des marguil-

liers l'existence des rentes qui lui sont dues, et exiger titre nouvel de ses débiteurs. Paris, 6 juil. 1810, t. 11, 651.

3. Les débiteurs de rentes constituées anciennement au profit des fabriques, à la charge de fondations qui ne s'acquittent plus, peuvent prétendre ne plus rien devoir. C. C. 13 prair. an 9, t. 2, 45.

4. Les administrateurs de fabriques peuvent, sans le concours de l'autorité supérieure, recevoir le remboursement des rentes constituées qui appartiennent à ces établissemens. C. C. 11 frim. an 9, t. 1, 532.

5. On ne peut pas, devant la cour de cassation, prétendre qu'une fabrique n'a pas été autorisée à plaider, lorsque les qualités de l'arrêt attaqué énoncent le contraire, et qu'on n'a pas formé d'opposition à ces qualités. C. C. 1 fév. 1825 t. 3 de 1825, 518.

**FACULTÉ d'élire.** 1. L'institution nominative d'héritier faite par un père, en faveur de l'un de ses enfans, mais subordonnée au cas où la mère n'instituerait pas elle-même un autre héritier, est devenue irrévocable par l'effet des lois de la révolution qui ont privé la mère survivante de la faculté de disposer et d'élire. C. C. 17 pluv. an 13, t. 5, 391.

2. La disposition rétroactive de l'art. 24 de la loi du 17 niv. an 2, qui déclare nuls et de nul effet tous actes contenant de pareilles institutions, lorsqu'elles n'avaient pas été consommées avant le 14 juillet 1789, a été abolie par les lois des 9 fruct. an 3 et 10 vend. an 4. C. C. 26 vend. an 7, t. 1, 287.

## FAILLITE.

### I. Jurisprudence antérieure au code de commerce.

1. La lettre circulaire par laquelle un négociant déclarait à ses créanciers qu'il ne pouvait les payer devait servir à fixer l'époque de l'ouverture de la faillite. Paris, 26 pluv. an 10, t. 2, 281.

2. Une saisie réelle contre un ancien marchand devenu étranger au commerce ne pouvait le faire réputer failli. C. C. 11 flor. an 11, t. 3, 444.

3. Les créanciers hypothécaires d'un failli pouvaient être contraints, sous l'empire de l'ordonnance de 1673, de concourir avec les créanciers chirographaires à la nomination des directeurs ou syndics. C. C. 22 prair. an 9, t. 2, 46.

4. Après la mort d'un négociant présumé en faillite, ses créanciers ne pouvaient s'unir en direction, et nommer des syndics pour l'administration des biens composant sa succession. Rouen, 29 janv. 1807, t. 8, 49.

### II. Jurisprudence du code de commerce.

§ 1. *Qui peut être déclaré en faillite. — Ouverture de la faillite. — Circonstances qui la caractérisent. — Du jugement qui déclare. — Comment et par qui il peut être attaqué. — Opposition. — Appel.*

§ 2. *Du tribunal compétent pour connaître de la faillite. — Devant quel tribunal doivent être poursuivis les débiteurs de la faillite.*

§ 3. *Des syndics et du juge-commissaire. — Comment les syndics doivent être choisis. — Les syndics représentent les créanciers. — S'il en est même des syndics irrégulièrement nommés. — Droits et fonctions des syndics. — Condamnations dont ils peuvent être passibles. — S'ils peuvent être révoqués. — Du juge-commissaire.*

§ 4. *Ventes des meubles et immeubles du failli.*

§ 5. *Formation des masses. — Leur distribution entre les créanciers. — Vérification des créances. — Sort des créanciers. — Leur droit à être présents aux opérations de la faillite, à venir aux jugemens, à les attaquer. — Droits et obligations de la femme du failli.*

§ 6. *Effets de la faillite. — Sur les créances. — Sur les actions postérieures. — Sur les ventes de marchandises non encore livrées. — Sur les poursuites commencées antérieurement. — Sur le failli.*

§ 1. — *Qui peut être déclaré en faillite. — Ouverture de la faillite.*

5. Les percepteurs des contributions ne sont pas assimilés aux commerçans et les tribunaux de commerce ne peuvent pas les constater en état de faillite. Paris, 25 juil. 1811, t. 12, 604.



Un individu peut être réputé négociant, par suite, déclaré en faillite, avoir signé un grand nombre de billets, et avoir essuyé, à l'occasion de ces billets, des protêts et des condamnations. C. C. 15 mai 1815; Paris, 17 janv. 1816, t. 17, 350.

Une simple cessation de paiement pour constituer un débiteur comme en état de faillite, quoique ce débiteur soit ou paraisse solvable. C. C. 30 janv. 1810, t. 11, 425.

Une cessation de paiement d'un compte est suffisamment constatée par protêts, des condamnations, et un jugement. C. C. 30 avril 1810, t. 11, 425.

On ne peut pas considérer comme cessation de paiement, de nature à ouvrir l'ouverture d'une faillite, le fait que fait un négociant d'exécuter des marchés à terme dont il demande la mise. C. C. 29 mars 1825 t. 3 de 1825, 333.

Lorsque l'absence d'un débiteur a pour cause l'impossibilité de faire face à ses engagements, elle doit déterminer l'ouverture de la faillite. C. C. therm. an 8, t. 1, 436.

1. La déclaration authentique, faite par un négociant, qu'il cesse ses paiements, constitue l'ouverture de la faillite. C. C. 21 janv. 1807, t. 8, 28.

2. Une déclaration de faillite a pu être faite par un condamné aux travaux forcés à temps. Paris, 18 janv. 1823, t. 3 de 1823, 522.

3. Un individu peut être déclaré en faillite après sa mort, lorsqu'il est reconnu qu'il avait cessé ses paiements auparavant. C. C. 24 déc. 1818, t. 20, 811; 28 janv. 1814, t. 16, 125.

4. Les créanciers qui se présentent pour faire déclarer la faillite de leur débiteur peuvent être repoussés, soit parce que leurs titres sont frauduleux, soit parce qu'ils sont sans intérêt, et n'ont que par interposition, pour servir leurs passions ou les intérêts d'un tiers qui n'aurait point eu le droit de provoquer la même déclaration. Aix, 29 mars 1824, t. 4 de 1825, 228.

5. La faillite ne peut être déclarée par une simple ordonnance du président du tribunal de commerce, rendue sur requête. Rouen, 10 mai 1813, t. 14, 519.

6. Il n'est pas indispensable que le jugement qui déclare la faillite ouverte, et ordonne l'apposition des scellés, fixe l'époque de l'ouverture; le tribunal peut se réserver de la fixer par un jugement postérieur. Douai, 25 avril 1815, 30 sept. 1815, t. 17, 277.

17. L'apposition de l'affiche du juge-

ment qui déclare la faillite ouverte doit être constatée par un procès verbal authentique. — Un simple certificat constatant cette formalité ne suffirait pas. Douai, 27 fév. 1810, t. 11, 181.

18. Le jugement qui déclare la faillite ouverte produit son effet contre les créanciers du failli, à dater du jour où il a été rendu, et non pas seulement de celui où il a été affiché, et inséré dans les journaux. C. C. 2 juil. 1821, t. 3 de 1824, 401.

19. Le jugement qui déclare la faillite ouverte n'est susceptible que d'une simple opposition de la part des parties intéressées, en sorte que celle qui s'est laissée condamner par défaut, sur l'opposition par elle formée à ce jugement, ne peut plus l'attaquer que par la voie de l'appel. C. C. 9 janv. 1812, t. 13, 23.

20. Toutefois une cour royale a décidé que le créancier qui ne s'est point opposé au jugement déclaratif de la faillite ne peut pas en interjeter appel dans les trois mois qui suivent l'expiration des délais de l'opposition. Paris, 22 juil. 1824, t. 1 de 1825, 333.

21. Lorsqu'il y a appel principal du jugement qui déclare la faillite, et en fixe provisoirement l'époque, la cour d'appel peut, sur la demande des syndics, incidemment appelans du même jugement, reporter l'ouverture de la faillite à une autre époque. C. C. 24 déc. 1818, t. 20, 811.

22. Le délai de l'opposition au jugement qui déclare la faillite ouverte ne commence à courir contre le failli que du jour où le jugement lui a été signifié. Riom, 4 juil. 1809, t. 10, 515.

23. L'affiche du jugement ne suffit pas pour faire courir ce délai. Riom, 4 juil. 1809, t. 10, 515.

23 bis. La voie de la tierce opposition n'est pas ouverte à l'acquéreur d'un failli dans les termes des art. 474 et 475 du cod. de proc. contre le jugement qui a fixé l'époque de l'ouverture de la faillite. C. C. 10 nov. 1824, t. 3 de 1825, 464.

24. L'acquéreur d'un immeuble vendu par un failli est, au contraire, l'une des personnes intéressées auxquelles l'art. 457 du cod. de proc. n'accorde qu'un délai limité pour se pourvoir par opposition contre le jugement qui a fixé l'époque de l'ouverture de la faillite, quelle que soit d'ailleurs l'époque à laquelle la vente est attaquée par les créanciers. C. C. 10 nov. 1824, t. 3 de 1825, 464.

§ 2. — Du tribunal compétent pour connaître de la faillite. — Devant quel tribunal doivent être poursuivis les débiteurs du failli.

24 bis. La connaissance de la faillite

appartient toujours au tribunal dans le ressort duquel le failli est domicilié, quoiqu'il ait un établissement de commerce dans le ressort d'un autre tribunal, que ce tribunal ait reçu d'abord la déclaration de la faillite, et ait ordonné tous les actes conservatoires. C. C. 16 mars 1809, t. 10, 198.

25. Les contestations relatives à des opérations de commerce qui ont eu lieu entre le failli et quelques uns de ses créanciers, au préjudice des autres, doivent être portées devant le juge du domicile du failli. C. C. 26 juin 1817, t. 19, 625.

26. La faillite du débiteur, survenue pendant l'instance de contribution, ne doit pas empêcher la suite de l'opération devant le tribunal civil, et faire renvoyer l'affaire devant le tribunal de commerce. Paris, 5 juin 1823, t. 3 de 1823, 423.

27. La contestation élevée par les syndics d'une faillite, à raison d'un transport de marchandises consenti par le failli dans les dix jours qui ont précédé la faillite, en faveur d'un de ses créanciers, et du paiement d'une somme qui n'était pas échue, doit être portée devant les juges du domicile du failli, et non devant ceux du domicile du défendeur. C. C. 14 avril 1825, t. 2 de 1825, 312.

28. Malgré l'art. 59 du cod. de proc., qui dispose qu'en matière de faillite, le défendeur sera assigné devant le juge du domicile du failli, les débiteurs d'un failli qui sont déclarés simples défendeurs à une action personnelle ne peuvent être distraits de leurs juges naturels. C. C. 13 juil. 1818, t. 20, 523.

29. L'action intentée par les syndics d'une faillite contre un individu négociant, pour le contraindre à restituer à la masse de la faillite des marchandises qu'on prétend en avoir été détournées et qu'il a à sa disposition, est une action commerciale, placée dans les attributions des tribunaux de commerce. C. C. 25 mars 1823, t. 3 de 1823, 449.

### § 3. — Des syndics, des juges-commissaires, etc.

30. Les syndics doivent être choisis dans la triple liste qui doit être dressée par les créanciers, aux termes de l'art. 480 du cod. de comm. Bordeaux, 22 août 1814, t. 16, 594.

31. Ils peuvent être pris hors de la masse des créanciers du failli. Paris, 13 mars 1813, t. 14, 297.

32. Les syndics définitifs d'une faillite sont mandataires des créanciers ayant hypothèque aussi bien que des simples chirographaires, de sorte que les frais de gestion qu'ils réclament sont privilé-

giés sur les immeubles, en cas d'insuffisance du mobilier. Rouen, 6 nov. t. 13, 948.

33. Lorsque les créanciers, sur les créanciers hypothécaires, ont un tiers opposé à celui de la masse, ils sont admis à former tierce opposition à un jugement rendu hors de leur présence et qui leur lèse leurs droits, quoique ce jugement ait été rendu contradictoirement avec les syndics de la faillite. L'on ne peut pas dire que sous ce rapport les créanciers ne sont pas représentés par les syndics. C. C. 25 mars 1814, t. 16, 528; Limoges, 15 juin 1814, t. 15, 47.

34. Des syndics irrégulièrement nommés dans une faillite ont caractères pour représenter la masse des créanciers jusqu'à leur remplacement, et les jugements rendus contre eux au profit des tiers de bonne foi sont valables. C. C. 25 mars 1823, t. 3 de 1823, 449.

35. Les nouveaux syndics régulièrement nommés ne peuvent attaquer les jugements par la voie de l'appel ou de la tierce opposition. C. C. 25 mars 1823, t. 3 de 1823, 449.

36. Les créanciers d'un failli qui n'ont pas expressément acquiescé au concordat et contre lesquels l'homologation du concordat n'a pas été prononcée, peuvent former tierce opposition, contre les jugements rendus avec les syndics. C. C. 14 mars 1811, t. 11, 257.

37. Le droit de choisir les officiers ministériels qui doivent procéder à la vente des meubles et des immeubles du failli appartient exclusivement aux syndics définitifs de la faillite, et non au juge commissaire. Paris, 27 fév. 1813, t. 14, 265.

38. Le syndic d'une faillite a le droit de pour recevoir les offres réelles des adjudicataires des biens du failli, qui veulent se libérer, après avoir rempli les formalités prescrites pour purger. C. C. 11 mai 1825, t. 3 de 1825, 555.

39. Les adjudicataires sont dispensés, dans le même cas, de faire des offres réelles au vendeur, et des sommations aux créanciers inscrits, conformément aux art. 1258 et 1259 du cod. civ. C. C. 11 mai 1825, t. 3 de 1825, 555.

40. Les syndics d'une faillite peuvent être condamnés personnellement aux dépens d'une instance, lors même qu'ils l'ont suivie comme représentant la masse des créanciers, si par de mauvaises procédures ils ont compromis les intérêts de leur administration. C. C. 27 juin 1823, t. 23, 450; 25 mars 1823, t. 3 de 1823, 449.

41. Un jugement qui avait déclaré deux individus en état de faillite collective

été infirmé, à l'égard de l'un d'eux, l'arrêt qui condamne le syndic de la faillite 1<sup>o</sup> à lui rendre tout ce qu'il a de deniers à lui appartenans, en qualité de syndic; 2<sup>o</sup> aux dépens, avec autorisation de les employer en frais de syndicat, ce syndic n'est fondé à retenir sur les deniers la restitution est ordonnée les frais soit par les opérations de la faillite, soit par l'arrêt, soit par l'instance et l'arrêt a terminée. Paris, 9 juil. t. 3 de 1824, 458.

Cette retenue ne serait pas autorisée, dans le cas où le syndic nommé d'office par le tribunal de commerce, lors même qu'il ne pourrait pas dans l'actif de l'individu, maintenir l'état de faillite, de quoi se rembourser des avances faites ou à faire pour le paiement des frais dont il s'agit. Paris, t. 3 de 1824, 458.

Les syndics définitifs d'une faillite peuvent être révoqués à volonté par les tribunaux. Caen, 8 déc. 1812, t. 13,

La remise partielle consentie par les syndics provisoires d'une faillite au débiteur du failli ne peut être attaquée par ce dernier, alors que les syndics ont eu soin de se faire homologuer par le tribunal. Paris, 21 déc. t. 2 de 1825, 557.

La décharge que le failli a donnée sur sa gestion aux syndics de sa faillite, et l'homologation du concordat, est d'une nullité absolue, et qui ne peut être convertie par aucun acte postérieur. Paris, 18 juin 1825, t. 3 de 1825,

Le failli n'est pas recevable à demander aux syndics un nouveau compte sur sa gestion, lorsqu'il a reçu d'eux ou de son fondé de pouvoirs, après l'homologation du concordat sans protestations ni réserves, ses livres et papiers, le carnet de caisse tenu pendant la durée de leur syndicat, avec les pièces justificatives de sa dépense et le reliquat de la recette. Paris, 18 juin 1825, t. 3 de 1825, 332.

Lorsque les syndics définitifs ont apuré leur compte par l'union des créanciers, en présence du commissaire, le failli ne peut pas, en articulant des imputations et malversations commises par les syndics, être reçu à en administrer la preuve, pour obtenir contre eux, judiciairement et par corps, des dommages et intérêts. Paris, 16 nov. 1824, t. 3 de 1825, 435.

Le failli n'a au contraire que l'action en redressement d'erreurs, omissions, faux ou doubles emplois, réservée

par l'art. 541 du cod. de proc. civ. Paris, 16 nov. 1824, t. 3 de 1825, 436.

49. Le syndic provisoire d'une faillite, qui détourne à son profit une partie des effets ou marchandises appartenant au failli, est passible des peines correctionnelles prononcées contre le dépositaire infidèle, alors même qu'il serait créancier du failli, et ne se serait saisi de ces effets ou marchandises qu'en garantie de sa créance. C. C. 29 avril 1825, t. 3 de 1825, 449.

50. Un juge-commissaire à une faillite n'a pas caractère pour faire une instruction judiciaire, par exemple pour ordonner et faire la recherche d'objets prétendus recelés, interroger le failli, et le mettre en arrestation. C. C. 13 nov. 1823, t. 2 de 1824, 188.

#### § 4. — Vente des meubles et des immeubles du failli.

51. La vente des immeubles d'un failli doit être précédée des formalités tout à la fois prescrites par les codes civil et de procédure pour la vente des biens des mineurs. Douai, 13 oct. 1812, t. 13, 870.

52. Lorsque le trésor public a fait saisir les meubles d'un débiteur tombé en faillite, la vente doit être poursuivie à la requête des agens du trésor, et non à celle des syndics de la faillite. C. C. 23 janv. 1815, t. 17, 58.

53. Le consignataire de marchandises appartenant au failli doit être autorisé à les vendre pour se rembourser de ses avances. Paris, 8 mai 1811, t. 12, 399.

54. Il peut poursuivre cette autorisation devant les juges de son domicile. Paris, 8 mai 1811, t. 12, 399.

55. La vente doit être faite en présence des syndics de la faillite. Paris, 8 mai 1811, t. 12, 399.

56. Les tribunaux de commerce ne sont pas compétens pour faire procéder à la vente des immeubles d'un débiteur failli. C. C. 3 oct. 1810, t. 11, 871.

#### § 5. — Formation des masses. — Leur distribution entre les créanciers. — Vérification des créances.

57. L'actif d'un failli comprend le fonds de commerce qu'il exploitait, indépendamment des marchandises et ustensiles qui en dépendent. Paris, 19 nov. 1824, t. 1 de 1825, 117.

58. Un négociant, créancier d'un failli, doit, à peine de déchéance, constater la sincérité de sa créance par la représentation de ses livres, surtout lorsqu'il a déclaré que cette créance résultait d'un compte courant extrait de ses livres mêmes. C. C. 12 flor. an 12, t. 4, 478.

59. Les syndics d'une faillite n'ont pas le

droit d'être admis au compulsoire ordonné des registres d'un négociant qui se prétend créancier d'un failli, à l'effet de vérifier cette prétention. Amiens, 9 mai 1821, t. 1 de 1823, 326.

59 bis. Les tribunaux de commerce peuvent réduire, d'après de simples présomptions, une créance présentée à la vérification, quoiqu'elle soit prouvée par un titre. C. C. 12 déc. 1815, t. 17, 733.

60. Les créances admises à la vérification peuvent être contestées de nouveau. Paris, 25 juin 1812, t. 13, 597.

61. Les créanciers qui ont vérifié et affirmé ne peuvent revenir sur les créances vérifiées avant les leurs, lorsque le procès verbal de vérification est clos. Paris, 25 juin 1812, t. 13, 597.

62. La demande que le syndic d'une faillite forme dans l'ordre des créanciers hypothécaires du failli, pour obliger ceux d'entre eux qui ont pris part à la distribution des sommes mobilières de leur débiteur à reverser dans la masse chirographaire le montant de leur collocation dans cet ordre, jusqu'à concurrence des sommes mobilières par eux reçues, n'est pas soumise aux règles qui régissent les contestations élevées sur l'ordre, et doit être assujettie aux formes, délais et forclusions portés aux art. 755 et 756 du cod. de proc. civ. Cette demande n'est qu'une demande incidente ordinaire, qui doit être régie par les règles générales de la procédure. Paris, 5 janv. 1824, t. 2 de 1824, 160.

63. Lorsque le donneur d'ordre, le tireur ou l'accepteur d'une lettre de change, sont tous trois tombés en faillite avant l'échéance de la lettre de change, les faillites du tireur pour compte et de l'accepteur qui ont payé un dividende au porteur ne peuvent pas être admises à la faillite du donneur d'ordre, chacune pour le montant de la traite. C. C. 1 déc. 1824, t. 1 de 1825, 580.

64. En ce cas, la faillite du donneur d'ordre doit payer seulement à chacune des deux autres faillites un dividende représentant la moitié du montant de la traite. C. C. 1 déc. 1824, t. 1 de 1825, 580.

65. Le porteur d'une lettre de change tirée par ordre et pour compte d'un tiers n'a pas, en vertu du contrat de change, une action directe contre ce tiers, donneur d'ordre. C. C. 1 déc. 1824, t. 1 de 1825, 580.

66. Dans le cas de faillite d'un négociant qui exploite séparément deux maisons de commerce, les créanciers de chacune d'elles doivent être confondus et payés concurremment et sans préférence. C. C. 18 oct. 1814, t. 16, 665.

67. Le locateur qui, pour le paiement

de ses loyers, a fait saisir et vendre des meubles de son locataire, dans une faillite où celui-ci était en faillite, mais qui n'est pas encore déclarée, n'est pas obligé de porter à la masse. C. C. 16 mai 1814, t. 17, 554.

68. Lorsque, le tireur et l'accepteur d'une lettre de change ayant fait faillite, le porteur a pris dans les deux faillites l'une de ces masses ne peut avoir recours contre l'autre. C. C. 22 mars 1814, t. 17, 250.

69. Lorsque dans une faillite on trouve des meubles et des immeubles, les syndics doivent composer deux masses distinctes, l'une du prix des immeubles pour les créanciers hypothécaires, l'autre du prix des meubles pour les chirographaires. Paris, 5 fév. 1822, t. 24, 146.

70. Les créanciers ne peuvent être obligés de procéder devant plusieurs tribunaux différens pour la distribution du prix d'objets saisis et vendus dans plusieurs arrondissemens. — C'est le tribunal du ressort duquel les faillis ont leur principal établissement qui doit être compétent pour la distribution des deniers et du prix des ventes mobilières fait par eux. C. C. 3 frim. an 13, t. 6, 401.

71. Les créanciers du failli ne sont pas recevables à former tierce opposition aux jugemens intervenus contre lui, si leur seul titre résulte de la faculté d'exercer ses droits et actions. C. C. 12 fév. 1808, t. 9, 127.

72. Le créancier d'un failli n'est pas recevable à intervenir dans un procès qui intéresse la masse, quand le syndic est en partie, et qu'il y défend par tous les moyens que le fait et le droit peuvent lui fournir. Paris, 23 mars 1824, t. 2 de 1825, 23.

73. Le créancier qui n'a été ni appelé au bilan, ni appelé au concordat, ne peut exercer la plénitude de ses droits et actions contre son débiteur, sans même pouvoir être restreint à accepter un dividende. Paris, 2 fév. 1822, t. 24, 119.

74. La femme du failli peut reprendre tous les effets qu'elle a apportés, même qu'il n'en aurait pas été fait d'inventaire, si le mari les a reçus antérieurement à la promulgation du code de commerce, ou s'il résulte des circonstances, que la femme n'a pu faire procéder à cet inventaire. Riom, 19 août 1814, t. 19, 838.

75. Le créancier de la femme d'un failli peut exercer les droits de sa déditrice sur les biens du mari, quoiqu'il n'y ait point de séparation de biens entre eux, lorsque la femme refuse de les faire

**Idem.** C. C. 14 janv. 1817,

**6. — Effets de la faillite.**

Quoique les dettes passives deviennent exigibles par l'ouverture de la faillite, pendant l'acquittement peut en être fait au moyen de délais raisonnables par les syndics aux adjudicataires des meubles et des immeubles du failli. C. C. 15 déc. 1816, t. 18, 907.

Les actes, autres que ceux légalement résumés frauduleux, faits dans l'intervalle de la déclaration d'ouverture de faillite au jugement qui en fixe l'époque, sont valables, lorsqu'ils sont faits de bonne foi. C. C. 28 mars 1823, t. 3, 481.

Le débiteur ne peut pas valablement, dans les dix jours ou le jour même de la faillite, avec des marchandises de son magasin, le billet antérieurement émis par lui. Colmar, 24 avril 1813, t. 14, 469. Le porteur du billet ne peut pas donner le caractère d'une vente, qui, quant à son tour débiteur envers lui, l'a mis en droit d'opposer en liquidation le montant du billet échu à son créancier. Colmar, 24 avril 1813, t. 14, 469.

Le paiement fait par un individu postérieurement en état de faillite, de bonne foi par son créancier, au temps où la faillite n'était ni déclarée, ni connue, et où il est constant que le débiteur jouissait de la confiance pure, était valable sous l'empire des ordonnances de 1673 et de 1702, quoique le jugement déclaratif de la faillite en fixât la date au jour de ce paiement. C. C. 22 mars 1823, t. 3 de 1823, 487.

Un acte de société qui n'a point acquis de date certaine antérieurement à la faillite ne peut point être opposé aux créanciers personnels du failli, pour les empêcher de leurs droits sur les marchandises de celui-ci faisait son commerce habituel sous prétexte que ces marchandises faisaient partie de sa mise sociale, et qu'elles étaient le gage exclusif des créanciers de la faillite. C. C. 13 fév. 1821, t. 23, 102.

**Bis.** L'acte par lequel un failli a reconstruit postérieurement à l'époque assignée à la justice à l'ouverture de la faillite, que les meubles dont il avait la possession appartenant à un tiers; est présumé frauduleux, et ne peut être opposé aux créanciers, surtout lorsqu'au temps où cet acte a été passé, les meubles étaient frappés d'une saisie-exécution. Paris, 12 janv. 1823, t. 1 de 1823, 200.

La cession d'une créance qui n'a point acquis de date certaine avant la faillite du cédant, et qui n'a point été régu-

lièrement notifiée au débiteur avant la même époque, doit néanmoins produire son effet; si elle a été faite entre négociants, et qu'elle soit le résultat d'opérations commerciales faites de bonne foi. C. C. 7 janv. 1824, t. 1 de 1824, 542.

83. Les actes faits de bonne foi entre le fondé de pouvoir et des tiers, depuis la faillite du mandant, et dans l'ignorance de cette faillite, peuvent être maintenus. C. C. 15 fév. 1808, t. 9, 127.

84. L'acheteur ne peut se prévaloir de la faillite du vendeur pour refuser de prendre livraison des marchandises qui lui ont été vendues antérieurement à la faillite, surtout si ces marchandises ne se trouvent encore dans les magasins du failli que par le fait de l'acheteur, qui a prié de différer la livraison. C. C. 5 août 1812, t. 13, 730.

85. Un propriétaire, dont le fermier est en faillite doit attendre, pour former sa demande en paiement des fermages échus et en résiliation du bail, que les syndics provisoires soient remplacés par des syndics définitifs. C. C. 4 avril 1811, t. 12, 313.

86. Le propriétaire qui a été autorisé par jugement à faire vendre les meubles de son locataire, en retard de payer, ne peut pas être interrompu dans ses poursuites par la survenance de la faillite de ce locataire. Paris, 19 oct. 1808, t. 9, 618.

87. Lorsqu'un créancier a fait saisir les meubles de son débiteur, les scellés apposés à la requête de celui-ci, qui se déclare en faillite, ne peuvent pas arrêter ou empêcher la vente des meubles saisis. Paris, 23 nov. 1811, t. 12, 667.

88. La faillite d'un négociant arrivée pendant que ses meubles sont saisis en vertu d'une contrainte décernée par une administration publique ne soumet pas cette administration aux formes prescrites par le code de commerce pour les faillites. Bruxelles, 13 août 1811, t. 12, 664.

89. Après le jugement qui déclare la faillite ouverte, quoique non encore affiché ni inséré dans les journaux, les créanciers du failli n'ont plus le droit d'obtenir de nouvelles condamnations contre lui. Ils ne peuvent même pas le faire recommencer en vertu de jugemens déjà rendus, lorsqu'il a été condamné, comme banqueroutier simple, à un emprisonnement. C. C. 2 juil. 1821, Angers, 31 juil. 1823, Colmar, 17 janv. 1824, Rouen, 15 janv. 1824, t. 3 de 1824, 101 à 119.

90. Le jugement qui déclare la faillite fait cesser les effets de la contrainte par corps exercée antérieurement à la faillite. Dans ce cas, la cause de l'emprisonnement est intervertie, et le débiteur détenu par son créancier cesse de l'être à ce titre, pour être mis sous la main de la justice,



et en dépôt seulement, comme débiteur failli. Angers, 31 juil. 1823; Colmar, 17 janv. 1824, Rouen, 15 janv. 1824, t. 3 de 1824, 101 à 119.

91. Le failli, quoique dessaisi de l'administration de ses biens, a le droit d'intervenir en personne dans les contestations qui s'élèvent entre les syndics et des tiers, relativement à la liquidation de ses dettes tant actives que passives. Rennes, 12 juin 1822, t. 24, 501.

92. C'est plutôt la voie de l'appel que celle de l'opposition que le failli doit prendre contre les ordonnances du commissaire de la faillite et les jugemens rendus sur son rapport, sans que le failli ait été appelé. Bruxelles, 13 mars 1810, t. 11, 226.

93. Le failli qui a subi la peine de l'emprisonnement, comme banqueroutier simple, ne peut pas être de nouveau recommandé et détenu pour dettes, à la requête des syndics de ses créanciers unis. C. C. 9 mai 1814, t. 16, 307.

94. Le failli qui se croit fondé à se plaindre de ce que sa détention est prolongée ne peut obtenir son élargissement qu'à l'aide des moyens indiqués par les art. 466 et 467 du cod. de com. C. C. 9 nov. 1824, t. 2 de 1825, 272.

95. Le jugement qui condamne un débiteur failli à la peine de l'emprisonnement, comme banqueroutier simple, ne fait pas cesser les effets de celui qui, en déclarant l'ouverture de la faillite, avait ordonné le dépôt de la personne de ce débiteur dans une maison d'arrêt, de telle sorte que ce dernier jugement peut continuer de recevoir son exécution après l'expiration du terme assigné à la durée de la peine. C. C. 9 nov. 1824, t. 2 de 1825, 271.

96. Lorsque, après ce terme, le tribunal de commerce, sur la demande des créanciers, a ordonné l'écrou et la recommandation du débiteur, pour qu'il continue de garder prison, celui-ci n'a d'autre voie de se pourvoir contre cette mesure que celle de l'appel du jugement qui l'ordonne, devant la cour royale. C. C. 9 nov. 1824, t. 2 de 1825, 271.

97. Le contrat d'union intervenu entre les créanciers du failli ne doit pas être considéré comme mettant fin à tout ce qui est relatif à la faillite, en sorte que la cour d'appel saisie de la connaissance des contestations auxquelles elles ont donné lieu doive nécessairement prononcer la mise en liberté du débiteur, au lieu d'ordonner l'exécution de la mise en dépôt de sa personne. C. C. 9 nov. 1824, t. 2 de 1825, 271.

98. Les juges peuvent, dans certains cas, refuser au failli des secours sur ses biens, quoiqu'il n'existe contre lui aucune

présomption de banqueroute. C. nov. 1818, t. 20, 742.

99. Le failli est capable d'estimation. Bruxelles, 13 mars 1810, 226.

**FAUSSE monnaie.** Pour que la circulation de monnaies fausses ne lie lieu qu'à l'application de peines correctionnelles, il faut qu'il soit constaté l'accusé les a reçues pour bonnes, indifférent qu'il ait ou non vérifié les pièces avant de les mettre en circulation, s'il n'est pas établi qu'il les a crues bonnes en les recevant. 26 déc. 1823, t. 1 de 1824, 222.

**FAUX incident.** 1. La partie intéressée peut attaquer par la voie du faux incident la pièce qui, sur sa plainte, a été l'objet de poursuites faites par la voie du faux principal, soit que celui à qui le faux est imputé ait été mis hors de prévision par les premiers juges ou par la cour d'appel, soit que, mis en accusation, il ait été acquitté par la cour de cassation. Paris, 14 juil. 1823, t. 2 de 1823, 637.

2. La cour de cassation a résolu la question en sens contraire. 4 mars 1824, t. 19, 202.

Voir la même question non résolue. t. 19, 206.

3. En matière de faux incident, la cour criminelle ne peut être prise que par le demandeur soutient que son adversaire est l'auteur du faux. C. C. 6 pluv. an 13, t. 3, 214.

4. Il doit y être procédé par voie de réquisition, et non par voie d'information. C. 16 brum. an 13, t. 5, 76.

5. Le demandeur en faux incident n'est pas suffisamment satisfait à l'art. 226 du cod. de proc. civ. en offrant la preuve négative de faits constatés dans l'acte argué de faux, par exemple celle que le demandeur n'y était pas présent, lorsque sa présence y est attestée. C. C. 31 janv. 1825, t. 2 de 1825, 289.

6. Il doit, au contraire, proposer la preuve positive de faits positifs et circonstanciés, pour établir sa présence dans un lieu où que celui où l'acte a été passé. C. C. 31 janv. 1825, t. 1 de 1825, 289.

### **FAUX principal.**

I. Jurisprudence antérieure aux codes pénal et d'instruction criminelle.

1. L'addition faite après coup dans un acte, mais qui ne pouvait produire aucun effet, ne constituait pas un faux. C. 9 janv. 1806, t. 7, 20.

2. L'antidaté que faisait sur son acte un courtier ou agent de change,

une opération déclarée nulle par constituait un faux, dont la responsabilité était de la compétence des cours. C. C. 11 fruct. an 13, t. 6, 417. L'associé qui, pendant l'existence de la société, abusait de la signature sociale en souscrivant du nom social des actions qui lui étaient particuliers, commettait une escroquerie, et non pas un faux. C. C. 16 oct. 1807, t. 7, 524.

Il n'était autrement, lorsqu'il faisait de la signature sociale après la dissolution de la société. C. C. 16 oct. 1807, t. 7, 524.

Il y avait prévention de faux en écritures publiques contre le notaire qui, en vertu de souscription d'un testament, énonçait qu'il avait été lu et capitulé en présence des témoins, quoique la même opération se fût faite en leur absence. C. C. 8 oct. 1807, t. 8, 600.

De même, les fausses énonciations par un huissier dans les actes de son ministère constituaient la prévention du faux, sans égard à l'intention avec laquelle elles avaient eu lieu. C. C. 8 oct. 1807, t. 8, 602.

Le notaire qui, en recevant un acte de son arrondissement, le datait du lieu de sa résidence, se rendait par là coupable du crime de faux. C. C. 16 juin 1807, t. 9, 352.

L'altération d'une quittance qui n'était pas signée par celui qui l'avait conçue, mais dont on voulait faire usage pour établir la libération, constituait le crime de faux ou de tentative de faux en écriture privée. C. C. 2 frim. an 12, t. 4, 11.

La signature d'un billet sous un nom imaginaire était un faux, et non pas une simple escroquerie. C. C. 27 mars 1807, t. 7, 166.

Un faux certificat de maladie, sous le nom d'un officier de santé, pour faire passer un conscrit, déserteur, de la prison où il était détenu, dans un hôpital, constituait un crime de faux, dont la responsabilité était attribuée aux cours spéciales. C. C. 22 mai 1807, t. 8, 349.

Des lettres missives, écrites au nom d'un négociant à ses correspondans, dans le but d'escroquer des marchandises, constituaient un faux. C. C. 3 juil. 1807, t. 8, 11.

La fabrication d'un faux ordre, pour faire délivrer des marchandises sur le crédit d'un tiers, constituait le crime de faux. C. C. 13 août 1807, t. 8, 351.

L'usage d'un passe-port falsifié, par un individu, pour échapper aux lois sur

la conscription, constituait le crime de faux. C. C. 27 août 1807, t. 8, 352.

14. Il y avait faux de la part de celui qui, pour remettre dans le commerce des billets de banque retirés de la circulation, et frappés d'un timbre indiquant qu'ils étaient annulés, faisait disparaître ce timbre par des procédés chimiques. C. C. 19 déc. 1807, t. 8, 353.

15. Les conscrits et déserteurs qui fabriquaient ou faisaient usage de pièces fausses pour échapper aux recherches commettaient le crime de faux. C. C. 24 mars 1806, t. 7, 164.

16. Le faux commis dans le dessein de se procurer des charités était rangé dans la classe des simples délits, punissables par voie de police correctionnelle. C. C. 5 fruct. an 12, t. 4, 679; 24 avril 1806, t. 7, 166.

17. Le père qui, dans l'acte de naissance de son enfant, déclarait que la mère était son épouse, quoiqu'elle ne fût que sa concubine, ne se rendait point coupable de faux. C. C. 18 brum. an 12, t. 4, 54; 5 fév. 1808, t. 9, 104.

18. Mais il y avait faux si le père avait substitué, dans un pareil acte, le prénom de son frère au sien, et signé ce prénom. C. C. 5 fév. 1808, t. 9, 104.

19. Il y avait également faux lorsque, étant marié, il présentait comme né de sa légitime épouse l'enfant qu'il avait eu de sa concubine. C. C. 10 mes. an 12, t. 4, 591.

20. Ou lorsqu'il signait le nom du mari de la mère. C. C. 28 déc. 1809, t. 10, 872.

21. Commettait-il le crime de faux celui qui faisait inscrire au registre de l'état civil comme ses enfans légitimes des enfans nés d'un commerce adultérin? C. C. 2 germ. an 13, t. 6, 11.

22. Un soldat qui, sous le titre usurpé d'officier, se faisait délivrer des feuilles de route qu'il signait comme tel, et recevait sur ses quittances, en cette qualité, les appointemens attachés à son prétendu grade, était coupable de faux en écritures publiques et privées. C. C. 21 avril 1808, t. 9, 257.

23. La contrefaçon du cachet des autorités constituait le crime de faux en écritures publiques et authentiques. C. C. 11 vent. an 12, t. 4, 336.

24. Il y avait faux en écritures publiques lorsque, sur une pancarte en planche et peinte au pinceau, contenant le tarif à payer par des passagers, le fermier ou receveur de ce droit substituait aux sommes fixées par l'autorité publique des sommes plus fortes. C. C. 15 niv. an 12, t. 4, 197.

25. L'individu qui, pour se faire admettre en remplacement d'un conscrit, se présentait sous un faux nom, mais qui

ne passait aucun acte qu'il fût obligé de signer ou de déclarer ne pouvoir ou ne savoir signer, n'était point passible de la peine de faux. C. C. 13 avril 1810, t. 11, 362; 29 mes. an 13, t. 6, 319.

26. Il en était autrement, lorsqu'il avait signé ou déclaré ne pouvoir signer un acte. C. C. 18 vent. an 12, t. 4, 359.

27. Dans toutes circonstances l'individu qui figurait sous un faux nom dans un acte public ou privé, sur lequel il mettait sa signature ou sa marque habituelle, ou qu'il déclarait ne pouvoir signer, se rendait coupable de faux. C. C. 8 mes. an 9, t. 2, 50.

28. Celui qui se faisait délivrer et signait un passeport sous un faux nom, n'était point considéré comme faussaire. C. C. 22 flor. an 12, t. 4, 509.

29. Il y avait constatation légale du crime de faux, à l'effet de faire courir la prescription, dès lors que la pièce arguée de faux avait été déposée au greffe d'un tribunal civil, pour être l'objet d'une poursuite en faux incident, qu'il avait été dressé procès verbal de ce dépôt, et que la pièce prétendue fausse avait été paraphée par le président du tribunal. C. C. 12 fév. 1810, t. 11, 128.

30. Une plainte en faux non signée à toutes les pages, et faite par un procureur fondé qui n'avait pas justifié de sa qualité, suffisait pour faire courir la prescription, dès l'instant où elle était remise au directeur du jury. C. C. 12 fév. 1810, t. 11, 128.

31. Lorsque le juge civil avait sursis à prononcer sur une cause dont il était saisi, et que, par un jugement passé en force jugée, il avait ordonné préjudiciellement une instruction de faux principal, le juge criminel ne pouvait pas refuser de connaître du faux prétendu, sous le prétexte que le fait qui le constituait n'était pas un délit. C. C. 29 therm. an 9, t. 2, 613.

32. Les tribunaux pouvaient, sans le secours de l'inscription de faux, annuler une pièce produite dans une instance civile, encore bien qu'elle eût tous les caractères extérieurs d'un acte authentique, si l'état matériel de la pièce en démontrait la falsification. C. C. 14 flor. an 10, t. 2, 449.

33. Le prévenu d'une escroquerie commise à l'aide d'un faux, traduit pour ce fait devant le tribunal de police correctionnelle, et acquitté par un jugement passé en force de chose jugée, ne pouvait pas être ensuite poursuivi comme faussaire devant la cour de justice criminelle. C. C. 10 juil. 1806, t. 7, 411.

34. On pouvait poursuivre un prévenu pour crime de faux, lors même que la pièce prétendue fausse ne subsistait plus.

C. C. 12 vend. an 13, t. 5, 10; 7 an 8, t. 1, 439.

## II. Jurisprudence des codes et d'instruction criminelle

### § 1. Quels actes constituent le crime de faux.

### § 2. Poursuite de crime de faux. — Procédure à laquelle il est soumis. — Comment il se commet.

#### § 1. — Quels actes constituent le crime de faux.

35. Le faux matériel ne peut être réputé crime, que lorsqu'il y a eu intention de nuire. C. C. 16 mars 1806, t. 1, 128.

36. Et qu'il a été commis frauduleusement. C. C. 18 fév. 1813, t. 14, 128.

37. Celui qui signe un nom dans l'intention de se procurer, par ce moyen, un avantage connu, les moyens de commettre un crime, est coupable de faux dans le cas déterminé par les art. 147, 150 du cod. pén. C. C. 5 mars 1819, t. 180.

38. Pour que le faux existe, il n'est pas nécessaire que la signature de la personne dont le nom a été usurpé ou imité. C. C. 10 août 1815, t. 17, 620.

39. La fabrication d'une pièce fautive donnée par l'autorité ecclésiastique pour autoriser un mariage ne constitue pas le crime de faux. C. C. 1809, t. 10, 251.

40. Celui qui se sert sciemment d'une pièce fautive est faussaire, et est condamné aux mêmes peines que celui qui commet le faux. C. C. 8 fév. 1812, t. 13, 141.

41. Mais il est nécessaire qu'il y ait connaissance du faux, et cette connaissance doit absolument être soumise au jury. C. C. 5 oct. 1815, t. 17, 620.

42. Il est également faussaire celui qui ajoute à un certificat de bonne conduite délivré par un maire, une attestation fautive satisfait aux lois de la conscription. C. C. 13 fév. 1812, t. 13, 141.

43. Celui qui, dans l'intention de nuire à autrui, remplit en faveur d'un individu et anticipe des endossements en blanc des effets de commerce, commet un crime de faux. C. C. 6 avril 1809, t. 10, 245.

44. L'apposition de fausses signatures au bas d'une pétition, pour faire croire à un individu, constitue le crime de faux, lors même que la pétition se trouve d'ailleurs revêtue de signatures vraies. C. C. 3 oct. 1810, t. 11, 872. cependant n. 35.

45. Il y a faux dans la déclaration des témoins instrumentaires ont fait l'acte au moment de sa passation, qu'ils n'aient réellement apposé leur

que long-temps après. C. C. 7 12, t. 13, 920.

Il ne se rend pas coupable de faux s'il ne se rend pas coupable de faux, l'acte non du jour où il l'a rédigé, l'a fait signer par les parties, mais où les conventions ont été arrêtées, ou bien qui le date de sa présence, ou bien qui le date de son lieu compris dans son ressort, et où les conventions ont été arrêtées, quoique l'acte soit rédigé dans un lieu hors du ressort. C. C. 15 juil. 1819; Poitiers 16 août 1819, t. 1 de 1824, 481.

Il n'y a pas faux frauduleux de la part du notaire qui déclare s'être transporté aux lieux où l'acte s'est fait, quoiqu'il s'est contenté d'y envoyer son greffier. C. C. 18 fév. 1813, t. 14, 233.

Le notaire qui, après avoir reçu l'acte hors de son arrondissement, vient le signer dans un lieu où il a le droit de signer, se rend coupable de faux. C. C. 11 août 1809, t. 10, 62.

Le greffier qui délivre expédition d'un jugement avant qu'il soit signé se rend coupable de faux, et doit être traduit devant la cour d'assises. C. C. 22 juil. 1817, t. 19, 845.

L'huissier qui fait remettre par un tiers des copies de ses exploits, contenant l'énonciation qu'il les a remises lui-même, commet le crime de faux. C. C. 16 janv. 1806, t. 7, 32; 22 juil. 1806, t. 7, 321; 21 juil. 1810, t. 11, 61.

L'huissier qui commet l'espèce de faux prévue par l'art. 146 du cod. pén. n'est pas soumis à l'application de cet article. Arrêt du 14 juin 1813, qui soumet à la suspension de trois mois et à une amende les huissiers qui ne remettraient des copies à personne ou domicile qu'ils n'auraient été chargés de signifier, n'a pas été appliqué à leur égard. C. C. 26 juil. 1822, t. 24, 608.

Il est coupable de faux celui qui a fabriqué une lettre de change à son profit, dans des intentions criminelles, quoiqu'il n'en ait pas fait usage. Le seul fait de fabrication emporte avec soi l'intention coupable. C. C. 12 août 1817, t. 17, 555.

L'individu qui fait usage d'un faux titre ou de tout autre titre fabriqué en vue de mendier et d'exciter la pitié ne commet pas de faux. Un pareil titre n'est point faussaire. Arrêt dans le cas prévu par l'art. 61 du cod. pén. C. C. 23 nov. 1815, t. 17, 61.

Fabriquer et faire signer à autrui un faux titre sous seing privé tendant à se li-  
vérer le signataire, tandis que se-

lui-ci croyait signer un acte obligatoire en sa faveur, constitue le crime de faux. C. C. 18 août 1814, t. 16, 579.

55. Celui qui, dépositaire d'un blanc-seing, le remplit d'une convention contraire à l'intention de la personne qui le lui a confié, ne se rend pas coupable du crime de faux. C. C. 28 janv. 1809, t. 10, 62.

56. L'individu qui, à l'aide d'une fausse signature, se fait délivrer une somme d'argent, commet le crime de faux en écriture privée, quoique la signature ne porte que sur un nom idéal. C. C. 16 juil. 1813, t. 15, 233.

57. Le fait d'avoir apposé sur des bouteilles un faux poinçon constitue le crime de faux prévu par l'art. 142 du cod. pén., et rend l'auteur passible de la peine de la réclusion. C. C. 21 janv. 1825, t. 3 de 1825, 595.

58. Un fonctionnaire public à qui la loi donne un caractère pour constater la vérité d'un fait commet le crime de faux, lorsque sciemment il certifie comme vrai un fait qui ne l'est pas. C. C. 24 janv. 1811, t. 12, 61.

59. Lorsque le père d'un enfant le présente à l'officier de l'état civil en indiquant une fausse mère, il commet un faux caractérisé. C. C. 9 fév. 1810, t. 11, 125.

60. Le militaire qui, pour cumuler les traitemens de retraite et d'activité, atteste faussement, par des déclarations signées de lui, qu'il ne jouit d'aucuns traitemens d'activité à la charge du trésor public, ne commet point le crime de faux. C. C. 21 avril 1809, t. 10, 247.

61. Les faux certificats de service ou de bonne conduite, tendant à procurer à des individus indignes ou sans titres leur admission dans les ordres royaux de Saint-Louis ou de la Légion-d'Honneur, constituent le crime de faux. C. C. 1 oct. 1824, t. 2 de 1825, 408.

62. La fabrication de faux certificats, prévue par l'art. 162 du cod. pén., est punissable des peines de faux, soit qu'ils causent à des tiers ou au trésor public une lésion actuelle, soit qu'ils ne leur causent qu'un préjudice ou une lésion éventuelle. C. C. 1 oct. 1824, t. 2 de 1825, 408.

63. La différence entre la copie signifiée et la minute d'un acte, quand cette minute existe, et qu'on peut y recourir, ne constitue pas un faux caractérisé. C. C. 2 sept. 1813, t. 15, 486.

§ 2. — *Poursuite du crime de faux. — Procédure à laquelle il donne lieu. — Comment il se constate.*

64. Celui qui, dans une action civile, a déclaré, sur la sommation de la partie

adverse, renoncer à se servir d'une pièce arguée de faux, peut être poursuivi criminellement par rapport à cette pièce, sans qu'il puisse être réputé n'avoir pas consommé le crime de faux. C. C. 28 oct. 1813, t. 15, 553.

65. Lorsque la pièce arguée de faux dans une instance civile a été retirée et soustraite par celui qui l'avait produite, et qu'il ne reste aucun moyen de mettre cette pièce sous les mains de la justice, le ministère public peut, même en l'absence de la pièce, diriger des poursuites contre celui qui l'a produite, comme prévenu d'un crime de faux. C. C. 28 oct. 1813, t. 15, 553.

66. Les experts écrivains appelés pour donner leur avis sur une pièce prétendue fausse ne sont point assujettis, à peine de nullité, à la prestation du serment. C. C. 4 fév. 1819, t. 21, 113.

67. L'action publique, en matière de faux en écriture authentique, ne peut pas être arrêtée par le rejet d'une inscription de faux en incident civil. C. C. 28 avril 1809, t. 10, 249.

68. Un acte authentique ne peut être déclaré faux sur la simple déposition des deux témoins instrumentaires *qu'ils n'étaient point présents à sa rédaction, et qu'ils ne l'ont signé qu'après coup*, lorsque l'acte même énonce le contraire. C. C. 17 déc. 1818, t. 20, 789.

69. La peine de la marque doit être infligée à celui qui fait sciemment usage d'une pièce fausse comme à celui qui l'a fabriquée. C. C. 13 oct. 1815, t. 17, 622.

70. Le jugement rendu par un tribunal étranger, qui déclare que des billets prétendus émis par son gouvernement sont faux, est pour les tribunaux français une preuve irréfragable de la fausseté de ces effets. Paris, 16 prair. an 10, t. 2, 511.

**FAUX témoignage.** 1. Une déposition fausse ne constitue un faux témoignage que lorsqu'elle est faite dans le débat d'après lequel on doit statuer définitivement sur le sort des accusés. Ainsi, la fausse déposition émise devant le juge d'instruction, ou devant le juge de paix délégué par lui, ne caractérise pas le crime de faux témoignage. C. C. 18 fév. 1813, t. 14, 235; 26 avril 1816, t. 18, 346.

2. Une déclaration mensongère faite extrajudiciairement, sous la religion du *serment*, devant un officier public ayant caractère pour la recevoir, constitue un délit de faux témoignage, en matière civile. C. C. 6 nov. 1806, t. 7, 543.

3. On ne peut pas considérer et punir comme faux témoignage les réponses mensongères que fait une partie assignée en justice, soit aux interpellations de son adversaire, soit à un interrogatoire sur

faits et articles. C. C. 22 pluv. an 3, 250.

4. La peine prononcée contre le *témoignage* en matière civile peut être appliquée au faux témoignage en matière correctionnelle, lorsque le faux a influé sur les réparations civiles. C. 14 niv. an 13, t. 5, 238.

5. En matière correctionnelle, le témoin qui a prêté serment doit, sous peine de faux témoignage, déclarer méfiance sur les faits qui l'accusent personnellement. C. 27 août 1824, t. 1 de 1825, 45.

**FEMME. V. Epoux.**

**FEMME normande. V. Statut personnel.**

**FEODALITÉ.** 1. Le débiteur d'un fief, en vertu de qualifications féodales nées par quelques titres reconnus, ne peut pas, sous prétexte de redevance foncière, soutenir que la redevance a été supprimée par les lois de 1792 et que le titre originaire n'indique qu'une redevance purement foncière. C. C. 28 oct. 1813, t. 15, 741.

2. Depuis l'abolition de la féodalité, une fille n'a pu être exclue par un testament d'un fief masculin qui faisait partie de la succession de son père. C. C. 3 juin 1824, t. 1 de 1824, 248.

2 bis. Lorsque, dans un bail à ferme contenant cession tout à la fois de biens et de droits, les biens qui depuis ont été supprimés comme féodaux, et de biens ou autres droits de propriété a été conservée, il a été décidé que, dans aucun cas, la redevance ne formait le prix de tous ces objets, et qu'elle n'était ni augmentée ni diminuée, le fermier peut néanmoins demander la réduction proportionnelle, conformément à la loi du 15 mars 1790. C. C. 7 v. 12, t. 4, 318.

3. Toutes redevances, quelle que soit la dénomination, établies au profit du seigneur, sont essentiellement féodales, et elles sont le prix ordinaire de la cession, dans les pays où était admise la maxime *Nulle terre sans seigneur*. Les redevances sont comprises dans l'abolition prononcée par les lois de 1790 et 1793. C. C. 29 juin 1813, t. 15, 137.

4. Les lois qui ont aboli tous les droits relatifs à des droits féodaux n'ont pas à s'appliquer à des demandes en indemnité fondées sur des causes antérieures à la suppression de ces droits. C. C. 8 v. 12, t. 4, 324.

5. On ne peut pas appliquer aux communes les lois qui ont ordonné l'abolition des droits sur les propriétés de leurs anciens seigneurs, les lois qui ont ordonné le brûlement des titres féodaux. C. C. 6 flor. an 6, t. 1, 266.

6. Ainsi, une commune peut invoquer



ou ci-devant seigneur un titre ou entaché de féodalité, dont ce e pourrait pas se prévaloir communément. C. C. 16 flor. an 6, t.

Les redevances que le propriétaire franc alleu roturier s'est réservé en concédant ce bien, et qu'il a, par concession, qualifiées mal à propos ou de *rentes seigneuriales*, pas abolies par la loi du 17 juil. C. 19 niv. an 12, t. 4, 206.

IIER. V. *Action possessoire*, n. 1 il, § 2; *Chasse*, n. 10 à 12.

III. *morte*. V. *Bois*, n. 37.

IV. *COMMISS tacite*. Le fidéicommiss est pas nul dans le cas où celui qui a fait la restitution doit être faite n'est pas recevable de recevoir. Bruxelles, 28 nov. 1810, t. 11, 303.

V. *Avant le code civil*, le fils était héritier effectif de son père, et ne peut être poursuivi en justice par les créanciers de la succession, tant qu'il n'y a pas eu renoncé. C. C. 21 flor. an 10,

et il faut à lui à justifier de sa renonciation et non pas aux créanciers à prouver l'acceptation. C. C. 21 flor. an 10,

et de non recevoir. La fin de non recevoir fondée sur un défaut d'intérêt n'est pas opposée en tout état de cause, et elle l'est sur l'appel, lors même qu'elle n'a pas été en première instance. Paris, 17 avril 1810, t. 11, 314.

VI. *FRANT délit*. 1. La force publique ne peut déployer son action dans les cas de flagrant délit, sans attendre d'en être avisée par les magistrats civils, lorsqu'il n'est passible de peines afflictives, infamantes, ou même de peines corporelles. C. C. 30 mai 1813, t. 2 de 1814.

2. Il est de même dans les cas que sont assimilés au flagrant délit, mais seulement lorsque les faits sont de nature à mériter des peines afflictives ou infamantes. C. C. 30 mai 1823, t. 2 de 1824,

*Enchère.—FOLLE surenchère.*  
*Sur quelle vente on peut poursuivre par la voie de folle enchère. — Pour quelle partie du prix, ou pour quelles charges. — Qui peut poursuivre par cette voie. — Formes de la poursuite.*  
*Adjudication sur folle en-*

*chère. — Ses effets. — Droits et charges de l'adjudicataire.*

§ 1. — *Sur quelle vente, pour quelle partie de prix on peut poursuivre par la voie de folle enchère.*

1. La voie de la folle enchère n'est pas ouverte contre l'adjudicataire sur surenchère, s'il n'exécute pas les conditions de son adjudication; la première vente devient irrévocable. Turin, 13 juin 1812, t. 13, 549.

2. La voie de la folle enchère est ouverte contre l'adjudicataire sur expropriation forcée, non seulement lorsqu'il ne satisfait pas aux conditions de l'enchère, mais encore dans le cas d'*inexécution des autres clauses de l'adjudication*. — Et dans ce cas, tout créancier colloqué peut, en vertu de son bordereau de collocation, le poursuivre par cette voie. Poitiers, 20 juin 1821, t. 3 de 1824, 274.

3. L'adjudicataire qui a payé la portion de son prix exigible le jour de la vente ou de la clôture de l'ordre ne peut point être plus tard passible de la poursuite de folle enchère pour raison des charges qui n'étaient pas exigibles au moment de l'acquisition. Ainsi les sous-acquéreurs de l'adjudicataire ne peuvent être tenus dans cette circonstance qu'à la représentation de leur prix. Paris, 2 janv. 1816, t. 18, 4.

4. Le moyen de forme qui consiste à soutenir que l'adjudicataire sur expropriation forcée qui n'a point payé son prix aurait dû être poursuivi par voie de saisie immobilière, et non par celle de la folle enchère, ne peut pas être proposé sur l'appel du jugement d'adjudication définitive, lorsqu'il ne l'a pas été en première instance, et lorsqu'il résulte implicitement de la défense une renonciation à ce moyen. Riom, 5 avril 1824, t. 3 de 1825, 351.

5. La voie de la folle enchère est ouverte contre l'adjudicataire, non seulement pour l'inexécution des conditions dont l'accomplissement est exigé avant la délivrance du jugement d'adjudication, mais encore pour défaut de paiement du prix de la vente aux créanciers utilement colloqués dans l'ordre. Riom, 5 avril 1824, t. 3 de 1825, 351.

6. Lorsque le cahier des charges réserve la voie de la folle enchère contre l'adjudicataire, à défaut de paiement du prix aux époques indiquées, les créanciers du vendeur qui ont droit à une portion de ce prix peuvent poursuivre la revente sur folle enchère. Paris, 12 mai 1823, t. 2 de 1823, 263.

7. Mais le vendeur seul peut poursuivre la folle enchère, lorsque le cahier des

charges ne contient pas cette réserve. Paris, 30 juil. 1816, t. 18, 621.

8. La loi n'exige pas, à peine de nullité, que le placard annonçant la revente sur folle enchère soit signifié à l'avoué de l'adjudicataire huit jours avant l'adjudication. Paris, 10 avril 1815, t. 17, 253.

9. Le demandeur en nullité des poursuites sur folle enchère est, comme le demandeur en nullité de la procédure postérieure à l'adjudication préparatoire, tenu de fournir caution pour le paiement des frais de cet incident. C. C. 3 août 1824, t. 2 de 1825, 12.

10. Le fol enchérisseur ne peut attaquer de nullité les procédures postérieures à l'adjudication préparatoire sur folle enchère, s'il ne donne caution pour le paiement des frais de l'incident. Bourges, 27 juil. 1822, t. 2 de 1823, 421.

11. L'adjudication définitive sur folle enchère ne peut être arrêtée par les difficultés survenues au sujet des frais de la poursuite, et par l'appel du jugement qui a réglé ces frais, si le fol enchérisseur qui oppose ces contestations ne justifie pas de l'acquit de toutes les charges de son adjudication.

Le créancier qui poursuit la revente sur folle enchère peut encore, après avoir défendu à l'instance sur le règlement des frais, se prévaloir du défaut d'acquit des charges, pour faire passer outre à l'adjudication définitive. C. C. 8 mai 1820, t. 22, 432.

§ 2. — *Adjudication sur folle enchère. — Ses effets. — Droits et charges de l'adjudicataire.*

12. L'adjudication sur folle enchère poursuivie contre l'adjudicataire par licitation doit être faite devant le notaire commis par le jugement qui ordonne la licitation, lors même que le cahier des charges contiendrait la clause qu'en cas de folle enchère, elle sera poursuivie devant le tribunal. Paris, 25 juil. 1823, t. 2 de 1824, 123.

13. Au jour fixé pour l'adjudication définitive, après trois bougies éteintes sans que la mise à prix de l'adjudicataire ait été couverte, le tribunal doit lui adjuger de suite l'immeuble, sans pouvoir remettre la vente à un autre jour; et s'il avait ajourné cette adjudication, la cour saisie de l'appel du jugement pourrait attribuer elle-même la propriété de l'immeuble à l'adjudicataire provisoire, sans le renvoyer devant les premiers juges pour obtenir la préférence. Bourges, 15 fév. 1823, t. 1 de 1824, 123.

14. L'adjudicataire sur folle enchère est tenu d'exécuter le bail consenti de bonne

loi par le fol enchérisseur, à une époque où il n'avait encore été l'objet d'une poursuite. C. C. 11 avril 1821, t. 9.

15. Mais si le bail excédait le terme de neuf ans, ou s'il avait été fait postérieurement à la poursuite sur folle enchère, l'adjudicataire pourrait ne pas penser de l'exécuter. Paris, 25 juil. 1823, t. 23, 288 (à la note).

16. Suivant la cour de Bourges, l'adjudicataire n'est dans aucun cas tenu de maintenir les baux faits par le fol enchérisseur. V. les n. 23 et 24.

17. L'adjudication sur folle enchère est censée faite aux mêmes conditions que la première vente, à moins qu'il n'ait été expressément dérogé à ce principe. L'adjudicataire sur folle enchère est tenu de toutes les charges énoncées dans le cahier de la première adjudication, bien qu'elles le soumettraient à des obligations plus onéreuses que ne le comporte le prix qu'il est demeuré adjudicataire. Les affiches apposées pour la revente sur folle enchère ne seraient pas acquittées par le fol enchérisseur. Paris, 25 juin 1813, t. 14, 114; 12 juil. 1813, t. 15, 194.

18. L'adjudicataire sur folle enchère doit, outre le paiement des frais de l'adjudication, rembourser au poursuivant tous les frais d'enregistrement et autres droits de mutation et de transcription de la première vente. Paris, 1809, t. 10, 820; C. C. 6 juin 1812, 458; 29 nov. 1816, t. 18, 820.

19. Lorsque la folle enchère excède le prix de la première vente, l'excédant de prix, le fol enchérisseur doit être remboursé sur cet excédant des frais d'adjudication qu'il a payés. Paris, 1810, t. 11, 429.

20. Lorsque les immeubles, l'objet de la poursuite de folle enchère, ont été vendus en détail et par articles, le fol enchérisseur est tenu de la différence entre le prix des articles qui ne se sont pas élevés au-dessus de la première vente, et il ne doit pas être tenu de la différence en plus que pour les articles qui ont été vendus au-dessus du prix de la première vente. Rouen, 31 mars 1820, t. 22, 30.

21. L'adjudicataire des immeubles saisis par la poursuite de folle enchère, qui a été déclaré failli, est soumis, comme l'adjudicataire sur saisie immobilière, à la poursuite de la différence de prix par corps, pour la différence de prix d'avec celui de la revente sur folle enchère. Rouen, 31 mars 1820, t. 22, 30.

22. La folle enchère résout le bail à l'égard de l'adjudicataire, malgré la transcription de la vente faite, de telle sorte que le fol enchérisseur est censé n'avoir jamais été propriétaire de l'immeuble, aussi, lorsqu'un immeuble est revendu par la voie de folle enchère après l'adjudication, les héritiers du fol enchérisseur ne doivent pas un droit de mutation

able. C. C. 2 fév. 1819, t. 21, v. 1807, t. 8, 655.

acquéreur sur folle enchère n'est d'exécuter les baux faits par le risseur au profit d'un tiers de . Bourges, 24 mai 1823, t. 1 de l.

la même raison, l'adjudication enchère résout de plein droit, et les cas, les hypothèques qui pro- chef du fol enchérisseur. Paris, 1822, t. 1 de 1823, 84; 27 juil. 9, 583.

la résolution a lieu alors même que le risseur a payé le prix de son n, partie avec ses propres de- de avec une somme empruntée, et suite de folle enchère a été con- par le bailleur de fonds subrogé oits du vendeur, qui l'avait com- Paris, 29 mars 1822, t. 1 de

signification du jugement d'ad- sur folle enchère par l'adjudica- qu'il ne soit pas poursuivant, le délai de l'appel contre le fol ur et les créanciers. Paris, 29 , t. 18, 835.

est pas nécessaire que le juge- statue sur un incident soit ant celui d'adjudication défini- nelle que soit l'époque de sa si- , la partie intéressée n'a tou- le délai la quinzaine pour en iom, 5 avril 1824, t. 3 de 1825,

signification qui est faite du ju- adjudication définitive, à la re- créancier poursuivant la folle rofite à toutes les parties en in- telle sorte que, si quelqu'une ait point intimée sur l'appel émis, ce jugement acquiert, à l'autorité de la chose jugée. avril 1824, t. 3 de 1825, 352.

et. 745 du cod. de proc. civ. est à la folle surenchère: en consé- appel doit être interjeté dans la e. Turin, 19 avril 1811, t. 12,

adjudicataire sur folle enchère intérêts de son prix, à partir de tion faite au fol enchérisseur. 6 mars 1825, t. 2 de 1825, 453. conséquence, c'est à l'adjudi- r folle enchère, et non au ven- aux créanciers inscrits, que le fol ur doit restituer les fruits qu'il pendant sa possession. Paris, 26 5, t. 2 de 1825, 453.

fruits sont légalement repré- les intérêts du prix que devait érisseur, en sorte que leur res- sistent dans le paiement de ces

intérêts. Paris, 26 mars 1825, t. 2 de 1825, 453.

33. Un tiers qui doit souffrir de ce mode de restitution ne peut pas s'opposer à ce qu'il ait lieu, et demander que les fruits soient déclarés restituables d'après une li- quidation. Paris, 26 mars 1825, t. de 1825, 453.

FONDATION. La loi du 17 juil. 1793, abolitive des redevances féodales, n'a pas supprimé les rentes dues pour *fondations pieuses*, bien qu'elles aient été créées avec stipulation de droits honorifiques. C. C. 16 pluv. an 13, t. 5, 372.

FONDS de commerce. 1. L'acquéreur d'un fonds de commerce a le droit de prendre la qualité de *successeur* de son vendeur, dans son annonce au public, encore bien qu'il n'y soit pas expressément autorisé par son acte d'acquisition, et quoique le vendeur ait laissé un enfant qui fait le même com- merce, et qui conteste ce droit à l'acqué- reur. Paris, 29 therm. an 9, t. 2, 113.

2. Celui qui a vendu un fonds de com- merce ne peut pas fonder un établissement semblable dans un lieu voisin, de manière à troubler la possession de son acquéreur. Paris, 19 nov. 1824, t. 1 de 1825, 117. — V. *Vente de fonds de commerce*.

FORÊT. V. *Bois*.

FORMALITÉS. Tout acte dans lequel n'ont pas été observées les formalités pres- crites par la loi est nul, si ce n'est dans le cas où l'application de ce principe a été expressément restreinte par la loi. C. C. 2 déc. 1824, t. 2 de 1825, 325.

FOUR à charbon. On est passible d'une amende pour avoir établi un four à char- bon dans une forêt appartenant à autrui, quoique ce fait n'ait causé aucun dom- mage. C. C. 5 avril 1816, t. 18, 284.

FRAIS. 1. Un arrêt qui prononce sur l'appel d'un jugement du tribunal de com- merce doit toujours contenir liquidation des frais, lors même que l'appel est moti- vé sur l'incompétence du tribunal. Quand cette liquidation n'est pas faite par l'arrêt, la taxe doit avoir lieu sans nouveaux frais. C. C. 9 fév. 1813, t. 14, 180.

2. L'ordonnance du président d'une cour d'appel, qui déclare exécutoire, con- tre l'une des parties une taxe de frais d'expertise, peut être attaquée par la voie de l'opposition, bien qu'elle ait été ren- due contradictoirement. C. C. 2 avril 1811, t. 12, 300.

3. On ne peut assimiler cette ordon- nance à une taxe de dépens, et rejeter l'opposition qui y serait formée, après le délai de trois jours. C. C. 2 avril 1811, t. 12, 300.

4. Un jugement qui condamne une par-

tie à payer une somme à son avoué, pour frais par lui faits, est présumé rendu sauf la taxe, et cesse d'être exécutoire, si la taxe est demandée. Paris, 23 mai 1808, t. 9, 308.

FRANÇAIS. 1. La qualité de Français ne se perd point par des lettres de *dénisation* délivrées par le roi d'Angleterre. C. C. 19 janv. 1819, t. 21, 36.

2. Une Française qui a épousé un étranger d'origine, dans un temps où celui-ci était devenu Français par la réunion de son pays à la France, est devenue étrangère avec lui depuis que le pays en a été séparé. C. C. 14 avril 1818, t. 20, 320.

3. L'exercice des fonctions ecclésiastiques en pays étranger, sans l'autorisation du gouvernement, ne fait encourir ni la perte du titre de Français, ni la privation des droits civils en France. C. C. 17 nov. 1818, t. 20, 745.

4. Les religionnaires fugitifs ont recouvré la qualité de Français en vertu de la loi du 9 déc. 1790, quoiqu'ils ne soient pas rentrés en France. C. C. 13 juin 1811, t. 12, 482.

5. Les enfans qu'ils ont eus en pays étranger doivent jouir des droits civils en France, s'ils n'ont fait aucun acte emportant abdication de la qualité de Français. C. C. 15 juin 1811, t. 12, 482.

6. Avant le code civil, le fils d'un étranger né en France était réputé Français. C. C. 8 therm. an 11, t. 3, 624.

FRAUDE. 1. Pour qu'un créancier puisse attaquer comme frauduleux les actes faits par son débiteur, il faut que son titre soit antérieur à ces actes. Metz, 4 juil. 1821, t. 3 de 1824, 86.

2. Lorsqu'une cour déclare qu'il résulte des circonstances qu'on peut soupçonner qu'il y a eu fraude dans un acte, cela peut suffire pour l'autoriser à en prononcer la nullité. C. C. 1 fév. 1825, t. 2 de 1825, 262.

3. Lorsque les faits de dol et de fraude opposés contre un acte ne constituent pas un véritable délit soumis à la vindicte publique, la partie lésée ne peut se pourvoir que par la voie civile. C. C. 13 fruct. an 13, t. 4, 704.

4. Pour être recevable à attaquer un acte fait par un débiteur en fraude des droits de ses créanciers, il ne faut pas prouver que les contractans ont connu la créance en vertu de laquelle on exerce l'action, et qu'ils ont particulièrement voulu en empêcher le paiement. Paris, 28 nov. 1822, t. 3 de 1823, 313.

5. Quand des faits de dol et de fraude ont été articulés à fin d'enquête et d'interrogatoire, que la partie à laquelle on les opposait ne les a pas déniés dans les trois jours, et qu'elle n'a point d'ailleurs

comparu pour subir l'interrogatoire présenté d'excuses, ni offert de p. demeure, c'est le cas de tenir les faits avérés, conformément aux art. 25 du cod. de proc. civ. Paris, 28 nov. t. 3 de 1823, 313.

FRERES *germains*, *consanguinités*. V. *Conseil de famille*.

FRET. 1. Le fret ou nolis se perd un an après le voyage fini. C. C. 1791, t. 1, 6.

2. Il n'est dû aucun fret des marchandises perdues par naufrage ou par l'ennemi. C. C. 24 déc. 1791, t. 1, 6.

FRUITS (*restitution de*). 1. L'arrêt ou arrêt qui condamne à une restitution de fruits doit ordonner qu'un de ces fruits soit rendu conformément à l'art. 526 du cod. de proc. Les parties pourraient régler eux-mêmes le même jugement le montant de restitution, sans compte préalable. Paris, 1819, t. 21, 745.

2. L'anticipation qu'un voisin fait sur l'héritage de l'autre ne donne pas lieu à une restitution si l'auteur de l'anticipation n'est constitué en mauvaise foi. Paris, 1813, t. 15, 681.

3. Les acquéreurs d'un immeuble pables de dol et de fraude, quoique non solidaires, être condamnés solidairement à la restitution de fruits. C. C. 3 juil. 1817, t. 19, 650.

4. Lorsqu'il y a eu partage commun, même de ceux usés par violence sur des particuliers, et revendication de ces biens, il ne peut être prononcé de restitution de fruits aux tiers réintégrés que dans la mesure de leur demande en justice. La loi du 12 an 12 a dérogé en cela au droit ancien. C. C. 19 mars 1816, t. 18, 248.

FUMÉE. V. *Voisinage*.

FUREUR, *furieux*. V. *Interdiction*.

FUTAIE. V. *Bois*.

## G.

GAINS *de survie*. 1. La femme avant le code de commerce a le droit de réclamer le gain de survie stipulé dans son contrat de mariage, encore que la faillite de son mari n'ait eu lieu antérieurement à l'émission de son titre. Riom, 19 août 1817, t. 19, 838.

2. L'époux marié sous l'empire d'une coutume qui lui accordait des avantages a pu les réclamer, quoique son conjoint ne soit décédé qu'après la publication de la loi du 17 niv. an 2. C. C. 27 janv. 1812, t. 4, 442.

3. Mais cette loi a abrogé pour

tats municipaux qui établissaient de survie entre les époux. C. C. 1814, t. 16, 22.

Les avantages et gains de survie stipulés entre époux, par leur contrat de mariage, sont sujets au retranchement de la part des enfans nés du mariage qui résulte du contrat. C. C. 21 flor. an 10, t. 1.

Les avantages déferés par les anciens au survivant des époux ne sont soumis à la réduction prononcée, en faveur des enfans, par les art. 13 et 14 de la loi du 17 niv. an 2, lors même que le contrat serait antérieur à cette loi. C. C. 1811, t. 6, 225.

#### GARANTIE.

*Formation permise de garantie.*

*Caractère de la demande en garantie.* — *Des tribunaux compétens.* — *Nécessité des deux degrés de juridiction.* — *Délais dans lesquels la demande en garantie doit être formée.* — *Elle peut être passible d'une action en garantie.* — *Indivisibilité de l'exception de garantie.*

*Jugement qui intervient sur la demande en garantie.*

*La clause de garantie des faits du contrat doit être regardée comme étrangère aux lois qui intéressent l'ordre public, et conséquemment réputée non écrite.* Paris, 23 janv. 1806, t. 7, 53.

Sur la même question, t. 3, 523.

Un arrêt en sens contraire de la loi. Paris, 5 pluv. an 9, t. 1, 592.

*Biens nationaux.*

Le survivancier d'une rente viagère stipulée, qui a garanti le premier jouissance, n'est pas tenu de toute réduction procédant des lois de la prince, ou de toute autre cause, mais obligé de la lui servir intégrale, nonobstant la réduction au tiers, opérée par la loi du 9 vend. an 6. C. C. 1811, t. 3, 523.

La garantie de toute éviction et empièvements quelconques, promise par le vendeur, ne s'étend pas à l'éviction qui résulte du fait du souverain. Spécialement, celui qui avait acquis d'un ci-devant seigneur des biens dont il a été saisi par une commune, en vertu des lois de la révolution, n'a pas un recours en garantie contre son vendeur. C. C. 27 pluv. an 10, t. 3, 262.

Celui qui consent une délégation n'est pas tenu de la garantie des faits du principal. Ainsi, le vendeur qui, au moyen d'une délégation acceptée sur un tiers, a obtenu la quittance du prix de la vente, ne

peut pas recourir contre l'acquéreur, lorsque, par un événement ultérieur et de force majeure, la créance se trouve réduite, ou que le mode de paiement est changé. Paris, 23 niv. an 12, t. 4, 226.

5. Une demande en garantie est, à l'égard du garant, une demande principale, qui ne peut être formée pour la première fois devant la cour d'appel. C. C. 27 fév. 1821, t. 23, 485; Nismes, 17 janv. 1810, t. 11, 57; C. C. 20 mars 1811, t. 12, 260; Rennes, 8 juin 1811, t. 12, 471; C. C. 1 germ. an 12, t. 4, 388.

6. Lors même que le prétendu garant était partie au procès devant les premiers juges. Paris, 7 fév. 1824, t. 3 de 1824, 157.

Voir un arrêt en sens contraire de la cour de Trèves, 16 juil. 1810, t. 11, 695.

7. Cependant, si le garant, ainsi appelé devant la cour d'appel, a défendu au fond, sans réclamer le premier degré de juridiction, il n'est plus recevable à le demander. C. C. 16 juin 1824, t. 3 de 1824, 150.

8. Les juges d'appel peuvent, d'office, renvoyer devant le tribunal de première instance une demande en garantie qui n'a pas subi le premier degré de juridiction. C. C. 11 fév. 1819, t. 21, 131.

9. Lorsque la garantie a été refusée par les premiers juges, elle peut être obtenue sur l'appel, sans être obligée de subir les deux degrés de juridiction à l'égard du garant. Bruxelles, 31 mai 1809, t. 10, 424.

10. La demande en garantie, incidemment formée pendant l'instance sur une requête civile, doit être portée directement devant les juges chargés de prononcer sur le rescisoire. C. C. 4 vent. an 11, t. 3, 283.

11. Lorsqu'un préfet est appelé en garantie d'une vente faite par l'état, si le demandeur n'a pas préalablement, aux termes de l'art. 15, tit. 3, de la loi du 5 nov. 1790, fait signifier un mémoire à l'administration, le défaut de cette formalité est couvert par la signification faite au préfet du jugement qui ordonne l'a mise en cause de l'état, et par les conclusions légalement prises par le préfet dans la cause. C. C. 14 mars 1825, t. 3 de 1825, 564.

11 bis. La partie défenderesse au principal et demanderesse en garantie, qui a gagné son procès sur l'appel, et dont, par conséquent, la demande récursoire a été écartée par un *hors de cour*, peut, si le pourvoi contre l'arrêt est admis, appeler ses garans devant la section civile de la cour de cassation, pour y défendre leurs droits, à fin de conserver, dans le cas éventuel de l'annulation de l'arrêt, son



recours subsidiaire contre eux. C. C. 14 déc. 1819, t. 21, 724.

12. Lorsqu'un tribunal est incompetent pour connaître d'une demande principale, le garant qui est appelé devant ce tribunal peut décliner sa juridiction, quand bien même le garanti l'aurait reconnue. C. C. 4 oct. 1808, t. 9, 583.

13. Les délais dans lesquels la demande en garantie doit être formée sont exclusivement établis dans l'intérêt du demandeur principal. — Le garant ne peut exciper lui-même de ce qu'il n'a été appelé qu'après l'expiration de ces délais. Bruxelles, 12 juil. 1809, t. 10, 541.

14. L'action en garantie peut être exercée par celui à qui elle appartient, après les délais fixés par les art. 178 et suiv. du cod. de proc., lorsqu'il n'a connu que dans le cours de l'instance les causes qui donnent lieu à la garantie. Bruxelles, 31 mai 1809, t. 10, 424.

15. Le cédant d'une créance solidaire, qui a subrogé le cessionnaire dans tous ses droits, est tenu de garantir la solidarité de la créance cédée. Paris, 27 août 1816, t. 18, 716.

16. Lorsque l'existence d'une servitude qui aurait pu donner lieu à un recours en garantie, de la part de l'acquéreur, a été indiquée dans le contrat de vente, avec le moyen de s'en affranchir, le recours n'est pas fondé. C. C. 25 juin 1822, t. 24, 556; 28 mars 1803, t. 9, 197.

17. Il ne l'est pas non plus à l'égard d'une servitude apparente, si l'héritage n'a pas été expressément vendu comme franc et libre de toute charge. Paris, 13 janv. 1810, t. 11, 39; C. C. 12 août 1812, t. 13, 746.

18. Dans le cas où c'est le gouvernement qui a vendu l'héritage servant, mais sans promesse de garantie, les tribunaux sont compétens pour connaître de l'action intentée par l'adjudicataire contre celui qui exerce la servitude, à l'effet de s'en faire décharger. C. C. 12 août 1812, t. 13, 746.

19. La prorogation de délai qu'un cessionnaire accorde au débiteur, sans l'aveu du cédant, décharge celui-ci de la garantie que lui imposait la clause de *fournir et faire valoir*, exprimée dans le transport. Paris, 27 mars 1817, t. 19, 294.

20. L'exception de garantie n'est pas essentiellement divisible entre les héritiers, en ce sens que, si celui qui attaque une vente n'est héritier du vendeur que pour partie, il ne soit aussi garant de la vente que pour partie. C. C. 19 fév. 1811, t. 12, 157.

21. Lorsque la demande en garantie est en état d'être jugée en même temps que la demande principale, le tribunal qui en est saisi doit prononcer sur l'une et sur

l'autre par un seul et même jugement. C. C. 17 frim. an 5, t. 1, 163.

22. Un vendeur appelé en garantie par son acquéreur évincé est passible des dépens faits sur la demande originale, même avant sa mise en cause. C. C. 2 mars 1825, t. 5 de 1825, 365.

**GARANTIE (marque de).** 1. La disposition de la loi qui défend aux chauds et fabricans d'avoir chez eux des ouvrages d'or et d'argent achevés et marqués est tellement absolue, qu'elle ne comporte aucune excuse. C. C. 1 mai 1815, t. 17, 365.

2. Lorsque des ouvrages d'or et d'argent ont été saisis pour défaut de paiement, la confiscation est encourue, alors que le procès verbal de saisie est nul pour vice de formes. C. C. 1807, t. 8, 348.

3. Cette confiscation peut être exercée entre les mains d'un simple particulier, comme dans la boutique d'un marchand ou d'un fabricant. C. C. 1 frim. an 5, t. 6, 521.

4. Les employés de la régie des contributions réunis, indistinctement, peuvent constater les contraventions relatives à la garantie sur les matières d'or et d'argent. C. C. 27 vent. an 13, t. 5, 511.

5. Et lorsque le procès verbal de saisie est nul, les objets saisis doivent être restitués, si la contravention, constatée, est prouvée matériellement. C. C. 27 vent. an 13, t. 5, 511.

6. L'omission des formalités relatives aux procès verbaux dressés en matière de garantie d'or et d'argent, telle que celle de dresser le procès verbal et de le signer, ne peut empêcher de placer, et de mettre sous le sceau de l'officier qui accompagne les objets saisis, opère la nullité du procès verbal, si d'ailleurs le défaut de formalités n'a pas mis obstacle à leur accomplissement. C. C. 2 déc. 1824, t. 2 de 1825, 365.

**GARDE champêtre.** — **GARDE forestier.** 1. Les gardes champêtres et forestiers des simples particuliers, comme ceux des communes, des forêts royales, être réputés fonctionnaires publics. C. C. 19 juin 1818, t. 18, 488.

2. Les fermiers ont, comme les propriétaires, le droit de nommer pour la conservation de leurs récoltes un garde champêtre particulier. C. C. 27 brum. an 11, t. 1, 103.

3. Pour qu'un garde champêtre particulier puisse, en cette qualité, faire des rapports et procès verbaux des délits commis sur les propriétés rurales confiées à sa garde, il faut qu'il soit agréé par le conseil municipal de la commune.

né par le sous-préfet. C. C. 21 août 1823, t. 2 de 1824, 559.

Les gardes champêtres ne sont pas tenus d'énoncer leur demeure dans leurs procès-verbaux. C. C. 27 juin 1812, t. 1, 13.

L'affirmation du procès verbal d'un garde champêtre doit, à peine de nullité, être faite devant le maire de la commune si un délit a été commis. C. C. 5 brum. an 10, t. 4, 35.

Les gardes champêtres peuvent, comme les officiers de police judiciaire, dresser des procès-verbaux contre leurs parents et alliés. C. C. 7 nov. 1817, t. 19, 13.

Il n'est pas nécessaire de prendre la peine de l'inscription de faux contre les procès-verbaux de gardes champêtres; on se contente de les débattre par des preuves contraires, soit écrites, soit testimoniales. C. C. 1815, t. 17, 85.

Les gardes forestiers et les officiers de police judiciaire ne sont pas tenus, à peine de nullité, de faire signer les renvois que précèdent ces actes. C. C. 23 juil. 1824, t. 2 de 1825, 255.

Le droit de présenter au serment les gardes champêtres et forestiers des particuliers, de même que ceux des communes, appartient exclusivement au ministère public, et non aux avoués. C. C. 20 sept. 1824, t. 1 de 1824, 379.

Les procureurs du roi ont seuls le droit de poursuivre les gardes champêtres et forestiers, à raison des fautes ou malversations commises dans l'exercice de leurs fonctions. C. C. 20 août 1812, t. 1, 773; 4 oct. 1811, t. 12, 776.

Les fautes ou malversations des gardes champêtres dans l'exercice de leurs fonctions, ne constituent pas une contravention de la compétence des tribunaux de simple police. C. C. 20 août 1812, t. 1, 773.

11 bis. La cour de cassation doit annuler, sur le pourvoi du ministère public, l'arrêt qui prononce des peines contre des gardes forestiers, pour délits de chasse commis dans l'exercice de leurs fonctions ensemble toute la procédure, si l'administration forestière n'a pas, dans ce cas, donné l'autorisation de poursuivre. C. C. 4 oct. 1823, t. 3 de 1825, 576.

12. Le garde champêtre d'un particulier n'a pas caractère pour constater un délit rural, et particulièrement un délit de pâturage, s'il n'a été agréé par le conseil municipal de la commune, et confirmé par le sous-préfet. C. C. 21 août 1823, t. 3 de 1825, 581.

12 bis. Son rapport est nul dans ce cas,

quand même ce garde aurait été agréé par le conservateur des forêts. C. C. 21 août 1823, t. 3 de 1825, 581.

13. Un garde champêtre n'a pas qualité pour constater une contravention à la loi du 18 nov. 1814, relative à la célébration des dimanches et fêtes. C. C. 13 fév. 1819, t. 21, 134.

13 bis. Les délits que commet un garde forestier dans l'étendue de sa garde sont présumés légalement avoir eu lieu dans l'exercice de ses fonctions. C. C. 19 juil. 1822, t. 3 de 1825, 578.

14. La cour royale devant laquelle ces délits sont poursuivis par le ministère public ne peut pas se déclarer incompétente, sur le fondement qu'il n'est pas constant que le délit ait été commis par cet agent forestier dans l'exercice de ses fonctions. C. C. 19 juil. 1822, t. 3 de 1825, 578.

15. Les gardes champêtres et forestiers des particuliers doivent, ainsi que les gardes des communes et des forêts de l'état, être rangés dans la classe des officiers de police judiciaire, et ne peuvent, pour raison de délits correctionnels par eux commis dans l'exercice de leurs fonctions, être poursuivis que dans les formes prescrites par les art. 479 et 483 du cod. d'inst. C. C. 16 fév. 1821, t. 3 de 1825, 577.

16. Les gardes champêtres ne peuvent être condamnés à raison des crimes, délits ou contraventions qu'ils commettent dans l'exercice de leurs fonctions, que sur la poursuite du procureur du roi. C. C. 17 sept. 1819, t. 21, 619.

17. Un tribunal de simple police ne peut, sans excéder sa compétence, condamner un garde champêtre aux frais de la partie acquittée, sur le motif que le garde a désigné à tort, dans son procès verbal, le prévenu comme auteur de la contravention. C. C. 17 sept. 1819, t. 21, 619; 27 juin 1812, t. 13, 606.

**GARDE forestier. V. Garde champêtre.**

**GARDE nationale.** 1. Les conseils de discipline connaissent du refus de service imputé à un garde national. C. C. 19 déc. 1822, t. 1 de 1823, 465.

2. Le refus ou l'abstention volontaire d'un service commandé peut être puni de la détention. C. C. 19 déc. 1822, t. 1 de 1823, 465.

3. Les jugemens des conseils de discipline de la garde nationale doivent constater qu'ils ont été rendus publiquement. C. C. 19 déc. 1822, t. 1 de 1823, 465.

4. Il n'est pas nécessaire que les termes de la loi pénale appliquée soient insérés dans les jugemens de ces conseils de disci-

plaine. C. C. 19 déc. 1822, t. 1 de 1823, 465.

5. Les tribunaux ordinaires ne sont pas compétens pour connaître des délits commis par des individus composant la garde nationale en activité de service militaire. C. C. 8 sept. 1808, t. 9, 571.

6. Au contraire, ils connaissent des crimes et des délits commis simultanément par des gardes nationaux non légalement mis en activité de service militaire et par des militaires de la ligne. C. C. 2 avril 1819, t. 21, 246.

7. Celui qui remplace un garde national dans son service, sans avoir les qualités requises, ne commet qu'une contravention contre la discipline, et non pas le délit prévu par l'art. 258 du cod. pén., parce que les fonctions de garde nationale ne sont ni publiques, ni civiles, ni même militaires, tant que la garde nationale est sédentaire. C. C. 9 mai 1824, t. 3 de 1824, 153.

8. Ainsi cette contravention est de la compétence du conseil de discipline de la garde nationale, et non de celle des tribunaux correctionnels. C. C. 9 mai 1824, t. 3 de 1824, 153.

**GARDIEN.** Le gardien préposé à une saisie ne doit pas être considéré comme un depositaire public, dans le sens des art. 254 et 255 du cod. pén., et celui qui soustrait les effets confiés à sa garde ne se rend pas coupable du délit prévu par ces articles. C. C. 29 oct. 1812, t. 13, 896.

**GENDARME. — GENDARMERIE.** Les gendarmes à résidence ne sont pas justiciables des conseils de guerre pour les délits qu'ils commettent hors de leur service, ou qui ne sont pas purement militaires. C. C. 30 brum. an 12, t. 4, 83.

**GEOLIER.** Un géolier ou concierge de prison est un officier public, et non pas un simple préposé ou commis; par conséquent, dans le cas de concussion, on doit lui appliquer la peine portée en l'art. 174 du cod. pén. C. C. 26 août 1824, t. 2 de 1825, 411.

**GLANAGE.** 1. Les anciens réglemens qui défendaient de glaner avec des rateaux de fer dans des champs ensemencés en luzerne, trèfle et autres herbes de cette nature, n'ont pas été abrogés par le code pénal. C. C. 23 déc. 1818, t. 20, 795.

2. Lorsque plusieurs individus ont glané ensemble d'une manière contraire aux réglemens, ils peuvent être condamnés *solidairement* à des dommages et intérêts. C. C. 23 déc. 1818, t. 20, 795.

**GRAINS et farines.** Le riz est compris dans la disposition de la loi du 7 vend. an 4, qui prohibe l'exportation des

*grains et farines.* C. C. 14 pluv. an 3, 233.

**GREFFE. — GREFFIER. — DROIT de greffe.** 1. Le greffier d'un tribunal peut vendre son office. — Une vente faite sans fraude ne peut être annulée par l'acquéreur agréé du gouvernement et déjà en possession, sous prétexte que le prix est excessif et dépasse la portion établie par les instructions ministérielles. C. C. 20 juin 1820, t. 22, 391.

2. Les greffiers sont affranchis, pendant un laps de deux ans, des amendes encourues pour défaut d'enregistrement des jugemens qui doivent être enregistrés en minute, lors même qu'ils ont omis de porter ces jugemens sur leurs répertoires. C. C. 4 janv. 1814, t. 16, 8.

3. Il ne doit être dressé qu'un état, sans frais, des registres et minutes d'un greffe, lorsqu'il y a mutation de greffier, comme lorsqu'il s'agit d'un déplacement de greffe. C. C. 7 mai 1823, t. 3 de 1823, 297.

4. Les frais de l'inventaire dressé par celui qui aurait été fait dans le cas précédent ne peuvent être répétés, soit contre l'héritier du greffier décédé, soit contre son successeur, qu'autant que l'un d'eux aurait requis l'inventaire, et seulement contre celui qui aurait fait cette réquisition. C. C. 7 mai 1823, t. 3 de 1823, 297.

5. Les tribunaux ont le droit de destituer eux-mêmes les greffiers, lorsque la destitution est ordonnée comme punition légale d'une contravention qu'ils ont commise. C. C. 16 mai 1806, t. 7, 301.

6. Le greffier qui délivre des expéditions de jugemens qui ne contiennent pas le nombre de lignes à la page et de syllabes à la ligne prescrit par la loi encourt la peine de 100 fr. d'amende et la destitution. C. C. 16 juin 1806, t. 7, 301.

7. Lorsqu'un arrêt contient tout à la fois des dispositions préparatoires et des dispositions qui sont définitives; les droits de greffe, fixés pour les expéditions, doivent être perçus comme si l'arrêt était définitif sur tous les points. C. C. 20 juin 1823, t. 3 de 1823, 297.

8. Les droits de greffe sont sujets à la même prescription que les droits d'enregistrement. C. C. 14 brum. an 13, t. 1, 71; 23 germ. an 11, t. 3, 391.

9. Mais cette prescription ne s'acquiesce pas par l'interruption pendant un an des poursuites commencées devant le tribunal compétent. C. C. 23 germ. an 11, t. 3, 391.

**GRIEFS d'appel. V. Appel.**

**GROSSE.** 1. La formule exécutoire ajoutée sur les grosses, en vertu de la loi de donnance du 30 août 1815, peut être considérée comme valable, quoiqu'elle n'ait pas été signée ni datée par le fonctionnaire

ic qui l'a apposée, et qui, d'ail-  
lors, avait qualité à cet effet. Corse, 22  
1823, t. 3 de 1823, 200.

Sous le régime républicain, et avant  
le 25 ventôse an 11, sur le nota-  
re, il n'existait pas une formule de ri-  
vra pour donner aux actes la forme  
notariale. C. C. 21 vend. an 11, t. 3, 33.

ROSSE (*emprunt à la*). 1. L'em-  
prunt à la grosse, fait par le capitaine  
du navire, n'oblige le propriétaire de  
ce navire qu'autant qu'il est rapporté  
l'autorisation spéciale de ce dernier,  
et de contracter l'emprunt, non-  
obstant l'allégation que l'opération a  
été à son profit. C. C. 17 fév. 1824,  
t. 3 de 1825, 121.

Le capitaine qui, en contractant  
l'emprunt sans l'autorisation exigée  
par la loi, a fourni en même temps son  
caution personnelle, ne peut pas pro-  
fiter de la nullité invoquée par le pro-  
priétaire du navire, et se faire relever  
de son obligation. C. C. 17 fév. 1824,  
t. 3 de 1825, 121.

ROSSESSE. 1. Un homme n'est pas  
responsable de dommages et intérêts envers  
une femme qu'il a rendue enceinte C. C. 19  
vend. an 7, t. 1, 284.

Une femme enceinte, accusée d'un  
crime emportant peine de mort, ne peut  
être mise en jugement; et, si les gens de  
justice se sont trompés sur le fait de sa gros-  
sesse, le jugement de condamnation rendu  
contre elle par suite de leur déclaration,  
peut être cassé. C. C. 8 germ. an 13, t. 6, 48.

Les lois nouvelles, qui ont interdit  
la recherche de la paternité, excluent  
toute action en dommages et intérêts de  
la part de la mère contre son séducteur.  
C. C. 19 vend. an 7, t. 1, 284.

## H.

HALLE. Le droit de place dans un  
marché ou une halle forme une recette  
ordinaire, provenant de la location d'une  
propriété communale, laquelle, pour  
être établie et perçue, n'a besoin que de  
l'approbation du préfet, et nullement de  
celle du gouvernement, ou du ministre  
de l'intérieur. C. C. 4 juin 1823, t. 3 de  
1823, 309.

HAUTE futaie. V. Bois.

HAUTE trahison. Les crimes de hau-  
te trahison ne sont pas de la compé-  
tence exclusive de la chambre des pairs,  
et lors même qu'ils le seraient, l'accusé  
qui n'aurait pas attaqué l'arrêt de renvoi  
de la cour d'assises ne serait pas recevable  
à proposer l'incompétence après l'arrêt  
de condamnation. C. C. 14 déc. 1815,  
t. 17, 736.

HERITIER. V. Legs, et Succession.

HERITIER bénéficiaire. V. Bénéfice  
d'inventaire.

HOMICIDE. V. Meurtre.

HOMOLOGATION. V. Jugement ar-  
bitral.

HOMME de loi. V. Tribunal.

HONORAIRES. V. Notaire.

HORLOGERIE. La confiscation des  
boîtes de montres non revêtues de la mar-  
que ou poinçon voulu par la loi n'em-  
porte pas celle des mouvemens. C. C.  
21 fév. 1822, t. 24, 203.

## HUISSIER.

*Dans quelles causes, dans quels  
arrondissemens les huissiers  
peuvent instrumenter. — Dans  
quel lieu ils peuvent fixer leur  
résidence. — Convention qu'un  
huissier ne peut pas faire pour la  
rédaction des actes de son mi-  
nistère. — Pouvoir dans un huis-  
sier. — Besoin, obligation d'in-  
scrire ses actes sur un réper-  
toire. — Obligation de remettre  
lui-même ses exploits. — Sa  
responsabilité. — Suspension ou  
interdiction qu'il encourt. —  
Emolumens que les huissiers  
doivent verser dans la bourse  
commune. — Quand les certi-  
ficats délivrés par la chambre  
des huissiers doivent être sur pa-  
pier timbré.*

1. Un huissier ne peut instrumenter dans  
une cause à laquelle il est personnellement  
intéressé. Poitiers, 26 nov. 1822, t. 24,  
674; Pau, 7 juil. 1813, t. 15, 184.

2. Ainsi, un huissier ne peut, sur l'ac-  
tion en revendication intentée contre celui  
auquel il a vendu un immeuble avec pro-  
messe de garantie, signifier un exploit  
d'appel pour ce dernier. — Cependant il  
peut instrumenter dans l'intérêt de celui  
avec lequel il avait acquis l'immeuble re-  
vendiqué. Poitiers, 26 nov. 1822, t. 24, 674.

3. Un huissier ne peut valablement in-  
strumenter pour la partie qui l'a consti-  
tué son mandataire général et spécial. —  
Ainsi l'acte d'appel interjeté par le man-  
dant est nul s'il est signifié par l'huissier  
mandataire. C. C. 24 nov. 1817, t. 19,  
931.

4. L'exploit fait par un huissier con-  
tre ses parens ou alliés, même dans les  
degrés énoncés en l'art. 66 du cod. de  
proc. civ., n'est pas nul. Liège, 10 juil.  
1811, t. 12, 559.

5. Les huissiers établis près le tribunal civil n'ont pas le droit d'instrumenter devant la justice de paix, concurremment avec les huissiers qui y sont attachés. C. C. 10 brum an 12, t. 4, 41.

6. Un huissier ne peut pas instrumenter hors le ressort du tribunal auquel il est attaché, quoiqu'il agisse à la requête d'un préfet, et pour la signification d'un arrêt de la cour de cassation. C. C. 12 niv. an 10, t. 2, 218.

7. Les huissiers d'une cour d'appel ne peuvent instrumenter hors du ressort du tribunal de première instance établi dans le lieu où siège cette cour. C. C. 12 avril 1808, t. 9, 231; 13 frim. an 12, t. 4, 124; 17 juil. 1811, t. 12, 575.

8. Excepté lorsqu'il s'agit des arrêts et ordonnances de la cour d'appel; ils peuvent les signifier dans toute l'étendue de son ressort. C. C. 22 juil. 1806, t. 7, 431.

9. Les huissiers d'une cour d'assises ne peuvent pas, en matière correctionnelle, exploiter hors de son ressort. C. C. 20, fév. 1812, t. 13, 155.

10. Les cours d'appel peuvent autoriser leurs huissiers à fixer leur résidence dans un autre lieu que celui où elles siègent, pour y exercer leurs fonctions. Trèves, 16 mars 1812, t. 13, 251.

11. Les huissiers de la cour de cassation ont seuls droit de faire les significations dans les affaires de la compétence de cette cour et dans le lieu où elle siège. C. C. 1 fév. 1808, t. 9, 91.

12. Quoiqu'il ne soit pas défendu aux huissiers de confier à des tiers la rédaction d'actes de leur ministère, et de faire à ce sujet la remise d'une partie de leurs émolumens, cependant un traité par lequel un huissier s'engagerait à laisser rédiger les différens actes de son ministère par un avoué ou un agréé, moyennant la remise d'une partie de ses émolumens, devrait être considéré comme abusif, et pourrait donner lieu à des peines de discipline contre l'huissier. C. C. 5 juin 1822, t. 24, 485.

13. Deux huissiers peuvent s'associer ensemble. C. C. 10 fév. 1825, t. 3 de 1825, 142.

13 bis. L'un d'eux peut s'obliger de travailler, pendant un certain temps, dans le cabinet de l'autre, moyennant un émolument fixe que ce dernier s'oblige de lui payer, en retenant à son profit les honoraires de tous les actes et démarches du ministère des deux huissiers. C. C. 10 fév. 1825, t. 3 de 1825, 142.

14. La remise à l'huissier du titre, avec pouvoir de le mettre à exécution, dans toutes les formes exécutoires, constitue un pouvoir spécial suffisant, tel que l'exige l'art. 556 du cod. de proc.. — Ce pou-

voir peut être donné sous seing privé. Bruxelles, 15 juin 1807, t. 8, 435.

15. L'huissier qui, en exploitant la vertu d'un pouvoir spécial de sa part, d'une commission qui lui a été donnée par le juge, fait un acte nul, n'a pas besoin d'un nouveau pouvoir ou d'une nouvelle commission pour le recommencer. C. 26 nov. 1810, t. 11, 954.

16. Les huissiers doivent, sous peine d'amende, inscrire au répertoire leurs exploits et significations le jour même de leur date. C. C. 4 déc. 1816, t. 18, 363.

17. Les tribunaux ne peuvent, par application de l'art. 463 du cod. pén., révoquer les peines de la suspension et de l'amende que le décret du 14 juin 1813 prononce contre l'huissier coupable de n'avoir remis lui-même à personne ou donné un exploit qu'il avait été chargé de signifier. C. C. 7 mars 1817, t. 19, 22.

18. L'huissier n'est pas personnellement responsable de la nullité d'un exploit signifié par lui, mais rédigé par la partie elle-même. Caen, 27 mars 1813, t. 13, 363.

19. L'huissier, naturellement responsable des nullités qu'il commet dans les actes de son ministère, peut néanmoins être renvoyé de la demande en dommages et intérêts formée contre lui par le client, si les circonstances le rendent excusable. Riom, 21 sept. 1821, t. 1 de 1822, 449.

20. Les huissiers peuvent être suspendus de leurs fonctions par les tribunaux civils. C. C. 22 germ. an 11, t. 3, 363.

21. Cette suspension peut être prononcée incidemment à une cause pendante au tribunal près duquel l'huissier instrumente. C. C. 22 germ. an 11, t. 3, 363.

22. L'huissier interdit de ses fonctions peut en continuer l'exercice, tant qu'un jugement d'interdiction ne lui a pas été signifié. C. C. 25 nov. 1813, t. 15, 60.

23. L'indemnité accordée aux huissiers pour leurs frais de voyage ne fait partie des émolumens susceptibles d'être versés pour les deux cinquièmes à la bourse commune des huissiers. Paris, 10 janv. 1822, t. 24, 4.

24. On doit excepter des émolumens que les huissiers audienciers de la cour d'assises sont tenus de verser dans la bourse commune des autres huissiers audienciers ceux provenant des significations faites aux prévenus et aux accusés. Rouen, 10 mars 1819, t. 21, 197.

25. Les chambres des huissiers ne peuvent délivrer sur papier non timbré un certificat à un individu étranger à ce corps s'il doit en faire usage en justice. C. C. 17 juil. 1815, t. 17, 485.



## YPOTHEQUE.

**1<sup>re</sup>. De la nature de l'hypothèque. — Des biens qui en sont susceptibles. — De ses effets.**

### I. Jurisprudence ancienne.

L'hypothèque donnait au créancier le droit d'intervenir sur une demande en nullité de vente, lorsque l'acquéreur n'avait pas purgé, et que cette résiliation pouvait nuire aux intérêts du créancier. Paris, 5 fruct. an 12, t. 4, 674.

L'hypothèque ne donnait pas au créancier le droit de s'opposer à la vente sans le des bois en âge d'être coupés, qui se trouvaient sur l'immeuble hypothéqué. Paris, 24 vent. an 11, t. 3, 327.

### Jurisprudence du code civil.

Lorsqu'une portion de l'immeuble hypothéqué a été vendue par la nation, franc et quitte de toutes charges, l'hypothèque, malgré cet événement de force majeure, a subsisté en entier sur le surplus, et le créancier a pu suivre le paiement intégral de sa créance contre les détenteurs des autres portions. C. C. 6 mai 1813, t. 20, 373.

Le prix dû pour un immeuble vendu purement n'est pas susceptible d'hypothèque. Il ne peut être considéré comme un immeuble. Paris, 27 avril 1814, t. 16, 100.

L'hypothèque sur une maison rend l'effet la cession que le propriétaire aurait faite de plusieurs années de loyers choisis, au détriment des créanciers. L'acquéreur de la maison qui a versé son prix aux mains de ces créanciers est subrogé aux droits qu'ils avaient de faire annuler cette cession de loyers, comme leur paiement est préjudiciable. C. C. 3 nov. 1813, t. 15, 568.

Les hypothèques affectent les immeubles par destination, même après qu'ils ont été séparés du fonds, dont ils n'étaient que les accessoires. C. C. 4 fév. 1817, t. 19, 88.

En cas de vente de portion de l'immeuble hypothéqué à une créance non susceptible de sa nature, sans purge d'hypothèque de la part des acquéreurs, le vendeur ne peut point être contraint au remboursement. Paris, 11 fév. 1815, t. 17, 87.

La cour de cassation a rendu un arrêt en sens contraire. 4 mai 1812, t. 13, 238.

Le vendeur est obligé de rembourser, si l'acquéreur a rempli les formalités pour purger. C. C. 9 janv. 1810, t. 11, 18.

Ce remboursement doit être ordonné, même dans la double circonstance 1<sup>o</sup> où, depuis la demande formée, l'acquéreur a revendu la chose à ses vendeurs,

et a déclaré se désister de la notification par lui faite aux créanciers; 2<sup>o</sup> où les vendeurs consentent que l'immeuble qu'ils avaient aliéné reste grevé de l'hypothèque du créancier. Angers, 28 fév. 1822, t. 24, 233.

11. L'exercice du droit conféré par l'art. 2169 à tout créancier hypothécaire est ouvert par la sommation que fait un seul des créanciers; cette sommation profite à tous les autres. C. C. 30 juil. 1822, t. 1 de 1823, 5.

12. Lorsqu'un créancier ayant une hypothèque générale sur deux immeubles a obtenu une hypothèque spéciale sur l'un d'eux, et que le prix de la vente sur expropriation de ce dernier immeuble ne suffit pas pour le remplir du montant intégral de ses créances, il peut poursuivre la vente de l'immeuble sur lequel frappe l'hypothèque générale seule, sans qu'on puisse le forcer à imputer sur la créance la plus ancienne le prix qu'il a touché, et lui opposer l'extinction de l'hypothèque générale, qui n'en était que l'accessoire. Toulouse, 18 juil. 1823, t. 1 de 1825, 325.

### SECT. 2. Des différentes manières d'acquérir l'hypothèque.

§ 1. *Des hypothèques légales.*

§ 2. *Des hypothèques judiciaires.*

§ 3. *Des hypothèques conventionnelles.*

§ 1. — *Hypothèques légales.*

#### ART. 1. Hypothèque légale des femmes.

13. Une femme normande avait sous l'empire de la coutume une hypothèque générale sur les biens de son mari, du jour de la célébration du mariage, pour le remploi de ses propres aliénés. C. C. 10 fév. 1817, t. 19, 123.

14. Une femme mariée en pays de droit écrit ne pouvait donner mainlevée de l'inscription prise sur certains biens du mari spécialement affectés à la garantie de sa dot par le contrat de mariage, et transférer son hypothèque sur d'autres immeubles de moindre valeur. Riom, 26 prair. an 10, t. 2, 524.

15. La femme mariée sous le régime dotal, avec clause de société d'acquêts, a pu acquérir hypothèque sur les biens de cette société. Paris, 31 août 1810, t. 11, 840.

16. La femme mariée avant le code civil a joui de l'hypothèque légale à compter de la publication de ce code, et prime les créanciers qui n'étaient pas inscrits à cette époque. C. C. 8 nov. 1809, t. 10, 762.

17. Quoiqu'elle n'ait qu'un contrat de mariage sous signature privée, s'il avait acquis alors une date certaine. Caen, 4 mai 1814, t. 16, 302; Rouen, 2 janv. 1824, t. 1 de 1824, 317; C. C. 13 nov. 1820, t. 22, 803; 1 fév. 1816, t. 18, 110.

18. La femme mariée avant le code civil, qui, par son contrat, a stipulé une hypothèque sur les biens de son mari, à compter du jour du mariage, pour s'indemniser des dettes qu'elle contracterait avec lui ou pour lui, n'a cependant d'hypothèque légale pour les engagements postérieurs au code civil que du jour de l'obligation, ainsi que le porte l'art. 2135 de ce code C. C. 7 mai 1816, t. 18, 388.

19. L'art. 2135 du cod. civ., portant que la femme n'a d'hypothèque, pour le remploi de ses propres aliénés, que du jour des aliénations, est applicable au mariage contracté avant sa promulgation. Paris, 16 juil. 1813, t. 15, 226.

20. La femme qui était séparée de biens lors de la publication du code civil ne peut invoquer le bénéfice de l'hypothèque légale accordé aux femmes par ce code. Aix, 1 fév. 1811, t. 12, 76.

21. Le mariage contracté en pays étranger, entre un Français et une étrangère, ne confère pas à la femme, indépendamment de toute formalité, une hypothèque légale sur les biens du mari situés en France. Montpellier, 15 janv. 1823, t. 1 de 1824, 309.

22. L'étrangère qui, depuis son mariage, est devenue Française, ainsi que son mari, jouit de l'hypothèque légale. Paris, 27 juin 1815, t. 17, 434.

23. L'hypothèque générale accordée à la femme par son contrat de mariage est conventionnelle, et non légale. Paris, 16 juil. 1813, t. 15, 226.

24. La femme mariée sous le régime dotal a, comme celle mariée en communauté, une hypothèque légale sur les biens du mari pour raison de ses immeubles dotaux aliénés pendant le mariage, indépendamment de son action révocatoire contre les tiers acquéreurs. Rouen, 28 mai 1823, t. 2 de 1824, 308; C. C. 24 juil. 1821, t. 23, 513.

25. Elle peut exercer cette hypothèque pendant le mariage sur le prix des immeubles de son mari, quoiqu'elle ne soit pas séparée de biens d'avec lui. *Ibid.*

26. Mais les tribunaux doivent, après avoir colloqué la femme, autoriser l'acquéreur à retenir les fonds dans ses mains, ou en ordonner l'emploi, jusqu'à ce qu'elle puisse les recevoir et en donner quittance. *Ibid.*

27. Pour les créances dotales ou paraphernales reçues par le mari, la femme

a une hypothèque légale du jour du mariage, et non du jour du mariage. C. C. 4 janv. 1815, t. 17, 7; Lyon, août 1823, t. 2 de 1824, 439.

28. Pour que cette hypothèque ait effet, il n'importe que la quittance émise par le mari soit authentique ou privée. C. C. 16 juil. 1817, t. 19, 696.

29. La femme séparée de biens a une hypothèque légale pour les frais de demande en séparation. Paris, 28 déc. 1823, t. 3 de 1823, 63.

30. Lorsqu'une femme mariée sous le régime dotal obtient contre son mari un jugement qui le condamne à une indemnité pour complément de la valeur d'un immeuble dotal aliéné à vil prix, l'hypothèque légale ne court que du jour du jugement. Grenoble, 21 mai 1824, t. 2 de 1824, 281.

31. Lorsque la femme renonce à la communauté, son hypothèque légale frappe sur tous les acquêts, quoiqu'ils aient été revendus par le mari. C. C. 9 nov. 1815, t. 21, 629; Orléans, 14 nov. 1817, t. 22, 901; C. C. 8 nov. 1813, t. 15, 576; Angers, 26 août 1812, t. 13, 806; 8 mai 1813, t. 15, 576.

32. Cette hypothèque date du jour où les biens ont été acquis par le mari. Angers, 26 août 1812, t. 13, 806.

33. L'hypothèque légale de la femme peut, par suite de la séparation de biens judiciairement prononcée, s'exercer sur un usufruit appartenant au mari, et donner la préférence sur les autres créanciers. Turin, 24 avril 1810, t. 11, 40.

34. Lorsque le mari a fait l'échange d'un bien contre un autre, la femme peut exercer son hypothèque tout à la fois sur l'immeuble donné et sur celui reçu en échange, et les discuter successivement. C. C. 9 nov. 1815, t. 17, 645.

35. La femme mariée sous le régime dotal ne peut pas subroger dans l'effet de son hypothèque légale des créanciers du mari, en s'obligeant envers eux. C. C. 28 juin 1810, t. 11, 640.

36. Il en est autrement de la femme mariée sous le régime de la communauté; elle peut subroger à son hypothèque légale. Angers, 26 août 1812, t. 13, 806.

37. La subrogation à l'hypothèque légale de la femme peut être tacite; elle existe par le seul fait de l'hypothèque que la femme consent, conjointement avec son mari, sur les biens qui sont soumis à la sienne, ou par l'obligation solidaire qu'elle contracte avec lui envers les créanciers de celui-ci. Bourges, 17 mai 1823, t. 1 de 1824, 516; Angers, 19 juin 1823, t. 3 de 1823, 461; Paris, 29 août 1822, 20 déc. 1822; Metz, 4 juin 1822, t. 2 de 1823, 14; Lyon, 22 juil.

. 21, 712; Angers, 26 août 1812, 806.

La subrogation résulte *a fortiori* des circonstances, avec collation d'une rité d'hypothèque. Bourges, 22 23, t. 1 de 1824, 518.

Que la subrogation à l'hypothèque femme soit expresse ou tacite, les ations postérieures ne peuvent y atteinte, et ne peuvent avoir d'ef- après qu'elle a été réalisée. Metz, 1822, t. 2 de 1824, 402; Angers, 1823, t. 3 de 1823, 461; Lyon, 22 19, t. 21, 712; Paris, 26 janv. 21, 53; 11 mars 1813, t. 14, 286. Cependant *Inscription*.

Dans d'autres arrêts, la cour de urait avoir rejeté le système de la tion tacite, 1° en décidant que la qui s'est obligée solidairement en- lusieurs créanciers du mari peut ment subroger l'un d'entre eux effet de son hypothèque légale, et mer ainsi une préférence sur les 15 janv. 1813, t. 14, 64.

2° En jugeant que tous les créan- vers qui la femme s'est obligée rement, mais sans consentir de sub- la expresse à son hypothèque lé- percent concurremment les droits r débitrice. 8 déc. 1819, t. 21, 705; 1816, t. 18, 415.

La femme mariée sous des statuts permettaient de renoncer aux hypo- qu'elle avait sur les biens de son peut le faire sous le code civil. 18 janv. 1807, t. 8, 44.

Cette renonciation doit être faite es formes voulues par l'art. 2144. *Ib.* La renonciation totale ou partielle femme mariée sous le régime de la nauté à son hypothèque légale au d'un créancier de son mari n'est soumise aux formalités prescrites e art. 2144 et 2145 du cod. civ. 28 juil. 1823, t. 1 de 1824, 345; 29 juin 1812, t. 13, 609.

Il en est autrement, lorsque la femme de biens fait cette renonciation sans ge pour elle, sans obligation préexis- de sa part, et seulement pour venir ours de son mari. C. C. 9 janv. 1822, e 1823, 5.

La femme séparée de biens qui a porter limitativement son inscription un des immeubles de son mari est ée avoir renoncé à toute hypo- es sur les autres biens de ce dernier. 1 fév. 1811, t. 12, 76.

La femme qui a renoncé à son hypo- ue en faveur d'un créancier la con- e vis-à-vis des autres avec lesquels n'a pas contracté. C. C. 14 janv. 1817, 9, 49.

48. La femme qui renonce à son hypo- thèque en faveur d'un acquéreur de quel- ques immeubles de son mari n'est pas censée par cela seul avoir renoncé à l'exercice de cette hypothèque sur d'autres immeubles vendus précédemment par ce dernier. C. C. 20 août 1816, t. 18, 680.

49. Les créanciers envers lesquels la femme a renoncé à son hypothèque légale ou qu'elle y a subrogés peuvent exercer tous ses droits résultant de son contrat de mariage, mêmes ceux relatifs à son deuil et à son *douaire*, quoique le douaire ait été stipulé comme rente viagère et alimentaire. Bourges, 22 nov. 1823, t. 1 de 1824, 518.

50. Et ils doivent être payés de préfé- rence à la femme, lors même qu'elle re- noncerait à la communauté. Paris, 1 juin 1807, t. 8, 390.

51. Malgré le refus de la femme de con- sentir à la réduction de son hypothèque lé- gale, le mari peut la provoquer, et le tri- bunal l'accorder, s'il le juge convenable. Paris, 25 avril 1823, t. 2 de 1823, 148.

52. Toutefois il doit refuser cette ré- duction, lorsqu'au défaut du consente- ment de la femme vient se joindre le re- fus de la famille. C. C. 9 déc. 1824, t. 3 de 1825, 26.

53. La demande d'une expertise pour déterminer la valeur des immeubles sur lesquels le mari propose de réduire l'hy- pothèque de la femme est dans le cas d'être rejetée, lorsqu'il ne justifie pas que la valeur des immeubles hypothéqués excède celle des reprises de la femme. *Ib.*

54. Une mineure peut, dans son con- trat de mariage, avec l'assistance des per- sonnes qui doivent y concourir, restreindre son hypothèque légale à certains immen- bles et renoncer à l'étendre sur d'autres. Paris, 10 août 1816, t. 18, 642.

55. La cour de cassation a décidé en sens contraire. 19 juil. 1820, t. 22, 651.

56. Dans la procédure relative à la purge de l'hypothèque légale de la femme, les notifications exigées ne peuvent être faites à la femme *en parlant au mari*. Paris, 25 avril 1820, t. 22, 195.

57. Elles doivent être faites au procu- reur du roi, et en outre à la femme elle- même, lorsqu'elle est connue. C. C. 14 janv. 1817, t. 19, 49.

ART. 2. Hypothèque légale des mineurs interdits, etc.

58. Celui dont l'interdiction est pro- voquée et à qui il est donné un adminis- trateur provisoire pour prendre soin de sa personne et de ses biens, en attendant qu'il ait été statué sur son état, n'a point d'hypothèque légale sur les biens de cet administrateur. C. C. 27 avril 1824, t. 2.

de 1824, 359 ; Montpellier, 14 janv. 1823 t. 1 de 1824, 567.

59. Les hospices n'ont pas d'hypothèque, légale contre leurs fermiers ; ils ne peuvent en avoir que de conventionnelle. C. C. 3 juil. 1817, t. 19, 647.

60. Une commune a une hypothèque légale contre le fermier de son octroi. Aix, 12 fév. 1806, t. 7, 104.

61. Des cohéritiers n'ont pas d'hypothèque légale sur les biens propres de celui qui s'est emparé de toute la succession qui leur est échue. C. C. 11 nov. 1811, t. 12, 851.

62. Les enfans mineurs n'ont point d'hypothèque légale sur les immeubles de leur père, comme administrateur de leurs biens personnels pendant le mariage. C. C. 3 déc. 1821, t. 23, 708.

63. Voir un arrêt contraire de la cour de Toulouse, 23 déc. 1818, t. 20, 804.

64. Les enfans mineurs dont la mère a convolé sans convoquer le conseil de famille ont une hypothèque légale sur les biens de leur beau-père. Paris, 28 déc. 1822, t. 3 de 1823, 63.

65. Le mineur n'a pas d'hypothèque légale contre le tuteur subsidiaire qui n'a pris aucune part à l'administration de ses biens. Bruxelles, 13 juil. 1812, t. 13, 687.

66. Les créanciers chirographaires n'acquièrent pas, à la mort de leur débiteur, une hypothèque générale sur tous les biens de la succession, de même que les légataires. Caen, 14 fév. 1825, t. 3 de 1825, 274.

## § 2. — *Hypothèque judiciaire.*

### I. *Jurisprudence ancienne.*

67. Une reconnaissance faite par le débiteur, en l'absence du créancier, devant un juge de paix, de sa dette et de l'obligation sous seing privé qu'il en avait souscrite, ne constituait pas une reconnaissance faite en jugement et ne conférait pas hypothèque. C. C. 22 déc. 1806, t. 7, 607.

68. Une sentence arbitrale rendue entre associés ne conférait pas d'hypothèque judiciaire, avant d'être homologuée. C. C. 25 prair. an 11, t. 3, 533.

69. En matière civile, le jugement de reconnaissance d'écriture d'un acte sous seing privé, rendu avant l'échéance de la dette, conférait l'hypothèque judiciaire, et autorisait l'inscription. C. C. 3 fév. 1806, t. 7, 77.

### II. *Jurisprudence du code civil.*

70. Les décisions émanées de l'autorité administrative confèrent l'hypothèque judiciaire, et l'inscription prise en vertu d'une décision de cette espèce frappe les

biens présents et avenir. Rouen, 22 1818, t. 20, 394.

71. Un jugement incompetent du confère hypothèque si les parties acquiescé. Toulouse, 24 fév. 1821, 146.

72. Le jugement qui rejette l'exception de paiement opposée par le débiteur qui intervient sur l'exécution du confère une hypothèque générale au créancier, lors même que son titre lui confère déjà une hypothèque spéciale. 29 avril 1823, t. 3 de 1823, 5 ; 1808, t. 9, 209.

73. Lorsqu'un débiteur a hypothéqué ses biens, quoiqu'il n'en eût pas, le jugement qui, faute de paiement, ordonne qu'il fournira hypothèque sur ses biens acquis depuis l'obligation, emporte hypothèque judiciaire. Riom, 25 mai 1818, t. 18, 440.

74. Un jugement obtenu contre un tiers pur et simple ou bénéficiaire du débiteur, par un créancier chirographaire ne lui confère point d'hypothèque judiciaire sur les biens de la succession au juge des autres créanciers. C. C. 1818, t. 20, 142.

75. Le créancier à qui son titre confère une hypothèque spéciale acquiert une hypothèque judiciaire sur tous les biens de son débiteur par le jugement de condamnation qu'il obtient contre lui, en vertu du même titre. C. C. 13 déc. 1824, t. 3 de 1825, 9.

76. Lorsque, par un acte sous seing privé contenant stipulation spéciale, le débiteur s'est obligé à affecter la convention en forme authentique à la réquisition du créancier, le jugement qui condamne à passer l'acte authentique avec affectation hypothécaire sur les biens meubles désignés, sinon que le jugement tiendra lieu de contrat, emporte une hypothèque judiciaire sur tous les biens du débiteur, et non pas seulement sur les biens désignés dans l'acte sous seing privé. 20 avril 1825, t. 3 de 1825, 373.

77. La soumission faite au greffier en vertu d'un jugement qui ordonne de donner caution confère l'hypothèque judiciaire sur les biens de cette caution. 27 août 1817, t. 19, 855.

## § 3. — *Hypothèque conventionnelle.*

### I. *Jurisprudence ancienne et transitoire.*

78. Sous la loi du 11 brum. an 7, l'hypothèque consentie avant ou depuis la loi, sur les biens présents et à venir du débiteur, n'a pu s'étendre aux biens personnels de l'héritier. C. C. 3 déc. 1818, t. 18, 842.

L'hypothèque spéciale consentie par les héritiers sur un immeuble dans la succession ne se transfère à plein droit et sans inscription sur les biens qui tombaient par l'effet du partage dans le lot de cet héritier. Paris, 13 déc. 1808, t. 9, 717.

Les hypothèques générales consenties par le code ne peuvent être révoquées en vertu de l'art. 2161, qui ne s'applique qu'aux hypothèques légales. Angers, 10 avr. 1809, t. 10, 310; Caen, 10 avr. 1808, t. 9, 133.

Un acte de constitution d'hypothèque est valable, quoique le créancier n'ait pas intervenu, si depuis il l'a fait exécuter en prenant inscription. Paris, 4 vent. an 13, t. 6, 523.

Les obligations imposées à l'héritier contractuel, dans l'acte même qui contient l'institution, confèrent hypothèque sur les biens de l'hérédité à complément du décès de l'instituant, sans à dater du jour du contrat. Paris, 2 frim. an 13, t. 5, 152.

81. L'énonciation que le débiteur a tous ses biens situés dans telle commune ne constituait pas une désignation suffisante de la nature et de la situation des biens. Paris, 28 niv. an 13, t. 5, 152.

Principes de la jurisprudence du code civil.

1<sup>er</sup>. Quelles personnes peuvent consentir hypothèque.

*Quelles dettes on peut consentir hypothèque. — Par quels actes elle peut être constituée. — De quelles conventions peut être susceptible la constitution d'hypothèque.*

Toute personne qui, légalement ou naturellement, est privée du droit de consentir, ne peut consentir hypothèque : l'incapacité comprend la sécularité. Paris, 11 nov. 1812, t. 13, 948. Quoiqu'un mineur ne puisse consentir hypothèque, cependant celle qu'il a faite et ratifiée en majorité ne peut être révoquée par ses créanciers; une pareille hypothèque n'est pas nulle de plein droit. Paris, 1 mai 1812, t. 13, 422.

Un mandataire peut consentir une hypothèque, en vertu d'un pouvoir sous seing privé. C. C. 27 mai 1819, t. 21, 366. Dans la supposition où la loi refuse au débiteur, après la dénonciation de son gage, le droit de conférer hypothèque sur son objet saisi, cette prohibition ne peut être étendue que dans l'intérêt des créanciers chirographaires, et les créanciers chirographaires

n'auraient pas droit de s'en prévaloir. Rouen, 29 avr. 1820, t. 22, 408.

89. Le vendeur d'un immeuble à pacte de rachat peut valablement consentir une hypothèque sur cet immeuble, avant l'expiration du délai de réméré. La validité de cette hypothèque est subordonnée à l'exercice du droit de rachat. Douai, 22 juil. 1820, t. 22, 659.

90. La condition de ne pouvoir aliéner les biens de la femme, pendant le mariage, qu'à la charge d'un emploi, exclut pour les deux époux le droit de les hypothéquer. C. C. 22 nov. 1820, t. 22, 830.

91. La constitution d'hypothèque faite dans un acte sous seing privé devient valable par le dépôt de cet acte chez un notaire. C. C. 11 juil. 1815, t. 17, 470.

92. Lorsque, par leur contrat de mariage, deux époux se sont fait donation mutuelle de leurs biens, pour en jouir par le survivant en usufruit, avec dispense de caution, ce contrat confère-t-il hypothèque aux héritiers et légataires de l'époux prédécédé sur les biens de l'époux survivant? Paris, 17 janv. 1825, t. 1 de 1825, 419.

93. Le testament par lequel l'époux prédécédé a disposé de la nue propriété de ses biens en faveur de divers légataires particuliers ne donne pas à ceux-ci une hypothèque sur les biens personnels de l'autre époux, donataire de l'usufruit, pour sûreté du paiement de leurs legs. Paris, 17 janv. 1825, t. 1 de 1825, 419.

94. On peut conférer hypothèque pour sûreté d'un crédit ouvert, quoiqu'on n'en ait pas encore usé, et qu'il n'y ait pas obligation d'en faire usage. C. C. 26 janv. 1814, t. 16, 115.

95. L'hypothèque consentie par un négociant pour sûreté du reliquat éventuel d'un compte courant et de traites fournies et à fournir est valable. Rouen, 24 avr. 1812, t. 13, 393.

96. En constituant hypothèque, on ne peut convenir qu'à défaut de paiement, le prêteur pourra vendre, sans formalités, tout ou partie des biens hypothéqués à la créance. Bourges, 8 fév. 1810, t. 11, 124; Liège, 3 déc. 1806, t. 7, 576; Bruxelles, 7 flor. an 9, t. 2, 19.

97. Mais on peut convenir qu'il demeurera propriétaire de l'immeuble hypothéqué. Toulouse, 1 mars 1822, t. 3 de 1823, 145.

ART. 2. De la spécialité de l'hypothèque. — Réduction des hypothèques générales:

98. Pour la spécialité de l'hypothèque, il ne suffit pas de cette désignation vague : *Tous les immeubles situés dans l'arron-*



*dissement de tel bureau.* C. C. 23 août 1808, t. 9, 514.

99. Il faut, outre la désignation de la commune, l'énonciation de la nature des biens. C. C. 20 fév. 1810, t. 11, 151.

100. Le défaut d'indication de la nature des biens ne peut être suppléé par une mention approximative ni par la publicité donnée depuis à l'hypothèque. C. C. 20 fév. 1810, t. 11, 151.

101. Cette première rigueur de la jurisprudence s'est adoucie; il suffit aujourd'hui, pour la spécialité de l'hypothèque, d'indications moins précises, telles que celles-ci : *les maisons, terres, prés situés dans telle commune.* Besançon, 22 juin 1810, t. 11, 626; Paris, 10 juin 1812, t. 13, 537.

102. Et lorsqu'il s'agit d'un corps d'héritage, tel qu'un domaine, une métairie, une ferme, il suffit de la désignation nominale, et de celle de la situation. C. C. 15 juin 1815, t. 17, 413; 1 avril 1817, t. 19, 313; Riom, 24 fév. 1816, t. 18, 176.

103. Voir un arrêt en sens contraire. Paris, 16 juil. 1813, t. 15, 226.

104. En général le défaut de spécification de la nature des biens et de la commune où ils sont situés ne vicie pas aujourd'hui la constitution d'hypothèque, si les autres indications apprennent aux tiers tout ce qu'il leur importe de savoir. C. C. 6 fév. 1821, 28 août 1821, t. 23, 91.

105. Il doit en être de même de l'erreur sur l'indication de la commune où les immeubles sont situés, surtout si elle est le résultat d'un concert frauduleux entre le créancier qui la fait valoir et le débiteur. C. C. 6 fév. 1821, t. 23, 91.

106. L'hypothèque spéciale ne peut, en cas d'insuffisance de l'immeuble hypothéqué, être étendue à tous les biens présents et à venir du débiteur, quoiqu'il les ait, par le contrat, généralement affectés à son obligation. Rouen, 24 mai 1815, t. 17, 378.

ART. 3. De quelle époque l'hypothèque prend naissance. — Comment elle se conserve. — Comment elle se transmet par la subrogation, — Qui peut exiger la subrogation.

107. L'hypothèque stipulée par une obligation dont la valeur est fournie en billets à terme est acquise pour le tout par l'acte même, et prend rang, pour le tout, du jour de l'inscription de l'acte, et non pas seulement du jour de l'échéance de chaque billet. C. C. 2 déc. 1812, t. 13, 1014.

108. Le consentement donné par un

créancier hypothécaire ou privilégié qu'un autre créancier touche au profit, opère une subrogation conventionnelle dans l'hypothèque ou le privilège, si le consentement n'a été donné qu'à cette condition. Paris, 6 avril 1816, t. 18, 176.

109. Le créancier qui a une hypothèque spéciale dont le gage a été affecté à l'exercice d'une hypothèque antérieure n'est point subrogé au droit à cette dernière hypothèque, si elle n'est point antérieurement aux autres biens sur lesquels elle pouvait frapper. Riom, 2 déc. 1816, t. 18, 176.

110. En conséquence ce créancier ne serait point fondé dans la prétention de primer d'autres créanciers qui auraient acquis que postérieurement des hypothèques spéciales sur les biens dégagés de l'hypothèque. Poitiers, 22 avril 1825, t. 30, 406.

111. Celui qui a hypothéqué ses meubles pour sûreté des obligations tierces ne peut opposer au créancier la subrogation résultant de ce qu'il s'est mis hors d'état de le subroger à ses droits. C. C. 25 nov. 1812, t. 18, 176.

112. Lorsqu'un créancier a hypothéqué à l'égard de l'un de ses débiteurs solidaires, et qu'il en a hypothéqué un autre pour sa part seulement, la dette commune, celui-ci ne peut repousser la demande du créancier sur le fondement qu'il s'est mis dans l'impuissance de le subroger à ses droits. C. 13 janv. 1816, t. 18, 40.

### SECT. III. Comment l'hypothèque s'éteint.

§ 1. Extinction des hypothèques.

§ 2. Comment elles sont purgées.

§ 3. Renonciation aux hypothèques.

§ 1. Extinction des hypothèques en général.

L'hypothèque s'éteint par la compensation. V. *Compensation*, n. 16, 17.

Par la novation. V. *Novation*, n. 12.

Par la confusion. V. *Confusion*, n. 1. V. aussi *Partage*, et *Licitation*.

113. Avant le code civil, le défaut de purge de la part du créancier au moment des divisions obtenues par le dernier tiers détenteur d'un office n'entraînait pas l'extinction de l'hypothèque spéciale ou privilégiée. C. 28 vent. an 8, t. 1, 387.

114. L'hypothèque s'éteint, à l'égard du tiers détenteur, par la prescription acquise au profit de l'obligé principal.

e que des poursuites en déclaration hypothèque auraient été faites en temps  
Metz, 5 juil. 1822, t. 3 de 1823,

5. On peut opposer la prescription de hypothèque en cause d'appel, quoiqu'on ait borné en première instance à faire une nullité de l'inscription. Tou-  
22 mars 1821, t. 23, 232.

6. Si l'on pouvait attribuer à la somme faite au tiers détenteur, en vertu art. 2169 du cod. civ., l'effet d'inter-  
re la prescription de l'hypothèque, s pourrait être qu'autant qu'elle se-  
sivie de poursuites dans les trois ans.  
ause, 22 mars 1821, t. 23, 233.

7. On ne peut demander la réduction hypothèques constituées sur la géné-  
des biens avant le code civil. Besan-  
22 juin 1809, t. 10, 491.

— *Comment les hypothèques sont  
gées. — Du délaissement par hy-  
thèque.*

8. Il n'existe pas de délai de rigueur  
lequel l'acquéreur doit purger les  
thèques légales qui grèvent l'im-  
le qui lui est vendu. Angers, 14 juil.  
t. 10, 546.

9. L'acquéreur qui est en même  
créancier du vendeur, et qui, sans  
aucune réserve à cet égard, a fait  
erson contrat d'acquisition aux cré-  
ers inscrits, et a lui-même produit  
tres de créance dans l'ordre qui a  
ouvert, ne peut être déclaré déchu  
droit de faire postérieurement la  
ge des hypothèques légales. Angers,  
uil. 1809, t. 10, 546.

20. L'acquéreur qui ne doit son prix  
à différens termes, et qui veut pur-  
doit, à peine de nullité, offrir de  
r actu et sans délai les créances  
rites, exigibles ou non. Bordeaux, 8  
1814, t. 16, 476.

21. Il ne peut s'en dispenser, lors  
que son contrat lui laisserait la fa-  
té de payer de suite, ou d'attendre  
éance. Liège, 18 avril 1806, t. 7, 241.

22. L'adjudication sur expropriation  
purgé toutes les hypothèques, même  
les. C. C. 21 nov. 1821, t. 23, 685.

23. Une hypothèque ancienne, régu-  
ment inscrite sur l'immeuble au mo-  
nt de la vente, et dont l'inscription  
istait encore lors de la publication du  
de procédure, n'a pu être purgée que  
la transcription. C. C. 13 août 1822,  
de 1823, 460.

24. Lorsque la sommation prescrite par  
2169 du cod. civ. est faite à la requête  
cessionnaire, il n'est pas nécessaire  
soit donné en même temps copie du  
port et de la notification qui a dû

être faite. C. C. 16 avril 1821, t. 23, 302.

125. Les termes de l'art. 2184 du cod.  
civ. ne sont pas sacramentels, en sorte  
qu'on ne puisse pas remplir le vœu de  
cet article par des termes équivalens.  
Turin, 2 mars 1811, t. 12, 176.

126. Lorsqu'un créancier, après a-  
voir fait commandement et sommation,  
aux termes de l'art. 2169 du cod. civ.,  
laisse périmer le commandement, cet-  
te péremption du commandement n'en-  
traîne pas celle de la sommation. Nismes,  
20 mars 1822, t. 1 de 1824, 147.

127. La sommation de purger faite par  
un créancier inscrit profite aux autres,  
et leur donne le droit de continuer les  
poursuites, lorsque celui, à la requête  
duquel cette sommation a été faite, y a  
renoncé. Riom, 31 mai 1817, t. 19, 520.

128. Pour purger les hypothèques, il  
suffit de notifier aux créanciers inscrits  
le tableau sur trois colonnes prescrit par  
l'art. 2183; il n'est pas besoin de faire  
insérer ce tableau dans l'original de l'ex-  
ploit, ni de l'y annexer. C. C. 28 mai  
1817, t. 19, 515.

129. La notification que l'art. 2183 du  
cod. civ. exige de l'acquéreur d'un im-  
meuble qui veut purger sa propriété est  
nulle et comme non avenue si elle n'a  
été faite ni dans le délai fixé par cet ar-  
ticle, ni par un huissier commis, selon le  
vœu de l'art. 832 du cod. de proc. civ.  
Paris, 21 mars 1808, t. 9, 182.

130. Le créancier envers lequel toutes les  
notifications prescrites ont eu lieu ne peut  
se prévaloir de ce qu'elles n'ont pas été  
faites à d'autres créanciers. C. C. 28 mai  
1817, t. 19, 505.

131. L'acquéreur de plusieurs immeu-  
bles compris sous un même prix dans un  
seul contrat doit, pour purger, faire la  
ventilation du prix de chaque immeuble  
grevé d'hypothèques spéciales. C. C. 19  
juin 1815, t. 17, 421.

132. La cour de Bordeaux a jugé en  
sens contraire. 8 juil. 1814, t. 16, 476.

133. La moindre réticence dans la dé-  
claration du prix opère la nullité de la  
notification du contrat de vente. Turin,  
2 mars 1811, t. 12, 176.

134. Lorsque deux acquéreurs par  
deux contrats distincts font notifier par  
le même exploit, la nullité que commet  
l'un ne réfléchit pas sur l'autre. Turin,  
2 mars 1811, t. 12, 176.

135. Les notifications prescrites par les  
art. 2183 et 2185 du cod. civ. doivent  
être faites par un huissier commis, à peine  
de nullité. Turin, 1 juin 1811, t. 12, 448.

§ 3. — *Renonciation aux hypothèques.*

136. Le créancier hypothécaire du failli,  
qui a concouru au contrat d'union avec

les chirographaires, et qui a pris part à plusieurs répartitions de deniers, quoiqu'il n'ait pas expressément réservé l'effet de son hypothèque sur les immeubles, n'est pas censé y avoir renoncé. Paris, 5 fév. 1822, t. 24, 146.

137. Lors même que le contrat d'union contiendrait une clause qui autorisât les syndics à vendre les immeubles, à en distribuer le prix entre tous les créanciers *au marc le franc*, et à donner mainlevée des inscriptions prises sur ces biens. Paris, 5 fév. 1822, t. 24, 146.

138. Lorsqu'un créancier n'a renoncé à son hypothèque que sur de fausses apparences de solvabilité données par le débiteur, il peut obtenir des tribunaux le rétablissement de son hypothèque sur les biens encore libres, lorsque cette mesure ne nuit pas aux tiers. Angers, 26 juil. 1818, t. 20, 502.

### I.

**IDENTITÉ.** 1. Lorsqu'un individu trouvé dans une maison de détention où il subit sa peine, et présumé être le même qui avait été condamné précédemment par contumace pour un autre délit, et sous un autre nom, dénie son identité avec ce dernier, il doit être procédé, préalablement au jugement de ce délit, sur la question *d'identité*, par la cour d'assises, sans l'assistance des jurés. C. C. 6 fév. 1824, t. 2 de 1825, 143.

2. On doit, dans ce cas, faire abstraction de l'arrêt de condamnation en vertu duquel il est détenu, et le considérer comme si, après s'être évadé, il avait été repris sur la poursuite du ministère public. *Cour d'assises de la Seine-Inférieure*, 28 juin 1824, t. 2 de 1825, 143.

3. La dénégation de l'identité ne doit pas être envisagée comme un moyen de défense dont les jurés doivent connaître en même temps que de l'accusation qui aurait donné lieu au jugement par contumace. *Cour d'assises de la Seine-Inférieure*, 28 juin 1824, t. 2 de 1825, 143.

**IMPENSES.** V. *Améliorations, et Eviction.*

**IMPOSSIBILITÉ.** Doit-on distinguer, dans les faits qui ont causé une impossibilité, les faits *positifs in committendo* des faits *negatifs in omittendo*? (Nor. rés. explic.) Pau, 3 janv. 1824, t. 1 de 1825, 569.

**IMPUTATION de paiement.** Le débiteur d'un capital produisant intérêt ne peut pas imputer les paiements à compte sur le principal, par préférence aux in-

térêts. — Au contraire, ces paiements peuvent être imputés sur les intérêts. Pau, 23 brum. an 13, t. 5, 90.

**INALIENABILITÉ.** V. *Dot.*  
**INCENDIE.**

*Ce qui constitue le crime d'incendie. — Responsabilité civile de la personne la quelle donne lieu l'incendie. — Qui y est soumis. Preuve de la responsabilité de la personne la quelle est subordonnée la condamnation en réparation du dommage.*

1. Celui qui met volontairement le feu à sa propriété commet le crime d'incendie prévu par l'art. 434 du cod. pén. toutes les fois que l'incendie peut nuire aux biens des tiers intéressés à la conservation de l'objet incendié, ou compromettre les habitations voisines. Metz, 16 août 1822, C. C. 21 nov. 1822, t. 2 de 1823, 521 à 523.

2. Cependant, pour donner lieu à l'application de la disposition pénale, il faut que la déclaration du jury porte que le feu a été mis avec l'intention de nuire à autrui, ou que l'objet volontairement incendié était placé de manière à pouvoir communiquer le feu aux édifices voisins. C. C. 21 nov. 1822, t. 2 de 1823, 521 à 523.

3. C'est le fait de l'habitation qui rend le locataire responsable de l'incendie, sorte que celui qui était absent au moment où il a éclaté doit être affranchi de l'obligation d'en répondre. Turin, 16 août 1809, t. 10, 624.

4. Lorsque la maison n'est habitée que par le propriétaire et un locataire, et que celui-ci prouve que le feu n'a pris que chez lui, le propriétaire n'est pas présumé l'auteur de l'incendie, responsable envers le locataire, comme ce dernier le serait envers lui. Turin, 16 août 1809, t. 10, 624.

5. Le propriétaire qui souffre que son locataire, ou même un sous-locataire, fasse quelques constructions vicieuses est garant de l'incendie qui en est résulté et doit indemniser celui des locataires qui en a été victime. Paris, 21 déc. 1812, t. 13, 1078.

6. Le locataire qui a commandé une construction est, à son tour, garant responsable envers le propriétaire; et si c'est un sous-locataire, il est garant envers le locataire principal. Paris, 21 déc. 1812, t. 13, 1078.

7. L'ouvrier qui a fait une construction vicieuse est garant du vice qui a causé le dommage. Paris, 21 déc. 1812, t. 13, 1078.

Celui dont la maison a été brûlée suite de l'incendie qui a éclaté dans la maison de son voisin n'est fondé à réclamer contre celui-ci la réparation du dommage qu'il a essuyé qu'en prouvant, d'une manière positive et certaine, que l'incendie a eu lieu par sa faute ou sa négligence. Paris, 27 janv. 1824, t. 2 de 1824, 546; Grenoble, 22 janv. 1824, t. 2 de 1825, 85.

Les cours de Lyon et de Montpellier ont décidé en sens contraire. Lyon, 14 janv. 1811, t. 12, 975; Montpellier, 17 janv. 1823, t. 2 de 1825, 82.

1. Le procès verbal qui, dans le cas d'incendie, a été dressé par un officier de justice judiciaire, pour constater l'existence du fait, ne peut faire preuve, en matière civile, des circonstances qui y sont énoncées, et suppléer à celle que la loi met à la charge du demandeur. Paris, 17 janv. 1824, t. 2 de 1824, 546.

2. La déclaration du propriétaire d'une maison incendiée, que, très probablement, l'incendie est provenu de la négligence d'un de ses ouvriers, ne constitue pas une preuve de négligence suffisante pour servir de fondement à l'action intentée par les propriétaires voisins en réparation du dommage qu'ils ont souffert. Paris, 16 mai 1825, t. 2 de 1825, 377.

3. *bis*. Le propriétaire d'une maison incendiée par suite de l'incendie qui a éclaté dans une maison voisine ne peut réclamer des dommages et intérêts contre son voisin qu'en prouvant que l'incendie a eu lieu par la faute ou la négligence de son voisin. Paris, 16 mai 1825, t. 2 de 1825, 377.

4. Il en est de même, lorsque la maison qui a communiqué le feu était assurée. Paris, 16 mai 1825, t. 2 de 1825, 377.

5. Celui dans la maison duquel a éclaté l'incendie qui s'est communiqué à la maison de son voisin n'est tenu à aucun dommage et intérêts envers ce dernier, lorsqu'il est prouvé que le feu n'y a éclaté que par suite de l'état de dégradation de son mur. Poitiers, 10 juin 1819, t. 2 de 1824, 551.

6. Le propriétaire de la maison où le feu a pris par la faute d'un locataire, et qui a communiqué à la maison voisine, n'est pas responsable du fait de son locataire, et, comme tel, obligé à la réparation du dommage souffert par le voisin. Montpellier, 17 janv. 1823, t. 2 de 1825, 82. V. le n. 9.

**INCOMPATIBILITE de fonctions.**

On peut être à la fois suppléant d'un tribunal et d'une justice de

*paix, huissier près un tribunal et greffier d'une justice de paix, juge suppléant et notaire.*

1. Le même individu peut être tout à la fois suppléant du tribunal de première instance et de la justice de paix. C. C. 2 frim. an 14, t. 6, 522.

2. Le même individu ne peut cumuler les fonctions d'huissier près le tribunal de première instance et celles de greffier d'une justice de paix. C. C. 6 prair. an 10, t. 2, 497.

3. Les fonctions de juge suppléant ne sont pas incompatibles avec celles de notaire. Douai, 8 janv. 1816, t. 18, 13.

4. Les membres de conseils de prud'hommes, n'exercant qu'accidentellement et accessoirement les fonctions de juges, peuvent être jurés, sans qu'on puisse leur appliquer l'incompatibilité prononcée par l'art. 384 du cod. d'inst. crim. C. C. 24 sept. 1825, t. 3 de 1825, 282.

**INCOMPETENCE. V. Compétence.**

**INCONDUITE. V. Divorce, et Séparation de corps.**

**INDEMNITE. V. Dommages et intérêts.**

**INDICATION de paiement.** 1. Avant le code civil, l'indication de paiement stipulée, soit dans un contrat de vente, soit même dans un acte postérieur, au profit des créanciers du vendeur, ne pouvait pas être révoquée par ce dernier après que l'acquéreur avait rempli les formalités nécessaires pour purger les hypothèques que les créanciers indiqués avaient en vertu de leurs propres titres, et qu'ils avaient négligé de conserver. C. C. 6 mes. an 12, t. 4, 579.

2. L'indication de paiement faite par le débiteur, en l'absence de ses créanciers, et non approuvée par eux, ne le libère pas à l'égard de ceux-ci. Paris, 30 déc. 1823, t. 2 de 1824, 38.

3. L'indication de paiement dans un contrat de vente n'engage pas l'acquéreur envers les créanciers indiqués, s'ils n'ont pas accepté, en ce sens qu'il peut valablement se libérer en payant entre les mains de son vendeur. Paris, 18 flor. an 13, t. 6, 176.

4. La simple indication de paiement insérée dans un contrat de vente ne donne pas au créancier indiqué un droit de préférence sur le vendeur lui-même ou son cessionnaire. Caen, 19 fév. 1825, t. 3 de 1825, 339.

**INDIVIS.** Les copropriétaires par indivis d'une maison sont tenus indivisiblement et solidairement d'en faire les grosses réparations envers l'usufruitier. C. C. 11 janv. 1825, t. 3 de 1825, 480.

## INDIVISIBILITE.

*Des obligations. — Des actions.*  
*— De l'instruction des délits ou des crimes.*

1. L'obligation *non solidaire* par laquelle deux particuliers s'engagent à livrer à un tiers une certaine quantité de grains est indivisible. Metz, 6 mai 1817, t. 19, 418.

1 bis. La question de savoir si une rente foncière est encore due n'est pas indivisible entre tous les détenteurs des biens qui en étaient grevés. C. C. 3 juil. 1810, t. 11, 654.

2. L'action tendante à réclamer un immeuble est divisible. C. C. 16 janv. 1811, t. 12, 31.

3. Les frais et vacations des experts arbitres, nommés sur la demande expresse des parties, forment une dette indivisible dont celles-ci sont tenues pour le total, conformément à l'art. 1222 du cod. civ. C. C. 11 août 1813, t. 15, 360.

4. L'instruction criminelle est indivisible, lorsqu'elle a pour objet un délit commis par plusieurs individus arrêtés et poursuivis conjointement, alors même que les peines encourues par chacun seraient de nature différente, par exemple, les unes correctionnelles et les autres criminelles. C. C. 8 prair. an 8, t. 1, 393; 1 brum. an 13, t. 5, 38.

5. Celui des prévenus qui doit subir l'instruction la plus solennelle doit attirer à lui ses coprévenus; et, par exemple, c'est le tribunal criminel qui doit prononcer sur le sort de tous les prévenus, si parmi eux il y en a qui soient passibles de peines criminelles, tandis que les autres n'auraient encouru que des peines correctionnelles. C. C. 8 prair. an 8, t. 1, 393.

6. Le tribunal criminel doit, en cette circonstance, instruire et juger en la forme ordinaire par le jury, sauf l'application des peines selon la nature du délit. C. C. 8 prair. an 8, t. 1, 394.

7. Lorsque de plusieurs prévenus d'un même délit, poursuivis en même temps, les uns sont passibles d'une peine correctionnelle, et tous les autres, à raison de la récidive, d'une peine afflictive ou infamante, les premiers ne peuvent pas être traduits devant le tribunal correctionnel, et les seconds devant le jury d'accusation. — Tous, au contraire, doivent être renvoyés devant le jury. C. C. 29 brum. an 12, t. 4, 79. V. les n. 4 et 5.

8. Lorsque plusieurs prévenus d'un même délit sont justiciables les uns du conseil de guerre, les autres de la cour criminelle, on doit les renvoyer tous devant la cour criminelle. C. C. 29 frim. an 12, t. 5, 173.

**INFORMATION.** En matière de police une information écrite devant le juge d'instruction et qui n'a pas eu de publicité ne suffit pas pour asseoir une condamnation. C. C. 29 déc. 1815, t. 17, 7.

**INJONCTION.** La contravention d'injonctions d'un maire ne peut pas être assimilée à la contravention à un règlement municipal. C. C. 24 oct. 1825, t. 3 de 1825, 605.

## INJURES et outrages.

§ 1. *Des injures en général.*  
*Ce qui constitue une injure.*  
*Du tiers offensé par des énonciations faites dans le cours d'une instance.*

§ 2. *Des injures verbales.* — *Devant quel tribunal un avocat ou un juré doit porter sa plainte.*  
*Compétence. — Questions judiciaires au jugement de l'injure verbale. — Peine.*

§ 3. *Injures écrites. — Compétence.*  
*— Du tiers ou de l'avocat qui se prétendent injuriés. — Forme des réparations qui peuvent être ordonnées.*

§ 4. *Injures et outrages contre les fonctionnaires publics ou les agents de la force publique.*

§ 1. — *Injures en général.*

1. Une imputation de sorcellerie est une injure assez grave pour rendre l'auteur passible de la peine prononcée par l'art. 471 du nouveau cod. pén. C. C. 11 août 1811, t. 12, 249.

2. Lorsque, dans le cours d'une contestation judiciaire, l'une des parties énonce des faits prétendus injurieux à un tiers, mais qui entrent dans le plan d'une légitime défense, le tiers qui se croit offensé ne peut pas se pourvoir en réparation. C. C. 18 prair. an 12, t. 4, 561.

3. En supposant que les faits articulés sortent des bornes d'une défense légitime, le tiers qui se prétend offensé ne peut se pourvoir, pendant l'instance, devant le tribunal saisi de la contestation, et non devant le juge de police municipale. C. C. 18 prair. an 12, t. 4, 561.

§ 2. — *Injures verbales.*

4. Un avocat ne peut pas porter devant un tribunal de police une plainte à raison d'injures verbales proférées contre lui à l'audience d'un autre tribunal: il doit, au contraire, faire sa réclamation à l'instance même devant le tribunal en l'



duquel les injures étaient proférées. C. C. 16 avril 1806, t. 7, 233.

Le juge de paix est compétent pour re d'une action civile en dommages-intérêts pour réparations d'injures, quoique l'action publique, si elle est formée, ne fût pas de sa compétence ou de celle du tribunal de simple police. C. C. 21 déc. 1813, t. 15, 733 ; 1808, t. 9, 675.

L'action pour injures verbales ne peut être portée réconventionnellement devant le tribunal civil, mais seulement devant le juge de paix ou le tribunal de simple police. C. C. 11 mai 1813, t. 14, 520.

Le tribunal de police est seul compétent pour connaître des injures verbales, quelle que soit la gravité du fait imputé à celui qui s'en plaint, et quoique même s'il était vrai, pût être qualifié de crime. C. C. 22 mai 1810, t. 11, 505.

On ne peut porter devant un tribunal de police une plainte à raison d'injures verbales proférées à l'audience d'un tribunal. C. C. 18 mes. an 12, t. 4, 624.

Celui qui a tenu des propos tendant à faire soupçonner quelqu'un d'un crime, à raison duquel il y a déjà plainte, ne peut pas être poursuivi et déclaré coupable d'injures verbales avant le jugement de la plainte. C. C. 24 frim. an 13, t. 5, 160.

Un tribunal de police ne peut pas, par excès de pouvoir, condamner à une amende publique celui qui s'est rendu coupable d'injures verbales. C. C. 20 vend. an 10, t. 5, 22 ; 8 juil. 1813, t. 15, 192.

### § 3. — *Injures écrites.*

Les tribunaux de police ne sont compétents pour connaître des injures écrites. C. C. 11 brum. an 8, t. 1, 351.

Avant le code d'instruction criminelle, un jugement de police qui portait à la fois et indivisiblement sur des injures verbales et sur des injures écrites était nul pour le tout. C. C. 18 mess. an 10, t. 9, 646.

L'avocat d'une des parties peut intervenir dans une cause, pour demander la réparation des injures que contiennent les mémoires imprimés et signés par d'autres parties. Rouen, 25 nov. 1807, t. 8, 200.

Le tiers qui se prétend injurié par un mémoire imprimé et publié dans un procès où il n'est point partie ne peut intervenir pour demander la suppression du mémoire. Orléans, 5 août 1817, t. 17, 525 ; Rouen, 29 nov. 1808, t. 9, 661.

Un tribunal de police correctionnelle, statuant sur une action en réparation

d'injures, a pu, sur la demande de la partie plaignante, ordonner l'impression et l'affiche de son jugement, par forme de réparation civile. C. C. 25 août 1812, t. 13, 891.

15. Aucune des parties ne s'étant plainte de ce jugement, le ministère public n'a pas pu l'attaquer d'office dans la disposition qui permet l'impression et l'affiche, comme renfermant une disposition pénale qui excédait la compétence du tribunal. C. C. 25 août 1812, t. 13, 891.

16. Les juges peuvent ordonner incidemment la suppression d'un mémoire injurieux répandu dans le public, sans avoir été signifié à partie. C. C. 22 nov. 1809, t. 10, 793.

17. Ils peuvent condamner la partie dont il émane à des dommages et intérêts. C. C. 22 nov. 1809, t. 10, 793.

### § 4. — *Injures et outrages contre les fonctionnaires publics.*

18. Les injures proférées contre les dépositaires de l'autorité publique, dans l'exercice de leurs fonctions, continuent d'être soumises aux dispositions de l'art. 222 du cod. pén. Les art. 16 et 19 de la loi du 17 mai 1819, sur la liberté de la presse, n'ont dérogé à cet article qu'à l'égard des outrages faits aux magistrats à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions. C. C. 17 mars 1820, t. 22, 277.

19. Des injures proférées publiquement et en pleine audience contre un magistrat constituent un délit correctionnel, bien que le magistrat ne fût pas présent aux injures. C. C. 10 avril 1817, t. 19, 339.

20. Un juge gravement inculpé dans un mémoire signé de la partie seule, mais distribué par l'avoué de cette partie, peut se pourvoir directement contre l'officier distributeur, sans être tenu d'appeler le signataire de l'écrit. C. C. 25 mai 1807, t. 8, 357.

21. Le plaideur condamné, qui dépose au greffe un mémoire adressé à l'autorité supérieure, contenant des imputations graves contre ses juges, n'est pas réputé les avoir outragés dans l'exercice de leurs fonctions. C. C. 1 therm. an 12, t. 4, 624.

22. Un prêtre catholique qui entend la confession d'un fidèle est dans l'exercice de ses fonctions sacerdotales. — En conséquence, l'interruption ou le trouble apporté à la confession dans une église ou sacristie constitue le délit prévu par l'art. 261 du cod. pén. C. C. 9 oct. 1824, t. 1 de 1825, 591.

23. Les notaires sont des fonctionnaires publics ; on doit leur appliquer, lorsqu'ils sont injuriés en faisant, à la réquisition des parties, lecture d'un acte dont ils sont dépositaires, l'art. 19, titre 2, de la loi du

22 juill. 1791, relatif aux injures proférées contre les fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions. C. C. 22 juin 1809, t. 10, 494.

24. Il n'existe pas de différence entre les injures proférées contre un notaire à l'occasion de ses fonctions et celles proférées à raison de ses fonctions; les tribunaux correctionnels sont seuls compétens pour en connaître, en quelque lieu qu'elles aient été proférées. C. C. 13 mars 1812, t. 13, 241.

25. La suppression d'un mémoire injurieux à la cour qui a rendu l'arrêt attaqué en cassation, et à la partie qui a obtenu gain de cause, peut être ordonnée d'office. C. C. 11 janv. 1808, t. 9, 38.

26. Les tribunaux peuvent ordonner la radiation des termes contraires au respect et à l'obéissance qui leur est due, insérés dans des actes signifiés. Paris, 7 août 1810, t. 41, 634.

27. La connaissance des délits d'injures verbales, violences et voies de fait contre des agens de la force publique sous les armes ou dans un poste de service, appartient aux tribunaux correctionnels, et non aux tribunaux de police. C. C. 9 frim. an 13, t. 5, 130.

**INONDATION.** L'inondation causée par la trop grande élévation du déversoir d'un moulin constitue un délit correctionnel, qui rend le meunier passible d'amende, quoique la hauteur du déversoir n'ait été fixée par aucun règlement de l'autorité administrative, et non un simple quasi-délit. C. C. 4 nov. 1824, t. 1 de 1825, 259.

2. Le débordement d'une rivière ou d'un canal et l'entrée de leurs eaux sur les terrains le long desquels elles coulent, provenant de ce que les vannes d'un moulin n'ont pas été levées au moment convenable ne constituent pas la contravention prévue par l'art. 471, n. 4, du cod. pén. C. C. 15 janv. 1825, t. 3 de 1825, 92.

3. Mais ces faits rentrant dans la disposition générale de l'art. 15 tit. 2 de la loi du 6 oct. 1791; et l'amende prononcée par cette dernière loi étant indéterminée, la connaissance de ces faits est dans les attributions de la police correctionnelle, et non du tribunal de simple police. C. C. 15 janv. 1825, t. 3 de 1825, 93.

#### INSCRIPTION de faux.

§ 1. *En quel cas et contre quels actes on peut s'inscrire en faux.*

§ 2. *Compétence et formalités.— Intervention.*

### § 3. *De l'inscription de faux contre les procès verbaux.*

§ 1.—*En quel cas et contre quels actes on peut s'inscrire en faux.*

1. Si, indépendamment des présomptions de faux qui militent contre un acte de seing privé, il existe des adminicules de dol et de fraude suffisans pour le faire annuler, les tribunaux peuvent prononcer cette nullité, sans qu'il soit besoin de recourir à l'inscription de faux. C. C. 10 août 1813, t. 15, 412.

2. Un plaideur n'est pas recevable à s'inscrire en faux contre la date d'un acte revêtu de sa signature, qu'il a personnellement soutenu plusieurs fois au soutien de sa cause, sans élever le moindre soupçon sur la sincérité de cette date. C. C. 10 niv. an 13, t. 5, 195.

3. L'inscription de faux est née de la part de l'accusé qui, pour se défendre contre l'accusation, soutient faux ce qui lui est opposé. C. C. 2 avril 1807, t. 8, 221.

4. La minute d'un jugement ou d'un arrêt peut être l'objet d'une inscription de faux. C. C. 7 déc. 1818, t. 20, 100; 10 juil. 1807, t. 8, 494.

5. Cette inscription de faux peut être justifiée par témoins, quoiqu'il n'y ait pas de commencement de preuve par écrit. C. C. 29 juil. 1807, t. 8, 495.

6. Un individu emprisonné en vertu d'un jugement par défaut rendu en dernier ressort, et qui n'a pas formé opposition dans la huitaine de l'ordonnance, est recevable à s'inscrire en faux incident contre sa prétendue signature apposée au bas du billet de sa condamnation. Rouen, 11 fruct. an 12, t. 4, 690.

7. Le juge du lieu de l'incarcération est compétent pour connaître de l'inscription de faux incident. Rouen, 11 fruct. an 12, t. 4, 690.

#### § 2. — *Compétence et formalités.*

8. Au cas d'inscription de faux incident devant un tribunal correctionnel, l'inscription de faux ne peut pas être jugée par ce tribunal. C. C. 6 janv. 1809, t. 10, 14.

9. Il ne peut être statué en matière de faux incident au même temps et par le même jugement sur la validité de la mission de l'inscription de faux, et sur le rejet ou la pertinence des moyens de défense proposés. Rennes, 4 mai 1812, t. 13, 100.

10. Le défendeur qui a laissé écouler le délai prescrit, sans avoir satisfait à la sommation de déclarer s'il entend ou non se servir de la pièce arguée, n'est pas recevable à purger la demeure et à faire ultérieurement la déclaration requise. C. C. 10 avril 1813, t. 15, 380.

La cour de Rouen a jugé en sens re. 24 août 1816, t. 18, 710.

Sous l'ancienne jurisprudence, le huitaine accordé au défendeur déclarer s'il entend ou non faire de la pièce arguée de faux était de r, et son silence pendant ce temps interprété négativement. Rouen, 2 an 11, t. 3, 653.

On doit considérer comme fatal et ptoire le délai de trois jours acc- par l'art. 219 du cod. de proc. civ. aire au greffe la remise de la pièce de faux. Besançon, 18 juil. 1811, 580.

Suivant la cour de Paris, au con- ce délai de trois jours n'est pas ent fatal que la pièce non déposée ce délai doive, par ce seul motif, écartée du procès. Paris, 4 août 1809, 612.

Si le dépôt n'a pas eu lieu dans le prescrit, par la faute de l'officier stériel rétentionnaire de la pièce, -ci doit être personnellement con- né aux frais de l'incident. Paris, 4 1809, t. 10, 612.

Sous l'ancienne jurisprudence, l'ex- tion de l'acte argué de faux devait déposée au greffe dans les vingt- re heures, encore bien que l'inscrip- ne fût pas dirigée contre cette expé- m, et que l'apport de la minute fût esaire. C. C. 6 pluv. an 11, t. 3, 214.

7. Lorsque, dans une instance pendante cour de cassation, la permission pour crire en faux incident résulte d'un t contradictoire, le délai de trois rs accordé au demandeur pour sommer versaire de déclarer s'il entend se ser- de la pièce arguée ne court pas du rde l'arrêt, comme lorsqu'il s'agit d'une onnance rendue sur requête. Dans ce t, le délai ne court que du jour où l'ex- tion de l'arrêt a pu être délivrée au mandeur. C. C. 5 avril 1813, t. 14, 380.

18. La loi n'attache pas la peine de chéance au défaut de production des pyens de faux dans le délai de huitaine. Nismes, 4 mars 1822, t. 3 de 1823, 39.

19. Un notaire a droit d'intervenir sur ne demande en faux incident civil, for- ée contre un acte qu'il a reçu. Nismes, 6 ars 1822, f. 24, 255.

20. L'inscription de faux dirigée contre un acte notarié peut devenir, pour le notaire qui l'a reçu, le fondement d'une ction en dommages et intérêts. Jug. impl. Angers, 25 avril 1821, t. 24, 257.

21. Mais l'exercice de cette action est rretée ou suspendue, tant que l'instance en faux n'est pas terminée Angers, 25 avril 1822, t. 24, 257.

### § 3. — De l'inscription de faux contre les procès verbaux.

22. Celui qui s'inscrit en faux contre un procès verbal rédigé contre lui ne peut se borner à la simple dénégation des faits : il doit au contraire articuler des faits et des circonstances propres à détruire ceux établis dans le procès verbal. C. C. 18 fév. 1813, t. 14, 218.

23. Le tribunal correctionnel devant lequel un procès verbal est argué de faux ne peut renvoyer devant les juges com- pétens pour connaître du faux, avant d'avoir jugé les moyens de faux admis- sibles. C. C. 51 août 1810, t. 11, 838.

### INSCRIPTION hypothécaire.

SECT 1<sup>re</sup>. Quelles personnes peu- vent ou doivent prendre inscrip- tion. — Sous le nom de qui une inscription peut être prise, et sur quels biens.

#### 1. Jurisprudence antérieure au code civil.

1. Lorsque des lettres de ratification ont été scellées à la charge d'une opposi- tion, le créancier qui l'a formée a dû, pour en conserver l'effet, prendre inscrip- tion sous l'empire de la loi du 11 brumai- re an 7. C. C. 13 déc. 1808, t. 9, 701.

2. Sous l'empire de cette même loi, le vendeur qui avait stipulé une rente fon- cière, pour prix de la vente, a dû, pour conserver ses droits, prendre inscription, à défaut de transcription par l'acquéreur. Poitiers, 2 pluv. an 13, t. 5, 286.

3. Le dernier vendeur seul étant dis- pensé de prendre inscription, lorsqu'il y avait transcription de la vente, les pré- cédens propriétaires devaient requérir inscription pour la conservation de leurs droits. Poitiers, 2 pluv. an 13, t. 5, 286.

3 bis. Le vendeur qui avait un privi- lège, à raison de son prix, sur l'immeu- ble vendu antérieurement à la loi du 11 brumaire an 7, a dû prendre inscription, pour conserver son privilège, dans le dé- lai fixé par cette loi. C. C. 2 juin 1824, t. 2 de 1825, 429.

4. Il n'a pas pu suppléer à cette for- malité en faisant transcrire le contrat de vente après la publication du code civil, et arrêter, par ce moyen, l'effet des inscriptions prises antérieurement par des créanciers de l'acquéreur posté- rieurs à la vente. C. C. 2 juin 1824, t. 2 de 1825, 429.

4 bis. En Normandie, une fille qui a- vait reçu une dot de son père n'a pu, depuis nos lois nouvelles, conserver ses droits hypothécaires sur les biens affec-

tés à cette dot que par une inscription. C. C. 9 avril 1823, t. 3 de 1823, 347.

5. Une femme n'a pu conserver l'action hypothécaire pour la sûreté de son douaire coutumier qu'en prenant inscription sous la loi du 11 brumaire an 7. C. C. 9 sept. 1811, t. 12, 757; Paris, 10 déc. 1822, t. 2 de 1824, 191.

6. Une femme mariée a pu prendre inscription, sans y être autorisée par son mari ou par justice. Paris, 31 août 1810, t. 11, 840.

## II. Jurisprudence du code civil.

7. Un mineur peut, sans autorisation, prendre une inscription hypothécaire. Riom, 16 mars 1811, t. 12, 253.

8. Un créancier peut prendre inscription pour son débiteur. Paris, 16 fév. 1809, t. 10, 115.

9. Le curateur nommé à un militaire absent peut prendre inscription pour le prix du remplacement dû à ce dernier. Paris, 9 juil. 1822, t. 1 de 1823, 30.

10. Un préfet peut prendre inscription au nom d'une commune de son département, pour sûreté d'une créance qu'elle a contre le fermier de son octroi. Aix, 12 fév. 1806, t. 7, 104.

11. Le créancier du vendeur auquel celui-ci a délégué une partie du prix de la vente doit prendre inscription, pour la conservation de ses droits. Limoges, 26 juin 1820, t. 22, 573; C. C. 22 avril 1807, t. 8, 277.

12. Un cessionnaire peut prendre inscription en son nom personnel, même avant la notification du transport au débiteur, et sans faire mention de sa qualité de cessionnaire. C. C. 25 mars 1816, t. 18, 253.

13. La cour de Paris avait décidé en sens contraire. 13 vent. an 13, t. 5, 442; 19 vent. an 12, t. 4, 360.

14. Une inscription prise au nom du cédant alors décédé est valable. C. C. 15 vent. an 13, t. 5, 456.

15. L'héritier institué du mari peut prendre inscription sur la femme légitime d'un usufruit, quoique dispensée d'inventaire, pour sûreté des sommes et autres objets mobiliers compris dans l'usufruit. Besançon, 22 juin 1809, t. 10, 491.

16. Dans le cas de plusieurs coadjudicataires d'un même domaine, le créancier de l'un d'eux n'a pas pu frapper d'inscriptions les portions de ce domaine revendues en commun, avant partage, pour acquitter le prix et les charges de l'adjudication. Rouen, 17 août 1813, t. 15, 398.

17. L'acquéreur peut, même après avoir purgé l'immeuble qui lui a été ven-

du de toutes hypothèques, prendre inscription sur les biens que le vendeur spécialement affectés à la garantie de la vente, à raison, soit des hypothèques, soit de l'éviction, soit de tout autre motif quelconque. C. C. 15 avril 1807, 224.

18. Le vendeur qui se plaint de l'insuffisance du prix ne peut prendre inscription pour le complément du prix auquel il a droit. Paris, 29 niv. an 10, t. 2, 252.

19. Le mineur n'est point obligé de prendre inscription pour la conservation de son hypothèque légale, et pour avoir droit de se présenter à l'ordre. Paris, 10 janv. 1813, t. 14, 64.

20. Le vendeur dont le titre est transcrit est dispensé de prendre inscription pour la conservation de son privilège et il doit, malgré le défaut d'inscription, être assigné pour être présent à l'ordre. Paris, 31 mai 1813, t. 14, 64.

21. Le créancier subrogé au privilège du vendeur sur un immeuble peut l'exercer utilement sur le prix de cet immeuble qu'autant qu'il l'a conservé par la voie de l'inscription; en défaut, les créanciers personnels de l'acquéreur, dont les créances ont été inscrites, doivent être colloqués de préférence à lui, dans la distribution de ce prix. Amiens, 27 nov. 1824, t. 2 de 1825, 30.

22. Le créancier qui a une hypothèque judiciaire déjà inscrite n'a pas besoin de prendre inscription pour conserver son hypothèque sur les biens acquis postérieurement dans le même bureau, de prendre une nouvelle inscription sur ces derniers biens. C. C. 3 août 1819, t. 21, 512.

23. Les femmes mariées sous le régime dotal sont dispensées de prendre inscription sur leurs maris pour sûreté de leurs créances et de leurs biens paraphernaux. Lyon, 16 août 1823, t. 2 de 1824, 43; Riom, 20 fév. 1819, t. 21, 142; 19 août 1817, t. 19, 838; C. C. 11 juin 1822, t. 24, 493.

24. Quelques cours ont professé, mais à tort, une opinion contraire. Grenoble, 4 juil. et 24 août 1814, t. 16, 512; Toulouse, 4 juin 1816, t. 18, 483; Aix, 15 août 1813, t. 15, 414.

25. La femme n'est point obligée de prendre inscription pour la conservation de son hypothèque légale; cette hypothèque existe indépendamment de cette formalité, même après la dissolution du mariage. Nîmes, 5 mai 1812, t. 13, 448.

26. Cette hypothèque se continue également, sans inscription, en faveur des héritiers ou des représentants de la femme. Turin, 10 janv. 1812, t. 13, 136.

27. La femme doit cependant, pour la conservation de son hypothèque légale,

inscription pendant les deux expositions du contrat de vente des biens de son mari ; autrement le perdrait le droit de se prévaloir de l'ordre ouvert sur le prix de ces biens. Grenoble, 8 juil. 1822, t. 1 de 1822, 456 ; Metz, 5 fév. 1823, t. 3 de 1823, 456.

Opinion contraire est professée par la cour de Douai. 14 avril 1820, t. 1 de 1820, 456.

La cour de Rouen, la femme n'a pas pris d'inscription pour sa hypothèque légale pendant les deux mois de l'exposition du prix de vente des biens de son mari, elle ne peut exercer ses droits sur le prix tant qu'il est dans les mains de l'acquéreur. Rouen, 10 août 1823, t. 1 de 1825, 536.

Elle le peut, lors même que son mari a transporté le prix de la vente, qui a fait signifier son transport à l'acquéreur. Rouen, 10 août 1823, t. 1 de 1825, 536.

La femme mariée n'est point obligée de prendre inscription pendant la conservation de son hypothèque légale sur le prix de l'adjudication. Grenoble, 4 fév. 1824, t. 3 de 1824, 557.

La subrogation à l'hypothèque légale de la femme ne peut se conserver sans inscription : ainsi, c'est la date de l'inscription qui détermine l'ordre de préférence. Paris, 11 mars 1813, t. 14, 1813, 557.

Depuis, la même cour a jugé contrairement. 13 déc. 1817, t. 19, 968. Les femmes, les mineurs et les interdits doivent, sous peine de déchéance, prendre inscription dans les deux mois de l'accomplissement des formalités prescrites par l'art. 2194, pour purger leur hypothèque légale. Grenoble, 27 déc. 1823, t. 2 de 1823, 195.

L'hypothèque légale des établissements publics ne peut se conserver que par inscription. C. C. 12 mars 1811, t. 12, 1811, 28.

L'état est dispensé de prendre inscription pour la conservation de ses biens sur les domaines nationaux aliénés. Colmar, 31 juil. 1813, t. 15, 298.

Art. II. Sur quelles personnes l'inscription peut ou doit être prise.

I. Jurisprudence ancienne.

1. Sous la loi du 11 brumaire an 7, le créancier du vendeur a pu prendre inscription sur l'acquéreur aux lettres de ratification duquel il avait formé opposition sous l'édit de 1771. Paris, 15 avril 1799, t. 10, 282.

II. Jurisprudence du code civil.

36. L'inscription doit être prise sur le débiteur originaire, quoiqu'il ait aliéné l'immeuble, surtout si l'acquéreur n'a pas purgé les hypothèques. C. C. 27 mai 1816, t. 18, 456 ; Poitiers, 16 vent. an 13, t. 5, 469.

37. Ou au moins transcrit. C. C. 30 flor. an 13, t. 6, 198 ; Caen, 6 mai 1812, t. 13, 451.

38. La cour de cassation avait précédemment décidé que l'inscription devait toujours être prise sur le détenteur actuel, et non sur le débiteur originaire. 13 therm. an 12, t. 4, 641.

SECT. III. En vertu de quel titre on peut requérir inscription.

I. Jurisprudence antérieure au code civil.

39. On pouvait prendre inscription en vertu d'un jugement qui déclarait vraie la signature d'un billet non encore échu. C. C. 3 fév. 1806, t. 7, 77.

40. On ne pouvait prendre inscription en vertu d'une sentence arbitrale rendue entre associés, avant qu'elle fût homologuée. C. C. 25 prair. an 11, t. 3, 533.

41. Un acquéreur pouvait, en vertu d'une clause de garantie stipulée dans son contrat, prendre inscription pour sûreté de cette garantie. Paris, 19 vent. an 12, t. 4, 363.

II. Jurisprudence du code civil.

41 bis. L'inscription hypothécaire prise en vertu d'un jugement non signifié est valable. C. C. 29 nov. 1824, t. 1 de 1825, 402.

42. Un jugement par défaut, quoique non enregistré, expédié et signifié, peut servir de base à une inscription. C. C. 19 déc. 1820, t. 22, 883 ; Rouen, 7 déc. 1812, t. 13, 1055 ; Riom, 6 mai 1809, t. 10, 354 ; Liège, 25 avril 1812, t. 13, 400 ; C. C. 21 mai 1811, t. 12, 429.

Voir un arrêt en sens contraire de la cour de Riom, 9 avril 1807, t. 8, 251.

43. Il en est de même d'un jugement qui ordonne qu'un associé régisseur rendra compte, quoiqu'il ne prononce contre lui aucune condamnation pécuniaire. C. C. 21 août 1810, t. 11, 794.

44. Un créancier ne peut prendre inscription en vertu d'une délégation faite sans son concours, et qu'il n'a pas ultérieurement acceptée par acte ayant date certaine. C. C. 21 fév. 1810, t. 11, 167.

45. Le contraire a été jugé par la cour de Nîmes. 25 août 1812, t. 13, 798.

46. Un associé peut prendre inscription sur son coassocié en vertu d'un juge-



ment arbitral qui décide que les parties ont des droits éventuels et réciproques, et que *tels et tels biens* doivent entrer dans la masse à partager. Colmar, 16 avril 1818, t. 20, 825.

47. Le demandeur à qui le tribunal a déferé le serment par lui offert a pu prendre inscription en vertu du jugement qui le lui défère, et cette inscription est valable, quoiqu'il meure avant de l'avoir prêté. Douai, 26 mai 1814, t. 16, 341.

48. On ne peut pas prendre inscription en vertu d'un titre qui confère subsidiairement une hypothèque conventionnelle, avant l'accomplissement de la condition. C. C. 5 déc. 1809, t. 10, 825.

49. On ne peut prendre inscription en vertu d'un acte passé en pays étranger. Paris, 26 mars 1808, t. 9, 190.

50. Une inscription peut être requise sur la seule représentation de l'original ou d'une expédition authentique du titre de créance. C. C. 18 juin 1823, t. 3 de 1823, 94.

51. On ne peut prendre inscription sur les biens d'une caution, en vertu du titre originaire qui promet de fournir caution, mais seulement en vertu de l'acte de cautionnement. C. C. 12 déc. 1821, t. 23, 731.

## SECT. IV. Quand l'inscription peut être prise utilement.

### I. Jurisprudence de la loi du 11 brumaire an 7.

52. Le défaut d'inscription d'une créance ancienne dans le délai prescrit par la loi du 11 brum. an 7 n'a point emporté la déchéance de l'hypothèque ou du privilège, mais seulement la perte du rang hypothécaire. C. C. 26 fév. 1806, t. 7, 421.

53. On a pu prendre inscription pour une pareille créance, dans les dix jours qui ont précédé la faillite. C. C. 4 déc. 1815, t. 17, 707.

### II. Jurisprudence du code civil.

54. On ne peut prendre utilement inscription dans les dix jours qui précèdent l'ouverture de la faillite du débiteur, soit qu'il s'agisse d'un privilège ou d'un hypothèque. C. C. 16 juil. 1818, t. 20, 551; 19 déc. 1809, t. 10, 856; 11 juin 1817, t. 19, 558; Nismes, 21 janv. 1807, t. 8, 28.

55. Il en est autrement lorsque le débiteur n'est pas commerçant. Paris, 29 juin 1812, t. 13, 608; C. C. 11 fév. 1812, Bruxelles, 23 mars 1811, Nanci, 5 déc. 1811, t. 13, 133; Paris, 9 juin 1814, t. 16, 383.

55 bis. Lorsqu'il y a nécessité pour les femmes ou les mineurs de prendre inscription, ils peuvent la requérir pendant la faillite du débiteur sur sa succession bénéficiaire. C. C. 8 juil. 1822, t. 1 de 1824, 69.

56. L'inscription destinée à produire l'effet de la séparation des patrimoines peut être utilement prise après la mort de l'héritier. Paris, 23 mars 1825, t. 2 de 1825, 23.

57. Le vendeur peut utilement prendre inscription pour la conservation de son privilège jusqu'à la transcription de l'acte de vente. C. C. 26 janv. 1813, t. 14, 122; 12 déc. 1811, Rennes, 21 août 1812, 964.

58. Il en est de même de tout créancier pour la conservation de son hypothèque. Bruxelles, 31 août 1808, t. 9, 50.

59. Dans l'intervalle du code de procédure, un vendeur peut utilement s'inscrire pour la conservation de son privilège, après la revente non transcrite, de son immeuble. C. C. 16 mars 1816, 14 janv. 1818, 711.

60. Sous le code civil, et avant la promulgation de l'art. 834 du cod. de proc., les créanciers hypothécaires du vendeur d'un immeuble perdaient le droit de s'inscrire, par le seul fait de la vente. C. C. 22 fév. 1825, t. 2 de 1825, 113.

60 bis. Une inscription est utilement prise quoique prise après la quinzaine de transcription, si, à la suite d'une adjudication, la propriété est adjugée à un nouvel acquéreur; elle peut même être prise utilement dans la quinzaine qui précède la revente. Paris, 3 avril 1812, t. 13, 13.

61. Un vendeur, quoiqu'il n'ait pas satisfait au vœu de la loi du 11 brum. an 7, qui le soumettait à faire inscrire son privilège dans un délai déterminé, peut s'inscrire utilement sous le code civil, si la transcription est postérieure à la sienne. C. C. 16 mars 1820, t. 22, 271.

62. On peut prendre utilement inscription sur une succession, quoique le défunt n'ait pas été inscrit. Grenoble, 27 nov. 1822, t. 2 de 1823, 113.

63. La cour de cassation avait déclaré nul l'art. 834 du code de procédure, sans contraire sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, dont les dispositions se rapportent à celles du code civil. therm. an 12, t. 4, 626.

## SECT. V. Formalités de l'inscription.

### I. Jurisprudence de la loi du 11 brumaire an 7.

64. L'omission du nom du créancier et celle de la date du titre frappent l'inscription de nullité. C. C. 7 sept. 1811, t. 8, 580.

ins une inscription prise par une  
commerce, il suffisait d'énon-  
tion de commerce collectivement,  
tiner les prénoms des associés.  
mars 1810, t. 11, 202; Paris, 15  
9, t. 10, 782.

ne inscription au profit de la  
e indivise du créancier pouvait  
e sans désignation individuelle  
ars. C. C. 15 mai 1809, t. 10, 376.  
t défaut d'énonciation du domi-  
réancier dans l'inscription était  
né radicale qui pouvait être op-  
ar la première fois sur l'appel.  
uin 1810, t. 11, 563.

erreur sur la date du titre, son  
é et le nom du notaire qui l'a-  
-était un vice radical dans l'in-  
-Rouen, 8 fév. 1806, t. 7, 93.  
inscription devait, à peine de  
énoncer l'époque de l'exigibilité  
ars. C. C. 4 frim. an 14, t. 6, 523.  
était nécessaire, à peine de nul-  
énoncer l'époque à laquelle l'hy-  
-avait pris naissance. C. C. 22  
7, t. 8, 288.

cessionnaire d'une créance hy-  
re devait, à peine de nullité,  
dans l'inscription, outre l'acte  
n, le titre constitutif de la créance  
e. C. C. 7 oct. 1812, t. 13, 860;  
1810, t. 11, 314.

mais il suffisait que celui qui était  
bits d'un cédant et d'un cession-  
-diquât son titre personnel, et  
-constituait la créance. Paris, 26  
08, t. 9, 190.

L'inscription faite sous l'empire  
i du 11 brum. an 7, pour conser-  
-e ancienne hypothèque prise en  
-nantissement, a dû énoncer non  
-ut le titre primordial, mais en-  
-transcription de ce titre au greffe.  
-therm. an 12, t. 4, 626.

La mention du capital et des ac-  
-était prescrite, à peine de nul-  
-ins l'inscription. C. C. 5 sept. 1808,  
62.

L'inscription prise par la caution  
comptable, pour la sûreté de son  
-nement, n'en était pas dispensée.  
6 sept. 1808, t. 9, 562.

Jurisprudence du code civil.

*Règles générales.*

*Noms, prénoms et domiciles  
du créancier et du débiteur. —  
Election de domicile.*

*Date et nature du titre.*

*Montant de la créance en*

*principal et accessoires. — Epo-  
que d'exigibilité.*

§ 5. *Espèce et situation des biens.*

§ 1. — *Règles générales.*

76. Il suffit, pour la validité de l'in-  
scription, que les tiers puissent y trouver  
tout ce qu'ils ont intérêt de savoir. C. C.  
3 fév. 1819, t. 21, 107.

77. Une inscription est valable, quoi-  
qu'elle ne contienne pas toutes les énon-  
ciations prescrites, si elle se réfère à une  
précédente immédiatement prise. C. C.  
7 mai 1823, t. 1 de 1824, 401.

78. L'omission des formalités substan-  
tielles sur le registre du conservateur en-  
traîne la nullité de l'inscription, lors  
même que le bordereau serait régulier.  
C. C. 22 avril 1807, t. 8, 288; Riom, 8  
janv. 1824, t. 1 de 1825, 129.

79. Les inscriptions prises par l'admi-  
nistration des domaines sur les adjudica-  
taires des bois de l'état sont, comme  
celles requises sur les comptables, dis-  
pensées de plusieurs des formalités ordi-  
naires. Besançon, 19 fév. 1811, t. 12, 160.

§ 2. — *Noms, prénoms et domiciles du  
créancier et du débiteur. — Election  
de domicile.*

80. L'erreur dans les prénoms du cré-  
ancier n'est pas une cause de nullité de  
l'inscription, si d'ailleurs l'inscrivant est  
suffisamment désigné. C. C. 15 fév. 1815,  
t. 11, 137.

81. Il n'est pas indispensable d'énoncer  
la profession du créancier. C. C. 1 oct.  
1810, t. 11, 856.

82. L'énonciation inexacte des noms,  
prénoms et domiciles tant du créancier  
que du débiteur, n'est point une cause  
de nullité, si l'un et l'autre sont désignés  
de manière à ce qu'on ne puisse les mé-  
connaître. C. C. 17 nov. 1812, t. 13, 955.

83. L'énonciation des prénoms du dé-  
biteur n'est pas indispensable, si d'ailleurs  
il est clairement désigné. Lyon, 17 août  
1822, t. 3 de 1823, 473.

84. Dans une inscription prise contre  
une succession, il n'est pas indispensable  
de désigner par son nom et ses prénoms  
le débiteur originaire, quand la succes-  
sion est suffisamment indiquée. C. C. 2 mars  
1812, t. 13, 197.

85. Dans une inscription prise pour une  
succession, il n'est pas nécessaire d'indi-  
quer le nom des héritiers. Paris, 16 fév.  
1809, t. 10, 115.

86. Il suffit que l'inscription énonce la  
ville où est le domicile de l'inscrivant,  
sans qu'il soit nécessaire d'indiquer la rue  
et le numéro où ce domicile est situé. Pa-  
ris, 9 juin 1814, t. 16, 383.

87. L'énonciation du domicile de l'a-

gent du trésor n'est pas nécessaire dans une inscription prise par lui au nom du trésor. Rouen, 13 fév. 1818, t. 20, 394.

88. L'élection d'un domicile, de la part du créancier, est une formalité substantielle de l'inscription. C. C. 2 mai 1816 t. 18, 363.

89. Plusieurs cours royales, ont jugé au contraire que le défaut d'élection de domicile n'entraîne pas la nullité de l'inscription. Grenoble, 10 juil. 1823, t. 1 de 1325, 128; Riom, 8 janv. 1824, t. 1 de 1824, 129; Metz, 2 juil. 1812, t. 13, 624.

90. Lorsqu'il y a élection de domicile, l'énonciation du domicile réel n'est pas nécessaire. Paris, 16 fév. 1809, t. 10, 115.

91. L'élection de domicile faite, dans une inscription, chez le conservateur des hypothèques, s'y maintient quoiqu'il y ait réunion de ce bureau avec un autre; elle n'est point transférée de plein droit au nouveau bureau. C. C. 8 therm. an 11, t. 3, 625.

### § 3. — *Date et nature du titre.*

92. Il n'est pas nécessaire que l'inscription énonce la nature du titre, si d'ailleurs elle contient l'indication du notaire qui l'a reçu, outre les autres mentions prescrites. C. C. 11 mars 1816, t. 18, 197.

93. Hors de cette circonstance, l'indication du notaire n'est pas indispensable. C. C. 17 nov. 1812, t. 13, 955.

94. Ou bien lorsque le titre est rappelé dans l'acte en vertu duquel l'inscription est prise. C. C. 3 fév. 1819, t. 21, 107.

95. La mention de la date du titre cesse également d'être nécessaire lorsque l'inscription se rapporte à une première, dans laquelle se trouve cette énonciation. C. C. 16 mars 1820, t. 22, 271.

96. Une erreur dans l'énonciation de la date du titre n'est point une cause de nullité de l'inscription, si elle ne peut causer aucun préjudice. C. C. 17 août 1813, 3 janv. 1814, t. 15, 404; 9 nov. 1815, t. 17, 645.

97. Il suffit, en tout cas, que l'énonciation de la date du titre soit implicite, lorsque personne n'a pu être induit en erreur. C. C. 2 août 1820, t. 22, 702.

98. Il n'y a pas nullité, lorsque le conservateur, n'ayant pu lire d'une manière sûre l'année de la date du titre, a énoncé que l'acte était de telle année ou de telle autre. C. C. 17 nov. 1812, t. 13, 955.

99. L'inscription prise par un créancier qui n'a acquis son droit que par l'entremise d'un tiers, se portant fort pour lui, doit, sous peine de nullité, outre l'obligation principale, énoncer l'acte de ratification. Paris, 11 août 1808 t. 9, 480.

100. Il suffit, pour conserver la nature de l'acte constitutif de la créance, que l'inscription indique la nature de l'acte constitutif de la créance, si il n'est pas besoin de faire mention du titre. C. C. 7 mars 1811, t. 12, 153.

101. Le prêteur subrogé au prêteur vendeur peut, en prenant inscription, en vertu de l'acte de subrogation, se dispenser d'énoncer le titre constitutif de la créance, si, se référant à l'inscription, il indique la date et le lieu où elle est consignée. Paris, 1818, t. 20, 27.

102. Dans le cas précédent, l'inscription peut se borner à énoncer l'acte constitutif de la créance, sans mention de celui qui contient la subrogation. C. C. 26 nov. 1816, t. 18, 197.

### § 4. — *Montant de la créance en principal et accessoires. — Époque d'exigibilité.*

103. L'inscription prise pour une rente viagère est dispensée de mentionner le taux auquel la rente a été constituée, que sa réversibilité, s'il en a été stipulé. Paris, 9 juin 1814, t. 16, 383.

104. Si elle énonce une somme déterminée comme capital de la rente, le créancier peut conserver pour une plus forte somme. Paris, 9 juin 1814, t. 16, 383.

105. De même l'évaluation faite dans une inscription, d'une rente viagère, n'ôte aux créanciers le droit de la réversibilité, dans un ordre, à un taux supérieur. Paris, 24 août 1809. (Arrêt non rapporté.)

106. Une inscription prise contre un débiteur condamné à rendre compte, quoiqu'elle ne contienne aucune mention de la somme à laquelle s'élève le reliquat de ce compte, est valable. Paris, 16 mars 1822, t. 24, 278.

107. L'époque de l'exigibilité de la créance doit, à peine de nullité, être mentionnée dans l'inscription. Riom, 1824, t. 1 de 1825, 129.

108. Cette mention est nécessaire même que la créance est annoncée dans l'acte d'un jugement. Riom, 8 janv. 1824, t. 1 de 1825, 129.

109. Énoncer dans l'inscription que la créance est échue, c'est mentionner suffisamment l'époque d'exigibilité. C. C. 1811, Nismes, 23 déc. 1810, Rouen, 15 janv. 1810, Riom, 15 janv. et 21 fév. 1810, t. 12, 153.

109 bis. L'exigibilité actuelle d'une créance est suffisamment exprimée dans l'inscription par l'énonciation qu'elle est prise en vertu d'un jugement. C. C. 1812, t. 13, 708; Bruxelles, 3 déc. 1812, t. 13, 1024.

110. Mais l'arrêt qui déclare cette énonciation insuffisante ne peut être cassé. C. 15 janv. 1817, t. 19, 61.

*bis.* Dans l'inscription prise pour d'une rente perpétuelle, il n'est pas de mentionner ni la non-exigibilité du capital, ni l'époque de l'échéance des arrérages. C. C. 2 avril 1811, t. 12, 383.

L'inscription prise par un associé pour des droits éventuels, en vertu d'un jugement arbitral qui décide seulement que les biens doivent entrer dans la masse liquidée, est dispensée de la mention de l'époque de l'exigibilité. Colmar, 16 avril 1818, t. 12, 385.

*bis.* La mention que la dette est due à réquisition énonce suffisamment l'époque de l'exigibilité. Riom, 16 avril 1811, t. 12, 233.

Dans l'inscription prise en vertu d'un contrat de rente viagère, il n'est pas nécessaire d'énoncer l'époque d'exigibilité de la rente. Paris, 13 nov. 1811, t. 12, 861.

*bis.* Un immeuble sur lequel frappe une inscription nulle, faute d'indiquer l'époque de l'exigibilité, n'est pas nul à raison de cette inscription, lorsqu'il a été vendu par le débiteur avant la prescription prescrite par l'art. 1 de la loi du 7 sept. 1807, si cette rectification a été faite dans le délai accordé par cette loi. Paris, 18 juil. 1823, t. 1 de 1825, 325.

3. L'erreur commise sur l'époque de l'exigibilité n'est point une cause de nullité, si elle ne cause aucun préjudice. C. C. 15 janv. 1814, t. 16, 1.

#### — *Espèce et situation des biens.*

1. Toute inscription doit, sous peine de nullité, énoncer la nature et la situation des biens. C. C. 23 août 1808, t. 9, 514; 16 août 1815, t. 17, 563.

2. Il ne suffit pas de cette indication : *Tous les immeubles situés dans l'arrondissement de tel bureau.* C. C. 23 août 1808, t. 9, 514.

3. Abjurant sa première sévérité, la jurisprudence ne réclame plus aussi impérieusement la spécification de la nature et la situation des biens, lorsque la mention qui en est faite ne permet pas de méconnaître. C. C. 15 juin 1815, t. 17, 413.

4. Ainsi, la seule indication du nom de la ferme hypothéquée suffit pour la validité de l'inscription, indépendamment de toute autre indication de la nature et la situation des biens. C. C. 1 mars 1817, t. 19, 313.

5. Il suffit, pour la validité de l'inscription, que les biens soient désignés par une dénomination générique de *terres, vignes, bois*, que possède le débiteur dans la commune. Besançon, 22 juin 1810, t. 1, 626; C. C. 6 mars 1820, t. 22, 237.

*bis.* Ou dans tel arrondissement. Gre-

noble, 10 juil. 1823, t. 1 de 1825, 123.

119. Dans l'hypothèse de cette désignation, il n'est pas nécessaire d'énoncer la contenance et la nature de chaque pièce de terre. Paris, 9 juin 1814, t. 16, 383.

119 *bis.* L'inscription prise sur un domaine affecté à la sûreté du paiement d'une créance dans l'acte constitutif de l'hypothèque, avec indication du lieu de sa situation, mais sans désignation spéciale de l'espèce de biens dont il se compose remplit le vœu de la loi, lorsqu'il est notoire dans le pays que les biens sur lesquels frappe l'inscription font partie du domaine hypothéqué. C. C. 24 janv. 1825, t. 3 de 1825, 200.

120. Il n'est pas nécessaire d'énoncer l'arrondissement où est situé le fonds hypothéqué. C. C. 11 juil. 1815, t. 17, 470.

121. L'indication de la commune n'est pas non plus nécessaire, lorsqu'il ne peut y avoir incertitude sur la situation. C. C. 25 nov. 1813, t. 15, 665.

122. Par conséquent l'erreur dans l'indication de la commune n'est pas une cause de nullité, si cette erreur n'a pu tromper les tiers, et si surtout elle est le résultat d'un concert frauduleux entre le créancier et le débiteur. C. C. 6 fév. 1821, t. 23, 91. — V. *Hypothèque.*

#### SECT. VI. Renouvellement de l'inscription.

123. Dans le délai de 10 ans que dure une inscription on ne doit comprendre ni le premier ni le dernier jour de sa durée. Paris, 21 mai 1814, t. 16, 330.

123 *bis.* On au moins on doit exclure des dix années pendant lesquelles dure l'inscription hypothécaire le jour où elle est faite, de sorte qu'une inscription originairement prise le 13 juin 1799 peut être valablement renouvelée le 13 juin 1809. C. C. 5 avril 1825, t. 3 de 1825, 310; Caen, 19 fév. 1825, t. 3 de 1825, 339.

124. Suivant la cour de Colmar, au contraire, on doit les comprendre l'un et l'autre dans le délai. 30 juil. 1815, t. 15, 278.

125. La circonstance de la faillite du débiteur, de la vacance ou de l'acceptation bénéficiaire de sa succession, ne dispense pas du renouvellement de l'inscription. C. C. 17 juin 1817, t. 19, 577; Grenoble, 28 janv. 1818, t. 2 de 1823, 272; Dijon, 26 fév. 1819, t. 21, 154; Limoges, 26 juin 1820, t. 22, 573; Caen, 19 fév. 1825, t. 3 de 1825, 339; Rouen, 30 mai 1825, t. 3 de 1825, 346.

126. L'inscription prise par les syndics d'une faillite au nom de la masse ne supplée pas au défaut de renouvellement

d'inscription. Limoges, 26 juin 1820, t. 22, 573.

127. La cour de Paris avait adopté, quoique à tort, l'opinion contraire sur les deux questions précédentes. 9 mars 1812, t. 13, 211; 17 juin 1811, t. 12, 176; 12 mars 1823, t. 1 de 1824, 434.

128. Dans le cas de vente volontaire, l'inscription a produit son effet légal et n'a pas besoin d'être renouvelée après la notification du contrat de vente. Paris, 16 juin 1824, t. 2 de 1824, 480; Riom, 16 mars 1811, t. 12, 233; Paris, 29 août 1815, t. 17, 590.

129. Décidé au contraire que l'inscription est soumise au renouvellement jusqu'à la clôture de l'ordre. Lyon, 17 août 1822, t. 3 de 1823, 473; C. C. 3 fév. 1824, t. 3 de 1824, 345.

130. En matière de vente forcée, la notification du placard aux créanciers inscrits fixe l'état des inscriptions et dispense de les renouveler. Rouen, 29 mars 1817, t. 19, 308.

131. L'opinion contraire a prévalu: il est reconnu que l'inscription doit être renouvelée jusqu'à l'adjudication définitive inclusivement. Bruxelles, 26 juin 1813, t. 15, 117; C. C. 9 août 1821, t. 23, 589.

132. Et même jusqu'à l'ouverture de l'ordre.

133. Le poursuivant n'en est pas plus dispensé que les autres créanciers. C. C. 31 janv. 1821, t. 23, 83.

133 bis. Lorsque, après une aliénation volontaire, un créancier a formé une surenchère, il est obligé de renouveler son inscription, si les dix ans viennent à expirer pendant l'instance. Grenoble, 12 mai 1823, t. 1 de 1825, 232.

134. Le défaut de renouvellement de cette inscription fait tomber la surenchère elle-même. Grenoble, 12 mai 1824, t. 1 de 1825, 232.

134 bis. La transcription d'un contrat translatif de propriété n'est pas un obstacle au renouvellement de l'inscription. C. C. 27 mai 1816, t. 18, 417.

135. Lorsqu'un acquéreur a payé un créancier hypothécaire de son vendeur, inscrit sur l'immeuble acquis, et que par là il se trouve subrogé aux droits du créancier, l'hypothèque n'est pas éteinte par la confusion, de telle sorte que l'acquéreur soit dispensé de renouveler son inscription, même à l'égard des autres créanciers hypothécaires, Rouen, 30 mai 1825, t. 3 de 1825, 346.

135 bis. Un créancier n'est pas dispensé de renouveler son inscription, même après avoir obtenu un jugement de déclaration d'hypothèque contre le tiers détenteur. A défaut de renouvellement, son hypothèque

serait purgée par la transcription de dernier. C. C. 17 juin 1817, t. 12, 176.

136. Les héritiers d'une femme décédée avant le code civil n'ont point été dispensés par l'art. 2135 du renouvellement de l'inscription, pour la conservation de ses droits. Grenoble, 28 janv. 1824, t. 1 de 1823, 272.

137. Le mineur qui était créancier hypothécaire de son tuteur, après son entrée en tutelle, doit renouveler son inscription pour conserver son rang. Grenoble, 28 janv. 1818, t. 2 de 1823, 176.

138. Le cessionnaire en vertu d'une sous seing privé non enregistré et sans la notification de son transport au créancier peut faire renouveler l'inscription prise par son cédant. C. C. 11 août 1819, t. 21, 566.

138 bis. Il n'est pas indispensable pour le renouvellement d'une inscription de mentionner toutes les énonciations contenues dans l'acte primitif pour la validité de l'inscription prise par le cessionnaire. C. C. 22 fév. 1825, t. 2 de 1825, 414.

139. Il suffit au contraire que la nouvelle inscription indique le nom du créancier, celui du débiteur, le volume et le numéro du registre du conservateur. L'inscription primitive est portée. C. C. 22 fév. 1825, t. 2 de 1825, 414.

139 bis. Le cessionnaire qui renouvelle son inscription prise par son cédant n'est pas dispensé de faire mention de la cession. C. C. 11 août 1819, t. 21, 566.

140. Le cessionnaire, quoique par une sous seing privé, peut dans son inscription rénovative changer le domicile du créancier par le cédant dans la première inscription. C. C. 11 août 1819, t. 21, 566.

141. Le créancier subrogé dans le droit d'une première inscription doit dans son inscription rénovative énoncer, à peine de nullité, et la subrogation, et le nom de l'original de la créance. C. C. 14 août 1818, t. 20, 19.

141 bis. L'inscription qui n'est pas renouvelée dans les dix ans de son expiration reste sans effet, même à l'égard du créancier qui a fait transcrire son acte, mais sans le notifier aux créanciers inscrits. Rouen, 1 fév. 1825, t. 3 de 1825, 497.

## SECT. VII. Nullité de l'inscription.

— Nullités du fait du conservateur.

— Défaut d'inscription.

— Péremption. — Qui peut arguer.

142. C'est d'après l'énoncé des registres et non d'après celui des bordereaux, qu'il faut se déterminer pour juger de la validité de l'inscription. Bruxelles, 3



1813, 1024; Paris, 31 août 1810,

Le débiteur n'a point qualité pour  
le créancier l'irrégularité de son  
in. Besançon, 22 juin 1809, t.

On ne peut faire annuler une in-  
scription prise en vertu d'un jugement inat-  
qui condamne au paiement d'une  
échange, sous prétexte que cette  
échange est fausse, surtout lors-  
qu'une fausse déclaration de faux a été rejetée par  
un tribunal criminel. C. C. 21 avril 1819,  
t. 12, 32.

Une inscription prise sur un con-  
trat de hypothèques n'est pas nulle,  
si l'on a reçu lui-même les bor-  
nes, et les ait portés sur son registre.  
Paris, 11 nov. 1811, t. 12, 861.

Un acquéreur à qui le paiement  
d'une créance privilégiée a été indiqué, et  
qui est en outre tenu personnellement  
part et portion, comme héritier  
d'un acquéreur, dont il est lui-  
même créancier, n'est pas recevable, en  
sa qualité, à opposer au créan-  
cier le défaut d'inscription de  
sa créance. Amiens, 27 nov. 1824, t. 2 de  
1825, 339.

153. L'acquéreur d'un immeuble  
avant l'ouverture de l'ordre, de-  
mande la nullité des inscriptions qui  
ont été prises sur les biens du chef de son  
de. Besançon, 11 fév. 1811, t. 12,

La demande en nullité d'une in-  
scription ne peut être proposée pour la  
première fois sur l'appel. Rouen, 20 fév.  
1811, t. 12, 195.

Jugé qu'elle peut être demandée  
pour la première fois sur l'appel d'un  
arrêt d'ordre. C. C. 16 oct. 1808, t. 9,

Les légataires universels ou à titre  
particulier ne peuvent opposer aux créan-  
ciers leur auteur leur défaut d'in-  
scription. Paris, 24 mars 1815, t. 17, 213.  
Le défaut d'inscription dans les  
actes du décès, pour conserver le  
droit de la séparation des patrimoines,  
ne peut être opposé par un légataire à un  
créancier. Lyon, 17 avril 1822, t. 3  
de 1823, 395.

Le créancier poursuivant l'ordre  
n'est fait utilement colloquer, au  
cas d'une subrogation au privilège  
hypothécaire, non inscrite, mais qu'il con-  
tinue, ne peut opposer le défaut d'in-  
scription de cette subrogation. Paris, 31  
mars 1813, t. 14, 632.

Dans l'ordre du prix des biens d'une  
succession bénéficiaire, l'héritier peut op-  
poser son créancier personnel le défaut  
d'inscription, quant aux intérêts que ce

dernier réclame. Paris, 2 mai 1816, t. 18,  
367.

SECT. VIII. Effets de l'inscription.

— A qui elle profite. — Comment  
elle peut être suppléée.

I. Jurisprudence antérieure au  
code civil.

153. Les créanciers inscrits sous l'em-  
pire de la loi du 11 brum. an 7 doivent  
être préférés au vendeur antérieur à cette  
loi, qui n'a pas fait inscrire son privilège  
dans les délais qu'elle avait réglés. Caen,  
19 fév. 1825, t. 3 de 1825, 339.

153 bis. Dans le cas de concours entre  
les créanciers du vendeur et ceux de l'ac-  
quéreur, qui n'avait pas fait transcrire,  
c'était l'inscription qui déterminait le rang  
de l'hypothèque, sous la loi du 12 brum.  
an 7. C. C. 13 brum. an 14, t. 6, 501.

154. L'inscription prise par la femme  
pour son douaire non ouvert ne conservait  
point le fond du douaire propre aux enfans.  
C. C. 4 frim. an 14, t. 6, 523.

II. Jurisprudence du code civil.

155. L'inscription conserve l'hypo-  
thèque et le rang hypothécaire. Le créan-  
cier hypothécaire qui néglige de prendre  
l'inscription ne peut être préféré aux  
créanciers chirographaires. C. C. 11 juin  
1817, t. 19, 558.

156. L'inscription de l'hypothèque judi-  
ciaire en conserve les effets sur tous les  
biens que possédait le débiteur lors du  
jugement et sur ceux qu'il a acquis  
postérieurement. Metz, 23 avril 1823, t.  
1 de 1824, 112.

157. L'inscription prise par un légat-  
aire ne lui donne aucune prééminence  
sur les autres légataires, surtout lorsque  
la succession n'a été acceptée que bénéfi-  
ciairement. Paris, 12 mars 1806, t. 7, 451.

158. L'inscription prise par un cession-  
naire dont le titre est depuis annulé pro-  
fite au véritable créancier. C. C. 15 juin  
1813, t. 15, 51.

159. L'inscription prise pour sûreté  
d'un capital produisant intérêts garantit  
deux années d'intérêts et l'année courante  
au même rang d'hypothèque que le ca-  
pital, et ces trois années sont celles, non  
qui ont couru à compter de l'inscription,  
mais celles qui sont dues lors de l'ouver-  
ture de l'ordre. C. C. 27 mai 1816, t. 18,  
451.

SECT. IX. Demande en réduction;

— En mainlevée, — En radiat-  
ion d'inscription.

160. Un tiers acquéreur peut demander  
la réduction de l'inscription prise par la  
femme pour ses droits matrimoniaux.  
Paris, 16 juil. 1813, t. 15, 226.

161. Cette réduction peut s'opérer sans l'avis des quatre plus proches parens de la femme. Paris, 16 juil. 1813, t. 15, 226.

162. On ne peut demander, par application de l'art. 2161 du cod. civ., la réduction des inscriptions prises pour la conservation d'hypothèques antérieures au code civil. Caen, 16 fév. 1808, t. 9, 133.

163. On peut demander mainlevée d'une inscription prise pour la sûreté d'une vente, lorsque l'éviction est impossible. C. C. 18 juil. 1820, t. 22, 643.

164. L'inscription prise par la femme peut être rayée lorsque, étant séparée de biens, elle ne prouve pas que son mari a profité du prix des aliénations. Paris, 16 juil. 1813, t. 15, 225.

165. Une femme mariée sous le régime dotal peut, sans l'autorisation de son mari, donner mainlevée d'une inscription prise pour sûreté d'une créance paraphernale. Turin, 19 janv. 1811, t. 12, 40.

166. La femme peut consentir la radiation partielle ou totale d'une inscription prise sur un immeuble dont elle a garanti la vente conjointement avec son mari. C. C. 12 fév. 1811, t. 12, 121.

167. Un tuteur ne peut gratuitement consentir la mainlevée d'une inscription prise dans l'intérêt de son pupille. C. C. 22 juin 1818, t. 20, 493.

168. L'acquéreur d'un immeuble peut, nonobstant la radiation des inscriptions hypothécaires qui grevaient cet immeuble, refuser d'en acquitter le prix, lorsqu'il ne paraît pas que chacun des créanciers qui figuraient dans ces inscriptions ait consenti à leur radiation. Bourges, 25 mai 1824, t. 2 de 1825, 341.

169. Une demande en radiation d'inscription est une action principale qui doit toujours subir les deux degrés de juridiction. Paris, 23 mai 1817, t. 19, 479.

169 bis. La demande en radiation d'inscription formée incidemment à une contestation sur la validité de titres en vertu desquels l'inscription est prise doit être portée devant le tribunal saisi de cette contestation. C. C. 6 mai 1812, t. 13, 457.

170. Mais lorsque la demande en radiation est principale, quoique fondée sur la nullité du titre, elle doit être portée devant le tribunal dans le ressort duquel l'inscription a été prise. Paris, 9 mars 1813, t. 14, 282.

171. Lorsque la radiation est demandée contre le gouvernement, créancier présumé d'un comptable public, les tribunaux ne peuvent prendre de décision, avant que la cour des comptes n'ait statué sur la situation du débiteur. C. C. 25 nov. 1812, t. 13, 991.

172. L'inscription omise dans l'état dé-

livré par le conservateur doit être C. C. 9 niv. an 14, t. 6, 584.

173. Le conservateur est obligé de l'inscription, sur la représentation du jugement, quoique encore sur opposition ou d'appel, qui ordonne la radiation. Paris, 17 juil. 1813, t. 15, 226; 14 fruct. an 12, t. 4, 706; Bordeaux, 14 pluvi. an 13, t. 5, 527.

174. Suivant la cour de Paris, avoir droit à la radiation des inscriptions il ne suffit pas de présenter au conservateur un certificat constatant qu'il n'y a ni opposition ni appel : il faut que les délais pour se pourvoir par l'une ou l'autre de ces voies soient écoulés. 14 mai 1808, t. 9, 296; 26 août 1808, t. 9, 523.

175. L'inscription prise par un créancier devenu acquéreur de l'immeuble peut être rayée de son consentement, sur la radiation des vendeurs qu'elle était censée garantir. Paris, 12 juin 1815, t. 17, 401.

176. Mais l'arrêt qui rétablit l'inscription ne peut être opposé aux créanciers inscrits dans le temps intermédiaire. Ces créanciers peuvent l'attaquer par la voie de la tierce opposition. Paris, 12 juin 1815, t. 17, 401; 15 avr. 1812, t. 12, 342.

**INSCRIPTION d'office.** 1. L'inscription d'office n'est pas soumise au renouvellement décennal : pour conserver son privilège, il suffit que le premier créancier prenne une nouvelle inscription quinzaine qui suit la transcription de la seconde vente. Paris, 24 mars 1815, t. 17, 277.

2. L'inscription d'office faite le jour de la transcription d'un contrat de vente en faveur des créanciers délégués par le vendeur ne suffit pas pour donner à ces créanciers un droit de préférence sur les créanciers qui requièrent plus tard la transcription de leur hypothèque. Orléans, 10 frim. an 12, t. 4, 127.

**INSCRIPTION sur le grand-livre.** 1. Le grand-livre de la dette publique forme le titre unique et fondamental des créanciers de l'état : ainsi l'inscription sur ce livre du nom du nouveau titulaire d'une rente prouve tout à la fois l'acquisition et le paiement du prix. Cette preuve légale ne peut être combattue par des présomptions, hors des cas où la loi admet la preuve testimoniale. C. C. 10 août 1823, t. 1 de 1824, 328.

2. Les privilèges et hypothèques réservés par l'art. 161 de la loi du 28 août 1793, contre les propriétaires lors de la radiation des inscriptions sur le grand-livre,

lique, ont été supprimés par les  
quentes. Paris, 12 vent. an 12,

i en faveur de qui il a été fait  
ert sur le grand-livre ne peut  
aindre de l'observation des  
esrites pour effectuer ce trans-  
12 brum. an 9, t. 1, 492.

Les cas où les lois autorisent le  
les tribunaux peuvent obliger  
ier à l'accepter, et prononcer  
la libération du débiteur. C. C.  
an 9, t. 1, 492.

PTION sur la liste des émigrés.  
ration.

UATION. V. *Donation*, n. 4; *Do-*  
*ntre époux*, n. 1, et *Institution*  
*uelle*, n. 5.

TUTION contractuelle.

### I. Jurisprudence

is antérieures au code civil.

stitution contractuelle, en pays  
écrit, n'avait point le caractère  
onation entre vifs: ainsi elle ne  
ait point actuellement le dona-  
même qu'il s'était réservé l'usu-  
biens donnés, ou la faculté de  
d'une certaine somme, et le droit  
tion n'était ouvert que par le  
l'instituant. C. C. 22 pluv. an  
3, 247.

pays de droit écrit, et notam-  
ans le ressort du parlement de  
x, *l'institution contractuelle* n'é-  
irrévocable en ce sens qu'elle dé-  
actuellement le donateur, et sai-  
l'instant même l'héritier institué  
les biens qui appartenaient à  
ant. C. C. 24 niv. an 13, t. 5, 268.

contraire, ce n'était que par le  
l'instituant que l'héritier insti-  
irrévocablement saisi, et le droit  
tion n'était ouvert qu'à cette épo-  
C. C. 24 niv. an 13, t. 5, 268.

us la loi du 18 pluv. an 5, la ré-  
ite par l'instituant, d'une somme  
née et dont il n'avait pas disposé,  
être distraite par les légittimaires  
asse entière de la succession, cu-  
ment avec les légittimés de droit.  
germ. an 13, t. 6, 61.

ant le code civil, l'insinuation n'é-  
indispensable à la validité d'une  
contractuelle. Paris, 18 juin  
8, 452.

stitution contractuelle n'est pas  
irrévocable que le donateur ne  
du consentement du donataire,  
de partie des objets compris  
stitution. Les créanciers du do-  
peuvent, comme exerçant ses  
attaquer ni ces dispositions, ni les

actes d'adhésion émanés de leur débi-  
teur. Paris, 3 juil. 1821, t. 23, 466.

7. Le droit de représentation accordé  
aux petits enfans par leur aïeul, dans le  
contrat de mariage de leur mère, ne pro-  
duisait pas, dans le dernier état de la ju-  
risprudence, une institution contrac-  
tuelle en faveur de celle-ci ou des en-  
fans. C. C. 13 janv. 1814, t. 16, 53.

8. Dans les successions ouvertes sous  
l'empire du code civil, la réduction des  
*institutions contractuelles* stipulées avant  
sa promulgation doit être réglée d'a-  
près les lois en vigueur au moment du  
contrat de mariage. Turin, 15 mars  
1806, t. 7, 157.

9. L'obligation imposée à une fille dans  
son contrat de mariage de rapporter sa  
dot à la masse de la succession n'établit  
pas en sa faveur une institution contrac-  
tuelle, de telle sorte que le père ou la  
mère qui a doté n'ait pu faire ultérieu-  
rement aucun avantage à un autre en-  
fant au préjudice du premier. C. C. 13  
janv. 1814, t. 16, 53.

### II. Jurisprudence du code civil.

*Quelle loi régit l'institution con-*  
*tractuelle. — Caractère de l'in-*  
*stitution. — Droits qu'elle con-*  
*fère. — Si elle peut être répu-*  
*diée.*

10. L'institution contractuelle est régie  
par la loi existante au jour du contrat,  
et non par celle en vigueur au décès de  
l'instituant. Limoges, 26 juin 1822, t.  
1 de 1823, 277. — V. le n. 8.

11. Une donation de tous biens pré-  
sens et à venir, faite par contrat de ma-  
riage à un collatéral, avec réserve d'usu-  
fruit, a les caractères d'une disposition  
à cause de mort, et est soumise au droit  
de 5 p. 100, réglé pour les mutations  
d'immeubles par décès, en ligne colla-  
térale.

A défaut de la déclaration des biens  
compris dans la donation, dans les six  
mois du décès, le donataire encourt l'a-  
mendé imposée par la loi du 22 frim.  
an 7, lors même que le receveur aurait  
déjà perçu par erreur, lors de la présen-  
tation du contrat de mariage, le droit  
exigible pour les donations entre vifs. C.  
C. 24 déc. 1821, t. 23, 765.

12. Une donation contractuelle de biens  
présens et à venir, sans annexe de l'état  
des dettes actuelles, ne constitue pour  
le donataire qu'une expectative éven-  
tuelle, et par conséquent, il n'y a pas  
lieu au droit proportionnel d'enregistre-  
ment avant l'ouverture de la donation. C.  
C. 17 mai 1815, t. 17, 358; 14 mai 1823,  
t. 3 de 1823, 349.

19. Le jugement ou l'arrêt portant interdiction, ou nomination d'un conseil, doit être notifié seulement à la chambre des notaires de l'arrondissement, et non à chaque notaire individuellement. Turin, 4 janv. 1812, t. 13, 7.

§ 4. — *De la tutelle de l'interdit.*

20. La tutelle de l'interdit est essentiellement dative : ainsi les père et mère de l'interdit, n'étant point ses tuteurs légitimes, ne peuvent lui nommer un tuteur par testament. C. C. 11 mars 1812, t. 13, 219.

21. La cour de Bordeaux avait décidé le contraire. 15 germ. an 13, t. 6, 72.

22. La tutelle de l'interdit étant dative, le conseil de famille peut en priver la femme, sans en spécifier les raisons. C. C. 27 nov. 1816, t. 18, 820.

23. Celui qui a provoqué l'interdiction n'est pas, par cela seul, incapable d'être tuteur de l'interdit. Metz, 24 brum. an 13, t. 5, 97.

24. La femme doit faire partie du conseil de famille provoqué pour la nomination d'un tuteur à son mari interdit. Bruxelles, 20 juil. 1812, t. 13, 695.

25. La nomination du tuteur n'est point nulle, quoiqu'elle ait précédé la signification du jugement à l'interdit. C. C. 13 oct. 1807, t. 8, 610.

26. La nullité prononcée de la délibération relative à la nomination d'un tuteur à l'interdit n'est point un motif d'exclure du nouveau conseil de famille les parens ou alliés plus proches et le juge de paix qui ont pris cette délibération. *Ibid.*

27. Un frère ne peut être exclu du conseil de famille, sous prétexte qu'il est intéressé à ce que son frère ne soit pas interdit. Caen, 15 janv. 1811, t. 12, 26.

28. La femme qui n'a pas été nommée tutrice de son mari interdit doit néanmoins avoir l'administration des biens de la communauté, à l'exclusion du tuteur. Bruxelles, 11 flor. an 13, t. 6, 131.

29. Le domicile réel que l'interdit avait à l'époque de l'interdiction peut rester le domicile de la curatelle lorsque cela a été ainsi ordonné par le juge. C. C. 24 brum. an 9, t. 1, 510.

§ 5. — *Effets de l'interdiction.*

30. Les actes passés par l'interdit, postérieurement au jugement qui prononce l'interdiction, sont nuls, mais seulement lorsque toutes les formalités prescrites par l'art. 501 du cod. civ. ont été remplies. C. C. 16 juil. 1810, t. 11, 698.

§ 6. — *Demande en mainlevée de l'interdiction.*

31. L'interdit peut provoquer de son

chef, et sans l'assistance de son conseil, la mainlevée de son interdiction. Paris, 8 mars 1822, t. 24, 265.

32. Le tuteur d'un interdit ne peut exiger qu'on l'appelle au jugement qui prononce la mainlevée de l'interdiction, et il n'a pas droit d'y former opposition, lorsqu'il n'y a pas eu de jugement. C. C. 12 fév. 1816, t. 18, 143.

33. Le changement de domicile par le tuteur d'un interdit, l'autorise à demander en main levée d'interdiction devant les juges de son nouveau domicile. Paris, 13 germ. an 10, t. 2, 10.

**INTERDICTION légale.** 1. Le condamné par contumace à la peine des fers n'est pas frappé d'interdiction légale, et les actes passés de sa main, de sa foi entre des tiers et lui ne peuvent être attaqués ni par ses créanciers ni par le fisc, lorsqu'il n'y avait aucun jugement sur ses biens. C. C. 15 mai 1820, t. 27, 466.

2. Le curateur nommé à une interdiction légale est suffisamment autorisé à agir par une procuration de l'interdit. Paris, 22 fév. 1812, t. 13, 162.

3. Le condamné qui est en état d'interdiction légale est incapable notamment d'administrer ses biens, de les aliéner, et, en général, de contracter. C. C. 25 janv. 1825, t. 32, 5.

**INTÉRÊT.**

*Quelles créances sont produites par l'interdiction d'intérêts. — De quelle manière courent les intérêts. — Des intérêts.*

1. On ne pouvait, avant le code, réunir le capital et les intérêts et faire produire des intérêts par la totalité. En d'autres termes, on ne pouvait pas stipuler l'intérêt d'intérêts. C. 8 frim. an 12, t. 4, 181.

2. En matière de commerce, le compte d'un compte courant arrêté par le débiteur est productif d'intérêts. Paris, 24 juil. 1824, t. 31, 585; C. C. 17 mars 1824, t. 31, 250.

3. L'acquéreur d'un immeuble, qui ne paie que le prix, jusqu'à la mort du vendeur, des inscriptions dont il est grevé, ne produit l'intérêt pendant cet intervalle. Paris, 11 mai 1812, t. 13, 462.

4. Ces intérêts peuvent, par la convention, être productifs d'intérêts. Paris, 11 mai 1812, t. 13, 462.

5. Les arrérages d'une rente constituée en paiement du prix

immeubles ne produisent pas d'intérêt plein droit et sans demande, à compter du jour de la demande ou convention. Paris, 14 août 1823, t. 14, 143.

Les juges peuvent allouer des intérêts, si le titre n'en contient pas la stipulation, si, d'ailleurs, il résulte des déclarations l'intention des parties a été d'en produire à la somme prêtée. C. C. 11 janv. 1812, t. 4, 82.

Une assignation, quoique donnée devant un tribunal incompetent, fait courir les intérêts. Paris, 27 juin 1816, t. 18, 100.

Un simple commandement ne peut être considéré comme la demande préalable exigée par la loi pour faire produire l'intérêt des intérêts échus. Grenoble, 9 mars 1825, t. 3 de 1825, 546.

Les intérêts d'une créance ne cessent de courir que du jour de la consignation, et non seulement du jour des offres. Paris, 13 niv. an 12, t. 4, 193.

Les intérêts d'un effet protesté longtemps après son échéance ne sont dus à compter du protêt, et non de celui où l'effet est échu. C. C. 26 juil. 1818, t. 10, 100.

La réclamation d'un capital exigeant ne suffit pas pour faire courir les intérêts, s'ils ne courent que du jour de la demande qui en est faite judiciairement. Paris, 12 fév. 1815, t. 14, 237.

Dans un partage de succession, la demande des intérêts qu'un cohéritier fait valoir, devant le notaire commis à l'opération, pour des capitaux qui n'en ont pas de leur nature, est réputée faite. C. C. 22 fév. 1813, t. 14, 237.

Le créancier qui, dans son exploit, n'a pas demandé les intérêts, ne peut réparer cette omission dans le cours de la procédure. C. C. 22 fév. 1813, t. 14, 237.

On peut allouer l'intérêt de loyers à compter du jour de la demande, quoique les loyers dus ne soient pas encore liquidés. C. C. 21 nov. 1820, t. 22, 815.

Les tribunaux de commerce peuvent allouer l'intérêt des sommes réclamées au taux de 6 pour 100. C. C. 16 juil. 1819, t. 19, 692.

Les intérêts, lorsque la condamnation est prononcée que par forme de dommages et intérêts, peuvent être réduits au-dessous du taux légal. C. C. 18 fév. 1817, t. 19, 260.

INTERLOCUTOIRE. V. Jugement interlocutoire.

INTERPRÉTATION. 1. Les dispositions du code civil relatives à l'interprétation des contrats ne sont point applica-

bles à celle des écrits privés, telle qu'une lettre confidentielle, ne portant pas obligation. C. C. 18 mars 1807, t. 8, 181.

2. L'interprétation des actes échappe, en général, à la censure de la cour de cassation. C. C. 23 fév. 1825, t. 3 de 1825, 331.

INTERPRÈTE. 1. Lorsque le témoin produit contre l'accusé ne parle pas le même idiome que celui-ci, le président doit appeler d'office un interprète, et non pas traduire lui-même en français la déposition du témoin. C. C. 21 fév. 1812, t. 13, 157.

2. L'accusé peut se faire un moyen de cassation de ce qu'on n'a pas appelé un interprète, quoique, devant la cour d'assises, il ait déclaré renoncer à cette nomination. C. C. 21 fév. 1812, t. 13, 157.

3. L'interprète qui, dans le cas de l'art. 332 du cod. d'inst. crim., n'a fait qu'une simple promesse, au lieu du serment exigé par cet article, à peine de nullité, n'a pas satisfait à la loi. C. C. 4 juin 1812, t. 13, 531.

4. La formule du serment à prêter par l'interprète n'est pas sacramentelle. C. C. 15 avril 1824, t. 3 de 1825, 556.

INTERROGATOIRE sur faits et articles.

*Si les juges sont obligés d'ordonner l'interrogatoire toutes les fois qu'il est demandé.—Quand et contre qui il peut être demandé.*

1. Les juges ne sont pas obligés d'ordonner l'interrogatoire sur faits et articles qui leur est demandé. C. C. 14 janv. 1815, t. 17, 25.

2. Surtout lorsque toutes les plaidoiries sont terminées et qu'il y a indication du jour pour prononcer le jugement. C. C. 30 déc. 1813, t. 15, 750.

3. On peut faire interroger sur faits et articles la partie adverse, à l'effet d'en obtenir l'aveu d'une transaction qui n'a point été rédigée par écrit. Bruxelles, 1 déc. 1810, t. 11, 971.

4. Lorsqu'un mari a formé seul une action concernant l'administration des biens de sa femme, le défendeur ne peut demander que celle-ci soit soumise à un interrogatoire sur faits et articles, relativement à de prétendues conventions qui seraient intervenues en sa présence ou avec elle sur le fait du procès. Caen, 10 avril 1823, t. 3 de 1824, 184.

5. La femme peut être interrogée sur faits et articles pertinents, quand l'objet de la contestation intéresse la communauté conjugale. Bruxelles, 4 fév. 1813, t. 14, 16.



6. La cour d'Orléans a jugé en sens contraire. 10 juil. 1812, t. 13, 679.

7. On peut faire entendre sur faits et articles pertinens l'épouse d'un négociant, à raison d'un marché fait par son mari, dans l'ordre des opérations de son commerce. Bruxelles, 11 oct. 1808, t. 9, 595.

8. Lorsque le jugement ou arrêt déclaratif du partage d'opinions a été prononcé, une partie ne peut plus demander que son adversaire soit interrogé sur faits et articles. Rouen, 11 avril 1809, t. 10, 104.

9. Un individu présent à une audience ne peut pas être interrogé d'office par le tribunal, sur faits et articles, relativement à une contestation qui lui est étrangère. — Mais l'irrégularité est couverte si elle n'a pas été opposée devant les premiers juges. C. C. 15 vent. an 12, t. 4, 350.

10. La citation pour prêter interrogatoire sur faits et articles, doit, à peine de nullité, être donnée à personne ou domicile. Paris, 8 prair. an 12, t. 4, 531.

11. Le délai accordé par le juge pour faire interroger sur faits et articles n'est pas fatal, en telle sorte que le demandeur soit déchu de cette faculté, s'il a laissé passer ce délai, sans en avoir fait usage. Bruxelles, 11 fév. 1809, t. 10, 101.

12. Le jugement sur requête qui ordonne un interrogatoire sur faits et articles est susceptible d'opposition, et la partie interpellée peut discuter la pertinence des faits. Bruxelles, 1 déc. 1810, t. 11, 971; Paris, 5 mai 1825, t. 3 de 1825, 430.

13. D'autres arrêts ont décidé, au contraire, que l'opposition n'est pas admissible. Rouen, 25 janv. 1825, t. 3 de 1825, 430; Amiens, 8 avril 1824, t. 2 de 1825, 344.

14. Mais que la partie interpellée peut, en comparaisant devant le juge-commissaire, refuser de répondre, ou contester la pertinence des faits. Amiens, 8 avril 1824, t. 2 de 1825, 344.

**INTERVENTION.** 1. Depuis le rétablissement des avoués et de la procédure prescrite par l'ordonnance de 1667, on n'a pas pu former une intervention par simples conclusions prises verbalement à l'audience. C. C. 21 vend. an 11, t. 3, 33.

2. La demande en intervention doit être formée par requête présentée aux juges, et non par requête d'avoué. Colmar, 22 fév. 1809, t. 10, 137.

3. L'intervenant doit, à peine de nullité, donner copie des pièces justificatives de son intervention, et énoncer dans la requête ses noms, profession et domicile. Colmar, 22 fév. 1809, t. 10, 137.

4. La demande en intervention formée sous la dénomination collective d'héritiers d'un tel est non recevable. Colmar, 22 fév. 1809, t. 10, 137.

5. L'art. 340 du cod. de proc., qui pose que l'intervention ne pourra être le jugement de la cause principale, n'est applicable à l'intervention *provoquée* qu'à l'intervention *volontaire*. C. C. 1808, t. 9, 490.

6. Des créanciers sont recevables pour intervenir dans une contestation qui interesse la propriété de leur débiteur, pour soutenir ses droits. Nîmes, 14 avr. 1809, t. 13, 355.

7. En matière de commerce, on ne peut pas valablement signifier une demande d'intervention au domicile élu par les parties chez un fondé de pouvoir, mais même au greffe du tribunal de commerce. Bruxelles, 9 mai 1810, t. 11, 456.

**INVENTAIRE.** V. *Bénéfice d'inventaire*, et *Succession*.

**IVRESSE.** L'ivresse, lorsqu'elle a produit l'effet de la fraude et du dol, peut rescinder la convention. Colmar, 1819, t. 21, 611.

J.

**JESUITE.** Les jésuites qui avaient fait des vœux étaient, depuis les édits de 1764 et juin 1777, capables de la jouissance de tous les droits civils. C. C. 17 nov. 1808, t. 20, 745.

**JEU.** 1. La preuve testimoniale n'est pas admissible pour établir qu'une obligation a pour véritable cause une dette de jeu. Limoges, 2 juin 1819, t. 21, 377.

Voir là même question non recevable. t. 16, 792.

2. Une lettre de change souscrite pour payer une dette de jeu, et une dette de jeu faite avec garantie pour acquiescement à une semblable dette, ne peuvent servir de fondement à une action, sous prétexte qu'elles ont opéré paiement, et que le débiteur ne peut répéter ce qu'il a volontairement payé. Limoges, 2 juin 1819, t. 21, 377.

3. Des billets souscrits pour un jeu de hasard ne sont pas valables. C. C. 1814, t. 16, 792.

4. Le paiement d'une dette contractée au jeu de billard ne peut pas être opposé au créancier suivi devant les tribunaux. Roitiers, 1810, t. 11, 439.

5. On ne peut pas considérer une dette de jeu, pour laquelle le créancier n'accorde aucune action, celle contractée envers un receveur des loteries, ou un actionnaire, à raison des avances faites par les créanciers qui lui ont été faits pour son service. C. C. 10 août 1811, t. 12, 651.

**JONCTION des causes.** Lorsque plusieurs demandes sont formées par plusieurs individus ayant des intérêts communs, on peut les joindre.

mais contre la même personne, le même tribunal et sur la même cause, le défendeur n'est pas fondé à demander la jonction des causes. Paris, 31 janv. 1808, t. 9, 551.

ARR. V. *Servitude.*

ARR. *fériés.* 1. Les maires et adjoints ou commissaires de police sont les officiers de police qui ont le droit de constater par des procès verbaux les contraventions à la loi du 18 nov. 1814, relative à la célébration des dimanches et fêtes. C. C. 22 avril 1820, t. 22, 387. En cas de nullité d'un procès verbal constatant une telle contravention, le maire public a droit de la prouver par témoins. *Ibid.*

2. Le travail, un jour prohibé, dans un clos de haies sèches, doit être réprimé par le travail extérieur, et, comme tel, puni par les termes de l'art. 4 de la loi du 18 nov. 1814, lorsqu'il n'est pas constaté que la clôture empêchait le public de voir dans le clos. Dans l'absence d'une déclaration à ce point, il y a présomption, jusqu'à preuve contraire, que le travail était extérieur. C. C. 6 juin 1822, t. 24, 492.

3. Le jugement qui renvoie un individu de l'action intentée contre lui pour avoir travaillé un dimanche ou un jour prohibé, à peine de nullité, constater que le prévenu a obtenu la permission de l'autorité municipale, ou que l'autorité administrative a étendu au travail le jour, si il s'agit l'exception portée en l'art. 4 de la loi du 18 nov. 1814. C. C. 12 juil. 1823, t. 23, 485.

4. L'expression *pendant le temps de la messe*, dont se sert l'art. 3 de la loi du 18 nov. 1814 sur l'observation des fêtes et dimanches, doit s'entendre de l'office des vêpres comme de celui de la messe. C. C. 26 fév. 1825, t. 3 de 1825, 66.

5. Ainsi la prohibition de tenir les cercles ouverts pendant la messe s'étend pendant le temps des vêpres. C. C. 26 fév. 1825, t. 3 de 1825, 66.

JOURNAUX. 1. Les journaux sont susceptibles d'un droit de propriété. Paris, 7 mars 1818, t. 20, 193.

2. De ce que l'arrêté ministériel qui autorise la continuation d'un journal n'a pas compris au nombre des éditeurs ou actionnaires ou intéressés, on ne peut en conclure que ces derniers ont perdu tous leurs droits à l'entreprise et à ses bénéfices. Au contraire, le droit de propriété est indépendant de l'autorisation et peut être réclamé par les actionnaires non éditeurs. Paris, 7 mars 1818, t. 20, 193.

3. L'action en suspension ou en suppression d'un journal, fondée sur la ten-

dance prévue par l'art. 4 de la loi du 17 mars 1822, doit être instruite et jugée dans les formes civiles. C. C. 17 juil. 1823, t. 3 de 1824, 57.

4. En conséquence, c'est à la section civile de la Cour de cassation que doit être porté le pourvoi contre les arrêts rendus sur cette matière. C. C. 17 juil. 1823, t. 3 de 1824, 57.

5. L'arrêt qui ordonne la suspension d'un journal pour tendance coupable est suffisamment motivé par la seule énonciation que cette tendance résulte de la succession des articles publiés par ce journal. C. C. 17 juil. 1823, t. 3 de 1824, 57.

6. On peut comprendre dans le nombre des articles constitutifs de cette tendance les articles relatifs à un gouvernement étranger et ceux contre lesquels l'action spéciale est prescrite. C. C. 17 juil. 1823, t. 3 de 1824, 57.

7. Lorsqu'un journaliste, comparaisant sur les poursuites dirigées contre lui en vertu de l'art. 7 de la loi du 25 mars 1822, se borne à proposer des moyens préjudiciels, et refuse de défendre au fond, le jugement ou l'arrêt qui intervient ne peut pas, quant au fond, être réputé contradictoire. C. C. 7 déc. 1822, t. 1 de 1823, 222.

8. Le pourvoi en cassation est recevable contre l'arrêt d'une cour d'assises qui statue contre un journaliste, d'après les attributions spéciales à elle conférées par l'art. 7 précité. C. C. 7 déc. 1822, t. 1 de 1823, 222.

9. La loi du 25 mars 1822 sur la liberté de la presse n'a pas assimilé les tribunaux aux chambres législatives, pour la manière de procéder contre les journalistes qui se rendent coupables d'infidélité dans le compte qu'ils rendent des débats judiciaires, de telle sorte que les tribunaux, sont assujettis aux délais et aux formes déterminés par le droit commun. C. C. 7 déc. 1822, t. 1 de 1823, 222.

10. En conséquence le ministère public est obligé, dans la poursuite de ces délits, d'articuler et de qualifier les faits ou passages incriminés, conformément à l'art. 183 du cod. d'inst. crim. C. C. 7 déc. 1822, t. 1 de 1823, 222.

JUGE - COMMISSAIRE. Lorsqu'un juge, chargé d'une mesure d'instruction, par un arrêt, a rendu une ordonnance qui en règle la forme d'une manière contraire à l'arrêt, et que cette ordonnance a été signifiée, il peut modifier cette forme par une seconde ordonnance, et procéder à son opération, nonobstant l'opposition de l'une des parties. Amiens, 9 mai 1821, t. 1 de 1823, 326.

JUGE d'instruction. 1. Lorsque de

juges d'instruction également compétens se trouvent saisis en même temps de la connaissance d'un crime ou d'un délit, c'est celui qui a le premier décerné un mandat soit d'amener, soit d'arrêt, et non celui qui a le premier reçu la plainte et informé, qui doit poursuivre et mettre à fin la procédure. C. C. 9 avril 1812, t. 13, 337.

2. Le juge d'instruction commis par une cour spéciale ne peut pas seul, et sans le concours des autres juges, décider qu'il n'y a pas lieu à poursuivre. C. C. 23 vent. an 13, t. 5, 508.

3. Le juge instructeur ne peut pas, sans excès de pouvoir, prononcer sur les effets et les résultats que l'instruction doit produire. C. C. 12 pluv. an 13, t. 5, 366.

4. Les actes faits par le juge d'instruction sont susceptibles d'opposition ou d'appel. C. C. 1 août 1822, t. 1 de 1823, 559.

5. Cette opposition ou cet appel doit être porté devant la chambre d'accusation de la cour royale, et non devant la chambre du conseil du tribunal de première instance dont le juge d'instruction fait partie. C. C. 1 août 1822, t. 1 de 1823, 559.

**JUGE suppléant.** 1. Les juges suppléans, même au tribunal de la Seine, où, en vertu du décret du 25 mai 1811, le président peut les charger du rapport des ordres et contributions, ne doivent concourir aux jugemens que dans le cas où ce concours est nécessaire. C. C. 15 mars 1825, t. 3 de 1825, 285.

2. Le décret précité ne s'applique pas aux matières d'enregistrement, lesquelles, aux termes de l'art. 65 de la loi du 22 frim. an 7, doivent être jugées au rapport d'un juge. C. C. 15 mars 1825, t. 3 de 1825, 286.

#### JUGEMENT et arrêt.

§ 1. *Formalité des jugemens et arrêts. — Quels juges peuvent y concourir. — Quand ils peuvent être prononcés. — Énonciations qu'ils doivent contenir. — À qui ils profitent.*

§ 2. *Signification des jugemens et arrêts.*

§ 3. *Exécution des jugemens et arrêts.*

§ 4. *Annulation des jugemens.*

I. Jurisprudence antérieure au code de procédure.

1. Un jugement qui ordonnait un dé-

libéré, au rapport d'un juge, devait peine de nullité, indiquer le jour. Le rapport devait être fait. C. C. 14 niv. 6, t. 1, 241.

2. Le défaut de signature d'un jugement n'était pas une cause de nullité. En conséquence, des juges ne pouvaient regarder comme non existant un jugement non signé, lorsque, d'ailleurs, on leur en représentait une expédition en forme. C. C. 29 mes. an 8, t. 1, 14.

3. L'ordonnance de 1629 refusait tout acte, et sans exception, toute action en France aux jugemens rendus dans les pays étrangers. C. C. 19 avril 1817, t. 19, 274; Metz, 1 mars 1822, t. 2 de 1822, 195.

#### II. Jurisprudence du code civil.

§ 1. — *Formalités des jugemens et arrêts. — Quels juges peuvent y concourir. — Quand ils peuvent être prononcés. — Énonciations qu'ils doivent contenir. — À qui ils profitent.*

4. Les jugemens de tribunaux de commerce sont soumis dans leur forme et exécution au code de procédure, quoiqu'ils interviennent sur des contestations qui sont antérieures. Bruxelles, 9 déc. 1817, t. 8, 665.

5. Dans une cause mise au rapport et fixée pour statuer, le jugement ne peut être prononcé avant le terme indiqué, en l'absence et à l'insu des parties. C. C. 3 fév. 1817, t. 19, 85.

6. Lorsque le ministère public ou le rapporteur doit être entendu, il n'est pas nécessaire que le jugement suive immédiatement le rapport ou les conclusions, ni qu'en cas de remise, ces magistrats soient entendus de nouveau. C. C. 23 avril 1816, t. 18, 324.

7. Tout jugement doit, à peine de nullité, exprimer qu'il a été rendu publiquement et à l'audience; des certificats du juge ou du tribunal ne suppléeraient pas au silence du jugement à cet égard. C. C. 19 mai 1813, t. 14, 567; Paris, 1 mars 1822, t. 24, 315.

8. L'énonciation que le jugement ou l'arrêt a été rendu en l'audience entraîne l'idée et la preuve de publicité. C. C. 19 juin 1817, t. 19, 628; 1 fév. 1820, t. 20, 98; 27 janv. 1819, t. 21, 61; 14 janv. 1824, t. 3 de 1824, 401; 24 juil. 1822, t. 1 de 1823, 464.

8 bis. Le juge de paix qui tient audience en sa demeure n'est pas obligé d'énoncer qu'il l'a tenue les portes ouvertes. Paris, 16 pluv. an 11, t. 3, 239.

9. Le jugement qui intervient sans un délibéré contenant nomination d'un rapporteur est nul, s'il n'énonce que le rapporteur a fait son rapport et qu'il l'a

l'audience. C. C. 11 therm. an 11, 2; 27 mars 1822, t. 24, 315.

Un jugement auquel a concouru un pour compléter le tribunal est nul s'il ne contient en lui-même la preuve que les juges, juges suppléants et avoués, attachés au tribunal, ont été présents avant cet avoué. C. C. 16 juin 1824, Montpellier, 22 mars 1824, t. 3, 24, 353 et 355.

Lorsqu'il résulte de l'expédition d'un jugement ou arrêt qu'il a été rendu par un nombre de juges insuffisant, on ne peut être admis à prouver le contraire par un certificat du greffier. C. C. 26 vend. an 9, t. 21, 365.

Un jugement est nul, si un ou plusieurs des juges en présence desquels il a été prononcé n'avaient pas assisté à toutes les plaidoiries, ou à tous les débats, ou à toutes les séances, où s'en est fait le rapport. C. C. 26 vend. an 8, 26 vend. an 9, t. 1, 345 et 347; 24 avril 1816, t. 1, 310; 4 germ. an 13, t. 6, 29; 7 therm. an 11, t. 12, 621.

Cependant, dans une affaire mise en délibéré, les juges qui ont entendu le rapport, les conclusions des parties reprises à l'audience, et celles du ministère public, peuvent concourir au jugement définitif quoiqu'ils n'aient pas assisté aux plaidoiries. C. C. 1 fév. 1820, t. 22, 98.

Un jugement définitif n'est point nul quoique quelques uns des juges ou juges suppléants qui l'ont rendu n'ont pas participé au jugement intermédiaire qui l'a précédé, si les parties ont repris leurs conclusions primitives, et aidé contradictoirement à l'audience à être rendu le jugement définitif. C. C. 12 fév. 1820, t. 22, 609; 18 avril 1820, t. 11, 392; 28 mai 1816, t. 18, 444.

Il n'y a pas contravention à la loi qui exige que le juge assiste à toutes les plaidoiries, lorsque, après un jugement préparatoire prononcé par son suppléant, le juge de paix rend le jugement définitif. C. C. 19 nov. 1818, t. 20, 749.

15 bis. Un jugement n'est pas nul, aux termes de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, quoique quelques uns des juges qui y ont concouru n'ont point assisté à toutes les audiences de la cause, s'il a été déposé des conclusions motivées lors de celle à laquelle a été rendu, et si les avocats y ont plaidé tous les moyens des parties. C. C. 5 fév. 1825, t. 3 de 1825, 302.

16. Un jugement rendu par un tribunal composé de trois juges, mais en présence d'un suppléant, et sans qu'il y ait concouru, n'est pas irrégulier dans sa forme, mais, comme tel, dans le cas d'être annulé. C. C. 10 août 1824, t. 1 de 1825, 164.

16 bis. Un jugement sur rapport est nul,

quoique prononcé à l'audience, si le rapport et les conclusions du ministère public avaient eu lieu en la chambre du conseil ou à huis-clos. C. C. 29 mes. an 2, t. 1, 75.

17. Il n'est pas indispensable que le jugement qui ordonne la mise d'une cause en délibéré fixe le jour du rapport : ce jour peut être fixé par un jugement subséquent et contradictoire. C. C. 1 fév. 1820, t. 22, 98.

18. Un arrêt n'est pas nul, parce qu'il a été rendu avec le concours d'un magistrat qui avait précédemment connu de l'affaire comme juge de première instance. C. C. 22 frim. an 11, t. 3, 140.

19. Lorsqu'un jugement doit être prononcé sur les conclusions du ministère public, il ne suffit pas d'énoncer qu'il a été rendu en sa présence; cette énonciation ne prouve pas qu'il ait été entendu. C. C. 26 pluv. an 2, t. 1, 46; 27 mars 1822, t. 24, 315.

20. Le jugement doit énoncer, en termes exprès, l'audition du ministère public; des certificats ou autres preuves ne suppléeraient pas cette mention. C. C. 16 vend. an 13, t. 5, 16.

21. La rédaction d'un jugement doit, à peine de nullité, présenter toutes les questions de fait et de droit qui constituent le procès. C. C. 4 prair. an 9, t. 2, 56.

22. Il n'est pas indispensable qu'un jugement fasse mention que les qualités ont été signifiées. C. C. 12 fév. 1817, t. 19, 139.

23. Un jugement n'est pas nul, quoiqu'il ne rappelle pas les conclusions des parties. C. C. 8 août 1808, t. 9, 468.

23 bis. Suivant la cour de Toulouse, au contraire, il est nécessaire, à peine de nullité, que la rédaction d'un jugement contienne les conclusions de toutes les parties de la cause. Toulouse, 24 janv. 1825, t. 3 de 1825, 548.

24. Cette nullité ne peut pas se couvrir par les défenses au fond. Toulouse, 24 janv. 1825, t. 3 de 1825, 548.

24 bis. L'omission, dans les qualités d'un arrêt, de l'énonciation des professions et demeures de plusieurs des parties, n'est pas une cause de nullité. C. C. 26 août 1823, t. 3 de 1825, 46.

25. Lorsqu'un arrêt est attaqué comme ne contenant pas la mention du nom des avoués des parties, si l'expédition représentée énonce que l'affaire a été plaidée, et que la feuille d'audience ne soit pas produite, on ne peut pas considérer l'omission comme suffisamment justifiée. C. C. 4 janv. 1825, t. 3 de 1825, 54.

25 bis. Il n'est pas indispensable que les jugemens de justice de paix contiennent les quatre parties prescrites dans la rédaction des jugemens. C. C. 9 vent. an 5, t. 1, 176.

25. Le contraire a été jugé par un autre arrêt de la même cour. 1 mes. an 7, t. 1, 178.

26 bis. Un arrêt ou jugement doit, à peine de nullité, contenir les points de fait et de droit, et les motifs qui l'ont déterminé. C. C. 11 juin 1811, t. 12, 476.

27. Le peu d'étendue des motifs n'est pas, comme l'absence de motifs, une cause de nullité d'un arrêt. C. C. 26 août 1823, t. 3 de 1825, 46.

27 bis. Décider la question par la question même n'est pas suffisamment motiver un arrêt. C. C. 17 avril 1822, t. 24, 377.

28. Un arrêt est suffisamment motivé lorsque, sur une question de *bonne foi* agitée pour la première fois en appel, il adopte tous les motifs des premiers juges, lesquels établissaient en point de fait la mauvaise foi. C. C. 10 nov. 1824, t. 3 de 1825, 454.

28 bis. L'erreur dans les motifs d'un jugement n'en entraîne pas la nullité, si d'ailleurs le dispositif ne viole pas la loi. C. C. 25 sept. 1824, t. 2 de 1825, 95.

29. Le dispositif d'un jugement, lorsqu'il est conforme à la loi, n'est pas vicié par l'incohérence ou la contradiction des motifs. C. C. 2 déc. 1824, t. 2 de 1825, 325.

29 bis. Un arrêt n'est pas nul, s'il ne présente pas précisément des motifs particuliers corrélatifs à chacun des points qui y sont décidés, lorsque ces motifs résultent de l'ensemble des considérans qui le précèdent. C. C. 9 déc. 1824, t. 3 de 1825, 26.

30. Un arrêt n'est pas nul pour défaut de motifs, lorsque, sans préciser les causes de préférence, il a autorisé un agent d'affaires, qui a procuré la liquidation et le recouvrement d'une créance sur le gouvernement, à se faire payer, par privilège, sur le montant de cette créance, la somme qui lui avait été promise pour prix de ses soins et travaux. C. C. 4 mai 1824, t. 1 de 1825, 295.

30 bis. Le jugement ou l'arrêt qui déclare non recevable une opposition, par le seul motif que la créance qui en est frappée est *insaisissable*, est suffisamment motivé. C. C. 27 avril 1824, t. 3 de 1824, 52.

31. Un arrêt qui, après avoir statué sur le fond de la contestation, *met les parties hors de cour* sur le surplus de leurs conclusions, peut se dispenser de motiver cette dernière disposition. C. C. 27 avril 1824, t. 3 de 1824, 52; 12 juil. 1819, t. 21, 465.

31 bis. Lorsque, dans le jugement d'une cause qui lui était soumise, une cour s'est proposé deux questions à résoudre, et qu'elle n'a donné de motifs de ses décisions que sur l'un des deux, son arrêt est nul, si elle n'a pas, d'ailleurs, exprimé qu'elle

adoptait ceux des premiers juges. C. C. 12 juil. 1824, t. 1 de 1825, 254.

32. La transcription du jugement en première instance, avec ses motifs, les qualités de l'arrêt confirmatif, ne fait pas lieu de motifs, quand l'arrêt n'exprime pas que ceux des premiers juges ont été adoptés. C. C. 27 déc. 1819, t. 21, 751.

32 bis. Un arrêt n'est pas nul pour défaut de motifs, lorsque, après avoir annulé la délibération d'un conseil de famille sur une interdiction, il met, outre explication, les parties hors de cour sur la demande principale. C. C. 22 août 1825, t. 3 de 1825, 187.

33. L'arrêt qui rejette implicitement des moyens de dol et de fraude proposés contre un acte, sans donner aucun motif de ce rejet, encourt la cassation. C. C. 31 janv. 1825, t. 3 de 1825, 460.

33 bis. Il n'est pas nécessaire de motiver les dispositions qui, dans un jugement, ne sont que les corollaires d'autres dispositions. C. C. 19 nov. 1818, t. 20, 751.

34. L'énonciation des questions à résoudre ne tient pas lieu de motifs. C. C. 4 mai 1816, t. 18, 847.

34 bis. Un arrêt peut être annulé pour défaut de motifs sur l'un des chefs de conclusions. C. C. 13 mars 1820, t. 22, 751; 17 avril 1822, t. 24, 377.

35. Un arrêt confirmatif qui prononce sur les appels joints de deux jugemens dont le second n'a pour objet que l'exécution du premier, est suffisamment motivé si ses motifs, en s'appliquant explicitement à l'un d'eux, se réfèrent implicitement à l'autre. C. C. 10 mai 1820, t. 22, 751.

35 bis. L'arrêt qui, sur l'appel de deux jugemens, le premier par défaut, le second contradictoire, confirmatif du premier, adopte les motifs des premiers juges se justifie suffisamment tant par les motifs du jugement contradictoire que par ceux du jugement par défaut. C. C. 27 avr. 1824, t. 3 de 1824, 52.

36. Un arrêt est irrégulier lorsque, tout en déclarant nul le premier jugement, et à la fois, maintenant le jugement attaqué et statuant sur une nouvelle demande, se borne à adopter les motifs des premiers juges. C. C. 12 août 1823, t. 1 de 1824, 264; 23 nov. 1818, t. 20, 751.

37. Le jugement ou l'arrêt qui condamne un mandataire à des dommages et intérêts est attaquant pour défaut de motifs, si ne déclare constant aucun fait propre à justifier cette condamnation. C. C. 21 mai 1822, t. 1 de 1823, 17.

38. Dans un jugement ou arrêt rendu en matière de compte, il suffit de l'adoption des motifs développés dans un rapport d'experts ou d'arbitres ordonné. C. C. 12 juin 1816, t. 18, 525.

39. Il n'est pas nécessaire, dans un juge-



qui nomme d'office des experts, de mention du refus ou de la négligence parties d'en nommer elles-mêmes. C. C. nov. 1816, t. 18, 773.

Le magistrat qui a concouru à un jugement ou arrêt ne peut, en y apposant sa signature, exiger qu'il soit fait mention en marge de la minute, ou dans un procès-verbal, dressé par le greffier, qu'il a émis une opinion contraire à celle qui prévaut. C. C. 27 juin 1822, t. 24, 561. Lorsqu'un jugement est rendu, les juges ne peuvent y apporter de changements ou de modifications : ainsi ils ne peuvent le modifier en déclarant qu'ils ont décidé *quant à présent* seulement, s'ils ont réellement décidé sans réserve. C. C. 28 brum. an 8, t. 1, 356.

Un jugement ne peut être réformé ou rectifié, sous prétexte d'erreurs de fait ou autres, par le tribunal qui l'a rendu, quoique les avoués des parties y consentent. C. C. 15 sept. 1792, t. 1, 9; 1814, t. 16, 373.

Il ne peut être rétracté sous le prétexte que la condamnation qu'il prononce est purement hypothétique et subordonnée à des évènements qui peuvent survenir ultérieurement. C. C. 4 déc. 1822, t. 3 de 1823, 263.

Après avoir condamné une partie aux dépens de l'instance, une cour, en faisant cette disposition de son arrêt, ne peut décider qu'elle ne doit pas s'entendre de tous les frais qui ont été faits dans l'instance. C. C. 10 juil. 1817, t. 19, 674.

*Bis.* Lorsqu'il y a discordance entre le jugement et la minute d'un jugement, la minute seule fait foi des dispositions du jugement, sans qu'il soit permis de la rectifier. Metz, 12 fév. 1817, t. 19, 145.

L'insertion de ces mots, *met l'appel au néant*, dans un arrêt infirmatif, est purement facultative ; il suffit que les dispositions du jugement soient virtuellement anéanties par des dispositions contraires de l'arrêt. C. C. 10 juil. 1820, t. 22, 643.

Un jugement forme un titre en faveur de la partie avec laquelle il est débiteur commun. Paris, 16 juil. 1811, t. 12, 72.

### — Signification des jugemens et arrêts.

Lorsqu'un huissier est commis pour la signification d'un jugement, l'ordonnance qui le commet doit contenir, à peine de nullité, l'indication du lieu où elle a été rendue, et être signée par le greffier du tribunal. Toulouse, 13 janv. 1825, t. 3 de 1824, 317.

La copie signifiée d'un jugement ou arrêt n'est pas irrégulière, quoiqu'elle ne

fasse que relater les signatures du président et du greffier, au lieu de les transcrire littéralement. C. C. 24 mai 1821, t. 23, 362.

49. Il faut, sous peine de nullité, dans l'exploit de signification d'un jugement ou arrêt, que l'huissier énonce qu'il *signifie* ce jugement et en laisse copie. C. C. 3 nov. 1818, t. 20, 705.

50. Le défaut d'insertion des qualités dans l'exploit de signification d'un jugement ne rend point ce jugement nul. Turin, 30 janv. 1811, t. 12, 63.

51. Lorsque, sur l'appel, un jugement est confirmé dans quelques dispositions et infirmé dans d'autres, les contestations qui s'élèvent sur l'exécution des dispositions confirmées doivent être portées devant le tribunal qui a rendu le jugement. Amiens, 15 juin 1822, t. 24, 514.

52. Les contestations relatives à l'exécution d'un jugement peuvent être portées à un tribunal autre que celui qui l'a rendu, si originairement celui-ci ne devait pas en connaître et que le silence seul du défendeur ait couvert son incompétence. Paris, 27 nov. 1817, t. 19, 942.

53. Il suffit, avant l'exécution, de signifier à l'avoué l'arrêt qui déclare non recevable l'appel d'un jugement par défaut, sur le motif qu'on n'a pas appelé du jugement de débouté d'opposition. Turin, 1 fév. 1811, t. 12, 72.

### § 3. — Exécution des jugemens.

54. Dans l'état actuel de la législation, un tribunal civil ne peut pas prononcer des peines en cas d'inexécution de son jugement. Paris, 7 germ. an 12, t. 4, 396.

54 bis. Une ordonnance de référé, pour être exécutoire, doit être expédiée en la forme prescrite pour les jugemens ordinaires. Rouen, 18 fév. 1819, t. 21, 141.

55. Les cours et tribunaux peuvent ordonner l'exécution de leurs arrêts sur la minute. C. C. 10 janv. 1814, t. 16, 33.

56. Mais dans les cas d'urgence seulement. Paris, 27 juin 1810, t. 14, 331.

57. Lorsqu'il y a jugement par défaut et débouté d'opposition, c'est le jugement de débouté qui constitue le titre et dont on doit poursuivre l'exécution. Turin, 1 fév. 1811, t. 12, 72.

58. La partie qui poursuit l'exécution d'un jugement, dans l'année du jour de sa prononciation, peut, aux termes de l'art. 1038 du cod. de proc., appeler valablement son adversaire à l'audience par un *aveu* signifié à l'avoué qui avait occupé dans l'instance. C. C. 29 janv. 1818, t. 20, 68.

59. Lorsqu'un moyen coercitif, la contrainte, par exemple, ne suffit pas pour

20. Pour les jugemens rendus entre négocians non associés, l'ordonnance d'*exequatur* doit être délivrée par le président du tribunal civil, à l'exclusion de celui du tribunal de commerce. Paris, 6 mars 1812, t. 13, 202.

§ 3. — *Comment ils peuvent être attaqués. — Pour quelles causes. — Devant quelle autorité.*

21. Les jugemens rendus en arbitrage forcé ne peuvent être attaqués que par la voie de l'appel, ou de la cassation, ou de l'opposition, s'ils ont été rendus par défaut, et jamais par voie de nullité. Paris, 6 août 1824, t. 3 de 1824, 463; C. C. 16 juil. 1817, t. 19, 681; 26 mai 1813, t. 14, 611; Turin, 8 mars 1811, t. 12, 193; Rennes, 25 juil. 1810, t. 11, 738.

22. Dans les matières où l'arbitrage est forcé, si les parties se sont fait juger par des arbitres amiables compositeurs, le jugement arbitral peut être attaqué de nullité par une opposition à l'ordonnance d'*exequatur*. C. C. 16 juil. 1817, t. 19, 681; 6 avril 1818, t. 20, 298; 1 mai 1822, t. 24, 406.

23. Un jugement arbitral, quoique non encore homologué, a les caractères d'un jugement, et peut être attaqué par les voies de droit. C. C. 23 mes. an 8, t. 1, 425.

24. On peut, dans le compromis, renoncer à la faculté de se pourvoir contre un jugement arbitral par opposition à l'ordonnance d'exécution. C. C. 31 déc. 1816, t. 18, 933.

25. La clause du compromis par laquelle les parties, après avoir renoncé à l'appel, à la requête civile et à la cassation, renoncent aussi à tous moyens de nullité, doit s'entendre des nullités de procédure seulement, et non de celles dont les causes sont déterminées dans l'art. 1028 du cod. de proc. civ. C. C. 8 août 1825, t. 3 de 1825, 222.

26. Lorsque les parties, usant de la faculté qui leur est accordée par l'art. 52 du cod. de com., ont, dans l'acte de nomination des arbitres chargés de prononcer sur leurs contestations, renoncé à l'appel et au recours en cassation du jugement arbitral, elles peuvent l'attaquer pour cause de nullité provenant d'excès de pouvoir... En d'autres termes, l'action en nullité accordée par l'art. 1020 du cod. de proc. civ. est ouverte, en matière d'arbitrage forcé, dans ce cas, comme dans les arbitrages volontaires. C. C. 8 août 1825, t. 3 de 1825, 222.

26 bis. Le jugement arbitral n'est pas indivisible, lorsqu'il a pour objet des choses qui peuvent être facilement divi-

sées, et ses dispositions, ainsi que les clauses du compromis déclarées nulles dans l'intérêt de l'une des parties, ne sont pas nécessairement dans ce cas. C. C. 8 août 1825, t. 3 de 1825, 223.

27. Un jugement auquel a concouru un arbitre récusé, avant qu'il ait été statué sur sa récusation, est nul, et peut être attaqué par opposition à l'ordonnance d'*exequatur*. C. C. 1 juin 1812, t. 13, 545.

27 bis. Une partie qui, malgré la notification à l'appel, a vainement attaqué par cette voie le jugement arbitral, peut encore se pourvoir en nullité contre le même jugement. C. C. 27 mai 1818, t. 18, 398.

28. On doit se pourvoir par voie de nullité contre un jugement arbitral qui contient excès de pouvoir. C. C. 12 janv. an 10, t. 2, 502; 23 juin 1819, t. 18, 421.

29. On doit se pourvoir en nullité contre le jugement rendu en vertu d'un compromis que l'on soutient nul. C. C. 10 déc. 1810, t. 11, 1013.

29 bis. On peut se pourvoir par voie de nullité contre un jugement arbitral qui a statué sur la récusation de l'un des arbitres. C. C. 1 juin 1812, t. 13, 545.

30. L'art. 1028 du cod. de proc. civ. qui précise les cas dans lesquels on peut former opposition à l'ordonnance d'*exequatur*, est limitatif, et non pas seulement démonstratif. Rouen, 24 mai 1810, t. 11, 514.

31. L'opposition peut être formée contre le jugement arbitral lui-même, au lieu de l'être à l'ordonnance d'exécution. C. C. 5 oct. 1810, t. 11, 879.

32. Une partie ne peut se pourvoir en nullité du jugement arbitral, sur le motif que l'arbitre qui l'a rendu n'a été ni entendu ni appelé. C. C. 17 oct. 1810, t. 11, 879.

33. L'opposition à l'ordonnance d'*exequatur* d'un jugement rendu en vertu d'un compromis de société doit être portée devant le tribunal de commerce qui l'a rendu. C. C. 24 oct. 1809, t. 10, 748.

34. Les juges du lieu de l'exécution peuvent connaître d'une demande en nullité d'un jugement arbitral homologué par un autre tribunal. C. C. 26 janv. an 12, t. 4, 23.

35. En arbitrage forcé, les demandes en rectification d'erreurs, d'omission de doubles ou faux emplois, qui se trouvent dans un jugement arbitral, doivent être portées devant les arbitres mêmes qui l'ont rendu. C. C. 28 mars 1815, t. 18, 218.

36. L'opposition à l'ordonnance d'*exequatur* d'un jugement arbitral a un

pensif. Paris, 9 nov. 1812, t. 13, 879 ;  
C. C. 5 oct. 1819, t. 11, 879 ;  
C. C. 4 mai 1809, t. 10, 345.

Voir un arrêt contraire. Paris, 14  
1808, t. 9, 576.

Lorsque le jugement arbitral pro-  
noncé conjointement contre une mère et  
ses mineurs, la mère peut inter-  
venir sur la demande en nullité formée  
contre le tuteur, quand elle a un  
patrimoine et des moyens personnels à faire  
valoir. C. C. 27 mai 1818, t. 20, 398.

La nullité d'un jugement arbitral  
peut être que partielle, c'est-à-dire  
qu'il n'est nul à l'égard de quelques  
parties, et valoir à l'égard des autres. C.  
C. 1819, t. 21, 582 ; 31 mai 1809,  
t. 10, 345.

Un tiers qui n'a point été partie  
au jugement arbitral ne peut former  
opposition à l'ordonnance d'exequatur.  
C. C. 1817, t. 19, 1.

On ne peut attaquer un jugement  
arbitral, sur le motif que le mari a fi-  
gné le compromis, sans pouvoir  
se prévaloir de sa femme, si celle-ci a été  
présente aux opérations des arbitres, et  
qui attaque le jugement n'a pas  
été présente lors du compromis. Toulouse, 8  
1820, t. 22, 437.

JUGEMENT contradictoire 1. Un ju-  
gement est réputé contradictoire par  
ce que la partie déclare n'avouer  
ni le fait ni l'objet de la demande formée  
contre elle. C. C. 4 fév. 1806, t. 7, 80.

Lorsque les deux parties ont pris des  
conclusions sur le fond, quoiqu'une  
partie refuse ensuite de plaider, le ju-  
gement est contradictoire, et non par dé-  
faut. C. C. 17 vend. an 13, t. 5, 19 ; 23  
1819, t. 21, 229 ; Aix, 31 mai 1808,  
t. 10, 345.

Un jugement qui, après avoir prononcé  
sur des exceptions  
préliminaires, prononce sur le fond, faute  
de plaider, doit être réputé contradic-  
toire sur tous les points, et par conséquent  
susceptible d'opposition. Nanci, 10  
1812, t. 13, 29.

Un jugement rendu contre le deman-  
dant originaire qui ne se présente pas, sur  
opposition formée à un jugement par  
lequel il avait obtenu, doit être con-  
sidéré comme contradictoire. Gênes, 12  
1811, t. 12, 971.

Un jugement ne cesse pas d'être con-  
tradictoire, parce qu'il a été rendu hors  
la présence de l'une des parties, à une  
audience que celle où les défenses  
préliminaires ont été présentées, parce que,  
d'ailleurs, il a été qualifié par défaut, et  
conformément à cette qualification,  
la partie absente y a formé une oppo-

sition à laquelle l'autre partie a défendu.  
C. C. 22 mars 1825, t. 3 de 1825, 118.

JUGEMENT définitif. 1. Un jugement  
qui joint au fond la demande incidente  
d'une provision alimentaire est définitif.  
Montpellier, 4 therm. an 12, t. 4, 625.

2. Le jugement qui déclare, en matière  
d'interrogatoire sur faits et articles, les  
faits signifiés pertinens, est définitif. Bru-  
xelles, 24 juin 1806, t. 7, 377.

3. Le jugement qui rejette une demande  
en jonction de cause est définitif. Nismes,  
8 janv. 1819, t. 21, 13.

4. Le jugement qui, en attendant une  
mise en cause, ordonne un sursis, est dé-  
finitif. C. C. 27 juin 1810, t. 11, 637.

5. Un jugement qui prononce une con-  
damnation indéterminée dans son étendue,  
et qui prescrit des mesures préparatoires  
pour en fixer le montant, est définitif. Nis-  
mes, 26 niv. an 13, t. 5, 278.

6. Le jugement qui, par suite d'une vé-  
rification d'écriture, déclare que la pièce  
contestée a été écrite par l'auteur de l'hé-  
ritier, qui le déniait, est définitif et peut  
être soumis à l'appel. C. C. 21 mes. an  
9, t. 2, 67.

JUGEMENT interlocutoire. 1. Le ju-  
gement qui, avant faire droit sur une  
demande en mainlevée d'opposition au  
mariage, ordonne que les parties com-  
paraîtront dans une audience à huis-  
clos, pour être entendues dans leurs ob-  
servations respectives, est interlocutoire.  
Rouen, 17 janv. 1821, t. 23, 52.

2. Un jugement qui ordonne que des  
tiers seront entendus à l'audience sur l'ob-  
jet de la contestation doit être réputé  
interlocutoire. Amiens, 26 janv. 1822, t.  
24, 63.

3. Le jugement qui, avant faire droit,  
ordonne la mise en cause d'un tiers, est  
interlocutoire. Paris, 10 déc. 1823, t. 2 de  
1824, 191 ; C. C. 1 juin 1809, t. 10, 426.

4. Il est également interlocutoire le  
jugement qui, avant faire droit sur une  
question de mitoyenneté de fossé, ordonne  
la descente au président, et nomme un  
expert. C. C. 25 juin 1823, t. 3 de 1823,  
257.

5. Le jugement qui a condamné l'une  
des parties à rendre à l'autre un compte  
demandé par celle-ci, en suite d'une pré-  
tendue société, est interlocutoire. C. C.  
28 août 1809, t. 10, 685 ; déc. 1808, t.  
9, 753.

6. Le jugement ou arrêt qui autorise  
l'adjudicataire d'une coupe de bois à prou-  
ver des faits qui, suivant lui, doivent le  
soustraire à la responsabilité qui lui est  
imposée par la loi, mais qui ne doivent pas  
avoir cet effet suivant le propriétaire,  
préjuge le fond du droit, et n'est pas

simplement préparatoire, mais interlocutoire. C. C. 28 août 1824, t. 3 de 1824, 449.

6 bis. On ne peut pas considérer comme purement interlocutoire le jugement qui ordonne une expertise, et qui prononce simultanément le rejet d'une exception déclinatoire. C. C. 5 fév. 1825, t. 3 de 1825, 301.

7. L'exécution des jugemens interlocutoires n'est point suspendue pendant la huitaine de leur signification. C. C. 8 mars 1845, t. 18, 194.

8. Tous jugemens ou arrêts qui ordonnent une mesure interlocutoire, telle qu'une enquête, une expertise, etc., sont suffisamment motivés par l'énonciation qu'ils sont rendus *avant faire droit*. C. C. 4 janv. 1820, t. 22, 9.

9. Les juges ne sont pas liés par les jugemens interlocutoires qu'ils ont rendus. C. C. 11 niv. an 10, t. 2, 210; 17 janv. 1810, t. 11, 54.

10. Lors même que les parties auraient acquiescé au jugement. C. C. 14 juil. 1818, t. 20, 530.

**JUGEMENT préparatoire.** 1. Avant le code de procédure, on regardait comme jugement préparatoire celui qui, après une première expertise, mais sans l'annuler, en prescrivait une seconde, tous moyens et droits des parties réservés. C. C. 4 pluv. an 11, t. 3, 206.

2. Un jugement qui ordonnait une justification de pièces, une liquidation de fruits et de comptes, était considéré comme préparatoire. C. C. 3 pluv. an 13, t. 5, 293.

2 bis. Un jugement qui joint comme connexes deux plaintes portées contre un même individu par deux personnes différentes est simplement préparatoire ou d'instruction, en sorte que le pourvoi en cassation contre un tel jugement n'est pas recevable. C. C. 22 janv. 1825, t. 3 de 1825, 159.

3. Tout jugement qui ordonne une preuve, sans que l'admission en soit contestée, est préparatoire. Bruxelles, 9 mars 1811, t. 12, 205.

4. Le jugement d'un tribunal de commerce qui ordonne la comparution des parties est simplement préparatoire. Colmar, 16 nov. 1811, t. 12, 874.

5. Deux jugemens dont l'un ordonne un interrogatoire sur faits et articles, et l'autre des communications de pièces, par suite de comptes demandés, sont des jugemens préparatoires. Rouen, 27 mai 1817, t. 19, 501.

6. Le jugement qui rejette ou reçoit une intervention est préparatoire,

Montpellier, 12 avril 1809, t. 10.

7. Un jugement qui, pour s'assurer l'exactitude de l'expédition d'un acte public, ordonne l'apport au greffe en minute, est simplement préparatoire. C. C. 3 pluv. an 13, t. 5, 293.

8. Le jugement qui ordonne une vérification de registres, avec remise de pièces, est simplement préparatoire. C. C. 1822, t. 24, 167.

9. Un jugement qui ordonne une mise en cause est simplement préparatoire. Bruxelles, 12 sept. 1812, t. 13, 100.

10. Le jugement qui ordonne des mandeurs de justifier de leurs qualités d'héritiers sous bénéfice d'inventaire n'est pas un jugement préparatoire. Paris, 28 août 1825, t. 3 de 1825, 38.

10 bis. Les jugemens préparatoires ne pouvaient être rétractés par les jugemens qu'ils avaient rendus. C. C. 25 vent. an 11, t. 3, 331.

**JUGEMENS et arrêts préparatoires et définitifs en matière correctionnelle, criminelle et de police.**

1. Le jugement de renvoi au tribunal correctionnel, définitif quant à la compétence, est, sous tout autre rapport, purement préparatoire. C. C. 21 mars 1811, t. 12, 513.

2. Un jugement rendu en matière de simple police est nul, si le greffier n'est assisté. C. C. 25 fév. 1819, t. 21, 153.

3. Il est également nul, s'il ne contient pas la disposition de la loi pénale appliquée. C. C. 25 fév. 1819, t. 21, 153.

4. Il est également nul, s'il a été rendu hors de la présence et sans les signatures du ministère public. C. C. 1813, t. 15, 191; 21 avril 1808, t. 10, 255.

5. Le jugement criminel qui ordonne que les débats auront lieu à huis-clos n'est pas nul, ainsi que tout ce qui est relatif aux débats, jusqu'à la lecture de l'acte de mise en accusation. C. C. 12 déc. 1824, t. 2 de 1824, 233.

6. Il faut que le fait qui caractérise le délit soit énoncé dans le dispositif même du jugement de condamnation. C. C. 19 mars 1819, t. 21, 222.

7. Le jugement ou arrêt doit énoncer avec précision la part que l'accusé a prise au crime ou au délit : il ne suffit pas de dire qu'il est auteur ou complice. C. C. 10 août 1820, t. 22, 100.

8. Il suffit, pour la validité d'un jugement de condamnation, qu'il soit signé par le président et par le greffier. C. C. 15 janv. 1824, t. 3 de 1825, 557.

9. En matière criminelle, il n'est pas nécessaire que les arrêts d'instruction soient rendus dans le cours de l'instruction.

oient signés sur la minute par qui les ont prononcés. C. C. 294, t. 3 de 1824, 349.

Un arrêt criminel est insuffisamment motivé par la seule énonciation que de telle sorte il ne résulte aucune preuve caractéristique de délit. C. C. 312, t. 13, 490.

Un jugement ou un arrêt qui condamne un individu comme coupable de injurieux ou outrageans ne doit être réputé non motivé, par cela seul qu'il ne rapporte pas textuellement les faits qui ont donné lieu à la condamnation. C. C. 11 avril 1822, t. 2 de 1823, 109.

**JUGEMENS et arrêts par défaut.**

**Quels jugemens sont par défaut. — Des différentes espèces de jugemens par défaut. — Comment on peut les attaquer. — Jugement de défaut joint.**

**Signification des jugemens par défaut. — Pouvoir de l'huissier. — A quel domicile ils peuvent être significés. — Quand l'exploit de signification doit contenir élection de domicile. — Nullités de signification qui peuvent être opposées à la partie.**

**Exécution du jugement par défaut. — Quel tribunal peut ordonner l'exécution provisoire de jugemens. — Énonciations qui doivent contenir les jugemens à cet égard. — Quels jugemens doivent être exécutés dans les six mois. — Quels actes constituent un commencement d'exécution. — Si le défaut d'exécution peut être justifié. — Si celui qui a obtenu le jugement peut perdre le droit de faire exécuter.**

**Péremption. — Quels jugemens par défaut sont susceptibles de tomber en péremption. — Comment s'opère la péremption. — Comment un jugement peut être soustrait. — Comment la péremption est interrompue. — Effets de la péremption. — Par qui elle peut être opposée.**

**Enregistrement.**

§ 1. — *Quels jugemens sont par défaut. — Jugement de défaut joint.*

1. Lorsque l'assignation à comparaître sur l'appel a été donnée à un plus long délai que celui fixé par la loi, et que l'intimé, anticipant l'audience, obtient défaut, ce défaut est faute de plaider, et non faute de comparoir, soit que l'avoué de l'appelant se présente ou ne se présente pas. Turin, 9 janv. 1811, t. 12, 18.

2. Un jugement rendu par un tribunal de commerce, lors duquel un agréé, se présentant pour la partie, a proposé un déclinatorioire, et a refusé, après le rejet de cette exception, de plaider au fond, est un jugement par défaut, faute de défendre. C. C. 18 janv. 1820, t. 22, 51; 5 mai 1824, t. 2 de 1824, 527; 26 déc. 1821, t. 23, 768.

3. Un jugement du tribunal de commerce, rendu sur les aveux et déclarations d'un tiers qui se prétend mandataire du défendeur, est un jugement par défaut, quoique qualifié *contradictoire*, si ce tiers n'était pas chargé de pouvoirs.

4. Pour faire réformer ce jugement, il n'est besoin ni de former un désaveu au greffe, ni d'interjeter appel. La voie de l'opposition est admissible. Metz, 23 août 1822, t. 1 de 1824, 109.

5. Tout jugement avant lequel on n'a pas pris de conclusions doit être réputé par défaut, et susceptible d'opposition, lors même qu'il en eût été pris, sur l'objet même jugé, avant un jugement interlocutoire antérieurement rendu. C. C. 3 fév. 1824, t. 2 de 1824, 49; 12 mars 1816, t. 18, 212.

6. La partie condamnée par un jugement par défaut ne peut y former tierce opposition, sur le prétexte qu'elle n'a pas été régulièrement appelée. Nanci, 23 nov. 1812, t. 13, 986.

7. Les jugemens de défaut joint doivent être prononcés dans les affaires sommaires, comme dans les causes ordinaires. C. C. 15 janv. 1821, t. 23, 41.

§ 2. — *Signification des jugemens par défaut.*

8. Lorsque plusieurs parties ont intérêt de faire signifier un jugement par défaut, l'huissier commis, à la requête de l'une d'elles, pour faire cette signification, est censé l'être pour toutes. C. C. 14 juin 1813, t. 15, 37.

9. Un jugement par défaut qui ordonne la radiation d'une inscription n'est pas valablement signifié au domicile élu dans l'inscription : il doit l'être au domicile réel. C. C. 29 août 1815, t. 17, 586.

10. Voir des arrêts contraires. Paris, 17 janv. 1813, t. 15, 239; 26 août 1808, t. 9, 523.

11. Lorsque le jugement par défaut ne





commerce, tombent en péremption d'exécution dans les six mois. *Janv. 1820, t. 22, 51.*

Jugement qui ne prononce qu'une reconnaissance d'écriture est également frappé de cette péremption. *C. C. 1818, t. 20, 493.*

Jugement par défaut, faute de comparaitre, rendu contre un étranger, est frappé de six mois de non-exécution, si l'étranger possède en France des propriétés, pour lesquelles on pouvait l'exécuter. *Paris, 3 fév. 1813, t. 14, 151.*

Jugemens par défaut, faute de comparaitre, contre une partie qui avait comparu, ne sont point soumis à la péremption de six mois. *Turin, 1 fév. 1811, t. 13, 660; C. C. 5 mai 1824, t. 2 de 1824, 768.*

Il est de même de tout jugement par défaut portant déboute d'opposition. *Paris, 1822, t. 24, 568.*

Jugemens par défaut des justiciables ne sont pas soumis à la péremption de six mois. *C. C. 13 sept. 1809, t. 1, 1.*

Péremption établie par l'art. 156 du proc., contre les jugemens par défaut de comparaitre, ne s'applique qu'aux jugemens rendus, dans le cas de l'art. 153 du même code, contre une partie qui se laisse condamner, sans comparaitre, après un premier jugement et le profit d'un premier défaut, n'est suivi d'une réassignation. *C. C. 1825, t. 2 de 1825, 257.*

Péremption s'opère de plein droit, et l'acquiescement du défendeur ne peut empêcher à ce jugement l'effet de la chose jugée. *Paris, 26 mai 1819, t. 21, 363.*

Jugement par défaut contre plusieurs solidaires est soustrait à la péremption, par son exécution contre l'un d'eux seulement. *Montpellier, 1810, t. 11, 788.*

Arrêt en sens contraire. *Limoges, 1822, t. 24, 179.*

Opposition formée par acte extraordinaire à un jugement par défaut, faute de comparaitre, et non réitérée dans la huitaine, n'interrompt point la péremption. *Paris, 4 sept. 1810, t. 11, 848.*

Péremption d'un jugement par défaut entraîne pas celle des actes de la procédure. — Ainsi l'exploit introductif de la demande peut servir à poursuivre le jugement, après la péremption du premier. *Nismes, 5 juil. 1809, t. 1, 1.*

Péremption n'entraîne pas non plus la péremption de l'instance sur laquelle le jugement est intervenu. *Limoges, 18 mai 1821, t. 21, 331.*

Tiers peuvent exciper de la pé-

remption d'un jugement par défaut. Ils n'en perdent pas le droit par l'acquiescement de la partie condamnée à ce jugement, si cet acquiescement n'acquiert de date certaine qu'après la péremption acquise. *Bourges, 7 fév. 1822, t. 1 de 1822, 76; Paris, 7 juil. 1812, t. 13, 660; C. C. 10 nov. 1817, t. 19, 896.*

46. Il en serait ainsi même à l'égard d'un créancier devenu héritier bénéficiaire de la partie qui a donné l'acquiescement. *C. C. 22 juin 1818, t. 20, 493.*

47. La cour de Caen a décidé au contraire que l'acquiescement par acte sous seing privé pouvait être opposé à des tiers. *26 avril 1814, t. 16, 280.*

48. Elle a jugé ainsi dans la supposition que l'acquiescement était antérieur à la contestation.

49. Des créanciers hypothécaires peuvent opposer la péremption d'un jugement par défaut pour anéantir une hypothèque fondée sur ce jugement. *Paris, 7 juil. 1812, t. 13, 660; C. C. 10 nov. 1817, t. 19, 896.*

### § 5. — Enregistrement.

50. Les jugemens par défaut translatifs de propriété sont soumis à l'enregistrement sur la minute et au droit proportionnel, comme les jugemens contradictoires, et ces droits ne sont pas restituables, quoique les jugemens soient réformés en suite de l'opposition. *C. C. 24 therm. an 13, t. 6, 387.*

### JUGEMENTS et arrêts par défaut ou contre un contumace en matière criminelle et correctionnelle.

1. En matière correctionnelle, le dépôt au greffe de la requête d'appel rendait l'arrêt contradictoire avec l'appelant, quoique ce dernier eût fait défaut lors de l'instruction et de la plaidoirie. *C. C. 15 frim. an 13, t. 5, 137.*

2. En matière criminelle comme en matière civile, le jugement ou arrêt qui intervient contre un individu qui refuse de se défendre est par défaut; la comparution d'une partie assignée ne suffit pas pour lier la cause contradictoirement avec elle, si elle n'a fourni aucune défense, ni présenté aucunes conclusions sur ce qui a été jugé, et surtout si elle a refusé formellement de défendre ou de conclure. *C. C. 7 déc. 1822, t. 1 de 1823, 222.*

3. La signification des jugemens par défaut, en matière correctionnelle, ne peut être faite par extrait, elle ne fait pas courir le délai de l'opposition. *Orléans, 14 fév. 1815, t. 17, 98.*

4. Un arrêt de condamnation rendu contre un accusé contumax, postérieurement à son décès, ne peut être rétracté

que par la cour d'assises qui l'a rendu. C. C. 25 oct. 1821, t. 23, 653.

## JURY.

§ 1. *Personnes qui peuvent être appelées à la composition du jury.*

§ 2. *Formation de la liste et du tableau des jurés.*

§ 3. *Déclaration du jury. — Cas où la déclaration du jury, ayant été prise à la simple majorité, doit être soumise à la délibération de la cour d'assises.*

§ 1. — *Personnes qui peuvent être appelées à la composition du jury.*

1. Les militaires en activité de service qui sont membres de collèges électoraux ne sont pas, en leur qualité de militaires, exclus des fonctions de jurés, lors même qu'ils ne font partie des collèges électoraux qu'en leur qualité de chevaliers de la Légion-d'Honneur. C. C. 25 avril 1816, t. 18, 343.

2. Un étranger non naturalisé ne peut pas être porté sur la liste des jurés sans violation de l'art. 381 du cod. d'instr. crim. — L'arrêt rendu à la suite d'une délibération de jurés à laquelle cet étranger a concouru est radicalement nul. C. C. 28 oct. 1824, t. 2 de 1825, 495.

2 bis. Les juges suppléants ne sont pas, comme les juges, incapables de remplir les fonctions de jurés. C. C. 10 mars 1815, t. 17, 179.

3. Si l'un des jurés n'avait pas l'âge requis par la loi, la formation du tableau et tout ce qui s'en serait suivi serait radicalement nul. C. C. 3 mars 1815, 23 mars 1815, t. 17, 159 et 160.

4. Il suffit, pour l'exercice légal des fonctions de jurés, de l'âge de trente ans accomplis au moment de la formation du tableau, et lors du tirage au sort, sans qu'il soit nécessaire que le juré ait cet âge au moment de l'inscription sur la liste destinée à former le tableau. C. C. 3 oct. 1822, t. 24, 658.

5. Le juré qui, dans un débat, accepte une commission pour faire une visite ou vérification et se sépare de ses collègues pour exercer ainsi des fonctions d'expert, se dépouille de sa qualité de juré; il ne peut même, du consentement de l'accusé, reprendre son rang parmi les jurés et concourir à leur délibération. C. C. 22 mai 1819, t. 22, 358.

6. Les lois concernant les juges parens ou alliés qui siègent dans les mêmes cours

et tribunaux, et dont les voix se dent et se réduisent à une seule, pas, applicables aux jurés. An des fonctions des jurés peuvent être exercées simultanément et dans les mêmes affaires par des citoyens parens entre eux, et la voix de chacun est comptée. C. C. 9 mai 1816, t. 18, 10 fév. 1809, t. 10, 99.

7. Un jury n'a de caractère légal tant qu'il a subi l'épreuve de la loi que la loi autorise. — Ainsi le jury ne peut, du consentement même de l'accusé, pour adjoindre deux jurés, restreindre à huit le nombre des fonctions que l'accusé et le ministère public ont le droit d'exercer. C. C. 17 avril 1816, t. 3 de 1823, 81.

8. Cependant, lorsque l'accusé a consenti à réduire à huit le nombre des récusations, la neuvième récusation que de son côté le ministère public a exercée, il ne peut ensuite invoquer la nullité de la composition de la liste des jurés. C. C. 17 avril 1823, t. 3 de 1824, 81.

9. L'incapacité d'un juré n'est une ouverture à cassation, lorsque le juré n'a pas été proposé devant la cour d'assises. C. C. 25 avril 1816, t. 18, 343.

10. Une déclaration du jury n'est arguée de nullité devant la cour d'assises, sur le fondement que l'un des jurés qui y ont pris part n'avait les qualités civiles ou politiques requises pour être admis à cette fonction, si l'accusé n'a pas, par exemple, qu'il était en état de faillite. C. C. 17 niv. an 10, t. 2, 230.

§ 2. — *Formation de la liste et du tableau des jurés.*

10 bis. C'est au président de la cour d'assises, qu'il appartient de diriger la formation du jury et de statuer sur les contestations qui peuvent se lever dans cette opération préalable. C. C. 1 déc. 1820, t. 22, 849.

11. Un jury n'est pas légalement constitué, lorsqu'au nombre des douze jurés qui en font partie il s'en trouve un dont le nom n'a pas été porté sur la liste, et que le nom n'a pas été notifié à l'accusé, et ce, quoiqu'il n'ait point proposé de récusation contre lui. C. C. 19 avril 1816, t. 18, 266.

12. Lorsqu'au jour indiqué pour la formation du tableau du jury, il y a moins de trente jurés, il ne peut être suppléé sur le tableau supplétif des habitants de la commune, dressé par le préfet, par le nombre de citoyens nécessaire pour porter la liste au nombre de trente. Le surplus rendrait la déclaration du jury illégale et nulle. C. C. 29 av.

0; 27 mars 1823, t. 1 de 1824, 415.

Lorsqu'il n'a été notifié à l'accusé une liste de trente jurés, et que l'un est dans le cas d'être remplacé, être par la voie du sort, conformément au prescrit de l'art. 395 du cod. crim., et non par l'un des jurés sur la liste des trente-six dont le nom n'aurait pas été notifié à l'accusé. C. C. 12 janv. 1825, t. 3 de 1825, 442.

À l'égard des jurés, les récusations faites par la loi ne peuvent être exercées par l'accusé lui-même, et non par son défenseur, dont il ne lui est même permis de se faire assister dans cette affaire. C. C. 1 déc. 1820, t. 22, 849; 1815, t. 17, 570.

Lorsque les pièces du procès ne sont pas si complètes que le tirage au sort des jurés supplémentaires a été fait publiquement, la présomption est que la loi a été observée. C. C. 11 août 1824, t. 2 de 1825, 580.

L'art. 394 du cod. d'inst. crim. a été exactement exécuté, soit qu'on ait communiqué seulement aux prévenus la liste des jurés, soit qu'on leur ait communiqué la liste augmentée des noms des jurés qui ont été tirés au sort sur la liste supplémentaire. C. C. 11 août 1824, t. 2 de 1825, 580.

Il n'est pas indispensable de tirer publiquement les membres qui remplacent les jurés absents au jour de la convocation. C. C. 22 juin 1815, t. 17, 331.

Les jurés peuvent, aussitôt après la formation du tableau, usant de la faculté que leur accorde la loi, choisir pour leur chef autre que celui désigné par le sort. C. C. 27 sept. 1822, t. 24, 651. Ils peuvent procéder à ce choix avant d'avoir prêté serment. C. C. 27 sept. 1822, t. 24, 651.

Il n'est pas prescrit, à peine de nullité, aux jurés de se placer dans l'ordre déterminé par le sort. C. C. 27 sept. 1822, t. 24, 651.

*Notification de la liste des jurés. Temps auquel elle doit être faite, et à quelles personnes.*

Art. 387. C'est la liste primitive des trente jurés prescrite par l'art. 387 du cod. d'inst. crim., et non la liste complémentaire des trente jurés formée en vertu de l'art. 395, qui doit être notifiée à l'accusé. C. C. 21 sept. 1815, t. 17, 615; 12 janv. 1825, t. 3 de 1825, 442.

L'omission, sur la liste signifiée à l'accusé, du nom d'un des trente jurés destinés à former le jury, opère une nullité qui n'est pas couverte par le consentement de l'accusé à ce que ce juré

reste membre du jury. C. C. 10 juil. 1823, t. 1 de 1824, 66.

19. La notification est également nulle, quoique le juré dont le nom a été omis ait réellement concouru à la formation du jury et ait été récusé. C. C. 12 avril 1822, t. 24, 360.

20. Quoique les qualités et les domiciles de quelques jurés aient été mal indiqués dans la liste notifiée, si l'accusé n'a pas récusé ces jurés, on doit croire qu'il a reconnu suffisamment l'identité de leurs personnes. C. C. 9 fév. 1816, t. 18, 135.

21. Si la notification de la liste des jurés était faite à l'accusé l'avant-veille de la formation du tableau, au lieu de la veille, celui-ci serait sans intérêt pour s'en plaindre. C. C. 14 août 1817, t. 19, 825.

22. La notification est nulle, si la copie, au lieu d'être remise au prévenu lui-même, l'a été à son coaccusé. C. C. 12 mars 1818, t. 20, 215.

23. Elle est également nulle, si la copie a été remise au concierge de la maison de justice pour le rendre à l'accusé au lieu d'avoir été remise à l'accusé lui-même. C. C. 13 nov. 1818, t. 20, 731.

24. Il peut être suppléé à la notification de la liste des trente-six jurés que prescrit l'art. 374 du cod. d'inst. crim., par la notification à l'accusé de la liste des jurés dont parle l'art. 395 du même code. Mais la notification de cette dernière liste doit, à peine de nullité, contenir tous les noms des jurés dont elle se compose au moment où elle est signifiée. C. C. 6 juil. 1821, t. 23, 479.

25. Il n'est pas nécessaire de notifier les noms des jurés appelés en remplacement : il suffit de la signification de la liste primitive des trente-six jurés. C. C. 29 avril 1819, t. 21, 307; 12 déc. 1823, t. 1 de 1824, 294.

26. Les incorrections d'écriture dans l'indication du nom d'un juré sont indifférentes, si d'ailleurs il ne s'élève pas de doute sur l'identité du juré. C. C. 3 oct. 1822, t. 24, t. 658.

27. Lorsque, des trente-six jurés appelés pour former le tableau du jury, et dont la liste a été notifiée à l'accusé, la majeure partie ne se présente pas, les jurés absents peuvent être remplacés à l'instant, et sans qu'il soit besoin de notifier une nouvelle liste à l'accusé, par des citoyens portés sur la liste supplémentaire et précédemment désignés par le sort pour d'autres affaires. C. C. 28 janv. 1814, t. 16, 131.

28. Il ne peut être formé un tableau de jurés suppléants sans le consentement du ministère public. C. C. 15 sept. 1820, t. 22, 673.

29. Un juré suppléant ne peut rem-

placer un des membres du jury qu'auprès avoir été personnellement agréé par le prévenu et le ministère public. C. C. 15 sept. 1820, t. 22, 675; 11 avril 1817, t. 19, 547.

30. Mais il n'est pas besoin qu'il soit de nouveau agréé par l'accusé au moment où il entre en fonction. C. C. 27 juil. 1820, t. 22, 669.

31. Les jurés suppléants doivent être pris dans ceux qui restent, après la formation du tableau des douze. C. C. 11 avril 1817, t. 19, 547.

32. L'adjonction de jurés suppléants aux douze jurés est permise si les accusés et le ministère public y consentent, et qu'elle soit jugée nécessaire. C. C. 8 janv. 1824, t. 2 de 1824, 177.

33. Mais cette adjonction ne peut se faire d'après le mode prescrit par la loi du 25 brum. an 8. C. C. 8 janv. 1824, t. 2 de 1824, 177.

34. L'absence d'un juré lors de la lecture faite par le chef du jury à l'auditoire du résultat de sa délibération opère la nullité de cette délibération. C. C. 2 nov. 1811, t. 12, 834.

§ 3. — *Déclaration du jury. — Cas où la déclaration du jury, ayant été prise à la simple majorité, doit être soumise à la délibération de la cour d'assises.*

35. Lorsque la déclaration du jury est claire et précise, il ne peut en être provoqué une seconde sur une circonstance aggravante que cette déclaration écarte. C. C. 17 avril 1824, t. 3 de 1824, 398.

36. Il en est autrement lorsque la déclaration se tait sur cette circonstance aggravante : la cour a le droit d'exiger une seconde déclaration. C. C. 4 avril 1822, t. 24, 348.

37. La déclaration du jury doit porter sur le fait et sur l'intention qui accompagne le fait : ainsi, en matière de vol de récolte, il ne suffit pas que le jury déclare que l'accusé a emporté les gerbes de dessus le fonda d'autrui, et les a portées sur son propre terrain : il faut qu'il dise si c'est ou non avec l'intention de voler qu'il a commis cette action. C. C. 19 avril 1816, t. 18, 312.

38. Lorsque le jury a été interrogé et a répondu sur des faits qui ne sont point énoncés dans l'acte d'accusation, il y a présomption qu'ils sont résultés des débats comme circonstances du crime. C. C. 9 fév. 1816, t. 18, 135.

39. La déclaration du jury portant que le recéleur d'objets volés *savait que le vol avait été commis à la suite d'un assassinat* équivaut à celle qu'il avait connu cette circonstance au temps du recélé. C. C. 8 janv. 1824, t. 2 de 1824, 177.

40. Lorsque, sur une question à laquelle les circonstances constituent la complicité ont été rappelées, la réponse : *Oui, l'accusé est complice du crime dont il s'agit dans la question*, cette réponse renferme implicitement une décision affirmative de ces circonstances. Cependant, si une telle déclaration paraît pas suffisante à la cour d'assises, elle doit renvoyer les jurés pour délibérer sur les circonstances, et non pas pour l'acquiescement du prévenu. C. C. 1822, t. 24, 415.

41. Lorsque, sur la question de savoir si l'accusé est coupable du crime ou de tout autre attentat à la pudeur consommé ou tenté avec violence sur une personne d'une fille âgée de moins de dix ans, le jury a répondu que l'accusé est coupable d'attentat à la pudeur, *non avec violence*, la cour ne peut annuler la déclaration et en exiger une nouvelle sous le motif qu'il était incertain si l'accusé n'avait pas considéré la violence comme une simple circonstance aggravante, ce qui aurait mis la cour d'assises dans l'impossibilité de délibérer pour se réunir à la minorité, soit à la majorité de la cour. C. C. 18 avril 1822, t. 1 de 1823, 9.

42. Si la déclaration du jury est obscure ou obscure sur une partie de la question qui lui a été soumise, la cour peut demander au jury une déclaration sur le point omis, sans pouvoir en provoquer une nouvelle sur les parties résolues. C. C. 18 avril 1822, t. 1 de 1823, 9.

43. Lorsque les jurés, au lieu de répondre catégoriquement sur les circonstances du crime telles qu'elles sont déterminées dans le résumé de l'accusation, ont restreint ou modifié les circonstances, leur déclaration doit être annulée par la cour d'assises, et il en est provoqué une nouvelle. C. C. 11 mai 1811, t. 12, 408.

44. Il n'y a pas contradiction de deux déclarations du jury : *Oui, l'accusé est coupable de tentative de meurtre*, et *l'exécution n'en a pas été suspendue par des circonstances fortuites et indépendantes de sa volonté*.

Le mot *coupable* est pris ici dans son acception usuelle, et non dans l'acception légale ; il présente l'idée du fait matériel et non de la criminalité de ce fait. C. C. 4 juil. 1817, t. 19, 738.

45. Il en est de même lorsque, après la première réponse affirmative, le jury déclare que l'accusé était en démence au moment qu'il a commis le crime. C. C. 4 juil. 1817, t. 19, 9.

46. En un mot, il en est de même toutes les fois que le jury a exprimé



la mot *coupable* au fait matériel, en termes formels l'intention. C. C. 9 oct. 1823, t. 1 de 1824, 169.

Sans cette circonstance, lorsqu'il s'agit de partie civile, il n'y a lieu à l'envoi de l'accusé. *Ibid.*

Il en est encore ainsi lorsque la déclaration du jury porte que l'accusé est coupable de soustraction, mais qu'il n'a agi frauduleusement. — Il y a lieu dans ce cas de prononcer l'absolution de l'accusé. C. C. 20 mars 1812, t. 13, 265.

*Bis.* L'extorsion de signature ou l'usage d'actes ou titres pouvant servir de force, par violence ou contrainte, ne peuvent, sans tomber en contradiction, répondre négativement sur deux circonstances et affirmativement sur la troisième. C. C. 15 janv. 1825, t. 1 de 1825, 590.

Lorsqu'il s'agit d'une tentative de crime, les jurés doivent déclarer si elle a été commencée par des marques extérieures, et si elle a été arrêtée que par des circonstances fortuites et indépendantes de la volonté de l'auteur. C. C. 23 mars 1815, t. 13, 460.

*Bis.* Si, après une première déclaration du jury, que la cour d'assises juge contradictoire, il en est provoqué une seconde, la première ne peut servir de base à l'arrêt. C. C. 9 oct. 1823, t. 1 de 1824, 408.

Si la cour a provoqué une seconde déclaration, parce que la première était incomplète, cette première déclaration peut être reproduite en entier dans le procès verbal, sous peine de nullité de l'arrêt. Si le procès verbal se bornait à dire que cette déclaration était équivoque, elle serait réputée de droit régulière. C. C. 18 nov. 1819, t. 21, 653.

*Bis.* Lorsque, sur seize faits de vol, un individu a été renvoyé devant la cour d'assises comme complice de cinq vols, et que, tous ces faits ayant été posés en une même question, sans déterminer leurs circonstances, leur date, ni leur objet, le jury a déclaré l'accusé coupable d'avoir sciemment recélé *un grand nombre de vols*, cette déclaration ne peut servir de base à une condamnation. C. C. 14 juil. 1822, t. 24, 182.

Lorsque la question soumise au jury est complexe, c'est-à-dire qu'elle embrasse tout à la fois et les circonstances matérielles du fait principal et les circonstances morales propres à en déterminer la criminalité, les jurés ne sont point tenus de diviser leur déclaration, et de répondre séparément sur chacune des circonstances énoncées dans la question. Il suffit de la réponse : *L'accusé est cou-*

*pable ou n'est pas coupable.* C. C. 26 juil. 1822, t. 24, 608.

52. Lorsque les jurés déclarent l'accusé coupable à une majorité de plus de sept voix sur le fait principal, et à la simple majorité de sept voix sur une circonstance atténuante, la cour ne peut pas délibérer sur ce dernier point, aux termes de l'art. 351 du cod. d'inst. crim. C. C. 15 oct. 1813, t. 15, 538; 1 mai 1812, t. 13, 426.

53. Quand la culpabilité de l'accusé est jugée à la majorité de plus de sept voix, il n'est pas nécessaire de l'énoncer. C. C. 29 déc. 1815, t. 17, 791.

54. La déclaration affirmative du jury sur une circonstance accessoire et même aggravante du crime, quoique prise à la simple majorité, ne donne pas lieu à la délibération des juges de la cour d'assises. C. C. 22 juin 1815, t. 17, 431.

55. La déclaration d'un jury conçue dans ces termes : *La décision du jury est indéterminée, les voix ayant été au nombre de six pour l'affirmative, et de six pour la négative*, ne peut pas être annulée par la cour d'assises comme irrégulière, et contraire à l'art. 347 du cod. d'inst. crim. C. C. 23 juin 1814, t. 16, 450.

**JURY d'accusation.** La formule de déclaration prescrite aux jurés d'accusation par l'art. 243 du cod. des délits et des peines pouvait être supplée par l'équivalent. C. C. 6 pluv. an 10, t. 2, 261.

## L.

**LABOUREUR.** V. *Approbation d'écritures.*

**LAIS et relais.** Les lais et relais de la mer, déclarés aliénables par l'art. 41 de la loi du 16 sept. 1817, peuvent être prescrites. — Ils peuvent faire l'objet d'une action en complainte. C. C. 3 nov. 1824, t. 2 de 1825, 395.

**LANGUE.** V. *Acte notarié*, n. 1, et *Testament*, n. 109 à 112 et 196 à 198.

**LAPINS.** Le propriétaire d'une forêt où il existe beaucoup de lapins est responsable du dommage causé par ces animaux sur les terres voisines, s'il a négligé de les détruire, et s'il s'est opposé à ce que les propriétaires voisins les détruisissent eux-mêmes dans ses bois. C. C. 14 nov. 1816, t. 18, 783.

**LATRINES.** V. *Voisinage.*

**LEGATAIRE.** V. *Legs.*

**LEGITIMATION.**

*Quels enfans peuvent être légitimés. — L'enfant peut-il contester sa légitimation? — Si la reconnaissance antérieure ou simul-*

*tanée au mariage est une condition de la légitimation. — Autres conditions de la légitimation. — Sur qui pèse la charge de prouver que la légitimation a pu ou n'a pas pu s'opérer. — Effets de la légitimation.*

1. Un enfant né, avant la révolution, du commerce d'un prêtre avec une personne libre, a pu être légitimé par le mariage subséquent de ses père et mère, valablement contracté en l'an 2. C. C. 22 janv. 1812, t. 13, 79.

2. On peut légitimer un enfant inscrit aux registres de l'état civil sous un autre nom que celui que porte la personne qui veut le légitimer. Paris, 2 juin 1809, t. 10, 427.

3. Un enfant légitimé peut contester sa légitimation, si elle lui assigne un état contraire au titre de sa naissance et de sa possession d'état antérieure à la légitimation. Paris, 28 déc. 1811, t. 12, 1015.

4. L'enfant naturel né sous la loi du 12 brum. an 2 ne jouit du bienfait de la légitimation par le mariage de ses père et mère, décédés dans l'intervalle qui s'est écoulé entre cette loi et la promulgation du code civil, qu'autant qu'il a été reconnu avant le mariage ou dans l'acte même de célébration. C. C. 12 avril 1820, t. 22, 332.

5. A défaut d'une reconnaissance ou antérieure ou simultanée au mariage, cet enfant ne pourrait opposer aux parens, qui contestent sa légitimation, des exploits et actes judiciaires dans lesquels ils auraient donné à la mère la qualité de tutrice légale, et qui feraient ainsi présumer une reconnaissance de la filiation, si ces exploits et ces actes étaient relatifs à une instance où il ne s'agissait pas directement de l'état et des droits de l'enfant. C. C. 12 avril 1820, t. 22, 332.

6. Sous le code civil, pour que les enfans soient légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, il faut que ceux-ci les aient reconnus avant leur mariage ou dans l'acte même de célébration. C. C. 12 avril 1820, t. 22, 332.

7. Ainsi, l'enfant qui n'aurait été reconnu que pendant le mariage ne pourrait réclamer les droits des enfans légitimes, lors même qu'il aurait passé publiquement et constamment pour tel. Douai, 15 mai 1816, t. 18, 421.

8. Il n'est pas nécessaire de rapporter un acte de naissance régulier, pour que la légitimation, par mariage subséquent, d'un enfant naturel, puisse obtenir son effet. Bruxelles, 19 janv. 1813, t. 14, 84.

9. Il ne suffit pas d'élever des doutes sur la qualité d'enfant naturel pour empêcher l'effet de la légitimation. Bruxelles, 19 janv. 1813, t. 14, 84.

10. C'est à celui qui critique la légitimation à justifier qu'elle n'a pas pu s'opérer. Bruxelles, 19 janv. 1813, t. 14, 84.

11. L'enfant né dans le mariage, conçu antérieurement au mariage, peut prétendre aucuns droits aux successions ouvertes avant sa légitimation par le mariage de ses père et mère. 11 mars 1811, t. 12, 210.

LEGITIME. 1. Il n'était pas nécessaire que la renonciation au suppléement de légitime fût formelle et littérale. 13 mes. an 9, t. 2, 54.

2. Le légitimaire qui, après un mariage égal fait en vertu de l'effet rétroactif de la loi du 17 niv. an 2, s'est vu réduit à sa légitime par la loi du 30 an 4, qui a rapporté cet effet rétroactif, est autorisé à garder des biens héréditaires jusqu'à concurrence de sa légitime, alors même qu'avant la loi du 30 an 2 il aurait été fait un premier mariage qui réglait différemment ses droits. C. C. 19 vend. an 6, t. 1, 229.

3. Dans une succession ouverte par la loi du 18 pluv. an 5, lorsqu'il y avait une institution contractuelle faite par le défunt avant la publication de la loi du 7 mars 1793, les légitimaires peuvent cumuler et la légitime de droit et la réserve, à l'exclusion du tiers institué. C. C. 1 frim. an 11, t. 1, 104.

## LÉGITIMITÉ.

§ 1. *Quels enfans sont légitimes? — Qui peut contester la légitimité d'un enfant. — Délai dans lequel on doit la contester.*

*Voir Désaveu de paternité.*

§ 2. *Preuve de la légitimité. — Quelles lois la déterminent. — Si l'on peut répudier l'honneur de la légitimité.*

1. Lorsque la naissance et les actes constitutifs de la prétendue possession d'état sont antérieurs au code civil, la contestation sur la légitimité de l'enfant doit être jugée d'après les principes de l'ancienne jurisprudence. Bourges, 4 janv. 1823, t. 1 de 1824, 555.

2. Un individu inscrit aux registres de l'état civil comme né d'une *fille libre* d'un père *inconnu*, ou de père et mère *inconnus*, ne peut se prévaloir de la déclaration d'une femme mariée qui le reconnaît pour son enfant, et se prétend

seul titre, enfant du mari, surtout reconnaissance est postérieure au décès de ce dernier. Paris, 11 juin 1814, t. 395; C. C. 9 nov. 1809, t. 10, 765. Cette reconnaissance ne peut même être considérée comme un indice assez grave pour faire admettre l'enfant à la preuve testimoniale de sa prétendue légitimité. Paris, 11 juin 1814, t. 395.

On ne peut pas contester la légitimité d'un enfant, lorsqu'on a concouru à la délibération du conseil de famille dans l'intérêt de cet enfant, considéré comme légitime. Montpellier, 4 fév. 1825, t. 1 de 1825, 39.

*bis.* Dans l'ancienne jurisprudence, l'enfant qui avait en sa faveur le titre et la possession d'état d'enfant légitime était censé, après le décès de ses père et mère, de représenter leur acte de mariage et de prouver qu'ils avaient vécu publiquement comme mari et femme. Bourges, 4 juin 1823, t. 1 de 1824, 555; C. C. 8 janv. 1806, t. 7, 8.

Suivant la cour de Paris, au contraire, l'enfant qui ne produisait pas l'acte de mariage de ses père et mère devait prouver leur possession d'état comme mari et femme, et la sienne comme enfant légitime. Paris, 23 fév. 1822, t. 24, 207; 7 nov. 1809, t. 10, 83.

D'après un autre arrêt de la cour de Paris, la qualification d'enfant légitime donnée à un individu par son acte de naissance ne le dispensait pas de justifier de l'acte de célébration de mariage de ses père et mère décédés, surtout s'il n'établissait pas sa possession d'état. C. C. 1 vent. an 11, t. 3, 306.

7. Tant que ses père et mère existent, ou que l'un des deux, ou que leur décès n'est pas prouvé, l'enfant, même celui qui jouit d'une possession d'état conforme au titre de sa naissance, doit représenter leur acte de mariage. Toulouse, 4 juin 1820, t. 22, 545; Paris, 7 fév. 1809, t. 10, 83; 20 mai 1808, t. 9, 303.

Voir un arrêt en sens contraire. Grenoble, 3 fév. 1807, t. 8, 58.

8. L'absence déclarée du survivant des père et mère ne dispense pas l'enfant de représenter leur acte de mariage. Toulouse, 24 juin 1820, t. 22, 545.

Voir la même question, t. 24, 207.

9. L'enfant dont les père et mère sont morts, et qui prouve sa légitimité par une possession d'état conforme à son acte de naissance est, dans tous les cas, dispensé de rapporter l'acte de célébration du mariage de ses père et mère. C. C. 8 mai 1810, t. 11, 449.

10. La possession d'état jointe à l'acte de naissance est suffisante pour faire répu-

ter un enfant légitime dans la double circonstance 1° où l'acte de célébration du mariage des père et mère n'est pas représenté, 2° et où il existe une déclaration de la mère, par laquelle elle avoue le défaut de célébration. Montpellier, 4 fév. 1824, t. 1 de 1825, 39.

10 *bis.* Il ne suffit pas, pour que l'enfant qui ne produit pas l'acte de célébration de mariage de ses père et mère, lorsqu'ils sont morts tous deux, soit réputé légitime, qu'il soit qualifié tel dans son acte de naissance : il faut en outre qu'il prouve la possession d'état des père et mère comme époux, et la sienne comme enfant légitime. C. C. 10 juil. 1823, t. 1 de 1824, 547; Paris, 23 fév. 1822, t. 24, 207; 11 mai 1816, t. 18, 405; 9 mars 1811, t. 12, 195.

11. Les petits-enfants ne sont point obligés de prouver que ceux qu'ils désignent comme leurs aïeux légitimes, lorsqu'ils ne rapportent pas leur acte de mariage, ont vécu publiquement comme mari et femme. Bourges, 4 juin 1823, t. 1 de 1824, 555.

12. La preuve testimoniale de la légitimité d'un enfant doit être rejetée, lorsqu'elle n'est pas basée sur des commencemens de preuve par écrit ou des présomptions graves. C. C. 21 niv. an 9, t. 1, 580.

13. Si les déclarations des père et mère ne peuvent suffire pour donner à un enfant la qualité et les droits d'enfant légitime, du moins elles équivalent à un commencement de preuve par écrit, et peuvent autoriser la preuve testimoniale. Paris, 21 vent. an 9, t. 1, 618.

14. Des actes de notoriété ne forment pas le commencement de preuve par écrit qu'exige la loi pour faire admettre un enfant à la preuve testimoniale de son état, sans justifier ni de son acte de naissance ni de sa possession. Paris, 29 mai 1813, t. 14, 625.

15. Il en est de même des preuves littérales d'intérêt et d'amitié. Paris, 28 avril 1809, t. 10, 522.

16. Lorsqu'à défaut de titre de naissance, l'enfant n'articule, pour établir sa filiation et sa légitimité, qu'une partie des faits énumérés dans l'art. 321 du cod. civ., le juge peut déclarer ces faits insuffisants, et refuser d'admettre la preuve vocale de la possession d'état. C. C. 25 août 1812, t. 13, 784.

17. Des enfans ne peuvent pas, en descendant du rang d'enfans légitimes que leur attribuent leur titre et leur possession, se constituer eux-mêmes enfans naturels reconnus, pour contester à l'un d'eux, qui a les mêmes titres et la même possession, l'état et les droits d'en-

fant naturel, faute de reconnaissance légale. Paris, 6 juil. 1812, t. 13, 641.

## LEGS.

- § 1. *Ce qui peut être l'objet d'un legs. — Qui peut en recevoir. — Quelle loi détermine cette capacité. — Désignation du légataire.*
- § 2. *Quelles dispositions peuvent être considérées comme des legs. — Des divers espèces de legs. — Des legs alternatifs. — Des doublés legs. — Des legs évalués en argent.*
- § 3. *Interprétation des legs.*
- § 4. *Caducité. — Révocation des legs. — Déchéance du légataire.*
- § 5. *Accroissement.*
- § 6. *De la réduction des legs. — De leur imputation sur la réserve légale. — Concours des qualités d'héritier et de légataire dans la même personne.*
- § 7. *De la délivrance des legs. — Par qui elle est due. — De quelle manière le legs peut être acquitté. — De la restitution des fruits. — Des jugemens rendus avec l'héritier avant la demande en délivrance. — De la prescription de l'action en délivrance.*
- § 8. *Obligations des légataires.*
- § 9. *Décisions diverses.*
- § 10. *Droits de mutation dont les legs sont passibles.*
- § 1. — *Quelles choses peuvent être l'objet d'un legs. — Qui peut recevoir un legs.*
1. On ne peut léguer la chose de son héritier ou de son légataire universel. C. C. 19 mars 1822, t. 24, 285.
2. Un testateur pourrait-il léguer la chose de son héritier institué ou de son légataire universel, comme une charge expresse de l'hérédité ou du legs principal. *Ibid.*
3. La cour de Turin a résolu cette question affirmativement. 26 août 1806, t. 7, 496.
4. Elle a de plus décidé que, lorsque, de deux héritiers institués conjointement, l'un répudie la succession, l'autre, à qui l'hérédité tout entière appartient par

droit d'accroissement, est tenu de la charge imposée au renonçant de donner sa part de la chose à un tiers, et, à défaut de tiers, d'en payer la valeur. Turin, 26 août 1806, t. 7, 496.

5. Le legs d'une portion déterminée dans une chose commune et indivise est valide, lorsque la portion léguée n'est pas celle qui devait être attribuée au testateur. — Si la chose léguée est partagée et que la portion léguée tombe dans la part du testateur, cette portion doit être jugée au légataire; au cas contraire, il doit se contenter de l'estimation. Metz, 30 mars 1816, t. 18, 270.

6. Pour recueillir un legs, il suffit d'avoir la capacité au moment où ce legs vient à échoir. C. C. 4 germ. an 13, t. 6, 32.

7. Et particulièrement lorsqu'un legs a été fait aux pauvres d'une commune, à ceux qui n'étaient capables ni à l'époque du testament ni à celle du décès peuvent, par suite leur incapacité cesse, prétendre leur part dans ce qui reste dû sur ce legs. C. C. 4 germ. an 13, t. 6, 32.

8. Dans le cas d'un legs fait pour être délivré au légataire, lors de sa majorité, c'est la loi existante au moment de la demande en délivrance qui doit régler la majorité, et non celle en vigueur à l'époque du testament. Nismes, 19 frim. an 11, t. 3, 127.

9. L'intention du testateur que tel legs soit acquitté de préférence aux autres, ne s'induit des termes de la disposition, mais de la matière et de l'objet du legs. Ainsi, l'enfant auquel son père a légué une somme déterminée pour lui tenir lieu de sa légitime doit être payé par préférence aux autres légataires, lors même qu'il n'aurait reçu entre vifs l'équivalent de sa légitime. Paris, 13 mars 1806, t. 7, 15.

11. Il suffit que le légataire soit désigné par son seul nom de famille, ou même par son surnom, si d'ailleurs il ne peut pas s'élever de doute sur son identité. Metz, 21 mars 1822, t. 2 de 1823, 63.

§ 2. — *Quelles dispositions peuvent être considérées comme des legs. — Des diverses espèces de legs.*

## V. Testament.

12. La disposition par laquelle le testateur lègue à trois personnes l'universalité de ses biens, pour être partagés entre elles par tiers, constitue un legs universel qui dispense les légataires de demander la délivrance à l'héritier du sang. C. C. 18 oct. 1809, t. 10, 735.

13. La disposition par laquelle le testateur, après avoir fait divers legs particuliers, déclare instituer un tel son unique héritier dans le restant de ses biens, droits et actions, ne peut pas être considérée

ne un legs universel, et on ne doit ni en faire produire les effets. Bruxelles, 29 juil. 1809, t. 10, 595.

Il en était autrement sous l'ancienne prudence. Paris, 30 nov. 1824, t. 1 de 1825, 273.

Le legs de meubles, linges, deniers, d'or et d'argent et autres qui se trouvent dans l'habitation du testateur au jour de son décès n'est pas un legs à titre universel. Turin, 24 mars 1806, t. 16.

Le legs de la quotité disponible ou d'immeuble, au choix des héritiers du testateur, perd son caractère alternatif par suite de l'immeuble légué, et les héritiers sont tenus de délivrer la quotité disponible. Angers, 11 déc. 1807, t. 8, 671.

— *Interprétation des legs. — De l'assignat limitatif ou démonstratif.*

Le legs particulier d'une somme d'argent à prendre sur une plus forte somme due à l'auteur de la libéralité est simplement démonstratif, et non limitatif. Paris, 5 fév. 1822, t. 3 de 1823, 524.

Dans le legs d'une rente viagère à prendre soit sur une somme due par un tiers, soit sur un domaine, l'assignat est limitatif. Paris, 19 vent. an 11, t. 3, C. C. 4 vent. an 11, t. 3, 285.

Lorsqu'un legs est pur et simple, l'objet sur lequel il est assigné ne joue point dans la disposition même, et dans la clause qui concerne l'exécution du legs, l'assignat est simplement démonstratif. — Et particulièrement, le legs de 500 de rente viagère à prendre sur une rente plus forte que le testateur a sur l'état n'est pas soumis à la même réduction que la rente déléguée. Paris, 2 pluv. an 11, t. 3, 201.

Le legs fait au débiteur, du titre de la créance, lequel est de telle somme, ne vaut que comme une fausse démonstration si la somme est plus forte, et il doit recevoir son effet pour celle exprimée au titre. Nismes, 26 nov. 1824, t. 2 de 1825, 189.

Le legs fait aux enfans d'une personne qui a des enfans au premier degré et des descendans issus d'autres enfans précédés est censé exclusivement fait aux premiers : les autres n'y peuvent rien prétendre. Toulouse, 1 mars 1820, t. 22, 223.

Le legs de tous mes meubles et effets comprend tout ce qui est censé meuble, aux termes de l'art. 535 du cod. civil. Paris, 21 juin 1825, t. 3 de 1825, 417.

La disposition par laquelle un testateur permet à une personne de faire choix de ce qui peut lui faire plaisir dans son mobilier, pour mémoire de lui, ne donne pas au légataire le droit d'exercer son choix sur toutes les choses que la loi attribue aux meubles, et d'en prélever tel nombre

qui lui plaît : il ne peut choisir qu'un seul objet. Bruxelles, 15 juin 1815, t. 17, 416.

24. Le legs du mobilier, des meubles de toute espèce, et généralement de tout ce qui se trouve dans la maison, les titres de familles et créances seulement exceptés, comprend l'argent comptant. Pau, 27 juil. 1822, t. 1 de 1824, 388.

25. Le legs de tout le mobilier qui se trouve dans l'appartement occupé par le testateur, à porte fermée, même de l'argent monnoyé, sans autre réserve que celle des dettes actives de commerce, comprend les obligations non commerciales. Paris, 21 juin 1806, t. 7, 366.

26. Le legs de tout ce qui appartient au testateur en meubles et immeubles comprend, quant aux meubles, l'argent comptant et les dettes actives. Rouen, 27 mai 1806, t. 7, 331.

27. Le legs des meubles, effets, linge, bijoux, ne comprend pas les titres de créances et l'argent comptant, les livres et autres choses précieuses. Pau, 27 juil. 1822, t. 1 de 1824, 388; Nismes, 25 avril 1811, t. 12, 365.

28. Le legs d'une quote part dans les meubles et immeubles du testateur ne doit pas s'entendre seulement des meubles meublans. Paris, 6 janv. 1807, t. 8, 9.

§ 4. — *Caducité. — Révocation des legs. — Déchéance du légataire.*

29. Le legs fait à un successible, sans dispense de rapport, devient caduc par l'acceptation expresse ou tacite que celui-ci fait de la succession ; on ne peut, dans ce cas, cumuler le titre d'héritier et de légataire. C. C. 22 janv. 1817, t. 19, 64.

30. L'héritier ne peut fonder la caducité du legs, pour insuffisance de la succession, sur le seul témoignage de l'inventaire : il faut que cette insuffisance soit constatée par une liquidation régulière et contradictoire. Paris, 3 mars 1820, t. 22, 235.

31. Le legs qui a pour objet l'acquittement d'une dette n'est point frappé de caducité par le prédécès du légataire. Nismes, 9 déc. 1822, t. 3 de 1824, 438.

32. *Quid s'il s'agit d'une dette simplement naturelle? Loco cit.*

33. On doit considérer le fait même du legs comme un commencement de preuve par écrit de la dette. Nismes, 9 déc. 1822, t. 3 de 1824, 438.

34. Un legs fait avec cette condition, « qu'il deviendra nul si le légataire meurt avant de l'avoir reçu », ne cesse point d'avoir son effet par le décès du légataire pendant l'instance qu'il avait introduite pour faire valoir son legs sur l'objet qui en était frappé. Orléans, 19 fév. 1824, t. 2 de 1824, 111.



35. Les aliénations qu'un testateur peut faire de tout ou partie de ses biens présents ne révoquent point le legs universel qu'il a fait antérieurement, surtout si elles ont eu lieu au profit du légataire lui-même. C. C. 17 mai 1824, t. 3 de 1824, 49; Angers, 19 avril 1820, t. 22, 375; Paris, 4 juil. 1825, t. 3 de 1825, 178.

36. L'art. 1038 du cod. civ. n'est applicable qu'au legs particulier d'un corps certain. Paris, 4 juil. 1825, t. 3 de 1825, 178.

37. La vente de l'objet légué faite au légataire même, lorsqu'elle n'est qu'une donation déguisée, n'emporte pas révocation du legs. C. C. 6 juin 1814, t. 16, 358.

38. Une donation entre vifs peut être considérée comme un mode d'aliénation, dans le sens de l'art. 1038 du cod. civ. C. C. 25 avril 1825, t. 3 de 1825, 528.

39. La révocation d'un legs contenue dans une donation entre vifs nulle pour défaut d'acceptation doit produire son effet, lorsque le legs et la donation, ayant pour objet les mêmes biens, s'adressent au même individu, mais contiennent des conditions différentes. C. C. 25 avril 1825, t. 3 de 1825, 528.

40. Lorsqu'il résulte des circonstances que la volonté du testateur a été de faire dépendre la révocation d'un legs de la vérité d'un fait qu'il déclare, cette révocation est nulle, si le fait est faux. Bruxelles, 10 juin 1812, t. 13, 541.

41. Le légataire institué par un premier testament, qui refuse d'en présenter un second dont il est reconnu rétentionnaire, peut être déclaré déchu du bénéfice de son legs. C. C. 29 fév. 1820, t. 22, 216.

42. Un légataire universel n'est pas déchu de son legs par cela seul qu'il s'en est mis en possession sans délivrance préalable de la part de la justice ou de l'héritier, surtout s'il y était autorisé par une clause expresse du testament. C. C. 18 fruct. an 13, t. 6, 449.

43. La spoliation de la succession du testateur par le légataire ne constitue point une injure à la mémoire du défunt, et n'est pas, comme telle, une cause de révocation du legs. C. C. 25 juin 1822, t. 24, 531.

#### § 5. — De l'accroissement des legs.

44. Lorsqu'un fils colégataire *hors part* décède avant son père, sa portion accroît aux autres légataires, au préjudice de ses enfans. Orléans, 3 mars 1815, t. 17, 162.

45. Il y a lieu à accroissement entre deux légataires que le testateur a institués ses héritiers universels, pour par eux jouir

et disposer de ses biens par portion. C. C. 14 mars 1815, t. 17, 190.

46. Il n'y a pas lieu au droit d'accroissement dans l'institution faite au profit de deux individus *chacun pour moitié*. C. C. 18 mai 1825, t. 3 de 1825, 514.

47. C'est à l'héritier institué que vient accroître les legs particuliers devenus caducs. C. C. 2 brum. an 8, t. 1, 3.

48. L'héritier institué dans un testament antérieur à la loi du 17 niv. an 2 par une personne décédée sous l'empire du code civil, doit seul profiter des legs qui, dans l'intervalle, étaient devenus caducs. C. C. 20 juil. 1809, t. 10, 50.

49. Lorsqu'un testateur a dit: «Je veux que mon mobilier soit partagé entre moi et tels,» cette disposition ne peut pas donner lieu au droit d'accroissement. Metz, 21 mars 1822, t. 2 de 1823, 63.

50. Les legs particuliers déclarés caducs doivent profiter aux héritiers naturels, non à l'héritier testamentaire. Bruxelles, 29 juil. 1809, t. 10, 595.

51. La cour de cassation a jugé en sens contraire. 2 brum. an 8, t. 1, 348.

52. Si plusieurs légataires universels ont été institués par une seule et même disposition, la portion de l'un d'eux, venue vacante, accroît aux autres, même que le testateur a déclaré qu'à son décès ils recueilleraient la chose léguée par portions égales. C. C. 19 oct. 1809, t. 9, 612.

#### § 6. — De la réduction des legs. — De leur imputation sur la réserve légale. — Concours des qualités d'héritier et de légataire dans la même personne.

53. Lorsque les faits de suggestion et de captation allégués contre un testament ne sont pas capables de le faire annuler, ils ne peuvent autoriser la réduction des legs qui n'excèdent pas la quotité disponible. C. C. 22 janv. 1810, t. 11, 76.

54. La réduction des legs ne peut s'opérer qu'en faveur des héritiers légitimaires. — Ainsi un legs particulier de rente viagère ne peut être réduit en faveur du légataire universel. C. C. 23 mes. an 10, t. 1, 66.

55. Lorsque le testateur a légué à sa femme la moitié de ses biens en usufruit et à l'un de ses enfans la portion disponible, c'est le legs de l'enfant qui doit subir la réduction. Agen, 27 août 1810, t. 11, 385; Turin, 15 avril 1810, t. 11, 385.

56. Mais cette réduction ne peut altérer la légitime de l'enfant. Turin, 15 av. 1810, t. 11, 385.

Voir un arrêt en sens contraire. Agen, 27 août 1810, t. 11, 389.

57. Lorsqu'il y a cumulation de libéralités envers l'époux survivant et d'autres

pres on donataires, la réduction doit porter sur toutes les libéralités testamentaires, de manière que la réserve ne soit entamée. Toulouse, 20 juin 1809, t. 1, 484.

Le légataire universel n'a pas, à ce seul, qualité pour contester à l'assentiment le droit de cumuler son legs avec la réserve, sous prétexte que le legs ne peut pas être fait par préciput et hors part. Limoges, 14 juil. 1818, t. 20, 526.

#### § 7. — Délivrance.

Le légataire universel ne cesse pas d'être tenu des legs particuliers, lorsque la délivrance en a été faite par l'héritier. Paris, 30 nov. 1824, t. 1 de 1825, 273.

Les actes conservatoires qu'il a faits pour son intérêt doivent, au contraire, être réservés aux légataires particuliers, de sorte que ceux-ci doivent être payés des legs avant qu'il puisse rien réclamer de son institution. Paris, 30 nov. 1824, t. 1 de 1825, 273.

Les enfans légitimes du légataire universel ne doivent pas être préférés, pour le montant de leur légitime, sur ce qui fait partie du legs universel, aux légataires particuliers. Paris, 30 nov. 1824, t. 1 de 1825, 274.

Le légataire particulier ne peut pas, pendant la durée des délais pour faire la délivrance et pour délibérer, contraindre l'héritier à lui faire la délivrance de son legs, sous l'offre qu'il fait de lui donner caution. Turin, 14 août 1809, t. 10, 204.

Le légataire universel qui a perdu la chose sur laquelle devait être prise la quotité du legs particulier est néanmoins tenu personnellement de payer la chose léguée. Metz, 5 fév. 1822, t. 3 de 1822, 524.

La circonstance du paiement de la quotité de cette somme au légataire particulier, par celui qui en est le débiteur direct, ne produit pas une véritable libération, capable d'opérer la libération du légataire universel. Metz, 5 fév. 1822, t. 3 de 1822, 524.

L'héritier qui prétend qu'un legs est nul par le défaut de choses disponibles ne peut pas néanmoins refuser d'en faire la délivrance, sauf à justifier, lors du jugement qui lui sera demandé par le légataire, que le défunt n'a rien laissé qui ait pu disposer. Paris, 2 pluv. an 7, t. 3, 204.

La délivrance d'un legs fait aux héritiers d'un individu envers lequel le testateur s'était regardé comme obligé dans son intérieur ne peut pas être demandée par ses enfans aussitôt le décès du

testateur, et tandis que leur père est encore vivant. Orléans, 11 fév. 1825, t. 2 de 1825, 181.

67. Les enfans, en qualité d'héritiers présomptifs de celui qui est désigné dans l'acte testamentaire, ne peuvent pas demander que le montant du legs leur soit délivré provisoirement, à la charge d'une caution suffisante pour en garantir la valeur. Orléans, 11 fév. 1825, t. 2 de 1825, 181.

68. Lorsque les délais pour délibérer sont expirés, les héritiers légitimes ne peuvent ajourner la délivrance des legs, sur le motif que les opérations relatives à la liquidation de la succession ne sont pas encore terminées. Paris, 23 fév. 1813, t. 14, 243.

69. L'héritier légitimaire peut être dispensé d'acquitter, pendant le procès, les legs contenus au testament, lorsque les nullités qu'ils proposent contre cet acte l'attaquent dans son essence. Liège, 19 fév. 1810, t. 11, 149.

70. Un legs de quotité ne peut pas être acquitté en argent par l'héritier, contre le gré du légataire qui en réclame la délivrance en nature. C. C. 13 janv. 1807, t. 8, 12.

71. Le legs d'une somme d'argent fait à un établissement de charité ne peut pas être acquitté par l'héritier en rentes sur l'état. C. C. 8 fruct. an 13, t. 6, 410.

72. Le légataire à titre universel, qui a formé sa demande en délivrance dans l'année du décès, n'a pas droit aux fruits de la chose léguée, à compter du jour de ce décès. Bourges, 1 mars 1821, t. 3 de 1823, 153.

73. Lors même qu'il se serait mis en possession de son legs au vu et au su des héritiers. Bourges, 1 mars 1821, t. 3 de 1823, 153.

74. Un jugement qui, dans une instance contradictoire avec le curateur à une succession vacante, a réglé la quotité des sommes dues à divers créanciers du défunt, ne peut pas être attaqué par la voie de la tierce opposition, de la part d'un légataire de celui-ci, lorsqu'il n'a demandé et obtenu la délivrance de son legs qu'après le jugement. Paris, 7 juil. 1809, t. 10, 527.

75. Lorsque le légataire élève des prétentions exorbitantes et mal fondées, les frais de la demande en délivrance doivent rester à sa charge. Bruxelles, 15 juin 1815, t. 17, 416.

76. L'ordonnance du président qui rejette la demande d'envoi en possession formée par le légataire universel est susceptible d'appel, et on ne peut même la faire réformer que par cette voie. Rouen, 27 mai 1807, t. 8, 378.

77. L'action en délivrance du legs est prescriptible par trente ans. — Cette pres-

cription peut être opposée par le légataire de la nue propriété au légataire de l'usufruit du même objet. Paris, 21 avril 1815, t. 17, 269.

### § 8. — Obligations des légataires.

77 bis. Le légataire à titre universel qui s'est mis en possession des biens sans faire inventaire est tenu indéfiniment des dettes. Paris, 21 mars 1815, t. 17, 213.

78. Un légataire à titre particulier, qui, en sa qualité d'étranger, ne peut exercer de droits que sur le mobilier, ne peut être obligé de contribuer aux dettes et charges héréditaires, sous prétexte que, s'il en était affranchi, les dettes refluant en totalité sur les immeubles, ce légataire participerait par le fait à la succession immobilière. C. C. 19 fév. 1821, t. 23, 112.

79. Le légataire particulier est tenu personnellement de la charge imposée sur le legs qu'il a recueilli, indépendamment des circonstances qui lui ont fait perdre ultérieurement les biens composant son legs. Ainsi, un émigré depuis l'amnistie peut être contraint personnellement d'acquitter une charge imposée sur un legs d'immeubles qu'il avait recueilli avant la révolution, quoique par suite de son émigration ces immeubles aient été confisqués et vendus nationalement. C. C. 17 mai 1809, t. 10, 393.

### § 9. — Décisions diverses.

80. En pays de droit écrit, le legs fait à un notaire par un codicille qu'il avait écrit comme officier public est valable, lorsque le testateur l'a confirmé par une disposition spéciale écrite de sa main, et par une déclaration itérative dans l'acte de suscription. C. C. 26 fév. 1806, t. 7, 126.

81. La nullité des dispositions à cause de mort faites à titre universel, prononcée par la loi du 17 niv. an 2, ne s'étend pas aux legs particuliers. C. C. 4<sup>e</sup> jour complémentaire an 4, t. 1, 443.

82. Sous l'empire de la coutume de Paris, l'hypothèque des legs était solidaire contre chaque héritier détenteur de biens de la succession. C. C. 11 brum. an 11, t. 3, 78.

83. Lorsqu'un testateur a légué une quote de ses biens dont il a fixé la valeur en argent, le légataire ne peut exiger que la somme d'argent, si d'ailleurs il paraît par les circonstances que la volonté du disposant a été de ne léguer que cette somme. C. C. 2 vent. an 12, t. 4, 298.

84. La volonté du testateur qu'un legs

soit acquitté de préférence à un autre ne peut pas se présumer. La loi en fait une déclaration expresse. Lyon, 17 mars 1822, t. 3 de 1823, 395.

85. Au moins cette intention, n'a pas été formellement exprimée, elle résulte bien clairement de l'ensemble des legs et des circonstances. Paris, 17 mars 1824, t. 1 de 1825, 488.

86. Si un testateur a institué un légataire avec destination secrète et prohibant à ses héritiers et à tous autres toutes réclamations à ce sujet, même qu'en ce cas le légataire par la disposition, les tribunaux, interprétant la volonté du testateur, peuvent mettre celui qui réclame des droits sur ce legs à prouver par témoins ou autrement que le legs doit lui être appliqué. Cette preuve est admissible, lorsque le réclamant se fonde sur sa qualité d'enfant adultérin du testateur. Paris, 17 juil. 1822, t. 2 de 1824, 297.

87. Les légataires ne sont pas dépourvus du droit de demander leur part contributive de l'héritier bénéficiaire, par cela que des jugemens de condamnation ont été rendus contre ce dernier, qui absorbe les fonds qu'il a dans les mains, si d'ailleurs il n'a pas encore acquitté le montant de ces condamnations. Pau, 16 mars 1825, t. 1 de 1825, 488.

88. Le legs d'une somme d'argent faite à une concubine ne peut être considérée comme rémunératoire, en ce sens qu'elle ne puisse être prise aux dépens de la fortune disponible dont le testateur a précédemment gratifié, par son mariage, un de ses enfans. Riom, 1820, t. 22, 712.

89. Le gouvernement, en refusant l'autorisation d'accepter des legs faits à des hôpitaux, ne peut être considéré comme disposant de ces legs au profit de tiers. C. C. 6 juin 1815, t. 17, 303.

90. La renonciation qui est faite à un legs n'est valable qu'autant que le testament a été lu et reconnu par le légataire. Poitiers, 23 therm. an 11, t. 3, 60.

91. La cour de Paris a jugé antérieurement que la renonciation à un legs faite sans avoir vu le testament, est nulle.

92. L'obligation contractée par le testateur de payer les dettes d'une succession léguée à ses pupilles ne l'empêche pas de renoncer ultérieurement, avec l'autorisation du conseil de famille, à la succession universelle, pour s'affranchir du paiement des dettes. C. C. 23 mars 1825, t. 1 de 1825, 239.

93. Deux legs de même somme faite dans deux testamens diffé-

même personne, sont exigibles. Turin, 1807, t. 8, 125.

— *Droits de mutation dont les legs sont passibles.*

1. Il n'est pas dû de droit de mutation pour le legs d'une rente viagère, que le droit proportionnel a été perçu sur la totalité de la succession. C. C. 13 mars 1812, t. 13, 257; 25 nov. 1811, t. 2, 895.

2. Il est dû un droit pour le legs d'un universel. C. C. 23 nov. 1811; 11 sept. 1811, t. 2, 895.

3. Si l'actif d'une succession présente des rentes sur l'état, les légataires particuliers, qui ne sont point passibles, à l'égard du testateur, d'un droit de mutation plus fort que l'héritier ou le légataire universel, sont libérés, d'après l'avis du conseil d'état du 10 sept. 1808, par le motif que fait l'héritier ou le légataire universel des droits dus sur la totalité de la succession. C. C. 28 janv. 1824, t. 2 de 1824, 145.

## LÉSION.

*De la lésion en général.*

*De la lésion dans les ventes.*

*De la lésion dans les partages de succession ou de communauté.*

§ 1. — *De la lésion en général.*

1. L'action en rescision d'un contrat pour cause de lésion est une action mixte, et elle peut être portée ou devant le tribunal du domicile de l'acquéreur, ou devant celui de la situation de l'objet litigieux. Paris, 13 mars 1817, t. 19, 241.

2. Suivant la cour de Riom, cette action est purement personnelle. 1 déc. 1808, t. 665.

3. L'expertise ordonnée depuis le code dans une procédure en rescision pour cause de lésion, commencée auparavant, doit être faite suivant les formes prescrites par le code. Poitiers, 3 pluv. an 11, t. 5, 292.

4 bis. Il n'est pas indispensable qu'un rapport d'experts, en matière de lésion, serve de base à l'expertise. C. C. 21 therm. an 11, t. 3, 638.

§ 2. — *De la lésion dans les ventes.*

1. En matière de vente, la lésion ne constitue pas une nullité radicale. C. C. 17 sept. 1811, t. 12, 987.

2 bis. Les actes d'exécution et d'approbation d'une vente peuvent-ils former une barrière de non recevoir contre l'action en rescision pour cause de lésion? Paris, 6 janv. 1825, t. 1 de 1825, 307.

5. Le délai accordé pour cette action court du jour où la vente a été passée sous seing privé, et non pas seulement du jour où elle a été réalisée devant notaire. Paris, 6 janv. 1825, t. 1 de 1825, 307.

5 bis. Une vente faite moyennant une rente viagère n'est pas susceptible de rescision pour cause de lésion. Rouen, 18 juil. 1820, t. 2 de 1824, 504.

6. Une vente volontaire faite en justice et à la chaleur des enchères ne peut être attaquée pour cause de lésion. Paris, 26 niv. an 12, t. 4, 232.

7. Les ventes ou reventes de domaines nationaux faites entre particuliers peuvent, comme celles de tous autres immeubles, être attaquées pour cause de lésion, soit qu'elles aient ou non été consenties en faveur de l'ancien propriétaire ou de son héritier. C. C. 11 avril 1820, t. 22, 326. — V. *Accession*.

8. Le cohéritier, acquéreur des droits successifs de ses cohéritiers, ne peut pas en faire rescinder la vente pour cause de lésion du tiers au quart, lorsque surtout elle lui a été passée sans fraude. Paris, 30 flor. an 11, t. 3, 482.

8 bis. Il en était autrement avant le code civil, surtout lorsque les parties n'avaient pas, en traitant, une égale connaissance des forces de la succession. Paris, 7 niv. an 13, t. 5, 212.

9. La vente de droits successifs faite à un étranger n'est pas susceptible de rescision pour cause de lésion. Paris, 17 juin 1808, t. 9, 353.

10. Pour savoir s'il y a lésion dans la vente d'un immeuble, on doit plutôt prendre l'époque du contrat public que celle d'une vente verbale, si les parties ne sont d'accord ni sur la date, ni sur le prix de la vente verbale. C. C. 15 therm. an 11, t. 3, 631.

11. Le vendeur qui se pourvoit en rescision contre l'acquéreur n'est point obligé de mettre en cause le tiers détenteur. Paris, 29 prair. an 10, t. 2, 529.

12. Le jugement qui prononce la rescision d'une vente pour cause de lésion, quoique avec option accordée à l'acquéreur de suppléer le juste prix, réintègre immédiatement le vendeur dans la propriété de son bien, et ne le constitue pas seulement simple créancier de l'excédant du prix. Bourges, 8 mars 1822, t. 1 de 1823, 147.

§ 3. — *De la lésion dans les partages.*

13. Lorsque, par le partage, deux héritiers sont convenus de laisser indivis entre eux un immeuble de la succession, la vente faite ultérieurement par l'un d'eux de ses droits dans cet immeuble à l'époux de son cohéritier peut jouir de

la faveur accordée au partage, et être rescindée pour cause de lésion de plus du quart. Colmar, 2 juil. 1814, t. 16, 465.

14. La vente qu'a faite un cohéritier, après le partage, de tout ou partie de son lot, le rend non recevable à attaquer le partage pour cause de lésion. Grenoble, 3 juil. 1822, t. 24, 572.—Voy. toutefois le n. 18.

15. L'acte par lequel des époux, à la suite de leur divorce ou de leur séparation de corps et de biens, règlent leurs droits dans la communauté, et renoncent respectivement à toute action en reprise ou remploi, est, comme un partage ordinaire, susceptible de rescision pour cause de lésion. Poitiers, 12 flor. an 12, t. 4, 482.

15 bis. La qualification de transaction et de forfait ne met pas un partage de communauté à l'abri de la rescision pour cause de lésion. C. C. 8 avril 1807, t. 8, 248.

16. Si quelques uns des biens immeubles de la communauté sont licites et acquis par quelqu'un des colicitans, la lésion du tiers au quart suffit pour opérer la rescision. Paris, 21 mai 1813, t. 14, 583.

16 bis. Le copartageant acquéreur, contre lequel la rescision pour cause de lésion est prononcée, et qui veut conserver les choses en payant le supplément du juste prix, ne peut faire la déduction du dixième, conformément à l'art. 1681 du cod. civ. Paris, 21 mai 1813, t. 14, 583.

17. Les partages entre copropriétaires sont soumis comme les partages entre cohéritiers à l'action rescisoire pour lésion du tiers au quart. Paris, 6 avril 1807, t. 8, 240.

17 bis. La quittance d'une somme que reçoit un cohéritier, en vertu d'un acte de partage opéré par l'auteur commun durant sa vie, n'emporte pas de la part de cet héritier une ratification tacite qui le rende non recevable à former une demande en rescision du partage, pour cause de lésion. C. C. 27 oct. 1814, t. 16, 679.

18. L'aliénation, depuis le partage, par celui qui se prétend lésé, de la plus grande partie des objets compris en son lot, ne forme pas obstacle à la rescision. Paris, 6 avril 1807, t. 8, 240.

### LETTRE de change.

#### § 1. Conditions requises pour la validité des lettres de change.

— *Quand les lettres de change perdent leur caractère primitif pour se convertir en simples promesses.* — *Quels tribunaux connaissent des simples promesses.*

— *Si les lettres de change font foi de leur date.*

#### § 2. Provision.

#### § 3. De l'acceptation.

§ 4. *Des actions directes et recours qui naissent de la lettre de change, et des tribunaux compétens pour en connaître.*  
*Des lettres de change fausses.*

#### I. Jurisprudence antérieure au code de commerce.

1. Il n'était pas nécessaire, pour la validité d'une lettre de change, que le tireur en eût fait provision de celui à qui elle devait être payée, ou qu'il eût fait provision dans l'ordre mis au dos par le tireur. C. C. 10 mes. an 11, t. 3, 570.

2. Une lettre de change souscrite par le tireur, et valeur en lui-même, est parfaite par l'ordre qu'il en passait au profit d'un tiers, lors même que cet ordre n'était pas daté. C. C. 2 prair. an 13, t. 6, 211.

3. Le tireur d'une lettre de change ne pouvait pas refuser d'en payer le montant au porteur, sous prétexte que l'ordre en vertu duquel il se présentait était illégal. C. C. 2 prair. an 13, t. 6, 211.

4. Lorsqu'une lettre de change avait été renouvelée, postérieurement à l'ouverture de la faillite du tireur, une autre lettre dans la même faillite, avec le concours des mêmes parties, acceptée par le même individu, les créanciers unis du tireur failli ne pouvaient pas s'opposer à ce que l'accepteur l'acceptât au porteur, ni en revendiquer le montant, pour le faire entrer dans la masse de l'union. Paris, 10 flor. an 13, t. 6, 211.

5. Le porteur d'une traite adressée et placée par une seconde, qu'il n'avait pas fait protester dans les délais de rigueur, n'était pas recevable à recourir contre les endosseurs. Paris, 8 germ. an 13, t. 6, 211.

6. Un tiers qui acquittait par intention une lettre de change protestée, n'était pas fondé dans son recours contre les endosseurs, bien qu'il leur fût absolument étranger, qu'il n'eût reçu d'eux aucun ordre, et ne leur eût donné aucun avis particulier de ce paiement. Paris, 12 flor. an 13, t. 6, 133.

7. L'endossement d'une lettre de change qui ne valait que comme simple mandat, soumettait l'endosseur à la garantie résultant du transport d'une créance ordinaire, lors même que le protêt n'avait pas été fait dans le délai fixe pour les lettres de change. C. C. 16 pluvi. an 13, t. 6, 375.

8. Le porteur d'une lettre de change



avait pas son action en garantie contre les tireurs et endosseurs, s'il ne leur avait donné avis du protêt de cette lettre de change que par simples lettres missives. C. C. 24 vend. an 12, t. 4, 12.

Celui qui n'avait créé, ni endossé, ni tiré une lettre de change, ne pouvait sous le prétexte qu'il en devait le montant au tireur, être assigné en garantie de cette traite, devant le domicile de celui-ci. C. C. 22 frim. an 1, 545.

Le débiteur d'une lettre de change avait acquittée sur un faux ordre indubitablement libéré, s'il avait payé de foi. Paris, 13 therm. an 8, t. 1, 480.

Dès qu'une lettre de change était au profit d'un individu, celui-ci était la propriété, indépendamment de l'acceptation, et la somme que la personne à laquelle la lettre de change était tirée de la part du tireur ne pouvait être saisie par les créanciers de ce dernier, au préjudice du tireur de la traite. Paris, 11 fruct. an 1, 480.

La loi du 6 therm. an 3, qui autorisait les débiteurs d'effets négociables et les porteurs ne se présentaient pas dans les trois jours de l'échéance à déposer lesdits effets entre les mains du conservateur de l'enregistrement, était applicable même aux lettres de change qui, par l'ordre du tireur, et présentaient dans une même personne, le débiteur et le créancier. C. C. 12 vend. an 1, 283.

Quand, dans un pays où une lettre de change était tirée, et celui où elle devait être acquittée, il y avait deux calendriers différents, on devait suivre l'usage du lieu où se faisait le paiement comme déterminative de l'échéance de la lettre, et non des jours de grâce, et par conséquent du temps utile dans lequel, en cas de non-paiement, le protêt devait être fait. C. C. 18 brum. an 11, t. 3, 86.

Les hypothèques et autres sûretés données pour le paiement d'une lettre de change à l'un des porteurs profitaient à tous les autres. C. C. 3 niv. an 13, t. 5, 410.

Le porteur d'une lettre de change qui avait chargé l'accepteur de toute obligation conservait plus d'action contre les tireurs et endosseurs. Paris, 10 niv. an 13, 228.

L'accepteur d'une lettre de change ne pouvait pas se refuser au paiement à l'acceptation, sur le prétexte que le tireur n'avait négocié cette lettre de change au tiers porteur, pour valeur en compte, et que le compte devait être fait préalablement

pour établir la créance. C. C. 10 pluv. an 13, t. 5, 355.

17. Le tireur ou l'endosseur d'une lettre de change qui, depuis le protêt, avait retiré des mains de l'accepteur les objets qui formaient la provision, ne pouvait pas opposer au porteur de cette lettre de change le défaut de poursuite dans le délai fixé par la loi. C. C. 7 germ. an 11, t. 3, 350.

18. Il ne le pouvait pas, lors même qu'il était resté créancier de l'accepteur d'une somme égale ou supérieure au montant de la lettre de change, si l'accepteur était en faillite à l'époque du protêt. C. C. 7 germ. an 11, t. 3, 350.

19. Mais le porteur n'avait d'action, dans ce cas, que contre le tireur ou l'endosseur qui avait retiré la provision. Il n'en avait aucune contre les autres endosseurs. C. C. 7 germ. an 11, t. 3, 350.

20. L'accepteur d'une lettre de change ne pouvait refuser le paiement au porteur, sous prétexte que l'ordre était en blanc. Paris, 23 brum. an 12, t. 4, 69.

21. L'endosseur d'une lettre de change protestée en temps utile, mais à qui le protêt n'était signifié qu'après trois ans, devait prouver la provision, pour se dispenser de la garantie. C. C. 1 fruct. an 6, t. 1, 271.

## II. Jurisprudence postérieure au code de commerce.

### § 1. — Conditions requises pour la validité des lettres de change.

22. Les formes de la lettre de change doivent être réglées exclusivement par les lois du lieu où elle a été tirée. Trèves, 4 juil. 1812, t. 13, 629.

23. Une lettre de change, bien que tirée sur soi-même avec remise de place en place, est parfaite, et rend le tireur justiciable du tribunal de commerce. C. C. 1 mai 1809, t. 10, 331.

24. Un effet que celui qui le souscrit s'est obligé d'acquitter lui-même, et sans indication d'un tiers comme payeur, quoique qualifié lettre de change, n'en a point les effets, et n'est point soumis à la prescription de cinq ans. C. C. 1 therm. an 11, t. 3, 410.

25. La supposition de lieu dans une lettre de change d'ailleurs régulière ne peut être opposée à un tiers porteur. C. C. 18 mars 1819, t. 21, 214.

26. Il en serait autrement si le tiers porteur avait connu la simulation : alors la lettre de change serait réputée simple promesse, et de la compétence des tribunaux civils. C. C. 26 déc. 1808, t. 9, 743.

27. La preuve de la supposition de lieu peut se faire par témoins. Bruxelles, 3 juil. 1812, t. 13, 631.

28. Quoique des lettres de change tirées par des filles ou femmes non marchandes publiques ne valent que comme simples promesses, cependant elles soumettent les signataires à la juridiction commerciale. Aix, 22 fév. 1822, t. 24, 204.

29. Une lettre de change qui n'indique pas la nature de la valeur fournie doit être réputée simple promesse, et ne soumet le souscripteur ou l'accepteur qu'à la juridiction civile, bien qu'elle ait circulé dans le commerce par la voie de l'endossement. Turin, 13 mars 1811, t. 12, 231.

30. La partie qui, dans le cas où la lettre de change est réputée simple promesse, n'a pas demandé au tribunal de commerce son renvoi devant le juge civil, n'est plus recevable à proposer en cause d'appel son exception d'incompétence. Trèves, 4 juil. 1812, t. 13, 629.

31. Une lettre de change peut être tirée à l'ordre même du tireur, et endossée par lui au profit d'un tiers, dans le lieu même où elle est payable. C. C. 28 fév. 1810, t. 11, 188.

32. Les tribunaux de commerce connaissent des lettres de change réputées simples promesses, même de celles contestées pour défaut de *bon ou approuvé*, lorsque parmi les signatures dont elles sont revêtues il s'en trouve d'individus négociants. C. C. 28 avril 1819, t. 21, 303.

33. La négociation d'une lettre de change venant de l'étranger, qui n'a pas été soumise au timbre ou au visa pour timbre, n'est point nulle. C. C. 24 mai 1809, t. 10, 412.

34. Une lettre de change causée valeur *en moi-même*, et dont le premier endossement est irrégulier, prend le caractère et la nature d'une véritable lettre de change par un endossement subséquent conçu dans la forme légale. C. C. 20 janv. 1814, t. 16, 87.

35. La femme, même non marchande publique, qui souscrit une lettre de change, est justiciable du tribunal de commerce. Limoges, 19 mai 1813, t. 14, 569.

36. Il n'en est pas de même de celle qui cautionne par acte séparé une lettre de change souscrite par son mari. Paris, 18 mai 1811, t. 12, 421.

37. Les lettres de change ne font pas tellement foi de leur contenu et de leur date entre les parties, qu'elles ne puissent être attaquées de nullité pour cause de dol et de fraude. C. C. 22 mars 1825, t. 3 de 1825, 662.

38. L'annulation d'une lettre de change fondée sur ce que sa date n'est pas certaine et sur des présomptions de fraude n'offre pas un moyen de cassation contre l'arrêt qui la prononce. C. C. 22 mars 1825, t. 3 de 1825, 562.

## § 2. — Provision.

38 bis. Le tireur est obligé de verser la provision, dans le cas même où il n'a point eu de protêt faute de paiement. C. C. 25 août 1813, t. 15, 435.

39. Le tireur pour compte d'autrui ne peut agir contre l'accepteur en paiement de la lettre de change qu'il prouve que celui-ci avait payé. Paris, 13 juin 1811, t. 12, 426.

39 bis. Celui qui tire une lettre de change sur un négociant qui, en acceptant, a fourni pour le paiement un autre lieu que celui où il demenre, n'est pas, en cas de refus, obligé de prouver l'existence de la provision au lieu indiqué pour le paiement. C. C. 24 fév. 1812, t. 13, 629.

40. La provision d'une lettre de change est réputée détruite par le seul fait de la faillite du tiré, survenue avant l'acceptation. Dans ce cas, le porteur conserve son recours contre le tireur, lors même que la lettre de change n'a pas été protestée. C. C. 7 fév. 1816, t. 17, 100.

41. Une lettre de change causée *en compte* prouve suffisamment le paiement de la provision au profit duquel elle est tirée, et lorsque le tireur ne soutient n'en avoir pas reçu la valeur, les juges peuvent refuser d'ordonner la restitution des livres de celui au profit duquel la traite est tirée, quoique le tireur ne s'en rapporte à leur contenu. C. C. 25 août 1818, t. 20, 671.

42. L'accepteur d'une lettre de change est, respectivement au tireur et au porteur, propriétaire exclusif de la provision. Paris, 4 fév. 1822, t. 1 de 1822, 100.

43. La faillite du tireur, survenue avant l'acceptation et l'échéance de la lettre, ne lève au porteur le droit de réclamation sur la provision faite chez le tireur. Toulouse, 17 avril 1821, t. 23, 100.

44. Avant la loi du 19 mars 1806, qui avait tiré une lettre de change pour le compte d'un autre, d'après son mandat, et en le déclarant d'une main pressée, était garant de la provision envers le tiré dont l'acceptation était pure et simple. C. C. 22 mai 1817, t. 18, 472; 27 avril 1812, t. 13, 236; 25 juin 1812, t. 13, 411 et 414.

45. Mais la garantie du tireur n'est pas due dans le cas où il résultait de la concordance des parties que l'accepteur avait pour débiteur de la provision celui pour le compte duquel la lettre avait été tirée. C. C. 22 mai 1817, t. 18, 472.

46. Soit que la lettre de change n'ait pas été acceptée, les endosseurs sont tenus de prouver que ceux sur qui elle avait été tirée avaient fourni la provision. Paris, 12 mai 1817, t. 13, 236; C. C. 21 juin 1810, t. 11, 100.

Celui qui négocie une lettre de change tirée sur un débiteur domicilié dans un autre que le lieu du paiement n'est point obligé de faire trouver les fonds au jour de l'échéance, dans l'endroit où elle est payable. Paris, 17 mai 1811, t. 12, 424.

§ 3. — *De l'acceptation.*

L'acceptation d'une lettre de change doit être donnée par acte séparé, non par une lettre missive; au contraire, l'acceptation doit, à peine de nullité, être inscrite sur la lettre de change elle-même. C. C. 16 avril 1823, t. 2 de 324.

Un vu, daté et signé, apposé à une lettre de change par celui sur qui elle est tirée, ne vaut pas acceptation. Turin, 14 mai 1810, t. 11, 479.

L'acceptation ne peut être suppléée par aucun des moyens de droit à l'aide desquels on prouve ordinairement les conventions, et particulièrement par le serment. Turin, 14 mai 1810, t. 11, 479.

Le vice d'une acceptation résultant de ce qu'elle aurait été surprise par dol ne peut être opposé au tiers porteur de la lettre. C. C. 6 août 1807, t. 8, 536.

Le négociant qui a promis, dans une lettre missive adressée à une maison d'exportation, de faire honneur aux traites tirées par cette maison sur lui, pour le compte d'un tiers, est obligé, encore qu'il n'ait pas accepté ces traites, d'en rembourser le montant au tireur pour compte, qui en est quitte. C. C. 16 mars 1825, t. 3 de 134.

Les effets de l'acceptation sont réglés par la loi du lieu où la traite est tirée. Trèves, 4 juil. 1812, t. 13, 629.

*Des actions directes et en recours naissant de la lettre de change, et des tribunaux compétens pour en connaître. — Des lettres de change fausses.*

Le porteur d'une lettre de change à l'ordre et pour le compte d'un tiers n'est pas tenu de prouver que l'action du mandat, de la procuration au tireur, son garant, ne subit les exceptions que le donneur aurait à faire valoir contre ce dernier. C. C. 19 déc. 1821, t. 23, 741.

Les effets d'une obligation résultant d'une lettre de change sont réglés par la loi du pays où doit s'en faire le paiement. L'endosseur français d'une lettre de change tirée et indiquée payable en pays étranger doit, nonobstant l'art. 183 du Code de com., supporter plusieurs reprises, si le statut étranger le veut ainsi. Paris, 17 août 1811, t. 12, 691.

L'accepteur d'une lettre de change

n'est point obligé d'en rembourser le montant avant l'échéance, ni de donner caution au porteur; lorsque les endosseurs sont tombés en faillite avant cette époque. Bruxelles, 28 mars 1811, t. 12, 287.

56. Le négociant qui charge un commissionnaire d'acheter pour son compte, et de tirer sur un tiers des lettres de change en paiement de marchandises, n'est pas censé être lui-même le tireur, en ce sens qu'il ne puisse être utilement actionné en garantie, à défaut de paiement, que dans le délai fixé par les lois du commerce à l'égard des tireurs: il n'est au contraire qu'un simple obligé, tenu de rembourser au vendeur le prix des marchandises, en cas de non-paiement, quoiqu'on ne l'ait point actionné dans le temps fixé pour le recours en garantie contre le tireur et les endosseurs. C. C. 16 août 1809, t. 10, 659.

57. Celui qui n'a ni tiré, ni accepté, ni endossé une lettre de change, ne peut être assigné en garantie, et distrait de ses juges, sous prétexte qu'il est débiteur de la somme y portée. C. C. 12 fév. 1811, t. 12, 135.

58. L'associé de ceux qui ont tiré ou accepté une lettre de change peut pour cela seul être traduit devant le juge du lieu de l'établissement de la société, encore que rien n'annonce que la lettre de change ait eu pour cause les intérêts de cette société. C. C. 14 mars 1810, t. 11, 234.

59. Celui sur qui est tirée une lettre de change ne peut pas, s'il ne l'a pas acceptée, être assigné à l'occasion de cette lettre de change devant le tribunal du domicile du tireur, quoiqu'il doive à celui-ci le montant de l'effet. Angers, 3 janv. 1810, t. 11, 6; C. C. 24 mars 1825, t. 3 de 1825, 185.

60. L'endosseur d'une lettre de change n'est pas recevable à exciper du défaut de date de l'endossement envers son passeur d'ordre, ni dispensé de l'observation du délai prescrit par la loi pour former sa demande en garantie. Bruxelles, 7 janv. 1808, t. 9, 24.

61. Quand la faillite donne ouverture aux droits du porteur, avant l'échéance, il n'est pas indispensable que l'action en garantie soit dirigée contre les endosseurs; dans les quinze jours de la date du protêt. C. C. 16 mai 1810, t. 11, 484.

62. L'endosseur d'une lettre de change ne peut pas refuser au porteur qui l'a perdue son nom et ses soins pour obtenir la seconde, sous le prétexte que le délai de la notification du protêt est expiré. Turin, 9 juil. 1813, t. 15, 193.

63. La faillite de l'un des endosseurs d'un billet à ordre ou lettre de change ne donne pas au porteur le droit d'exercer son recours avant l'échéance contre les autres

obligés. C. C. 16 mai 1810, t. 11, 484.

64. Celui qui est porteur d'une lettre de change endossée à son profit n'est pas fondé, dans le cas où il l'aurait adirée, à poursuivre les endosseurs en paiement de cet effet; il n'a, au contraire, d'action que contre l'accepteur. Paris, 22 janv. 1813, t. 14, 95.

65. Celui sur lequel une lettre de change a été tirée par un tiers pour le compte d'autrui, et qui l'a acquittée sans en avoir reçu l'avis de celui pour le compte duquel elle a été tirée, est fondé à en répéter le montant, lors même que celui-ci n'a aucunement profité des fonds.— Il lui suffit, dans ce cas, de prouver par sa correspondance, ou autrement, que le tireur avait reçu le mandat de tirer. C. C. 14 août 1817, t. 19, 829.

66. Lorsque le porteur d'une lettre de change pour laquelle il y avait provision a fait une remise forcée à l'accepteur tombé en faillite, il ne peut demander la totalité de la dette au tireur, quoiqu'il se soit réservé tous ses droits contre lui. Il doit en déduire la part de celui à qui la remise a été faite. C. C. 30 nov. 1819, t. 21, 667.

67. On ne peut prouver par témoins la supposition d'une lettre de change. Riom, 5 juil. 1813, t. 15, 169.

68. On peut ordonner la représentation des livres et des registres où les lettres de change contestées doivent être mentionnées. C. C. 20 juin 1810, t. 11, 612.

69. Lorsqu'il s'agit de vérifier si les causes exprimées dans une lettre de change sont fausses, les juges peuvent se déterminer par des présomptions graves, et même ordonner la preuve testimoniale, sans commencement de preuve par écrit. C. C. 20 juin 1810, t. 11, 612.

70. Quoiqu'une lettre de change énonce une cause ou valeur fournie, elle peut, sur des présomptions graves, être annulée comme étant sans cause. C. C. 20 nov. 1817, t. 19, 927.

71. Le porteur d'une lettre de change et ses endosseurs immédiats peuvent être tenus de comparaître en personne, lorsque cela est demandé par le tireur, l'accepteur et les endosseurs précédents, pour répondre sur les faits desquels ceux-ci veulent induire que la traite a une cause illicite. Colmar, 25 mai 1808, t. 9, 320.

72. Celui qui, ayant payé un supplément pour des lettres de change acquittées dans l'étranger, vient demander le remboursement de ce supplément à son endosseur, doit porter sa demande devant le juge du domicile de ce dernier. C. C. 4 oct. 1808, t. 9, 583.

73. L'accepteur d'une lettre de change peut être valablement assigné en paiement

au domicile indiqué par cette lettre. Bruxelles, 30 mars 1807, t. 8, 214; Caen, 10 juin 1806, t. 7, 338; Paris, 26 nov. 1807, t. 9, 659.

74. On ne doit pas, dans ce cas, parer aux délais de l'assignation, avoir égard à l'éloignement du vrai domicile de l'accepteur. Paris, 26 nov. 1808, t. 9, 689.

75. Les délais déterminés par les art. 165 et 166 du cod. de com., pour pourvoir les tireurs et endosseurs, sont applicables aux lettres de change payables en France, quand elles sont tirées d'un pays étranger par un Français. Gênes, 13 août 1813, t. 13, 757.

76. Un négociant peut être valablement assigné au tribunal de commerce où il a promis de faire la provision d'une lettre de change qu'il a tirée. Caen, 10 mars 1812, t. 13, 262.

77. Celui sur qui une lettre de change fautive est tirée, ou qui est indiqué pour effectuer au besoin le paiement, est tenu de la paie, en la croyant véritable, même si sa fausseté est reconnue, s'en fait connaître, et si l'on substitue le montant par celui à qui il l'a tirée, sauf le recours de celui-ci contre son endosseur, et successivement des autres endosseurs les uns contre les autres. Paris, 5 fév. 1824, Lyon, 26 fév. 1822, t. 24, 428.

78. L'accepteur d'une lettre de change qui en découvre la fausseté peut être tenu de refuser le paiement. Bruxelles, 12 sept. 1812, t. 13, 846.

79. Il ne peut être condamné à payer, lorsque l'acceptation est postérieure aux endossements. Bruxelles, 12 sept. 1812, t. 13, 846.

80. Mais le porteur de cette lettre de change peut contraindre son endosseur au remboursement définitif. Bruxelles, 12 sept. 1812, t. 13, 846.

#### § 5. — Prescription.

81. La prescription de cinq ans courue contre une lettre de change forme une prescription légale de paiement, qui ne peut être détruite par de simples présomptions contraires. C. C. 16 juin 1818, t. 20, 922; 9 nov. 1812, t. 13, 922.

82. Cette présomption ne doit céder qu'à une preuve évidente de non-paiement, ou au refus par le prétendu débiteur d'acquiescer qu'il ne doit rien. C. C. 9 nov. 1812, t. 13, 922; 25 août 1813, t. 15, 433.

83. Il en serait autrement si le débiteur s'était rendu coupable de dol ou de fraude. C. C. 14 janv. 1818, t. 20, 16.

84. La prescription d'une lettre de change peut être interrompue par un événement de force majeure. C. C. 9 avril 1812, t. 13, 312.

85. La guerre doit être considérée comme

nement de cette espèce, lors même qu'il n'existerait des moyens indirects de communication par l'intermédiaire des personnes neutres. C. C. 9 avril 1818, t. 2, 5 août 1817, t. 19, 783.

L'appréciation des faits d'où résulte la force majeure est du domaine exclusif des tribunaux. C. C. 5 août 1817, t. 19, 783.

La prescription contre les lettres de change et les billets à ordre court du jour de leur échéance; mais, si elle est interrompue par un protêt ou des poursuites, elle recommence son cours à compter de cette dernière époque. C. C. 13 avril 1818, t. 20, 317.

La prescription de cinq ans a couru contre un créancier porteur de lettre de change, malgré la suspension de son droit du débiteur. Paris, 5 août 1813, t. 15, 316.

Cette prescription peut être invoquée par les héritiers du débiteur, bien que celui-ci ait porté la créance dans son testament. Paris, 5 août 1813, t. 15, 316.

**LETRE de credit.** 1. La lettre de créance donnée à un négociant sur un autre n'est pas un simple cautionnement civil, mais un véritable aval, émis par acte séparé, qui rend celui qui l'a souscrite justiciable des tribunaux de commerce, et contraignable de la même manière et par les mêmes voies que les tireurs et endosseurs. Bourges, 23 août 1823, t. 2 de 1825, 468.

Lorsque celui qui donne une lettre de crédit veut en limiter les effets, il doit le déclarer, et, à défaut, elle a, à son égard, le même effet qu'un engagement commercial. Paris, 23 août 1823, t. 2 de 1825, 468.

Lorsque la lettre de crédit est donnée pour un certain temps, et à dater d'une époque déterminée, celui qui est autorisé à tirer le crédit peut imputer les sommes par lui précédemment avancées au crédit, quoique ce dernier n'y ait formellement consenti, si la lettre de crédit n'en contient pas la prohibition expresse. Bourges, 23 août 1823, t. 2 de 1825, 468.

**LETRE missive.** Les lettres missives sont réputées confidentielles, en ce sens que les tiers ne peuvent pas s'en servir. C. C. 4 avril 1821, t. 23, 269.

**LETRES de ratification.** 1. Le créancier opposant au sceau des lettres de ratification est réputé présent ou légalement présent au domicile élu dans son option, pour les notifications et autres actes auxquels elle peut donner lieu, sans qu'il y ait besoin d'augmenter les délais

à raison de la distance du domicile réel. C. C. 14 prair. an 2, t. 1, 61.

2. Sous le régime hypothécaire de l'édit de 1771, les lettres de ratification, scellées sans opposition, ont purgé les hypothèques des créanciers indiqués, et assuré contre eux la décharge de l'acquéreur, pour ce qu'il a payé du prix de l'aliénation à son vendeur. Paris, 18 flor. an 13, t. 6, 176.

3. L'acquéreur qui, sous le régime hypothécaire de 1771, a payé une portion de son prix à son vendeur, et qui, par suite d'un jugement révolutionnaire de l'an 2, emportant contre celui-ci confiscation de corps et de biens, a été contraint de verser le restant de ce même prix dans les caisses de l'état, peut renvoyer les créanciers opposants au sceau des lettres de ratification à se pourvoir préalablement sur les deniers versés au trésor public. C. C. 6 vent. an 10, t. 2, 313.

4. Sous l'empire de l'édit du mois de juin 1771, les lettres de ratification ne purgeaient pas les rentes foncières, soit qu'elles fussent ou non stipulées rachetables. C. C. 12 pluv. an 11, t. 3, 221.

**LIBÉRALITÉS entre concubins.** 1. Dans l'ancienne jurisprudence, les libéralités entre concubins libres étaient tolérées, surtout quand elles étaient modiques. C. C. 1 fruct. an 13, t. 6, 397.

2. Mais elles pouvaient être annulées, si elles étaient considérables. C. C. 13 août 1816, t. 18, 651.

3. Sous le code civil, les libéralités entre concubins sont permises. Pau, 20 mars 1822, t. 24, 293.

4. Et même il n'y a point de distinction à faire entre les concubins libres et ceux qui ne le sont pas : ainsi une concubine adultère a pu recevoir des libéralités de son amant. Turin, 7 juin 1809, t. 10, 444.

5. Toutefois d'autres cours ont jugé que les libéralités entre concubins sont contraires aux bonnes mœurs, et qu'elles doivent être annulées, comme étant l'ouvrage de la séduction et de la captation. Paris, 31 janv. 1814, t. 16, 142; Grenoble, 17 janv. 1812, t. 13, 69.

( Pour apprécier la controverse qui existe sur cette question, voyez t. 22, p. 602, et t. 24, 293. )

Voyez aussi *Avantage simulé, Concubins, Donation, et Testament.*

6. Le legs d'une somme d'argent fait à une concubine ne peut pas être considéré comme rémunératoire, ni se prendre aux dépens de la quotité disponible précédemment donnée à une autre personne. Riom, 4 août 1820, t. 22, 712.

**LIBÉRATION. V. Paiement.**



**LIBERTÉ provisoire. V. Emprisonnement, et Mise en liberté.**

### LIBRAIRE.

*Nécessité d'un brevet pour exercer la librairie. — Mise en vente d'un ouvrage sans nom d'imprimeur. — Déclaration et dépôt avant la mise en vente. — Gravure et lithographie. — Si le ministère public peut poursuivre d'office les contraventions aux réglemens sur la librairie.*

1. Le règlement de 1723, qui défend, sous peine d'une amende de 500 francs, d'exercer la librairie sans brevet, continue d'être en vigueur. C. C. 22 janv. 1824, t. 3 de 1824, 144.

2. Celui qui a exercé la profession de libraire sans être breveté et assermenté ne peut faire valoir sa bonne foi pour échapper à la peine. C. C. 12 sept. 1823, t. 1 de 1824, 575.

3. La loi du 21 oct. 1814 a implicitement remis en vigueur la peine de l'amende de 500 fr. portée dans le règlement de 1723 contre ceux qui exercent la librairie sans brevet. C. C. 4 oct. 1822, t. 2 de 1823, 378.

4. Le brevet accordé par le roi à un imprimeur ou libraire est personnel, en sorte que l'exercice n'en peut être délégué à des commis voyageurs ou résidant dans des lieux spécifiés au mandat. C. C. 15 mai 1823, t. 3 de 1823, 413.

5. L'amende de 2,000 francs encourue par le libraire qui a mis en vente un ouvrage sans nom d'imprimeur ne peut être réduite à 1,000 qu'autant qu'il a fait connaître l'imprimeur, non par des indices et de simples renseignemens, mais par une déclaration formelle et positive. C. C. 1 avril 1823, t. 1 de 1824, 239.

6. Il y a contravention à la loi du 21 octobre 1814 de la part d'un imprimeur qui distribue un ouvrage sans avoir fait la déclaration et le dépôt des cinq exemplaires, et sans avoir consulté l'administration, quoique cet ouvrage ne soit qu'une simple lettre et de la nature de ceux que l'on nomme *bilboquets*. C. C. 31 juil. 1823, t. 1 de 1824, 540.

7. Tout imprimeur qui n'indique pas sa véritable demeure sur chaque exemplaire des ouvrages sortis de ses presses doit être condamné à une amende de trois mille francs, quand même sa demeure serait suffisamment connue. C. C. 25 juin 1825, t. 3 de 1825, 313.

8. Les éditeurs ou imprimeurs de dessins gravés et lithographiés qui se sont

conformés pour leur publication aux lois qui étaient alors en vigueur ne peuvent pas être astreints aux nouvelles formalités prescrites par la loi du 25 mars 1817. C. C. 17 janv. 1823, t. 1 de 1823, 144.

9. Le ministère public peut poursuivre d'office l'application des peines encourues pour contraventions aux réglemens sur la librairie. C. C. 31 juil. 1823, t. 1 de 1824, 540.

### LICITATION.

§ 1. *Caractère de la licitation. Biens qui peuvent en être l'objet. — Mesure préliminaire. Devant quel tribunal elle peut être poursuivie. — Par qui elle peut être attaquée. — Caractère et obligation du pourvoi.*

§ 2. *De l'adjudication sur licitation, et des droits de mutation. — Résolution de l'adjudication pour non-paiement.*

§ 1. — *Biens qui peuvent être l'objet d'une licitation. — Caractère de la licitation. — Mesures préliminaires.*

1. Quand deux maisons appartenant à différens propriétaires ont été réunies par l'un d'eux, sans opposition de la part de l'autre, la licitation peut en être ordonnée, dans le cas où elles ne seraient pas séparables sans dommage pour les parties. C. C. 23 mars 1825, t. 3 de 1825, 15.

2. La licitation n'a jamais que le caractère d'un partage, et non celui d'une vente, lors même qu'elle a lieu entre copropriétaires à titre singulier, par exemple entre des coacquéreurs. C. C. 24 mars 1823, t. 2 de 1823, 129; 14 juil. 1822, t. 3 de 1824, 193.

3. En conséquence une pareille licitation est dispensée du droit de transcription. C. C. 14 juil. 1824, t. 3 de 1824, 193.

4. Elle n'est pas susceptible de l'action résolutoire pour défaut de paiement. C. C. 24 mars 1823, t. 2 de 1823, 129.

5. Suivant la cour de Metz, cependant l'action en rescision pour défaut de paiement est admissible contre les licitations dans lesquelles les étrangers se sont rendus adjudicataires. 30 avril 1823, t. 3 de 1824, 205.

6. Lors même qu'il serait dit dans le cahier des charges qu'en cas de non-paiement, l'immeuble sera revendu à folle enchère. *Ibid.*

7. L'époux donataire en usufruit, par son contrat de mariage, de tous les meubles, acquêts et conquêts immeubles,

Artiendront au premier mourant, pas, lors de l'ouverture de l'usu-fructu, opposer à la licitation d'un immeuble conquêt de communauté, qui est sans distinction de l'usufruit et de la propriété. Orléans, 2 déc. 1824, t. 25, 29.

On ne peut pas être procédé à la licitation sans appeler le créancier de l'un des héritiers qui a formé opposition à ce qu'il y ait aucun partage hors sa présence. Paris, 17 mars 1812, t. 13, 189.

La licitation des cohéritiers, par un par-ticulier, est résolue de laisser indivis entre eux les héritages qu'ils ont désignés, la licitation de ces biens ne doit être portée nécessairement devant le tribunal du lieu de l'ouverture de la succession. C. C. 11 mai 1807, t. 8, 332.

La licitation faite entre les héritiers d'un défunt ne peut être attaquée par un autre qui ne s'est fait connaître depuis. — L'adjudicataire n'a pas, dans ce cas, juste sujet de crainte d'être lésé. Paris, 10 avril 1815, t. 17, 253.

Celui qui poursuit une licitation de biens indivisibles est considéré comme un particulier à l'égard du public. Paris, 28 mars 1817, t. 19, 859.

Celui qui poursuit est garant des nullités de la licitation à l'égard des colicitants. Paris, 2 mars 1812, t. 13, 189.

#### *De l'adjudication sur licitation.*

Les jugemens d'adjudication sur licitation ne sont pas de simples actes volontaires, mais de véritables jugemens. On ne peut les attaquer que par la voie de l'appel, et non par une action en nullité, comme pourrait l'être un acte de partage. C. C. 6 fév. 1822, t. 24, 189.

L'adjudication, sur licitation, d'un immeuble indivis, à l'un des copropriétaires, éteint de plein droit toutes les hypothèques précédemment créées par les autres héritiers sur leur portion indivise. Paris, 17 avril 1821, t. 23, 309; 2 mars 1812, t. 13, 189; 14 brum. an 9, t. 1, 499.

Il n'en est pas de même de l'adjudication faite à un étranger. Paris, 2 mars 1812, t. 13, 189.

L'avoué chargé de poursuivre en justice la vente sur licitation d'un immeuble ne peut pas s'en rendre adjudicataire. C. C. 2 août 1813, t. 15, 304.

Les licitations entre codonataires en avancement d'hoirie ne sont soumises qu'au droit de quatre pour cent. C. C. 17 nov. 1821, t. 23, 528.

Il en est de même des licitations entre cohéritiers. C. C. 27 juil. 1819, t. 11, 504.

19. L'art. 1654 du cod. civ., qui autorise le vendeur à demander la résolution de la vente, si l'acheteur ne paie pas le prix, est applicable aux ventes par licitation dans lesquelles des étrangers se sont rendus adjudicataires, comme aux ventes ordinaires. Metz, 30 avril 1823, t. 1 de 1825, 205.

**LIQUIDATION.** La liquidation faite par un seul juge, commis par le tribunal, doit être confirmée par un jugement, pour devenir exécutoire contre le débiteur. C. C. 8 frim. an 12, t. 2, 113.

**LITISPENDANCE.** 1. Lorsqu'il y a litispendance devant un tribunal compétent, le demandeur ne peut, en se désistant, dessaisir le tribunal, pour porter son action devant un autre. Ainsi le porteur d'une lettre de change qui, ayant l'option d'assigner les obligés devant le tribunal de leur domicile ou devant celui du lieu où l'effet était payable, a formé devant l'un de ces tribunaux une demande provisoire à l'occasion de laquelle l'instance s'est liée sur le fond, ne peut pas, au moyen d'un désistement, porter sa demande sur le fond devant l'autre tribunal. C. C. 19 mars 1812, t. 13, 264.

2. Les règles sur la litispendance ne s'appliquent pas aux cas où c'est un tribunal étranger qui est déjà saisi de la connaissance de l'affaire, portée ensuite devant un tribunal français. Paris, 23 therm. an 12, t. 4, 657.

3. Une simple citation en conciliation ne constitue pas une demande judiciaire qui puisse former litispendance. Paris, 7 niv. an 12, t. 4, 184.

4. Les tribunaux de commerce peuvent, en prononçant sur l'exception de litispendance, statuer sur le fond. Nismes, 17 janv. 1812, t. 13, 66.

**LIVRES de commerce.** 1. La foi due aux livres de commerce ne se prescrit pas par dix ans : ainsi on peut faire usage de ces livres après ce laps de temps. Rouen, 10 nov. 1817, t. 19, 895.

2. Un commerçant qui ne présente pas ses registres peut être déclaré non recevable à demander le paiement d'une obligation notariée, même étrangère à son négoce. C. C. 25 niv. an 10, t. 2, 243.

3. La vérification ordonnée des livres d'un commerçant ne peut pas être assimilée à un compulsoire, et soumise à l'observation des mêmes formalités. Paris, 28 août 1813, t. 15, 457.

4. L'héritier ne peut pas être admis à réparer devant la cour d'appel l'omission faite par son auteur, en première instance, d'offrir de s'en rapporter aux livres des adversaires, dont il avait requis la communication. C. C. 20 mai 1810; t. 11, 612.

**LOCATAIRIE perpétuelle.** 1. Lorsque le bail à locatairie perpétuelle est résolu par le défaut de paiement de la rente, le fonds rentre dans les mains du bailleur, franc et quitte de toutes charges et hypothèques procédantes du fait du preneur, alors même que le bailleur n'a ni fait transcrire son titre, ni pris inscription. C. C. 16 juin 1811, t. 12, 487.

2. Le preneur d'un bail à locatairie perpétuelle, qui a obligé tous ses biens présens et à venir au paiement de la rente foncière, n'est pas déchargé de cette rente par la confiscation du fonds, prononcée sur un tiers à qui il l'avait transporté. C. C. 11 frim. an 9, t. 1, 534.

**LOI.** 1. Depuis le décret du 2 nov. 1790 jusqu'au Bulletin des lois, les lois n'étaient obligatoires qu'à compter du jour de leur publication par les tribunaux. C. C. 14 frim. an 10, t. 2, 190.

2. Lorsque le roi, en vertu de l'art. 22 de la charte, a fixé, par une ordonnance spéciale, l'époque de la promulgation d'une loi, et par suite celle à laquelle elle est devenue obligatoire, les tribunaux ne peuvent assigner à cette promulgation une autre époque que celle fixée par l'ordonnance. C. C. 9 juin 1818, t. 20, 440.

3. Les lois facultatives ou permissives peuvent être exécutées à compter du jour qu'on en a connaissance, quoiqu'elles n'aient pas encore été publiées dans le lieu où les actes sont passés, si d'ailleurs elles ont été promulguées par le chef de l'état. Lyon, 14 pluv. an 11, t. 3, 230.

4. Lorsque les registres destinés à la transcription et publication des lois ont été perdus, on peut prouver, tant par titres que par témoins, qu'une loi a été transcrite et publiée. C. C. 18 therm. an 12, t. 4, 643.

5. On ne peut pas renoncer d'avance au bénéfice d'une loi à intervenir. C. C. 7 vent. an 12, t. 4, 318.

**LOTÉRIE.** La simple exposition dans un lieu public d'un meuble mis en loterie sur les chances de la loterie royale peut constituer la contravention prévue par l'art. 475 du cod. pén. C. C. 1 juin 1821, t. 23, 382.

## M.

### MAGISTRAT.

*Circonstances dans lesquelles un magistrat encourt la censure ou la suspension. — Manière de procéder dans ces circonstances.*

1. Le magistrat qui, après avoir dénoncé, dans une pétition adressée à la Chambre des députés, et rendue publique par

la voie de l'impression, l'existence de plots et de manœuvres secrètes tendant à compromettre la sûreté de l'état, à troubler l'action du gouvernement, refuse de donner sur ces faits et sur leurs auteurs, qu'il déclare bien connus, des renseignemens propres à éclairer les recherches de la justice, encourt la suspension. C. C. 30 nov. 1820, t. 22, 838.

2. Le magistrat qui se trouve dans la même hypothèse précédente ne peut justifier son refus de donner à la justice les renseignemens qu'elle requiert dans l'intérêt d'une chose publique, en alléguant qu'il a juré par un prétendu serment de ne pas révéler les faits qui lui ont été confiés, de ne les révéler que dans un cas où s'est point encore réalisé. C. C. 30 nov. 1820, t. 22, 838.

3. Un magistrat n'a pas pu, sans manquer à ses devoirs, publier des rapports lui faits en sa qualité de président de cour d'assises, au chef de la justice, si seul il appartenait de juger s'ils devaient être rendus publics ou demeurer secrets. C. C. 30 nov. 1820, t. 22, 839.

4. La condamnation d'un magistrat à une peine correctionnelle peut être considérée comme une cause grave, et peut donner lieu à la suspension du magistrat. C. 8 déc. 1809, t. 10, 837.

5. Et cette suspension ne peut pas être considérée comme une nouvelle peine, si elle n'est que l'application de laquelle s'oppose la loi. *Non bis in idem.* C. C. 8 déc. 1809, t. 10, 837.

6. Le magistrat qui déclare et fait inscrire comme ses enfans légitimes des enfans adultérins encourt la suspension. C. 2 germ. an 13, t. 6, 10.

7. Le juge contre lequel la censure a été provoquée, et qui comparait devant la cour de cassation pour donner des explications sur les faits à lui imputés personnellement, ne peut pas se faire assister d'un conseil pour sa défense. C. C. 30 nov. 1820, t. 22, 835.

8. La décision par laquelle une cour royale prononce la censure contre un magistrat est susceptible de cassation, si les chambres de ladite cour n'étaient réunies, ou si l'une d'elles s'est réunie immédiatement après avoir entendu les conclusions du ministère public. C. C. 6 fév. 1823, t. 2 de 1823, 211.

**MAGISTRAT honoraire.** Les juges conseillers honoraires ne peuvent assister avec voix délibérative aux assemblées des chambres ni aux audiences solennelles. Ce droit ne leur a été expressément réservé par des lettres du souverain, et le législateur auquel ils concourraient serait tenu de leur en faire mention. C. C. 10 janv. 1821, t. 23, 34.

**MORTE.** La loi du 28 août 1792 ne indistinctement toutes les confessions aux ci-devant seigneurs pour l'émancipation de la mainmorte, celles qui auraient eu lieu, en partie onéreux, et l'héritage ainsi que qui se trouve entre les mains du défunt doit être restitué à l'ancien propriétaire à son ayant-cause. C. C. 19 frim. an 6, t. 1, 250.

3. Quand les lois ont statué sur les corps confiés à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux, ces corps, autrefois remplacés par les maires, doivent continuer à ordonner l'exécution de ces lois sans rien ajouter à leurs dispositions et sans rien retrancher. — Spécialement un maire peut défendre, par un arrêté, de déposer des matériaux dans les rues sans en avoir obtenu l'autorisation municipale. C. C. 10 déc. 1824, t. 2 de 1827.

**PENSION de pension.** 1. Un maître de pension peut se prévaloir, pour se défendre en action intentée contre lui en nullité, de ce qu'il n'a pas obtenu l'université le diplôme prescrit par les lois sur l'instruction publique. C. C. 15 frim. an 6, t. 16, 192.

2. Un maître de pension n'est pas justiciable du tribunal de commerce, et ne peut être poursuivi par corps, à raison des fournitures qui lui sont faites pour son pensionnaire. 19 mars 1814, t. 16, 246.

**MORAT.** 1. L'aîné des enfans qui ne reçoit la dotation d'un majorat dont il n'était titulaire n'est pas passible de la succession, s'il a renoncé à la succession. 29 nov. 1816, t. 18, 827.

2. Quand la branche aînée issue du mâle d'un majorat n'a point de représentant mâle, ce majorat ne s'éteint pas au profit des filles de cette branche, mais passe aux branches puînées. Paris, 15 juil. 1817, t. 19, 744.

**MANDAT.**

*Mandat en matière de commerce.*

*Mandat donné par un incapable.* — Des actes permis au mandataire. — Ratification des actes qui excèdent son pouvoir.

*Effets du mandat à l'égard du mandant.* — Salaires du mandataire. — Sa responsabilité.

*— Du mandataire subrogé.* — Cessation du mandat. — Intérêts des sommes dont le mandataire est reliquataire.

*— Des effets du mandat.* — Intérêts des sommes dont le mandataire est reliquataire.

*— Des effets du mandat.* — Intérêts des sommes dont le mandataire est reliquataire.

*— Des effets du mandat.* — Intérêts des sommes dont le mandataire est reliquataire.

*— Des effets du mandat.* — Intérêts des sommes dont le mandataire est reliquataire.

mandat s'appliquent à celui donné en matière de commerce, quand les lois sur le commerce n'ont pas de dispositions particulières. C. C. 15 janv. 1812, t. 13, 48.

2. Le mandat donné par un incapable est nul, ainsi que la convention faite en vertu de ce mandat. Ainsi l'acquisition d'un bien national faite en vertu d'un mandat donné par une commune non autorisée est nulle. C. C. 23 janv. 1816, t. 18, 81.

3. La procuration donnée par un mineur, à l'effet de vendre ses biens, a pu, quoique nulle dans le principe, devenir valable par l'usage qui en a été fait depuis la majorité du mandant, mais sans ratification de sa part. C. C. 18 frim. an 6, t. 1, 234.

4. Au contraire, la vente faite depuis la majorité du mandant, mais en vertu d'une procuration par lui donnée en minorité, est absolument nulle. C. C. 18 frim. an 6, t. 1, 234.

5. Un mandataire en vertu d'un pouvoir général et spécial pour tous les actes d'administration a pu passer bail d'une partie des biens d'une succession qui ne s'est ouverte au profit du mandant que postérieurement à la procuration donnée. C. C. 8 août 1820, t. 23, 583.

6. La procuration à l'effet d'administrer, qui a été donnée par un mari à sa femme, autorise celle-ci à intenter une action en paiement d'arrérages de rentes, et à conclure subsidiairement à la résolution d'un contrat de bail à rente. C. C. 29 therm. an 7, t. 1, 338.

7. Lorsqu'un cohéritier a donné pouvoir de vendre sa part dans les immeubles de la succession, aux prix, charges, clauses et conditions que le mandataire jugerait à propos, et de l'obliger à la garantie des ventes, le mandataire peut soumettre le mandant à garantir solidairement avec ses cohéritiers la vente de la totalité des immeubles, pour les parts qui ne le concernent pas. Paris, 27 frim. an 12, t. 4, 160. — V. Vente, n. 5.

8. La ratification, par un commettant, de l'acte fait par son mandataire, n'est pas soumise pour sa validité aux formes et aux énonciations exigées par l'art. 1338 du cod. civ. pour la ratification des obligations. C. C. 26 déc. 1815, t. 17, 774.

9. La ratification, en termes généraux, de tout ce qui a été fait par le mandataire, s'étend même aux obligations pour lesquelles il était sans pouvoir. C. C. 26 déc. 1815, t. 17, 774.

10. Le mandataire qui a excédé son mandat ne peut se faire un titre d'une lettre écrite par le mandant à un tiers, dans laquelle il paraîtrait approuver sa

Les lois et les règles ordinaires du

conduite. C. C. 4 avril 1821, t. 23, 269.  
— V. *Lettre missive*.

11. Le mandant ne peut exciper de l'ignorance des faits dont son mandataire a eu connaissance. C. C. 23 juin 1813, t. 15, 100.

12. La signification faite au mandant au domicile du mandataire, qui n'a point élu domicile chez lui, quoique sa procuration lui en laissât la faculté, est valable. C. C. 24 juin 1806, t. 7, 380.

13. Le mandataire salarié auquel le mandant donne avis de se faire payer, par un tiers qui a des fonds pour cet objet, tous les frais auxquels l'exécution du mandat a pu donner lieu, et qui néglige de déférer à cet avis, est responsable de sa négligence, et ne peut répéter du mandant le remboursement de ces mêmes frais. C. C. 15 mars 1821, t. 23, 215.

14. Le banquier à qui on a confié des billets de banque pour en toucher le montant doit, lors même que son ministère est gratuit, répondre de la perte de ces billets, si elle provient de sa négligence. Paris, 24 juil. 1809, t. 10, 577.

15. Lorsqu'un mandataire a reçu dans son intérêt, et pour un emploi qu'il jugeait lui être utile, le remboursement d'une rente due à son mandant, il peut être condamné personnellement à continuer le service de la rente. C. C. 21 mai 1822, t. 1 de 1823, 17.

16. Il peut être condamné à payer les arrérages échus depuis le remboursement sans pouvoir opposer la prescription de cinq ans. C. C. 21 mai 1822, t. 1 de 1823, 17.

17. Un mandataire salarié qui néglige de consigner en temps utile les alimens d'un débiteur incarcéré, et par suite élargi, est responsable de la dette entière, et non pas seulement tenu de faire réintégrer, à ses frais, le débiteur dans la prison. Paris, 26 nov. 1816, t. 18, 818.

18. Le mandataire subrogé peut être actionné directement par le mandant, et devant les mêmes juges que le mandataire principal. C. C. 8 juil. 1814, t. 16, 479.

19. Le mandataire qui n'a fait qu'exécuter son mandat ne peut pas être actionné en son nom. Paris, 8 mai 1811, t. 12, 399.

20. Le laps de dix ans écoulés depuis la date de la procuration n'est point une cause de cessation du mandat. Montpellier, 22 juil. 1822, t. 2 de 1824, 82.

21. Tout ce qui a été fait de bonne foi par le mandataire, depuis le décès du mandant, est valable. C. C. 8 août 1821, t. 23, 583.

22. La mise en demeure, à l'effet de faire courir les intérêts des sommes dont le mandataire salarié est reliquataire envers son mandant, résulte suffisamment

de la correspondance des parties, qu'il s'agit d'un mandat commercial. C. 15 mars 1821, t. 23, 215.

23. Avant le code civil, comme termes de l'art. 2001, l'intérêt de ces faites par le mandataire lui était par le mandant, à dater du jour des avances constatées. C. C. 17 mars t. 2 de 1825, 250.

**MANDAT d'amener.** Dans le cas de forfaiture ou autre crime de la part d'un fonctionnaire public de la classe désignée dans l'art. 483 du code crim., d'un commissaire de police, par exemple, le mandat d'amener ne peut être décerné par le juge d'instruction. C. 18 avril 1816, t. 18, 307.

**MANDAT d'arrêt.** La loi laisse au pouvoir du juge d'instruction le droit de décerner un mandat d'arrêt contre un coupable qui ne s'est pas présenté à un mandat d'amener. C. C. 4 août 1822, 708.

**MARCHAND. V. Commerçant.**

**MARCHANDISE.** 1. Un négociant qui se croit fondé à recevoir du voiturier des marchandises qui lui sont expédiées en vertu de sa commande doit se pourvoir au tribunal de commerce, pour en constater l'état, et ordonner le déchargement. Liège, 4 avril 1808, t. 9, 212.

2. Si, au lieu de remplir cette formalité, il laisse enlever les marchandises par un autre, ou s'il en dispose, il est responsable du prix vis-à-vis du marchand expéditeur. Liège, 4 avril 1808, t. 9, 212.

**MARCHANDISE prohibée.** 1. Les marchandises prohibées à l'entrée, amenées directement dans un port, et déclarées sous leur véritable dénomination, doivent être réexportées à l'étranger, et non saisies, bien que le navire soit au-dessous de 100 tonneaux. C. C. 10 mai 1816, t. 18, 583.

2. Un certificat de propriété ne peut pas suppléer au certificat d'origine exigé par la loi du 10 brum. an 5, pour l'importation des marchandises étrangères. C. 11 flor. an 11, t. 3, 446.

3. Le transit des marchandises prohibées, pour être vendues dans l'étranger, est défendu comme leur importation, et leur consommation en France. C. 6 flor. an 11, t. 3, 446.

**MARÉCHAL ferrant.** Les maréchaux ferrants qui, sans autorisation de l'administration municipale, ferment, saignent et médicamentent des chevaux dans les rues publiques, sont passibles des peines de simple police, quoique depuis longtemps ils soient en possession de le faire. C. C. 30 frim. an 13, t. 5, 176.



**MARIAGE.**

**Quelles personnes peuvent se marier. — Du consentement des époux et de ceux dont ils dépendent.**

**Des oppositions à mariage.**

**Des formalités du mariage. — Comment elles doivent être constatées. — Des cas où elles peuvent être prouvées par témoins.**

**Des demandes en nullité.**

**Effets civils du mariage. — Droits et devoirs des époux.**

**Quelles personnes peuvent se marier. — Du consentement des époux et de ceux dont ils dépendent.**

**Jurisprudence antérieure au code civil.**

Avant l'abolition des vœux solennels dans les ordres, les religieux ne pouvaient se marier. C. C. 12 prair. an 11, t. 3, 502. Sous la loi du 7 sept. 1793, une punie déduite par le fils de son tuteur ne pouvait épouser son séducteur sans le consentement de sa famille. Cette séduction caractérisait le dérèglement de mœurs prévu par la loi. Paris, 8 therm. an 2, t. 2, 568.

L'étranger divorcé dans son pays ne peut se remarier en France avec une Française, lors même que les lois qui ont permis le divorce autoriseraient un nouveau mariage. Paris, 30 août 1824, t. 3 de 525.

**Jurisprudence du code civil.**

Un prêtre ne peut se marier, lors même qu'il aurait abdiqué les fonctions sacerdotales avant le concordat de l'an 10. Turin, 30 mai 1811, t. 12, 443.

La femme dont le mariage a été déclaré nul pour défaut de consentement ne peut en contracter un nouveau avant six mois révolus depuis l'annulation du premier. Trèves, 30 avril 1806, t. 7, 274.

Cependant la loi n'attache point la nullité au mariage contracté avant six mois qui suivent la dissolution ou l'annulation du précédent mariage. C. C. 29 oct. 1811, t. 12, 828.

Les relations illicites qu'on a eues avec une femme ne sont point un obstacle au mariage avec la fille. Nîmes, 3 déc. 1811, t. 12, 935.

Un mineur ne peut, dans aucun cas, se marier sans le consentement de sa famille. Turin, 6 avril 1808, t. 9, 217. — **Officier de l'état civil.**

9. Mais son mariage n'est point nul, quoique le conseil de famille qui l'a autorisé n'ait pas été composé des parents ou des alliés les plus proches. C. C. 22 juil. 1807, t. 8, 504.

10. Les tribunaux, sur la demande de la minorité d'un conseil de famille, peuvent autoriser un mineur à contracter mariage contre le vœu de la majorité. Liège, 50 avril 1811, t. 12, 376.

11. Le ministère public peut, d'office et sans le concours des parents, poursuivre l'application des peines prononcées par la loi contre les officiers de l'état civil qui marient un mineur sans avoir acquis la preuve légale du consentement de la famille. Turin, 6 avril 1808, t. 9, 217.

12. Le consentement de la famille, donné après le mariage, ne peut pas effacer la contravention, et neutraliser l'action du ministère public. Turin, 6 avril 1808, t. 9, 217.

§ 2. — **Des oppositions à mariage.**

13. Une promesse de mariage ne donne pas à celle à qui on l'a faite le droit de s'opposer à l'union de son futur avec une autre personne. Turin, 14 flor. an 13, t. 6, 150.

14. La seule possession d'état d'épouse, quoique établie par des actes publics ou particuliers, ne peut fonder l'opposition d'une femme au mariage de son prétendu conjoint. C. C. 16 oct. 1809, t. 10, 724.

15. Une mère dont le consentement n'a été ni demandé ni requis a droit de former opposition au mariage de sa fille mineure, quoique le père y ait consenti. Riom, 30 juin 1817, t. 19, 631.

16. Un père peut former opposition au mariage de son fils, sur le motif qu'il est engagé dans les ordres sacrés. — Les tribunaux sont compétents pour statuer sur une pareille opposition. Turin, 30 mai 1811, t. 12, 443.

17. Un père ne peut fonder une opposition au mariage de sa fille sur l'alliance naturelle contractée par suite de relations illicites entre sa femme et celui qui veut devenir son gendre. Nîmes, 3 déc. 1811, t. 12, 935.

18. Des père et mère peuvent fonder une opposition au mariage de leurs enfants sur une condamnation correctionnelle encourue par le futur époux pour attentat aux mœurs. Caen, 9 juin 1813, t. 15, 21.

19. L'inégalité des conditions, la différence d'âge, de fortune et de couleur, ne peuvent motiver utilement l'opposition des père et mère au mariage de leur enfant. Bordeaux, 22 mai 1806, t. 7, 322.

20. Un père et une mère ne peuvent pas prendre pour motifs d'une opposition

au mariage de leur fille que celui qui veut devenir leur gendre n'est pas fils naturel de celui qu'il s'attribue pour père. Bordeaux, 22 mai 1806, t. 7, 322.

21. Un père ne peut motiver son opposition au mariage de sa fille majeure sur ce que son futur l'a dénoncé calomnieusement pour un délit emportant peine afflictive. Bruxelles, 17 janv. 1809, t. 10, 35.

22. Des enfans n'ont pas le droit de former opposition au mariage de leur père, sous le prétexte de démence. Bruxelles, 22 avril 1806, t. 7, 255.

23. Lorsque, sur une opposition au mariage d'un enfant, le père et la mère sont assignés, il doit être laissé à chacun une copie de l'exploit. C. C. 23 janv. 1816, t. 18, 77.

24. Lorsque l'opposition des père et mère au mariage de leur enfant est fondée sur son état de démence ou d'imbécillité, le tribunal n'en peut donner mainlevée qu'après avoir constaté cet état dans les formes prescrites par les lois sur l'interdiction. Bruxelles, 15 déc. 1812, t. 13, 1060.

25. Lorsqu'une demande en interdiction est formée à l'appui d'une opposition à mariage, le tribunal ne peut statuer sur la mainlevée demandée qu'après le jugement de l'interdiction, ou au moins après les délais que le tribunal a jugé convenable d'accorder successivement pour faire prononcer sur l'interdiction. Paris, 21 fév. 1825, t. 3 de 1825, 336.

26. Le tribunal peut, dans le même cas, et en attendant le jugement sur l'interdiction, ordonner qu'une fille majeure, qui d'ailleurs a quitté la maison paternelle pour aller habiter avec son amant, sera tenue de se retirer dans un endroit désigné, par exemple, chez un oncle, où elle sera libre de voir son défenseur, toutes les personnes de sa famille, et les amis dont elle croira devoir prendre les conseils. Paris, 21 fév. 1825, t. 3 de 1825, 336.

27. Suivant la cour de cassation, un tribunal ne peut, avant de statuer sur le mérite d'une opposition faite par un père ou une mère au mariage de leur fille majeure, ordonner que cette fille réside, pendant un certain temps, dans un lieu indiqué, où elle ne pourra recevoir celui qui veut devenir son époux. 21 mars 1809, t. 10, 206.

La cour de Montpellier a prononcé en sens contraire. 31 déc. 1821, t. 23, 776.

27 bis. La preuve de la démence ne peut être ordonnée avant qu'un jugement ait autorisé la demande en interdiction et fixé un délai à ce sujet. Bruxelles, 13 therm. an 11, t. 3, 628.

28. Le juge ne peut, avant de statuer sur la mainlevée de l'opposition, ordon-

ner que la fille comparaitra en justice devant ses père et mère et le président du tribunal, afin de déclarer qu'elle a été notifiée ses actes respectueux, et sans contrainte. Bruxelles, 4 vent. an 12, 310.

29. Il ne peut pas non plus ordonner leur comparution dans une audience huis-clos, pour les entendre respectueusement, surtout si cet interlocutoire était le jugement définitif au-delà duquel dans lequel il doit être prononcé. 17 janv. 1821, t. 23, 52.

30. Les père et mère dont l'opposition a été annulée pour vice de forme ne peuvent pas en former une seconde. 26 déc. 1812, t. 13, 1091.

31. L'opposition faite par un enfant au mariage de son parent, pour cause de démence, n'est admissible qu'autant que les faits de démence sont précisément écrits, et les témoins désignés. Colmar, 15 déc. 1810, t. 11, 1003.

32. L'instance sur une opposition au mariage n'est point périmée par le laps de dix jours écoulés depuis la citation. 4 nov. 1807, t. 8, 636.

33. L'opposant ne peut exiger assigné devant le juge de son domicile. Paris, 19 oct. 1809, t. 10, 745.

§ 3. — *Des formalités du mariage*  
*Comment elles doivent être constatées*  
— *Des cas où elles peuvent être constatées par témoins.*

Législation antérieure au code civil.

34. Sous la loi du 20 septembre 1792, on pouvait contracter mariage dans la commune où l'un des époux n'était domicilié que depuis peu de jours, et qu'il fût nécessaire d'y faire des publications, pourvu qu'il en eût été fait au précédent domicile. C. C. 28 flor. an 11, t. 3, 475; 12 prair. an 11, t. 3, 50.

35. Un mariage entre majeurs ne pouvait être annulé pour défaut de publications préliminaires. Liège, 4 vent. an 10, t. 2, 308; C. C. 12 prair. an 11, t. 3, 50.

36. Un mariage pouvait être célébré hors de la maison commune. C. C. 6 fruct. an 10, t. 2, 640; Paris, 4 vent. an 12, t. 4, 310.

37. Sous l'empire de la loi du 20 septembre 1792, un mariage n'était point nul quoiqu'il n'eût été fait qu'en présence de deux témoins, lors même que l'un d'eux eût été une femme ou un mineur. Liège, 4 vent. an 10, t. 2, 308; C. C. 28 flor. an 11, t. 3, 474.

38. Il n'était pas prescrit, à peine de nullité du mariage, d'énoncer dans l'acte le domicile et la profession des témoins. C. C. 28 flor. an 11, t. 3, 475.

acte de mariage pouvait, sans être dressé sur un registre non C. 13 fruct. an 10, t. 2, 640. Les lieux où l'ordonnance de mariage n'a pas été publiée, un mariage peut être prouvé par témoins, parce que le dernier état du droit romain, du mariage était indépendante propre à le constater, C. C. 21 t. 11, 497.

Piémont, le mariage d'un militaire de service était valable contracté en présence d'un autre régiment. C. C. 21 mai 1810,

l'empire de l'ordonnance de l'existence d'un mariage établie par des présomptions graves ou par un commencement de preuve par écrit pouvait être prouvée par témoins, quoiqu'il n'y ait défaut de tenue ni perte des registres de l'état civil. C. C. 22 déc. 1819,

le cour de Paris a jugé au contraire que cette ordonnance, l'époux ou tiers, qui réclamaient les effets du mariage, ne pouvaient exciper du défaut de tenue ni perte des registres de l'état civil, et devaient produire l'acte de célébration. Paris, 6 t. 21, 118.

Un mariage déclaré en exécution du 20 septembre 1792 est légalement constaté par un acte dans lequel l'officier de l'état civil a énoncé que les époux sont volontairement mariés, et ont prononcé, au nom de la loi, que leurs vœux sont réellement et légalement un mariage. Paris, 27 mars 1824, t. 2, 377.

Préjudice du code civil.

Un mariage peut être célébré hors l'usage commun, pourvu qu'il le soit par l'officier de l'état civil compétent. Paris, 18 fév. 1809, t. 40, 122; C. C. 1807, t. 8, 504; 21 juin 1814, t. 11, 497.

Quand un préposé des douanes est transféré à une autre résidence avant d'avoir accompli six mois révolus dans le lieu où il est actuellement, l'officier de l'état civil du lieu est néanmoins compétent pour marier, si les publications avaient été faites avant sa nouvelle nomination. Paris, 19 juin 1823, t. 2 de 1824, 212.

Quand un mariage n'a point été célébré par l'officier de l'état civil compétent, quoiqu'il y ait eu défaut de publication des formalités prescrites, les parties sont investies du droit d'appréhender les circonstances pour maintenir ou annuler le mariage. Grenoble, 27 fév. 1817, t. 19, 188.

Le défaut d'une des deux publica-

tions n'entraîne point la nullité du mariage. Grenoble, 27 fév. 1817, t. 19, 188.

49. Le défaut même de toutes publications n'est point une cause de nullité, surtout si les circonstances les rendaient impossibles, et que le mariage, contracté en présence d'un grand nombre de témoins, ait été suivi d'une possession d'état. C. C. 21 mai 1810, t. 11, 497.

51. Ou quoiqu'un des témoins qui a signé l'acte n'ait pas été présent à toute la célébration. C. C. 21 juin 1814, t. 16, 433.

52. Le défaut d'actes respectueux de la part d'un majeur de trente ans n'entraîne pas la nullité du mariage. Bruxelles, 18 fév. 1809, t. 10, 122.

53. Le mariage contracté en pays étrangers entre Français est nul, s'il n'a été précédé de publications en France. Colmar, 2 janv. 1823, t. 3 de 1823, 388.

54. Des Français habitant une frontière ne peuvent point se soustraire aux formalités et aux conditions prescrites par les lois françaises en quittant instantanément leur domicile pour aller se marier sur le territoire étranger. Colmar, 2 janv. 1823, t. 3 de 1823, 388.

55. Le mariage entre un Français et une étrangère doit être célébré suivant les formes du pays où il a lieu. C. C. 10 août 1819, t. 21, 559.

56. Un pareil mariage ne peut être célébré par l'agent diplomatique français. C. C. 10 août 1819, t. 21, 559.

57. Le mariage contracté entre un militaire français et une étrangère dans un pays étranger n'est point nul, quoique l'acte n'en ait pas été reçu par le quartier-maître du régiment, s'il a été célébré avec les formes prescrites par les lois du pays. Colmar, 25 janv. 1823, t. 2 de 1823, 118; Paris, 28 juil. 1820, t. 22, 628.

58. Un pareil mariage contracté sans publications préliminaires, et sans que l'acte qui le constate ait été signé des parties et des témoins, n'est point nul, si les lois du pays n'attachent pas la peine de nullité à l'omission de ces formalités. Colmar, 25 janv. 1823, t. 2 de 1823, 118; Paris, 28 juil. 1820, t. 22, 628.

59. Ce mariage serait également valable lors même qu'il n'aurait été constaté par aucuns registres ni actes publics, si les lois du pays ne l'exigeaient pas, et on pourrait le prouver par témoins. C. C. 8 juin 1809, t. 10, 466; 7 sept. 1819, t. 10, 699.

60. Un mariage célébré en pays étranger, entre personnes devenues depuis Françaises, est suffisamment justifié par un certificat de célébration, dressé suivant les formes du pays où il a été contracté. Paris, 27 juin 1815, t. 17, 434.

61. Un mariage contracté en pays étran-

ger, entre un Français et une étrangère, doit être transcrit sur les registres de l'état civil du domicile du mari, après son retour en France : autrement il ne pourrait être opposé aux tiers. Montpellier, 15 janv. 1823, t. 1 de 1824, 209.

62. Lorsque l'extrait d'un acte de mariage célébré en pays étranger est argué de faux, les juges doivent user de la latitude accordée par l'art. 222 du cod. de proc. Colmar, 19 juin 1823, t. 2 de 1824, 212. — V. *Faux*.

63. Les mariages célébrés en France peuvent être prouvés par témoins, s'il y a eu désordre dans la tenue des registres. Riom, 30 janv. 1810, t. 11, 109; Agen, 9 germ. an 13, t. 6, 50.

64. Ou s'il y a lacération de quelques uns des feuillets. C. C. 21 juin 1814, t. 16, 433.

65. Indépendamment des deux circonstances précédentes, on peut admettre la preuve testimoniale d'un mariage, s'il y a possession d'état, ou des présomptions graves, et un commencement de preuve par écrit. C. C. 22 déc. 1819, t. 21, 748.

66. D'autres cours ont décidé, au contraire, que la preuve testimoniale d'un mariage ne pouvait jamais être admise que dans le cas d'absence de registres publics. Bruxelles, 7 juin 1806, t. 7, 341; Paris, 7 fév. 1809, t. 10, 83.

67. Le fait d'un mariage peut être l'objet d'un serment décisive. Bruxelles, 20 janv. 1807, t. 8, 21.

#### § 4. — Des demandes en nullité.

68. Un mariage ne peut point être annulé pour cause d'impuissance du mari ou de stérilité de la femme. Gènes, 7 mars 1809, t. 12, 185.

69. La cour de Gènes a décidé en sens contraire. 27 janv. 1808, t. 9, 77.

70. Une femme qui a épousé un ex-moine peut demander la nullité de son mariage sur le motif qu'elle ignorait les vœux de son mari. Colmar, 6 déc. 1811, t. 12, 950.

71. Une femme qui a épousé un moine espagnol résidant en France peut demander la nullité de son mariage sur le motif que, d'après les lois d'Espagne, les vœux sont exclusifs du mariage. Paris, 30 juin 1814, t. 16, 408.

72. L'émigré rayé définitivement ne peut demander la nullité du mariage qu'il a contracté pendant son inscription sur la liste, lorsque, depuis sa radiation, il a continué de cohabiter avec sa femme. C. C. 19 juin 1811, t. 12, 496.

73. On ne peut demander la nullité du mariage d'un inscrit sur la liste des émigrés, contracté en France postérieurement à sa radiation provisoire, et suivi, depuis la loi d'amnistie, d'une cohabitation constante

et d'une possession publique. doit produire tous les effets civils. Montpellier, 15 janv. 1810, t. 11, 4.

74. Le délai de six mois pour l'époux qui a contracté mariage à l'âge requis peut en demander la nullité court du jour où il a atteint l'âge non pas seulement de sa majorité. 4 nov. 1822, t. 1 de 1823, 25.

75. L'époux qui a demandé la nullité en première instance la peut demander en appel la demander pour vice de l'âge. 4 nov. 1822, t. 1 de 1823.

76. La nullité résultante d'un mariage contracté entre un Français et une étrangère ou entre Français, soit en France ou en pays étranger, l'a été déclarée par l'autorité incompétente, peut être demandée par les époux eux-mêmes, malgré la possession et la naissance d'enfants. C. C. 19 août 1819, t. 21, 748.

77. On peut établir par des preuves que les père et mère ont eu connaissance du mariage de leur enfant plus longtemps avant leur demande en nullité. 19 juin 1823, t. 2 de 1824, 21.

78. Mais il faut que les époux soient convaincus que cette connaissance du mariage remonte à plus de six mois qu'ils le déclarent constant en justice. leur suffirait pas d'établir qu'ils ne peuvent pas supposer que le père ait ignoré le mariage de son enfant. C. C. 16 août 1819, t. 19, 354.

79. Les collatéraux sont recevables à contester l'existence ou la validité d'un mariage, lorsqu'ils y ont un intérêt actuel. Bruxelles, 7 juin 1806, t. 7, 341.

80. Il suffit même qu'ils aient un intérêt éventuel pour qu'ils puissent contester un mariage dont l'acte n'est pas présenté, et former tierce opposition au jugement portant reconnaissance du mariage. C. C. 22 juin 1819, t. 21, 748.

81. Ils conservent ce droit, quoiqu'ils aient, par l'enfant, renoncé à tous droits héréditaires, ne prétend qu'à ce qu'il ne porte le nom de son père. 19 juin 1819, t. 21, 401.

82. Des collatéraux peuvent demander la nullité d'un mariage pour cause de bigamie, après la mort de l'un des époux, et lors même que le bigame aurait encouru la peine encourue par son crime. Paris, 1 août 1818, t. 20, 592. — V. *Bigamie*.

83. Mais ils ne peuvent former tierce opposition contre le mariage de leur auteur résultant de son engagement sous des ordres sacrés ou de ce qu'il était religieux. C. C. 9 janv. 1821, t. 18, 101.

84. On peut attaquer un mariage pour l'ouvrage de la fraude et de la simulation.

dire qu'il est, comme tel, incapable d'ouvrir aux avantages pécuniaires ou conventionnels dont il jouit. Aix, 4 mars 1813, t. 14,

mais s'il a été légalement contracté, il ne peut être attaqué pour cause de fraude par les héritiers de l'un des époux. C. C. 30 août 1808, t. 9,

le ministère public peut intervenir pour maintenir un mariage argué de nullité, lorsque les motifs qui ont servi au jugement sont reconnus faux, l'annulation du mariage avait pour but de faciliter un nouveau en conformité aux lois. Il peut appeler, même en appel, du jugement qui aurait annulé le premier mariage. Bruxelles, 1 août 1818, Agen, 14 janv. 1818, Grenoble, 28 juil. 1818, t. 9, 457; Pau, 28 janv. 1809, t. 10, 58.

Le cour de cassation a jugé au contraire que le ministère public ne peut agir d'office pour faire maintenir un mariage argué de nullité. 1 août 1811, t. 22, 694; 5 mars 1821, t. 23, 179.

Une demande en nullité de mariage par l'un des époux, déjà demandeur en séparation de corps, n'est pas préjudiciable à la première demande et ne peut suspendre le jugement de celle-ci. Paris, 21 janv. 1811, t. 12, 41.

La reconnaissance de l'existence d'un enfant d'un défunt par le mari ne peut être opposée comme fin de non recevoir à la femme. Bruxelles, 7 juin 1806, t. 1.

*Effets civils du mariage. — Droits et devoirs des époux.*

Un mariage tenu secret, mais qui, d'après le code civil, a été célébré avec les formalités légales, produit aujourd'hui les effets civils, quoique alors il fût assimilé aux mariages clandestins. C. C. 16 pluvi. an 5, 384.

Un mariage, quoique nul, produit les effets civils à l'égard de l'époux qui, en contractant, n'a eu les vices, a été de bonne foi. Paris, 9 fruct. an 13, t. 6, 413.

Il produit également les effets civils à l'égard des enfans, lorsque l'un des époux est de bonne foi. C. C. 21 mai 1810, t. 11, 497; 15 janv. 1816, t. 18, 49.

Une étrangère qui a épousé de bonne foi un émigré français pendant sa mort jouit de tous les effets civils du mariage, et ses enfans ont tous les droits de légitimité. C. C. 15 janv. 1816, t. 18,

La femme est de bonne foi lorsque, par la nouvelle accréditée de la part de son mari, elle a contracté un

nouveau mariage. C. C. 21 mai 1810, t. 11, 397.

95. Une femme qui a épousé de bonne foi un bigame jouit, ainsi que ses héritiers, des effets civils du mariage. Ils ont droit au partage de la communauté stipulée par elle. Paris, 1 août 1818, t. 20, 592.

96. Un mariage contracté en 1788 par un prêtre français, en pays étranger, n'a pu, depuis l'abolition des vœux, produire en France les effets civils. C. C. 12 prair. an 11, t. 3, 502.

97. Les effets civils du mariage relativement aux biens des époux, lorsqu'il n'y a pas de contrat de mariage, sont exclusivement régis par le statut du lieu où ils avaient leur domicile, sans qu'ils puissent déroger à ses dispositions ni par un contrat postérieur, ni par un nouveau mariage fondé sur la prétendue nullité du premier. Paris, 27 mars 1824, t. 2 de 1824, 377.

*MARIAGE in extremis.* Des mariages *in extremis* ne sont pas nuls dans notre nouvelle législation. Paris, 4 vent. an 12, t. 4, 310.

*MARIAGE (promesse de).* 1. Une promesse de mariage peut être stipulée par un tiers, comme se faisant fort pour l'un des futurs époux. Nismes, 6 août 1806, t. 7, 462.

2. L'inexécution d'une promesse de mariage faite par un majeur le rend passible de dommages et intérêts. Trèves, 5 fév. 1808, t. 9, 113; Nismes, 6 août 1806, t. 7, 462; Agen, 2 avril 1810, t. 11, 309; Colmar, 28 janv. 1812, t. 13, 97; 18 juin 1818, 13 mai 1818, t. 20, 386; 24 mars 1813, t. 14, 346.

3. La cour de cassation a cependant décidé, postérieurement à l'arrêt cité, qu'une promesse de mariage est nulle, comme contraire aux bonnes mœurs, et entraîne la nullité de la clause pénale. Paris, 21 déc. 1814, t. 16, 570; 6 juin 1821, t. 23, 401.

4. Dans tous les cas les dommages-intérêts ne doivent comprendre que le préjudice réel souffert, et non le gain perdu. Agen, 2 avril 1810, t. 11, 309.

5. Le refus d'exécuter une promesse de mariage faite par un mineur ne donne point lieu contre lui à des dommages-intérêts, surtout lorsque la cause de son refus est indépendante de sa volonté. Turin, 14 flor. an 13, t. 6, 150; Besançon, 8 mai 1811, t. 12, 406.

6. Cependant il doit indemniser son cocontractant des dépenses qu'il a faites sur la foi de cette promesse. Besançon, 8 mai 1811, t. 12, 406.

*MARIAGE avenant.* Une fille normande, dont le mariage *avenant* a été



légalement fixé et liquidé par un acte antérieur à 1789, ne peut pas demander qu'il soit arbitré de nouveau, ou du moins qu'on lui fournisse un supplément, aux termes de la loi du 18 pluv. an 5. — Elle ne peut pas faire capitaliser et convertir en biens héréditaires son mariage avenant, consistant en une rente. C. C. 12 niv. an 12, t. 4, 185.

**MATIERE sommaire.** 1. On peut considérer comme matière sommaire une demande à fin de paiement de frais de garde judiciaire. C. C. 28 mai 1816, t. 18, 444.

2. Les demandes en nullité et renvoi pour cause d'incompétence ne sont pas réputées matières sommaires, lorsque surtout elles sont incidentes à une demande principale. Paris, 25 mai 1808, t. 9, 323.

3. Les dépens, en ce cas, ne doivent pas être taxés d'après le mode indiqué pour les affaires sommaires, aux termes de l'art. 405 du cod. de proc. *Ibid.*

4. Un jugement rendu en matière sommaire ne peut pas être argué de nullité par la partie à qui l'expédition en a été délivrée, sans contenir la liquidation des dépens, bien qu'elle soit énoncée dans la minute. C. C. 2 mai 1810, t. 11, 305.

**MATRICE de rôle.** V. *Saisie immobilière.*

**MEDECIN.** 1. Celui qui est condamné par récidive pour avoir exercé la médecine sans s'être conformé à la loi du 19 vent. an 11 doit être condamné à 1000 fr. d'amende, *maximum* de la peine prononcée par l'art. 36 de cette loi. C. C. 30 déc. 1813, t. 15, 752.

2. L'individu qui, sous le nom usurpé de chirurgien et de médecin, exerce ce double état et distribue des drogues sans diplôme de la faculté, n'est pas excusable sous prétexte de bonne foi. C. C. 19 fév. 1807, t. 8, 106.

3. On doit avoir égard, pour la fixation des mémoires des médecins, à la fortune et à la qualité du malade. Paris, 3 germ. an 11, t. 3, 344.

V. *Capacité de recevoir, Donation entre époux, et Legs.*

**MEMOIRE.** V. *Injure.*

**MÈRE.** V. *Conseil de famille, Enfant naturel, et Tutelle.*

**MESSAGERIES.**

*Il leur est interdit de transporter les lettres. — Responsabilité des messageries. — A quel tribunal doivent être portées les demandes en revendication d'objets perdus.*

1. Les messageries ne peuvent, pour

échapper à la peine encourue par qui s'immisce dans le transport des lettres, prétendre que celles qui étaient sur leurs voitures étaient dans un paquet dont la forme extérieure n'annonçait pas qu'il dût en contenir. C. C. 26 mars 1824, t. 3 de 1824.

2. Elles ne pourraient pas être excusées sous prétexte que les paquets auraient été transportés de l'autre côté de la frontière, et qu'il n'existerait pas de poste à l'extrême frontière. C. C. 26 mars 1824, t. 3 de 1824, 495.

3. Les messageries peuvent recevoir des paquets ou caisses qui leur sont confiés ou fermés, si les expéditeurs offrent pas des garanties suffisantes, moins d'être autorisées à procéder à l'examen. C. C. 26 mars 1824, t. 3 de 1824, 495.

4. Les entrepreneurs de messageries sont responsables de la perte des objets qui leur sont confiés, s'ils ne justifient que cette perte est le résultat d'un cas de force majeure. C. C. 6 fév. 1809, t. 10, 81; C. C. 20 mars 1811, t. 12, 101; Paris, 31 août 1808, t. 9, 551.

5. Leur responsabilité n'est pas limitée à l'indemnité de 150 fr. fixée par la loi du 23 juil. 1793, à défaut d'évaluation, lors de leur chargement, des objets perdus depuis. C. C. 6 fév. 1809, t. 10, 81.

6. Le voyageur qui fait inscrire son porte-manteau par lui remis à la messagerie, mais sans déclaration des objets qui y sont contenus, ne peut, en cas de perte de ce porte-manteau, réclamer une somme considérable d'argent qu'il prétend y avoir renfermée. Bruxelles, 10 avril 1810, t. 11, 417.

7. L'action formée par un simple particulier contre des administrateurs de messageries, en revendication d'effets perdus, est de la compétence exclusive des tribunaux civils. C. C. 20 mars 1811, t. 12, 181.

**MEUBLE. — IMMEUBLE.**

*Quelles choses sont meubles et lesquelles deviennent telles. — Quelles choses sont immeubles par destination.*

1. Les fruits pendans par racine deviennent meubles par la vente qui a été faite sans fraude, séparément du fonds. C. C. 19 vend. an 14, t. 6, 478.

2. Des arbres vendus pour être coupés doivent être considérés comme meubles relativement à l'acquéreur. C. C. 30 déc. 1813, t. 15, 510. — V. *Bois.*

3. Des outils, des objets de mé-

instrumens servant à l'exploitation d'une fabrique d'horlogerie, perdent leur caractère d'immeubles par destination, lorsqu'ils sont détachés et vendus hors de la fabrique. C. C. 19 nov. 1 de 1824, 255.

Les poutres l'ancienne jurisprudence les considérait comme attachés à la culture et les instruments aratoires n'étaient pas de plein droit à défaut de clause expresse, considérés comme immeubles par destination et accessoires du domaine. Riom, 1821, t. 1 de 1823, 113.

La superficie d'un bois est réputée fructueuse, et par conséquent frappée de la servitude qui grève le fonds. Dijon, 1819, t. 21, 70.

Les bestiaux donnés à cheptel, les foin, fourrages, pailles et engrais, sont considérés comme immeubles par destination. Riom, 1820, t. 22, 782.

Les tonnes servant à l'usage d'une boutique sont immeubles par destination. Riom, fév. 1817, t. 19, 86.

Les objets et ustensiles qui ont été donnés par les propriétaires ne doivent pas être considérés comme immeubles par destination qu'autant qu'ils sont rigoureusement nécessaires à l'exploitation de la boutique. C. C. 27 mars 1821, t. 23, 246.

Le fonds de boutique et de caisse ne doit pas être considéré comme un immeuble. C. C. 8 fruct. an 3, t. 1, 99.

## MEURTRE.

*Meurtre commis pendant une maladie mentale. — Questions posées dans le cas d'allégation d'homicide involontaire. — De l'homicide involontaire. — De l'homicide commis dans la nécessité d'une légitime défense. — De l'homicide volontaire. — Question de préméditation.*

Sous l'ancien système criminel, un jury qui déclarait un accusé convaincu de meurtre, et reconnaissait qu'au moment du crime il était atteint d'une maladie mentale, le rendait furieux, ne pouvait prononcer contre lui aucune condamnation ni mesure de sûreté. C. C. 8 brum. an 5, 56.

Lorsque, sur une accusation de meurtre, l'accusé soutient n'avoir commis qu'un homicide involontaire, le président doit lui poser deux questions : la première principale, si le fait a été commis volontairement ; la seconde subsidiaire, et pour laquelle la première serait résolue négativement, si du moins l'accusé n'a pas com-

mis un homicide involontaire par maladresse ou négligence. C. C. 20 juin 1823, t. 1 de 1824, 169.

3. Dans une accusation de meurtre commis par un coup de couteau, la cour doit poser cette première question : L'accusé est-il coupable d'avoir homicide le nommé...., puis celle-ci : Le coup de couteau a-t-il été porté volontairement ?

4. Mais si, la cour ayant d'abord demandé : L'accusé est-il coupable d'avoir homicide le nommé... ? puis : L'homicide a-t-il été commis volontairement ? le jury a répondu sur la première question : Oui, l'accusé est coupable d'avoir homicide, et sur la seconde : Non, l'homicide n'a pas été volontaire ; la cour d'assises ne peut pas, sur cette double déclaration, sans mention de maladresse ou d'imprudence, condamner l'accusé comme coupable d'homicide involontaire. C. C. 6 mars 1823, t. 3 de 1823, 60.

5. Il suffit que l'homicide ait eu lieu par la faute de l'accusé, pour que la cour d'assises puisse condamner celui-ci à des dommages et intérêts, lors même que le jury aurait déclaré que l'homicide a été commis involontairement et sans imprudence. C. C. 26 mars 1818, t. 20, 245.

6. Lorsque, sur une accusation de meurtre, le jury a déclaré, dans des termes généraux, l'accusé non coupable de meurtre, il ne peut pas y avoir lieu contre lui à des poursuites correctionnelles, pour homicide involontaire commis par imprudence. C. C. 29 oct. 1812, t. 13, 899.

7. Lorsque la chambre d'accusation reconnaît qu'un homicide a été commis dans la nécessité actuelle d'une légitime défense, elle doit ordonner la mise en liberté pure et simple du détenu, et non le renvoyer devant la cour d'assises. C. C. 27 mars 1818, t. 20, 248.

8. Un arrêt qui déclare une tentative de meurtre excusable, comme ayant été provoquée par des violences, doit spécifier si ces violences ont été exercées envers l'accusé. C. C. 7 fév. 1812, t. 13, 122.

9. Le meurtre volontaire accompagné ou suivi du délit de chasse en temps prohibé et sans permis de port d'armes est passible de la peine capitale, même dans la circonstance où le meurtrier aurait chassé dans un terrain clos. C. C. 21 mars 1822, t. 24, 300.

10. Celui qui a donné volontairement des coups dont la mort a été la suite doit être considéré comme meurtrier volontaire. C. C. 14 fév. 1812, t. 13, 143.

11. Dans une accusation de meurtre, la question de préméditation n'en forme qu'une circonstance aggravante : ainsi il n'y a pas lieu à ce que la cour délibère sur le fait de la préméditation, lorsque

le jury, ayant à l'unanimité reconnu le meurtre constant, n'a déclaré qu'à la simple majorité qu'il y avait préméditation. C. C. 29 janv. 1824, t. 3 de 1824, 349.

**MILITAIRES.** 1. Le commandant d'un dépôt de prisonniers de guerre ne doit pas être considéré comme militaire en activité, et, en conséquence, comme exempt de la juridiction des tribunaux ordinaires. C. C. 3 sept. 1813, t. 15, 489.

2. Lorsque, entre plusieurs prévenus d'un même délit, il y a un militaire, et que l'accusation n'a été admise que contre lui, les juges ordinaires, saisis primitivement de la connaissance du délit, ne doivent pas la renvoyer au conseil de guerre. C. C. 16 frim. an 12, t. 4, 135.

3. En temps de guerre maritime, les canonniers garde-côtes sont justiciables des tribunaux militaires, et non des tribunaux criminels, pour les délits qu'ils commettent. C. C. 5 brum. an 13, t. 5, 46.

**MINES.** 1. Celui qui a obtenu le droit d'exploiter une mine ne peut ouvrir des puits dans la distance de cent mètres de toutes habitations ou clôtures murées, sans le consentement formel du propriétaire; les propriétaires voisins peuvent invoquer cette prohibition aussi bien que les propriétaires du fonds sur lequel le travail aurait lieu. C. C. 21 avril 1823, t. 1 de 1824, 63.

2. Les contestations élevées au sujet des travaux postérieurs à la concession des mines sont de la compétence des tribunaux; mais les questions d'indemnités à payer à raison des travaux antérieurs à la concession appartiennent à l'autorité administrative. C. C. 21 avril 1823, t. 1 de 1824, 63.

3. Le propriétaire qui vend la faculté d'exploiter une mine qui se trouve dans son domaine, sans avoir obtenu lui-même la concession du gouvernement, ne peut point être querellé par ses acquéreurs, sous prétexte qu'il aurait vendu une chose hors du commerce. C. C. 5 août 1819, t. 21, 548.

## MINEUR.

§ 1. *Mesure de l'incapacité du mineur. — Sort du majeur qui contracte avec lui, qui le cautionne, qui se porte fort pour lui, ou qui plaide avec ou contre lui. — Domicile légal du mineur.*

§ 2. *Aliénation de biens de mineur.*

§ 3. *De l'action en nullité ou en rescision des actes consentis par le mineur. — De sa durée. —*

*Des fins de non recevoir et peut y opposer.*

§ 1. — *De l'incapacité du mineur.*

1. Le mineur émancipé ne peut sentir un bail à ferme de neuf ans pendant la durée d'un précédent par son tuteur, et dont il reste plus de cinq ans à courir. Nismes, 12 juin 1811, t. 23, 421.

2. La vente faite à un mineur n'est radicalement nulle; elle n'est que relative à rescision. Ainsi la résiliation qui est ordonnée ou consentie donne ouverture au droit proportionnel comme à la trocession. C. C. 5 germ. an 13, t. 17, 594.

3. La restitution accordée au mineur contre un partage ne profite pas au mineur, lorsque les biens à partager ne sont pas indivisibles. C. C. 16 fév. 1814, t. 181.

4. Le majeur qui a contracté avec un mineur ne peut invoquer le privilège de la minorité pour faire rescinder la convention qu'il a faite. C. C. 30 août 1811, t. 17, 594. — V. *Arbitre*.

5. Le majeur qui s'est porté fort pour un mineur demeure obligé, quoiqu'il n'y ait eu aucun engagement de ce dernier ait été annulé par suite de la minorité. C. C. 1814, t. 16, 181.

6. Un majeur ne peut se faire un titre de nullité, contre un jugement rendu au profit d'un mineur, de ce qu'il n'avait pas été subrogé tuteur, ou de ce que le tuteur n'avait pas été autorisé à plaider. C. C. 4 juin 1818, t. 20, 436; 1810, t. 11, 989; 24 août 1813, t. 11, 181. — V. *Curateur*, n. 1.

§ 2. — *Aliénation de biens de mineur.*

7. On ne peut, sur le prétexte de l'intérêt des mineurs, s'écarter des formalités prescrites pour l'aliénation ou le partage des biens indivisibles. C. C. 26 août 1807, t. 8, 572.

8. L'obligation imposée au tuteur de faire fermer les biens pupillaires, et de faire vendre les meubles dans le mois de l'ouverture de la tutelle, n'est pas tellement rigoureuse que le tuteur ne puisse différer de l'accomplir, si l'intérêt même des mineurs l'exige. C. C. 8 déc. 1824, t. 1 de 1825, 41.

9. Une vente de biens de mineur, que faite en justice, est nulle, s'il n'y a eu aucune nécessité de cette aliénation. C. C. 1811, an 5, t. 1, 170.

10. Un avantage évident suffit pour autoriser la vente de l'immeuble du mineur, quoiqu'il n'y ait pas nécessité absolue. Trèves, 10 mars 1813, t. 181.

11. Il n'est pas indispensable, pour la validité de la vente autorisée de l'immeuble du mineur, que le tuteur ait été autorisé par le conseil de famille.

Le mineur, qu'elle soit précédée de la vente de son mobilier, lorsqu'il est constaté que le prix de ce mobilier est insuffisant pour acquitter sa dette. C. C. 7 janv. 1817, t. 19, 11.

Il n'est pas nécessaire que la vente des meubles d'un mineur, provoquée par le mari de la veuve de son tuteur, soit précédée d'un compte de tutelle. C. C. 24 vend. 1817, t. 2, 156.

En pays de droit écrit, et particulièrement dans le ressort du parlement de Toulouse, il n'était pas nécessaire, pour la régularité de la vente d'un bien appartenant à un mineur, que l'on apposât des affiches sur la porte du principal manoir et à celle de la paroisse paroissiale du lieu où l'immeuble était situé. C. C. 7 janv. 1817, t. 19, 11.

Le tribunal qui homologue la décision d'un conseil de famille autorisant la vente de biens de mineurs ne doit donner d'office que la vente sera faite sous des conditions que la délibération du conseil de famille n'a pas prévues. Le conseil de famille peut attaquer ce jugement par la voie de tierce opposition ou de l'appel, malgré le silence du tuteur. Colmar, 11 fév. 1822, t. 24, 351.

Une adjudication de biens de mineurs est nulle, si elle a été faite au-dessous du prix de l'estimation, sans une autorisation de justice, encore qu'il s'agisse d'une revente sur folle enchère. Paris, 1 vent. an 12, t. 4, 291.

Lorsque des immeubles appartiennent en commun à des majeurs et à des mineurs, et que la licitation en a été ordonnée en justice sur la demande des mineurs, il n'est pas besoin de l'autorisation préalable du tribunal, pour faire l'adjudication définitive au-dessous de l'estimation. C. C. 6 juin 1821, t. 23, 393.

Les ventes de biens de mineurs faites en justice, quoiqu'il n'ait été procédé que devant un seul juge. C. C. 26 frim. an 14, t. 6, 566.

Les majeurs peuvent valablement autoriser la vente d'un immeuble qu'ils ont en commun par indivis avec des mineurs, sans que le bien qu'elle puisse être annulée par une exception personnelle à ces derniers. C. C. 6 juin 1821, t. 23, 393.

Toute vente faite par un mineur, même sans formalités, peut être l'objet d'un cautionnement. C. C. 30 mai 1814, t. 16, 344.

Il en était de même sous les lois antérieures. C. C. 30 nov. 1812, t. 13, 1008.

La vente faite par un mineur émanant de ses immeubles n'est pas frappée d'une nullité radicale. C. C. 30 mai 1814, t. 16, 344.

22. Elle n'est que sujette à rescision, de telle sorte qu'elle ne peut pas être attaquée après le délai accordé pour exercer cette action. Poitiers, 12 mes. an 11, t. 3, 571.

§ 3. — *De l'action en nullité ou en rescision des actes passés par le mineur. — De sa durée. — Des fins de non recevoir qu'on peut y opposer.*

23. Avant le code civil, pour déterminer le délai dans lequel on devait se pourvoir contre les actes consentis en minorité, il faut distinguer entre les actions rescisoires et celles en nullité. C. C. 3 mes. an 4, t. 1, 131.

24. Le mineur avait trente ans, du jour de sa majorité, pour intenter l'action en nullité contre une renonciation faite au profit de son tuteur ou de l'administrateur qui gérât ses biens. C. C. 3 mes. an 4, t. 1, 131.

25. Ce sont les lois actuelles qui fixent l'époque de la majorité et la durée de l'action en restitution, même à l'égard des engagements contractés par les mineurs antérieurement à ces lois. C. C. 30 mai 1814, t. 16, 344.

26. Le mineur qui a reconnu et acquitté une obligation naturelle ne peut en demander la rescision pour cause de lésion. Paris, 20 avril 1822, t. 1 de 1823, 316.

Voir la même question, t. 3 de 1824, 417.

27. Un mineur ne peut, en cette qualité, se faire restituer contre une acquisition qu'il a faite. C'est seulement le cas de réduire les obligations qu'il a contractées, si elles sont excessives. Toulouse, 24 janv. 1825, t. 3 de 1825, 548.

28. Un mineur dont le bien a été vendu illégalement ne peut attaquer la vente, lorsque, parvenu à l'âge de majorité, il en a reçu le prix des mains de l'acquéreur. C. C. 4 therm. an 9, t. 2, 89.

29. L'action en nullité de la vente des biens d'un mineur, faite par son tuteur sans les formalités prescrites, ne se prescrit pas par dix ans du jour, de la majorité. Metz, 1 juin 1821, t. 3 de 1828, 441.

30. Le mineur n'a que dix ans pour faire rescinder un traité dans lequel une disposition gratuite se trouve renfermée. Une pareille disposition n'a pas nécessairement le caractère d'une donation. C. C. 25 frim. an 10, t. 2, 204.

31. Celui qui a acheté les biens propres d'une femme mineure, assistée et autorisée de son mari, doit être considéré comme possesseur de bonne foi, et, en conséquence, n'être obligé à la restitution des fruits, au cas de rescision de la vente, que du jour de la demande. Amiens, 18 juin 1814, t. 16, 429.

## MINISTÈRE public.

§ 1. *Règles générales. — Par qui les fonctions du ministère public peuvent être remplies. — Censure dont les officiers du ministère public peuvent être l'objet. — S'ils doivent toujours jouir de la parole les derniers.*

§ 2. *Des cas où le ministère public doit ou non agir d'office. — Des cas où il doit être entendu. — Comment ses conclusions doivent être données. — Mention qu'en doit faire le jugement.*

§ 1. — *Règles générales. — Par qui les fonctions du ministère public peuvent être remplies. — Censure dont les officiers du ministère public peuvent être l'objet. — S'ils doivent toujours jouir de la parole les derniers.*

1. L'officier qui remplit les fonctions du ministère public près d'une cour d'assises peut, pendant le cours des débats, être remplacé par un autre membre du parquet. C. C. 15 nov. 1815, t. 17, 661.

2. Un avoué peut être appelé pour remplacer le ministère public. Paris, 4 août 1807, t. 8, 526.

3. Le droit de censure sur les officiers du ministère public n'appartient qu'au ministre de la justice et au procureur-général, et non aux tribunaux ni aux cours près desquels ils exercent. C. C. 2 sept. 1824, t. 3 de 1824, 386; 6 oct. 1791, t. 1, 1.

4. Si un tribunal se l'était permis, le pourvoi contre l'acte de censure pourrait être jugé, comme dans les cas d'urgence, par la section criminelle, jugeant comme chambre des vacations en matière civile. C. C. 24 sept. 1824, t. 3 de 1824, 386.

5. Un officier du ministère public incriminé dans un jugement qui condamne les auteurs d'un délit qu'il était chargé de poursuivre peut demander la cassation de ce jugement. C. C. 30 frim. an 12, t. 4, 169.

6. Le maire faisant fonctions du ministère public, dans la poursuite d'une contravention de police, ne peut, s'il succombe, être condamné aux dépens. C. C. 24 déc. 1813, t. 15, 738; 23 mai 1817, t. 19, 482.

7. Le ministère public ne peut être condamné aux frais envers les parties qu'il a poursuivies. C. C. 24 déc. 1813, t. 15, 738; 20 vend. an 12, t. 4, 10; 9 niv. an 11, t. 3, 172.

8. L'art. 87 du décret du 30 mars qui interdit la parole aux parties, le ministère public a été entendu pas applicable aux cas où, par un toire spécial, le ministère public rait une dénonciation, une imp prévue, soit contre l'une des soit contre l'un des officiers ministériels constitués dans la cause. C. C. 7 août 1823, t. 4 de 1823, 131.

§ 2. — *Cas où le ministère public agit d'office. — Où il doit être entendu. — Ses conclusions.*

9. Le ministère public ne peut, dans les cas spécifiés par la loi, se constituer partie principale dans une instance civile, sur le motif qu'elle intéresse le ministère public. C. C. 1 août 1820, t. 1, 11 août 1818, t. 20, 633.

10. Le ministère public ne peut agir par voie d'action et d'office, dans les cas spéciaux expressément déterminés par la loi. C. C. 5 juil. 1824, t. 1 de 1824, 11.

11. Le ministère public est, dans les causes d'intérêt de la société, toujours recevable à former tierce opposition, même sur les jugements rendus sur ses conclusions. C. C. 22 juil. 1815, t. 417, 92.

12. Le ministère public doit être entendu dans les causes qui intéressent les femmes mariées, quoiqu'elles soient propriétaires de biens. C. C. 18 prair. an 7, t. 64.

13. Cependant on ne peut demander la nullité d'un jugement ou arrêt rendu en faveur d'une femme mariée, sous prétexte que le ministère public n'a pas été entendu. C. C. 29 mars 1815, t. 17, 11.

14. Il doit être entendu dans les causes des femmes non autorisées à agir contre leurs maris, sous peine de nullité du jugement; et cette nullité peut être prononcée en cause d'appel sur la requête du procureur-général. Rennes, 10 avril 1811, t. 12, 326.

15. Il n'est pas nécessaire que le ministère public soit entendu dans les causes des militaires majeurs qui sont en état de service. C. C. 13 mes. an 9, t. 1, 11.

16. Les conclusions du ministère public ne peuvent pas être données par écrit, sans qu'il soit nécessaire de les développer à l'audience. C. C. 29 frim. an 3, t. 1, 65.

17. On ne peut être admis à proposer des attestations extrajudiciaires, lorsque le ministère public a été entendu, que le jugement n'en fait aucune mention. C. C. 29 fruct. an 3, t. 1, 65.

18. Le défaut de conclusions du ministère public en première instance n'est couvert par les conclusions données en cause d'appel; et réciproquement.



conclusions en cause d'appel n'est vert par les conclusions données en instance. C. C. 11 frim. an 9, 15.

Le ministère public, dans les causes son audition est prescrite par la loi et être entendu à peine de nullité des jugements. Bruxelles, 9 flor. an 13, 11.

**En accusation.** 1. On ne peut être un *quidam* en état d'accusation et poursuivre contre lui un juge par contumace. C. C. 9 pluv. an 2, 270.

Il y a lieu à la mise en accusation, toutes les fois que le fait dénoncé est qualifié crime, lors même que des faits d'excuse résultant de l'instruction pourraient enlever son caractère de criminalité, et réduire à un délit passible d'une simple peine correctionnelle. — Dans ce cas, les excuses ne peuvent être prouvées devant la cour d'assises, et appréciées par elle. C. C. 25 fév. 1813, t. 14,

L'inscription de faux dirigée contre des actes produits en preuve du crime du délit ne peut former un moyen de l'arrêt de mise en accusation, et l'inscription de faux est postérieure à cet arrêt. C. C. 18 fév. 1819, t. 136.

**En demeure.** Une citation au bureau de paix n'est pas un acte de constitution de mise en demeure. C. C. 14 juin 1811, t. 16, 418.

**En liberté provisoire ou définitive.** 1. Sous l'ancienne jurisprudence, la mort civile ne pouvait pas se pourvoir en cassation contre l'ordonnance de mise en liberté, rendue par le directeur du jury. C. C. 9 frim. an 13, t. 5, 128. Lorsque le prévenu d'un délit, qui n'est constitué ni en état de mandat de comparution, ni en état de mandat d'arrêt, pendant le cours de l'instruction, est ensuite condamné à un emprisonnement, il a le droit de demander sa liberté provisoire avant le jugement de condamnation, et pourvoir à son pourvoi et cassation. La cour qui a rendu le jugement de condamnation est compétente pour connaître de cette demande. Paris, 14 nov. 1823, t. 2 de 1824, 240.

La liberté provisoire peut, en matière correctionnelle, être demandée en cause d'appel : c'est à la cour à faire droit sur la demande. — Elle ne peut la rendre devant les premiers juges. C. C. 10 août 1811, t. 12, 718.

Le procureur général est non recevable à se pourvoir contre l'ordonnance de mise en liberté d'un prévenu, lorsque

le procureur du roi n'y a pas formé opposition dans les vingt-quatre heures. C. C. 27 avril 1812, t. 13, 817.

5. Le cautionnement fourni par le prévenu pour obtenir sa liberté provisoire n'a pour objet que de garantir qu'il se représentera pour exécuter son jugement, mais non pas qu'il ne fera pas défaut, et qu'il comparaitra à chaque acte de la procédure. En conséquence un simple défaut ne peut pas faire déclarer le cautionnement acquis au trésor. C. C. 19 oct. 1821, t. 23, 647.

6. La chambre d'accusation de la cour royale, après qu'elle a renvoyé le prévenu devant un tribunal correctionnel, ne peut pas connaître d'une demande formée par ce dernier à fin de mise en liberté provisoire sous caution. Le tribunal saisi par le renvoi est seul compétent pour statuer sur cette demande. C. C. 27 mars 1823, t. 3 de 1823, 139.

**MOIS.** V. *Délai.*

**MONNAIE.** V. *Billon.*

**MONTRE.** V. *Garantie (marque de).*

**MORT civile.** 1. Les régicides bannis à perpétuité en vertu de la loi d'amnistie de 1816 ne sont pas frappés de mort civile. C. C. 20 fév. 1821, t. 23, 121.

2. Sous l'ancienne jurisprudence, la condamnation à mort par contumace n'opérait la mort civile qu'autant qu'il y avait eu exécution par effigie. Paris, 10 mai 1815, t. 17, 320.

3. On ne peut exploiter valablement contre un individu frappé de mort civile, quoiqu'il n'ait été pris contre lui aucune des mesures prescrites en pareil cas, qu'il soit resté publiquement en possession de ses biens et de l'exercice de tous ses droits civils. Nismes, 6 juil. 1812, t. 13, 650. — V. *Vente*, n. 1.

**MOTIFS.** V. *Jugement.*

**MUR mitoyen.** V. *Servitude.*

**MUTATION (droits de).** V. *Enregistrement.*

N.

**NAISSANCE.** Lorsqu'une femme accouche hors de son domicile, la personne chez qui l'accouchement a eu lieu est seule tenue de faire la déclaration, et seule passible des peines déterminées par la loi. C. C. 7 sept. 1823, t. 1 de 1825, 143. — V. *Actes de l'état civil.*

**NANTISSEMENT.** 1. Pour que le nantissement confère un privilège sur le gage, il faut qu'il ait été constaté par acte public ou sous seing privé, dûment enregistré, aussi bien en matière commerciale qu'en matière civile; il n'importe que l'objet et la date du nantissement soient

connus des autres créanciers ; si le nantissement n'est pas constaté de cette manière, ils ont droit de contester le privilège du créancier irrégulièrement nanti. C. C. 5 juil. 1820, t. 22, 615.

2. La tradition du titre constitutif de la créance donnée en gage est nécessaire pour établir le privilège. Liège, 15 mai 1810, t. 11, 481.

3. On ne peut pas y suppléer par la signification, faite au débiteur, de l'acte constitutif du gage. Liège, 15 mai 1810, t. 11, 481.

4. Un prêteur sur nantissement ne peut être poursuivi pour cause d'usure par cela seul qu'il retient habituellement, outre les intérêts, les frais de vente du gage non retiré. C. C. 22 mai 1813, t. 14, 587.

5. L'emprunteur qui laisse vendre le nantissement doit les frais de la vente. C. C. 22 mai 1813, t. 14, 586.

6. S'il les trouve excessifs, il ne peut prendre que la voie civile pour répéter ce qu'il soutient avoir été perçu de trop. C. C. 22 mai 1813, t. 14, 586.

7. L'acte de nantissement par lequel un débiteur a remis à son créancier des effets, et notamment une quantité considérable de livres, afin d'être payé de la somme due par privilège et préférence sur le produit de la vente, est nul, faute d'y avoir annexé le catalogue et la description du nombre des volumes, de leur nature, éditions et autres signes caractéristiques et indicatifs de leur valeur. Paris, 8 juin 1809, t. 10, 461.

**NATURALISATION.** Lorsqu'il est constant qu'il n'a point existé à la mairie de registre servant à inscrire les prestations de serment des étrangers naturalisés, ou que ces registres ont été perdus, les tribunaux ne peuvent refuser d'admettre comme preuve supplétive de la prestation du serment celle qui résulte de différens actes ou titres non suspects, sous prétexte que cette preuve n'est pas authentique et légale. C. C. 4 fév. 1822, t. 24, 123.

**NAUFRAGE.** L'art. 27 du tit. 9 de l'ordonnance de la marine, qui accorde le tiers des effets naufragés à ceux qui les auront sauvés, ne doit s'entendre que des effets trouvés en pleine mer, ou tirés de son fond, et non de ceux qui ont été recueillis à la suite d'un naufrage connu et dont on est occupé à recueillir les débris. Poitiers, 2 therm. an 10, t. 2, 562.

**NAVIRE.** 1. Les réglemens qui obligent les maîtres de navires à se faire piloter dans un passage dangereux ne peuvent s'appliquer à des conducteurs de simples barques. Paris, 23 therm. an 10, t. 2, 602.

2. La question de savoir si un navire

échoué est ou n'est pas en état de navigabilité n'est pas du ressort du conseil saisi de la marine : elle doit être décidée par le tribunal de commerce. C. C. 1821, t. 23, 573.

3. La condamnation de plusieurs personnes à une certaine somme pour l'indemnité d'un navire capturé n'est point divisible : ainsi, nulle à l'égard de l'un des condamnés, elle peut être valable pour les autres. C. C. 18 août 1819, t. 22, 573.

**NEGOCIAN. V. Commerçant.**

**NOCES (secondes).** 1. Les enfans du premier lit n'avaient de droit sur les biens que leur réservait l'édit des nocces qu'à partir du décès de leur auteur qui avait convolé ; n'était en conséquence que de la part de l'époque que les tiers acquéreurs avaient prescrire contre les enfans. Paris, 2 de 1825, 490.

2. On ne pouvait pas, dans le même lit, opposer à l'enfant du premier lit, la ratification ou exécution des ventes en avait reçu le prix, si c'est en paiement d'une dot qui lui avait été constituée d'ailleurs avant le convol qui lui avait donné droit aux biens. C. C. 11 janv. 1824, t. 2 de 1825, 490.

**NOM.** 1. On ne peut pas changer de nom sans l'autorisation du gouvernement et s'attribuer le nom d'un tiers, si ce tiers a le droit de s'en plaindre. Paris, 7 germ. an 12, t. 4, 396.

2. Les tribunaux civils sont compétens pour connaître d'une plainte en changement de nom de cette nature. Paris, 7 germ. an 12, t. 4, 396.

3. On peut convenir de changer de nom ; il n'est pas nécessaire que la convention exprime que l'on aura reçu l'autorisation du gouvernement pour obtenir son autorisation : cette condition est sous-entendue et suppléée de droit. C. C. 13 janv. 1824, t. 14, 57.

4. Pour prétendre au droit de tel ou tel nom de famille, il faut présenter des originaux ou des expéditions de titres authentiques qui autorisent la prétention, et non pas seulement de simples copies de titres. C. C. 25 fév. 1823, t. 2 de 1823, 529.

5. Un marchand ne peut, dans son commerce, joindre à son nom celui d'un autre individu exerçant le même commerce. Paris, 29 août 1812, t. 13, 821.

6. Le titre sous lequel le père a fait son commerce est la propriété du fils qui lui succède. Paris, 29 août 1812, t. 13, 821.

7. Une cour royale qui a enregistré des lettres de noblesse ne peut pas ultérieurement, sans excès de pouvoir, ordonner l'addition d'un nouveau nom à celui

ridu anobli, tant sur les lettres de ne que sur l'arrêt d'enregistrement, quoique cette addition ait été ajoutée par une ordonnance royale rendue depuis l'obtention des lettres. C. C. 1824, t. 1 de 1825, 189.

*bis in idem.* 1. Lorsque, sur une poursuite criminelle par le procureur public, il est intervenu une décision qui a déclaré le fait *non con-* la partie lésée peut encore se pour- avilement. — Ainsi lorsque, sur accusation de faux intentée contre l'auteur d'une obligation sous seing, le jury a déclaré qu'il n'était pas tant que cette obligation fût fautive, le débiteur peut ultérieurement et devant les tribunaux civils, contester l'obligation, et, par exemple, demander une vérification d'écriture. C. C. mes. an 9, t. 2, 63.

La règle *Non bis in idem* est appliquée en matière de délit, lorsqu'on ne fait pas de nouvelles charges contre l'accusé. C. C. 5 brum. an 13, t. 5, 52. On ne peut pas pour le même fait poursuivre alternativement et devant la justice civile, et devant la justice répressive. — Et particulièrement celui qui a obtenu au tribunal civil la réparation du préjudice que lui a causé une prétendue escroquerie ne peut pas, pour le même fait, porter plainte au tribunal correctionnel. C. C. 21 frim. an 11, t. 3, 137.

*ON numerata pecunia.* 1. Sous l'empire du droit romain, le co-signataire d'un billet ne pouvait opposer au créancier l'exception *non numeratæ pecuniæ*, pour se débarrasser de son obligation en alléguant qu'il n'avait rien touché de la somme mentionnée dans le billet, et qu'elle avait profité qu'à l'autre signataire. C. C. germ. an 10, t. 2, 383.

Sous l'empire des lois romaines, l'obligé était admis à proposer, même après l'expiration de deux années, à compter du jour de l'obligation, l'exception *non numeratæ pecuniæ*, et à prouver ce fait par témoins (liv. 14, Cod., de *non numeratæ pecunia*). C. C. 24 août 1813, t. 15,

## NOTAIRE.

1. *Règle générale. — Mesures prescrites aux notaires. — Prévarication.*

2. *Minutes, extraits, annexe des procurations aux minutes. — Ce que deviennent les minutes, après la cessation des fonctions du notaire.*

3. *Avances et honoraires.*

§ 4. *Confection, visa et dépôt des répertoires.*

§ 5. *Amendes.*

§ 6. *Responsabilité.*

§ 7. *Destitution.*

§ 1. — *Règle générale. — Mesures prescrites aux notaires. — Prévarication.*

1. Il n'est pas nécessaire qu'un notaire connaisse la langue des parties contractantes pour recevoir leurs conventions. C. C. 19 déc. 1815, t. 17, 767.

2. Il n'est pas non plus nécessaire que l'acte soit expliqué aux parties par un interprète assermenté. C. C. 13 déc. 1815, t. 17, 767.

3. Les notaires doivent, à peine de responsabilité envers les tiers, connaître ou se faire certifier l'individualité des personnes qui se présentent devant eux pour passer des actes. Toulouse, 28 janv. 1820, Paris, 19 mai 1806, t. 22, 89.

4. La cour de Turin a décidé en principe que le notaire doit se faire attester cette individualité sous peine de destitution. 13 janv. 1813, t. 22.

5. Cependant un arrêt de la cour de cassation a jugé qu'il suffisait que les notaires connussent ou se fissent attester le nom de famille des contractants; mais que, pour leurs prénoms, ils pouvaient s'en rapporter à leur déclaration. 8 janv. 1823, t. 1 de 1825, 428.

6. La disposition de l'art. 175 du cod. pén. est applicable à un notaire commis par justice pour recevoir l'adjudication d'un immeuble dépendant d'une succession, et qui s'en est lui-même rendu adjudicataire par l'interposition d'une personne. C. C. 28 déc. 1816, t. 18, 940.

§ 2. — *Minutes, extraits, annexe des procurations aux minutes. — Ce que deviennent les minutes, après la cessation des fonctions du notaire.*

7. Les notaires ne peuvent donner sur papier libre des extraits signés d'eux des minutes de leurs actes. C. C. 23 mai 1808, t. 9, 313.

8. Il n'est pas permis aux tribunaux de modérer l'amende encourue pour cette contravention, sous prétexte que le notaire contrevenant aurait pu délivrer l'extrait sur papier de moindre dimension, et qu'il n'a pas eu l'intention de frauder le droit de timbre. C. C. 23 mai 1808, t. 9, 313.

9. Les notaires doivent, sous peine de l'amende de 100 f. prononcée par l'art. 13 de la loi du 25 vent. an 11, se faire représenter et annexer sur-le-champ à leurs minutes les procurations en vertu desquelles quelques parties déclarent agir. Metz, 10 déc. 1817, t. 19, 966.

contre lui à des dommages et intérêts. Douai, 7 mai 1819, t. 21, 323.

42. Le droit d'apprécier la gravité de la faute reprochée au notaire, et de décider si cet officier doit ou non encourir la garantie, est laissée à la prudence des tribunaux. C. C. 14 mai 1822, t. 2 de 1823, 180.

43. Un notaire doit indemniser les parties du préjudice qu'elles éprouvent par le défaut d'enregistrement des actes passés devant lui, quoiqu'il n'ait pas reçu les fonds nécessaires pour acquitter les droits. Nismes, 14 fév. 1813, t. 14, 208.

44. Mais cette responsabilité cesse lorsque, indépendamment de ce défaut d'enregistrement, la partie a encouru la perte des avantages de cet acte non enregistré, par suite d'une faute ou d'une omission qui lui serait personnelle, telle, par exemple, que si elle avait pris, en vertu de cet acte, une inscription nulle pour défaut de quelque mention requise. Nismes, 14 fév. 1813, t. 14, 208. — V. *Testament*, n. 85 à 90.

45. Lorsqu'un notaire s'est chargé des démarches à faire pour obtenir des mainlevées d'inscription et en faire obtenir la radiation, il doit être considéré comme le mandataire de ses cliens, et il est passible en cette qualité des dommages et intérêts auxquels sa négligence a pu donner lieu. Paris, 14 fév. 1823, t. 2 de 1823, 338.

46. Lorsqu'un notaire, chargé de faire une adjudication d'immeuble à terme, a reçu le pouvoir d'en toucher le prix, et qu'en même temps des honoraires ont été fixés, il devient responsable du recouvrement du prix, s'il a négligé de faire les poursuites nécessaires. Metz, 24 juin 1822, t. 2 de 1823, 394.

### § 7. — Destitution.

47. Ce n'est pas à l'autorité judiciaire à décider si l'infirmité survenue à un notaire l'empêche d'exercer ses fonctions. Paris, 23 therm. an 10, t. 2, 604.

47 bis. Un notaire ne peut pas être destitué de ses fonctions par voie de discipline, à raison d'un fait criminel déclaré prescrit par la chambre d'accusation. Bourges, 20 avril 1825, t. 3 de 1825, 357.

48. Les tribunaux, sur la provocation du ministère public, peuvent prononcer la destitution d'un notaire, sans l'avis préalable du conseil de discipline. C. C. 13 déc. 1810, t. 11, 996; C. C. 13 mai 1807, t. 8, 338.

49. Les tribunaux civils peuvent, sans violer la règle *Non bis in idem*, destituer un notaire acquitté d'une accusation de faux, pour le fait même qui a motivé

l'accusation. C. C. 13 déc. 1810, t. 11, 996; 24 juil. 1822, t. 2 de 1823, 107.

50. Ils peuvent également, par voie de discipline, prononcer la destitution d'un notaire, sur le fondement qu'il a été condamné à une peine correctionnelle comme convaincu d'escroquerie. C. C. 13 oct. 1811, t. 12, 831.

50 bis. La cour de Pau a décidé que le notaire qui a été acquitté par le jury d'une accusation de faux ne peut pas être suspendu ou destitué de ses fonctions à raison des faits mêmes qui avaient fait l'objet de cette accusation. Pau, 28 janv. 1824, t. 1 de 1825, 374.

51. Le ministère public qui propose la suspension ou la destitution d'un notaire ne peut pas, pour motiver sa demande, présenter à l'audience des faits qui n'auraient point été exprimés dans l'assignation. Pau, 28 janv. 1824, t. 1 de 1825, 374.

51 bis. Lorsqu'un notaire, accusé d'une accusation de faux dirigée contre lui à raison de plusieurs altérations, présente les minutes de ses actes, et néanmoins avoue qu'il avait commis ces altérations pour éviter des droits d'enregistrement aux parties, il peut, à raison de ces faits, qui n'ont pas fourni la matière de l'action criminelle, être poursuivi pour destitution. C. C. 13 janv. 1825, t. 1 de 1825, 359.

52. Le ministère public peut appeler en cassation un jugement qui rejette sa demande en destitution. C. C. 13 mai 1807, t. 8, 338.

52 bis. Lorsqu'un jugement a déclaré l'infirmité d'un notaire, la signification de ce jugement, faite par le procureur général, sans réserves, et avec commandement de s'y conformer, ne rend pas le jugement non recevable à en interjeter appel. C. C. 13 déc. 1824, t. 1 de 1825, 374.

53. Le ministère public ne peut pas poursuivre judiciairement la destitution d'un notaire sans assignation préalable. Turin, 12 janv. 1810, t. 11, 37.

53 bis. Les tribunaux civils ne sont pas autorisés à prononcer la destitution d'un notaire pour simple cause d'éloignement du lieu de sa résidence. Turin, 9 janv. 1810, t. 11, 16.

54. Un notaire acquitté d'un délit pour lequel il avait été poursuivi, sur le fondement que l'action était prescrite, ne peut plus ultérieurement être suspendu ou destitué de ses fonctions par voie de discipline à raison du même fait. C. C. 30 déc. 1824, t. 2 de 1825, 358.

Voy. *Adjudication publique*, et *colles*.

## ATION.

*ne constitue la novation. — Causes dont peut être susceptible l'acte qui la contient.*

La conversion d'une dette à terme en rente remboursable à volonté ne constitue une novation. C. C. 7 déc. 1814, t. 12, 751.

Le créancier qui accorde un délai au débiteur qui lui est délégué par son débiteur n'opère point novation. C. C. 13 août 1818, t. 20, 14.

Les billets à terme reçus par un créancier privilégié en paiement de sa créance ne constituent point une novation, soit qu'il ait été ou non stipulé par le débiteur qu'à défaut de paiement de ces billets à l'échéance, il rentrera dans ses droits. C. C. 16 août 1820, t. 22, 11 nov. 1823, t. 2 de 1824, 21; Paris, 12 germ. an 12, t. 4, 457.

De même, la création d'effets de commerce qui a pour objet d'acquitter une créance préexistante quelconque n'opère point novation. C. C. 28 juillet 1823, t. 24 de 1824, 345.

La cour de Paris a préjugé la question en sens contraire, en décidant que le vendeur qui acceptait un billet en paiement de son prix perdait son privilège sur la chose vendue. Paris, 14 fév. 1816, t. 12, 875.

Le vendeur d'un immeuble qui accepte en paiement du prix la délégation d'une créance, quoique sans déclarer expressément qu'il décharge et tient le billet à l'acquéreur, fait novation, et n'a point de recours contre l'acquéreur, si la chose vient à périr par un événement fortuit majeur. C. C. 19 juin 1817, t. 12, 92.

La quittance donnée par le propriétaire à son fermier, en recevant de lui le paiement de ses fermages des billets de banque qu'il a négociés depuis, opère novation, et rend le titre de la créance une novation opposable à l'exercice de tout recours sur la caution du bail. C. C. 7 janv. 1818, t. 8, 1.

La traite donnée seulement pour faciliter le paiement du prix d'un marché ne constitue pas novation. C. C. 19 août 1818, t. 12, 694.

La substitution d'une obligation hypothécaire à des billets de commerce ne constitue une novation, qui de commerce rend la créance purement civile, lorsque l'obligation ait été causée pour des affaires destinées à des affaires de commerce du débiteur. Paris, 30 nov. 1822, t. 24 de 1823, 50.

0. La délégation n'opère novation

qu'autant que le délégataire a expressément libéré le délégant, son débiteur. Turin, 11 fév. 1811, t. 12, 105.

11. Lorsqu'il n'y a pas novation, le débiteur délégué peut opposer au délégataire les exceptions qu'il a contre le délégant, quoiqu'il se soit engagé, même hypothécairement, à payer le délégataire. Turin, 9 fév. 1811, t. 12, 105.

12. On peut, en faisant novation, par exemple en convertissant une rente viagère en un capital exigible, retenir et réserver les hypothèques de la créance originaire. C. C. 15 mars 1815, t. 17, 196.

NULLITÉ. 1. Lorsqu'on s'est borné en première instance à demander la rescision d'un acte pour cause de lésion, on peut sur l'appel en provoquer la nullité. Montpellier, 22 mai 1813, t. 14, 596.

2. Lorsqu'un acte annulé ou rescindé contient des reconnaissances de fait de la part des parties, indépendantes des causes de nullité ou de rescision, ces reconnaissances ne sont pas révoquées. C. C. 29 flor. an 7, t. 1, 315.

3. On ne peut pas se faire un moyen des nullités qu'on a commises soi-même. C. C. 4 germ. an 8, t. 1, 388.

## O.

## OBLIGATION.

*Liberté nécessaire pour s'obliger.*

*Obligations qui ont une cause suffisante. — Cause licite ou illicite. — Enonciation d'une cause fautive. — Preuve de la cause d'une obligation.*

1. Une obligation souscrite en prison est nulle, si, d'une part, elle a été contractée au profit de celui dont la plainte avait donné lieu à l'incarcération, et, d'autre part, si le contractant avait juste sujet de croire que l'obligation qu'il souscrivait contribuait à hâter sa mise en liberté. Bruxelles, 28 mai 1812, t. 13, 499.

2. Dans ce cas, la nullité a lieu indépendamment de toute violence physique exercée contre le contractant. Bruxelles, 28 mai 1812, t. 13, 499.

3. Une obligation qui n'a pour cause qu'un pari est nulle, quoique déguisée sous la forme d'un effet de commerce passé au profit d'un tiers. Angers, 22 fév. 1809, t. 10, 140.

4. Les actes de bienfaisance ne peuvent pas devenir le principe d'une obligation civile. Paris, 20 fév. 1810, t. 11, 156.

5. Un billet souscrit pour prix d'une renonciation au pourvoi en cassation est



nul, comme ayant une cause illicite. C. C. 2 janv. 1823, t. 1 de 1823, 245.

6. Une obligation consentie par des sentimens d'honneur et de délicatesse a une cause suffisante, même quand il n'existerait pas d'obligation naturelle. — L'arrêt qui, en lui reconnaissant cette cause, le maintient, n'est pas susceptible de cassation. C. C. 10 mars 1818, t. 20, 211.

7. Mais cette obligation est nulle si un autre acte qu'on rapporte, et qui est passé entre les mêmes parties, indique qu'elle a réellement une cause contraire aux lois et aux mœurs. Paris, 14 juil. 1810, t. 11, 683.

8. L'obligation contractée pour réparation d'un délit est sans cause, si ce délit est reconnu non existant; on peut en demander la nullité, et exciper du jugement rendu au criminel qui déclare le corps du délit non constant. C. C. 17 mars 1813, t. 14, 310.

9. L'obligation que contracte une personne de payer une somme ou de servir une rente à un homme en place, sous la condition de se démettre de son emploi en sa faveur, a une cause licite. Le service de la rente doit être continué, quoique l'emploi ait été supprimé ultérieurement. Amiens, 18 janv. 1820, t. 22, 60.

10. La fausseté de la cause d'une obligation peut être prouvée par témoins. Ainsi, on peut prouver par témoins qu'une obligation notariée, causée pour prêt d'argent, n'a pour cause qu'une perte au jeu. Lyon, 21 déc. 1822, t. 1 de 1824, 157.

11. Les juges criminels ne sont pas compétens pour statuer sur l'existence ou la non-existence de la cause d'une obligation. C. C. 17 mars 1813, t. 14, 310.

12. L'obligation dont la cause exprimée est fausse, mais qui dans la vérité a une cause réelle et légitime, est valable. — Telle est l'obligation dont la valeur est dite fournie en numéraire, quoiqu'elle ne l'ait été qu'en effets de commerce exactement payés à leurs échéances. C. C. 2 déc. 1812, t. 13, 1014.

13. Lorsque la cause énoncée dans une obligation n'est point illicite, et qu'il n'est pas établi qu'elle soit fausse, le créancier ne peut pas être obligé de prouver autrement qu'en effet il est véritablement créancier, et comment il l'est devenu. C. C. 9 janv. 1822, t. 1 de 1823, 156.

14. On ne peut pas, après avoir reconnu la volonté confidentielle d'un défunt, revenir contre l'acte qu'on a passé pour l'accomplir. Nîmes, 3 mai 1813, t. 14, 492.

OCTROI. 1. Un droit d'octroi n'a lieu que par l'approbation du gouvernement ou l'autorisation du ministre de l'intérieur. C. C. 1820, t. 3 de 1824, 95.

2. Les marchandises en charge sur un navire ne sont pas assujetties au droit d'octroi, dès que le navire est en port. Au contraire il faut, pour qu'il ait lien à la perception des droits, qu'il introduise les marchandises dans le port même. C. C. 23 frim. an 14, t. 1 de 1824, 95.

3. Le droit d'octroi est dû sur les marchandises qu'un fabricant de draps introduit en transit dans une ville sans justification à la sortie, encore bien que ces marchandises soient destinées à sa fabrication, si d'ailleurs le fabricant n'a rempli aucune des conditions requises pour recevoir en franchise. C. C. 25 mars 1825, 582.

4. Il n'est pas nécessaire que les procès-verbaux constatant des contraventions soient lus aux contrevenans, qu'ils constatent la réquisition de ceux-ci de les signer. C. C. 9 juil. 1825, t. 9, 345.

5. Ces procès-verbaux ne sont valables pour être réguliers, qu'à l'affirmation des vingt-quatre heures. C. C. 9 juil. 1825, t. 9, 345.

6. Ils font foi jusqu'à inscription de faux, lorsqu'ils ont été affirmés en justice. C. C. 9 juin 1808, t. 9, 345.

7. Sans qu'on puisse admettre la preuve par témoins contre et outre leur contenu, les contrevenans ne peuvent pas être excusés par l'intention. C. C. 23 nov. 1825, t. 3, 37.

8. La contravention aux droits d'octroi et la saisie qui en a été la suite, ne peuvent pas rester sans effet, par ce que le contrevenant a, depuis, acquiescé au droit réclamé. C. C. 18 niv. an 10, 233.

9. Les vins qui arrivent à Paris peuvent, sans aucune formalité de justification, être retenus par la régie pour nantissement de débits de droits d'entrée qu'elle entend lui être dus par le propriétaire d'autres vins. Paris, 30 frim. an 10, t. 3, 151.

OFFICES. 1. Les difficultés élevées sur le sujet de la transmission des offices et les conditions mises à la démission des titulaires sont de la compétence des tribunaux, et doivent être jugées d'après les dispositions relatives à la vente et aux conventions en général. C. C. 13 nov. 1824, t. 1 de 1824, 241.

2. L'action en *regrés*, usitée en matière de vente d'offices sous l'empire de l'ancienne jurisprudence, n'est plus praticable.

lation actuelle. C. C. 13 nov. de 1824, 241.

Il ne peut pas valablement traiter avec le créancier des places de receveur des contributions. Paris, 23 avril 1814, t. 16,

celui qui a traité ainsi est obligé de restituer les sommes qu'il a reçues. Paris, 14 mai 1814, t. 16, 273.

Les créanciers ayant privilège ou hypothèque spéciale sur un office peuvent être satisfaits au moyen du transfert de l'office provenant de la liquidation de cet office. C. C. 28 vent. an 8,

**DE L'ÉTAT CIVIL. V. Actes de l'état civil.**

**OFFICERS de police judiciaire.** Lors- que les officiers de police judiciaire, ou actionnaires publics dénommés dans l'art. 483 du cod. d'ins. crim., sont accusés de crimes emportant la peine de mort ou autre plus grave, c'est à la cour de cassation, chambre d'accusation, qu'il faut se présenter nécessairement de prononcer sur leur mise en liberté ou en détention. C. C. 10 mai 1822, t. 2 de 13.

**OFFRES réelles.**

Qui peut faire des offres. — A quel domicile. — Formalités de l'exploit. — Quel tribunal peut connaître. — Quelles conditions peuvent y être apposées. — Étendue des offres. — Nullité.

Un tiers, quoique sans intérêt personnel à l'acquittement de la dette, peut faire des offres, et elles constituent le créancier demeure. Paris, 11 août 1806, t. 1.

Un tiers ne peut mettre à ses offres la condition de subrogation. C. C. 1813, t. 15, 202.

Le créancier qui, malgré des offres, poursuit la vente des meubles du débiteur, en vertu d'une ordonnance de référé, est responsable des dommages et intérêts. Paris, 11 août 1806, t. 7, 465.

L'acquéreur sur expropriation forcée peut valablement faire des offres aux créanciers saisis. Paris, 20 août 1813, t. 15, 407.

Les offres réelles faites au créancier par le débiteur, et ratifiées par lui, sont valablement faites au domicile élu dans son opposition. C. C. 14 mai 1824, t. 1, 61.

6. Les offres réelles faites à des créanciers en masse, au domicile élu dans l'inscription, ne sont pas régulières. Paris, 20 août 1813, t. 15, 417.

7. Un exploit d'offres réelles des arrérages échus d'une rente constituée portable est nul, s'il est remis en parlant au créancier trouvé dans la ville où la rente est payable, au lieu d'être remis dans sa maison désignée pour le paiement. C. C. 8 avril 1818, t. 20, 302.

8. Il suffit d'un seul exploit d'offres réelles pour deux époux qui étaient communs en biens lors de l'aliénation qui donne lieu à ces offres, et qui, depuis, s'étant séparés de biens, n'ont pas notifié à l'acquéreur le jugement de séparation. Paris, 15 mai 1816, t. 18, 415.

9. Lorsque des offres réelles sont faites pour empêcher l'effet d'une demande en validité de saisie-arrest ou en délivrance du deniers, c'est le tribunal saisi de cette demande qui doit nécessairement connaître de celle formée en validité des offres. Paris 9 flor. an 11, t. 3, 442.

10. Le tribunal de commerce du lieu où une lettre de change est payable doit connaître de la demande en validité des offres réelles faites relativement à cette lettre de change. C. C. 12 fév. 1811, t. 12, 135.

11. Lorsque, après une saisie-exécution, le débiteur fait des offres, il peut y apposer la condition de vérifier les effets saisis. C. C. 31 janv. 1820, t. 22, 95.

12. Un arrêt de la cour de Paris a au contraire jugé que des offres faites sous une condition quelconque ne pouvaient suspendre les poursuites. 12 déc. 1820, t. 22, 866.

13. Les offres réelles que fait un fermier du montant de ses fermages doivent comprendre le montant des impositions dont il est chargé. C. C. 22 therm. an 9; t. 2, 105.

14. Les offres réelles dans lesquelles le débiteur n'a point compris, comme frais liquidés, le coût de l'enregistrement des actes, qu'il a su avoir été acquitté par le créancier, sont nulles. Paris, 6 août 1824, t. 2 de 1825, 444.

15. Le créancier à qui il a été fait des offres réelles peut en demander la nullité par action principale : il n'est pas obligé d'attendre que celui qui a fait les offres agisse, pour en faire prononcer la validité. C. C. 18 août 1813, t. 15, 407.

**OPPOSITION.** 1. Les formalités exigées pour les oppositions à la trésorerie ne sont pas nécessaires pour celles faites entre les mains des délégués des fournisseurs de la marine. C. C. 3 prair. an 9, t. 2, 41.

2. On ne peut assimiler une simple opposition faite par un créancier, dans les mains d'un tiers, à une saisie-arrêt, et la considérer comme sujette à péremption. C. C. 1 frim. an 10, t. 2, 184.

### **OPPOSITION aux jugemens et arrêts par défaut.**

§ 1. *Quels jugemens sont ou non susceptibles d'opposition. — Qui peut former opposition.*

§ 2. *Délais de l'opposition.*

§ 3. *Formes de l'opposition.*

§ 4. *Juges qui connaissent de l'opposition. — Compétence.*

§ 5. *Effets de l'opposition.*

#### **I. Jurisprudence antérieure au code de procédure.**

1. Un jugement par défaut rendu en arbitrage forcé était susceptible d'opposition, et cette opposition, depuis la suppression de l'arbitrage forcé, devait être portée devant les tribunaux ordinaires. C. C. 23 mes. an 10, t. 2, 554.

2. Dans le ressort du parlement de Paris, on admettait l'opposition aux jugemens par défaut faute de comparoir, après la huitaine; mais depuis la suppression de cette cour, l'ordonnance de 1667 a repris son empire. C. C. 25 brum. an 11, t. 3, 97.

3. Sous l'ordonnance de 1667, on n'avait que huitaine, depuis sa signification, pour former opposition à un jugement par défaut du tribunal de commerce. C. C. 6 therm. an 11, t. 3, 619.

4. Sous l'ordonnance de 1667, on ne devait comprendre dans le délai de huitaine, pour former opposition, ni le jour de la signification, ni le jour de l'échéance. C. C. 3 vent. an 4, 21 niv. an 9, t. 1, 114 et 115.

5. L'opposant n'avait pas droit à un délai supplémentaire, à raison des distances. C. C. 21 niv. an 9, t. 1, 115.

6. Une chambre de cour d'appel ne pouvait connaître de l'opposition formée à un jugement prononcé par une autre chambre; mais son incompétence était couverte par une défense au fond. C. C. 1 brum. an 12, t. 4, 27.

#### **II. Jurisprudence du code civil.**

§ 1. — *Quels jugemens sont ou non susceptibles d'opposition. — Qui peut former opposition.*

7. Les arrêts par défaut rendus sur appel d'ordonnances de référé sont susceptibles d'opposition. Bruxelles, 7 août 1807, t. 8, 537.

8. Le jugement ou l'arrêt qui statue sur

le profit du défaut joint n'est pas susceptible d'opposition de la part de ceux qui ont comparu au jugement de jonction. C. 13 nov. 1823, t. 3 de 1824, 545; Paris, 29 mai 1812, t. 13, 504; Montpellier, 6 juil. 1812, t. 13, 702; Montpellier, 1822, t. 1 de 1824, 118; Rouen, 1821, t. 23, 718; Lyon, 30 nov. 1824, t. 1 de 1825, 435.

9. Il en serait de même, quoiqu'un jugement définitif eût été précédé d'un jugement préparatoire, rendu depuis la signification, et lors duquel l'opposant n'aurait comparu. Montpellier, 6 juil. 1824, t. 1 de 1824, 118.

10. Ces dispositions s'appliquent aux jugemens des tribunaux de commerce, 15 fév. 1810, t. 11, 141.

11. On peut former opposition à un jugement par défaut rendu à tour de rôle. C. C. 3 pluv. an 12, 18 niv. an 13, 4 mars 1807, t. 4, 26.

12. On ne peut former opposition à un jugement par défaut contre lequel on a déjà épuisé la voie de la cassation. C. C. 15 fév. 1823, t. 2 de 1823, 303.

13. Lorsque, de deux débiteurs solidaires, l'un est condamné contradictoirement et l'autre par défaut, celui-ci peut former opposition; mais le défaut n'en profite pas. C. C. 3 juin 1806, t. 3, 335.

14. Les syndics et les créanciers d'une faillite ne peuvent former opposition à un jugement par défaut prononcé contre les agens de la faillite. Montpellier, 6 juil. 1822, t. 1 de 1824, 118.

#### **§ 2. — Délais de l'opposition.**

15. On a huitaine, non du jour de la signification, mais du jour du premier acte d'exécution, pour former opposition à un jugement par défaut faute de comparoir. C. C. 18 avril 1811, t. 12, 367; Paris, 7 juin 1814, t. 16, 367.

16. Le jour de la signification n'est pas compris dans le délai de huitaine pour former opposition. Turin, 27 niv. an 12, t. 13, 406.

17. Lorsqu'un avoué, après avoir été constitué, ne se présente pas à l'audience ou ne s'y présente que pour dire qu'il n'a ni pouvoir ni pièces, ou qu'il ne veut pas accepter le mandat, le jugement qui intervient est censé rendu contre la partie ayant avoué, et le délai de huitaine pour former opposition est de huitaine, du jour de la signification. Limoges, 26 fév. 1812, t. 13, 182; C. C. 4 mai 1812, t. 13, 439; Paris, 2 oct. 1810, t. 11, 868; Rome, 5 oct. 1811, t. 12, 621; Bruxelles, 24 oct. 1810, t. 11, 503.

Il y a quelques arrêts en sens re. Limoges, 9 nov. 1808, Nismes, 1808, 31 déc. 1808, t. 9, 631.

Une saisie-exécution faite avant la n'empêche pas l'opposition. Paris, 1815, t. 17, 618.

Si, depuis le jugement par défaut, le condamné a constitué un avoué, la signification du jugement à cet avoué ne peut pas courir le délai de l'opposition; mais que depuis l'exécution. Caen, 1813, t. 14, 495.

Le délai de l'opposition court à partir de l'acte par lequel il est connu que le défaillant a acquis la connaissance du jugement rendu contre lui. 30 juin 1812, t. 13, 617.

On n'a que huit jours, depuis la signification, pour former opposition à un jugement par défaut faute de plaider, rendu par un tribunal de commerce. C. C. 5 fév. 1824, t. 2 de 1824, 527; 13 nov. 1823, t. 1 de 1823, 310.

Suivant la cour de Paris, l'opposition est recevable jusqu'à l'exécution du jugement. 22 mai 1824, t. 3 de 1824, 28. Le délai de l'opposition aux jugements émanés des tribunaux de commerce à compter de la signification faite en conformité de l'art. 422 du Code de proc. C. C. 13 nov. 1822, t. 1 de 1822, 310.

Dans la huitaine accordée pour former opposition à un jugement par défaut faute de plaider, on doit comprendre le jour de la signification à l'avoué et celui de l'expiration. C. C. 5 fév. 1811, t. 12, 88.

La cour de Nismes a décidé en sens contraire. 22 déc. 1807, t. 8, 702.

Lorsque la huitaine accordée pour former opposition expire un jour férié, elle est réduite à sept jours. C. C. 6 fév. 1812, t. 13, 649.

Suivant la cour de Nanci, l'opposition peut être faite le lendemain du jour férié. 23 juil. 1812, t. 13, 710.

Les délais pour former opposition à un jugement par défaut faute de comparaître, rendu contre un étranger, doivent être augmentés à raison de l'éloignement du domicile. Trèves, 17 fév. 1813, t. 14, 153.

L'opposition formée par acte extraordinaire à un jugement par défaut non encore exécuté peut être renouvelée par requête au premier acte d'exécution. C. C. 1823, t. 1 de 1824, 123; Metz, 12 fév. 1818, t. 20, 106.

L'opposition formée sur un procès de saisie-exécution doit, sous peine d'irrecevabilité, être réitérée par requête dans le délai de huitaine. Riom, 2 août 1811, t. 20, 606.

On peut utilement réitérer son op-

position jusqu'au premier acte d'exécution, si la première est nulle ou irrégulière. C. C. 18 avril 1811, t. 12, 349; Colmar, 10 janv. 1816, t. 18, 20; Turin, 27 fév. 1809, t. 10, 156.

33. La partie défaillante à qui on a signifié le jugement avec l'exécutoire de dépens et commandement, et qui a protesté contre toute exécution en déclarant former opposition à la sentence, n'a que huit jours pour réitérer son opposition. C. C. 5 déc. 1822, t. 1 de 1824, 441.

34. Dans le délai de huitaine, accordé pour réitérer par requête son opposition, on doit comprendre le jour de la signification et celui de l'échéance. C. C. 18 avril 1811, t. 12, 349.

35. Ce délai doit être augmenté d'un délai supplémentaire à raison des distances. C. C. 16 mars 1813, t. 14, 304; Rennes, 15 mars 1809, t. 10, 198.

36. L'opposition à un arrêt par défaut qui réforme un jugement du tribunal de commerce doit être réitérée dans les huit jours avec assignation. Nismes, 9 août 1819, t. 21, 556.

37. Le tribunal ne peut pas suppléer d'office la fin de non recevoir résultant de ce que l'opposition n'a pas été faite dans le délai prescrit. C. C. 14 mes. an 13, t. 6, 306.

### § 3. — *Formes de l'opposition. — Procédure.*

38. L'opposition peut être formée par déclaration au bas d'un des actes tendans à exécution. Paris, 5 oct. 1815, t. 17, 618.

39. La partie qui n'a pas d'avoué peut former son opposition par exploit d'ajournement, sans être tenue de la réitérer par requête. Nismes, 13 juin 1810, t. 11, 594.

40. Ou par requête signifiée à personne ou domicile. Trèves, 10 avril 1810, t. 14, 769.

41. L'énonciation de la date est essentielle dans l'original et la copie d'un exploit de signification de la requête d'opposition. Bruxelles, 30 avril 1807, t. 8, 314.

42. La requête d'opposition à un jugement par défaut qui donne congé de la demande est suffisamment motivée quand elle rappelle l'exploit introductif d'instance qui était libellé. Rennes, 5 juil. 1811, t. 12, 539.

43. De même l'opposition à un arrêt par défaut est suffisamment motivée lorsqu'elle se réfère à l'acte d'appel où les griefs sont exprimés. Bruxelles, 7 janv. 1808, t. 9, 24.

44. Il ne suffit pas que la requête énonce une disposition de loi sur laquelle est fondée l'opposition: il faut qu'elle fasse connaître les faits et les moyens qui la motivent. Bruxelles, 5 fév. 1811, t. 12, 96.

45. L'erreur dans l'indication de la date d'un jugement ou arrêt par défaut n'entraîne pas la nullité de l'opposition, surtout si l'on a relaté la date de la signification qui en a été faite. C. C. 2 avril 1823, t. 3 de 1823, 353.

46. L'opposition à un jugement de justice de paix peut être signifiée par tout autre huissier que celui du juge de paix. C. C. 6 juil. 1814, t. 16, 469.

47. L'avoué qui a obtenu un arrêt par défaut doit occuper sur l'opposition, s'il n'a pas été expressément révoqué, lors même qu'il déclare n'avoir plus ni pouvoir ni mission de sa partie. C. C. 1 août 1810, t. 11, 746.

§ 4. — *Juges qui connaissent de l'opposition. — Compétence.*

48. L'opposition à un jugement ou arrêt par défaut peut être jugée par une chambre de la cour ou du tribunal autre que celle qui a prononcé le défaut. C. C. 13 nov. 1823, t. 3 de 1824, 515.

§ 5. — *Effets de l'opposition.*

49. L'opposition qui n'est formée qu'après huitaine ne peut suspendre l'exécution du jugement. Bruxelles, 14 vent. an 12, t. 4, 340.

50. C'est la partie qui succombe sur l'opposition qui doit supporter les frais de la contumace. Paris, 13 mars 1823, t. 3 de 1823, 110.

51. Suivant la cour de Rouen, l'intimé opposant devrait les frais de contumace, lors même que l'opposition serait formée à un arrêt par défaut, réformatif d'un jugement qui, rendu en dernier ressort, n'était pas susceptible d'appel. 9 janv. 1806, t. 7, 21.

52. La cour de Rome a jugé que le défaillant doit la refusion des dépens de contumace. 17 janv. 1811, t. 12, 34.

**OPPOSITION aux jugemens et arrêts criminels et correctionnels par défaut.**

1. L'arrêt rendu en matière de police correctionnelle, hors la présence de l'appelant, est susceptible d'opposition. C. C. 22 août 1811, t. 12, 710.

2. Les arrêts par défaut de cours d'assises, sont susceptibles d'opposition. C. C. 20 fév. 1823, t. 2 de 1823, 287.

3. La partie civile contre laquelle il a été rendu un jugement par défaut, en matière de police correctionnelle, a le droit d'y former opposition. C. C. 26 mai 1824, t. 1 de 1825, 15.

4. On ne doit pas, en cette matière, considérer comme étant rendu contradictoirement le jugement qui, après un précédent sur lequel toutes les parties ont fait l'exposé de l'affaire, et portant remise de la cause, pour entendre les plaidoiries, est prononcé en l'absence

de l'une d'elles, et sans qu'il ait de conclusions en son nom. C. C. 1824, t. 1 de 1825, 15.

5. La partie civile condamnée faut, par la cour d'assises, à damages et intérêts envers l'accusé, former opposition devant la cour qui a rendu l'arrêt, ou si elle ne le peut avant sa clôture, devant la cour d'appel suivante. C. C. 19 avril 1811, t. 11, 363.

**OPTION.** 1. Le délai fixé pour opter entre deux condamnations n'est point un terme de grâce, et ne court que du jour de la signification du jugement. Nismes, 1813, t. 14, 516.

2. Ce terme est de rigueur. C. C. 1812, t. 13, 312.

3. Lorsqu'un jugement accorde un délai et fixe un délai pour la faire, celui-ci est suspendu par l'appel du jugement et ne reprend son cours qu'à la signification de l'arrêt confirmatif. 12 juin 1810, t. 11, 589.

**ORDRE.**

**SECT. 1<sup>re</sup>. De l'ordre en général.**

— Qui peut le poursuivre, intervenir ou le contester. Dans quel délai peut-on le former. — Déchéance.

1. L'ordre clos et arrêté sur une adjudication n'est point annulé par une revente sur folle enchère. L'ordre doit s'appliquer au prix de la vente. C. C. 12 nov. 1821, t. 23, 15.

2. L'acquéreur qui trouve plus de créanciers inscrits peut provoquer l'ordre et il a pour ses frais de poursuite le privilège auquel ne peut nuire celui du vendeur. Paris, 13 janv. 1814, t. 11, 340.

3. Mais s'il a renoncé à la faire, il ne peut plus la provoquer sans encourir des dommages et intérêts. C. C. 28 juil. 1819, t. 21, 515.

4. Les créanciers qui n'ont pas comparu au procès verbal d'ordre peuvent faire devant le tribunal, lors que l'adjudication a été poursuivie avant l'expiration du mois accordé aux créanciers pour se faire inscrire. C. C. 15 juin 1820, t. 20, 15.

5. Le créancier produisant, et qui n'a point contredit, ne peut intervenir sur les conclusions élevées au sujet du prix provisoire. C. C. 12 déc. 1811, t. 11, 762; Orléans, 29 août 1821, t. 24, 15.

6. Suivant la cour de Paris, le créancier peut s'unir aux autres créanciers contestans qui n'ont pas subi la folle enchère. 11 mars 1813, t. 14, 286.



Un créancier, ni la partie saisie, peuvent contredire, après les délais, si l'ordre est clos. Paris, 26 avril 1814, 473.

Lorsque la dénonciation de l'état d'ordre a été faite aux créanciers et à la partie saisie, par deux actes, à des dates différentes, le délai pour contredire ne commence à courir qu'à compter de la date du dernier acte. Paris, 25 janv. 1815, t. 17, 60.

Dans le délai pour contredire, on ne peut pas comprendre le jour de la signification de l'état de collocation. C. C. 27 janv. 1815, t. 17, 142.

Il n'est pas nécessaire que les créanciers soient comparus en présence du juge-commissaire. C. C. 27 fév. 1815, t. 17, 142.

1. Le créancier qui demande, après le jour de la sommation, d'être colloqué de préférence à tout autre établit par cela même un contredit qui oblige le juge-commissaire à renvoyer les parties à l'audience. Riom, 7 juin 1817, t. 19, 546.

2. Lorsque, dans le cours d'une instance de contribution, il survient de nouvelles sommes qui augmentent la masse à répartir, il faut faire de nouvelles répartitions. Toutefois ces nouvelles sommes ne sont nécessaires qu'à l'égard des créanciers opposans. Paris, 27 juin 1814, t. 12, 509.

3. Les notifications et sommations de faire dans un ordre ne sont pas valablement faites au domicile élu dans l'inscription prise par le conservateur, si, postérieurement, le créancier venant avait formé une nouvelle inscription, dans laquelle il avait élu un domicile différent. C. C. 21 déc. 1824, t. 2 de 1825, 417.

4. Les créanciers peuvent produire valablement après le mois de la sommation tant que le juge-commissaire n'a pas son procès-verbal, ni arrêté le règlement provisoire. Paris, 11 déc. 1822, t. 2 de 1823, 470; Riom, 7 juin 1817, t. 19, 546; Rouen, 13 août 1813, t. 15, 835; C. C. 22 janv. 1806, t. 7, 45; Paris, 13 fruct. an 13, t. 6, 433.

5. Par un autre arrêt, la cour de Paris a décidé au contraire que les créanciers étaient forclos par la seule expiration du mois, sans avoir produit. Paris, 10 août 1811, t. 12, 668.

6. Le créancier qui a produit à l'ordre ne perd pas le bénéfice de sa production, en retirant ses titres pour une autre affaire, s'il exprime le motif de son retrait et fait des réserves. C. C. 15 mars 1816, t. 17, 196.

7. Lorsqu'un ordre n'a été clos que par une ordonnance illégale du juge-

commissaire, laquelle est annulée, les productions faites postérieurement doivent être admises, sauf à en faire supporter les frais aux créanciers retardataires, dans le cas prévu par l'art. 757 du cod. de proc. C. C. 9 déc. 1824, t. 2 de 1825, 417.

18. La déchéance est de droit, et doit être suppléée par les juges: ainsi une partie ne peut se prévaloir de ce qu'elle n'a pas été demandée en première instance. Orléans, 29 août 1821, t. 23, 624.

Voir la même question, t. 12, 509.

SECT. II. Devant quel tribunal un ordre doit être poursuivi.

19. Lorsque plusieurs immeubles appartenant au même débiteur ont été vendus par voie d'expropriation devant plusieurs tribunaux, et qu'un ordre a été ouvert devant chacun de ces tribunaux, il n'y a pas lieu de joindre les ordres, et d'en attribuer la connaissance exclusive à l'un des tribunaux saisis. C. C. 3 janv. 1810, t. 11, 4.

20. Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, les ventes faites sur publications et affiches volontaires, par le ministère d'un seul juge, n'étaient point attributives du règlement de l'ordre. C. C. 27 frim. an 14, t. 6, 568.

21. L'ordre et la distribution du prix des biens d'un mineur, vendus devant un seul juge, appartiennent au tribunal où l'adjudication a eu lieu, à l'exclusion de celui de la situation des biens. C. C. 26 frim. an 14, t. 6, 566.

22. Lorsque des immeubles dépendans d'une succession non encore partagée ont été vendus par licitation, l'ordre doit être poursuivi devant le tribunal du lieu de l'ouverture de la succession, et non devant celui du lieu de la situation des biens. Paris, 23 mai 1810, t. 11, 510; C. C. 21 juil. 1821, t. 23, 505.

23. D'autres arrêts ont décidé, au contraire, que dans ce cas la poursuite d'ordre doit être portée devant le tribunal de la situation des biens. C. C. 18 avril 1809, t. 10, 294; 3 sept. 1812, t. 15, 835; Paris, 26 juin 1813, t. 15, 125.

24. Lorsqu'un immeuble saisi est, du consentement des créanciers inscrits, vendu par le débiteur lui-même, l'ordre doit être ouvert devant le tribunal de la situation de cet immeuble, lors même que la saisie immobilière aurait été poursuivie devant un autre tribunal, et que d'autres immeubles situés dans le ressort de ce dernier tribunal eussent été compris dans la vente. C. C. 13 juin 1809, t. 10, 479.

SECT. III. Entre quels créanciers l'ordre doit avoir lieu.

25. Après l'expropriation, le poursui-

vant doit appeler à l'ordre tous les créanciers inscrits sur le dernier et sur les précédens propriétaires de l'immeuble, ainsi que ceux qui ont une hypothèque légale. Riom, 8 juin 1811, t. 12, 466; 8 juin 1810, t. 11, 580.

26. L'indication de ces créanciers doit être faite par l'adjudicataire, lorsqu'il est intéressé à l'extinction de toutes les hypothèques. Riom, 8 juin 1811, t. 12, 466; 8 juin 1810, t. 11, 580.

27. Lorsque l'adjudicataire d'immeubles situés dans divers arrondissemens, et qui lui ont été vendus pour un seul et même prix, n'a indiqué au poursuivant que les créanciers inscrits dans un seul bureau, l'ordre ouvert entre ces créanciers est valable. C. C. 11 fruct. an 12, t. 4, 695.

28. Le motif de considération pris de ce que le créancier peut user du droit de faire résoudre la vente, à défaut de paiement, n'est pas suffisant pour déterminer la collocation de sa créance, sous prétexte qu'il sera plus avantageux aux créanciers inscrits de ne pas courir la chance de cet événement. Amiens, 27 nov. 1824, t. 2 de 1825, 306.

#### SECT. IV. Procédure de l'ordre. — Confection de l'ordre. — Nullités. — Jugement.

29. L'instance d'ordre peut se poursuivre en temps de vacations. C. C. 10 janv. 1815, t. 17, 20; Paris, 26 avril 1813, t. 14, 473.

30. On ne peut pas, dans une procédure d'ordre, faire valablement des actes au greffe, après sa fermeture. C. C. 27 fév. 1815, t. 17, 142.

31. Les significations relatives à l'ordre, et même celle du jugement d'ordre, doivent, à peine de nullité, être faites au domicile réel des vendeurs, et non au domicile élu dans l'inscription. Paris, 31 mai 1813, t. 14, 632.

32. Quand il s'élève des contestations sur le règlement provisoire, les parties ne peuvent plaider, soit avant, soit après le rapport, à l'audience où il y est statué. Nanci, 23 juil. 1812, t. 13, 710; Montpellier, 26 fév. 1810, t. 11, 176.

33. Il n'est pas nécessaire que le ministère public soit entendu dans une instance d'ordre où un créancier majeur et maître de ses droits agit seul contre la masse. Paris, 9 août 1817, t. 19, 808.

34. Le poursuivant doit faire, par acte d'avoué à avoué, à chaque créancier produisant, sommation de contredire; il n'en est pas dispensé même à l'égard du créancier qui aurait le même avoué que lui. Nismes, 17 mars 1819, t. 21, 198.

35. Suivant la cour de Grenoble, au con-

traire, la sommation faite aux avoués et autres créanciers suffit pour mettre demeure les créanciers pour qui l'ordre du poursuivant occupe. 6 août 1824, t. 2 de 1824, 486.

36. Un même avoué peut, dans un ordre, occuper pour divers créanciers ayant intérêts opposés. Grenoble, 6 août 1824, t. 3 de 1824, 486.

37. Une poursuite d'ordre ne peut être annulée sur le fondement que la prescription du poursuivant est jugée prescrite. Paris, 15 avril 1809, t. 10, 486.

38. En supposant que le procès de collocation provisoire ne puisse être fait un jour férié, la nullité qui en résulterait doit être proposée dans le mois qui suit la dénonciation de ce procès. C. C. 10 janv. 1815, t. 17, 20.

39. Les mémoires, requêtes et écritures, signifiés par le poursuivant, ne doivent point être portés en taxe. Paris, 2 germ. an 13, t. 1, 486.

40. Lorsqu'une partie seulement des biens adjugés en bloc a été hypothéquée à l'un des créanciers qui se présente à l'ordre, il faut faire une ventilation pour connaître le prix de la portion spécialement hypothéquée. Paris, 9 juin 1816, t. 16, 383.

41. Les créanciers postérieurs à ceux inscrits pour des droits éventuels peuvent être colloqués provisoirement sur les biens affectés à cette éventualité, à la condition de donner caution, s'il y a lieu. C. C. 10 frim. an 14, t. 6, 523.

42. Un créancier inscrit sur plusieurs immeubles, après avoir requis la collocation dans l'ordre du prix de l'un d'eux, a pu abandonner sa poursuite, et se colloquer dans un autre ordre, malgré la réclamation des créanciers, qui sont tenus de ce changement. Paris, 31 août 1817, t. 17, 603.

43. Le créancier qui a un privilège sur plusieurs immeubles vendus peut se colloquer sur le prix de celui de ces immeubles qu'il juge convenable de préférer. Paris, 31 août 1810, t. 11, 840.

44. Un créancier avec hypothèque générale peut, lorsque l'ordre s'ouvre devant plusieurs tribunaux, se faire colloquer en totalité sur le prix d'un seul d'eux, au préjudice d'un créancier ayant une hypothèque spéciale sur le même immeuble. Paris, 24 nov. 1816, t. 16, 710.

45. Quid si l'ordre ne s'ouvre que devant un même tribunal? *Ibid.*

46. Depuis, la même cour et la cour de cassation ont décidé que, lorsque des hypothèques spéciales se trouvent en concours avec une hypothèque générale, celle-ci doit être restreinte sur certains biens.

ables, de manière à ne pas nuire à  
des hypothèques spéciales, et  
doit être colloquée d'abord sur les  
affectés au créancier spécial dernier  
et ainsi de suite en remontant.  
13 août 1816, t. 18, 726; C. C. 16-  
11, t. 23, 487.

Le créancier d'une rente viagère, hypothèque sur plusieurs immeubles peut, après avoir obtenu sur l'un la collocation d'une somme suffisante pour assurer le service de sa rente, obtenir une nouvelle collocation sur les autres immeubles. Paris, 20 avril 1816, 268 ; 31 juil. 1813, t. 15, 22.

Le créancier colloqué pour un capital productif d'intérêts doit l'être au premier rang pour les intérêts échus de l'adjudication jusqu'au paiement de son capital.  
C. C. 22 nov. 1809, t. 10, 789.

Le vendeur dont le privilège a été  
 éteint par la transcription ou par une  
 cession a droit d'être colloqué pour  
 ses intérêts échus depuis la vente  
 au paiement définitif. C. C. 1 mai  
 1819, 595; Montpellier, 21 mars  
 1823, 512.

Plusieurs cours avaient décidé, l'empire de la loi du 11 brum. que le vendeur ne pouvait être que pour trois années d'intérêts de son contrat. C. C. 4 frim. 116, 523; Nîmes, 12 déc. 1811, 61.

Une simple opposition au décret  
semble saisi sur le débiteur, for-  
mant tout jugement de condamna-  
tion, a pu, depuis le nouveau régime  
légal, donner au créancier pri-  
vilegié le droit de se faire colloquer par  
règle à la date de son opposition,  
des intérêts de sa créance. Paris, 26  
1808, t. 9 ; 190.

Lorsque, aux termes d'un contrat  
acte, les honoraires du notaire, les  
d'enregistrement et de transcription  
à la charge du vendeur, l'acquéreur  
les a néanmoins payés ne peut les  
vir sur son prix au préjudice des cré-  
anciers inscrits, en se faisant colloquer à  
effet dans l'ordre. Paris, 14 août  
1871.

Les frais de justice doivent-ils être  
gués sur le prix des immeubles,  
que le créancier n'en a pas provoqué  
allocation sur le prix des meubles,  
que suffisant pour les acquitter?

4. La régie doit, pour des droits de mutation, demander à être comprise dans un tableau ouvert sur le prix des biens de la cession, et non pas poursuivre son paiement sur les revenus de ces biens. C. 9 mars 1808, t. 9, 164.

55. Il n'est pas indispensable de dénoncer l'état de collocation provisoire aux créanciers chirographaires qui ont figuré par un dire au procès verbal. Paris, 11 août 1812, t. 13, 741.

56. La dénonciation à la partie saisie de l'état de collocation provisoire est suffisamment prouvée par le visa que contient l'ordonnance du juge-commissaire. Paris, 11 août 1812, t. 13, 741.

57. Un juge commissaire n'est pas compétent pour statuer sur la validité et les effets du désistement d'une demande en collocation, et la clôture de l'ordre qu'il fait en conséquence n'est pas régulière et valable. C. C. 9 déc. 1824, t. 2 de 1825, 417.

58. L'ordonnance du juge-commissaire qui clôture l'ordre ne peut être attaquée devant le tribunal de première instance par la voie de l'opposition. Paris, 11 août 1812, t. 13, 741.

59. Le jugement rendu sur le rapport du juge-commissaire, en l'absence de la partie contestante, n'est pas susceptible d'opposition, quoiqu'il énonce qu'il a été rendu par défaut. C. C. 19 nov. 1811, t. 12, 878; Paris, 28 janv. 1809, t. 10, 64.

60. La cour de Liège a décidé en sens contraire. 19 fév. 1810, t. 11, 147.

61. Il n'est pas nécessaire de signifier un jugement d'ordre aux créanciers en sous-ordre qui y figurent et qui doivent profiter de la collocation: il suffit de le signifier aux créanciers directement colloqués. C. C. 2 mai 1810, t. 11, 333.

## SECT. v. Effets de la collocation.

62. Le paiement fait par l'acquéreur. aux créanciers colloqués dans un ordre dressé à l'amiable entre eux le libère, et s'il se présente de nouveaux créanciers qui priment tous ou quelques uns des créanciers colloqués, ceux-ci doivent restituer. C. C. 31 janv. 1815, t. 17, 70; 9 nov. 1812, t. 13, 927.

63. L'acquéreur est également bien libéré lorsqu'il n'a payé qu'en vertu d'un jugement d'ordre non attaqué, quoique les significations relatives à l'ordre et celle du jugement soient depuis déclarées irrégulières et nulles. Paris, 31 mai 1813, t. 14, 632.

64. La collocation en ordre utile d'une créance hypothécaire ne peut être assimilée à un paiement réel de la dette ; elle n'est qu'une simple indication de paiement qui laisse subsister l'obligation primitive contre le débiteur originaire et ses cautions, dans le cas où le montant du bordereau n'est pas rempli par l'acquéreur. Colmar, 22 avril 1815, t. 17, 271.

65. La collocation en ordre utile des

arrérages d'une rente ne rend pas ces arrérages productifs d'intérêts. Paris, 17 nov. 1815, t. 17, 674.

66. La collocation des créances en ordre utile n'en fait cesser les intérêts qu'en faveur du débiteur originaire. L'adjudicataire doit ceux du prix de l'adjudication jusqu'à paiement ou consignation. C. C. 16 mars 1814, t. 16, 233; Paris, 7 juil. 1814, t. 15, 187.

67. Lorsque, après la clôture d'un ordre, un des créanciers colloqués restitue une somme portée par erreur dans son bordereau, le montant en appartient à tous les créanciers indistinctement, et non aux créanciers hypothécaires sur lesquels les fonds ont manqué. Bourges, 13 fév. 1824, t. 3 de 1824, 178.

68. L'adjudicataire qui, conformément au cahier des charges, a payé le prix de son acquisition dans les mains d'un notaire désigné, peut attaquer par la tierce opposition un état de collocation arrêté entre les créanciers, et qui aurait pour objet de lui faire payer une seconde fois le prix de son acquisition. C. C. 12 déc. 1821, t. 23, 731.

## SECT. VI.

§ 1. *De l'appel en général.*

§ 2. *De quels jugemens on peut appeler.*

§ 3. *Quelles personnes peuvent appeler ou intervenir.*

§ 4. *Contre qui l'appel doit être dirigé.*

§ 5. *Délais de l'appel.*

§ 6. *Formes de l'appel. — Compétence. — Signification.*

§ 7. *Cassation.*

§ 1. — *De l'appel en général.*

69. L'appel d'un jugement d'ordre ne peut point être réputé matière sommaire. Paris, 13 déc. 1809, t. 10, 841.

70. Ainsi les dépens doivent en être taxés comme en matière ordinaire. *Ibid.*

71. On peut, en matière d'ordre, proposer en appel des griefs qui n'ont pas été opposés en première instance, et qui n'ont pas été énoncés dans l'acte d'appel. Trèves, 11 mars 1812, t. 13, 230.

§ 2. — *De quels jugemens rendus sur l'ordre on peut appeler.*

72. On peut appeler de l'ordonnance du juge-commissaire qui déclare un ordre clos et terminé, et qui statue, même implicitement, sur le fait d'une contestation élevée devant lui. Riom, 7 juin 1817, t. 19, 546.

73. Mais cette ordonnance n'est susceptible ni d'opposition, ni d'appel, que les collocations provisoires n'aient été contestées dans le délai prescrit. Paris, 3 août 1812, t. 13, 727; Rouen, 10 mars 1809, t. 10, 228. — V. *Déclat.* sort, n. 23.

74. L'ordonnance par laquelle le juge-commissaire, en opérant la clôture de l'ordre, rejette une demande en radiation, est susceptible d'appel. Montpellier, 9 juin 1823, t. 2 de 1825, 458.

74 bis. L'appel de cette ordonnance peut être valablement interjeté dans la huitaine de la prononciation. Montpellier, 9 juin 1823, t. 2 de 1825, 458.

§ 3. — *Quelles personnes peuvent appeler d'un jugement d'ordre ou intervenir sur l'appel.*

75. Quoique la partie expropriée n'ait pas contredit au procès verbal de la saisie, elle peut appeler du jugement intervenu sur une opposition formée à ce procès verbal. Metz, 22 mars 1817, t. 18, 176.

76. Un créancier ne peut appeler d'un jugement d'ordre contre le pourvoyeur, lorsque la collocation de celui-ci n'est pas à ses intérêts. Paris, 9 fév. 1809, t. 10, 92.

77. Un créancier ne peut ni appeler ni intervenir sur l'appel d'un jugement d'ordre, lorsque, somme de sa créance, il ne l'a pas fait dans le délai prescrit. Paris, 10 mars 1809, t. 10, 176.

78. Ou lorsqu'il n'a pas appelé, dans le mois, contre l'ordonnance du juge-commissaire qui l'éliminait de l'ordre. Paris, 9 fév. 1809, t. 10, 92.

79. Tous les créanciers d'un ordre peuvent appeler en masse du jugement qui accorde une collocation, quoiqu'elle ait été contestée en première instance par celui d'entre eux qui a poursuivi l'ordre. C. C. 13 déc. 1808, t. 9, 701.

80. Sous l'empire de la loi du 14 frim. an 7, la partie saisie qui n'avait pas testé, en première instance, le fait des droits des créanciers venant en ordre utile, ne pouvait sur l'appel contester le rang de collocation que leur accordait le jugement d'ordre. Paris, 6 therm. an 13, t. 6, 340.

81. Sous l'empire de la même loi, les créanciers qui n'étaient pas personnellement appelans du jugement d'ordre ne pouvaient intervenir en appel, à l'effet de surveiller les intérêts communs. Paris, 6 therm. an 13, t. 6, 340.

§ 4. — *Contre qui l'appel d'un jugement d'ordre doit être dirigé.*

82. Lorsque l'avoué poursuivant a colloqué en son nom personnel pour

de ses frais, l'appel doit être dirigé contre lui. Metz, 22 mars 1817, t.

que deux créanciers privilégiés la collocation a été contestée par les créanciers se sont eux-mêmes individuellement le rang de leur celui qui a succombé doit diriger l'appel contre tous les créanciers. Paris 1823, t. 1 de 1824, 405.

la partie saisie doit être intimée par l'appel d'un jugement d'ordre. Limoges, 11 nov. 1814, t. 12, 724.

les contestans sont valablement intimés à la personne de l'avoué qu'ils ont chargé de défendre leurs intérêts. Paris 1842, t. 13, 241.

#### § 5. — Délais de l'appel.

La signification faite par le pourvoi du jugement d'ordre fait courir le délai de l'appel aussi bien contre lui que les autres parties. Colmar, 12 nov. 1816, t. 18, 866; C. C. 13 nov. 1823, 678.

La signification du jugement faite au créancier en sous-ordre fait courir le délai de l'appel. Riom, 18 mars 1817, 209.

Pour faire courir le délai de l'appel la signification du jugement d'ordre à l'avoué doit contenir les formalités auxquelles sont assujetties les significations faites à personne ou domicile. Paris, 29 août 1841, t. 12, 722.

Suivant la cour de Limoges, ces formalités ne sont pas nécessaires. 15 nov. 1841, t. 12, 724.

Quelle que soit la nature de la contestation jugée en matière d'ordre, soit qu'il s'agisse du droit du poursuivant, soit de la validité des créances, le délai de l'appel n'est que de dix jours. C. C. 17 avril 1816, t. 18, 274.

Dans ces dix jours, on doit compter le jour de la signification du jugement et celui de l'échéance. Limoges, 11 nov. 1814, t. 12, 724.

Ce délai doit être augmenté du délai supplémentaire, à raison des distances entre le lieu où siège le tribunal et le domicile réel de l'appelant. C. C. 31 mai 1819, t. 21, 523.

Lorsqu'à la suite de la vente volontaire d'un immeuble sur lequel il n'y a que trois créanciers inscrits, il intervient un jugement qui règle entre eux la distribution du prix, l'appel de ce jugement est soumis au délai ordinaire fixé par l'art. 443 du cod. de proc. civ., et non au délai particulier de dix jours, déterminé par l'art. 763, en matière d'ordre. Amiens, 27 nov. 1824, t. 2 de 1825, 306.

4. L'appel incident peut être formé

après les dix jours. Paris, 9 juin 1814, t. 16, 388.

#### § 6. — Formes de l'appel. — Compétence. — Signification.

95. Il n'est pas nécessaire d'énoncer les griefs dans l'acte d'appel. Bruxelles, 3 déc. 1812, t. 13, 1024.

96. Les contestations, en matière d'ordre, sont sommaires, et peuvent être en conséquence jugées sur appel par la chambre des appels de police correctionnelle. C. C. 9 déc. 1824, t. 2 de 1825, 417.

97. Lorsque des cohéritiers, créanciers du chef de leur auteur, ont, dans une inscription hypothécaire, prise collectivement, élu un seul et même domicile, l'ordre leur est valablement signifié par une seule copie pour tous, laissée à ce domicile élu. Amiens, 24 avril 1822, t. 24, 389.

98. La signification de l'appel du jugement d'ordre peut être faite à avoué. Nanci, 23 juil. 1812, t. 13, 710; Amiens, 22 mai 1809, t. 10, 410; Rouen, 22 sept. 1810, t. 11, 855.

99. Décidé au contraire qu'il doit, sous peine de nullité, être signifié à personne ou domicile. Rouen, 14 nov. 1816, t. 18, 781; Bruxelles, 1 fév. 1813, t. 14, 148; Colmar, 24 fév. 1813, t. 14, 148; C. C. 27 oct. 1813, t. 15, 550; 13 janv. 1814, t. 16, 51.

100. Quelques arrêts de la cour de cassation ont aussi décidé qu'il pouvait être signifié au domicile élu dans le procès verbal d'ordre. 13 déc. 1808, t. 9, 701.

101. Ou dans l'inscription. 16 mars 1820, t. 22, 274; 23 avril 1817, t. 19, 392; Paris, 17 juil. 1811, t. 12, 576.

102. L'appel du jugement d'ordre peut être signifié au domicile indiqué dans ce jugement, quoiqu'il ne soit plus celui de l'intimé. Paris, 6 fév. 1810, t. 11, 117.

103. Il peut être signifié au domicile qui a été élu dans l'affiche d'expropriation forcée, en conformité de l'art. 4 de la loi du 11 brum. an 7. C. C. 22 janv. 1806, t. 7, 45.

104. L'appel du jugement qui a statué sur des contestations incidentes à l'ordre doit, à peine de nullité, être signifié à personne ou domicile. Paris, 23 août 1811, t. 12, 714.

105. Il n'est pas indispensable que l'arrêt qui prononce sur l'appel d'un jugement d'ordre contienne la liquidation des dépens. C. C. 6 juin 1820, t. 22, 504.

#### § 7. — Cassation.

106. Deux demandeurs en cassation qui, en vertu des titres différens, ont contesté une collocation d'ordre, ne doivent consigner qu'une amende. C. C. 3 fév. 1819, t. 21, 107.





un titre ou d'un billet ne forme la preuve de paiement, lorsqu'il est C. 11 mai 1819, t. 21, 333.

Une simple déclaration dressée et par un maire et deux autres témoins, attestant qu'un créancier a reconnu la mort avoir été payé, ne fait preuve de paiement contre des tiers du défunt. Metz, 29 mai 1818, 1803.

La preuve d'un paiement ne peut être par témoins, lorsque la dette est par titre excède 150 francs. C. C. 1814, t. 16, 43.

La preuve rapportée, après le jugement, du paiement d'une dette, opère l'extinction de la condamnation. Nismes, 1819, t. 21, 741.

**PAPIER-MONNAIE.** 1. Lorsque des valeurs ont été faites pendant le cours du papier-monnaie, il faut, pour opérer l'extinction en numéraire, se reporter à l'époque du règlement de compte, et non à celle de la livraison des fournitures. C. C. 12 vent. an 10, t. 2, 324.

Celui qui a fait un emprunt en assignats, et qui s'est obligé de servir à un tiers une rente constituée en numéraire, est chargé de la rente, en remboursant le prêteur la valeur réelle, d'après l'évaluation de dépréciation. C. C. 14 flor. an 12, 28.

Les remboursements de rentes faits en assignats, dans la Belgique, avant le 1<sup>er</sup> janv. an 3 sont valables. C. C. 29 mes. an 3, t. 3, 597.

Lorsqu'il a été payé des à-compte des arrérages d'une rente courus pendant l'existence du papier-monnaie, et qu'il n'a été fait aucune imputation, le débiteur peut demander que l'imputation soit faite sur les arrérages qu'il était obligé d'acquitter en numéraire. C. C. 29 germ. an 9, t. 2, 2.

La clause *prohibitive* de rembourser avant une certaine époque, insérée dans un contrat de vente passé pendant le cours du papier-monnaie, n'emporte point nécessairement l'obligation pour l'acquéreur de s'acquitter en numéraire métallique sans réduction. — Il faut au contraire que cela résulte des circonstances de l'intention présumée des parties. C. C. 21 vent. an 10, 21 fruct. an 10, t. 2, 656 et 657.

6. Les intérêts qui ont couru pendant la circulation du papier-monnaie doivent être réduits conformément au tableau de dépréciation. C. C. 17 mars 1824, t. 2 de 1825, 250.

**PARAPHERNAUX (biens).** 1. La vente que le mari a faite des biens paraphernaux de sa femme est nulle, lors même

que l'aliénation a eu pour objet d'acquitter les dettes de cette dernière. Nismes 25 vent. an 11, t. 3, 333.

2. Celui qui a acquis en connaissance de cause des biens paraphernaux ne doit cependant la restitution des fruits que du jour de la demande en nullité. Nismes, 25 vent. an 11, t. 3, 333.

**PARCOURS et vaine pâture (droit de).**

1. Les troupeaux ne peuvent être conduits dans les champs ou autres lieux de parcours qu'autant que la récolte est entièrement achevée depuis deux jours au moins. C. C. 19 brum. an 8, t. 1, 353.

2. Les usagers ne peuvent envoyer leurs bestiaux au parcours que sous la surveillance d'un pâtre. C. C. 22 avril 1824, t. 3 de 1824, 329.

3. Le propriétaire d'un fonds asservi par titre à un droit de vaine pâture ne peut s'en affranchir en le faisant clore. C. C. 13 fruct. an 9, t. 2, 132; 15 déc. 1808, t. 9, 726.

4. Lorsque, dans un pays de parcours soumis à l'usage du troupeau commun, l'un des communistes a été autorisé par le préfet à faire paître ses bestiaux séparément, et dispensé de concourir au paiement du salaire dû au pâtre commun, le juge de paix ne peut pas, sans excès de pouvoir, et sans usurper l'autorité administrative, condamner le communiste à payer à ce pâtre la moitié du salaire qui lui serait dû s'il était resté en communauté. C. C. 4 juil. 1821, t. 23, 478.

5. La loi du 28 sept. 1791, qui déclare rachetable le droit de vaine pâture, est applicable au cas même où le fonds sur lequel il est établi était clos avant cette loi et au moment de la concession du droit. Il en est de même du droit de pacage. C. C. 26 janv. 1813, t. 14, 118.

6. Lorsque des individus ont partagé un terrain qu'ils possédaient par indivis, mais sur lequel ils exerçaient en commun un droit d'usage ou de parcours, si l'un d'eux fait des actes de propriété sur son lot, et que les autres forment contre lui une demande en complainte, fondée sur ce qu'ils sont troublés dans l'exercice de leur droit d'usage ou de parcours, le juge de paix auquel le partage est produit peut se déclarer incompétent, sur le motif qu'il s'agit plus de la propriété que de la possession. C. C. 29 juin 1824, t. 2 de 1825, 399.

**PARENTÉ.** 1. Les actes et procès verbaux faits dans un procès criminel par un officier de police judiciaire ne sont pas nuls, quoiqu'il soit parent ou allié du prévenu ou du dénonciateur. C. C. 16 vent. an 13, t. 5, 474.

2. Le directeur du jury, parent ou allié du dénonciateur, peut néanmoins instruire l'affaire. C. C. 16 vent. an 13, t. 5, 474.

3. On ne doit pas considérer comme nul un arrêt auquel ont concouru deux conseillers proches parens, lorsque les suffrages respectifs de ces deux magistrats n'ont pas été mentionnés. C. C. 29 avril 1822, t. 1 de 1825, 5.

**PARLEMENTAIRE.** On ne peut pas, dans un port français, arrêter le capitaine d'un vaisseau parlementaire, sans ordre préalable du gouvernement. C. C. 29 therm. an 8, t. 1, 464.

### PARTAGE.

§ 1. *Cas où le partage peut être demandé. — Personnes qui peuvent le provoquer ou contre lesquelles il peut être provoqué. — Quels objets sont susceptibles de partage. — Quelles personnes peuvent s'opposer au partage.*

§ 2. *Formes et opérations du partage.*

§ 3. *Comment et par qui le partage peut être attaqué.*

§ 4. *Effets du partage.*

§ 5. *Des droits auxquels donnent lieu les actes de partage.*

#### I. Jurisprudence antérieure au code civil.

1. Sous l'empire de la loi du 17 niv. an 2, un partage dans lequel un mineur était intéressé était valable, lors même que les lots n'en avaient pas été tirés au sort. C. C. 3 therm. an 9, t. 2, 84.

2. L'art. 53 de la loi du 17 niv. an 2, qui prescrivait le concours d'un conseil de famille dans tout partage auquel des mineurs se trouvaient intéressés, n'était pas applicable aux partages faits en justice. C. C. 3 therm. an 9, t. 2, 83.

3. Le partage anticipé, fait entre cohéritiers, de la succession d'une personne vivante, sans son consentement, n'était pas valable sous l'empire de la loi du 17 niv. an 2. C. C. 11 niv. an 9, t. 1, 571.

#### II. Jurisprudence du code civil.

§ 1. — *Cas où le partage peut être demandé. — Personnes qui peuvent le provoquer ou contre lesquelles il peut être provoqué. — Quels objets sont susceptibles de partage. — Quelles personnes peuvent s'opposer au partage.*

4. Il est des circonstances où, malgré

l'art. 815 du cod. civ., l'héritier est tenu à demeurer dans l'indivision : c'est celle où le défunt a laissé à son co-s survivant, et son donataire en usufruit, la faculté d'abattre sur les immeubles bois, arbres et bâtimens que bon lui semblera. Cette circonstance rend le partage de ces immeubles impraticable entre les héritiers de la nue propriété, jusqu'à l'extinction de l'usufruit. Paris, 31 août 1821, t. 15, 469.

5. Lorsqu'un emplacement accessoire à deux propriétés principales, possédé séparément par deux individus, et servant d'une dépendance nécessaire à l'exploitation de leurs propriétés, a été divisé indivis pour leur utilité commune, une convention expresse, l'un des propriétaires ne peut en demander le partage. C. C. 10 déc. 1823, t. 1 de 1824, 10.

6. Un des copropriétaires par indivis peut demander le partage, quoiqu'il ait convenu que celui qui voudrait vendre sa part, la céderait à ses copropriétaires, après l'estimation. Toulouse, 30 mai 1824, t. 2 de 1824, 335.

7. Il en est de même, quoiqu'il ait été convenu entre les copropriétaires qu'ils jouiraient alternativement d'un immeuble commun, et qu'en effet, ils en ont joui pendant plus de trente ans. C. C. 18 fév. 1813, t. 14, 210.

8. L'étranger qui a acquis une part indivise dans un objet déterminé d'une cession ne peut en provoquer le partage lorsque la succession a été partagée entre les héritiers. Dijon, 20 therm. an 10, t. 4, 647.

9. L'héritier qui consent devant les premiers juges au partage provoqué par ses cohéritiers, dans l'ignorance qu'il existait un testament en sa faveur, peut produire ce testament en cause d'appel, comme une exception à la demande. Turin, 25 janv. 1806, t. 7, 444.

#### § 2. — *Formes et opérations du partage.*

10. On doit considérer comme un partage l'acte par lequel on a assigné à chaque branche d'héritiers les biens qui leur sont dévolus. C. C. 5 janv. 1814, t. 16, 12.

11. L'action en partage ou licitation formée par un créancier en vertu de l'art. 2205 du cod. civ. ne doit pas, lorsqu'elle est dirigée non contre l'héritier ou le copropriétaire par indivis, mais bien contre des tiers détenteurs, être précédée du commandement et de la sommation prescrits par l'art. 2169 du même code. C. C. 1 oct. 1810, t. 11, 856.

12. Lorsqu'un cohéritier a garanti la vente faite d'un immeuble héréditaire, on peut ordonner qu'au partage on fera tomber cet immeuble dans son lot. C. C. 30 mai 1814, t. 16, 315.

cohéritier qui a bâti sur le sol possédé par indivis peut obtenir un terrain sur lequel il a fait des constructions soit comprise de préférence dans C. C. 11 août 1808, t. 9, 482.

Malgré la division en autant de parts qu'il y a de copropriétaires soit même praticable sans inconvénient, les experts doivent, avant de former le partage, déclarer indispensablement si le terrain est ou non susceptible d'être partagé sans inconvénient. Paris, 19 janv. 1808, t. 9, 64.

Il est des circonstances où les experts peuvent former des lots inégaux qui ne sont pas tirés au sort, et les juges ordonnent ce mode de partage. Paris, 19 janv. 1808, t. 9, 65.

Lorsque le partage a lieu du tiers aux tiers, on doit former trois lots tirés au sort. Paris, 19 janv. 1808, t. 9, 64.

Pour éviter, autant que possible, les inconvénients en argent ou en rentes, il peut être joint aux experts de compenser l'inégalité de valeur des lots par une plus ou moins étendue superficielle. Paris, 19 janv. 1808, t. 9, 65.

Le cohéritier, créancier d'une rente hypothéquée spéciale, peut en exiger le remboursement, avant le partage, comme si elle était due à un étranger. Paris, 20 avril 1812, t. 13, 369.

*— Comment et par qui le partage peut être attaqué.*

1. Toute convention, eût-elle même tous les caractères d'une transaction, qui est faite par le même acte que le partage, est susceptible de rescision pour cause de lésion. Les transactions seules faites après un partage consommé, et sur des difficultés provenant de ce partage, sont affranchies de cette réaction. Amiens, 10 mars 1811, t. 23, 191.

2. Des créanciers qui n'ont pas formé l'opposition prescrite par l'art. 882 du cod. civ. ne peuvent attaquer, pour lésion de plus du quart, un partage consommé en l'absence entre une veuve et ses enfants. Paris, 22 mai 1817, t. 19, 469.

3. L'art. 882 du cod. civ., qui ne donne pas aux créanciers d'un copartageant le droit d'attaquer un partage consommé que dans le cas où il y aurait été procédé sans eux, au préjudice d'une opposition qu'ils n'auraient formée, s'applique aux tiers acquéreurs des droits successifs de l'un des cohéritiers. Nismes, 26 déc. 1806, t. 7, 191.

4. Les créanciers d'un copartageant ne peuvent attaquer un partage consommé, lorsqu'ils ne se sont pas opposés à ce qu'il fût procédé au partage hors de leur présence. Colmar, 31 mai 1820, t. 22, 490.

23. La cour de Grenoble a décidé en sens contraire. 15 mai 1824, t. 1 de 1825, 547.

24. Un partage provoqué contre un mineur, et fait avec lui sous l'autorisation de son curateur, ne peut pas être annulé par le motif que le rapport des experts contenant l'estimation des biens n'avait pas été entériné par jugement, ni soumis aux conclusions du ministère public: ainsi un partage ne peut pas être rescindé, pour cause de lésion, par cela seul que le mineur n'a eu dans son lot qu'un fonds de commerce et de l'argent, au lieu d'une part dans les immeubles communs. C. C. 12 niv. an 9, t. 1, 573.

25. Un partage fait entre des majeurs et des mineurs, sans formalités de justice préalables, est définitif à l'égard des majeurs, en telle sorte qu'ils doivent le respecter, si les mineurs, vis-à-vis desquels il est réputé provisionnel, n'en demandent point un nouveau. Agen, 12 nov. 1823, t. 2 de 1825, 169.

26. L'erreur est une cause de rescision contre les partages: ainsi, lorsqu'un des héritiers a omis de faire valoir un acte d'après lequel il aurait pu prélever, comme donataire à titre de préciput, une portion des biens, le partage doit être annulé pour cause d'erreur de fait ou de droit. Toulouse, 19 janv. 1824, t. 3 de 1824, 173.

27. Le cohéritier auquel une soulte est due par son cohéritier ne peut, à défaut de paiement, demander la résolution du partage. Metz, 23 mars 1820, t. 22, 289.

#### § 4. — Effets du partage.

28. L'acte par lequel un héritier abandonne à ses cohéritiers, moyennant une somme mobilière, tous ses droits dans la succession commune et indivise, est réputé un partage simplement déclaratif de propriété à l'égard des cessionnaires. Il efface les hypothèques consenties par l'héritier. C. C. 25 janv. 1809, t. 10, 53.

29. Les faits reconnus entre cohéritiers, dans un partage annulé depuis, par suite du rapport de l'effet rétroactif de la loi du 17 niv. an 2, doivent être réputés constants, lors du règlement ultérieur des droits des cohéritiers. C. C. 29 flor. an 7, t. 1, 315.

#### § 5. — Des droits auxquels donnent lieu le partage et autres actes équipollens.

##### V. Licitatation, n. 17 et 18.

30. On ne doit pas considérer un acte de partage entre cohéritiers comme renfermant une mutation de propriété: ainsi, la régie ne peut exiger les droits dus sur cet acte lorsqu'il n'est pas représenté, sur les présomptions légales d'existence autorisées par les lois sur l'enregistrement. C. C. 14 mes. an 9, t. 2, 62.

31. Lorsqu'un lot n'exécède la valeur des autres lots que parce qu'il est chargé d'acquitter des dettes de la succession, il renferme une véritable soulte, passible du droit proportionnel. C. C. 6 therm. an 12, t. 4, 635.

32. Le copartageant qui recoit un lot plus fort que celui des autres, à la charge d'une soulte, peut être contraint à payer la totalité du droit d'enregistrement dont l'excédant de ce lot est susceptible, sauf son recours contre ses copartageans. C. C. 9 fruct. an 12, t. 4, 689.

33. L'acte de partage avec *soulte*, passé entre deux copropriétaires d'immeubles qu'ils avaient achetés et qu'ils possédaient en commun, ne peut pas être considéré comme une vente ni assujéti au droit de transcription. C. C. 10 août 1824, t. 1 de 1825, 164.

34. La simple énonciation, dans un compte et partage de succession, de sommes payées aux copartageans par des tiers, ou dues à ceux-ci par les copartageans, ne peut pas, sans l'intervention de ces tiers, constituer à leur égard une libération ou obligation passible du droit proportionnel. C. C. 16 mars 1825, t. 3 de 1825, 296.

35. L'énonciation, portée dans le même acte, d'une somme payée par l'un des copartageans à l'autre, est également insuffisante pour motiver la perception d'un droit de libération, lorsque d'ailleurs rien n'annonce que celui qui a reçu fût créancier personnel de la succession, et qu'au contraire il paraît résulter du compte même que la somme ne lui était due qu'en sa qualité de copartageant, et pour avances faites pour la succession. C. C. 16 mars 1825, t. 3 de 1825, 296.

36. Quoique la loi du 22 frimaire an 7 assimile aux ventes, quant à la perception des droits, les soultes ou retours de lots, cependant ils ne sont soumis qu'au droit de quatre pour cent. C. C. 27 juil. 1819, t. 21, 504.

37. Une décision arbitrale en dernier ressort, qui règle les jouissances dues par un héritier à chacun de ses cohéritiers, doit être considérée comme une liquidation, dans le sens de l'art. 69, § 2, n. 9, de la loi du 22 frim. an 7, et, comme telle, sujette au droit proportionnel de cinquante centimes par cent francs, quoiqu'elle ne condamne pas l'héritier à payer les sommes dont il est débiteur. C. C. 10 mai 1819, t. 21, 330.

**PARTAGE d'ascendans.** 1. Un acte qualifié de *vente* et de *bail*, par lequel un père cède ses biens à ses enfans moyennant un prix déterminé, peut-il être annulé comme ne contenant qu'une démis-

sion de biens ou partage anticipé, une forme illégale? T. 18, 787.

2. L'acte par lequel un père ayant tre enfans vend tous ses biens à d'entre eux, moyennant un certain qui, au décès du vendeur, sera partagé entre les quatre enfans, a le caractère d'un partage, révocable même par le père, malgré l'acceptation faite de l'acte, par tous les enfans, s'il a eu lieu sous l'empire d'une coutume qui admettait cette révocation. Bourges, 24 août 1822, t. 3 de 1823, 427.

3. Lorsqu'un père a partagé par testament ses biens entre ses enfans, les partages hors part qu'il a faits à qu'un d'entre eux doivent être maintenus, quoique, au décès du père, le partage testamentaire ne puisse s'exécuter. Orléans, 3 mars 1815, t. 17, 162.

4. Lorsque, sous la forme d'une donation entre vifs, l'ascendant a fait le partage de l'universalité de ses biens entre ses enfans, ceux-ci sont obligés personnellement au paiement des dettes de l'ascendant. Paris, 24 août 1822, t. 3 de 1823, 216.

5. Les père et mère qui usent de la faculté de faire entre leurs enfans et ascendants le partage de leurs biens peuvent donner à l'un tous leurs meubles, leurs immeubles, et aux autres seulement une somme d'argent payable par les premiers. Ce partage ne peut être attaqué s'il n'offre une lésion de plus du quart. Grenoble, 14 août 1820, Nismes, 11 août 1823, t. 1 de 1824, 94 et 103.

**PARTAGE judiciaire.** Le partage judiciaire ne peut être divisé: ainsi le tribunal, en renvoyant devant un notaire pour certains biens, ne peut pas renvoyer pour les autres. Paris, 17 août 1810, t. 11, 779.

**PARTAGE provisionnel.** 1. Le partage fait entre des majeurs et des mineurs sans les formalités prescrites par la loi est définitif à l'égard des majeurs, quoiqu'il ne soit que provisionnel à l'égard des mineurs. Lyon, 4 avril 1810, t. 11, 319; C. C. 30 août 1815, t. 17, 594.

2. Le mari qui, sans le concours de sa femme, a demandé le partage d'immeubles à elle propres, ne peut pas, en cas d'appel, régulariser sa demande, en se restreignant à un partage provisionnel. Bruxelles, 13 mes. an 13, t. 6, 291.

**PARTAGE d'opinions.** 1. Le mode de trancher un partage d'opinions par l'appel de trois nouveaux juges, établi par la loi du 14 prair. an 6, a dû continuer d'avoir lieu depuis la réorganisation judiciaire de l'an 8, à l'égard des tribunaux qui pouvaient



Armer. C. C. 13 mes. an 11, t. 3,

juges appelés pour vider un par-  
une cour d'appel doivent tou-  
tre en suivant l'ordre du tableau,  
de nullité de l'arrêt, à moins  
indique que c'est en raison de  
hement des conseillers plus an-  
se le concours des plus jeunes est  
nécessaire. C. C. 4 juin 1822, t. 24,

te nullité offrirait une ouverture  
tion, lors même qu'elle n'aurait  
proposée devant la cour royale.  
juin 1822, t. 24, 482.

cas de partage d'opinions, si l'un  
es qui ont connu de l'affaire vient  
der avant l'arrêt qui le vide, sa  
doit pas être comptée; au con-  
on doit appeler des juges en nom-  
pour vider le partage. C. C. 12  
810, t. 11, 364.

cas de partage d'opinions, on doit  
l'avis le plus favorable au prévenu,  
ère correctionnelle comme en ma-  
riminelle. C. C. 27 juin 1811, t. 12,  
mai 1825, t. 3 de 1825, 452.

es juges appelés pour vider un par-  
opinions peuvent concourir au ju-  
it d'un incident élevé depuis ce  
e. C. C. 15 mes. an 11, t. 3, 577.  
Lorsqu'un arrêt rendu après par-  
ténonce pas la cause qui a empêché  
es plus anciens conseillers d'y pren-  
art, il suffit qu'il soit justifié de cet  
hement d'une manière légale, de-  
la cour de cassation. C. C. 9 mai  
t. 2 de 1825, 206.

RTIE civile. On peut se porter  
civile tant que les débats ne sont  
es, encore qu'on n'ait pas pris la  
té de partie plaignante. C. C. 16 oct.  
t. 13, 881.

PENTE. 1. L'amende encourue pour  
aut de mention, dans les actes judi-  
s, de la patente de la partie au nom  
quelle ces actes sont faits, peut être  
ncée solidairement et contre cette  
et contre l'huissier. C. C. 9 germ.  
t. 3, 355.

Le cultivateur qui fait sur le bétail  
commerce particulier et indépendant  
culture et de l'exploitation de ses  
est assujetti à la patente. C. C. 3  
an 6, t. 1, 265.

PATURAGE (*droit de , délit de*). 1.  
droit de pâturage dans une forêt con-  
e une servitude réelle, et non un droit  
ropriété. C. C. 6 mars 1817, t. 19, 221.  
Le propriétaire grevé d'un droit de  
rage ne peut pas se clore, comme il en  
it la faculté si son héritage n'était

soumis qu'à un droit de vaine pâture. C.  
C. 27 brum. an 14, t. 6, 515.

3. Les droits de pâturage ne peuvent  
être exercés, soit dans les forêts de l'état,  
soit dans celles des particuliers ou des  
communes, que dans les parties de bois  
*légalement déclarées défensables*, lors mê-  
me qu'il aurait été précédemment permis  
aux usagers d'exercer ce droit dès que les  
bois auraient atteint l'âge de six ans. C.  
C. 26 janv. 1824, t. 2 de 1824, 52; 22  
avril 1824, t. 3 de 1824, 329 et 331; 3  
déc. 1819, t. 21, 700; 25 mai 1810, t.  
11, 523; 12 avril 1822, t. 1 de 1823,  
333.

3 bis. La preuve qu'un bois était ou  
non défensable ne peut pas se faire par  
témoins. C. C. 22 fév. 1814, t. 12, 169.

4. En cette matière, les tribunaux ne  
peuvent pas, sous le prétexte d'un droit  
de dépaissance réclamé par le délinquant,  
surseoir à prononcer, si ce prétendu droit  
n'ôte pas au fait de la poursuite le carac-  
tère du délit. C. C. 12 avril 1822, t. 1 de  
1823, 333.

5. C'est la peine prononcée par l'or-  
donnance des eaux et forêts, et non celle  
portée par la loi du 28 sept. 1791, qu'il  
faut appliquer, lorsqu'il s'agit de futaies.  
C. C. 22 fév. 1814, t. 12, 169.

6. Ceux qui ont un droit d'usage ou de  
pâturage dans les bois des particuliers sont,  
comme les usagers dans les bois de l'état,  
obligés de marquer leurs bestiaux et de  
les faire garder par des pâtres communs.  
C. C. 24 août 1820, t. 22, 759.

7. Le fait de pâturage sur le terrain  
d'autrui ne donne pas lieu à l'application  
des n. 15 et 14 de l'art. 471 du cod. pén.:  
il rentre par conséquent dans la compé-  
tence des tribunaux de police correction-  
nelle. C. C. 9 mars 1821, t. 23, 187.

8. Lorsque les habitants d'une commu-  
ne ont envoyé paître des bêtes à laine  
dans les bois de la commune, contraire-  
ment à l'ordonnance des eaux et forêts,  
les juges ne peuvent s'abstenir de leur ap-  
pliquer les peines ou amendes prononcées  
par cette ordonnance, sur les motifs que  
les contrevenans ont agi de bonne foi, et  
d'après une autorisation municipale ap-  
prouvée par le préfet. C. C. 6 juin 1817,  
t. 19, 541.

9. Faire paître des moutons dans les  
bois d'un particulier est un délit de la  
compétence des tribunaux correctionnels.  
C. C. 29 fruct. an 11, t. 3, 676.

10. Le délit de pâturage dans la partie  
dépeuplée d'une forêt doit être puni des  
mêmes peines que s'il eût été commis  
dans les parties plantées d'arbres. C. C.  
26 avril 1816, t. 18, 348.

11. Le tribunal de police ne peut con-  
naître d'un délit de pâturage commis sur

les propriétés d'un particulier qu'autant que les dommages et intérêts demandés n'excèdent pas 15 francs. C. C. 24 août 1823, t. 2 de 1824, 559.

12. Lorsque, dans une commune, il existe un règlement qui trace des cantonnemens pour le pâturage, le terrain concédé à un habitant doit être réputé *terrain d'autrui*. En conséquence, la contravention à ce règlement est de la compétence du tribunal correctionnel, et non du tribunal de simple police. C. C. 20 août 1824, t. 1 de 1825, 466.

13. Le délit de pâturage dans une forêt royale est passible, outre l'amende, des mêmes dommages et intérêts que font encourir les délits de coupe et d'enlèvement de bois. C. C. 14 fév. 1808, t. 9, 113.

14. Les délits de pâturage commis dans le quart en réserve des bois des communes, destiné à *crotte en futaie*, et réputé *de pareille nature*, doivent, comme ceux qui auraient été commis dans les futaies elles-mêmes, être punis des peines de l'art. 10 de l'ordonnance de 1669. C. C. 21 juin 1822, t. 24, 525.

PEAGE. Lorsque, par suite de la suppression des ordres monastiques, l'état, mis aux droits d'un couvent, s'est emparé d'une propriété à laquelle appartient un droit de péage, qu'il a vendu ensuite cette propriété, le droit de péage compris, et que postérieurement, en vertu de la loi du 30 floréal an 10, sur la navigation intérieure, et l'arrêté interprétatif du 8 prairial an 11, il s'est de nouveau mis en possession du péage vendu, le propriétaire dépossédé a le droit de réclamer une indemnité, et cette indemnité lui est due tant en vertu du principe que l'acquéreur doit être garanti par son vendeur de l'éviction qu'il souffre, que du principe consacré par l'art. 545 du cod. civ., et depuis par l'art. 10 de la charte, dans le cas d'expropriation pour cause d'utilité publique. C. C. 23 fév. 1825, t. 3 de 1825, 149.

PECHE (*droit de*, *délit de*). 1. Le droit de pêche dans les rivières qui ne sont flottables qu'à *buches perdues* appartient aux propriétaires riverains. C. C. 22 juil. 1823, t. 2 de 1824, 230.

2. On ne peut pêcher dans une rivière navigable qu'à la ligne flottante, s'il n'y a ferme ou licence. C. C. 1 déc. 1810, t. 11, 964.

3. La pêche dans un ruisseau traversant la propriété d'un particulier qui ne se plaint pas ne peut pas être l'objet d'une action d'office de la part du ministère public. C. C. 5 fév. 1807, t. 8, 68.

4. Celui qui, n'étant ni fermier de la

pêche, ni pourvu de licence, pêche main, en plongeant dans une rivière navigable, commet le délit de pêche. C. C. 7 août 1823, t. 1 de 1824, 300.

5. La pêche avec des engins est défendue dans les rivières navigables. C. C. 2 mars 1809, t. 10, 174; 1810, t. 11, 965.

6. Elle l'est également, même pour ceux qui n'en font point leur profession, dans les rivières non navigables, et dans les canaux dont les eaux sont détournées d'une rivière et y refluent ensuite. C. C. 20 déc. 1810, t. 11, 965; 12 fév. 1823, t. 9, 121.

7. Le délinquant ne peut obtenir le renvoi de la plainte, en alléguant que les engins destructeurs sont placés sur sa propriété, et qu'ils y existent depuis un long-temps. C. C. 20 déc. 1810, t. 11, 965.

8. Les peines portées par l'ordonnance de 1669 sont applicables à ceux qui pêchent dans les rivières non navigables sans le consentement des propriétaires riverains. C. C. 27 déc. 1810, t. 11, 965.

9. L'art. 8 du tit. 32 de l'ordonnance de 1669, qui porte que dans toutes les restitutions et dommages et intérêts, l'amende, peut s'appliquer au délit de pêche avec engins, comme à tous les délits en matière d'eaux et forêts. C. C. 28 fév. 1823, t. 3 de 1823, 351.

10. L'action pour délit de pêche commis dans une rivière particulière, et le droit de poursuivre un propriétaire riverain, ne se prescrit que par trois ans. C. C. 8 sept. 1820, t. 22, 789.

PEINE. 1. Lorsqu'une loi pénale est abrogée avant que le délit ait été jugé, la loi sous son empire ait été jugée, et qu'elle soit applicable, si elle est plus douce que la loi du temps où le délit a été jugé. C'est alors celle-ci qu'il faut appliquer. C. C. 8 therm. an 8, t. 1, 1.

2. La durée des peines que prononcent les tribunaux ne peut être calculée à partir du moment de l'arrestation qu'autant que celle qui reste à courir du jour de la condamnation représente au moins le minimum de la peine que la loi attache au délit puni. C. C. 20 nov. 1816, t. 10, 15 oct. 1813, t. 15, 532; 1 mai 1814, t. 14, 426.

3. Les tribunaux ne peuvent prononcer les peines de l'emprisonnement et de l'amende, conformément à l'art. 1 de la charte, lorsqu'il s'agit de peines prononcées par d'autres lois que celle de 1810. C. C. 5 janv. 1821, t. 23, 13; 12 mai 1821, t. 14, 295.

4. Le droit accordé aux tribunaux

ter la peine dans certains cas ne donne pas celui de substituer une à une autre, par exemple, de prononcer une amende pour un délit que la loi punit d'un emprisonnement. C. C. 2<sup>e</sup> 1823, t. 2 de 1824, 366; 17 mai 1823, t. 1 de 1823, 207.

Le défaut de réquisition tendante à l'application des peines, de la part du ministère public, n'autorise pas le tribunal à s'abstenir d'en prononcer, lorsque le coupable est reconnu coupable. C. C. 24<sup>e</sup> an 11, t. 3, 192.

L'individu condamné expie tous les crimes qu'il peut avoir commis, par sa condamnation à la plus forte des peines prévues pour ces crimes, en sorte que la position publique ne peut être proscrite deux fois par deux arrêts successifs pour des faits antérieurs au premier, si les faits sont punissables de peines forcées à temps, les deux condamnations ne peuvent ensemble excéder le maximum de cette peine. C. C. 6 août 1825, t. 2 de 1825, 331.

L'art. 365 du cod. d'inst. crim., qui dit qu'en cas de conviction de plusieurs crimes, la peine la plus forte seule prononcée, doit être entendue en ce sens, qu'il faut que les crimes et délits aient tous été l'objet d'un débat. C. C. 2<sup>e</sup> 1824, t. 2 de 1825, 401.

Ainsi, l'individu qui a subi une peine correctionnelle peut être mis de nouveau en jugement, pour un délit antérieur à celui pour lequel il a été puni, si celui-ci a été impoursuivi ou ignoré. C. C. 8 oct. 1824, t. 2 de 1825, 401.

9. Mais en cas de condamnation à une peine plus forte que la première, on doit s'abstenir compte, sur le maximum de la peine, de celle qu'il a déjà subie. C. C. 2<sup>e</sup> 1824, t. 2 de 1825, 402.

10. Le condamné que le gouvernement emploie dans une expédition militaire n'est pas absous de la peine. C. C. 29<sup>e</sup> germ. an 8, t. 1, 466.

PÈRE. V. Tuteur.

PEREMPTION d'instance.

I. Jurisprudence antérieure au code de procédure.

1. Avant le code de procédure, la péremption d'instance n'avait pas lieu de plein droit. C. C. 22 janv. 1816, t. 18, 3; Rouen, 11 flor. an 10, t. 2, 436.

2. Dans le ressort du parlement de Paris, la péremption d'instance était couverte par tout acte de procédure utile, tant qu'elle n'avait pas été requise et déclarée par jugement. C. C. 12 brum. an 4, t. 3, 81.

3. La péremption d'instance établie

par la loi du 26 oct. 1790, relativement à la forme de procéder devant les justices de paix, ne pouvait pas être convertie par le silence ou par le fait des parties. C. C. 16 germ. an 11, t. 2, 377.

4. Les incidens et l'instruction des jugemens interlocutoires n'arrêtaient pas le cours de la péremption de quatre mois, prononcée par l'art. 7 du tit. 7 de la loi du 8 oct. 1790 pour les instances introduites devant la justice de paix. C. C. 13 flor. an 10, t. 2, 438.

5. Les instances incompetemment introduites devant le juge de paix n'étaient pas soumises à la péremption de quatre mois, quoique non jugées dans ce laps de temps. C. C. 24 frim. an 9, t. 1, 553.

6. La péremption était convertie par la reprise d'instance, sous l'empire des chartes du Hainaut et de l'ordonnance de Roussillon. C. C. 5 avril 1825, t. 3 de 1825, 527.

7. La péremption d'instance n'a pas été interrompue par la suppression des avoués et les changemens qui ont eu lieu dans l'organisation judiciaire en l'an 2 et en l'an 4. C. C. 23 niv. an 8, t. 1, 376.

8. Selon la cour de Paris la péremption d'instance est interrompue par la substitution d'un nouveau tribunal à celui qui est saisi de l'instance. — Et particulièrement la réorganisation des tribunaux faite successivement pendant le cours de la révolution a interrompu la péremption. Paris, 7 pluv. an 11, t. 3, 216.

## II. Jurisprudence du code de procédure.

*Caractères de la demande en péremption d'instance. — Formes de cette demande. — Par quel laps de temps s'acquiert la péremption. — Contre qui elle court. — A qui elle profite. — Qui peut l'invoquer. — Comment elle est interrompue. — Fins de non recevoir contre la péremption. — A qui elles profitent. — Etendue et effets de la péremption. — De la péremption en matière commerciale. — De la péremption dans les justices de paix.*

9. La péremption d'instance est une demande principale, en ce sens qu'elle est soumise aux lois existantes à l'époque où elle est intentée, et non à celles sous l'empire desquelles s'est formée l'instance. C. C. 12 juil. 1810, t. 11, 673;

19 août 1816, t. 18, 675; 15 juil. 1818, t. 20, 542.

10. La péremption d'instance qui n'était pas complètement acquise avant le code de procédure doit être réglée par ce code, en considérant le temps écoulé antérieurement comme non avenu. C. C. 2 avril 1823, t. 3 de 1823, 289.

11. La demande en péremption peut être formée par assignation à domicile, lorsque l'avoué du défendeur a cessé ses fonctions. C. C. 19 août 1816, t. 18, 675.

12. Lorsqu'une des parties litigantes est décédée, la demande en péremption d'instance ne peut pas être formée par requête signifiée à l'avoué qui occupait pour elle. Nismes, 26 avril 1813, t. 14, 472.

13. La péremption d'instance est acquise par la discontinuation des poursuites pendant trois ans depuis le code de procédure, lors même que l'instance a été introduite sous une législation qui en prolongeait la durée pendant trente ans. C. C. 25 nov. 1823, t. 1 de 1824, 349; Rouen, 6 mai 1813, t. 14, 508.

14. Quoique l'action soit annale, la péremption d'instance ne peut cependant s'acquérir que par le laps de trois ans. C. C. 22 janv. 1816, t. 18, 72.

15. Le décès de l'une des parties n'interrompt la péremption, et ne donne lieu au délai supplémentaire accordé par l'art. 397 de cod. de proc., qu'en faveur des héritiers de la partie décédée, et non en faveur de l'autre, lorsque le décès ne lui a pas été signifié. C. C. 12 juil. 1810, t. 11, 673.

16. La péremption d'instance doit toujours être demandée avant la reprise d'instance, et n'être proposée que par voie d'action, et non comme exception; en d'autres termes, elle n'a pas lieu de plein droit. Paris, 6 mai 1813, t. 14, 512; C. C. 26 oct. 1812, t. 13, 893.

16 bis. Le délai pour la péremption d'instance ne peut jamais être prorogé que de six mois, quel que soit le nombre des incidens de nature à augmenter le délai ordinaire. C. C. 19 août 1816, t. 18, 675.

17. Lorsque les trois ans nécessaires à la péremption sont révolus avant le décès de la partie contre laquelle elle était acquise, ses héritiers peuvent la couvrir par une reprise d'instance dans les six mois du décès, quoiqu'elle ait été demandée contre eux avant tout acte de leur part. C. C. 5 janv. 1808, t. 9, 6.

18. La prorogation de six mois accordée par l'art. 397 du cod. de proc. profite à la partie adverse des héritiers qui ont à reprendre l'instance, comme à ces héritiers eux-mêmes. C. C. 2 avril 1823, t. 3 de 1823, 289.

19. La péremption court contre commune renvoyée par arrêt de autorité administrative pour obtenir autorisation de plaider, et qui n'a pu cause du retard apporté à la cause de cette autorisation. Nismes, 3 1812, t. 13, 823.

20. La demande en péremption par l'un des défendeurs profite à tous autres. Ainsi la demande en péremption formée par le mari, tant en son nom qu'en celui de sa femme, mais après le décès de cette dernière, d'une instance introduite contre eux, profite aux tiers de la femme, surtout si cette instance était relative à des biens dont le mari survivant est usufruitier. C. C. 2 mai 1822, t. 1 de 1823, 18.

21. La péremption d'instance est interrompue, en ce sens que le décès de des parties, qui formait un obstacle à la péremption, doit produire cet effet à ses consorts. C. C. 27 1813, t. 6, 102.

22. Une partie ne peut invoquer la péremption d'instance, lorsque elle a son propre fait que le procès n'a été jugé. C. C. 7 mars 1820, t. 22, 4 fév. 1807, t. 8, 66.

23. Le défendeur en péremption ne peut l'interrompre, malgré la citation au bureau de paix. Paris, 11 fév. 1811, 103.

24. La mise au rôle d'une cause n'est pas un acte qui puisse interrompre la péremption. C. C. 4 1822, t. 2 de 1823, 289.

25. La signification d'un acte de citation et constitution de nouvel avocat interrompt la péremption d'instance. Toulouse, 24 avril 1816, t. 18, 3.

26. Un jugement par défaut non signifié n'a pas interrompu la péremption d'instance. Paris, 22 juin 1813, 84.

27. Des tentatives faites par l'une des parties à l'effet de terminer le procès à l'amiable ont interrompu le cours de la péremption, et rendent cette partie recevable à l'opposer. Florence, 2 1812, t. 13, 607.

28. La cessation forcée du cours de justice n'interrompt pas la péremption si la partie ne prouve d'ailleurs qu'elle a été dans l'impossibilité absolue de faire aucun acte de procédure. Paris, 25 1815, t. 17, 275.

29. Lorsqu'une partie est décédée, la péremption est couverte par les conclusions prises à l'audience au nom des successeurs de cette partie, et tendant à la reprise de l'instance. Nismes, 26 1813, t. 14, 472.

30. La péremption d'instance est interrompue par l'acte de citation.



les actes de procédure que fait, avant un tribunal incompétent, intéressée à opposer cette péremption. C. C. 29 brum. an 13, t. 5, 108.

2. Les fins de non recevoir personnelles des défendeurs contre la déchéance par péremption proffent à tous, parce que la péremption est absolue. Metz, 20 avril 1820, t. 22, 1012; 27 déc. 1811, t. 12, 1013; 10 juin 1813, t. 13, 11.

3. Les jugemens interlocutoires et provisoires tombent dans la péremption. C. C. 11 déc. 1813, t. 13, 730; 3 mai 1813, t. 11, 508.

4. La péremption de l'opposition à l'arrêt par défaut entraîne celle de l'arrêt par cette voie et des actes de procédure antérieurement faits. C. C. 27 avril 1823, t. 2 de 1823, 406; 3 mai 1813, t. 14, 492; 10 juil. 1810, t. 11, 889.

5. En d'autres termes, il ne faut pas se préoccuper, relativement aux effets de la péremption, l'instance en opposition de l'arrêt principal sur laquelle est intervenue le jugement par défaut attaqué. C. C. 27 avril 1823, t. 2 de 1823, 363.

6. La péremption de l'instance en réformation toujours celle de l'instance principale. Nîmes, 16 août 1819, t. 21, 1012.

7. La péremption établie pour les affaires civiles n'est pas admise pour les affaires commerciales. Rouen, 10 juil. 1819, t. 13, 137.

8. Un jugement préparatoire ne fait courir un jour pour l'interlocutoire. Le délai de quatre mois pour l'opposition d'une instance pendante devant le juge de paix. C. C. 12 juil. 1821, t. 21, 167; 31 août 1813, t. 13, 1012.

**TIEN d'hérédité.** 1. Une demande en partage dirigée contre un héritier en l'absence des liens de la succession constitue demand en pétition d'hérédité. Paris, 2 mars 1814, t. 16, 211.

2. Un héritier pour partie, après avoir renoncé, se compare de toute la succession sans opposition de la part de ses cohéritiers, la prescription contre l'action en pétition d'hérédité, qui compète à ces cohéritiers, ne court à son profit que de la date de sa prise de possession, et non du décès de l'auteur commun. Paris, 25 mai 1810, t. 11, 526.

3. **PONS.** 1. Celui qui tue des pigeons pendant le temps où ils sont déclarés gibier, et se les approprie, commet le délit de soustraction frauduleuse déterminé par les art. 370 et 401 du Code pén. C. C. 20 sept. 1823, t. 2 de 1823, 34.

2. Le propriétaire des pigeons qui ont fait du délit dans les récoltes et sur la propriété d'autrui est tenu de la réparation du dommage qu'ils ont causé. Mais un tribunal, en condamnant à cette réparation, ne peut sans excès de pouvoir déléguer au propriétaire des pigeons et les laisser livrer à l'arbitraire dans le temps où les récoltes sont pendantes et dans leur maturité. C. C. 28 juil. 1824, t. 2 de 1824, 138.

3. L'autorité municipale n'a pas droit de prendre des arrêtés portant des peines contre ceux qui laisseraient divaguer leurs pigeons pendant le temps où ils ont consacré une mesure à l'agriculture, et pendant lequel ils ne peuvent pas cultiver leur terrain. C. C. 27 juil. 1820, t. 22, 64, 13 août 1813, t. 13, 567; 30 oct. 1813, t. 13, 569.

**PLAIDEUR.** Un tribunal peut, en prononçant contre un chancelier ou greffier, les avoués à s'occuper pour lui, relativement à certaines affaires, qu'après avoir vérifié sa demande. Paris, 11 vent. an 11, t. 3, 309.

**PLAINTE.** Les maîtres ont qualité pour se plaindre des délits commis à l'égard de leurs domestiques. Mais ces délits peuvent compromettre les propres intérêts. C. C. 26 vend. an 13, t. 5, 50.

**POIDS.** 1. L'usage habituel de poids et mesures publics doit être puni d'une amende de onze francs, qu'il n'éprouve ni par le juge civil ni par le juge criminel. C. C. 26 sept. 1821, t. 5 de 1821, 47.

2. Il en est de même à l'usage de poids et mesures non vérifiés, n'est qu'il existe un usage habituel. C. C. 5 mars 1813, t. 14, 276.

3. Tous les poids et mesures anciens avant été constatés comme faux, lorsqu'ils se trouvent dans les boutiques, magasins, ateliers, maisons de commerce, foires, terres et marchés. Leur seule présence dans ces lieux constitue une contravention, indépendamment de l'usage qu'on en a pu faire. C. C. 31 mai 1824, t. 3 de 1824, 285.

4. On n'est pas contraint d'employer le ministère des peseurs, jaugeurs et mesureurs publics, si ce n'est en cas de contestations. C. C. 26 vend. an 13, t. 3, 31.

5. Les tribunaux correctionnels ne sont pas compétents pour connaître des contraventions aux réglemens sur les bureaux de pesage, mesurage et jaugeage, lorsqu'il ne s'agit pas d'infraction dans les poids et mesures. C. C. 15 mars 1822, t. 24, 275.



6. Le marchand qui expose en vente des denrées qui n'ont pas le poids fixé par les réglemens ne doit pas être considéré comme vendant à faux poids. - Il doit, pour ce fait, être traduit devant un tribunal de simple police, et non devant un tribunal correctionnel. C. C. 2 vent. an 13, t. 5, 425.

7. Les réglemens qui ont pour but d'assurer la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids et à la mesure dans les marchés, foires et ports, rentrent dans la classe des lois de police confiées à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux. Les contraventions à ces réglemens sont de la compétence des tribunaux de simple police. C. C. 15 mars 1822, t. 24, 275.

8. Ces réglemens, pour être obligatoires, doivent être sanctionnés par le gouvernement, ou au moins par le ministre. C. C. 15 mars 1822, t. 24, 275.

9. En matière de poids et mesures, les procès verbaux que dressent les maires pour constater les contraventions de ce genre ne sont pas soumis à la formalité de l'affirmation. C. C. 12 juil. 1822, t. 3 de 1823, 102.

10. Le marchand colporteur qui a été trouvé porteur de faux poids ou de fausses mesures ne peut pas être affranchi de la peine établie par l'art. 479, n. 5, du code pén., sous prétexte qu'il n'a pas fait usage de ces fausses mesures, qu'il n'a fait point en vente, en l'outillage, en fait de marchand. C. C. 12 juil. 1822, t. 3 de 1823, 102.

**POSSESSION POSSÉSSOR.** 1. Lorsque de deux individus, l'un possède la chose, et l'autre est simplement possesseur du titre qui la concerne, il faut attribuer la possession à celui qui de hant réclame la chose. C'est la seule manière d'appliquer le principe. *La possession vaut titre.* C. C. 12 mai 1824, t. 3 de 1824, 203.

2. La possession d'une chose mobilière, hors le cas de vol ou de perte, constitue une présomption de propriété, qui ne peut être détruite par aucune preuve contraire. C. C. 4 juil. 1816, t. 13, 504.

3. En fait de meubles, la possession emporte la présomption de propriété. ainsi on ne peut opposer au créancier une reconnaissance, faite par son débiteur, que les meubles dont il est en possession appartiennent à un tiers, si cette reconnaissance n'a de date certaine, que postérieurement aux poursuites dirigées contre son auteur. C. C. 4 fév. 1823, t. 1 de 1823, 417, Paris, 12 janv. 1822, t. 1 de 1823, 200.

4. Celui qui est envoyé en possession d'un immeuble par un jugement doit être réputé possesseur, du jour de la demande sur laquelle ce jugement est in-

tervenu. Bruxelles, 3 therm. an 3, 350.

5. Ce n'est pas une possession que celle d'une cave pratiquée sur le terrain d'autrui, en perçant une muraille. Paris, 17 mai 1825, t. 2 de 1825, 217.

6. Pour qu'une possession soit bonne foi, il faut qu'elle soit connue de celui qui l'oppose. Paris, 17 mai 1825, t. 2 de 1825, 217.

7. Le possesseur de bonne foi a droit à la restitution des fruits que de lui on lui demande. Dijon, 7 janv. 1817, t. 1 de 1817, 124.

8. Le possesseur de bonne foi qui a planté des arbres ou fait des constructions sur l'immeuble, et qui en a payé la valeur. Tel est le cas d'un net terrain communal à qui l'autorité a condamné, aux termes de la loi du 12 vent. an 12, l'option ou de restituer le terrain en payant une rente à la commune, ou de déguerpir en restituant les fruits échus depuis la demande. Il doit, pour le cas du déguerpissement, accorder une indemnité pour les constructions qu'il a faites. C. C. 1 dec. 1817, t. 1 de 1818, 124.

9. On doit considérer le possesseur de bonne foi comme étant en vertu d'un acte de donation, si l'acte est annulé par une loi survenue pendant l'existence de la possession. C. C. 19, 20.

10. Celui qui ne possède qu'en vertu d'une démission de biens, au titre d'usufruit, ne peut exiger de sa légitime et par conséquent réclamer le prix entier des années qu'il a faites. Il n'a droit qu'à la valeur qu'elles ont produite. C. C. 1816, t. 18, 787.

11. Celui qui possède un terrain et qui ne répond pas des dégradations survenues pendant sa détention, et provenant de son fait, soit du fait d'un tiers, soit d'un tiers. C. C. 4 fév. 1816, t. 13, 504.

**POSSESSION d'état.** 1. C'est la possession civile que doivent se régler d'une possession d'état et non d'une possession publique, mais continue de jour et de nuit. C. C. 6 fév. 1819, t. 21, 418.

2. Voir un arrêt en sens contraire. *Légitime*, n. 1.

**POSTE.** Pour que la soustraction d'une lettre confiée à la poste donne lieu à la peine, il faut qu'il soit constaté que la soustraction a été faite volontairement. C. C. 4 juin 1807, t. 1 de 1808, 124.

**-BOIS.** L'arrêté du gouvernement  
an 10, qui a remis en vigueur  
les dispositions pénales de l'ordonnance de  
1763, a fait cesser l'usage immémorial et  
l'imprudence de certains parlements,  
qui avaient les habitants des commu-  
nes individuellement, à couper du bois  
sur les terrains communaux connus sous  
la dénomination de pré-bois. C. C. 9 avril  
1811, t. 1, 408.

## PRESCRIPTION.

**I. Règles générales.**— Peut-on  
opposer la prescription. — Quel-  
les personnes peuvent opposer la  
prescription.

Le cours des prescriptions commen-  
çant le code civil doit être réglé par  
les anciennes, encore que depuis ce  
code se soit écoulé un temps suffisant  
pour prescrire. C. C. 21 déc. 1812, t. 13,  
Paris, 21 mars 1815, t. 17, 214; C.  
C. 17 janv. an 8, t. 1, 404.

Celui qui oppose la prescription du  
droit d'une rente est censé par cela  
même opposer la prescription des ar-  
ticles C. C. 26 fév. 1822, t. 24, 227.

Pour compléter la prescription, l'hé-  
ritier peut joindre le temps qui a couru  
au profit de son auteur à celui qui a  
couru en sa faveur. C. C. 29 oct. 1810, t.  
1, 408.

Quand, en suite d'une action en  
restitution d'immeuble, le demandeur  
est mis en possession par le juge, il  
peut compléter la prescription,  
à sa possession celle du détenteur.  
Bruxelles, 8 therm. an 13, t.  
1, 408.

La prescription n'est pas du nombre  
des exceptions qui doivent être proposées  
en même temps que la demande.  
C. C. 5 juin 1810, t. 10,  
136.

On peut, par un compromis, vala-  
blement renoncer à la prescription. Cette  
renonciation, quoique faite sans cause,  
est présumée faite sous l'impression  
d'une crainte. C. C. 12 vend. an 6, t. 1,  
136.

La prescription contre la dot ne peut  
être opposée par le dotateur. Colmar, 19  
juin 1810, t. 2, 236.

**II. Quels droits, quelles  
personnes sont susceptibles de se  
prescrire.**— Caractère que doit  
avoir la possession pour servir  
de base à la prescription.

**1. Le capital d'une rente viagère**

n'est pas susceptible de se prescrire; et  
lors même qu'il le serait, le débiteur ne  
pourrait invoquer la prescription, si  
pendant l'émigration du créancier il n'a-  
vait pas fait au gouvernement la déclara-  
tion prescrite par la loi du 26 juil. 1793.  
Metz, 28 avril 1819, t. 21, 293.

**2. L'action des anciens comptables contre  
leurs commis et préposés** était suscep-  
tible de se prescrire. C. C. 24 août 1813,  
t. 15, 426.

**3. Un cohéritier ne peut prescrire un  
objet laissé en commun et confié à sa  
garde pendant le partage.** C. C. 6 nov. 1821,  
t. 23, 659.

**4. Sous la coutume de Normandie, les  
cohéritiers ne pouvaient prescrire les uns  
contre les autres, avant le partage.** C. C.  
5 janv. 1814, t. 16, 12.

**5. Les usurpations de terres aux champs  
commises graduellement, en labourant, ne  
peuvent servir de base à la prescription.**  
La possession ainsi acquise doit être con-  
sidérée comme clandestine et occulte. Pa-  
ris, 28 fév. 1821, t. 23, 164; 30 nov.  
1813, t. 15, 681.

**6. La possession fondée sur le droit  
commun ne peut être regardée comme  
précaire, et par conséquent peut servir de  
base à la prescription.** C. C. 1 mars 1815,  
t. 17, 150.

**7. La possession qui n'a eu lieu qu'à  
titre de familiarité et de bon voisinage  
ne peut pas faire acquérir la propriété  
d'un fonds, quand même elle se serait  
prolongée pendant 30 ans.** C. C. 25 déc.  
1824, t. 2 de 1825, 426.

**8. Le vendeur d'un terrain destiné à  
des constructions peut prescrire, quoiqu'il  
soit énoncé dans l'acte qu'il ne jouira de  
ce terrain qu'à titre précaire jusqu'à l'é-  
poque où l'acquéreur construira.** Limoges,  
22 mars 1811, t. 12, 268.

**9. On peut prescrire un terrain en  
vertu d'une concession à perpétuité sous  
une redevance.** C. C. 29 juin 1813, t. 15,  
136.

**10. On peut prescrire contre un héritier  
en vertu du titre par lequel il a cédé ses  
droits à la succession, quoique ce titre ne  
soit que précaire à l'égard des créanciers.**  
C. C. 14 mars 1809, t. 10, 192.

**11. Le créancier qui a commencé à jouir  
de l'héritage de son débiteur à titre d'anti-  
chrèse, et dont la possession s'est prolongée  
en vertu du pacte commissaire inséré  
dans le contrat pignoratif, a pu prescrire.**  
Bruxelles, 25 juin 1806, t. 7, 384.

**12. On ne peut regarder comme immé-  
moriale une possession dont l'origine est  
connue et qui n'avait que cinquante-quatre  
ans d'existence à l'époque de la promul-  
gation du code civil.** C. C. 13 nov. 1822,  
t. 2 de 1823, 495.

**SECT. III. Des causes qui empêchent, interrompent ou suspendent la prescription. — De l'exception qui résulte de ces causes. — A qui profite l'interruption.**

19. Sous les lois romaines, la prescription trentenaire contre un mineur ne commençait à courir que du jour de sa majorité. C. C. 17 germ. an 6, t. 1, 224.

20. La charge successivement imposée aux acquéreurs d'un immeuble d'acquitter la créance dont cet immeuble est grevé conserve contre ces acquéreurs l'action et les droits du créancier qui est resté pendant plus de trente ans sans rien faire par lui-même pour interrompre la prescription. Bruxelles, 17 juin 1806, t. 7, 356.

21. La prescription trentenaire du titre d'une rente foncière a été interrompue par la demande en liquidation de la créance contre l'état, représentant le débiteur émigré, et par la production de ce titre à la commission de liquidation. Paris, 17 janv. 1823, t. 1 de 1824, 352.

22. Mais cette production n'a pas interrompu la prescription quinquennale des arrérages, introduite par le code civil. Paris, 17 janv. 1823, t. 1 de 1824, 352.

23. La prescription de trente ans qui a commencé à courir en faveur d'un émigré a été interrompue par la demande qu'a formée le créancier contre l'administration chargée du paiement des dettes des émigrés. Paris, 14 nov. 1818, t. 20, 736.

24. Les poursuites en déclaration d'hypothèque contre le tiers détenteur n'interrompent pas la prescription de l'action personnelle contre le principal obligé, et cette prescription acquise anéantit les poursuites faites contre le tiers détenteur. Metz, 5 juil. 1822, t. 3 de 1823, 548; Riom, 2 avril 1816, t. 18, 279; 16 mes. an 11, t. 3, 572.

25. Mais les poursuites faites contre le tiers détenteur interrompent la prescription à son égard. Colmar, 1 déc. 1810, t. 11, 967.

26. La demande pure et simple en délaissement d'immeubles possédés à titre d'achat interrompt la prescription de l'action en nullité de la vente. C. C. 23 nov. 1820, t. 22, 833.

27. L'action en garantie formée par le défendeur interrompt la prescription, même au profit du demandeur, contre le garant. C. C. 16 fév. 1820, t. 22, 157.

28. La demande en compensation formée par exception au bureau de paix par le défendeur à l'action principale interrompt le cours de la prescription. C. C. 30 frim. an 11, t. 3, 156.

29. La prescription contre l'action des

procureurs pour le paiement de leurs honoraires a été interrompue par lettres missives du client, dans lesquelles il s'avouait débiteur. Paris, 4 mai t. 8, 144.

30. Des offres réelles, quoique suivies de consignation, interrompent la prescription. Paris, 20 juil. 1808, t. 1, 144.

31. Une simple citation au bureau de paix non suivie d'ajournement, même n'a pu interrompre la prescription d'une action annale. Paris, 8 fruct. t. 2, 630.

32. La prescription est interrompue par une citation donnée d'ajournement, malgré le laps de temps qui s'est écoulé ultérieurement, avant qu'il y ait contestation en cause. Paris, 6 mai t. 15, 512.

33. Avant le code civil, la prescription était interrompue par une citation au bureau de paix donnée avant l'expiration du temps requis pour prescrire, quoiqu'un ajournement n'ait été donné qu'après l'expiration de ce temps. C. C. 13 vend. an 11, t. 3, 583.

34. Toutefois il fallait que l'ajournement fût donné avant le temps nécessaire pour prescrire de nouveau l'action. C. C. an 11, t. 3, 583; 22 niv. an 4, t. 1, 583.

35. Dans le cas de l'art. 57 du code de proc. civ., qui veut que la citation en conciliation interrompe la prescription, pourvu que la demande soit formée dans le mois, on ne peut ajouter à ce délai d'un mois, par exemple, trois myriamètres de distance, conformément à l'art. 1033 du même code. Paris, 4 juil. 1808, t. 9, 540.

36. La demande judiciaire formée sans essai préalable de conciliation, dans le cas où il est nécessaire, n'interrompt pas la prescription. C. C. 50 mai 1814, t. 34, 344.

37. L'assignation donnée au défendeur interrompt la prescription contre l'action solidaire. Paris, 13 déc. 1815, t. 18, 718.

38. La prescription est suspendue pendant le mariage, en faveur de la femme séparée de biens, comme à l'égard de la femme qui ne l'est pas, dans tous les cas où l'action qu'elle intenterait serait de nature à réfléchir contre le mari. Ainsi l'action accordée à la femme pour la restitution de sa dot, contre les tiers détenteurs des biens aliénés par son mari, est interrompue pendant le mariage, même en cas de séparation de biens. C. C. 24 juil. t. 19, 603.

39. La prescription a été suspendue pendant le temps de guerre, en faveur d'un militaire, quoiqu'il fût en activité de service, et qu'il ne fût au lieu même de son domicile. C. C. pluv. an 11, t. 3, 261.

La prescription des rentes constituées d'argent a été, comme celle de tous les corporels et incorporels, suspendue par l'art. 2 du titre 3 de la loi du 1792. Paris, 26 avril 1823, t. 2 de Paris, 13 juin 1823, t. 2 de Paris, 13.

La prescription est suspendue pendant le temps que le créancier possède un bien donné par le débiteur en nantissement. C. C. 27 mai 1812, t. 13, 495.

La prescription est suspendue pendant le temps que la loi accorde à l'héritier, en sa qualité, et que le créancier agit contre lui. Paris, 12 pluvi. an 10, 256.

Un arrêt ne peut pas faire jurisprudence.

Lorsqu'une partie oppose l'interdiction de la prescription, la cour d'appel peut déclarer l'instance ou l'action nulle, sans statuer sur l'interruption. C. C. 22 janv. 1821, t. 23, 65.

#### ART. IV. FINS de non recevoir contre la prescription.

Celui qui d'abord a soutenu ne rien pouvoir opposer la prescription, ne peut ensuite opposer la prescription. C. C. 19 avril 1816, t. 17, 265.

On peut faire subir interrogatoire et articles à la personne qui oppose la prescription, et si elle refuse de répondre, son refus équivaut à une reconnaissance tacite des faits articulés. Paris, 10 mars 1812, t. 13, 269.

Deux parties liées par un contrat, l'une ne peut opposer l'extinction de son obligation en raison de l'exécution de celle de l'autre. La réclamation de sa part fait revivre son obligation contre elle. Riom, 28 mai 1811, 534.

Le débiteur qui, en même temps, oppose la prescription de la créance, et par des conclusions principales la réclamation de cette créance, prétend litigieuse, fait de la dette une reconnaissance implicite, qui détruit l'exception de prescription.

Agissant d'une lettre de change, le négociant de commerce pourrait, sans exception de prescription, opposer le défendeur au paiement, en servant son action en subrogation au tribunal civil. C. C. 18 janv. 1824, t. 23, 61.

Les offres réelles d'une partie de la somme réclamée rendent-elles non recevable à invoquer la prescription. C. C. 5 mai 1810, t. 12, 560.

En matière de fournitures, on ne peut opposer au marchand la prescription, s'il est prouvé que l'article fourni

a été rayé d'une première facture, parce que les parties étaient divisées sur la valeur de la chose, quoique depuis il se soit écoulé un temps plus que nécessaire pour la prescription, et qu'il ait été fait d'autres fournitures qui ont été quittancées sans réserve. Paris, 29 mars 1815, t. 17, 220.

#### SECT. V. Du temps nécessaire pour prescrire.

§ 1. Prescription de trois mois.

§ 2. Prescription de six mois et d'un an.

§ 3. Prescription de deux ans.

§ 4. Prescription de cinq ans.

§ 5. Prescription de dix et vingt ans.

§ 6. Prescription de trente ans.

§ 1. — Prescription de trois mois.

V. Bois, n. 68 et 69.

V. Chasse, n. 21 et 22.

V. Pêche, n. 10.

§ 2. — Prescription de six mois et d'un an.

50. La prescription de six mois ou d'un an, établie par l'art. 108 du cod. de comm., ne s'applique qu'aux transports de marchandises, et non à ceux de malles et effets appartenant à des particuliers. C. C. 4 juil. 1816, t. 18, 574.

51. La prescription de six mois fixée pour toutes actions contre le commissionnaire ou le voiturier, à raison de la perte ou de l'avarie des marchandises dont le transport lui a été confié, ne s'étend pas au cas où la marchandise n'a pas été rendue à sa véritable destination. Paris, 30 sept. 1812, t. 13, 850.

52. Le salaire des commis se prescrit par mois lorsqu'il est convenu par mois, et non par année. Metz, 4 mai 1820, t. 22, 415.

53. La prescription de six mois établie pour les simples ouvriers est applicable à un chef d'atelier dont le salaire est fixé par jour. C. C. 7 janv. 1824, t. 2, de 1824, 46.

54. La prescription annale établie contre les marchands en gros et en détail par l'ordonnance de 1673 n'avait pas lieu de marchand à marchand. C. C. 3 frim. an 9, t. 1, 518; 8 janv. 1806, t. 7, 18.

55. On ne peut invoquer la prescription d'un an, lorsqu'il résulte des circonstances que les fournitures sujettes à cette prescription n'ont pas été payées. Paris, 14 nov. 1818, t. 20, 736.



§ 3. — *Prescription de deux ans.*

56. L'action des anciens procureurs pour frais, salaires et vacations, se prescrivait, à l'égard des affaires terminées, par le laps de deux ans, comme aujourd'hui celle des avoués. C. C. 29 janv. 1817, t. 19, 78.

57. Suivant la cour de Nîmes, cette action, pour les affaires terminées avant le code civil, ne peut se prescrire que par trente ans. 28 avril 1813, t. 14, 483.

58. Les frais des avoués se prescrivent par deux ans du jour de leur révocation ou du jour de la cessation de leurs fonctions par l'effet de la suppression de leur office. C. C. 19 août 1816, t. 18, 672.

59. Cette prescription peut leur être opposée même après un jugement interlocutoire qui ordonne un règlement de compte entre eux et leur client. C. C. 19 août 1816, t. 18, 672.

§ 4. — *Prescription de cinq ans.*

60. Dans le ressort du parlement de Paris, on appliquait la prescription quinquennale au prix des baux à loyer ou à ferme. Cette prescription commençait à courir du jour où le bail avait pris fin à raison de la vente des biens loués ou affermés, et non de l'époque originairement fixée pour son expiration. C. C. 13 germ. an 12, t. 4, 404.

61. Les arrérages de rentes foncières échus antérieurement à la publication du code civil ne se prescrivent que par trente ans; mais tous ceux échus depuis le code civil sont soumis à la prescription quinquennale, lors même que la prescription aurait commencé à courir sous l'empire de la loi ancienne. Paris, 17 janv. 1823, t. 1 de 1824, 352.

62. Il en est de même à l'égard des rentes constituées antérieurement au code. Bruxelles, 26 mai 1813, t. 14, 355.

63. Il en est de même des intérêts échus avant le code civil. C. C. 30 janv. 1816, t. 18, 97.

64. Les arrérages d'une rente constituée n'étaient pas soumis à la prescription quinquennale sous l'empire de la coutume de Paris. Paris, 23 juin 1818, t. 20, 261.

65. Un débiteur qui a payé cinq années d'arrérages d'une rente constituée, dont trois sans que le créancier ait fait des réserves pour des arrérages antérieurs, peut opposer à la demande de ces arrérages antérieurs la présomption de paiement et la prescription, après avoir allégué qu'il s'est libéré au moyen d'une consignation dont il ne fournit pas la preuve. Rouen, 6 pluv. an 13, t. 5, 320.

66. On ne peut étendre au reliquat

d'un compte courant entre comme la prescription de cinq ans, admet les lettres de change et les billets. Rouen, 10 nov. 1817, t. 19, 895.

67. On ne doit pas, pour la prescription de cinq ans, assimiler à une lettre de change un écrit par lequel on soumettait à reconnaître avoir reçu d'une lettre de change sur telle somme payable à telle époque, avec promesse d'en tenir compte. C. C. 19 janv. 1817, t. 14, 80.

68. Au contraire, cet écrit est placé dans la catégorie des actes civils ordinaires, et se prescrit par le seul laps de trente ans. C. C. 1813, t. 14, 81.

69. Les intérêts du prix de l'achat d'un immeuble ne sont point soumis à la prescription de cinq ans, soit qu'ils aient ou non été stipulés payables annuellement. C. C. 1 mai 1817, t. 18, 121. Metz, 15 fév. 1822, t. 2 de 1822, 102. Poitiers, 22 juin 1825, t. 3 de 1825, 428.

70. Quelques autres cours ont jugé le contraire. Paris, 12 déc. 1821, t. 18 de 1821, 311; Limoges, 17 juil. 1821, t. 21, 597; Colmar, 26 juin 1820, t. 18 de 1820, 564.

71. Les intérêts du prix de l'achat d'un immeuble ne sont pas censés courir par année par cela seul qu'ils sont stipulés à cinq pour cent par an, si ce n'est pas le cas, dès lors, de la prescription de cinq ans. Paris, 13 mars 1825, t. 3 de 1825, 538.

72. Les intérêts moratoires courus pendant une année ou une période judiciaire ne sont point soumis à la prescription de cinq ans. Paris, 2 juil. 1816, t. 18, 367 et 549; Paris, 13 mars 1820, t. 22, 465.

73. La prescription de cinq ans ne peut être opposée, par le débiteur d'une rente, lorsque, par un jugement en force de chose jugée, il a été déclaré que les arrérages dus entraient en compensation avec des fruits et revenus dus au créancier, et qu'en outre, cette compensation a été formellement acceptée par un acte extrajudiciaire. C. C. 13 mars 1825, t. 3 de 1825, 30.

74. Dans ce cas, on ne peut plus invoquer l'art. 2277 du code civ. *Ibid.*

75. Lorsque la prescription quinquennale, admise en matière de compte, vient à être interrompue, soit par une interpellation judiciaire, soit par des reconnaissances de la dette, émanées du débiteur, ces actes ne font-ils revivre la prescription que telle qu'elle était, en sorte qu'elle soit susceptible d'être de nouveau éteinte par la prescription de cinq ans; ou,



re, l'action n'est-elle plus soumise à la prescription de trente ans? T. 1 de 241.

La prescription de cinq ans à l'égard des arrérages de rentes constituées est supplée par les tribunaux en fait des défaillances. Paris, 27 brum. an 4, 76.

*Prescription de dix et vingt ans.*

Celui qui a acquis un immeuble sous l'empire de la loi du 11 brumaire an 4, qui n'a pas alors ou depuis le code fait transcrire son contrat, ne peut opposer cette prescription à un créancier du vendeur. C. C. 28 avril 1823, t. 3, 217.

*Prescription de trente ans.*

L'acquéreur peut prescrire la propriété de l'immeuble par une possession de trente ans, quelque vieux qu'il soit le titre de son vendeur. C. C. 26 an 5, t. 1, 155.

L'acquéreur obligé d'acquitter la rente foncière ne peut prescrire par trente ans contre le vendeur qui s'est libérée à sa décharge. C. C. 30 août t. 9, 542.

**PRESCRIPTION en matière de crimes et délits.**

Lorsqu'il s'agit d'un crime ou d'un délit commis avant le code pénal, on doit appliquer la prescription du nouveau code si elle est plus longue que celle établie par la loi ancienne, si elle est moins longue. C. C. 5 sept. t. 13, 838; C. C. 22 avril 1813, 460.

La prescription d'un délit ne court qu'à partir du jour où il a été connu et légalement constaté. C. C. 20 avril 1809, t. 10, 39.

Lorsque les prévenus d'un délit sont des fonctionnaires du gouvernement qu'on ne peut poursuivre sans son autorisation, la prescription ne court en leur faveur que du jour où l'autorisation a été accordée. C. C. 26 avril 1810, t. 11, 368.

La prescription d'une peine pécuniaire infligée correctionnellement n'est interrompue par les poursuites faites par la direction de l'enregistrement au nom seul, et non en celui du procureur du Roi. C. C. 8 janv. 1822, t. 1, 7.

Cette prescription peut-elle être interrompue par de simples actes de poursuite, tels qu'une contrainte ou un commandement?

Elle peut-elle l'être au contraire que par des actes d'exécution? C. C. 8 janv. 1822, t. 1, 7.

5. Lorsqu'un individu est prévenu à

la fois d'un crime et d'un délit, la prescription du délit est suspendue pendant les poursuites du crime. C. C. 19 janv. 1809, t. 10, 39.

86. En matière de délit, la citation donnée à la requête d'un procureur du Roi incompétent n'interrompt pas la prescription. C. C. 11 mars 1819, t. 21, 195.

87. Des actes d'instruction ou des poursuites émanés d'un magistrat ou officier public ayant qualité pour instruire sur le fait du délit, considéré en lui-même, ont l'effet d'interrompre la prescription, lors même que ces magistrats ou officiers de police ne se trouveraient pas attachés au tribunal qui devra, à raison de la qualité du prévenu connaître du délit; il en est de même de la citation donnée par une partie civile devant un juge incompétent. C. C. 18 janv. 1822, t. 24, 46.

88. La démence de l'accusé ne suspend pas la prescription qui aurait couru en sa faveur. C. C. 22 avril 1813, t. 14, 460.

89. En matière criminelle, l'exception de prescription est un moyen du fond, qui peut être proposé en tout état de cause, et même après la délibération du jury, et qui, s'il est prouvé en fait, est un obstacle invincible à toute application de peine. C. C. 20 mai 1824, t. 1 de 1825, 42.

90. Les peines prononcées en matière correctionnelle se prescrivent par cinq ans à compter du jugement qui les prononce, contradictoirement ou par défaut, qu'il soit ou non signifié. Paris, 26 déc. 1816, t. 18, 904.

**PRÊT.** 1. C'est plutôt un contrat de prêt qu'un contrat de dépôt qu'il faut voir dans la convention qui n'impose point au prétendu dépositaire l'obligation de restituer la somme déposée dans les mêmes et identiques espèces qu'il a reçues; et ne le soumet à la rendre que dans un délai déterminé. En conséquence, le refus de la part du débiteur de payer cette somme dans le délai convenu ne peut donner lieu qu'à une action civile. C. C. 26 avril 1810, t. 11, 412.

2. L'énonciation faite dans un acte de prêt, qu'une partie de la somme exprimée en cet acte a été fournie antérieurement, fait foi, en sorte qu'elle ne peut être attaquée que par la voie de l'inscription de faux. Colmar, 7 avril 1813, t. 14, 397.

**PRÊT sur gage.** Un prêteur sur gage qui a été poursuivi par application de l'art. 411 du cod. pén. ne peut, à défaut d'acte authentique pour fonder le privilège établi par l'art. 2074 du cod. civ., se prévaloir de l'inventaire dressé à la requête du ministère public, et constatant les objets remis en nantissement. Metz, 21 mars 1817, t. 19, 271.

**PRÊT à la grosse.** 1. L'emprunt fait à la grosse par un capitaine de navire, pour les besoins de l'équipage, oblige le propriétaire du navire envers le prêteur de bonne foi, indépendamment des formalités prescrites par l'art. 234 du cod. de com. : ces formalités ne regardent que le capitaine respectivement au propriétaire. C. C. 23 nov. 1821, t. 23, 703.

2. Le propriétaire d'un navire ne peut, en abandonnant le navire et le fret, se soustraire au remboursement des emprunts à la grosse dûment contractés par le capitaine, dans le cours du voyage, pour les besoins du bâtiment. Rouen, 23 mars 1818, t. 20, 239.

3. On ne peut opposer au tiers porteur d'un contrat à la grosse les exceptions personnelles au prêteur. C. C. 27 fév. 1810, t. 11, 178.

**PRÊT à usage.** 1. On peut prouver par témoins un commodat ou prêt à usage dont l'objet excéderait 100 fr. Colmar, 18 avril 1806, t. 7, 238.

2. Le propriétaire d'une cave, qui y reçoit purement et simplement les vins d'un tiers, est réputé commodataire de la cave plutôt que dépositaire des vins. Colmar, 18 avril 1806, t. 7, 238.

**PRÊTE-NOM.** On peut agir en justice par le ministère d'un prête-nom. C. C. 7 avril 1813, t. 14, 400.

**PRÊTRE.** 1. Un prêtre reclus par mesure de sûreté générale a pu, en vertu de la loi du 3 brum. an 4, disposer de ses biens. Nismes, 19 germ. an 11, t. 3, 384.

2. Les prêtres condamnés à la déportation par la loi du 26 août 1792 n'ont point recouvré la propriété de leurs biens en rentrant au sein de leur patrie, et ils n'ont pu en disposer au préjudice de leurs héritiers présomptifs, à qui ces biens avaient été remis en vertu de la loi du 20 fruct. an 3. C. C. 12 prair. an 10, t. 2, 504.

3. Les prêtres qui se sont déportés volontairement n'ont pas encouru la mort civile à dater de leur déportation, mais seulement à dater de la publication de la loi du 17 sept. 1793, qui les assimilait aux émigrés, et leur succession n'a été ouverte qu'à cette dernière époque. C. C. 17 déc. 1823, t. 2 de 1824, 328; 10 nov. 1823, t. 1 de 1824, 209; 24 fév. 1813, t. 14, 248.

4. Les héritiers d'un prêtre déporté, envoyés en possession de ses biens par l'autorité administrative, sont présumés avoir renoncé au bénéfice de cet envoi, s'ils ont souffert que le prêtre, depuis son retour en France, se mît en possession de ces mêmes biens, et se livrât sous leurs yeux à différens actes de propriété. Le prêtre ainsi réintégré a pu dispo-

ser de ses biens à titre gratuit. C. mars 1813, t. 14, 252.

## PREUVE.

§ 1. *Règles générales.* — R...  
tient aux juges d'appré...  
faits, avant d'en admett...  
preuve: — Quelles lois...  
minent l'admissibilité...  
preuve. — Etendue de la...  
ve. — Nécessité de présent...  
multanément toutes les de...  
des non prouvées par écrit...  
la charge de qui est la pr...

§ 2. *Preuve par écrit.* —  
commencement de preuve...

§ 3. *Preuve testimoniale.*

§ 1. — *Règles générales.*

1. Il entre dans le domaine exclu...  
juges d'apprécier les faits, avant d...  
mettre ou d'en rejeter la preuve...  
niale; ils peuvent refuser cette pre...  
déclarant les faits articulés vagues...  
de circonstances précises, et non per...  
C. C. 16 déc. 1823, t. 2 de 1824, 27...

2. On ne peut pas être admis à...  
ver par témoins la perte d'un acte...  
simplement dérogatoire à un pr...  
sans demander à prouver en même...  
que cette perte est le résultat d...  
fortuit ou d'une force majeure. C...  
vent. an 11, t. 3, 291.

2 bis. Après des demandes non p...  
par écrit, on ne peut former d'aut...  
mandes ou prendre d'autres conc...  
que celles contenues dans l'exploit...  
ductif d'instance. C. C. 2 nov. 1812...  
905.

3. Lorsque l'un des contractans...  
une stipulation qui éteindrait ou...  
fierait son engagement; la preuve...  
allégation est à sa charge, et non...  
de sa partie adverse. C. C. 3 août 18...  
t. 20, 610.

§ 2. — *Preuve par écrit.* — *Commencement de preuve.*

3 bis. Un acte privé non reconnu...  
la partie à laquelle on l'oppose, con...  
émané de son auteur, et qui n'est p...  
vérifié, ne peut pas former un com...  
cement de preuve par écrit, et légitim...  
le recours à la preuve vocale. C. C...  
frim. an 14, t. 6, 554.

4. Il ne suffit pas qu'une pièce soit...  
duite par l'une des parties engagées...  
l'instance pour qu'on puisse en faire...  
sulter contre elle un commencement...  
preuve par écrit; il faut encore que...

oit émanée d'elle. C. C. 25 août 13, 784.

Un interrogatoire sur faits et articles peut former un commencement de preuve par écrit, qui autorise à admettre la preuve testimoniale au-delà de 150 fr. 14 avril 1824, t. 2 de 1825, 302.

Les aveux, dénégations ou contraires judiciaires émanés de la partie laquelle on plaide, et consignés dans les procès verbaux d'audience ou d'interrogatoire sur faits et articles, quoique cette partie ait refusé de les signer, constituent un commencement de preuve par écrit. 6 nov. 1818, t. 20, 715.

On peut faire résulter un commencement de preuve par écrit de pièces de la main de celui à qui on les a, quoique non signées par lui. C. C. 1818, t. 20, 772.

Le refus d'une partie de répondre brièvement, au bureau de conciliation sur des faits articulés, quoique sommairement de le faire, peut former une preuve, d'après les circonstances, un commencement de preuve par écrit. C. C. 1808, t. 9, 106.

On peut considérer comme un commencement de preuve par écrit, à l'effet de blâmer la libération du débiteur, des émanées du mandataire que le créancier a chargé du recouvrement de la dette. Riom, 10 juin 1817, t. 19, 505.

*bis.* On peut considérer comme un commencement de preuve par écrit, suffisant pour faire admettre la preuve testimoniale, un écrit qui dépose d'un prêt, en énoncer la quotité. C. C. 29 prair. 3, t. 6, 265.

Lors même qu'un acte notarié, nul en forme, ne pourrait pas valoir comme un seing privé, la preuve des conventions énoncées dans cet acte peut être faite par des commencemens de preuve par écrit, aidés de présomptions graves, précises et concordantes. Pau, 17 déc. 1821, de 1823, 119.

### § 3. — Preuve testimoniale.

1. La preuve par témoins tient au droit, non à la forme, en sorte que l'admission ou le rejet de cette preuve doit être décidé par la loi en vigueur au moment les parties ont contracté, et non par la loi existante à l'époque où il s'agit de la preuve. C. C. 24 août 1813, t. 15, 1.

2. L'admission de la preuve testimoniale dont parle l'art. 223 du cod. de proc. est purement facultative pour les juges. C. C. 9 nov. 1814, t. 16, 688.

3. Ils doivent apprécier les faits avant de les admettre. C. C. 16 et 4 déc. 1823, 2 de 1824, 27 et 35.

4. Sous l'ancienne législation, la pro-

hibition de la preuve testimoniale en matière civile, lorsque l'objet de la contestation excédait 100 fr., n'avait pas également lieu en matière de commerce. Colmar, 19 niv. an 13, t. 5, 258; 3 prair. an 9, t. 1, 43.

5. En matière de commerce, les tribunaux peuvent toujours admettre la preuve, au-dessus de 150 f. C. C. 11 nov. 1813, t. 15, 589.

6. En matière de commerce, on ne peut admettre la preuve testimoniale, quand il y a des actes écrits, et qu'il ne se rencontre aucun indice grave de fraude et de mauvaise foi. Paris, 11 juil. 1812, t. 13, 680.

7. Il en est de même en matière civile. C. C. 2 nov. 1812, t. 13, 905.

8. En matière commerciale, on peut prouver par témoins qu'on a payé une somme moindre de 150 l. en à-compte sur une plus forte somme résultante d'une obligation authentique. C. C. 19 juin 1810, t. 11, 606.

9. La partie qui a fait ordonner un interrogatoire sur faits et articles peut, après cet interrogatoire, être encore admise à la preuve par témoins. C. C. 6 frim. an 13, t. 5, 118.

10. On ne peut prouver par témoins l'observation d'une formalité qui doit être constatée par écrit. C. C. 10 déc. 1810, t. 11, 983.

11. Pour écarter la prescription trentenaire, on peut admettre la preuve par témoins d'un paiement au-dessous de 150 fr. pour une année d'arrérages d'une rente, quoique l'arrérage et le capital de la rente excèdent cette somme. Bruxelles, 10 déc. 1812, t. 16, 1044.

12. On ne peut prouver par témoins que deux actes constatant chacun le paiement d'une somme pareille sont une seule et même chose, que l'un devait être remis en échange de l'autre, et que, si cela n'a point été fait, c'est par abus de confiance. C. C. 29 oct. 1810, t. 11, 902.

13. Admettre cette preuve, c'est l'admettre contre et outre le contenu aux actes. C. C. 29 oct. 1810, t. 11, 902.

14. La preuve testimoniale est admissible pour établir la priorité de deux actes de procédure faits le même jour et sans indication de l'heure. C. C. 15 juil. 1818, t. 20, 542.

15. L'une des parties contractantes est recevable à prouver par témoins que l'acte qu'elle a signé a été surpris par dol ou par fraude, et qu'il n'est pas l'effet d'un consentement libre. C. C. 20 fév. 1811, t. 12, 165.

16. Le tiers détenteur d'un immeuble qui est poursuivi en paiement d'une créance hypothécaire peut, lors même que cette

créance s'élève à plus de 150 fr., être admis à prouver, par témoins, qu'elle a été acquittée par le débiteur direct. Bruxelles, 17 janv. 1810, t. 11, 58.

26. Celui qui réclame par la voie civile une somme d'argent qu'il prétend lui avoir été dérobée peut être admis à prouver ce fait par témoins. C. C. 6 mai 1822, t. 24, 410.

27. Des cohéritiers peuvent être admis à prouver par témoins qu'une somme excédant 150 fr., trouvée par l'un d'eux dans une maison qui lui est échue en partage, appartenait à l'auteur commun, qui l'y avait cachée. Riom, 26 fév. 1810, t. 11, 175.

28. Lorsque les souvenirs des juges suffisent à leur conviction, et qu'ainsi ils rejettent, comme ils en ont le droit, la preuve testimoniale offerte par le prévenu, ils doivent néanmoins déclarer ou constater les faits ou discours tels qu'ils reconnaissent qu'ils se sont passés ou ont été tenus devant eux, conformément aux dispositions analogues de l'art. 11 du cod. de proc. civ., et des art. 504, 505, 506 et 509 du cod. d'inst. crim. C. C. 7 déc. 1822, t. 1 de 1823, 222.

**PRISE maritime.** 1. L'affréteur doit payer une partie du frêt de ses marchandises capturées par l'ennemi, lorsque la prise a été déclarée nulle, et que la restitution des marchandises ou de la valeur a été effectuée. C. C. 11 août 1818, t. 20, 628.

2. Lorsqu'une prise maritime est déclarée nulle et illégale, les actionnaires qui, proportionnellement à leur intérêt dans l'armement du navire capteur, ont reçu partie du produit de cette prise, sont passibles de restitution envers les propriétaires jusqu'à concurrence de la part qu'ils ont eue dans le dividende. C. C. 18 mars 1810, t. 11, 260.

3. Les bâtimens ennemis enlevés en pleine mer par des Français qui s'y trouvent prisonniers sont de bonne prise pour les capteurs. Cons. des pris. 26 therm. an 13, t. 6, 391.

4. Les tribunaux de la nation à laquelle appartient le capteur sont juges exclusifs de la validité de la prise. C. C. 29 mars 1809, t. 10, 230.

5. Les jugemens émanés des tribunaux du capteur doivent être exécutés sur le territoire, et contre les sujets des puissances neutres, sans aucune révision préalable, et sur la simple vérification de leurs formes extérieures. C. C. 29 mars 1809, t. 10, 230.

6. En matière de prises maritimes, lorsque le droit proportionnel a été perçu sur le montant des liquidations particu-

lières, il n'est plus dû qu'un droit pour la liquidation générale. C. C. 1813, t. 15, 1.

7. Les dispositions relatives aux prises accordées aux marins de guerre pour cause de maladie sont applicables aux bâtimens armés en course. C. C. 9, t. 2, 24.

8. Ces dispositions n'ont lieu qu'en faveur des marins qui prouvent qu'une maladie a été contractée à bord, descendus à terre, ils sont entrés dans un hôpital, et qu'ils sont retournés sur le vaisseau ou bâtiment armé en course après leur rétablissement. C. C. 9, t. 2, 24.

9. L'indemnité accordée au capitaine d'un navire armé en course, à titre de droit éventuel et proportionnel des prises qui seront faites, doit être fixée à deux pour cent, nonobstant qu'elle ait été fixée à une quotité plus élevée par la convention avec l'armateur et les actionnaires intéressés à l'armement. C. C. 26 janv. 1825, t. 3 de 1825, 320.

#### **PRISE à partie.**

1. La prise à partie pouvait être exercée contre un directeur du jury qui a été inimitié, ou par abus de pouvoirs, instruit contre quelqu'un une procédure correctionnelle pour un fait qui n'est point de nature à constituer un délit. C. C. 25 avr. 1806, t. 7, 434.

2. La poursuite en prise à partie dirigée concurremment contre deux mandataires, peut être continuée contre l'un d'eux, bien qu'elle soit suspendue à l'égard de l'autre. C. C. 23 avr. 1806, t. 7, 434.

3. Il y a lieu à prise à partie contre un juge de paix lorsque, nonobstant plusieurs récusations à lui notifiées, il a prononcé contre une partie sur une demande qui lui était soumise, sans statuer sur des conclusions prises devant lui, fin de surseoir jusqu'au jugement de récusations. Amiens, 23 mars 1825, t. 3 de 1825, 184.

4. Un plaideur n'est pas fondé à prendre une cour royale à partie, par ce seul qu'en appréciant un fait dont son adversaire s'est prévalu, elle l'a qualifié d'une manière propre à porter atteinte à son honneur et à sa considération. C. C. 17 fév. 1825, t. 3 de 1825, 33.

5. Au contraire, la prise à partie doit être rejetée, si, ce fait constituant un des élémens du procès, la cour royale a pu se croire autorisée à l'apprécier, et à consigner dans les motifs de son arrêt l'opinion qu'elle s'en était formée. C. C. 17 fév. 1825, t. 3 de 1825, 33.

6. La prise à partie est la seule action

e contre un tribunal entier. C. C. 1813, t. 14, 413.

a cour ou le tribunal pris à partie point obligé de s'abstenir, lorsque la partie n'a pas été régulièrement introduite. C. C. 18 mars 1813, t. 14, 413.

La prise à partie contre une cour ne doit pas être portée à la chambre des pairs, bien que l'un des membres de la cour soit revêtu de la dignité de pair. C. C. 17 fév. 1825, t. 3 de 33.

La cour de cassation est seule compétente pour en connaître. C. C. 17 fév. 1825, t. 3 de 33.

## PRIVILEGE.

*Privilèges divers. — Objets qu'ils affectent. — Leur durée. — Qui peut les réclamer. — Comment ils sont conservés.*

*Privilège du trésor.*

*Privilège du vendeur.*

*Privilège du bailleur.*

*Du rang des privilèges entre eux.*

### § 1. — Privilèges divers.

Il n'existe point de privilège entre cessionnaires successifs des divers créanciers d'une créance privilégiée : ils doivent être payés par concurrence, et non par ordre de date. C. C. 4 août 1817, t. 19, 728.

Le privilège de l'aubergiste ne s'étend que sur les effets apportés par le locataire, et qui lui appartiennent, et sur ceux loués à ce dernier, surtout si l'aubergiste a eu connaissance du fait de louage. Colmar, 26 avril 1816, t. 14, 350.

Le privilège des architectes, maçons, etc. ne peut pas s'étendre au-delà du montant du procès verbal de réception de leurs travaux. Paris, 2 mai 1816, t. 14, 367.

Le commissionnaire a un privilège sur les marchandises qui sont dans ses magasins, non seulement pour les frais de transport ou de conservation de ces marchandises, mais encore pour toutes les avances faites à celui qui les a expédiées. C. C. 22 juil. 1817, t. 19, 728 ; Colmar, 20 avril 1810, t. 11, 397.

5. Surtout lorsque, sur la promesse d'être chargé de les vendre, il a fait des avances de fonds. Rouen, 20 avril 1810, t. 11, 397.

6. Le privilège du commissionnaire contre son effet, quoiqu'il n'ait pris nais-

sance que dans les dix jours qui précèdent l'ouverture de la faillite. Rennes, 13 juin 1818, t. 20, 447.

7. Ainsi, les agents d'une faillite qui arrêtent les marchandises expédiées sans fraude, par leur débiteur, dans les dix jours de sa faillite, à un commissionnaire pour le couvrir de ses avances, commettent une voie de fait dont ils doivent réparer les suites. Rennes, 13 juin 1818, t. 20, 447.

8. L'expéditeur ou consignataire, même non commerçant, a le même privilège que le commissionnaire, pour ses avances, lors même qu'une partie serait antérieure à l'expédition. C. C. 25 avril 1816, t. 18, 332.

9. Le privilège accordé au commissionnaire par l'art. 93 du col. de com., pour les avances faites sur des marchandises entrées dans ses magasins ou dans un dépôt public, s'exerce de préférence à la revendication du vendeur, quoique ces marchandises se trouvent dans les magasins d'un tiers qui les a reçues au nom et pour le compte de ce commissionnaire. Gênes, 12 juil. 1813, t. 15, 197.

10. Le voiturier a, après la livraison, un privilège sur les choses par lui voiturées, pour le paiement des frais de transport, encore bien que le propriétaire ait atermoyé. Paris, 2 août 1809, t. 10, 607.

11. L'ouvrier ou l'artiste qui a reçu des matières premières pour les mettre en œuvre a un privilège sur celles dont il se trouve nanti au moment de la faillite du propriétaire, pour raison du prix de sa main-d'œuvre et de ses avances. Colmar, 7 mars 1812, t. 13, 204.

12. Un teinturier a privilège sur les cotons qu'il a entre les mains, non seulement pour la teinture de ces cotons, mais encore pour celle de cotons précédemment livrés, et qui lui avaient été envoyés en même temps que ceux qu'il détient. Rouen, 18 juin 1825, t. 3 de 1825, 85.

13. Le sous-traitant a un privilège sur les sommes dues par le gouvernement à l'entrepreneur général, et sur les immeubles donnés en cautionnement. Paris, 30 juil. 1810, t. 11, 742.

14. Si ces immeubles ont été vendus, il peut, par une opposition, conserver son privilège sur les sommes dont l'acquéreur est encore débiteur. Paris, 30 juil. 1810, t. 11, 742.

15. Les commis des marchands ont un privilège sur les meubles pour le paiement de leurs salaires. Metz, 4 mai 1820, t. 22, 415.

16. Le domestique du fermier, qui a travaillé à la récolte, jouit du privilège que la loi accorde aux colons et métayers



sur les grains de l'année. Ce privilège se conserve, malgré la vente de ces grains, tant qu'il n'y a point d'enlèvement. Paris, 23 juin 1812, t. 13, 579.

17. Le journalier n'est pas privé de son privilège sur les vignes qu'il a fauchées, pour avoir négligé de réclamer, au fur et à mesure, le paiement de ses journées. C. C. 24 juin 1807, t. 8, 457.

18. Le privilège des commis et gens de service est soumise à la prescription de six mois établie par l'art. 2271 du cod. civ. Metz, 4 mai 20, t. 22, 415.

19. Les fournitures de subsistance faites à une personne tombée en faillite ne sont privilégiées que pour les six mois qui ont précédé cette faillite. Paris, 28 janv. 1812, t. 13, 99.

20. Un créancier de la succession peut réclamer l'effet du privilège appartenant à l'un des cohéritiers sur les biens échus à l'autre, à l'exclusion de leurs créanciers respectifs. C. C. 17 fév. 1820, t. 22, 161.

24. Lorsque la liquidation d'une succession n'est faite que long-temps après le partage, ces deux actes n'ont d'effet, à l'égard d'un cohéritier mineur, que du jour de leur homologation, et le privilège de celui-ci est conservé par une inscription prise dans les soixante jours de l'homologation. C. C. 17 fév. 1820, t. 22, 161.

22. Les frais de justice faits en conséquence d'une faillite sont privilégiés sur les meubles et les immeubles indistinctement, comme ceux faits après décès. Paris, 28 janv. 1812, t. 13, 99.

23. Les frais et honoraires des actes relatifs au partage des biens dépendants d'une succession, qui sont dus au notaire, doivent-ils être assimilés aux frais de justice et jouir du privilège accordé à ceux-ci par les art. 2101 et 2104 du cod. civ. ? T. 3 de 1823, 473.

24. Les frais de bénéfice d'inventaire doivent être considérés comme frais de justice, et, par suite, être employés par privilège sur le prix des immeubles de la succession, à défaut de mobilier. C. C. 11 août 1824, t. 1<sup>re</sup> de 1825, 145.

### § 2. — Privilège du trésor.

25. Le trésor public n'a pas de privilège sur le cautionnement d'un agent de change, pour les amendes encourues par celui-ci dans l'exercice de ses fonctions, et pour le paiement des frais de la procédure; il ne peut même pas obtenir le concours avec les créanciers qui ont pour gage le cautionnement, surtout lorsque la créance du fisc est postérieure à la faillite du débiteur. C. C. 7 mai 1816, t. 18, 384.

26. Le privilège du trésor public, pour

recouvrement des frais de justice, matière criminelle, correctionnelle, police, s'exerce sur les meubles et mobiliers des condamnés, au préjudice de leurs créanciers qui ont des créances antérieures à la condamnation, qui n'ont exercé de poursuites qu'après. C. C. 6 juin 1809, t. 10, 437.

27. Le créancier à qui un propriétaire a délégué des fermages pour s'acquitter vers lui n'est pas subrogé de droit au privilège du trésor, pour le montant de ce qui a été payé sur les mêmes fermages à la décharge du propriétaire. C. C. 15 juin 1820, t. 22, 525.

28. Le privilège du trésor pour le droit de mutation par décès ne lui donne un droit de préférence sur les créances inscrites avant l'ouverture de la succession. C. C. 6 mai 1816, t. 18, 384; vend. an 14, t. 6, 471; Paris, 13 fév. 1813, t. 6, 433.

29. La cour de Limoges avait décidé qu'il primait toute autre créance. 1808, t. 9, 363.

30. La régie des douanes a un privilège sur les meubles des cautions de ses percepteurs. C. C. 12 déc. 1822, t. 2 de 1823, 324.

### § 3. — Privilège du vendeur.

31. Le privilège du vendeur n'emporte pas indépendamment du capital, que les intérêts de deux années et de l'année courante. Nîmes, 12 déc. 1811, t. 12, 99.

32. Décidé au contraire que ce privilège s'étend sur tous les intérêts échus. C. C. 1 mai 1817, t. 19, 395. — V. Prescription, n. 69 et 70.

33. Le vendeur d'une créance n'a pas de privilège sur le montant de la consignation des deniers qui en proviennent, en cas de défaut de paiement du prix convenu. Cette créance, le vendeur n'a pas le droit de faire résoudre le transport. Paris, 11 mai 1825, t. 3 de 1825, 400.

34. Le vendeur d'un immeuble par lots successivement en plusieurs mains peut, après avoir renoncé à la demande qu'il avait formée en résolution de la vente pour défaut de paiement, se faire déléguer, en vertu de son privilège, sur le prix de l'adjudication de l'immeuble, et sur celui du mobilier qui avait fait partie de la vente, par préférence aux créanciers hypothécaires, lors même qu'il n'aurait rempli aucune formalité pour la conservation de son privilège. C. C. 24 août 1816, t. 18, 687.

35. Celui qui vend à terme des effets mobiliers peut, à défaut de paiement lors de l'échéance du terme, poursuivre la saisie et la vente de ces effets, encore en la possession du débiteur, et se faire

ar le prix par préférence aux autres créanciers, nonobstant la faillite ou la déconfiture de ce débiteur, sur la vente. C. C. 10 mai 1809, t. 1, 62.

Le vendeur d'un fonds de commerce a le privilège pour le paiement du prix de la vente. Paris, 11 déc. 1822, t. 1, 108.

Le général, le commerçant, le fabricant, à défaut de paiement de la chose achetée, tombé en faillite, peut revendiquer en nature sur le prix de la chose vendue, et peut revendiquer en nature.

Paris, 13 janv. 1824, t. 1 de 1825, 134.

Mais ce privilège a lieu lorsque la chose a eu pour objet une mécanique ou autre effet reconnaissable, et non susceptible d'être changé de nature.

Paris, 13 janv. 1824, t. 1 de 1825, 134.

Le vendeur d'une chose mobilière, acceptée, en paiement de son prix, et s'il est souscrit par l'acheteur, perd son privilège sur la chose vendue. Paris, 14 août 1816, t. 18, 875.

Le vendeur qui, en donnant quittance du prix de l'immeuble vendu, s'obligeant des obligations particulières, fait souscrire par l'acquéreur, fait réserves de ses droits et hypothèques, conserve son privilège. Turin, 17 avril 1813, t. 15, 438.

Le vendeur qui veut conserver le privilège résultant du contrat de vente, doit requérir la transcription dans le délai qu'il eût dû faire l'inscription, et elle lui tient lieu. C. C. 12 juil. 1825, t. 1 de 1825, 101.

L'obligation imposée à l'acquéreur de faire transcrire son contrat avant de céder à aucune vente, lors même qu'elle n'aurait pas été remplie, conserve le privilège du vendeur contre tous les acquéreurs qui auraient négligé de le transcrire. Riom, 14 mai 1817, t. 19, 819.

Le privilège du vendeur est conservé entier par la transcription, quoiqu'il y ait erreur dans l'inscription d'office, à l'égard de la somme restant due sur le prix. Paris, 31 août 1810, t. 11, 840.

Le privilège et l'hypothèque du vendeur sur l'immeuble vendu subsistent nonobstant la faillite de l'acquéreur, quoique la transcription du contrat de vente et l'inscription au profit du vendeur n'aient eu lieu que postérieurement à cette faillite. Paris, 20 mai 1809, t. 10, 66.

Le privilège du vendeur existe, indépendamment de toute inscription, au préjudice des créanciers de l'acquéreur, tant que celui-ci n'a pas fait transcrire. Colmar, 6 déc. 1806, t. 7, 581.

46. Le privilège accordé aux cohéritiers sur le bien licité, pour le prix de la licitation, est indivisible de sa nature et grève indistinctement tous les immeubles mis en licitation, pour la totalité de ce prix. Paris, 4 janv. 1823, t. 1 de 1824, 475.

47. Lorsqu'un immeuble a été acquis par deux époux communs en biens, et que le vendeur, à défaut d'actes conservatoires, a perdu son privilège à l'égard du mari, tombé en faillite, il ne peut prétendre encore l'exercer sur la moitié de l'immeuble réputé acquis par la femme, lorsque celle-ci a renoncé à la communauté, sans qu'il s'y soit opposé. C. C. 16 juil. 1848, t. 20, 551.

#### § 4. — Privilège du bailleur.

48. Le droit du propriétaire se réduit à un simple privilège sur le prix des meubles vendus; mais il ne peut s'opposer à la vente de ces meubles, sous prétexte que le saisissant ne s'oblige pas à lui garantir l'exécution du bail. C. C. 16 août 1814, t. 16, 562.

49. Le privilège du propriétaire d'une maison ne s'étend pas sur les objets qui n'appartiennent pas à son locataire, tels, par exemple, que ceux qui lui auraient été confiés à titre de dépôt, ou des marchandises brutes qui lui auraient été remises pour les mettre en œuvre. C. C. 22 juil. 1823, t. 1 de 1824, 140.

50. Mais pour que ces objets échappent au privilège du propriétaire, il faut que celui-ci soit instruit, au moment même de leur introduction, qu'ils n'appartiennent pas au locataire. La notification de non-propriété doit être faite au domicile du locateur. Paris, 26 mai 1814, t. 16, 537.

51. Les bestiaux garnissant une ferme sont soumis au privilège du propriétaire de la ferme, lorsque celui qui les revendique à titre de bailleur n'a pas fait la notification du bail à cheptel au propriétaire de la ferme, avant l'introduction des bestiaux dans le domaine. Nismes, 7 août 1812, t. 13, 738; Paris, 31 juil. 1818, t. 20, 588; C. C. 9 août 1815, t. 17, 554.

52. Et quoique le propriétaire de la ferme ait connu la convention passée entre son fermier et le bailleur à cheptel. Paris, 31 juil. 1818, t. 20, 588.

53. L'exercice du privilège du propriétaire sur le prix des choses qui garnissent la ferme n'a pas lieu pour les fermages à échoir, quand d'ailleurs le fermier n'est pas en déconfiture. C. C. 8 déc. 1806, t. 7, 587.

54. Le bailleur a un privilège sur la

portion de fruits dévolue au colon partiaire, tant pour les loyers que pour le dommage résultant de l'inexécution du bail. Nismes, 7 vent. an 12, t. 4, 320.

55. En cas de saisie de la part du propriétaire, le bail à cheptel sous seing privé, enregistré postérieurement à sa date, et signifié dans l'instance d'opposition, ne suffit pas pour écarter son privilège; il ne donne pas au bailleur à cheptel le droit de prouver par témoins que les bestiaux lui appartiennent. Paris, 31 juil. 1818, t. 20, 588.

56. Le droit du propriétaire sur les meubles qui garnissent la maison s'étend au-delà de ce qui est nécessaire pour répondre des loyers: en conséquence, le propriétaire peut s'opposer à l'enlèvement du surplus. Paris, 2 oct. 1806, t. 7, 515.

#### § 5. — Du rang des privilèges entre eux.

57. Le privilège du propriétaire sur les meubles de son locataire doit primer celui des frais de scellés apposés après la mort du locataire. Paris, 25 nov. 1814, t. 16, 718.

58. Le privilège des frais de justice prime-t-il celui du propriétaire sur les meubles garnissant la maison? C. C. t. 23, 599.

59. La cour de Limoges a jugé que le privilège du propriétaire ne prime pas celui des frais de justice, mais seulement qu'il doit passer avant les frais faits pour l'administration de la faillite. 15 juin 1813, t. 15, 47.

60. Le privilège du domestique du fermier, qui a travaillé à la récolte, sur les grains de l'année, prime celui du propriétaire locataire de la ferme. Paris, 23 juin 1812, t. 13, 579.

61. Le privilège des frais de scellés prime celui des frais de garde, et le privilège des frais de garde prime celui des frais d'inventaire. Paris, 27 mars 1824, t. 3 de 1824, 509.

62. Le privilège du vendeur sur l'immeuble dont il n'a pas reçu le prix et le privilège du constructeur peuvent concourir et s'exercer à la fois, de telle sorte que la plus-value résultant de ces travaux doit être affectée au privilège du constructeur, lors même que le vendeur ne trouve pas de quoi se remplir de la totalité de son prix. Paris, 13 mai 1815, t. 17, 334.

63. Celui qui, pouvant revendiquer un meuble dans la masse d'une faillite, en a laissé faire la vente avec les autres, ne peut ensuite en réclamer la valeur par privilège, au préjudice du trésor public. C. C. 17 oct. 1814, 16, 664.

64. Les créanciers privilégiés sur les meubles et sur les immeubles ne peuvent exercer leurs droits sur les immeu-

bles qu'en prouvant l'insuffisance des meubles. Bruxelles, 21 août 1810, 790.

65. Il n'existe pas de privilège divers prêteurs dont les uns ont été pleinement subrogés au privilège du créancier, et les autres l'ont été expressément et au privilège et au droit de préférence. Tous les bailleurs de fonds doivent être payés par concurrence entre eux. Paris, 1815, t. 17, 334.

**PROCES verbaux.** 1. Les procès verbaux des commissaires de police ne font pas foi jusqu'à inscription de faux, mais peuvent admettre la preuve testimoniale contre l'énoncé au procès verbal. Cass. 10 janv. 1807, t. 8, 53.

2. La foi probante des procès verbaux et rapports faits par les agents, préposés ou officiers auxquels la loi n'accorde pas le droit d'être crus jusqu'à inscription de faux, ne peut être détruite que par des preuves écrites, ou par des déclarations de témoins, faites sous la foi du serment et non par de simples renseignements. C. 21 fév. 1822, t. 1 de 1823, 127.

3. Dans les cas où il peut être opposé la preuve testimoniale aux procès verbaux d'agents publics ou gardes champêtres, les tribunaux peuvent admettre ou rejeter cette preuve, suivant qu'ils jugent convenable. C. C. 2 fév. 1818, 113.

4. Les procès verbaux destinés à constater des contraventions aux lois de police publique ne peuvent être annulés, sans disposition expresse de la loi. C. C. fruct. an 11, t. 3, 672.

**PROCUREUR.** Les héritiers d'un défunt ne sont pas recevables à réclamer le paiement des frais dus à leur auteur, si le défunt ne représentait pas un registre en bonne et due forme tenu par le défunt, qui constatât que les frais et salaires sont dus. C. C. 23 vent. an 10, t. 2, 330.

**PRODIGUE.** 1. Le prodigue qui a contracté sans l'assistance de son conseil judiciaire ne peut opposer son incapacité pour faire annuler le contrat, si le jugement de nomination n'a pas été inscrit dans les dix jours sur le tableau affiché dans l'auditoire du tribunal, et dans les études des notaires de l'arrondissement. Turin, 20 janv. 1810, t. 11, 68.

2. Les actions de celui à qui il a été donné un conseil judiciaire, pour le faire déclarer prodigue, doivent être exercées tant en demandant qu'en défendant, personnellement, avec l'assistance de son conseil, et non par ce conseil seul. Bruxelles, 13 avril 1808, t. 9, 249.

3. Les significations faites au prodigue

sont pas valables. Bruxelles, 13 08, t. 9, 249.

mauvais choix d'un fondé de pou-  
suffit pas pour justifier le repro-  
digalité. Beaunçon, 9 avril 1808,

promulgation du code civil n'a  
cesser entièrement l'effet de l'in-  
on prononcée antérieurement,  
use de prodigalité; mais elle a  
la qualité du curateur en celle  
eil. C. C. 6 juin 1810, t. 11,  
mars 1806, t. 7, 174.

ratification que fait le prodigue,  
le son interdiction, des actes pas-  
ant l'interdiction est valable, et  
au jour du contrat ratifié. Pa-  
prair. an 10, t. 2, 506.

**MESSE d'égalité.** La clause d'un  
de mariage qui soumet le dona-  
rappporter l'objet donné à la suc-  
du donateur, pour exercer en-  
cette succession des droits égaux  
de ses cohéritiers, ne peut pas être  
rée comme une promesse de n'a-  
r aucuns de ces derniers au pré-  
du donataire. Pau, 13 juin 1810,  
593.

**MESSE de garder.** La promesse  
der, faite conformément à la cou-  
Normandie, a dû, comme une  
tion contractuelle, avoir son effet  
ne succession ouverte sous l'em-  
e la loi du 17 niv. an 2. C. C. 2,  
an 8, t. 1, 438.

**MESSE de récompense.** La pro-  
fuite, par affiches, d'une récom-  
pour celui qui trouverait et rap-  
ait un objet perdu, est obligatoire.  
3 août 1810, t. 11, 754.

**PRÉS. (biens).** 1. Lorsque, au mo-  
de son mariage, une femme possé-  
es immeubles, en vertu d'un ju-  
qui lui en avait attribué la pro-  
ils doivent être considérés comme  
été propres à la femme, quoique,  
le mariage, ils aient été revendi-  
r un tiers, et que le délaissement  
été ordonné à son profit, tellement  
s'ils avaient été vendus, et que  
es aient été achetés en remploi, ces  
biens doivent rester propres à la  
e. C. C. 4 mai 1825, t. 3 de 1825,

le mari n'est pas fondé, dans ce cas,  
révaloir du jugement qui évinée sa  
e. C. C. 4 mai 1825, t. 3 de 1825, 599.

**PROPRIÉTÉ.** 1. La faculté accordée au  
par exemple au locataire qui a  
les constructions sur le terrain d'au-  
de les enlever, si mieux on n'aime  
à rembourser la valeur, constitue  
vritable droit de propriété, et non

une simple créance, pour la conservation  
de laquelle, vis-à-vis des tiers, il soit né-  
cessaire de prendre inscription. Rouen,  
11 août 1820, t. 3 de 1824, 480.

2. Le droit de propriété n'est pas tel-  
lement absolu, qu'il permette, en se con-  
formant aux lois ou aux réglemens, de  
faire de sa chose un usage nuisible à au-  
trui. Ainsi, un propriétaire qui, en fai-  
sant un four, ou toute autre construction  
dangereuse, a pris toutes les précautions  
indiquées par l'art. 674 du cod. civ.,  
peut être contraint à employer d'autres  
moyens, et même à supprimer sa con-  
struction, si, malgré toutes les mesures  
prises, elle cause au voisin une grave in-  
commodité. Metz, 16 août 1820, t. 22,  
738.

**PROPRIÉTÉ littéraire.** 1. Les droits  
de ceux qui ont acquis des propriétés lit-  
téraires sont réglés exclusivement par les  
lois existantes lors de la cession. C. C.  
27 prair. an 11, t. 3, 541.

2. Les mandemens et les instructions  
des évêques sont la propriété de leurs au-  
teurs; et, en conséquence, ces derniers  
peuvent invoquer en leur faveur l'exé-  
cution des lois relatives à la propriété lit-  
téraire. C. C. 26 therm. an 12, t. 4, 662.

3. La lecture en public d'un ouvrage  
ne prive pas l'auteur de son droit de pro-  
priété, de telle sorte que cet ouvrage  
puisse être imprimé par d'autres, sans  
son consentement. Paris, 12 vent. an 9,  
t. 1, 610.

## PROTET.

*Nécessité du protêt.* — Dans quel  
délai il peut ou doit être fait. —

*A quel domicile.* — *Notification*  
*du protêt.* — *Effets du protêt.*

*— Du recours après le protêt.*  
*— Droits d'enregistrement.*

1. Sous l'empire de l'ordonnance de  
1673, le porteur d'une lettre de change  
était obligé de la faire protester à son  
échéance, lors même que celui sur lequel  
elle était tirée se trouvait alors en faillite.  
C. C. 24 mai 1809, t. 10, 412.

2. Le porteur d'une lettre de change  
est tenu de prendre tous les moyens pos-  
sibles pour faire protester dans le délai  
de la loi. C. C. 21 juin 1810, t. 11, 621.

3. Le porteur d'une lettre de change  
est dispensé d'en faire le protêt pour  
conserver son recours, lorsque l'accep-  
teur est tombé en faillite avant l'échéance.  
Paris, 19 niv. an 12, t. 4, 202.

4. Lorsque des événemens de force ma-  
jeure ont empêché la présentation, et par  
suite le protêt d'une lettre de change à

son échéance, l'exception tirée de ces événemens est abandonnée aux lumières et à la prudence des juges, en telle sorte qu'ils peuvent la rejeter ou l'admettre suivant les circonstances. C. C. 28 mars 1810, t. 11, 293.

5. Si, par un événement de guerre ou tout autre accident de force majeure, le tiers porteur d'une lettre de change n'a pu ni en recouvrer le montant, ni la faire protester à l'échéance, il est seul passible de cet événement et n'a aucun recours contre les endosseurs. Paris, 12 mars 1812, t. 13, 286.

6. Le défaut de protêt à l'échéance d'une lettre de change régulière en la forme ne suffit pas pour la faire considérer comme simple promesse à l'égard du tireur, et affranchir celui-ci de la contrainte par corps. C. C. 25 frim. an 9, t. 1, 555; 24 mai 1824, t. 3 de 1824, 333.

7. Le protêt faute de paiement ne peut se suppléer par des présomptions. C. C. 25 août 1813, t. 15, 435.

8. Le détenteur d'un billet à ordre perd son recours contre tous les endosseurs s'il néglige de faire faire le protêt à l'échéance. C. C. 20 déc. 1821, t. 23, 759.

9. Lors même que le souscripteur est tombé en faillite avant l'échéance. C. C. 17 janv. 1820, t. 20, 47.

10. Il en serait autrement si le billet ne lui avait été transmis par la voie de l'endossement que depuis la faillite du souscripteur. C. C. 29 déc. 1821, t. 23, 759.

11. Une lettre de change et un billet à ordre peuvent être protestés avant l'échéance, lorsque les signataires ou tireurs ont fait faillite. C. C. 11 pluv. an 10, t. 2, 274.

12. Le protêt d'un billet à ordre ne peut pas être fait avant le jour qui suit celui de l'échéance indiquée; et particulièrement, lorsqu'il y a lieu aux dix jours de grâce, le protêt ne peut pas être fait avant l'expiration de ces dix jours. C. C. 23 frim. an 11, t. 3, 142.

13. Si le protêt d'un billet à ordre n'a pas été fait au domicile indiqué pour le paiement, mais seulement au domicile réel du souscripteur, celui-ci est affranchi de toute poursuite de la part du porteur, en prouvant qu'il avait fait les fonds, lors de l'échéance, au domicile indiqué. C. C. 31 juil. 1817, t. 19, 769.

14. Lorsqu'une personne au domicile de laquelle un billet à ordre est payable change de domicile, et que le nouveau domicile est connu, le protêt peut être fait valablement à ce nouveau domicile. C. C. 19 juil. 1814, t. 16, 514.

15. Le protêt d'une lettre de change doit être fait, à peine de nullité, au lieu

où l'accepteur a le siège de son commerce et où il paie habituellement, encore cet accepteur ait son domicile dans un autre endroit, et qu'étant en faillite ait fermé son comptoir. Bordeaux, 17 janv. 1814, t. 16, 37.

16. Le protêt d'un billet à ordre écrit entre particuliers et non négocié, sous l'ordonnance du commerce, n'est pas suffisant pour la déchéance de l'action en garantie, si le donneur n'avait mis son aval sur ce billet, et si la demande n'est formée dans le délai de quinze jours. En d'autres termes, le donneur n'est pas assimilé à l'endosseur. C. C. 10 an 10, t. 2, 433.

17. Il n'est pas nécessaire que les effets de commerce dont un tiers rend caution solidaire soit déchu de cette caution comme à un endosseur. Ce cautionnement ne peut être regardé comme aval. Paris, 4 mai 1813, t. 15, 718.

18. La notification du protêt dans le délai de quinze jours n'est pas suffisante pour conserver le recours, si la demande judiciaire n'est pas formée dans le délai. C. C. 10 mai 1812, t. 13, 564.

19. Le porteur d'une lettre de change qui, après avoir notifié dans le délai le protêt au tireur, avec citation en condamnation devant le tribunal de commerce, néglige de poursuivre le jugement sur cette citation, n'est pas réputé, par cela seul, avoir abandonné son action. C. C. 23 juil. 1824, t. 1 de 1825, 59.

20. Les effets du protêt sont régis par la loi du lieu où la traite est payable. Paris, 4 juil. 1812, t. 13, 629.

21. Dans le cas où il n'y a pas de protêt, les intérêts ne peuvent pas être adjugés antérieurement au jour de la demande. C. C. 25 août 1813, t. 15, 435.

22. L'endosseur qui a remboursé un effet protesté, volontairement et dans le délai de quinze jours du protêt, peut exercer son recours contre les précédents endosseurs dans le délai de quinze jours, à partir du jour où il a fait le remboursement, sans avoir besoin de faire notifier le protêt. C. C. 9 mars 1818, t. 20, 203; 10 mai 1812, t. 13, 936.

23. Chaque endosseur jouit également d'un délai de quinze jours pour exercer son recours, à compter du remboursement qu'il a effectué ou de la notification qui a été faite du protêt. C. C. 10 mai 1812, t. 13, 936; 7 sept. 1815, t. 17, 609.

24. Mais il n'a que ce délai, que soit le nombre des endosseurs qui le cèdent. C. C. 29 juin 1819, t. 21, 7 sept. 1815, t. 15, 609.

25. La déchéance encourue par un endosseur pour n'avoir pas exercé son



temps est une exception qui peut opposée en tout état de cause. juin 1819, t. 21, 452.

protêts faits par les notaires ne valables que du droit fixe de 1 fr. mars 1825, t. 3 de 1825, 121.

QUESTION. 1. Quand il y a lieu de une hérédité entre deux personnes à la partager, les tribunaux doivent accorder une provision à l'une d'elles tant qu'elle n'est pas en mesure de se faire, s'il est dès à présent contesté, elle lui redevra en définitive une somme considérable. Paris, 2 août 1822, t. 3 de 1825, 495.

possession apparente de l'état d'époux suffit pour faire accorder à une femme une provision alimentaire sur les biens de son mari. C. C. 8 juin 1809, t. 3 de 1825, 56.

Quand un tribunal admet une fille à demander qu'elle ne peut sans danger de sa santé dans la maison paternelle, il ne peut, en attendant le jugement sur la demande d'une pension alimentaire, refuser à cette fille, lui accorder une provision alimentaire. Bruxelles, 21 niv. an 13, t. 5, 262. L'enfant dont l'état est contesté doit avoir une provision alimentaire pendant le procès, et les héritiers du mari, détenteurs des biens, peuvent être condamnés à la fournir. Aix, 6 avril 1818, t. 20, 287.

La cour légalement saisie de l'appel ne peut, sans renvoi, statuer sur une demande de provision, avant de s'occuper de l'appel. C. C. 20 avril 1808, t. 3 de 1825, 153.

On peut demander en appel une provision sur laquelle il n'avait pas été conclu en première instance. C. C. 21 vend. an 13, t. 3 de 1825, 153.

QUESTION. 1. Les conseils de prud'hommes ne sont pas compétents pour connaître des contestations élevées entre des patrons et les entrepreneurs d'une filature relativement à des laines que les patrons avaient données à filer aux entrepreneurs. C. C. 5 fév. 1825, t. 3 de 1825, 302. Les entrepreneurs de filature comme les patrons ne peuvent pas, dans ce cas, considérer les entrepreneurs de filature comme patrons. C. C. 5 fév. 1825, t. 3 de 1825, 302.

SAISINE paternelle. 1. Le mari a le droit pendant le mariage, l'exercice de la puissance paternelle, et en conséquence de placer ses enfans où et comme il lui semble. Paris, 9 août 1813, t. 15, 287.

Quelques raisons qu'un enfant en puissance paternelle puisse avoir de se séparer de son père, il ne peut quitter

sa maison, sans y être autorisé par justice. Caen, 31 déc. 1811, t. 12, 1019.

3. Le désordre ou l'inconduite de la veuve la prive seulement du droit d'administration, et non de la jouissance des biens de ses enfans. Aix, 30 juil. 1813, t. 15, 284.

4. La jouissance ou l'exploitation d'un bail à ferme consenti au profit de l'époux décédé est exclue de la jouissance légale que l'époux survivant a sur des biens de ses enfans mineurs, de telle sorte que cet époux est comptable envers ses enfans du produit, en capital, du bail, et que sa jouissance est restreinte aux intérêts de ce capital. (Rés. implic.) C. C. 7 mars 1825, t. 3 de 1825, 241.

5. Le débiteur ne peut exiger d'un père, administrateur légal des biens de son enfant, lorsqu'il n'a pas l'usufruit de ces biens, soit une caution, soit un emploi, pour les sommes qu'il est tenu de lui payer en cette qualité. Toulouse, 26 août 1818, t. 20, 682.

6. Lorsqu'un aïeul, en légant à son petit-fils une somme d'argent, a ordonné que le placement et l'emploi en seraient faits jusqu'à la majorité du légataire, par une personne qu'il désigne, ce legs peut être considéré comme fait sous la condition expresse que le père n'en aura pas la jouissance, dans le sens de l'art. 387 du cod. civ. Paris, 24 mars 1812, t. 13, 289.

## Q.

QUALITÉ. Il n'est pas toujours nécessaire que la *qualité* en laquelle agit une partie soit littéralement exprimée dans l'acte. C. C. 2 therm. an 9, t. 2, 79.

QUASI-CONTRAT. Les ouvriers qui, par ordre du mari, ont travaillé aux réparations et constructions d'un immeuble propre à la femme ont contre elle, en vertu du quasi-contrat *negotiorum gestiorum*, une action directe pour le remboursement de ce qui leur est dû jusqu'à concurrence de la plus-value que ces réparations et constructions ont donnée à cet immeuble. C. C. 14 juin 1820, t. 22, 521.

QUESTION d'état. 1. Les anciennes chambres des comptes n'étaient pas compétentes pour prononcer sur des questions d'état, notamment sur celle de savoir si une personne descend de telle famille, et leurs arrêts ne peuvent pas former des titres irrécusables vis-à-vis des tiers intéressés à contester cette descendance. C. C. 25 fév. 1823, t. 2 de 1825, 529.

2. Une question d'état élevée incidemment à une demande en délivrance for-

mée par un enfant naturel doit être jugée par le tribunal saisi de cette demande. C. C. 25 août 1813, t. 15, 442.

3. Des questions d'état incidentes à des questions de criminalité peuvent être jugées par les tribunaux criminels auxquelles celles-ci sont soumises. C. C. 27 nov. 1812, t. 13, 1003.

4. Le désistement sur une question d'état rend le demandeur désormais non recevable dans son action. Paris, 3 juil. 1812, t. 13, 628.

5. La fausseté des noms sous lesquels un enfant a été inscrit au registre de l'état civil ne peut pas, dans le cours de l'instance sur la question d'état faite par cet enfant, être prouvée préalablement par la voie de l'inscription de faux incident, lorsqu'il n'y a ni commencement de preuve par écrit, ni concours de présomptions supplétives. C. C. 28 mai 1809, t. 10, 414.

6. Les tribunaux français peuvent, du consentement des parties, connaître d'une question d'état entre étrangers. C. C. 4. sept. 1811, t. 12, 747.

7. Pour juger une question d'état introduite avant le code, un tribunal civil peut aujourd'hui, sans contrevenir à l'art. 326 du cod., puiser les élémens de sa décision dans un jugement criminel intervenu entre les mêmes parties sur le matériel de la pièce d'où dépend le sort de la réclamation d'état. C. C. 30 avril 1807, t. 8, 306.

**QUESTION préjudicielle.** 1. L'individu prévenu d'avoir, au mépris d'une ordonnance du maire, passé sur un sentier, ne peut alléguer, comme question préjudicielle, qu'il a acquis par prescription le droit d'y passer. Il n'y a pas lieu à surseoir jusqu'à ce que les juges civils aient statué sur l'exception opposée. C. C. 4 sept. 1812, t. 13, 838.

2. Il en est de même à l'égard de l'individu prévenu d'un délit attentatoire à la propriété d'autrui, qui allègue que la propriété de l'héritage dévasté est l'objet d'un litige pendant devant les tribunaux. C. C. 19 mars 1819, t. 21, 219.

3. Si le prévenu d'une destruction de clôture oppose que le terrain sur lequel cette clôture existait est un chemin public qui lui sert pour l'exploitation de ses propriétés, que le plaignant y a établi sa clôture sans titre et sans droit, et qu'elle rend le chemin impraticable, cette exception constitue une question préjudicielle; il y a lieu de surseoir à statuer jusqu'à ce que le tribunal civil ait prononcé sur la question préjudicielle. C. C. 28 août 1822, t. 1 de 1824, 258.

4. Celui qui est poursuivi correctionnellement pour avoir abattu un mur éle-

vé sur un terrain dont il se prétend propriétaire, par une commune qui même la possession annale, doit être mis à faire statuer préjudiciellement la question de propriété. C. C. 1813, t. 14, 24.

5. Si quelques habitans d'une commune, poursuivis pour délit de pâturage, soutiennent, de concert avec le propriétaire, autorisé à cet effet, que la commune a le droit de pâturage dans les lieux où ils ont conduit leurs bestiaux, cette question présente une *question préjudicielle* qu'au jugement de laquelle le tribunal de simple police doit surseoir. C. C. 1821, t. 23, 187.

6. Il en est de même lorsqu'un individu est prévenu d'avoir indûment mené ses moutons dans un herbage exproprié sous-bail qui lui en donnait le droit. C. 4 janv. 1810, t. 11, 11.

7. Des officiers municipaux ne peuvent, en police correctionnelle pour des infractions par eux commises sur un terrain dont un particulier a la possession, alléguer qu'ils ne peuvent, sous prétexte que la commune est propriétaire de ce terrain, demander leur renvoi devant le tribunal civil, pour faire statuer sur la question préjudicielle de propriété. C. C. 1822, t. 24, 442.

8. Il en est de même dans tous les cas où celui qui est prévenu d'avoir causé un dommage sur les propriétés d'autrui allègue qu'il est propriétaire ou possesseur du fonds. C. C. 10 janv. 1806, t. 8, 306.

**QUOTITÉ disponible.** 1. C'est le montant du décès qui règle la quotité disponible et pour la fixer on doit réunir toutes les libéralités faites par le testateur, même celles qui ne sont que des legs, conformément au code. Turin, 20 janv. 1813, t. 8, 25; 26 juil. 1813, t. 15, 259; 26 juin 1824, t. 2 de 1825, 569.

2. Lorsque les aliénations que le testateur avait faites ont été annulées, renfermant des donations déguisées, les biens qui en étaient l'objet doivent être comptés pour l'exercice de la quotité disponible, de la même manière qu'ils s'étaient trouvés en nature à l'époque du décès. C. C. 20 juin 1821, t. 23, 187.

3. L'époux qui a épuisé par ses libéralités en faveur d'un enfant ou d'un autre, la quotité disponible fixée par le code, ne peut disposer, en faveur de son conjoint, du quart de ses biens, ou d'une portion en usufruit, conformément au code. C. C. 2 fév. 1819, t. 21, 99; 14 mai 1813, t. 14, 542; Toulouse, 10 juin 1809, t. 10, 484.

4. De même, l'époux qui a fait des libéralités à son premier ou second conjoint ne peut faire de nouvelles libéralités.

d'autres personnes, dans la mesure de la quotité dont il a disposé avant sa première donation. C. C. 21 juil. 1813, t. 15, 242.

Un des époux peut employer la quotité disponible en libéralités simultanées avec l'autre époux et envers un de ses enfants. Turin, 15 avril 1810, t. 11, 385; Paris, 1810, t. 11, 389.

Lorsqu'un héritier à réserve, donataire de ses vifs, a renoncé à la succession pour s'en tenir à sa donation, cette donation doit être considérée comme éteinte à sa réserve, et non comme une libéralité imputable sur la quotité disponible, et qui la fasse réduire au préjudice du légataire de cette portion. Turin, 15 avril 1812, t. 13, 307.

R.

CHAT. V. *Vente à reméré.*

RAPPORT.

La loi règle le rapport. — Quels dons sont sujets à rapport sous le code civil. — Comment la dispense de rapport doit être énoncée. — A qui profite le rapport.

C'est la loi sous l'empire de laquelle la donation a été faite, et non celle qui est en vigueur lors de l'ouverture de la succession, qui détermine si le rapport doit ou non être fait, et de quelle manière il doit l'être. C. C. 27 août 1822, t. 1 de 1823, 249; Grenoble, 6 juil. 1811, t. 12, 540.

Suivant d'autres arrêts, une donation entre vifs sans clause de préciput a été tenue au rapport sous la loi du 17 niv. an 5 et sous le code civil, quoique faite sous l'empire d'une loi qui en dispensait. C. C. 5 mai 1812, t. 13, 444; 23 mes. an 5, t. 2, 74.

Une institution contractuelle, faite sous l'empire d'une loi qui permettait de cumuler les qualités d'héritier institué et d'héritier naturel, n'est pas soumise au rapport de la part de l'institué venant à partage, lorsque la succession s'est ouverte avant la publication de la loi du 18 pluv. an 5. C. C. 25 niv. an 13, t. 5, 273.

Une donation par préciput, faite à un des successibles, sous l'empire d'une loi qui permettait de cumuler les qualités d'héritier et de donataire, est irrévocable et affranchie du rapport de la part du donataire venant à partage, malgré les changements survenus dans la législation postérieure. C. C. 22 mes. an 5, t. 1, 208.

L'héritier donataire qui aurait été exempt du rapport sous l'ancienne législation n'en est pas dispensé par l'art. 1 de la

loi du 18 pluv. an 5, lorsqu'il accepte une succession ouverte sous l'empire de celle du 17 niv. C. C. 16 brum. an 13, t. 5, 72.

6. Les dons manuels faits à un légataire, pendant la vie du testateur, ne sont ni sujets au rapport ni imputables sur le legs, encore bien que ce legs comprenne toute la quotité disponible, indépendamment des objets donnés. C. C. 13 janv. 1807, t. 8, 12.

7. Un trousseau déclaré dans le contrat de mariage faire partie de la dot est sujet à rapport. C. C. 11 juil. 1814, t. 16, 483.

7 bis. Surtout lorsque cette valeur est importante. Paris, 18 janv. 1825, t. 2 de 1825, 509.

8. L'avantage résultant d'une vente faite à un enfant par ses père et mère, moyennant un prix inférieur à la véritable valeur de l'objet vendu, est réputé fait par préciput, et doit être affranchi du rapport, si d'ailleurs la réserve n'est point entamée. Colmar, 10 déc. 1813, t. 15, 704.

9. L'héritier donataire n'est pas tenu de rapporter les fruits et intérêts de la chose donnée, échus pendant la vie du donateur. Ainsi, l'héritier, donataire d'une rente qui lui a été constituée en dot par le donateur sur lui-même, peut, en venant à la succession de ce dernier, répéter de ses cohéritiers et prélever, avant partage, les arrérages de cette rente échus, mais non payés, avant l'ouverture de la succession. C. C. 31 mars 1818, t. 20, 249; Paris, 21 avril 1812, t. 13, 377.

9 bis. Lors même que ces arrérages absorberaient la fortune du donateur, et par suite les légitimes des autres enfants. Paris, 23 juin 1818, t. 20, 261.

10. L'ascendant légataire et légitimaire peut, quoique non dispensé du rapport, cumuler son legs avec la réserve, s'il n'est en concours qu'avec un héritier institué. Le rapport n'est dû qu'entre cohéritiers légitimes. Agen, 12 janv. 1824, t. 3 de 1824, 483; 28 déc. 1808, t. 9, 747.

10 bis. L'enfant donataire qui renonce à la succession pour s'en tenir au don qui lui a été fait ne peut pas, malgré cette renonciation, retenir cumulativement et la portion disponible et sa part dans la réserve. Montpellier, 16 déc. 1822, t. 1 de 1825, 425; Riom, 26 juin 1824, t. 2 de 1825, 570.

11. Les donations déguisées sous la forme de contrats à titre onéreux ne sont pas dispensées du rapport. Grenoble, 14 janv. 1824, Toulouse, 2 fév. 1824, t. 3 de 1824, 542 et 547.

12. Le legs de la portion disponible fait par un père à son fils, à la charge, par celui-ci, de rendre cette quotité à ses enfants

nés et à naître, est réputé fait par préciput et hors part, et par conséquent dispensé du rapport. Douai, 27. janv. 1819, t. 21, 66.

13. On ne doit pas considérer comme donation rémunératoire, ou comme un avantage indirect, sujet à rapport, l'acte sous seing privé par lequel le père et la mère ont reconnu devoir à un de leurs enfans une somme pour services rendus, et pour ceux qu'il continuera à leur rendre par la suite. Bruxelles, 18 fév. 1813, t. 14, 222.

14. Le successible qui a acquis d'un ascendant tout ou partie de ses biens, avec réserve d'usufruit pour le vendeur, doit rapporter à la succession de celui-ci, non en nature, mais en valeur seulement, les biens acquis. — Cette valeur est celle qu'ils ont à l'ouverture de la succession, et non celle qu'ils avaient lors de la vente. Orléans, 2 avril 1824, t. 3 de 1824, 73.

15. Le cohéritier à qui son auteur a fait en même temps remise d'une dette et donné par préciput la portion disponible doit rapporter la somme dont il a obtenu remise, sans pouvoir l'imputer sur son prélegs. Il doit également rapporter les intérêts de cette somme à compter du jour où la succession s'est ouverte. C. C. 2 fév. 1819, t. 21, 94.

16. L'enfant qui vient à la succession de son père est obligé de rapporter ce que le père a payé pour le faire remplacer. Caen, 5 janv. 1811, t. 12, 11 ; Dijon, 23 janv. 1817, t. 19, 70. (Impl. jug.) Grenoble, 12 fév. 1816, t. 1 de 1823, 71.

17. Un enfant donataire par contrat de mariage de biens dont le père donateur s'est réservé l'usufruit pendant sa vie ne peut pas réclamer sa légitime dans la succession du père, et alléguer, pour se dispenser de rapporter les objets compris dans la donation, la saisie et la vente qui en a été faite par le gouvernement pendant son émigration et celle du père donateur. Paris, 20 avril 1811, t. 12, 356.

18. L'enfant donataire d'un office qui a été supprimé ou remboursé depuis la révolution doit rapporter à la succession du donateur la valeur de l'office au moment de la donation, et non pas seulement l'inscription sur le grand-livre qui lui a été donnée pour le prix de cet office. C. C. 21 nov. 1815, t. 17, 683.

19. Une disposition testamentaire par laquelle une femme prescrit à son mari de remettre à chacun de leurs enfans communs, à l'époque de leur établissement, une somme égale à valoir sur leur part dans les créances matrimoniales qu'elle leur laisse, et dont elle ajourne le paiement définitif jusque après le décès de son mari, ne doit pas être considérée comme un partage partiel de la succession

de la testatrice, en sorte que l'enfant a reçu l'à-compte qui lui était alloué soit fondé à en refuser le rapport. Frères, dans le cas où l'insolvabilité du père, survenue depuis le décès de la mère, empêche de toucher le legs. 18 janv. 1825, t. 2 de 1825, 306.

20. La fille normande qui a reçu en mariage son mariage *avenant*, et rappelée à la succession de son père par la loi du 8 avril 1791, ne peut pas demander le rapport des donations qui lui ont été faites. Pluv. an 12, t. 4, 250.

21. La fille mariée sous le régime dotal et dotée en meubles et immeubles est obligée au rapport, comme tout héritier, et de la même manière, par exemple en imputant la moitié de la valeur de chacune des successions des père et mère qui ont doté conjointement, quand les biens n'appartiennent qu'à l'un d'eux. C. 16 nov. 1824, t. 2 de 1825, 64.

22. La dispense du rapport peut résulter du contexte des différentes dispositions énoncées dans l'acte de libéralité sans qu'il soit besoin d'expressions formelles pour l'établir. C. C. 20 fév. 1819, 164 ; 25 août 1812, t. 13, 788 ; Paris, 24 mars 1806, t. 7, 186.

23. La dispense du rapport peut résulter 1° de ce que le testateur, après avoir institué un légataire, dispose également en outre sa succession, conjointement avec ses autres héritiers. Paris, 24 mars 1806, t. 7, 186 ; C. C. 20 fév. 1819, 164.

24. 2° De l'institution d'un légataire universel, avec fixation pour les autres héritiers d'une quote part déterminée. C. 25 août 1812, t. 13, 788 ; Limoges, 26 juin 1822, t. 1 de 1823, 277.

25. Une fille normande mariée sous le code civil et dotée sous la condition de rapporter le capital et les intérêts du dot, dans le cas où elle viendrait à la succession, est dispensée de rapporter les intérêts, parce que cette condition est considérée comme une clause pénale, et par conséquent nulle. C. C. 30 déc. 1818, 920.

26. La dispense du rapport ne résulte que d'une question de volonté, qui peut être décidée d'après le contexte des dispositions générales et particulières portées au testament. C. C. 17 mars 1825, t. 3 de 1825, 217.

27. Et particulièrement, lorsque le testateur a fait d'une certaine quotité de la succession une disposition suivie d'une autre disposition qui oblige les héritiers de payer *en outre* telle somme à un autre individu, on doit en inférer que le testateur a voulu mettre le legs de cette quotité à la charge de ses héritiers.

si il a disposé par préciput. C. C. 1825, t. 3 de 1825, 217.

héritier qui est en même temps par préciput de la portion dis- ne profite du rapport des objets par son auteur en avancement ou autrement, que dans la pro- de ses droits héréditaires, sans que re de son legs puisse aucunement augmentée. C. C. 30 déc. 1816, 20; 27 mars 1822, t. 24, 329.

siieurs cours d'appel ont décidé au que les biens donnés en avance- moirie sont rapportables à la mas- déterminer la quotité disponible intérêt d'un cohéritier qui est en temps légataire par préciput. Pau, 1810, t. 11, 593; Montpellier, 8 18, Toulouse, 27 juil. 1819, Agen, 1821, 2 mai 1822, t. 18, 932; 24 janv. 1821, t. 23, 68; Toulouse, 1819, t. 21, 509.

cour de cassation, par un arrêt du 1826, prononcé en sections réunies, créé cette dernière jurisprudence.

RATIFICATION. 1. La ratification à majorité d'un acte ou d'un en- ant souscrit en minorité n'a pas rétroactif au jour où le contrat a été, et ne peut porter atteinte aux acquis par les tiers. Ainsi la ratifi- donnée à une vente faite en miho- peut anéantir une seconde vente ne objet qui a été consentie de- majorité. Besançon, 30 juil. 1811, 13.

la déclaration que fait un vendeur e contrat de vente, que l'immeuble ène est attachant à tel autre im- qui lui appartient, est une ratifi- suffisante de l'acquisition faite pour ample, par un tiers, de cet immeu- ain. Paris, 3 niv. an 11, t. 3, 161. L'acte d'obligation par lequel celui stipulé s'est fait fort pour un indi- e qui il n'avait pas reçu de mandat effet, et qui a été ratifié postérieu- at par ce dernier, produit son effet, ord des tiers, à dater du jour de la tion seulement, et non du jour de tion. C. C. 24 janv. 1825, t. 3 de 200. — V. *Vente*, n. 8 et 9.

REBELLION. 1. Toute résistance à la publique, même agissant en vertu ordre illégal, constitue le crime de lion. C. C. 5 janv. 1821, t. 23, 15. L'usage des pierres constitue le crime rebellion armée, qui était de la com- ce des cours spéciales. C. C. 20 août, t. 13, 772.

L'état d'ivresse n'excuse pas le délit rebellion. C. C. 23 avril 1821, t. 3 de 1, 447.

4. Dans l'ancien ordre de choses, un procès verbal de rébellion dressé par un huissier ne pouvait pas suppléer à une plainte, et ne pouvait pas suffire pour autoriser une poursuite criminelle. C. C. 2 vent. an 3, t. 1, 96.

RECÉLÉ. 1. La veuve qui n'a point déclaré dans l'inventaire fait après le décès de son mari une somme placée par le défunt, et qui en a fait renouveler la reconnaissance en son nom, est coupable de recélé, quoiqu'elle offre ensuite d'en tenir compte à la succession. Colmar, 6 avril 1813, t. 14, 396.

2. La femme commune qui, après l'inventaire, soustrait frauduleusement des titres de propriété, dans l'intention de s'approprier des objets dépendans de la communauté, ne doit pas être considérée comme coupable de recélé ni passible des peines applicables en pareil cas. Paris, 5 niv. an 13, t. 5, 199.

3. Mais elle est passible de dommages et intérêts envers les héritiers du mari, dans la proportion du tort que la sous- traction a pu leur causer. Paris, 5 niv. an 13, t. 5, 199.

RECHERCHE de maternité. 1. La recherche de la maternité n'est admise qu'en faveur de l'enfant contre la mère, et nullement en faveur des collatéraux ou des étrangers contre l'enfant. Amiens, 9 août 1821, t. 1 de 1823, 405; C. C. 12 juin 1823, t. 3 de 1823, 161.

2. Lors même que la recherche de la maternité par des tiers serait admissible, et que le fait de l'accouchement pourrait être établi autrement que par un acte en forme probante, il faudrait au moins, pour que la preuve testimoniale de ce fait fût recevable, qu'il existât un commen- cement de preuve par écrit. C. C. 12 juin 1823, t. 3 de 1823, 161.

3. La recherche de la maternité ne peut se faire par la preuve vocale, sans un com- mencement de preuve par écrit. Besan- çon, 1 mai 1806, t. 7, 276.

4. Les soins bienfaisants et les dons d'une affection constante ne forment point seuls la preuve de la maternité naturelle contre celle qui les a donnés. *Ibid.*

5. De ce que l'acte de naissance d'un enfant attribue à celle qu'il lui donne pour mère les noms et prénoms d'une per- sonne connue, il n'en résulte pas un com- mencement de preuve par écrit suffisant pour faire admettre l'enfant à prouver par témoins que cette personne est sa mère, contre le vœu de celle-ci, qui le méconnaît, et qui d'ailleurs est désignée dans l'acte comme mariée, bien qu'elle fût alors célibataire. Paris, 16 mai 1809, t. 10, 381.

6. L'enfant naturel qui réclame sa



mère peut invoquer, comme commencement de preuve par écrit de l'identité, les reconnaissances émanées des parens de cette dernière. Rouen, 25 août 1812, t. 13, 802.

7. Les déclarations des parens, conformes à l'acte de naissance d'un enfant naturel et à sa possession d'état, fournissent une preuve suffisante du fait de la maternité et de l'identité. Paris, 27 juin 1812, t. 13, 603.

8. L'acte seul de naissance d'un enfant naturel ne peut servir de commencement de preuve par écrit de son identité avec l'enfant dont celle qu'il réclame pour sa mère est accouchée; il ne prouve que l'accouchement. C. C. 21 mai 1810, t. 11, 490.

9. Un enfant ne peut pas réclamer une autre mère que celle qui lui est attribuée par un jugement rendu sur sa propre réclamation, avant que d'avoir fait réformer ce jugement. C. C. 8 prair. an 7, t. 1, 316.

10. De ce que l'acte de naissance d'un enfant attribue à celle qu'il lui donne pour mère les noms et prénoms d'une personne mariée, il n'en résulte pas un commencement de preuve par écrit suffisant pour le faire admettre à prouver par témoins que cette personne est sa mère, bien qu'elle n'ait jamais passé pour telle, et que même l'acte de naissance indique un autre père que le mari. Paris, 15 juil. 1808, t. 9, 421.

11. En matière de réclamation d'état, les soins qu'un enfant a reçus de celle qu'il prétend être sa mère ne suffisent pas pour autoriser la preuve testimoniale de sa filiation. C. C. 21 vent. an 7, t. 1, 306.

**RECHERCHE de paternité.** 1. Une action en déclaration de paternité naturelle, formée avant la loi du 12 brum. an 2, qui abolit la recherche de la paternité, ne peut être jugée que d'après les règles adoptées dans l'ancienne jurisprudence, bien que cette loi de brumaire ait été publiée pendant le cours du procès. C. C. 21 prair. an 10, t. 2, 514.

2. La recherche de paternité ne peut être permise contre un enfant, par voie d'exception, pour le faire déclarer incapable des avantages qui lui sont faits. C. C. 14 mai 1811, t. 12, 418; 14 mai 1810, t. 11, 468; Limoges, 7 déc. 1809, t. 10, 834; Paris, 6 juin 1809, t. 10, 433.

3. Par conséquent on ne peut induire de circonstances de fait la paternité adultérine de l'auteur de la libéralité. C. C. 17 déc. 1816, t. 18, 879.

4. On ne peut, sans porter atteinte à la loi qui interdit la recherche de la pa-

ternité, donner à un enfant naturels et prénoms d'un homme. Bruxelles, 5 janv. 1807, t. 8, 6.

5. La recherche de paternité, en faveur de l'enfant dans le cas de violence de sa mère, l'est aussi dans celui d'enlèvement par suite de rapt, si la personne ravie était mineure et sous la puissance de sa mère. Paris, 28 juil. 1821, t. 23, 530.

6. Il suffit que la mère fût en possession de l'enfant à l'époque de la conception, sous la puissance du ravisseur. *Ibid.*

7. La déclaration de paternité par l'accoucheur dans l'acte de naissance, mais hors la présence et la participation du mari, n'est pas une preuve suffisante de la légitimité de l'enfant. Toulouse, 28 juil. 1808, t. 9, 421.

8. L'exception à la règle *Is patet* fondée sur l'impossibilité morale de prouver la paternité, n'était pas admise par les lois romaines. C. C. 4 sept. 1811, t. 12, 100.

**RÉCIDIVE.** 1. Avant le code de procédure, la cour criminelle qui, dans l'ignorance de la récidive, n'appliquait pas capable l'aggravation de peines encourues, dans ce cas, ne pouvait pas le faire par un arrêt postérieur. C. C. 18 frim. an 13, t. 6, 452.

2. Les dispositions du code pénal relatives à la récidive des crimes et délits s'appliquent aux délits déterminés par des lois particulières, lorsque ces lois n'ont pas établi de règles spéciales sur ce point : elles tendent par conséquent aux délits prévus par la loi du 25 mars 1822 sur la liberté de la presse. C. C. 22 janv. 1823, t. 3 de 1824, 255.

3. Il n'y a pas lieu à aggravation de peine pour cause de récidive, lorsque l'individu condamné en second lieu pour un crime ne l'a été une première fois que pour délit correctionnel. C. C. 2 oct. 1811, t. 20, 700.

4. Il y a lieu à aggravation de peine pour récidive, lorsque l'accusé a été précédemment condamné à une peine afflictive et infamante, quoique cette condamnation ait été prononcée sous l'empire du code pénal de 1791, qui ne précisait pas comme celui de 1810 les faits qualifiés délits et ceux qualifiés crimes. C. C. 28 janv. 1822, t. 1 de 1823, 511.

5. La prescription d'une première peine ne fait point obstacle à l'application de la loi sur la récidive au condamné qui est rendu coupable d'un nouveau crime. C. C. 10 fév. 1820, t. 22, 149.

6. La réhabilitation qu'un condamné obtient après avoir subi sa peine n'a pas pour effet de le soustraire aux peines de la récidive, s'il vient à commettre un

ne. C. C. 6 fév. 1823, t. 2 de  
 qu'il y ait récidive, il faut  
 ait condamnation antécédente.  
 août 1811, t. 12, 685.

**RECUSATION d'état.** V. *Etat*.

**RECUSATION sur pied.** 1. Le droit de  
 aux enchères et ventes publiques  
 sur pied appartient aux  
 à l'exclusion des commissaires-  
 C. C. 1 juin 1822, t. 24, 472.  
 ur avait précédemment jugé  
 re par arrêt du 8 mars 1820;  
 is, elle s'est ralliée à la juris-  
 des cours souveraines, qui ont  
 ment jugé la question en faveur  
 res.

vente de récoltes ou fruits en-  
 dans par racines, lorsqu'elle a  
 de bonne foi et par acte authen-  
 tique, ne peut être opposée aux créanciers  
 du vendeur, alors même  
 la vente n'a pas été transcrite.  
 vend. an 14, t. 6, 478.

Cour de Paris a jugé que la vente  
 récolte, non suivie de tradition  
 de déplacement, n'est point va-  
 lable à l'égard des tiers. 13 déc. 1809, t.

**RECUSATION.** V. *Divorce*, et  
*Union de corps*.

**RECONNAISSANCE d'écriture.** On  
 tenu de faire reconnaître l'écri-  
 an acte sous seing privé, lorsque  
 l'écriture n'est point déniée. C. C. 24  
 1806, t. 7, 380. — V. *Acte sous seing*  
 n. 7, *Testament olographe*, n. 169  
 et *Vérification d'écriture*, n. 1 à 8.

**RECONNAISSANCE d'enfant natu-  
 rel.** V. *Enfant naturel*.

**CONVENTION.** V. *Dernier ressort*.

**RECUSATION.**

*Les juges, quels tribunaux,  
 quelles cours peuvent être re-  
 cusés. — Pour quelles causes.  
 — Formes de la récusation. —  
 Effets de la récusation. — Par  
 qui elle doit être jugée.*

La récusation péremptoire, telle  
 qu'elle est établie par la loi du 3 vendé-  
 m. an 4, a été abrogée par le code de  
 procédure an 4, pour les matières crimi-  
 nelles, correctionnelles et de police. C.  
 therm. an 8, t. 1, 447.

Le ministère public agissant d'of-  
 fice n'est pas récusable. — La récusation  
 dirigée contre lui est nulle. C. C. 14 fév.  
 1811, t. 12, 137.

On ne peut récuser un tribunal ou

une cour d'appel en masse. Paris, 18 mars  
 1813, t. 14, 113.

4. Le contraire a été décidé. C. C. 6 déc.  
 1808, t. 9, 681; Angers, 12 janv. 1815,  
 t. 17, 33.

5. Un tribunal qui a prononcé sur une  
 contestation comme juge correctionnel ne  
 peut pas, après l'annulation du jugement  
 pour incompétence, être récusé en masse,  
 quand la même contestation lui est re-  
 portée aux fins d'en connaître comme  
 juge civil. Douai, 29 juin 1812, t. 13,  
 614.

6. Mais les juges qui ont concouru au  
 jugement correctionnel peuvent, dans  
 l'hypothèse, être récusés individuellement;  
 et, dans ce cas, la récusation doit être  
 proposée au tribunal, et non à la cour  
 d'appel. Douai, 29 juin 1812, t. 13, 614.

7. Les juges qui ont rendu un juge-  
 ment contre lequel une partie se pour-  
 voit par tierce opposition ne peuvent  
 pas être récusés comme ayant manifesté  
 leur opinion sur le procès. C. C. 4 juil.  
 1816, t. 18, 569.

8. Dans un procès qui intéresse une  
 commune, les juges ne peuvent pas être  
 récusés par cela seul qu'ils sont habi-  
 tants de la commune, lorsqu'ils ne figu-  
 rent pas dans l'instance comme adminis-  
 trateurs, ou en leur nom personnel. C.  
 C. 4 juil. 1816, t. 18, 569.

9. Le juge de paix, président d'un bu-  
 reau de bienfaisance, ne peut pas être  
 considéré comme ayant un intérêt per-  
 sonnel dans une cause portée devant lui  
 par ce bureau, et ne peut pas être récusé  
 sur ce motif. C. C. 21 avril 1812, t. 13,  
 371.

10. La récusation du juge de paix est  
 facultative de la part des parties, en ce  
 sens que, si elles n'ont pas usé du droit  
 de récuser, elles sont ultérieurement non  
 recevables à se faire un moyen de ce que  
 le juge ne s'est pas récusé lui-même. C.  
 C. 21 avril 1812, t. 13, 371.

11. Le juge de paix remplissant les  
 fonctions de juge de police ne peut pas  
 statuer sur la récusation dirigée contre  
 lui. C. C. 30 nov. 1809, t. 10, 811.

12. Un juge de police est censé avoir  
 intérêt à la contestation, et, par consé-  
 quent, il est récusable, si la contraven-  
 tion qu'il s'agit de punir a été commise  
 sur ses propriétés. C. C. 14 oct. 1824,  
 t. 2 de 1825, 501.

13. La partie qui n'a pas exercé la ré-  
 cusation que la loi permet contre un ma-  
 gistrat qui a déjà connu de l'affaire comme  
 juge de première instance est non rece-  
 vable à se plaindre de ce que le juge ne  
 s'est pas abstenu d'office. C. C. 22 frim.  
 an 11, t. 3, 140.

14. En toute matière, et spécialement

en matière de simple police, tout juge qui sait cause de récusation en sa personne est tenu de le déclarer et de s'abstenir, s'il n'en est autrement ordonné par le tribunal auquel il appartient, ou, s'il est juge de paix, par le tribunal civil. C. C. 14 oct. 1824, t. 2 de 1825, 501.

15. La récusation motivée sur la préexistence d'un procès criminel entre le tribunal récusé et la partie récusatrice subsiste aussi long-temps que le tribunal reste composé des mêmes juges. Angers, 12 janv. 1815, t. 17, 33.

16. Il n'y a point lieu à récusation d'un juge parce qu'il est parent de l'avocat ou de l'avoué de l'une des parties. C. C. 12 juin 1809, t. 10, 473.

17. La simple possibilité qu'un juge ait par la suite un différent sur pareille question que celle qui est agitée n'est pas un motif de récusation. C. C. 15 mes. an 11, t. 3, 577.

18. Un jugement interlocutoire rendu dans la cause sur plaidoiries respectives n'est pas un obstacle à la récusation. Metz, 11 mai 1818, t. 20, 627.

19. Le juge qui a refusé de se déporter, sur une récusation dirigée contre lui, ne peut pas, après qu'elle est admise, être condamné aux dépens que ce retard a occasionnés. C. C. 13 nov. 1809, t. 10, 772.

20. Les formes de la récusation pour les tribunaux de simple police sont les mêmes que celles prescrites pour les tribunaux de paix. C. C. 14 oct. 1824, t. 2 de 1825, 501.

21. Un tribunal récusé en masse peut former opposition à l'arrêt qui a reçu la récusation. Angers, 12 janv. 1815, t. 17, 33.

22. Le juge de paix remplissant les fonctions de juge de police, doit, s'il est récusé, s'abstenir de prononcer, jusqu'à ce que le tribunal de première instance ait statué sur la récusation. C. C. 15 fév. 1811, t. 12, 140.

23. Le juge qui est récusé péremptoirement, mais trop tard, peut participer au jugement de l'instance, sans que le tribunal ait prononcé la nullité de la récusation tardive. C. C. 15 brum. an 12, t. 4, 46.

24. Un tribunal ne peut pas passer outre au jugement de la cause, sans statuer préalablement sur la récusation proposée contre un ou plusieurs de ses membres. C. C. 17 germ. an 2, t. 1, 52.

25. Dans le sens de la loi du 22 vendémiaire an 4, la récusation péremptoire devait être exercée trois jours avant les plaidoiries, et non pas seulement trois jours avant le jugement de la cause,

C. C. 4 niv. an 12, t. 4, 181; P. priair. an 10, t. 2, 517.

26. En matière criminelle, les citations doivent être jugées, comme en matière civile, par le tribunal qui a récusé. C. C. 24 oct. 1817, t. 12, 19.

27. En matière criminelle, comme en matière civile ou de police, c'est à la cour de cassation qu'il appartient exclusivement de statuer sur la récusation d'un juge. C. C. 8 fév. 1811, t. 12, 19.

28. Lorsque tous les membres d'une cour d'appel sont récusés en matière civile, la cour de cassation est seule compétente pour statuer sur cette récusation. C. C. 10 déc. 1808, t. 9, 681.

RÉFÉRÉ. 1. Lorsqu'une partie assigne l'autre en référé sur un point de contestation, la connaissance appartient au tribunal de première instance. Si le tribunal ne propose pas le déclinaire, le tribunal peut, d'office, prononcer la nullité de l'assignation. C. C. 29 av. an 11, t. 20, 357.

2. La permission du juge n'est pas nécessaire pour assigner en référé avant le délai. Montpellier, 6 août 1810, t. 10, 760. V. le n. 6.

3. Le délai nécessaire entre la citation et l'audience de référé est de trois jours. L'arbitrage du juge. Montpellier, 1810, t. 11, 760.

4. Le débiteur menacé d'empêchement peut assigner en référé avant l'expiration de la contrainte par corps. C. C. 20 déc. 1810, t. 11, 1017.

4 bis. Il n'est pas indispensable que l'assignation en référé contienne la citation d'avoué. Toulouse, 4 juil. 1811, t. 2 de 1825, 311.

5. Les référés ne peuvent pas être formés sur requête d'avoué à avoué. C. C. 7 juin 1809, t. 10, 451.

6. Ils doivent être précédés de la citation du juge et d'une assignation. Paris, 7 juin 1809, t. 10, 451.

7. Hors le cas d'exception prévu par l'art. 811 du cod. de proc. civ., les ordonnances sur référé doivent être rendues sous la forme exécutoire, à peine de nullité de tous les actes faits en exécution de ces ordonnances. Toulouse, 30 mai 1811, t. 2 de 1825, 136.

8. L'intervention du ministère public n'est pas nécessaire en matière de référé. Orléans, 4 juin 1823, t. 2 de 1823, 136.

9. L'ordonnance sur référé doit contenir des motifs, à peine de nullité. P. 10 frim. an 11, t. 8, 126.

10. Le jugement rendu en état de référé, sur un renvoi prononcé par le tribunal, ne fait pas préjudice aux moyens du fond. A l'arrêt rendu sur l'appel de ce juge

est être attaqué par la voie de cassation, comme contraire aux lois que l'on invoque au principal. C. C. 31 juil. t. 17, 506.

Le juge des référés ne peut pas rendre jusqu'au jugement de l'appel une provision provisoire d'un jugement émanant d'un tribunal de commerce. Paris, 19 janv. 11, t. 3, 386.

### RÈGLEMENT de juges.

*Dans quelles circonstances le règlement de juges peut être demandé. — Devant quelle autorité doit être portée la demande en règlement de juges. — Formes de cette demande. — Au quel tribunal le renvoi doit être fait.*

1. On ne peut demander un règlement de juges entre deux chambres de la même cour. C. C. 17 juil. 1823, t. 3 de 1824, 57.

2. On ne peut pas se pourvoir en règlement de juges, lorsqu'un tribunal rejette le déclinatoire qui lui est proposé, et statue sur le fond. C. C. 21 niv. an 13, t. 1, 261.

3. Le règlement de juges ne peut être demandé que pendant que la contestation est encore pendante, et avant les jugements ou arrêts définitifs sur le fond. C. C. 17 juil. 1823, t. 3 de 1824, 57.

4. On ne peut se pourvoir en règlement de juges contre un jugement ou un arrêt, après l'expiration du délai de l'appel ou du pourvoi en cassation. C. C. 30 janv. 17, t. 19, 84.

5. Le demandeur dont le déclinatoire a été accueilli en première instance et rejeté sur l'appel est recevable à se pourvoir en règlement de juges. C. C. 12 vend. an 11, t. 3, 6.

6. Lorsque, après s'être pourvu devant deux tribunaux différens contre deux parties différentes, un demandeur essuie, de la part de chacune de ces parties, une exception qui rend le même objet pendant devant les deux tribunaux à la fois, ce demandeur peut, par voie de règlement de juges, obtenir que les deux affaires soient renvoyées à un seul tribunal. C. C. 10 pluv. an 10, t. 2, 257.

7. La partie qui, traduite devant un tribunal incompétent, a proposé son déclinatoire, peut, si le tribunal a tout à la fois rejeté son déclinatoire et jugé le fond du procès, se pourvoir en règlement de juges, lorsqu'elle n'a ni conclu ni plaidé au fond. C. C. 20 janv. 1818, t. 20, 31; 4 mars 1818, t. 20, 188; 20 juil. 1815, t. 17, 489.

8. Mais elle n'y est plus recevable

quand elle a plaidé au fond. C. C. 17 mars 1812, t. 13, 262.

9. Lorsqu'une ordonnance de la chambre du conseil, passée en force de chose jugée, a qualifié un fait de délit, que, d'après cette ordonnance, le tribunal correctionnel a prononcé, et qu'ensuite la cour, saisie de l'appel de ce jugement correctionnel par le ministère public, a qualifié de crime ce même fait, cette contrariété entre l'ordonnance de la chambre du conseil et l'arrêt de la cour d'appel donne lieu à un règlement de juges. C. C. 21 oct. 1813, t. 15, 539; 13 mars 1812, t. 13, 243.

10. Dans ce cas, la cour de cassation, en renvoyant le prévenu devant une autre cour, doit *qualifier le fait* pour qu'il soit procédé par cette nouvelle cour selon la *qualification déterminée*. C. C. 13 mars 1812, t. 13, 243.

11. Si, sur le renvoi d'une affaire par le tribunal correctionnel à celui de simple police, pour cause d'incompétence, ce dernier se déclare aussi incompétent, on doit se pourvoir en règlement de juges. C. C. 18 juil. 1817, t. 19, 715.

12. Lorsqu'un tribunal de simple police, saisi d'une affaire par une ordonnance de la chambre d'instruction, a déclaré son incompétence, et que la même affaire lui a été renvoyée par une nouvelle ordonnance, passée en force de chose jugée, il y a lieu à règlement de juges. C. C. 14 mars 1816, t. 18, 229.

13. La cour de cassation est seule investie du droit de statuer sur les conflits et réglemens de juges, dans toutes les circonstances où ce pouvoir n'est pas expressément attribué à une autre autorité. C. C. 14 mars 1816, t. 18, 29.

14. En matière de règlement de juges, la cour de cassation doit se déterminer d'après la prévention qui fait l'objet des poursuites, sans qu'elle soit obligée d'entrer dans un examen des faits pour prononcer sur leur qualification. C. C. 22 août 1822, t. 24, 636.

15. Dans le cas où le tribunal compétent pour connaître d'une demande est détruit ou rendu inaccessible par des événemens de force majeure, il appartient à la cour de cassation d'indiquer d'autres juges aux parties. C. C. 4 déc. 1821, t. 2 de 1824, 316.

16. Les procédures faites et les jugemens obtenus postérieurement à la signification de l'arrêt qui ordonne la communication de la requête en règlement de juges, et qui porte la clause *toutes choses demeurant en état*, sont nuls. C. C. 6 mai 1812, t. 13, 457.

17. La déchéance attachée au défaut de signification en temps utile de l'arrêt

de soit communiqué est absolue et exclusive d'un nouveau pourvoi en règlement de juges. C. C. 11 mai 1807, t. 8, 332.

18. Lorsqu'il y a lieu à règlement de juges pour cause de litispendance de la même cause devant plusieurs tribunaux, le renvoi doit se faire à celui qui en a été légalement saisi. C. C. 23 déc. 1807, t. 8, 693.

#### RÈGLEMENT de police.

*Quelles autorités peuvent faire des réglemens de police, et sur quels objets. — Si l'autorité municipale peut sanctionner ses réglemens par une peine. — Si les réglemens de police sont obligatoires pour les tribunaux. — Comment les contraventions à ces réglemens peuvent être constatées et punies.*

1. Dans le silence de l'autorité municipale, les préfets peuvent faire des réglemens de police, pour prévenir ou réprimer les dévastations des propriétés communales, et les tribunaux ne peuvent en arrêter l'exécution sous prétexte qu'ils excèdent les attributions légales du préfet. C. C. 6 fév. 1824, t. 2 de 1824, 568.

2. Les réglemens municipaux faits pour l'administration ou la perception des recettes communales ne peuvent être considérés comme des réglemens de police, dont l'infraction est passible de peines de simple police. C. C. 15 janv. 1820, t. 3 de 1824, 95.

3. Il entre dans les attributions d'un maire de prendre un arrêté concernant la contribution de chaque habitant de sa commune aux réparations des chemins vicinaux. C. C. 24 déc. 1813, t. 15, 738.

4. Les maires ne peuvent, par des réglemens de police, imposer aux habitans de leur commune l'obligation d'arborer un drapeau blanc à leurs maisons le jour d'une fête royale. C. C. 27 janv. 1820, t. 22, 86.

5. Ni les obliger à tapisser le devant de leurs maisons pour les processions usitées dans le culte catholique. C. C. 26 nov. 1819, t. 21, 661.

6. Il existe un autre arrêt de la même cour en sens contraire. C. C. 29 août 1817, t. 19, 864.

7. L'arrêté d'un maire qui ordonne aux habitans de tenir leurs chiens à l'attache, afin qu'ils ne soient pas mordus par des chiens enragés, est légal et obligatoire. Le tribunal de police doit en maintenir l'exécution, et punir les contrevenans. C. C. 19 août 1819, t. 21, 586.

8. Il est dans les attributions de l'autorité municipale de régler l'exercice du droit de parcours: ainsi un maire a le droit de défendre aux propriétaires d'envoyer paître dans les champs au parcours des bestiaux. C. C. 14 fév. 1821, t. 23, 644.

9. L'arrêté par lequel un maire défend à tous propriétaires des maisons situées dans les villes ou les faubourgs de reconstruire ou réparer leurs toits avec paille ou des roseaux est obligatoire, qu'il n'a pas été réformé par l'autorité supérieure. C. C. 23 avril 1819, t. 21, 104.

10. Les maires peuvent faire, pour la fermeture des cafés à certaines heures, les réglemens jugés nécessaires, et les tribunaux ne peuvent se dispenser d'appliquer les peines portées par ces réglemens sous le prétexte que, les circonstances qui les ont provoquées n'existant plus, ils ont cessé d'être obligatoires. C. C. 12 fév. 1814, t. 16, 185.

11. Il faut pouvoir distinguer si les contrevenans étaient dans le café même ou dans une chambre haute et particulière. C. C. 23 mars 1811, t. 12, 276.

12. Lorsqu'un règlement de l'autorité municipale défend aux aubergistes, cabaretiers, limonadiers, de garder ou recevoir personne après une certaine heure du soir, il y a contravention à cet arrêt par toute réunion, fût-ce de parents, d'amis, et lors même qu'on n'y boit, ni mange, ni joue. C. C. 4 avril 1823, t. 2 de 1824, 218; 8 mars 1822, t. 1 de 1823, 335.

13. Un maire peut prendre un arrêté portant que, le jour de la fête de la commune, les danses ne pourront avoir lieu que sur la place déterminée à cet effet, avec défense aux habitans de faire danses dans leurs maisons. La contravention à cet arrêté est passible des peines de simple police. C. C. 1 août 1823, t. 1 de 1824, 344.

14. L'autorité municipale peut, dans l'absence même d'un fait constaté de maladie, et sur de simples appréhensions, prendre des arrêtés pour prévenir les fléaux calamiteux, et spécialement les épidémies. C. C. 1 fév. 1822, t. 2 de 1823, 209.

15. L'autorité municipale a droit de faire des réglemens pour éloigner des propriétés particulières, aussi bien que des lieux publics, les matières qui peuvent infecter l'air, et compromettre la salubrité publique. Les contrevenans ne peuvent obtenir de sursis sur le fondement qu'ils sont propriétaires des terrains encombrés de ces matières. C. C. 6 fév. 1825, t. 2 de 1823, 365.

16. Un maire peut, par un règlement,



re la suppression des gouttières, et l'assèchement des conduits pour l'écoulement des eaux pluviales d'une commune. C. 14 oct. 1813, t. 15, 524.

Les maires sont investis du droit de des réglemens qui déterminent le dû doivent être déposés les grains et ceux à l'approvisionnement du marché celui où ils doivent être renfermés lorsqu'ils n'ont pas été vendus. Les évenans à ces réglemens doivent être des peines portées par l'art. 471 du pén. C. C. 11 juin 1813, t. 15, 32.

La loi confère au corps municipal l' devoir de fixer par un arrêté le terme sur lequel, dans un jour de foire, les marchands exposeront en vente leurs marchandises, même leurs bestiaux. C. 1 oct. 1823, t. 1 de 1825, 447.

Le tribunal de simple police est compétent pour connaître des infractions à l'arrêté. C. C. 10 oct 1823, t. 1 de 1825, 447.

L'autorité municipale ne peut pas établir une taxe pour l'exécution des réglemens qu'elle est autorisée de faire, et notamment elle ne peut pas soumettre les bouchers à payer aux individus présents à l'inspection des viandes une rétribution qui les indemnise du temps employé à la visite de bestiaux. C. C. 22 oct. 1825, t. 3 de 1825, 58.

Les réglemens ou arrêtés pris par les maires des communes sur des objets qui la loi place dans les attributions de la police municipale, sont obligatoires pour les tribunaux compétens, et tant qu'ils n'ont pas été révoqués par l'autorité administrative supérieure, les juges peuvent se dispenser d'appliquer les peines déterminées pour ces sortes de contraventions. C. C. 25 mai 1810, t. 11, 11 oct. 1821, t. 25, 644; 1 fév. 1822, t. 1 de 1823, 209; 24 déc. 1813, t. 15, 11; 14 oct. 1813, t. 15, 524; 24 août 1815, t. 17, 572; 6 fév. 1823, t. 2 de 1825, 365.

Les tribunaux de police ne peuvent pas refuser d'appliquer les arrêtés pris par un maire, ou en suspendre l'exécution, sous le prétexte qu'ils excèdent les pouvoirs du fonctionnaire qui les a rendus. C. C. 20 pluv. an 12, t. 4, 276.

Un tribunal de police ne peut surseoir à statuer sur les contraventions à des réglemens, par cela seul que le prévenu élève une question préjudicielle sur la connaissance appartiendrait aux juges ordinaires. C. C. 27 fév. 1818, t. 20, 5.

Il n'est pas nécessaire que les contraventions aux réglemens soient constatées par des procès verbaux, avant d'être

poursuivies en justice. C. C. 7 avril 1809, t. 10, 254.

25. L'inobservation d'un règlement de police peut être punie par une amende. C. C. 29 août 1817, t. 19, 864.

REMBOURSEMENT. 1. Un créancier peut demander le remboursement de sa créance non échue, lorsqu'il découvre que l'immeuble sur lequel son débiteur lui avait conféré *hypothèque* se trouvait, à l'époque même de son contrat, grevé d'inscriptions qui en absorbaient la valeur. Riom, 25 août 1810, t. 11, 816.

2. Lorsqu'un créancier a stipulé que son débiteur ne pourrait rembourser avant telle époque, celui-ci ne peut pas anticiper le terme. C. C. 15 niv. an 8, t. 1, 375.

3. La loi du 11 frim. an 6 n'est pas applicable au remboursement des capitaux dus par les acquéreurs d'immeubles. C. C. 15 niv. an 8, t. 1, 375.

REMISE de pièces. La partie qui offre les dépens dont la distraction a été faite au profit de l'avoué ne peut exiger de celui-ci la remise de toutes les procédures qui ont été taxées et sur lesquelles il a été décerné exécutoire. L'avoué n'est tenu de remettre que la grosse de l'exécutoire, le commandement et les autres actes de poursuites postérieurs. La partie perdante n'a pas droit aux autres procédures. Paris, 12 déc. 1820, t. 22, 866.

REMPLACEMENT. 1. Les conventions faites entre un conscrit et celui qui se charge de le remplacer forment un contrat aléatoire, en ce sens que le remplaçant doit profiter des chances qui abrègent le temps de son service, sans diminution du prix convenu. Montpellier, 3 janv. 1815, t. 17, 1.

2. Ainsi, il doit toucher la totalité du prix convenu, quoique son service ait été abrégé, s'il a été interrompu par une force majeure. Paris, 20 janv. 1815, t. 17, 4; C. C. 9 mai 1815, t. 17, 118.

3. Lorsque le remplaçant a été réformé, mais seulement plus de trois mois après son admission au corps, le remplacé, s'il n'a été ni inquiété ni recherché, ne peut demander la nullité du contrat de remplacement ni une réduction sur le prix convenu, sous prétexte que la cause de la réforme existait à l'époque du contrat. C. C. 27 janv. 1819, t. 21, 63.

4. Lorsque, par l'effet de nouvelles levées extraordinaires, le conscrit remplaçant est appelé, et obligé de rester au service pour son propre compte, il n'est pas en droit d'exiger le paiement des sommes convenues et non payées à cette époque, mais il n'est pas tenu à la

restitution de celles qu'il a déjà reçues. Turin, 24 avril 1810, t. 11, 402.

5. Le remplaçant appelé au service pour son propre compte peut exiger la totalité du prix convenu, lorsque le conscrit remplacé est d'ailleurs affranchi du service par l'effet d'une exemption personnelle. Colmar, 2 janv. 1811, t. 12, 41.

5 bis. Dans ce cas, le remplaçant doit tenir compte au remplacé de la somme qu'il a payée au gouvernement à titre d'indemnité. Colmar, 2 janv. 1811, t. 12, 1.

6. Lorsque, de deux individus conscrits de la même classe, celui qui a le plus fort numéro convient de remplacer l'autre, en échangeant avec lui de numéro, avec la clause que, si le remplacé était rappelé sous le numéro du remplaçant, la partie qui serait encore due sur le prix du remplacement ne pourrait être exigée, le remplacé n'en doit pas moins l'intégralité du prix, si plus tard il est rappelé, non sous son numéro acheté, mais en vertu d'une nouvelle loi qui l'atteint personnellement. C. C. 7 avril 1824, t. 2 de 1824, 558.

7. La réforme d'un remplaçant, prononcée en vertu d'une revue de l'inspecteur général d'armée, mais non approuvée par le ministre de la guerre, ne peut donner lieu à la résolution du contrat de remplacement. C. C. 10 mars 1824, t. 2 de 1824, 574.

8. La désertion du remplaçant, lorsqu'il n'a été ni poursuivi ni condamné comme déserteur, ne rompt pas le contrat de remplacement; le remplaçant conserve le droit d'en réclamer le prix, surtout lorsque des lois ou des ordonnances publiées à l'époque de la désertion ont assuré la libération définitive du remplacé. Paris, 29 août 1823, t. 1 de 1824, 41.

9. La cour de cassation a consacré l'opinion contraire. 10 août 1818, t. 20, 623; 25 nov. 1817, t. 19, 938.

9 bis. La désertion d'un remplaçant est insuffisante pour faire résilier l'obligation contractée par le remplacé, si d'ailleurs le remplaçant a fait un service d'une durée quelconque, et que le remplacé n'ait point été rappelé pour faire son service. C. C. 9 fév. 1825, t. 2 de 1825, 353.

10. Lorsqu'il a été convenu que le contrat de remplacement sera résolu en partie si le remplacé est appelé sous les drapeaux, l'appel de ce dernier, immédiatement suivi de sa réforme, ne donne pas lieu à la résolution stipulée. Aix, 6 juil. 1813, t. 15, 182.

11. Le remplaçant renvoyé dans ses foyers parce qu'on reconnaît que le remplacé n'était pas tenu du service militaire ne peut réclamer qu'une indemnité pro-

portionnelle au temps de son service. Besançon, 9 mars 1812, t. 13, 243.

12. L'obligation contractée par un père pour le remplacement de son fils mineur est irrévocablement à sa charge et à son point de recours contre ce fils. Dijon, 10 janv. 1817, t. 19, 70.

13. Mais le conscrit remplacé est personnellement obligé au paiement de la somme envers son remplaçant, encore que son père ait seul stipulé dans le contrat. Paris, 12 fév. 1814, t. 16, 162.

14. L'obligation contractée par le père pour le remplacement militaire de son fils peut être poursuivie contre ses héritiers, et non pas seulement contre ce fils. Grenoble, 12 fév. 1816, t. 4 de 1823, 1.

15. Lorsque celui qui s'est engagé à remplacer un conscrit jusqu'à libération entière de service se trouve lui-même appelé pour son propre compte, il n'est pas tenu de restituer la totalité des sommes par lui reçues au conscrit remplacé qui se trouve obligé de servir personnellement. Nîmes, 5 juil. 1809, t. 1, 516.

REMPLOI. 1. Le remploi des deniers d'une femme mariée et l'acceptation de ce remploi par celle-ci peuvent s'indiquer par des termes généraux du contrat d'acquisition, et l'arrêt qui, dans l'absence d'une clause expresse, a interprété le contrat, et jugé qu'il y avait remploi, est à l'abri de la cassation. C. C. 17 août 1810, t. 15, 402.

2. Avant le code civil, la femme séparée de biens n'avait pas d'action en remploi contre son mari pour raison de biens propres aliénés, lorsqu'il était établi que ce dernier n'avait pas profité du prix de ces biens. Paris, 2 mes. an 11, t. 3, 5.

3. Lorsque le mari a aliéné les biens dotaux de sa femme, et que, suivant la clause de remploi portée au contrat de mariage, il a acquis d'autres biens, le contrat qui déclare que ceux-ci forment le remploi stipulé n'est passible que du droit fixe d'enregistrement, et non du droit proportionnel. C. C. 29 mai 1810, t. 18, 473.

4. La somme dont un père s'est reconnu débiteur envers ses enfans, par l'acte de liquidation des reprises de leur mère qu'ils représentent, n'est pas passible du droit proportionnel d'enregistrement lorsque ce droit a été déjà perçu sur le contrat de mariage, pour toutes les sommes constitutives de la dot. C. C. 13 août 1813, t. 15, 516.

5. Il en est de même du montant des apports matrimoniaux de la femme, rappelés dans la liquidation de ses reprises sur la succession de son mari. C. C. 10 juin 1811, t. 12, 462.

femme mariée sous l'empire d'un secal, qui lui accordait un recours contre l'acquéreur, à défaut de l'un de ses propres aliénés constant le 13, peut aujourd'hui exercer ce recours pour raison d'une aliénation postérieure au code civil. C. C. 30 avril 1811, t. 3, 373.

Presque, dans le contrat d'acquisition d'un immeuble, le mari a déclaré que la partie du prix provenait des deniers dotaux de sa femme, à laquelle cette acquisition devait, jusqu'à due concurrence, servir de remploi, et que la femme, par l'acte, a déclaré accepter le tout, les héritiers du mari ne peuvent prétendre seuls propriétaires de l'immeuble, sur le prétexte que l'acte, au commencement, énonce que le contrat est fait pour lui, ses héritiers et sa cause. C. C. 20 juin 1821, t. 3, 13.

La femme mariée sous le régime dotal a obtenu sa séparation de biens, sous la condition de faire un emploi responsable de ses reprises dotales, et pas faire cet emploi en rentes sur l'Etat. Toulouse, 19 mars 1824, t. 3 de 1824, 374.

Le mari est garant du défaut d'emploi de remploi du prix des biens patrimoniaux vendus par sa femme, lorsqu'il n'est pas autorisé l'aliénation. Besançon, 27 mai 1810, t. 11, 183.

Lorsque, dans un contrat d'acquisition d'un immeuble, le mari a déclaré que l'acquisition était faite pour servir d'emploi aux deniers dotaux de sa femme, dont il était détenteur, il ne peut, si sa femme a formellement accepté l'emploi, faire tomber cet immeuble hors la communauté, sous le prétexte que le prix en a été payé avec les deniers de cette même communauté. C. C. 1819, t. 21, 701.

Lorsque des époux, en se mariant, stipulent que les biens dotaux seraient aliénés, moyennant remploi, cette stipulation ne peut être suppléée par une convention d'hypothèque. Cependant les époux, qui, dans ce cas, auraient aliéné un immeuble sans remploi, seraient non recevables à demander la nullité de la vente, et la dissolution du mariage ou la séparation, si le mari surtout avait contracté par l'acte de vente l'obligation de remploi. C. C. 29 janv. 1822, t. 24, 89.

Lorsque le mari est autorisé par le contrat de mariage à aliéner les biens dotaux de sa femme, mais sous la condition de les remplacer, et à la charge en outre, d'acquiescer, de veiller au remploi, et, pour la validité de ce remploi, de déclarer seulement que le mari déclare dans

le contrat qu'il acquiert pour son épouse, mais encore que celle-ci consente au remploi, et l'accepte. C. C. 28 mars 1820, t. 22, 296.

13. La possession que la femme a eue des immeubles présentés, pour tenir lieu de remploi, en vertu d'un bail que le mari lui en a passé depuis leur séparation de biens, ne peut pas être opposée à la femme comme une acceptation du remploi. C. C. 28 mars 1820, t. 22, 296.

14. Les tiers acquéreurs, tenus de veiller au remploi, sont obligés, en cas d'éviction procédant de l'irrégularité de ce remploi, de rapporter les fruits, du jour de la demande en séparation de biens formée par la femme contre son mari, et non pas seulement du jour de la demande en éviction qu'elle a dirigée contre eux. C. C. 28 mars 1820, t. 22, 296.

15. La clause de remploi devient sans effet, s'il est reconnu que la femme n'était pas propriétaire des biens dont le remploi avait été stipulé. Dans ce cas, les immeubles acquis par les époux, en remplacement de ceux qui avaient été vendus comme propres de la femme, et dont elle et les acquéreurs ont été par suite évincés, appartiennent à la communauté, et non pas à la femme qui s'en prétend propriétaire, moyennant une simple récompense. Angers, 12 mars 1823, t. 5 de 1823, 231.

RENTE (en général). 1. Avant le code civil, un usufruit était susceptible d'être transporté par bail à rente. C. C. 26 pluv. an 11, t. 3, 252.

2. On doit considérer comme mêlé de vente et de bail à rente un contrat par lequel le propriétaire d'un bien en a vendu l'usufruit, moyennant une somme payée comptant, et une rente annuelle dont la prestation durerait autant que l'usufruit même. C. C. 26 pluv. an 11, t. 3, 252.

#### RENTE constituée.

Où la rente est payable. — Quand on peut en exiger le remboursement. — Effets d'une clause résolutoire. — Quelles rentes sont susceptibles de réduction. — Du titre primordial ou nouvel. — Droits dus pour le transport d'une rente.

1. Dans le silence du contrat de rente sur le lieu du paiement, la rente est payable au domicile du débiteur. Bruxelles, 6 avril 1808, t. 9, 221.

2. L'accumulation de deux années d'arrérages d'une rente qui est portable donne au créancier le droit d'exiger le remboursement du capital, sans que le

débiteur puisse s'y soustraire par des offres réelles faites avant toutes sommations ou demandes en justice. C. C. 10 nov. 1818, t. 20, 309; 8 avril 1818, t. 20, 302.

Voyez la même question, t. 13, 912.

3. L'art. 1912 du cod. civ. s'applique sous ce rapport aux rentes constituées à titre gratuit. C. C. 12 juil. 1813, t. 15, 201.

4. Il en est de même à l'égard d'une rente constituée avant le code civil, si depuis il s'est écoulé deux années d'arrérages sans paiement. Dijon, 21 juil. 1809, t. 10, 567; Bruxelles, 26 mars 1813, t. 14, 355; C. C. 6 juil. 1812, t. 13, 638; 4 nov. 1812, t. 13, 912.

5. La cour de cassation a décidé qu'à l'égard des rentes anciennes, le créancier doit mettre le débiteur en demeure, lors même que le titre de la rente exprime que la peine sera encourue de *plein droit* faute de paiement, et que le débiteur peut empêcher le rachat en faisant des offres réelles dans l'intervalle entre la citation et la comparution. C. C. 14 juin 1814, t. 16, 418; 6 avril 1808, t. 9, 221.

6. D'après la cour de Liège on doit toujours décider cette question d'après les lois en vigueur au moment où le contrat a été passé, et non par le code civil. Liège, 13 déc. 1808, t. 9, 705.

7. Lorsque la rente est *quérable*, la cessation de paiement des arrérages pendant deux ans n'autorise pas de *plein droit* le créancier à demander le rachat. C. C. 12 mai 1819, t. 21, 336.

8. Mais si le débiteur deux fois sommé se refuse au paiement, il ne peut plus se soustraire au remboursement de la rente par des offres d'arrérages faites après la demande en remboursement. C. C. 12 mai 1819, t. 21, 336.

9. Il en serait de même, quoique la rente aurait été constituée sous l'empire d'une coutume qui autorisait le débiteur à purger la demeure jusqu'à l'adjudication, inclusivement, des biens hypothéqués et saisis. C. C. 12 mai 1819, t. 21, 336; 4 nov. 1812, t. 13, 912.

10. Le droit au remboursement de la rente, pour cause de non-paiement des arrérages, peut être exercé *de plano* par voie d'exécution. C. C. 4 nov. 1812, t. 13, 912.

11. La disposition de l'art. 1912 du cod. civ. qui porte que le débiteur d'une rente constituée peut être contraint au rachat, s'il cesse de remplir ses obligations pendant deux années, ne signifie pas que les deux années ne doivent commencer à courir qu'à compter du jour de l'exigibilité d'une première année; au contraire,

elle doit s'entendre en ce sens, qu'il quedeux années soient échues pour qu'il y ait lieu au remboursement. C. C. 10 nov. 1822, t. 3 de 1823, 337.

12. Le créancier d'une rente constituée qui n'a pas conservé son hypothèque sur l'immeuble affecté à sa créance, n'est pas fondé à demander son remboursement sur le motif que l'immeuble qui faisait gage a été vendu, et qu'ainsi ses sûretés sont diminuées. Paris, 13 pluv. an 5, 599.

13. L'arrêt qui ordonne le remboursement d'une rente, sur le motif que le créancier n'a pas fourni les sûretés promises, s'il énonce d'ailleurs que ces sûretés, le créancier n'aurait pu les fournir, est conforme au vœu de la loi qui autorise la demande en résiliation du contrat lorsque les sûretés promises n'ont pas été fournies. C. C. 23 mars 1825, t. 3 de 1825, 198.

14. Le créancier hypothécaire d'une rente constituée ne peut pas, en cas de vente des immeubles de son débiteur, demander à l'adjudicataire le remboursement du capital de sa rente, qu'il n'a pas fait juger, avant l'adjudication, que ce capital serait exigible. Bruxelles, 11 déc. 1806, t. 7, 594.

15. La clause résolutoire insérée dans un contrat de rente, pour le cas où le débiteur n'en paierait pas exactement les arrérages, est de rigueur, et non simplement comminatoire. Paris, 22 nov. 1806, t. 18, 806.

16. La clause résolutoire insérée dans un bail à rente passé sous l'empire d'une ancienne jurisprudence cesse d'être comminatoire, lorsque le débiteur a été en demeure depuis la promulgation du code civil. — Ainsi, le débiteur ne peut aujourd'hui se soustraire à l'effet de pareille clause en faisant des offres réelles après la mise en demeure. C. C. 16 nov. 1818, t. 20, 467.

17. Quoiqu'un immeuble hypothéqué spécialement à la sûreté d'une rente constituée ait été vendu par le débiteur comme franc de toutes charges et hypothèques, le créancier de la rente ne peut pas exiger le remboursement du capital, dès que le débiteur offre d'affecter à sa garantie d'autres biens de même valeur. Bruxelles, 17 avril 1810, t. 11, 400.

18. La disparition d'une partie des biens affectés au paiement d'une rente constituée autorise le créancier ou ses ayants droit à en demander le remboursement. C. C. 17 mars 1818, t. 20, 225.

19. Une rente en grains est susceptible de réduction, lorsqu'elle excède le tiers de l'intérêt légal. Les arrérages excédentaires qui ont été perçus doivent être restitués.

putés par le créancier sur le ca-  
C. C. 31 mars 1813, t. 14, 374.

Une rente constituée pour un usu-  
est devenue réductible par la suppres-  
un droit de chasse qui faisait partie  
fruit. C. C. 26 pluv. an 11, t. 3,

Le créancier d'une rente n'est point  
d'en rapporter le titre primordial,  
il représente un arrêt très ancien  
n'a ordonné le paiement, et qu'il  
en outre que la rente a été servie  
cet arrêt. C. C. 19 déc. 1820, t.  
27.

Le titre nouvel d'une rente, quoique  
nti par une femme non autorisée,  
avoir l'effet de constater le service  
et continu de la rente, et par là,  
er le créancier de la prescription.  
, 29 août 1814, t. 16, 604.

Celui, qui en vendant une rente  
il était propriétaire, s'est obligé par  
trat d'en faire porter les arrérages  
micilé de l'acquéreur, peut être con-  
t de fournir à celui-ci titre nouvel  
tte obligation.—Il ne peut s'en affran-  
par des offres de racheter la rente.  
24 mars 1806, t. 7, 183.

Les rentes constituées antérieure-  
au code civil sont restées sujettes à  
tenue des impositions depuis la loi du  
pt. 1807, Riom, 25 août 1813, t. 15,

Le transport d'une rente consti-  
avant la loi du 11 brum. an 7, sous  
pire d'une législation qui déclarait  
rentes immeubles, est un acte suscep-  
d'être transcrit, et, comme tel, pas-  
du droit de un et demi pour cent.  
12 mai 1824, t. 3 de 1824, 324; 22  
1823, t. 1 de 1824, 454.

RENTE *convenancière*. V. *Compétence*.  
RENTES *sur l'état*. *Etablissements de*  
*rité*. Voy. *Legs*, n. 71 et 96. Voy.  
*à Remploi*, n. 8.

RENTE *féodale*. 1. Une rente foncière  
a nature ne doit pas être présumée  
ale par cela seul qu'elle était due à  
ti-devant seigneur. C. C. 3 pluv. an  
t. 2, 259.

De même, on ne doit pas considérer  
une mélange de féodalité une rente  
sière établie par bail emphytéotique,  
pays de droit écrit, au profit d'un in-  
du *non seigneur* du lieu de la situa-  
des biens baillés à emphytéose, parce  
l'acte de création contiendrait tout à  
fois la stipulation d'une redevance à  
e de *cens* en faveur du bailleur, et la  
erve des droits de *lods*, *amendes*, *sei-*  
*curie*, *retenue*, etc. C. C. 15 mars 1824  
de 1824, 105; 29 therm. an 10, 4  
id. an 10, t. 2, 617 et 620.

3. Une rente foncière créée avec mélange  
de surcens ne peut pas être considérée  
comme féodale, et par conséquent suppri-  
mée. C. C. 5 mai 1817, t. 19, 413; 26 mai  
1813, t. 14, 608; 8 fév. 1814, t. 16, 166;  
4 fév. 1810, t. 11, 110.

4. Il en est de même des rentes consti-  
tuées à prix d'argent, et essentiellement  
rachetables, quoique mêlées avec d'autres  
prestations supprimées. C. C. 24 mars  
1813, t. 14, 342.

5. Il ne peut y avoir féodalité sans in-  
féodation ou mouvance, soit noble, soit  
roturière. C. C. 8 fév. 1814, t. 16, 166.

6. Les rentes qualifiées féodales, consti-  
tuées en faveur des seigneurs, dans les  
aliénations par eux faites des biens dont  
ils avaient dépouillé les communes par  
voie de triage, doivent être servies aux  
communes depuis leur rétablissement dans  
leurs droits. C. C. 19 vend. an 12, t. 4, 3.

7. La loi du 17 juil. 1793 n'a pas sup-  
primé comme féodales les rentes réservées  
avec la qualification de seigneuriales par  
des baux emphytéotiques à temps. C. C.  
19 therm. an 10, t. 2, 592.

8. Une rente purement foncière ne doit  
pas être considérée comme abolie par  
cela seul qu'elle se trouve rappelée dans  
un bail à cens seigneurial, et que le pre-  
neur a été chargé de l'acquitter. C. C. 19  
niv. an 12, t. 4, 206.

9. Les rentes foncières créées dans des  
baux à cens, même avec distinction du cens,  
sont comprises dans la suppression pro-  
noncée par les lois abolitives du régime  
féodal. C. C. 6 germ. an 13, t. 6, 39.

10. L'acte qui, à des rentes féoda-  
les, ou mêlées de féodalité, substitue  
une rente purement foncière, est va-  
lable, quoique les redevances restent les  
mêmes quant à leur quotité. C. C. 3 juil.  
1811, t. 12, 533.

11. Les rentes colongères ne sont pas de  
leur nature féodales. C. C. 26 pluv. an 11,  
t. 3, 259.

12. Les rentes et redevances foncières  
qui, avant le 4 août 1789, étaient possé-  
dées comme *fiefs* par celui à qui elles ap-  
partenaient, mais dont les redevables n'a-  
vaient jamais été liés avec lui par aucun  
rapport féodal ni censuel, n'ont pas été  
abolies par la loi du 17 juil. 1793. C. C.  
26 pluv. an 11, t. 3, 259.

13. Une rente ne doit pas être présumée  
féodale, sur de simples présomptions, à  
défaut de représentation du titre origi-  
naire, si d'ailleurs le débiteur a continué  
de payer depuis les lois suppressives de  
la féodalité. C. C. 19 déc. 1820, t. 22, 887.

14. L'acte récognitif d'une rente fon-  
cière originairement mêlée de cens, sou-  
scrit par le débiteur, depuis le 17 juil. 1793,  
mais sans dérogation au titre primordial,



est nul, encore que cet acte récongnitif ne retrace aucun des caractères du système féodal. C. C. 25 oct. 1808, t. 9; 624.

15. On ne doit pas considérer comme un titre récongnitif d'une rente féodale, et comme entaché de féodalité, l'acte par lequel un tiers détenteur approuve et ratifie le titre primitif de cette rente. On ne doit y voir qu'une transaction obligatoire, surtout si les parties ont été en procès, si cet acte contient des stipulations différentes de celles renfermées dans le premier contrat, si les engagements du débiteur ne s'y trouvent relatés qu'en partie, et qu'aucune des stipulations féodales qui viciaient le premier contrat ne s'y trouve rappelée. C. C. 26 juil. 1823, t. 3 de 1823, 401.

16. La rente établie par un bail à locataire perpétuelle n'est pas réputée seigneuriale, et, comme telle, supprimée, sans indemnité, par cela seul qu'elle a été créée au profit d'un ci-devant seigneur, et qu'elle était le prix de la concession de droits ou de domaines seigneuriaux. — Cette redevance n'est pas non plus susceptible de la retenue du cinquième. C. C. 14 vent. an 5, t. 1; 179.

17. Les rentes étaient susceptibles de s'éteindre par la prescription, sous l'empire de la coutume de Valenciennes, et cette prescription, alors même qu'il s'agit de rentes hypothéquées sur des *main-femes*, peut être invoquée malgré les lois de 1789 et 1790, abolitives de la féodalité et de toute distinction entre les biens censuels et féodaux. C. C. 10 janv. 1825, t. 1 de 1825, 524.

18. Une rente foncière établie par un acte qui contient en même temps, mais dans une autre clause, la stipulation d'un droit féodal, a été abolie par la loi du 17 juil. 1793. C. C. 12 germ. an 12, t. 4, 402.

19. Un débiteur qui s'est laissé condamner au paiement des arrérages d'une rente peut-il ultérieurement prétendre que cette rente est entachée de féodalité et a été abolie? — *Quid* si la résolution du bail à rente a été prononcée? C. C. 29 therm. an 7, t. 1, 338.

#### RENTE foncière.

*Caractère des rentes foncières.* —

*Quand le capital en est exigible.*

— *De la clause résolutoire.* — Où doivent être faites les offres réelles qui ont pour objet le rachat d'une rente. — Quelles rentes peuvent être réduites. — Comment elles s'éteignent.

1. On doit regarder comme purement foncière la rente dont le titre constitu-

tif n'est pas représenté, si, d'ailleurs, le contraire n'est pas établi par d'autres? — Ainsi la rente qualifiée d'*arrérages* doit être par cela seul purement foncière. C. C. 17 niv. an 13, t. 1.

1 bis. On ne doit pas réputer purement foncière une rente constituée du prix d'un immeuble, surtout lorsqu'elle est remboursable à la volonté de l'acquéreur. C. C. 12 vend. an 11, t. 3, 3.

2. Les rentes foncières sont maintenant mobilisées, en sorte qu'elles ne forment plus que de simples créances hypothécaires qui ne peuvent se conserver que par l'inscription. C. C. 29 juin 1813, t. 1, 137.

3. Le retard de deux années d'arrérages dans le service d'une rente foncière ne rend pas le capital exigible. C. C. 28 janv. 1824, t. 3 de 1824, 253; Caen 13 mai 1815, t. 17, 188; 19 mai 1819, t. 21, 181; C. C. 5 mars 1817, t. 19, 215.

4. Un contrat de bail à rente ne peut jamais, malgré la stipulation expresse des parties à cet égard, être résolu de plein droit, sur une simple mise en demeure, à défaut de paiement des arrérages de la rente. C. C. 19 mai 1819, t. 21, 354.

5. Le bailleur à rente foncière peut demander la rescision du contrat faute de paiement de la rente, après la vente ou la saisie réelle de l'immeuble arrenté, quoiqu'il ait été partie dans la poursuite, même qu'il se soit présenté à l'ordre. Caen, 28 juin 1813, t. 15, 127.

6. Il peut former cette demande directement à l'instance d'ordre. Caen, 28 juin 1813, t. 15, 127.

7. Le détenteur d'un héritage grevé d'une rente foncière ne peut se débarrasser du paiement de cette rente que par un déguerpissement volontaire. La configuration de cet héritage, pour cause d'émancipation, ne produit pas cet effet. Paris, 10 janv. 1823, t. 1 de 1824, 352.

8. Malgré une clause résolutoire stipulée dans un contrat de rente foncière pour le cas de non-paiement des arrérages, les créanciers personnels du preneur peuvent, jusqu'à ce que la reprise de possession ait été effectuée, empêcher la résolution du contrat, en désintéressant le bailleur. Rouen, 13 juil. 1815, t. 17, 40.

9. Lorsqu'en vertu d'une clause résolutoire stipulée pour le cas de non-paiement des arrérages, le contrat de rente est résolu, le domaine rentre dans les mains du bailleur franc et quitte de toutes les charges que le preneur a pu y imposer. Rouen, 4 juil. 1815, t. 17, 455.

10. Les offres réelles qui ont pour objet le rachat d'une rente foncière doivent être faites, à peine de nullité, au

du créancier, lorsque la rente le. C. C. 23 mcs. an 4, t. 1, 136. Les rentes foncières ont été régies par la loi du 11 brum. an 7, code civil, à de simples créanciers, en sorte que les tiers n'ont plus été tenus de plein acquiescer, comme charges in- au fonds, mais seulement de l'exercice de l'action hypothécaire contre le vendeur. nov. 1824, t. 1 de 1825, 249.

rentes foncières, comme toute obligation, s'éteignent par la con- coition, 15 germ. an 11, t. 3, 362.

### *De la rente viagère.*

*De l'acte on peut constituer une rente viagère. — Clause de non survie. — Rente constituée pendant la maladie dont le contractant est mort. — Des vingt jours de survie. — Si un déporté peut exiger le service d'une rente viagère. — D'une rente constituée sur deux têtes. — Comment l'existence du rentier peut être établie. — Réduction des rentes viagères. — Si on peut demander la résolution du contrat de rente viagère. — Si le créancier peut être contraint à recevoir le rachat d'une rente viagère colloquée dans un ordre. — Des rentes viagères acquises par deux époux. — Constitution de rentes viagères déguisant des rentes usuraires. — Nullité d'une constitution de rente viagère. — Comment s'éteignent les rentes viagères.*

acte privé par lequel l'héritier a constitué une rente viagère au profit d'un serviteur, pour déférer à la fondation que le défunt lui en a faite dans son testament, est obligatoire, 28 avril 1806, t. 7, 268.

Principe des art. 1322 et 1328 du code civil, suivant lesquels l'acte sous seing privé a la même foi que l'acte authentique entre les parties qui l'ont souscrit et leurs héritiers ou ayant-cause, reçoit son effet à l'égard d'un acte de cette nature portant constitution de rente, et que l'on attaque comme ayant été fraudé, dans la vue de le soustraire

à la nullité prononcée par l'art. 1975 contre les contrats de rente viagère passés dans les vingt jours qui ont précédé la mort de l'individu sur la tête duquel la rente a été constituée. C. C. 15 juil. 1824, t. 1 de 1825, 167.

3. L'arrêt qui annule un contrat de rente viagère sous signature privée, attendu qu'il résulte des faits et circonstances de la cause qu'il a été antidaté afin d'échapper à la prohibition de la loi, n'est pas susceptible d'être cassé. C. C. 15 juil. 1824, t. 1 de 1825, 167.

4. La clause insérée dans un contrat de constitution de rente viagère, que, faute de paiement des arrérages, les créanciers jouiront des immeubles hypothéqués, et en recevront les revenus sans imputation ni restitution, n'est pas contraire aux bonnes mœurs, et ne rend pas non plus la rente usuraire. Bordeaux, 23 août 1814, t. 16, 597.

5. Mais on ne peut convenir qu'à défaut de paiement des arrérages, le créancier pourra exiger le remboursement de son capital; cette clause doit être considérée comme non écrite, en ce qu'elle est contraire à l'essence de ce contrat. Paris, 22 déc. 1812, t. 13, 1086.

6. Avant le code civil, le bien vendu à rente viagère pendant la maladie dont le vendeur était mort ne pouvait être revendiqué par les héritiers du défunt ni le contrat déclaré nul. Paris, 24 germ. an 10, t. 2, 392.

7. La constitution de rente viagère ne produit pas son effet lorsque celui qui l'a stipulée sur sa tête décède, dans les vingt jours de la date du contrat, de la maladie dont il était atteint au moment où il l'a souscrite. C. C. 19 janv. 1814, t. 16, 74; Paris, 9 fév. 1807, t. 8, 82.

8. La preuve par témoins que le créancier de la rente viagère était, lors de la constitution, atteint de la maladie dont il est mort avant l'expiration des vingt jours, est admissible. Paris, 9 fév. 1807, t. 8, 83.

9. Lorsqu'une rente viagère a été constituée sur la tête de plusieurs personnes, la mort de l'une d'elles dans les vingt jours de la date du contrat ne le frappe pas de nullité. C. C. 22 fév. 1820, t. 22, 169.

10. Dans les vingt jours de survie exigés par l'art. 1975 du code civil pour la validité du contrat de rente viagère, on ne doit pas comprendre le jour de la date du contrat. Rouen, 3 déc. 1821, t. 23, 712.

11. Un déporté rendu à la vie civile peut exiger la continuation de la rente viagère constituée sur sa tête et les arrérages échus pendant le temps de sa déportation,

s'ils sont encore dus. Paris, 15 flor. an 11, t. 3, 463.

12. On ne doit pas considérer comme constituée intégralement sur deux têtes une rente viagère qui, payable en totalité durant la vie de deux personnes, est réduite à moitié au décès de l'une d'elles. C. C. 13 niv. an 11, t. 3, 178.

13. La preuve de l'existence du rentier viager peut être légalement établie autrement que par un certificat de vie. C. C. 19 août 1824, t. 1 de 1825, 453.

14. Le délai accordé par la loi du 13 pluv. an 6 au débiteur d'une *rente viagère*, pour la réduction de cette espèce de rente, n'a couru, à l'égard du créancier de celui-ci, que du jour où il eut connaissance de l'existence de la rente. Paris, 28 vent. an 11, t. 3, 335.

15. Dans ce cas, les arrérages échus sont dus jusqu'au jour du jugement, suivant le taux fixé par la convention, sans qu'ils puissent être réduits au taux légal de cinq pour cent. Colmar, 25 août 1810, t. 11, 812.

16. Avant le code civil, le défaut de paiement des arrérages d'une rente viagère qui forme le prix d'un immeuble autorisait le créancier à demander la résolution du contrat. Bordeaux, 9 pluv. an 13, t. 5, 342.

17. Cette résolution peut être prononcée depuis le code civil, si le contrat lui est antérieur, et si la demande a été formée avant sa publication. Bordeaux, 9 pluv. an 13, t. 5, 342.

18. Décidé au contraire qu'on ne peut aujourd'hui, pour défaut de paiement des arrérages, demander la résolution d'un contrat de rente viagère passé avant ou depuis le code civil. C. C. 27 juil. 1823, t. 3 de 1824, 97; 18 déc. 1822, t. 2 de 1823, 427.

19. La cour de Bordeaux a rendu un arrêt en sens contraire à l'égard d'une rente viagère créée antérieurement au code civil. 10 fév. 1808, t. 9, 112.

20. La demande en résolution serait inadmissible lors même que le débiteur ne pourrait fournir de garantie suffisante du paiement des arrérages à échoir, si toutes les sûretés promises ont été données. Pau, 5 fév. 1823, t. 1 de 1824, 397; C. C. 18 déc. 1822, t. 2 de 1823, 427.

21. Quoique le créancier ne puisse pas rentrer dans le fonds aliéné, à défaut de paiement des arrérages, il peut cependant obtenir la résiliation du contrat, si les autres biens du débiteur deviennent insuffisants pour assurer le service de ces arrérages. — Dans ce cas, le débiteur de la rente ou ses créanciers ne peuvent empêcher la résiliation du contrat qu'en donnant les sû-

retés nécessaires. Dijon, 14 mars 19, 255.

22. Il y a lieu à la résolution d'un contrat de rente viagère passé avant puis le code, lorsque le débiteur a affecté une partie des biens affectés au service de la rente, sans charger l'acquéreur de ces biens et toutes les fois qu'il y a diminution des sûretés promises. Riom, 4 août 1810, t. 11, 812; 20, 612; 25 août 1810, t. 11, 812.

22 bis. La clause insérée dans un contrat de rente viagère, qu'à défaut de paiement des arrérages, le créancier a le droit d'exiger le remboursement de son capital, doit être réputée non écrite, en ce qu'elle est contraire à l'essence de ce contrat. Paris, 22 déc. 1812, t. 13, 1086.

23. Décidé au contraire que cette clause est permise et doit recevoir son effet si le débiteur ne fait des offres qu'après avoir été mis en demeure. C. C. 28 mar. 1810, t. 19, 302; Bordeaux, 15 juil. 1810, t. 19, 597; Rouen, 27 janv. 1815, t. 17, 597.

23 bis. Le créancier d'une rente viagère ne peut pas être contraint de recevoir le rachat. C. C. 21 mar. 1810, t. 1, 134.

24. Celui sur la tête de qui on a constitué, à titre gratuit, une rente viagère, sous la condition qu'elle serait incessante et saisissable, est recevable à demander la nullité du remboursement qu'il a obtenu par un acte de bienfaisance, si le donateur a été tenu de rembourser le capital. Paris, 19 nov. 1813, t. 15, 641.

25. Pour le service d'une rente viagère colloquée dans un ordre, il doit être tenu entre les mains de l'acquéreur un capital dont l'intérêt annuel soit égal à celle de la rente, sauf à distribuer ce capital, après l'extinction de la rente, aux créanciers qui ne pourraient y prétendre. C. C. 4 frim. 1810, t. 6, 524.

26. Des rentes viagères acquises par deux époux pendant leur communauté et de ses deniers, avec clause de jouissance au profit du survivant, se partagent entre eux, obstatant cette clause, avec les biens de l'époux prédécédé. Paris, 19 déc. 1810, t. 21, 743.

27. La nullité prononcée par la loi sur la maine des contrats de prêt consentis par les fils de famille sans le concours de leur père et mère devait atteindre les contrats de constitution de rentes viagères, si l'on reconnait qu'ils ne fussent que des prêts déguisés. C. C. 14 vent. an 8, t. 1, 1.

28. Lorsque la donation d'une rente viagère a été annulée pour omission de la formalité provenant du fait du notaire, il n'y a pas lieu à la restitution des arrérages reçus antérieurement par le donataire. Douai, 7 mai 1819, t. 21, 323.

29. La rente viagère n'est pas

la mort civile du créancier. Paris, 15 an 11, t. 3, 463.

Elle n'est pas éteinte par le décès entier, lorsque c'est le débiteur qui donne la mort; il y a lieu au contraire à la résolution du contrat. Poitiers, an 10, t. 2, 219.

Une rente viagère réservée en ar-rant un fonds qu'on aliène à perpétuité n'est pas réputée foncière, et ne cesse d'être due après la destruction de l'héritage. — Au contraire, celui qui s'engage à payer une rente de cette nature est censé payer, non pas seulement *ratione rei*, mais personnellement, en telle sorte qu'il est passible de la rente, malgré la perte du fonds. C. C. 2 fév. 1807, t. 8, 55.

## RENVOL.

*Desquelles causes le renvoi peut être demandé. — Devant quelles cours ou tribunaux doit être portée la demande en renvoi. — Forme de la demande en renvoi. — Comment le renvoi peut être ordonné. — Si le tribunal qui a ordonné le renvoi peut jamais être ressaisi de l'affaire.*

Lorsque le fait soumis à un tribunal correctionnel prend, par suite de l'information, le caractère d'une simple contumace, le prévenu peut, aussi bien au ministère public et la partie civile, demander le renvoi de l'affaire devant le tribunal de police. Poitiers, 20 juin 1820, t. 8, 533.

La parenté ou l'alliance de l'une des parties avec le procureur du roi et un juge peut motiver la demande en renvoi de la cause devant un autre tribunal : les avocats du ministère public ne peuvent être considérés comme juges. Riom, 27 janv. 1818, t. 20, 686.

La parenté ou l'alliance avec deux juges suppléants, ou avec un juge en titre et un suppléant; ne peut pas fonder une demande en renvoi. C. C. 22 août 1822, t. 1 de 1823, 90.

Lorsqu'il n'y a, dans un tribunal, qu'un seul juge qui puisse connaître d'une affaire, il y a lieu nécessairement au renvoi de la cause devant un autre tribunal. C. C. 23 juin 1814, t. 16, 452.

C'est à la cour de cassation qu'appartient, en matière criminelle, le droit de donner ce renvoi. C. C. 23 juin 1814, t. 16, 452.

On peut demander le renvoi d'un tribunal à un autre, pour cause de suspicion légitime en matière civile, et ces demandes doivent être portées devant la

cour de cassation. C. C. 21 mars 1821, t. 23, 227.

7. Depuis le code de procédure, il n'appartient pas à la cour de cassation de prononcer sur les demandes en renvoi d'un tribunal à un autre pour parenté, alliance ou récusation. C. C. 24 mars, t. 8, 1807, 199.

8. Les cours royales seules peuvent prononcer, en matière civile, le renvoi d'un tribunal de leur ressort à un autre, pour insuffisance de juges non récusés ou non empêchés. Douai, 14 oct. 1816, t. 18, 759.

9. Suivant d'autres arrêts, le tribunal même qui est récusé en entier peut prononcer le renvoi. Colmar, 3 juil. 1813, 29 déc. 1810, 30 janv. 1813, t. 15, 164.

10. Les formes prescrites en matière de renvoi pour cause de parenté ou d'alliance, par les art. 371 et suiv. du cod. de proc., ne doivent pas être observées, lorsque les faits de parenté ou d'alliance sont constans et reconnus. C. C. 22 août 1822, t. 1 de 1823, 90.

11. La demande en renvoi d'un tribunal à un autre, pour cause de suspicion légitime ou de sûreté publique, n'a d'autre base que la conscience des magistrats chargés de prononcer sur le renvoi. C. C. 24 frim. an 9, t. 1, 551.

12. Lorsque le tribunal naturel des parties est empêché de connaître d'une contestation, la cour d'appel, dans son ressort, peut leur indiquer un autre tribunal conformément à l'art. 363 du cod. de proc. civ. C. C. 8 sept. 1807, t. 8, 585.

13. Le renvoi peut être ordonné sur la demande de l'une des parties, et sans que l'autre ait été appelée. C. C. 20 et 21 mars 1821, t. 23, 227.

14. Et si on forme opposition à ce jugement, ainsi rendu par défaut, elle doit être portée devant la même section qui a rendu le jugement; mais il n'est pas nécessaire que la section soit composée des mêmes juges. C. C. 20 mars 1821, t. 23, 227.

15. Les juges qui ont renvoyé une affaire devant d'autres juges, pour raison d'incompétence, peuvent ensuite être ressaisis de la même affaire, si, avant le jugement du fond, la cause d'incompétence a disparu par la décision des juges de renvoi.

16. Ainsi, un conseil de guerre qui a renvoyé un militaire devant un tribunal criminel ordinaire, à cause de sa complicité avec des individus non militaires, peut être ressaisi de la connaissance du délit militaire, lorsque ces individus ont été relaxés par le tribunal criminel, avant le jugement du fond. C. C. 29 mai 1813, t. 14, 614.

RENVOL dans les actes. En principe

général, il suffit que, dans les actes, les renvois soient simplement paraphés. C. C. 23 juil. 1824, t. 2 de 1825, 255.

**REPARATION civile.** 1. Le même fait qui a donné lieu à une poursuite criminelle dont le prévenu a été renvoyé par une déclaration négative du jury peut, comme quasi-délit, servir de fondement à une action en réparations civiles. C. C. 5 nov. 1818, t. 20, 711.

2. Le pardon qu'un mourant accorde à son meurtrier emporte-t-il, de plein droit, remise des réparations civiles auxquelles ce dernier pourrait être condamné? C. C. 5 mai 1818, t. 20, 368.

3. Sur une poursuite criminelle à la requête de la partie publique, il ne peut pas être prononcé une réparation civile en faveur de la partie lésée qui n'est ni plaigante ni intervenante. C. C. 16 janv. 1808, t. 9, 48.

4. Les détenus pour réparations civiles, en vertu de jugemens rendus par les tribunaux criminels ou correctionnels, doivent obtenir leur élargissement après cinq années de prison. Paris, 9 mai 1811 t. 12, 413.

**REPARATION d'honneur.** 1. La condamnation à une réparation d'honneur pour injures verbales ne peut être prononcée par les tribunaux civils. C. C. 20 juil. 1812, t. 13, 693.

2. Un jugement qui, en prononçant cette peine, n'en assure pas l'exécution par une condamnation pécuniaire qui puisse au besoin en tenir lieu, est nul, comme illusoire dans son objet. C. C. 20 juil. 1812, t. 13, 693.

**REPRESENTANT. — REPRÉSENTATION.** 1. Cette dénomination comprend les héritiers naturels, les héritiers contractuels et testamentaires. Paris, 30 déc. 1823, t. 2 de 1824, 38.

2. La représentation, dans les cas où elle est admise, ne peut avoir lieu qu'en faveur des enfans et descendans des frères et sœurs du défunt qui concourent à sa succession, et nullement au profit d'un héritier testamentaire qui les exclut. C. C. 20 fév. 1823, t. 2 de 1823, 401.

**REPRISES.** Le recours subsidiaire que le code civil accorde à la femme sur les biens personnels de son mari, pour la remplir de ses reprises, constitue dans sa main, non un droit de propriété sur ces biens, mais seulement une action hypothécaire. C. C. 18 mai 1824, t. 3 de 1824, 305.

2. La femme mariée en communauté n'a pas un droit de préférence sur le mobilier de son mari pour la reprise de ses créances matrimoniales, et particulière-

ment des sommes qu'elles s'est réservées propres. Lyon, 25 juil. 1822, t. 24, 190.

3. L'action en prélèvement qui est accordée à la femme, pour le recouvrement de ses reprises, sur les immeubles du mari, continue d'avoir un caractère civil, alors même qu'un arrêt a ordonné le prélèvement sur les immeubles, qu'il n'a pas été effectué; et en conséquence, si les immeubles du mari sont vendus, la portion du prix qui est nécessaire à acquitter le montant du prélèvement doit être distribuée entre les créanciers, même hypothécaires, de la femme comme chose mobilière. Bourges, 1822, t. 2 de 1823, 190.

4. D'après le code civil, la prescription qui court contre l'action en reprises de la femme n'est point interrompue par le fait qu'elle a des biens de son époux.

Il en est de même sous la coutume de Paris. C. C. 17 août 1819, t. 21, 500.

**REPRISE d'instance.** Lorsqu'une femme qui, d'après la loi, doit s'instruire par écrit, est mise en état d'être jugée sur les productions des deux parties, ou en défaut dans lequel l'une d'elles est constituée de produire, si l'une des parties vient à mourir avant que le rapport en soit fait à l'audience, il n'est pas nécessaire d'assigner ses héritiers en reprise d'instance, et, si le rapport se fait avant qu'ils aient été assignés, l'arrêt qui intervient à la suite de ce rapport n'est pas nul. C. C. 19 vent. an 9, t. 1, 64.

**V. Assignation, Exploit, et Péremption.**

### REQUETE civile.

**SECT. I. Causes de requête civile.**

— Des jugemens et arrêts contre lesquels on peut se pourvoir en requête civile. — Des personnes qui peuvent employer cette voie.

— A qui elle profite. — Contre quelles personnes elle peut être intentée.

1. Les juges qui ont statué sur la requête civile d'après le renvoi qui en a été fait par la cour de cassation doivent statuer aussi sur le rescisoire ou le fond du procès. C. C. 3 août 1809, t. 10, 611.

2. La simple dissimulation d'une pièce décisive par une partie peut, suivant les circonstances, prendre le caractère de dol personnel, et donner lieu à requête civile. Tel est le cas où une partie dont le pourvoi a été rejeté attaque de nouveau le jugement par opposition ou tierce opposition, sans révéler l'existence de l'arrêt de rejet, inconnu à l'adversaire. Il y a ouverture à requête civile contre le jugement qui admet l'opposition ou la tierce



ion. C. C. 19 fév. 1823, t. 2 de 03.

l'attestation d'un fait faux, con- par la partie, mais que les juges ont uits à croire vrai sur la foi de son ar, qui affirmait mensongèrement main les pièces justificatives, con- dol personnel, et donne ouver- requête civile contre le jugement et qui s'en est suivi. Bruxelles, 23 10, t. 11, 724.

matière de requête civile, le dol cat à l'audience doit être réputé le la partie elle-même. Bruxelles, 23 10, t. 11, 724.

a lieu à requête civile, et non à ar, contre un arrêt qui, ne statuant une exception proposée seulement de d'appel, ne donne aucuns mo- son silence. C. C. 25 juin 1817, t. 3.

n'y a pas lieu à requête civile, sous de contrariété, lorsque cette con- prétendue ne tombe que sur les et nullement sur les dispositions ment. C. C. 4 germ. an 13, t. 6, 27.

our qu'il y ait ouverture de re- civile sur pièces fausses, il n'est ssaire que les pièces aient été dé- fausses par un jugement préalable. 22 pluv. an 9, t. 1, 601.

n'y a pas lieu à requête civile pièces fausses, lorsque le faux ré- ns le jugement même attaqué. C. vent. an 11, t. 3, 303.

es juges d'appel sont juges souve- de l'influence des pièces fausses sur tion du fond. C. C. 22 pluv. an 9, 00.

Il y a lieu à requête civile contre ement rendu contre un mineur non é à plaider, lors même qu'il au- it usage des moyens proposés par ur, au lieu duquel il a repris l'in- et qu'il aurait plaidé contre d'au- neurs. Turin, 21 mars 1812, t. 13,

La voie de la requête civile n'est pas e au mineur pour non valable dé- lorsque son tuteur a exposé tous ens de défense, mais n'a pas pris ément toutes les conclusions aux- ces moyens pouvaient donner lieu. 11 vent. an 11, t. 3, 301.

On ne peut prendre la voie de la e civile contre un arrêt qui rejette mande en cassation. C. C. 2 frim. t. 2, 188.

On peut se pourvoir, par voie de e civile, contre un jugement qui tient qu'une disposition provisoire, ir exemple, que celui qui déboute demande quant à présent. C. C. 10 an 12, t. 4, 247.

14. On ne peut attaquer un jugement arbitral par la voie de la requête civile, lorsque les parties ont déclaré, dans le compromis, que ce jugement vaudrait transaction sur procès. C. C. 13 therm. an 11, t. 3, 628.

15. Ou qu'elles ont autorisé les arbi- tres à juger en dernier ressort et sans re- cours à aucun tribunal. Paris, 3 vent. an 13, t. 5, 427.

16. Mais, hors ces cas, un jugement arbitral peut être attaqué par la requête civile. C. C. 11 fruct. an 8, t. 1, 479

17. La voie de la requête civile est ad- missible contre un jugement rendu par un tribunal de commerce. La demande doit être portée devant le tribunal même qui a rendu le jugement attaqué. Bruxel- les, 23 janv. 1812, t. 13, 83; C. C. 24 août 1819, t. 21, 606.

18. Sous la jurisprudence ancienne, la requête civile pouvait être formée par le légataire universel de la partie en faveur de laquelle le jugement avait été rendu. C. C. 4 germ. an 11, t. 3, 341.

19. La requête civile formée dans l'in- térêt d'un mineur qui n'était pas auto- risé à plaider profite au majeur dont la cause est liée à la sienne, dont les droits reposent sur le même titre, et qui a été actionné cumulativement avec lui. Tu- rin, 21 mars 1812, t. 13, 286.

20. La requête civile peut être intentée contre l'ayant-cause de la partie qui a obtenu le jugement attaqué par cette voie. C. C. 1 germ. an 11, t. 3, 340.

SECT. II. Délai et procédure de la requête civile. — Simultanéité de cette voie avec celle de la cas- sation.

21. La disposition suivant laquelle le délai de la requête civile ne court contre les mineurs que du jour de la significa- tion du jugement, faite depuis leur ma- jorité, s'applique aux jugemens de sim- ple instruction. C. C. 1 germ. an 11, t. 3, 340.

22. La requête civile principale doit, à peine de nullité, être formée par une requête présentée au tribunal dont émane le jugement attaqué, préalablement à l'as- signation prescrite par l'art. 483 du cod. de proc. C. C. 9 juin 1814, t. 16, 576.

23. La même cour a décidé depuis que la loi n'attache point la peine de nullité à l'omission de cette formalité. C. C. 3 juil. 1816, t. 18, 560.

24. Les avocats près la cour royale ne sont pas exclus du droit de délibérer une requête civile contre un jugement de pre- mière instance. C. C. 17 nov. 1817, t. 19, 908.

25. L'art. 495 du cod. de proc., qui, pour l'admission de la requête civile, exige une consultation d'avocats, est applicable à la partie qui stipule les intérêts de l'état. C. C. 30 août 1809, t. 10, 689.

26. La nécessité de faire constater par écrit le jour où de nouvelles pièces ont été découvertes ne reçoit ni limitation ni exception. C. C. 17 pluv. an 12, t. 4, 263.

27. Le demandeur en requête civile contre un jugement de première instance en dernier ressort n'est tenu de consigner que le quart de l'amende et des dommages et intérêts dont la consignation est requise pour un arrêt de cour royale. C. C. 17 nov. 1817, t. 19, 908.

28. On ne peut remplacer par un certificat d'indigence la consignation de l'amende. C. C. 22 mars 1810, t. 11, 244.

29. Avant le code de procédure, la voie de la requête civile et celle de la cassation pouvaient être employées simultanément. C. C. 18 vend. an 3, t. 1, 82.

**RESERVE légale.** 1. La réserve est un droit de succession : par conséquent l'exercice en est subordonné à la qualité d'héritier. Celui qui renonce n'y a pas de droit, et ne peut que retenir le don jusqu'à concurrence de la portion disponible. C. C. 18 fév. 1818, t. 20, 120; Montpellier, 27 déc. 1822, Riom, 26 juin 1824, Toulouse, 27 juin 1824, t. 23, 547.

2. Il y a un arrêt en sens contraire de la cour de Paris. 31 juil. 1824, t. 23, 547.

3. Les enfans légitimaires ont droit de réclamer en biens de la succession les fruits qui doivent leur être restitués avec le supplément de légitime. Toulouse, 22 août 1822, t. 2 de 1824, 292.

4. La cour d'Agen a décidé en sens contraire. 30 avril 1823, t. 2 de 1824, 295.

5. Une ex-religieuse, rendue à la vie civile, et capable de succéder à l'époque du décès de ses père et mère, peut réclamer une légitime dans leurs successions, malgré une donation contractuelle de tous leurs biens présents et à venir, qu'ils ont faite en 1788, au profit de leur fils aîné. C. C. 20 nov. 1815, t. 17, 680.

6. La réserve de l'ascendant, qui n'est en concurrence qu'avec des légataires et des héritiers non réservataires, doit être calculée sur les biens de la succession, sans égard pour les libéralités que l'époux décédé a faites à l'autre époux par contrat de mariage. Ces libéralités ne peuvent être assimilées à une dette de la succession. Riom, 24 nov. 1813, t. 15, 659.

7. L'époux qui donne à son conjoint l'usufruit de la portion de biens réservés aux ascendans peut dispenser celui-ci de donner caution pour assurer la restitution des objets mobiliers formant cette

réserve. Orléans, 19 déc. 1822, t. 2 de 1823, 173. — Voy. *Légitime*.

**RESOLUTION.** 1. Dans les cas où les actes d'exécution doivent être successifs, et se prolonger pendant un espace de temps déterminé, tels que les contrats de rente, c'est la loi qui régit le contrat au moment où se sont produits les faits sur lesquels on fonde la demande en résolution du contrat qui doit être prise pour servir de règle pour admettre ou rejeter cette demande. — Spécialement la demande en résolution du contrat de rente viagère, fondée sur une cause viciée sous le code civil, doit être admise si ce code n'a point consacré cette action de résolution, alors même qu'elle l'est admise par la législation sous l'empire de laquelle la rente a été constituée. 18 déc. 1822, t. 2 de 1823, 427.

2. La clause insérée au cahier des charges, qu'en cas de non-paiement, le meuble sera revendu à la folle enchère, n'est pas un obstacle à l'exercice de l'action en résolution de la vente. 30 avril 1823, t. 1 de 1824, 205.

3. La résolution de plein droit du contrat a lieu, nonobstant l'art. 1743 du cod. civ., quand elle a été stipulée par les parties. C. C. 19 août 1824, t. 1 de 1825, 153.

4. Dans le cas d'une semblable clause insérée dans une vente d'immeuble, le créancier ne peut pas, par exception au principe, se mettre à l'abri de la résolution, en faisant des offres postérieures à la sommation qu'exige à son égard l'art. 1656 du cod. civ. C. C. 19 août 1824, t. 1 de 1825, 153.

5. Il ne peut pas être considéré comme non payé n'ayant pas été constitué en demeure de payer, par la raison que cette sommation lui a été faite alors qu'il était en instance avec le vendeur, auquel il avait fait, pour sa libération, de précédentes offres créances qui ont été jugées depuis existantes. C. C. 19 août 1824, t. 1 de 1825, 153.

**RESPONSABILITÉ civile.** 1. La responsabilité civile des délits ne peut s'étendre aux amendes prononcées contre les auteurs de délits, qu'autant que ces amendes auraient été, par une loi spéciale, créées comme des réparations civiles. 25 fév. 1820, t. 22, 186; 6 avril 1822, t. 22, 187; 8 août 1823, t. 3 de 1824, 11 sept. 1818, t. 20, 691.

2. La responsabilité d'un délit de faux tourage commis dans un bois communal ne peut être étendue à l'amende encourue par le délinquant. C. C. 25 fév. 1822, t. 22, 186.

3. La responsabilité des délits de

~~M~~ mis dans les bois de l'état, s'é-  
amendés. C. C. 6 avril 1820,  
37.

Le mari n'est pas responsable des  
encourues par sa femme pour  
dommages et intérêts qui en ré-  
C. C. 5 oct. 1810, t. 11, 878; 16  
, t. 12, 685; 9 juil. 1807, t. 8,  
an 1811, t. 12, 462; 13 mai 1813,  
37.

Mari n'est pas responsable de l'a-  
des frais auxquels sa femme est  
pour faits d'injures ou de dif-  
C. C. 20 janv. 1825, t. 3 de 1825,

amende encourue par une femme  
raison d'un délit par elle commis  
pas être prononcée solidairement  
son mari. C. C. 28 brum. an 9, t.

Les pères et mères sont civilement  
responsables des délits de leurs enfans  
C. C. 6 juin 1811, t. 12, 460.

Suivant un autre arrêt, les pères et  
mères sont civilement responsables des  
commis par leurs enfans ou leurs  
mères, quand ils ne prouvent pas qu'ils  
n'ont pas pu les empêcher de commettre  
délits. C. C. 23 déc. 1818, t. 20, 795.

La responsabilité des pères et mères  
est toutes les fois que les écarts des  
enfans ne peuvent être attribués qu'au  
manquement de la discipline domestique.  
C. C. 9 mars 1821, t. 1 de 1823, 288.

Le père, civilement responsable du  
délit de son fils, ne peut pas être déchargé  
de la condamnation aux frais du procès.  
C. C. 28 fév. 1823, t. 3 de 1823, 351.

La responsabilité des maîtres pour  
délits de leurs domestiques est stricte-  
ment bornée aux cas désignés par l'art.  
du code civil. C. C. 9 juil. 1807,  
t. 1, 478.

Mais le maître est responsable des  
délits commis par ses domestiques, lors-  
qu'il prouve n'avoir pu empêcher  
le délit qui donne lieu à la responsabilité.  
C. C. 25 nov. 1813, t. 15, 671.

Un chef d'atelier est responsable  
des délits commis par ses ouvriers dans les  
opérations auxquelles il les emploie; les  
outils et ustensils dont ils sont porteurs  
neurent affectés au paiement des con-  
damnations prononcées contre eux. C. C.  
9 mars 1811, t. 12, 192.

Le maître est responsable du dom-  
mage causé par la férocité des animaux  
domestiques qui servent à son usage,  
surtout quand il a négligé de prendre les  
précautions propres à prévenir le danger.  
C. C. 24 mai 1810, t. 11, 513.

Le maître dont le domestique a  
endommagé des arbres dans une forêt commu-  
nale ne peut pas être affranchi de la res-

ponsabilité civile de ce délit, sur le motif  
que, le domestique n'étant proposé qu'à  
la garde des bestiaux, le délit n'a pas été  
commis par lui dans les fonctions aux-  
quelles son maître l'avait employé. C. C.  
12 janv. 1814, t. 16, 48.

15. Lorsqu'un animal mis sous la garde  
d'un pâtre établi par une commune cause  
des dommages, c'est le pâtre, et non le  
propriétaire de l'animal, qui est respon-  
sable. C. C. 14 frim. an 14, t. 6, 549.

RETENUE (*pour contribution publi-  
que*). 1. Le débiteur d'une rente consti-  
tuée, créée antérieurement à l'édit de  
1749, peut exiger la retenue des imposi-  
tions, malgré la stipulation contraire ex-  
primée dans le contrat. C. C. 9 brum. an  
13, t. 5, 60.

2. Les rentes viagères étaient de plein  
droit sujettes à retenue, dès avant la loi  
du 18 déc. 1790. C. C. 14 vent. an 8, t. 1,  
383.

3. Les arrérages d'une rente viagère  
créée depuis la loi du 3 sept. 1807 sont  
de plein droit exempts de retenue, s'il  
n'y a clause contraire. C. C. 19 janv. 1825,  
t. 3 de 1825, 30.

4. On peut faire résulter du paiement de  
plusieurs années d'arrérages d'une rente  
fait intégralement, et de l'offre de com-  
penser les arrérages restant dus avec des  
fruits ou intérêts, la reconnaissance ou  
l'aveu que la rente a été constituée sans  
retenue. C. C. 19 janv. 1825, t. 3 de  
1825, 30.

5. Les rentes constituées antérieure-  
ment à la loi du 3 sept. 1807 sont sou-  
mises à la retenue. C. C. 25 fév. 1818,  
t. 20, 159.

6. La même cour avait d'abord adopté  
l'opinion contraire. 13 mai 1817, t. 20,  
159; 26 mai 1812, t. 13, 494.

7. Une rente rémunératoire et alimen-  
taire n'est pas passible de la retenue du  
dixième. Angers, 3 déc. 1823, t. 3 de 1824,  
279.

8. Les redevances emphytéotiques  
sont sujettes à la retenue des contribu-  
tions, à moins d'une stipulation expresse  
qui les en dispense. C. C. 2 vent. an 11,  
t. 3, 265.

9. Avant la loi du 4 sept. 1807, tous  
les intérêts généralement, même ceux dus  
pour des créances provenant de liquida-  
tion de communauté, étaient sujets à la  
retenue de la contribution foncière. C. C.  
29 germ. an 10, t. 2, 398.

10. Les intérêts stipulés par transac-  
tion, avant la loi du 4 sept. 1807, sont  
sujets à la retenue des impositions. C. C.  
13 germ. an 10, t. 2, 376.

11. Les lois qui permettaient aux dé-  
biteurs de faire la retenue de la contri-  
bution foncière sur l'intérêt des sommes

par eux dues ne s'appliquaient pas à des intérêts provenant de dettes commerciales. C. C. 17 mars 1824, t. 2 de 1825, 250.

12. Sous l'empire de la loi du 1 déc. 1790, la clause de non-retention des impositions devait être expresse, sans qu'il fût permis de l'induire de circonstances particulières, ni même du paiement des intérêts, sans retenue, pendant plusieurs années. C. C. 13 germ. an 10, t. 2, 376.

### RETOUR (*Droit de*).

#### § 1. *Retour légal.*

#### § 2. *Retour conventionnel.*

##### § 1. — *Retour légal.*

1. Le droit de retour légal en faveur des ascendants donateurs est borné au seul cas où l'enfant donataire *décéderait sans postérité*, et il ne s'étend pas à celui où le donataire laisse des enfans qui meurent à leur tour *sans postérité*, avant le donateur. C. C. 30 nov. 1819, t. 21, 674; 18 août 1818, t. 20, 650.

2. Par la mort civile des fils donataires ayant enfans, suivie de confiscation, l'ascendant donateur rentrait de plein droit, sous l'ancienne législation, dans la propriété des biens donnés. C. C. 13 mes. an 13, t. 6, 302.

3. Le père qui a donné une somme d'argent à son fils a droit au retour légal, quoique le fils n'ait laissé que des obligations et des billets, et point d'argent. C. C. 30 juin 1817, t. 19, 634.

4. Le retour légal a lieu en faveur de l'ascendant donateur, quoique le donataire, mort sans postérité, ait disposé par testament des biens compris dans la donation. Agen, 13 mars 1817, t. 19, 236.

5. La cour de cassation a consacré l'opinion contraire. 17 déc. 1812, t. 13, 1066.

6. La cour de Riom a également jugé que le retour légal n'a pas lieu en faveur de l'ascendant donateur, lorsque le donataire a disposé des biens par testament. 12 fév. 1824, t. 3 de 1825, 423.

##### § 2. — *Retour conventionnel.*

7. Une donation faite par contrat de mariage et stipulée *en avancement d'hoirie* ne peut, à raison de cette seule stipulation, être assimilée dans ses effets à la donation dans laquelle a été stipulé le droit de retour conventionnel. Nismes, 14 mai 1819, t. 21, 678.

8. Lorsque le droit de retour a été stipulé en faveur du donateur, pour le cas où le donataire précéderait *sans enfans issus du mariage* à l'occasion duquel la donation a été faite, l'enfant adoptif du donataire n'empêche pas l'exercice de ce droit. C. C. 27 juin 1822, t. 24, 558.

9. Le donateur d'une somme d'argent,

à la charge de la remplacer en terre, peut stipuler que le fonds plus seulement la somme, lui retour. Rouen, 19 janv. 1822, t. 2, 296.

10. Le droit de retour peut résulter de clauses de la donation, sans besoin d'une réserve expresse. brum. an 11, t. 3, 71.

11. Et particulièrement, des clauses qui, en mariant leur fille, lui donnent le revenu de plusieurs immeubles *en avancement d'hoirie et en successifs*, peuvent induire de diverses expressions une réserve de droit de retour en leur faveur. Elles peuvent même leur faire réintégrer la jouissance des biens donnés, en cas de prédécès de la donataire et de ses héritiers. C. C. 11 brum. an 11, t. 3, 71.

12. Au moins le jugement qui interprète l'acte, le décide est à l'abri de la cassation. C. C. 11 brum. an 11, t. 3, 71.

RETRAIT. 1. La faculté accordée par certaines coutumes de retirer les biens a été comprise dans l'abolition des retraits. C. C. 2 therm. an 8, t. 1, 313.

2. Le retrait, connu autrefois dans le pays de Liège sous les noms de *retrait populaire* et *retrait carolin*, a été compris dans l'abolition des retraits. C. C. 2 flor. an 7, t. 1, 313.

RETRAIT *successoral*. — Voy. *successifs*, § 2.

REVENDEICATION. 1. En matière de commerce, la revendication n'est possible que dans le cas de faillite et de la revendication indiquée dans les art. 576 et suiv. du cod. de com. Douai, 5 août 1818, t. 20, 654.

2. Le droit de revendication que le vendeur accorde au vendeur, en cas de faillite de l'acheteur, ne peut être exercé au préjudice du privilège attribué au commissionnaire par l'art. 93 du même code. Bruxelles, 13 nov. 1818, t. 20, 733.

3. Un propriétaire de marchandises vendues par l'entremise d'un commissionnaire est fondé à en revendiquer le prix tant qu'il n'a pas été payé ou par le compte courant. C. C. 23 nov. 1813, t. 20, 654.

4. La cession non signifiée ni acceptée du prix de ces marchandises, faite par le commissionnaire, tombé ultérieurement en faillite, est sans effet à l'égard du propriétaire, et ne fait aucun obstacle à la revendication. C. C. 23 nov. 1813, t. 20, 654.

5. Il y a lieu à revendication de marchandises vendues à un commerçant tombé en faillite, tant qu'elle ne s'est pas entrée dans ses magasins ou dans ses

Commissionnaire chargé de les vendre sur son compte, quoique ce commissionnaire n'eût pris livraison de suite. C. C. 15 nov. 1823, t. 2 de 1824, t. 21; 20 juil. 1819, t. 21, 485.

Ces marchandises peuvent être revendiquées dans ces circonstances, malgré l'ente qui en a été faite à un tiers, si la vente n'a pas eu lieu tout à la fois des factures et connaissements ou lettres de voiture. Liège, 26 juil. 1810, t. 11.

Des marchandises vendues à un négociant, et parvenues dans ses magasins, n'ont pas été censées en route. et par conséquent revendiquées sur l'acheteur tombé en faillite, parce que celui-ci n'avait annoncé qu'elles étaient destinées à l'étranger. C. C. 13 oct. 1814, t. 16,

Des effets de commerce envoyés à un correspondant pour en recevoir les valeurs, et gardés à la disposition du propriétaire, sont réputés être encore dans le portefeuille de ce correspondant, et peuvent être revendiqués, si ce dernier est tombé en faillite avant le paiement des effets, et après leur remise à des préposés pour en faire le recouvrement. C. C. 5 nov. 1812, t. 13, 111.

Le commettant qui envoie des marchandises à un commissionnaire pour les vendre peut, en cas de faillite du commissionnaire, revendiquer le prix des marchandises porté en compte courant entre le failli et l'acheteur, lorsque dans ce compte le failli n'était que créancier, et n'avait pas d'articles à son débit. Toulouse, 7 fév. 1825, t. 3 de 1825, 76.

Le commettant peut revendiquer le prix des marchandises dû par les acheteurs, lorsque le commissionnaire failli a perdu du décroire. Toulouse, 7 fév. 1825, t. 3 de 1825, 76.

Lors même qu'une revendication a été admise par les agens de la faillite, elle peut être contestée par les syndics. C. C. 15 nov. 1821, t. 1 de 1823, 129.

Le propriétaire d'une chose mobilière vendue par celui qui l'avait en dépôt ne peut pas la revendiquer contre l'acheteur, comme en cas de perte ou de vol. Paris, 5 avril 1813, t. 14, 387.

Le vendeur peut revendiquer ses marchandises qui se trouvent dans un dépôt public, et qui ne sont point entrées dans les magasins de l'acheteur au moment de sa faillite. Bruxelles, 25 avril 1810, t. 11, 408.

Le négociant qui a acheté en son nom, et payé de ses deniers, quoique d'ordre et pour compte d'autrui, est subrogé de plein droit au lieu et place du vendeur, et par suite, autorisé à revendiquer les

marchandises, en cas de faillite de son commettant. C. C. 14 nov. 1810, t. 11, 919.

15. Le non-paiement d'une lettre de change souscrite par un banquier, en échange des billets qui lui ont été consentis par celui au profit de qui elle est tirée, n'autorise pas ce dernier, en cas de faillite du tireur, à revendiquer ces billets, quoiqu'ils n'aient pas été négociés et qu'ils existent encore dans le portefeuille du failli. Limoges, 15 fév. 1823, t. 3 de 1824, 83.

16. Celui qui consent à recevoir des effets de commerce en paiement de marchandises qu'il a vendues au comptant, n'a pas le droit de les revendiquer contre l'acheteur, lors même que les effets ne seraient pas acquittés à leur échéance. Douai, 5 août 1818, t. 20, 614.

17. Le propriétaire d'un effet de commerce par lui endossé au profit d'un tiers, pour le négocier, et lui en procurer la valeur, peut le revendiquer entre les mains du porteur à qui il a été remis sous un endossement en blanc. C. C. 18 nov. 1812, t. 13, 960.

17 bis. Les acheteurs d'actions dont la valeur dépendait d'événemens incertains sont recevables à en revendiquer le montant, bien qu'il s'agisse d'un contrat aléatoire, lorsqu'ils soutiennent qu'il y a eu dol et fraude de la part des vendeurs. C. C. 15 déc. 1824, t. 3 de 1825, 164.

18. Des marchandises françaises qui, étant expédiées sur un navire simulé, et étant simulées elles-mêmes, ont été prises en mer par les ennemis des propriétaires apparens, déclarées de bonne prise par les juges du capteur, et par suite vendues publiquement, peuvent, si elles sont introduites en France, être revendiquées par le propriétaire français. Cette revendication peut se faire devant les tribunaux. C. C. 19 oct. 1809, t. 10, 742.

19. Lorsqu'une lettre de change portant un endossement en blanc a été volée, l'endosseur peut la revendiquer sur celui à qui elle a été transmise par l'auteur du vol, si le nouveau porteur ne justifie ni de l'existence ni de l'individualité de celui qui lui en a passé l'ordre. Rouen, 14 janv. 1820, t. 22, 36.

20. Le propriétaire d'effets au porteur ne peut pas les revendiquer sur celui qui les a en sa possession, s'il ne prouve pas qu'ils lui aient été volés, ou qu'il les ait perdus, ou enfin qu'il les eût confiés, à titre précaire, à une personne qui en a disposé. C. C. 2 niv. an 11, t. 4, 174.

21. La disposition de l'art. 2280 du cod. civ. reçoit son application lors même que la souscription est antérieure à ce code. C. C. 1 août 1815, t. 17, 511.

22. La revendication triennale d'une



chose mobilière perdue ou volée s'applique à un billet au porteur contre l'état, tel, par exemple, qu'une reconnaissance de liquidation. Paris, 26 déc. 1823, t. 2 de 1823, 505.

23. Cette revendication peut se faire contre l'agent de change qui a été chargé de la négocier. Paris, 26 déc. 1822, t. 2 de 1823, 505.

24. Cet agent de change, ayant reçu le titre d'un agent d'affaires qui le tenait du voleur, en qualité de mandataire, a une action récursoire contre l'agent d'affaires, s'il n'est pas prouvé qu'il ait connu le mandat. Paris, 26 déc. 1822, t. 2 de 1823, 505.

25. L'action en revendication d'objets volés est de la compétence exclusive des tribunaux civils. Les tribunaux criminels, après avoir prononcé sur le vol, et renvoyé de la plainte l'acheteur des effets volés, ne sont pas compétens pour statuer sur la restitution de ces effets. C. C. 7 sept. 1820, t. 22, 785.

26. Il n'est pas indispensable pour le propriétaire d'une chose volée, qui la revendique contre un tiers de bonne foi, de faire précéder ou accompagner sa demande de l'offre de rembourser au possesseur le prix que la chose lui a coûté. C. C. 1 août 1815, t. 17, 511.

27. Une action en revendication, tant qu'elle n'est pas jugée, ne peut pas empêcher le propriétaire apparent de vendre et de toucher le prix. Paris, 18 vent. an 12, t. 4, 526.

REVERSION. Le droit de réversion que les lois romaines accordaient au père donateur dont l'enfant mourrait sans postérité doit être considéré, quoique ouvert sous le code civil, comme droit de retour conventionnel, et en conséquence comme ne donnant lieu qu'à un droit fixe. C. C. 8 fév. 1814, t. 16, 163. — V. *Retour*.

## S.

### SAISIE ( en général ).

*Quelles sommes, quels droits peuvent être saisis. — Du commandement qui précède la saisie.*

1. La somme que les tribunaux accordent à une veuve pour son denil est, de sa nature, insaisissable, comme destinée à honorer la mémoire du mari. Toulouse, 20 juil. 1822, t. 24, 603.

2. Les pensions de retraite accordées aux employés des administrations civiles ne sont pas saisissables. C. C. 28 août 1815, t. 17, 577.

3. Une prestation d'alimens en nature, créée à titre onéreux, est insaisissable. C. C. 3 fév. 1825, t. 2 de 1825, 355.

4. Lorsque, dans une instance en vertu d'une saisie-arrest, le créancier a demandé qu'une prestation en nature au débiteur, fût convertie en argent, que cette prétention a été rejetée, motif que la prestation dont il s'agit est un droit personnel, insaisissable, qui, d'après le même principe, ne peut être l'objet d'une demande en expropriation, ultérieurement, par le même créancier, contre la même prestation, ne fait pas obstacle à ce que le créancier poursuive, conformément à l'autorité de la chose jugée, la même prestation. C. C. 3 fév. 1825, t. 2 de 1825, 355.

5. Le legs d'un usufruit fait à titre d'alimens, et avec la clause qu'il ne peut être saisi de la part d'aucun créancier, *présent et à venir*, peut néanmoins être saisi en partie par les créanciers, sur la permission du juge. C. C. 1825, t. 2 de 1825, 268.

6. Néanmoins, si le fonds sujet à l'usufruit cessait, par une circonstance quelconque, de produire un revenu suffisant pour satisfaire tout à la fois aux droits des créanciers et aux alimens du débiteur, celui-ci doit, pour être réservé dans tous ses droits. C. C. 3 fév. 1825, t. 2 de 1825, 269.

7. Lorsque, sur une demande en réduction de libéralités exercées par un père envers son enfant adultérin, intervient un jugement qui prononce la réduction, et néanmoins conserve en faveur de l'enfant une portion des libéralités, *titre d'alimens*, cette portion n'est insaisissable dans sa totalité, de la part des créanciers de l'enfant, postérieurs à la donation. Paris, 22 mars 1825, t. 3 de 1825, 175.

8. Au contraire, aux termes de l'article 582 du cod. de proc. civ., les créanciers ont le droit de saisir la rente déclarée alimentaire, et les juges sont tenus de déterminer, dans ce cas, la portion purement alimentaire qui ne pourra être saisie. Paris, 22 mars 1825, t. 3 de 1825, 175.

9. Si l'on peut admettre la suppression des bateaux sur rivières, prêts à recevoir la voile, sont insaisissables, l'affrètement peut être obligé de donner caution, quand la dette qui donne lieu à la saisie n'a point été contractée pour le voyage. C. C. 25 oct. 1814, t. 16, 673.

10. La commission accordée à l'armateur d'un corsaire, par les armateurs, sur ce bâtiment, sur le produit de la vente des prises qu'il sera dans le cas de faire, est saisissable. C. C. 11 vent. an 9, t. 1, 606.

11. Les intérêts des capitaux ou fruits des biens appartenant au mineur sont insaisissables de la part des créanciers du père qui en a l'usufruit, con-

tités à l'entretien et à l'éducation de l'enfant. Paris, 19 mars 1823, t. 3, 497.

La pension viagère et alimentaire constituée à titre gratuit est insaisissable, même que le donateur ou le débiteur ne l'aurait pas déclarée telle. Paris, 19 mars 1806, t. 7, 202.

Les arrérages échus de toutes pensions alimentaires ne sont pas susceptibles de saisie. C. C. 27 avril 1824, t. 3 de 2.

Un seul commandement de payer, ne d'y être contraint par les voies de droit, suffit à la validité de plusieurs saisies successivement exercées sur la même créance, si la première a été reconnue insuffisante. Turin, 1809, t. 10, 621.

## SAISIE-ARRÊT.

*Quel créancier a droit de faire la saisie-arrêt et entre les mains de qui.*

*Quelles choses peuvent être l'objet d'une saisie-arrêt.*

*En vertu de quel titre on peut saisir-arrêter.*

*Quel tribunal doit connaître de la saisie-arrêt.*

*Procédure à laquelle donne lieu la saisie-arrêt. — Nullités.*

*Appel. — Jugement. — Appel. — Tierce opposition.*

*Du tiers saisi.*

*Effets de la saisie.*

*— Quel créancier a droit de faire la saisie-arrêt, et entre les mains de qui.*

1. Un créancier du gouvernement ne peut faire une saisie-arrêt entre les mains des receveurs comptables. C. C. therm. an 10, t. 2, 582.

2. Le créancier personnel d'un associé ne peut pas arrêter ce qui est dû aux autres associés. C. C. 11 mars 1806, t. 7, 5.

3. On ne peut saisir-arrêter entre ses propres mains. Rouen, 13 juil. 1816, t. 18, 595; Aix, 24 fév. 1818, t. 20, 154.

4. La cour de Bruxelles s'est prononcée en sens contraire. 20 déc. 1810, t. 11, 18.

5. Celui à qui le dépositaire, qui est en même temps créancier du déposant, a cédé sa créance, ne peut faire saisir-arrêter le dépôt entre les mains de son débiteur. Aix, 24 fév. 1818, t. 20, 154.

6. Le créancier d'une succession bénéficiaire peut faire saisir-arrêter les deniers appartenant à cette succession. C. C. 8

déc. 1814, t. 16, 754; Bordeaux, 19 avril 1822, t. 24, 274.

7. La cour de Paris a adopté l'opinion contraire. 27 juin 1820, 30 juil. 1816, t. 22, 581.

8. Les créanciers personnels d'une femme commune ne peuvent, en vertu de titres qui n'ont pas de date certaine, saisir-arrêter une somme annuelle que celle-ci, par son contrat de mariage, s'est réservée de toucher, sans l'autorisation de son mari, sur ses revenus personnels, pour subvenir à son entretien. C. C. 9 août 1820, t. 22, 734.

9. Un créancier de la communauté ne peut saisir-arrêter des deniers provenant de la vente par licitation d'un propre échue à la femme. Douai, 11 nov. 1812, t. 13, 953.

10. Le cessionnaire d'une créance, qui a stipulé son recours en garantie contre le cédant, peut, en cas de non-paiement et avant d'avoir entièrement discuté le débiteur principal, faire, à titre de mesure conservatoire, et sauf à ne toucher qu'après la discussion du débiteur, une saisie-arrêt au préjudice du cédant. Bordeaux, 2 juil. 1813, t. 15, 159.

11. Lorsque le cessionnaire a trouvé des oppositions faites sur son cédant, il ne peut exercer aucune contrainte contre le débiteur cédé; mais il peut faire des actes conservatoires et notamment des saisies-arrêts dans les mains des locataires de ce dernier. Paris, 2 vent. an 11, t. 3, 270.

§ 2. — *Quelles choses peuvent être l'objet d'une saisie-arrêt.*

12. Un créancier peut faire saisir-arrêter, entre les mains d'un tiers, une somme qui n'est qu'éventuellement due à son débiteur. C. C. 2 fév. 1820, t. 22, 117.

13. On ne peut saisir-arrêter le montant d'un effet négociable au préjudice du tiers porteur. Bruxelles, 10 mai 1808, t. 9, 290.

14. On ne peut faire saisir que des créances appartenant au débiteur. — Ainsi les saisies-arrêts faites par les créanciers du tuteur sur des créances cédées par un traité annulé depuis, pour défaut de reddition de compte préalable, sont anéanties avec le traité. Paris, 14 août 1812, t. 13, 765.

§ 3. — *En vertu de quel titre on peut saisir-arrêter.*

15. Un étranger ne peut saisir-arrêter en France en vertu d'un acte passé en pays étranger, avant qu'il ait été rendu exécutoire par un tribunal français. Rouen, 11 janv. 1817, t. 19, 44.

16. A défaut de titre, on peut saisir-arrêter en vertu d'une permission du juge et même d'un tribunal de commerce.

Turin, 30 mars 1813, t. 14, 367; 17 janv. 1810, t. 11, 61.

17. L'ordonnance qui donne permission de saisir-arrêter peut ne pas énoncer la somme pour laquelle la saisie doit être faite, lorsque cette somme est énoncée dans la requête. Turin, 17 janv. 1810, t. 11, 61.

18. Une saisie-arrêt faite entre les mains d'un étranger, en vertu d'un jugement émané des tribunaux français, et déclarée valable par un tribunal étranger, peut être opposée en France au Français dont les deniers ont été saisis. C. C. 14 fév. 1810, t. 11, 132.

§ 4. — *Quel tribunal doit connaître de la saisie-arrêt.*

19. La saisie-arrêt formée à la requête de la régie de l'enregistrement doit être portée devant le tribunal du lieu où se trouve le bureau du receveur. C. C. 14 déc. 1819, t. 21, 734.

20. Le tribunal seul du domicile du débiteur doit connaître d'une saisie-arrêt pratiquée à l'occasion de frais faits devant un autre tribunal par un officier ministériel; mais il doit surseoir jusqu'à ce qu'il ait été statué par ce dernier tribunal sur le mérite de ces frais. C. C. 17 fév. 1817, t. 19, 159.

21. Les tribunaux de commerce ne peuvent connaître des difficultés relatives à une saisie-arrêt, dans les affaires pendantes devant eux. C. C. 12 oct. 1814, t. 16, 658; Turin, 30 mars 1813, t. 14, 367.

22. Lorsqu'une saisie-arrêt est incidente et connexe à une demande principale, le juge de cette demande doit connaître de la validité de la saisie-arrêt, à l'exclusion du tribunal du domicile du saisi. C. C. 25 août 1813, t. 15, 442.

23. Les tribunaux français ne peuvent accorder à un étranger la permission de saisir-arrêter en France des sommes dues à son débiteur étranger, lorsque d'ailleurs le fond de la contestation est hors de leur compétence. Bordeaux, 16 août 1817, t. 19, 832.

§ 5. — *Procédure à laquelle donne lieu la saisie-arrêt. — Du tiers saisi. — Jugement. — Appel. — Tierce opposition. — Nullités. — Mainlevée. — Cassation du jugement en vertu duquel la saisie est faite.*

24. La régie de l'enregistrement n'est soumise dans sa demande en validité d'une saisie-arrêt, pour droits d'enregistrement ou de mutation, qu'aux formalités établies par la loi du 27 vent. an 9, pour la demande principale résultant de la contrainte. C. C. 7 janv. 1818, t. 20, 10; 2 juin 1823, t. 1 de 1824, 490.

25. Il en est autrement dans l'instance

formée entre la régie et le tiers saisi suite de la saisie. La régie doit passer par le ministère d'un avoué et de formes introduites par le droit commun. C. C. 29 avril 1818, t. 20, 357.

26. L'exploit d'une saisie-arrêt faite sur le cautionnement d'un officier ministériel peut être visé par le chef du bureau des oppositions, au lieu d'être par le chef de ce bureau, lorsque c'est constant, en fait, que le sous-préfet était préposé pour recevoir et viser les exploits. C. C. 25 janv. 1825, t. 26 de 1825, 115.

27. Le visa ne doit pas, dans ce cas, être apposé, à peine de nullité de la saisie, avant le jour même de la notification de l'exploit. C. C. 25 janv. 1825, t. 3 de 1825, 6.

27 bis. La saisie-arrêt ne peut pas être signifiée au domicile d'un mandataire tiers saisi. Paris, 18 juin 1810, t. 11, 602.

28. La saisie d'une chose mobilière entre les mains d'un tiers, avec démission et établissement de gardien, en vertu d'un titre exécutoire, ne peut point être assimilée à une saisie-exécution, et n'est soumise aux mêmes formalités. Colmar, 17 janv. 1806, t. 7, 29.

29. Le saisi peut exciper des nullités de l'opposition faite à son préjudice, lorsque les mains d'un tiers. Paris, 18 juin 1810, t. 11, 602.

30. On peut former opposition à l'ordonnance du juge qui permet la saisie-arrêt, aux termes de l'art. 558 du code de procédure. Bordeaux, 16 août 1817, t. 19, 832.

31. Le jugement rendu en matière de saisie-arrêt doit énoncer, à peine de nullité, qu'il l'a été sur le rapport présenté par un juge. C. C. 2 juin 1823, t. 1 de 1824, 490.

32. L'appel d'un jugement qui a validé un exploit de saisie-arrêt ne peut être formé au domicile élu par cet exploit. Bruxelles, 9 avril 1812, t. 13, 339.

33. Un tiers ne peut attaquer de nullité la saisie-arrêt pratiquée sur une femme séparée de biens, sous prétexte qu'elle n'aurait été dénoncée aux époux que par une seule copie donnée à la femme, au lieu du domicile du mari. Paris, 26 avril 1822, t. 23, 394.

34. Les juges peuvent accorder la mainlevée provisoire d'une saisie-arrêt sur la validité de laquelle ils n'ont point encore statué, pourvu qu'ils usent des précautions nécessaires pour mettre les droits des intéressés à couvert. Toulouse, 11 avril 1810, t. 11, 383.

35. Une saisie-arrêt formée en vertu d'ordonnance du juge n'est pas sans effet, par cela seul que l'arrêt postérieur qui l'a annulée a été annulé par la cour.

on. Paris, 18 mars 1813, t. 14,

# § 6. — *Du tiers saisi.*

délai indiqué dans l'assignation  
saisi pour faire sa déclaration affir-  
est point fatal, et ne lui fait pas  
de déchéance. C. C. 28 déc.  
15, 746.

délai fixé au tiers saisi par un  
ou arrêt pour faire sa déclara-  
est jamais que comminatoire,  
que le jugement exprimerait  
de cette déclaration, il serait ré-  
sulteur pur et simple. Paris, 24  
3, t. 3 de 1823, 313; Rennes,  
1814, t. 11, 833; Turin, 27 fév.  
10, 156.

pendant, si le jugement ou l'arrêt  
est en force de chose jugée, le  
saisi serait déchu du droit de faire  
déclaration. C. C. 11 juin 1823, t. 3  
184.

Le tiers saisi qui, faute d'une dé-  
claration suffisante et régulière, a été dé-  
claré débiteur pur et simple et débouté  
de sa demande en renvoi devant son juge,  
sur l'appel, régularisera sa déclaration,  
si elle est contestée, faire ordonner son  
renvoi. Mais il est passible des dépens  
du jour de la déclaration valable.  
Paris, 2 mars 1811, t. 12, 225.

Le tiers saisi ne peut point être  
déclaré débiteur pur et simple, lors même  
qu'il aurait fait sa déclaration qu'après  
le délai fixé, et que, sur un comman-  
dement de payer, fait depuis sa déclara-  
tion, il aurait répondu qu'il a déposé  
les fonds dans les mains de telle personne les fonds  
arrêtés à cet effet. Paris, 24 mars  
1823, t. 3 de 1823, 313.

Le tiers saisi qui n'a pas énoncé dans  
sa déclaration les causes de la dette ne  
peut être déclaré débiteur pur et simple,  
et doit réparer cette omission. Poitiers.  
1818, t. 20, 469.

Le tiers saisi qui, en déclarant ne  
devoir, omet de faire signifier au  
saisissant l'acte de dépôt des pièces justi-  
ficates de sa déclaration, ne peut être  
déclaré débiteur pur et simple  
des sommes de la saisie. Bordeaux, 16 juin  
1825, t. 16, 424.

Le tiers saisi assigné en déclaration  
conjointe devant le tribunal où la cause  
principale est portée ne peut demander  
renvoi devant les juges de son domi-  
cile. Paris, 9 therm. an 10, t. 2, 577.

Le tiers saisi dont la déclaration  
est contestée pour vice de forme ne peut  
demander son renvoi devant ses juges na-  
turaux. Bordeaux, 23 mars 1813, t. 14, 338.

Le tiers saisi ne peut opposer le

défaut de citation en conciliation. Paris,  
9 therm. an 10, t. 2, 577.

46. Le tiers saisi contre lequel le per-  
cepteur des contributions a décerné une  
contrainte doit verser dans ses mains,  
jusqu'à concurrence de la contrainte, la  
somme qu'il doit au contribuable saisi,  
nonobstant les autres saisies-arrêts for-  
mées en ses mains et avant que le tribu-  
nal ait réglé les droits des saisissants. C. C.  
21 avril 1819, t. 21, 286.

47. Le tiers saisi ne peut critiquer,  
dans l'intérêt du saisi ou de ses créan-  
ciers, le jugement qui déclare la saisie-  
arrêt valable. C. C. 11 juin 1823, t. 3 de  
1823, 184.

48. Le tiers saisi peut concourir au ju-  
gement de la contestation qui s'élève en-  
tre le saisissant et le débiteur. C. C. 16  
juin 1813, t. 15, 55.

49. La perte des deniers déposés par le  
tiers saisi est à la charge du débiteur qui  
n'en a pas provoqué la distribution. C. C.  
16 juin 1813, t. 15, 55.

50. Le tiers saisi a pu se dessaisir des  
objets ou des sommes arrêtés en ses mains,  
si la demande en validité de saisie ne lui  
a pas été dénoncée dans le délai fixé par  
l'art. 564 du cod. de proc. C. C. 28 déc.  
1813, t. 15, 746.

51. Le tiers saisi qui paie au mépris  
de la saisie-arrêt n'est obligé envers les  
saisissants que jusqu'à concurrence de  
ce qui revenait à leur débiteur dans les  
sommes arrêtées. C. C. 11 mars 1806, t. 7,  
136.

## § 7. — *Effets de la saisie-arrêt.*

52. Une première saisie-arrêt paralyse  
la totalité de la somme saisie, et ne con-  
serve pas seulement pour celui qui l'a  
faite, ni jusqu'à la seule concurrence de  
la somme pour laquelle elle est for-  
mée. Paris, 15 janv. 1814, t. 16, 61; 28  
mars 1820, t. 22, 290.

Voir la même question, t. 24, 394.

53. Lorsqu'un jugement a déclaré une  
saisie-arrêt valable, et a ordonné que le  
tiers saisi paierait ce qu'il doit dans les  
mains du saisissant, ce dernier devient  
propriétaire des deniers, de telle sorte  
que les autres créanciers du saisi ne peu-  
vent plus faire arrêter les mêmes sommes,  
ni en faire ordonner la distribution par  
contribution. C. C. 28 fév. 1822, t. 24,  
237; Nanci, 23 août 1824, t. 2 de 1825,  
462.

54. La saisie-arrêt, et même le jugement  
qui ordonne au tiers saisi de payer au sai-  
sissant, ne lui ôtent point le droit de se li-  
bérer entre les mains d'un créancier hy-  
pothécaire qui lui a fait sommation. Bour-  
ges, 16 nov. 1821, t. 3 de 1823, 518.

15. Une saisie faite en vertu d'une expédition irrégulière n'est point nulle, si la minute de l'acte existe, et que l'obligation ne soit pas méconnue. Metz, 6 juin 1817, t. 19, 543.

16. On peut, en vertu d'un jugement qui, par provision, a adjugé une pension alimentaire, procéder à une expropriation forcée: un tel jugement est définitif. C. C. 1 prair. an 13, t. 6, 206.

17. Une créance non encore exigible ne peut servir de base à une saisie immobilière, lors même que le débiteur serait en faillite. Bruxelles, 5 déc. 1811, t. 12, 947.

18. La saisie immobilière faite au préjudice de l'héritier, en vertu d'un titre exécutoire contre le défunt, doit être précédée, à peine de nullité, d'une double notification de ce titre à l'héritier, savoir, d'une notification faite huit jours avant le commandement, en vertu de l'art. 877 du cod. civ., et d'une notification en tête du commandement, suivant l'art. 673 du cod. de proc. C. C. 31 août 1825, t. 3 de 1825, 129.

19. Le créancier porteur de plusieurs titres, qui n'a originairement procédé à la saisie qu'en vertu d'une de ses créances, peut, après le paiement qui lui est fait de celle-ci dans le cours de la poursuite, continuer la saisie, à raison de ses autres créances exigibles. Grenoble, 14 juil. 1809, t. 10, 543.

20. La saisie n'est point nulle, quoique faite pour une somme plus forte que celle qui est due. C. C. 26 mai 1807, t. 8, 362.

§ 3. — *Quels biens peuvent être saisis et quels objets doit comprendre la saisie comme immeubles par destination.*

21. L'action en rescision d'un immeuble ne peut être l'objet d'une saisie immobilière. C. C. 14 mai 1806, t. 7, 298.

22. Un créancier ne peut saisir la portion indivise de son débiteur dans un immeuble, avant d'avoir provoqué et fait opérer le partage. Nismes, 10 fév. 1823, t. 1 de 1824, 439; Besançon, 21 juin 1810, t. 11, 617; Colmar, 17 frim. an 13, t. 5, 141.

23. La cour de cassation a décidé au contraire que, dans le cas d'indivision, la saisie est permise, et que l'adjudication seule est interdite jusqu'à ce que le partage ait été effectué. C. C. 14 déc. 1819, t. 21, 718.

24. L'indivision n'est un obstacle à la saisie ou à l'adjudication qu'autant qu'elle naît d'un titre héréditaire. Paris, 1 juin 1807, t. 8, 393; Metz, 28 janv. 1818, t. 20, 55.

24 bis. Ou de l'acceptation d'une com-

munaauté. Colmar, 17 frim. an 13, t. 145.

25. La cour de Paris a décidé, conformément à son premier arrêt, que l'opposition, quel que soit son principe, est cause de nullité de la saisie. 23 août t. 18, 702.

26. La nullité qui résulte de l'opposition pour la saisie ou pour l'adjudication peut être invoquée tant par le débiteur que par ses copropriétaires. Besançon, 21 juin 1810, t. 11, 617.

27. Suivant une autre cour, le débiteur est sans droit pour réclamer la nullité. Paris, 23 août 1816, t. 18, 17 nov. 1810, t. 11, 932.

28. Une adjudication nulle, pour cause d'indivision, rend le saisissant passible de dommages et intérêts envers l'adjudicataire. Besançon, 21 juin 1810, t. 11, 617.

28 bis. Lorsque, sur l'opposition à la saisie, à raison de l'indivision de l'immeuble entre le saisi et ses cohéritiers, le saisissant conteste l'indivision, c'est au tribunal du lieu de l'ouverture de la succession devant lequel l'instance en partage a été portée qu'appartient exclusivement la connaissance de cet incident. C. C. 22 juil. 1822, t. 2 de 1825, 327.

29. Dans ce cas, le tribunal de la saisie doit, sans annuler la saisie, surseoir à la continuation des poursuites, jusqu'à ce que les juges de la succession aient statué sur l'indivision prétendue de l'immeuble saisi, et que le partage ou l'adjudication en ait été opérée. C. C. 22 juil. 1822, t. 2 de 1825, 327.

29 bis. Un créancier peut faire saisir un immeuble acquis par son débiteur, sous le nom d'une personne interposée, même que le contrat de vente aurait été transcrit au bureau des hypothèques. C. C. 19 niv. an 12, t. 4, 210.

30. Les immeubles d'un mineur peuvent être saisis, mais seulement après la discussion de son mobilier et de ses dettes actives. Bordeaux, 20 janv. 1812, t. 13, 72.

31. Le ministère public doit être entendu dans tout jugement auquel donne lieu une saisie contre un mineur, même que des majeurs y seraient également intéressés. C. C. 31 oct. 1811, t. 12, 828; 26 avril 1809, t. 10, 318.

32. Dans la saisie des biens des mineurs, il n'y a point lieu d'observer les formalités prescrites pour les ventes qui sont faites dans leur intérêt. Paris, 7 août 1811, t. 12, 628.

33. Le créancier hypothécaire d'une succession bénéficiaire peut saisir les biens de la succession, quoique l'héritier procède avec activité au partage et à la



on des immeubles. C. C. 29 oct. 1821, t. 8, 624; Toulouse, 17 août 1822, t. 8, 524; Bourges, 15 mars 1822, t. 8, 272.

Suivant la cour de Paris, le créancier doit préalablement mettre l'héritier bénéficiaire en demeure de vendre les immeubles. 4 fruct. an 12, t. 8, 632; 20 sept. 1821, t. 23, 632.

Le créancier d'un défunt peut, avant le partage, poursuivre la saisie des biens de la succession contre les héritiers tenus collectivement de la succession. Bruxelles, 5 mars 1810, t. 11, 11.

On peut saisir cumulativement les biens de plusieurs débiteurs solidaires; aucun des débiteurs peut demander la séparation des ventes et des charges. Paris, 24 fév. 1813, t. 14, 241.

Le créancier d'une succession ne peut saisir immobilièrement les biens de l'héritier bénéficiaire; c'est l'adjudication qui en a été faite qui peut plus être attaquée, si on n'a pas fait de jugement en temps utile: il faut au saisi qu'une action en domage et intérêts contre le saisissant. Paris, 8 janv. 1808, t. 9, 26.

Un créancier hypothécaire peut saisir les biens libres, lorsque le débiteur ne justifie pas que les biens grevés suffisent à sa libération. C. C. 7 oct. 1807, t. 6, 6.

La saisie et l'adjudication comprennent naturellement les bestiaux, le cheptel, les semences, fourrages, et engrais, comme immeubles par destination. Et dans le cas où le domaine est divisé en plusieurs lots, ces objets peuvent être exclusivement attribués à celui qui, par sa nature et son importance, en réclame l'usage. Riom, 30 août 1819, t. 22, 782.

*Contre qui les poursuites doivent être dirigées.*

**Jurisprudence antérieure au code de procédure.**

On ne pouvait diriger la saisie ou tout autre commandement préalable que contre le débiteur lui-même, et non contre le créancier ou le tiers détenteur de l'objet saisi. C. C. 6 mes. an 13, t. 6, 282.

Les poursuites de saisie pouvaient être continuées contre un débiteur décédé, lorsque le décès n'avait pas été notifié au poursuivant. C. C. 23 vent. an 13, t. 3, 324.

**1. Jurisprudence du code de procédure.**

**2. La saisie des immeubles d'une personne séparée de biens doit être poursuivie**

soit tant contre elle que contre son mari. Colmar, 2 déc. 1806, t. 7, 575.

43. Une saisie de biens paraphernaux ne peut être dirigée que contre la femme autorisée de son mari ou de la justice. Ainsi le mari, n'étant point partie saisie, peut enchérir et se rendre adjudicataire. Aix, 27 avril 1809, t. 10, 319.

44. Quoique la saisie n'ait pas pour objet des biens de la femme, l'adjonction de celle-ci aux poursuites ne les vicie pas. Paris, 13 prair. an 11, t. 3, 511.

45. Une saisie immobilière n'est pas nulle parce que, s'agissant de biens de la communauté, elle a été faite tant contre la femme que contre le mari, surtout lorsque, avant le jugement, le saisissant a abandonné les poursuites contre la femme. C. C. 4 mai 1825, t. 3 de 1825, 523.

46. La saisie d'un conquêt de communauté encore indivis entre le père et les enfants peut être dirigée contre le père seul. Paris, 17 nov. 1810, t. 11, 932.

47. C'est contre l'acquéreur, et non contre le débiteur originaire, qu'un créancier hypothécaire doit diriger la saisie de l'immeuble qui lui est affecté, lors même que la vente n'en a pas été transcrite. Rouen, 28 juil. 1807, t. 8, 510; C. C. 25 fév. 1806, t. 7, 117.

48. La saisie peut être dirigée par le créancier du vendeur contre l'acquéreur, quoique celui-ci ait cessé d'être propriétaire, si le tiers détenteur ne se plaint pas, et que d'ailleurs le nouvel acte de mutation n'ait pas été transcrit. Paris, 22 déc. 1819, t. 21, 754.

49. Jusqu'au moment du contrat d'union, la saisie immobilière des biens d'un failli doit être dirigée contre le failli lui-même, et non contre les syndics provisoires. Colmar, 29 août 1816, t. 18, 733; Metz, 14 mars 1820, t. 22, 267.

50. Décidé au contraire que les poursuites sont valablement dirigées contre les agents provisoires de la faillite. Bruxelles, 12 mai 1816, t. 18, 733; C. C. 2 mars 1819, t. 21, 171.

51. Le trésor public peut, dans tous les cas, diriger la saisie des biens d'un comptable failli contre le comptable lui-même, et non contre les syndics. Bordeaux, 8 mai 1811, C. C. 9 mars 1808, t. 12, 402.

52. On peut poursuivre la saisie immobilière contre un militaire en activité de service, lorsqu'il s'agit de la dette d'une succession dans laquelle il est héritier. Paris, 10 mai 1810, t. 11, 461.

§ 5. — *Quel tribunal peut connaître de la saisie. — Ses pouvoirs. — Manière de procéder devant lui. — Jugement.*

53. On peut assigner le saisissant au

domicile élu dans le procès verbal de saisie immobilière, lorsqu'il s'élève des difficultés à raison des poursuites. — Le juge du lieu où la saisie a été faite est compétent pour connaître des contestations qui y sont relatives. Paris, 13 pluv. an 13, t. 5, 567.

54. Le créancier d'une succession bénéficiaire peut poursuivre la saisie immobilière devant le tribunal de la situation des biens, et ne peut être contraint à procéder devant celui de l'ouverture de la succession. C. C. 29 oct. 1807, t. 8, 624.

55. La procédure de la saisie immobilière peut être poursuivie en temps de vacations. Bordeaux, 8 mai 1811, t. 12, 402; C. C. 18 prair. an 11, t. 3, 515; 16 flor. an 13, t. 6, 155.

56. Pendant les poursuites de la saisie, le juge peut ordonner le séquestre des fruits, même contre le tiers détenteur de l'immeuble saisi. Pour exercer le séquestre sur le tiers détenteur, il n'est pas nécessaire d'obtenir préalablement une condamnation personnelle contre lui. C. C. 4 oct. 1814, t. 16, 637.

57. On peut signifier tous les actes d'une saisie immobilière au domicile élu pour l'exécution du contrat. Paris, 12 juin 1809, t. 10, 471.

58. Comment se déterminent les délais par mois? — V. *Délai*, n. 1 à 7.

59. En matière de saisie immobilière, les avoués ne sont point, à peine de nullité, obligés de signifier leurs conclusions trois jours au moins avant de se présenter à l'audience. Paris, 29 août 1815, t. 17, 581.

60. Les jugemens rendus sur incidens, en matière de saisie immobilière ne doivent pas être rédigés dans la forme ordinaire des jugemens à peine de nullité. Riom, 5 avril 1824, t. 3 de 1825, 352.

## SECT. II. Formalités constitutives de la saisie.

### § 1. Commandement.

### § 2. Pouvoir de l'huissier.

### § 3. Procès verbal.

### § 4. Transcription du procès verbal. — Enregistrement.

### § 5. Notification au saisi du procès verbal.

### § 6. Extrait du procès verbal.

### § 7. Placards et affiches.

### § 8. Notification des placards.

### § 9. Cahier des charges.

### § 1. Commandement.

#### I. Jurisprudence de la loi de brumaire an 7.

61. Il n'était pas nécessaire que le commandement à fin d'expropriation fût précédé d'un commandement. C. C. 24 vend. an 12, t. 4, 19.

62. Le délai pour la péremption du commandement d'expropriation ne court point pendant les contestations par un tiers sur la propriété de la saisie. Paris, 26 niv. an 13, t. 5, 567.

63. Le commandement qui précède la saisie n'en fait pas partie, et par conséquent il peut être signifié au tiers détenteur pour l'exécution du contrat au lieu à la saisie. C. C. 5 fév. 1809, t. 10, 471; Paris, 12 juin 1809, t. 10, 471; Bordeaux, 14 avril 1810, t. 11, 321; Paris, 27 juin 1823, t. 1 de 1824, 147; C. C. 24 janv. 1816, t. 18, 86.

64. La sommation faite au tiers détenteur ne peut tenir lieu de commandement. — Aussi, s'il s'est écoulé plus de six mois depuis le commandement fait au tiers détenteur, la saisie est nulle. Paris, 12 juil. 1822, t. 1 de 1824, 155; Nîmes, 12 mars 1822, t. 1 de 1824, 147.

65. Après la sommation de payer, le tiers détenteur peut délaisser, faite au tiers détenteur, le commandement qui doit précéder la saisie au lieu d'être fait à celui-ci, doit être fait au débiteur originaire. Riom, 1817, t. 19, 520; Paris, 21 mars 1817, t. 9, 183.

66. Le commandement à fin de saisie fait à la requête d'un créancier au tiers détenteur qu'il détient en prison peut être signifié au domicile du débiteur, et non à la personne. Paris, 25 vend. an 14, t. 11, 321.

67. Si le débiteur est en faillite, le commandement peut être signifié au tiers détenteur quoique également en faillite, si elle n'est encore déclarée. Rouen, 17 mars 1817, t. 17, 202.

68. Lorsque le domicile actuel du tiers détenteur n'est pas connu, le commandement peut être signifié par affiches à la porte du tribunal du lieu de son dernier domicile, et par copie laissée au procureur. Paris, 3 fév. 1812, t. 13, 108.

69. Lorsque le commandement est signifié à un domicile élu, il peut être fait par le maire de ce domicile. C. C. 1811, t. 12, 92.

70. Lorsque le commandement est signifié à la personne du débiteur lui-même hors du lieu de son domicile, il peut être visé par le maire du lieu où est faite la signification. C. C. 12 janv. 1815, t. 15, 108.

71. Au défaut du maire et de son adjoint, le commandement peut-il être fait par un membre du conseil municipal? C. C. 28 mai 1817, t. 19, 505.

ans ce cas, l'absence du maire et d'un doit-elle être constatée par un *Ibid.*

Presque le commandement est fait en tête d'un assignataire, il doit être en tête copie de la notification qui a été faite du transport au débiteur. 2 fév. 1817, t. 19, 111.

Il doit en même temps être donné au transport lui-même. Toulouse, 1820, t. 22, 412.

Il a été décidé, au contraire, que le transport n'était pas nécessaire qu'il avait déjà été signifié. Colmar 1809, t. 10, 366, C. C. 16 mai 1811, t. 23, 302.

Lorsque la saisie est faite à la requête d'un créancier de rente viagère, il faut que le commandement signifier un acte de vic. C. C. 18 juin 1817, t. 19, 669.

Un légataire universel n'est point tenu de donner en tête du commandement copie entière du testament ni de son origine comprise dans son acte. Paris, 31 janv. 1823, t. 1 de 1823, 1.

Le commandement fait à l'héritier du débiteur doit, sous peine de nullité, précéder de la signification du titre huit jours auparavant. Bruxelles, 1810, t. 11, 458.

L'héritier du créancier n'est point tenu de signifier avec le commandement les pièces justificatives de sa qualité. Paris 31 mars 1806, t. 7, 204.

Et le délai d'un mois prescrit entre le commandement et la saisie n'est point rendu par le retard de l'héritier à justifier sa qualité sur la requête du créancier. Paris, 31 mars 1806, t. 7, 204.

La copie du titre qui est d'usage en un commandement doit contenir en tête la formule exécutoire d'où ce titre revêtu, à peine de nullité. Besançon, 1808, t. 9, 173.

On peut se borner à donner en tête du commandement copie du jugement de condamnation, sans donner celle du titre assigné privé constitutif de la créance. Paris, 17 mars 1815, t. 17, 202.

L'erreur commise dans le commandement, sur la date du titre constitutif, n'a pour point la nullité lorsqu'il a été fait copie entière de ce titre. Paris, 29 mars 1815, t. 17, 581.

Le défaut d'énonciation de la date du titre de la créance, dans la copie donnée en tête du commandement, n'entraîne point nullité, si cette date est rapportée dans le commandement. Paris, 17 mars 1815, t. 14, 170.

Une légère transposition des pré-noms du débiteur n'entraîne point la

nullité du commandement. Paris, 31 mars 1806, t. 7, 205.

86. Non plus qu'une erreur sur les prénoms, lorsque le débiteur est désigné de manière qu'on ne peut le méconnaître. Nîmes, 17 nov. 1819, t. 21, 648.

87. Il n'est pas indispensable, pour la validité du commandement, que l'acte notarié constitutif de la créance soit légalisé, quoique la saisie soit faite hors du ressort de la cour dans lequel l'acte a été passé. C. C. 10 juil. 1817, t. 19, 669.

88. Lorsqu'un commandement a été déclaré valable au fond, par un arrêt passé en force de chose jugée, on ne peut plus l'attaquer pour vice de formes. C. C. 10 juil. 1817, t. 19, 669.

89. Un créancier n'est point obligé de réitérer son commandement, après trois mois, si la saisie n'a été retardée que par une opposition du débiteur au commandement. C. C. 7 juil. 1818, t. 20, 519.

90. Quoiqu'il soit nécessaire de réitérer le commandement quand il s'est écoulé plus de trois mois avant la saisie immobilière, il n'est pas besoin, dans le même cas, de renouveler la sommation faite au tiers détenteur. Paris, 22 déc. 1819, t. 21, 754.

## § 2. — Pouvoirs de l'huissier.

91. Il est indispensable à la validité de la saisie que l'huissier soit porteur d'un pouvoir spécial, à l'effet d'y procéder. C. C. 6 janv. 1812, t. 13, 12; Rouen, 1 juin 1812, t. 13, 520; Colmar, 3 juin 1812, Trèves, 23 déc. 1812, t. 13, 12.

92. On compte quelques arrêts de cours royales qui ont décidé que ce pouvoir n'était pas essentiel à la validité de la saisie. Bruxelles, 26 fév. 1810, Turin, 9 fév. 1810, t. 11, 170; Besançon, 18 mars 1808, t. 9, 178.

93. Par une modification qui semble même destructive de sa première jurisprudence, la cour de cassation a décidé qu'il n'est pas indispensable que le pouvoir spécial de l'huissier ait acquis une date certaine avant les premiers actes d'exécution, et qu'il en soit fait mention dans ces actes. 10 août 1814, 24 janv. 1814, t. 16, 102; 12 juil. 1814, t. 16, 496; 28 déc. 1820, t. 22, 909; 15 avril 1822, t. 2 de 1823, 535.

94. Il n'est pas non plus nécessaire que ce pouvoir soit enregistré avant la saisie. C. C. 12 juil. 1814, t. 16, 496; 10 août 1814, 24 janv. 1814, t. 16, 102; 15 avril 1822, t. 2 de 1823, 535, Paris, 28 déc. 1820, t. 22, 909.

95. La cour de Rouen a décidé au contraire que le pouvoir spécial de l'huissier devait absolument avoir une date certaine, antérieure à la saisie, et en outre



être enregistré. 1 juin 1882, t. 43, 520.

96. Il n'est pas indispensable que l'huissier fût muni d'un pouvoir spécial au moment du commandement, si d'ailleurs il en était porteur quand il a fait la saisie. C. C. 12 mai 1813, t. 14, 525.

97. Il n'est point, à peine de nullité, obligé de signifier au saisi copie de son pouvoir avant la saisie. C. C. 4 oct. 1814, t. 16, 637, Paris, 28 déc. 1830, t. 22, 909; 13 janv. 1820, t. 22, 26.

98. Le pouvoir spécial, nécessaire à l'huissier pour saisir, peut être valablement donné dans une procuration générale, qui le comprend en termes formels. Paris, 2 août 1814, t. 16, 499.

99. Il peut être donné par un mandataire général. Paris, 28 déc. 1820, t. 22, 909.

100. Lorsque la saisie immobilière est faite à la requête de deux créanciers, il suffit, pour la validité du pouvoir de l'huissier, que l'un des deux créanciers l'ait signé. C. C. 20 avril 1818, t. 20, 829.

101. Un huissier peut procéder à une seconde saisie, en vertu du pouvoir avec lequel il a procédé à une première qui est abandonnée. C. C. 4 oct. 1814, t. 16, 637.

102. L'huissier condamné personnellement aux frais d'une saisie annulée sur le fondement d'un prétendu défaut de pouvoir spécial, peut se pourvoir en cassation, et citer sur son pourvoi la partie dans l'intérêt de laquelle la nullité a été prononcée, quoiqu'elle n'eût pas demandé la condamnation personnelle de l'huissier. C. C. 20 avril 1818, t. 20, 829.

### § 3. — Procès verbal. — Notification au saisi. — Extrait.

103. Le procès verbal doit, à peine de nullité, énoncer tous les objets qui sont ultérieurement compris dans les affiches. C. C. 5 août 1812, t. 13, 735.

104. Un procès verbal de saisie n'est point nul, quoiqu'il énonce plus de biens qu'il n'en appartient au débiteur. Nîmes, 22 juin 1808, t. 9, 367.

105. Ou qu'induit en erreur par la matrice du rôle, le saisissant ait compris dans le procès verbal des objets qui n'appartenaient pas au débiteur. Nîmes, 17 nov. 1819, t. 24, 648.

106. L'énonciation d'une contenance inférieure à la véritable étendue des biens n'est pas non plus une cause de nullité du procès verbal, lorsque cette énonciation est conforme à la matrice du rôle. Agen, 12 mars 1810, t. 11, 222.

107. Lorsque les biens saisis sont exploités par plusieurs colons, il n'est pas nécessaire, dans le procès verbal, de faire au-

tant d'articles qu'il y a d'exploit. L'indication dont parle l'art. 682, code de procédure, ne doit pas être signée, à peine de nullité, dans le procès verbal de saisie. Rouen, 18 août 1819, t. 19, 916.

108. Il n'est pas nécessaire que le procès verbal de saisie non plus que les affiches contiennent l'énonciation des objets mobiliers devenus immeubles par destination. Il suffit de l'énonciation générale des circonstances et données. C. C. 10 janv. 1814, t. 16, 637.

109. Lorsque parmi les héritiers se trouve un terrain sur lequel on a commencé à bâtir une maison, il n'est pas nécessaire d'énoncer dans le procès verbal les tenans et aboutissans de cette maison, si elle est actuellement en construction. Paris, 28 fév. 1813, t. 14, 168.

110. Le procès verbal doit, à peine de nullité, contenir la désignation de l'arrondissement dans lequel les biens sont situés. Trèves, 7 et 12 avril 1809, t. 10, 255.

111. On ne peut suppléer cette indication par aucune induction tirée du procès verbal, ni par l'indication commune chef-lieu de cet arrondissement. Trèves, 7 et 12 avril 1809, t. 10, 255; Aix, 25 fév. 1808, t. 9, 152.

112. L'indication de la commune dans laquelle les immeubles saisis sont situés est essentielle à la validité du procès verbal. Aix, 25 fév. 1808, t. 9, 152.

113. Il a été décidé au contraire que l'indication de l'arrondissement suffit. Paris, 24 janv. 1815, t. 9, 152. (A la note.)

114. Il n'est pas nécessaire dans le procès verbal de saisie, outre la nature et la situation des biens, d'indiquer les titres actifs dont ils jouissent. Paris, 22 juin 1808, t. 9, 367.

115. La simple énonciation des biens indiqués dans la matrice du rôle de la contribution foncière équivaut à l'extrait de cette matrice, exige en outre l'art. 675 du code de proc. Nîmes, 22 juin 1808, t. 9, 367.

116. Il suffit que l'extrait de la matrice du rôle de la contribution foncière, dans le procès verbal soit relatif à tous les biens saisis en masse, sans que le revenu ni la contribution de chacun d'eux en particulier. Riom, 12 mai 1810, t. 9, 291; Bordeaux, 20 janv. 1811, t. 13, 72.

117. On peut remplacer dans le procès verbal la copie de l'extrait entier de la matrice du rôle, par la mention, faite sous le chaque objet saisi, de la section dans laquelle il est évalué dans cette matrice. Besançon, 18 mars 1808, t. 9, 178.

lorsqu'il n'existe pas de matrice pour l'année courante, un extrait de la contribution, inséré dans le verbal de saisie, satisfait au vœu de la loi. C. C. 2 mars 1819, t. 21, 176.

L'évaluation du revenu, que doit contenir le procès verbal, peut, sans nullité, être d'après les rôles seulement, ou d'après la matrice de ces rôles. C. C. 7 oct. 1807, t. 8, 176.

Il faut de consigner dans le procès verbal le rôle délivré par le percepteur, et non le rôle, sans autres énonciations relatives aux contributions. Paris, 12 fév. 1815, t. 14, 168.

Il n'est pas nécessaire, sous peine de nullité, que le procès verbal contienne la mention de la profession du poursuivant, si d'ailleurs celui-ci est désigné par son nom, et que le débiteur ne puisse ignorer la requête de qui il est poursuivi. Paris, 12 août 1814, t. 16, 585.

L'énonciation de la demeure du poursuivant, dans un procès verbal de saisie, n'est pas nécessaire, si elle est suivie de celle du domicile. Bruxelles, 10 avril 1810, t. 11, 312.

Lorsqu'une partie des biens saisis est affectée à un fermier, la saisie immobilière est nulle dans la partie relative aux biens affectés. Riom, 30 mai 1819, t. 17, 669.

La mention du pouvoir de l'huissier n'est pas nécessaire pour la validité du procès verbal. Besançon, 18 mars 1808, t. 11, 312. Paris, 16 nov. 1815, t. 17, 669.

Une erreur sur la date du titre constituant la créance ne vicie pas le procès verbal. Paris, 29 août 1815, t. 17, 581.

Lorsque la confection du procès verbal exige plusieurs vacations, il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, d'y énoncer la date de l'ouverture et de la clôture de la séance. Paris, 20 janv. 1813, t. 14, 87.

Quand plusieurs vacations sont assignées à une saisie immobilière, il suffit que l'immatricule de l'huissier soit mentionné dans le procès verbal de la première vacation. Bordeaux, 20 janv. 1812, t. 13, 109.

Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que le procès verbal soit écrit en la main de l'huissier instrumentaire, et qu'il ait été rédigé sur les lieux. Paris, 20 janv. 1813, t. 14, 87; 1820, t. 22, 909.

On ne peut pas opposer comme cause de nullité contre un procès verbal de saisie qu'au lieu d'énoncer la date actuelle des copies aux fonctionnaires indiqués par la loi, il annonce seulement qu'elles seront remises, si en

effet les visa constatent que les fonctionnaires les ont reçues dans le délai prescrit. Paris, 17 mars 1813, t. 14, 170; C. C. 12 fév. 1815, t. 17, 38.

130. La remise de la copie du procès verbal au juge de paix et au maire, et le visa de ces fonctionnaires, ont pu n'être effectués que le lendemain de la date du procès verbal, sans que ce retard soit une cause de nullité. Rouen, 17 mars 1815, t. 17, 202.

131. La mention que les copies du procès verbal de saisie immobilière ont été laissées au greffier de la justice de paix, et au maire ou à son adjoint, doit, à peine de nullité, être faite par l'huissier exploitant, et non par ces fonctionnaires eux-mêmes. Bruxelles, 9 juil. 1811, t. 12, 555.

132. On ne peut notifier le procès verbal à l'adjoint du maire, sans constater l'absence, l'empêchement ou la suspicion de celui-ci. Besançon, 18 juil. 1811, t. 12, 557.

133. Les rapports de parenté à un degré rapproché entre le greffier de la justice de paix et le saisissant ne permettent pas au premier ni de viser le procès verbal, ni d'en recevoir la copie. Besançon, 18 juil. 1811, t. 12, 537.

134. Le procès verbal n'est pas nul, parce que c'est le commis-greffier, et non le greffier, qui l'a visé et qui en a reçu la copie. C. C. 6 nov. 1817, t. 19, 892.

135. Le juge de paix, dans le cas d'absence de son greffier, ne peut pas viser le procès verbal. Riom, 8 août 1815, t. 17, 539.

136. Le visa du maire, exigé pour le procès verbal de saisie, peut également être donné par l'adjoint. Riom, 12 mai 1808, t. 9, 292.

137. La force majeure est une cause suffisante pour dispenser de signifier le procès verbal dans la quinzaine; l'occupation militaire, par l'ennemi, des lieux à parcourir, doit être, dans l'occasion, réputée force majeure. C. C. 24 nov. 1814, t. 16, 715.

138. Un procès verbal ne peut être valable dans ses parties régulières et nul dans celles qui sont incomplètes ou irrégulières; il doit être déclaré nul pour le tout. Toulouse, 19 août 1814, t. 16, 583; C. C. 31 janv. 1825, t. 2 de 1825, 497.

139. Décidé, au contraire, qu'un procès verbal peut être nul dans une de ses parties et valable dans les autres. C. C. 6 avril 1824, Montpellier, 6 juil. 1821, Riom, 30 mai 1819, t. 2 de 1824, 410; Agen, 26 janv. 1822, t. 24, 65.

§ 4. — *Transcription du procès verbal. — Enregistrement.*

140. La transcription d'un procès ver-



hal de saisie peut être faite un jour férié. Riom, 12 mai 1808, t. 9, 291.

141. Lorsqu'il y a concours de deux saisies immobilières, il n'est pas nécessaire de transcrire la seconde, quoique plus ample que la première, au greffe du tribunal où doit se faire la vente, lorsque la première a déjà été transcrite dans le délai prescrit. C. C. 14 déc. 1819, t. 21, 718.

142. Dans le délai de quinzaine fixé pour la transcription de la saisie au greffe du tribunal on ne doit pas comprendre le jour auquel la transcription a été faite au bureau des hypothèques. C. C. 16 janv. 1822, t. 24, 32.

143. Un receveur des droits d'enregistrement peut enregistrer lui-même un procès verbal de saisie faite à sa requête. Riom, 12 mai 1808, t. 9, 291.

#### § 5. — Notification au saisi du procès verbal.

144. L'exploit de dénonciation de la saisie doit contenir la copie entière du procès verbal. C. C. 5 août 1812, t. 13, 735.

145. C'est dans l'acte de dénonciation, et non dans le procès verbal de saisie, que doit être énoncée la date de la première publication. Paris, 10 mai 1810, t. 11, 462; Bruxelles, 14 juil. 1810, t. 11, 687; 26 janv. 1810, t. 11, 170; Paris, 17 nov. 1810, t. 11, 932; C. C. 17 juin 1812, t. 13, 559; 2 mars 1819, t. 21, 176; 12 janv. 1820, t. 22, 26.

146. La notification de la saisie peut être faite à un domicile élu par le saisi dans quelque acte judiciaire fait à sa requête. C. C. 2 mars 1819, t. 21, 476.

147. La dénonciation est nulle si elle est faite au mineur saisi, au lieu de l'être au tuteur, lors même que l'exploit aurait été remis au domicile de ce dernier, et en parlant à sa personne. Corse, 22 mai 1823, t. 3 de 1823, 200.

148. La notification à un militaire en activité de service doit, s'il est majeur, lui être faite au domicile de M. le procureur du roi. Paris, 10 mai 1810, t. 11, 461.

149. La nullité de la notification faite à l'un des cohéritiers n'emporte pas la nullité de celle faite aux autres. Paris, 10 mai 1810, t. 11, 461; Corse, 22 mai 1823, t. 3 de 1823, 200.

150. La quinzaine accordée au poursuivant pour faire la dénonciation s'entend de quinze jours francs, c'est-à-dire que l'on ne doit compter, dans ce délai, ni le jour de l'enregistrement, ni celui de l'échéance de la quinzaine. Paris, 27 août 1811, t. 12, 720.

151. Lorsque la notification de la saisie est faite à la personne du débiteur lui-

même, hors du lieu de son domicile, peut être visée par le maire de la commune où est faite la signification. C. C. 1815, t. 17, 38.

152. La notification de la saisie faite au débiteur ôte à celui-ci le droit de se faire vendre son immeuble; la vente qui serait radicalement nulle, et qui ne pourrait s'en prévaloir lui-même. Paris, 12 déc. 1818, t. 20, 76.

#### § 6. — Extrait du procès verbal.

153. L'omission, dans l'extract du procès verbal de saisie immobilière, de quelques uns des objets saisis, entraîne la nullité de cet acte dans son entier, et de toute la procédure qui l'a suivi. Paris, 10 mai 1823, t. 5 de 1824, 91.

154. L'extract de saisie immobilière doit, à peine de nullité, contenir les noms des maire et greffier des juges, et aux quels copie de la saisie a été faite. Riom, 23 déc. 1809, t. 10, 860.

155. Si quelques uns des biens saisis sont omis dans l'extract, cette omission peut encore être utilement réparée dans les trois jours de l'enregistrement de la saisie au greffe. Turin, 17 mars 1811, t. 11, 254.

#### § 7. — Placards et affiches.

##### I. Jurisprudence de la loi du 17 brumaire an 7.

156. Il n'était pas nécessaire, dans l'acte de saisie, de mentionner le nombre de toises ou de mètres dont se composait l'étendue superficielle des biens saisis. C. C. 15 germ. an 11, t. 1, 17.

157. Une fausse indication de la situation des immeubles saisis n'était point une cause de nullité de la saisie, et ne pouvait être assimilée au défaut absolu de notification, et qu'il fût permis de procéder pour la première fois en cause d'appel. C. C. 11 oct. 1808, t. 9, 597.

158. L'affiche devait contenir, à peine de nullité de l'adjudication, la désignation des portions du domaine saisi. Paris, 17 prair. an 11, t. 3, 485.

159. La même cour a décidé que la loi n'attachait point la peine de nullité à une indication incomplète du domaine saisi. Paris, 12 prair. an 11, t. 3, 511.

160. L'énonciation des créanciers par le poursuivant n'était pas nécessaire dans l'affiche. Paris, 12 vent. an 12, t. 1, 17.

161. L'adjudication n'était pas nulle, faute par le poursuivant d'avoir mentionné dans l'affiche des créanciers qui, quoique inscrits, n'avaient pas été mentionnés par le conservateur dans l'état des inscriptions. Besançon, 25 niv. an 13, t. 5, 270.

**Jurisprudence du code de procédure.**

Lorsque le domicile du débiteur se trouve à l'extérieur, il suffit d'apposer un placard sur la porte du bâtiment dans lequel son logement est inclus. C. C. 1817, t. 19, 669.

On doit apposer les affiches dans les communes où il existe actuellement un marché, et non dans celles, quoique rurales, où il n'en existe plus. Nismes, 1819, t. 21, 648.

On peut, pour apposer les placards, préférer au marché le plus voisin d'autres marchés plus éloignés mais plus fréquentés par les habitants de la commune où les biens sont situés. C. C. 29 nov. 1816, t. 18, 830.

On peut même préférer deux villages qui, sans avoir un marché légal, servent de lieu de réunion aux habitants de ces endroits circonvoisins, à des lieux fixes, pour faire des achats et des ventes de denrées et de marchandises. C. C. 1824, t. 2 de 1824, 410.

Quelques cours avaient décidé au contraire qu'il était de rigueur d'apposer les affiches au marché le plus voisin. Nismes, 1816 mars 1810, t. 11, 253; Rouen, 1814, t. 16, 626.

Il n'est pas nécessaire que l'affiche des placards à la place du marché soit faite le jour du marché tenant, ni un jour de marché. C. C. 17 mars 1813, t. 14, 170; 3 fév. 1812, t. 13, 108; C. C. 19 nov. 1812, t. 13, 108; C. C. 19 nov. 1812, t. 13, 108; C. C. 19 nov. 1812, t. 13, 108; C. C. 19 nov. 1812, t. 13, 108.

La cour de Caen a jugé en sens contraire. 2 juil. 1811, t. 12, 969. — V. 1811, t. 12, 969.

Si, dans les affiches apposées pour préparer à l'adjudication préparatoire, on n'a pas fait mention de la remise des placards de la saisie qui a été faite aux créanciers et aux greffiers des justices de paix, cette omission peut être couverte par l'apposition de nouvelles affiches répétées avant l'adjudication préparatoire. C. C. 14 déc. 1819, t. 21, 718.

Les changemens ou insertions faits sur les placards imprimés, pour modifier la procédure, ne sont point cause de nullité. C. C. 16 janv. 1822, t. 23, 32.

Lorsque l'adjudication préparatoire n'ayant pas été effectuée à l'audience indiquée, à cause de la longueur des audiences, a été ajournée au jour suivant, il n'est pas besoin d'affiches ni d'annonces nouvelles. C. C. 10 juil. 1817, t. 19, 669.

Une autre cour a décidé cependant que, lorsqu'un incident retardait le jour indiqué pour l'adjudication prépa-

toire, le tribunal ne peut procéder à cette adjudication qu'après une nouvelle application des placards. Nismes, 22 juin 1808, t. 9, 367.

173. Soit que ce retard ait été occasionné par le saisi ou le saisissant. Turin, 17 mars 1810, t. 11, 254.

174. Lorsque les affiches destinées à indiquer le jour de l'adjudication définitive portent une indication fautive, la partie saisie peut, au moment même de l'adjudication, demander le renvoi à un autre jour. Dijon, 28 fév. 1818, t. 20, 170.

175. Les créanciers inscrits ne peuvent se plaindre du défaut d'enregistrement du placard imprimé, lorsqu'il n'y a pas eu radiation de la saisie. C. C. 22 fév. 1819, t. 21, 145.

176. Cet enregistrement est suffisamment justifié par la mention qu'en a faite le conservateur sur l'acte de notification. C. C. 22 fév. 1819, t. 21, 146.

### § 8. — Notification des placards.

#### I. Jurisprudence de la loi du 11 brumaire an 7.

177. Les affiches pour parvenir à l'adjudication devaient, à peine de nullité, être notifiées aux créanciers inscrits. Colmar, 14 janv. 1806, t. 7, 27.

178. La partie saisie ne pouvait se prévaloir de la nullité de la notification faite aux créanciers. Paris, 13 prair. an 11, t. 3, 511.

#### II. Jurisprudence du code de procédure.

179. Le placard imprimé dont parlent les art. 684 et 695 du code de proc. doit être notifié aux créanciers inscrits sur les précédens propriétaires. C. C. 27 nov. 1811, t. 12, 917.

180. Lors même que le certificat du conservateur des hypothèques ne ferait pas mention de ces créanciers. Riom, 8 août 1815, t. 17, 539.

181. Mais le saisi ne peut se prévaloir du défaut de notification à ces créanciers, si cette omission procède de son fait. — Elle doit lui être imputée, s'il a juré et affirmé dans le contrat que l'immeuble qu'il affectait n'était grevé qu'au profit des personnes qu'il désignait. C. C. 27 nov. 1811, t. 12, 917.

182. Il n'est pas nécessaire de notifier le placard imprimé ni à la femme du débiteur, ni à aucun des créanciers qui ont une hypothèque légale, s'ils n'ont pas pris d'inscription. C. C. 27 nov. 1811, 5 déc. 1811, t. 12, 917; 21 nov. 1821, t. 23, 685.

183. Le créancier qui n'a pas été légalement appelé par une notification régulière peut s'en faire un moyen de nullité

contre l'adjudication. C. C. 13 oct. 1812, t. 13, 876.

184. A moins que ce défaut de notification régulière ne soit la suite d'une indication erronée dans le bordereau des inscriptions du domicile élu par l'un des créanciers inscrits. Dans ce cas, le créancier n'a d'action que contre le conservateur des hypothèques. Amiens, 7 janv. 1813, t. 14, 20.

185. Lorsque le défaut de notification régulière entraîne la nullité de l'adjudication, cette nullité, prononcée sur la demande du créancier, qui a droit de s'en plaindre, profite à tous les autres créanciers, même à ceux à qui la notification a été régulièrement faite. C. C. 13 oct. 1812, t. 13, 876.

186. La partie saisie ne peut se prévaloir de la nullité de la notification faite aux créanciers. Paris, 10 mai 1810, t. 11, 461. — V. le n. 178.

187. L'art. 696 du cod. de proc. n'attache pas la peine de nullité au défaut d'enregistrement de la notification du placard imprimé. C. C. 22 fév. 1819, t. 21, 145.

188. La nullité de la notification des placards n'entraîne par celle de la saisie. C. C. 4 oct. 1814, t. 16, 637; 4 mai 1825, t. 3 de 1825, 523.

189. Quand l'adjudication préparatoire n'a pas été faite au jour indiqué, il n'est pas nécessaire de notifier aux créanciers inscrits un exemplaire des nouveaux placards. C. C. 23 juil. 1817, t. 19, 732.

190. Après la notification des placards aux créanciers inscrits, la saisie, si le créancier s'en désiste, ne peut être radiée sans que les créanciers ne soient présents ou appelés. Nanci, 2 mars 1818, t. 20, 176.

191. L'arrêt qui prononce la nullité d'une saisie contre le saisissant, après l'enregistrement de la notification du placard faite aux créanciers inscrits, ne peut être opposé à ces derniers, et ils n'ont pas besoin d'y former opposition. Paris, 17 déc. 1823, t. 1 de 1824, 502.

192. En notifiant le procès verbal d'apposition d'affiches, il n'est pas besoin de donner une copie manuscrite de celles-ci; il suffit d'un exemplaire imprimé. Paris, 29 août 1815, t. 17, 581.

193. L'omission de la date du procès verbal d'apposition des placards dans la copie qui en est notifiée au saisi n'emporte point la nullité de la notification lorsqu'elle est supplée par la date du visa du maire qui est au bas, et par la relation dans la notification de la vraie date du procès verbal. Orléans, 27 déc. 1822, t. 1 de 1823, 123.

194. Le procès verbal d'apposition des placards peut, dans le cas d'empêche-

ment ou d'absence du maire, être vu différemment par l'un de ses adjoints que aucun d'eux n'est spécialement de le remplacer dans cette partie attributions. C. C. 25 fév. 1818, 1823, 544.

195. L'erreur dans la date du visa notification du procès verbal d'apposition d'affiches n'en opère pas la nullité. 29 août 1815, t. 17, 581.

196. Il n'est pas nécessaire de notifier la partie saisie les deuxième et troisième placards. C. C. 10 mars 1819, t. 21, 12 oct. 1814, Grenoble, 19 juil. Nismes, 4 avril 1810, t. 16, 651; 3 fév. 1812, t. 13, 108.

197. Quelques cours avaient décidé le contraire. Aix, 5 janv. 1809, t. 10, Toulouse, 20 nov. 1809, t. 16, 651.

198. Lorsque, depuis l'annulation d'une saisie prononcée contre le saisissant, l'enregistrement de la notification du placard, le débiteur a vendu amiablement l'immeuble saisi, qu'il y a eu surenchère que les créanciers inscrits ont produit l'ordre ouvert après cette surenchère conservent encore le droit de demander que les loyers ou fermages échus, à partir de la dénonciation au saisi, soient compris dans l'ordre. Paris, 17 déc. 1824, t. 1 de 1824, 302.

#### § 9. — *Cahier des charges.*

199. Le cahier des charges doit, à peine de nullité de la saisie, contenir l'énonciation des actes et jugemens qui ont servi à l'exploit de saisie. Busançon, 18 mars 1809, t. 9, 178; Nismes, 23 nov. 1809, t. 10, 79.

200. L'erreur sur la date du titre constitutif de la créance ne vicie pas le cahier des charges. Paris, 29 août 1815, t. 17, 581.

201. On ne peut changer les conditions énoncées dans le cahier des charges après sa publication, et y ajouter, au moment de l'adjudication définitive, une condition onéreuse pour le saisi. — L'adjudication faite après cette addition non publiée est nulle. Rouen, 7 août 1813, t. 15, 322.

202. Le cahier des charges peut renfermer la désignation entière et détaillée des biens saisis, quoique la loi n'en prescrive qu'une désignation sommaire. C. C. 11 janv. 1815, t. 17, 38.

203. Lorsque le cahier des charges et les affiches ne contiennent qu'une indication insuffisante des biens saisis, cette irrégularité peut être rectifiée, sans qu'il soit nécessaire d'ordonner un nouveau cahier des charges et de nouvelles affiches. C. C. 11 janv. 1816, t. 18, 46.

204. Les lectures du cahier des charges prescrites par l'art. 702 du cod. de proc. doivent être faites, à peine de nullité, de

ne en quinzaine. Nismes, 5 avril  
t. 9, 214.

Cette quinzaine ne s'entend pas  
jours francs, en ce sens qu'il  
diffère le jour du départ et celui de  
Paris, 17 mars 1813, t. 14,  
C. C. 18 mars 1812, t. 13, 271.

Le jour indiqué pour l'une des  
publications est un jour férié, on  
diffère d'un jour. C. C. 4 oct.  
16, 637.

La nullité de la publication du  
des chargés n'entraîne point celle  
saisie. C. C. 4 oct. 1814, t. 16, 637.

Lorsque la première publication  
a été retardée par un inci-  
dent, n'est pas besoin d'observer de  
nouveau, pour cette publication, les délais  
de l'art. 701, si déjà ils ont été ob-  
servés avant l'incident qui a fait suspen-  
dre la poursuite. C. C. 18 janv. 1820, t.  
16, 637.

**III. Droits des créanciers et  
copropriétaires.**

**Droits que la saisie confère  
aux créanciers. — Intervention.  
Subrogation.**

**Demandes en distraction.**

**Jurisprudence de la loi du 11  
brumaire an 7.**

**Droits que la saisie confère aux  
créanciers. — Intervention. — Sub-  
rogation.**

Lorsqu'un créancier poursuivant  
est distrait de ses poursuites en expro-  
priation forcée, un autre créancier pouvait  
être subrogé à sa place, et continuer la  
poursuite. C. C. 15 germ. an 11, t. 3,  
Rouen, 16 germ. an 11, t. 3, 374.

Un créancier inscrit en sous-ordre  
peut se faire subroger à une pour-  
suite d'expropriation commencée par un  
créancier direct. C. C. 10 pluv. an 12, t.  
16, 637.

**Jurisprudence du code de  
procédure.**

Les créanciers hypothécaires du sai-  
si ne sont pas recevables à demander direc-  
tement la nullité de la procédure; ils ne  
peuvent que se faire subroger aux pour-  
suites dans le cas de connivence ou de  
 collusion de la part du poursuivant, sauf,  
dans la subrogation, à faire rectifier la  
procédure, s'il y a lieu. C. C. 19 juil.  
1811, t. 3 de 1824, 248; 22 fév. 1819, t.  
16, 637.

Le créancier qui n'a pris inscrip-  
tion que postérieurement à la notification  
des placards peut demander la subrogation

aux poursuites de saisie. Nanci, 2 mars  
1818, t. 20, 176.

213. La subrogation peut être faite par  
le saisissant au profit d'un créancier, à la  
barre, hors la présence du débiteur, s'il  
a légalement été appelé. C. C. 12 mai  
1813, t. 14, 525.

214. Le jugement par défaut rendu sur  
une demande en subrogation aux pour-  
suites, en matière de saisie immobilière,  
est susceptible d'être attaqué par la voie  
de l'opposition. Rouen, 4 juin 1824, t. 1  
de 1825, 90.

215. Les créanciers du saisi sont re-  
présentés par le poursuivant: en consé-  
quence ils ne peuvent pas intervenir sur  
l'appel d'un jugement rendu contradic-  
toirement avec ce dernier, pas même  
sur l'appel du jugement d'adjudication.  
C. C. 22 fév. 1819, t. 21, 145; Toulouse,  
7 mai 1818, t. 20, 376.

216. Lorsque le saisi a renoncé par une  
transaction au profit d'un jugement qui  
accueillait ses moyens de nullité contre  
la procédure, un créancier n'a pas droit  
d'intervenir sur les poursuites reprises en-  
vertu de cette transaction, pour faire  
valoir ces mêmes moyens de nullité. C. C.  
23 juil. 1817, t. 19, 732.

217. Cependant, si la transaction n'a lieu  
qu'en cause d'appel après l'enregistrement  
de la notification aux créanciers, et sans  
que la cause ait été ôtée du rôle, les  
créanciers peuvent demander la subroga-  
tion devant la cour même d'appel. C. C.  
26 déc. 1820, t. 22, 900.

§ 2. — **Demande en distraction.**

218. Celui qui a vendu un immeuble à  
charge de rente viagère, mais sous la con-  
dition formelle qu'il rentrerait dans sa  
propriété à défaut de paiement de deux  
termes de la rente, n'a pas le droit de de-  
mander la distraction de cet immeuble  
saisi sur son acquéreur, si l'ordonnance  
du juge qui le rétablit en possession est  
postérieure au procès verbal de saisie.  
Paris, 18 juin 1811, t. 12, 494.

219. Mais dans ce cas, le cahier des  
charges doit faire mention de la clause  
résolutoire stipulée au contrat. Paris, 18  
juin 1808, t. 9, 494.

220. Celui qui se prétend propriétaire  
d'un immeuble ne peut former opposition  
au commandement qu'a reçu le précédent  
propriétaire, sous prétexte qu'il est me-  
nacé de la saisie; il doit attendre, pour  
demander la distraction, que la saisie même  
soit entamée. Besançon, 19 fév. 1811, t.  
12, 160.

221. Une demande en distraction est  
non recevable, si le demandeur ne dépose  
au greffe les pièces justificatives de ses  
prétentions. Metz, 28 janv. 1818, t. 20, 55;  
Paris, 11 juil. 1812, t. 13, 683.

222. La partie appelée à la propriété indivise des biens saisis ne peut pas s'opposer à la poursuite sans prendre la qualité qui doit déterminer et réaliser sa copropriété. Paris, 29 août 1815, t. 17, 581.

223. Le saisi est partie nécessaire dans une demande en distraction. Si le jugement qui statue à cet égard ne fait mention ni de sa présence ni de son défaut, il est nul par cette omission. Paris, 17 juil. 1813, t. 15, 184.

224. La demande en distraction peut être formée après l'adjudication définitive. — Dans ce cas, elle doit être intentée contre l'adjudicataire seulement, sans observer les formalités prescrites par l'art. 727 du cod. de proc. civ. Toulouse, 11 août 1823, t. 2 de 1824, 395.

225. Elle doit alors être formée par voie d'action principale, et non par simple intervention dans la procédure de folle enchère suivie contre l'adjudicataire. Colmar, 17 juin 1807, t. 8, 446.

#### SECT. IV. Suspension ou sursis de la procédure. — Sa conversion en vente volontaire.

226. Une ordonnance de référé qui, sur l'opposition à la saisie, renvoie les parties à l'audience de tel jour, toutes choses demeurant en l'état, n'a point l'effet de suspendre indéfiniment la poursuite, dans le cas où le poursuivant n'a pas suivi l'audience au jour indiqué. Paris, 22 déc. 1819, t. 21, 754.

227. Une simple opposition aux poursuites de saisie n'a point l'effet de les suspendre, lorsqu'elles sont fondées sur des jugemens contradictoires ou par défaut, passés en force de chose jugée. Colmar, 12 mai 1809, t. 10, 366.

228. Une saisie-arrêt survenue dans les mains du débiteur n'interrompt point les poursuites de saisie jusqu'à ce qu'il se soit libéré par la voie des offres et de la consignation. C. C. 26 mai 1807, t. 8, 362.

229. Les poursuites d'expropriation forcée faites en vertu d'un jugement ou arrêt par défaut ne sont point suspendues par une opposition tardive. C. C. 12 nov. 1806, t. 7, 546.

230. Les tribunaux civils ne peuvent point suspendre les poursuites en saisie faites en vertu de jugemens d'un tribunal de commerce. Colmar, 12 frim. an 14, t. 6, 544.

231. Le tribunal ne peut, sans le concours de tous les créanciers, prononcer la conversion de la poursuite de saisie en une vente volontaire; le refus d'un seul créancier serait un obstacle à cette conversion. Paris, 5 mes. an 10, t. 3, 535.

232. Il ne peut non plus prononcer

cette conversion des poursuites en vente volontaire devant un notaire gué du lieu de la situation des biens lorsqu'il n'est pas démontré que la mesure est avantageuse pour la totalité des créanciers. Paris, 5 mes. an 10, t. 2, 535.

#### SECT. V. Demandes en nullité. Désistement. — Péremption.

##### I. Jurisprudence antérieure au code de procédure.

233. La péremption contre la poursuite de saisie était acquise par la seule expiration de la loi, lorsqu'il s'était écoulé plus de six mois depuis le commandement et l'apposition d'affiches. C. C. 1 prair. an 6, t. 6, 206.

##### II. Jurisprudence du code de procédure.

234. Le jugement qui annule le procès verbal de saisie peut néanmoins condamner le saisi aux dépens. C. C. 2 août 1824, t. 2 de 1825, 325.

234 bis. Les nullités de la procédure antérieure à l'adjudication préparatoire peuvent pas être proposées après une défense au fond. Montpellier, 22 janv. 1824, t. 2 de 1824, 82.

235. Il a été décidé, au contraire, que les moyens de nullité peuvent être proposés jusqu'à l'adjudication préparatoire. Metz, 12 fév. 1817, t. 19, 145.

236. La demande en nullité de la procédure antérieure à l'adjudication préparatoire peut être formée par exploit verballement à l'audience. Bruxelles, 11 janv. 1812, t. 13, 103; 23 août 1810, t. 11, 800; Bordeaux, 21 janv. 1811, t. 1, 43.

237. D'autres cours ont décidé que la demande en nullité contre cette procédure ne pouvait être formée que par requête d'avoué à avoué. Riom, 26 mai 1810, t. 11, 287; Turin, 6 déc. 1800, t. 10, 833.

238. Les moyens de nullité d'une procédure antérieure à l'adjudication préparatoire ne peuvent être signifiés à un domicile autre que celui de l'avoué constitué dans le procès verbal. Bruxelles, 11 janv. 1808, t. 9, 52.

239. Le saisi peut proposer à l'audience fixée par les nouvelles affiches les nullités qui pourraient avoir été commises dans la procédure faite depuis l'apposition de ces affiches. Nismes, 22 juin 1808, t. 9, 367.

240. Une procédure antérieure à l'adjudication préparatoire, quoique déclarée



Un jugement passé en force de chose jugée, peut être continuée sur les points annulés, si le saisi a renoncé à la transaction au profit du jugement. C. C. 23 juil. 1817, t. 19, 732.

Un débiteur saisi immobilièrement point inhabile, même après la notification du placard aux créanciers à transiger sans leur concours, sur les nullités de la procédure. C. C. 23 juil. 1817, t. 19, 732.

Lorsqu'il a été proposé des moyens de nullité contre la procédure antérieure à l'adjudication préparatoire, le pourvoi doit en provoquer le jugement. Si le fait pas, le saisi conserve le droit de valoir ces moyens, même après l'adjudication préparatoire. C. C. 25 avril 1816, t. 16, 266.

Lorsque la saisie a pour objet plusieurs lots, l'adjudication d'un seul de ces lots suffit pour ôter le droit d'invoquer la nullité de la procédure antérieure. Caen, 1814, t. 16, 305.

Une saisie immobilière annulée doit être rayée des registres sur lesquels elle a été transcrite. Rouen, 23 dec. 1809, t. 16, 860.

Il n'est pas indispensable que le jugement qui statue sur la nullité de la procédure antérieure à l'adjudication préparatoire prononce en même temps cette adjudication. Paris, 1 juil. 1813, t. 15, 150.

## ART VI. Adjudications préparatoire et définitive.

### 1. Décisions communes aux deux adjudications.

#### 2. Adjudication préparatoire.

#### 3. Adjudication définitive.

### 1. — Décisions communes aux deux adjudications.

246. L'insertion dans un journal de l'annonce d'une adjudication sur saisie immobilière est valable, quoiqu'elle soit faite pour une adjudication qui doit avoir lieu le 17, et qu'ainsi les huit jours d'intervalles exigés ne soient pas franchis. C. C. mai 1825, t. 3 de 1825, 523.

#### § 2. — Adjudication préparatoire.

247. Une plainte en faux contre des actes d'un huissier, dans une poursuite de saisie, suspend l'adjudication préparatoire. C. C. 5 fév. 1810, t. 11, 139.

248. L'adjudication préparatoire peut être faite à la suite de la troisième publication du cahier des charges, et le même jour, sans intervalle. Paris, 29 août 1815, t. 17, 181.

249. Le retard de l'adjudication préparatoire n'est une cause de nullité ni de cette adjudication, ni de la procédure de la saisie. Paris, 1 juil. 1813, t. 15, 150.

250. Adjudication préparatoire retardée ou ajournée. — V. *Affiches*.

251. Le jugement qui prononce l'adjudication préparatoire doit être, à peine de nullité, signifié à avoué, soit qu'il statue ou non sur des nullités antérieures. C. C. 8 dec. 1823, t. 1 de 1824, 449.

252. La partie saisie peut se prévaloir, même après l'adjudication définitive, de ce défaut de signification. *Ibid.*

253. Suivant la cour de Rouen, l'art. 147 du cod. de proc. civ. qui défend d'exécuter les jugemens avant leur signification à avoué, n'est pas applicable aux jugemens d'adjudication provisoire, en matière d'expropriation forcée. Rouen, 18 juin 1824, t. 1 de 1825, 73.

254. En conséquence, les actes postérieurs à cette adjudication, lorsque le jugement qui la prononce n'a pas été notifié à l'avoué de la partie saisie, et l'adjudication définitive qui les a suivis, ne sont pas nuls. Colmar, 11 juin 1824, t. 1 de 1824, 73.

### § 3. — Adjudication définitive. — Droits auxquels elle est soumise.

#### I. Jurisprudence de la loi du 11 brumaire an 7.

255. L'adjudication faite moyennant la mise à prix, sans enchère, était valable. Paris, 11 brum. an 12, t. 4, 44.

256. On pouvait adjuger à la première audience un usufruit saisi immobilièrement, quoique le prix n'en fût porté ni au-dessus de quinze fois, ni même au-dessus de sept fois et demie la valeur de son produit annuel. C. C. 17 flor. an 12, t. 4, 492.

257. On pouvait adjuger en masse les biens de plusieurs débiteurs solidaires. C. C. 22 frim. an 12, t. 4, 148.

258. Deux maisons évaluées et taxées sous deux cotes différentes pour la contribution foncière, désignées séparément dans les affiches et sur lesquelles il y a deux mises à prix, ne pouvaient être enchéries et adjugées conjointement. Colmar, 14 janv. 1806, t. 7, 27.

259. Il n'était pas indispensable que le jugement d'adjudication fit mention de la préparation des bougies et de leur durée. C. C. 10 pluv. an 13, t. 5, 359.

260. Lorsque l'audience indiquée pour l'adjudication était absorbée par des discussions litigieuses, elle pouvait être continuée au lendemain, *affiches tenantes*. C. C. 28 vent. an 13, 512.

261. Lorsque le tribunal avait rejeté une demande en distraction de biens, il ne pouvait procéder à l'adjudication définitive avant que son jugement eût acquis l'autorité de la chose jugée. C. C. 8 vent. an 13, t. 5, 429.

262. Les jugemens d'adjudication n'étaient point nuls, quoiqu'ils ne contiennent pas l'énonciation de la comparution ou de l'absence de la partie saisie. C. C. 18 vend. an 12, t. 4, 1.

## II. Jurisprudence du code de procédure.

263. Lorsqu'il y a eu appel du jugement d'adjudication préparatoire, il n'y a pas lieu à reprise d'instance avant de poursuivre l'adjudication définitive. C. C. 10 juil. 1817, t. 19, 669.

264. Le délai prescrit entre l'adjudication préparatoire et l'adjudication définitive ne doit point être augmenté d'un délai supplémentaire à raison de la distance entre le lieu où l'expropriation est poursuivie et le domicile de la partie saisie. C. C. 21 août 1816, t. 18, 695.

265. Lorsque les délais entre les deux adjudications ont été observés dans la procédure primitive, ces délais ne doivent point être réitérés dans le cas où les incidens ont retardé l'adjudication définitive et nécessité de nouvelles procédures. C. C. 22 fév. 1819, t. 21, 145.

266. Les juges peuvent proroger le délai fixé par le jugement d'adjudication préparatoire pour l'adjudication définitive. Metz, 28 janv. 1818, t. 20, 55.

267. On doit prononcer sur la compensation opposée ou sur les offres réelles faites par le débiteur pendant le cours de la saisie, avant de procéder à l'adjudication définitive : autrement cette adjudication serait nulle, et ne pourrait être maintenue, lors même qu'un jugement ultérieur rejeterait ces exceptions. C. C. 23 juil. 1811, t. 12, 594.

268. Lorsque le tribunal a rejeté une demande en distraction de biens, il ne peut procéder à l'adjudication définitive avant que son jugement ait acquis l'autorité de la chose jugée. C. C. 1 juin 1807, t. 8, 396; Pau, 20 nov. 1813, t. 15, 644.

269. Une inscription en faux incident ne peut suspendre l'adjudication définitive. C. C. 1 déc. 1813, t. 15, 684. V. le n. 247.

270. Lorsque les biens sont divisés en plusieurs lots, il peut être ordonné qu'après les adjudications partielles, ces divers lots seront réunis pour être adjugés en bloc, pourvu que le prix de la surenchère générale s'élève au-dessus du montant des adjudications partielles. C. C. 14 janv. 1816, t. 18, 46.

271. Lorsque la poursuite de saisie immobilière est en état, le jugement d'adjudication ne peut pas être annulé par la mort de l'une des parties. Paris, 10 juil. 1812, t. 13, 683.

272. Lorsqu'une adjudication préparatoire sur saisie immobilière a été déclarée nulle pour avoir été faite au débiteur saisi, et encore faite par lui d'en remplir les conditions, il suffit de procéder à une nouvelle adjudication définitive, sans qu'il soit nécessaire de faire précéder d'une nouvelle adjudication préparatoire. Paris, 25 janv. 1825, t. 1 de 1825, 530.

273. L'adjudicataire n'est point obligé de signifier le jugement d'adjudication à tous les créanciers inscrits. S'il l'a fait, les frais en doivent rester à sa charge, et non à celle de l'avoué. Metz, 22 mars 1819, t. 19, 273.

274. La cour de Paris a décidé au contraire que l'adjudicataire devait faire cette signification, et en prélever les frais sur son privilège sur son prix. 12 déc. 1812, t. 13, 1051.

275. Une femme commune en biens ne peut pas se rendre adjudicataire des immeubles expropriés sur son mari. Bruxelles, 26 mars 1842, t. 13, 301.

276. Un avoué peut se rendre adjudicataire pour son propre compte des biens dont il poursuit la vente, par expropriation, si le créancier poursuivant est lui-même capable d'acheter. C. C. 10 mar. 1817, t. 19, 227.

277. Il le peut à plus forte raison si, au moment de l'adjudication définitive, il n'est plus avoué ni le mandataire du poursuivant. Paris, 31 janv. 1814, t. 16, 140.

Il peut également s'en rendre adjudicataire pour un tiers. C. C. 4 germ. an 13, t. 6, 36. — V. *Licitation*.

278. Suivant la cour d'Aix, une femme créancière de son mari peut, avec son autorisation, surenchérir et se rendre adjudicataire des biens de ce dernier, saisis immobilièrement. 23 fév. 1807, t. 8, 118.

279. Des immeubles divisés en plusieurs exploitations peuvent être l'objet d'une seule adjudication, lorsque le saisi ne prouve pas qu'ils sont situés en divers arrondissemens. C. C. 7 oct. 1807, t. 8, 596.

280. Il n'est pas indispensable que le jugement d'adjudication rapporte textuellement les publications du cahier des charges et l'adjudication préparatoire : il suffit qu'il énonce que toutes les formalités voulues par la loi ont été remplies. C. C. 20 fév. 1816, t. 18, 153.

281. Il suffit que le procès verbal d'ad-

ion constate que des bougies ont  
allées, sans qu'il soit nécessaire de  
puer le temps de leur durée. Lyon,  
1811, t. 12, 620.

L'adjudicataire sur saisie immo-  
bilière qui est dépossédé dans les vingt  
jours de son adjudication par suite de  
la vente, n'est pas passible du droit  
de transcription, et par conséquent il n'est  
pas soumis au double droit, à quelque  
époque que la seconde adjudication soit  
faite à l'enregistrement. C. C. 23  
juil. 1824, t. 22, 174.

Le droit de cinq et demi pour cent  
sur les adjudications par expropria-  
tion forcée, comme sur les ventes volon-  
taires. C. C. 25 juil. 1824, t. 23, 525.

## VII. Opposition. — Tierce opposition.

En matière de saisie immobilière,  
les jugemens rendus par défaut ne sont  
susceptibles d'opposition, mais seule-  
ment d'appel. Paris, 27 sept. 1809, t. 10,  
Turin, 6 juin 1810, t. 11, 573;  
Nantes, 30 janv. 1813, t. 14, 137.

A moins qu'ils ne statuent sur des  
questions relatives aux titres et à la  
validité même de la saisie. Bruxelles,  
14. 1815, t. 14, 137. V. l'en. 214.

La cour de Limoges a décidé au-  
paravant que tous les jugemens par dé-  
faut en matière de saisie, sont suscep-  
tibles d'opposition. 9 déc. 1812, t. 13, 1041.

## SECT. VIII. Appel.

*Appel du jugement qui sert de  
base à la saisie.*

*Appel du jugement qui statue  
sur la nullité de la procédure  
antérieure ou postérieure à l'ad-  
judication préparatoire. — Ap-  
pel du jugement qui déclare re-  
prise une instance en saisie.*

*Appel des jugemens d'adjudi-  
cation préparatoire et définitive.*

— *Appel du jugement qui sert de  
base à la saisie.*

### I. Législation ancienne et intermédiaire.

7. Sous la loi du 11 brum. an 7, une  
saisie défailante ou non en pre-  
mière instance, ne pouvait faire valoir,  
l'appel du jugement d'adjudication,  
sans moyens de nullité qu'elle n'aurait  
déjà proposés devant les premiers ju-  
ges. C. C. 22 frim. an 12, t. 4, p. 148.

*Jurisprudence du code de  
procédure.*

*1. L'appel du jugement qui statue*

*sur les nullités du titre constitutif de la  
créance ou sur des assertions de libéra-  
tion, doit être interjeté dans la quin-  
zaine de la signification à avoué. C. C. 19  
juil. 1824, t. 3 de 1824, 248; Amiens,  
28 janv. 1814, t. 16, 134; Colmar, 11  
mai 1816, t. 18, 402.*

289. Il avait été décidé au contraire  
qu'on pouvait appeler de ce jugement  
pendant trois mois. Paris, 23 mai 1808,  
t. 9, 308.

290. L'appel du jugement en vertu  
duquel est poursuivie une saisie immo-  
bilière doit être notifié au greffier du  
tribunal et visé par lui. Metz, 13 mai  
1817, t. 19, 452.

291. Cet appel doit être interjeté, dé-  
noncé au greffier, et visé par lui trois  
jours au moins avant la mise du cahier  
des charges au greffe. Cette disposition  
ne reçoit aucune exception, pas même  
en faveur des mineurs non émancipés,  
et quoique le jugement dont on ap-  
pellerait pas été signifié à leur subro-  
gé tuteur. Nismes, 2 juin 1819, t. 21,  
374.

§ 2. *Appel du jugement qui statue sur  
la nullité de la procédure antérieure  
à l'adjudication préparatoire. — Ap-  
pel du jugement qui déclare reprise  
une instance en saisie.*

292. L'appel du jugement qui pro-  
nonce sur la nullité de la procédure an-  
térieure à l'adjudication préparatoire  
doit être interjeté dans la quinzaine, lors  
même que le jugement n'aurait été rendu  
que postérieurement à cette adjudication.  
C. C. 25 avril 1814, t. 16, 276.

293. Ce délai de quinzaine ne doit  
point être augmenté d'un délai supplé-  
mentaire, à raison des distances. C. C. 8  
août 1809, t. 10, 634.

294. Pour faire courir le délai de quin-  
zaine, lorsque la signification du jugement  
a été faite à avoué, il faut que cette si-  
gnification contienne les formalités pres-  
crites pour la validité des exploits à per-  
sonne ou domicile. Metz, 12 fév. 1817, t.  
19, 145.

295. Lorsque l'adjudication prépara-  
toire n'a été prononcée que postérieure-  
ment au jugement qui rejette les moyens  
de nullité proposés contre la saisie, le  
délai de l'appel contre le jugement qui  
statue sur ces nullités ne court qu'à com-  
pter du jugement qui prononce l'adjudi-  
cation. Bruxelles, 10 mai 1810, t. 11,  
458.

296. L'appel de tout jugement qui sta-  
tue sur des nullités de la procédure an-  
térieure à l'adjudication préparatoire est  
valablement signifié au domicile élu par  
le saisissant. C. C. 23 mai 1815, t. 17,

372; 8 août 1809, t. 10, 634; 7 mai 1818, t. 20, 378.

297. Ou au domicile de son avoué. Montpellier, 22 juil. 1822, t. 2 de 1824, 82; Turin, 9 fév. 1810, Bruxelles, 25 juil. 1810, t. 11, 321.

298. Ou à l'avoué lui-même. 7 et 12 avril 1809, t. 10, 255.

299. La cour d'Agen a décidé au contraire que la signification devait, à peine de nullité, être faite à personne ou domicile. 4 avril 1810, t. 11, 321.

300. Mais dans tous les cas l'acte d'appel doit, sous peine de nullité, indiquer la demeure de l'intimé. C. C. 20 mars 1820, t. 22, 279.

301. L'appel doit en outre être notifié au greffier du tribunal et visé par lui. Trèves, 25 nov. 1812, t. 13, 995; C. C. 7 mai 1818, t. 20, 378; Agen, 4 avril 1810, t. 11, 321.

301 bis. Suivant la cour de Bruxelles, cette notification au greffier et le visa de celui-ci ne sont pas indispensablement nécessaires. 18 janv. 1808, t. 9, 52.

302. La nullité qui résulterait de l'omission de la notification au greffier ou de la signification au saisissant ne serait pas couverte par la demande en communication que ferait ce dernier, sous toutes réserves, de l'original de l'exploit. Agen, 4 avril 1810, t. 11, 321.

303. L'appel est suspensif : ainsi, quelle que soit la durée de l'instruction sur l'appel ou la nature du titre constitutif de la créance, l'adjudication définitive poursuivie au mépris de cet appel est nulle, lors même que le saisi ne s'y serait pas opposé. C. C. 7 août 1811, t. 12, 629.

304. Le poursuivant qui a gagné sur l'appel peut se borner à faire signifier l'arrêt à l'avoué d'appel du débiteur, et, sans autre signification, faire procéder à l'adjudication préparatoire et définitive. Pau, 21 nov. 1818, t. 20, 760.

305. La quinzaine pour appeler du jugement qui statue sur une demande en distraction n'est pas franche. Besançon, 27 déc. 1807, t. 8, 703.

306. On a trois mois pour appeler d'un jugement qui prononce sur une tierce opposition formée à un autre jugement rendu sur une demande en distraction de biens saisis. Nismes, 24 août 1810, t. 11, 801.

307. Le jugement rendu par défaut sur une demande en subrogation à une poursuite de saisie immobilière ne peut être attaqué que par la voie de l'appel, et non par celle de l'opposition. Paris, 27 sept. 1809, t. 10, 717.

308. L'appel d'un jugement qui statue sur une demande en intervention formée incidemment à une demande en subro-

gation aux poursuites de saisie immobilière doit, à peine de déchéance, interjeter dans la quinzaine de la notification à avoué. Liège, 12 janv. 1815, 39.

309. On a trois mois pour appeler d'un jugement qui statue sur une demande d'insertion au cahier des charges de quelques clauses, telles, par exemple, relatives à l'entretien du bail, loyers payés d'avance. Amiens, 1812, t. 13, 1069.

310. L'appel d'un jugement qui prononce la reprise, contre l'héritier, en saisie immobilière contre leur auteur doit être interjeté dans la quinzaine de la signification. Paris, 12 avril 1822, t. 24, 357.

311. Le saisi qui demande en nullité des procédures postérieures à l'adjudication préparatoire doit fournir caution s'il ne l'a pas déjà fait en première instance. Il ne peut alors demander de délai pour fournir cette caution. Bordeaux, 29 déc. 1821, t. 2 de 1823, 414.

312. Il y a renonciation à l'appel par la part d'une partie saisie qui, après avoir appelé du jugement qui rejette des exceptions proposées contre la procédure préparatoire à l'adjudication préparatoire, ordonne qu'il sera passé outre à l'adjudication définitive, *nonobstant* appel, présente à l'audience, et, sans aucune réserve, demande qu'il soit sursis à l'adjudication. C. C. 16 nov. 1818, t. 20, 6.

§ 3. — Appel des jugemens d'adjudication préparatoire et définitive.

313. L'appel du jugement d'adjudication préparatoire est suspensif, parce que cette adjudication pouvant devenir définitive, le jugement qui la prononce peut être considéré comme de simple instruction. Paris, 26 août 1814, t. 16, 601. C. C. 7 janv. 1818, t. 20, 6.

314. Et l'adjudication définitive prononcée au mépris de cet appel est également nulle. Paris, 26 août 1814, t. 16, 601.

315. La partie saisie peut appeler d'un jugement d'adjudication, quoiqu'elle n'ait proposé aucuns moyens de nullité de la procédure, et ne se soit point opposé à la vente. Pau, 20 nov. 1813, t. 15, 83. Paris, 19 janv. 1814, t. 16, 83.

316. Le délai pour appeler d'un jugement d'adjudication définitive sur une saisie immobilière est-il de trois mois, ou de huitaine? C. C. 26 fév. 1818, t. 20, 168.

317. Il est de trois mois. Paris, 26 août 1814, t. 16, 601; Nismes, 13 déc. 1810, t. 21, 735.

318. Le délai pour interjeter



gement, qui rejette un sursis à l'ad-jon definitive, demandé pour in-fautive dans les placards, est de-ais, et non pas de huitaine. Dijon, 1818, t. 20, 170.

Pour faire courir le délai de l'appel-ment d'adjudication definitive con-cranciers défaillans, il n'est pas-leur faire signifier ce jugement-issier commis. C. C. 22 fév. 1819, 145.

La signification du jugement d'ad-jon faite, à la requête de l'adjudi-ou débiteur, ne fait point courir-le dernier le délai de l'appel au-poursuivant. Douai, 2 juin 1820, 195.

1. Un militaire en activité de service, après les délais déterminés par la-attaquer par la voie de l'appel un ju-ent qui l'a exproprié de sa part indi-dans un immeuble qui lui était com-avec plusieurs cohéritiers. C. C. 30 1811, t. 12, 828.

2. L'appel d'un jugement d'adjudica-sur saisie immobilière doit être si-té à domicile réel, et non au domicile-dans le commandement. C. C. 14 juil. 3, t. 15, 37; 20 mars 1820, t. 22, 279.

23. L'appel d'un jugement d'adjudica-est indivisible, en ce sens que, s'il est-recevable à l'égard du poursuivant,est également à l'égard de l'adjudica-e. C. C. 14 juin 1813, t. 15, 37.

24. On ne peut pas, sur l'appel du ju-ent d'adjudication, proposer l'excepti-de discussion des meubles du mineur-nt l'expropriation de ses immeubles, si-e n'a pas été demandée dans le cours des-poursuites. C. C. 13 avril 1812, t. 13, 353.

25. La partie saisie ne peut proposer, l'appel, aucun moyen de nullité tiré-la procédure, ou du titre constitutif-la créance, qu'elle n'ait pas fait valoir-première instance. C. C. 2 juil. 1816, 18, 556; 23 nov. 1808, t. 9, 656; 20-nt 1823, t. 1 de 1824, 220; 19 juil. 24, t. 3 de 1824, 248; 29 nov. 1819, 21, 665.

26. Ainsi elle ne peut, en appel, faire-ir que le titre qui a servi de base à la-est nul pour avoir constitué une-hothèque sur un bien dotal. C. C. 20-nt 1823, t. 1 de 1824, 220.

27. Tout créancier inscrit est receva-à appeler des jugemens rendus sur la-poursuite de saisie. Paris, 26 mars 1814, 16, 601.

28. Mais il ne peut appeler de son chef-our cause de nullités non proposées-ant l'adjudication. C. C. 22 fév. 1819, 21, 145.

29. Ni le saisi ni les créanciers ne-uvent opposer en appel les nullités re-

sultant de l'insuffisance des délais laissés au saisi et à eux-mêmes pour qu'ils aient pu les proposer aux premiers juges. C. C. 22 fév. 1819, t. 21, 145.

330. L'appel d'un jugement d'adjudi-cation en suspend les effets, en ce sens que la vente que renferme ce jugement n'est réellement et définitivement con-sentie que par l'arrêt qui la confirme. C. C. 29 oct. 1806, t. 7, 325.

331. Cependant si le jugement d'adju-dication impose à l'adjudicataire l'obli-gation de payer les intérêts du prix de la-vente, ces intérêts sont dus depuis cette-époque, malgré l'appel. C. C. 18 août 1808, t. 9, 494.

332. L'appel du jugement d'adjudica-tion n'autorise pas l'adjudicataire à sur-scoir au paiement des droits de mutation, et en cas d'annulation sur l'appel, il ne-peut se faire restituer les droits payés. C. C. 20 déc. 1808, t. 9, 729.

333. Suivant un autre arrêt, en cas d'ap-pel, la régie ne peut percevoir le droit proportionnel qu'après un arrêt confirma-tif; et si ce droit a été perçu auparavant, il ne peut l'être qu'à la charge de resti-tution. C. C. 29 oct. 1806, t. 7, 528.

SECT. IX. Effets de la saisie et de l'adjudication. — Obligations imposées à l'adjudicataire et au poursuivant.

334. Les poursuites de saisie constituent leur auteur mandataire légal et repré-sentant de tous les autres créanciers. Ainsi, la clause qui dispense l'adjudicataire de payer l'intérêt de son prix est obligatoire pour tous les créanciers, même les hypo-thécaires. C. C. 11 août 1813, t. 15, 363; Toulouse, 7 mai 1818, t. 20, 376.

335. Mais le poursuivant ne représente les autres créanciers que collectivement et pour leurs droits communs dans la pour-suite, et non pour leurs droits personnels. Rouen, 27 janv. 1815, t. 17, 65.

336. Le poursuivant ne représente point les autres créanciers, en ce sens que ceux qui n'auraient pas été appelés régulière-ment soient privés du droit de s'en faire un moyen de nullité contre l'adjudica-tion. C. C. 13 oct. 1812, t. 13, 876.

337. Les poursuites de saisie enlèvent au débiteur le droit de disposer de l'im-meuble qui en est l'objet; la vente en se-rait radicalement nulle, et la revendica-tion qu'en ferait l'acquéreur ne pourrait en suspendre l'adjudication. C. C. 21 juil. 1806, t. 7, 423.

338. Lorsque l'immeuble adjudgé n'a pas la contenance énoncée au cahier des char-ges, l'adjudicataire peut demander, non la-ésolution de la vente, mais une diminu-



tion du prix. Riom, 12 fév. 1818, t. 20, 108.

339. Le poursuivant est responsable du défaut de contenance, et doit supporter la diminution du prix. Riom, 12 fév. 1818, t. 20, 108.

340. Le poursuivant et les autres créanciers de la partie saisie sont garans de la vente envers l'adjudicataire. Colmar, 31 juil. 1813, t. 15, 298; Caen, 28 juin 1813, t. 15, 128.

**SAISIE des rentes.** 1. Les formalités prescrites pour la saisie des rentes constituées sont applicables à la saisie des rentes viagères. Paris, 2 janv. 1823, t. 1 de 1824, 479.

2. Le capital d'une rente viagère peut être saisi aussi bien que celui des rentes constituées, lorsque la rente viagère n'est pas le résultat d'une libéralité à titre de pension alimentaire. Caen, 21 juin 1814, t. 16, 444.

**SAISINE.** Lorsque, par une ordonnance du président, un légataire universel institué par testament olographe a été envoyé en possession des biens du testateur, il ne suffit pas à des héritiers non légitimes de méconnaître l'écriture ou la signature du défunt pour obtenir la saisine provisoire de la succession. C. C. 2 fév. 1818, t. 20, 81.

**SAUF-CONDUIT.** 1. Le sauf-conduit obtenu par un failli doit avoir son effet tant que dure l'état de la faillite; le créancier à qui on l'oppose ne peut exiger du failli de prouver que les opérations de la faillite ne sont pas terminées. Paris, 12 fév. 1817, t. 19, 161.

2. Le sauf-conduit accordé hors les cas prévus par la loi ne peut pas suspendre l'exercice de la contrainte par corps. C. C. 17 fév. 1807, t. 8, 93.

3. Un sauf-conduit ne peut pas empêcher l'emprisonnement, lorsque les conditions qu'il porte n'ont point été remplies. Paris, 28 fév. 1810, t. 11, 192.

4. Le sauf-conduit accordé depuis l'emprisonnement ne le rend pas nul. Paris, 28 fév. 1810, t. 11, 192.

5. On ne peut interjeter appel d'une ordonnance de sauf-conduit. Paris, 28 fév. 1810, t. 11, 192.

**SCELLÉS.** 1. Lorsque des scellés ont été apposés par suite d'affaires commerciales, les tribunaux de commerce sont compétens pour connaître de la demande en mainlevée. Bruxelles, 21 juil. 1812, t. 13, 700.

2. Le juge du lieu où les scellés ont été apposés est compétent pour connaître des contestations qui s'élèvent à l'occasion de ces scellés. Paris, 8 mai 1811, t. 12, 399.

3. Les parties ne sont pas suffisamment

intimées devant le président du tribunal par le renvoi que fait le juge de paix, vertu de l'art. 991 du cod. de proc. léans, 4 juin 1823, t. 2 de 1823, 5.

**SCULPTURE.** L'auteur d'un ouvrage de sculpture n'est pas soumis à l'obligation d'en déposer deux exemplaires à la Bibliothèque royale. C. C. 17 nov. t. 16, 700.

**SENATUS-CONSULTE** *velléus*  
V. *Epoux*.

**SEPARATION de biens judiciaire**

§ 1. *Par qui et pour quelles causes la séparation de biens peut être demandée. — Fins de recevoir.*

§ 2. *Dans quelle forme la séparation de biens doit être poursuivie, obtenue et exécutée.*

*Désistement de la demande.*

§ 3. *Droit qu'ont les tiers d'opposer.*

§ 4. *Effets de la demande et du jugement de séparation de biens.*

§ 1. *— Par qui et pour quelles causes la séparation de biens peut être demandée. — Fins de non recevoir.*

1. La femme mariée avant ou depuis le code civil peut demander la séparation de biens, quoiqu'elle ne justifie pas avoir apporté de dot. Angers, 16 mai 1808, t. 9, 166; Rennes, 22 janv. 1808, t. 13, 78.

2. La cour de Paris a décidé en sens contraire. 9 juil. 1811, t. 12, 549.

3. La femme même qui a diverti les effets de la communauté, avant sa dissolution, a droit de demander la séparation de biens. Paris, 6 mars 1810, t. 11, 220, 15 déc. 1815, t. 17, 750.

4. Elle peut exercer ce droit, lors même qu'elle aurait quitté le domicile conjugal. Paris, 19 avril 1817, t. 19, 371.

5. L'état de déconfiture du mari n'est pas suffisamment justifié, pour motiver la séparation de biens, par un procès verbal de carence. C. C. 21 mars 1822, t. 2 de 1823, 125.

6. Lorsqu'il y a lieu à la séparation de biens, le mari ne peut s'y soustraire en offrant caution. Rouen, 21 nov. 1812, t. 13, 973.

7. Avant le code civil, une séparation de biens consentie entre époux par une transaction homologuée en justice était valable, et pouvait être opposée par la femme aux créanciers du mari. C. C. prair. an 10, t. 2, 490.

**Dans quelle forme la séparation de biens doit être poursuivie, obtenue et exécutée. — Désistement de la demande.**

Lorsque le péril de la dot paraît imminemment justifié par les pièces, les juges peuvent se dispenser d'ordonner l'expertise. C. C. 26 janv. 1808, t. 9, 71. La séparation de biens est nulle, si tous les actes de la procédure, et ne reçoit pas un commencement d'exécution dans la quinzaine du jour du jugement. C. C. 11 juin 1823, t. 3 de 1823; 13 août 1818, t. 20, 638; 11 août 1818, t. 20, 442; 11 déc. 1810, t. 20, 6.

Voyez un arrêt contraire de la cour de Nîmes. 24 déc. 1811, t. 12, 1006.

Mais les époux ne peuvent point opposer cette nullité aux créanciers. Colmar, 8 août 1820, t. 22, 267.

L'action intentée par la femme, en vue d'une séparation de biens tardivement exécutée, n'est pas validée par la séparation du mari. C. C. 11 juin 1818, t. 20, 638.

Une citation en conciliation, non suivie d'assignation dans le mois, ne constitue point un commencement d'exécution suffisant. Nîmes, 24 mai 1819, t. 21, 100.

Au contraire, la poursuite en liquidation des reprises est une exécution suffisante. Colmar, 31 août 1811, t. 12, 1006.

Le droit de demander la nullité de la séparation de biens, pour cause d'inexécution, ne se prescrit pas par un an. C. C. 13 août 1818, t. 20, 638.

Cette nullité est un moyen du fond et peut être opposé à la femme en tout état de cause. C. C. 11 juin 1818, t. 20, 638.

Avant le code civil, une séparation de biens ne pouvait également produire effet qu'après avoir reçu son exécution; mais le délai pour cette exécution était déterminé. Paris, 13 germ. an 10, t. 20, 630.

Sous l'ancienne législation, la publication d'un jugement de séparation de biens n'était pas de rigueur, surtout lorsque le mari avait cessé le commerce avant la séparation. Paris, 13 germ. an 10, t. 2, 370.

Lorsque, dans la quinzaine du jugement de séparation de biens, la femme a fait signifier, qu'elle a fait à son mari un commandement de payer les frais, et repris la possession et l'administration de ses biens, il y a exécution suffisante au jugement, surtout si c'est parce que les juges ont ordonné une instruction

plus ample sur la liquidation des reprises, que la femme n'en a pas obtenu le paiement. C. C. t. 3 de 1825, 317.

20. La nullité de la séparation de biens, résultant du défaut d'exécution dans la quinzaine du jugement, n'est pas absolue, et ne peut pas être invoquée par le mari contre sa femme. C. C. 30 mars 1825, t. 3 de 1825, 518; Colmar, 8 août 1820, t. 22, 718.

21. Le mari qui, dans le cours d'une instance en séparation de biens, a reconnu à sa femme un domicile autre que celui qu'il habite lui-même, n'est pas recevable à se plaindre de ce que, dans les actes d'exécution signifiés ultérieurement, la femme a continué de prendre le même domicile. C. C. 30 mars 1825, t. 3 de 1825, 318.

22. Une femme ne peut, sans y être autorisée par la justice, se désister d'une demande en séparation de biens. C. C. 14 fév. 1810, t. 11, 135.

§ 3. — *Droit qu'ont les tiers d'intervenir dans l'instance ou de s'y opposer.*

23. Un tiers, quoiqu'il ne soit pas créancier du mari, a droit d'intervenir pour s'opposer à une demande en séparation de biens qui peut éventuellement lui préjudicier. C. C. 28 juin 1810, t. 11, 642.

24. Les créanciers du mari ne peuvent attaquer par voie de simple opposition le jugement par défaut qui a prononcé la séparation de biens. Colmar, 31 août 1811, t. 12, 738.

25. Les créanciers du mari n'ont qu'un an pour attaquer le jugement de séparation, même dans la disposition qui a réglé les reprises de la femme. C. C. 4 déc. 1815, t. 17, 707; Riom, 26 déc. 1817, t. 19, 983.

26. Il en est de même des tiers détenteurs des biens de la femme vendus par le mari. Dijon, 6 août 1817, t. 19, 797.

§ 4. — *Effets de la demande et du jugement de séparation de biens.*

27. Le mari conserve l'administration des biens de sa femme pendant l'instance en séparation et jusqu'à la prononciation du jugement définitif. Rennes, 2 janv. 1808, t. 9, 1.

28. La femme, pendant l'instance en séparation de biens, peut, par mesure conservatoire, faire saisir-gager les meubles et effets garnissant la maison conjugale. Limoges, 7 mars 1823, t. 3 de 1824, 427.

29. Elle peut faire ordonner le dépôt à la caisse des consignations des sommes appartenant à la communauté. Metz, 23 juin 1819, t. 21, 428.

30. L'épouse qui a obtenu la sépara-

tion de biens, et renoncé à la communauté, peut, en cas d'insuffisance des biens ostensibles du mari pour se remplir de ses droits matrimoniaux, attaquer les actes simulés par lesquels son mari a antérieurement disposé de valeurs dépendantes de la communauté, pour s'avantager au préjudice de son épouse. Orléans, 29 juil. 1822, t. 2 de 1823, 38.

31. La femme séparée de biens peut, sans l'autorisation de son mari ou de la justice, aliéner ses droits mobiliers dans une succession. Colmar, 8 août 1820, t. 22, 718.

32. Elle peut également disposer de ses meubles et revenus sans autorisation. C. C. 16 mars 1813, t. 14, 308.

33. Lorsqu'une femme séparée de biens a, sans l'autorisation de son mari, souscrit un engagement qui sort des bornes d'une simple administration, et constitué une hypothèque, son engagement est nul pour le tout, et non pas réductible dans la mesure de son mobilier et de ses revenus. Paris, 1 juin 1824, t. 3 de 1824, 63; Nîmes, 4 juil. 1823, t. 2 de 1824, 406.

34. La cour de cassation a décidé cependant qu'un billet à ordre souscrit par une femme séparée de biens, sans l'autorisation de son mari, est valable jusqu'à concurrence du mobilier et des revenus de la débitrice, lors même qu'il n'exprimerait aucune cause qui eût rapport à la gestion de ses biens et affaires. C. C. 18 mai 1819, t. 21, 341.

35. La séparation de biens donne ouverture au préciput conventionnel, quand il est stipulé pour tous les cas de dissolution de la communauté. C. C. 26 janv. 1808, t. 9, 71.

36. La séparation de biens prononcée depuis le code civil donne ouverture au douaire d'une femme normande, mariée avant la loi du 17 niv. an 2. C. C. 5 avril 1813, t. 15, 379; 9 sept. 1811, t. 12, 757.

37. A moins qu'il n'ait été stipulé que le douaire ne dût s'ouvrir que par la dissolution du mariage. C. C. 12 fév. 1817, t. 19, 140.

38. En Normandie, la séparation de biens donnait ouverture au douaire coutumier de la femme. C. C. 12 fév. 1817, t. 19, 140.

39. L'époux séparé de biens, tenu de contribuer aux dépenses du ménage, ne peut être forcé de justifier de quittances de libération. Paris, 2 mes. an 11, t. 3, 552.

40. La femme séparée de biens, et à qui le mari demande sa portion contributoire, pour subvenir aux frais du ménage, est autorisée à garder cette portion

entre ses mains, pour en surveiller l'emploi, surtout lorsque c'est elle qui, puis long-temps est en possession des biens, aux dépenses du ménage et qu'elle ne veut pas de continuer. Paris, 5 août 807, 529.

40 bis. Lorsque, par suite d'une séparation de biens, le mari, agissant en son nom personnel, a fait condamner sa femme à contribuer au paiement d'une pension alimentaire, au profit de l'enfant commun, alors même c'est à ce dernier, devenu majeur, que la femme doit payer sa part contributive, sans être tenue de la verser dans le patrimoine de son mari. Rouen, 8 juin 1824, t. 2 de 1825, 223.

41. La séparation rend les biens communs aliénables. Nîmes, 23 avril 1813, t. 14, 463.

42. La cour d'Aix a décidé avec raison que la séparation ne change point le caractère d'inaliénabilité des biens, même en faveur de la femme, qui voudrait tirer son mari de prison. 1813, t. 14, 216.

43. La femme séparée de biens, les reprises sont assurées par l'importance des immeubles de son mari, ne pendant les opérations de la liquidation, arrêter les revenus de celui-ci. Paris, nov. 1815, t. 17, 681.

44. Après la séparation de biens, la femme peut être reçue à prouver par témoins la consistance et la valeur des meubles par elle apportés à son mari, et servant à l'exploitation d'un établissement. Cette preuve est admissible contre les créanciers du mari, aussi bien que contre le mari lui-même. Mais elle ne l'est pas dans le cas d'un dépôt volontaire que la femme prétend lui appartenir, et dont la remise aurait été faite au mari. Riom, 2 fév. 1820, t. 22, 110.

### SÉPARATION de corps.

§ 1. Des causes de séparation.

§ 2. Fins de non recevoir.

§ 3. Mesures provisoires. — Effets de la demande en séparation.

§ 4. Quel tribunal doit connaître de la demande en séparation. — Procédure.

§ 5. Effets de la séparation.

§ 1. — Des causes de séparation.

1. Des faits qui établissent un système constant d'outrages, de vexations et de mépris, peuvent autoriser la séparation. Paris, 7 août 1810, t. 11, 634.

1 bis. Lorsqu'une femme est abreuvée de mépris et d'insultes de la part des domestiques de sa maison, que son mari

garder, elle peut, à raison de ce  
sa séparation de corps. C.  
1825, t. 3 de 1825, 388.

injures graves consignées dans  
lettres successives écrites par un  
suffisent pour autoriser  
la séparation de corps, quoi-  
qu'il n'ait eu aucune publicité. Poi-  
sieu, 1806, t. 7, 449.

qui, par exception à une  
séparation formée contre  
une femme d'adultère, sans  
accusation, commet par là  
qui suffit pour autoriser la  
séparation de corps. Paris, 14 déc. 1810,

est de même de toutes les in-  
firmations que s'adressent les  
parties l'instance. Rouen, 13 mars  
1816.

le tribunal de Turin a jugé en sens con-  
forme. an 13, t. 6, 70.

attention arbitraire exercée par  
le mari contre sa femme, en vertu d'un  
cachet obtenu contre elle,  
présente un caractère d'in-  
jures qui suffisent pour faire  
la séparation de corps. Rouen,  
t. 2 de 1824, 61.

communication du mal vénérien  
est une cause de séparation de  
corps. 16 fév. 1808, t. 9, 137.

ains qu'elle ne soit accompa-  
gnée de circonstances aggravantes, et qu'il  
soit prouvé qu'elle a été volontaire. Lyon,  
t. 20, 290.

époux dont le conjoint a été  
par contumace à une peine in-  
terdiction, peut faire prononcer sa sé-  
paration de corps, avant que le jugement  
soit irrévocable par la pres-  
cription. C. 17 juin 1813, t. 15, 57.

le fait de la concubine dans la  
séparation est une cause de sépa-  
ration de corps, quoiqu'il n'ait eu lieu  
pendant l'absence de la femme. C. C.  
1819, t. 21, 61; 21 déc. 1818,  
Douai, 24 juil. 1812, t. 13,

doit entendre par maison con-  
jointe où le mari réside, quoiqu'elle  
soit habitée de fait de la fem-  
me. Paris, 10 mai 1821, t. 23, 343.

*Fins de non recevoir.*

le mari ne peut opposer l'incon-  
duite de la femme comme une fin de non  
recevoir à sa demande en séparation de  
corps, contre lui pour sévices et  
injures, ou pour adultère. Bruxel-  
les, an 13, t. 6, 190; C. C. 9  
juin 1823, t. 23, 343.

liste quelques arrêts en sens  
contraire. Angers, 3 juin 1813, t. 15, 7.

Mais ces arrêts ne peuvent faire juris-  
prudence.

13. L'allégation que le fait d'adultère  
reproché serait un inceste ne peut servir  
de fin de non recevoir contre une demande  
en divorce ou en séparation de corps pour  
cause d'adultère. C. C. 26 juil. 1818, t.  
15, 261.

14. On ne peut opposer à la femme  
comme fin de non recevoir, qu'elle a  
quitté la résidence qui lui avait été in-  
diquée par le tribunal, et le mari ne peut  
pas prouver la non-résidence. C. C. 27  
janv. 1819, t. 21, 61; Turin, 11 avril  
1811, t. 12, 131.

15. Du moins les juges ont droit d'ap-  
précier les motifs d'excuse de la femme.  
C. C. 16 janv. 1816, t. 18, 61.

16. Dans tous les cas, cette fin de non  
recevoir, si elle existait, ne s'appliquerait  
qu'à la continuation des poursuites, sans  
pouvoir être étendue à l'action en sépa-  
ration ou en divorce. C. C. 16 janv. 1816,  
t. 18, 61.

17. Une réconciliation qui a succédé  
à de mauvais traitemens de la part du  
mari contre sa femme n'empêche pas  
celle-ci de les appeler à l'appui d'une de-  
mande en séparation fondée sur de nou-  
veaux griefs. C. C. 8 juil. 1813, t. 15, 189.

18. Elle peut également, à l'appui de  
la demande en séparation à laquelle don-  
nent lieu de nouveaux griefs, rappeler  
des faits qui ont précédemment été dé-  
clarés insuffisans pour fonder une deman-  
de en séparation de corps. C. C. 28 juin  
1815, t. 17, 436.

19. L'époux défendeur à l'action en sé-  
paration de corps ne doit pas être admis  
à la preuve des faits de réconciliation qui  
ne portent point avec eux le caractère du  
pardon de l'injure reçue. C. C. 14 juil.  
1806, t. 7, 416.

20. La cohabitation forcée de la fem-  
me avec son mari, qui a eu lieu après  
l'introduction d'une demande en sépa-  
ration de corps, et même la grossesse qui  
en a été la suite, ne sont pas une preuve  
de la réconciliation des époux, et ne for-  
ment pas une fin de non recevoir contre la  
demande. Nismes, 25 fév. 1808, t. 9, 155.

21. Lorsqu'un jugement a décidé qu'il  
n'y avait pas eu réconciliation entre deux  
époux, l'époux défendeur ne peut être  
admis à déférer le serment litis-déci-  
soire sur le fait de cette réconciliation.  
C. C. 22 août 1822, t. 1 de 1823, 90.

22. Lorsque la séparation a été effacée  
par la réconciliation, l'époux qui l'avait  
obtenue ne peut, même du consentement  
de l'autre époux, la faire revivre pour des  
causes survenues depuis leur réunion. Pa-  
ris, 16 avril 1807, t. 8, 266.

23. Une demande en séparation de

biens, formée sans succès, ne constitue pas une fin de non recevoir contre une demande en séparation de corps formée depuis, pour services antérieurs à la première action. C. C. 23 août 1809, t. 10, 675.

§ 3. — *Mesures provisoires. — Effets de la demande en séparation.*

24. La femme qui a demandé la séparation de corps n'est pas, comme en matière de divorce pour cause déterminée, tenue de se faire indiquer une maison de retraite, à peine d'être déclaré non recevable. C. C. 13 brum. an 14, t. 6, 496.

25. Un tribunal ne peut, en autorisant la femme à quitter la maison commune, lui assigner une résidence hors de l'arrondissement dans lequel le mari est domicilié, ni condamner le mari aux dépens. Paris, 4 déc. 1810, t. 11, 977.

26. La demande en séparation formée par la femme n'ôte pas au mari l'administration des biens de cette dernière pendant l'instance et jusqu'à la prononciation du jugement définitif. Rennes, 2 janv. 1808, t. 9, 1.

27. Ainsi le femme ne peut demander que les biens de la communauté, et même les fruits, soient séquestrés pendant l'instance en séparation de corps formée par elle. Liège, 13 fév. 1809, t. 10, 112.

28. Surtout lorsque ses droits sont déjà suffisamment garantis. Paris, 4 mai 1825, t. 3 de 1825, 412.

29. Le président du tribunal civil ne peut pas statuer à cet égard par ordonnance de référé. Liège, 13 fév. 1809, t. 10, 112.

29 bis. La femme qui demande la séparation de corps peut obtenir que des deniers faisant partie de la communauté soient versés à la caisse des consignations pour la conservation de ses droits, lorsque la conduite du mari et sa fortune purement mobilière n'offrent pas une garantie suffisante. Metz, 23 juin 1819, t. 24, 428.

30. La femme demanderesse en séparation peut demander l'apposition des scellés sur les effets mobiliers de la communauté. Bruxelles, 13 août 1812, t. 13, 762; 8 mai 1807, t. 8, 325.

31. Les tribunaux ne peuvent pas ordonner que, pendant l'instance en séparation de corps, les revenus de la communauté seront percus par un tiers, chargé d'en rendre compte. Amiens, 4 prair. an 12, t. 4, 529.

32. La femme demanderesse en divorce ou en séparation de corps, qui a requis l'apposition des scellés, ne peut pas exiger

caution de son mari pour la valeur des effets mobiliers inventoriés dont il est dépositaire. Bruxelles, 6 août 1817, 460.

33. La femme demanderesse en séparation de corps peut réclamer une provision alimentaire, lors même qu'elle a quitté le domicile conjugal par suite d'une décision de la justice. Aix, 49 août 1817, t. 5, 174.

34. Une cour d'appel peut, sur la demande de la femme demanderesse en séparation de corps, ordonner une provision non alimentaire en première instance. C. C. 14 août 1817, 416.

34 bis. Le mari qui demande la séparation de corps n'a pas, comme le mari, le droit de faire appeler sur les effets communs ni sur les effets mobiliers. Paris, 9 janv. 1824, 58.

35. La demande en séparation de corps par la femme donne à ses héritiers le droit de reprendre l'instance et de juger définitivement les points qui avaient été accordés à la femme, même si elle a été condamnée à des indemnités qu'elle avait reçues. Paris, 9 janv. 1823, t. 1 de 1823, 55.

§ 4. — *Quel tribunal doit recevoir la demande en séparation de corps. — Jugement.*

35 bis. La femme française qui a épousé un étranger ne peut porter sa demande en séparation devant les tribunaux français, quoique son mari soit français, et que ce soit sur le territoire français que les services aient eu lieu. Paris, 14 août 1822, t. 3 de 1822, 373.

36. Il en est de même lorsque la femme est elle-même étrangère. Paris, 14 août 1823, t. 2 de 1823, 472; C. C. 14 août 1823, t. 3 de 1823, 378.

37. Il en est encore de même lorsque la Française qui a épousé l'étranger est alors réunie à la France, mais que le mari en a été séparé. C. C. 14 août 1823, 320.

38. La femme qui veut la séparation de corps est autorisée par l'ordonnance du président à assigner son mari, tant permis d'assigner. C. C. 14 août 1816, t. 18, 863.

39. La femme mineure peut demander la séparation de corps et poursuivre sa séparation de



d'un curateur, mais avec l'autorisation de la justice. Bordeaux, 1 juil. 1810, 400.

Autorisation par justice, invoquée par le mari à sa demande, est valable. 13 brum. an 14, t. 6, 496.

Préalables prescrits par les art. 1061 et 1062 du céd. de proc., en matière de séparation de corps, forment non un simple essai de conciliation, mais un commencement d'instance, qui autorise et les autorise à prononcer la séparation, nonobstant le changement de domicile du mari. C. C. 27 juil. 1825, t. 2 de

laquelle le mari n'a pas changé de domicile pendant quelques jours avant la demande. Cette circonstance peut être traduite devant le tribunal de son nouveau domicile. Colmar, 1816, t. 18, 863.

Après un essai inutile de conciliation, le président du tribunal, les parties ne sont point obligées de se présenter au bureau de paix. C. C. 17 janv. 1825, t. 2, 43.

Le demandeur en séparation peut, dans sa demande introductive, articuler de nouveaux faits survenus pendant le mariage. Paris, 7 août 1810, t. 11, 634.

Il ne peut pas en présenter de nouveaux à l'acte de demande. Paris, 1809, t. 10, 589; 23 avril 1806, t. 10, 589.

L'époux défendeur ne peut, lorsque l'enquête est commencée, faire entendre de nouveaux témoins. Paris, 18 mai 1810, t. 11, 487; 27 flor. an 13, t. 6, 190.

Les parents peuvent être entendus comme témoins dans les procès en séparation de corps. Toulouse, 25 janv. 1821, t. 11, 445.

Il est de même des donataires. C. C. 8 juil. 1813, t. 15, 189. Il n'est pas indispensable d'énoncer les noms des témoins dans les citations qui leur sont données. Paris, 12 juil. 1812, t. 13, 343.

Il n'est pas interdit aux juges qui prononcent la séparation de corps de se fonder sur d'autres faits que ceux qui ont été articulés par écrit dans la demande, si les faits admis résultent, soit des déclarations des parties, soit des pièces produites, soit des constatations des parties. C. C. 19 avr. 1825, t. 3 de 1825, 388.

Le jugement qui prononce une séparation de corps pour cause de sévices ou de mauvais traitements graves est suffisamment motivé lorsqu'il se fonde, d'une part, sur ce que le mari a été abreuvé de mépris et de violence par les domestiques de la maison, et d'autre part, sur ce qu'il résulte, soit des plaidoiries de la cause, soit des pièces produites, preuve suffisante des mauvais traitements du mari, qui, sans entrer dans plus de détails, rendent la vie commune insupportable. C. C. 19 avr. 1825, t. 3 de 1825, 388.

d'autre part, sur ce qu'il résulte, soit des plaidoiries de la cause, soit des pièces produites, preuve suffisante des mauvais traitements du mari, qui, sans entrer dans plus de détails, rendent la vie commune insupportable. C. C. 19 avr. 1825, t. 3 de 1825, 388.

### § 5. — Effets de la séparation.

52. Les tribunaux sont investis d'un pouvoir discrétionnaire pour régler le sort des enfans. C. C. 24 mai 1821, t. 23, 362.

53. Les enfans doivent, sans distinction de sexe, être remis à celui des deux époux à qui il leur est plus avantageux d'être confiés. L'avis du conseil de famille à cet égard n'a pas besoin d'être motivé. Paris, 11 déc. 1821, t. 23, 723; C. C. 28 juin 1815, t. 17, 436.

54. Cependant il faut des motifs très graves pour priver le mari contre lequel a été prononcée la séparation de corps de l'administration de ses enfans et de leurs biens. Paris, 12 juil. 1808, t. 9, 408.

55. Des motifs puisés dans la convenance et dans le sexe de l'enfant n'autorisent pas suffisamment l'épouse à réclamer la remise de sa fille entre ses mains, au préjudice de son mari. Bruxelles, 8 mai 1807, t. 8, 325.

56. Les effets de la séparation de corps, prononcée depuis le code civil, doivent être réglés, relativement aux avantages des époux, par la loi sous laquelle le mariage a été contracté. Bruxelles, 25 mars 1813, t. 14, 349.

57. Ces avantages dans la Belgique étaient révoqués de plein droit par la séparation. *Ibid.*

58. Il n'en était pas de même dans l'ancienne jurisprudence française. C. C. 13 juil. 1813, t. 15, 214.

59. Un autre arrêt de la cour de Caen a décidé au contraire que, sous cette jurisprudence comme sous le code civil, la séparation de corps emportait révocation des donations faites à l'époux contre lequel elle était prononcée. 22 avr. 1812, t. 13, 385.

60. Et que la donation, faite à l'autre époux par le même contrat, ne continuait pas moins de subsister. Caen, 22 avr. 1812, t. 13, 385.

61. Suivant la cour de cassation, les donations entre époux par contrat de mariage étaient, sinon révoquées de plein droit, du moins révocables contre l'époux qui avait encouru la séparation. Ainsi l'époux marié avant le code civil, qui depuis a fait prononcer la séparation pour sévices ou injures, a pu révoquer la donation faite à son conjoint. C. C. 4 déc. 1810, t. 11, 974; 10 août 1809, t. 10, 641.

62. Sous le code civil, la séparation de corps ne donne pas à l'époux qui l'a obtenue le droit de révoquer les donations contractuelles faites à son conjoint. Toulouse, 11 avril 1809, t. 10, 262; C. C. 30 mars 1824, t. 3 de 1824, 241; Paris, 8 mars 1823, t. 2 de 1823, 217; C. C. 19 août 1823, t. 1 de 1824, 452; 17 juin 1822, t. 24, 513.

63. Quelques cours avaient décidé en sens contraire. Rennes, 21 mai 1808, t. 9, 305.

64. Voy. la même question, discutée, mais non résolue. T. 2 de 1824, 423.

65. Si une donation contractuelle entre époux était susceptible d'être révoquée, elle ne pourrait l'être que sur la demande expresse du donateur; ses héritiers ne seraient point admissibles à former une pareille action; ils ne pourraient que la reprendre après sa mort. Paris, 16 juil. 1814, t. 16, 472; Rouen, 17 janv. 1823, t. 1 de 1823, 556.

66. La demande en séparation de corps pour injures graves ou sévices ne comprend pas implicitement cette révocation. Paris, 6 juil. 1814, t. 16, 472; Rouen, 17 janv. 1823, t. 1 de 1823, 556.

67. La femme peut attaquer, comme frauduleuse, la vente faite par le mari des effets de la communauté, antérieurement à la demande en séparation, mais depuis sa retraite du domicile marital. Bruxelles, 13 août 1812, t. 13, 762.

68. Le mari ne peut pas, après l'inventaire des effets de la communauté, provoquée par suite d'une demande en séparation de corps avec sa femme, les aliéner sans le consentement de cette dernière. Bruxelles, 31 août 1808, t. 9, 546.

69. L'époux indigent qui a fait prononcer sa séparation de corps peut obtenir une pension alimentaire sur les biens de l'autre époux. C. C. 28 juin 1815, t. 17, 436; 8 mai 1810, t. 11, 445.

70. La vente d'un bien de la communauté, faite par le mari après la demande en séparation de corps formée contre lui, peut être annulée comme frauduleuse, quoiqu'elle soit antérieure à tous actes conservatoires de la part de sa femme. C. C. 30 juin 1807, t. 8, 458.

71. Lorsque, dans une instance entre mari et femme, les dépens ont été prononcés à la charge de la communauté, la femme, qui, depuis, a obtenu sa séparation de corps; ne peut, à raison de ces dépens, agir contre son mari par voie de saisie-exécution, au lieu de les prélever lors de la liquidation de la communauté. Bruxelles, 13 août 1811, t. 12, 662.

#### SÉPARATION de patrimoine.

##### § 1. Qui peut demander la sépara-

tion des patrimoines, à l'égard de quels biens, et en vertu de quels titres.

##### § 2. Dans quels temps.

##### § 3. Effets de la séparation des patrimoines.

##### § 1. — Qui peut demander la séparation des patrimoines.

1. Sous la loi de brumaire, les créanciers du défunt, inscrits précédemment à ceux de l'héritier, pouvaient demander la séparation des patrimoines au préjudice de ceux-ci. C. C. 1806, t. 7, 505.

2. La séparation des patrimoines peut être demandée par les créanciers du défunt, après la vente faite par l'héritier des biens de la succession, mais avant le paiement du prix. C. C. 8 sept. 1807, 505.

3. Si le prix a été payé à l'héritier, il y a déchéance de l'action en séparation des patrimoines, lors même qu'à l'extinction des hypothèques, l'héritier devrait de nouveau rapporter le prix aux créanciers hypothécaires. Rouen, 17 juil. 1813, t. 15, 266.

4. Avant le code civil, la séparation des patrimoines ne pouvait être demandée sur le prix d'un immeuble hérité par les créanciers chirographaires du défunt, contre les créanciers hypothécaires de l'héritier. Rouen, 11 germ. an 7, 557.

5. Le droit accordé aux créanciers d'une succession, de demander la séparation du patrimoine du défunt de celui de l'héritier, n'était pas, sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, un droit soumis à la formalité de l'inscription dans un délai déterminé. C. C. 17 oct. 1807, t. 10, 732.

##### § 2. — Dans quel temps la séparation des patrimoines peut être demandée.

6. Dans le droit romain, la séparation des patrimoines n'était pas en séparation des patrimoines, mais d'être admissible, lorsqu'il s'était fait une confusion des deux patrimoines par la vente simultanée de l'un et de l'autre sans distinction du prix représenté par les biens de la succession d'avec le prix représentatif des biens de l'héritier. Rouen, 25 mai 1812, t. 13, 492.

7. L'action en séparation des patrimoines se prescrivait par le terme de cinq ans. C. C. 9 avril 1810, t. 11, 445.

8. Dans les coutumes qui, suivant le droit romain, consacraient la règle *Le mort saisit le vif*, le délai de cinq ans courait du jour de l'ouverture de la succession, et non pas seu-

où l'héritier avait pris qualité.  
9 avril 1810, t. 11, 338.

On pouvait, sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, demander la séparation des patrimoines après la vente des biens de la succession, lorsque le prix se trouvait encore entre les mains de l'acquéreur. C. C. 17 oct. 1809, t. 10, 732.

Les créanciers qui, dans le procès d'ordre, avaient requis la préséance, sans demander expressément la séparation des patrimoines, pouvaient, sous le règne de la loi de brum. an 7, former cette demande sur l'appel d'ordre. C. C. 17 oct. 1809, t. 10, 732.

Avant le code civil, la prescription de la demande en séparation des patrimoines était acquise par le laps de trois ans. Paris, 14 flor. an 11, t. 3, 452.

Le créancier du défunt, qui avait payé de l'héritier les intérêts d'un capital exigible, pouvait encore demander la séparation des patrimoines. C. C. 14 nov. an 11, t. 3, 452.

Le seul fait de l'acceptation de l'héritier pour débiteur, abstraction faite d'un changement dans le fond et la forme de la dette, emporte de plein droit novation contre le créancier, en sorte qu'il ne peut plus demander la séparation des patrimoines. C. C. 7 déc. 1814, t. 16, 751.

Cette acceptation, sans être expresse, peut résulter de la simple exécution par le créancier de l'acte dans lequel l'héritier s'est porté spontanément pour débiteur. C. C. 7 déc. 1814, t. 16, 751.

La demande en séparation des patrimoines, formée postérieurement à l'expropriation du débiteur saisi, est tardive et non recevable. Montpellier, 26 fév. an 11, t. 11, 176.

### B. — Effets de la séparation des patrimoines.

Avant le code civil, la séparation des patrimoines faisait revivre les créances et droits incorporels dus au défunt par l'héritier. Paris, 14 flor. an 11, t. 3, 452.

Le droit de préférence accordé aux créanciers de la succession sur les legs particuliers ne peut subsister qu'autant que le patrimoine du défunt reste intact et séparé de celui de l'héritier. Par conséquent les deniers qui proviennent de la succession se distribuent au marc le franc. C. C. 9 déc. 1823, t. 1 de 1824, 5.

SEPTUAGENAIRE. V. Contrainte par corps.  
SÉPULTURE. L'enlèvement des suaires et vêtements qui enveloppent les morts de leurs cercueils, celui des cercueils eux-mêmes, ne sont pas de simples faits de

violation de sépulture : ce sont en outre des vols, qui deviennent des crimes lorsqu'ils ont été accompagnés de circonstances aggravantes. C. C. 15 nov. 1821, t. 2 de 1823, 202.

SÉQUESTRE. 1. Le séquestre peut être ordonné par les tribunaux dans tous les cas où ils jugent cette mesure nécessaire pour la conservation des droits des parties; l'art. 1961 du cod. civ. est seulement démonstratif, et non limitatif. Bourges, 8 mars 1822, t. 1 de 1823, 147.

2. Le séquestre d'un immeuble peut être ordonné, soit lorsque la vente qui a été faite de cet immeuble est attaquée pour cause de dol ou de fraude, soit pour empêcher des dégradations au préjudice des créanciers hypothécaires. Bourges, 8 mars 1822, t. 1 de 1823, 147.

3. On a pu ordonner le séquestre d'un immeuble litigieux, quoique la partie contre laquelle la demande était dirigée eût en sa faveur et un titre authentique et la possession annale. C. C. 10 mars 1814, t. 16, 228; Poitiers, 29 janv. 1813, t. 14, 135.

### SERMENT.

§ 1. Du serment en général.

§ 2. Serment des fonctionnaires.

§ 3. Serment judiciaire.

§ 4. Serment de crédulité.

§ 5. Serment décisoire.

§ 6. Serment supplétif.

#### § 1. — Du serment en général.

1. Le serment judiciaire doit être prêté d'après le rit de la religion professée par la partie à laquelle le serment est déféré, de telle sorte que le sectateur d'une religion qui défend le serment puisse se borner à une simple promesse. C. C. 28 mars 1810, t. 11, 297.

2. Le serment *in litem* peut être déféré à un mineur émancipé, sur la valeur d'un dépôt fait par son père, dont il est héritier. C. C. 9 vend. an 14, t. 6, 473.

§ 2. — Serment que doivent prêter les officiers ministériels.

3. Les officiers ministériels judiciaires qui ont acquitté un droit d'enregistrement sur l'acte de prestation du serment qu'ils ont prêté lors de leur entrée en fonctions sont passibles d'un nouveau droit à chaque serment postérieur que la loi exige d'eux. C. C. 19 therm. an 13, t. 6, 376.

4. Les dispositions de la loi relative au droit dû pour prestation du serment, à l'égard des fonctionnaires qu'elles indiquent, peuvent être étendues aux avocats, licenciés et défenseurs officieux non dénommés, dont la profession est essen-

tiellement libre. C. C. 19 therm. an 13, t. 6, 376.

§ 3. — *Du serment judiciaire.*

5. Les témoins à charge et à décharge doivent prêter serment avant de déposer. C. C. 16 janv. 1812, t. 13, 58.

6. Les uns et les autres, en matière criminelle, doivent prêter serment de *dire toute la vérité et rien que la vérité*. C. C. 5 janv. 1815, t. 17, 7.

7. Les enfans même au-dessous de 15 ans n'en peuvent être dispensés. C. C. 20 fév. 1812, t. 13, 59.

7 bis. Cette cour a jugé depuis, et avec plus de raison, que les enfans au-dessous de 15 ans, appelés comme témoins devant une cour d'assises, ne doivent être entendus que par forme de déclaration. 3 déc. 1812, t. 13, 1023.

8. La moindre omission ou altération dans la formule du serment à prêter par les témoins entraîne la nullité des arrêts de cours d'assises. C. C. 9 oct. 1817, t. 19, 881; 16 juin 1844, t. 16, 427; 23 juil. 1813, t. 15, 255 et 257.

9. Devant les tribunaux correctionnels, la formule du serment consiste dans la promesse de *dire toute la vérité, rien que la vérité*; il n'est pas besoin d'ajouter de *parler sans haine et sans crainte*. C. C. 23 nov. 1815, t. 17, 688.

10. En matière correctionnelle, un témoin qui a prêté le serment n'est point obligé de le renouveler, lorsqu'à une audience suivante il est requis de répéter ou d'expliquer sa déposition. C. C. 13 avril 1846, t. 18, 303.

11. Les témoins cités par le prévenu devant un tribunal de simple police doivent, sous peine de nullité, prêter serment. C. C. 8 août 1817, t. 19, 807.

12. La preuve de la prestation de serment des témoins entendus en police correctionnelle peut être légalement faite autrement que par la note que le greffier est obligé d'en tenir. Elle est suffisante, s'il résulte du contexte même des jugemens rendus que les témoins entendus à l'audience ont prêté le serment prescrit par la loi. C. C. 5 mai 1820, t. 22, 419.

13. Les témoins doivent prêter le serment suivant le rit particulier de leur culte. C. C. 12 juil. 1810, t. 11, 679.

14. Aucune loi ne dispense les membres d'une association religieuse de la prestation du serment prescrit par l'art. 317 du cod. d'inst. crim., à l'égard des témoins appelés pour déposer. C. C. 30 déc. 1824, t. 3 de 1825, 288.

15. La promesse, au lieu du serment de dire la vérité, de la part d'un témoin produit devant la justice de paix, n'o-

pere pas la nullité de l'enquête. C. C. 11 avril 1810, t. 11, 395.

§ 4. — *Serment de crédulité.*

16. Le serment de crédulité imposé aux cohéritiers est *indivisible*. Au refus que font quelques uns d'eux, prêter peut donner lieu à la décision contre tous. Colmar, 5 mai 1819, t. 18, 318; 7 janv. 1817, t. 19, 47.

17. Il en serait autrement si ce n'avait lieu que par des motifs particuliers, ou par un intérêt personnel de celui des cohéritiers qui refuse de prêter le serment. Colmar, 5 mai 1819, t. 18, 318; 7 janv. 1817, t. 19, 47.

§ 5. — *Serment décisoire.*

18. Quelle différence y a-t-il entre le serment décisoire et le serment supplétif, c'est-à-dire celui qui est déferé par le juge? C. C. 21 therm. an 8, t. 1, 456.

19. Le serment décisoire ne peut être divisé. C. C. 18 janv. 1813, t. 14, 76.

20. Le serment prêté par celui qui a bit un interrogatoire sur faits et articles, qualifié purgatif et décisoire par la partie qui l'a provoqué, n'est pas un obstacle à l'admission ultérieure de la preuve par témoins sur les mêmes faits. C. C. 9 fév. 1808, t. 9, 105.

21. Le refus du serment déferé au reau de paix n'emporte pas condamnation. C. C. 17 juil. 1810, t. 11, 704.

22. Dans le cas où la preuve par témoins est inadmissible, le juge peut, à l'égard aux déclarations des parties, déferer à l'une d'elles le serment décisoire. C. C. 5 juil. 1808, t. 9, 393.

23. Le serment décisoire peut être déferé à la partie qui produit un acte authentique à l'appui de sa demande. Colmar, 18 avril 1806, t. 7, 245.

24. Le serment décisoire ne peut être déferé d'office au demandeur, qu'en l'absence d'autre preuve que la confession du défendeur, lequel, en avouant la dette, légue en même temps sa libération. C. C. 12 fruct. an 13, t. 6, 421.

§ 6. — *Serment supplétif.*

25. Le serment qu'une partie déferé à l'autre, mais *subsidiairement*, est supplétif, et non décisoire. C. C. 30 oct. 1810, t. 11, 906.

26. Le serment supplétif peut être déferé par le juge, sans que la partie qui l'a produit ait droit de s'en plaindre. C. C. 7 mai 1820, t. 22, 240.

27. Le serment supplétif ne peut être déferé par le juge au demandeur qui a produit, à l'appui de sa réclamation, ses registres ou papiers domestiques, lorsque l'objet de cette réclamation est

et que par conséquent la preuve en n'en est pas admissible. C. C. 10, t. 41, 435.

serment supplétif peut être déféré à l'individu sur des faits qui ne sont point personnels, mais dont il a connaissance. C. C. 14 août 1811, t. 12, 325.

Juges après avoir admis la preuve peuvent encore déférer d'office le serment à l'une des parties, si l'enquête faite pour opérer leur conviction. C. 18 sept. 1807, t. 8, 587 ; 29 août 1813, t. 6, 265.

Jugement qui défère d'office le serment à une partie doit être rétracté, si la prestation du serment, l'autre partie produit une pièce de laquelle il résulte manifestement la fausseté des faits. Serment aurait pour objet d'affirmer la vérité. C. 10 déc. 1823, t. 1 de 1824, 340. La preuve de la fausseté du serment déféré d'office par le juge est admissible. C. 7 avril 1812, t. 13, 325.

On peut, pour y parvenir, prendre acte de l'inscription de faux incident. Le demandeur n'est pas obligé de se pourvoir en cassation. Turin, 7 avril 1812, t. 13, 325.

## SERVITUDE.

### SECT. I. Règle générale.

Règle *Nulle servitude sans titre* applicable à tous les pays dont les lois n'ont point de dispositions contraires à celles de Paris, de laquelle vient la règle. C. C. 25 mes. an 12, t. 1, 72. Dans le silence de la coutume locale, si une servitude, on devait consulter les usages voisins, avant de recourir à la coutume de Paris. C. C. 10 pluv. an 12, t. 1, 72.

Le propriétaire d'un fonds joignant une maison qui jouit d'une servitude ne peut construire des bâtimens qui en empêchent l'exercice. Colmar, 11 août 1809, t. 1, 643.

La défense de bâtir sur un terrain, émise par le vendeur, qui est en même temps propriétaire d'une maison voisine, a le caractère d'une servitude réelle établie pour l'utilité de la maison, et non seulement dans l'intérêt personnel du vendeur, tellement que cette servitude profite à l'acquéreur de la maison, et dans le silence de son contrat, et que les tribunaux ne peuvent décider le contraire, sans exposer leur jugement à la censure de la cour de cassation. C. C. 7 fév. 1825, t. 2 de 1825, 152.

Le propriétaire du fonds servant ne peut, par son fait, diminuer l'usage d'une servitude établie par la destination

du père de famille. Paris, 24 juil. 1810, t. 11, 730.

### SECT. II. Des diverses espèces de servitudes.

#### § 1. Eaux.

#### § 2. Passage.

#### § 3. Vue.

#### § 4. Mur mitoyen.

##### § 1. — Eaux.

6. L'obligation imposée par l'art. 640 du cod. civ. à tout propriétaire inférieur de recevoir les eaux qui découlent naturellement de l'héritage supérieur ne comprend pas l'égout des toits. Colmar, 5 mai 1819, t. 21, 313.

7. Le débordement des fleuves ou rivières ne peut pas être considéré comme un *écoulement naturel*, et auquel soient assujettis les fonds inférieurs envers les plus élevés. Aix, 19 mai 1813, t. 15, 571.

8. Le propriétaire inférieur a le droit de construire des digues ou autres ouvrages pour se garantir de ces inondations, lors même qu'il aggraverait par là les dommages qu'elles peuvent causer aux propriétaires supérieurs. Aix, 19 mai 1813, t. 15, 571.

##### § 2. — Passage.

9. Le passage accordé par la loi au propriétaire d'un fonds enclavé doit toujours être fixé dans l'endroit le moins dommageable au fonds qui le fournit, quand même il serait plus long, moins commode et plus onéreux pour celui qui le réclame, que s'il était pris dans un autre endroit. Amiens, 7 janv. 1824, t. 1 de 1825, 483 ; C. C. 1 mai 1814, t. 12, 384.

10. Ce passage ne peut pas être permanent et continu dans tous les cas. Amiens, 7 janv. 1824, t. 1 de 1825, 484.

11. Il faut, au contraire, le restreindre aux besoins de l'exploitation de l'immeuble enclavé, lorsque ces besoins sont temporaires, et qu'il s'agit, par exemple, d'une terre labourable à laquelle le propriétaire n'est obligé de conduire une voiture que pour le transport des engrais et l'enlèvement des récoltes. Amiens, 7 janv. 1824, t. 1 de 1825, 484.

11 bis. Dans le ressort de la coutume de Paris le propriétaire d'un fonds enclavé ne pouvait pas acquérir sans titre, par une prescription trentenaire, le droit de passer sur l'un des héritages qui l'environnent. C. C. 7 fév. 1813, t. 14, 174.

12. Depuis le cod. civ. les servitudes de passage en faveur de celui dont les fonds sont enclavés et qui n'a aucune issue sur la voie publique peuvent s'acquérir par prescription de trente ans, bien qu'il s'a-



gisse d'une servitude discontinue. C. C. 10 juil. 1821, t. 23, 481.

12 bis. Il n'est pas nécessaire que celui qui invoque cette prescription prouve que sa possession a eu lieu au vu et su des propriétaires sur le fonds desquels le passage est établi. C. C. 10 juil. 1821, t. 23, 481. — Les mêmes principes avaient lieu avant le code civil, sauf quelques exceptions. *Ibid.*

13. Celui qui a laissé fermer par des constructions l'issue de son fonds à la voie publique ne peut pas obliger les autres propriétaires des fonds voisins à lui en fournir une autre. Paris, 11 fév. 1808, t. 9, 114.

13 bis. Si l'un des voisins consent à lui vendre un passage, ce passage doit être restreint, quant à la largeur, aux besoins vraisemblables de l'exploitation du fonds pour lequel il est concédé. Paris, 11 fév. 1808, t. 9, 114.

14. Un sentier servant depuis de longues années à l'exploitation des terres ou des vignes de plusieurs propriétaires voisins ne doit pas être considéré comme une servitude discontinue, dont l'usage puisse, à défaut de titres, être interdit par celui dont le sentier traverse la propriété. Au contraire, ce sentier de simple exploitation est l'œuvre présumée d'une convention entre les propriétaires voisins, pour la desserte de leurs fonds respectifs, et le particulier troublé dans la jouissance du passage peut intenter l'action en complainte, quoiqu'il ne produise aucun titre. C. C. 29 nov. 1814, t. 16, 723.

14 bis. Si le propriétaire du terrain le vend par partie, sans déterminer entre les divers acquéreurs les droits de passage, l'exploitation de chaque lot doit se faire par l'issue primitive, comme destination du père de famille. Paris, 11 fév. 1808, t. 9, 114.

### § 3. — Vues.

15. Le droit de vue résultant de la seule destination du père de famille, sans convention expresse *altius non tollendi*, ne peut pas priver le voisin, propriétaire de l'héritage asservi à ce droit de vue, de la faculté de bâtir sur son terrain, en observant toutefois les distances prescrites par les lois et réglemens. C. C. 23 avril 1817, t. 19, 378.

16. La servitude de fenêtre oblique est distincte de celle *altius non tollendi*. C. C. 10 janv. 1810, t. 11, 21.

17. Le copropriétaire d'un mur mitoyen peut, malgré une servitude de fenêtre oblique acquise à son copropriétaire, être autorisé à exhausser ce mur. C. C. 10 janv. 1810, t. 11, 21.

18. Toutefois on ne peut pas élever de

constructions contre un mur mitoyen manière à obstruer des jours au propriétaire de ce mur. C. C. 1825, t. 2 de 1825, 485.

19. A défaut de titre contraire, la servitude conventionnelle de vue d'une maison sur un fonds contigu se régle d'après l'art. 678 du code qui ne permet à un voisin de bâtir qu'à une distance de dix-neuf pieds (six pieds) de l'héritage contigu. 24 juin 1823, t. 3 de 1823, 273.

20. Cet article doit recevoir son application, lors même que les deux fonds sont séparés par un chemin, s'il n'a pas six pieds de largeur. 25 nov. 1816, t. 18, 808.

21. L'art. 678 du code civ. s'applique aux servitudes légales seulement, et non aux servitudes établies par la volonté du père de famille. Paris, 21 janv. 1810, t. 11, 730.

22. Celui qui, pendant plus de trente ans, a eu des vues droites sur l'héritage de son voisin, sans contradiction, et, d'une part, ne peut pas après ce laps de temps être contraint à garnir ces vues avec des treillis de fer ou d'un chèvrefeuille dormant. C. C. 9 août 1813, t. 13, 330.

22 bis. Sous l'empire de la coutume de Bordeaux, le droit d'avoir des jours ou des jours libres pouvait s'acquiescer par la prescription de trente ans. C. C. 10 déc. 1824, t. 2 de 1825, 52.

23. La servitude de ne point obstruer le jour du voisin par des constructions est une servitude non apparente, qui peut s'acquiescer sans titre. C. C. 23 avril 1817, t. 19, 200.

24. Le propriétaire d'une maison qui borde la voie publique doit observer, entre la ligne extérieure du balcon et la ligne qui sépare sa maison de celle de son voisin, la distance de six pieds prescrite pour les vues obliques par l'art. 679 du code civ. Colmar, 12 mars 1811, t. 12, 277.

### § 4. — Mur mitoyen.

25. Le voisin qui veut acquiescer la mitoyenneté d'un mur doit supporter tous les frais auxquels sa demande peut donner lieu, notamment les frais d'expertise, quoiqu'il ait fait au propriétaire du mur des offres supérieures à l'estimation des experts. — Le propriétaire a toujours le droit d'exiger cette estimation, malgré les offres qui pourraient lui être faites. Limoges, 12 avril 1820, t. 22, 339.

26. Le propriétaire d'un mur de séparation construit sous l'empire de la coutume de Paris peut être contraint à en céder la mitoyenneté, aux termes de l'art. 661 du

iv., lors même que son voisin ne l'a pas spécialement pour bâtir, mais néanmoins dans lequel la coutume ordonnait la cession. C. C. 1 flor. an 13, t. 15, 689.

Lorsque deux maisons contiguës et appartenant à des propriétaires différens ont été données à la même personne, il ne peut être pratiqué des ouvertures, pendant la durée du bail, dans le mur mitoyen, par le locataire, ou par l'un des propriétaires, contre le gré de l'autre. C. C. 5 déc. 1814, t. 16, 736.

Lorsque le propriétaire de deux maisons contiguës a fait pratiquer dans le mur mitoyen le tuyau d'une fosse d'aisance, l'acquéreur de la maison au service de laquelle cette fosse est destinée ne peut invoquer de cette disposition commune une destination du père de famille. C. C. 30 janv. 1810, t. 11, 103.

Du reste, par quelque personne que le tuyau soit inédifié dans le mur mitoyen, il doit être considéré comme une mitoyenneté, qui peut s'acquérir par prescription, et non pas comme une servitude, qui doit être fondée sur un titre, suivant l'art. 186 de la coutume de Paris. C. C. 12 janv. 1811, t. 12, 811.

La faculté qu'a tout copropriétaire d'exhausser le mur mitoyen peut être limitée dans l'intérêt du propriétaire voisin, et les tribunaux peuvent, suivant les circonstances, régler la hauteur de la construction. Metz, 12 juin 1807, t. 8, 103.

La cession de la mitoyenneté d'un mur, dans toute sa largeur et sa hauteur, par la porte, de la part du cédant, renferme implicitement aux jours et vues pratiqués avant le temps immémorial dans le mur, si le contrat ne renferme aucune réserve à cet égard. Angers, 20 août 1818, t. 20, 103.

Le copropriétaire d'un mur mitoyen, qui l'a fait exhausser à ses frais, ne peut pas, sans le consentement du voisin à qui appartient une moitié de ce mur, pratiquer dans la partie exhaussée des jours à fer maille ou verre dormant. Paris, 17 fév. 1810, t. 11, 143.

Malgré l'art. 663 du cod. civ., qui permet à chacun de contraindre son voisin à contribuer aux constructions et réparations de clôtures séparant leurs maisons, le copropriétaire d'un mur mitoyen, et dans les villes, les faubourgs ou les campagnes, n'en conserve pas moins le droit de refuser de contribuer aux réparations et reconstructions de ce mur, en abandonnant son droit de mitoyenneté. C. C. 29 déc. 1819, t. 21, 766.

## SECT. III. Comment s'acquièrent et se perdent les servitudes.

34. On ne pouvait pas, dans la ci-devant Franche-Comté, acquérir une servitude discontinue, par exemple, un droit de passage, par la possession de trente ans. C. C. 2 vent. an 9, t. 1, 605.

35. Une servitude discontinue ne peut s'acquérir par prescription. C. C. 2 juil. 1823, t. 5 de 1823, 344.

36. Il en est de même des servitudes non apparentes. C. C. 28 fév. 1814, t. 16, 200.

37. Lorsqu'il s'agit d'un droit de servitude qui ne peut s'acquérir que par une possession immémoriale, la prescription n'a pas été interrompue par une sentence prohibitive dont il y a eu appel, et qui d'ailleurs est restée sans exécution pendant plus de trente ans. C. C. 5 flor. an 12, t. 4, 467.

38. La destination du père de famille dans l'établissement d'une servitude continue vaut titre. Colmar, 11 août 1809, t. 10, 643; C. C. 10 pluv. an 12, t. 4, 253.

39. Pour qu'il y eût destination du père de famille, sous la coutume de Paris, fallait-il qu'elle fût formellement écrite dans le contrat qui séparait un héritage de l'autre. (Non rés.) Paris, 17 mai 1823, t. 2 de 1823, 217.

40. Les servitudes apparentes, telles que celles des jours, pouvaient s'acquérir par la prescription de trente ans, dans le ci-devant pays du Foret. C. C. 19 janv. 1825, t. 2 de 1825, 483.

## SECT. IV. A quelles actions peuvent donner lieu les servitudes.

41. Les servitudes discontinues et les servitudes continues non apparentes ne peuvent être réclamées par l'action possessoire, si elles ne reposent sur un titre. C. C. 23 nov. 1808, t. 9, 652; 13 août 1810, t. 11, 735; 21 oct. 1807, t. 8, 619; 28 fév. 1814, t. 16, 200; 2 fév. 1820, t. 22, 121.

42. Lors même qu'on en aurait eu la possession annale avant que le code civil les ait rendues imprescriptibles. C. C. 3 oct. 1814, t. 16, 634; 10 fév. 1812, t. 13, 127; 2 juil. 1823, t. 3 de 1823, 344; 17 fév. 1813, t. 14, 214.

43. Elles ne sont susceptibles que d'une action pétitoire. C. C. 17 fév. 1813, t. 14, 214.

44. Lorsqu'il y a titre de la servitude, l'action possessoire est admissible. C. C. 24 juil. 1810, t. 11, 733; 17 mai 1820, t. 22, 484 et 488; 2 mars 1820, t. 22, 126; 6 juil. 1812, t. 13, 655.

45. Et le juge de paix peut apprécier le titre, pour juger si la possession est seulement précaire et de tolérance. C. C. 17 mai 1820, t. 22, 484 et 488; 6 juil. 1812, t. 13, 655.

46. Les autres servitudes, au contraire, peuvent donner lieu à l'action possessoire. C. C. 29 nov. 1814, t. 16, 723.

47. Le propriétaire enclavé, troublé dans la possession annale d'un droit de passage non établi par titre, n'a pas l'action en complainte. C. C. 8 juil. 1812, t. 13, 663.

**SÉVICES. V. Divorce, et Séparation de corps, § 1.**

**SIGNATURE. V. Acte notarié, Notaire, et Testament.**

**SIMULATION. 1.** Une partie ne peut attaquer comme entaché de simulation l'acte qu'elle a spontanément consenti. Paris, 1 mai 1809, t. 10, 329; C. C. 8 janv. 1817, t. 19, 26.

2. Les tribunaux peuvent, déterminés par des présomptions, admettre un tiers intéressé à prouver, sans inscription de faux, par témoins et par de simples présomptions, la simulation frauduleuse d'un acte authentique qui énonce que les espèces ont été nombrées et comptées en présence du notaire et des témoins. C. C. 10 juin 1816; t. 18, 501.

3. Un jugement arbitral qui déclare un contrat simulé ne peut servir de commencement de preuve par écrit pour faire admettre la preuve vocale de la simulation. C. C. 8 janv. 1817, t. 19, 26.

4. La simulation dans les actes n'opère pas la nullité, quand il n'y a ni incapacité ni fraude à aucune disposition prohibitive. C. C. 23 juin 1813, t. 15, 401.

5. Dans l'ancienne jurisprudence, les juges n'étaient pas tenus d'admettre sur des présomptions la preuve de la simulation des actes. C. C. 13 juil. 1813, t. 15, 214.

6. La preuve testimoniale peut être admise pour prouver la simulation d'un contrat. C. C. 22 therm. an 9, t. 2, 99.

**SOCIÉTÉ (contrat de).**

§ 1. *Comment s'établissent les sociétés. — Formalité des actes de société.*

§ 2. *Des droits des associés sur la société, de sa gestion et de leurs engagements entre eux.*

§ 3. *Des droits des tiers sur la société.*

§ 4. *De la dissolution de la société. — De ses effets.*

§ 1. — *Comment s'établissent les sociétés.*

1. L'absence de tout acte de société n'est pas une preuve suffisante qu'il n'y a point de société. C. C. 11 avril 1806, t. 7, 229.

2. L'existence d'une société est suffisamment établie entre associés par ce qu'ils se sont qualifiés tels dans un sous-seing privé passé avec un tiers, sans un intérêt social. Turin, 10 avril 1812, t. 12, 323.

3. L'admission qu'un négociant fait d'un tiers à son commerce, et les opérations faites en nom commun, ne suffisent pas pour établir la preuve d'une société dont il n'y a point d'acte. Paris, 6 avril 1811, t. 12, 319.

4. L'existence d'une société peut être prouvée par témoins, sur la demande d'un des associés, lorsqu'il y a commencement de preuve par écrit. C. C. 11 avril 1806, t. 7, 229.

5. Il en est de même lorsqu'il s'agit de prouver qu'un tiers qui n'est pas mentionné dans un acte de société passé régulièrement entre deux autres personnes, n'est néanmoins associé. C. C. 16 avril 1811, t. 7, 229.

6. Lorsque la question relative à l'existence d'une société est connexe avec une accusation de banqueroute frauduleuse, elle peut être jugée en même temps, et par la cour criminelle. C. C. 11 avril 1811, t. 7, 215.

7. Lorsque l'acte d'une société ne termine pas la manière dont s'en fait la liquidation et le partage à l'époque de sa dissolution, on doit suivre à cet égard l'usage du commerce plutôt que les règles prescrites pour faire cesser l'indivision d'une chose commune. Bruxelles, 22 juil. 1808, t. 9, 371.

8. Le défaut d'existence d'un acte de société ne peut pas être opposé à des tiers qui ont contracté sous la foi d'une société publiquement reconnue, et dont, d'ailleurs, la preuve est congnée dans des écrits et des jugemens. C. C. 22 mes. an 9, t. 2, 70.

9, 10. La disposition de l'ordonnance de 1673, qui déclarait nul les actes passés tant entre les associés qu'avec leurs créanciers, à défaut d'enregistrement et de publication de l'acte de société, était tombée en désuétude. C. C. 22 mes. an 9, t. 2, 71; C. C. 4 niv. an 9, t. 1, 567.

§ 2. — *Des droits des associés sur la société, de sa gestion, et de leurs engagements entre eux.*

11. La majorité d'une société peut obliger chacun de ses membres à fournir au-delà de sa mise, si ce supplément est né-

tre pour atteindre le but commun. 3 fruct. an 12, t. 4, 665.

Le compromis souscrit par l'un des associés, tant en son nom qu'au nom social, après la dissolution de la société, et intervenir à sa liquidation, ne lie pas les autres associés, lorsqu'il n'a reçu d'eux aucun mandat à cet effet. C. C. 8 août 1825, t. 21, 222.

Dans les sociétés non commerciales, les associés ne sont tenus de contribuer au paiement de l'obligation contractée par l'un d'eux seul, mais dont le montant a été au profit de la société, qu'en raison de leurs parts sociales. C. C. 18 mars 1825, t. 1 de 1825, 379.

Celui qui s'est retiré d'une société avec le consentement de ses associés, et dans un temps où cette société ne présentait aucune perte, n'est point passible des dettes contractées avant sa retraite. C. C. 8 frim. an 13, t. 16, 220.

15. L'associé qui a accepté une lettre de change tirée sur lui, pour les affaires de la société, par son coassocié, lequel s'en est encore porteur au moment de la dissolution de la société, peut en refuser le paiement, jusqu'à ce que, par le résultat du compte à rendre, il soit constaté lequel des deux associés doit à l'autre. C. C. 11 brum. an 9, t. 1, 490.

13. — *Des droits des tiers sur la société.*

16. L'associé qui traite dans un acte en son nom personnel n'engage pas ses coassociés envers les tiers. C. C. 18 août 1819, t. 21, 582.

17. Mais les ventes qu'il fait des immeubles sociaux, au nom de la société, et en signant sous la raison sociale, sont valables. C. C. 10 mars 1818, t. 20, 207.

18. Les créanciers particuliers de l'un des associés ne peuvent saisir la portion sociale des autres associés, ni empêcher ceux-ci de retirer leur mise. C. C. 13 mars 1823, t. 1 de 1823, 433.

19. En matière commerciale, l'associé qui signe comme *chef de la société* est censé signer sous la raison sociale. C. C. 23 avril 1816, t. 18, 332.

20. Le porteur d'un engagement souscrit par l'un des associés, sans l'addition des mots *et compagnie*, est recevable à justifier, par des écrits et des circonstances, que sa cause intéresse la société, et à exercer l'action solidaire. C. C. 23 frim. an 13, t. 5, 155.

21. Les engagements qui n'ont été contractés que par un seul des associés, en son nom individuel, obligent néanmoins la société s'ils ont tourné à son profit. C. C. 11 niv. an 10, t. 2, 210.

22. Les juges peuvent, sans excès de pouvoir, fixer le débet d'un des associés

à une somme plus forte que ne l'avaient estimé des experts. C. C. 22 mars 1813, t. 14, 330.

§ 4. — *De la dissolution de la société. — De ses effets.*

23. La dissolution de la société n'a point l'effet de révoquer la procuration donnée par un associé à son coassocié pour vendre les immeubles de la société, lorsque la liquidation en est confiée à l'associé mandataire. C. C. 3 août 1819, t. 21, 523.

24. L'obligation ou l'hypothèque consentie sans pouvoir spécial, après la dissolution de la société, par l'associé liquidateur, n'a d'effet que pour la portion qui lui revient. C. C. 3 août 1819, t. 21, 523.

25. Les remises que les créanciers d'une société font à un des associés, après la dissolution de la société par son état de faillite, ne profitent pas aux autres associés. C. C. 22 avril 1816, t. 20, 346.

26. Le créancier d'une société qui, après sa dissolution, opérée par la faillite, fait remise aux associés d'une partie de la dette sociale, ne conserve pas, pour la partie dont il a fait remise, de recours sur les biens personnels des associés, s'il ne se l'est expressément réservé par le concordat. C. C. 3 juin 1818, t. 20, 422.

27. L'associé qui, à défaut de reddition de compte de sa gestion, empêche ses coassociés de s'acquitter envers lui des sommes qu'ils peuvent lui devoir, n'a pas droit aux intérêts de ces avances qui ont couru dans l'intervalle écoulé depuis la dissolution de la société jusqu'à la reddition du compte. Chaque associé ne doit les intérêts des sommes dont il est débiteur qu'à partir du jour où, le compte ayant été rendu, il a été mis en demeure de s'acquitter. C. C. 24 juin 1819, t. 21, 397.

28. Une société commerciale est censée exister entre les associés ou ceux qui les représentent, tant que la liquidation n'est pas encore faite : en conséquence, c'est devant le tribunal du lieu de la société, lors même qu'elle est dissoute, que doivent être portées toutes les demandes relatives à sa liquidation. C. C. 16 nov. 1815, t. 17, 665.

29. L'associé reconnu débiteur envers la société est tenu des intérêts de plein droit, et sans demande. C. C. 22 mars 1813, t. 14, 330.

30. Lorsqu'un associé vient à décéder laissant des enfans mineurs, la licitation des immeubles et des objets mobiliers servant à l'établissement social doit avoir lieu d'après les formes prescrites par le code civil pour l'aliénation des biens des mineurs, quoique les associés soient con-

venus qu'en cas de dissolution de la société, ces objets seraient licités entre eux, et en un seul lot. Rouen, 26 juin 1806, t. 7, 387.

**SOCIÉTÉ en commandite.** 1. Les membres d'une société de commerce qualifiée en commandite peuvent être réputés associés simples, lorsque, par l'acte de société, ils sont chargés de l'administration de l'entreprise, avec voix délibérative dans les assemblées. C. C. 16 germ. an 11, t. 3, 369.

2. L'associé commanditaire dont l'extrait, rendu public, de l'acte de société, n'a point fait connaître le montant de la mise, ne peut être considéré comme associé en nom collectif, et, comme tel, rendu passible des pertes au-delà des fonds par lui versés dans la société. Douai, 8 janv. 1814, t. 16, 28.

3. Le commanditaire qui concourt individuellement à l'administration de la société est, respectivement aux tiers, réputé associé pur et simple. C. C. 27 flor. an 13, t. 6, 188.

4. Le commanditaire qui, conformément au pacte social, a reçu les intérêts de ses fonds et les bénéfices acquis avant la faillite de la société, n'est pas tenu d'en faire le rapport à la masse des créanciers. C. C. 14 fév. 1810, t. 42, 109.

5. La cour de Paris a décidé en sens contraire. 11 fév. 1811, t. 12, 109.

### **SOCIÉTÉ commerciale.**

*Comment s'établit l'existence d'une société commerciale. —*

*Droits et obligations des associés. — Droits des créanciers.*

1. Il n'est pas essentiel à la société de commerce d'être rédigée par écrit. C. C. 23 nov. 1812, t. 13, 983.

2. Sous l'empire de l'ordonnance de 1673, les tiers intéressés pouvaient prouver l'existence d'une société commerciale tacite ou anonyme par des lettres missives ou toute autre espèce de preuve qui ne fût pas purement testimoniale. C. C. 28 germ. an 12, t. 4, 453.

3. Tout acte de société de commerce dont l'extrait n'a pas été publié au greffe du tribunal de commerce est nul, et cette nullité peut être opposée par chacun des associés aux autres. — Mais les associés se doivent réciproquement compte des opérations qui ont été faites en commun, jusqu'au moment où l'un des associés a demandé la nullité du contrat de société. C. C. 2 juil. 1817, t. 19, 643.

4. Le délai de quinzaine pendant lequel les formalités prescrites par l'art. 12 du cod. de com. doivent être remplies

n'est point fatal, en ce sens, qu'on en opérer l'accomplissement tant qu'un des associés ne s'est prévalu de l'inexécution. Grenoble, 21 juil. 1823, 3 de 1824, 537.

5. Les biens composant l'actif d'une société commerciale sont affectés au paiement des créanciers de la société préférence aux créanciers personnels des associés. Paris, 10 déc. 1814, t. 16, 72.

6. Le créancier qui n'a que la part de l'un des membres d'une société commerciale tacite ou anonyme a une action solidaire contre les autres associés, s'il prouve que les fonds qu'il a fournis ont profité à l'entreprise commune. C. C. 28 germ. an 12, t. 4, 453.

7. Les avances que fait à une société de commerce celui qu'elle a choisi pour facteur ou commissionnaire ne sont productives d'intérêts de plein droit indépendamment de toute stipulation. C. C. 25 vend. an 11, t. 3, 39.

8. Le liquidateur d'une société de commerce, quoique nommé par des associés, est censé le mandataire des associés, et, constitué dans leur intérêt commun, et comme tel, il a une action solidaire contre eux pour le paiement de son travail et de ses frais. C. C. 17 juin 1823, t. 3, 574.

### **SOCIÉTÉ en participation.**

*Comment s'établissent les sociétés en participation. — Droits et obligations des associés entre eux. — Droits des créanciers de la société. — Tribunal compétent pour statuer sur les contestations relatives aux sociétés en participation.*

1. Il n'est pas indispensable qu'une société commerciale en participation soit établie par écrit. Colmar, 21 mai 1813, t. 14, 580.

2. Elle peut être prouvée par la représentation des registres et de la correspondance, indépendamment de tout acte de société. C. C. 26 mars 1817, t. 19, 288.

3. On peut considérer comme société en participation la société qui a pour objet l'acquisition et la revente de biens-fonds. Colmar, 21 mai 1813, t. 14, 380.

4. Les associés en participation ne sont point tenus solidairement d'acquitter les engagements que chacun d'eux a contractés relativement à l'objet de l'association. C. C. 9 janv. 1821, t. 23, 31.

5. Un autre arrêt de la même cour a



sens contraire. 26 mars 1817,

que, de deux associés en participation, l'un fait faillite avant que l'opération qui était l'objet de la société ait terminée, l'autre associé a seul le droit de terminer, sauf à rendre compte de son résultat. Rouen, 20 mars 1817, t. 11, 397.

Un associé a fait l'avance de toute la somme nécessaire aux achats et est fondé à la prélever sur les produits de l'opération, sans aucune part de la mise du failli on le considère comme simple créancier, et le droit de contribution avec les autres. Paris, 10 avril 1810, t. 11, 394.

Les créanciers d'une société en participation doivent être payés sur l'actif avec préférence aux créanciers personnels des participants. Paris, 26 juin 1825, t. 11, 561.

La contribution des créanciers d'un participant est restreinte à la part qui revient à ce participant, après le paiement des dettes de la société et l'exercice des droits des autres participants. Paris, 26 juin 1824, t. 11, 561.

Un jugement arbitral rendu entre des associés en participation, à l'effet de régler leurs intérêts respectifs, peut être opposé aux créanciers individuels des associés qui n'allèguent aucun fait de dol. Paris, 26 juin 1824, t. 11, 561.

La règle qui veut qu'un associé soit jugé devant le juge du lieu où la société est établie ne s'applique pas aux associés en participation. C. C. 14 mars 1817, t. 11, 241.

Lorsqu'il y a plusieurs participants en participation, le demandeur, à son choix, les assigne au juge de l'un d'eux. C. C. 14 mars 1817, t. 11, 241.

Un associé en participation ne peut être poursuivi que devant les juges de son lieu, pour raison des lettres de change tirées sur lui par son associé. La disposition de l'art. 59 du cod. de proc., qui s'applique en matière de société, tant qu'elle ne défend pas le défendeur soit assigné devant le juge du lieu où elle est établie, n'est pas applicable aux sociétés en participation. C. C. 28 mai 1817, t. 19, 502.

Les contestations relatives aux sociétés en participation, comme celles qui existent dans toutes autres sociétés, doivent être jugées par des arbitres. Les tribunaux de commerce sont, pour prononcer sur ces contestations, d'une compétence absolue. C. C. 7 janv. 1818, t. 11, 199; Turin, 26 fév. 1814, t. 16, 199; Paris, 27 déc. 1810, t. 11, 1020.

## SOLIDARITÉ.

*Comment se contracte la solidarité. — De la solidarité des amendes et des condamnations civiles, correctionnelles ou de police. — Effets de la solidarité. — Comment elle s'éteint.*

1. La solidarité a lieu de plein droit et sans être stipulée entre marchands qui achètent en commun une marchandise de leur état. Paris, 3 fév. 1809, t. 10, 72.

2. Lorsqu'une somme due par deux époux a été stipulée remboursable par les héritiers du dernier mourant, et que, par un événement de force majeure, cette somme est devenue exigible avant leur décès, ils ont pu être condamnés solidairement à la restitution. C. C. 7 sept. 1814, t. 16, 613.

3. Lorsque plusieurs individus se sont obligés solidairement, s'il est ajouté que l'un cautionne l'autre, et que celui-ci a seul profité de la somme prêtée, cette circonstance ne détruit pas la solidarité. C. C. 9 prair. an 7, t. 1, 319.

4. Les jugemens qui prononcent des condamnations solidaires contre le mari et la femme communs en biens, sans que la femme soit obligée personnellement, est, à l'égard de la femme, susceptible de cassation. C. C. 5 brum. an 11, t. 3, 62.

5. La condamnation solidaire aux frais, qui doit être prononcée contre ceux qui sont condamnés pour le même fait, ne peut être relative qu'à la portion de frais occasionés par la poursuite sur ce fait particulier. C. C. 1 niv. an 13, t. 5, 179.

6. La même règle a lieu pour les dommages et intérêts. C. C. 1 niv. an 13, t. 5, 179.

7. Les individus condamnés pour le même délit sont tenus solidairement des amendes et des frais, quelque différence qu'il puisse y avoir dans l'intensité de la peine, à raison des circonstances qui ont pu modifier la culpabilité à l'égard des divers accusés. C. C. 2 mars 1814, t. 16, 217; 6 sept. 1813, t. 15, 501.

8. Dès l'instant où le créancier s'est mis hors d'état de pouvoir céder ses actions au codébiteur solidaire, celui-ci peut demander par voie d'action à être déchargé de son engagement, au moins jusqu'à concurrence des portions pour lesquelles il aurait eu recours contre l'autre débiteur. Nismes, 3 déc. 1819, t. 21, 694.

9. Cependant un débiteur solidaire ne peut se refuser à payer l'intégralité de la dette, quoique le créancier, en restreignant son hypothèque à l'égard d'un des codébiteurs, se soit mis dans l'impuis-

sance de le subroger à ses droits. C. C.  
13 janv. 1816, t. 18, 40.

10. L'acquéreur d'un immeuble qui, en sa qualité de détenteur, est forcé de payer une dette de son vendeur, de laquelle les héritiers de ce dernier étaient tenus solidairement, peut actionner chacun d'eux pour la totalité de ce qu'il a payé. C. C. 27 fév. 1816, t. 18, 179.

11. Lorsqu'un individu ne s'est obligé au paiement d'une dette que solidairement avec la succession du débiteur, il ne peut pas être poursuivi du vivant de ce dernier. C. G. 29 flor. an 7, t. 1, 314.

12. Le codébiteur solidaire qui souscrit en son nom *seul* un nouveau titré de créance en remplacement du premier peut exercer son recours contre ses codébiteurs pour leur part dans l'ancienne dette commune. C. C. 30 mars 1819, t. 24, 239.

13. Lorsqu'une obligation solidaire est prescrite, la reconnaissance ultérieure d'un des débiteurs n'empêche pas la prescription acquise au profit de ses codébiteurs. Paris, 8 pluv. an 10, t. 2, 264.

14. Le créancier qui décharge l'un de ses codébiteurs solidaires ne doit pas garantir des poursuites exercées contre lui par les autres codébiteurs. Paris, 30 mars 1808, t. 9, 206.

15. Le débiteur déchargé de la solidarité reste tenu envers ses codébiteurs de ce qu'ils ont payé pour lui. Paris, 30 mars 1808, t. 9, 206.

**SOMMATION.** La sommation dont parle l'art. 1656 du cod. civ. n'est pas irrégulière parce que l'huissier n'a pas notifié les pièces dont il disait être porteur. C. C. 19 août 1824, t. 1 de 1825, 153.

**SOURD-MUET.** 1. L'art. 511 du cod. civ., qui veut que, lorsqu'il est question du mariage de l'enfant d'un interdit, la dot ou l'avancement d'hoirie soient réglés par le conseil de famille, est applicable aux enfans des sourds-muets comme aux enfans de ceux qui ont été interdits pour cause d'imbécillité ou de démence. Nismes, 3 janv. 1811, t. 12, 6.

2. Un sourd-muet de naissance peut être entendu comme témoin dans un procès civil. Nismes, 21 août 1821, t. 23, 608.

3. Un sourd-muet de naissance peut faire un testament olographe ou mystique, s'il sait lire et écrire. Colmar 17 janv. 1845, t. 17, 50.

**SOUSTRACTION de titres.** 1. Un tribunal ne peut se dispenser d'admettre la preuve testimoniale de la soustraction d'une obligation qui faisait partie d'une succession, ni celle d'une quittance attri-

buée au créancier, sous le prétexte  
serait établir, contrairement à  
du cod. civ., l'existence et la  
convention entre le défunt et  
chose excédant 150 fr. C. C.  
t. 2 de 1824, 27 et 35.

2. Cependant on ne peut pas, en justice criminelle, émettre une contre-lettre, avant que l'existence ne soit reconnue, ou indiquée par un commencement d'écrite. C. C. 5 avril 1817, t.

3. Si celui qui est accusé, de  
bunai correctionnel, d'avoir  
titre, en nie l'existence, ce  
compétent pour prononcer sur  
du titre comme sur le fait de la  
tion. C. C. 25 mai 1816, t. 18.

4. L'existence d'un titre qui  
avoir été soustrait peut être prouvé  
témoins. C. C. 17 germ. an 13,

5. Les tribunaux criminels s'opposent pour connaître de cette action. C. C. 17 germ. an 13, t. 6.

**STATUT. 1.** Les coutumes, dispositions relatives aux biens, n'ont lieu qu'en l'absence d'un statut réel, qui s'étend dans ses effets au-delà du territoire qu'elles régissaient: ainsi, une femme mariée sous l'empire d'un statut personnel accordait un privilège sur les meubles pour la sûreté de sa dot, avec la clause *que ses droits seraient exclusifs*, ne peut en demander le bénéfice, si ultérieurement elle a transféré son domicile sous une autre coutume. Paris, 17 fév. 1824, t. 23.

2. Les chartes du Hainault, qui donnaient à la femme la propriété exclusive des biens connus sous la dénomination de *maines-fermes*, que le mari possédait pendant le mariage, à la différence des acquêts de fiefs et d'aleux, qui, d'après ces mêmes chartes, appartenaient exclusivement au mari, constituaient un statut local. Ainsi, malgré les lois qui depuis ont effacé toutes les distinctions entre les sexes, la femme mariée sous l'empire des chartes du Hainaut a droit à la moitié des acquisitions faites par son mari sur des biens qui étaient autrefois des *maines-fermes*. C.C., 23 avril 1823, t. 1 de f.

**STATUT normand. 1.** La coutume de Normandie avait d'inaliénabilité les biens des mariées était un statut réel, et tel, devait conserver ses effets, malgré tout changement de législation. — Ainsi, la femme mariée sous le code civil, sous l'empire d'une loi qui consacrait le régime de communauté, n'a pu, depuis ce code,

hypoquer les biens qu'elle possédait qui étaient échus, en Normandie, publication. C. C. 27 fév. 1817,

une femme mariée sous le statut normand séparée de biens ne peut, sans le consentement de ses parens ou permission de justice, hypothéquer les biens situés en Normandie qui lui sont échus par succession avant ou depuis le code civil. C. C. 19 août 1812, t. 23, 616; 21 avril 1814, 447; Paris, 21 nov. 1812, t. 23, 616.

En outre, la femme normande avec stipulation de communauté ne peut disposer des biens qui lui sont échus par le code civil. C. C. 19 août 1812, t. 23, 616.

En outre, les femmes mariées sous le statut normand, en état de séparation de biens, ne peuvent aliéner ni hypothéquer leurs biens, elles pouvaient s'obliger personnellement, et la saisie de leurs revenus n'était permise. Paris, 21 nov. 1812, t. 23, 616.

Une femme mariée anciennement en Normandie n'a pas pu, depuis la loi du 17 niv. an 2, disposer entre vifs de ses biens au profit de son mari. C. C. 25 juin 1817, t. 1 de 1823, 208.

Une femme normande mariée depuis la loi du 17 niv. an 2, et avant la publication du code civil, avec stipulation de communauté a pu, conjointement avec son mari, ou de lui autorisée, aliéner ses biens en Normandie. Rouen, 12 déc. 1822, t. 3 de 1824, 549.

Une femme mariée et domiciliée en Normandie n'a pas pu engager par des contrats faits conjointement avec son mari les biens normands qui lui avaient été constitués en dot. Paris, 19 mars 1823, t. 3 de 1824, 549.

Sous la coutume de Normandie, l'acquéreur de la nue propriété d'un bien ex-pressément, avec expectative de jouissance jusqu'au décès de l'usufruitier, ne peut pas payer à la femme, qui exerce ses droits subsidiairement, que le prix de cette nue propriété, et de l'expectative de jouissance, en regard à ce qu'elles valaient au moment du contrat, sans que la femme puisse réclamer la valeur de l'usufruit, qui n'a pas été vendu. C. C. 20 nov. 1824, t. 3 de 1825, 449.

## STELLIONAT.

Qu'est-ce qui constitue le stellionat. —

Effets du stellionat.

Le stellionat non accompagné de dol est un délit purement civil, qui ne peut être poursuivi que devant les tribunaux civils, et non par la voie de la police

correctionnelle. C. C. 9 vend. an 10, t. 2, 144; 2 mars 1809, t. 10, 163.

2. Le mari qui vend le bien dotal de sa femme, sans en déclarer la qualité, se rend coupable de stellionat. C. C. 25 juin 1817, t. 19, 611; Rouen, 30 déc. 1823, t. 3 de 1824, 549; 30 nov. 1810, t. 11, 961.

3. Il est indifférent dans cette circonstance que le mari eût, avant l'obligation, annoncé aux créanciers l'existence de l'hypothèque légale. Riom, 30 déc. 1823, t. 3 de 1824, 549.

4. L'action qui résulte du stellionat, au profit de l'acquéreur contre son vendeur, ne peut être paralysée dans son exercice par un traité postérieurement intervenu entre le mari et la femme, pour faire cesser la qualité dotal qu'avait l'immeuble au moment de la vente. Riom, 30 nov. 1810, t. 11, 961.

5. Celui qui hypothèque des biens qu'il ne possède que par indivis, sans en faire la déclaration dans l'acte, commet un stellionat. Colmar, 31 mai 1820, t. 22, 490.

6. Le mari qui affecte à la garantie d'une vente des biens grevés de l'hypothèque légale et non inscrite de sa femme se rend coupable de stellionat, s'il ne déclare pas cette hypothèque. C. C. 25 juin 1817, t. 19, 611; Riom, 30 déc. 1823, t. 3 de 1824, 549.

6 bis. Lorsqu'un individu hypothèque son habitation, sans déclarer qu'il en a antérieurement cédé la nue propriété, et qu'il n'en a plus que l'usufruit, il ne commet pas nécessairement un stellionat. C. C. 23 mars 1825, t. 3 de 1825, 198.

7. Pour qu'il y ait stellionat, il faut qu'il y ait déclaration expresse que les biens qu'on vend ou qu'on hypothèque sont actuellement libres, le seul silence gardé sur les hypothèques existantes ne constituant pas le stellionat. C. C. 25 juin 1817, t. 19, 611.

8. Lorsqu'un débiteur déclare franc et quitte de toutes hypothèques un immeuble sur lequel existait précédemment une hypothèque dont le créancier avait consenti la mainlevée, et dont, en conséquence, la radiation avait été opérée, mais sous la condition d'un paiement qui n'a point été effectué, la déclaration dont il s'agit, faite dans l'intervalle, a néanmoins le caractère d'un stellionat. C. C. 11 janv. 1825, t. 3 de 1825, 12.

9. Lorsqu'un mari vend un immeuble affecté à l'hypothèque légale de sa femme, il n'est pas obligé, comme dans le cas où il greverait cet immeuble d'une nouvelle hypothèque, de déclarer celle de sa femme; son silence à cet égard ne constitue pas le stellionat. C. C. 25 juin 1817, t. 19, 611. Voy. le n. 6.

10. Pour qu'un vendeur puisse être déclaré stellionataire, il faut que le jugement ou l'arrêt constate non seulement que l'objet vendu ne lui appartient pas, mais encore qu'il savait n'en être pas propriétaire. C. C. 25 juin 1817, t. 19, 611.

11. Lorsque le stellionat est constant, le débiteur ne peut, pour se soustraire à la peine qu'il a encourue, offrir d'autres biens suffisans pour sûreté de sa dette. Cette substitution d'une nouvelle hypothèque à une autre ne peut se faire que du consentement des créanciers. Paris, 5 mes. an 11, t. 3, 556; 6 janv. 1810, t. 11, 14.

12. Le débiteur qui s'est rendu coupable de stellionat, en hypothéquant plusieurs immeubles dont un seul ne lui appartient pas, ne peut s'affranchir de la contrainte par corps pour le total de la dette, en offrant de payer la valeur de l'objet hypothéqué. C. C. 19 juin 1816, t. 18, 525.

13. Le stellionat ôte à son auteur la faculté d'opposer la bénéfice de cession de biens au créancier blessé par ce délit, mais non pas à ses autres créanciers, parce qu'il ne donne lieu qu'à une action purement personnelle. Turin, 21 déc. 1812, t. 13, 1073.

14. Mais ce créancier perd le droit de poursuivre et de contraindre son débiteur comme stellionataire, après que, sans opposition de sa part, celui-ci a été admis au bénéfice de cession. C. C. 15 avril 1819, t. 21, 271; 23 janv. 1822, t. 1 de 1823, 193.

**SUBORNATION de témoins.** 1. La subornation n'est un crime que lorsque les témoins subornés ont déposé ou tenté de déposer contre la vérité. C. C. 20 août 1819, t. 21, 598; 18 fév. 1813, t. 14, 235; 26 avril 1816, t. 18, 346.

2. Par conséquent, on ne peut pas, sur la plainte en subornation, surseoir à la continuation des débats, lorsque les témoins subornés n'ont pas été entendus. C. C. 20 août 1819, t. 21, 598.

3. Le jury n'est point obligé d'énoncer dans sa déclaration les faits d'après lesquels il déclare que l'accusé est coupable; il peut se contenter de déclarer, d'une manière générale, que l'accusé est coupable de subornation. C. C. 9 nov. 1815, t. 17, 650.

**SUBROGATION.** 1. Ceux qui ont prêté leurs fonds à l'acquéreur pour rembourser un créancier du vendeur, avec subrogation dans tous ses droits, doivent être colloqués à son rang malgré la mainlevée de l'inscription d'office consentie par le vendeur dans les quittances

de remboursement. Paris, 11 janv. 18, 32.

2. L'héritier qui a remboursé les cohéritiers une dette de la succession, antérieure à l'émission du papier-monnaie, et s'est fait subroger aux droits et hypothèques de l'ancien créancier, ne peut pas exiger de ses cohéritiers le paiement intégral et sans réduction de la portion afférente dans la dette. Paris, 20 janv. an 10, t. 2, 564.

3. L'héritier qui, par l'effet de la subrogation, acquitte avec subrogation l'obligé de la dette commune, ne peut agir en répétition solidairement contre chacun de ses cohéritiers, sous la condition seulement de la portion de la dette personnellement tenu. Paris, 30 vent. an 13, t. 5, 522.

4. Au contraire, cet héritier n'a aucun recours contre les autres cohéritiers pour la part de chacun d'eux dans la dette commune. Paris, 30 vent. an 13, t. 5, 522.

5. Le coobligé solidaire subrogé aux droits du créancier qu'il a payé, ne peut, malgré cette subrogation, demander à chacun de ses coobligés que sa part de la dette; et si l'un d'eux est insolvable, il doit supporter dans une proportionnelle les effets de cette insolvabilité. Paris, 7 therm. an 10, t. 2, 561.

6. L'acquéreur se prétendant subrogé aux droits et hypothèques d'un créancier inscrit sur le vendeur qu'il a remboursé, ne peut pas exercer l'effet de cette subrogation contre les autres créanciers antérieurement inscrits sur l'immeuble, si les actes de subrogation n'ont de date que postérieurement à la radiation de l'inscription du créancier remboursé, laquelle a été consentie purement et simplement par ce dernier. C. C. 1813, t. 15, 220.

7. La subrogation, stipulée dans la quittance, aux droits et hypothèques du créancier remboursé, n'emporte pas la cession et transport de la créance au créancier remboursé. C. C. 21 mars 1810, t. 11, 2.

8. Celui qui, en payant la dette d'autrui, s'est fait subroger dans les droits des créanciers qu'il a désintéressés, est fondé, ainsi que son cessionnaire, à répéter du débiteur la totalité de la créance, quelle que soit la somme qui a été déboursée pour acquérir la subrogation. Paris, 3 prair. an 10, t. 2, 4.

9. La subrogation met le prêteur au même rang que les créanciers remboursés, et tous les coobligés à la même dette. C. C. 8 niv. an 13, t. 5, 217.

10. La subrogation qui a lieu au profit de ceux qui ont prêté des fonds pour l'acquisition d'un immeuble

ne être étendue à celui qui, en un immeuble, stipule que la vente sera employée par le vendeur à l'acquisition d'autres biens pour la garantie de la vente. Metz, 16 11, t. 12, 678.

La subrogation du bailleur de fonds au privilège du fisc, remboursé des dépenses, a lieu de plein droit et d'opération expresse, au préjudice des créanciers du débiteur. C. C. 9 13, t. 7, 513.

LOGÉ tuteur. V. Tuteur.

## SUBSTITUTION.

*Quelles dispositions présentent le caractère de substitution.*

*Interprétation des substitutions.*

*Effets des lois abolitives des substitutions.*

*Quelles dispositions présentent le caractère de substitution. — Interprétation des substitutions.*

La réserve faite par l'édit de secondes aux enfans du premier lit, de biens provenant des libéralités faites par leur père ou leur mère, et de leur conjoint, dans le cas de donation, n'a pas été comprise dans l'abolition des substitutions prononcée par la loi du 14 nov. 1792. C. C. 11 janv. 1800, t. 2 de 1825, 490.

1. Lorsqu'un étranger domicilié et exerçant des droits civils en France, où il possédait que des meubles, a fait, au profit d'étrangers, et au préjudice de ses héritiers, un legs universel qu'il a grevé de substitutions autorisées par la législation de son pays, mais prohibées par le Code civil, son testament ne doit pas être déclaré nul par les tribunaux français. Paris, 11 nov. 1824, t. 2 de 1825, 287.

La connaissance des contestations relatives à ce testament doit être renvoyée au juge du pays du testateur. Paris, 11 nov. 1824, t. 2 de 1825, 287.

2. Avant le Code civil, on considérait comme substitution prohibée la disposition par laquelle un testateur, après avoir légué à un individu certains immeubles, lui instituait ses enfans nés ou à naître, et au père l'usufruit de ces biens. Paris, 13 pluv. an 11, t. 3, 225.

Il en était de même de cette disposition : Je donne à un tel ou à ses enfans à naître. C. C. 17 mes. an 11, t. 3, 579.

3. Lorsqu'un testateur a dit : « J'institue Paul héritier de tous mes biens, et en jouir seulement pendant sa vie, et qu'après sa mort ces biens retourneront à Pierre, et, en cas que celui-ci ne soit sans enfant, je lui substitue Jean »,

Paul doit être regardé comme grevé de la substitution, de telle sorte que l'abolition prononcée par la loi de 1792 doive lui profiter. C. C. 19 niv. an 12, t. 4, 216.

4. La clause d'un testament par laquelle un mari institue sa femme son héritière universelle, à la charge par elle de rendre les biens compris dans l'institution à celui ou ceux de leurs enfans qu'elle choisira pour héritiers, contient une substitution fidéicommissaire. Agen, 9 pluv. an 13, t. 5, 347.

5. Et la femme a été dégagée, par les lois abolitives des substitutions, de l'obligation de rendre ; elle est devenue propriétaire incommutable des biens substitués. Agen, 9 pluv. an 13, t. 5, 347.

6. Il n'y a pas substitution prohibée dans la disposition par laquelle l'usufruit est donné à une personne, et la nue propriété aux enfans de cette personne. C. C. 11 pluv. an 11, t. 3, 217 ; 14 prair. an 8, t. 1, 397. Metz, 21 mars 1822, t. 2 de 1823, 63.

7. Il n'y a pas une véritable substitution prohibée dans la disposition par laquelle plusieurs copropriétaires d'un immeuble par indivis donnent mutuellement leur portion avec accroissement entre eux, à mesure du décès des prémourans, de telle sorte que le survivant réunisse la totalité de l'immeuble sur sa tête. C. C. 12 pluv. an 9, t. 1, 553.

8. Le legs d'usufruit fait au profit de plusieurs personnes successivement, c'est-à-dire pour recueillir l'une après la mort de l'autre, ne renferme pas une substitution. C. C. 4 niv. an 8, t. 1, 367.

9. Lorsqu'une disposition confère à un premier légataire l'usufruit, et à un second, mais après la mort du premier, le même usufruit, pour en conserver le fonds et propriété à un tiers, le second légataire doit être considéré comme saisi de la nue propriété. C. C. 4 niv. an 8, t. 1, 367.

10. Dans cette dernière disposition, c'est le second légataire, et non le premier, qui doit être regardé comme grevé de la substitution. C. C. 4 niv. an 8, t. 1, 367.

11. L'institution d'héritier faite à la charge de rendre l'hérédité à la volonté de l'institué, et sans reddition de compte, contient une véritable substitution, et non une simple fiducie. C. C. 18 frim. an 5, t. 1, 598.

12. La disposition par laquelle un testateur lègue l'usufruit d'une somme d'argent à l'un de ses enfans, et la propriété à ses petits-enfans à naître, porte le caractère d'une substitution prohibée. Paris, 26 brum. an 12, t. 4, 73.

13. Dans cette hypothèse, et en conséquence de l'abolition des substitutions, la propriété de la somme ainsi léguée ap-



partient à l'usufruitier grevé de la condition de conserver à ses enfans, et nullement au légataire universel, chargé d'acquitter les legs. C. C. 26 brum. an 12, t. 4, 73.

14. La clause par laquelle un testateur, en instituant conjointement plusieurs légataires universels, ordonne qu'en cas de décès de l'un d'eux sans postérité, sa part accroîtra aux autres, ne contient pas une substitution fidéicommissaire prohibée par le code civil. Les cours peuvent juger, par voie d'interprétation, que le testateur n'a voulu qu'établir un droit d'accroissement, pour le cas où l'un des légataires viendrait à le prédécéder. C. C. 19 juil. 1814, t. 16, 518; Rouen, 10 juin 1814, t. 16, 391; C. C. 11 juin 1817, t. 2 de 1823, 241.

15. Mais ce droit d'accroissement est illégal et ne peut avoir d'effet. Rouen, 10 juin 1814, t. 16, 391.

16. Cependant l'illégalité de cette disposition ne peut être proposée que par les propres héritiers des institués. Rouen, 10 juin 1814, t. 16, 392.

17. La cour de Bordeaux a décidé que la disposition précédente constituait une substitution prohibée. 18 mars 1823, t. 2 de 1823, 246.

18. La disposition par laquelle un testateur ordonne qu'au décès de son légataire, les biens légués appartiendront aux enfans de ce dernier, ou aux survivans d'eux, contient un fidéicommis, et non une simple substitution vulgaire. Paris, 11 mars 1811, t. 12, 217.

19. Il n'y a pas substitution dans la disposition par laquelle un époux donne à son conjoint l'usufruit de ses biens, dans le cas où les enfans que l'époux donateur laissera à son décès mourraient avant le conjoint donataire. Bruxelles, 17 avril 1806, t. 7, 236.

20. La disposition par laquelle un testateur, père de quatre enfans, institue son frère pour son héritier universel, en le chargeant de rendre l'hérédité à celui desdits quatre enfans qu'il jugera à propos, présente les caractères d'une substitution prohibée. Toulouse, 18 mai 1824, t. 3 de 1824, 222.

21. Le retour de la dot stipulé anciennement en Normandie, conformément à la jurisprudence locale, au profit du donateur et de ses héritiers, n'est pas une substitution fidéicommissaire, abolie par la loi du 14 nov. 1792. Rouen, 19 janv. 1822, t. 1 de 1823, 296.

22. Le droit de retour stipulé par le donateur pour lui et pour un tiers, pour le cas où le donataire mourrait sans enfans, ne constitue pas une substitution prohibée, mais seulement une stipulation de retour insolite, et qui doit être considérée

comme non écrite. C. C. 3 juin 1803 de 1823, 18; Bordeaux, 5 mars t. 2 de 1824, 486.

23. Suivant la cour de Bruxelles, la substitution d'héritier faite à la charge de retour aux héritiers légitimes de l'instituant, dans le cas où l'héritier institué décéderait sans enfans, constitue une substitution prohibée. 26 avril 1806, t. 7, 236.

24. Il y a substitution dans la disposition par laquelle un testateur institue l'usufruit d'une chose à deux personnes successivement, pour recueillir, après la mort de l'autre, et la transmettre aux enfans à naître de ces deux personnes, dans le cas où ils survivraient à celle qui mourra la dernière. Paris, 10 janv. 1821, t. 23, 35.

25. Une pareille disposition, la chargeant de propriété incertaine et emportant ses propres charges de conserver et de rendre, doit être déclarée nulle. *Ibid.*

26. Le fidéicommis, connu dans le droit romain sous la dénomination de *fideicommissum supererit*, renferme une substitution prohibée. Metz, 16 fév. 1815, t. 1, 11; Riom, 6 avril 1821, t. 2 de 1823, 246.

27. La cour de Bruxelles a décidé, au sens contraire. 14 nov. 1809, t. 7, 236.

28. Il y a substitution prohibée dans la disposition par laquelle un testateur ou un testateur appelle un tiers à recueillir sa succession dans le cas où l'héritier institué décéderait avant sa mort ou son mariage. Paris, 31 août 1812, t. 22, 777; 11 août 1812, t. 13, 531.

29. Ou bien dans celui où cet héritier décéderait avant le testateur. Metz, 10 août 1822, t. 2 de 1823, 240.

30. D'autres cours, au contraire, ont considéré cette disposition comme une disposition conditionnelle ou une substitution vulgaire, et non comme une substitution prohibée. Poitiers, 3 avril 1812, t. 20, 286; Bruxelles, 13 déc. 1810, 848.

31. On ne peut considérer comme une substitution la clause d'un testament par laquelle une mère lègue à un tiers la moitié de ses propriétés, sous la condition que, si sa fille unique parvient à l'âge de majorité, la propriété léguée sera convertie en un simple usufruit. Bruxelles, 13 déc. 1809, t. 10, 848.

32. Le legs fait à un père pour qu'il jouisse lui et ses enfans mâles, mais sous la charge de conserver et de rendre, ne doit être considéré comme une substitution prohibée. C. C. 17 nov. 1818, t. 2, 745.

33. Il n'y a point substitution prohibée dans la disposition par laquelle un testateur lègue à deux individus, l'un

tre, la jouissance d'une rente, et sur décès cette même rente en propriété à une troisième personne. 6 mars 1813, t. 14, 353.

La disposition par laquelle le testateur son héritier institué de son chef de rendre à un tiers une portion de biens compris dans l'institution n'est pas essentiellement une substitution fidéicommissaire, à laquelle doit rigoureusement appliquer l'art. 1049 du cod. civ. C. C. 5 janv. 1809,

Il y a substitution dans la disposition qui appelle un tiers à recueillir la succession d'un premier légataire, s'il n'a pas d'enfants. Rouen, 24 août 1812, t. 13, 782; C. C. 22 juin 1812, t. 13, 782; Metz, 2 août 1822, t. 2 de 1823,

Il n'y a pas substitution dans la disposition par laquelle le testateur lègue ses biens à ses collatéraux germains, pour en jouir en usufruit, voulant que le tout soit inaliénable et intransmissible dans leurs personnes, pour que lesdits biens passent à leurs enfans légitimes, et dans le cas où ils n'en auraient pas, au parent le plus proche en degré. Paris, 16 avril 1811, t. 15, 445.

La disposition testamentaire par laquelle il est dit qu'en cas de décès du testateur avant sa majorité, le legs passe à l'exécuteur testamentaire, renferme une substitution prohibée. Paris, 7 janv. 1812, t. 4, 637.

*Bis.* La disposition par laquelle le testateur d'un immeuble se trouve chargé de payer, après sa mort, une somme de rente viagère à un tiers, dans le cas où ce tiers lui survivrait, avec assurance sur l'immeuble légué ou sur le prix provenant, ne renferme pas une substitution prohibée. Paris, 21 déc. 1824, t. 2 de 1825, 177.

La condition apposée à une seconde institution, que le premier institué *décède sans enfans*, emporte nécessairement une substitution prohibée. C. C. 5 janv. 1809, t. 1 de 1825, 97.

Et particulièrement, il y a substitution prohibée dans la clause par laquelle le testateur, après avoir disposé de son bien à *Paul*, ajoute que, s'il meurt sans enfans, ou s'il meurt sans enfans, les biens appartiendront à *Pierre*. C. C. 5 janv. 1809, t. 1 de 1825, 97.

Lorsque, dans une donation entre vifs sous la condition que le donataire survivra au donateur, celui-ci a appelé une autre personne à recueillir la chose, dans le cas du prédécès du donataire, cette seconde disposition n'est pas une substitution prohibée, mais

seulement une disposition conditionnelle, ou une substitution vulgaire. Poitiers, 3 avril 1818, t. 1 de 1825, 181.

41. Il n'y a qu'une simple substitution vulgaire, et non une substitution prohibée, dans la disposition par laquelle le testateur, après avoir légué une chose, ajoute que le légataire n'entrera en jouissance qu'après le décès d'un tiers, et que, dans le cas où il viendrait à décéder avant ce tiers, la chose appartiendra à un autre. Poitiers, 24 juin 1825, t. 3 de 1825, 447.

42. La clause qui charge l'institué ou le légataire de disposer, à son décès, des biens donnés, au profit des héritiers légitimes du testateur, lorsque, d'ailleurs, l'institué ou le légataire a le droit de jouir ou de disposer de ses biens en toute propriété, et comme il avisera, doit être considérée non comme établissant une substitution prohibée, mais comme imposant à l'institué ou légataire une simple obligation morale, quant aux biens dont il n'aurait pas disposé. Colmar, 6 fév. 1824, t. 1 de 1825, 542.

43. Le legs fait à une personne, pour le cas où elle se *mariera et aura des enfans*, d'une certaine somme dont cette personne aura l'usufruit et ses enfans la propriété, présente non une substitution prohibée, dont la mère serait grevée envers ses enfans à naître, mais seulement deux legs, l'un d'*usufruit* au profit de la mère, et l'autre de la *nue propriété* au profit des enfans, lesquels doivent produire leur effet simultanément, dans le cas où la condition prévue viendrait à s'accomplir. Paris, 23 juin 1825, t. 2 de 1825, 503.

44. Un legs conditionnel ne peut pas dégénérer en une substitution prohibée, parce que le terme qui y est apposé est plus ou moins long. Paris, 23 juin 1825, t. 2 de 1825, 503.

45. La substitution permise par l'art. 1049 du cod. civ. est rigoureusement restreinte aux enfans de l'institué. — Si le testateur appelle d'autres personnes concurremment avec les enfans du grevé, la substitution est nulle à l'égard de tous, ainsi que l'institution. C. C. 27 juin 1811, t. 12, 516.

46. Dans cette disposition, *je donne à Jacques, mon fils, à charge de rendre à mes petits-enfans issus de lui*, le mot *issus* doit s'entendre de tous les enfans nés et à naître du grevé. C. C. 31 mars 1807, t. 8, 216.

## § 2. — Effets des lois abolitives des substitutions.

47. La loi du 14 novembre 1792, qui a aboli les substitutions non ouvertes, a eu pour effet de consolider irrévocablement sur la tête du grevé qui se trouvait en

possession, et à l'exclusion des appelés, la propriété des biens substitués. Toulouse, 21 avril 1825, t. 2 de 1825, 385.

48. Cet effet n'a pas été abrogé par l'art. 12 de la loi du 3 vend. an 4, dont la disposition générale ne semble maintenir les lois antérieures *que chacune à compter du jour de sa publication*. Toulouse, 21 avril 1825, t. 2 de 1825, 385.

49. La nullité prononcée par l'art. 896 du cod. civ. affecte également la substitution et l'institution. C. C. 8 janv. 1808, t. 9, 60; 7 nov. 1810, t. 11, 912.

50. Suivant la cour de Rouen, la substitution qui ne s'attache qu'à un legs n'emporte pas la nullité des autres legs. 24 août 1812, t. 13, 782.

51. La preuve de l'existence d'une substitution fidéicommissaire non formellement exprimée dans un testament peut résulter des lettres du défunt et de l'aveu du légataire universel. C. C. 21 déc. 1814, t. 16, 787.

52. Cette preuve peut-elle se faire par témoins? *Loco citato*.

53. L'héritier appelé par une substitution fidéicommissaire ne peut pas, par suite de la nullité de l'institution, prétendre à la propriété des immeubles légués, comme si la substitution demeurait purement vulgaire. C. C. 3 août 1814, t. 16, 550.

54. Dans une substitution qui comprend plusieurs espèces de biens, tels que meubles et immeubles, on peut diviser la disposition de manière à ce qu'elle soit valable pour les uns et non pour les autres. C. C. 3 août 1814, t. 16, 550.

**SUBSTITUTION vulgaire.** Lorsque plusieurs legs de différente nature sont faits au même légataire, avec substitution vulgaire, et que, l'institué ayant répudié quelques uns de ces legs, le substitué les accepte, il n'y a point de concours entre lui et l'institué. C. C. 6 juin 1815, t. 17, 393.

## SUCCESSION.

§ 1. *Lieu de l'ouverture de la succession. — Quelles personnes sont ou non capables de succéder. — Comment se prouve la parenté pour succéder. — A quels parens la succession est dévolue.*

§ 2. *De l'acceptation. — Qui peut accepter. — Ce qui constitue l'acceptation. — Qui doit prouver l'acceptation.*

§ 3. *Droits et obligations de l'héritier. — Ses rapports avec*

*l'exécuteur testamentaire, les créanciers, avec les taires.*

§ 4. *Mesures conservatoires. — Qui peut les prendre.*

§ 5. *Questions relatives à celui se croyant héritier ou institué, d'avoir recueilli la succession.*

§ 6. *Renonciation.*

§ 1. — *Lieu de l'ouverture de la succession. — Quelles personnes sont capables de succéder.*

1. La succession d'une femme qui, lors de son décès, arrivait à l'âge de la majorité, vivait, depuis plusieurs années, volontairement avec son mari, s'ouvre au lieu du domicile de celle-ci. C. C. 26 juil. 1808, t. 9, 101.

2. La déclaration des héritiers faite au tribunal civil du lieu de la résidence de la femme, qu'ils ne prennent cette qualité que sous bénéfice d'inventaire, n'emporte pas de leur part la renonciation à la succession s'ouvrant dans ce lieu. C. C. 26 juil. 1808, t. 9, 101.

3. L'enfant qui est né vivant, mais non viable, ne peut pas succéder et être institué. Limoges, 12 janv. 1813, t. 11, 101.

4. Un enfant né neuf mois et neuf jours après l'ouverture d'une succession est présumé avoir été conçu au moment où la succession s'est ouverte, et a capacité de la recueillir. C. C. 8 fév. 1821, t. 2, 120.

5. Les régicides bannis en vertu de la loi d'amnistie du 12 janv. 1816 ne sont pas incapables de succéder en France. C. C. 20 fév. 1821, t. 23, 120.

6. L'abolition du droit d'aubain n'a pas eu pour effet de rendre les étrangers habiles à succéder en France à des Français. C. C. 2 prair. an 9, t. 2, 57.

7. Pour qu'un étranger soit apte à succéder à un Français, il faut que la succession puisse être recueillie par un Français, c'est-à-dire que les lois de son pays lui donnent comme citoyen et comme individu des rapports de succession réciproque avec les Français. C. C. 8 fév. 1812, t. 14, 141.

8. Ainsi celui qui est mort civilement dans son pays ne peut recueillir la succession en France. C. C. 24 août 1812, t. 9, 515.

9. Le sujet d'une puissance étrangère avec l'état peut, pendant une année, recueillir en France une succession ouverte à son profit. C. C. 3 vend. an 4, t. 2, 138.

10. La parenté, à l'effet de succéder, se prouve par contrats de mariage, testaments et autres pièces de généalogie, sans qu'il soit nécessaire de rapporter

naissance, de mariage et de décès, 2 mars 1814, t. 16, 214.

La parenté collatérale se prouve par la possession d'état. C. C. 1809, t. 10, 557.

La preuve testimoniale, en cas de registres de l'état civil, est admise pour établir la parenté collatérale à l'aptitude à succéder, sans qu'il y ait commencement de preuve par écrit. 19 janv. 1807, t. 8, 16.

Pour justifier de la parenté, à l'effet de succéder, on doit regarder comme commencement de preuve par écrit le verbal de non-conciliation dans lequel une partie des intéressés déclare vouloir contester, et l'autre, au lieu de connaître la parenté, excipe seulement de la nature des biens, pour soutenir ses réclamations en sont exclus par le statut. Trèves, 19 janv. 1807, t. 8, 16.

On peut, pour prouver sa parenté au droit de successibilité, suppléer à l'absence de filiation ancien qu'on ne reconnaît pas par une série d'actes de fait qui établissent cette filiation. Paris, 19 janv. 1825, t. 2 de 1825, 165.

La coutume de Normandie, suivant laquelle les enfans mâles étaient héritiers de leur père, n'est pas violée par un arrêt qui reconnaît la propriété d'un immeuble provenant de la succession paternelle à une fille qui avait été réservée à cette succession. C. C. 26 1823, t. 3 de 1825, 47.

La fille normande réservée à la succession de son père n'était pas héritière; elle ne pouvait pas être poursuivie par les créanciers de celui-ci autrement que par la voie hypothécaire. C. C. 26 1823, t. 3 de 1825, 47.

*bis.* Les frères d'un seul côté excluent tous les autres collatéraux. C. C. 1809, t. 10, 866.

Lorsque le parent appelé à succéder seul dans une ligne renonce pour s'en tenir au legs qui lui a été fait sous condition, la part dévolue à cette succession appartient au parent du degré subséquent, plutôt qu'à ceux de l'autre ligne. Paris, 1 juil. 1811, t. 12, 521.

*bis.* La refonte n'a pas lieu dans les successions collatérales ouvertes sous l'empire de la loi du 17 niv. an 2. — En conséquence le collatéral dans la ligne maternelle, qui descend d'un bisaïeul du côté paternel, doit exclure le collatéral de la ligne paternelle qui ne descend que d'un trisaïeul. C. C. 1 niv. an 8, t. 1, 557; 13 niv. an 10, t. 2, 442.

La loi du 8 avril 1791, qui a dérogé, dans les partages, toute irrégularité résultante des exclusions coutumières, n'a pas entendu abolir la règle *Pa-*

*terna paternis, materna maternis*, pour les successions ouvertes depuis cette loi. C. C. 16 brum. an 8, t. 1, 352.

18. Lorsque, dans le concours de plusieurs individus qui prétendent exclusivement au titre d'héritier, il y a nécessité de remettre provisoirement la succession au porteur du titre le plus apparent, il faut au moins l'assujettir à donner caution, surtout, lorsque l'hérédité est toute mobilière.

§ 2. — *Acceptation.* — *Qui peut accepter.* — *Ce qui constitue l'acceptation.* — *Ses effets.* — *Qui doit prouver l'acceptation.*

18. *bis.* Avant le code civil, celui qui, étant majeur, avait fait acte d'héritier, ou pris la qualité d'héritier, ne pouvait ensuite être admis à répudier la succession. C. C. 2 mes. an 5, t. 1, 188.

19. Malgré sa renonciation, l'héritier peut pendant trente ans reprendre la succession, tant qu'elle est vacante. Paris, 13 août 1823, t. 1 de 1824, 269; Riom, 25 mai 1810, t. 11, 526.

19 *bis.* En matière de succession, l'interruption faite par quelques héritiers profite aux autres. C. C. 5 janv. 1814, t. 16, 12.

20. Un créancier peut être autorisé à accepter une succession répudiée par son débiteur, sans, au préalable, avoir discuté les biens de ce dernier, et avoir ainsi fait juridiquement constater son insolvabilité. Bourges, 19 déc. 1821, t. 3 de 1823, 203.

21. Le mandataire d'un créancier a pu, en vertu d'une procuration qui l'autorisait à employer tous les moyens nécessaires pour obtenir le remboursement de la créance, accepter une succession répudiée par le débiteur. Bourges, 19 déc. 1821, t. 3 de 1823, 203.

22. La saisine n'emporte pas de plein droit l'acceptation d'une succession, indépendamment d'aucun fait personnel à l'héritier. Liège, 4 mai 1813, t. 14, 498.

23. Des poursuites dirigées contre un individu en qualité d'héritier, même un jugement obtenu contre lui et passé en force de chose jugée, ne peuvent tenir lieu d'acceptation, et le faire réputer héritier pur et simple, s'il n'a pas figuré contradictoirement dans les poursuites, et qu'il ait au contraire annoncé par des actes publics, faits dans l'intervalle, qu'il n'entendait pas accepter la succession. Riom, 13 fév. 1821, t. 23, 104.

24. Un fils ne fait pas acte d'héritier par cela seul qu'il sollicite et obtient du roi la remise de divers objets mobiliers confisqués sur son père, condamné révolutionnairement, et abandonnés par l'é-

taf à une commune qui en a consenti la restitution. C. C. 19 août 1822, t. 1 de 1823, 519.

25. Un héritier qui, après avoir valablement renoncé à la succession, vend un immeuble indivis entre lui et la succession qu'il a répudiée, n'est pas censé avoir fait acte d'héritier, et ne perd pas le droit de se prévaloir de sa renonciation contre les créanciers héréditaires. Paris, 5 mes. an 10, t. 2, 533.

26. C'est au créancier d'une succession qui s'adresse au plus proche parent, comme à l'héritier légal, pour le paiement de sa créance, à prouver que celui-ci a fait acte d'héritier. Liège, 4 mai 1813, t. 14, 498.

§ 3. — *Droits et obligations de l'héritier. — Ses rapports avec l'exécuteur testamentaire. — Avec les créanciers. — Avec les légataires.*

27. L'héritier qui, de bénéficiaire, est devenu pur et simple, peut demander l'administration de la succession accordée aux syndics des créanciers unis du défunt, quoique cette administration lui eût été refusée en sa première qualité; on ne peut lui opposer à cet égard l'autorité de la chose jugée. C. C. 11 nov. 1818, t. 1 de 1823, 23.

28. L'héritier pur et simple n'est pas recevable à demander, contre son cohéritier, la nullité d'un acte qu'il a lui-même passé avec l'auteur commun. C. C. 16 avril 1822, t. 2 de 1823, 69.

29. En acceptant la succession, l'héritier devient garant des obligations de son auteur, et cette garantie est indivisible, à l'égard de chacun des cohéritiers, lorsqu'elle leur est opposée par voie d'exception: tel est le cas d'enfants dont le père aurait reçu sans pouvoir, depuis leur majorité, des sommes qui leur étaient dues; ils ne peuvent attaquer ce paiement; ils en sont garans. C. C. 5 janv. 1815, t. 17, 9.

30. L'héritier ne peut revendiquer comme propriétaire un bien vendu sans droit par son auteur. Il peut être repoussé par l'exception de garantie tirée de sa qualité d'héritier. Pau, 22 juin 1815, t. 17, 428.

31. Tous les cohéritiers sont obligés solidairement envers le notaire qui a opéré pour la succession dans l'intérêt commun. C. C. 27 janv. 1812, t. 13, 86.

32. Le choix du notaire pour faire l'inventaire appartient à l'héritier: le tribunal ne peut en nommer un d'office. Turin, 14 août 1809, t. 10, 654.

33. C'est plutôt à la veuve commune qu'à l'héritier du mari qu'appartient le droit de choisir le notaire pour la confection de l'inventaire du mobilier de la

succession. Paris, 5 oct. 1808, t. 9.

34. Avant le code de procédure, l'auteur testamentaire avait le droit de nommer les officiers ministériels qui devaient procéder à l'inventaire de la succession. Paris, 6 fév. 1806, t. 2, 1.

35. Les héritiers pouvaient, de leur côté pour concourir aux opérations avec ceux nommés par l'auteur testamentaire. Paris, 6 fév. 1806, t. 2, 1.

36. L'art. 877 du cod. civ., d'après lequel il suffit que le créancier d'une succession fasse signifier son titre au tuteur, sans qu'il soit nécessaire de le faire déclarer exécutoire, est applicable aux successions ouvertes au code. Paris, 9 mes. an 11, t. 3, 5.

37. La notification prescrite par l'art. 877 du cod. civ., pour rendre exécutoire contre l'héritier un titre à la charge du défunt, peut être faite indifféremment avant ou après l'expiration des délais, lesquels cet héritier doit prendre. Paris, 29 déc. 1814, t. 16, 801.

38. Sous l'empire de la coutume de Paris, chaque héritier n'était tenu personnellement des dettes de la succession pour la part et portion dont il était héritier. C. C. 26 vend. an 11, t. 3, 45.

39. L'héritier obligé *hypothécairement* à la totalité de la dette vis-à-vis des créanciers en était affranchi par la vente qu'il avait faite des immeubles héréditaires; il était détenteur, et l'action du créancier en redevenant personnelle à son égard devenait essentiellement divisible. C. C. 26 vend. an 11, t. 3, 45.

40. Les héritiers ne sont pas tenus solidairement des dettes chirographaires de leurs auteurs. C. C. 3 août 1792, t. 1, 1.

41. Quoique tenu des dettes de la succession, l'héritier n'est pas, par le fait de l'acceptation, passible sur ses biens personnels des hypothèques qui grèvent le défunt, et les créanciers de la succession ne peuvent prendre de plan sur l'héritier d'inscription en vertu de l'art. 877. Paris, 4 fév. 1822, t. 24, 129.

42. L'acceptation pure et simple de la succession, par une femme mariée sous le régime dotal, n'a pas pour effet de mettre les biens dotaux de cette femme à l'action des créanciers. C. C. 3 janv. 1825, t. 1 de 1825, 389; 16 nov. 1824, t. 1 de 1825, 62.

43. L'assignation donnée à l'héritier présomptif avant l'expiration des délais pour faire inventaire et pour débiter est valable. C. C. 10 juin 1807, t. 8, 1.

44. Les créanciers d'une succession sont pas obligés de traduire l'héritier, que, pur et simple, ou bénéficiaire,



Tribunal du lieu où la succession ouverte, conformément à l'art. 59 de proc. : ils peuvent l'assigner au juge de son domicile. C. C. 18 1817, t. 8, 449.

L'héritier non réservataire, qui, fondement d'une prétendue révocation testament, réclame la succession faite contre le légataire universel, ne peut former l'action en révocation du testament avant d'intenter celle en révocation des immeubles de l'hérédité. L'action doit commencer par cette dernière, l'héritier pourrait demander son renvoi au tribunal de son domicile, sur le motif que l'héritier doit d'abord statuer sur l'action en révocation qui est personnelle. C. C. 18 janv. 1817, t. 22, 58.

L'héritier grevé du legs d'une somme payable après son décès ne peut être tenu à donner caution, lors même que la succession ne consiste qu'en objets mobiliers qu'il est prévenu de dissiper. Paris, 22 avril 1812, t. 13, 389.

L'héritier légitime, saisi de plein droit et administrateur légal des biens de la succession, ne peut être obligé à donner caution des valeurs mobilières, sur la demande des légataires ou donataires du défunt, pendant les contestations faites entre eux et l'héritier. Angers, 16 mai 1816, t. 18, 425.

B. Les héritiers tenus, soit personnellement, soit hypothécairement, du paiement des legs, ne le sont pas solidairement. C. C. 7 nov. 1810, t. 11, 913.

9. L'héritier du sang, qui fait déchéance du legs à titre universel, ne répond pas par-là aux créances qu'il a contractées avec le testateur, surtout s'il a fait des réserves. Paris, 21 mars 1815, t. 17, 213.

10. L'héritier légitime en concours avec un légataire universel ne doit pas contribuer au paiement des dettes et charges de la succession. Paris, 5 fév. 1811, t. 12, 90.

C. — Mesures conservatoires. — Qui peut les prendre.

51. L'héritier légitime a le droit de faire apposer les scellés, quoiqu'il y ait un légataire universel saisi de la succession par l'art. 1006 du cod. civ., si ce légataire ne l'a pas notifié son titre. Amiens, 7 mai 1806, t. 7, 289.

52. Les créanciers personnels d'un co-héritier ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les effets mobiliers de la succession. Nanci, 9 janv. 1817, t. 19, 34.

53. Le légataire universel peut, si le défunt n'a laissé aucun héritier à réserve, faire lever les scellés mis sur les effets de la succession, sans appeler les héri-

tiers *ab intestat*. Dijon, 80 frim. an 12, t. 4, 169.

54. Le légataire ne peut empêcher même l'héritier non légitime de faire apposer les scellés et de faire procéder à l'inventaire. Bruxelles, 9 mai 1811, t. 12, 207; Nismes, 27 déc. 1810, t. 11, 1021.

55. Le créancier personnel de l'héritier, qui a formé opposition aux scellés apposés sur les effets de la succession, n'a pas le droit d'assister à la levée desdits scellés. Douai, 26 mars 1824, t. 2 de 1825, 393.

56. L'héritier légitime, en concours avec un légataire universel, peut requérir un inventaire, lorsqu'il a provoqué la nullité du testament. Amiens, 7 mai 1806, t. 7, 289.

57. Les frais de scellés et d'inventaire sont indistinctement une charge de la succession; l'héritier à réserve ne peut les rejeter sur les légataires. Paris, 1 août 1811, t. 12, 619.

§ 5. — Questions relatives à celui qui, se croyant héritier ou seul héritier, a recueilli la succession et l'a conservée jusqu'à ce qu'un nouvel héritier ou cohéritier se soit fait reconnaître.

58. Le successible qui, ayant juste raison de se croire seul héritier, s'est emparé de bonne foi de toute la succession, est dispensé de rendre les fruits qu'il a perçus, jusqu'au moment où son cohéritier s'est fait reconnaître et a formé sa demande en pétition d'hérédité. L'art. 138 du cod. civ. n'est pas à cet égard introductif d'un droit nouveau. C. C. 3 avril 1821, t. 23, 262.

59. Les impenses nécessaires faites sur les immeubles de la succession par le successible doivent, s'il se présente d'autres héritiers, rester exclusivement à sa charge, s'il profite seul des fruits qu'il a perçus pendant sa possession. C. C. 3 avril 1821, t. 23, 262.

60. La vente des biens d'une succession faite par l'héritier légitime, nonobstant les oppositions d'un enfant naturel du défunt, ne peut recevoir aucune atteinte des conventions ou jugemens postérieurs qui auraient réglé l'état et les droits de cet enfant. C. C. 20 mai 1806, t. 7, 310.

61. La chose jugée avec l'héritier apparent est réputée l'être également à l'égard des véritables héritiers qui se présentent par la suite. C. C. 11 frim. an 9, t. 1, 529.

§ 6. — Renonciation — Ses effets.

62. Avant le code civil, le successible qui n'avait point fait acte d'héritier pouvait renoncer à la succession, même longtemps après les délais accordés pour faire inventaire et délibérer. C. C. 1 août 1809, t. 10, 602.

63. Il en est de même sous l'empire du code. C. C. 1 août 1809, t. 10, 602.

64. Le successible poursuivi en reprise de l'instance commencée contre son auteur est toujours à temps de renoncer à la succession, lorsqu'il n'a point fait acte d'héritier. Paris, 16 juil. 1814, t. 16, 508.

65. Il peut renoncer, quoiqu'il n'ait point fait inventaire, alors qu'il ne s'est immiscé en rien dans les affaires de la succession. Paris, 16 juil. 1814, t. 16, 508.

66. La maxime *Semel hæres sumper hæres* n'est pas seulement établie dans l'intérêt des créanciers de la succession : elle l'est encore dans celui des autres héritiers, qui peuvent empêcher celui qui a fait un seul acte d'héritier de rétracter son acceptation pour s'en tenir à son legs. C. C. 22 janv. 1817, t. 19, 64.

67. Celui qui a accepté une succession à laquelle il n'était pas alors appelé peut ultérieurement y renoncer, et cette renonciation a l'effet de l'affranchir des dettes, encore que, depuis, la succession lui soit échue. C. C. 5 therm. an 12, t. 4, 631.

68. L'héritier qui a renoncé à une succession, par suite d'une ignorance invincible *de fait* sur la quotité des biens qui devaient la composer, peut être restitué contre sa renonciation. Paris, 23 avril 1816, t. 18, 315.

69. L'héritier donataire, qui a renoncé à la succession pour s'en tenir à sa donation, ne peut se faire restituer contre sa renonciation, dans le cas où la donation est déclarée nulle. Nismes, 6 fév. 1824, t. 3 de 1824, 127.

70. La cour de Riom a décidé au contraire que cet héritier a droit de revenir contre sa renonciation, s'il découvre qu'une autre donation, antérieure à la sienne, absorbe la quotité disponible. 3 fév. 1820, t. 22, 128.

SUICIDE. La complicité de suicide n'est point un crime punissable d'après les lois pénales. C. C. 27 avril 1815, t. 17, 282.

SUPPRESSION d'état. 1. Lorsqu'une femme, arbitrairement détenue en vertu d'une lettre de cachet, est accouchée pendant sa détention, elle peut, sur des indices et des présomptions graves, être admise à prouver par témoins le fait de l'accouchement et la suppression d'état de son enfant. Rouen, 8 avril 1824, t. 2 de 1824, 61.

2. Dans l'ancienne jurisprudence, l'action criminelle contre un délit de suppression d'état était recevable, avant le jugement définitif de la question d'état par les tribunaux civils. C. C. 25 brum. an 13, t. 5, 98.

3. Aujourd'hui l'action criminelle en suppression d'état ne peut être intentée avant que les tribunaux civils aient prononcé définitivement sur l'action en réclamation d'état. C. C. 24 juil. 1824, t. 2 de 1824, 429 ; 30 mars 1813, t. 1, 369 ; 9 fév. 1810, t. 11, 125 ; 10 mess. an 4, 591.

4. Cette disposition s'applique au ministère public comme aux parties lésées. C. C. 2 mars 1809, t. 10, 16.

5. Le ministère public ne peut suivre d'office par la voie criminelle le délit de suppression ou de suppression d'état d'un enfant, lorsqu'il n'existe à cet égard aucune réclamation civile. C. C. 10 mes. an 12, t. 4, 598.

6. On ne peut former une demande en dommages et intérêts pour suppression d'état, lorsqu'elle n'a pas été précédée de l'action civile en réclamation, ni de l'action criminelle en suppression du même état. Paris, 20 fév. 1810, t. 11, 156.

SUPPRESSION *de part*. 1. La suppression de la personne d'un enfant peut être poursuivie criminellement avant le prononcé de la question d'état. C. C. 12 fév. 1823, t. 2 de 1824, 233 ; 27 juin 1824, t. 1 de 1824, 431.

2. Le ministère public ne peut poursuivre d'office le délit de suppression de part, lorsqu'il n'existe à cet égard aucune réclamation civile. C. C. 10 mes. an 12, t. 4, 598.

## SURENCHÈRE.

§ 1. *De la surenchère en général.*

§ 2. *Qui peut surenchérir.*

§ 3. *Sur quelle vente peut être faite la surenchère. — Des diverses surenchères. — Etendue qu'elles doivent avoir.*

§ 4. *Formes de la surenchère. — Devant quel tribunal elle doit être portée.*

§ 5. *Délais de la surenchère.*

§ 6. *De la caution qui doit être offerte.*

§ 7. *Adjudication sur surenchère. — Droits et obligations de l'adjudicataire. — Effets de la surenchère et de l'adjudication.*

§ 8. *Nullité de la surenchère. — Désistement.*

## Jurisprudence des lois anciennes.

1. Sous l'empire de l'édit de 1771, l'acquéreur ne pouvait arrêter l'effet de la surenchère en offrant de désintéresser les créanciers.

créanciers opposans. C. C. 21 mes. 1, 202.

us le même édit, un créancier du était admis à surenchérir jusqu'au des lettres de ratification. germ. an 11, t. 3, 401.

le pouvait, lors même que sa eût été postérieure au contrat de C. C. 25 therm. an 5, t. 1, 219.

acquéreur d'un immeuble qui, en ité de l'édit, s'était soumis à four- surenchère faite par des créanciers s, ne pouvait prétendre que l'ex- du prix lui fût adjugé comme in- é contre son vendeur, sans avoir aux créanciers chirographaires op- C. C. 2 vent. an 10, t. 2, 300.

le contrat de vente qui, avant la 11 brum. an 7, avait été exposé t deux mois, mais sur lequel il pas été obtenu de lettres de rati- a, a pu être surenchéri après la ription qui en a été faite confor- nt à cette loi de brumaire. C. C. 29 an 11, t. 3, 401.

ous la loi du 11 brum. an 7, un ier ne pouvait se désister de sa chère au préjudice des autres créan- C. C. 22 prair. an 13, t. 6, 249.

Avant le code de procédure, le créan- surenchérisseur qui offrait de don- caution n'était point, à peine de éance, obligé de la fournir de suite. 20 niv. an 13, t. 5, 260.

#### 1. — De la surenchère en général.

Tant que la huitaine, à partir de judication définitive de l'immeuble, n'est pas expirée, il peut être fait greffe de nouvelles surenchères, lors ne que le premier surenchérisseur ait déjà dénoncé la sienne et pour- ri l'audience. Turin, 30 janv. 1810, 1, 106.

L'acquéreur ne peut arrêter l'effet la surenchère en offrant de payer les uncs inscrites, sous la réserve d'une nmission préalable. C. C. 23 avril 1806, 258.

#### § 2. — Qui peut surenchérir.

0. Le créancier qui a donné mainle- de son inscription peut, tant qu'elle st pas radiée, faire une surenchère sur jet qui lui est affecté. C. C. 23 avril 1806, t. 7, 258.

1. Un mandataire peut surenchérir vertu d'une procuration même posté- re aux notifications faites aux créan- s inscrits. Paris, 30 nov. 1822, t. 1 de 13, 135.

12. Il n'est pas nécessaire que cette prcuracion contienne la désignation de, l'immeuble qu'on entend surenchérir. Paris, 30 nov. 1822, t. 1 de 1823, 135.

13. Le pouvoir d'exproprier contient implicitement celui de surenchérir. Aix, 5 pluv. an 13, t. 5, 304.

14. L'individu notoirement insolvable ne peut être admis à surenchérir sur le prix d'une adjudication sur saisie immo- bilière, même en faisant l'offre de donner caution. C. C. 31 mars 1819, t. 21, 242.

15. Il en est de même en matière de licitation, lors même que le surenché- risseur serait un des colicitans. Colmar, 2 déc. 1815, t. 17, 700.

16. Une femme, même séparée de biens, ne peut, sans l'autorisation spéciale de son mari, former une surenchère sur un im- meuble qui lui est hypothéqué. C. C. 14 juin 1824, t. 3 de 1824, 289.

17. Le créancier qui n'a d'hypothèque que sur la moitié d'un immeuble indivis adjugé en un seul lot ne peut faire frap- per sa surenchère que sur la moitié qui lui est hypothéquée. Paris, 3 mars 1820, t. 22, 231.

18. Un cessionnaire qui a fait notifier son transport avant la vente peut suren- chérir sur cette vente, quoique son in- scription soit antérieure à la notification du transport. C. C. 30 mai 1820, t. 22, 453.

18 bis. Le copropriétaire d'un immeu- ble indivis, qui a concouru à l'adjudication faite en justice, et qui est aussi créancier de l'un des covendeurs, ne peut pas être admis à faire une surenchère. Amiens, 21 mai 1824, t. 1 de 1825, 35.

19. L'obligé solidaire qui, en payant la dette commune, s'est fait subroger aux actions et hypothèques du créancier, peut surenchérir sur la vente des biens de son codébiteur spécialement hypothéqués à l'obligation. Ce droit est indépendant de l'inscription sur les registres de l'hypo- thèque de l'acte de subrogation. Paris, 2 mars 1809, t. 10, 170.

20. Le tiers détenteur de l'objet qui a été saisi ne peut surenchérir; mais son incapacité n'entraîne pas la nullité de la surenchère qu'il aurait faite conjointe- ment avec une autre personne capable. Bruxelles, 15 avril 1809, t. 10, 289.

21. La femme dont tous les biens pré- sens et à venir sont dotaux ne peut sur- enchérir, même avec l'autorisation de son mari, des biens saisis immobilièrement sur ce dernier. Lyon, 27 août 1813, t. 15, 451.

22. Les établissements publics et les mar- guilliers d'une paroisse peuvent faire une surenchère sans l'autorisation préalable

du conseil de préfecture. Bruxelles, 20 avril 1811, t. 12, 355.

§ 3. — *Sur quelle vente peut être faite la surenchère. — Des diverses surenchères. — Etendue qu'elles doivent avoir.*

23. Une revente sur folle enchère n'est pas susceptible de surenchère. Rouen, 17 mai 1824, t. 3 de 1824, 216.

24. La même cour avait précédemment jugé en sens contraire. 19 juil. 1818, t. 3 de 1824, 212.

25. Une adjudication faite à la suite d'une surenchère sur aliénation volontaire n'est pas susceptible d'une nouvelle surenchère. C. C. 22 juin 1819, t. 21, 409.

26. Une vente à réméré est susceptible de surenchère. Bourges, 26 janv. 1822, t. 24, 67.

27. Une vente d'immeubles faite par un curateur à une succession vacante n'est susceptible que de la surenchère du dixième, et non de celle du quart. Paris, 2 mars 1809, t. 10, 170.

28. Il en est de même de la vente des biens de mineurs faite en justice par le tuteur. Riom, 26 janv. 1818, t. 20, 37.

29. La cour de Colmar a jugé en sens contraire. 2 déc. 1815, t. 17, 700.

30. Une vente par adjudication volontaire de biens dépendans d'une succession bénéficiaire n'est pas susceptible de la surenchère du quart. C. C. 16 nov. 1819, t. 21, 644.

31. Il en est de même de l'adjudication des biens d'un failli. Rouen, 19 nov. 1814, t. 16, 702.

32. Voy. un arrêt en sens contraire. Aix, 10 juin 1813, t. 15, 29.

33. Une vente faite à la suite d'une saisie immobilière, mais convertie par tous les intéressés en une simple vente sur publications volontaires, n'est pas susceptible de la surenchère du quart. Paris, 19 juil. 1817, t. 19, 717.

34. Une adjudication sur licitation, poursuivie par le créancier d'un des héritiers, n'est pas susceptible de la surenchère du quart. Douai, 16 août 1810, t. 11, 776.

35. Le créancier qui veut surenchérir doit faire la distinction entre les charges qui font partie du prix et celles qui sont en dehors. L'acquéreur qui fait notifier son contrat n'est point obligé de faire cette distinction dans l'extrait qu'il fait signifier. C. C. 2 nov. 1813, t. 15, 563.

36. Lorsque des frais de poursuites et autres qui ne sont pas une charge ordinaire de la vente sont imposés à l'adjudicataire, on doit, sous peine de nullité de la surenchère, outre le dixième du capital, offrir le dixième du montant de ces frais, lors même qu'ils n'auraient pas été

évalués dans la notification du jugement d'adjudication. Riom, 29 mars 1818, 266.

37. Le surenchérisseur n'est point obligé d'offrir le dixième en sus des intérêts affectant l'immeuble surenchéri. Paris, 18 janv. 1825, t. 3 de 1825, 394.

38. Lorsque, dans une vente volontaire, il y a des prestations en nature, le surenchérisseur doit les évaluer en argent pour déterminer la somme qui doit être offerte. L'acquéreur n'est point obligé, en offrant son contrat aux créanciers, de faire cette évaluation. C. C. 3 avril 1815, t. 17, 227.

39. Lorsque l'acquéreur déclare qu'il n'a rien de vin, quoique non exprimé au contrat, le surenchérisseur doit le comprendre dans son offre. C. C. 3 avril 1815, t. 17, 227.

40. L'obligation imposée à l'acquéreur d'acquitter ou de rembourser une dette foncière est une charge que le surenchérisseur doit comprendre dans son offre. C. C. 25 nov. 1811, t. 12, 898.

41. Le surenchérisseur sur vente volontaire n'est pas obligé de comprendre dans son enchère les frais et loyaux coûts du contrat, ceux de transcription et de publication énoncés dans l'art. 2188 du cod. civ. que l'acquéreur en ait ou non été dispensé par une clause expresse de l'acte. C. C. 12 fév. 1822, t. 24, 229.

42. Il suffit dans l'acte de surenchère d'énoncer qu'elle est du dixième, sans qu'il y ait besoin d'exprimer numériquement la somme totale à laquelle elle s'élève. Paris, 30 mai 1820, t. 22, 453.

§ 4. — *Forme de la surenchère. — Devant quel tribunal elle doit être portée.*

43. Au cas de la surenchère autorisée par l'art. 2185 du cod. civ., le créancier surenchérisseur doit, à peine de nullité, diriger simultanément sa poursuite contre le vendeur et l'acquéreur. Paris, 10 août 1807, t. 8, 554.

44. Les nullités résultantes de l'irrégularité des actes signifiés au vendeur ne font point obstacle à l'acquéreur, en ce sens que, si le vendeur fait défaut, l'autre peut s'en prévaloir pour faire annuler la surenchère. Paris, 19 août 1807, t. 8, 554.

45. Le surenchérisseur n'est point tenu d'établir sa solvabilité, surtout lorsqu'il n'articule aucun fait qui caractérise l'insolvabilité, et qu'elle n'est pas notoire. Rouen, 13 juil. 1818, t. 3 de 1824, 218.

46. Dans le cas contraire, le surenchérisseur doit justifier lui-même de sa solvabilité. Rouen, 30 mai 1823, t. 3 de 1824, 218.

47. Il y a insolvabilité notoire si les moyens du surenchérisseur sont évidemment insuffisants pour répondre de l'en-

Rouen, 30 mai 1823, t. 3 de 1824,

L'adjudicataire sur saisie immobilière recevable à discuter la solvabilité de l'enchérisseur avant l'adjudication provoquée par la surenchère. C. C. 1816, t. 18, 124.

Dans le cas d'une vente d'immeubles dépendants d'une succession bénéficiaire, l'acte de surenchère peut être déposé au greffe du tribunal, au lieu de l'être au notaire devant lequel a été faite la vente. Turin, 8 sept. 1809, t. 10,

Lorsque l'exploit de surenchère est requis d'un fondé de pouvoir, il doit contenir une copie par exploit de la procuration, sans qu'il soit nécessaire d'une copie entière. Paris, 30 nov. 1823, t. 1 de 1823, 135.

La surenchère peut être signifiée au débiteur élu par l'adjudicataire chez son domicile, avec déclaration qu'il a charge de signifier sur toutes surenchères, ordres et mandes quelconques. C. C. 30 mai 1822, t. 22, 453.

La surenchère peut être signifiée au débiteur au domicile indiqué dans l'acte de vente, quoiqu'il en ait changé depuis, si s'il s'est écoulé peu de temps depuis le contrat. 18 juil. 1819, t. 21, 477.

La surenchère peut, sans nullité, être notifiée par un huissier commis par le président d'un tribunal autre que celui du lieu où la notification doit être faite. 9 août 1820, t. 22, 750; 7 août 1819, t. 21, 253.

Les vingt-quatre heures que l'art. 2183 du cod. de proc. accorde pour notifier la surenchère, doivent s'entendre du jour entier qui suit celui où la surenchère a été faite. Liège, 5 janv. 1809, t. 10, 451; Rouen, 27 août 1813, t. 15, 451.

Si la surenchère a été faite la veille d'une fête, elle peut n'être dénoncée que le lendemain de la fête. C. C. 28 nov. 1809, t. 10, 803.

La notification peut être faite un jour férié en vertu d'une commission donnée par le président du tribunal. C. C. 7 juil. 1819, t. 21, 253.

L'exploit de surenchère sur aliénation volontaire ne doit pas être déclaré nul, parce qu'il a été signifié un jour de fête légale, lorsqu'il est d'ailleurs régulier en sa forme. C. C. 23 fév. 1825, t. 2 de 1825, 529.

La notification de la surenchère, faite à la requête d'un mari et de sa femme, est nulle, faute de la signature de l'un d'eux, lorsque la créance fait partie de la communauté. Paris, 4 mars 1815, t. 17, 171.

59. Dans le cas d'une vente volontaire faite conjointement par un mari et une femme séparés de biens, d'un immeuble propre à l'un d'eux, il suffit d'une seule copie de l'acte de surenchère pour les deux époux, s'il n'a été fait mention de leur séparation, ni dans la vente, ni dans la transcription, ni dans les notifications du contrat. C. C. 23 mars 1814, t. 16, 254.

60. Lorsque deux époux notoirement séparés de biens font ensemble et conjointement une acquisition, on doit signifier la surenchère individuellement à chacun d'eux par deux copies séparées. C. C. 14 août 1813, t. 15, 381.

61. La surenchère sur une adjudication faite à l'audience des criées, par voie de licitation, doit être portée devant le tribunal de la situation des biens, quoique l'adjudication ait été faite devant un autre tribunal. Paris, 27 mai 1816, C. C. 13 août 1807, t. 18, 447 et 450. (A la note.)

#### § 5. — Délai de la surenchère.

62. Les femmes, les mineurs, les interdits, doivent, sous peine de déchéance, surenchérir dans les deux mois de l'accomplissement des formalités prescrites pour purger les hypothèques légales, sans que l'acquéreur soit obligé de leur faire les notifications exigées par l'art. 2183, pour les mettre en demeure de surenchérir. Grenoble, 27 déc. 1821, t. 2 de 1823, 195.

63. Lorsque le dernier jour du délai fixé pour la surenchère est un jour férié, elle ne peut être faite le lendemain. C. C. 27 fév. 1821, t. 23, 152; Rouen, 14 janv. 1815, t. 17, 49.

64. Le délai de la surenchère court contre chaque créancier, du jour où l'acquéreur lui fait notifier son contrat. Paris, 27 mars 1811, t. 12, 275.

65. La notification d'un contrat de vente d'immeubles, dont le prix consiste, pour le tout ou partie, en rente viagère dont elle ne détermine point les capitaux, est suffisante pour faire courir le délai de la surenchère. Aix, 2 fév. 1821, t. 23, 88.

66. La cour d'appel de Paris a jugé la question en sens contraire. 5 fév. 1814, t. 16, 158.

67. Le jour de la notification du contrat de vente ne doit pas être compris dans le délai de quarante jours accordé aux créanciers pour exercer la surenchère. Paris, 18 juil. 1819, t. 21, 477.

68. Quoique le jugement qui prononce la déchéance d'une surenchère soit suspect de collusion entre l'enchérisseur déchu et l'acquéreur, il empêche cependant les autres créanciers inscrits de suren-



chérir, lorsque les délais sont expirés. C. C. 8 mars 1809, t. 10, 182.

69. Il n'y a pas lieu à ajouter un délai supplémentaire à celui de quarante jours, lorsqu'il y a moins de cinq myriamètres de distance entre le domicile réel du requérant et le domicile élu. Gênes, 29 août 1812, t. 13, 818.

§ 6. — *De la caution qui doit être offerte.*

70. La caution doit, à peine de nullité, être désignée nominativement dans l'acte même de surenchère. C. C. 4 janv. 1809, t. 10, 1 ; Paris, 27 nov. 1821, t. 23, 689; Bruxelles, 22 nov. 1807, t. 8, 689.

71. Cet acte doit, en outre, sous peine de nullité, contenir assignation à trois jours pour la réception de la caution. Turin, 2 mars 1811, t. 12, 176.

72. La caution offerte doit, à peine de nullité de la surenchère, être domiciliée dans le ressort de la cour d'appel où elle doit être reçue. Riom, 9 avril 1810, t. 11, 336.

73. Si l'on admettait que l'on pût recevoir un individu notoirement insolvable à surenchérir sur une saisie immobilière, en offrant caution, il faudrait au moins que la caution fût offerte dans les formes prescrites par l'art. 832 du cod. de proc., en matière de surenchère sur vente volontaire. C. C. 31 mars 1819, t. 21, 242.

74. Dans le cas de surenchère sur aliénation volontaire, l'offre d'une caution est exclusivement soumise aux formalités prescrites par les art. 832 du cod. de proc. et 2185 du cod. civ. Poitiers, 6 août 1823, t. 3 de 1824, 169.

75. Pour la présentation d'une nouvelle caution en remplacement d'une caution décadée, avant sa réception on doit observer les formalités générales des art. 517 et 518 du cod. de proc. civ. C. C. 16 mars 1824, t. 2 de 1824, 253.

76. La solvabilité de la caution ne peut être constatée que par des titres. Bordeaux, 30 août 1816, t. 18, 737.

77. La caution est admissible si, à défaut de propriétés foncières, elle offre de consigner somme suffisante pour le paiement du prix et des charges. Paris, 9 avril 1813, t. 14, 410.

78. Les biens d'un homme marié, quoique grevés éventuellement de l'hypothèque légale de la femme, peuvent être valablement affectés au cautionnement, lorsqu'il n'est pas démontré que les immeubles de la caution sont *actuellement* frappés de reprises à exercer par la femme. Rennes, 9 mai 1818, t. 22, 446.

79. On ne peut présenter pour la première fois en cause d'appel une caution

supplémentaire. C. C. 15 mai 1822, 428.

80. Après les délais accordés pour la réception de la caution, le surenchérisseur ne peut plus substituer ou joindre une caution nouvelle qu'il a d'abord offerte. Bordeaux, 1816, t. 18, 737; Paris, 27 nov. 1821, t. 23, 689.

81. Ni offrir de consigner une somme d'argent pour couvrir l'insuffisance du cautionnement : une offre ou promesse de consigner n'équivaut pas à une consignation effective. C. C. 15 nov. 1821, t. 23, 49.

82. L'offre d'un simple certificat de solvabilité ne pourrait pas d'ailleurs suppléer à l'insuffisance du cautionnement. C. C. 29 fév. 1820, t. 22, 208.

83. Si l'on prétend que l'immeuble affecté par la caution est insuffisant, le surenchérisseur peut-il être admis à proposer une nouvelle caution, quoiqu'il est d'une valeur supérieure à celle exigée ? T. 21, 477.

84. Lorsque le surenchérisseur n'est pas justifié de la solvabilité de sa caution, un autre créancier ne peut être admis à proposer une nouvelle caution, après l'expiration des délais, admis à proposer une nouvelle caution, lors même que la caution du surenchérisseur est le résultat d'un contrat frauduleux entre lui et l'acquéreur. Dans ce cas la vente est irrévocable. Paris, 19 mars 1823, t. 2 de 1823, 380.

85. Lorsque la caution présentée, après avoir justifié de sa solvabilité, et après s'être engagé, refuse de le faire, la surenchère doit être déclarée nulle, sans que le créancier puisse obtenir une prorogation de délai pour présenter une nouvelle caution, si le délai légal est expiré. C. C. 27 mai 1825, t. 3 de 1823, 180.

86. Suivant la cour de Paris, il en serait autrement si la caution s'était engagée par son fait dans l'impuissance de remplir son engagement. Paris, 19 mai 1809, t. 11, 399.

87. Le surenchérisseur ne doit cautionner que jusqu'à concurrence seulement du prix énoncé dans le contrat, et non du dixième en sus auquel ce prix est porté par la surenchère. Rennes, 29 mai 1812, t. 13, 504.

88. La cour de cassation a décidé le contraire. C. C. 10 mai 1820, t. 22, 446.

89. Le surenchérisseur sur vente volontaire peut offrir et faire recevoir plusieurs cautions. Paris, 3 août 1812, t. 13, 737.

90. La forme de procéder pour le dépôt de caution est purement sommaire. Rennes, 29 mai 1812, t. 13, 504.

91. L'assignation qu'exige l'art. 832 du cod. de proc. peut être donnée pour la plus prochaine audience, quoiqu'elle

**Termes de trois jours. C. C. 30 mai 22, 453.**

**Assignation à trois jours dont il est** l'art. 832 du cod. de proc. civ. **réception de la caution doit être** devant le tribunal entier, et non **audience de référé. Riom, 10 déc.** 9, 699.

**En est de même, si l'assignation est** dans les vacances. Riom, 10 déc. 9, 699.

**Adjudication sur surenchère. —**  
**Obligations de l'adjudicataire.**

**En matière d'expropriation, lors-** surenchérisseur se désiste de sa **ère en faveur de l'adjudicataire,** **sement à augmenter le prix de son** **ication du montant de la suren-** **les autres créanciers ne peuvent** **guérir d'adjudication sur la suren-** C. C. 8 nov. 1815, t. 17, 641.

**L'adjudication sur surenchère, par** **d'expropriation, ne peut être pro-** **ce avant la huitaine du jour de l'ad-** **ation définitive. Bourges, 29 déc.** 3, t. 2 de 1823, 414.

**La partie saisie ne peut être ad-** **arguée de nullité le jugement d'ad-** **ication sur surenchère, si elle n'a pas** **si la caution exigée par l'art. 2 du** **et du 2 fév. 1811. Bourges, 27 juil.** 3, t. 2 de 1823, 419.

**On peut appeler d'un jugement** **udication par suite de surenchère sur** **le volontaire. C. C. 23 déc. 1806, t.** 12.

**L'adjudicataire sur surenchère ne** **les intérêts du prix principal de** **udication qu'à compter de sa jouis-** **se. Riom, 19 janv. 1820, t. 22, 62.**

**Mais il les doit à compter de sa jouis-** **se, lors même que le précédent acqué-** **en aurait été dispensé pour un cer-** **tains et que le cahier des charges** **ait muet à cet égard. Paris, 11 janv.** 6, t. 18, 27; C. C. 23 déc. 1806, t. 7,

**10. L'acquéreur qui reste adjudica-** **sur surenchère pour un prix plus** **déférable que celui de la vente, et qui** **ait pas transcrire le jugement d'ad-** **ication, ne doit pas un supplément de** **de transcription. C. C. 10 juin 1812,** 5, 547.

**11. Le créancier surenchérisseur ne** **et pas faire revendre par lots des im-** **ubles acquis en bloc par celui sur le-** **quel la surenchère est provoquée. Rouen,** **juin 1807, t. 8, 438.**

**102. La surenchère dont usait la créan-** **cière hypothécaire, dans le cas de l'art. 31** **de la loi du 11 brum., et l'adjudication**

**publique de l'immeuble surenchéri, n'a-** **vaient pas l'effet de résoudre la condition** **du réméré, ou toute autre convention sti-** **pulée au premier contrat. Paris, 6 fruct.** **an 12, t. 4, 680.**

**103. L'adjudicataire d'un immeuble,** **par suite de surenchère sur contrat vo-** **lontaire est recevable, à arguer de simu-** **lation un bail authentique antérieur à** **la vente sur laquelle est intervenue la** **surenchère. Angers, 20 juil. 1822, t. 2** **de 1823, 35.**

**§ 8. — Nullité de la surenchère. —**  
**Désistement.**

**104. L'acquéreur ne peut faire valoir** **une nullité résultant de quelque irrégu-** **larité dans la notification de la surenché-** **re, faite au vendeur, lorsque ce dernier** **y renonce. C. C. 9 août 1820, t. 22,** **730.**

**105. Le vendeur d'un immeuble à pacte** **de rachat n'a pas qualité pour contester** **la surenchère faite par un de ses créan-** **ciers inscrits sur l'immeuble aliéné. Metz,** **23 avril 1823, t. 1 de 1824, 112.**

**106. Lorsque, de plusieurs adjudica-** **taires qui ont acquis en bloc et pour un** **seul et même prix, les uns demandent la** **nullité de la surenchère, et d'autres re-** **connaissent sa validité, elle doit être an-** **nulée ou maintenue pour le tout. Colmar,** **18 déc. 1820, t. 22, 881.**

**107. On peut proposer pour la pre-** **mière fois en cause d'appel la nullité** **d'une surenchère sur vente volontaire,** **résultante de la tardiveté de la notifica-** **tion, ou de ce que la caution offerte ne** **présente pas les conditions requises par** **la loi. Riom, 26 mai 1818, t. 20, 397;** **9 avril 1810, t. 11, 336.**

**108. Quoiqu'on se soit borné en pre-** **mière instance à demander la nullité d'u-** **ne surenchère, pour insuffisance de la** **caution, on peut sur l'appel en deman-** **der la nullité comme inadmissible, parce** **que la vente n'en est pas susceptible.** **Bourges, 26 janv. 1822, t. 24, 67.**

**109. En matière de vente, volontaire le** **surenchérisseur peut se désister d'une** **surenchère nulle, sans être tenu de rap-** **porter le consentement des créanciers hy-** **pothécaires. L'acquéreur n'est pas rece-** **vable à attaquer ce désistement. Agen,** **17 août 1816, t. 18, 671.**

**SURVIE. 1. La condition de survie appo-** **sée à une donation mutuelle entre époux** **est censée accomplie en faveur des héri-** **tiers du prédécédé, quand c'est l'autre** **époux qui lui a donné la mort. C. C. 5** **mai 1813, t. 20, 368.**

**2. Les dons de survie faits en contrat** **de mariage sont régis, quant à la quotité** **disponible, par la loi en vigueur à l'épo-**

que de la donation, et non par celle existante au jour du décès du donateur. C. C. 5 vend. an 7, t. 1, 278. — Voy. *Don mutuel*, et *Donation par contrat de mariage*.

T.

**TABAC.** 1. L'amende de 50 fr. ou de 150 fr., par cent pieds, prononcée contre ceux qui se livrent à la culture illicite du tabac, doit se percevoir proportionnellement sur les fractions comme sur les centaines. C. C. 12 janv. 1822, t. 24, 22.

2. Le fait seul du colportage du tabac, sans qu'il y ait vente ou débit, est passible non seulement de la confiscation, mais encore de l'amende. C. C. 31 mai 1822, t. 24, 471.

**TABLEAUX.** 1. Lorsqu'un anatomiste et un peintre ont, l'un conçu, et l'autre exécuté le plan d'un tableau, et qu'ils sont convenus originairement de partager la récompense dont le gouvernement pourrait couronner leur entreprise, le tableau est leur propriété commune. Paris, 11 mes. an 11, t. 15, 66.

2. Lorsque des tableaux ont été visités, achetés et payés, l'acheteur ne peut pas demander la résiliation de la vente et forcer le marchand à reprendre ses tableaux, sur le motif qu'ils ne sont pas des auteurs par lui indiqués. Paris, 17 juin 1813, t. 15, 62.

**TÉMOIN instrumentaire.** 1. Celui qui est en état de faillite ne peut être témoin dans un acte notarié. C. C. 10 juin 1824, t. 3 de 1824, 145.

2. Un contrat de mariage est nul si, reçu par un seul notaire, il a eu pour témoins des parens des parties au degré prohibé par la loi du 25 vent. an 11, sur le notariat; cependant le notaire n'est point responsable de cette nullité. Riom, 20 nov. 1818, t. 20, 754.

**TÉMOINS judiciaires.**

§ 1. *Témoins en matière criminelle et correctionnelle.*

§ 2. *Témoins en matière civile.*

§ 1. *Témoins en matière criminelle et correctionnelle.*

1. En matière correctionnelle, les complices d'un délit, lorsqu'ils ne sont pas poursuivis personnellement, peuvent être entendus comme témoins. — Ainsi les négocians qui ont employé le ministère d'un courtier marron peuvent être témoins dans la poursuite dirigée contre lui pour courtage clandestin. C. C. 9 mars 1820, t. 22, 252.

2. L'oncle de l'accusé peut être entendu comme témoin, et il ne peut être dispensé

de la prestation de serment. C. C. 12 1820, t. 22, 34.

3. Quoique les enfans ne puissent ser contre leurs père et mère, on entend comme témoins les tiers qui posent de ce qu'ils ont ouï-dire à leurs enfans. C. C. 30 mai 1818, t. 20, 40.

4. On peut entendre comme témoins des individus qui, mis en prison dans l'origine du procès, ont été renvoyés de l'accusation. C. C. 6 mai 1819, t. 17, 311.

5. On peut également lire aux jurés et remettre aux jurés les interrogatoires qu'ils ont subis. C. C. 10 janv. 1819, t. 19, 39.

6. On peut, à plus forte raison, entendre comme témoins leurs parens au degré prohibé. C. C. 10 janv. 1819, t. 19, 39.

7. Quoique le descendant de l'accusé ne puisse être témoin, cependant, qu'il est accusé lui-même, on doit cueillir les déclarations qu'il peut faire dans l'instruction contre son ascendant. C. C. 8 janv. 1824, t. 2 de 1824, 1.

8. La prohibition d'entendre comme témoins les parens de l'accusé ne constitue pas un obstacle à ce que l'interrogatoire du parent qui a figuré dans l'instruction criminelle comme coprévenu soit lu aux jurés. C. C. 27 juin 1823, t. 1825, 586.

8 bis. L'interrogatoire, dans ce cas, peut être considéré que comme une déclaration écrite, et non comme une déposition. C. C. 27 juin 1825, t. 3 de 1825, 586.

9. Il est laissé à la discrétion des présidens des cours d'assises d'écarter les témoins au-dessous de quinze ans de la liste des témoins, et de ne les faire entendre que pour renseignements. C. C. 20 mai 1812, t. 13, 59.

10. Les officiers de police judiciaire qui ont dressé des procès verbaux de délit peuvent être appelés comme témoins soit pour expliquer ce qui est contenu dans leurs procès verbaux, soit pour déposer sur des faits qui n'y sont pas énoncés. C. C. 12 juil. 1810, t. 11, 678.

11. Le garde forestier rédacteur d'un procès verbal ou rapport nul pour défaut de forme peut être entendu comme témoin sur le fait que cet acte avait pour objet de constater. C. C. 1 mars 1812, t. 24, 243.

12. L'enfant adultérin ou incestueux de l'un des époux, né avant le mariage, ne peut être témoin contre l'autre époux. C. C. 6 avril 1809, t. 10, 241.

13. L'individu qui n'est ni la partie plaignante, ni le dénonciateur, peut être entendu comme témoin, lors même qu'il

intérêt à la condamnation. C. C. 21 an 13, t. 6, 384.

La femme du plaignant peut être ouïe comme témoin. C. C. 21 therm. t. 6, 384.

Le plaignant ne peut, du consentement même de l'accusé, être entendu comme témoin, C. C. 21 therm. an 13, 384.

Le défaut d'avertissement fait au juge ou à un témoin entendu aux débats d'appoint, n'est point une nullité. C. C. 18 fév. 1816, t. 18, 135.

L'énonciation de sa qualité dans l'accusation suffit pour que les jurés soient avertis. C. C. 18 mai 1815, 360.

En matière criminelle, l'audition des témoins n'est pas prescrite à peine de nullité. C. C. 14 avril 1815, 255.

Avant le code d'instruction criminelle, les dépositions écrites des témoins présents à l'audience ne pouvaient être lues au jury, même sur la réquisition du procureur. C. C. 11 vend. an 14, t. 6, 476.

L'audition d'un témoin n'est pas nulle, quoique son nom n'ait pas été notifié à l'accusé, si celui-ci l'a laissé déposer. C. C. 29 avril 1819, t. 21, 387.

Le président d'une cour d'assises, d'office ou sur le réquisitoire du procureur public, mettre en état de surveillance un témoin qu'il soupçonne de faux témoignage, et le faire déposer en prison, par des gendarmes, avant toute mise en accusation. C. C. 20 août 1819, t. 21, 598; 1818, t. 20, 409.

Les tribunaux criminels pouvaient, sur l'appel, d'autres témoins que ceux qui avaient été entendus en première instance. C. C. 6 niv. an 14, 582.

En matière criminelle, le témoin qui allègue qu'une fausse excuse pour ne pas comparaître, doit, outre l'amende, être condamné à l'emprisonnement. C. C. 10 nov. 1811, t. 42, 923.

Un condamné ne peut pas se prévaloir de ce que des témoins n'ont pas prêté le serment prescrit par le code, si le procès verbal de la séance constate l'accomplissement de cette formalité. C. C. 14 avril 1824, t. 3 de 1825, 556.

## 2. — Témoins en matière civile.

Les habitants et propriétaires d'une commune ne peuvent être témoins dans un procès où celle-ci est intéressée. Angers, 16 janv. 1823, t. 3 de 1823, 127.

Une allégation de concubinage entre les témoins et la partie qui les présente n'est point un obstacle à ce qu'ils

soient entendus. Paris, 11 fév. 1815, t. 17, 95.

27. La qualité de juif dans un témoin n'est point une cause de récusation, mais le procès verbal de la réception de serment *more judaico* doit, à peine de nullité, en détailler les solennités. Colmar, 26 juil. 1814, t. 16, 588.

28. On ne peut pas récuser comme témoin la personne chez qui la partie demeure et mange, en payant pension. Paris, 10 mars 1809, t. 10, 188.

29. Le titre d'associé de la partie ne peut point être une cause de récusation. C. C. 4 janv. 1808, t. 9, 3.

30. Un sourd-muet de naissance peut être entendu comme témoin dans un procès civil. Nismes, 21 avril 1821, t. 23, 608.

31. Un avocat, un avoué et ses clercs, devant lesquels il a été passé des aveux, fait des dires et déclarations, sont obligés d'en déposer comme témoins, s'ils en sont requis par l'une des parties, lorsque les faits ne leur ont pas été confiés dans le secret du cabinet. Rouen, 5 août 1816, t. 18, 634.

32. De même le notaire rédacteur et les témoins instrumentaires doivent déposer des faits qui se sont passés et des déclarations qui ont été faites au moment du contrat. C. C. 23 nov. 1812, t. 13, 989.

33. L'art. 288 du code de proc. civ. est énonciatif, et non limitatif. Ainsi on peut reprocher les témoins qui, avant le procès commencé, ont déposé devant un fonctionnaire public des faits qui font l'objet de l'enquête. Angers, 28 juin 1823, t. 3 de 1823, 42.

34. Ainsi encore, on peut reprocher un témoin par le motif qu'il a un intérêt indirect à la vérification du fait litigieux, qu'il plaide avec l'une des parties, ou qu'il en est le débiteur. C. C. 3 juil. 1820, t. 22, 609.

35. L'appréciation du reproche proposé contre un témoin est du domaine exclusif des juges; quelle qu'elle soit, elle ne peut fournir une ouverture à cassation. C. C. 4 janv. 1808, t. 9, 3.

36. Un témoin reproché doit être entendu dans sa déposition, lorsqu'il n'est point dans la classe de ceux dont l'audition est prohibée par la loi. Paris, 31 janv. 1811, t. 12, 65.

37. Cependant cette déposition n'est que facultative, et le tribunal peut ordonner qu'on ne l'entendra pas, surtout s'il s'agit d'une enquête sommaire faite à l'audience. C. C. 3 juil. 1820, t. 22, 609.

38. En rejetant les reproches proposés contre des témoins, un tribunal peut

déclarer qu'il aura égard à l'influence que l'intérêt personnel de ces témoins pourrait avoir sur leurs déclarations. C. C. 8 juil. 1819, t. 21, 460.

**TENTATIVE.** 1. Une tentative de crime, manifestée par des actes extérieurs et suivie d'un commencement d'exécution, n'est qualifiée crime et ne donne lieu à la peine du crime lui-même que lorsqu'elle n'a été suspendue ou arrêtée que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur. C. C. 23 mars 1815, t. 17, 60; 9 janv. 1812, t. 13, 25.

2. La question doit être présentée aux jurés avec ces circonstances. C. C. 9 janv. 1812, t. 13, 25.

3. La déclaration affirmative du jury, sur un fait de tentative, est nulle si la question n'énumère pas les circonstances qui, aux termes du code, caractérisent la criminalité de la tentative. C. C. 15 avril 1824, t. 3 de 1825, 557.

## TESTAMENT.

### SECT. 1. Du testament en général.

#### § 1. Capacité du testateur.

#### § 2. Dispositions.

#### § 3. Formes générales du testament.

#### § 4. Interprétation.

#### § 5. Révocation.

#### § 6. Nullités. — Quand et comment un testament peut être attaqué. — Fausses énonciations. — Inscription de faux. — Les notaires sont-ils responsables de la nullité des testaments?

#### § 7. Exécution des testaments.

#### § 8. Déclarations contenues dans un testament.

#### § 9. Perte ou soustraction d'un testament.

#### § 10. Des témoins testamentaires et des notaires.

##### • § 1. — Capacité du testateur.

1. La capacité de disposer par testament est exclusivement réglée par l'art. 901 du cod. civ. C. C. 26 mars 1822, t. 24, 307.

2. La capacité de tester est de droit civil; elle n'appartient en conséquence qu'aux citoyens. — La capacité de l'étranger qui fait son testament en France ne peut donc être jugée d'après les lois françaises ni par les tribunaux français. Paris, 22 juil. 1815, t. 17, 492.

3. Un étranger peut disposer par testament de ses biens de France, au profit

d'un Français, quoiqu'il n'existe pas entre les deux nations de traité de réciprocité. Trèves, 13 août 1813, t. 15, 3.

4. Cette question ne peut plus produire depuis la loi du 14 juil. 1819.

5. L'incapacité d'un religieux au moment de la suppression de sa corporation par le souverain du pays. Trèves, 13 août 1813, t. 15, 379.

6. Le testament fait par un mineur seize ans ne peut recevoir son exécution pour la portion dont son auteur avait disposer, comme mineur, qu'il soit mort en majorité. Grenoble, 1811, t. 12, 544; C. C. 30 août 1811, t. 22, 763.

7. L'état du mariage n'ajoute rien pour le mineur à la capacité de disposer même en faveur de son conjoint. Limoges, 11 déc. 1812, t. 13, 1048; Limoges, 11 janv. 1822, t. 24, 29.

8. La dation d'un conseil judiciaire même pour faiblesse d'esprit, n'est pas une cause d'incapacité de tester. Aix, fév. 1808, t. 9, 123.

9. L'état d'arrestation n'imprime l'incapacité de tester. C. C. 28 prair. 1813, t. 6, 257.

10. Non plus que la peine de réclusion pendant sa durée. Rouen, 28 déc. 1811, t. 1 de 1823, 370.

11. Deux époux qui, dans leur contrat de mariage, se sont interdit de s'avantager pendant la durée de leur union, désigner personne en faveur de qui s'imposent cette renonciation, conservent la capacité de se donner par testament. C. C. 31 juil. 1809, t. 10, 598.

12. De ce qu'un acte qui ne présente les caractères ni d'une vente, ni d'une donation, ni d'une transaction, et ne contient point tradition actuelle de propriété, renfermé seulement, au profit de celui qui stipule la réserve d'aliéner, d'hypothéquer, ou autrement disposer de ce qui en fait l'objet, il s'ensuit que stipulant n'a point la faculté d'en disposer à titre gratuit et par testament. Paris, 31 janv. 1821, t. 2 de 1825, 22.

13. La femme mariée sous le régime dotal peut tester et disposer de ses biens dotaux. C. C. 14 août 1821, t. 23, 5.

14. Une peine emportant mort civile rend incapable de tester. Ainsi le testament d'un prêtre mort dans les lieux de la déportation ou de la réclusion prononcée par la loi du 13 avril 1792 est nul à quelque époque qu'il ait été fait. C. C. 24 mes. an 10, t. 2, 557. — Voy. *Emigré*.

15. Cependant un testament olographe fait pendant la mort civile est valide pour une disposition ajoutée par le testateur rendu à la vie civile, pour en ordonner



cution. Paris, 15 juin 1813, t. 15, 54.

*bis.* La démence est une cause d'incapacité; mais, pour être admis à la preuve, il faut que l'interdiction du testateur ait été prononcée ou provoquée avant le décès; ou que la preuve de la démence résulte du testament même. Paris, 30 germ. an 11, t. 3, 418.

Décidé au contraire par une jurisprudence qui paraît invariable qu'indépendamment de ces circonstances, on peut admettre contre tout testament la preuve par témoins que le testateur était atteint d'une aliénation mentale au moment où il a disposé. Liège, 16 juin 1812, t. 136; C. C. 22 nov. 1810, t. 11, 26 mars 1822, t. 24, 307.

*A fortiori*, on peut l'admettre si le testateur avait été soumis à un conseil judiciaire pour cause de faiblesse d'esprit. C. C. 19 déc. 1814, t. 16, 783.

Ou s'il est prouvé qu'il a eu de fréquents accès de démence, dès sa jeunesse jusqu'à sa mort. C. C. 26 mars 1822, t. 24, 307.

Pour être admis à prouver que le testateur n'était pas sain d'esprit, il faut que les faits d'où l'on déduit la démence soient vraisemblables, graves, qu'ils caractérisent un dérangement mental continu, et non pas seulement quelques bizarreries dans les idées ou un affaiblissement des organes ou de la mémoire. Paris, 26 mai 1815, t. 17, 380; Orléans, 2 août 1823, t. 3 de 1823, 504.

L'appréciation de faits de démence appartient exclusivement aux cours royales, et leurs décisions à cet égard sont irrévocables. C. C. 17 juil. 1817, t. 19, 709.

Lorsque la preuve de la démence est susceptible d'être admise, la déposition des notaires qu'ils ont trouvé le testateur sain d'entendement n'y fait aucun obstacle; et il n'est pas besoin, pour l'admettre cette preuve, de s'inscrire en faux. C. C. 22 nov. 1810, t. 11, 943; Paris, 16 juin 1816, t. 18, 519; 19 déc. 1814, t. 16, 783.

Au contraire, ce ne serait que par la description de faux qu'on pourrait prouver le délire ou le transport du testateur au moment où l'acte a été reçu par les notaires, contre l'énonciation portée dans le testament qu'il a lui-même dicté ses dispositions. C. C. 17 juil. 1817, t. 19, 709.

La preuve de la démence contre un testament est inadmissible, si son auteur, au temps où il a testé, exerçait avec sagesse des fonctions publiques, telles que celles de maire. C. C. 22 niv. an 2, t. 1, 587.

Elle est également inadmissible pour un testament olographe qui est daté par sa date hors le temps de la démence, à moins qu'il ne présente quelques

traces d'aberration. C. C. 29 avril 1824, t. 2 de 1824, 513.

25. Une passion assez forte pour égarer la raison est assimilée à la démence, et peut, comme elle, être prouvée contre tout testament. Liège, 12 fév. 1812, t. 13, 130.

26. On peut attaquer un testament comme fait *ab irato*; mais, pour être admis à prouver que le testateur était soumis à l'influence des sentimens de colère ou de haine, il faut que le testament lui-même en présente des traces, ou qu'on en trouve un commencement de preuve dans les écrits du testateur. Paris, 30 germ. an 11, t. 3, 418; 28 frim. an 14, t. 6, 569.

27. Il ne suffit pas qu'un père ait intenté à son fils un procès reconnu juste par les tribunaux, pour faire supposer la colère, et par suite annuler le testament. Paris, 3 flor. an 12, t. 4, 463.

28. Les expressions sévères ou même outrageantes qu'un père emploie dans son testament contre ses enfans ne peuvent point servir de base à l'action *ab irato*, si elles paraissent inspirées plutôt par le caractère chagrin et difficile du testateur que par un sentiment haineux. Paris, 28 frim. an 14, t. 6, 569.

29. Pour être admis à prouver que le testateur a fait son testament sous des inspirations haineuses, il faut que les faits articulés caractérisent des sentimens dont la violence ait compromis sa raison. Aix, 18 janv. 1808, t. 9, 54; Angers, 27 août 1824, t. 2 de 1825, 225.

30. Un testament peut, sous le code, être attaqué pour suggestion ou captation, même exercée par un tiers. Paris, 31 janv. 1814, t. 16, 12; C. C. 18 mai 1825, t. 3 de 1825, 514.

31. A plus forte raison lorsqu'il y a complication de dol et de fraude. Bruxelles, 21 avril 1808, t. 9, 259.

*31 bis.* Les faits de captation et de suggestion dirigés contre un testament ne doivent aussi être admis que lorsque les manœuvres employées ont eu le caractère du *dol* et de la *fraude*, en sorte que les dispositions de ce testament ne soient pas véritablement l'expression de la volonté du disposant. Angers, 27 août 1824, t. 2 de 1825, 226.

32. Mais on ne peut être admis à prouver par témoins des faits de captation ou de suggestion, si l'on n'en présente un commencement de preuve par écrit. Paris, 30 germ. an 11, t. 3, 418; C. C. 29 avril 1824, t. 2 de 1824, 513.

33. Lorsque les faits de suggestion ou de captation sont imputés au notaire, et doivent avoir pour résultat de prouver que la mention de la dictée par le testateur est fautive, ils ne sont admissibles

que par la voie de l'inscription de faux. Metz, 28 mars 1822, t. 2 de 1823, 228.

34. La faiblesse d'esprit du testateur ainsi que les relations de concubinage prouvées entre le testateur et l'objet de ses libéralités sont une présomption puissante de suggestion. Paris, 31 janv. 1814, t. 16, 142.

35. Le concubinage seul ne peut être considéré comme un moyen de suggestion et de captation suffisant pour faire prononcer la nullité d'une disposition testamentaire. Pau, 20 mars 1822, t. 24, 293.

36. On ne peut pas considérer l'importance du bienfait, jointe à l'état de domesticité du légataire, comme une preuve que la volonté du testateur a été égarée par la suggestion. C. C. 18 oct. 1809, t. 10, 735.

37. L'ivresse est une cause d'incapacité; elle peut être prouvée par témoins, malgré la mention du notaire que le testateur lui a paru sain d'esprit, et sans qu'il soit besoin de s'inscrire en faux. Caen, 9 janv. 1828, t. 3 de 1824, 270.

38. Le sourd-muet de naissance n'est point incapable de disposer; il peut tester sous la forme olographe ou mystique, s'il sait lire et écrire. Colmar, 17 janv. 1815, t. 17, 50. — *Voy. Sourd-muet.*

## § 2. — Dispositions.

39. Un testament n'est point, relativement à ses dispositions, soumis à l'influence des lois publiées dans l'intervalle de sa confection à la mort du testateur: ainsi des dispositions universelles faites par testament sous les anciennes lois sont valables, lorsque le testateur est mort sous l'empire du code civil, quoique les lois intermédiaires les eussent annulées. C. C. 23 nov. 1809; Bruxelles, 23 niv. an 13; Trèves, 10 fév. 1806; Agen, 30 avril 1806; Montpellier, 16 janv. 1809; Besançon, 19 mai 1809, t. 10, 797; Limoges, 26 juin 1822, t. 1 de 1823, 277.

40. On compte aussi quelques arrêts à l'appui de l'opinion contraire; mais ils ne font pas jurisprudence. C. C. 29 brum. an 12, t. 4, 77; 19 therm. an 12, t. 10, 797; Liège, 21 mai 1806, t. 7, 314.

41. Ce sont les lois qui existent au décès du testateur qui règlent l'effet de ses dispositions testamentaires. C. C. 20 juil. 1809, t. 10, 565; 28 germ. an 11, t. 12, 393. — *V. Donation à cause de mort, Quotité disponible, et Rapport.*

42. La loi du 17 niv. an 2 n'a point porté atteinte aux testaments qui ne contenaient que des dispositions à titre particulier. Paris, 17 niv. an 13, t. 5, 247.

43. Quoiqu'un testateur ait déclaré vouloir récompenser son légataire conformément à une loi qu'il nomme, et

qui est alors en vigueur, on peut cependant fixer la mesure de ses dispositions d'après la loi qui existait à son décès. C. C. 23 mai 1822, t. 2 de 1823, 488.

44. La prohibition faite par un testateur au père d'administrer les biens légués à l'enfant dont il exerce la tutelle est nulle, et doit être réputée écrite. Besançon, 15 nov. 1807, t. 8, 18.

45. On doit conserver l'effet à une disposition testamentaire faite avant le code civil, mais dont l'auteur n'est mort depuis, par laquelle celui-ci a appelé à la succession ceux qui lui paraissent appartenir par représentation à l'infini, d'après la coutume qu'il désigne. C. C. 19 juil. 1808, t. 11, 713.

46. Lorsqu'un testateur déclare que sa volonté est qu'une partie de ses biens soit vendue, et que le prix en soit employé en prières pour le repos de son âme et de celle de son épouse, celle-ci a qualité pour réclamer l'exécution d'une pareille disposition. Caen, 13 janv. 1825, t. 2 de 1825, 387.

46 bis. La disposition par laquelle un testateur charge son exécuteur testamentaire d'employer une partie de ses biens en bonnes œuvres est valable. Elle ne constitue point un legs fait à des personnes incertaines. Bordeaux, 19 août 1811, t. 16, 588.

47. La disposition par laquelle un testateur ordonne qu'une certaine somme sera remise à un tiers pour qu'il en fasse l'emploi convenu est nul, comme un legs fait à une personne incertaine. C. C. 19 août 1811, t. 12, 658.

48. La disposition testamentaire par laquelle le testateur institue son âme héritière universelle est valable; mais elle a besoin de l'approbation du gouvernement pour pouvoir produire son effet. Turin, 30 janv. 1808, t. 9, 89.

49. Des dispositions secrètes sont nulles, mais ne vicient point le testament dans ses dispositions patentes. Elles ne entraînent pas la nullité du legs dont elles sont une charge. C. C. 14 déc. 1819, t. 21, 724.

50. La disposition à laquelle un tiers intervient pour l'approuver n'est point nulle, non plus que le testament. C. C. 30 mes. an 11, t. 3, 666.

## § 3. — Formes générales du testament.

51. C'est par la loi sous l'empire de laquelle un testament est fait que se règlent ses formes extérieures, et non point celle qui existe lors du décès du testateur. C. C. 1 brum. an 13; Paris, 15 mes. an 12, t. 5, 41; Agen, 9 pluv. an 13, t. 5, 347; Bruxelles, 15 frim. an 12, t. 4, 35; Turin, 7 juin 1809, t. 10, 444.

Quelques cours avaient décidé le contraire. Nismes, 16 vent. an 12, Liège, 15 vent. an 13, t. 4, 352.

On n'a pas pu exiger d'un testament l'empire de l'ordonnance de 1735 sur les formes prescrites par les ordonnances antérieures de Moulins et de Blois, ou d'une loi postérieure du 25 vent. an 11. Paris, 15 déc. 1819, t. 1 de 1824, 161.

On ne peut faire un testament verbal n'est pas obligatoire pour les héritiers mêmes qui auraient promis de l'exécuter. C. C. 18 janv. 1813, t. 14, 76.

Les ambassadeurs et les autres ministres qui, par suite de leurs fonctions, se trouvent en pays étranger, peuvent tester dans la forme autorisée par la loi de leur nation. C. C. 28 vent. an 11, t. 5, 521; Liège, 29 prair. an 12, t. 18.

#### § 4. — *Interprétation.*

1. Lorsqu'il existe dans un testament des dispositions obscures, ambiguës ou contradictoires, on ne peut chercher l'intention du testateur dans la preuve testimoniale, lors même qu'il y aurait un commencement de preuve par écrit; les juges ne doivent chercher les raisons de l'acte que dans l'acte même, d'après leurs lumières et leur conscience. C. C. 28 déc. 1811, t. 20, 814.

2. La cour de Paris a professé une opinion contraire. 27 août 1811, t. 12, 727.  
3. Dans l'interprétation d'un testament, les juges peuvent substituer un mot à un autre, lorsque l'ensemble de la disposition démontre que le mot écrit dans le testament a été mis par erreur, et que le mot substitué était dans l'intention du disposant. Paris, 29 frim. an 12, t. 162.

#### § 5. — *Révocation.*

1. La clause révocatoire contenue dans un testament authentique, mais nul pour défaut de formes testamentaires ou pour dispositions prohibées, anéantit un précédent testament valable et régulier. Bruxelles, 12 juil. 1807, t. 8, 232; Nismes, 7 déc. 1821, t. 1 de 1823, 76.

Pourvu que le second testament contienne la preuve d'un changement de volonté. Nismes, 7 déc. 1821, t. 4 de 1823, 76.

2. Ou que la révocation ne fût pas, dans l'intention apparente du testateur, subordonnée à la validité du second testament. C. C. 23 janv. 1810, t. 14.

3. Jugé au contraire que la nullité du testament entraîne celle de la clause révocatoire. Turin, 4 avril 1807, t. 8, 132; Nismes, 30 mai 1823, t. 1 de 1824, 161; Limoges, 8 juil. 1808, t. 9, 401;

Pau, 3 déc. 1808, t. 9, 669; C. C. 20 fév. 1821, t. 23, 130.

63. Surtout si la révocation était subordonnée à la condition que le second testament serait exécuté. Nismes, 30 mai 1823, t. 1 de 1824, 357.

64. Il en était de même en pays de droit écrit. C. C. 14 flor. an 11, t. 3, 148.

65. Un testament est révoqué par une donation mutuelle entre époux des biens légués, quoique cette donation ait manqué son effet par le prédécès du donataire. Paris, 13 mai 1823, t. 3 de 1823, 193.

66. Tout acte écrit, daté et signé de la main du testateur, par lequel celui-ci déclare révoquer tout ou partie de ses précédentes dispositions testamentaires, suffit pour opérer cette révocation, parce qu'il réunit toutes les formes constitutives d'un testament olographe. Paris, 10 avril 1811, t. 12, 328; C. C. 14 mai 1814, t. 16, 319.

67. La commission verbale, donnée à un tiers par le testateur, de détruire son testament, n'est point un mode de révocation légale: donc, si le testament est détruit, le légataire peut en demander l'exécution, sans être obligé d'en établir la validité. C. C. 1 sept. 1812, t. 13, 824.

68. En pays de droit écrit, un testament fait par un père en faveur d'un ou de quelques uns de ses enfans ne pouvait être révoqué que par une clause révocatoire spéciale; il ne suffisait pas d'un testament postérieur, quoique contenant des dispositions contraires au profit d'un étranger. C. C. 2 mes. an 11, t. 3, 548.

69. Lorsqu'on veut réhabiliter un testament révoqué, il suffit d'en énoncer l'intention, sans qu'il soit besoin de rappeler dans le nouveau testament les dispositions du premier. C. C. 4 déc. 1811, t. 12, 939.

70. La demande en révocation d'un testament pour ingratitude du légataire, caractérisée par des sévices qui ont causé la mort de testateur, doit être formée par les héritiers dans l'année du délit, à peine de déchéance. Amiens, 16 juin 1821, t. 23, 425.

#### § 6. — *Nullités. — Fausses énonciations. — Inscription de faux. — Responsabilité des notaires.*

71. Quelque saillantes que soient les nullités d'un testament, elles ne peuvent en empêcher l'effet, tant qu'un jugement n'a pas prononcé l'annulation de l'acte. Orléans, 4 juin 1823, t. 2 de 1823, 518.

72. L'héritier qui a exécuté un testament, mais sans le voir ni le discuter, n'a point perdu le droit d'en demander la nullité. Turin, 4 mars 1806, t. 7, 132; C. C. 9 nov. 1814, t. 16, 688.

73. Et lors même qu'il l'aurait vu et discuté, il peut encore en demander la nullité pour vices non apparens et qui n'ont été découverts que depuis l'exécution. C. C. 27 août 1820, t. 22, 685.

74. Il en serait autrement si l'ignorance dans laquelle était l'héritier de la nullité du testament, lorsqu'il l'a exécuté, était une ignorance de droit. C. C. 25 mars 1807, t. 8, 205.

75. Ou si l'héritier, étant légitimaire, avait reçu sa légitime, en reconnaissant expressément le testament pour valable. Toulouse, 2 juil. 1807, t. 8, 460.

76. Sous les lois romaines, l'héritier qui exécutait un testament en recevant le legs qui lui était fait, mais sans voir ni discuter le testament, ne perdait pas le droit d'en demander la nullité pour vice de formes. C. C. 12 nov. 1816, t. 18, 766.

77. Il en était autrement lorsque la nullité procédait de l'incapacité du testateur. C. C. 13 mars 1816, t. 18, 224.

78. L'exécution par le mari d'un testament que la femme peut attaquer comme héritière légitime ne rend pas celle-ci non recevable à en demander la nullité. Colmar, 1 fév. 1812, t. 13, 104.

79. Un nouveau testament n'en valide point un premier qui est nul, par le seul fait de la désignation des mêmes individus pour légataires ou héritiers. C. C. 21 nov. 1804, t. 16, 704.

80. Un testament nul ne peut être validé par un testament qui, le rappelant en termes généraux, n'en reproduit pas les dispositions. Besançon, 19 mai 1809, t. 10, 402. — V. le n. 69.

81. On ne peut annuler un testament pour une énonciation fondée sur une erreur commune. — Ainsi la mention que le testament a été fait en l'étude du notaire, lieu de sa résidence, n'est pas attaquant par voie de faux, quoique le lieu désigné ne soit pas dans le ressort pour lequel le notaire était institué, si depuis longues années le notaire y passait ses actes. Angers, 30 mai 1817, t. 19, 518.

82. Un testament peut être attaqué par la voie du faux incident, même après qu'il a été l'objet de poursuites en faux principal, et que le notaire a été acquitté par une cour d'assises. Caen, 15 janv. 1823, t. 3 de 1824, 264.

83. Les témoins testamentaires sont admissibles à déposer sur la fausseté des énonciations contenues dans un testament. Caen, 15 janv. 1823, t. 3 de 1824, 264.

84. On peut s'inscrire en faux contre un testament après l'avoir exécuté et même après avoir pris la qualité de légataire en conséquence dudit testament. Paris, 8 mai 1815, t. 17, 314.

85. Lorsque la nullité d'un testament est la suite d'une faute grave ou de l'extrême impéritie du notaire, il peut être condamné à des dommages-intérêts. Riom, 18 juil. 1820, t. 22, 647; Colmar, 4 janv. 1809, t. 10, 459.

86. Mais hors ces deux cas il n'est responsable de la nullité du testament. Bordeaux, 12 janv. 1812, t. 15, 29; Rouen, 7 juin 1809, t. 10, 453.

87. L'omission de quelques unes des mentions exigées par la loi à peine de nullité emporte l'idée d'impéritie dans le notaire et le soumet à la responsabilité. Colmar, 4 juil. 1809, t. 10, 459; C. C. 14 janv. 1822, t. 2 de 1823, 180.

88. On trouve d'autres arrêts en sens contraire. Rouen, 7 juin 1809, t. 10, 453; Riom, 10 janv. 1810, t. 11, 29; Bordeaux, 12 janv. 1812, t. 13, 44; Colmar, 15 janv. 1815, t. 17, 93.

89. Le notaire n'est responsable ni du vice résultant de la parenté des témoins ou de l'un d'eux avec l'héritier institué ou le légataire, ni de celui qui résulte de la réponse faite par le testateur qu'il ne savait pas écrire, quoiqu'il le sût. Riom, 18 nov. 1812, t. 13, 966.

90. La responsabilité du notaire qui a reçu un testament nul pour défaut de formalités, peut être bornée aux frais et dépens qui ont eu lieu, s'il paraît que le légataire lui-même n'a pas été étranger à l'omission de ces formalités. Caen, 15 janv. 1823, t. 3 de 1824, 264. — V. le n. 85.

#### § 7. — Exécution du testament.

91. La fille qui se constitue en dot par un legs que son père lui a fait de sa réserve ou légitime, en désignant pour le détenteur de ce legs l'héritier testamentaire, fait une exécution irrévocable du testament. Toulouse, 18 mai 1824, t. 3 de 1824, 222.

#### § 8. — Déclarations contenues dans le testament.

92. Un testament nul ne peut prouver par lui-même la vérité des déclarations qu'il contient. Turin, 14 mars 1807, t. 8, 164.

93. Il ne peut même pas servir de commencement de preuve par écrit pour faire admettre la preuve testimoniale. Turin, 14 mars 1807, t. 8, 164.

93 bis. Le contraire a été jugé par la cour de Pau. 13 juil. 1822, t. 1 de 1823, 34.

94. La reconnaissance faite dans un testament d'une dette au profit d'un tiers peut être arguée de simulation. Aix, 10 juin 1813, t. 15, 14.

95. Elle ne dispense pas le prétendu

ier de justifier de sa créance, sur-  
i les circonstances la rendent sus-  
Aix, 8 juin 1813, t. 15, 14.

La révocation d'un testament fait  
r la reconnaissance d'une dette faite  
est d'une personne incapable de  
ir. Corse, 10 mai 1823, t. 3 de  
73.

— *Perte ou soustraction d'un  
testament.*

L'allégation de la soustraction d'un  
ment ne peut être admise, lorsque les  
ur lesquels on la fonde n'établiss-  
as la preuve précise que l'acte pré-  
supprimé fût réellement un testa-  
Bordeaux, 24 mai 1813, t. 14, 597.  
Dans le cas où la preuve de l'exis-  
d'un testament détruit accidentel-  
ut par les flammes a été ordonnée, il  
tablir que ce testament était régu-  
revêtu des formalités prescrites par  
C. C. 17 fév. 1807, t. 8, 96.

— *Des témoins testamentaires et des  
notaires.*

Quel que soit le nombre d'années  
is lequel un étranger habite la Fran-  
il n'a déclaré son intention d'y fixer  
domicile, il ne peut pas servir de té-  
dans un testament. Metz, 18 mars  
, t. 2 de 1823, 228; Colmar, 13 fév.  
, t. 20, 111; C. C. 23 janv. 1811,  
, 57.

0. La présence de témoins mineurs à  
e de suscription d'un testament mys-  
est une cause de nullité du testa-  
t. Turin, 17 fév. 1806, t. 7, 110.

1. L'erreur commune sur la capacité  
témoin couvre la nullité résultant  
incapacité comme étranger. Metz,  
out 1822, t. 2 de 1823, 228; Limoges,  
1809, t. 10, 834; C. C. 28 fév. 1821,  
, 168.

2. Quelques cours ont décidé au con-  
e que le principe de l'erreur com-  
ne peut s'appliquer aux témoins ni  
rir leur incapacité comme étrangers.  
mar, 13 fév. 1818, t. 20, 111.

3. Ou comme mineurs. Turin, 17 fév.  
, t. 7, 110.

4. Les parens ou alliés d'un légataire  
incapables d'être témoins; leur pré-  
e vicie le testament pour le tout.  
n, 26 déc. 1809, t. 10, 862.

5. La loi n'attache point au titre de  
iteur ou domestique du légataire l'in-  
cité d'être témoin. Caen, 4 déc. 1812,  
3, 1027.

6. Celui qui, lors du décès du testa-  
est appelé à profiter d'une charge  
hérité faisant partie des frais funé-  
es exprimée dans le testament, ne doit  
, à raison de cela, être réputé légä-

taire, et, comme tel, incapable d'être té-  
moin dans un testament. C. C. 17 janv.  
1810, t. 11, 54.

106 bis. Il en est de même du prêtre qui  
est appelé, sous la dénomination éven-  
tuelle de desservant qui exercera dans telle  
commune lors de la mort du testateur, à  
profiter d'une somme destinée à être em-  
ployée en messes et en prières. Une pa-  
reille disposition n'est point un legs. C. C.  
11 sept. 1809, t. 10, 704; Angers, 23 août  
1807, t. 8, 569.

107. Le curé et le vicaire peuvent être  
témoins dans un testament qui contient  
des legs en faveur de leur paroisse. Liège,  
23 juil. 1806, t. 7, 442.

108. Deux individus parens entre eux  
peuvent concourir comme témoins à la fac-  
tion d'un testament. Bruxelles, 25 mars  
1806, t. 7, 199.

109. Il n'est pas nécessaire à la validité  
d'un testament que les témoins enten-  
dent la langue dans laquelle il est écrit.  
Bruxelles, 9 janv. 1813, t. 14, 31; 4 fév.  
1809, t. 10, 75; Douai, 1 fév. 1816, t.  
18, 105.

110. Jugé au contraire que l'intelli-  
gence de cette langue est indispensable  
aux témoins. Metz, 19 déc. 1816, t. 18,  
584.

111. Mais qu'elle peut être rempla-  
cée par l'interprétation qu'en fait le no-  
taire aux témoins. Metz, 19 déc. 1816,  
t. 18, 881.

112. Ou par la perception distincte  
que le témoin a pu acquérir sur le fond  
de la substance des dispositions testa-  
mentaires. C. C. 14 juil. 1818, t. 20, 530.

113. Il est nécessaire à la validité du  
testament que les témoins soient domici-  
liés dans l'arrondissement communal où  
il est reçu. Bruxelles, 13 avril 1811, t.  
12, 338; Colmar, 1 fév. 1812, t. 13, 104.

114. Il a été jugé au contraire qu'on  
peut choisir des témoins hors de cet ar-  
rondissement, et que sous ce rapport l'art.  
980 du cod. civ. a dérogé à l'art. 9 de la  
loi du 25 vent. an 11. Douai, 27 avril  
1812, t. 13, 402; Paris, 18 avril 1814,  
t. 16, 266; Orléans, 11 août 1823, t. 3  
de 1823, 504; Limoges, 7 déc. 1809, t.  
10, 834.

115. L'héritier qui conteste l'idonéité des  
témoins appelés à la confection d'un tes-  
tament peut, sans être obligé de recourir  
à l'inscription de faux, prétendre que  
les énonciations relatives à ces témoins  
sont mensongères. Bruxelles, 13 avril 1811,  
t. 12, 338.

116. Mais s'il produit un commence-  
ment de preuve de l'incapacité, c'est au  
légataire à établir que les énonciations  
sont exactes. Bruxelles, 13 avril 1811,  
t. 12, 338.



117. La présence de témoins incapables à un testament ne le vicie point, s'il y a eu nombre suffisant de témoins capables. C. C. 6 avril 1809, t. 10, 252.

118. La demeure des témoins testamentaires doit être mentionnée sous peine de nullité. Colmar, 1 fév. 1812, t. 13, 104; Limoges, 8 août 1821, t. 23, 580.

119. Le défaut de cette énonciation, sous l'ordonnance de 1735, n'emportait pas la nullité du testament. C. C. 3 vent. an 11, t. 3, 280.

120. Énoncer que les témoins sont de *telle commune* ou de *tel endroit*, c'est exprimer suffisamment qu'ils y demeurent. Aix, 3 déc. 1812, t. 13, 1020; C. C. 28 fév. 1816, t. 18, 183.

121. On doit regarder comme campagne, relativement à la capacité et au nombre des témoins appelés à la faction d'un testament, un petit bourg dont la population est faible, et qui n'a ni justice de paix, ni bureau de poste, ni marché. C. C. 10 juin 1817, t. 19, 552.

122. Le testament reçu par un notaire qui se trouve à un degré prohibé de parenté avec un des légataires est radicalement nul. Douai, 17 mars 1815, t. 17, 205; 8 fév. 1811, t. 12, 405; 29 mai 1810, t. 11, 542.

123. Mais le notaire n'est pas responsable de la nullité qui résulte de cette circonstance. Douai, 29 mai 1810, t. 11, 542.

## SECT. II. Testament mystique. —

Date du testament. — Par qui il peut être écrit. — Etat de cécité du testateur. — De la suscription du testament. — Clôture du testament. — Caractère du testament clos.

124. Le testament mystique a un caractère authentique, lorsque les cachets de l'enveloppe sont sains et entiers. Bruxelles, 23 mars 1811, t. 12, 271.

125. Un testament mystique n'est point nul, quoique non daté, si l'acte de suscription énonce la triple date des jour, mois et an. C. C. 14 mai 1809, t. 10, 370.

126. Il en était autrement sous l'ordonnance de 1735. Nismes, 21 juin 1806, t. 7, 370.

127. Un testament mystique n'est point nul, quoiqu'il ait été écrit par le notaire qui a reçu l'acte de suscription, et qu'il contienne un legs en faveur de ce notaire. Nismes, 21 fév. 1820, t. 22, 139.

127 bis. Ce legs n'a pas besoin d'être spécialement approuvé par le testateur pour être valable. *Ibid.*

128. En matière de testament que, il n'y a pas lieu à cassation d'une décision judiciaire qui rejette comme inutile et frustratoire la preuve de cécité du testateur ou de son incapacité de lire, sans la déclarer inadmissible. 8 fév. 1820, t. 22, 133.

129. La suscription d'un testament mystique écrit sur une feuille scellée son enveloppe en opère la nullité, même que le testateur et les témoins n'ont apposé leurs signatures sur l'enveloppe. Turin, 5 pluv. an 13, t. 1, 133.

130. L'énonciation erronée sur l'acte de suscription est réductible au testament, qu'il est sur l'enveloppe, n'entraîne pas la nullité du testament. Bruxelles, 1808, t. 9, 472.

131. L'acte de suscription doit, sous peine de nullité, contenir la déclaration du testateur que le testament est de sa main ou d'une main étrangère et qu'il l'a signé. Turin, 1 fév. 1808, t. 7, 75.

132. Il n'est pas indispensable que l'acte de suscription d'un testament contienne la mention qu'il a été clos de suite et sans divertir à d'autres actes. C. C. 8 fév. 1820, t. 22, 153.

133. Il n'est pas non plus nécessaire d'énoncer que le testateur a présenté son testament aux notaires et aux témoins, s'il résulte du contexte de cet acte que le testament était en la possession du testateur lorsque le notaire et les témoins sont arrivés. C. C. 22 mai 1809, t. 19, 465.

134. Mais cette dernière condition est de rigueur. C. C. 7 août 1810, t. 11, 111.

135. L'acte de suscription doit, sous peine de nullité, faire mention que le testament a été présenté clos et scellé aux notaires et aux témoins; ou qu'il a été clos et scellé en leur présence. C. C. 14 déc. 1812, t. 13, 1091.

136. L'acte de suscription doit, sous peine de nullité du testament, être clos de six témoins. C. C. 20 juil. 1809, t. 19, 561.

137. Aussi bien dans les campagnes que dans les villes. Bordeaux, 12 avril 1808, t. 9, 234, 235; Liège, 29 mai 1808, t. 9, 234, 235; 7, 333.

138. Il n'est pas nécessaire d'appeler septième témoin à la suscription d'un testament mystique, lorsque le testateur a pu signer son testament, quoiqu'il ait besoin d'appuyer sa main à celle d'une tierce personne. Turin, 5 pluv. an 13, t. 5, 314.

139. Le défaut d'empreinte sur les cachets apposés à l'enveloppe sur laquelle

écrit l'acte de suscription en opère  
ité. C. C. 7 août 1810, t. 11, 761.

Pour qu'un testament mystique  
put être clos, il suffit qu'on ne puisse  
sans laisser des traces visibles de  
l'union du papier qui sert d'enve-  
lope. Le testateur n'est point astreint à  
le sceller, à telle place d'empreintes  
ou de cachets. Angers, 19 fév. 1824, t. 3 de  
1824, 65.

Le testament mystique peut être  
scellé indifféremment avec le sceau  
du testateur ou celui du notaire rédac-  
teur. C. C. 8 fév. 1820, t. 22, 133.

L'ouverture d'un testament mys-  
tique en opère point la nullité, quoi-  
qu'elle arrive pendant la vie du testateur,  
si elle a eu lieu par une circonstance in-  
diquée de sa volonté. C. C. 2 mai 1812,  
t. 1, 428.

5. Ce testament doit être maintenu,  
même que le testateur, ayant eu con-  
science de l'ouverture qui s'en était  
faite, n'a pas déclaré persister dans  
ses dispositions. C. C. 2 mai 1812, t.  
1, 428.

ECT. III. Testament olographe:

*Forme du testament olographe.*

— *Date.* — *Signature.* — *Mé-*  
*connaissance de l'écriture.* —

*Dépôt du testament chez un*  
*notaire.* — *Révocation.* — *Nullité*  
*du testament.* — *Présentation,*

*ouverture et dépôt du testament.*  
— *Enregistrement de l'acte de*

*dépôt.* — *Ordonnance d'exequa-*  
*tur.* — *Preuve des dispositions*  
*d'un testament adiré.*

144. Sous l'ordonnance de 1735, les  
testaments olographes sont restés soumis  
aux formalités particulières prescrites par  
les coutumes locales. C. C. 28 therm. an  
1, t. 3, 646.

145. Un testament olographe peut être  
fait sous la forme d'une lettre missive.  
Nîmes, 5 avril 1824, t. 3 de 1824, 368.

146. La cour de Bruxelles a décidé en  
sens contraire. 19 août 1807, t. 8, 562.

147. L'expression *j'en donne*, employée  
dans un acte écrit, daté et signé de celui  
qui en est l'auteur, ne suffit pas pour lui  
imprimer le caractère d'un testament olo-  
graphe. C. C. 6 therm. an 13, t. 6, 336.

148. Un testament écrit, daté et signé  
de la main du testateur, vaut comme olo-  
graphe, quoiqu'on ait observé à son  
égard, mais d'une manière vicieuse, les  
formalités prescrites pour le testament  
mystique. C. C. 6 juin 1815, t. 17, 393;

Nîmes, 30 mai 1823, t. 1 de 1824, 357;  
Aix, 18 janv. 1808, t. 9, 54.

149. Et lors même que le testateur au-  
rait déclaré dans son testament vouloir  
tester sous la forme mystique. Nîmes,  
30 mai 1823, t. 1 de 1824, 357.

150. Même question discutée, mais non  
résolue. T. 3, 646.

151. Du reste, les cours peuvent tou-  
jours consulter les circonstances du fait,  
et en déduire l'intention du testateur,  
sans donner ouverture à cassation. C.  
C. 6 juin 1815, t. 17, 393.

152. Une déclaration privée, portant  
don de mobilier, souscrite par un maître  
au profit de sa domestique, si elle est en-  
core à son service au moment de son dé-  
cès, vaut comme testament olographe, si  
elle est écrite en entier, datée et signée  
par le disposant. Nîmes, 25 avril 1811, t.  
12, 365.

153. Une cour d'appel peut, sans en-  
courir la cassation de son arrêt, refuser  
de reconnaître pour testament olographe  
un acte écrit, daté et signé de la main de  
son auteur, et par lequel celui-ci déclare  
donner à un tiers tout ce qu'il possède.  
C. C. 5 fév. 1823, t. 2 de 1823, 86.

154. Différentes dispositions écrites et  
signées successivement à la suite les unes  
des autres ne forment cependant qu'un  
seul testament. Ainsi, il suffit qu'il soit  
daté à sa partie finale. Metz, 21 mars 1822,  
t. 2 de 1823, 63.

155. La date du jour et de l'an peut  
être énoncée en chiffres dans un testa-  
ment olographe. Nîmes, 20 janv. 1810,  
t. 11, 64.

156. Une erreur de date ne vicie pas  
un testament, lorsque la contexture de  
cet acte la rectifie, et indique claire-  
ment quel jour il a été fait. C. C. 19 fév.  
1818, t. 20, 139; 12 juin 1821, t. 23, 415.

156 bis. Le testament olographe qui  
porte une date au commencement, et qui  
est terminé par une date différente et pos-  
térieure à la première, ne doit pas être  
annulé sous le prétexte qu'il en résulte  
une incertitude sur la véritable date. C.  
C. 8 juil. 1823, t. 1 de 1825, 160.

157. Lorsqu'un testament olographe  
contient plusieurs dispositions addition-  
nelles signées, mais non datées, ces dis-  
positions sont nulles. C. C. 12 mars 1806,  
t. 7, 143.

157 bis. Elles pourraient être déclarées  
valables cependant, si elles étaient d'une  
modique valeur et se liaient avec celles  
qui forment le corps du testament. Metz,  
10 juil. 1816, t. 18, 586.

158. Un testament olographe fait par  
lui-même foi de sa date, jusqu'à inscrip-  
tion de faux. C. C. 29 avril 1824, t. 2 de  
1825, 515.

158 bis. Suivant la cour de Caen, on peut, à l'aide de présomptions graves, prouver qu'un testament olographe a été antidaté, et réellement fait à une époque où le testateur était interdit. 8 avril 1824, t. 1 de 1825, 28.

159. L'art. 1328 du cod. civ., relatif à la date des actes sous seing privé, n'est pas applicable aux testaments olographes. C. C. 8 juil. 1823, t. 1 de 1825, 160.

159 bis. Il n'est pas indispensable qu'un testament olographe soit daté du lieu où il est fait. C. C. 6 janv. 1814, t. 16, 16; Nismes, 20 janv. 1810, t. 11, 64.

160. Lorsque la date d'un testament olographe n'a été placée qu'après la signature, le testament doit néanmoins être déclaré valable, si d'ailleurs il résulte de l'inspection même de l'acte que la date a été apposée à l'instant même de la signature, et surtout si le testateur a fait mention que cet acte a été écrit, daté et signé de sa main. C. C. 9 mai 1825, t. 2 de 1825, 206.

160 bis. L'omission d'un mot dans la date d'un testament olographe suffit pour l'annuler, si d'ailleurs il n'est pas évident que cette omission soit l'effet d'une erreur ou d'une distraction. Toulouse, 12 août 1824, t. 5 de 1825, 425.

161. Un évêque a pu signer son testament olographe des lettres initiales des ses prénoms, précédées d'une croix et suivies de la désignation de son évêché, surtout si c'était sa signature ordinaire. C. C. 23 mars 1824, t. 2 de 1824, 97; Pau, 13 juil. 1822, t. 1 de 1823, 34.

161 bis. La mention suivante : Fait et écrit en entier par moi N..., qui ai signé après lecture et méditation, etc., équivalant à une signature finale. C. C. 20 avril 1813, t. 14, 431.

162. La cour de Liège a déclaré vicieux ce mode de signature, lorsque la date se trouve après le nom. 22 fév. 1812, t. 13, 458.

163. Le testament olographe fait foi de sa date, par dérogation aux autres actes sous seing privé. C. C. 11 frim. an 9, t. 1, 536.

164. Un testament olographe n'est point un acte authentique : ainsi, on peut en méconnaître l'écriture, sans s'inscrire en faux. C. C. 13 nov. 1816, t. 18, 773.

165. La vérification d'un testament olographe peut être demandée par l'héritier légitime, lors même que celui-ci a, dans plusieurs actes, reconnu la qualité de l'héritier institué. Turin, 18 août 1810, t. 11, 780.

166. Si les écriture et signature d'un testament olographe sont contestées par l'héritier du sang, c'est à l'héritier institué à prouver la sincérité du testament,

et non à l'héritier légitime à en prouver la fausseté. Gênes, 23 déc. 1811, 1001; Turin, 18 août 1810, t. 11, 780.

167. Lors même qu'il a déjà été en possession après avoir rempli les formalités. Metz, 5 mai 1815, t. 1, 1001.

167 bis. D'autres arrêts ont décidé que lorsque l'écriture n'est contestée qu'après l'envoi en possession, la vérification n'est pas à la charge des héritiers. Caen, 4 avr. 1813, t. 13, 324.

168. Et l'institué doit être maintenu en possession, pendant le procès, moins qu'il existe des motifs graves pour l'en priver. Gênes, 3 déc. 1814, 1001; Nismes, 17 fév. 1824, t. 3 de 1825, 312.

168 bis. Lorsqu'un légataire universel institué par un testament olographe, saisi de plein droit de la succession, et sans héritier à réserve, qu'il a déjà été envoyé en possession après avoir rempli les formalités de la présente et du dépôt du testament, si un héritier légitime actionné en délaissement des legs, et auquel le testament et l'ordonnance d'envoi en possession ont été rendus, déclare, seulement en cause d'absence, ne pas reconnaître l'écriture ni la signature du testateur, la vérification doit être faite à sa charge. C. C. 28 déc. 1824, t. 2 de 1825, 409.

169. Lorsque le testament olographe est méconnu par l'héritier, les tribunaux peuvent refuser au légataire universel l'envoi en possession provisoire. C. C. 13 nov. 1816, t. 18, 773.

170. Lorsque des héritiers naturels, qui avouent ni contester la sincérité d'un testament olographe, le prétendent entacher de nullité par des dispositions secrètes en faveur de personnes incapables, ils peuvent faire subir interrogatoire sur faits et articles au légataire universel, exécuteur des dispositions qu'ils critiquent. C. C. 18 mars 1818, t. 20, 228.

171. Lorsque les héritiers nient l'écriture et la signature du défunt, les juges peuvent, outre la vérification par experts, ordonner la preuve testimoniale; et, si les résultats de ces deux preuves sont contraires, les juges ont le droit de se tenir à l'enquête pour déclarer le testament valable. C. C. 2 août 1820, t. 22, 70.

172. Le testament olographe dont l'écriture est méconnue peut être vérifié par témoins seulement, lorsque la preuve par titre est insuffisante ou impossible. Toulouse, 1 mai 1817, t. 19, 409.

173. On est encore recevable à demander la vérification par témoins, après avoir réclamé ou consenti la vérification par experts. Toulouse, 1 mai 1817, t. 19, 409.

174. Le testament olographe légalement

et déposé chez un officier public ne foi que l'acte authentique, et peuvent ordonner que le juge-ment le maintient recevra une exécution, nonobstant appel et sans frais. Nismes, 25 mars 1819, t. 21, 233. Les ratures, renvois et surcharges sur un testament olographe ne font pas supposer la révocation de la part du testateur. Paris, 5 mai 1824, t. 2 de 1824, 475.

Néanmoins, si le testament a été fait en double original, l'annulation de l'un des doubles, à cause des ratures, renvois ou surcharges qu'il contient, ne produit pas l'effet d'annuler celui qui est resté. C. C. 5 mai 1824, t. 2 de 1824, 475.

Des surcharges qui ne sont que des corrections de lettres ou de fractions, et qui, de plus, ne portent que sur des mots insignifiants, n'annulent pas un testament olographe, quoiqu'il soit incertain si elles sont de la main du testateur ou d'une main étrangère. Paris, 22 janv. 1824, t. 2 de 1824, 537.

Il en est de même de la surcharge d'une lettre dans le mot énonciatif de la volonté, quoique le testateur n'ait pas apposé le mot surchargé. Ici ne s'applique pas la loi du 25 vent. an 11 sur le testament. C. C. 11 juin 1810, t. 11, 584.

La loi n'attache point la peine de nullité à l'inobservation des formalités prescrites pour la présentation, l'ouverture et le dépôt du testament olographe. Paris, 10 juil. 1816, t. 18, 586.

1. Le testament olographe trouvé dans une enveloppe et cacheté dans les plis, quoiqu'il y ait défaut n'est pas nul, pour avoir été cacheté avant sa présentation au juge. Riom, 7 mars 1807, t. 8, 175.

L'acte de dépôt d'un testament olographe doit être soumis à la formalité de l'enregistrement et inscrit sur le récépissé, même pendant la vie du testateur. C. C. 14 juil. 1823, t. 3 de 1823, 369.

2. Le président du tribunal ne peut, sous prétexte que le testament est suspect d'être contesté, refuser son ordonnance d'exequatur au légataire universel, sur la représentation de l'acte de dépôt. Rouen, 27 mai 1807, t. 8, 378.

3. L'original d'un testament olographe, tant adiré, il peut être suppléé, quant à la preuve des dispositions qu'il renferme, par leur transcription dans l'inventaire fait après le décès du testateur. Paris, 14 avril 1810, t. 11, 373.

#### SECT. IV. Testament public.

Jurisprudence antérieure au code civil.

184. Sous l'ordonnance de 1735, la

mention de la lecture du testament pouvait être mise dans la bouche du testateur. C. C. 12 nov. 1823, t. 1 de 1824, 369.

185. La mention que le testament avait été dicté par le testateur et écrit par le notaire n'était pas exigée par cette ordonnance. C. C. 11 nov. 1823, t. 1 de 1824, 15.

186. Non plus que celle de la lecture au testateur : il suffisait que cette lecture résultât clairement des expressions du testament. C. C. 15 déc. 1819, t. 1 de 1824, 161.

187. La mention que le testateur avait signé n'était pas non plus de rigueur. C. C. 15 déc. 1819, t. 1 de 1824, 161.

188. Sous les anciennes ordonnances, il n'était pas nécessaire, à peine de nullité, d'énoncer dans un testament le lieu où il avait été passé. C. C. 17 juil. 1816, t. 18, 605.

189. Avant l'ordonnance de 1735, la mention de la lecture n'était pas indispensable. C. C. 24 frim. an 2, t. 1, 30.

190. Quoique cette ordonnance exigeât la mention qu'il avait été donné lecture en entier du testament, la simple énonciation qu'il avait été lu faisait supposer qu'il l'avait été dans toutes ses parties. C. C. 8 mes. an 11, t. 3, 561.

191. Sous la loi du 8 sept. 1791, un testament devait, sous peine de nullité, contenir, outre la mention que le testateur a déclaré ne savoir signer, celle de la réquisition formelle faite à cet égard par le notaire au testateur. C. C. 2 vend. an 10, t. 2, 135.

#### II. Jurisprudence du code civil.

§ 1. Rédaction générale.

§ 2. Exécution matérielle.

§ 3. Règles communes à toutes les mentions.

§ 4. Mentions prescrites.

§ 5. Mention de la présence des témoins.

§ 6. Signatures du testateur, des témoins et des notaires.

§ 7. Enregistrement.

§ 1. — Rédaction générale.

192. Les dispositions générales de la loi du 25 vent. an 11 sur le notariat s'appliquent au testament public. Colmar, 1 fév. 1812, t. 13, 104; C. C. 4 oct. 1810, t. 11, 863.

193. La mention de la commune où un testament a été passé satisfait au vœu de la loi, sans qu'il soit besoin de désigner la maison. C. C. 28 fév. 1816, t. 18, 183.

194. Un testament peut être dicté et

écrit à la troisième personne. C. C. 18 janv. 1809, Bruxelles, 3 fruct. an 13, t. 10, 37.

195. Les mentions prescrites pour les testaments peuvent être mises dans la bouche du testateur. Limoges, 22 juin 1813, t. 15, 86; C. C. 2 août 1821, t. 23, 571.

196. Un Français a pu dicter son testament en pays étranger par l'organe d'un interprète. Paris, 23 déc. 1818, t. 20, 800.

197. Un testament peut être dicté en langue étrangère par une personne qui n'entend pas le français, et rédigé en français par le notaire. C. C. 4 mai 1807, t. 8, 317.

### § 2. — Exécution matérielle.

198. La surcharge d'un mot qui, dans un testament public, est essentiel à la validité de l'acte, en opère la nullité. Aix, 15 janv. 1824, t. 3 de 1824, 363.

199. A moins que cette surcharge ne soit qu'une rectification de quelques lettres qui n'empêche pas de reconnaître le mot. Grenoble, 22 fév. 1809, t. 10, 145.

200. La signature du témoin dont le nom est surchargé ne répare point le vice de la surcharge. Aix, 15 janv. 1824, t. 3 de 1824, 363.

201. L'appréciation des surcharges, ratures, interlignes, que renferme un testament, est dans les attributions exclusives de la cour royale. C. C. 29 avril 1824, t. 2 de 1824, 513.

### § 3. — Règles communes à toutes les mentions.

202. On peut faire abstraction de la ponctuation d'un testament, pour décider si le notaire a fait les mentions exigées par la loi. En d'autres termes, lorsque des mots placés dans une phrase où ils sont inutiles sont séparés par la ponctuation d'une autre où ils seraient nécessaires, on peut les rapporter à cette dernière phrase. Bruxelles, 12 mars 1811, t. 12, 223.

203. Lorsqu'un testament contient la mention de l'accomplissement d'une formalité, on ne peut, sans s'inscrire en faux, prouver par témoins que cette formalité n'a pas été observée. C. C. 19 déc. 1810, t. 11, 949; Bruxelles, 14 juin 1806, t. 7, 355.

203 bis. Lorsqu'un testament public énonce que le testateur a été trouvé en bonne santé, et qu'il n'est décédé que plusieurs années après, la preuve qu'il était effectivement malade, et qu'il a été traité par le chirurgien qu'il a institué pour légataire, peut être rejetée comme impossible, ou ne pouvant produire un

résultat satisfaisant. Bordeaux, 1825, t. 3 de 1825, 180.

204. L'appréciation des différences relatives à la mention de la lecture en présence des témoins ou à la mention ne présente pas une question d'interprétation d'acte, mais une question de droit, dont la cour de cassation peut connaître. C. C. 23 janv. 1819, t. 16, 532; 15 déc. 1819, t. 16, 161.

205. La mention que le testament a été écrit par le notaire *tel qu'il a été dicté* peut s'induire des dispositions de l'acte. — Il en est de même de la mention que le testament a été lu au testateur en présence des témoins. Paris, 19 janv. 1825, t. 3 de 1825, 180.

### § 4. — Mentions prescrites.

#### ART. 1. Dictée.

205 bis. Lorsqu'un testament est dicté par un seul notaire, il n'est pas nécessaire de faire mention expresse que c'est par ce notaire qu'il a été dicté. Bruxelles, 12 mars 1806, t. 7, 199.

206. La mention que le testament a été dicté à l'un des deux notaires en présence de l'autre, satisfait au vœu de la loi. Paris, 19 août 1807, t. 8, 560.

207. La mention que fait le notaire qu'il a reçu le testament au moment où il lui a été dicté, équivaut à la mention qu'il s'est conformé à la loi. Toulouse, 16 déc. 1806, t. 7, 560.

208. Il n'est pas besoin de répétition double mention de la dictée et de la lecture après une disposition additionnelle terminée par ces mots : *fait et relu dessus*. Dijon, 8 janv. 1811, t. 13, 132.

#### ART. 2. Ecriture.

209. Le testament public doit être privé de nullité, contenir la mention expresse qu'il a été écrit par l'un des notaires ou le notaire unique qui l'a écrit. C. C. 11 therm. an 13, t. 6, 356.

210. La mention qu'il a été dicté par le notaire ne supplée pas à celle qu'il a été écrit par lui. C. C. 10 therm. an 13, t. 6, 356.

211. Cette mention ne résulte pas de l'usage des mots *fait, lu, passé et relu*. C. C. 4 fév. 1808, t. 9, 97.

212. Non plus que de l'énonciation que le testament a été dicté au notaire qui l'a rédigé, *fait et dressé*. C. C. 27 mai 1810, t. 8, 386; Colmar, 11 fév. 1815, t. 17, 172.

213. La déclaration que le testament a été dicté par le testateur, qu'il a été lu au testateur par le notaire recevant, ne remplace pas la mention de l'écriture. Turin, 4 mars 1806, t. 7, 132.



**3.** *Le mot écrit de moi, mis au bas du testament authentique, énoncent que le testament a été écrit par le testateur qui l'a reçu.* C. C. 6 avril 1825, 398.

**4.** *La déclaration des notaires, que le testament a été dicté et nommé de mot à mot par le testateur, a été, sur sa réquisition, écrite, équivalant à la mention du testateur.* C. C. 3 déc. 1807, t. 8, 662.

**5.** *Il en est de même de l'énonciation que le testament a été rédigé par le notaire.* Aix, 3 déc. 1812, 735.

**6.** *Il est indifférent que la mention du testateur se trouve au commencement ou à la fin du testament.* C. C. 18 oct. 1809, t. 10, 735.

**7.** *Le testament n'est pas nul par l'inscription de faux nom, et non par la vérification d'écriture, qu'on peut prouver qu'un testament n'est pas écrit en entier de la main du testateur.* Limoges, 13 déc. 1843, t. 15, 708.

### 3. Lecture au testateur. — Mention en présence des témoins.

**1.** *La mention expresse exigée par l'art 102 du cod. civil, que le testament a été lu au testateur en présence de témoins, est suffisante, en quelque forme qu'elle soit exprimée, pourvu qu'elle réponde évidemment de l'ensemble des dispositions du testament.* C. C. 6 avril 1824, t. 1 de 1825, 398.

**2.** *bis.* *Dire que le testament a été lu au testateur du lit où la testatrice est retenue, n'est pas énoncer suffisamment qu'il a été lu à la testatrice.* Aix, 11 mai 1807, 666.

**3.** *La clause suivante : « Lecture faite en présence de témoins..., la testatrice a déclaré... » contient implicitement la double mention que le testament a été lu à la testatrice, et que la lecture a eu lieu simultanément en présence et en celle des témoins.* C. C. 11 oct. 1824, t. 1 de 1825, 398.

**4.** *bis.* *Un testament est nul pour le surplus, lorsque, après la mention de la lecture, on trouve des dispositions additionnelles auxquelles cette lecture ne se rapporte pas.* C. C. 12 nov. 1816, t. 18, 776; 18 oct. 1809, t. 10, 298; 13 sept. 1809, t. 10, 708.

**5.** *Il en est de même lorsqu'elle est énoncée d'une clause révocatoire à laquelle elle ne s'étend pas.* C. C. 4 nov. 1811, t. 18, 840.

**6.** *On doit supposer que la mention de la lecture s'étend à toutes les parties du testament qui la précèdent et la suivent, lorsqu'il est énoncé qu'il a été fait*

*et écrit par le notaire depuis le commencement jusqu'à la clôture et qu'il a été lu.* Metz, 28 janv. 1813, t. 14, 130.

**222.** *Un testament doit, sous peine de nullité, énoncer qu'il a été lu au testateur en présence des témoins.* C. C. 19 frim. an 14, t. 6, 558; Rouen, 15 janv. 1808, t. 9, 126.

**223.** *Les formules suivantes n'énoncent qu'imparfaitement la lecture en présence de témoins :*

**224.** *Ainsi fait et passé en la maison du testateur, en présence de..., témoins à ce demandés, et, après lecture de ce testament, a le testateur déclaré....* C. C. 19 frim. an 14, t. 6, 558.

**225.** *Ainsi fait.... et ensuite par nous lu et relu audit testateur, qui a dit... Fait et passé en présence de..., témoins, etc.* C. C. 23 mai 1810, t. 11, 507.

**226.** *Ayant fait lecture au testateur et aux témoins ou ainsi qu'aux témoins.* C. C. 6 mai 1812, t. 13, 456; 24 juin 1811, t. 12, 497; C. C. 13 sept. 1809, t. 10, 708.

**227.** *La mention de la lecture du testament en présence de témoins résulte suffisamment des formules qui suivent :*

**228.** *Ainsi fait en présence de..., témoins; lecture faite à ladite testatrice, elle a dit, etc.* C. C. 21 oct. 1812, t. 13, 885.

**229.** *Lu et relu au testateur et aux témoins.* Colmar, 11 fév. 1815, t. 17, 93.

**230.** *Lecture faite au testateur, il a déclaré..., dont acte. Fait et lu en l'étude de..., en présence de..., témoins.* C. C. 30 nov. 1813, t. 15, 676.

**231.** *Fait et passé à..., maison du testateur, lu et à lui relu, lequel a déclaré... et y a persisté, en présence de..., témoins.* C. C. 23 mai 1844, t. 16, 332.

**232.** *Lui ai fait lecture, il a dit.... et qu'il révoque.... Fait, écrit, et lecture faite en présence de..., témoins.* C. C. 28 nov. 1816, t. 18, 825.

**233.** *Fait et passé en présence de..., témoins... Le testateur a déclaré ne savoir signer, après lecture faite audit testateur, qu'il a dit bien entendre.* C. C. 20 nov. 1817, t. 19, 925.

**234.** *Après lecture réitérée, en présence du testateur et des témoins, etc.* C. C. 18 oct. 1809, t. 10, 735.

**235.** *Dont il a été donné lecture au testateur par le notaire, qui l'a fait sous sa dictée.... Le testateur a déclaré.... Le tout en présence desdits témoins.* C. C. 2 avril 1821, t. 23, 571.

### § 5. — Mention de la présence des témoins.

**236.** *La loi n'assigne pas de place dé-*

terminée à la mention de la présence des témoins. C. C. 9 juil. 1806, t. 7, 402.

§ 6. — *Signature du testateur, des témoins et des notaires.*

237. Le testament doit, outre la mention que le testateur n'a pu ou su signer, interpellé de ce faire, contenir la déclaration du testateur lui-même à cet égard. Limoges, 17 mai 1808, t. 9, 356.

238. La déclaration expresse du testateur de ne savoir ou de ne pouvoir signer, pour telle cause, ne peut pas être supplée par la mention que fait personnellement le notaire, que le testateur, ayant essayé de signer, n'a pu le faire à cause du tremblement de sa main. C. C. 25 avril 1825, t. 2 de 1825, 238.

239. La mention que le testateur et certains témoins n'ont pas signé parce qu'ils sont illettrés exprime suffisamment qu'ils ne savaient pas signer. C. C. 24 pluv. an 7, t. 1, 303.

240. Lorsque le testateur ne sait pas écrire, cette simple déclaration suffit dans l'énonciation de son refus de signer. Douai, 1 juil. 1812, t. 13, 517.

241. Surtout si l'apposition d'une croix à la suite de cette déclaration indique que le testateur n'avait pas d'autres moyens de signer. C. C. 11 juil. 1816, t. 18, 593.

242. Le testament est nul, s'il contient la mention que le testateur a déclaré ne savoir écrire, tandis qu'il savait écrire et signer. — Cette preuve peut être faite sans recourir à l'inscription de faux. Trèves, 18 nov. 1812, t. 13, 966.

243. L'énonciation que le testateur et les témoins, *interpellés de signer, ont déclaré la faire*, équivaut à la mention de leur signature. C. C. 16 fév. 1814, t. 16, 179.

244. Voyez l'arrêt cassé. Liège, 18 mai 1812, t. 13, 485.

245. Un testament n'est point nul, pour contenir la double déclaration que *le testateur a signé*, et qu'après avoir essayé de signer, il ne l'a pu, à cause d'une faiblesse qui lui est survenue. C. C. 18 juin 1816, t. 18, 519; 21 juil. 1806, t. 7, 426.

246. Mais l'énonciation de la cause qui l'a empêché de signer ou de compléter sa signature est essentielle. Toulouse, 5 avril 1821, t. 23, 273.

247. La mention que le testateur ne peut ou ne sait signer peut, sans inconvénient, précéder la date de l'acte. C. C. 18 août 1817, t. 19, 835.

249. Cette mention peut même être

placée avant une disposition nulle. Dijon, 8 janv. 1814, t. 11, 104.

250. Sous ce rapport, le code a dérogé aux dispositions de la loi vent. an 11. *Ibid.*; C. C. 18 vent. an 11, 835.

251. Sous l'ordonnance de 1735, sous le code civil, la mention de la signature du notaire n'était pas nécessaire. Riom, 17 nov. 1808, t. 9, 638.

§ 7. — *Enregistrement.*

252. Un testament public, une fois enregistré et les droits de mutation payés, lors même que les héritiers ou légataires n'en auraient pas eu l'usage. C. C. 26 fév. 1823, t. 2 de 1823, 410 et 412.

253. Les droits d'enregistrement sur les testaments sont susceptibles d'être prescrits par cinq ans, à compter de la mort du testateur. C. C. 13 oct. 1820, 522.

254. Le testament public, quoiqu'il ne soit pas enregistré, ne cesse pas d'être authentique. C. C. 23 janv. 1811, 94.

TIERCE opposition.

*Quels jugemens doivent ou peuvent être attaqués par cette opposition.*

— *Par qui.* — *A qui peut être opposée la tierce opposition.* — *A quel tribunal elle doit être portée.* — *Quand l'amende est encourue.*

1. Il est nécessaire, pour écarter un jugement en dernier ressort ou un arrêt dans lequel on n'a point été pourvu, de se pourvoir par tierce opposition. C. C. 18 mai 1822, t. 2 de 1823, 199.

2. Les jugemens rendus par le juge de paix peuvent être attaqués par tierce opposition. C. C. 23 juin 1806, t. 7, 426.

3. La tierce opposition est recevable contre un jugement, après qu'il a été exécuté. C. C. 26 frim. an 4, t. 1, 104.

4. Il n'est pas de délai fatal pour se pourvoir contre les jugemens par tierce opposition. C. C. 17 germ. an 4, 105.

5. Celui qui a acheté de l'héritier ou parent les biens d'une succession est recevable à attaquer par tierce opposition le jugement qui reconnaît l'état du véritable héritier, surtout si ce jugement n'a rien prononcé relativement aux biens qui ont pu être faites par l'héritier ou parent. Paris, 18 vent. an 11, t. 3, 320.

6. Un jugement rendu contre plusieurs cohéritiers en leur propre et privé nom pour raison d'une dette de l'hérédité, essentiellement divisible, n'est pas susceptible de tierce opposition de la part

ni n'y ont pas été parties, et auxquelles rien n'a été demandé. C. C. 12 janv. 1816, t. 18, 46.

Le mari n'a point droit de former tierce opposition au jugement rendu contre le mariage, et que la femme a été autorisée à procéder en la qualité qu'elle a choisie, sans que le mari soit intervenu. Paris, 10 déc. 1812, t. 18, 1046.

Le tiers détenteur n'est point recevable à attaquer par la tierce opposition l'arrêt qui a prononcé la rescision d'une vente faite à son cédant. Paris, 20 janv. 1810, t. 2, 529.

Les créanciers hypothécaires ne peuvent attaquer par tierce opposition un jugement rendu contradictoirement avec le débiteur. C. C. 12 fruct. an 9, t. 2, 459.

Avant la tour de Riom, ils ont été autorisés lorsque le jugement est la suite d'une collusion frauduleuse. Riom, 20 juin 1823, t. 1 de 1823, 291.

Le sous-acquéreur qui possède l'immeuble vendu, peut attaquer par tierce opposition l'arrêt rendu contre le premier acheteur au profit du vendeur originaire. 10 août 1808, t. 9, 473. — V. le n 8.

Un acquéreur peut former tierce opposition aux jugemens rendus contre le vendeur depuis la vente, si ces jugemens peuvent compromettre ses droits. 21 janv. 1816, t. 18, 167.

Le second acquéreur d'un immeuble peut attaquer par la tierce opposition un jugement rendu depuis la vente entre le premier acquéreur et le vendeur originaire, et qui préjudicie à ses droits, lorsqu'il a connu l'instance dans laquelle il pouvait intervenir, et que la ratification de son contrat n'a eu lieu antérieurement à l'introduction de l'instance. C. C. 19 août 1818, t. 20, 1046.

Un créancier ne peut pas attaquer par tierce opposition un arrêt rendu entre un débiteur et un autre créancier, dans lequel le premier prétendait faire valoir que toutes les obligations qu'il avait souscrites devaient demeurer sans effet. Montpellier, 9 juin 1823, t. 2 de 1823, 458.

Un créancier hypothécaire peut former tierce opposition à un jugement qui ordonne à l'acquéreur de payer son créancier chirographaire, et lorsqu'il n'a été ni entendu ni appelé. Paris, 16 nov. 1821, t. 3 de 1823, 518.

Les créanciers d'un failli, fussent-ils même cautions ou garans des ventes faites par lui, ne peuvent attaquer par la tierce opposition les jugemens qui n'auraient été rendus contre lui, à l'occasion

de ces ventes, qu'après qu'il a été rétabli dans l'exercice de ses droits. C. C. 21 fév. 1816, t. 18, 167.

17. Des créanciers peuvent attaquer par tierce opposition des jugemens rendus contre leur débiteur, lorsque ces jugemens leur sont préjudiciables, en ce qu'ils les privent du gage sur la foi duquel ils ont contracté. Paris, 27 mars 1824, t. 2 de 1824, 377.

18. Il en est de même, à plus forte raison, lorsqu'il y a eu collusion de la part du débiteur. Nismes, 14 avril 1812, t. 13, 355.

19. Les parens d'un religieux sont recevables à attaquer par la tierce opposition l'arrêt qui a déclaré ses vœux nuls. C. C. 14 mars 1809, t. 10, 189.

20. Les jugemens rendus contre le possesseur jouissant de tous les droits attachés à la propriété ont l'autorité de la chose jugée contre le véritable propriétaire qui ne s'est fait connaître qu'après la décision du procès : par conséquent, celui-ci ne peut les attaquer par la voie de la tierce opposition. Pau, 14 juil. 1823, t. 2 de 1824, 76.

21. Les jugemens rendus avec l'état, pendant l'exercice du droit de déshérence, ne sont pas susceptibles de tierce opposition de la part des héritiers qui réclament dans les trente ans. C. C. 5 avril 1815, t. 17, 233.

22. Un mandataire n'est pas recevable à former tierce opposition à un arrêt dans lequel son mandant était aux qualités des parties. C. C. 1 déc. 1819, t. 21, 686.

23. La partie qui a épuisé la voie de l'appel contre un jugement ne peut y former tierce opposition. C. C. 25 mars 1823, t. 3 de 1823, 449.

24. La tierce opposition à un jugement en dernier ressort profite aux autres parties contre lesquelles le jugement a été rendu, si l'objet est indivisible. C. C. 6 fruct. an 10, t. 2, 624.

25. Au contraire, lorsqu'il s'agit d'objets divisibles, la tierce opposition ne profite qu'à la partie qui est admise à l'exercer. C. C. 22 germ. an 6, t. 1, 256.

26. Ainsi la tierce opposition à un jugement qui prononce, contre des héritiers, une condamnation divisible, ne profite qu'à celui qui l'a formée. C. C. 12 janv. 1814, t. 16, 43.

27. Un fils, surtout lorsqu'il est donataire de son père, peut attaquer par la tierce opposition un jugement rendu contre son père, et qui l'obligerait à reconnaître pour frère légitime et pour cohéritier un enfant né hors mariage. C. C. 9 mai 1821, t. 23, 352.

28. La tierce opposition de la part d'un cohéritier à un jugement lors duquel il

n'a pas été appelé ne peut pas, en matière divisible, profiter ou nuire aux cohéritiers avec lesquels ce jugement a été rendu. C. C. 22 germ. an 6, t. 1, 256.

29. La partie condamnée, contre laquelle le jugement a acquis force de chose jugée, ne profite pas de la tierce opposition. Ainsi, celui qui, par un jugement passé en force de chose jugée, a été condamné à payer les arrérages d'une rente, ne peut pas être affranchi de cette obligation, si ce jugement est réformé sur la tierce opposition de l'un des codétenteurs des biens grevés de cette rente. C. C. 3 juil. 1810, t. 11, 655.

30. Les mineurs ne peuvent pas se pourvoir par tierce opposition contre les jugemens dans lesquels ils ont été représentés par leur tuteur. C. C. 23 brum. an 5, t. 1, 158.

31. La tierce opposition contre un jugement doit être portée au tribunal qui l'a rendu, et non devant la cour qui l'a confirmé. Bruxelles, 9 avril 1808, t. 9, 229.

32. L'amende n'est pas encourue lorsque la tierce opposition a été rejetée par incompetence. Bruxelles, 9 avril 1808, t. 9, 229.

33. Un individu n'est point passible de l'amende prononcée par l'art. 479 du cod. de proc., pour avoir formé une tierce opposition à un jugement qu'il ignorait périmé par défaut d'exécution. Paris, 26 janv. 1810, t. 11, 100.

**TIERS coutumier.** 1. Le tiers coutumier que les enfans d'un émigré normand ont recueilli, par suite de l'émigration de leur père, et dont ils ont été envoyés en possession par des actes administratifs, doit être partagé avec les enfans nés d'un second mariage contracté par le père émigré, postérieurement à son amnistie, lors même que ces enfans ne sont nés que depuis la publication des lois qui ont aboli le tiers coutumier, et que l'émigré amnistié n'est décédé que sous l'empire du code civil. C. C. 9 fév. 1819, t. 21, 121.

2. L'espèce de légitime que la coutume de Normandie accordait aux enfans, sous la dénomination de *tiers coutumier*, a été abolie par la loi du 17 niv. an 2. C. C. 29 mes. an 12, t. 4, 617.

3. Elle ne peut plus être réclamée, dans les successions ouvertes depuis la publication de cette loi, par les enfans nés de mariages contractés antérieurement. C. C. 29 mes. an 12, t. 4, 617.

**TIERS consolidé.** Les inscriptions du tiers consolidé ne peuvent pas être regardées comme effets de commerce. Paris, 21 juin 1806, t. 7, 366.

**TIERS détenteur.** 1. Sous la coutu-

me de Paris, le tiers détenteur d'un meuble hypothéqué à une rente constituée devait personnellement les arrérages de cette rente, échus depuis le commencement de sa jouissance. C. C. vend. an 11, t. 3, 54.

2. L'exception apportée, en faveur du tiers possesseur, par la loi du 3 vent. an 4, à l'abrogation de l'effet rétroactif de la loi du 17 niv. an 2, peut être invoquée par un donataire universel de l'héritier en faveur duquel cette dernière loi a été disposé rétroactivement. C. C. 21 vend. an 10, t. 2, 150.

**TIERS possesseur.** Le titre de tiers possesseur doit s'appliquer à celui qui, à la loi du 17 niv. an 2, avait acquis des droits successifs, alors même que la transmission de ces droits n'avait pas été suivie de la possession réelle ou de fait. C. C. 21 vend. an 8, t. 1, 391.

**TIMBRE.** 1. Les affiches ou placards dont l'apposition est ordonnée pour annoncer la vente en justice des biens meubles sont assujettis au timbre de dimension prescrit par l'art. 12, n. 1, 3, de la loi du 10 brum. an 7. C. C. 2 avril 1818, t. 20, 281.

2. L'huissier qui dresse le procès-verbal de ces affiches ou placards imprimés sur du papier au timbre de 5 et de 10 centimes commet une contravention qui le rend passible d'une amende. *Ibid.*

3. L'affiche d'un jugement est soumise au droit du timbre, lorsqu'elle n'a été déposée que sur la poursuite et dans l'intérêt particulier de celui qui a obtenu le jugement. C. C. 16 juil. 1811, t. 12, 457.

4. Le signataire d'un billet de commerce écrit sur papier non timbré doit seul supporter l'amende, sans qu'on puisse la partager entre lui et l'individu au profit duquel l'effet a été souscrit. C. C. 8 oct. 1811, t. 11, 882.

5. Lorsqu'un *billet de commerce* est écrit sur un papier qui n'est pas du timbre proportionnel, l'amende doit être perçue non pas seulement sur l'excédant de la somme, mais sur le montant total du billet. C. C. 24 therm. an 6, t. 1, 270.

6. Le porteur d'un effet de commerce émis par un étranger est passible de l'amende encourue à raison de l'endossement qui en a été fait à son profit, en France, avant que le billet fût timbré. C. C. 10 juil. 1806, t. 7, 419.

7. Il en serait autrement si l'endossement n'avait été fait qu'en *blanc* avant le timbre. C. C. 2 brum. an 10, t. 2, 160.

8. L'amende encourue à l'occasion d'un billet de commerce écrit sur papier libre, lorsqu'elle aurait dû être faite sur papier timbré, est à la charge du débiteur. C. C. 10 août 1809, t. 10, 688.

porteur d'une lettre de change ou  
et de commerce écrit sur papier  
bré doit, bien qu'il ne soit pas  
de la contravention, payer l'a-  
mourne, avant d'être admis à  
régistrer le protêt. C. C. 5 juin  
12, 454.

Souscripteur d'un effet négocia-  
nt sur papier non timbré, est  
de l'amende quoiqu'il n'ait en-  
aucun usage de ce billet, si d'ail-  
écouverte a été l'effet du hasard,  
fruit d'aucun moyen insidieux  
par la régie. C. C. 1 juil. 1811,  
55.

Apposition de placards non tim-  
brés, annonçant une vente en justice ne fait  
écourir une amende à l'avoué ni  
la poursuivante, lorsqu'ils peu-  
vent prouver que les affiches qu'ils ont fait  
étaient timbrées. C. C. 28 mai  
18, 472.

Il n'y a pas lieu à l'amende, comme  
employé un papier timbré qui avait  
été, parce qu'un exploit qui devait  
être signé par un huissier dont il portait  
l'icône l'a été par un autre, qui  
a cette immatricule, pour y substi-  
tuer la sienne. C. C. 11 juil. 1815, t. 17,

Les obligations pour simple prêt,  
négociables et souscrites même par des  
étrangers au commerce, doi-  
vent être faites sur papier du timbre pro-  
prie. C. C. 1 mai 1809, t. 10, 336.  
Le récépissé délivré par le secrétaire  
de la chambre des notaires, du dépôt des  
de contrats de mariage entre époux  
étrangers, doit être sur du papier tim-  
bré aux expéditions. C. C. 16 fév.  
2 de 1824, 185.

La mention, dans un exploit d'assi-  
gnation, que le titre de la créance a été  
mis aux yeux du débiteur, autorise  
le juge de l'enregistrement à requé-  
rir la radiation de ce titre, et à dresser pro-  
cès-verbal constatant qu'il est fait sur pa-  
pier non timbré. C. C. 18 janv. 1825, t.  
25, 193.

Les procès-verbaux pour contraven-  
tions aux lois sur le timbre ne sont pas  
nul par défaut d'affirmation. C. C. 21  
juin 10, t. 2, 579.

Art. d'échelle. 1. Le tour de l'échelle  
n'est pas un droit de propriété du  
sur lequel il s'exerce. Paris, 6 août  
11, 757.

Il n'empêche pas le voisin de porter  
son mur sur la limite de son héritage.  
Paris, 6 août 1810, t. 11, 757.

Art. 1. Le droit de faire sécher  
son foin sur le pré du voisin, que

dans quelques provinces l'usage local con-  
sacrait en faveur des propriétaires, moyen-  
nant indemnité, a cessé d'exister depuis  
le code civil. C. C. 21 avril 1813, t. 14,  
456.

2. L'acquéreur du droit de tourber un  
pré peut, de son chef, réclamer du proprié-  
taire voisin un passage pour l'extraction  
des tourbes, lorsqu'il est constant que ce  
pré est enclavé de toutes parts. Amiens,  
25 mai 1813, t. 14, 602.

TRAITE des noirs. 1. En quelque lieu  
qu'un navire français ait été employé à  
la traite des nègres, la confiscation doit  
en être prononcée, quoiqu'il n'y ait pas  
eu saisie, et qu'il ne soit pas sous la main  
de la justice. C. C. 23 mai 1823, t. 3 de  
1823, 339.

2. La disposition de la loi du 15 avril  
1818 portant que le capitaine français de  
tout bâtiment qui aura servi à la traite  
des noirs sera interdit est applicable à  
tous ceux qui, de quelque manière et pour  
quelque cause que ce soit, avaient le  
commandement du navire qui a fait cette  
traite. C. C. 15 fév. 1822, 29 mars 1822,  
t. 24, 190 et 192.

3. C'est aux tribunaux correctionnels,  
et non aux juges de paix, qu'il appartient  
de connaître des contraventions aux lois  
prohibitives de la traite des noirs. C. C.  
22 mars 1822, t. 24, 192.

4. On n'a pas le droit de se pourvoir en  
cassation d'un arrêt rendu, en matière  
de traite des noirs, par le conseil de révi-  
sion de l'île Bourbon, postérieurement à  
l'ordonnance royale du 22 oct. 1823, mais  
avant sa publication dans cette île. C. C.  
2 déc. 1824, t. 2 de 1825, 520.

TRANSACTION. 1. Une transaction ne  
peut être attaquée par l'une des parties  
sur le fondement de pièces nouvellement  
recouvrées, si ces pièces n'ont pas été re-  
tenues ni détournées par l'autre partie.  
C. C. 1 germ. an 10, t. 2, 351.

2. On n'est pas recevable, en vertu de  
l'art. 2054 du cod. civ., à attaquer, com-  
me n'ayant point statué sur une nullité,  
une transaction que l'on a exécutée vo-  
lontairement. C. C. 23 juin 1813, t. 15,  
100.

3. Les tribunaux ne peuvent pas annu-  
ler, comme étant sans cause, la transac-  
tion librement consentie avant la loi du  
2 prair. an 7, sur une demande en rescis-  
sion, pour lésion, d'une vente de biens  
nationaux, en donnant pour seul motif  
que cette loi a déclaré celle du 19 flor. an  
6, qui permet d'attaquer, pour cause de  
lésion, la vente faite pendant le cours du  
papier-monnaie, non applicable aux ven-  
tes de biens nationaux. C. C. 10 prair.  
an 12, t. 3, 537.



4. Une transaction sur un procès relatif à une question douteuse, et qui depuis a été décidée par une loi formelle, doit continuer d'être exécutée entre les parties. C. C. 18 mes. an 10, t. 2, 541.

5. La transaction sur un procès jugé en dernier ressort est valable, si, lorsqu'elle a été faite, le jugement était encore sujet au recours en cassation. C. C. 16 prair. an 13, t. 6, 238.

6. En matière commerciale, la preuve par témoins peut être admise contre une transaction en faveur de l'une des parties qui soutient la cause de cette transaction simulée et illicite. C. C. 4 janv. 1808, t. 9, 3.

7. On a pu, pour éviter un procès, valablement transiger sur la question de savoir si une rente était originairement féodale ou purement foncière. C. C. 5 juil. 1810, t. 11, 661.

8. Une transaction n'est pas nulle par cela seul que l'une des parties a contracté sous une condition suspensive, telle que la ratification d'un supérieur, tandis que l'autre s'est engagée purement et simplement. C. C. 26 juin 1811, t. 12, 505.

9. Il est valable l'acte par lequel on a transigé sur la confiscation et l'amende encourues relativement à la perception d'un droit postérieurement aboli. C. C. 26 juin 1811, t. 12, 505.

10. On peut transiger valablement sur un droit certain, et la transaction n'est pas nulle, comme faite sans cause, ou sur une fausse cause. C. C. 22 juil. 1811, t. 12, 586.

**TRANSCRIPTION.** 1. La simple publication du code civil n'a pas dispensé les acquéreurs d'immeubles vendus sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7 de faire transcrire leur contrat, pour purger les hypothèques établies légalement avant leur acquisition, mais inscrites seulement après la publication de ce code. C. C. 9 fév. 1818, t. 20, 98.

2. Avant la publication du code de procédure, dont l'art. 834 déroge aux dispositions du code civil, la transcription des contrats de vente, et les inscriptions des titres de créance, ne pouvaient pas être faites utilement, lorsque l'immeuble était sorti des mains du débiteur. C. C. 12 juil. 1824, t. 1 de 1825, 101.

3. La transcription pour la conservation du privilège doit, comme les inscriptions hypothécaires, avoir lieu, à peine de nullité, avant les dix jours qui précèdent la faillite du débiteur, même dans le cas où le titre qui conférerait le privilège ou l'hypothèque daterait d'une époque bien antérieure à ces dix jours. C. C. 12 juil. 1824, t. 1 de 1825, 101.

4. On peut faire transcrire un acte de vente sous seing privé, quoiqu'il n'ait été reconnu préalablement en justice devant notaire. C. C. 23 mes. an 10, t. 2, 547 ; 27 niv. an 12, t. 4, 235.

5. La transcription de la vente saisit l'acquéreur de toutes les hypothèques inscrites, quand même il les acquiesce avant la transcription. C. C. 1808, t. 9, 602.

6. La transcription du second acquéreur purge le privilège non inscrit du précédent vendeur, quoique le premier acquéreur n'ait pas transcrit ; mais le privilège profite à ce premier acquéreur et à ses cessionnaires inscrits. Paris, 16 mars 1807, t. 8, 383.

7. La transcription faite par le premier acquéreur ne conserve pas le privilège des précédents vendeurs qui n'ont pas transcrit leurs contrats. C. C. 14 janv. 1808, t. 30, 19.

8. Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, un acte de vente non transcrit ne pouvait être opposé à un autre acte de vente du même objet, transcrit, mais non inscrit. C. C. 17 prair. an 13, t. 6, 240.

9. Entre deux acquéreurs du même objet, plaçant l'un contre l'autre au point de la préférence est due à celui dont l'acquisition a été, sous la loi du 11 brum. an 7, transcrit le premier, et que, de plus, il ait la possession. C. C. 23 mes. an 10, t. 2, 547.

10. Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, la préférence entre deux acquéreurs dont chacun avait fait transcrire son contrat, glait par la date de la transcription, et non celle de la possession. Nismes, 21 niv. an 11, t. 3, 387.

11. La transcription, sans inscription d'office, d'un contrat de vente qui fixe le point de prix déterminé, ne suffit pas pour conserver le privilège du vendeur contre un second acquéreur. Paris, 17 mars 1806, t. 7, 169.

12. Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, la transcription a purgé les hypothèques foncières non inscrites, même celles constituées sous le titre de *locataires* ou *usufruitières*. Nismes, 2 vent. an 12, t. 4, 235.

**TRANSPORT.** 1. L'autorisation donnée à un débiteur de payer à un tiers une partie de la somme due ne constitue un transport translatif de propriété. Ainsi la notification qui est faite au tiers par l'autorisation ne saisit pas celui à l'égard duquel elle a été donnée, et le paiement peut être valablement fait au créancier malgré la défense expresse contenue dans l'acte de notification. Paris, 11 mars 1815, t. 17, 180.

un des copropriétaires d'un objet constituant un hypothèque sur son créancier, lui a transmis en même temps sa part éventuelle de la vente, pour le cas où l'acheteur ne serait pas adjudicataire, ce transport est valable, et la signification faite aux autres propriétaires, par le cessionnaire, entraîne la saisine immédiate du cessionnaire. Paris, 16 avril 1815, t. 2, 309.

La vente de droits incorporels est indépendante de la remise des titres; la remise ne fût-elle pas faite à l'époque convenue. C. C. 20 vent. an 10, t. 2, 650.

La vente est également parfaite, si elle est énoncée qu'à l'époque de la remise des titres, il sera fait un relevé des droits incorporels vendus avec le meuble dont ils dépendaient. C. C. 20 vent. an 10, t. 2, 650.

Le droit de préférence accordé au vendeur pour le paiement de son prix est transmis par voie de transport. Paris, 1815, t. 17, 334.

Le cessionnaire d'une obligation sans garantie en a connu le vice lors de la signification; il n'est pas passible de l'exception du débiteur, ouverte à l'obligé contre le cessionnaire. C. C. 18 juil. 1808, t. 9, 429.

Le transport accepté, non par le débiteur, mais par un tiers, sans mandat de pouvoirs qui l'y autorise, ne se porte fort pour celui au profit duquel il agit, est valable lorsqu'il n'a reçu sa pleine exécution. Paris, 7 janv. 1807, t. 8, 77.

Même lorsque c'est un débiteur qui a transporté au cessionnaire d'une créance le titre propre créancier, la signification du transport est toujours nécessaire, même au tiers, pour opérer la saisine, et la compensation jusqu'à concurrence des dettes. Paris, 28 fév. 1825, t. 3, 537.

La signification d'un transport à un tiers qui réside en pays étranger ne peut être faite au parquet du procureur. Paris, 28 fév. 1825, t. 3 de 1825.

La signification nulle d'un transport ne saisit pas le nouveau créancier à l'égard des tiers. C. C. 3 prair. an 9, t. 2, 309.

Le cessionnaire d'une rente qui lui a été transportée par l'état n'est saisi, à l'égard des tiers, que par la signification faite au débiteur: ainsi le cédant peut, après le transport, mais avant la signification, procéder en justice avec le débiteur sur la propriété même de la rente, et le jugement rendu en faveur du débiteur a, contre le cessionnaire,

l'autorité de la chose jugée. C. C. 16 juil. 1816, t. 18, 599.

10. Le cessionnaire d'une créance n'est saisi, à l'égard des créanciers du cédant, même postérieurs à la cession, que par la signification de cette cession au débiteur ou par l'acceptation de ce dernier par acte authentique. C. C. 2 mars 1814, t. 16, 211.

11. La transcription de l'acte de cession au bureau des hypothèques et les paiements faits par le débiteur au cessionnaire ne peuvent pas équivaloir à la signification ou à l'acceptation voulues par l'art. 1690 du cod. civ. C. C. 2 mars 1814, t. 16, 211.

12. Un transport ne saisit qu'autant qu'il n'existe entre les mains du débiteur aucune saisie-arrêt antérieure à sa signification. Paris, 15 janv. 1814, t. 16, 61.

13. Lorsqu'il existe une ou plusieurs saisies-arreêts au moment de la signification du transport, cette signification ne donne au cessionnaire que le droit de venir à contribution avec les saisissants. Paris, 28 mars 1820, t. 22, 290.

Voy. les mêmes questions, t. 24, 394.

14. Le transport d'une créance notifié seulement depuis la faillite du cédant n'est pas valable. Paris, 13 déc. 1814, t. 16, 767.

15. Lorsque le cessionnaire d'une créance a trouvé, lors de la signification du transport, des oppositions faites sur son cédant, il ne peut pas exercer de contraintes contre le débiteur cédé, avant le jugement des oppositions. Paris, 2 vent. an 11, t. 3, 270.

16. Mais il peut faire tous les actes conservatoires contre le débiteur cédé. Paris, 2 vent. an 11, t. 3, 270.

TRESOR. 1. Dans le sens de l'art. 716 du cod. civ., l'ouvrier salarié qui, en démolissant un bâtiment sous les yeux du propriétaire du fonds, y trouve un trésor, doit en avoir la moitié. Bruxelles, 15 mars 1810, t. 11, 245.

2. De riches tombeaux enfouis dans un champ, et dans lesquels étaient enfermées des pièces d'or, ne sont pas un trésor dont la propriété appartienne à celui qui les trouve dans le fonds d'autrui. Bordeaux, 6 août 1806, t. 7, 455.

TRIAGE. 1. La loi du 10 juin 1793 n'a pas abrogé celle du 28 août 1792, portant révocation de tous les triages postérieurs à l'ordonnance de 1669. C. C. 9 mars 1809, t. 10, 186.

2. La révocation des triages frappe non seulement sur les bois, mais encore sur tous les biens communaux indistinctement où le triage était exercé. C. C. 9 mars 1809, t. 10, 186.

3. L'édit du mois d'avril 1667 n'avait annulé que les triages faits depuis l'année 1637, et avait maintenu ceux antérieurs. — Dans tous les cas, la loi du 2 août 1792 a levé tous les doutes en ne déclarant révoqués que les triages postérieurs à 1669. C. C. 22 brum. an 1, t. 5, 81.

4. Le triage prouve, indépendamment de tout autre titre, l'ancienne possession de la commune, relativement aux biens sur lesquels il a eu lieu. C. C. 9 mars 1809, t. 10, 186.

5. Le délai de cinq ans pendant lequel, suivant la loi du 28 août 1792, les communes devaient revendiquer leurs biens aliénés à titre de triage, n'a pas couru contre elles, à défaut de poursuites régulières, tant qu'elles ont été en possession paisible et publique. C. C. 20 août 1822, t. 3 de 1823, 87.

**TRIBUNAL.** 1. Une section d'un tribunal ne peut, lorsqu'il s'y trouve un nombre suffisant de juges, appeler au jugement d'une affaire dont elle est saisie des juges pris dans une autre section. C. C. 18 germ. an 11, t. 3, 378.

2. La nullité qui résulterait de cet appel pourrait être proposée devant la cour de cassation, lors même que lors du jugement les parties n'auraient pas réclamé contre la présence du trop grand nombre de juges. C. C. 18 germ. an 11, t. 3, 378.

3. Un notaire qui est en même temps gradué peut, à ce dernier titre, être appelé pour compléter un tribunal ou vider un partage, en cas d'empêchement des juges suppléants, avocats et gradués plus anciens. C. C. 3 janv. 1822, t. 24, 3; Douai, 8 janv. 1816, t. 18, 13.

4. Les avocats et avoués appelés pour compléter un tribunal doivent prêter serment, à peine de nullité des jugemens auxquels ils auraient concouru. Colmar, 13 vent. an 13, t. 5, 436.

5. Lorsque les juges appellent un avoué pour compléter un tribunal, le jugement doit, à peine de nullité, faire mention que cet avoué a prêté serment. Colmar, 21 avril 1813, t. 14, 457.

6. Un tribunal ne peut juger régulièrement lorsque le nombre de ses juges est inférieur à celui des hommes de loi appelés comme suppléants. C. C. 30 oct. 1811, t. 12, 831.

7. Mais il peut statuer lorsqu'il est composé d'un juge titulaire, d'un juge suppléant et d'un avocat. C. C. 21 déc. 1820, t. 22, 894.

8. Lorsqu'un tribunal est complet, un juge suppléant ne peut prendre part à la délibération, lors même que les parties ne le récuseraient pas. C. C. 18 nov. 1811, t. 12, 876.

9. Les juges et suppléants d'un tribunal empêchés ou absents ne peuvent être remplacés en majorité par des hommes de loi. C. C. 26 vend. an 14, t. 6, 10.

10. Les tribunaux divisés en sections peuvent juger certaines affaires réunies, surtout si c'est en vertu d'un règlement précédent, approuvé par le gouvernement. C. C. 22 brum. an 11, t. 5, 91.

**TRIBUNAL correctionnel.** 1. La comparution volontaire et spontanée des parties peut valablement constituer un tribunal correctionnel, lorsque la naissance du fait qui leur est délictueux se trouve d'ailleurs placée dans leur compétence. C. C. 18 avril 1822, t. 24, 10.

2. La citation donnée par la partie civile devant un tribunal de police correctionnelle pour un délit de simple police le saisit de l'action publique, et qu'il doit appliquer la peine, encore que le ministère public n'y ait point comparu. C. C. 27 juin 1811, t. 12, 512.

3. Les tribunaux correctionnels ne peuvent connaître des simples contraventions de police, quand le renvoi n'est demandé par aucune personne, et, dans ce cas, le jugement est souverain. C. C. 16 août 1811, t. 12, 676.

4. Lorsqu'un individu traduit devant un tribunal correctionnel commet un délit pendant la durée de son audience, un délit de la compétence de ce tribunal, il suffit qu'il soit constaté par le jugement de condamnation que le fait a été commis à l'instant même, sans qu'il soit besoin d'un procès verbal séparé. C. C. 1817, t. 19, 339.

5. Dans les matières de police correctionnelle, les tribunaux sont appréciateurs et juges des faits, en telle sorte que leur déclaration sur l'innocence ou la culpabilité des prévenus ne peut être soumise à la censure de la cour de cassation. C. C. 28 oct. 1814, t. 16, 682.

6. Les tribunaux correctionnels ne peuvent juger les faits qui leur sont soumis si ce n'est sur la base d'un procès verbal, et non sur la base d'un simple rapport, soit même à un délit de leur compétence. C. C. 1817, t. 19, 339.

7. Un tribunal correctionnel peut statuer sur une question civile, en la traitant comme une suite naturelle du délit, lorsque surtout aucune des parties n'a demandé le renvoi à fins civiles. C. C. 18 therm. an 13, t. 6, 346.

8. Un tribunal correctionnel est compétent pour prononcer sur une question civile qui a pour objet principal, dans l'instance, la représentation des biens du plaignant, la représentation des biens des dépositaires, mais qui porte en même temps sur une question de police correctionnelle.

its constitutifs d'un délit. C. C. an 13, t. 6, 346.

tribunal correctionnel est compétent pour connaître des imputations fausses dirigées contre un témoin à la déposition devant un tribunal de police. C. C. 6 nov. 1823, t. 2 de

tribunaux correctionnels ou ne peuvent pas, incidemment aux portées devant eux, connaître des demandes formées reconventionnellement par les prévenus contre les plaignantes, lorsque le fait qui en est la cause ne constitue pas un délit. C. C. an 12, t. 4, 662.

**TRIBUNAL criminel.** L'art. 252 du Code crim. et l'art. 16 du décret du 1810 n'ont pas abrogé l'art. 3 du 25 brum. an 8, qui autorisait l'adjonction de juges suppléants aux tribunaux criminels. C. C. 27 juil. 1820, t.

tribunaux criminels ni correctionnels ne peuvent pas préjuger une action indépendante de celle introduite par le plaignant, et prononcer des condamnations en conséquence. C. C. 22 niv. an 12,

**TRIBUNAL de police.** 1. Avant le Code de procédure criminelle, les tribunaux de police ne pouvaient pas connaître des délits punis d'une amende dont le maximum était la valeur de trois journées de travail. C. C. 27 fév. 1806, t. 7, 130. Le juge de paix pouvait être représenté au tribunal de simple police par son adjoint, bien qu'il y eût dans la même commune un autre juge de paix. C. C. 2 frim. an 6, 522.

tribunaux de police ne peuvent prononcer sur une exception d'incompétence sans avoir, au préalable, entendu le ministère public en ses conclusions. C. C. 19 mars 1809, t. 10, 202.

tribunaux de police ne peuvent connaître des délits forestiers poursuivis par le ministère public, quand la peine n'excède le maximum de celle que les tribunaux peuvent prononcer. C. C. 10 août 1811, t. 12, 676.

personne citée devant un tribunal de simple police peut se faire assister d'un défenseur ou conseil. C. C. 20 mai 1825, t. 1 de 1824, 529.

tribunal de police ne peut pas être déclaré incompetent pour connaître d'une contravention à un arrêté pris par le conseil municipal, dans le cercle de ses attributions, sous le prétexte que la peine infligée par ledit arrêté dépasse la mesure dans laquelle le tribunal est autorisé à prononcer. — Dans ce cas, le tribunal de

police doit se borner à appliquer à la contravention l'une des peines déterminées par la loi, et qui sont de sa compétence. C. C. 10 avril 1819, t. 3 de 1823, 91; 30 frim. an 13, t. 5, 177.

7. Les tribunaux de police peuvent infliger une peine pour contravention à un règlement de police qui n'en prononce pas. C. C. 20 vend. an 12, t. 4, 10.

8. Un tribunal de police ne peut pas procéder à l'instruction et au jugement d'une contravention qui lui est dénoncée, hors la présence de l'officier remplissant les fonctions du ministère public. C. C. 24 déc. 1813, t. 15, 738.

9. Un tribunal de police ne peut pas, par un seul et même jugement, prononcer d'abord comme justice de paix sur une action possessoire, puis comme justice de police, sur les poursuites du délit imputé au défendeur. C. C. 2 therm. an 11, t. 3, 613.

10. Un tribunal de police ne peut pas déclarer son jugement exécutoire par provision. C. C. 21 therm. an 12, t. 4, 652.

11. Les tribunaux de police ne connaissent pas de l'exécution de leurs jugements. C. C. 2 janv. 1807, t. 8, 3.

12. Le juge de paix siégeant comme juge de police ne peut pas se refuser à l'audition des témoins volontairement amenés par les parties, sous prétexte que ces témoins n'ont pas été cités. C. C. 15 fév. 1811, t. 12, 146.

**TRIBUNAL de première instance.** Un tribunal de première instance statuant en appel peut être composé de six juges au lieu de cinq. C. C. 20 mars 1817, t. 19, 265.

**TRIBUNAUX d'exception.** 1. Si, parmi les prévenus d'un même délit, les uns sont justiciables d'un tribunal d'exception, et les autres d'un tribunal ordinaire, le procès et les parties doivent être renvoyés devant ce dernier tribunal. C. C. 4 juin 1813, t. 15, 9; 15 juin 1810, t. 11, 596.

2. Lors même que les justiciables de la juridiction ordinaire ne sont poursuivis que comme complices. C. C. 4 juin 1813, t. 15, 9.

## TUTELLE. — TUTEUR.

**SECT. I. Tutelle légale.** — Du conseil nommé à la mère tutrice.

**SECT. II. De la tutelle dative.** — Comment elle doit être déférée. — A qui elle peut ou doit être déférée.

**SECT. III. Autorité du tuteur.** — Son administration. — Actes qui

lui sont permis avec ou sans autorisation. — Cas où les intérêts du tuteur sont en opposition avec ceux du pupille. — Comment il doit intervenir ou être mis en cause et procéder dans les procès civils et criminels où le mineur est intéressé. — Sa responsabilité. — Terme de ses fonctions. — Sort des actes faits par le tuteur dont la nomination a été depuis annulée.

SECT. IV. Dispenses, exclusions, destitution de la tutelle.

SECT. V. Compte de tutelle.

SECT. VI. Subrogé tuteur.

SECT. I. *Tutelle légale. — Du conseil nommé à la mère tutrice.*

1. La tutelle légale cesse par la perte des droits civils. Ainsi un étranger devenu Français par la réunion de son pays à la France a perdu la tutelle légale qu'il exerçait sur des Français, lorsqu'il est redevenu étranger en rentrant sous sa première domination. Colmar, 25 juil. 1817, t. 19, 741.

2. Un père qui, après avoir fait faillite, s'est retiré en pays étranger et s'y est établi, a perdu par cette double circonstance la tutelle de ses enfans. C. C. 30 germ. an 10, t. 2, 406.

3. Le tuteur légal est destituable comme le tuteur ordinaire. Riom, 4 fruct. an 12, t. 4, 670.

4. Il n'est pas nécessaire de motiver la délibération qui prononce la destitution de la mère remariée. C. C. 17 nov. 1813, t. 15, 606.

5. Ce n'est exclusivement que dans l'intérêt des mineurs qu'on peut opposer à la mère tutrice qui a convolé de n'avoir pas convoqué l'assemblée de famille pour délibérer si la tutelle lui sera ou non conservée. C. C. 28 mai 1823, t. 3 de 1823, 481.

6. L'art. 402 du cod. civ. ne défère la tutelle légale à l'aïeul paternel que dans le cas de décès des père et mère, et non dans celui d'exclusion ou de destitution. C. C. 26 fév. 1807, t. 8, 128.

7. Le père ne peut conférer au conseil de tutelle qu'il a droit de nommer l'administration des biens des mineurs. Bruxelles, 21 mai 1806, t. 7, 317.

8. La mère qui, dans cette hypothèse, consentirait à abandonner au conseil l'autorité administrative de la tutelle, conformément aux dernières volontés de son mari, pourrait toujours révoquer son con-

sentement. Bruxelles, 21 mai 1817.

9. Le conseil, nommé par le père, cédé, à la mère, tutrice légale des mineurs, ne peut défendre de ces derniers, conjointement avec le subrogé tuteur, à une action intentée entre eux par leur mère. Douai, 1820, t. 22, 43.

SECT. II. *De la tutelle dativale. — Comment elle doit être déférée. — Comment elle peut ou doit être déférée.*

10. Le conseil de famille, nommé pour déférer la tutelle, ne peut être composé de moins de six membres : en l'absence de l'un d'eux, la nomination du tuteur est radicalement nulle. Cependant le conseil devrait administrer provisoirement, et provoquer lui-même la nouvelle nomination de tuteur. Paris, 10 mars 1810, t. 11, 289.

11. Il n'est pas nécessaire qu'une curatelle donnée pour concourir à la nomination d'un tuteur désigné soit annulée pour ne pas avoir à nommer. Metz, 24 brum. an 10, t. 1, 10.

12. Lorsqu'un tribunal annule la nomination du tuteur, il doit en nommer une nouvelle, et non se permettre de céder lui-même. C. C. 27 nov. 1818, t. 18, 820.

13. Lorsqu'il y a lieu à la nomination d'un nouveau tuteur, pour cause de démission du premier, il doit y être procédé par le juge de paix du domicile qu'avait le tuteur ou l'interdit au moment de sa première nomination. C. C. 23 mai 1809, t. 21, 224; 29 nov. 1809, t. 10, 10.

SECT. III. *Autorité du tuteur. — De l'administration, etc.*

14. L'opposition d'un membre du conseil de famille à ce que le tuteur verse à sa pupille de pension ne lui enlève le droit, si les autres membres n'y ont point fait opposition, de ne pas d'inconvénient. Paris, 22 mai 1824, t. 3 de 1824, 124.

15. Le tuteur ne peut exiger que la pupille soit enlevé à un ascendant ou à un parent duquel il se trouve dépendant pendant un certain temps, pour lui être remis. C. C. 1815, t. 17, 549; Poitiers, 15 fév. 1815, t. 12, 143.

16. Le tuteur a seul droit de vendre les baux des biens du mineur, et ces baux ne peuvent être annulés, si ce n'est en vertu d'un concert frauduleux entre le tuteur et le fermier.

Ainsi, le ministère public ne peut intervenir d'office pour demander que les baux du mineur soient adjugés au plus offrant. C. C. 11 août 1818, t. 17, 549.

17. Un tuteur ne peut composer un conseil de famille pour le mineur, même avec l'autorisation du conseil de famille.



de famille, et quoiqu'il ne s'agit d'un objet mobilier. C. C. 4 fruct. an 4, 672.

Le tuteur peut, en observant les formalités prescrites par l'art. 467 du cod. de proc., saisir pour son pupille sur la portion du partage auquel il est intéressé. Angers, 2 août 1815, t. 17, 594. — V. *Inscription*.

Le tuteur ne peut, même avec l'autorisation du conseil de famille, faire de placements que celles qui sont urgentes et nécessaires; s'il en fait d'autres, il ne peut, après coup, constater celles qui seraient véritablement indispensables, sur le motif que les travaux qu'il a fait faire ont nécessairement changé la face des lieux. Angers, 12 vent. an 11, t. 3, 311.

Le tuteur ne peut même pas répéter ses dépenses jusqu'à concurrence de la valeur de l'imprimée à la propriété. Paris, 12 vent. an 11, t. 3, 311. Impl. jug.

Pour exécuter un pacte de famille, le tuteur n'a pas besoin de l'autorisation du conseil spécial. Paris, 20 avril 1822, t. 1823, 316.

Le tuteur qui interjette un appel, au nom du mineur, sans y être autorisé, est condamné personnellement aux dépens. Riom, 13 avril 1806, t. 7, 218.

L'autorisation donnée au tuteur de vendre des biens de mineurs en justice, sous les formalités usitées, ne lui confère-t-elle pas le pouvoir d'interjeter appel du jugement qui admet la rétractation d'une vente. Riom, 13 avril 1806, t. 7, 218.

La cour de cassation a, au contraire, décidé qu'un tuteur peut, sans autorisation, interjeter appel de tout jugement rendu sur des droits immobiliers du mineur. 17 nov. 1813, t. 15, 612.

Il ne peut, sans autorisation, se pourvoir d'un appel interjeté pour le mineur en matière immobilière. Douai, 17 vent. an 10, t. 21, 43.

Un tuteur peut, sans autorisation, poursuivre par la voie de saisie immobilière le recouvrement des créances dues au pupille. Bruxelles, 12 nov. 1806, t. 1807, 253.

Il peut, également sans autorisation, se pourvoir à une poursuite en expropriation, introduite contre le mineur. Paris, 19 vent. an 12, t. 4, 562.

La prolongation du terme d'un réquisitoire est une véritable aliénation, qui exige par conséquent les bornes d'une simple administration tutélaire. C. C. 18 mai 1823, t. 14, 553.

Le ministère public ne peut d'office se pourvoir par voie d'action faire nommer un curateur à un mineur dont les intérêts sont opposés à ceux de son tuteur. C. C. 27 vent. an 13, t. 5, 165.

30. Le mineur non émancipé, pour être valablement représenté dans un procès entre lui et son tuteur, doit, depuis le code de procédure, être pourvu d'un tuteur spécial, indépendamment de l'assistance d'un subrogé tuteur. Angers, 2 août 1822, t. 1 de 1823, 541.

31. Lorsque le ministère public poursuit un mineur pour un crime ou un délit, il peut se dispenser de mettre le tuteur en cause. Bruxelles, 6 nov. 1822, t. 24, 668.

32. Lorsqu'une mère, en qualité de tutrice de son fils, a demandé le partage d'une succession, sans avoir obtenu l'autorisation du conseil de famille, les poursuites ne sont pas nulles si elle a été ultérieurement autorisée. Bruxelles, 4 juil. 1811, t. 12, 536.

33. La mère tutrice qui, dans un partage, a des intérêts en opposition avec ceux de ses enfans, ne cesse pas, malgré la nomination de tuteurs spéciaux, d'être responsable des droits qu'ils auraient perdus par sa négligence à remplir les formalités auxquelles la conservation en est attachée. Paris, 4 janv. 1823, t. 1 de 1824, 175.

34. L'héritier grevé, par un testament qui le nomme tuteur, d'un legs au profit de son pupille, sous l'obligation d'employer la somme léguée à son éducation, doit, s'il ne remplit pas la condition qui lui est imposée, les intérêts de cette somme, à compter du jour du décès du testateur, et en outre des dommages et intérêts. C. C. 23 avril 1817, t. 19, 390.

35. Lorsque le conseil de famille n'a autorisé le placement de capitaux appartenans au mineur que sous la condition d'une garantie hypothécaire, le tuteur ou le subrogé tuteur gérant qui en a placé sans exiger cette garantie est responsable du placement. Paris, 19 avril 1823, t. 3 de 1823, 105.

36. Le tuteur qui a vendu sans les formalités requises un immeuble de mineur est responsable envers l'acquéreur de toutes les sommes que celui-ci lui a payées par suite de l'acquisition. Metz, 1 juin 1821, t. 3 de 1823, 441.

37. Un tuteur ne peut pas, sans formalités, consentir que l'hypothèque de ses pupilles soit transférée sur d'autres immeubles que ceux sur lesquels elle portait. Metz, 18 juin 1824, t. 3 de 1825, 503.

38. La procédure, ou la poursuite d'expropriation continuée avec le tuteur, quoique le pupille ait atteint sa majorité pendant le cours de l'instance, n'est pas nulle lorsque le changement d'état n'a pas été dénoncé. C. C. 12 août 1823, t. 1 de 1824, 264; 24 vend. an 10, t. 2, 156.

39. Lorsque, dans le cours d'une instance, il y a émancipation et nomination d'un curateur, les actes de procédure postérieurement faits avec le tuteur sont nuls. C. C. 23 fruct. an 3, t. 1, 101.

40. Il en est de même de la procédure continuée avec un tuteur qui a perdu l'exercice des droits civils en France. C. C. 30 germ. an 10, t. 2, 406.

41. Le Français, qui, devenu étranger, perd le titre de tuteur, est capable de faire des actes conservatoires dans l'intérêt des pupilles, tant qu'il n'est pas remplacé. Colmar, 25 juil. 1817, t. 19, 741.

42. La mère remariée qui encourt la déchéance de la tutelle pour n'avoir pas convoqué le conseil de famille reste néanmoins tutrice jusqu'à l'entrée en fonctions du nouveau tuteur; les actes qu'elle fait dans l'intervalle sont valables. C. C. 28 mai 1823, t. 3 de 1823, 481; Limoges, 17 juil. 1822, t. 24, 597.

43. L'héritier du tuteur, quel que soit son sexe, est tenu de continuer la tutelle jusqu'à la nomination d'un nouveau tuteur, et ne peut s'affranchir des charges qui en résultent qu'en provoquant cette nomination. Pau, 3 mars 1818, t. 20, 182.

44. Lorsque, par suite d'une irrégularité dans la composition du conseil de famille, la nomination du tuteur est annulée, les actes faits de bonne foi pendant sa gestion ne peuvent être anéantis, soit au préjudice des tiers, soit au sien propre. Colmar, 27 avril 1813, t. 14, 478.

#### SECT. IV. Dispense, exclusion, destitution de la tutelle.

45. La cécité n'est pas une cause d'incapacité de la tutelle; elle ne forme qu'une excuse dont le tuteur a la faculté de ne pas user. C. C. 7 juin 1820, t. 22, 502.

46. L'existence de parens plus proches est un moyen de dispense pour celui qui est nommé tuteur. Lyon, 6 mars 1811, t. 12, 392.

47. Lorsqu'il y a eu collusion entre les membres d'un conseil de famille pour s'exempter du fardeau d'une tutelle, celui qui a été nommé tuteur, et qui est parent moins proche, peut demander la nullité de la délibération. C. C. 1 fév. 1825, t. 2 de 1825, 263.

48. Le ministère public ne peut d'office requérir la destitution d'un tuteur, et provoquer la nomination d'un nouveau. C. C. 11 août 1818, t. 20, 633.

49. La différence de religion n'est pas une cause d'exclusion de la tutelle. Bordeaux, 6 mes. an 12, t. 4, 576.

50. Des liaisons illicites qui ne sont prouvées que par une correspondance se-

crète, dévoilée seulement par ce qui provoque l'exclusion, ne constitue pas une inconduite notoire, dans le sens de l'art. 444 du cod. civ. Bordeaux, 17 juil. an 13, t. 3, 370.

51. La déchéance encourue par la tutrice légale de ses enfans, pour n'avoir pas convoqué le conseil de famille de se remarier, n'est pas contre titre d'exclusion de la tutelle. Le conseil de famille peut la lui conserver. Pau, 20 avril 1820, t. 22, 585.

52. La séduction de la pupille par le fils même du tuteur est une cause de destitution de celui-ci, si on peut lui reprocher de la négligence. Paris, 25 therm. an 10, t. 2, 107.

53. La disposition de la loi qui rend incapables de la tutelle tous ceux qui ont eu avec le mineur un procès ne peut être étendue au cas où le procès paraît avoir dûment existé, lors même qu'il n'est que d'un trait imminent. Pau, 21 juin 1824, t. 24, 346.

#### SECT. V. Compte de tutelle.

54. Un tuteur peut être condamné à rendre compte de sa gestion avant la fin de la tutelle. Bruxelles, 28 flor. an 13, t. 13, 193.

55. S'il refuse le compte ordonné par le tribunal, le conseil de famille peut, sur la demande du conseil de famille, le suspendre de ses fonctions sans même que le conseil de famille ait pris une délibération préalable. Bruxelles, 28 flor. an 13, t. 6, 193.

56. Le compte rendu par le tuteur d'un mineur émancipé, assisté de son conseil, doit être rendu en justice, à peine de nullité. Agen, 19 fév. 1824, t. 2 de 1824, 353.

57. Tout traité intervenu entre le tuteur et le pupille devenu majeur, comprend tout à la fois des biens étrangers au compte de tutelle, et des objets qui doivent en faire partie, est nul, s'il n'est précédé de la reddition du compte. C. C. 14 déc. 1818, t. 20, 781. Paris, 24 janv. 1821, t. 23, 565.

58. Il existe un autre arrêt de la cour de Paris, qui a jugé en sens contraire, et a de plus décidé que, lors même qu'un pareil traité serait nul, la nullité en serait couverte par un laps de dix ans sans réclamation. 5 janv. 1820, t. 22, 585.

59. Suivant quelques autres arrêts, n'y a que les traités sur l'administration tutélaire qui sont prohibés entre le tuteur et son pupille devenu majeur; mais cette prohibition ne peut s'étendre aux autres contrats à titre onéreux passés de bonne foi avant que le compte de tutelle ait été rendu et apuré. C. C. 22 mai 1824, t. 24, 434.

Un traité passé entre un tuteur et le pupille est valable, quoique non présenté au compte, s'il est constaté que, dans la position où le tuteur était placé, il n'avait aucun compte à rendre, et que le compte a été exécuté sans réclamation pendant un temps considérable. L'appréciation de ces deux circonstances est dans le pouvoir exclusif de la cour d'appel. C. C. 16 avril 1822, t. 2 de 1823, 69.

Il en est de même lorsque, à raison de l'indigence du pupille, le tuteur n'a fait aucune gestion. Paris, 16 mars 1822, t. 16, 239.

Le mineur qui figure dans son contrat de mariage sous l'assistance et l'autorisation de son père, tuteur, ne peut être, en faveur de celui-ci, à la reddition de son compte de tutelle, ni consentir à aucun traité, si le compte tutélaire n'a été préalablement rendu. Toulouse, 5 fév. 1822, t. 3 de 1823, 361. Pau, 14 août 1822, t. 13, 765.

Le cautionnement qui aurait pour objet de garantir un pareil traité serait nul comme le traité. Toulouse, 5 fév. 1822, t. 3 de 1823, 361.

L'approbation qu'un pupille aurait faite à des bordereaux de dépense de sa tutelle, à la majorité, mais avant la reddition de son compte, est nulle, comme contraire à la disposition de l'art. 472 du cod. civ. C. C. 19 avril 1823, t. 3 de 1823, 105.

L'action du mineur contre un traité intervenu entre son tuteur et lui depuis sa majorité, mais avant le compte de tutelle, se prescrit par dix ans. C. C. 14 août 1820, t. 22, 805.

Ce délai commence à courir du jour de la majorité du pupille, quoique le traité n'ait été passé que plusieurs années après cette époque. C. C. 26 juil. 1819, t. 21, 496.

7. Si le pupille n'est devenu majeur qu'après la publication du code civil, et d'après la disposition de ce code, il doit se déterminer la durée de l'action. C. C. 26 juil. 1819, t. 21, 496.

8. Avant la publication du code civil, l'action ne se prescrivait que par le laps de trente ans. C. C. 16 avril 1822, t. 2 de 1823, 69; 6 frim. an 13, t. 5, 119.

9. Voir un arrêt rendu en sens contraire. Riom, 30 vent. an 12, t. 4, 385.

10. L'action en rectification des erreurs ou omissions qui se sont glissées dans le compte de tutelle ne se prescrit que par trente ans. Metz, 10 juil. 1821, t. 3 de 1822, 334.

11. Toutes les dépenses légalement justifiées doivent entrer dans le compte de tutelle, lors même qu'elles excéderaient les revenus du pupille. Pau, 19 avril 1823, t. 3 de 1823, 105.

72. Le reliquat du compte de tutelle produit intérêt du jour de la demande, et non pas seulement du jour de la clôture du compte. Pau, 3 mars 1818, t. 20, 182.

73. Un compte de tutelle déclaré nul ne peut pas faire courir les intérêts des sommes dont le tuteur peut être ultérieurement déclaré comptable. Amiens, 17 déc. 1824, t. 3 de 1825, 269.

74. Quand le subrogé tuteur a géré les affaires des mineurs, à l'exclusion du tuteur, cette gestion est soumise aux règles qui gouvernent l'administration de la tutelle, et le subrogé tuteur gérant doit un compte pupillaire. Paris, 19 avril 1823, t. 3 de 1823, 105.

#### SECT. VI. Subrogé tuteur.

75. Le subrogé tuteur ne peut être choisi hors de la famille, lorsqu'il existe des parens dans la ligne à laquelle le tuteur n'appartient pas. Bordeaux, 20 août 1811, t. 12, 697.

#### U.

USAGE (*droit d'*). 1. Lorsque celui qui se prétend usager d'une forêt a été troublé dans l'exercice de ce droit par des procès verbaux dressés à la requête du propriétaire de la forêt, il peut former devant le tribunal civil une demande en réintégration, et y réclamer des dommages et intérêts. C. C. 14 août 1821, t. 1 de 1823, 47.

2. Les agens forestiers ne peuvent pas rayer arbitrairement l'habitant d'une commune usagère de la liste des usagers dressée par le maire. C. C. 14 août 1821, t. 1 de 1823, 473.

3. La disposition de l'ordonnance de 1669 qui supprime les droits d'usage précédemment concédés aux communes, dans les forêts de l'état, n'a pas été révoquée par la loi du 28 août 1792. C. C. 25 germ. an 10, t. 2, 393.

#### USUFRUIT.

§ 1. *Quelle est la nature de l'usufruit. — Comment il est constitué ou prouvé. — Dans quelle étendue il peut être constitué.*

§ 2. *Droits et obligations de l'usufruitier. — De la caution. — Droits des créanciers de l'usufruitier.*

§ 3. *Fin de l'usufruit. — Questions qu'elle peut faire naître.*

§ 4. *Droits de mutation auxquels*

*l'usufruit donne lieu. — Par qui ils sont dus.*

§ 1. — *Nature de l'usufruit. — Sa constitution. — Son étendue, etc.*

1. L'usufruit est immeuble ainsi que les fruits civils du fonds qui en est grevé. Turin, 24 avril 1810, t. 11, 404.

2. Une longue possession jointe à des présomptions graves, précises et concordantes, suffit, à défaut de titres, pour établir la preuve d'une concession d'usufruit. C. C. 4 fév. 1823, t. 1 de 1823, 417.

3. La réserve d'usufruit, faite dans une transaction par le mari, en l'absence et au profit de la femme, ne constitue point celle-ci propriétaire de l'usufruit, et elle ne peut demander la distraction de cet usufruit saisi sur son mari, en offrant d'en payer la valeur d'après une estimation par experts. C. C. 13 mai 1817, t. 19, 435.

4. Le droit d'usufruit peut s'acquérir par prescription. C. C. 17 juil. 1816, t. 18, 611.

5. On ne peut, dans une constitution d'usufruit, porter atteinte aux conditions essentielles de l'usufruit. — Ainsi, on ne peut comprendre dans les droits attribués à l'usufruitier celui d'abattre des arbres de haute futaie épars sur les biens grevés de cet usufruit. Orléans, 11 mai 1822, t. 24, 422.

6. La défense faite par le testateur à ses héritiers de contester le don de l'usufruit, sous peine de voir la pleine propriété consolidée à l'usufruit, ne doit s'entendre que des efforts que pourraient faire les héritiers pour faire annuler la libéralité, et non des contestations qui ne seraient relatives qu'à l'exercice même de l'usufruit. Orléans, 11 mai 1822, t. 24, 422.

§ 2. — *Droits et obligations de l'usufruitier. — De la caution. — Droits des créanciers.*

7. Lorsqu'une donation en usufruit porte sur des immeubles que le donateur possédait à titre d'emphytéose, le donataire a droit de jouir de ces immeubles, selon l'étendue de sa donation, sans que l'héritier puisse exiger que la jouissance emphytéotique soit vendue, et que le donataire soit réduit à toucher les intérêts du prix. — Le donataire n'est point obligé, à la fin de l'usufruit, de restituer la différence de valeur survenue alors dans la jouissance emphytéotique. Paris, 9 juil. 1822, t. 24, 584.

8. Le légataire en usufruit du seul immeuble qui se trouve dans une succession est tenu ou de payer les dettes, sauf répétition à la fin de l'usufruit, ou de souf-

frir que l'héritier vende portion de l'immeuble, jusqu'à concurrence des dettes à acquitter. C. C. 4 fruct. an 13, 6, 403.

9. Le donataire ou légataire en usufruit ne peut pas être dispensé par le testateur de la libéralité de dresser inventaire des immeubles donnés en usufruit. Bruxelles, 20 janv. 1810, t. 11, 581. Agen, 3 niv. an 14, t. 6, 581.

10. A plus forte raison, l'usufruitier ainsi dispensé de faire inventaire peut-il pas empêcher l'héritier de la propriété d'y procéder à ses frais. Paris, 29 avril 1807, t. 8, 302; Bruxelles, 18 déc. 1811, t. 12, 996.

11. Suivant la cour de Paris, la dispensa qui dispense de faire inventaire ne s'applique qu'à rendre l'usufruitier indemne des frais qu'occasionne cette formalité, mais l'affranchit pas de l'obligation de la remplir. 20 vent. an 11, t. 3, 322.

12. L'usufruitier ne peut pas empêcher le propriétaire d'abattre les arbres pris dans l'usufruit, s'ils déperissent et ne lui produisent ni revenu ni plaisir. Poitiers, 2 avril 1818, t. 18, 283.

13. L'usufruitier n'a pas le droit de couper les arbres de haute futaie qui ne sont point en coupes réglées, et qui se trouvent épars sur différents points du fonds. Toutefois l'indemnité due au propriétaire pour les coupes indûment faites n'est exigible qu'à la fin de l'usufruit. Paris, 12 déc. 1811, t. 12, 969.

14. Lorsqu'il s'agit d'un usufruit constitué anciennement et qui s'est ouvert après le code civil, la durée du bail fait par l'usufruitier doit être réglée, non d'après le code, mais d'après l'ancienne jurisprudence, et par suite, le bail doit cesser au décès de son auteur. Paris, 18 août 1825, t. 3 de 1825, 489.

15. Les dispositions du code civil qui régissent la durée des baux que fait l'usufruitier ou le mari des biens de sa femme sont applicables aux baux que la femme usufruitière fait des biens du mari. C. C. 4 mai 1825, t. 3 de 1825, 486.

16. La durée du bail fait par un usufruitier dont le droit ne s'est ouvert qu'après le code civil doit être réglée par ce code, encore bien que ce droit ait été constitué antérieurement. C. C. 4 mai 1825, t. 3 de 1825, 487. — Voy. le n. 14.

17. Ainsi le bail fait par une femme mariée anciennement en Normandie, mais dont le mari n'est décédé que depuis le code civil, d'une partie des conquêts dont la coutume locale lui attribue l'usufruit, doit avoir son effet pour neuf ans, bien que cette femme vienne à décéder avant

ration de ce terme. C. C. 4 mai 1825, t. 3 de 1825, 487.

L'usufruitier ne peut renouveler les objets dont il jouit plus de trois ans avant l'expiration des premiers; un renouvellement serait sans effet si, au décès de l'usufruitier, le fermier n'aurait pas entré en jouissance, et le propriétaire au profit duquel s'opérerait la continuation ne serait pas obligé de les exécuter, lors même qu'il serait héritier de l'usufruitier. Bruxelles, 29 juil. 1812, t. 13, 17.

Si l'usufruitier passe des baux à vil prix, le nu propriétaire n'est point obligé de les entretenir, lors même que le fermier offrirait d'en augmenter le prix. Caen, 20 août 1812, t. 13, 754.

L'usufruitier a droit à la moitié du produit qu'il découvre dans le fonds dont il est grevé. Grenoble, 3 janv. 1811, t. 12, 5.

Le nu propriétaire peut contraindre l'usufruitier à faire les réparations d'entretien, lorsqu'elles sont reconnues nécessaires, sans préjudice du droit qu'il a aussi de faire cesser l'usufruit, en cas de dégradations ou de déperissement. C. C. 27 juin 1825, t. 3 de 1825, 204.

L'usufruitier qui a payé les grosses réparations qu'il a faites à l'immeuble grevé d'usufruit, après en avoir fait constater la nécessité avec le propriétaire, a un privilège pour le remboursement de ses avances. Amiens, 23 fév. 1821, t. 23, 140.

Le service d'une reute constituée perpétuel, avec hypothèque spéciale sur l'immeuble grevé d'un usufruit à titre particulier, n'est point à la charge de l'usufruitier. Bruxelles, 9 déc. 1812, t. 13, 19.

La veuve, quoique constituée usufruitière par un contrat de mariage antérieur au code civil, peut être privée de son usufruit, en vertu de l'art. 618 de ce code, si les faits d'abus sont postérieurs à sa publication. C. C. 5 fév. 1818, t. 20, 90.

L'usufruitier qui a donné à ferme les biens soumis à l'usufruit doit justifier de la solvabilité du fermier, ou donner des sûretés. Aix, 28 janv. 1808, t. 9, 88.

Il n'est pas besoin que le bail qui doit être fait des immeubles grevés d'usufruit, au défaut de caution, soit fait aux enchères. Turin, 29 août 1807, t. 8, 578.

Les cautions d'un usufruitier de *bono utendo* sont garantes des dégradations commises par l'usufruitier, même avant le cautionnement. C. C. 1 déc. 1812, t. 13, 1041.

Un usufruit, quoique légué à titre d'alimens, et déclaré insaisissable par le testateur, peut néanmoins être saisi par les créanciers postérieurs, en vertu de per-

mission du juge. Toulouse, 18 nov. 1823, t. 3 de 1824, 394.

29. On peut également saisir un usufruit qu'une femme a constitué à son mari, par contrat de mariage, en déclarant que *c'est pour lui procurer les moyens d'exister avec le plus d'aisance possible*. C. C. 17 nov. 1818, t. 20, 742.

30. Les ouvriers qui, par ordre de l'usufruitier, ont fait des constructions nouvelles sur l'immeuble sujet à l'usufruit, et qui n'ont pas été payés, n'ont cependant pas le droit de démolir ces constructions, et d'enlever les matériaux, si le nu propriétaire refuse de leur tenir compte de la plus-value résultant de leurs ouvrages. C. C. 23 mars 1825, t. 3 de 1825, 16.

31. Dans le cas posé, l'ouvrier qu'un arrêt de la cour royale a déclaré non recevable à agir contre le nu propriétaire ne peut pas demander la cassation de cet arrêt, sous le prétexte qu'en jugeant ainsi, il lui a refusé l'exercice des droits de l'usufruitier, son débiteur. *Ibid.*

§ 3. — *Fin de l'usufruit. — Questions qu'elle peut faire naître.*

32. Lorsque l'usufruitier a vendu une coupe de bois à l'époque où il avait droit de le faire, la vente est valable à l'égard du nu propriétaire, même pour la partie du bois encore sur pied au décès de l'usufruitier. Mais le prix de la vente doit être partagé entre les héritiers de l'usufruitier et le nu propriétaire dans la proportion des bois coupés et de ceux qui ne l'étaient pas encore lors du décès. C. C. 21 juil. 1818, t. 20, 557.

33. Au contraire, dans l'ancienne jurisprudence, la vente faite par l'usufruitier d'une coupe de bois était résolue de plein droit pour les arbres encore sur pied au décès de l'usufruitier. C. C. 21 juil. 1818, t. 20, 750.

34. A la cessation de l'usufruit d'un fonds de commerce, les créanciers ou les héritiers de l'usufruitier ne peuvent réduire le droit du propriétaire à une simple action en restitution du prix, si l'usufruitier s'est engagé à conserver et à rendre le fonds. C. C. 10 avril 1814, t. 16, 260.

35. Mais, s'il n'y est pas obligé, le propriétaire, en cas de vente du fonds de commerce, n'a droit qu'à la restitution de la valeur. C. C. 9 mes. an 11, t. 3, 562.

36. L'usufruitier ou ses représentans ne sont pas fondés à exiger du nu propriétaire le paiement de la plus-value résultante des constructions entièrement nouvelles que l'usufruitier a faites sur l'immeuble dont il avait l'usufruit; et si le nu propriétaire ne veut pas payer cette



plus-value, ils ne peuvent pas démolir les constructions, et enlever les matériaux, en rétablissant les lieux dans leur état primitif. C. C. 23 mars 1825, t. 3 de 1825, 15.

§ 4. — *Droits de mutation auxquels l'usufruit donne lieu. — Par qui ils sont dus.*

37. Lorsque, par un seul et même acte, la nue propriété est vendue à une personne et l'usufruit à une autre, et que les droits de mutation sont acquittés par les acquéreurs, chacun en ce qui le concerne, il n'est pas dû un nouveau droit d'usufruit pour sa réunion future à la propriété. C. C. 8 janv. 1822, t. 1 de 1824, 572.

38. Il en est de même lorsque le droit de mutation n'a été que prescrit, et non acquitté. C. C. 31 juil. 1815, t. 17, 302.

39. Dans le cas de vente avec réserve d'usufruit, cet usufruit, pour la fixation du droit d'enregistrement, doit être évalué à la moitié du prix de la nue propriété, et le droit doit se percevoir sur le montant de la somme que donne la réunion de ces deux prix. C. C. 10 juil. 1810, t. 11, 665.

40. Le donataire ou légataire en usufruit qui a payé les droits de mutation par décès, tant pour la nue propriété que pour l'usufruit, peut répéter la somme qu'il a payée pour la nue propriété, et il n'est obligé ni d'attendre la fin de l'usufruit, ni de souffrir la vente des biens jusqu'à due concurrence. Paris, 4 avril 1811, t. 12, 306; C. C. 9 juin 1813, t. 15, 47.

41. L'héritier de la nue propriété ne peut point ajourner le paiement du droit de mutation pour la réunion de l'usufruit à la propriété, jusqu'au moment où elle s'opère; il doit de suite les droits pour la propriété entière. C. C. 11 sept. 1811, t. 12, 760.

**USUFRUIT légal.** 1. L'usufruit légal n'est pas attaché au titre de tuteur, mais à celui de père: ainsi le père destitué de la tutelle pour cause d'inconduite ne perd pas son usufruit. Paris, 28 déc. 1810, t. 11, 1024.

2. Depuis le code civil, le père a l'usufruit des biens de ses enfans mineurs, lors même que la minorité aurait commencé sous une législation qui ne le lui accordait pas. Paris, 3 germ. an 12; t. 4, 589.

3. Le père n'a pas de plein droit l'usufruit des biens de son enfant naturel reconnu. Pau, 13 fév. 1822, t. 24, 174.

4. Un père peut-il, en fraude de ses créanciers, renoncer à son droit d'usufruit sur les biens de ses enfans mineurs?

5. L'émancipation peut-elle être considérée comme un moyen de consacrer cette renonciation frauduleuse. (Questions discutées, mais non jugées.) 506.

6. Les produits ou bénéfices que l'enfant des biens qui lui sont affectés ne tombent pas dans l'usufruit légal de son père et mère; ils forment autant de capitaux dont ceux-ci ne doivent rien pendant la minorité de l'enfant qui est chargé de lui en tenir compte à la fin de l'usufruit. Lyon, 26 avril 1822, t. 3, 391.

7. La loi du 28 août 1792, en abolissant la puissance paternelle sur les enfans majeurs de vingt-et-un ans a fait cesser l'usufruit qui était un attribut de la puissance. C. C. 15 mars 1816, t. 18, 302.

8. Un père ne peut ordonner par testament la vente de ses meubles au préjudice de l'usufruit légal et de la tutelle de la mère survivante ou tutrice légitime de ses enfans mineurs. Gênes, 18 août 1811, t. 12, 454.

9. L'usufruit légal de la mère survivante ne comprend pas les coupes de bois que le mari avait acquis le droit de percevoir sur les propriétés de différens particuliers qui lui avaient affermé ces coupes. Son droit se borne à jouir de leurs produits, mais elle doit compte à ses enfans des capitaux. C. C. 7 mars 1825, t. 3 de 1825, 241.

**USURE (délit d'habitude d').** 1. Le fait de percevoir un compte habituel d'effets de commerce à un taux supérieur au taux légal ne constitue pas le délit d'usure, s'il n'est prouvé qu'il est établi que cet escompte déguise des perceptions d'intérêts usuraires, faites à la vertu de prêts conventionnels. C. C. 28 août 1825, t. 3 de 1825, 260.

2. Le fait isolé de la perception d'un intérêt excessif ne caractérise pas le délit d'usure. C. C. 22 nov. 1811, t. 12, 894.

3. Les tribunaux correctionnels peuvent connaître du délit d'habitude d'usure sur la poursuite directe du ministère public, avant même que les tribunaux civils aient apprécié le mérite des actes argués d'usure. C. C. 2 déc. 1813, t. 15, 690.

4. La preuve qu'un contrat est usuraire peut avoir lieu par témoins, quoiqu'il n'existe pas de commencement de preuve par écrit, et lorsqu'il est constaté que l'acte notarié énoncerait la numération des espèces à la vue des notaires. C. C. 28 juin 1821, t. 23, 457, 2 déc. 1813, t. 15, 691.

5. A plus forte raison la preuve de l'usure est-elle admissible lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit. Besançon, 24 mes. an 9, t. 2, 76.

is. L'individu prévenu d'avoir succumbement exercé dans plusieurs arrondissements des actes particuliers d'usure, pas pour en constituer l'habitude chacun d'eux, peut indifféremment poursuivi devant le tribunal correctionnel de l'un de ces arrondissements, s'il ne soit pas celui de son domicile. C. C. 15 oct. 1818, t. 20, 701.

Les jugemens ou arrêts de condamnation pour délit d'habitude d'usure doivent être déclarés de nullité, énoncer toutes les sommes dont le prêt est reconnu usuraire. C. C. 7 mai 1824, t. 3 de 1824, 329. Un contrat de constitution de rente ne peut pas être rescindé sous prétexte de l'usure. C. C. 11 prair. an 7, t. 1, 321.

Toutefois on peut considérer comme des faits à un intervalle rapproché dans lesquels un immeuble est vendu, moyennant une somme d'argent, et l'auteur en fait une revente au profit du vendeur originaire, moyennant une rente en argent. Paris, 2 mai 1823, t. 3 de 1823, 69. Dans ce cas, l'obligation du débiteur peut être convertie en une rente en argent au tiers vingt du capital fourni, et remboursable par le remboursement de ce capital. *Ibid.*

L'action en restitution des intérêts usuraires dure trente ans, et l'action en restitution de ces intérêts pour l'avenir doit toujours être exercée, quel que soit le laps de temps écoulé depuis le contrat. C. C. 2 mai 1823, t. 3 de 1823, 69.

L'action en rescision d'un contrat d'usure se prescrit par dix ans. C. C. 11 prair. an 7, t. 1, 321.

Le débiteur qui a payé des intérêts usuraires ne peut pas exiger, lors du remboursement du capital, que les sommes payées au-dessus du taux de la loi soient imputées sur le capital de la créance, à compter de l'époque de chaque paiement d'intérêts. Caen, 18 janv. 1816, t. 18, 69.

Lorsqu'un débiteur obtient la réduction au taux légal des intérêts usuraires stipulés, le créancier ne peut pas prétendre que l'inexécution de la clause résolutoire rend exigible le capital de la créance. Montpellier, 14 juil. 1813, t. 15, 101.

L'arrêt qui rejette la preuve testimoniale offerte contre un acte attaqué pour usure, en se fondant sur ce qu'en fait, cette preuve n'est pas admissible, est, en outre, sur ce que les faits dont la preuve est demandée ne sont pas pertinents, n'est pas susceptible d'être cassé. C. C. 22 mars 1824, t. 1 de 1825, 93.

On peut déférer au créancier à l'égard duquel on impute d'avoir pris des intérêts usuraires le serment litis-décisoire sur le

fait de savoir s'il a réuni au capital des intérêts excédant le taux légal. Bruxelles, 1 fév. 1809, t. 10, 66.

16. Le débiteur qui a déféré ce serment, si les juges ne l'ont pas admis, n'est pas fondé à prétendre en cause d'appel qu'il doit lui être référé. Bruxelles, 1 fév. 1809, t. 10, 66.

17. Le créancier qui a d'abord refusé le serment décisoire, et qui a fait accueillir en première instance ses moyens de refus, peut offrir ce serment en cause d'appel. 1 fév. 1809, t. 10, 66.

**UTILITÉ publique.** 1. Le propriétaire d'un immeuble à céder au gouvernement pour cause d'utilité publique n'est véritablement exproprié que par le paiement de l'indemnité qui lui est due pour prix de la cession ; jusque là il conserve la libre disposition de sa chose, et l'autorité administrative ne peut jamais, sous prétexte d'urgence, se mettre en possession avant que l'indemnité ait été réglée et payée. Paris, 4 mars 1824 ; Amiens, 22 mars 1823, t. 1 de 1824, 460 et 465.

2. L'acquisition d'une maison, faite par une ville afin de la démolir pour l'utilité commune, est passible du droit proportionnel d'enregistrement ; mais s'il doit résulter de cette démolition plus de facilité pour l'accès et le passage d'une voie publique dont l'entretien se trouve à la charge de l'état, la ville peut faire rejeter sur l'état une partie du droit d'enregistrement. C. C. 18 nov. 1823, t. 1 de 1824, 333.

## V.

**VACATIONS.** 1. Un tribunal saisi d'une cause dont les plaidoiries étaient commencées avant les vacations n'a pas pu, sans le consentement respectif des parties, se proroger pendant le temps des vacations et la juger, dès qu'elle n'était ni sommaire, ni de nature à requérir célérité. Paris, 12 juil. 1814, t. 16, 501 ; C. C. 25 flor. an 9, t. 2, 34.

2. Mais la chambre des vacations peut juger une affaire qui ne requiert pas célérité, lorsque les parties y ont consenti, ou ont plaidé devant elle sans réclamation. C. C. 22 janv. 1806, t. 7, 52 ; 19 avril 1820, t. 22, 379.

**VAGABONDAGE.** Tout individu convaincu de vagabondage doit, quoique enfant, être condamné à une peine. C. C. 21 mars 1823, t. 2 de 1823, 558.

## VENTE.

§ 1. Qui peut vendre et acheter.

§ 2. Ce qui peut être l'objet d'une vente.

§ 3. *Du prix de la vente.*

§ 4. *Comment peut se constater la vente. — Sa date. — De la tradition.*

§ 5. *Conditions dont la vente est susceptible. — Quelles conditions sont suspensives.*

§ 6. *Obligations du vendeur. — Délivrance. — Garantie des mesures. — Garantie des vices rédhibitoires. — Garantie d'éviction.*

§ 7. *Des obligations de l'acheteur.*

§ 8. *De quelques vices de la vente. — De la lésion. — De la simulation.*

§ 9. *Nullité. — Résolution du contrat de vente.*

§ 10. *Enregistrement.*

§ 1. — *Qui peut vendre et acheter.*

1. Une personne frappée de mort civile n'est pas généralement incapable d'acheter et de vendre. C. C. 28 frim. an 13, t. 5, 169.

2. L'individu condamné à une peine emportant suspension de l'exercice des droits civils ne peut vendre. Ainsi une vente d'immeubles consentie par cet individu n'est pas valable, si elle ne porte une date certaine antérieure à la condamnation. Ses créanciers sont fondés à demander la nullité de cette vente comme faite en fraude de leurs droits. — Le ministère public peut aussi en requérir la nullité dans l'intérêt de la loi. — L'acquéreur n'est point admis à suppléer l'authenticité de la date par la preuve vocale. Rouen, 7 mai 1806, t. 7, 284.

3. Un mari peut vendre à sa femme, séparée de biens, un immeuble pour se libérer envers les créanciers hypothécaires auxquels il est affecté. Des créanciers chirographaires ne peuvent contester cette vente. Paris, 21 janv. 1814, t. 16, 96.

4. Un père peut vendre à son fils. Colmar, 15 nov. 1808, t. 9, 633.

5. Le mandataire ne peut acquérir l'immeuble qu'il est chargé de vendre. Liège, 3 déc. 1806, t. 7, 576.

§ 2. — *Ce qui peut être l'objet d'une vente.*

6. Avant le code civil, la vente de la chose d'autrui était valable. Les lois romaines formaient à cet égard le droit commun de la France. C. C. 12 août 1812, t. 13, 751; 12 prair. an 4, t. 1, 126.

7. Dans l'ancienne jurisprudence, la

vente faite par le propriétaire appartenant à un acquéreur de bonne foi n'est point assimilée à une vente de la chose d'autrui : elle était valable, et il en est de même sous le code civil. C. C. 3 août 1815, t. 17, 519.

8. Lorsqu'un tiers, en vendant la chose d'autrui, se porte fort pour le propriétaire et s'oblige à rapporter sa ratification, le contrat n'est parfait, à l'égard du propriétaire, que du jour de sa ratification, et si la chose vient à périr avant qu'il ait ratifié, la perte est pour son compte. Poitiers, 13 fruct. an 10, t. 6, 644.

9. Si, dans cette occasion, le propriétaire refuse de ratifier, celui qui a fait la vente ne peut échapper à la garantie sous prétexte que l'acquéreur n'ignait pas que la chose fût à autrui. Limoges, 1 juil. 1822, t. 24, 565.

10. Lorsqu'un individu a vendu un immeuble appartenant à une personne dont il était présomptif héritier, les dommages et intérêts qu'il a promis à l'acquéreur en cas d'inexécution de la vente peuvent être exigés par ce dernier, si n'est pas prouvé qu'il savait que la chose n'appartenait pas au vendeur. C. C. 18 mars 1825, t. 3 de 1825, 289.

11. Un copropriétaire ne peut vendre une chose commune; cette vente doit être déclarée comme vente de la chose d'autrui. — L'acquéreur menacé d'éviction de ses portions de l'immeuble indûment aliénées peut demander la nullité de la vente pour le tout. Poitiers, 16 août 1822, t. 24, 374.

12. Suivant la cour de Turin, une vente de chose d'autrui n'est pas nulle. 18 mars 1808, t. 9, 174.

13. Lorsque la femme offre de ratifier la vente faite, sans son consentement, par son mari, d'un immeuble qui lui est personnel, l'acquéreur ne peut attaquer cette vente, comme ayant pour objet la chose d'autrui. Colmar, 21 fév. 1815, t. 17, 129.

§ 3. — *Du prix de la vente.*

14. La vente faite moyennant une rente viagère est nulle, si le produit annuel du bien vendu excède la valeur de la rente. Paris, 12 juil. 1808, t. 9, 406. Poitiers, 23 therm. an 11, t. 3, 644.

15. Une vente faite à la charge par l'acquéreur de nourrir, loger, chauffer et éclairer le vendeur, tant en santé qu'en maladie, jusqu'à son décès, ne peut être attaquée pour défaut de prix, lors même que les revenus de l'immeuble paraissent égaux au montant de la charge. C. C. 16 avril 1822, t. 24, 362.

16. Le prix de la vente peut être laissé

arbitrage d'un tiers, ou de deux experts autorisés, en cas de discordance, à choisir un troisième pour les départager. C. C. 15 vent. an 6, t. 1, 252; 1814, t. 16, 321.

Lorsque le prix de la vente est à l'arbitrage de deux experts désignés et que l'un d'eux vient à mourir d'avoir fait l'estimation, le contrat est nul. C. C. 1 vent. an 10, t. 2, 298.

Le refus de procéder à l'estimation n'est pas légalement constaté par une sommation faite au domicile de l'art. appréciateur, mais en parlant à l'art. que lui. C. C. 15 vent. an 6, t. 2.

Lorsque les parties sont convenues dans un contrat de vente de diminuer ou d'augmenter le prix, selon le déficit ou l'excédant de mesure des objets vendus, la vente en diminution ou en supplément de prix n'est pas sujette à la prescription annale établie par l'art. 1622 du Code de Commerce. Bordeaux, 19 mars 1811, t. 12,

On peut convenir que le prix de la vente ne produira pas d'intérêt, quoiqu'elle ne produise des fruits. Paris, 17 fév. 1820, t. 22, 161.

Cette convention est valable, lorsqu'il existe des créanciers inscrits sur l'immeuble. *Ibid.*

— *Comment peut se constater la date et sa date. — De la tradition.*

Une vente verbale ne peut être prouvée par témoins, lors même que celui qui se prétend acquéreur serait actuellement en possession de l'objet réclamé. C. C. 17 vend. an 5, t. 1, 153.

Elle peut être prouvée par un acte annexé à la vente, accompagné de la jouissance du détenteur. C. C. 18 vend. an 6, t. 7, 307.

Lorsqu'une vente verbale a eu lieu entre les parties, mais avec la convention qu'il en serait passé acte devant notaire, les juges peuvent, en appréciant les circonstances, décider que la vente n'était qu'un simple projet, jusqu'à la réalisation devant notaire, et ce, lors même qu'un à-compte aurait été payé sur le prix. C. C. 12 nov. 1821, t. 23, 673.

15. Sous l'ancienne jurisprudence, une cession immobilière faite par l'Eglise était valable, quoiqu'on n'y eût pas observé les formalités requises, si l'objet vendu était de peu de valeur, et surtout lorsque le contrat portait que le prix serait employé en améliorations des autres biens. C. C. 12 août 1812, t. 13, 746.

16. Lorsqu'un acte de vente, nul pour défaut de signature du notaire, n'est pas signé de l'acquéreur, qui a déclaré ne le

savoir, peut-il servir de commencement de preuve par écrit de la vente. Non résolu. T. 3 de 1824, 133.

27. En supposant qu'une vente puisse avoir lieu entre absents, par lettres missives, il faut au moins pour sa validité que l'acceptation soit en tous points conforme aux offres. Poitiers, 13 vent. an 10, t. 2, 317.

28. Une vente sous seing privé non enregistrée n'a point une date certaine qui puisse empêcher l'effet d'une hypothèque acquise postérieurement, lors même que l'acquéreur aurait été mis de suite en possession, que son nom eût été inscrit sur les rôles des impositions foncières, et que la vente eût été confirmée plus tard par un acte authentique. Toutes ces circonstances ne peuvent même former un commencement de preuve par écrit pour faire admettre la preuve vocale de la date de la vente. Colmar, 11 mars 1817, t. 19, 232; Paris, 15 avril 1809, t. 10, 282.

29. D'après les lois romaines, la tradition était nécessaire pour transférer la propriété de la chose vendue, même par adjudication publique. C. C. 3 niv. an 6, t. 1, 237.

30. Ainsi une seconde vente accompagnée de la mise en possession de l'acheteur était préférée à une première vente non suivie de tradition, lors même qu'elle aurait été faite par adjudication publique. C. C. 3 niv. an 6, t. 1, 237.

§ 5. — *Conditions dont la vente est susceptible. — Quelles conditions sont suspensives.*

31. On peut, en vendant un terrain ou une maison, imposer à l'acquéreur la condition de n'y pas faire telle espèce de commerce. C. C. 4 frim. an 3, t. 1, 84.

32. La condition insérée dans un contrat de vente, que le vendeur pourra rentrer dans l'objet vendu après la mort de l'acquéreur, si celui-ci n'en a pas disposé, est valable; elle ne peut point être considérée comme potestative. C. C. 7 juin 1814, t. 16, 372.

33. La condition apposée à une promesse de vente, que l'acquéreur épousera la fille du vendeur, est suspensive, en sorte que le premier ne peut exiger la réalisation de la vente, si la fille refuse de se marier. Colmar, 18 mai 1813, t. 14, 548.

34. Lorsqu'en aliénant un immeuble, le vendeur s'est réservé le droit de le reprendre, moyennant un prix déterminé, dans le cas où l'acquéreur voudrait s'en défaire, il ne peut pas, si celui-ci le vend à un tiers, nonobstant cette réserve, contraindre le tiers acquéreur à

déguerpir. Colmar, 5 fruct. an 13, t. 6, 406.

35. L'obligation imposée à un acquéreur, de payer les dettes hypothéquées sur les fonds vendus, ne peut être considérée comme une condition suspensive, dont le défaut d'accomplissement anéantisse le contrat dès l'origine. C. C. 28 août 1815, t. 17, 575.

36. Lorsqu'une vente énonce qu'à l'époque de la remise des titres, il sera fait un relevé exact des droits incorporels vendus avec l'immeuble dont ils dépendaient, cette circonstance ne rend pas la vente imparfaite. C. C. 20 fruct. an 10, t. 2, 650.

37. La clause, insérée dans une vente sous seing privé, qu'elle sera réalisée devant notaire d'ici à telle époque, n'a pas le caractère d'une condition suspensive de la vente. Paris, 6 janv. 1825, t. 1 de 1825, 307.

#### § 6. — Obligation du vendeur.

38. Le vendeur qui a accordé un terme peut néanmoins se refuser à la *délivrance* de la chose vendue, s'il est reconnu qu'il a été trompé dans les sûretés qu'on lui a fournies. Paris, 30 vent. an 11, t. 3, 337.

39. Si depuis la vente l'acheteur est tombé en faillite, le vendeur peut se refuser à l'exécution du contrat, jusqu'à ce qu'on lui ait donné caution pour sûreté du prix non intégralement acquitté. C. C. 10 mai 1809, t. 10, 362.

40. La stipulation que le vendeur ne sera pas garant du défaut de mesure n'a d'effet qu'autant que le déficit n'excède pas un vingtième. Paris, 18 juin 1807, t. 8, 443.

41. Lorsque les parties sont convenues dans un contrat de vente de diminuer ou d'augmenter le prix, selon le déficit ou l'excédant de mesure des objets vendus, l'action en diminution ou en supplément du prix n'est sujette qu'à la prescription de trente ans. Bordeaux, 19 mars 1811, t. 12, 255.

42. La cour de Colmar a décidé en sens contraire. 29 mai 1817, t. 19, 511.

43. L'offre de payer l'intégralité du prix, que contient la notification faite aux créanciers inscrits par l'acquéreur, qui veut purger son acquisition, n'exclut pas ce dernier de la faculté de demander pendant l'année, à partir de son contrat, une diminution du prix pour défaut de mesure, et le vendeur ne peut s'y refuser. Paris, 16 juin 1807, t. 8, 443.

44. La possession peut être regardée comme règle d'interprétation d'un contrat de vente, relativement à la mesure de la chose vendue. Liège, 4 prair. an 13, t. 6, 214.

45. La demande en diminution du prix

pour défaut de mesure peut se former régulièrement par un dire, sur le verbal d'ordre du prix des biens. Paris, 16 juin 1807, t. 8, 443.

46. L'acheteur qui exerce l'action résultant de vices rédhibitoires est tenu de prouver que le vice existait à l'époque de la vente. Ce n'est point au vendeur la preuve contraire. Bruxelles, 2 an 13, t. 6, 320.

47. Toutefois, lorsque l'action rédhibitoire est exercée dans le délai prescrit par la loi, la présomption légale que le vice existait lors de la vente sanctionne, 13 juil. 1808, 413.

48. L'action résultante des vices rédhibitoires appartient à l'acheteur d'immeuble comme à l'acheteur de meubles. Lyon, 5 août 1824, t. 2 de 1825, 74.

49. A défaut d'usage des lieux, la prescription termine dans quel délai se prescrit l'action rédhibitoire appliquée aux immeubles; les juges doivent arbitrer dans leur sagesse, sans recourir à la loi romaine. Lyon, 5 août 1824, t. 2 de 1825, 75.

50. En pays de droit écrit, l'action rédhibitoire est exercée en temps utile lorsqu'elle est intentée dans les six mois à dater de la vente, ou même à dater du moment où les défauts ont été connus. Lyon, 5 août 1824, t. 2 de 1825, 75.

51. L'altération de la dissolution des poutres d'une maison acquise comme habitation constituant, lorsque ces poutres étaient cachées par les fonds et les carrelages, un défaut ayant un caractère de gravité suffisant pour autoriser l'acheteur à exercer l'action rédhibitoire contre son vendeur. Lyon, 5 août 1824, t. 2 de 1825, 75.

52. En fait de meubles, est-ce le lieu où la vente a été faite qu'il faut consulter pour déterminer le délai pendant lequel l'action rédhibitoire doit être intentée, et la nature des vices qui y ont pris naissance? (Non rés. expl.) Metz, 10 avril 1823, t. 2 de 1824, 341. — V. *États*.

#### § 7. — Obligations de l'acquéreur. — Paiement du prix.

53. Lorsqu'un immeuble a été vendu moyennant une certaine quantité de denrées que les parties ont évaluée en argent, cette évaluation doit être présumée faite seulement pour servir de base à l'enregistrement, et non pour autoriser l'acquéreur à se libérer en payant la valeur estimative. C. C. 25 therm. an 13, t. 1, 389.

54. L'acquéreur ne peut être tenu de payer son prix, tant qu'il n'est pas



cession de la chose vendue. C. C. 1817, t. 19, 193.

l'acquéreur peut garder entre ses prix de son acquisition, tant l'immeuble qui lui a été vendu n'est légalement purgé d'inscriptions. Paris, 1808, t. 9, 593.

Mais lorsqu'un acquéreur, stipulant pour ses siens et ayant-cause, se réserve le droit de ne payer le prix de la vente qu'en points et aisements, les tribunaux peuvent, cependant, fixer à ses héritiers un délai dans lequel ils sont obligés de payer. Paris, 15 mars 1823, t. 2, 57.

Le prix de la vente peut être stipulé à la volonté de l'acquéreur; mais celui-ci peut être forcé au paiement après un laps de temps assez considérable, surtout s'il ne sert pas à payer les intérêts. C. C. 24 mars 1820, 241.

L'acquéreur qui n'a point réclamé l'ordre le coût de l'extrait des inscriptions et des dénonciations aux créanciers inscrits a le droit néanmoins de le faire sur son prix. Paris, 14 mes. an 10, 608.

La simple autorisation donnée à l'acquéreur, dans l'acte de vente, de consigner son prix jusqu'à une époque déterminée, ou jusqu'à l'événement d'une vente, ne prive point le débiteur du droit de se libérer avant le cas prévu. 16 flor. an 10, t. 2, 452.

*De quelques vices de la vente.*  
*De la lésion. — De la simulation.*

*Lésion.*

La simulation n'est point une cause de nullité radicale d'une vente, lorsqu'elle a pour objet ni d'éluder une prohibition, ni d'incapacité légale, ni de nuire à un tiers. C. C. 29 déc. 1821, t. 23, 773. Ainsi le jugement arbitral qui, sur reconnaissance faite par les parties, déclare la vente nulle, est soumis à un droit proportionnel d'enregistrement, comme instrument d'une cession volontaire. C. C. 29 déc. 1821, t. 23, 773.

Il en est de même des jugements des tribunaux ordinaires. C. C. 1823, t. 3 de 1823, 276.

On peut, sans inscription de faux, être admis à prouver par témoins la simulation frauduleuse d'une vente par acte authentique, malgré l'énonciation que les pièces ont été nombrées et comptées en présence du notaire et des témoins. Les juges peuvent, dans ce cas, se déterminer par des présomptions, aux termes de l'art. 1353 du cod. civ. C. C. 10 juin 1816, 501.

64. Dans le concours de deux ventes, le second acquéreur ne peut arguer la première vente de simulation, si, dans le fait, elle n'a eu pour objet que de frustrer les droits des créanciers du vendeur. Toulouse, 28 déc. 1823, t. 3 de 1823, 330.

65. Le vendeur d'un immeuble peut, après avoir formé une surenchère sur la revente faite par son acquéreur, attaquer cette seconde vente pour cause de dol et de fraude à son égard. La vilité du prix de cette revente, sa date rapprochée de la première, une partie du prix payée comptant, le restant stipulé à des termes très courts, et l'obligation contractée par les acquéreurs de garantir le second vendeur des poursuites du premier sont des faits suffisants pour établir la fraude et la simulation. C. C. 3 juil. 1817, t. 19, 650.

66. Le créancier hypothécaire inscrit peut attaquer le contrat de vente pour simulation du prix, ou pour dol, après avoir laissé passer le délai de la surenchère et provoqué l'ordre. Il le peut même après avoir fait une surenchère. Limoges, 21 déc. 1822, t. 24, 691.

67. Il en est de même du créancier hypothécaire, quoiqu'il ne soit inscrit sur l'objet vendu. C. C. 22 mars 1809, t. 10, 212.

68. La cour de Metz a jugé en sens contraire de la première décision. 28 avril 1814, t. 16, 299.

69. On ne peut opposer à un second acquéreur ou à un créancier de bonne foi la simulation du titre de son vendeur. Toulouse, 28 déc. 1821, t. 3 de 1823, 330; C. C. 18 déc. 1810, t. 11, 1010; Nismes, 14 avril 1812, t. 13, 355.

70. Mais on peut opposer à l'adjudicataire sur surenchère la fraude dont est entachée la vente sur laquelle a été faite cette surenchère. C. C. 23 juil. 1818, t. 20, 576.

71. On peut prononcer la nullité d'une vente par acte authentique, sur de simples présomptions de simulation ou de fraude, lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit. C. C. 7 mars 1820, t. 22, 240.

72. Le vendeur à réméré qui s'est borné à soutenir en première instance la validité de ses offres, pour l'exercice du réméré, est recevable à demander pour la première fois, sur l'appel, la nullité de la vente pour cause de simulation. C. C. 18 janv. 1814, t. 16, 64.

§ 9. — *Nullité. — Résolution du contrat de vente.*

75. La vente ou l'adjudication d'un immeuble, faite en vertu d'un jugement qui l'a ordonnée nonobstant une revendi-

cation, peut être annulée au préjudice de l'acquéreur. — Et si ce sont les syndics d'une faillite qui ont poursuivi l'adjudication, ils sont passibles de dommages et intérêts envers l'adjudicataire. Angers, 12 juin 1816, t. 18, 512.

74. Dans le ressort du parlement de Paris comme sous le code civil, un vendeur pouvait, à défaut de paiement, demander la résolution du contrat et sa réintégration dans l'immeuble vendu, lors même qu'il y avait eu stipulation de terme, et qu'alors le vendeur eût suivi la foi de l'acheteur. C. C. 16 août 1820, t. 22, 743.

75. Lorsque, sur une demande en résolution du contrat de vente à défaut de paiement du prix, le tribunal civil, tout en condamnant l'acquéreur à payer, surseoit au jugement de la demande en résiliation de l'acte, la cour d'appel, après avoir infirmé cette disposition comme destructive des effets de la condamnation principale, peut, si la cause est en état, prononcer définitivement la résolution de la vente, dans le cas même où le vendeur n'aurait pas incidemment appelé du jugement. C. C. 16 août 1820, t. 22, 743.

76. Un vendeur peut demander la résolution du contrat de vente pour défaut de paiement, même après que l'immeuble a été revendu par suite d'une saisie immobilière exercée contre son acquéreur, et dans laquelle le vendeur a été partie. Paris, 25 janv. 1822, 28 août 1821, t. 24, 56.

77. La cour suprême a jugé la question en sens contraire. La présence du vendeur à l'adjudication sur saisie, sans demander la distraction, et son intervention dans l'ordre pour s'y faire colloquer, ont paru à cette cour autant de démarches équivalentes à une ratification formelle de l'adjudication. 16 juil. 1818, t. 20, 551.

78. La clause résolutoire, tacite ou expresse, donne au vendeur, à défaut de paiement du prix, le droit de demander la résolution de la vente, même au préjudice des sous-acquéreurs qui auraient fait transcrire et notifier leurs contrats. Paris, 11 mars 1816, t. 18, 201; 13 janv. 1812, t. 13, 44; C. C. 2 déc. 1811, t. 12, 705.

79. Et de tous ceux qui ont contracté avec l'acquéreur. Paris, 45 nov. 1816, t. 18, 793; Rouen, 14 déc. 1808, t. 9, 721.

80. Mais cette clause résolutoire, tacite ou expresse, n'opère pas de plein droit la résolution de la vente. L'acquéreur peut même, après la sommation qui lui a été faite, conserver la chose vendue en offrant le prix. Riom, 29 juil. 1808, t. 9, 450.

81. L'action résolutoire qui appartient au vendeur, en cas d'inexécution des conditions de la vente, est indépendante de son privilège sur le prix de la chose due : ainsi il peut exercer l'une et l'autre à sa volonté. C. C. 3 déc. 1817, t. 19, 951.

82. Celui qui, en vendant un immeuble moyennant une rente, s'est expressément réservé son privilège de vendeur pour les arrérages et le capital, peut, à défaut de paiement des arrérages pendant plus de deux ans, ou en cas de faillite du débiteur, demander la résolution du contrat, même au préjudice des sous-acquéreurs. Paris, 11 mars 1816, t. 18, 201; Angers, 12 juin 1816, t. 18, 512.

83. Il en est de même du vendeur qui a chargé son acquéreur de payer une rente à son acquit : il peut, à défaut de paiement de cette rente, demander la résolution de la vente, même contre les tiers acquéreurs qui n'ont pas connu cette charge. C. C. 3 déc. 1817, t. 19, 951.

84. Le vendeur n'est plus à temps pour demander la résolution du contrat de vente, après avoir fait des actes de possession ou peut induire qu'il a renoncé à l'exercice de cette action, et opté pour le paiement de son prix. C. C. 2 juin 1824, t. 26, 429.

85. Le vendeur qui a poursuivi le paiement du prix est censé avoir renoncé à l'effet de la clause résolutoire, si elle n'a été formellement stipulée. Riom, 29 juil. 1808, t. 9, 455.

86. Décidé au contraire que ces poursuites constituent bien une renonciation à la condition résolutoire tacite, non pas à celle qui est formellement primée. Limoges, 21 août 1811, t. 13, 44.

87. Jugé, contrairement à ces décisions, que, dans le cas même d'une condition résolutoire tacite, le vendeur conserve encore, après des poursuites infructueuses, le droit de demander la résolution de la vente. Paris, 11 mars 1816, t. 18, 201.

88. Le créancier qui, après s'être opposé à la nullité d'une vente d'immeuble par son débiteur comme ayant été faite en fraude de ses droits, poursuit ensuite l'exécution de ce contrat de vente contre l'acquéreur, en le sommant de payer ou de délaisser, est non recevable à reprendre ultérieurement son opposition à la nullité. C. C. 10 fév. 1825, t. 27, 235.

89. Une demande en résolution de la vente d'un immeuble peut être formée incidemment dans l'instance d'ordre sur le prix de cet immeuble. Amiens, 21 janv. 1821, t. 23, 245.

90. La cour de Metz a décidé le contraire à l'égard d'un contrat de

au code civil. 24 nov. 1820,

la vente faite par celui qu'un arrêt royal a déclaré propriétaire a été résolue par la cassation de cet arrêt suivie d'une décision nouvelle et revocable qui adjuge la propriété à l'individu. Paris, 5 août 1823, t. 124, 495.

Le vendeur d'un fonds de commerce a le droit de demander la résolution en cas de défaut de paiement. Paris, 11 déc. t. 2 de 1823, 408.

La résolution du contrat de vente, prononcée en justice, entraîne la nullité des hypothèques créées par l'acquéreur, même que le vendeur, en réduisant purement son hypothèque à une certaine portion du prix, aurait induit les tiers à croire que le surplus était payé, et à rétrograder dans cette persuasion à l'acquéreur. Paris, 7 avril 1824, t. 3 de 1824, 423.

Lorsqu'un contrat de vente d'immeubles porte quittance du prix, une lettre avec ou sans date certaine, un jugement qui déclare la vente nulle de paiement, ne peuvent pas être opposés à des tiers. C. C. 11 juil. 1814, t. 1, 494.

L'action en rescision appartenant à plusieurs personnes qui ont vendu conjointement est divisible. C. C. 30 mai 1814, t. 1, 345.

#### § 10. — Enregistrement.

Les ventes verbales d'immeubles sont assujetties au droit de mutation. C. C. 10 oct. 1811, t. 12, 809.

Une vente originairement verbale, sur laquelle on n'a passé acte que plus de trois ans après, est passible du double droit. C. C. 22 mars 1808, t. 9, 184.

Le droit de mutation sur une vente d'immeubles doit être fixé, non à raison des revenus de l'immeuble, mais d'après sa valeur commune dans le commerce, par comparaison aux ventes d'immeubles de même nature. C. C. 10 oct. 1811, t. 12, 809.

La vente d'objets réputés immeubles, parce qu'ils font partie intégrante d'une chose immobilière par sa nature, conserve le caractère de vente d'immeubles et devient passible du droit de cinq centimes pour cent, si elle a été faite au profit de l'individu qui s'est rendu acquéreur de l'objet principal. C. C. 25 fév. 1824, t. 3 de 1824, 457.

Il en serait autrement si ces ventes successives avaient été faites de bonne foi et sans intention de frauder les droits d'enregistrement. C. C. 23 avril 1822, t. 2 de 1822, 396; 19 nov. 1823, t. 1 de 1824, 457.

101. Le droit de mutation est exigible, malgré une surenchère survenue, et sans qu'il soit besoin d'en attendre le résultat. On doit dans ce cas ordonner l'expertise, si la régie la demande. C. C. 6 juil. 1812, t. 13, 658.

102. Le droit d'enregistrement dû sur une vente doit être liquidé tant sur le prix stipulé pour la nue propriété que sur l'usufruit réservé; la loi n'admet à cet égard ni exception ni distinction. C. C. 25 niv. an 12, t. 4, 229.

103. La charge imposée à l'acheteur d'acquitter une portion de l'impôt échue au moment du contrat constitue une augmentation du prix de la vente, qui donne lieu à une augmentation proportionnelle du droit d'enregistrement. C. C. 19 mai 1819, t. 21, 347.

104. Les charges qui doivent être ajoutées au capital pour la liquidation du droit d'enregistrement comprennent les rentes foncières que l'acquéreur a été chargé d'acquitter. C. C. 18 niv. an 12, t. 4, 203.

105. La rente foncière dont un immeuble vendu est grevé ne doit pas être ajoutée au prix principal pour la perception du droit d'enregistrement, si l'acquéreur n'a pas été chargé par le contrat d'acquitter cette rente. C. C. 4 vent. an 10, t. 2, 307.

106. Lorsque, dans un acte d'adjudication volontaire, les honoraires alloués au notaire, et mis à la charge de l'adjudicataire, sont exorbitants, la régie peut faire fixer par le président du tribunal les honoraires légitimement dus, afin de percevoir sur l'excédant le même droit que sur le prix principal de la vente. C. C. 10 déc. 1816, t. 18, 850.

107. La vente que fait un libraire de livres de fonds et d'assortiment à un certain nombre de ses confrères, convoqués à cet effet, à l'amiable et de gré à gré, au prix par lui annoncé, et sans enchères, ne peut être considérée comme une vente publique, ni être soumise, comme telle, au droit d'enregistrement. C. C. 4 nov. 1818, t. 3 de 1823, 545.

108. Les droits d'enregistrement et de transcription d'un contrat de vente ne sont pas dus sur la totalité du prix exprimé, lorsque l'acquéreur ne doit les acquitter qu'en déduction de ce prix. C. C. 25 germ. an 13, t. 6, 101.

109. Le droit d'enregistrement dont est passible une vente d'objets mobiliers faite à terme, publiquement et par enchères, doit être perçu cumulativement sur le total des sommes que contient le procès-verbal des séances à enregistrer, et non sur chaque article séparément. C. C. 5 fév. 1810, t. 11, 115.

110. Lorsqu'une vente mobilière se com-

pose de plusieurs séances, chaque séance forme un procès verbal séparé qui doit être enregistré dans les vingt jours de sa date. C. C. 13 mes. an 13, t. 6, 293.

141. Un jugement arbitral qui annule une vente commesimulée ou non sérieuse est soumis au droit proportionnel d'enregistrement. C. C. 5 déc. 1810, t. 11, 976.

142. On doit considérer comme une rétrocession, sujette à un droit proportionnel, et non comme une déclaration, passible d'un droit fixe de 1 fr., l'acte sous seing privé par lequel les parties déclarent qu'une vente publique passée entre elles n'a été que feinte ou simulée. C. C. 14 vent. an 13, t. 5, 452.

143. La convention verbale par laquelle l'acquéreur d'un immeuble s'est obligé de le rétrocéder à un tiers qui a payé des à-compte et est entré en jouissance, et le jugement qui a résilié cette convention faute de paiement du prix en entier, restent passibles du droit proportionnel de mutation, encore bien qu'un arrêt infirmatif du jugement ait déclaré ultérieurement qu'il n'y avait pas eu de rétrocession. C. C. 11 avril 1825, t. 3 de 1825, 310.

144. Les droits de mutation sont toujours à la charge de l'acquéreur, tant qu'il ne justifie pas d'une convention contraire entre lui et le vendeur. C. C. 30 juin 1813, t. 15, 148.

145. Les droits d'enregistrement d'une vente sous seing privé peuvent être perçus contre l'acquéreur, quoique l'acte ait été présenté à l'enregistrement par le vendeur. C. C. 12 janv. 1822, t. 24, 25; 26 oct. 1813, t. 15, 543; 10 avril 1816, t. 18, 301.

146. Celui qui a fait une vente verbale, et qui, à défaut de paiement, s'est fait autoriser par la justice à revendre aux risques et périls de l'acheteur, peut être contraint directement à payer le droit de mutation, sauf son recours contre ce dernier. C. C. 6 sept. 1813, t. 15, 495.

147. La vente d'un immeuble reconnue nulle par les parties, mais non annulée par jugement, est passible du droit proportionnel. C. C. 10 pluv. an 13, t. 5, 357.

148. L'annulation d'une vente volontaire d'immeubles, pour cause de nullité radicale, ne dispense pas d'acquitter les droits de mutation. C. C. 12 fév. 1822, t. 24, 172; 24 juin 1806, t. 7, 380.

149. Il en serait autrement dans le cas d'une vente déclarée nulle par jugement passé en force de chose jugée, pour défaut de consentement réciproque de la part des parties. C. C. 6 mai 1822, t. 24, 412.

120. Le jugement qui déclare une vente nulle pour différence énorme entre la contenance réelle et celle déclarée n'est

point passible d'un droit proportionnel. C. C. 8 avril 1811, t. 12, 327.

121. Lorsque l'acquéreur d'un immeuble est entré en jouissance, le juge qui résout la vente pour défaut de paiement de tout ou partie du prix est tenu de tout ou partie du prix en lieu au droit proportionnel de mutation. C. C. 18 nov. 1822, t. 2 de 1823, 5.

122. La résiliation d'un contrat de vente consentie en bureau de conciliation doit être considérée comme rétrocession, passible du droit proportionnel. C. C. 1. frim. an 9, t. 1, 515.

123. Il en est de même d'un jugement qui déclare la vente nulle ou résiliée pour défaut de paiement de prix. C. C. 11 mai 1814, t. 16, 494.

124. La résolution d'une vente prononcée en justice, sous la condition que le vendeur remboursera son prix à l'acquéreur, à défaut de quoi celui-ci sera définitivement maintenu dans son acquisition, ne donne ouverture au droit proportionnel qu'après l'événement de la condition. C. C. 27 mai 1823, t. 3 de 1823, 421.

125. Le droit de mutation perçu sur un jugement qui ordonne qu'il sera passé acte d'une vente verbale ne doit pas être restitué, lorsqu'un second jugement du consentement des parties, qui ne peuvent s'accorder sur l'exécution de la convention, a prononcé la résolution de cette vente. C. C. 14 janv. 1824, t. 2 de 1824, 319.

**VENTE avec arrhes.** Lorsqu'il y a vente arrêtée, de l'aveu des contractants, l'acheteur ne peut s'en départir, en abandonnant ce qu'il a donné d'arrhes. Colmar, 13 mai 1815, t. 14, 525.

**VENTE à fonds perdu.** 1. La prohibition de donner ou de vendre à fonds perdu à l'un des héritiers présomptifs à ses descendants ne peut pas s'étendre aux ascendants de cet héritier. C. C. 6 prair. an 10, t. 2, 362.

2. Sous l'empire de la loi du 17 niv. an 2, la prohibition de donner ou de vendre à fonds perdu au successible s'étendait au conjoint du successible. C. C. 4 germ. an 10, t. 2, 357.

Quelques arrêts ont jugé en sens contraire. C. C. 18 fruct. an 9, t. 2, 375.

**VENTE de marchandises.** 1. Une vente de marchandise faite à la mesure, et prise dans une quantité désignée, est parfaite dès qu'on est convenu de la chose et du prix, indépendamment du mesurage. C. C. 11 nov. 1812, t. 13, 944.

2. Si le vendeur tombe en faillite avant la livraison, ces marchandises peuvent être revendiquées par l'acheteur, encore bien

aient été confondues avec d'autres.  
1 nov. 1812, t. 13, 944.

Les articles du code civil concernant  
tous de la chose vendue s'appliquent  
aux ventes commerciales. Rouen, 11 déc.  
t. 7, 601.

Même que des marchandises qui, sui-  
vant l'usage du commerce, se vendent en  
lot et sans vérification préalable, sont  
défectueuses par l'acheteur, lors-  
qu'il en fait chez lui, cette  
défiance peut donner lieu à la résilia-  
tion de la vente. Rouen, 11 déc. 1806,  
t. 7, 601.

Le vendeur ne peut empêcher la ré-  
siliation par des offres de faire une di-  
vision sur le prix des marchandises.  
Rouen, 11 déc. 1806, t. 7, 601.

Une vente de marchandises faite par  
l'intermédiaire d'un commis voyageur  
est faite dans le lieu où elle a été  
faite, et les contestations qui lui sont  
opposées doivent être portées devant le  
tribunal de ce lieu. C. C. 14 nov. 1821, t.  
11; 4 déc. 1811, t. 12, 944.

Voilà la même question, mais non  
la même, t. 15, 33.

Il en est autrement lorsque le com-  
mis voyageur n'avait d'autre pouvoir que  
de recevoir des commissions, parce  
que le contrat ne devient parfait que  
par l'acceptation de son commettant. C.  
C. 14 nov. 1821, t. 1 de 1823, 101.

Pour forcer un vendeur à reprendre  
des marchandises défectueuses, il n'est pas  
nécessaire que le marchand à qui elles sont  
remises emploie, pour faire constater  
le défaut, les formalités prescrites par l'art.  
du cod. de com. C. C. 24 juil. 1821,  
t. 11, 520.

Pour que la vente des marchandises  
soit parfaite, il ne faut pas qu'elles soient  
pesées ou expédiées. C. C. 15 niv. an 3,  
t. 1, 90.

Il suffit au contraire, pour l'accom-  
plissement de la vente, que les marchan-  
dises aient été pesées et marquées par l'a-  
cheteur, bien qu'elles restent dans les ma-  
ins d'un tiers, pour sûreté du paiement.  
C. C. 15 niv. an 3, t. 1, 90.

Pour condamner le négociant ven-  
deur à reprendre les marchandises comme  
défectueuses, le tribunal peut puiser les  
faits de sa conviction et les raisons de  
celles du négociant dans la correspondance personnelle  
du négociant avec un tiers, son fondé  
de pouvoir. C. C. 24 juil. 1821, t. 23, 520.

VENTE d'objets mobiliers. 1. La tra-  
dition feinte peut avoir lieu en matière  
de meubles. Rennes, 15 janv.  
t. 12, 23.

Le vendeur à terme d'effets mobiliers  
a le droit, à défaut de paiement, de les  
récupérer lorsqu'ils sont encore aux

maines de l'acheteur. Poitiers, 15 flor. an  
11, t. 3, 461.

3. Mais non pas lorsqu'ils ont été sai-  
sis sur lui : il n'a plus alors qu'un privi-  
lège. Paris, 9 vent. an 11, t. 3, 299.

4. La vente du droit d'exploiter une  
carrière et des ustensiles qui y sont pla-  
cés est une vente purement mobilière.  
C. C. 19 mars 1816, t. 18, 245.

5. L'art. 1662 du cod. civ., qui veut que  
l'action en diminution de prix soit in-  
tentée dans l'année, n'est pas applicable  
aux ventes de meubles. C. C. 24 mai 1815,  
t. 17, 375.

6. Lorsque les circonstances amènent à  
penser que, dans une vente d'effets mo-  
biliers, la livraison en a été retardée par  
une cause indépendante de la volonté du  
vendeur, l'acheteur n'est pas fondé à se  
plaindre de l'inexécution des engagements  
contractés par ce dernier, ni à demander  
sur ce fondement la résiliation du traité.  
C. C. 8 oct. 1807, t. 8, 599.

VENTE publique. 1. Une vente volon-  
taire d'immeubles peut être faite aux en-  
chères par le ministère d'un particulier,  
et sans celui d'un notaire. Bruxelles, 26  
juin 1811, t. 12, 507.

2. Les greffiers des justices de paix peu-  
vent, concurremment avec les huissiers,  
faire des ventes mobilières. Rouen, 20  
mars 1807, t. 8, 192.

3. Les greffiers des justices de paix et les  
huissiers ne peuvent procéder aux ventes  
publiques de grains non coupés, d'arbres  
non abattus et de fruits non détachés. Ces  
objets sont immeubles de leur nature,  
et le droit de les vendre publiquement  
appartient exclusivement aux notaires.  
Amiens, 21 nov. 1823, t. 3 de 1823, 452.

4. Les commissaires priseurs n'ont pas  
plus le droit de procéder à de pareilles ven-  
tes. C. C. 1 juin 1822, t. 24, 472.

5. Il y a contravention à la loi du 28  
vent. an 9, lorsque des particuliers non  
pourvus de commission de courtiers de  
commerce dirigent une vente publique de  
meubles, à laquelle il est procédé osten-  
siblement, et en leur présence, par un  
huissier. C. C. 29 vent. an 12, t. 4, 380.

6. Les courtiers de commerce, judiciai-  
rement autorisés, ont le droit exclusif de  
procéder aux ventes publiques et forcées  
des marchandises comprises dans le ta-  
bleau dressé par le tribunal de commerce,  
en exécution du décret du 17 avril 1812.  
C. C. 10 juin 1823, t. 1 de 1824, 129.

7. Lorsqu'un notaire procède à l'adju-  
dication d'un fonds de manufacture ou d'a-  
chalandage, il peut, en même temps, ad-  
juger les métiers, mécaniques, ustensiles  
et autres objets qui en forment l'accessoire,  
sans le concours d'un commissaire pri-  
seur. Paris, 4 déc. 1823, t. 1 de 1824, 89.



8. Les ventes publiques d'objets mobiliers faites par les notaires ne peuvent pas être regardées comme des *contrats*, susceptibles d'exécution parée, surtout si le procès verbal n'a pas été signé de l'adjudicataire et du vendeur. Bruxelles, 22 mars 1810, t. 11, 272.

9. Les ventes aux enchères faites devant un notaire volontairement et sans autorité de justice sont considérées comme des actes notariés ordinaires. C. C. 24 janv. 1814, t. 16, 107.

10. Les procès verbaux d'enchères doivent être revêtus de toutes les formalités prescrites par la loi du 25 vent. an 11 sur le notariat. C. C. 24 janv. 1814, t. 16, 107.

11. L'enchère non signée par l'enchérisseur est nulle, ainsi que l'adjudication. C. C. 24 janv. 1814, t. 16, 107.

**VENTE de récolte.** La vente d'une récolte non suivie de tradition réelle et de déplacement n'est pas valable à l'égard des tiers. Paris, 13 déc. 1809, t. 10, 843.

**VENTE à réméré.** 1. Une vente avec faculté de rachat est parfaite en soi et translatrice de propriété, quoique résoluble par l'exercice éventuel du réméré. C. C. 18 mai 1813, t. 14, 533.

2. La faculté de réméré stipulée au profit du vendeur et de ses héritiers est cessible. C. C. 24 avril 1812, t. 13, 396.

3. L'acquéreur sous faculté de réméré a-t-il un privilège pour le remboursement du prix et des avances par lui faites, lorsque le réméré vient à être exercé? (Non résol. expl.) Paris, 9 fév. 1822, t. 1 de 1823, 166.

4. S'il a été chargé par son contrat d'acquitter des créances privilégiées, il ne peut prétendre être subrogé au privilège des créanciers remboursés. Paris, 9 fév. 1822, t. 1 de 1823, 166.

5. Il en est de même du cessionnaire d'un droit de réméré qui acquitte des créances privilégiées que l'acquéreur sous faculté de rachat s'était chargé d'acquitter. Paris, 9 fév. 1822, t. 1 de 1823, 166.

6. La faculté de rachat doit être nécessairement exercée par une demande en justice: un simple acte extrajudiciaire n'interrompt pas la prescription du droit de réméré. Douai, 17 déc. 1814, t. 16, 779.

7. La sommation faite à l'acquéreur sous faculté de rachat de délaisser interrompt la prescription, quoique les offres ne soient pas suffisantes. C. C. 24 avril 1812, t. 13, 396.

8. Et même quoiqu'il n'y ait pas d'offres. Besançon, 20 mars 1809, t. 10, 203.

9. Lorsque le vendeur, en exerçant le

réméré, au lieu de rembourser la somme constituée au profit de l'acquéreur, rente viagère avec hypothèque sur le meuble réméré, celui-ci ne peut, faute de paiement des arrérages de la rente, demander la résolution du contrat de réméré, et rentrer dans la possession des biens qui en étaient l'objet. E. 22 juil. 1820, t. 22, 659.

10. Avant le code civil, la faculté de rachat cessait de plein droit par l'expiration des délais et sans qu'il fût besoin de faire prononcer la déchéance de la faculté de rachat par le vendeur. Au moins l'arrêt qui, malgré la jurisprudence contraire de quelques arrêts, le décidait ainsi, était à l'abri de la cassation. C. C. 1 frim. an 12, t. 4, 107.

11. Sous le code, le terme fixé pour l'exercice de la faculté de rachat est de rigueur, et le juge ne peut le proroger sous aucun prétexte. C. C. 2 nov. 1813, t. 13, 905.

12. L'exercice du réméré, après le terme fixé par le contrat, donne ouverture à la perception du même droit de la revente, quoique le terme ait été prorogé par l'autorité judiciaire et en l'absence de cause. C. C. 22 brum. an 12, t. 6, 542.

13. Lorsque le rachat est exercé, que l'acquéreur ait payé son prix, il n'a pas lieu à percevoir le droit de 50 cent. par 100 fr. sur le prix de la vente. 26 août 1823, t. 1 de 1824, 59.

14. Lorsque l'époque de la revente est fixée par le contrat, la possession du vendeur n'est pas présumée nulle, et la chose qu'après l'expiration du délai fixé pour le rachat, et il est passé au droit de mutation comme au cas de vente. C. C. 2 août 1808, t. 1 de 1809, 18.

15. Il en serait autrement si la chose n'était bien que qualifiée de vente à réméré, et présentait dans la réalité qu'un contrat pignoratif.

Dans ce cas la circonstance que le vendeur serait trouvé en possession des biens vendus après l'expiration du délai pour le rachat ne devrait pas être considérée comme une rétrocession de la chose de l'acquéreur, ni donner ouverture au droit de mutation. C. C. 10 nov. 1825, t. 2 de 1825, 541.

**VERIFICATION d'écriture.** 1. Lorsque qu'un acte privé est méconnu ou dénié en justice, le tribunal doit en ordonner d'office la vérification, si les parties la demandent pas. C. C. 10 juil. 1818, t. 18, 589; 3 juin 1806, t. 7, 394.

2. Il peut ordonner simultanément la vérification par experts et la preuve par témoins. C. C. 13 nov. 1816, t. 18, 107.

Un demandeur en vérification d'écriture peut réclamer successivement les genres de preuve autorisés par l'art. du cod. de proc. : ainsi, après avoir obtenu une expertise jugée impossible ou insuffisante, il peut recourir à la preuve testimoniale, surtout s'il a fait des réserves à l'égard. Toulouse, 1 mai 1817, t. 19, n° 11, 990; Pau, t. 11, n° 3, 472.

Quoiqu'une pièce ait été déclarée fautive par les experts, la partie peut en proposer, même en cour d'appel, la preuve par témoins. Rouen, 6 frim. an 14, n° 533. — Voy. le n. 9.

Les juges peuvent s'abstenir d'ordonner la vérification d'une signature méconnue lorsque la vérité de cette signature est démontrée par d'autres moyens. 25 août 1813, t. 15, 435.

Lorsque des héritiers se bornent à dire qu'ils ne connaissent point la signature de leur auteur, la vérification d'écriture est à la charge du porteur du titre, et si la preuve qui en résulte ne lui paraît pas satisfaisante aux juges, ils peuvent rejeter la pièce, par ce seul motif, la déclarer fautive. C. C. 1 fév. 1820, n° 98.

Si la vérité de l'écriture ou de la signature est prouvée, les héritiers sont passibles des frais occasionés par la vérification. C. C. 6 juil. 1822, t. 24, 576.

Lorsqu'une pièce produite devant un tribunal de commerce est méconnue ou soupçonnée de faux, ce tribunal peut, en se fondant sur les vices essentiels de la pièce, l'annuler *de plano*, sans être obligé d'envoyer devant les tribunaux civils pour la vérification. C. C. 19 mars 1817, t. 17, 206.

On ne peut, sous l'empire du code de procédure, lorsque l'expertise a été ordonnée, opposer la preuve testimoniale à la décision des experts. Paris, 10 fév. 1812, t. 10, 96; Toulouse, 12 avril 1812, t. 18, 346. — Voy. le n. 4.

Les registres qui étaient tenus par les supérieurs des communautés et corps religieux ont le caractère d'authenticité par la loi, pour servir de pièces de comparaison, en matière de vérification d'écriture. Paris, 2 janv. 1808, t. 9, 2.

1. Quoiqu'un arrêt criminel ait déclaré qu'une pièce n'était pas fautive, la partie à laquelle on oppose cette pièce, et qui n'a pas figuré dans le procès, peut en demander la vérification au civil. Toulouse, 12 avril 1812, t. 13, 346; C. C. mes. an 9, t. 2, 66.

2. Les tribunaux de commerce ne sont pas tenus de surseoir au jugement du fond, lorsqu'à ce qu'il ait été préalablement proposé par-devant les juges compétens à la

vérification des écritures déniées, ou au jugement sur le faux dont elles sont arguées, lorsque le fond peut être jugé indépendamment de ces incidens. C. C. 18 août 1806, t. 7, 475. — Voy. le n. 8.

13. En matière de *vérification d'écriture*, le rapport des experts peut être considéré par les juges comme un simple avis. Paris, 30 germ. an 11, t. 3, 415.

VIABILITÉ. 1. Lorsqu'il est constant qu'un enfant est né vivant, il y a présomption légale qu'il est né viable. Angers, 25 mai 1822, t. 24, 451.

2. L'acte de décès d'un enfant, qui constate qu'il est né vivant et qu'il a vécu un quart d'heure, ne fait pas, à défaut d'acte de naissance, preuve complète de la vie et de la viabilité, surtout si l'enfant n'a été extrait qu'à l'aide de l'opération césarienne. Cependant, il établit en faveur de la vie une présomption qui ne peut être détruite que par la preuve contraire. Limoges, 12 janv. 1813, t. 14, 39.

3. Cette preuve est à la charge du collatéral qui conteste, et non à la charge du père, héritier présomptif de son enfant. Limoges, 12 janv. 1813, t. 14, 40.

VIE. Lorsque l'acte de naissance d'un enfant devient une présomption légale qu'il est né vivant, mais que l'acte de décès, rédigé peu d'instans après, énonce que l'enfant est mort en naissant, on ne peut pas trouver dans ces deux circonstances une contradiction telle que les deux actes doivent se détruire, ni admettre la preuve testimoniale pour prouver que l'enfant est né vivant ou mort. Paris, 13 flor. an 12, t. 4, 485.

VIOLENCE. La seule crainte d'une peine ou d'une contrainte légale n'est pas, lorsqu'elle a motivé une obligation ou une quittance, une cause de rescision de cet acte. C. C. 29 mes. an 11, t. 3, 597.

VIREMENT *de parties*. 1. Le virement de parties au moyen duquel un négociant se paie de ce qui lui est dû par un autre, en s'appliquant des fonds qui lui ont été remis pour ce dernier, est valable. C. C. 28 mars 1811, t. 12, 282.

2. Celui qui a fait la remise de ces fonds ne peut pas se plaindre de cette mesure, quand elle opère sa décharge. C. C. 28 mars 1811, t. 12, 282.

VISA. Le visa auquel l'art. 1039 du cod. de proc. civ. soumet la signification faite à des établissemens publics n'est pas prescrit à peine de nullité. C. C. 20 août 1816, t. 18, 684.

VOIE *de fait*. 1. Une voie de fait pu-

rement réelle, et dont la réparation pourrait être poursuivie par la voie possessoire, peut donner lieu à une procédure devant le tribunal de police C. C. 18 mes. an 8, t. 1, 423.

2. Lorsque, poursuivi par le ministère public pour *voies de fait et dévastations* commises sur un terrain affermé par une commune dûment autorisée, les prévenus prétendent avoir la propriété et la possession de ce terrain, il ne naît pas de là une question *préjudicielle* qui donne lieu à un renvoi devant le tribunal civil. — Ces voies de fait et dévastations constituent un véritable délit, sur lequel le tribunal correctionnel doit statuer sans surseis. C. C. 5 déc. 1823, t. 3 de 1825, 590.

**VOIE publique.** 1. Les dégradations et usurpations commises sur les chemins publics sont de la compétence des tribunaux de police correctionnelle, et non de celle des tribunaux de simple police. C. C. 2 mai 1811, t. 12, 391.

2. Le fait imputé à des particuliers d'avoir laissé des branches d'arbres qui leur appartiennent s'étendre sur la voie publique, le long de laquelle ces arbres sont plantés, n'étant mis, par aucune loi, au rang des contraventions de police, ni défendu par aucun règlement municipal, ne peut donner lieu à l'application d'aucune peine. C. C. 24 oct. 1823, t. 3 de 1825, 605.

3. Mais si l'extension des branches d'arbres sur un chemin public et la multitude de ces arbres étaient telles qu'elles pussent gêner la liberté du passage, il y aurait alors, non pas une simple contravention de police, mais un délit soumis à la juridiction correctionnelle. C. C. 24 oct. 1823, t. 3 de 1825, 606.

4. Il en est de même du fait d'avoir creusé un fossé sur le bord d'un chemin public, si ce fait doit être considéré comme une usurpation sur sa largeur, et du fait d'avoir enlevé des gazons, dans le cas prévu par l'art. 44, tit. 2, du cod. rural du 28 sept. 1791. C. C. 24 oct. 1823, t. 3 de 1825, 606.

5. Des particuliers, *spécialement* des boulangers, ne peuvent pas, sans contravention à l'art. 471, n. 4, du cod. pén., avoir devant leurs maisons des tables gênant la voie publique, lors même qu'ils auraient une possession immémoriale. C. C. 4 oct. 1823, t. 3 de 1825, 583.

**VOIRIE (petite et grande).** 1. La connaissance des contraventions aux réglemens de la petite voirie appartient aux tribunaux de police. — L'autorité administrative n'est compétente qu'en matière de grande voirie. C. C. 22 mars 1822, t. 24, 502.

2. Lorsqu'un particulier a fait des travaux non autorisés, et en contravention aux réglemens sur la voirie, le tribunal de simple police est compétent pour ordonner la démolition à titre de réparation civile, en même temps qu'il condamne le contrevenant à l'amende. 12 avril 1822, t. 1 de 1823, 253.

**VOITURES publiques.** 1. Les entrepreneurs et propriétaires de voitures publiques sont passibles personnellement des peines de police que la loi prononce pour contravention aux réglemens, et contient l'ordonnance du 4 fév. 1820, sur le chargement des voitures publiques. C. C. 7 fév. 1822, t. 24, 165.

2. Les directeurs des messageries et entrepreneurs de voitures publiques doivent verser une indemnité aux voyageurs, si le sac de nuit a été perdu par la négligence du conducteur, leur préposé, même que ce sac de nuit n'a pas été inscrit sur leur registre. C. C. 19 frim. an 7, t. 1, 290.

3. Lorsque deux diligences cherchent à se dépasser mutuellement, et que l'une d'elles vient à verser, les entrepreneurs des deux voitures sont solidairement responsables de dommages et intérêts envers les voyageurs qui ont souffert de cet accident. Rouen, 24 fév. 1821, t. 23, 501.

4. Un entrepreneur de voitures publiques qui laisse monter dans sa voiture plus grand nombre de voyageurs que celui énoncé dans sa déclaration est passible aux peines portées par la loi du 25 vent. an 1817, sans qu'il puisse alléguer pour excuse que l'excédant des voyageurs se compose de son domestique, d'un enfant qui ne paie rien, et de lui-même. C. C. 15 oct. 1819, t. 21, 623.

5. Et l'arrêt qui permettrait la poursuite de ce dernier fait pourrait être attaqué par la voie de la cassation, sans attendre l'arrêt définitif. C. C. 15 oct. 1819, t. 21, 623.

6. Les juges de paix connaissent, à l'exclusion des tribunaux correctionnels, des contraventions à la loi du 19 frim. an 6, sur le service de la poste aux chevaux, et ils sont seuls compétens pour faire droit sur l'indemnité que réclament les maîtres de poste contre les loueurs de voitures qui ont conduit des voyageurs à de grandes journées, au moyen de relais particuliers. C. C. 29 juin 1819, t. 21, 451.

7. Un voiturier qui a une voiture suspendue allant d'un lieu à un autre, mais qui ne part pas à jour fixe, ne doit pas le droit établi par l'art. 1 de la loi du 15 vent. an 13. Rouen, 19 nov. 1816, t. 18, 798.

**VOITURIER.** 1. La peine stipulée dans le contrat de voiture contre le voiturier qui ne se conformerait pas aux conditions imposées n'a pas pour effet d'écarter la responsabilité de celui-ci, si elle est indiquée. Ainsi, lorsque le com-  
muniste se trouve condamné à des dommages et intérêts pour préjudice causé au propriétaire des marchandises par un voiturier, dont il est responsable, le commissionnaire peut avoir un recours en garantie contre le voiturier, si la lettre de voiture soit muette à cet égard. C. C. 6 déc. 1814, t. 16,

et les dispositions du code civil sur la responsabilité des voituriers sont applicables à celui qui aurait déclaré, et par ses lettres publiques, et par ses lettres particulières, qu'il n'entendait pas répondre de bris ni du coulage. C. C. 21 janv. 1808, t. 8, 33.

La responsabilité du voiturier ne s'éteint pas lorsque le consignataire a reçu les effets transportés et la lettre de voiture sans réclamer au moment de la restitution, et sans remplir aucunes formalités pour constater la cause de l'avarie. C. C. 17 nov. 1807, t. 8, 33.

Les maîtres voituriers ne doivent pas recevoir des effets remis à leurs domestiques ou gens à gages, sans ordre de leur maître. C. C. 5 mars 1811, t. 12, 180.

**VOISINAGE.** 1. Celui qui par l'élévation d'un mur mitoyen et l'avancement de sa toiture fait refouler la fumée dans la cheminée du voisin est garant du préjudice et doit faire relever la cheminée à ses frais. Limoges, 4 mai 1813, t. 14, 503. Le voisin ne peut pas se plaindre de la fumée qui s'échappe d'une maison voisine, si elle n'atteint pas les appartements où il habite. C. C. 30 déc. 1824, t. 25, 52.

Les incommodités qui résultent des constructions entre voisins ne donnent lieu à des indemnités au profit de celui qui les supporte. Limoges, 4 mai 1813, t. 14, 503.

**VOL.**

*Faits qui constituent le vol. — Comment ils doivent être caractérisés.*

*Vol domestique.*

*Vols commis dans les hôtelleries, auberges, maisons garnies et maisons habitées.*

*Vols avec effraction, avec escalade, ou pendant la nuit.*

*Vols commis dans les champs,*

*d'objets exposés sur la voie publique. — Vols de récoltes.*

§ 6. *Vols commis par plusieurs avec fausses clefs. — Vols sur les chemins publics. — Vols d'objets confiés à un dépositaire public.*

§ 1. — *Faits qui constituent le vol. — Comment ils doivent être caractérisés.*

1. Celui qui trouve des effets perdus et qui nie les avoir trouvés, quand le propriétaire les réclame, se rend coupable de vol. Nismes, 16 juin 1819, t. 21, 395; C. C. 4 avril 1823, t. 2 de 1823, 559.

2. Il en est de même de celui qui vend des objets trouvés, bien qu'il en connaisse le propriétaire. C. C. 5 juin 1817, t. 19, 538.

3. Il n'y a ni vol ni larcin sans soustraction frauduleuse. C. C. 25 mars 1824, t. 3 de 1824, 493.

4. L'enlèvement d'une somme d'argent cachée dans un bois ne constitue pas un vol, si l'intention de la retenir et de se l'approprier ne s'est manifestée dans l'auteur de ce fait que par des actes postérieurs à l'enlèvement. C. C. 2 août 1816, t. 18, 629.

5. Les soustractions ou tentatives de soustractions commises par un époux marié sous le régime de la communauté, sur des effets mobiliers que sa femme possède en son particulier, dans une habitation séparée, ne peuvent être qualifiés crimes ou délits, ni à l'égard de celui-ci, ni à l'égard de ceux qui l'auraient aidé ou assisté dans ces soustractions. C. C. 6 juin 1816, t. 18, 497.

6. Il en est de même des soustractions commises par le mari ou la femme dans la maison conjugale. C. C. 6 pluv. an 10, t. 2, 261.

7. L'action de vol ne peut pas être exercée par le mari contre sa femme, ni, en cas de silence du mari, par le ministère public. C. C. 6 pluv. an 10, t. 2, 261.

8. L'enfant qui, trompant la vigilance d'un gardien, soustrait furtivement des meubles et effets saisis sur son père, ne se rend pas coupable de vol. C. C. 29 oct. 1812, t. 13, 396.

9. L'enlèvement ostensible que fait un créancier, dans le magasin de son débiteur, de marchandises pour le montant de sa créance, ne constitue point un vol. Paris, 15 avril 1823, t. 1 de 1824, 232.

10. Lorsque le jury se borne à déclarer que l'accusé est coupable d'avoir soustrait la chose dont le vol a provoqué l'accusation, sans ajouter que la soustraction

a été *frauduleuse*, il n'y a pas lieu à l'application de la peine du vol. C. C. 26 oct. 1815, t. 17, 631.

11. La copropriété dans des effets mobiliers n'exclut pas l'action du vol pour la soustraction frauduleuse de ces effets par un des copropriétaires au préjudice des autres. — Tel est le cas d'un cohéritier qui s'approprie quelques effets de la succession. C. C. 14 mars 1818, t. 20, 218.

## § 2. — Vol domestique.

12. La soustraction faite par un commis à gages, au préjudice de la personne qui l'emploie, constitue le crime de vol domestique, surtout si le vol a été commis dans l'habitation où le prévenu travaillait habituellement. C. C. 31 janv. 1822, t. 24, 114.

13. Il en est de même si le commis ou serviteur à gages s'approprie l'argent que son maître l'envoie recevoir d'un débiteur. C. C. 9 juil. 1812, t. 24, 114. (A la note).

14. Le vol commis par un ouvrier, au préjudice de la personne chez qui il travaille habituellement ne constitue un vol domestique que dans le cas où il a été commis dans la maison même où cet ouvrier travaille habituellement. C. C. 41 avril 1822, t. 24, 115.

15. Le vol commis par un domestique dans la maison de son maître doit être puni de la réclusion, lors même que les objets volés appartiendraient à un tiers n'habitant pas cette maison. C. C. 10 janv. 1823, t. 2 de 1823, 363.

16. Une cuisinière qui reçoit de son maître l'argent nécessaire pour acheter les provisions de son ménage, et qui, au lieu de les payer comptant, les prend à crédit et s'approprie l'argent, ne se rend pas coupable de vol domestique, le maître n'étant tenu en rien envers les fournisseurs, et ne souffrant aucun préjudice du fait de sa cuisinière. C. C. 22 janv. 1813, t. 14, 101.

## § 3. — Vols commis dans les hôtelleries, auberges, maisons garnies, et maisons habitées.

17. Pour que le vol commis dans une hôtellerie ou auberge soit puni de la réclusion prononcée par l'art. 386 du cod. pén., il faut que le jury ait déclaré que le coupable y *était reçu*. — Lorsqu'il s'agit d'un vol commis dans une *maison habitée*, il faut, pour appliquer la peine de réclusion, que le jury ait déclaré que le vol a été commis la nuit, et par plusieurs. C. C. 22 janv. 1824, t. 2 de 1824, 561; 20 janv. 1820, t. 22, 73.

18. L'art. 386, n. 4, du cod. pén., est

applicable à un vol fait dans une auberge par un individu qui n'y est entré que pour boire ou manger. C. C. 2 août 1813, t. 15, 250.

19. Le vol commis dans un auberge par celui qui y était reçu pour y boire ou manger, doit être assimilé au vol commis dans une auberge. C. C. 2 août 1815, t. 17, 558.

20. Le vol commis par un aubergiste dans des effets d'un voyageur rentre dans l'application de l'art. 386 du cod. pén. — Il faut qu'il soit nécessaire que ces effets aient été spécialement donnés en vertu de la loi constituant un aubergiste et d'un titre légal et nécessaire de tous les effets apportés chez lui par les personnes qui y sont reçues. C. C. 28 oct. 1813, t. 15, 558.

## § 4. — Vols avec effraction ou enlèvement.

21. Celui qui, sur la voie publique, enlève d'une voiture une boîte fermée, sans la briser pour s'emparer des objets renfermés, ne se rend pas coupable de vol avec effraction. C. C. 19 janv. 1822, t. 24, 71.

22. Il en est de même du vol commis par la brisèe la malle qui lui est confiée, et des effets qu'elle renferme. C. C. 2 août 1815, t. 17, 77.

23. De même encore, l'effraction commise à une malle, caisse ou autre meuble déposé dans un lieu qualifié *placement dépendant d'une maison habitée*, ne doit pas être assimilée aux effractions intérieures commises dans une cour, parc ou enclos. C. C. 1 avr. 1822, t. 22, 311.

24. L'enlèvement d'objets déposés dans un jardin ne constitue pas un vol avec effraction intérieure, dans le sens des art. 395 et 396 du cod. pén. C. C. 10 nov. 1814, t. 16, 698.

25. Le vol commis de nuit dans un jardin attenant à une maison doit, dans le sens de l'art. 390 du cod. pén., être considéré comme s'il avait été commis dans la maison même. C. C. 10 juin 1812, t. 13, 562.

26. Tout vol commis avec effraction dans un terrain clos doit être puni de la réclusion, quel que soit le mode de travaux forcés à temps, quelles que soient la nature et la valeur des objets volés. C. C. 17 oct. 1811, t. 12, 805.

27. Tout vol commis après le coucher du soleil et avant le lever du soleil est réputé avoir été commis nuitamment. C. C. 12 fév. 1814, t. 14, 204.

## § 5. — Vols commis dans les champs, d'objets exposés sur la voie publique. — Vols de récoltes.

28. Tout vol d'instruments d'agriculture



mis dans les champs est puni-  
la réclusion, quoique le jury ait  
que ces instrumens n'étaient pas  
la foi publique. C. C. 18 juin  
21, 397.

quelques arbres coupés et exposés  
champ, sur la foi publique, peu-  
considérés comme une récolte,  
ans de l'art. 388 du cod. pén.  
mars 1816, t. 18, 191.

vol de fruits cueillis sur l'arbre  
champ ouvert ne constitue qu'un  
paraudage, lors même qu'il se-  
mis par plusieurs personnes et  
la nuit. C. C. 22 mars 1816, t.  
13 août 1812, t. 13, 756.

que les cours d'assises usent du  
leur confère l'art. 2 de la loi du  
1824 de réduire aux peines cor-  
elles portées en l'art. 401 du cod.  
punition de vols de bestiaux dans  
es, elles doivent nécessairement  
toutes les peines prononcées  
401, c'est-à-dire l'emprisonne-  
amende, la surveillance et l'in-  
temporaire des droits civils. C.  
1825, t. 3 de 1825, 125.

*Vols sur les chemins publics. —  
objets confiés à un dépositaire*

le tribunal de simple police ne  
retenir la connaissance d'une  
on de vol faite publiquement,  
la déclarant excusable, et en  
la peine. C. C. 20 janv. 1825,  
25, 90.

seule circonstance que le vol a  
mis sur un chemin public en-  
peine des travaux forcés à per-  
C. C. 23 juin 1818, t. 20, 497.  
qu'à cet arrêt, la cour avait dé-  
pour entraîner cette peine, il

fallait que le vol eût été précédé ou ac-  
compagné de violence. 25 avril 1816, t.  
18, 344.

35. L'art. 383 du cod. pén. qui punit  
de la peine des travaux forcés à perpétui-  
té les vols commis sur les grands che-  
mins, n'est pas applicable aux vols com-  
mis dans une rue de ville ou de faubourg.  
C. C. 6 avril 1815, t. 17, 240.

36. Le vol de livres dans une biblio-  
thèque publique rentre dans l'application  
des art. 354 et 355 du cod. pén., et doit  
être puni de la peine de réclusion. C. C.  
25 mars 1819, t. 21, 236.

37. Le vol commis la nuit, et avec vio-  
lence, dans une maison d'arrêt, par plu-  
sieurs détenus, au préjudice d'un autre,  
rentre dans l'application des art. 381 et  
382 du cod. pén., et doit être puni de  
peines afflictives et infamantes. C. C. 1  
mars 1816, t. 18, 192.

**VOLAILLE.** 1. Les dégâts commis sur  
les propriétés rurales par des volailles  
laissées à l'abandon sont des délits sus-  
ceptibles d'être poursuivis par le minis-  
tère public. En autorisant le propriétaire  
du fonds sur lequel le dommage a été  
causé à tuer ces animaux, la loi n'a pas  
placé ces méfaits hors de la classe des dé-  
lits. C. C. 22 avril 1816, t. 18, 697; 18  
nov. 1824, t. 2 de 1825, 584.

2. Le fait de l'individu qui a donné la  
mort à des volailles en les empoisonnant  
ne rentre pas dans l'application de l'art.  
452 du cod. pén. Il rentrerait dans celle  
de l'art. 454, s'il était reconnu que les  
volailles se fussent, au moment où elles  
ont été empoisonnées, trouvées dans un  
lieu appartenant au propriétaire de ces  
animaux : hors ce cas, c'est l'art. 479,  
n. 1, qui doit être appliqué. C. C. 17  
août 1822, t. 1 de 1824, 225.



# ABLE ALPHABÉTIQUE

DES

## NOMS DES PARTIES,

desquelles ont été rendus les arrêts contenus dans les 24 volumes de la nouvelle édition du JOURNAL DU PALAIS, et dans les tomes 25 à 33, formant les années 1823, 1824 et 1825 de la continuation de cet ouvrage.

*Le premier nombre indique le volume, et le second la page.*

- 
- |                           |                               |                             |
|---------------------------|-------------------------------|-----------------------------|
| atret. 24, 156.           | 992. 17, 707. 20, 394.        | Albrand. 21, 410.           |
| st (héritiers). 20, 580.  | 22, 92. 23, 589, 731.         | Albrous. 18, 252.           |
| ville ( la chambre        | 30, 120. 31, 477, 527.        | Albrechts. 7, 608.          |
| notaires ). 27, 432.      | Ager. 23, 582.                | Aldebert. 16, 565.          |
| L. 11, 490. 13, 785.      | Aget. 2, 26.                  | Aldini. 18, 622.            |
| m. 11, 462.               | Agiroux. 4, 653.              | Alessio. 14, 565.           |
| nnat. 20, 613.            | Agis St-Denis. 17, 470.       | Alex. 25, 144.              |
| o. 19, 282.               | Agnès. 2, 15.                 | Alexandre. 7, 341.          |
| y. 14, 50.                | Agnos (commune). 18, 129.     | Alexandre (créanciers). 12, |
| rias. 23, 542.            | Aguerre. 21, 517.             | 319. 18, 396. 20, 438.      |
| nd. 16, 254.              | Aguesseens. 1, 520.           | Aligre (héritiers) 9, 190.  |
| las. 5, 90.               | Aguiraud. 24, 537.            | Alix. 9, 389. 10, 772. 25,  |
| oramboni. 11, 879.        | Ahage. 31, 466.               | 443. 33, 274, 581.          |
| ursi. 12, 621.            | Ahn. 9, 736.                  | Allain. 18, 611. 20, 463.   |
| ard. 12, 439.             | Aicardi. 13, 209.             | Allaire. 18, 158.           |
| ardi. 10, 802.            | Aigremont. 13, 92.            | Allais. 10, 93. 11, 14. 13, |
| ermann. 21, 716.          | Ailhaud. 15, 711.             | 99.                         |
| oque. 21, 567.            | Aillard. 11, 137.             | Allara. 13, 867.            |
| yer. 28, 401.             | Aillaud. 23, 608.             | Allard. 7, 374. 9, 542. 13, |
| uart. 11, 260.            | Aillevillers (commune). 2,    | 1011. 17, 135. 25, 193.     |
| uin. 9, 262.              | 179.                          | 28, 444.                    |
| p. 14, 436.               | Aillot. 23, 461.              | Allaume. 16, 795. 17, 432.  |
| m. 1, 405. 4, 99, 275.    | Aimé. 21, 340.                | Allauze. 16, 236.           |
| 0, 244. 11, 429. 13, 337. | Aimonino. 8, 578.             | Allègre. 21, 435.           |
| 6, 319, 747. 21, 629.     | Aisne ( préfet ). 3, 340.     | Allemand. 21, 612.          |
| 4, 251. 28, 205. 30,      | Akerman. 3, 245.              | Allemande. 12, 176.         |
| 19. 31, 77.               | Alauzun. 8, 423.              | Allier. 14, 551.            |
| de. 23, 199.              | Albanet. 15, 169.             | Alliot. 33, 538.            |
| dis. 27, 342.             | Albert. 1, 608. 19, 558. 9,   | Allomello (héritiers). 13,  |
| ema. 31, 569.             | 603. 22, 904. 25, 310.        | 789.                        |
| lphy. 14, 322.            | 83, 568.                      | Allonclès. 4, 453.          |
| or. 21, 186.              | Albertine. 14, 626.           | Alloux. 26, 396.            |
| rienne Bathilde. 10, 322. | Albertoni. 17, 259.           | Alluud. 29, 148.            |
| rs. 11, 671.              | Albig ( maire ). 9, 452.      | Almeras. 21, 396.           |
| de ( maire ). 23, 227.    | Albin. 14, 92.                | Alonzet. 32, 557.           |
| ent du trésor. 3, 634.    | Albisson. 18, 847.            | Alquier. 15, 417. 21, 653.  |
| , 238. 10, 196, 461. 11,  | Albitte. 2, 436. 30, 49.      | 22, 86.                     |
| 39. 12, 253, 13, 339,     | Albitte (héritiers). 33, 178. | Alstorphins. 15, 334, 344.  |
|                           | Alboni. 18, 854.              | Altenberger. 20, 141.       |
|                           | Albony. 30, 547.              | Altenet. 3, 350.            |

- Amage (*commune*). 4, 48.  
 Aman. 5, 436.  
 Amans. 12, 384.  
 Amar. 6, 367.  
 Amati. 15, 747.  
 Ambert. 13, 466.  
 Ambielh. 18, 402.  
 Ambillon (*commune*). 19, 73.  
 Ambouer. 29, 172.  
 Ambrée. 33, 145.  
 Ambros. 12, 9.  
 Améels. 3, 597.  
 Amel. 14, 245.  
 Ameline. 12, 939.  
 Amenta. 28, 227.  
 Amertink. 12, 507.  
 Amet. 3, 631.  
 Amic. 5, 174.  
 Amiel. 20, 376.  
 Amiens (*huissiers*). 24, 486.  
 Amilhaud. 1, 524.  
 Amlingue. 9, 740.  
 Ampère. 9, 329.  
 Amory. 11, 100.  
 Amy. 27, 191.  
 Amyet. 16, 69, 79.  
 Amyot. 16, 285. 18, 911.  
 Anceaux. 5, 158.  
 Ancessy et comp. 20, 628.  
 Ancessy. 32, 122.  
 Ancouteaux. 18, 286.  
 Andicq. 24, 8.  
 Andoque. 16, 634.  
 Andral. 20, 478.  
 Andrau. 23, 146. 32, 87.  
 André. 6, 293. 11, 364.  
 14, 401. 19, 1. 24, 561.  
 25, 26. 29, 562.  
 Andréas de Marcy. 25, 82.  
 Andreau. 2, 578.  
 Andrey. 3, 440.  
 Andrielle. 30, 178.  
 Andrien. 3, 145. 4, 625.  
 7, 499. 24, 302.  
 Andrieux. 1, 333. 2, 557.  
 6, 501. 10, 106. 12, 477.  
 20, 97. 28, 261.  
 Andurain. 24, 558.  
 Anest. 15, 259.  
 Anfrye. 9, 143. 24, 207.  
 30, 70, 260.  
 Ange-Marie. 9, 415.  
 Angélique-Sophie. 13, 628.  
 Ange-Soria (*héritiers*). 3, 533.  
 Angelo-Poulos. 12, 520.  
 Angers (*administrateurs des hospices*). 23, 615.  
 Anglade. 15, 184. 16, 418.  
 19, 202. 21, 371.  
 Anglas. 30, 222.  
 Ango-Desfers. 23, 208.  
 Angonnet. 27, 293.  
 Anjubault. 13, 86.  
 Annebault. 27, 29. 30, 378.  
 Anneix. 12, 895.  
 Annet (*curé*). 33, 447.  
 Annoville - Tourneville (*fabrique*). 29, 461.  
 Anquetil. 4, 617. 29, 557.  
 Anquier. 23, 441.  
 Anrussi. 18, 801.  
 Ansault. 11, 531.  
 Anselme. 29, 283.  
 Anselmetti. 8, 228.  
 Ansiaux. 12, 556.  
 Ansouis (*commune*). 5, 54.  
 Anselin. 9, 183.  
 Anthenius. 8, 410.  
 Anthennis. 3, 278.  
 Anthouard. 24, 270. 30, 486.  
 Antoine. 16, 723. 32, 462.  
 Antoni. 5, 32.  
 Apion. 10, 732.  
 Appoline. 6, 257.  
 Aprey (*commune*). 3, 145.  
 Arbogast (*héritiers*). 9, 696.  
 Arcagnac. 10, 182.  
 Archambaud (*héritiers*). 20, 352.  
 Archambault. 8, 158. 25, 457. 26, 518.  
 Ardain. 12, 620.  
 Ardant. 20, 476.  
 Ardant-Marsac. 27, 49.  
 Ardenne. 4, 113.  
 Ardent. 18, 633.  
 Ardizzone. 14, 270.  
 Aremberg (*prince*). 30, 449.  
 Arent. 12, 769.  
 Argelas. 21, 76.  
 Argence. 23, 528.  
 Argenteau. 4, 568. 5, 516, 521.  
 Arlaud et comp. 19, 382.  
 Armaing. 32, 91.  
 Armand. 11, 36.  
 Armerat. 33, 125.  
 Armet. 3, 165.  
 Armet-Delisle. 12, 335.  
 Armitage. 11, 423.  
 Arnal. 28, 218.  
 Arnaud. 6, 452. 14, 492.  
 15, 37. 32, 522.  
 Arnaudy. 12, 819.  
 Arnauld. 18, 715.  
 Arnaut. 1, 494.  
 Arnold-Boës. 4, 442.  
 Arnoud. 4, 103.  
 Arnoudet. 1, 547.  
 Arnoult. 13, 337.  
 Arnous. 1, 579. 18  
 Aroix. 17, 428.  
 Aron. 17, 767.  
 Aron-Levi. 20, 87.  
 Arragones-Lava. 16  
 Arrau. 30, 312.  
 Arrault-d'Herbemon  
 537.  
 Arrighi. 2, 588. 32  
 Arson. 7, 261.  
 Artiguières. 12, 858  
 Arth. 6, 407.  
 Arthaud. 18, 308.  
 Arvisenet. 22, 467.  
 Arzelier. 20, 726.  
 Aschieri. 12, 65.  
 Asnières. 27, 494.  
 Asselin. 13, 730. 14  
 24, 26.  
 Assire-Deschamps. 30  
 Assurances générale  
 682.  
 Assurances (*compagnie*)  
 29, 546.  
 Astay. 21, 576.  
 Astros. 25, 34.  
 Astruc. 12, 817. 13  
 33, 219.  
 Astruc filset comp. 19  
 Atger. 22, 40.  
 Athanoux. 8, 118.  
 Athenas. 33, 462.  
 Attenot. 16, 268.  
 Aubany. 7, 202.  
 Aubary. 11, 659.  
 Aubé. 9, 609. 17, 17  
 25.  
 Aubé de Bracquemon  
 350.  
 Auber. 22, 262.  
 Aubert. 10, 116. 11  
 13, 725. 18, 245. 30  
 Auberg-Dubourg. 8  
 Aubery. 22, 702.  
 Aubin. 20, 447.  
 Aubin-Mairet. 22,  
 Aubremé. 9, 42.  
 Aubry. 12, 527. 19  
 20, 454.  
 Auch (*hospices*). 14  
 Audemart. 8, 403.  
 Audenarde (*hospices*)  
 228.  
 Audibert. 1, 8. 3, 242  
 Audiger (*héritiers*). 1  
 275.  
 Aujoin. 27, 49.  
 Audonnet. 10, 37.  
 Audrigon. 1, 529.  
 Androdias-de-Murol. 2  
 117.  
 Audry. 24, 362.

- , 265.  
 511. 22, 644. 26,  
 513.  
 , 522. 8, 526. 10,  
 4, 209. 24, 300.  
 7.  
 18, 328.  
 la-Tauchère. 16;  
  
 9, 683.  
 3, 278.  
 10, 354.  
 , 4, 222. 21, 764.  
 9.  
 . 5, 213.  
 . 19, 942.  
 . 24, 390.  
 e. 17, 160.  
 15, 31.  
 . 2, 11.  
 . 13, 698.  
 (syndics). 18, 168.  
 y. 25, 556.  
 . 2, 540.  
 rier. 30, 83.  
 rier (intéressés au  
 aire). 10, 230.  
 , 187.  
 14, 184.  
 n. 23, 146. 33, 509.  
 p - d'Angeranville,  
 12. 15, 137.  
 l. 21, 116.  
 ère. 5, 169.  
 d. 31, 379.  
 d. 27, 558. 33, 282.  
 d (syndics). 29, 21.  
 et. 31, 106.  
 lin. 29, 562.  
 18, 695.  
 20, 663.  
 o. 12, 698.  
  
 B.  
  
 de la Chaussade  
 iers). 32, 327.  
 10, 721.  
 33, 118.  
 , 265.  
 , 57.  
 12, 54.  
 . 29, 167.  
 ie, 21, 332.  
 . 18, 1. 22, 684.  
 . 19, 141.  
 r. 15, 363.  
 y. 18, 557.  
 n. 16, 423.  
 11, 742.  
 , 531.  
 14, 1.  
 , 176. 17, 644.  
 ville. 26, 283.  
  
 Bacry. 10, 743.  
 Bacs de Bael. 9, 371.  
 Badaire. 30, 392.  
 Badal. 14, 245.  
 Badant. 21, 354.  
 Badaraque. 10, 853.  
 Badeigts. 1, 219.  
 Baduel. 25, 385.  
 Baës. 16, 743.  
 Bagard. 11, 61.  
 Bage. 30, 169.  
 Baglioni. 23, 223.  
 Bagneux. 11, 681.  
 Bagnolo. 12, 352.  
 Bagout. 15, 421.  
 Bagriot. 32, 82.  
 Bahuand. 23, 520.  
 Bahunot du Liscoet. 12,  
 606.  
 Baignol. 14, 484.  
 Baignoux. 27, 461.  
 Bailac. 29, 283.  
 Bailleroche. 32, 1.  
 Baillet, 13, 1020.  
 Bailleul. 31, 153.  
 Bailli. 5, 298.  
 Bailly. 1, 599. 3, 594. 17,  
 631. 18, 519.  
 Bailly (héritiers). 7, 244.  
 Bain. 22, 852.  
 Baision. 2, 483.  
 Baisle. 3, 666.  
 Baisnée. 7, 465.  
 Bajot d'Argensol. 15, 563.  
 Bakri. 5, 260.  
 Balagny. 14, 412.  
 Balaincourt. 13, 955.  
 Balainvillers. 2, 107. 568.  
 Balan. 1, 420.  
 Balaud. 11, 825.  
 Balby. 20, 633.  
 Balcon. 1, 273.  
 Baldenwech. 24, 352.  
 Baldeyron (héritiers). 11,  
 992.  
 Balguerie-Dandiran. 23,  
 574.  
 Ballada. 11, 69.  
 Balland. 4, 655. 21, 229.  
 Ballard. 22, 288.  
 Ballari. 15, 290.  
 Balleux. 14, 474.  
 Balleydier. 23, 103.  
 Balmain. 15, 697. 24, 442.  
 Balmont. 31, 285.  
 Baloffet-Buffe. 20, 365..  
 Balonchard. 12, 465.  
 Balsan. 24, 329.  
 Ban de la Roche (commu-  
 nes). 12, 372.  
 Bance. 3, 332.  
 Band. 10, 543.  
 Banès. 31, 510.  
 Bandre. 25, 417.  
  
 Bannay (commune). 1,  
 231.  
 Banque territoriale. 12,  
 757. 16, 79.  
 Bapst. 9, 327.  
 Baptistan. 18, 99.  
 Barabaud. 11, 505.  
 Baradelle. 33, 574.  
 Baraillier. 3, 161.  
 Barairon. 1, 167.  
 Barandon. 19, 98.  
 Baranger. 31, 47.  
 Barazer. 29, 185.  
 Barbançois. 28, 165.  
 Barbautane. 27, 129.  
 Barbaya. 20, 478.  
 Barbazan. 9, 576.  
 Barbazan et comp. 10, 244.  
 Barbé. 20, 463.  
 Barbé de Lux. 32, 29.  
 Barbecot. 11, 311.  
 Barbereux. 16, 526.  
 Barberis. 6, 285.  
 Barbery. 26, 535.  
 Barbey. 3, 3. 11, 751.  
 Barbey de Longrois. 8, 37.  
 Barbiaux. 8, 214.  
 Barbier. 4, 96. 10, 634.  
 12, 557, 597. 14, 615. 16,  
 571. 20, 571. 27, 306.  
 Barbier (héritiers). 13, 69.  
 Barbier de Villeneuve. 4,  
 374.  
 Barbon. 19, 968.  
 Barbot. 3, 444. 8, 390. 22,  
 216.  
 Bardel. 9, 357.  
 Bardet. 1, 10. 10, 292.  
 Bardier. 4, 3.  
 Bardon. 9, 107. 17, 552. 29,  
 310.  
 Bardonnex. 1, 525, 536.  
 Bardonnez. 7, 27.  
 Bardot. 21, 195.  
 Bardou. 6, 280.  
 Bardouillot. 16, 499.  
 Barel. 9, 475.  
 Baretta. 7, 282.  
 Barette. 13, 103.  
 Barety. 4, 368.  
 Barge. 28, 572.  
 Barhaupé. 15, 184.  
 Baridon. 10, 517.  
 Baril. 4, 679. 25, 47.  
 Barillari. 13, 819.  
 Barillon et comp. 17, 218.  
 Barinques. 17, 9.  
 Baritault. 16, 594.  
 Barjeon-Durfort. 28, 43.  
 Barlet. 10, 249.  
 Barnaud. 24, 15.  
 Barnicaud. 19, 521.  
 Baron. 2, 184. 3, 201. 7,  
 217. 17, 365. 28, 181.



- Baroud. 2, 210.  
 Baroud du Soleil (*héritiers*). 3, 360.  
 Barraco et comp. 5, 476.  
 Barral. 12, 678.  
 Barras. 20, 656.  
 Barrat. 3, 656. 20, 27.  
 Barraud. 4, 437.  
 Barrauld. 1, 72.  
 Barre. 12, 630.  
 Barré. 2, 97. 3, 26. 24, 445.  
 Barre-Desmon. 10, 692.  
 Barreau. 11, 425. 22, 180.  
 Barreili. 9, 217.  
 Barrera. 7, 24.  
 Barres. 14, 160.  
 Barrié. 7, 115. 12, 1011.  
 Barrier. 14, 605.  
 Barrière. 14, 295. 18, 202.  
 Barrington. 6, 77.  
 Barroin. 1, 387.  
 Barry. 24, 274.  
 Barth. 3, 217.  
 Barthe (*héritiers*). 22, 542.  
 Barthelat. 18, 451.  
 Barthélemy. 2, 578. 9, 313. 14, 26. 18, 389.  
 Barthelon, Ailhoud et compagnie, 11, 637.  
 Barthez. 3, 468.  
 Barthoneuf. 10, 779.  
 Baruel. 30, 438.  
 Barzun. 26, 292.  
 Bas. 10, 491.  
 Baschlin. 12, 962.  
 Bas-Rhin (*préfet*). 3, 140. 33, 565.  
 Bassaert. 2, 44.  
 Bassano. 30, 203.  
 Bassayet. 23, 441.  
 Basset. 3, 64. 10, 398. 17, 572.  
 Bassignat. 19, 546.  
 Bassinet. 3, 384.  
 Basson. 19, 901.  
 Bastard. 1, 170. 2, 37. 17, 318.  
 Basterrech. 16, 774.  
 Basterrière. 23, 216.  
 Basterrot. 6, 27.  
 Bastiaens. 15, 507.  
 Bastian. 1, 608.  
 Bastian (*héritiers*). 9, 603.  
 Bastiat. 20, 35. 22, 158.  
 Bastide. 19, 881. 20, 410. 20, 606. 30, 355.  
 Bastide - Maruhac (*commune*). 1, 266.  
 Bastien. 20, 1. 32, 453.  
 Bastier. 4, 548.  
 Bataille. 13, 492. 14, 159. 22, 413. 24, 596.  
 Bataille (*héritiers*). 29, 369.  
 Batardy. 27, 159.  
 Batavlia. 2, 511.  
 Batesté. 1, 375.  
 Bathazard. 2, 236.  
 Baton. 10, 717.  
 Battaglini. 30, 241.  
 Batteta. 12, 180.  
 Baty. 9, 383.  
 Batz. 22, 280.  
 Bauchet. 22, 143.  
 Baude (*héritiers*). 10, 434.  
 Baudet. 26, 495.  
 Baudit. 16, 645.  
 Baudinier. 33, 142.  
 Baudoin. 1, 422. 5, 450. 10, 820. 12, 262, 458. 13, 254. 16, 246. 19, 787.  
 Baudon (*héritiers*). 6, 340.  
 Baudot (*héritiers*). 19, 20. 27, 69.  
 Baudouin. 11, 370. 11, 596. 13, 678. 13, 1000.  
 Baudrico. 12, 713.  
 Baudry. 1, 439. 4, 243. 25, 207.  
 Bauer. 11, 104. 17, 93. 18, 896. 19, 511.  
 Bauny. 8, 633.  
 Baum. 19, 418.  
 Baume. 24, 532.  
 Baumier. 19, 84.  
 Baune. 29, 362.  
 Bauniér. 17, 434.  
 Baur. 7, 581.  
 Baulle. 18, 71.  
 Baux. 22, 86.  
 Bavoue. 6, 59.  
 Bavoux. 10, 825.  
 Bazas. 16, 74.  
 Bazenerie. 19, 482.  
 Bazières. 11, 640.  
 Bazile. 31, 458.  
 Bazili. 14, 387.  
 Bazin. 5, 234. 8, 277. 20, 785. 21, 571.  
 Bazin (*héritiers*). 32, 370.  
 Bayard. 4, 704.  
 Bayer (*héritiers*). 23, 571.  
 Bayet. 8, 686.  
 Bayonne (*séminaire*). 29, 97.  
 Bayot. 7, 296. 13, 893.  
 Beard-Duclos. 30, 12.  
 Beau. 11, 1013.  
 Beaucervoise. 21, 478.  
 Beauchef de Servigny. 13, 219.  
 Beaucher. 32, 152.  
 Beauchet-Duparc (*héritiers*). 13, 309.  
 Beaudenon-Delaunay. 363.  
 Beaudet. 14, 103.  
 Beaudoin (*créancier*). 414.  
 Beaufile. 18, 825. 19, 1.  
 Beaufort (*héritiers*). 704.  
 Beaufranchet. 17, 1.  
 Beaugency. 21, 42.  
 Beaugrand. 6, 176.  
 Beaujan. 2, 32.  
 Beaumarié. 11, 48.  
 Beaume. 9, 437.  
 Beaumès. 9, 86.  
 Beaumont. 1, 532. 28, 34.  
 Beaumont-Dixie. 13, 148.  
 Beaune-Borie. 14, 1.  
 Beaunet. 4, 146.  
 Beauquaire. 9, 125.  
 Beaurain de Gev. 23, 245.  
 Beauregard. 4, 8. 2.  
 Beaurepaire. 5, 41.  
 Beausoleil. 3, 97.  
 Beaussenat. 15, 32.  
 Beausset. 7, 485.  
 Beauvais. 4, 14. 19, 1.  
 Beauvais (*avoués*).  
 Beauveau. 3, 33, 37. 751.  
 Beauvilliers. 26, 4.  
 Beauvoir. 13, 444.  
 Becassat. 11, 523.  
 Bechon d'Arquian. 2.  
 Beck. 1, 435.  
 Becker. 5, 136.  
 Beckler. 13, 723.  
 Beckman. 2, 79.  
 Becq. 32, 393.  
 Bedin. 30, 301.  
 Bedouin. 32, 73.  
 Bedout. 20, 548. 24, 1.  
 Beekmans. 10, 75.  
 Beerens. 9, 25.  
 Beferooy. 12, 861.  
 Béfroy. 11, 72.  
 Béghin. 11, 312.  
 Begmans. 9, 543.  
 Begon. 11, 527.  
 Begon de Blandas. 24, 1.  
 Bégouin. 12, 23.  
 Bégué. 8, 152.  
 Behéré. 1, 84.  
 Behmér. 3, 521.  
 Behours. 11, 195.  
 Behourt. 19, 308.  
 Beireux. 7, 594.  
 Béjarry. 11, 681.  
 Bel-Saint-Martin. 11, 1.  
 Belca. 15, 214.

- 9, 968. 23, 481. 32, 5, 250.  
*critiers*) 27, 353.  
 10, 774. 20, 682.  
 er. 2, 313. 11, 269.  
 6. 27, 203.  
 de Houlets. 2, 57.  
 8, 200.  
 24.  
 359. 30, 199.  
 8, 541. 14, 447.  
 ville (*héritiers*).  
 29, 341.  
 358.  
 21, 167.  
 1, 385.  
 (*aspice*). 21, 387.  
 12, 68.  
 186.  
 13, 581.  
 21, 183.  
 3, 340.  
 7, 164. 17, 7.  
 (*les assureurs du*  
*ve la*. 8, 71.  
 32, 406.  
 10, 278. 19, 235. 24,  
 Me Bussy. 22, 702.  
 28, 205.  
 7, 349.  
 25, 513.  
 13, 33.  
 5, 167.  
 1, 299.  
 5, 111. 22, 322.  
 9, 48.  
 22, 175.  
 7, 132.  
 33, 180.  
 9, 743.  
 16, 384. 33, 264.  
 rd-Desilles. 31, 215.  
 28, 481.  
 ult de Lubières. 21,  
 33, 417.  
 22, 10.  
 2, 503.  
 27, 184.  
 (*commune*).  
 149.  
 6, 237. 13, 537.  
 551. 14, 88.  
 2, 278. 5, 501. 12,  
 22, 139.  
 ott-Lemoine. 24, 666.  
 31, 488.  
 10, 781.  
 16, 774.  
 5, 347.  
 Berard. 10, 268. 15, 208,  
 16, 662.  
 Bérard (*héritiers*). 24, 673.  
 Béraud. 2, 138. 13, 472.  
 14, 73. 15, 415. 20, 154.  
 Beraud de Boisgirault. 1,  
 12.  
 Beraud de Lautier. 20, 108.  
 Berbignier. 14, 546.  
 Berchgnave. 3, 272.  
 Berchon. 25, 182.  
 Berdin. 20, 633.  
 Berdolle. 3, 6.  
 Beret. 27, 250.  
 Berembrock. 24, 568. 25,  
 513.  
 Bergayek. 12, 207.  
 Berge. 10, 343.  
 Berger. 5, 475. 14, 50. 28,  
 439.  
 Bergeras. 24, 691.  
 Bergeret. 4, 598. 5, 415.  
 6, 233.  
 Berges. 10, 856.  
 Berghes. 11, 119.  
 Bergouzi. 5, 314.  
 Berjaud. 12, 533.  
 Berkmann. 11, 353.  
 Berkmans. 11, 458.  
 Berlaud. 3, 28.  
 Bermont (*héritiers et léga-*  
*taires*). 17, 380.  
 Bernadas. 15, 533.  
 Bernadet. 9, 631.  
 Bernard. 4, 453. 8, 28. 11,  
 423. 13, 953. 17, 641,  
 656, 683, 698. 19, 855.  
 21, 760. 22, 296, 764.  
 23, 15, 130. 24, 56, 275.  
 25, 302. 27, 456. 31, 389.  
 Bernard-Adolphe. 6, 233.  
 Bernard (*héritiers*). 10,  
 192.  
 Bernard (*héritiers et dona-*  
*taires*). 17, 107.  
 Bernardet-Chesne. 3, 613.  
 Bernardi. 5, 305.  
 Bernardin de Saint-Pierre.  
 3, 482. 9, 667.  
 Bernaux. 24, 486.  
 Bernède. 19, 302.  
 Bernier. 2, 384. 3, 468.  
 11, 362.  
 Bernières. 21, 121.  
 Bernieri. 13, 819.  
 Berniotes. 19, 728.  
 Bernoux. 12, 670.  
 Bernoville. 10, 715.  
 Berrino. 12, 773.  
 Berruyer. 20, 557. 25, 53.  
 Berseilles. 5, 451.  
 Bert. 22, 673.  
 Bertaud. 18, 715.  
 Bertault. 17, 171.  
 Bertaut. 28, 516.  
 Berthaut. 25, 56.  
 Berthaut (*syndics*). 23,  
 275.  
 Berthe. 33, 586.  
 Bertheau. 14, 622.  
 Berthèche. 16, 1.  
 Berthelin. 1, 245. 8, 490.  
 Berthelot. 10, 546. 12, 31.  
 Berthenon. 5, 213.  
 Berthier. 4, 402, 680. 9,  
 564.  
 Berthier-Bizy. 25, 147.  
 Berthier (*créanciers*). 9,  
 494. 201, 552.  
 Berthier-Varnier. 11, 699.  
 Berthot. 11, 263.  
 Bertifort. 5, 340.  
 Bertin. 1, 260. 10, 823. 11,  
 241. 18, 143. 20, 737.  
 22, 799. 23, 276, 393.  
 26, 526.  
 Bertin (*héritiers*). 18, 397.  
 20, 250.  
 Bertini. 15, 34.  
 Bertolli. 7, 235.  
 Berton. 11, 245. 21, 659.  
 Bertrand. 2, 308. 9, 206,  
 612. 13, 484. 14, 419. 16,  
 634. 19, 422. 20, 682.  
 21, 380. 24, 442, 394.  
 25, 189. 26, 228.  
 Bertrand (*faillite*). 16, 546.  
 22, 574.  
 Bertrand (*héritiers*). 23, 49.  
 Bertry-Dubost. 22, 609.  
 Bérulle. 1, 567. 9, 65.  
 Besançon (*habitans*). 31,  
 500.  
 Besaucelle. 17, 462.  
 Bescher. 42, 974.  
 Besenval. 10, 513.  
 Beslay. 11, 980. 22, 446.  
 32, 243.  
 Besnard. 6, 551. 5, 522. 13,  
 795. 31, 530.  
 Besnier (*créanciers*). 7,  
 612.  
 Besonguet (*héritiers*). 2,  
 471.  
 Bessaire. 15, 451.  
 Bessan. 30, 317.  
 Bessardon. 18, 574.  
 Besse. 11, 875.  
 Besselièvre. 5, 357.  
 Besserve. 21, 455.  
 Besset. 10, 99.  
 Bessière. 1, 325. 21, 146.  
 Besson. 20, 493. 21, 718.  
 32, 444.  
 Bessy. 11, 1026.  
 Betan, 29, 328.

Bétancourt. 11, 412.  
 Beteille. 12, 828.  
 Bétens. 7, 384.  
 Béthune. 9, 149. 23, 9.  
 Betté. 9, 400.  
 Bettens. 7, 550.  
 Betz. 14, 397.  
 Beullens. 2, 629.  
 Beuquez. 14, 385.  
 Beuzeville. 23, 83.  
 Bevers. 13, 258.  
 Bevy. 23, 296.  
 Bey. 19, 227.  
 Beyney. 15, 420.  
 Beyon. 1, 600.  
 Beys (*héritiers*). 14, 84.  
 Beysson. 1, 587.  
 Bezama, 13, 922.  
 Bézard, 27, 105.  
 Beziers. 2, 374.  
 Biaggini. 28, 411.  
 Biagini. 12, 155.  
 Bial. 32, 23.  
 Bianchetto, 11, 407.  
 Bianchi, 12, 64.  
 Biançon. 28, 433.  
 Biandra. 9, 743.  
 Bianquin (*héritiers*). 8, 386.  
 Biard. 16, 189. 23, 370.  
 Biarrote. 14, 17.  
 Biart. 3, 178.  
 Bibière. 20, 726.  
 Bidard. 13, 78.  
 Bidault. 6, 284. 22, 673. 33, 285.  
 Bidermann. 13, 883, 931. 15, 463. 18, 525.  
 Bidon, 32, 561.  
 Biencourt. 33, 229.  
 Biergeon. 24, 244.  
 Biers. 6, 584.  
 Biet. 19, 230.  
 Bigault. 13, 832.  
 Bigey. 9, 342.  
 Bigle. 10, 170.  
 Bignon. 33, 469.  
 Bigonnet. 5, 14, 40.  
 Bigot. 1, 94. 5, 366 8, 536.  
 Bigot (*héritiers*). 33, 254, 400.  
 Bihel. 13, 936.  
 Bilbocq (*héritiers*). 15, 402.  
 Bildé. 20, 10.  
 Billard. 13, 546. 18, 202. 29, 461.  
 Billardon. 11, 220.  
 Billaud. 2, 169. 4, 453.  
 Billaut. 19, 83.  
 Billecourt. 12, 601.  
 Billerey. 29, 493. 29, 439.  
 Billet. 8, 526 13, 834. 19, 503. 28, 76.

Billeux. 8, 600.  
 Billicard. 32, 325.  
 Billion. 19, 506.  
 Billoer. 22, 757.  
 Billoir. 13, 339.  
 Billoird. 9, 231.  
 Billozé, 22, 196.  
 Billout. 10, 329.  
 Billy. 13, 435.  
 Bimar. 2, 379.  
 Binard. 22, 67.  
 Binaud. 3, 326.  
 Bineau-Sebille. 33, 523.  
 Binet. 2, 351. 30, 133.  
 Biourge. 10, 6.  
 Bischoff. 19, 465.  
 Bisien. 18, 124.  
 Bistolli. 13, 188.  
 Bivel (*syndics*). 18, 568.  
 Bizardière. 24, 154.  
 Bizat. 19, 763.  
 Bizé. 15, 184.  
 Bizet. 30, 42. 33, 115.  
 Blacas. 13, 650.  
 Blache. 19, 189.  
 Blachier. 5, 453.  
 Blaindevache (*commune*). 17, 155.  
 Blanc. 1, 187. 3, 214. 20, 493. 25, 137. 26, 140. 31, 285.  
 Blancard. 2, 274.  
 Blancardi. 11, 573.  
 Blanchard. 28, 472.  
 Blanche. 7, 394.  
 Blancherot. 7, 455.  
 Blanchet. 1, 403. 14, 191. 15, 671. 23, 230. 32, 85.  
 Blanchet (*héritiers*). 17, 389.  
 Blanchon. 1, 413.  
 Blanchy. 28, 567. 29, 359.  
 Blandan (*commune*). 2, 393.  
 Blandas. 30, 553.  
 Blandin. 16, 240. 24, 401.  
 Blandin (*héritiers*). 18, 587.  
 Blandine-Dupuis. 30, 349.  
 Blankenheim. 16, 85.  
 Blanquart. 1, 570.  
 Blaque. 13, 264.  
 Blanqui. 13, 494.  
 Blanvillain. 27, 46.  
 Blanwart. 10, 866.  
 Blanzac. 29, 295.  
 Blaquièrre - Limoux. 7, 298.  
 Blatin. 14, 308. 20, 16.  
 Blau. 7, 80.  
 Blavoyer. 13, 509.  
 Blayac. 13, 567.  
 Blaye. 7, 217. 10, 381.  
 Blecher. 4, 511.

Blen. 5, 259.  
 Blet. 10, 434.  
 Bletteau. 21, 9.  
 Blin. 4, 611. 33, 50.  
 Blindt. 15, 538.  
 Bloch. 21, 363, 710.  
 Blochet (*héritiers*). 2.  
 Blondeau. 2, 219. 4. 533. 7, 53. 13, 10.  
 Blondel (*héritiers*).  
 Blondet. 3, 283.  
 Blondet (*héritiers*). 835.  
 Blondin. 24, 184.  
 Bloquel. 11, 983.  
 Bobaine. 17, 364.  
 Bobé. 9, 699.  
 Bobée. 17, 149.  
 Bobey. 13, 663.  
 Bobierre. 20, 540.  
 Bocca. 12, 193.  
 Bocchi. 10, 785.  
 Bochot. 13, 400.  
 Bocquet. 6, 36.  
 Boddi. 15, 5.  
 Bodin. 2, 198. 5, 3. 43. 11, 293. 13. 1014. 19, 61, 24. 779. 28, 434.  
 Bodricier. 14, 118.  
 Bodros. 1, 460.  
 Boehler. 5, 407.  
 Boessag. 22, 910.  
 Boggiano. 10, 748.  
 Boglio. 11, 804.  
 Bohaire. 28, 239.  
 Bohet. 7, 136. 20, 2.  
 Boidart. 17, 63.  
 Boileau. 10, 163. 12. 21, 390.  
 Boileux. 11, 776.  
 Boillaud. 9, 374.  
 Boilleau. 30, 324.  
 Boilletot. 10, 761.  
 Boiray. 24, 357.  
 Boiron. 20, 520.  
 Boisbœuf. 33, 577.  
 Boisdénemets. 26, 3.  
 Boise (*héritiers*). 9.  
 Boissard-Renaudet.  
 Boison. 32, 581.  
 Boisroger. 28, 89.  
 Boissard. 19, 4.  
 Boisseau. 25, 200.  
 Boisselin. 16, 710.  
 Boisserand. 3, 334.  
 Boissier. 8, 403. 12. 18, 534.  
 Boissière. 12, 253. 754.  
 Boissin. 19, 244.  
 Boisson. 28, 241. 14. 31, 289.

- de Quency. 12,  
 eau. 5, 5.  
 8, 296, 367.  
 20, 463.  
 de Belloy. 22, 380.  
 d'Exauvillers. 13,  
 r. 1, 379.  
 23, 92.  
 27, 518. 27, 85.  
 6, 564.  
 bet. 4, 644.  
 (héritiers). 19, 413.  
 17, 674.  
 r. 13, 710.  
 8, 684.  
 it. 2, 633.  
 mont. 26, 63.  
 et. 10, 406.  
 8, 487.  
 ler (commune). 29,  
 ard. 5, 1.  
 lin. 4, 350.  
 ar. 21, 621.  
 1, 11. 4, 124. 11,  
 4, 155.  
 oux. 21, 435.  
 5, 512.  
 nour. 26, 415.  
 my. 19, 932.  
 a. 1, 604.  
 mea. 11, 805.  
 ore. 4, 309.  
 il. 6, 240.  
 it. 11, 442.  
 nfant. 8, 592.  
 nte. 10, 813, 12, 181.  
 ls. 12, 898.  
 13, 624.  
 aut. 10, 423.  
 uillaume. 2, 249.  
 uyot. 17, 722.  
 ommet. 32, 220.  
 ace. 11, 143.  
 ber. 1, 234.  
 so. 11, 200.  
 t. 11, 289.  
 ur. 12, 613.  
 a. 10, 320.  
 afou. 20, 775.  
 afoux. 22, 178.  
 ans. 13, 492.  
 ard. 22, 380.  
 ardel. 2, 185.  
 et. 16, 613.  
 mod. 10, 692.  
 e-Aventure (asse-  
 urs du navire). 7,  
 4.  
 eau - Dumatray. 26,  
 3.  
 Bonbecarère. 13, 288.  
 Bonnefoi. 32, 255.  
 Bonnefon. 5, 9.  
 Bonnefons. 6, 280.  
 Bonnemaïson. 3, 212.  
 Bonnemort. 1, 489.  
 Bonneœur. 33, 184.  
 Bonnet. 1, 448, 255. 7,  
 218, 403. 14, 95. 18,  
 212. 19, 189. 21, 191,  
 247. 22, 19.  
 Bonnet (faillite). 17, 58.  
 Bonnet (héritiers). 11, 527.  
 Bonneville. 25, 517. 33,  
 149.  
 Bonniceau. 16, 476.  
 Bonniol. 21, 282.  
 Bonniol - Dutremont. 1,  
 138.  
 Bonniols. 31, 389.  
 Bonnonvriër. 30, 239.  
 Bonté. 1, 579. 17, 277.  
 Bontemps. 4, 209.  
 Bontems. 16, 465.  
 Bontoux. 13, 1014. 31, 79.  
 Bontoux et comp. 9, 367.  
 Bonzi. 16, 177.  
 Boortz. 19, 596.  
 Booyen. 5, 257.  
 Booyens. 7, 115.  
 Boralis. 10, 621.  
 Bordano. 10, 624.  
 Borde. 22, 1.  
 Bordeaux. 4, 387.  
 Bordenave. 1, 383. 2, 89.  
 7, 431.  
 Bordier. 2, 321. 11, 652.  
 30, 392.  
 Borel. 12, 907. 28, 147.  
 Borelli. 1, 527, 554.  
 Borenbroeck. 14, 268.  
 Borgehèse. 17, 220.  
 Borie. 3, 639. 21, 332.  
 Bormans. 11, 1020. 12,  
 650.  
 Borne. 22, 238.  
 Boroger (héritiers). 4, 29.  
 Borredon. 17, 538.  
 Borraguo. 10, 654.  
 Borsarelli. 10, 654.  
 Bort. 31, 325.  
 Bortayrè. 14, 458.  
 Boscarl. 31, 189.  
 Bosch. 10, 258.  
 Boscus. 23, 417.  
 Bosio. 6, 512.  
 Bosq. 19, 236. 29, 542.  
 26, 140.  
 Bosquet. 1, 178. 8, 537.  
 11, 529. 12, 325. 33,  
 412.  
 Bosquier. 2, 349. 14, 483.  
 Bosquillon. 1, 512. 12,  
 811. 19, 241.  
 Borredon. 19, 560.  
 Bousan. 10, 343.  
 Bosainge. 3, 492. 4, 515.  
 Bosseret. 19, 528.  
 Bostet. 6, 347.  
 Bossy. 2, 15.  
 Bôtot (héritiers légataires).  
 9, 97.  
 Botrelle. 24, 502.  
 Botte. 2, 522. 10, 157.  
 Botteri. 13, 781.  
 Bottin. 22, 357.  
 Bôtu. 22, 727. 24, 257.  
 Boubée. 20, 391.  
 Boubée et comp. 21, 747.  
 32, 561.  
 Boubénaît. 10, 521.  
 Boubert. 3, 39.  
 Boucant. 11, 389.  
 Bouchard. 27, 153. 7, 546.  
 Bouche. 12, 876. 20, 583.  
 Bouche (héritiers). 13, 456.  
 Bouché. 6, 61. 23, 245.  
 Bouché (héritiers). 28, 460.  
 Boucher. 3, 199. 6, 83. 10,  
 510. 12, 21. 14, 20. 26,  
 30. 26, 81, 289. 27, 177.  
 31, 249. 289.  
 Boucher et comp. 4, 98.  
 Boucher-Colas. 1, 3.  
 Boucher-Desfontaines. 14,  
 567.  
 Boucher-Tontain. 28, 109.  
 Bouchereau. 11, 162.  
 Boucherot. 13, 237.  
 Bouchet. 4, 616. 12, 191.  
 20, 12.  
 Bouchet (héritiers). 11,  
 433.  
 Bouchot. 4, 46, 537. 32,  
 401.  
 Boucly. 15, 292.  
 Boucot. 16, 710.  
 Boudard. 14, 111, 113, 241.  
 Boudart. 15, 541.  
 Boudereau. 3, 527.  
 Boudet. 2, 506. 12, 530.  
 Boudier-Dapremont. 10,  
 406.  
 Boudinet. 19, 80.  
 Boudolt. 20, 237.  
 Boulon. 5, 278.  
 Boudot. 6, 365.  
 Boudoux. 26, 363.  
 Boudrot. 11, 76, 82.  
 Boudville. 16, 779.  
 Boufflers. 17, 87.  
 Boug d'Orschwiller. 12,  
 874.  
 Bougarel. 13, 667.  
 Bouzon (héritiers). 13,  
 1047.  
 Bouthier. 5, 449. 18, 588.  
 Bouillard. 3, 327.

- Bouillé. 19, 942. 22, 514.  
 24, 649. 32, 1.  
 Bouillerot. 4, 502.  
 Bonilli. 13, 864.  
 Bouillon. 9, 627.  
 Bouillon-Lagrange. 4, 232.  
 Bouilly de Doré. 16, 316.  
 Bouis. 4, 891.  
 Bouisson. 15, 14, 218. 16, 664.  
 Boujean. 9, 602.  
 Boujot. 9, 681.  
 Boukelen. 1, 397.  
 Boula de Nanteuil. 5, 480.  
 13, 980. 23, 94.  
 Boulai. 3, 193. 5, 10.  
 Boulainvillier (*héritiers*). 10, 96.  
 Boulais. 21, 9.  
 Bouland. 23, 231.  
 Boulanger. 2, 287. 13, 397.  
 Boulard. 5, 424. 9, 259.  
 11, 671.  
 Boulaud. 29, 235.  
 Boule. 5, 291.  
 Boulenger. 12, 985.  
 Boulet. 3, 333, 24, 520.  
 Boulanger. 27, 524. 24, 341.  
 Boullée. 33, 339.  
 Boullenois. 27, 257.  
 Boullenois. 20, 589.  
 Boulenger. 13, 803. 14, 319.  
 Bounard. 14, 537.  
 Bouquerel. 13, 1057.  
 Bouquerot. 11, 307.  
 Bouquet. 7, 202.  
 Bouquier. 21, 183.  
 Bouquillard. 31, 273, 419.  
 Bourbier. 15, 509.  
 Bourbon. 11, 516. 23, 632.  
 Bourbon-le-Blanc. 16, 424.  
 Bourbon-Busset. 4, 396.  
 Bourbonne. 7, 121.  
 Bourbotte. 31, 466.  
 Bourceret (*héritiers*). 22, 330.  
 Bourdage. 6, 364.  
 Bourdais. 4, 405.  
 Bourdarie. 4, 26.  
 Bourdarios. 23, 233.  
 Bourdeau. 19, 422, 451.  
 Bourdelon. 15, 284.  
 Bourdelot. 16, 61.  
 Bourdet. 23, 681.  
 Bourderonnet. 22, 420.  
 Bourdette. 28, 215.  
 Bourdillon. 17, 670.  
 Bourdin. 12, 580. 15, 540.  
 Bourdon-Neuville. 3, 183.  
 6, 203.  
 Bourdon. 3, 208, 305. 4, 544. 6, 547. 19, 819.  
 28, 289.  
 Bouret de Vezelay. 3, 54.  
 Bourg. 11, 860.  
 Bourgeois. 4, 536. 5, 427.  
 6, 238. 11, 258. 20, 231.  
 23, 150. 25, 459.  
 Bourgeois (*héritiers*). 29, 535. 30, 47.  
 Bourgeon. 16, 83. 21, 571.  
 Bourges. 9, 629.  
 Bourges (*avocats*). 25, 188.  
 Bourges (*mair*). 32, 582.  
 Bourget. 14, 81.  
 Bourgmalon. 2, 529.  
 Bourgogne. 8, 397.  
 Bourgois. 2, 28. 5, 362.  
 9, 292. 12, 82.  
 Bourguignolle. 20, 443.  
 Bourguignon. 1, 467. 22, 235. 362. 581. 26, 42.  
 Bourisson. 28, 85.  
 Bourlet. 24, 682.  
 Bourliaud. 25, 289.  
 Bourlon - Chavanges. 2, 564. 6, 463. 11, 420.  
 Bournainville. 1, 104.  
 Bournat (*héritiers*). 18, 862.  
 Bournazel. 32, 385.  
 Bournezeau. 7, 540.  
 Bournisien. 17, 76. 33, 497.  
 Bournisien-Dubourg. 24, 543.  
 Bourquin. 31, 18.  
 Bourras. 7, 408.  
 Bourreau. 23, 283.  
 Bourrel. 11, 788. 32, 458.  
 Boursault. 6, 340.  
 Bourses. 1, 286.  
 Boursier. 6, 501. 9, 357.  
 10, 5, 64. 80, 13, 99.  
 14, 105. 15, 64. 18, 850.  
 25, 381.  
 Bourste, 2, 256.  
 Boursy. 31, 522.  
 Bouscaillon. 12, 384. 13, 79.  
 Bousch. 1, 217.  
 Bousquet. 2, 107. 24, 471.  
 30, 127. 33, 41.  
 Bousnac. 28, 439.  
 Boussard. 16, 285.  
 Boutarel. 8, 176.  
 Bouteille. 14, 516. 6, 364.  
 10, 715. 32, 440.  
 Bouten. 11, 178.  
 Bouthet-Richardiére. 11, 439.  
 Bouthier. 6, 389.  
 Bouthillier. 23, 505.  
 Bouthilliers. 31, 145.  
 Boutigny. 7, 604.  
 Boutin. 10, 861. 24, 26, 202.  
 Boutin-Saint-Ange. 1.  
 Boutros. 13, 179.  
 Bouttier. 7, 550.  
 Bouvard. 11, 841.  
 Bouvery. 10, 557.  
 Bouvet. 23, 96. 32, 440.  
 Bouvet (*héritiers*). 2.  
 Bouvet (*Marie*). 19.  
 Bouville. 24, 590.  
 Bouvy. 1, 188.  
 Bouremont. 22, 680.  
 Bouxin. 33, 543.  
 Bovaro. 11, 620.  
 Bovier. 7, 479.  
 Bovy. 8, 6.  
 Boy. 2, 524. 20, 357.  
 Boyard-Moreau. 18.  
 Boydet. 13, 694.  
 Boyenval. 29, 145.  
 Boyer. 3, 135. 13, 21, 195. 25, 356.  
 Boyer (*héritiers*). 11.  
 Boyer d'Eguilles. 23.  
 Boyer-Fonfrède. 1, 30, 374.  
 Boyt. 25, 156.  
 Brabauder. 11, 127.  
 578.  
 Bracard. 24, 179.  
 Brachet. 2, 31.  
 Bracke. 8, 410.  
 Bradi. 9, 381.  
 Braet. 7, 318.  
 Brafin. 18, 346.  
 Brancas. 8, 347.  
 28.  
 Brancas. 2, 325. 40, 442. 43, 457. 33.  
 Brancas Céleste (*ci*). 16, 330.  
 Branchard. 13, 969.  
 Brandebourg. 22, 30.  
 Brandi. 3, 543.  
 Brandin. 2, 103. 7, 22, 231.  
 Brandts. 8, 400.  
 Branger. 24, 382.  
 Brard-Duclos. 30, 1.  
 Brasier. 10, 565.  
 Brassière. 14, 186.  
 Brassy. 4, 612. 33, 713.  
 Brast. 2, 713.  
 Brauhauban. 20, 775.  
 Branmann. 19, 17.  
 Braun. 22, 246.  
 Bravard. 19, 221. 4.  
 Bray, 11, 438. 22, 6.  
 Bréan Dufournel. 32,  
 Breant de la Neuville 313.  
 Breard. 21, 341.



- l. 17, 393.  
 10, 536.  
 21, 201.  
 4, 716.  
 1, 196.  
 k. 24, 64.  
 7, 606.  
 67.  
 er. 11, 696.  
 d. 14, 166.  
 ger. 12, 485.  
 l. 26, 46.  
 8, 156.  
 . 29, 278.  
 . 19, 574. 28, 565.  
 16, 597.  
 19, 124.  
 . 19, 587.  
 10, 81. 18, 392.  
 50. 32, 468.  
 her. 23, 257.  
 . 12, 46.  
 rd. 13, 885.  
 r. 3, 425.  
 4, 210.  
 rt. 2, 398.  
 rd. 5, 345.  
 (héritiers). 4, 226.  
 Baugniès. 14, 10.  
 It. 25, 182.  
 . 1, 527, 534.  
 . 22, 415.  
 9, 721.  
 t. 12, 777.  
 ux. 14, 474.  
 . 27, 432.  
 . 2, 192. 4, 276.  
 . 2, 97. 24, 264.  
 428.  
 15, 371. 20, 785.  
 19, 124.  
 les (maire). 7, 104.  
 H. 17, 411.  
 . 16, 245.  
 ix (commune). 4, 3.  
 urt. 13, 806. 33,  
  
 ron. 16, 479.  
 ant. 13, 933.  
 e. 17, 49.  
 e. 13, 628.  
 l. 8, 459.  
 13, 881.  
 . 11, 980.  
 -Grandjardin. 32,  
  
 . 12, 512. 13, 829.  
 u. 11, 99.  
 12, 840.  
 l. 15, 592. 28, 415.  
 . 6, 188.  
 ac. 19, 679.  
 n. 13, 484.  
 5, 142.  
  
 Broca. 3, 247.  
 Brocaz. 28, 155.  
 Brochand. 10, 561.  
 Brochard-Puijolly. 9, 234.  
 Brock. 12, 670.  
 Brodelet. 6, 108.  
 Broé. 21, 724.  
 Broglio. 15, 197.  
 Brogniat. 10, 145.  
 Brognier. 2, 34.  
 Broisin. 9, 526.  
 Bron. 21, 323. 30, 401.  
 Broniez. 6, 540.  
 Bronne. 4, 386.  
 Bronzino (héritiers). 12,  
 63.  
 Broquet. 13, 239.  
 Broquin. 33, 492.  
 Brossard. 11, 76, 82.  
 Brossay-Saint-Marc, 13,  
 363.  
 Brosse. 28, 225.  
 Brosne. 4, 200.  
 Broteuil. 4, 567.  
 Brou. 3, 14. 6, 484.  
 Broudetta. 13, 627.  
 Brougnières. 24, 251.  
 Brousse. 21, 601.  
 Broussier. 15, 309.  
 Broussous. 23, 487.  
 Broustact. 1, 17.  
 Brouta. 7, 413.  
 Broutière. 9, 463.  
 Brucelle. 10, 607.  
 Brucker. 15, 298. 23,  
 685.  
 Bruder. 15, 576.  
 Brudieu. 10, 765.  
 Bruel. 27, 250.  
 Brueilpont. 9, 269.  
 Bruère. 20, 814.  
 Bruet-Cretenet. 20, 170.  
 Bruger. 3, 148.  
 Bruges (notaires). 12,  
 507.  
 Brugière. 17, 358.  
 Brugnière des Gard. 17,  
 618.  
 Bruisset. 3, 541.  
 Brulé. 25, 428.  
 Bruley. 6, 505. 17, 526.  
 Brulo. 1, 590.  
 Brun. 3, 589. 14, 317. 16,  
 676. 18, 440. 26, 195,  
 427. 28, 280. 32, 82.  
 Bruneau. 25, 147.  
 Brunel. 4, 342.  
 Brunel (héritière). 6, 257.  
 Brunet. 10, 765. 15, 486.  
 16, 732, 735. 19, 568.  
 21, 36. 22, 75. 31, 5.  
 32, 87. 33, 489.  
  
 Brunet (héritiers). 12, 43.  
 Brunetierre. 15, 55.  
 Bruni. 2, 95.  
 Bruniot. 12, 995.  
 Brunn. 8, 446.  
 Brunon. 32, 553.  
 Brunschvig. 1, 379.  
 Brunschwig. 9, 658.  
 Brus. 3, 372.  
 Bruxelles (avoués). 14,  
 450.  
 Bruzon. 31, 475.  
 Buanton. 10, 15.  
 Buchel. 18, 667.  
 Buffant. 3, 374.  
 Buffet. 22, 180.  
 Buffon. 2, 321. 3, 287.  
 Bugeard. 30, 255.  
 Buirette. 9, 421. 22, 659.  
 Buisseret. 30, 124.  
 Buisseret (héritiers). 12,  
 977.  
 Buisson. 4, 523. 6, 119. 8,  
 510.  
 Bulens. 10, 289.  
 Bullens. 11, 687.  
 Bullet. 19, 506. 1, 8.  
 Bunce-Curling. 32, 287.  
 Bunel. 1, 21. 5, 173. 7,  
 387. 13, 83. 31, 522.  
 Bunicourt. 5, 173.  
 Buon. 16, 792.  
 Buquet. 25, 459.  
 Burckenwald. 30, 368.  
 Burdin. 19, 732. 33, 200.  
 Burly. 14, 542.  
 Bureau. 2, 28. 10, 513.  
 Bures (fabrique). 24, 227.  
 Buret. 19, 494.  
 Burgantzle. 12, 1.  
 Burgau. 22, 894.  
 Burges. 11, 835.  
 Burghard Meyer. 12, 1.  
 Burghoffer. 16, 684.  
 Burgraff. 5, 36. 9, 324.  
 Burle. 19, 194.  
 Burley. 8, 181.  
 Burlin. 24, 381.  
 Burot. 12, 195.  
 Burtay. 16, 43.  
 Burtip. 10, 4. 27, 473.  
 Busby. 11, 514. 13, 515.  
 Buscaglione. 14, 77.  
 Busch. 18, 262.  
 Busco. 30, 557.  
 Busqueta. 12, 41. 16, 409.  
 Busseuil. 1, 241. 4, 662.  
 Busseuil (héritiers). 23,  
 130.\*  
 Bussi. 12, 405.  
 Bussière. 4, 388. 14, 187.  
 Bussy. 31, 477.  
 Butler. 6, 329.  
 Butte. 14, 223.

Butterweck. 11, 776.  
 Buvet (*légalaires*). 11, 761.  
 Buvry. 13, 1035.  
 Buzino. 16, 28.  
 Buzoni. 11, 132.  
 Buzot (*héritiers*). 1, 295.  
 Buzy. 23, 24.

## C.

Cabanel (*héritiers*). 2, 504.  
 Cabanis. 24, 673. 22, 81.  
 Cabanon. 12, 730.  
 Cabanial. 29, 395.  
 Cabanne. 9, 693.  
 Cabantons. 19, 12.  
 Cabarrus. 13, 237.  
 Cabasse. 22, 488.  
 Cabaud. 17, 318.  
 Cabero. 12, 586.  
 Cabourdin. 8, 353.  
 Cacqueret (*héritiers*). 10, 664.  
 Cadard. 18, 312.  
 Cadeau d'Assis. 4, 389.  
 Cadefer. 22, 265.  
 Cadel. 22, 491.  
 Cadena. 20, 542.  
 Cadet-Gassicourt. 2, 113.  
 Cadorges (*héritiers*). 11, 829.  
 Cadoudal. 4, 574.  
 Caffard. 7, 348.  
 Caffasso. 12, 325.  
 Cahen. 19, 34.  
 Caignard. 25, 245.  
 Caillat. 2, 341. 13, 951.  
 15, 7. 19, 717. 20, 660.  
 Cailler. 11, 263.  
 Caillet. 23, 729.  
 Cailleteau (*héritiers*). 22, 429.  
 Cailleux. 18, 737.  
 Caire. 18, 299.  
 Caisotti. 13, 494.  
 Calamel. 9, 367.  
 Calenge. 4, 544.  
 Calignon. 22, 574.  
 Callabiana. 8, 111.  
 Calland. 25, 131. 1, 447.  
 Callemar. 17, 554. 13, 738.  
 Callen. 7, 460.  
 Callet. 13, 269.  
 Calmel. 4, 113. 31, 39.  
 Calmer. 6, 568.  
 Calmettes. 32, 156.  
 Calvados (*assureurs du sloop*). 15, 481.  
 Calvados (*préfet*). 2, 182.  
 Calvet. 22, 633.  
 Calvy. 2, 201.  
 Camabort. 3, 472.  
 Camas. 16, 395.  
 Cambefort. 29, 212.

Cambeil. 10, 831.  
 Camberlyn. 9, 705.  
 Cambon. 6, 417.  
 Camerelle. 1, 466.  
 Cames. 32, 363.  
 Camet. 21, 424.  
 Camilla. 6, 313.  
 Camille. 11, 99.  
 Caminet. 13, 312.  
 Camneil. 20, 606.  
 Camosso. 31, 137.  
 Campantico. 13, 858.  
 Campel. 9, 403.  
 Campenaere. 3, 597.  
 Camper. 24, 22.  
 Campion. 28, 5. 14, 159.  
 Campmas. 33, 482. 6, 11.  
 Campouillet. 9, 596.  
 Camus. 26, 190. 2, 254.  
 1, 615.  
 Camusot. 9, 200.  
 Camy. 11, 908.  
 Canal de Briard (*administrateurs*). 15, 174.  
 Canard. 3, 137.  
 Canclaux. 14, 237.  
 Candas. 32, 161.  
 Candelé. 23, 317.  
 Candon. 31, 590.  
 Candy (*héritiers*). 12, 544.  
 Canel. 15, 290.  
 Canier. 6, 217.  
 Canitrot. 11, 678.  
 Canivet. 11, 989.  
 Canler. 2, 156.  
 Cannagnola. 12, 165.  
 Cannes. 20, 804.  
 Cannier. 31, 320.  
 Canouet. 24, 412.  
 Canot (*créanciers*). 21, 155.  
 Canot (*fatilite*). 13, 23.  
 Cante. 1, 483.  
 Canteteau. 27, 209.  
 Canthouni. 17, 102.  
 Cantin. 19, 552.  
 Capdeville. 1, 352. 10, 370. 11, 868. 13, 168.  
 Capellé (*héritiers*). 25, 113.  
 Capellen. 12, 698.  
 Caperan. 13, 346.  
 Capin. 20, 159.  
 Capion. 8, 366.  
 Capon. 9, 279.  
 Capperon. 33, 449, 452.  
 Capron. 7, 86. 17, 228.  
 33, 497.  
 Caqué. 3, 270.  
 Caqueray. 9, 293. 30, 592.  
 33, 384.  
 Caquet. 10, 607.  
 Caragon. 7, 32.  
 Caraman. 13, 451.  
 Carare-Duveluz. 12, 427.

Carayon. 12, 73.  
 523.  
 Carbonnel. 9, 526.  
 267.  
 Carbonnier. 27, 1.  
 Carcatrison. 6, 1.  
 Cardé. 13, 906.  
 Cardelus. 28, 49.  
 Cardin. 3, 257.  
 Cardinet. 3, 109.  
 Cardme. 18, 69.  
 Cardon. 7, 591. 1.  
 18, 651. 25, 458.  
 Caré. 17, 181.  
 Careau. 2, 61.  
 Carel. 21, 116.  
 Cargill. 12, 699.  
 Carissan. 24, 156.  
 Garité. 22, 98.  
 Carivenc. 18, 344.  
 Carlavan. 8, 471.  
 Carlé. 30, 447.  
 Carles. 1, 316. 2.  
 Carlot. 1, 305.  
 Carly. 15, 760.  
 Caroillon de Vande. 354.  
 Carolis. 12, 987.  
 Carnin. 2, 595. 2.  
 Caron. 15, 393. 2.  
 24, 637, 654. 2.  
 Carondelet. 3, 3.  
 Carozzo. 14, 604.  
 Carpaneto. 13, 75.  
 Carpentier. 2, 433.  
 832. 11, 21. 1.  
 523. 18, 447. 3.  
 Caroly. 4, 294.  
 Caron. 9, 730. 15, 344.  
 Carondelet. 5, 401.  
 Carosini. 8, 695.  
 Carquille. 9, 570.  
 Carrare. 13, 414.  
 Carré. 4, 418. 12, 41. 23, 96. 27, 15.  
 Carreau. 15, 274.  
 Carrère. 18, 560.  
 Carrey. 1, 336. 2.  
 Carrez-Vacherias. 2.  
 Carrié. 15, 218.  
 Carrière. 8, 522. 16, 27, 544.  
 Carrin. 33, 455.  
 Carrion de Nisas. 3.  
 29, 200. 32, 476.  
 Carriquiry. 17, 424.  
 Carron. 14, 10. 21.  
 Carroyon de Vaud. 642.  
 Carteret. 11, 733.

- ( *créane.* ) 14, 15.  
 ( *syndics* ). 18,  
 14, 257.  
 11, 91. 16, 718.  
 22, 622. 32, 257.  
 340. 7, 485. 15,  
 ère. 11, 589.  
 28, 397.  
 19, 977.  
 ( *syndics* ). 32, 312.  
 ne. 29, 245.  
 ant. 19, 623.  
 10, 817.  
 va. 31, 333.  
 on. ( *héritiers* ). 3,  
 an. 2, 481.  
 illet. 14, 408.  
 ve. 7, 382. 31, 569.  
 uve. 4, 65.  
 rt. 13, 1044.  
 is. 20, 188.  
 au. 25, 257.  
 ne. 19, 215.  
 moles. ( *fabrique* ).  
 518.  
 5, 293.  
 a. 32, 136.  
 i. 13, 1011.  
 o. 25, 222.  
 oles. 31, 561.  
 éri. 12, 38.  
 oy. 4, 421.  
 ng. 4, 436. 29, 321.  
 5, 179. 19, 911.  
 ain. 15, 119.  
 an. 26, 476.  
 llane. 12, 707.  
 li. 22, 816.  
 nau. 22, 162.  
 ny. 1, 348.  
 lon. 1, 64.  
 es ( *maire* ). 33, 111.  
 ies ( *héritiers* ). 26,  
 u. 8, 697.  
 ala. 19, 936. 22, 637.  
 273.  
 erinot. 4, 85.  
 re. 31, 113.  
 nnet. 26, 252.  
 neo. 11, 255.  
 ary. 32, 268. 30, 394.  
 et. 20, 225.  
 he. 5, 288.  
 lle. 15, 546.  
 et. 21, 133. 22, 223.  
 choi. 11, 139.  
 choi ( *héritiers* ). 14,  
 5.  
 choi-Lemaire. 23, 647.  
 da. 7, 174.  
 Caudron. 12, 983.  
 Caugy. 23, 77.  
 Caumette. ( *héritiers* ). 7,  
 619.  
 Caumont. 13, 527.  
 Caussade. 12, 586.  
 Causse. 7, 97. 10, 362.  
 Caussin. 2, 334.  
 Cauton. 4, 298.  
 Cauville. 19, 452.  
 Cauvin. 26, 202.  
 Cavagnari. 19, 784.  
 Cavaillé. 1, 109.  
 Cavaller. 10, 28. 12, 743,  
 745.  
 Cavelan. 19, 710.  
 Cavelier. 24, 343.  
 Cavenailles. 4, 547.  
 Cayroi. 1, 75.  
 Cayer. 18, 192.  
 Cayla. 33, 482.  
 Caylus. 12, 988.  
 Cayre. 10, 48. 30, 553.  
 Cayrè. 1, 352.  
 Cayrey. 11, 868.  
 Cayrol. 19, 250.  
 Cayron. 11, 642.  
 Cazalis. 20, 324.  
 Cazaneuve. 29, 91.  
 Cazelles. 21, 259.  
 Caze-Major. 21, 517.  
 Cazenave. 14, 214. 19, 728.  
 Cazette. 18, 179.  
 Cazotte. 25, 519.  
 Cellard-Dusordet. 22, 19.  
 Cellier. 4, 1. 23, 520.  
 Cellier ( *héritiers* ). 4, 463.  
 Cenac. 26, 455.  
 Cerès. 30, 190.  
 Cerfber ( *créanciers* ). 13,  
 710.  
 Cermolacce. 22, 793.  
 Certrieres. 8, 330.  
 Cesbron. 26, 161.  
 Ceyzeriat ( *commune* ). 9,  
 726.  
 Cezan. 4, 436.  
 Cezeau. 3, 347.  
 Chabannes. 15, 404.  
 Chabas. 28, 524.  
 Chabaud. 16, 111.  
 Chabaut. 9, 701.  
 Chabbert. 22, 86.  
 Chaber. 18, 11.  
 Chabert. 23, 421. 28, 98.  
 Chabloz. 7, 157.  
 Chabodie. 21, 377.  
 Chaboreau. 9, 435.  
 Chabot. 3, 257.  
 Chabot ( *héritiers* ). 8, 662.  
 29, 551.  
 Chaboud. 15, 256.  
 Chabrié. 6, 581.  
 Chabrier. 1, 303.  
 Chabrières. 29, 511.  
 Chabrillat. 17, 538.  
 Chabrol. 19, 540.  
 Chabroud. 15, 180.  
 Chaigneau. 1, 401.  
 Chailla. 18, 702.  
 Chaillet. 7, 6.  
 Chaillo. 5, 116.  
 Chaillot. 1, 241. 5, 427. 8,  
 693.  
 Chaimbaut. 17, 4.  
 Chaise. 26, 14.  
 Chaix. 10, 473.  
 Chalabre. 31, 530.  
 Chalamel. 32, 189.  
 Chalandart. 15, 676.  
 Chaléas. 18, 304.  
 Chalet. 24, 275.  
 Chaline ( *faillite* ). 15, 599.  
 Challant. 13, 495.  
 Challier. 1, 138.  
 Chalogne. 12, 477.  
 Chalonge. 11, 82.  
 Chalonnès ( *commune* ). 32,  
 265.  
 Châlons ( *commissaires* ).  
 14, 488.  
 Chalvet ( *héritiers* ). 8, 148.  
 Chambeau. 29, 417.  
 Chambert. 20, 508.  
 Chambert ( *héritiers* ). 18,  
 97.  
 Chambon. 24, 54.  
 Chambor ( *héritiers* ). 24,  
 128.  
 Chamborre. 30, 101.  
 Chambrand. 3, 431.  
 Chamerois. 33, 400.  
 Chamonard. 7, 30.  
 Chamoulaud. 20, 615.  
 Champagne. 23, 381.  
 Champaud. 15, 553.  
 Champeaux. 8, 338. 18,  
 651. 33, 432.  
 Champel. 8, 58.  
 Champflour. 3, 135. 9,  
 701. 19, 952.  
 Champigny. 8, 438. 23,  
 120.  
 Champigny ( *commune* ).  
 2, 155. 5, 81.  
 Champigny ( *héritiers* ). 23,  
 401.  
 Champion. 4, 291. 10, 381.  
 20, 490.  
 Champion de Beauregard.  
 13, 441.  
 Champroux. 49, 501.  
 Champy. 12, 372. 15, 298.  
 Chanavas. 30, 312.  
 Chancel. 27, 344.  
 Chancerel. 19, 868.  
 Chanel. 26, 529.  
 Chanet. 4, 360.

- Changarnier. 16, 40.  
 Changea - Longueville. 6, 569.  
 Channac. 12, 425.  
 Chanteloup. 14, 118. 21, 141.  
 Chantepie. 26, 313.  
 Chantereau. 24, 532.  
 Chantilly (*administrateurs de l'hospice*). 5, 405.  
 Chantreau. 9, 537. 20, 650.  
 Chanu. 10, 788. 13, 466. 18, 557.  
 Chany. 4, 385.  
 Chapari. 11, 693.  
 Chapel. 11, 795.  
 Chapelet. 10, 268.  
 Chapelle (*héritiers*). 10, 586.  
 Chapelut. 8, 704.  
 Chaperon. 18, 835.  
 Chapet. 21, 107.  
 Chapot. 28, 444.  
 Chappes (*commune*). 19, 952.  
 Chappon (*créanciers*). 8, 252.  
 Chappuis. 18, 224.  
 Chapal. 1, 626. 12, 749. 21, 222.  
 Chaptal. 21, 143.  
 Chapuis. 1, 126.  
 Chapus. 11, 580.  
 Chapus (*héritiers*). 12, 467.  
 Chapusot. 19, 859.  
 Charasse. 7, 52.  
 Charbaut. 11, 659.  
 Charbonneau. 21, 553.  
 Charbonnier. 13, 66.  
 Charbonnière (*commune*). 18, 81.  
 Charcot. 13, 355.  
 Charday. 1, 65.  
 Chardine. 33, 430.  
 Chardon. 4, 12. 11, 319. 21, 197. 33, 420.  
 Chardrier. 12, 291.  
 Charfotte. 24, 195.  
 Charier. 10, 170.  
 Charignon. 25, 71.  
 Charles. 9, 95. 12, 619. 18, 831. 33, 367.  
 Charlier. 6, 121. 19, 732.  
 Charlier (*héritiers*). 14, 626.  
 Charlot. 31, 123.  
 Charlotte (*capitaine de la*). 24, 192.  
 Charmaison. 21, 321.  
 Charmolue. 6, 416.  
 Charnollét. 18, 633.  
 Charonceuil. 10, 724.  
 Charpal. 10, 672.  
 Charpentier. 2, 547. 4, 706. 7, 215. 16, 698. 20, 627.  
 Charpentier (*faillite*). 14, 484.  
 Charpi. 8, 266.  
 Charpin. 6, 240.  
 Charpion. 12, 951.  
 Charrel, Tranchant, Fonze et comp. 11, 851.  
 Charret. 14, 311.  
 Charrier. 5, 470.  
 Charrier-Yver. 19, 890.  
 Charrière. 21, 356. 31, 315.  
 Charruel. 16, 716.  
 Chartier. 14, 406. 28, 572.  
 Charton. 23, 645.  
 Charve. 9, 481. 23, 362. 29, 406.  
 Charvet. 25, 475.  
 Charvet-Sauvage. 22, 857.  
 Chary. 1, 364.  
 Chasnet. 32, 306.  
 Chassagne. (*commune*). 2, 446.  
 Chassaignac. 13, 893.  
 Chassaigne. 5, 367.  
 Chassaign. 13, 403.  
 Chassaign (*héritiers*). 3, 104.  
 Chassary. 18, 299.  
 Chasseriaux. 20, 250.  
 Chassette (*héritiers*). 1, 106.  
 Chastagnon. 9, 606.  
 Chastenay. 19, 287.  
 Chastenet. 11, 906.  
 Chastet. 9, 482.  
 Chataignier. 3, 589. 5, 253.  
 Chatain. 27, 355.  
 Chatard. 23, 46.  
 Chataud. 5, 396.  
 Chateau. 29, 21.  
 Chateaubourg. 12, 93.  
 Chateauchalton. 3, 600.  
 Chateaugiron (*héritiers*). 4, 421.  
 Chateauneuf. 16, 20. 23, 242.  
 Chateau-Thierry. (*commune*). 23, 332. 26, 54.  
 Chatel. 7, 387.  
 Chatelain. 9, 359.  
 Chatelet (*héritiers*). 23, 103.  
 Chatenet. 10, 669. 24, 675.  
 Chatourou. 2, 481.  
 Chaubart. 20, 759.  
 Chauchat. 31, 129.  
 Chaude. 28, 205.  
 Chaudeau. 33, 296.  
 Chaudenier. 12, 3.  
 Chaudurié. 9, 649.  
 Chauffer - Toulay. 12.  
 Chauffon. 17, 84.  
 Chaulet. 12, 93.  
 Chauliac. 17, 698.  
 Chauliagnet. 33, 3.  
 Chaulnes (*créanciers*). 23.  
 Chauloux. 30, 232.  
 Chaumartin (*docteurs*). 14, 542.  
 Chaumerot. 20, 72.  
 Chaumet (*héritiers*). 743.  
 Chaumin. 16, 801.  
 Chaumont (*commune*). 1, 172.  
 Chauraut. 4, 209.  
 Chaurion. 27, 279.  
 Chaussade. 10, 861.  
 Chaussegroux. 16, 7.  
 Chaussonet. 8, 457.  
 Chautard. 3, 572.  
 Chauvel (*syndics*). 168.  
 Chauvet. 15, 150. 17, 18. 332. 21, 626. 456.  
 Chauvin. 1, 310. 2, 10. 93. 13, 622. 16, 173.  
 Chauvreau (*héritiers*). 173.  
 Chavagnac. 9, 200.  
 Chavaille. 32, 52.  
 Chazal. 27, 445.  
 Chazerat (*héritiers gataires*). 11, 715.  
 Chazeron. 1, 485.  
 Chazot. 27, 337.  
 Chedebois. 25, 337.  
 Chedeville. 17, 565.  
 Cheffontaines. 12, 7.  
 Chégaray. 9, 653. 13, 17, 544.  
 Chemery (*faillite*). 184.  
 Chemin. 2, 411. 29, 41.  
 Cheminade. 19, 41.  
 Chenais. 5, 147. 7, 4.  
 Chenal. 12, 811.  
 Chenard-Fréville. 26, 491.  
 Chenay. 22, 491.  
 Chenereilles (*créanciers*). 22, 744.  
 Cheneuzac. 21, 103.  
 Cheneveau. 23, 401.  
 Chenevieres. 3, 261.  
 Chénier. 1, 610.

- héritiers* ). 18 ,  
 eau. 23 , 120.  
 225.  
 eau. 2 , 223.  
 6 , 562.  
 17 , 506.  
 278.  
 3 , 587.  
 18 , 727.  
 -Beausire. 10 , 49.  
 -Blanchet. 5 , 137.  
 8 , 40. 28 , 452.  
 3 , 664.  
 21 , 451.  
 œuf. 4 , 701.  
 Bureau de bienfai-  
 ). 33 , 339.  
 ye. 19 , 963.  
 eau. 5 , 501.  
 ier. 3 , 169. 4 , 679.  
 9 , 7 , 467. 12 , 31.  
 26 , 557. 15 , 239.  
 31 , 265. 22 , 708. 29 ,  
 33 , 590.  
 ier. 5 , 162. 18 , 81.  
 34.  
 sus. 12 , 61. 21 , 704.  
 gné. 33 , 489.  
 aux. 33 , 137.  
 Wy. 23 , 600.  
 uy. 5 , 17.  
 ard. 8 , 487.  
 on. 30 , 545. 31 , 181.  
 on. 3 , 569.  
 ier. 15 , 430.  
 olat. 3 , 309.  
 y ( commune ). 28 ,  
 ard. 20 , 526.  
 on. 6 , 27.  
 an. 13 , 298.  
 pe. 12 , 14.  
 apo. 10 , 347.  
 21 , 143.  
 pe. 13 , 807.  
 13 , 421.  
 n. 8 , 679.  
 de Brulon. 8 , 585.  
 ndo. 11 , 903.  
 e. 8 , 186.  
 e. 13 , 504.  
 et. 3 , 33.  
 5 , 320.  
 de Caly , 13 , 547.  
 1 , 404.  
 de Villette. 13 ,  
 4 , 458.  
 ( syndics ). 31 , 82.  
 6 , 39.  
 5 , 79.  
 ul. 5 , 437. 8 , 367.  
 623.  
 Choiseul ( *héritiers* ). 19 ,  
 122.  
 Choiseul - Staiville. 20 ,  
 177. 22 , 799.  
 Choiseul-Meuse. 28 , 479.  
 Choisnard. 30 , 150.  
 Choisnard ( *créanciers* ). 13 ,  
 111.  
 Choisy ( *syndics* ). 27 , 481.  
 Chol. 33 , 394.  
 Choleau ( *héritiers* ). 22 ,  
 375.  
 Cholet. 13 , 3.  
 Chollet. 18 , 198.  
 Cholois. 9 , 618.  
 Choppin. 24 , 272.  
 Choquet-Julien. 22 , 474.  
 Choron. 11 , 110.  
 Chosson. 15 , 689. 24 , 168.  
 Chouart. 33 , 129.  
 Choumouroux ( *héritiers* ).  
 6 , 578.  
 Chourze. 19 , 543.  
 Chousserie ( *major* ). 18 ,  
 707. •  
 Chousy. 29 , 138.  
 Choussy. 2 , 171.  
 Choux. 21 , 158.  
 Chrétien. 42 , 481. 19 ,  
 363. 23 , 594.  
 Christ. 13 , 104. 26 , 46.  
 Christian. 4 , 591.  
 Christiani. 27 , 200.  
 Christich. 12 , 282.  
 Christmann. 10 , 643.  
 Chulliot. 14 , 622.  
 Church. 12 , 699.  
 Churlet ( *héritiers* ). 5 , 118.  
 Cibiel. 18 , 11.  
 Cibiel et comp. 26 , 481.  
 Cigna-Santi ( *héritiers et*  
*légataires.* ) 13 , 1094.  
 Cinget. 4 , 563.  
 Cingier. 21 , 111.  
 Cinot. 4 , 188.  
 Cipierre. 32 , 569.  
 Cirette. 12 , 374.  
 Cirodde. 27 , 518.  
 Cisterne. 14 , 318.  
 Citis ( *actionnaires* ). 13 ,  
 374.  
 Civray ( *avocats et avoués* ).  
 6 , 376.  
 Civray ( *commune* ). 28 ,  
 289.  
 Clacy. 24 , 3.  
 Claessens. 10 , 640.  
 Clairé. 31 , 193.  
 Clamouse de Corsac. 30 ,  
 438.  
 Clara. 11 , 106. 18 , 178.  
 Clarenton. 11 , 61.  
 Clarey. 11 , 402.  
 Claro. 8 , 115.  
 Clary. 20 , 800.  
 Classens. 6 , 320.  
 Claudel. 10 , 314.  
 Clause. 26 , 369.  
 Claux. 24 , 29.  
 Clavé. 15 , 143.  
 Clavel. 25 , 137.  
 Clavelin. 9 , 4.  
 Claverie. 22 , 679.  
 Clavier. 22 , 485.  
 Clavières. 10 , 147.  
 Clef ( *créanciers* ). 14 , 64.  
 Clein. 31 , 483.  
 Clemencet. 18 , 839.  
 Clemendot. 8 , 469.  
 Clément. 1 , 387 , 422. 2 ,  
 166. 4 , 242. 5 , 372. 11 ,  
 683 , 839. 18 , 519. 23 ,  
 332 , 24 , 619. 26 , 54 ,  
 Clément de Graveson. 14 ,  
 572.  
 Clénis-Semidt. 8 , 214.  
 Clerc. 5 , 142. 9 , 342. 15 ,  
 360. 17 , 77. •  
 Clergues. 31 , 236.  
 Clermont d'Amboise ( *hé-*  
*ritiers* ). 10 , 376.  
 Clermont ( *hospice* ). 16 ,  
 751.  
 Clermont - Lodève. 22 ,  
 133.  
 Clermont - Tonnère. 29 ,  
 265.  
 Clipell. 14 , 14.  
 Cliquot. 29 , 368.  
 Clisorius. 2 , 438.  
 Clo. 19 , 180.  
 Cloteau. 3 , 197.  
 Cloué. 11 , 59.  
 Cobbaert. 13 , 554.  
 Cocagne. 5 , 49.  
 Coche. 13 , 581. 27 , 548.  
 Cochenet. 21 , 429.  
 Cochez. 25 , 470.  
 Cochin. 6 , 288.  
 Cocquerel. 4 , 322.  
 Coeffier. 14 , 359. 22 , 67.  
 Coesnon. 16 , 444.  
 Coffy. 3 , 459.  
 Cogels. 6 , 320.  
 Coglin. 18 , 355.  
 Cognac. 20 , 228.  
 Cognon ( *héritiers* ). 20 , 538.  
 Cohade. 25 , 135.  
 Cohanin. 22 , 143.  
 Coiffard. 6 , 66.  
 Coignard. 22 , 408.  
 Coignet. 17 , 460. 19 , 308.  
 Coinon. 28 , 367.  
 Coishin. 18 , 622.  
 Coissac. 2 , 119.  
 Col. 6 , 350.  
 Colard. 16 , 313.  
 Colasson. 9 , 185.



Colbot. 13, 6.  
 Colette. 8, 396. 13, 12.  
 Colin. 8, 487. 13, 972.  
 19, 629. 22, 92.  
 Colin (*héritiers*). 23, 269.  
 Colineau. 16, 107.  
 Colinet-Delrieu. 12, 361.  
 Colinet. 4, 643.  
 Collard. 11, 59.  
 Collard-Dutilleul. 1, 57.  
 Collas. 19, 277.  
 Colleau. 18, 4.  
 Collet. 22, 194.  
 Collet-Gardien. 30, 95.  
 Collet Saint-James (*créanciers*). 11, 168.  
 Collier. 31, 134.  
 Collignan. 4, 284.  
 Collignon. 10, 163.  
 Collin. 1, 571. 4, 358. 9, 628. 11, 206. 16, 489. 17, 707.  
 Collineau. 20, 434.  
 Collinet. 25, 253.  
 Collonge. 1, 516.  
 Collot. 3, 656.  
 Collyns. 11, 864.  
 Colmar (*cour*). 33, 172.  
 Colmar (*boulangers*). 33, 583.  
 Colomb-Piant. 21, 625.  
 Colombel. 23, 729.  
 Colombet. 4, 46. 9, 179.  
 Colombié. 12, 763. 24, 410.  
 Colomer. 27, 558.  
 Colonné. 1, 236.  
 Colson. 19, 717.  
 Colzon. 1, 618.  
 Combalusier. 20, 165.  
 Combe. 1, 281. 8, 14. 18, 842.  
 Combes. 28, 565. 32, 426.  
 Combray. 16, 528.  
 Combres (*commune*). 24, 418.  
 Combry. 2, 99.  
 Come. 11, 553.  
 Comès (*héritiers*). 20, 325.  
 Comet. 12, 696.  
 Comitès. 15, 331.  
 Commarmond. 14, 149.  
 Commerson. 9, 659.  
 Communau. 1, 3.  
 Commune. 14, 516.  
 Compère. 10, 471.  
 Compigny. 13, 290.  
 Compigny (*héritiers*). 21, 1.  
 Comynet (*héritiers*). 14, 205.  
 Conlé. 26, 25.  
 Conlé-sur-Iton. (*commune*). 33, 94.

Conigé. 6, 156.  
 Connan. 9, 589.  
 Connay. 13, 603.  
 Connellet. 17, 70.  
 Connezir. 24, 410.  
 Conort. 2, 230.  
 Conrad. 31, 494.  
 Conradt (*héritiers*). 18, 261.  
 Conscience. 1, 605. 28, 434.  
 Constant. 19, 61. 20, 397. 32, 176.  
 Constant (*héritiers*). 12, 291.  
 Constant (*syndics de la faillite*). 20, 576.  
 Constantin. 29, 148. 33, 222.  
 Constantini. 13, 1031.  
 Contades. 17, 373.  
 Contant de Lille. 1, 314.  
 Conte. 3, 570. 13, 927.  
 Conté. 33, 198.  
 Contencin. 15, 255.  
 Content. 12, 913.  
 Conti. 32, 395.  
 Contival. 20, 159.  
 Contrastin. 17, 557.  
 Contributions indirectes, ou droits réunis (*adm.*) 5, 475. 6, 521. 12, 337, 888. 13, 316, 895. 15, 101. 18, 103. 21, 133, 624. 26, 449. 29, 90, 125. 32, 315, 372. 33, 584.  
 Coolle (*commune*). 1, 194.  
 Coopman. 13, 403.  
 Copens. 14, 24.  
 Coppens. 6, 555.  
 Coppens et comp. 4, 23.  
 Coppinger (*héritiers*). 18, 368.  
 Coppins. 3, 86.  
 Coquard. 4, 168.  
 Coquelain. 12, 751.  
 Coquelin (*héritiers*). 9, 91.  
 Coquempot. 11, 1000.  
 Coquerille. 32, 346.  
 Coquoin. 27, 297.  
 Corbairieu (*commune*). 1, 365.  
 Corbeau. 3, 356.  
 Corberie. 1, 96.  
 Corbesier. 7, 169.  
 Corbier (*héritiers*). 24, 154.  
 Corbière. 10, 362.  
 Corbières. 7, 335.  
 Corbin. 1, 565. 2, 241. 4, 17.  
 Corbin (*veuve Barrois*). 8, 452.

Corbirier (*héritiers*). 124.  
 Corbisier. 10, 304.  
 Corblin. 18, 530.  
 Corelles (*habitants*). 86.  
 Cordelet. 26, 35. 33, 1.  
 Cordésier. 11, 603.  
 Cordier. 4, 160. 11, 27, 69, 347.  
 Cordonnier. 1, 484. 16, 688. 18, 19, 180.  
 Core. 7, 75.  
 Cormaranches (*commune*). 20, 513.  
 Cormesais. 33, 462.  
 Cormier. 12, 398. 264. 16, 40.  
 Cornet de Grez. 9.  
 Cornette (*héritiers*). 704.  
 Cornaton. 33, 115.  
 Corneau. 3, 583.  
 Cornesse. 13, 406.  
 Cornier. 10, 228. 26, 1.  
 Cornilleau. 5, 302.  
 Cornisset. 9, 65.  
 Cornisset-Després. 1.  
 Cornu. 12, 429. 20, 1.  
 Cornu de Balivière. 352.  
 Cornudet. 18, 279. 26, 1.  
 Corny. 6, 646.  
 Corot. 12, 189.  
 Corrad. 25, 216.  
 Corré. 6, 416.  
 Corrège. 7, 24.  
 Corroy. 8, 536.  
 Corse (*cour royale*). 594.  
 Corte. 15, 187.  
 Corté. 26, 421.  
 Cortez. 18, 266.  
 Corthaels. 8, 400.  
 Corvol. 11, 220.  
 Cosnefroy. 19, 427.  
 Cossie. 8, 664.  
 Coassin (*héritiers*). 33, 1.  
 Cosson. 4, 695. 20, 64, 388.  
 Coste. 2, 379. 11, 64, 817. 14, 40, 20. 5, 1.  
 Coste-Champeron. 11, 1.  
 Costé de Triquerville. 181. 14, 283.  
 Costedoat. 4, 279.  
 Costy. 5, 147.  
 Côte-d'Or (*assurance navire*). 8, 46.  
 Côte-d'Or (*préfet*). 5, 1.  
 Côtella. 11, 386. 14, 1.  
 Cotignon. 30, 306.  
 Cotillon. 30, 493.

- 1., 403. 12, 217.  
 15, 304. 33, 299.  
 24, 67. 28, 432.  
 19, 923.  
 13, 951.  
 20, 251.  
 11, 29.  
 20, 790.  
 13, 435.  
 5, 47. 21, 559.  
 33.  
 13, 717.  
 10, 546.  
 y (héritiers). 53,  
 ye. 2, 606.  
 (héritiers). 6, 331.  
 14, 61.  
 2, 484.  
 Delahaye. 33, 274.  
 22, 782.  
 7, 455.  
 2, 514.  
 30, 111.  
 12, 365. 20, 436.  
 2, 540. 4, 154.  
 349.  
 ame-Labarthé. 23,  
 2, 135. 28, 309.  
 dre. 28, 103.  
 ioboux. 16, 395.  
 8, 289.  
 rin. 4, 410.  
 agny. 18, 783.  
 pé. 13, 1024.  
 al. 7, 592.  
 al. 17, 255.  
 ard. 9, 286.  
 aux. 17, 169.  
 bé. 15, 691.  
 hon. 11, 152.  
 by. 19, 611. 22, 117.  
 cy. 33, 447.  
 ret. 4, 381.  
 nier. 22, 238.  
 nier. 30, 345.  
 ouble. 13, 1060.  
 ège. 20, 811. 18,  
 9.  
 rier français et Pi-  
 e. 30, 57.  
 euil. 18, 282.  
 rat. 13, 509.  
 rtelais. 16, 626.  
 rtier de commerce. 22,  
 52. 29, 223.  
 rtin, 6; 32.  
 rtois. 24, 675. 26, 514.  
 rville (héritier). 9, 2.  
 rvoisier. 3, 62.  
 usin de Méricourt. 6,  
 145. 29, 480.  
 Cousseau-de-Montreau. 2,  
 606.  
 Cousso. 24, 66.  
 Coutanceau. 5, 128.  
 Coutard. 27, 83.  
 Coutaud. 16, 885.  
 Couteau. 11, 676.  
 Couteron. 9, 487.  
 Coutin. 5, 123.  
 Coutte. 26, 91. 30, 513.  
 Couttelly. 1, 106.  
 Couttin. 18, 793.  
 Couturat (héritiers). 30,  
 208.  
 Couture. 9, 152.  
 Couturier. 7, 513. 12, 135.  
 24, 415. 28, 201. 32,  
 588.  
 Couzi-Fageolles. 12, 575.  
 Couzinier. 32, 311.  
 Cozan. 5, 78.  
 Cozette. 28, 294.  
 Crabé. 11, 1017.  
 Cramer. 9, 197.  
 Cramoisy. 3, 225.  
 Crattet. 3, 356.  
 Crave. 21, 131.  
 Cremer. 13, 439.  
 Cremieu. 4, 320.  
 Cremieux. 13, 262. 27,  
 39.  
 Crény. 23, 65.  
 Crépain. 13, 302.  
 Crépi. 4, 608.  
 Crépit. 15, 451.  
 Crepy. 12, 984.  
 Crêpy. 13, 717.  
 Créqui. 13, 451.  
 Créquy. 3, 288.  
 Crespin. 1, 241. 22, 577.  
 27, 263.  
 Cressard. 11, 652.  
 Crétin. 2, 92. 11, 617. 18,  
 83. 19, 288.  
 Cretté. 13, 290. 22, 651.  
 Creuse. 23, 478.  
 Creuziat. 15, 550.  
 Crève-Cœur. 7, 18.  
 Crew. 21, 36.  
 Crewe. 19, 568.  
 Crignon - Desmonté. 18,  
 687.  
 Crillon (héritiers). 3, 634.  
 Crisson. 18, 192.  
 Cristinacce. 24, 46.  
 Croce. 8, 407.  
 Croeser. 4, 165.  
 Croiset. 30, 232.  
 Croiset. 31, 522.  
 Croisier. 11, 707.  
 Croismare. 31, 419.  
 Crolbois. 10, 441.  
 Crosa. 10, 299. 19, 269.  
 Crosmarie. 17, 539.  
 Crosnier. 1, 28. 16, 254.  
 Crotat. 19, 187.  
 Crotteux. 12, 355.  
 Croullebois. 22, 521.  
 Crouzat. 14, 374.  
 Crouzeilles. 7, 322.  
 Crouzet. 13, 626. 18, 638.  
 28, 105.  
 Croy. 18, 46. 26, 529.  
 Croy-Chanel. 16, 276. 23,  
 513. 29, 308. 32, 61.  
 Crozat. 28, 220.  
 Crozier. 28, 63.  
 Crucy. 23, 262, 266. 31,  
 530.  
 Crudy. 18, 115. 30, 363.  
 Crugnot (héritiers). 3,  
 394.  
 Crunet. 12, 98.  
 Cruppevolle. 13, 255.  
 Crusillat. 16, 483.  
 Crusius. 7, 274.  
 Crust. 11, 912.  
 Cryel. 23, 34.  
 Cubesnot-Monpesat. 28,  
 155.  
 Cuel. 10, 64.  
 Cuesne. 4, 261.  
 Cuges (commune). 6,  
 509.  
 Cuinet. 7, 127.  
 Cuisenier. 2, 76.  
 Cuit. 33, 85.  
 Culhat. 6, 134.  
 Cuncy-les-Varzy (com-  
 mune). 25, 32.  
 Cuneo, 2, 383.  
 Curcy (maire). 16, 220.  
 Curières. 4, 468.  
 Curnier. 31, 88.  
 Curti. 31, 137.  
 Curtyl. 24, 572.  
 Cusset (héritiers). 3, 519.  
 Custine. 1, 212.  
 Cuvelier. 6, 449. 13, 1077.  
 Cuvier (héritiers). 9, 92.  
 Cyresme. 24, 229.  
  
 D.  
 Dabadie. 13, 675. 14, 26.  
 16, 202.  
 Dabernad. 7, 258.  
 Dabos. 12, 91.  
 Dacosta. 11, 750.  
 Dadey. 22, 881.  
 Daems. 2, 49.  
 Dagobert - Gyssendorffer.  
 8, 199.  
 Daguerre (héritiers). 20,  
 182.  
 Daguet. 26, 497.  
 Daguilard. 8, 624.

- Daguillard. 9, 622. 10, 602.  
 Daguin. 24, 527.  
 Daidé. 8, 128.  
 Daignet. 10, 761.  
 Daigoux. 4, 318.  
 Daigremont. 21, 668.  
 Daigremont-Desmarcs. 11, 188.  
 Daiguebelle. 6, 108.  
 Daillant. 31, 42.  
 Daillet. 23, 660.  
 Dailly. 13, 269. 20, 225.  
 Daire. 20, 639.  
 Daisson. 3, 614.  
 Dalau. 2, 362.  
 Dalban (*héritiers*). 1, 155.  
 Dalbertas. 14, 608.  
 Dalbey. 11, 392.  
 Dalbia. 2, 257.  
 Dalens. 24, 603.  
 Dalheu. 5, 327.  
 Daliphard. 17, 489.  
 Dallac. 5, 126.  
 Dallard. 8, 450.  
 Dallarde. 15, 316.  
 Dallemagne. 22, 169.  
 Dallest. 18, 888.  
 Dallier. 8, 363.  
 Dalmbert. 13, 710.  
 Dalouzet. 15, 641.  
 Daloz. 23, 211.  
 Damaison. 20, 471.  
 Damas. 19, 717.  
 Dambremé. 4, 590.  
 Dambry. 12, 944.  
 Damemme. 31, 580.  
 Damichon. 23, 269.  
 Damien. 20, 14, 740.  
 Damiens. 23, 574.  
 Damieu de Beaufort. 25, 355.  
 Damotte. 28, 44.  
 Damour. 16, 156. 27, 209.  
 Dampenne. 18, 4, 459.  
 Dancette. 10, 189.  
 Dancourt. 22, 736.  
 Dancourts. 17, 495.  
 Dandigné. 18, 207.  
 Dandlaw. 18, 470.  
 Dandin. 3, 142.  
 Dandois. 13, 675.  
 D'André Mathis. 22, 150.  
 Dardurain. 11, 612.  
 Danesi. 13, 122.  
 Danesy. 10, 299.  
 Danger. 11, 117.  
 Dangers. 6, 229.  
 Dangeville. 20, 513.  
 Danglemont. 20, 20.  
 Danhieux. 13, 339.  
 Daniel. 7, 280. 17, 70.  
 Daniel Heitz. 21, 358.  
 Daniel Maury. 17, 626.  
 Danneville. 2, 418.  
 Danoot. 7, 597.  
 Dannoot et comp. 11, 202.  
 Dansault. 32, 415.  
 Danthoine. 21, 233.  
 Dantour. 22, 506.  
 Daoust. 8, 603.  
 Dapassano. 11, 781.  
 Daptot. 19, 686.  
 Darbois. 8, 141.  
 Darbon. 31, 279.  
 Darbousse. 30, 333.  
 Darçon. 29, 105.  
 Dardailhion. 28, 439.  
 Dardaine. 11, 1024.  
 Dardel. 5, 1.  
 Dardelin. 21, 598.  
 Dardenne. 4, 587. 27, 281. 32, 16.  
 Dardennes. 21, 236.  
 Darecount. 9, 562.  
 Darfeuil. 2, 624.  
 Darius. 1, 590.  
 Darmay. 29, 225.  
 Darmenton. 4, 674.  
 Darmenté. 23, 24.  
 Darmentier. 4, 70.  
 Darmond. 11, 857.  
 Darnaing. 14, 248.  
 Darnat. 5, 246.  
 Darnaud. 32, 45.  
 Darnaudat (*héritiers*). 28, 388.  
 Darnis. 15, 445.  
 Darodes. 18, 791.  
 Darolle. 28, 449.  
 Darou. 11, 760. 15, 313.  
 Daroux. 24, 584.  
 Darquiah. 26, 81.  
 Darracq. 10, 522.  
 Darras. 10, 289. 19, 897.  
 Darrigrand. 26, 365.  
 Darry. 9, 624.  
 Dartarac. 24, 66.  
 Dartis. 15, 659.  
 Darthel. 10, 531.  
 Dasies. 19, 849.  
 Dasnières. 8, 610. 17, 314.  
 Dasseville. 12, 11.  
 Dasson. 3, 331.  
 Dassonville. 7, 296.  
 Dassonvillez. 29, 391.  
 Daubanès. 25, 524.  
 Daubigny. 23, 616.  
 Daubisse. 13, 617.  
 Daubusson. 33, 351.  
 Daubusson (*héritiers*). 22, 904.  
 Daubrebis. 14, 243.  
 Daubrée. 10, 49.  
 Dauchez-Hemard. 21, 53.  
 Daucourt (*héritiers*). 4, 163.  
 Daudet. 21, 345.  
 Daudrez. 6, 128.  
 Dauge. 15, 271.  
 Daugny. 33, 70.  
 Daujean. 26, 445.  
 Daumas-Dupin. 17.  
 Daumazon. 22, 81.  
 Daumont. 15, 349.  
 Daunas. 20, 176.  
 Dauphin. 7, 244.  
 Dauphinot. 21, 63.  
 Daure. 27, 119.  
 Daurian. 10, 388.  
 Daussy. 2, 595. 14, 25, 208 *bis*.  
 Dauvergne. 3, 286. 2.  
 Dauthin. 22, 43.  
 Daveluy. 9, 72.  
 Daveluy (*créancier*). 238.  
 Davesne. 29, 46.  
 Davet. 20, 301.  
 Daviac. 29, 551.  
 David. 19, 875. 24, 25, 159.  
 David (*héritiers*). 24, 368.  
 Davidson. 1, 464.  
 Davignon. 2, 147.  
 Davillé. 23, 175.  
 Davin. 31, 113.  
 Daviot. 21, 712.  
 Davonneau. 11, 507.  
 Davost. 10, 557.  
 Davoust. 13, 44.  
 Davranche. 21, 448.  
 Davrilly. 3, 502. 6, 2.  
 Dax (*hospice*). 4, 2.  
 Daydé. 2, 14.  
 Dayme. 22, 327.  
 Dayreux. 15, 602.  
 Daziano. 10, 157.  
 Dazin-Delmotte (*syn*). 25, 326.  
 Dea. 21, 635.  
 Debacker. 11, 273. 3.  
 Debaïse. 12, 749.  
 Debaize. 18, 66.  
 Debanne. 20, 378.  
 Debar. 7, 587.  
 Debarge. 2, 53.  
 Debars. 15, 271.  
 Debay. 8, 349.  
 Debierre. 28, 555.  
 Debio. 9, 229.  
 Debize. 23, 505.  
 Deboileau. 7, 434.  
 Deblée. 29, 377.  
 Deblis. 8, 248.  
 Debon (*héritiers*). 8, 256.  
 Debonnaire (*héritiers*). 256.  
 Debosque. 20, 703. 146.  
 Debouis. 32, 48.

mères. 11, 1018.  
 quier. 16, 588.  
 . 11, 1020.  
 dt. 17, 281.  
 et comp. 12, 424.  
 Walfresne. 13, 165.  
 (héritiers). 33, 38.  
 . 19, 78.  
 ackoven. 4, 672.  
 . 5, 223.  
 yn. 13, 103.  
 yne. 8, 282.  
 . 1, 256.  
 op. 29, 61.  
 bray. 18, 642.  
 p. 12, 596.  
 . 28, 352.  
 li. 12, 333.  
 rière. 16, 588. 24,  
 .  
 Decas. 11, 321.  
 me. 12, 487.  
 amont. 11, 652.  
 zelles. 7, 587.  
 rytener. 3, 338.  
 rcq. 12, 339.  
 se. 3, 628.  
 k. 4, 10.  
 inck. 9, 472.  
 t (héritiers). 3, 606.  
 ugnv. 2, 103.  
 rs. 15, 386.  
 ust (héritiers). 10,  
 .  
 ps. 18, 564.  
 os. 29, 377.  
 ant. 7, 246.  
 rtil. 2, 120.  
 on. 22, 495.  
 e. 10, 781.  
 que. 8, 484.  
 in. 4, 216.  
 re. 18, 248.  
 x. 21, 428.  
 y. 17, 60.  
 rnex. 10, 580.  
 od. 2, 54.  
 ndre. 14, 602.  
 rs. 14, 26.  
 renne. 10, 689.  
 se. 13, 406.  
 ance. 2, 93. 7, 106.  
 ançois. 29, 49.  
 égals. 22, 60.  
 ondat. 26, 321.  
 ye. 31, 495.  
 illez. 6, 519.  
 rron. 14, 334.  
 . 17, 470. 22, 340.  
 onnani. 10, 347.  
 arges. 12, 572.  
 ens. 10, 101.  
 imes. 11, 666.  
 es. 14, 137.

Degosse. 9, 421.  
 Degouvers. 15, 741.  
 Degouville. 1, 321.  
 Degrady. 7, 489.  
 Degrave. 4, 307.  
 Dégumin. 3, 58.  
 Dehaen. 8, 435.  
 Dehault. 26, 289.  
 Dehay. 21, 606.  
 Dehennot. 33, 289.  
 Dehoey (héritiers). 32,  
 91.  
 Dehons. 10, 759.  
 Deichtal. 24, 568.  
 Deidié. 25, 42.  
 Dejames. 26, 209.  
 Dejarnax. 29, 5.  
 Dejean. 7, 563. 11, 289.  
 25, 310. 27, 529.  
 Dekepper. 10, 640.  
 Dekeukelare. 9, 256.  
 Dekuiper. 9, 222.  
 Delaage. 3, 425.  
 Delabarbe. 5, 54.  
 De la Barietta. 20, 313.  
 Delabarthe. 30, 97.  
 Delaboessieres. 26, 285.  
 Delabrousse. 18, 502.  
 Delachal. 1, 506.  
 Delachalumelle. 29, 188.  
 Delachie. 3, 165.  
 Delacoste. 20, 707.  
 Delacôte. 17, 169.  
 Delacour. 16, 327. 18, 405.  
 Delacour (cohéritiers). 15,  
 469.  
 Delacroix. 11, 543.  
 Deladreue. 13, 546.  
 Delafaille. 7, 377.  
 Delafonchardière. 22, 454.  
 Delafont. 9, 352. 23, 230.  
 Delaforge. 16, 179.  
 Delaforge (héritiers et lé-  
 gataires). 13, 485.  
 Delafosse. 13, 317. 29, 330.  
 Delagarde. 5, 187.  
 Delage. 23, 551.  
 Delagrange. 1, 455. 24, 67.  
 Delagrue. 4, 661.  
 Delahaie. 21, 33. 33, 453.  
 Delahault-Chatenay. 27,  
 359.  
 Delahaye. 4, 345. 6, 350.  
 10, 762. 19, 470, 696.  
 25, 488. 30, 309. 32,  
 233, 435. 33, 580.  
 Delahaye-Delalande. 28,  
 164.  
 Delahoussaye. 23, 199.  
 Delair. 13, 1046.  
 Delaitre. 1, 469.  
 Delaizette. 2, 134.  
 Delaizire. 18, 150.  
 Delalande. 32, 336.

Delalieu. 13, 679.  
 Delaloge. 17, 591.  
 Delamaillardières. 27, 813.  
 Delamarche. 16, 737. 18,  
 94.  
 Delamarre. 2, 56, 8, 332.  
 9, 365. 20, 150. 24, 589.  
 23, 547. 28, 328. 32,  
 122, 233. 33, 250, 432.  
 Delamaze. 31, 215.  
 Delambre. 13, 751.  
 Delamoignon. 10, 42.  
 Delamothe. 5, 424. 33, 30.  
 Delamotte. 22, 241. 26,  
 518.  
 Delangle. 20, 722.  
 Delannoy. 2, 396.  
 Delanoé. 27, 268.  
 Delanoue. 12, 577. 20, 391.  
 Delapierre. 13, 364.  
 Delaplace. 1, 167. 12, 462.  
 Delaporte. 2, 105. 13, 564.  
 16, 338.  
 Delaporte (syndics). 27,  
 449.  
 Delaqueille. 16, 236.  
 Delard. 14, 3.  
 Delarne. 33, 584.  
 Delaroque. 20, 120. 22,  
 454.  
 Delarose. 14, 569.  
 Delarue. 3, 263, 264. 13,  
 961, 965. 17, 578. 21,  
 524. 22, 37. 25, 339.  
 Delasalle. 6, 449.  
 Delassaigne. 30, 157.  
 Delatinne. 2, 308.  
 Delatour. 10, 42.  
 Delatour Saint-Igest. 7,  
 178.  
 Delatre. 14, 349.  
 Delatte. 11, 539.  
 Delattre. 17, 633.  
 Delattre (héritiers). 18,  
 271.  
 Delauge. 10, 464.  
 Delaulle. 13, 171.  
 Delaunay. 1, 202. 3, 335.  
 12, 191. 13, 1038. 18,  
 697. 21, 524. 24, 643.  
 30, 95, 529. 31, 259. 33,  
 249.  
 Delaune. 9, 92.  
 Delaunoy. 22, 810.  
 Delaval. 12, 642. 18, 891.  
 Delavallé. 9, 381.  
 Delavaquerie. 4, 303.  
 Delavault. 4, 235.  
 Delaveau. 20, 303. 26, 415,  
 419.  
 Delavergne (héritiers).  
 20, 557.  
 Delavie. 24, 421.  
 Delavigne. 9, 733. 16, 338.

- Delavillemeneust. 23, 65.  
 Delavit. 32, 68.  
 Delayrolles. 19, 810.  
 Delbauf. 10, 122.  
 Delbeck. 31, 311.  
 Delbreilh. 28, 397.  
 Delcourt. 1, 308. 9, 403.  
 12, 556.  
 Delcourt ( *héritiers* ). 33, 464.  
 Delcroix. 5, 401.  
 Delcros. 17, 609.  
 Delebecque. 11, 462.  
 Délécluze ( *héritiers* ). 9, 190.  
 Delelée-Desloges. 32, 206.  
 Delelis. 11, 629.  
 Delépine. 7, 591.  
 Delescailles. 4, 210. 11, 170.  
 Delestra. 22, 237.  
 Delestre. 16, 609.  
 Delesvaud. 30, 550.  
 Delétang. 12, 1016.  
 Deleuil. 15, 346.  
 Deleuze. 13, 175. 17, 733.  
 Delfino. 13, 280.  
 Delhayé. 21, 337.  
 Delhem. 9, 514.  
 Delhon. 9, 644.  
 Deligny. 16, 299.  
 Delimal. 16, 53.  
 Delimoningh. 1, 520.  
 Delion. 2, 332.  
 Delisle. 9, 406. 18, 892.  
 Delius. 25, 465.  
 Delivre. 19, 962.  
 Delmarles ( *créanciers* ). 11, 397.  
 Delmas. 3, 489. 4, 148.  
 Delmas-Grossin. 23, 338.  
 Delnaye. 22, 629.  
 Deloche. 15, 635.  
 Deloigne. 25, 123.  
 Deloisse. 13, 679.  
 Delon. 6, 4. 10, 659. 11, 233.  
 Delondre. 29, 52.  
 Delondres. 29, 160.  
 Delone. 6, 203.  
 Deloppez. 11, 456.  
 Delor. 4, 225.  
 Delorme. 3, 590. 12, 687.  
 727. 15, 239. 19, 913.  
 23, 389, 608. 33, 555.  
 Delorne. 27, 401.  
 Delort. 8, 176. 18, 813.  
 29, 561.  
 Delouche ( *héritiers* ). 18, 800.  
 Delours. 28, 118. 31, 503.  
 Delpech. 18, 360. 19, 892.  
 26, 161.  
 Delpêche. 29, 335.  
 Delperrié. 52, 501.  
 Delpoux. 20, 207.  
 Delporte. 10, 428.  
 Delprato. 12, 332.  
 Delpy. 10, 262. 11, 795.  
 Delrieu. 17, 480. 21, 143.  
 Delrieu ( *héritiers* ). 10, 783.  
 Delsant. 3, 485.  
 Delsart. 4, 573.  
 Delsaux ( *héritiers* ). 18, 552.  
 Delsol. 7, 606.  
 Delu. 4, 126.  
 Delucchi. 12, 591.  
 Delunel. 12, 969. 23, 141.  
 33, 204.  
 Delvaille. 4, 576. 5, 370.  
 16, 37.  
 Delvaux. 12, 266.  
 Delveaux. 20, 627.  
 Delvigne. 8, 89. 11, 54.  
 Delzeuze. 13, 690.  
 Demaffey. 21, 7.  
 Demailly. 2, 592.  
 Deman. 16, 87.  
 Demandolx. 1, 196.  
 Demange. 3, 180.  
 Demangeon. 17, 245.  
 Demangeot. 19, 657.  
 Demametz. 22, 560.  
 Demarchais. 30, 97.  
 Demarez. 15, 117.  
 Demary. 16, 158. 29, 439.  
 Demases. 10, 266.  
 Demaulmont. 21, 420.  
 Demay. 17, 591.  
 Demazery. 11, 927.  
 Demblon. 12, 559.  
 Dème. 2, 86.  
 Demeaux. 8, 623. 9, 205.  
 19, 802.  
 Demersan. 20, 540.  
 Demeuse. 14, 1.  
 Demiddeleer. 7, 341.  
 Demilly. 16, 92.  
 Demire. 15, 376.  
 Demolen. 11, 535.  
 Demolière. 19, 327.  
 Demolon. 23, 664.  
 Demonchy. 26, 506.  
 Demontsavoie. 17, 49.  
 Demoor. 8, 562.  
 Demoor ( *héritiers* ). 8, 232.  
 Demorge. 3, 463.  
 Demori. 31, 145.  
 Demourgen ( *héritiers* ). 14, 135.  
 Demptos. 11, 162. 19, 939.  
 Denat. 11, 215.  
 Denaguet. 7, 209.  
 Denays. 12, 716.  
 Deneuville. 23, 712.  
 Denevers. 13, 801.  
 Denis. 2, 543. 81, 1.  
 Deniset. 6, 246. 12, 1.  
 Benoker. 12, 536.  
 Denokere. 8, 282.  
 Denorth. 3, 401.  
 Denouvilliers. 6, 1.  
 Dentaud. 1, 525.  
 Dentu. 13, 633.  
 Déodati. 7, 97.  
 Déona. 2, 160.  
 Depaepe. 12, 206.  
 Depeauw. 11, 381.  
 Dephelines. 23, 91.  
 Depienne. 5, 223.  
 Depierre. 2, 94.  
 Dépinay - Saint-E. 497.  
 Depinois. 11, 417.  
 Depitre. 1, 158.  
 Deploëne. 1, 140.  
 Depras. 19, 598.  
 Despreaux. 30, 178.  
 Depreseau. 23, 445.  
 Dequen. 13, 21.  
 Dequeux. 19, 589.  
 Deraedt. 8, 143.  
 Derasse. 13, 27.  
 Dergère. 15, 371.  
 Derhey-makers. 7, 5.  
 Derieux. 4, 494.  
 Derigny. 15, 635.  
 Deriot. 9, 597.  
 Derivaux. 33, 373.  
 Derivière. 32, 20.  
 Derlacades. 11, 124.  
 Dermoncourt. 29, 30.  
 Derne. 32, 483.  
 Dernois. 7, 285.  
 Deroche. 28, 109.  
 Deroi Powis. 16, 87.  
 Deroncy. 4, 216.  
 Derosne. 2, 113. 18, 1.  
 Derossi. 13, 7.  
 Derrien. 26, 285.  
 Derudder. 16, 273.  
 Derval. 28, 493.  
 Dervillers. 3, 394.  
 Dervin. 13, 2.  
 Desaignes - Desales. 737.  
 Desans. 18, 313.  
 Desarbres. 26, 5.  
 Desars. 31, 524.  
 Desbans. 32, 569.  
 Desbiez. 15, 501.  
 Desblancs. 19, 332.  
 Desbordes. 27, 461.  
 Desbrosses. 24, 394.  
 20.  
 Desbrulis. 29, 402.  
 Desbuissons. 20, 368.  
 Descalles. 11, 818.  
 Descamps. 2, 398. 3, 5, 345. 11, 323.



- aux. 10, 437.  
 18, 627.  
 ps. 17, 393. 20,  
 22, 302, 867. 23,  
 5, 127. 26, 5. 33,  
 ardere. 7, 384.  
 et. 11, 971.  
 ix. 12, 923.  
 s. 11, 973.  
 uilles (créanciers).  
 25.  
 pais. 6, 265.  
 drès. 18, 542.  
 es. 13, 108. 19, 679.  
 ant. 1, 440.  
 ard. 9, 442.  
 re. 33, 200.  
 ix. 30, 285.  
 taines. 3, 39.  
 ge. 2, 303.  
 ges. 28, 76.  
 rs de Maisonforte.  
 129.  
 ncs. 24, 304.  
 rdes. 30, 456.  
 rdins. 23, 242.  
 rets. 10, 583.  
 rses. 1, 415.  
 orts. 11, 429.  
 rais. 2, 483. 3, 369.  
 raviers. 24, 93. 29,  
 1.  
 nez. 15, 369.  
 aies. 3, 52. 4, 41, 485.  
 9, 443.  
 ayes. 19, 452. 29,  
 8.  
 enrys. 9, 746.  
 ommais. 1, 297.  
 oulières. 19, 202.  
 r. 33, 260.  
 rée. 21, 639.  
 ard. 11, 364.  
 snards. 18, 459.  
 ix. 12, 559.  
 ardin. 3, 225.  
 ardens. 21, 766. 25,  
 17.  
 robert. 19, 78.  
 andes. 4, 617. 20, 239.  
 andes-Combettes. 12,  
 03.  
 igny. 30, 208.  
 logé. 9, 347.  
 loges. 20, 68.  
 bovère. 11, 466.  
 malles. 20, 397.  
 amares. 22, 241.  
 amaret. 23, 41.  
 amarets. 4, 49.  
 amarets (créanciers). 4,  
 127.  
 amarquetes. 20, 234.  
 Desmet. 9, 462. 12, 228,  
 287.  
 Desmet (héritiers). 9, 17.  
 Desmichel. 22, 782.  
 Desminières. 5, 286.  
 Desmolin. 20, 211.  
 Desmolins. 33, 329.  
 Desmont-Vuillemet. 21,  
 747.  
 Desmorandais. 10, 642.  
 Desmousseaux. 4, 69.  
 Desneux. 7, 415.  
 Desnos. 9, 308.  
 Desnoyers. 15, 417. 27,  
 395. 30, 63.  
 Desorgues. 7, 61.  
 Desormeaux. 2, 406. 30,  
 119.  
 Desouter. 7, 460.  
 Despagnac. 11, 292.  
 Despagnat. 22, 877.  
 Despalime. 10, 795.  
 Despeaux. 11, 223.  
 Despêche. 14, 17.  
 Desperiers. 7, 233. 23, 471.  
 Despeyroux. 3, 138.  
 Despiard. 26, 401.  
 Despilly. 10, 723.  
 Despinay. 16, 322.  
 Despinay St.-Luc. 28, 495.  
 Despinoy. 5, 97.  
 Desplanques. 19, 835. 32,  
 423, 485.  
 Desplasse. 12, 570.  
 Desplechin. 32, 514.  
 Desportes. 17, 515.  
 Despré. 2, 264. 3, 51.  
 Despré-Eglée. 33, 263.  
 Despréaux. 31, 160.  
 Despret. 17, 205.  
 Desprez. 3, 350. 31, 580.  
 Desquervois. 3, 511.  
 Desquiron. 17, 645.  
 Desrains. 2, 105.  
 Desrives. 5, 342.  
 Desrivieres. 9, 150.  
 Desroches. 7, 453.  
 Desrousseaux. 32, 453.  
 Desrozier. 11, 125.  
 Desruelles. 4, 490.  
 Dess. 17, 247.  
 Dessales. 1, 128.  
 Dessans. 9, 112.  
 Dessaux. 17, 489.  
 Dessauze. 19, 93.  
 Dessommes. 19, 808.  
 Dessous-Lalande. 11, 307.  
 Dessoyer (héritiers). 12,  
 15.  
 Destable. 31, 565.  
 Destaing. 5, 7. 10, 699. 15,  
 443. 19, 185.  
 Destanque. 11, 913.  
 Destaunes. 32, 569.  
 Desterme. 18, 266.  
 Destières. 11, 170.  
 Destillières. 11, 523. 13,  
 522.  
 Destin. 4, 612.  
 Destockem. 10, 425.  
 Destouches. 2, 490.  
 Destouet-Duchemin (hé-  
 riers). 23, 372.  
 Destrées. 28, 424.  
 Destrem. 11, 177.  
 Destrez. 7, 308.  
 Destriaux. 24, 577.  
 Desurmout. 27, 449.  
 Desvallières. 28, 143.  
 Desvareilles. 12, 429.  
 Desvault. 31, 449.  
 Desvé. 3, 653.  
 Desvignes. 4, 557.  
 Détailleur. 3, 328.  
 Detenre. 15, 631.  
 Dethel. 2, 497.  
 Dethiennes. 11, 790.  
 Detienne. 13, 159.  
 Detongre. 9, 663.  
 Detour. 1, 243.  
 Detoy. 9, 4.  
 Détré. 31, 82.  
 Detwilliers. 15, 278.  
 Deuel. 17, 253.  
 Deumier. 13, 197.  
 Deurweorder. 13, 126.  
 Deval. 12, 491.  
 Devalicourt. 11, 339.  
 Devalles. 6, 288.  
 Devalois. 11, 979. 19, 26.  
 23, 773.  
 Devanceux. 1, 166.  
 Devant. 24, 428.  
 Devauchelles. 18, 179.  
 Devaux. 13, 472.  
 Dévaux. 20, 531.  
 Devaux-Angot. 30, 95.  
 Deveaux. 2, 487.  
 Deveize. 18, 264.  
 Deverel. 31, 74.  
 Devérité. 16, 571.  
 Devernet. 13, 845.  
 Devers. 11, 974.  
 Devesvres. 23, 165.  
 Devieux. 4, 8.  
 Devigny. 14, 286.  
 Devillère. 19, 579. 27,  
 297.  
 Devillers. 5, 41.  
 Devilliers. 16, 428. 30,  
 124.  
 Devilt. 4, 657.  
 Devin. 23, 211.  
 Dewinck. 3, 401.  
 Devink. 1, 480.  
 Devins. 33, 159.  
 Devis. 28, 232.  
 Devitz. 9, 52.

- Devoisin. 33, 439.  
 Devos. 8, 235.  
 Devos-Bauwens. 11, 327.  
 Devouges. 15, 67.  
 Devowand-Steenwyt. 4, 657.  
 Devoyon-Dubuisson. 21, 82.  
 Devroede. 10, 426. 11, 568.  
 Devullaine (*héritiers*). 21, 755.  
 Dewailly. 1, 566.  
 Dewandre. 11, 991.  
 Dewegher. 8, 397.  
 Devinck. 17, 532, 536.  
 Dewischer-Celles. 4, 672.  
 Dewynter. 10, 640.  
 Deydier. 4, 352.  
 Deyner. 9, 276.  
 Dez (*héritiers*). 10, 237.  
 Dezasars. 30, 406.  
 Dezaugré. 9, 546.  
 Dhamerogen. 9, 149.  
 D'hérier. 6, 158.  
 D'hericy. 13, 751.  
 D'hont (*héritiers*). 20, 500.  
 Dhubert. 6, 551.  
 Dhuc. 31, 503.  
 Dick. 15, 493.  
 Dicop. 33, 67.  
 Didot. 3, 482.  
 Diebold. 19, 200.  
 Diégo-Dithmer. 7, 93.  
 Diehl. 19, 741.  
 Dieppe (*huissiers*). 8, 192.  
 Dieres. 20, 242.  
 Diertkerck-Weerde. 25, 350.  
 Dietz. (*héritiers*). 22, 84.  
 Dieu. 4, 322. 16, 702.  
 Dieudonné. 17, 150.  
 Diffis. 13, 899.  
 Digand. 12, 307.  
 Diharce. 17, 190.  
 Dijon. 1, 66.  
 Dijon (*ville*). 19, 928.  
 Dillemany. 17, 14.  
 Dilor. 15, 214.  
 Diochet. 1, 579.  
 Diodati. 19, 256.  
 Diosi. 22, 319.  
 Di Pietro. 12, 35.  
 Discaert. 12, 339.  
 Dittmer. 11, 185.  
 Divrande. 33, 555.  
 Dobilly. 17, 334.  
 Dobremelle. 32, 344.  
 Doche - Laquintaine. 18, 328.  
 Dockes. 17, 692.  
 Dodé. 30, 145.  
 Dodié. 26, 14.  
 Dodin. 10, 463.  
 Dodino. 10, 666.  
 Dodon. 10, 589.  
 Doesnel de la Morie. 21, 121.  
 Doguin et comp. 24, 540.  
 Doillot. 18, 27.  
 Doisneau. 10, 398.  
 Dol. 13, 374.  
 Dolen. 10, 432.  
 Dolfus. 13, 204. 23, 31. 32, 561.  
 Domalin. 11, 173.  
 Dombay. 19, 424.  
 Domblans (*commune de*). 2, 393.  
 Dôme (*marguilliers de la paroisse*). 11, 651.  
 Domecq. 23, 317.  
 Domergue. 33, 442.  
 Domler. 9, 440.  
 Dommangeville. 8, 443.  
 Dommartin. 26, 206.  
 Dommesque. 33, 46.  
 Dompierre. 9, 365.  
 Domy. 8, 697.  
 Doueux. 1, 234.  
 Donge. 15, 543.  
 Donis. 6, 433.  
 Donker. 14, 339.  
 Donnet. 21, 272. 23, 104.  
 Donnetteau. 6, 220.  
 Dorat. 27, 309.  
 Dorcy. 8, 306.  
 Doré. 3, 388. 19, 707. 21, 455. 31, 67.  
 Doria. 14, 602.  
 Dorimond. 10, 825.  
 Dorlin. 16, 801.  
 Dormer. 12, 207. 15, 78.  
 Dorneau. 4, 184.  
 Dosfant. 30, 295.  
 Dosnon. 13, 157.  
 Dosque. 27, 289.  
 Dossat. 25, 475.  
 Dossman. 13, 529.  
 Dosseville. 19, 977.  
 Dotezac. 20, 505. 26, 541. 33, 330.  
 Douanes (*administration, régie ou direction*). 1, 60, 240, 344, 363, 373, 399, 401, 427, 444, 464. 2, 21, 23, 44, 49, 302, 411, 501, 629. 3, 120, 233, 446, 555. 4, 123, 183, 204, 490. 5, 131, 137, 140, 163, 209, 435. 8, 535. 16, 664. 19, 327, 948. 22, 271. 24, 574, 582. 26, 321. 28, 297, 457. 31, 460.  
 Douanld. 3, 129.  
 Double. 8, 70.  
 Doucet. 10, 527.  
 Douceur. 22, 501.  
 Doudet. 27, 180.  
 Douesnel. 14, 61.  
 Donge. 17, 427. 24, 540.  
 Douhault (*prétendu quise*). 8, 306.  
 Douhaut (*prétendu ve*). 2, 613.  
 Douhet. 14, 245.  
 Doucet (*Légataire*). 518.  
 Doumax. 32, 247.  
 Doumerc. 3, 129. 21, 455.  
 Dourdan (*administrateurs de l'hospice*). 373.  
 Doutre. 11, 788.  
 Doutreleau. 4, 654.  
 Doux. 22, 883.  
 Douzet. 22, 386.  
 Doyen. 2, 324. 15, 30, 86. 32, 399.  
 Draguignan (*mairie*). 104.  
 Drault. 26, 287.  
 Drée. 29, 152.  
 Dreux de Brézé. 27, 152.  
 Dreyfuss. 17, 152.  
 Driancourt. 1, 78. 3, 4, 140.  
 Driessen. 13, 400.  
 Drieu. 31, 972.  
 Drilhon. 4, 101.  
 Drion. 12, 616. 30, 2.  
 Drion-Zoude. 6, 2.  
 Drosbèque. 11, 268.  
 Droissart. 41, 245.  
 Dromard. 2, 618.  
 Dronguet. 27, 353.  
 Drouault. 30, 279.  
 Drouet. 1, 375. 18, 81.  
 Drouhin. 22, 81.  
 Drouin (*héritiers*). 5.  
 Drouin de Saint-Léger. 143.  
 Droulin. 1, 338.  
 Droullin de Menil (*héritiers*). 19, 7.  
 Druebert. 25, 509.  
 Duban. 24, 35.  
 Dubant. 4, 83.  
 Dubarle. 32, 213.  
 Dubarry. 2, 150, 159. 91.  
 Dubellai. 7, 434.  
 Dubernard. 632, 146.  
 Dubergier. 17, 563.  
 Dubernet. 12, 754.  
 Dubiez. 6, 193.  
 Dubignon. 17, 578.  
 Dublan de Lahet. 29, 2.

- 6, 494.  
 3, 490.  
 3, 206. 5, 491.  
 7, 377. 8, 21. 9,  
 0. 66, 634. 11,  
 29. 14, 490. 19,  
 33. 21, 509. 22,  
 1, 34.  
 (*créanciers*). 7,  
 (*faillite*). 16, 767.  
 anias (*héritiers*).  
 Beauplan. 22, 106.  
 le Courval. 3, 45.  
 Tesselin. 15, 21.  
 0, 216.  
 13, 449. 20, 557.  
 80.  
 ge. 31, 143.  
 14, 336.  
 bet. 28, 63.  
 11, 48. 15, 180.  
 4, 565.  
 27, 237. 30, 22.  
 9, 613.  
 11. 24, 1.  
 y. 22, 700.  
 et comp. 11, 267.  
 1. 10, 759.  
 2, 300.  
 7, 555.  
 ion. 9, 265. 30, 63.  
 q. 12, 584.  
 1, 419.  
 137.  
 1, 268. 13, 329.  
 54. 32, 52.  
 1. 18, 783.  
 roy, 3, 541.  
 la. 13, 1093.  
 a. 21, 465. 23, 723.  
 lla. 23, 589.  
 ais. 29, 88.  
 ap (*héritiers*). 20,  
 au. 12, 1013.  
 el. 18, 782.  
 ellet. 19, 589.  
 four. 16, 297.  
 me. 10, 399.  
 usoy. 32, 302.  
 ain. 6, 128. 20, 571.  
 58. 33, 76.  
 e. 1, 101. 29, 530.  
 ve. 5, 381.  
 ne. 1, 49. 7, 469.  
 07. 23, 429.  
 ne-Beaumanoir. 9,  
 oux. 32, 257.  
 at. 13, 667.  
 te. 16, 246.  
 Duclaut. 7, 117.  
 Duclaux. 21, 43. 28, 495.  
 Duclos. 2, 99.  
 Duclos-Granet. 5, 415.  
 Duclos-Lange. 1, 419.  
 Ducloson. 1, 618.  
 Duclazeau. 3, 311.  
 Ducluzel. 9, 593.  
 Ducoin. 15, 581.  
 Ducos. 19, 763.  
 Ducoster de Chéry. 20,  
 610.  
 Ducoudray. 16, 601.  
 Ducoudray-Bourgault. 27,  
 339.  
 Ducousseau. 31, 398.  
 Ducros. 8, 596. 18, 473.  
 Ducru. 6, 91.  
 Ducruejouls. 4, 468.  
 Dudekun. 5, 41.  
 Dudoni. 17, 188.  
 Duez. 20, 574.  
 Dufau. 6, 581. 13, 107.  
 14, 281. 19, 643.  
 Dufaure-Rochefort. 1, 344.  
 Dufay. 15, 67.  
 Dufay de Provenchère. 6,  
 415.  
 Dufay (*héritiers*). 7, 555.  
 Dufémoux. 14, 174.  
 Duffaut. 15, 589.  
 Duflos. 3, 216. 19, 835.  
 Dufort. 9, 499. 31, 28.  
 Dufou. 29, 316.  
 Dufour. 4, 693. 5, 130.  
 12, 901. 19, 962. 21, 587.  
 24, 243. 27, 112. 31, 536.  
 Dufour-Ramond. 27, 154.  
 Dufour de Villeneuve. 12,  
 94.  
 Dufourny. 31, 497.  
 Dufrancastel. 15, 125.  
 Dufresne. 1, 469. 4, 701.  
 6, 453. 8, 144. 24, 542.  
 27, 427.  
 Dugard. 9, 168. 18, 530.  
 Dugast. 8, 671.  
 Dugelay. 22, 883.  
 Dugied. 27, 536.  
 Dugonr. 1, 551.  
 Dugrès (*héritiers*). 11, 32.  
 Duguet. 22, 665.  
 Duguey. 2, 192. 5, 31.  
 Duhameau. 5, 104.  
 Duhamel. 1, 624. 12, 752.  
 Duhant. 8, 628.  
 Duhardat d'Hauteville. 16,  
 628.  
 Duhayon. 2, 490.  
 Duhem. 9, 675.  
 Duhoux. 17, 113.  
 Dujardin. 13, 918.  
 Dujardin de Rosé. 7, 353.  
 Dulac. 19, 802.  
 Dulard. 9, 308.  
 Dulausy. 2, 186.  
 Duléry - Peyramont. 13,  
 944.  
 Dulot. 18, 834.  
 Duludre. 7, 152.  
 Dumaine. 25, 84.  
 Dumarest. 21, 537. 31,  
 533.  
 Dumarzet. 3, 612.  
 Dumas. 5, 201. 6, 198.  
 12, 458. 14, 149. 21, 615.  
 26, 297. 28, 468. 32, 9.  
 33, 76, 546.  
 Dumas-Faure. 5, 273.  
 Dumas de Polard. 22, 734.  
 Dumas (*héritiers*). 32, 9.  
 Dumazel. 22, 250.  
 Dumazet. 24, 244.  
 Dumerel. 5, 248.  
 Dumesnil. 1, 147. 9, 265.  
 11, 234. 14, 168. 29, 504.  
 Dumesnil (*héritiers*). 20,  
 20.  
 Dumesny. 13, 428.  
 Dumet. 18, 659. 31, 167.  
 Dumilliez. 24, 574.  
 Dumolard. 4, 229. 17, 21.  
 25, 161.  
 Dumé. 11, 757.  
 Dumon. 31, 117.  
 Dumont. 2, 198. 6, 193.  
 383. 11, 213. 19, 797.  
 20, 742. 21, 718. 26, 69.  
 Dumont (*syndics*). 23,  
 451.  
 Dumouchet. 9, 161.  
 Dumoulin. 3, 26. 6, 317.  
 9, 121. 10, 356. 14, 330,  
 414. 21, 247.  
 Dumoutier. 17, 253. 19,  
 88.  
 Dun (*maire de la com-  
 mune*). 19, 482.  
 Dunal. 11, 81. 18, 78.  
 Dunaut. 4, 665.  
 Dunefour. 9, 157.  
 Dunot. 23, 547.  
 Dunoyer. 20, 695. 23, 13.  
 Duparc. 20, 139. 24, 89.  
 27, 29. 30, 378.  
 Duparcq. 2, 543.  
 Dupelour. 13, 392.  
 Dupelonx. 14, 463.  
 Duperray. 2, 338.  
 Duperron. 13, 836.  
 Duperthuis. 11, 124.  
 Duperthuis - Duperchet.  
 13, 272.  
 Dupeyron. 22, 75.  
 Dupeyset. 3, 619.  
 Dupic. 17, 25.  
 Dupille. 33, 229,

Dapin. 1, 622. 11, 1024.  
33, 351.  
Duplatel. 16, 423.  
Duplessis. 5, 486. 6, 72.  
8, 54. 32, 153.  
Duplessis de Poussillac. 26,  
401.  
Dupleix. 31, 440.  
Dupoil. 7, 166.  
Dupont. 2, 624. 4, 350. 9,  
514. 10, 62. 12, 143.  
13, 89. 14, 363. 15,  
54. 16, 173. 18, 198.  
20, 102. 21, 515. 28,  
292. 31, 177. 32, 122.  
Dupont et comp. 5, 355.  
11, 193.  
Dupont - Durocher. 28,  
452.  
Dupont de Labre. 13, 89.  
Duport. 1, 290. 10, 402.  
24, 609.  
Duprat. 1, 295. 7, 538.  
10, 617. 15, 51.  
Dupré. 14, 202. 23, 35,  
501, 566. 25, 470.  
Dupuch. 12, 696.  
Dupuis. 1, 403. 12, 957.  
15, 51. 19, 819. 20, 522,  
792, 823. 25, 166. 30,  
212.  
Dupujet. 19, 664.  
Dupuy. 2, 132. 3, 585. 11,  
7. 18, 854.  
Dupuy (*héritier*). 22, 472.  
Dupuy - Daubignac. 16,  
565.  
Dupuy-Fromy. 27, 222.  
Duquerny. 27, 94.  
Duquerroir (*héritiers*). 1,  
224.  
Duquesney. 16, 514.  
Duquesnoy. 10, 122. 30,  
398.  
Duquesnoy (*héritiers*). 13,  
374.  
Durac. 20, 150.  
Durand. 1, 467. 4, 76.  
185. 6, 421. 7, 421. 8,  
702. 9, 537. 10, 105, 11,  
8. 14, 87. 24, 520. 25,  
65, 475. 32, 85.  
Durand (*héritiers*). 8, 302,  
11, 645. 16, 483. 28,  
468.  
Durandean. 29, 58.  
Durbois. 26, 387.  
Dureau. 30, 107.  
Duréclus. 9, 234.  
Durel. 30, 270.  
Dureville. 10, 527.  
Duricher. 10, 561.  
Durieux. 14, 122.  
Duris. 20, 216.

Durletti. 12, 533.  
Durnenger. 1, 143.  
Durney. 5, 116.  
Duronceroy. 1, 310.  
Duronea. 20, 548. 24, 406.  
Duroille. 17, 467.  
Duroure. 28, 337.  
Duroux. 13, 1000.  
Durst. 8, 198.  
Dury. 12, 437.  
Dusautoir. 12, 992. 13,  
874.  
Dussaux. 16, 384.  
Dusseldorf (*régence*). 29,  
195.  
Dussère. 23, 135.  
Dusserre. 7, 233.  
Duston. 4, 625.  
Duston d'Arse. 7, 499.  
Dutac. 18, 809.  
Duté (*créanciers*). 13, 660.  
Dutel. 26, 233.  
Dutertre. 2, 216.  
Dutheil (*héritiers*). 24, 29.  
Duthil. 3, 345.  
Dutil. 3, 30.  
Dutillet. 30, 337.  
Dutilloy. 23, 31.  
Cutour. 30, 253.  
Dutreix. 5, 251.  
Dutrior. 11, 962.  
Dutrios. 13, 408.  
Duval. 2, 53. 3, 594. 6,  
385. 7, 423. 9, 636. 12,  
342, 694. 18, 49. 21,  
497. 27, 297.  
Duval (*héritiers*). 32, 113.  
Duval-Bonneval. 2, 228.  
13, 278.  
Duval de Brunville. 15,  
381.  
Duval-Poutrel. 4, 240.  
Duvalet. 31, 90.  
Duvau. 29, 316.  
Duvau de Chavagne. 23,  
262, 266.  
Duverdier. 18, 741.  
Duverger. 6, 249. 12, 457.  
Duvernay. 3, 230.  
Duvernet. 23, 135.  
Duvernois. 10, 548.  
Duveyrier. 29, 288.  
Duvivier. 2, 474. 8, 286.  
17, 234. 27, 156.  
Duvrac. 1, 263.  
Dyvrande. 29, 160.

## E.

Eaux et forêts (*adminis-  
tration forestière*). 1, 86.  
3, 190. 4, 45, 239. 6,  
100, 275, 552, 554. 7,  
88, 227. 8, 131, 141. 9,

121, 559. 10, 17.  
524, 747, 761.  
12, 102, 142, 15.  
890, 934. 14, 4.  
49. 17, 304, 45.  
18, 90, 94, 113.  
428. 19, 541. 2.  
21, 69. 24, 117, 6.  
242, 557, 568. 3.  
331. 31, 585. 32.  
Ebraudy. 9, 187.  
Eberstein et comp.  
Ebran (*créancier*).  
393.  
Echenevex (*comm*).  
28, 349.  
Echirolles (*créan*).  
19, 649.  
Eck. 17, 183.  
Ecoutin. 4, 410.  
Ecuelles (*commun*).  
303.  
Egloff. 3, 58.  
Egrain. 33, 589.  
Egrigniac. 3, 192.  
Ehrard (*héritiers*).  
851.  
Ehrenheim. 4, 53.  
Eichtal. 25, 513.  
Elisha Milles Ely. 2.  
Ellena. 10, 444.  
Ellery. 7, 194.  
Elleviou. 18, 286.  
Embriaco. 15, 258.  
Emelin. 1, 483.  
Émeric. 7, 366.  
Emma. 22, 369.  
Emmery. 15, 1.  
Emonin. 2, 446.  
Enfantin. 16, 374.  
Engel. 13, 430.  
Engelman. 17, 272.  
Engelmann. 25, 3.  
240.  
Enjalvin. 12, 380.  
Ennezat (*commun*).  
649.  
Ennezat (*habitant*).  
*commune*). 18, 5.  
Enregistrement et  
nes. (*régie et ad-  
ministration*). 1, 34, 3.  
211, 236, 270, 293.  
378, 390, 404, 413.  
515, 582, 559. 2.  
45, 48, 86, 87.  
233, 249, 259, 307.  
379, 393, 413, 444.  
595, 623, 3, 30, 49.  
146, 176, 185, 186.  
207, 247, 277, 278.  
347, 355, 355, 360.  
406, 468, 650, 674.  
51, 65, 151, 181,

- 12, 229, 289, 405,  
 32, 500, 528, 536,  
 73, 635, 689. 5,  
 1, 162, 186, 234,  
 8, 334, 357, 451,  
 38, 101, 111,  
 41, 184, 185, 232,  
 15, 376, 380, 433,  
 171, 482, 491,  
 112, 537. 7, 26,  
 11, 380, 392, 394,  
 22, 523, 529. 8,  
 1, 108, 163, 259,  
 48, 360, 366, 628,  
 163, 164, 185,  
 19, 301, 313, 348,  
 63, 519, 542, 572,  
 27, 628, 648, 650,  
 29, 10, 14, 48,  
 1, 108, 109, 136,  
 159, 181, 227,  
 316, 337, 338,  
 359, 360, 437,  
 688, 689, 847,  
 1, 110, 115, 164,  
 48, 610, 654, 665,  
 846, 882, 885,  
 909, 932, 956,  
 965, 679, 1000.  
 1, 78, 138, 161, 242,  
 294, 327, 417,  
 437, 454, 455,  
 161, 462, 474, 478,  
 505, 530, 570, 623,  
 694, 710, 760, 761,  
 765, 806, 809, 819,  
 893, 987. 13, 75,  
 178, 217, 257, 288,  
 300, 417, 547, 614,  
 678, 838, 911, 942,  
 14, 140, 182, 213,  
 39, 340, 342, 366,  
 488, 604. 15, 1,  
 169, 313, 386, 404,  
 495, 505, 543, 602.  
 1, 18, 135, 148,  
 353, 494, 509, 534,  
 655. 17, 58, 84,  
 323, 325, 358,  
 189, 478, 485, 498,  
 503, 575, 654, 662,  
 135, 779. 18, 245,  
 277, 301, 304, 306,  
 380, 384, 413, 472,  
 583, 586, 684, 846,  
 19, 26, 43, 48, 85,  
 439, 535, 628,  
 10, 10, 12, 53, 281,  
 557, 440, 679, 21,  
 15, 129, 330, 340,  
 504, 508, 625, 633,  
 22, 175, 186, 187,  
 305, 467, 860, 861,  
 23, 171, 247, 327,  
 331, 336, 525, 528, 577,  
 715, 720, 766, 773. 24,  
 8, 13, 22, 25, 123,  
 203, 253, 262, 387,  
 412, 470, 471, 643.  
 22, 385, 470. 26, 46,  
 252, 367, 396, 410, 412,  
 478. 27, 26, 47, 78,  
 129, 136, 159, 191, 268,  
 276, 279, 306, 349, 385,  
 421, 502, 545. 28, 57,  
 59, 255, 297, 333, 337,  
 413, 454, 490, 572, 574.  
 29, 56, 88, 145, 157,  
 174, 185, 236, 319, 335,  
 535. 30, 193, 245, 306,  
 324. 31, 164, 197, 381,  
 402. 32, 107, 140, 193,  
 240, 541. 33, 421, 156,  
 208, 219, 247, 254, 285,  
 289, 296, 310, 377, 381,  
 439, 580, 592.  
 Epaudry. 11, 930.  
 Erard. 11, 279.  
 Ercolani. 12, 35.  
 Erhard. 11, 209. 19, 17.  
 20, 87.  
 Erisché. 33, 384.  
 Ermann. 23, 257.  
 Ernest. 11, 213.  
 Ernouf. 21, 118.  
 Erreaux - Callewaert. 13,  
 471.  
 Escaravage. 14, 40.  
 Eschbacher. 13, 151.  
 Eschecopart. 2, 620.  
 Escoubès. 22, 752.  
 Escudier ( *héritiers* ). 16,  
 619.  
 Esgonière. 20, 284.  
 Esnault. 31, 449.  
 Espagnac. 24, 543.  
 Espayent. 12, 574.  
 Espéron. 21, 665.  
 Espinasse. 24, 598. 629.  
 Espinat. 13, 703.  
 Espinay Saint-Luc. 21, 45.  
 Espitalier. 28, 300.  
 Esquiron - Peuchange, 20,  
 686.  
 Esseux. 16, 429.  
 Esson. 18, 764.  
 Estampes. 24, 527. 17, 375.  
 Estelle. 11, 852.  
 Esteron. 4, 637.  
 Esterno. 4, 632.  
 Estoup. 13, 102.  
 Estien. 4, 266.  
 Estienne ( *héritiers* ), 22,  
 479.  
 Estran. 28, 220.  
 Etampes. 8, 367.  
 Eteleim. 13, 939.  
 Ethis. 15, 398.  
 Etienne. 4, 458. 22, 577.  
 27, 263.  
 Etignard Lasaulotte. 1,  
 391.  
 Etignard ( *héritiers* ). 22,  
 330.  
 Eudine. 16, 306.  
 Eugelvin. 19, 521.  
 Eure ( *préfet* ). 2, 218.  
 Eustache. 25, 135.  
 Euzières. 1, 149.  
 Everls. 14, 741.  
 Evrard. 4, 337. 12, 675.  
 19, 629.  
 Evreux ( *commissaire de*  
*police* ). 19, 807.  
 Evreux ( *hospice* ). 22, 887.  
 Exmelin. 2, 602.  
 Expert. 4, 528.  
 Eymard. 10, 672. 15, 415.  
 Eyméric. 19, 939.  
 Eyraud. 31, 547.  
 Eyroux de Pontevès. 21,  
 401.  
 F.  
 Fabre. 1, 490. 3, 386. 7,  
 298. 9, 206. 17, 348. 21,  
 648. 33, 548, 595.  
 Fabrège. 23, 88.  
 Fabreguettes. 18, 15.  
 Fabritius. 14, 322.  
 Fabulet. 30, 483.  
 Fabus. 6, 229.  
 Facker. 23, 168.  
 Facquet. 9, 624.  
 Fage. 3, 337.  
 Fages. 4, 347. 12, 705.  
 Fagon. 9, 738.  
 Faillant. 38, 537.  
 Faille-Delabre. 21, 606.  
 Fairise. 21, 619.  
 Faisans-Monsequ. 33, 569.  
 Faisant. 28, 493.  
 Falckaisen. 12, 874.  
 Falconnet. 23, 152.  
 Falgayrac. 24, 603.  
 Falla ( *héritiers* ). 13, 159.  
 Fallempin. 12, 553.  
 Falletti. 6, 70.  
 Fallon. 11, 482.  
 Falquet. 25, 173.  
 Fanget. 28, 421.  
 Fanyau. 3, 332.  
 Farcy. 12, 359.  
 Fardel. 3, 119. 4, 170.  
 Fardet. 5, 35.  
 Faret-Fournès. 5, 121.  
 Fargeon. 3, 62.  
 Fargeot. 6, 307.  
 Fargès. 16, 345.  
 Farinelli. 16, 199.  
 Faro. 11, 255.



- Farsier. 3, 280.  
 Fasciaux. 11, 314.  
 Fasoletto. 11, 805.  
 Fasquel. 12, 368.  
 Fasse. 14, 277.  
 Fassione. 12, 176.  
 Fassy. 2, 138.  
 Fawbertaud. 13, 939.  
 Fauché. 4, 70.  
 Faucher. 11, 258. 12, 698. 33, 288.  
 Fauchey. 20, 685.  
 Fauconnier. 5, 14.  
 Faudoas. 4, 591. 10, 414.  
 Faugas. 11, 913.  
 Faul. 7, 227.  
 Faulk. 33, 54.  
 Fauque. 25, 449.  
 Fauqueux. 13, 953.  
 Faure. 1, 75. 3, 185. 13, 19. 18, 338, 552. 20, 384. 27, 119. 29, 35, 82.  
 Fauré. 7, 33.  
 Fauresse. 6, 161.  
 Fauroux. 21, 700.  
 Faultrier (*héritiers*). 10, 466.  
 Fauthier. 12, 814.  
 Fauveau et comp. 19, 598.  
 Fauvel. 1, 65. 12, 727. 19, 480. 19, 918.  
 Fauvelle. 22, 609.  
 Faveers. 11, 327.  
 Favereau. 5, 293.  
 Faviens. 29, 123.  
 Favier. 12, 183, 26, 195. 29, 251.  
 Favre. 2, 409. 15, 192. 16, 696.  
 Favrel. 30, 212.  
 Fayard. 26, 380.  
 Faydel. 23, 156.  
 Faye. 30, 360, 515.  
 Fayel. 16, 523.  
 Fayet. 29, 574.  
 Faynot. 8, 430.  
 Fayoa. 19, 41.  
 Fayol. 29, 511.  
 Fayolle. 18, 440. 19, 415. 21, 64. 23, 416.  
 Fayolles. 14, 547.  
 Feasse. 21, 478.  
 Feau. 27, 529.  
 Febercy. 18, 896.  
 Feiss-Levy. 20, 107.  
 Felderhoff. 9, 163.  
 Feliker. 9, 520.  
 Felloneau. 3, 561.  
 Fenand. 21, 460.  
 Feneuil. 31, 355.  
 Fénéon. 19, 93.  
 Fénis-Saint-Victour. 2, 290.  
 Fenoyl. 11, 932.  
 Fenwick. 11, 297.  
 Feraire. 4, 355.  
 Ferione. 11, 16.  
 Ferlin. 25, 71.  
 Fermiers (*des voitures de la cour*). 1, 82.  
 Fernagu. 13, 124.  
 Feron. 13, 1.  
 Ferrand. 10, 244. 19, 159. 21, 253. 32, 176.  
 Ferrari-Didier. 13, 208.  
 Ferraris. 4, 376.  
 Ferras. 23, 718.  
 Ferrat. 28, 447.  
 Ferraud. 16, 8.  
 Ferrei. 18, 425.  
 Ferrero-Orméa. 15, 225.  
 Ferret. 20, 287. 31, 181.  
 Ferret (*héritiers*). 33, 299.  
 Ferretti. 10, 785.  
 Ferrier. 23, 421.  
 Ferté (*héritiers*). 10, 669.  
 Ferton. 12, 520.  
 Fertray. 14, 118.  
 Fery. 12, 637. 14, 590.  
 Fessard. 7, 26. 15, 469.  
 Fessart. 6, 421.  
 Feudé. 33, 590.  
 Feuillade. 21, 183.  
 Feuillette. 4, 137.  
 Feumusson. 30, 278.  
 Feuser. 11, 885.  
 Feurwick et comp. 11, 306.  
 Fèvre. 2, 135.  
 Fevrel. 20, 522.  
 Fiando. 2, 332.  
 Ficatier. 3, 532. 16, 154.  
 Fidière. 9, 296, 523.  
 Fierens. 3, 555.  
 Fiers. 16, 209.  
 Fiévé. 14, 130.  
 Fievet. 1, 75.  
 Fildesoie. 12, 714.  
 Filicaia. 12, 71.  
 Filhon. 32, 417.  
 Filleul-Baugé. 13, 728.  
 Fillemin. 15, 174.  
 Filliette. 15, 524.  
 Fillot. 15, 612.  
 Finel. 16, 290.  
 Finet. 29, 56.  
 Finguerlin. 18, 133.  
 Finve. 8, 69.  
 Finzi. 12, 71.  
 Fioger. 22, 311.  
 Fiquet. 31, 193.  
 Firtz. 15, 197.  
 Fische. 19, 48.  
 Fischer. 16, 447.  
 Fischer (*héritiers*). 26, 497.  
 Fissour. 6, 440.  
 Fitz. 14, 168.  
 Flachat. 7, 215.  
 Flahaut. 4, 614.  
 Flajollet. 9, 199.  
 Flamand. 17, 46.  
 Flament. 3, 45. 4, 296.  
 Flavigny. 25, 296.  
 Flavigny (*héritiers*). 390.  
 Flecten. 2, 259.  
 Fleisth. 7, 245.  
 Fleurat - Lavey. 417.  
 Fleuriau. 1, 321.  
 Fleuriot. 8, 240.  
 Fleury. 3, 150. 13, 251. 30, 552.  
 Fleury-Letocaert. 417.  
 Floriat. 8, 675.  
 Florio. 10, 678.  
 Flossae. 3, 280.  
 Flottes. 18, 483.  
 Flouvat. 8, 673.  
 Fluchaire. 31, 379.  
 Fodemard. 9, 199.  
 Fogliano. 4, 376.  
 Foignet. 24, 70.  
 Foin. 19, 540.  
 Foing. 29, 417.  
 Foisy. 13, 579.  
 Folainville. 33, 17.  
 Folignier. 9, 591.  
 Follacci. 23, 12.  
 Follempin (*héritiers*). 125.  
 Follenot. 1, 250.  
 Folleville. 14, 57.  
 Folliex. 10, 318.  
 Follin. 13, 747.  
 Folmer. 14, 172.  
 Fontaine. 10, 803. 103, 671. 12, 54. 379. 23, 152. 24, 175.  
 Fontaine (*héritiers*). 175.  
 Fontan. 14, 385.  
 Fontanier. 12, 575.  
 Fontenelle. 11, 106.  
 Fontette. 17, 214.  
 Fonvielle (*faillie*). 524.  
 Forbin-Janson. 13, 28, 533. 30, 497.  
 Forceville. 23, 466.  
 Foreau. 1, 245.  
 Forest. 1, 426. 24, 53.  
 Forestier. 10, 53. 190, 520. 14, 590.  
 Forgemolle. 28, 340.  
 Forgeonnet. 2, 268.  
 Forgeron. 2, 119.  
 Formentin. 1, 9.  
 Formica. 14, 77.  
 Forsati. 12, 691.

8, 681. 22, 5, 29,  
*(légataires de Made-  
 ne)*. 13, 1020.  
 12, 66.  
 5, 405. 19, 273.  
 3, 221. 11, 344.  
*(héritiers)*. 20, 467.  
 14, 452.  
 15, 115.  
 32, 404.  
 4, 203.  
 12, 964.  
 11, 631, 634. 17,  
 12, 256.  
 18, 363.  
 2, 46.  
 30, 278.  
 3, 322.  
 et-Chaudot et comp.  
 1, 833.  
*(héritiers)*. 9, 750.  
 25, 337.  
 9, 27.  
 5, 231.  
 9, 146.  
 29, 292.  
 17, 618. 22, 673.  
 9, 430. 12, 103.  
 18, 599.  
 quelques - Dumerle. 16,  
 49.  
 10, 62.  
 2, 43.  
 22, 340.  
 23, 481.  
 19, 146.  
 urcat-Faure. 32, 172.  
 urcaud-Pavant. 20, 750.  
 22, 148.  
 rgerousse. 22, 782.  
 12, 54.  
 armentin. 26, 537.  
 urmont. 29, 18.  
 rmy (*créanciers*). 12,  
 25.  
 urneau. 23, 1.  
 urnier. 4, 194. 6, 536.  
 9, 262, 430. 17, 575.  
 18, 818. 22, 615. 26,  
 52. 32, 225. 33, 222.  
 urnier d'Armes. 29, 373.  
 urnier-Boisnoir. 6, 72.  
 urnier (*héritiers*). 27,  
 urny. 31, 565.  
 urrier. 3, 562.  
 193.  
 urvigne. 22, 606.  
 low. 9, 38.  
 aichot. 28, 369.  
 adiel. 13, 909.  
 aisse. 8, 352. 23, 681.  
 aissinet. 32, 522.

Francesetti. 10, 624.  
 Franchetti. 20, 660.  
 Franchoi. 10, 872.  
 Francine. 22, 208.  
 Francisci. 12, 621.  
 Franck. 9, 104. 13, 838.  
 Franck (*créanciers*). 12,  
 664.  
 Franck-Morris. 9, 158.  
 François. 10, 349. 12,  
 777. 21, 146. 33, 15.  
 François-Etienne. 3, 619.  
 Francon. 25, 53.  
 Franconville. 30, 17.  
 Francq. 8, 628.  
 Frangeul. 9, 1.  
 Franquin. 1, 260.  
 Fransoj. 10, 678.  
 Frappier. 4, 99.  
 Frasne (*commune*). 5, 17.  
 Fraumont. 13, 885.  
 Fraunié. 23, 338.  
 Frébourg. 6, 87.  
 Fredfond. 2, 169.  
 Frédon. 24, 128.  
 Frédy (*héritiers*). 8, 237.  
 Fregeville. 15, 101.  
 Frélon. 5, 282.  
 Fremeau (*héritiers*). 14,  
 513.  
 Fremin. 8, 393. 16, 92.  
 Frémion. 10, 163.  
 Frémont. 11, 48, 514,  
 13, 515. 18, 631.  
 Freneau. 28, 309.  
 Fréret. 11, 878.  
 Fresnais. 27, 231. 33, 599.  
 Fresnais - Delabriais. 22,  
 872. 26, 399.  
 Fresne. 13, 665.  
 Fresneau. 1, 420.  
 Fressenon. 17, 754.  
 Fressinet. 17, 25. 32, 262.  
 Fretel. 28, 258.  
 Frey. 19, 359.  
 Freyss. 20, 386. 23, 685.  
 Frichet. 16, 319.  
 Fricot. 1, 66.  
 Frilet. 28, 379.  
 Frings. 3, 250.  
 Fritz. 14, 140.  
 Froidefond - Duchatenet.  
 6, 556. 12, 472.  
 Froidefont de Florian. 26,  
 537.  
 Froidevaux. 18, 212.  
 Froidot. 12, 161.  
 Froin. 3, 326.  
 Froissard. 10, 793.  
 Froment. 1, 94. 12, 981.  
 Fromental. 3, 631.  
 Fromentin. 16, 792.  
 Fromingué. 11, 223.  
 Fromont. 21, 524.

Frondeville. 22, 280.  
 Fronteville. 15, 202.  
 Frossard. 28, 234.  
 Frottier. 10, 498.  
 Froust. 16, 673. 20, 643.  
 Fruyt. 9, 285.  
 Fulcrand. 13, 527, 690.  
 Fumagalli. 23, 769.  
 Fumée. 12, 482.  
 Fumel. 32, 385.  
 Fumelle. 25, 273.  
 Furbcire. 26, 144.  
 Furet. 17, 375.  
 Furet (*créanciers*). 16,  
 702.  
 Furgole. 29, 566.  
 Furst. 9, 303.  
 Fursy-Buchère. 27, 502.  
 Fusch. 4, 511.  
 Fuschs. 13, 592.  
 Fusenot. 24, 435.  
 Fusi. 13, 680. 18, 875.  
 Fusibay. 12, 182.  
 Fusil. 9, 224.  
 Fust-Salomon. 13, 990.  
 Fuyard. 1, 224.  
 Fuzier. 10, 145.

## G.

Gabeau. 30, 279.  
 Gabel. 26, 228.  
 Gabion. 33, 12.  
 Gaboreau. 10, 251.  
 Gaborit de Labrosse. 27,  
 504.  
 Gadinot. 15, 84.  
 Gaffier. 15, 723.  
 Gagnon. 13, 155.  
 Gaide-Roger. 29, 354.  
 Gaillard. 1, 290. 5, 165,  
 302, 411. 16, 418. 19,  
 968. 27, 63.  
 Gaillardet. 4, 716.  
 Gainé. 22, 530.  
 Gairaud (*héritiers*). 22,  
 833.  
 Galan. 8, 592.  
 Galand de Lisle. 22, 521.  
 Galazot. 16, 5.  
 Galdemar. 23, 331.  
 Galès. 18, 140.  
 Galibert. 13, 574. 15, 71.  
 Galiffet. 33, 15.  
 Galizot. 19, 70.  
 Gallaire. 29, 568.  
 Galland. 21, 410. 24, 577.  
 Galleani. 15, 307.  
 Gallès. 10, 212.  
 Gallet. 8, 660.  
 Galli. 9, 567. 13, 181.  
 Galliano. 11, 920.  
 Gallien. 28, 140. 33, 460.  
 Gallier. 7, 408.

- Gallina. 10, 833.  
 Galliot. 12, 406.  
 Gallo. 7, 515.  
 Gallois. 16, 28. 11, 533.  
 Gallot. 15, 671.  
 Galoup. 21, 397.  
 Galvaing. 18, 176. 24, 509.  
 Galy. 13, 862.  
 Galzin. 20, 436.  
 Gamba la Pérouze. 12, 38.  
 Gambet. 29, 362.  
 Gambier. 13, 541.  
 Gamby. 23, 112.  
 Gamotis. 26, 406.  
 Gand. 23, 175.  
 Gandet. 26, 421.  
 Gandillon. 4, 701.  
 Gandon. 2, 461.  
 Gandoult. 32, 143.  
 Ganier (*héritiers*). 12, 550.  
 Gannat (*commune*). 18, 248.  
 Gannivard. 12, 1006.  
 Gantrelle. 31, 101.  
 Gapharre. 12, 216.  
 Garagnon. 24, 52.  
 Garagnon et comp. 23, 741.  
 Garaud. 1, 284.  
 Garandel. 1, 496.  
 Garat. 27, 241.  
 Garchay. 15, 412.  
 Garcia. 1, 313.  
 Garcin. 23, 206.  
 Garçon-Riviers. 9, 710.  
 Garcy. 1, 108.  
 Garda. 9, 243. 10, 331. 12, 304. 13, 325, 867. 14, 108.  
 Gardarène. 5, 512.  
 Garde. 12, 80. 19, 159.  
 Garde nationale (*conseil de discipline*). 25, 463.  
 Gardera. 2, 532. 17, 307.  
 Gardette. 8, 648.  
 Gardien. 12, 630.  
 Gardini. 7, 174.  
 Gardouch. 10, 485.  
 Garel. 18, 680.  
 Gargoteux. 14, 257.  
 Garilt. 3, 444.  
 Garino. 9, 89.  
 Garnaud. 15, 169.  
 Garnery. 19, 180. 27, 110.  
 Garnier. 7, 415. 25, 5. 29, 191, 225. 31, 90. 32, 125.  
 Garnot. 2, 274.  
 Garonne. 9, 252.  
 Garot. 1, 34.  
 Garotteau. 7, 20.  
 Garreau. 3, 642. 7, 449.  
 Garrebeuf. 1, 415.  
 Garrichon. 1, 604.  
 Garsement. 2, 74.  
 Gartempe. 24, 691.  
 Garvey. 7, 387.  
 Gary (*héritiers*). 6, 50.  
 Gasnier. 20, 502.  
 Gass. 9, 321.  
 Gass (*héritiers*). 24, 257.  
 Gassedat. 7, 382.  
 Gast. 20, 393.  
 Gast (*héritiers*). 19, 65.  
 Gaste. 18, 459.  
 Gasté St-Martin. 7, 76.  
 Gasté-Lapallu. 7, 76.  
 Gasteau. 2, 355.  
 Gastebois (*créanciers*). 8, 633.  
 Gasting (*héritiers*). (1, 452.  
 Gaston. 18, 176.  
 Gatelot (*syndics*). 10, 717.  
 Gatién-Mayaud (*syndics*). 10, 198.  
 Gatrez (*héritiers*). 12, 82.  
 Gattier. 8, 330.  
 Gaubert. 22, 673.  
 Gaucher. 1, 47.  
 Gauchet. 19, 963.  
 Gaucourt. 26, 427.  
 Gaudé. 32, 12.  
 Gaudechart. 17, 784.  
 Gaudet. 24, 591.  
 Gaudibert. 27, 115.  
 Gaudin. 6, 59. 19, 354. 21, 559. 28, 258.  
 Gaudin - Bellecourt. 16, 69.  
 Gaudin (*créanciers*). 14, 435.  
 Gaudissart. 23, 309.  
 Gaudner. 1, 423.  
 Gaudot. 1, 592. 3, 523.  
 Gaudry. 1, 448. 11, 903. 20, 348.  
 Gauffereau. 3, 220. 6, 207.  
 Gauffréteau. 5, 343.  
 Gaugain. 13, 754.  
 Gaugain (*héritiers*). 12, 482.  
 Gaujac. 8, 536.  
 Gaujoux. 1, 149. 4, 124.  
 Gaulchez. 26, 514.  
 Gaulier. 3, 16.  
 Gaultier. 6, 391. 10, 475. 21, 521.  
 Gaume. 31, 500.  
 Gaumont. 16, 103.  
 Gaure. 3, 291.  
 Gauté. 30, 483.  
 Gautherot. 1, 361.  
 Gauthier. 2, 623. 8, 714. 11, 182, 13, 92, 597. 15, 37. 16, 496. 21, 539. 23, 425.  
 Gauthier-Belleroche. 778.  
 Gauthier de la V. draye (*héritiers*). 83.  
 Gautier. 7, 215. 33, 486.  
 Gautreau. 11, 738. 153.  
 Gauvenet. 20, 41.  
 Gauville. 1, 194.  
 Gauvin. 17, 33.  
 Gavard (*héritiers*). 217.  
 Gavaudan. 17, 670.  
 Gavres. 4, 568. 5, 521. 11, 666.  
 Gay. 3, 572. 5, 453. 387. 20, 270, 352. 542.  
 Gaye. 1, 60.  
 Gayl. 22, 168.  
 Gayling. 3, 140.  
 Gazagne. 7, 412.  
 Gazan. 12, 76.  
 Gazano. 13, 209.  
 Gazay. 19, 829.  
 Gazel. 15, 14.  
 Gazzino. 7, 117.  
 Gazzone. 12, 185.  
 Gebelin. 27, 91.  
 Gedeau. 10, 840.  
 Géensen. 4, 123.  
 Géeraert. 2, 343.  
 Geffrier. 12, 23.  
 Gehan - Chevalier. (*héritiers*). 18, 586.  
 Gehier-Saint-Hilaire. 545.  
 Géhin. 17, 150.  
 Gehl. 19, 359.  
 Gelinet. 29, 443.  
 Gellée (*créancier*). 464.  
 Geluche. 33, 264.  
 Gemon. 27, 241.  
 Genard. 12, 325.  
 Gence. 13, 626.  
 Gendarme. 19, 948. 27, 184.  
 Gendry. 17, 203.  
 Gener. 3, 250.  
 Geng. 21, 612.  
 Gengout. 29, 369.  
 Genieys. 30, 173.  
 Genin. 23, 393.  
 Genoyer. 14, 208.  
 Gens-Desjardins. 19, 83.  
 Gentieu-Baillan. 30, 43.  
 Gentil. 12, 724. 13, 724. 24, 591.

- s (syndics). 25,  
 oi. 12, 894.  
 oy. 2, 115. 3, 644.  
 1. 7, 538. 11, 513.  
 113.  
 y de Villemain.  
 286.  
 on. 9, 27.  
 es. 30, 218.  
 et. 17, 307. 32,  
 33, 60.  
 on. 16, 670.  
 6, 309.  
 din. 1, 561.  
 at. 15, 274.  
 d. 3, 465. 8, 96. 11,  
 13, 562. 16, 545.  
 dy. 19, 818.  
 er. 13, 891.  
 et. 15, 352.  
 i. 8, 411.  
 eait. 23, 625.  
 ain. 4, 85. 22, 727.  
 435. 33, 503.  
 ond. 3, 350.  
 ondy. 22, 675.  
 ont. 11, 640.  
 ais. 2, 268. 5, 378.  
 , 327.  
 ais-Well. 20, 619.  
 ino. 13, 757.  
 elle. 16, 206.  
 e. 28, 575.  
 as. 5, 94, 307. 12, 66.  
 , 485. 29, 76.  
 en. 22, 808.  
 e et comp. 28, 465.  
 t. 13, 990.  
 rardi. 12, 436.  
 ini, 12, 1001.  
 lain. 5, 52.  
 ico-Angeli. 5, 474.  
 omasso. 13, 282.  
 azio. 7, 496.  
 i. 14, 438.  
 d. 3, 659.  
 eni. 11, 106.  
 ult. 7, 505.  
 et. 2, 541. 4, 151. 12,  
 7.  
 n. 10, 53, 471.  
 ry. 9, 740.  
 ulot. 15, 412.  
 ucl. 2, 1.  
 uth. 14, 151.  
 et. 8, 469. 13, 435.  
 oux. 11, 58.  
 oux de Regnerie-Bo-  
 s. 21, 242.  
 oux-Régnerie-Roque.  
 , 242.  
 Gihoul. 17, 143.  
 Gilbert. 4, 88. 11, 439,  
 872. 17, 8. 18, 451,  
 Gilbert (héritiers). 27,  
 42.  
 Gilet. 2, 338.  
 Gilissen. 7, 70.  
 Gilkinet. 2, 32.  
 Gillardini. 11, 550.  
 Gille de Han. 19, 168.  
 Gilles. 13, 141. 14, 546.  
 16, 285. 21, 398, 545.  
 Gillet. 5, 271. 18, 879.  
 Gilli. 10, 11.  
 Gillion. 9, 259.  
 Gillmann. 14, 346.  
 Gilon. 29, 123.  
 Gilly. 29, 406.  
 Gineste. 19, 810.  
 Ginet. 24, 265.  
 Gioannini. 15, 193.  
 Giolito. 13, 36.  
 Giorgi. 27, 459.  
 Giot. 21, 493.  
 Giovanelli. 18, 723.  
 Girard. 6, 1. 10, 820. 14,  
 378. 21, 433, 760. 22,  
 472. 31, 561. 33, 67.  
 Girardeau. 20, 98.  
 Girardet. 21, 424.  
 Girardon. 18, 761. 20,  
 715.  
 Girardy. 28, 248.  
 Giraud. 6, 364. 10, 841.  
 19, 528. 28, 98. 33,  
 453.  
 Giraud-Duclos. 22, 26.  
 Giraudet. 31, 585.  
 Giraudy. 32, 516.  
 Girault. 2, 583. 3, 590.  
 23, 389. 32, 52.  
 Girautel. 5, 30.  
 Gire. 9, 453.  
 Girod. 1, 179. 4, 23.  
 Giroir. 3, 431.  
 Giron. 30, 248.  
 Giron (héritiers). 18,  
 766.  
 Giroust. 3, 364.  
 Girout. 2, 144.  
 Giroux. 6, 340.  
 Gisbert (héritiers). 13,  
 428.  
 Giscard. 1, 30.  
 Gischard. 7, 361.  
 Gismondi. 15, 514.  
 Gittard. 10, 803.  
 Gitz. 20, 246.  
 Giuliani (héritiers). 22,  
 816.  
 Glaizot. 7, 509.  
 Glandieu (commune). 6,  
 515.  
 Glaslenil de Plaisance. 32,  
 181.  
 Glason. 13, 715.  
 Glassier. 21, 282.  
 Glaumont-Roullet. 28,  
 297.  
 Gleires. 16, 586.  
 Gleize. 23, 171.  
 Glenard. 2, 115. 18, 325.  
 Glines. 4, 57.  
 Glouteau. 11, 589. 12,  
 380.  
 Gluck. 11, 657.  
 Glymes. 13, 1039.  
 Gnecco. 13, 813.  
 Gobault. 28, 302.  
 Gobert. 5, 360. 15, 760.  
 Goblet. 4, 88.  
 Gobron. 27, 359.  
 Gocheraud. 31, 20.  
 Godard. 2, 93, 15, 202.  
 18, 741. 23, 41.  
 Godde. 29, 46.  
 Godechard. 1, 486.  
 Godefroi. 5, 499. 14, 490.  
 Godefroy. 23, 457.  
 Godet. 2, 124. 3, 652.  
 Godet (créanciers). 7,  
 591.  
 Godfurneau. 9, 475.  
 Godier. 2, 63. 14, 547.  
 Godin. 14, 336.  
 Godin (héritiers). 13,  
 377.  
 Godin (faillite). 17, 323,  
 325.  
 Godu. 5, 286.  
 Gœkler. 1, 582.  
 Gœdertz. 12, 64.  
 Gœmine. 10, 66.  
 Gœpffert. 31, 542.  
 Gœrres (héritiers). 15,  
 379.  
 Gœsseur. 6, 225.  
 Gœsson. 11, 840.  
 Gœst. 17, 183.  
 Gœthlas. 7, 255.  
 Goffard. 6, 214.  
 Goffeau. 9, 52.  
 Goffin. 12, 1013.  
 Gohem. 13, 83.  
 Gogit. 24, 146.  
 Goguel. 10, 548.  
 Goguillon. 27, 351.  
 Goigoux. 13, 703.  
 Goislard. 13, 579.  
 Goisson. 29, 288, 465.  
 Goix. 12, 604.  
 Gombault. 6, 64. 10, 388.  
 11, 484.  
 Gombeau et comp. 6, 401.  
 Gomborg. 29, 230.  
 Gomet. 9, 520. 12, 494.  
 Gondechaux. 1, 61.

- Gondreville ( *habitans* ). 1, 353.  
 Gonetan. 12, 975.  
 Gonin. 10, 823. 11, 135. 21, 504.  
 Gonneau. 21, 674.  
 Gonnier. 33, 250.  
 Gonnon. 9, 644.  
 Gonord. 33, 91.  
 Gontard. 2, 279. 22, 485.  
 Gonthier. 1, 176.  
 Goormachtig. 13, 158.  
 Gor. 7, 525.  
 Gordes. 20, 154.  
 Goreau. 22, 386.  
 Gorlay. 9, 410.  
 Gorse. 25, 277.  
 Gosse. 20, 711.  
 Gosselin. 5, 19.  
 Gosset. 19, 651. 23, 231.  
 Gossin. 1, 61. 20, 335.  
 Gosson ( *héritiers* ). 33, 480.  
 Got. 3, 621.  
 Gotteville. 9, 473.  
 Gotzmaan. 18, 891.  
 Gouadin. 10, 732.  
 Goubaut. 12, 207.  
 Goubron ( *héritiers* ). 5, 442.  
 Gougenot. 33, 118.  
 Gouges. 6, 329.  
 Gouget-Deslandes. 4, 204.  
 Gouguenheim. 20, 404.  
 Gougillard-Dumoutoir. 12, 496.  
 Gouin. 1, 524.  
 Goujon. 32, 97.  
 Goulay de Labrière. 21, 341.  
 Goullay. 19, 845.  
 Gouillet de Saint-Paul. 12, 441.  
 Gouillet d'Olizy. 24, 278.  
 Gouly. 16, 716.  
 Gouney. 11, 857.  
 Gounon ( *héritiers* ). 18, 774.  
 Gounot. 20, 60.  
 Goupil. 4, 695. 10, 227.  
 Goupil-les-Palières. 28, 258.  
 Gouraincourt. 10, 574.  
 Gourlel ( *héritiers* ). 1, 338.  
 Gourdin. 1, 78.  
 Gourdon. 8, 403.  
 Gouré. 16, 499.  
 Gourgas. 20, 1.  
 Gourmont. 20, 679.  
 Gouron. 31, 447.  
 Coursaud. 18, 580.  
 Goussean. 3, 81.  
 Goutardier. 7, 52.  
 Gouttard. 3, 239. 3, 252.  
 Gouttet. 31, 315.  
 Gouttman. 11, 991.  
 Gouy-d'Arsy. 30, 17.  
 Gouyer. 12, 917.  
 Gouzi. 4, 357.  
 Goy. 6, 83. 31, 232.  
 Goyffon. 11, 898.  
 Goyon ( *héritiers* ). 11, 750.  
 Grac. 9, 350.  
 Grach. 7, 606.  
 Graciet. 18, 583.  
 Grad. 20, 619.  
 Graglia. 14, 368.  
 Grailhe. 5, 391. 31, 409.  
 Graillot. 3, 425.  
 Grailly. 30, 274.  
 Gramberg. 12, 521.  
 Grainville. 1, 183. 9, 265.  
 Grainville ( *commune* ). 2, 182.  
 Grammont. 10, 450. 12, 628. 19, 881.  
 Gramont et comp. 17, 218.  
 Grand. 11, 555.  
 Grandcourt. 15, 194.  
 Grandeffe. 30, 178.  
 Grondelle. 6, 413.  
 Grandin. 6, 4. 9, 501. 11, 233. 12, 667.  
 Grangeneuve. 24, 15.  
 Grandjacquet. 22, 272.  
 Gradjard. 5, 37.  
 Grandmai. 30, 178.  
 Grandmaison. 11, 555. 28, 413.  
 Grandville ( *légalaires* ). 15, 720.  
 Granger ( *héritiers* ). 32, 583.  
 Grangeret. 13, 845.  
 Granier. 23, 31.  
 Grapon. 29, 38.  
 Gras. 8, 450. 27, 269, 28, 232.  
 Graslepois. 20, 284.  
 Grass. 11, 283.  
 Grasse ( *adjoint du maire* ). 12, 137.  
 Grasset. 30, 289.  
 Grassin. 4, 324.  
 Gratiot. 1, 610.  
 Grauss. 11, 283.  
 Graux. 12, 740.  
 Gravelle. 32, 412.  
 Gravelle ( *héritiers* ). 32, 29.  
 Gavens. 21, 387.  
 Gravet. 20, 6.  
 Gravier. 1, 52. 24, 315, 27, 112. 32, 526.  
 Gravier ( *héritiers* ). 6, 371.  
 Gravil. 25, 76.  
 Gray. 14, 442.  
 Gré. 16, 479.  
 Grebel. 8, 156.  
 Grécy. 7, 331.  
 Greggio. 9, 252.  
 Grégoire. 1, 434. 8, 13, 783. 14, 73.  
 Grégoire ( *héritiers* ). 158.  
 Greilh. 3, 119. 5, 3.  
 Greisembach. 2, 329.  
 Grelet. 5, 282. 8, 383.  
 Grelier. 17, 722.  
 Grellet. 7, 113. 17, 22, 819.  
 Grellet - Desprades. 650.  
 Grenet. 10, 840.  
 Grenier. 11, 626. 13, 406.  
 Grenouilleau. 20, 469.  
 Grenoble ( *avocats* ). 193.  
 Grente. 17, 378.  
 Grenu. 4, 74.  
 Greven. 12, 28.  
 Grevin. 3, 673.  
 Grez. 7, 548.  
 Gri. 19, 308.  
 Griesenger. 17, 226.  
 Griffon. 8, 704. 19, 4.  
 Grignart. 12, 946.  
 Grigny. 20, 707.  
 Grillet. 24, 54.  
 Grimaldy. 8, 494.  
 Grimaldy de Mopaco. 917.  
 Grimarey. 1, 101.  
 Grimault. 3, 362.  
 Grimod d'Orsay. 31, 8.  
 Grimold. 9, 150.  
 Grimond. 3, 270.  
 Grimoult. 17, 565.  
 Grimoult de Moyon, 141.  
 Griotteray. 26, 57.  
 Grisara. 26, 213.  
 Grisi-Lapiè. 7, 72.  
 Grison. 28, 493.  
 Gritten. 8, 16.  
 Grivel. 18, 13.  
 Groetzinger. 13, 230.  
 Gromort. 22, 852.  
 Groudona. 12, 654.  
 Gros. 1, 271. 2, 37. 253. 13, 184.  
 Gros-Davilliers et co. 12, 424.  
 Grosier. 16, 514.  
 Groslevin. 16, 779.  
 Groslier. 3, 91.  
 Grosourdy. 27, 81.  
 Gersperrin. 33, 576.



- 3, 778.  
 16, 107.  
 13, 36.  
 de la Gauvillière.  
 7.  
 32, 271.  
 17, 684.  
 30, 28.  
 360.  
 357, 11, 546.  
 26.  
 29, 42.  
 685.  
 en, 18, 340.  
 5, 486.  
 27, 73.  
 6, 294.  
 385.  
 rd. 4, 638. 19, 932.  
 ey 33, 514.  
 4, 561.  
 25, 544.  
 eux, 8, 599.  
 ci, 27, 200.  
 né, 4, 668.  
 25, 559.  
 on, 32, 158.  
 d, 16, 240.  
 5, 145.  
 (tribunal). 29,  
 (section de la com-  
 e). 29, 141.  
 3, 173. 4, 483.  
 28, 6, 196. 9, 183.  
 139, 483, 14, 495.  
 372, 20, 819. 21,  
 24, 456. 26, 81. 30,  
 31, 460.  
 an, 24, 1.  
 31, 265.  
 nt, 1, 84.  
 nt de Boulmont, 5,  
 nt de Fougères, 33,  
 4, 127. 6, 4.  
 11, 206.  
 1, 65.  
 6, 288. 17, 663.  
 de Maubreuil, 19,  
 n, 28, 447.  
 m, 19, 313.  
 n, 1, 140.  
 rie (héritiers). 24,  
 et comp. 17, 14.  
 l, 22, 89.  
 rt, 3, 301, 303. 8,  
 17, 181. 20, 162.  
 499.  
 ard, 16, 597.  
 Guichardet, 48, 219.  
 Guiche, 23, 296.  
 Guichelet, 5, 37.  
 Guidel, 18, 798.  
 Guidon, 11, 103.  
 Guidoty, 20, 342.  
 Guieu, 10, 473.  
 Guignard, 2, 281.  
 Guignon, 15, 247. 8, 471.  
 Guigo, 6, 403.  
 Guilbaudon, 22, 777.  
 Gilbert, 11, 188, 645. 12,  
 211. 13, 783.  
 Guillain, 14, 20.  
 Guillgot, 1, 56.  
 Guilhamat, 27, 145.  
 Guilhanton, 19, 541.  
 Guilhaudon, 15, 665.  
 Guilhaumon, 18, 340.  
 Guilherx, 31, 12.  
 Guilhot, 7, 529.  
 Guilin, 20, 668.  
 Guillard, 12, 975. 13, 16.  
 Guillaume, 5, 56, 299. 9,  
 275. 12, 422. 15, 563.  
 18, 791.  
 Guillaumeau (héritiers).  
 26, 246.  
 Guille, 20, 624.  
 Guillebon, 25, 457.  
 Guillebon (héritiers). 17,  
 113.  
 Guilleman, 29, 252.  
 Guillenfin, 13, 761.  
 Guillemot, 22, 145.  
 Guillet, 12, 3, 13, 245.  
 Guillier, 25, 288.  
 Guillochin, 22, 14.  
 Guillon, 8, 181.  
 Guillot, 2, 351. 12, 1006.  
 14, 187. 16, 60.  
 Guillot de Villard, 21, 639.  
 Guilseu, 11, 673.  
 Guimier, 24, 541.  
 Guinchet, 17, 665.  
 Guindron, 20, 352.  
 Guinot, 3, 471.  
 Guintraud, 29, 127.  
 Guiot, 7, 321.  
 Guiran, 9, 155.  
 Guiraud, 31, 515.  
 Guiry, 19, 686. 23, 433.  
 Guise, 25, 222.  
 Guisez, 33, 527.  
 Guisier, 1, 155.  
 Guisselain, 3, 156.  
 Guisselin - Desbarreaux.  
 27, 313.  
 Guisquet, 7, 447.  
 Guivre, 3, 142.  
 Guizo, 24, 206.  
 Gullin, 3, 150.  
 Guttin (héritiers). 19, 754.  
 Guy, 17, 314. 23, 88, 227.  
 Guyard, 16, 454. 22, 863.  
 31, 185.  
 Guyet, 6, 85. 22, 429.  
 Guyennot, 33, 803.  
 Guyenot, 3, 263, 264.  
 Guymont, 4, 235.  
 Guynaud, 29, 564.  
 Guyomet, 1, 202.  
 Guyot, 1, 347. 3, 71. 11,  
 373. 12, 275. 18, 577.  
 19, 313. 22, 19. 23, 247.  
 27, 401. 28, 369. 31,  
 129. 32, 327.  
 Guyot-Mouton, 6, 4.  
 Guzanno, 9, 415.  
 Gyslen, 11, 400.  
 Gyzelinck, 1, 346.  
 H.  
 Haan, 14, 558.  
 Haas, 7, 430.  
 Haberstock, 13, 204.  
 Habert, 3, 441. 32, 16.  
 Hachim, 3, 350.  
 Hackstein, 14, 498.  
 Hacot (héritiers). 18, 506.  
 Hacquart, 12, 457. 22,  
 189.  
 Hadamas, 1, 561.  
 Haihot, 11, 1002.  
 Haindel (créanciers). 12,  
 439.  
 Hainguerlot, 13, 48.  
 Haitze, 1, 466.  
 Halbout, 8, 277.  
 Halinbourg, 12, 302.  
 Hallatè, 6, 397.  
 Haller, 20, 610.  
 Hallot, 16, 219.  
 Halley, 16, 266. 20, 438.  
 Halloween, 4, 311.  
 Halot, 9, 700.  
 Haman, 30, 86.  
 Hamart, 48, 499.  
 Hamel, 16, 302. 30, 483.  
 Hamelin (femme Coron).  
 11, 490.  
 Hamelin (héritiers). 26,  
 185.  
 Hameling, 8, 665.  
 Hamerel, 33, 592.  
 Hamicart, 1, 397.  
 Hamoir, 16, 367. 30, 495.  
 Hamoire, 16, 51.  
 Hamon, 12, 527. 24, 451.  
 Han, 16, 684.  
 Hanck, 11, 657.  
 Hanins, 7, 380.  
 Hannogne, 1, 190.  
 Hannove, 13, 597.  
 Hanvel, 9, 661.  
 Hapelkamp, 11, 179.  
 Hapey, 3, 183.

- Hapincourt (commune). 19, 574.  
 Happey (syndics). 13, 597. 18, 332.  
 Hardi. 21, 571.  
 Hardouin. 16, 472.  
 Hardy. 8, 216. 18, 631. 22, 95. 27, 401.  
 Harel. 30, 216. 31, 58.  
 Harick. 2, 162.  
 Haricot. 3, 519.  
 Harict. 8, 572.  
 Harlay. 1, 87.  
 Harlet. 8, 443.  
 Harotteguy. 17, 503.  
 Harth (héritiers). 12, 820.  
 Hartmann. 15, 528. 17, 152.  
 Hart de Pierrebourg. 31, 299.  
 Hasselgreen. 19, 473.  
 Haucourt. 5, 409.  
 Haudin. 4, 643.  
 Haulfort (curateur). 16, 249.  
 Haumont. 22, 74.  
 Haupechich. 17, 234.  
 Hausoulie. 10, 19.  
 Hausoulie. 15, 409.  
 Hautefort. 4, 345. 11, 927.  
 Haute-Marne (préfet). 4, 521.  
 Hauteville (commune). 20, 513.  
 Haut-Mont. 29, 297.  
 Hautot. 33, 58.  
 Hautpoul. 10, 485.  
 Haut-Rhin (préfet). 33, 284.  
 Hauser. 12, 878.  
 Havar. 10, 4. 11, 100.  
 Havart. 23, 499.  
 Hayas. 18, 168.  
 Haves. 12, 946.  
 Havier. 8, 344.  
 Havre (courtiers de commerce). 28, 129.  
 Navy (héritiers). 4, 108.  
 Hawkes. 20, 533.  
 Haydert. 2, 26.  
 Hayez. 18, 873.  
 Hayman. 2, 517.  
 Hayn. 7, 430.  
 Haynin. 10, 866.  
 Hays. 18, 397.  
 Hazard. 7, 426. 24, 119.  
 Hazebrouck (commissaires-priseurs). 24, 472.  
 Hébert. 4, 126. 14, 519. 19, 535.  
 Hébert (héritiers). 6, 533. 26, 86.  
 Hébrard. 14, 576.  
 Hebray. 4, 286. 13, 850.  
 Heckmann. 17, 294.  
 Hecquet (créanciers). 11, 4.  
 Heddersdorff. 14, 153.  
 Hedeinbaig. 19, 320.  
 Heinès. 18, 92.  
 Heisser. 28, 169.  
 Heister. 9, 248.  
 Helbourg. 16, 747.  
 Heleine. 5, 19.  
 Héliot. 21, 485. 26, 49.  
 Helting. 23, 7.  
 Hellmultz. 19, 741.  
 Hellot. 9, 385. 27, 188.  
 Héloin. 13, 692.  
 Hélot. 13, 344.  
 Hels. 9, 511.  
 Helson. 12, 223.  
 Hemard. 6, 522.  
 Hémart. 1, 314.  
 Hemberger. 11, 837.  
 Hémery. 17, 765.  
 Hemin. 31, 197.  
 Hemon. 21, 181.  
 Hema. 9, 17.  
 Hendrick-Loock. 2, 188.  
 Henck. 15, 162.  
 Henin. 20, 309.  
 Henin (héritiers). 13, 104.  
 Hemissard. 31, 497.  
 Hennecart. 6, 139.  
 Hennequant. 21, 337.  
 Hennequin. 12, 118. 15, 1051.  
 Henninger. 13, 967.  
 Henon. 23, 272. 24, 114.  
 Henri. 11, 923. 27, 180.  
 Henry, 10, 524.  
 Henrion-Magnoncourt. 10, 793.  
 Henry. 1, 579. 3, 18. 12, 931. 13, 608, 936. 14, 593. 33, 58.  
 Heomet. 4, 563.  
 Herard. 12, 505.  
 Heraud. 21, 214.  
 Hérault. 30, 107.  
 Hérault-Desacres. 16, 115.  
 Herblin. 13, 655.  
 Hereau. 10, 772.  
 Héréau (héritiers). 11, 584.  
 Herier. 30, 353.  
 Herisson. 7, 335.  
 Hérisson. 7, 522.  
 Hermann. 1, 143.  
 Hermann-Anderbach. 4, 53.  
 Hermant. 4, 656.  
 Hermel. 9, 721. 22, 235. 362, 581. 26, 69.  
 Hermeline-Hubens. 13, 762.  
 Herouard. 2, 442.  
 Herrenberger. 8, 1.  
 Herrenschnitt. 12.  
 Herte. 3, 778.  
 Hertz-Reinach. 8.  
 Hertzoc. 9, 562.  
 Hertzog (héritiers). 154.  
 Hervae. 9, 582.  
 Hervault de Plessy. 4, 474.  
 Hervé. 12, 359. 21, 27, 293.  
 Hervien-Duclos. 13.  
 Hervieux. 29, 160.  
 Hesaut. 13, 241.  
 Hess. 4, 173.  
 Hesse (héritiers). 4.  
 Hesseling. 18, 681.  
 Heu. 25, 302.  
 Heudelet. 4, 590.  
 Heudicourt (héritiers). 397.  
 Heudron. 23, 718.  
 Heurtemalle. 11, 77.  
 Heuten et comp. 9.  
 Heydet. 21, 131.  
 Heyendriks. 10, 470.  
 Heyes. 8, 277.  
 Heyman. 14, 461.  
 Heymann. 11, 924. 194.  
 Heymans. 4, 181.  
 Heyraud. 14, 597.  
 Hibert. 13, 830.  
 Hiernaux. 8, 285.  
 Hülken. 5, 454.  
 Hillerafn (héritiers). 362.  
 Hippolyte. 11, 156.  
 Hirsch. 23, 678.  
 Hribarren. 10, 67.  
 Hiron. 10, 202.  
 Hirsch. 18, 867.  
 Hirtz. 8, 198. 11, 67. 243. 24, 423.  
 Hivert. 1, 23.  
 Hoche. 26, 263. 27.  
 Hochon (héritiers). 887.  
 Hocquart. 2, 630. 13.  
 Hocqueyhem. 23.  
 Hoesbeyt. 4, 43.  
 Hoenigst. 7, 151.  
 Hoering. 24, 394.  
 Hofflisse. 5, 456.  
 Hoffmann. 13, 58.  
 Hohenzolern. 9.  
 Hohl. 6, 544.  
 Holker. 21, 274.  
 Hollande. 14, 358.  
 Hollenden. 3, 217.  
 Mollier (héritiers).  
 Hom. 18, 447. 19.

- 4, 118.  
 574.  
 3, 3.  
 François. 25, 26.  
 19, 161.  
 541.  
 36.  
 3, 452.  
 12, 819.  
 466.  
 24, 5.  
 4, 652.  
 20, 168.  
 6, 547.  
 603.  
 Chasy. 33, 469.  
 83.  
 ann. 26, 180.  
 te. 18, 472.  
 13, 54.  
 562. 22, 506.  
 20, 330.  
 re. 8, 501. 19, 141.  
 9, 25, 499.  
 ux (héritiers). 23,  
 27, 330.  
 ix. 6, 4.  
 24, 512.  
 6, 184. 11, 513.  
 94.  
 12, 271.  
 4, 214.  
 t. 5, 225. 6, 584. 9,  
 577. 14, 420. 13,  
 608. 17, 743. 25,  
 29, 524, 527.  
 (créanciers). 13,  
 19, 49.  
 12, 136.  
 r. 17, 701.  
 17, 321. 48, 512.  
 ot. 8, 248.  
 r. 14, 379. 31, 239.  
 13, 655. 21, 214. 24,  
 7, 163.  
 1, 87. 10, 152, 820.  
 147. 16, 302.  
 Desmouline. 12, 281.  
 Laboulaie. 3, 485.  
 Perdoux. 5, 53.  
 de Taumery. 16,  
 rd. 17, 627.  
 lin. 18, 92.  
 nelle. 17, 767.  
 hères. 6, 131.  
 l. 13, 128.  
 (héritiers). 9, 387.  
 t. 11, 810, 932.  
 énet. 5, 20, 8, 850.  
 2, 471.  
 et. 17, 670.
- Hugnier. 3, 399. 4, 689.  
 Huillard. 19, 513.  
 Huisse. 20, 790.  
 Hullin. 19, 294.  
 Hulot. 5, 132. 8, 430, 497.  
 Hulpe (bureau de bienfai-  
 sance). 13, 72.  
 Humann. 11, 397.  
 Humbert. 5, 79. 16, 245.  
 21, 114.  
 Humbert-Demolard. 30,  
 463.  
 Hammann. 29, 236.  
 Hunoat. 21, 701.  
 Hunter. 22, 591.  
 Huon. 15, 9.  
 Hubt. 11, 370. 16, 258,  
 645. 20, 203.  
 Hupais. 9, 576.  
 Hurard. 4, 17.  
 Hurault. 9, 656.  
 Huré. 3, 638. 14, 508.  
 15, 730.  
 Hurtau (héritiers). 3, 518.  
 Hurel. 11, 276.  
 Huret. 4, 54.  
 Huseman. 9, 516.  
 Husenot. 15, 516.  
 Husson. 17, 225. 30, 329.  
 Hutchinson. 32, 591.  
 Huttebuy (héritiers). 11,  
 211.  
 Huttebuys. 11, 204.  
 Huvelin. 7, 29.  
 Huyier. 19, 571. 20, 598.  
 Hawaert. 9, 290.  
 Hyvernaud. 19, 164.
- Ibert. 29, 94.  
 Iché de Thou. 21, 601.  
 Ignon. 23, 487.  
 Ile-Dieu (pêcheurs). 2,  
 562.  
 Ile. 17, 759.  
 Ilienne. 10, 256.  
 Imbault. 20, 800.  
 Imbert. 2, 653, 657. 3,  
 234. 5, 137. 20, 35. 28,  
 300. 29, 21, 174. 32,  
 468.  
 Imbert de Bouville. 12, 396.  
 Imhoff. 9, 321.  
 Imminck. 7, 21.  
 Inglinare. 15, 363.  
 Ipcher. 20, 765.  
 Irague. 24, 117.  
 Irapiès. 1, 430.  
 Isabel. 29, 556.  
 Isabelle. 21, 448.  
 Isard. 30, 456.  
 Isard. 1, 436. 11, 287.  
 13, 66. 21, 155.
- Isquierdo. 12, 225.  
 Issaly. 13, 801.  
 Issautier. 17, 275.  
 Issoire (le tribunal). 30,  
 386.  
 Ista. 5, 662.  
 Ithier. 5, 372.  
 Iyri (commune). 9, 463.  
 Ivelin. 33, 430.
- J.
- Jabain. 12, 51.  
 Japie. 12, 491.  
 Jagger (héritiers). 18, 593.  
 Jackson. 17, 291.  
 Jacob. 9, 113. 13, 773. 18,  
 430. 21, 205. 25, 291.  
 26, 558.  
 Jacobé. 2, 564.  
 Jacobs. 14, 381.  
 Jacolin. 24, 275.  
 Jacot. 32, 265.  
 Jacomet. 21, 220. 29, 246.  
 Jacomet (héritiers). 21,  
 98.  
 Jacoux. 5, 23.  
 Jacquemart. 20, 422.  
 Jacquemet. 32, 97.  
 Jacquart. 16, 354.  
 Jacquemin. 16, 457.  
 Jacquemint (créanciers).  
 9, 555.  
 Jacquemyns. 9, 543.  
 Jaquet. 1, 605. 9, 631.  
 25, 360. 29, 559.  
 Jaquetard. 19, 277.  
 Jacquier. 2, 307.  
 Jacquiet. 16, 540.  
 Jacquinet. 11, 730. 22,  
 441.  
 Jadras. 8, 541.  
 Jaggi. 15, 701.  
 Jagot. 10, 825.  
 Jahan. 27, 237. 30, 22.
- Jaillard. 1, 516.  
 Jaille. 4, 802.  
 Jaillonx. 24, 165.  
 Jabbert. 11, 177, 760.  
 Jallais. 31, 591.  
 Jallet (héritiers et légat-  
 aires). 11, 943.  
 Jallier. 32, 220.  
 James. 2, 45.  
 Jamet. 11, 738. 12, 51.  
 23, 272.  
 Jamin. 22, 248.  
 Jammartin. 32, 490.  
 Jange. 10, 215.  
 Janin. 5, 120.  
 Janneau. 21, 451.  
 Jans. 12, 9.  
 Janson. 17, 265. 22, 557.

- Janlet. 5, 37.  
 Japy. 28, 255.  
 Jarassé. 5, 652.  
 Jârdin. 20, 281. 31, 164.  
 Jardinot. 11, 414.  
 Jarnan, 6, 469.  
 Jarre. 12, 557.  
 Jarrier. 49, 662.  
 Jarrier (*créanciers*). 22, 62.  
 Jarry. 12, 969. 20, 68.  
 Jarry de Mancy. 9, 33.  
 Jasseron (*commune*). 3, 91.  
 Jaubert. 15, 182. 21, 509. 31, 228.  
 Jaucourt. 1, 499.  
 Jaulas. 25, 101.  
 Jaulain. 3, 299.  
 Jaulas. 32, 363.  
 Jaumier. 18, 788.  
 Jausion. 19, 881. 20, 419.  
 Javel. 28, 357.  
 Jean. 14, 430.  
 Jeanne Sophie. 8, 515.  
 Jeanne Baptiste. 9, 374.  
 Jeanneau-Labeaume. 22, 257.  
 Jeannet. 13, 959.  
 Jeannet et Morin (*faillite*). 16, 759.  
 Jeannin. 8, 144. 9, 597.  
 Jeaminck. 1, 555.  
 Jeannon. 9, 187.  
 Jeanson. 11, 241.  
 Jégu. 23, 34.  
 Jemannot. 26, 427.  
 Jehu. 1, 270.  
 Jennings. 14, 338.  
 Jennet. 2, 30.  
 Jerneau. 5, 184.  
 Jérôme. 12, 668.  
 Jesson. 13, 684.  
 Jeunesse. 25, 84.  
 Joannet. 21, 209.  
 Joannin. 4, 279.  
 Joannis. 15, 711. 16, 637. 18, 254. 19, 664.  
 Jobal. 20, 335.  
 Jobert. 21, 354.  
 Jodart. 1, 518.  
 Joeger. 17, 272.  
 Joffrenot. 8, 619.  
 Jogand. 33, 331.  
 Jognet. 5, 237.  
 Johanne. 14, 525.  
 John Forsell. 19, 45.  
 Joints. 19, 45.  
 Jolas. 6, 176.  
 Jolivet. 5, 59.  
 Jollinier. 4, 483.  
 Jolliot. 23, 18.  
 Jolly. 23, 584.  
 Joly. 1, 83. 4, 322. 6, 119. 16, 728. 17, 36, 751. 19, 485.  
 Joly (*héritiers*). 10, 426.  
 Joly de Fleury. 22, 819.  
 Jonas-Jones. 11, 306.  
 Jonchère. 3, 204.  
 Joncs. 11, 297. 27, 417.  
 Jonnery. 10, 130.  
 Jordan (*héritiers*). 1, 237.  
 Jordin. 9, 385.  
 Joris (*héritiers*). 10, 595.  
 Joslin. 5, 360.  
 Josse. 1, 178. 32, 387.  
 Josselin. 15, 171.  
 Jossois. 20, 335.  
 Jouannet. 1, 159.  
 Jouasse. 6, 422.  
 Joubert. 3, 384. 8, 452. 19, 611. 28, 220. 32, 87.  
 Joun. 9, 386.  
 Jouenne. 3, 377. 10, 81. 11, 234. 978. 18, 86. 19, 153, 669.  
 Jouffroy. 11, 674.  
 Jongla. 10, 134.  
 Jouhannet et comp. 12, 260.  
 Jouhaud. 24, 13.  
 Jouin. 4, 20.  
 Jouise. 11, 258.  
 Jour. 11, 39.  
 Jourda-Devaux. 19, 983.  
 Jourdain. 9, 168. 33, 301.  
 Jourdain (*héritiers*). 21, 103.  
 Jourdain-Laloue. 2, 592.  
 Jourdan. 1, 273. 13, 574. 14, 132. 19, 396. 21, 266, 598. 22, 488. 23, 192. 28, 57. 31, 202.  
 Jourdeuil. 14, 170.  
 Jourdier. 3, 277.  
 Journaud. 18, 597.  
 Journet. 29, 167. 33, 505.  
 Joubert. 11, 827.  
 Jouselin. 7, 80. 12, 474. 19, 85.  
 Jouteau. 28, 340.  
 Jouvainroux. 22, 596.  
 Jouve. 4, 368. 13, 735.  
 Jouve-Ladevèze. 3, 579.  
 Jouvencel. 18, 764.  
 Jouvét. 10, 354.  
 Joviac. 22, 460.  
 Jubainville. 13, 842.  
 Judas (*faillite*). 13, 587.  
 Judes-Larivière. 3, 543.  
 Jddoque Wiemersck. 12, 536.  
 Jue (*faillite*). 16, 662.  
 Jugeat. 15, 415.  
 Jugermann. 9, 239.  
 Jugo. 8, 224.  
 Juifs (*ci-devant communauté*). 21, 293.  
 Juigné. 32, 429.  
 Juillerat. 1, 375. 9.  
 Juin. 12, 189.  
 Juliam. 6, 43.  
 Juliard. 16, 745.  
 Julick. 7, 576.  
 Julien. 3, 317. 14, 13, 408. 14, 438. 24, 146.  
 Julienne. 12, 295.  
 Jullien. 8, 554.  
 Juliette. 15, 304. 780.  
 Julliot de Frémont. 9.  
 Jumel. 17, 224.  
 Jung. 34, 337.  
 Junin. 23, 690.  
 Juquier. 12, 613.  
 Jura (*administration centrale*). 1, 414.  
 Jusserand. 2, 3. 10.  
 Juves. 32, 302.  
 K.  
 Kâlis. 33, 506.  
 Kaller. 20, 531.  
 Kampeneere. 8, 300.  
 Kanikeser. 17, 78.  
 Kanowski. 1, 92.  
 Karker. 9, 429.  
 Karm. 12, 951.  
 Kaulen. 12, 377.  
 Kautz. 12, 892.  
 Kellermann. 16, 200.  
 Kempf. 17, 719.  
 Kenor. 13, 291.  
 Kepper-Sugermann (*héritiers légataires*). 7.  
 Kercardo. 9, 469.  
 Kerbil. 10, 648.  
 Kergourlay. 13, 407.  
 Kerling. 14, 549.  
 Kermel. 25, 546.  
 Kerpin. 13, 504.  
 Kessel. 2, 18.  
 Kieffer. 9, 712.  
 Kieffer (*héritiers*). 22.  
 Kiellinger. 19, 232.  
 Kiener. 4, 275.  
 Kierner. 1, 237. 10.  
 Kileher. 14, 202.  
 Kilian. 15, 559.  
 Killer. 20, 325.  
 Kimeneau. 10, 157.  
 Kirch-Patrich. 3, 169.  
 Kitzinger. 22, 151.  
 Klein. 15, 322. 18, 30, 368.  
 Klenck. 3, 446.  
 Klenk et comp. 13.  
 Klérick. 11, 548.

- 9, 672.  
13, 886.  
18, 673.  
9, 633.  
27, 385.  
comp. 16, 658.  
22, 864.  
11, 548.  
10, 157. 14, 397.  
27, 388.  
8, 72.  
20, 645.  
1, 217.  
14, 535.  
15, 407.  
21, 423.  
12, 476.  
16, 557.  
et comp. 3, 163.  
7, 581.  
18, 243.  
9, 239.  
20, 404.  
4, 210.  
L.  
15, 12.  
28, 376.  
30, 184.  
3, 335. 6, 497.  
8, 669. 17, 96.  
3, 308.  
14, 889.  
1, 46. 6, 64. 20,  
20, 760.  
31, 197.  
13, 969.  
11, 634.  
12, 135. 15, 534,  
596.  
13, 162.  
12, 995.  
18, 751.  
24, 183.  
7, 370. 20, 686.  
179.  
caye (héritiers).  
221.  
3, 354.  
14, 252.  
29, 492.  
3, 657.  
32, 189.  
4, 361. 9, 157.  
4, 647. 19, 164.  
14, 632.  
15, 153.  
1, 514.  
de Vertillac.  
5, 195.  
16, 134.  
19, 780.  
Lacan Balenci. 30, 31.  
Lacause, 2, 532.  
Lacauve. 16, 548.  
Lacaux. 2, 137. 27, 330.  
Lacave. 6, 360.  
Lacaze. 3, 261. 15, 644.  
28, 328.  
Lacharme. 4, 163.  
Lachassaigne. 13, 834.  
Lachaussade. 9, 361.  
Lachénave. 7, 338.  
Lachèvre. 23, 738.  
Lachez-Delbec. 16, 517.  
Lacède. 24, 293.  
Laclef. 17, 87.  
Laclotte. 6, 685. 12, 225.  
Lacoches. 24, 624.  
Lacombe. 3, 324. 8, 28.  
9, 663. 18, 574. 20,  
384. 26, 481. 27, 273.  
Laconde. 19, 825.  
Lacotte. 2, 466. 17, 9,  
419. 20, 182.  
Lacoudraye. 8, 348.  
Lacour. 11, 39. 25, 291.  
Lacreuze. 13, 92.  
Lacroissade. 21, 253.  
Lacroix. 5, 305. 9, 442.  
11, 436. 24, 293.  
Lacroix (héritiers). 2,  
444.  
Lades. 12, 434.  
Laden. 17, 780.  
Ladeux. 4, 683. 8, 356.  
Ladeuze. 2, 79.  
Ladonne. 19, 927.  
Ladreyt. 25, 155.  
Ladrière. 11, 143.  
Ladureau. 23, 343.  
Ladvocat. 9, 209.  
Lafabre. 31, 381.  
Lafalaie. 28, 434.  
Lafare. 13, 555.  
Lafarge. 1, 56.  
Lafargue. 1, 434.  
Lafavre. 1, 510.  
Lafayette. 26, 303.  
Laferté-Senectère. 24, 50.  
29, 273.  
Lafite. 4, 106. 24, 695.  
27, 289. 32, 185.  
Lafoi. 16, 332.  
Lafon. 1, 489. 4, 500,  
508. 22, 110.  
Lafond. 4, 232. 12, 635.  
49, 769. 21, 686. 22,  
439. 23, 49. 29, 292.  
Lafont. 1, 286. 9, 201.  
10, 147. 18, 689. 18,  
774. 23, 69. 29, 254.  
Lafont-Ladebat. 6, 188.  
Lafontaine. 2, 334. 25,  
346.  
Lafontaine - Grandcourt.  
4, 579.  
Laforest. 23, 289.  
Laforêt. 7, 21.  
Laforgues. 27, 145.  
Lafresnay. 10, 186.  
Lagache (héritiers). 14,  
356.  
Lagan. 16, 134.  
Lagarde. 1, 128. 4, 537.  
Lagardette. 1, 587.  
La Garélie. 1, 622.  
Lagat (héritiers). 10, 709.  
Lageard. 14, 597.  
Lagelée. 11, 309.  
Laget. 4, 417. 21, 470.  
Laget-Valdeson. 11, 801.  
Lagier. 31, 547.  
Lagille. 16, 214.  
Laglasière. 30, 406.  
Lagneau. 33, 428.  
Lagnier. 19, 349.  
Lagorce. 13, 556.  
Lagoublaie. 5, 204.  
Lagrange. 1, 319. 8, 365.  
16, 345.  
Lagrange. 27, 473.  
Laguarrigue. 30, 555.  
Laguène. 18, 191.  
Laguens. 31, 325.  
Laguigneux. 1, 471.  
Lahaie (commune). 2, 137.  
Lahaye. 8, 289.  
Lahens. 31, 254.  
Lahondès. 21, 335.  
Lahoussaye. 29, 123.  
Laignadier - Ladèze et  
comp. 13, 411.  
Laillet. 13, 124.  
Lainé. 4, 76. 43, 367,  
931. 17, 493. 21, 580.  
30, 260. 31, 557. 33, 435.  
Laisné. 14, 328. 16, 173.  
21, 111.  
Lajard. 4, 575.  
Lajarrige. 22, 744.  
Lajoie. 13, 1027.  
Lajonie. 13, 41.  
Lalande. 3, 671.  
Lalanne. 11, 267. 24,  
174.  
Lalay-Lassaveur. 13, 353.  
Lallemand. 13, 368, 986.  
22, 92.  
Lallemand (héritiers). 2,  
43.  
Lallemant. 8, 478.  
Lallement. 13, 641.  
Lallier. 27, 98. 28, 373.  
Lamaillanderie. 3, 236.  
Lamaison. 3, 472.  
Lamane. 4, 644.  
Lamamon. 1, 6.



- Lamarque. 12, 225. 25, 125.  
 Lamarre. 16, 96. 18, 523.  
 Lamarthonie. 33, 388.  
 Lamary. 28, 264.  
 Lamaury. 8, 497.  
 Lambert. 1, 361. 3, 324; 440, 459. 6, 501, 9, 689, 730. 10, 650. 11, 610. 12, 685. 13, 298. 20, 298. 22, 536, 622. 23, 381, 696. 28, 89, 547.  
 Lambert (héritiers). 5, 218.  
 Lambertin. 19, 80.  
 Lamberts. 13, 42.  
 Lambertye. 16, 651.  
 Lambilly. 3, 487. 19, 396.  
 Lambily. 12, 606.  
 Lambla. 34, 282.  
 Lambley. 11, 112.  
 Lamboy. 29, 94.  
 Lambre. 5, 280.  
 Lambrechts. 11, 1017.  
 Lambreckts. 2, 504.  
 Lambin. 4, 248.  
 Lambroschini. 12, 768.  
 Lamesure. 6, 91.  
 Lami (héritiers). 1, 190.  
 Lamiral. 13, 765.  
 Lammermane. 4, 606.  
 Lamoignon. 15, 699.  
 Lamothe. 7, 224. 8, 460. 20, 671. 32, 315.  
 Lamothe-Disant. 10, 502.  
 Lamotte. 6, 238, 16, 548. 30, 301. 31, 241, 344.  
 Lamotte-Lupiac. 10, 502.  
 Lamnain. 21, 70.  
 Lampsin. 17, 149.  
 Lamy. 12, 476. 14, 632.  
 Lance. 5, 396. 14, 379. 16, 130.  
 Lancel-Carré. 1, 427.  
 Lancelot. 2, 590.  
 Lancelin. 30, 184.  
 Lanchère. 6, 211. 17, 440.  
 Landasse de Francamp. 13, 1035.  
 Landelle. 32, 125.  
 Landon. 22, 162.  
 Landon de Vernon. 14, 342. 19, 373.  
 Landreville. 5, 293.  
 Landrin. 12, 901.  
 Landry. 1, 553.  
 Lanefranque. 2, 640.  
 Lanfrey. 2, 421. 25, 395.  
 Lang. 16, 538. 22, 757. 32, 495.  
 Lange. 3, 195, 273. 4, 280.  
 Lange-Commène. 13, 291. 17, 758. 30, 274.  
 Langenable. 17, 690.  
 Langevin. 23, 718.  
 Langkpaep. 3, 606.  
 Langlard. 6, 181.  
 Langlart. 19, 657.  
 Langlé de Schoebecque (héritiers). 9, 2.  
 Langlet. 32, 558. 33, 332.  
 Langlois. 1, 327. 2, 392. 3, 208. 7, 93. 12, 771. 14, 519, 537. 17, 378. 19, 769. 20, 309. 25, 329. 26, 394. 29, 18, 33, 486.  
 Langlois-Ferrand. 33, 85.  
 Langlumé. 21, 455.  
 Langrais. 24, 134.  
 Languedoc. 12, 957.  
 Lauguereau. 17, 256.  
 Languillaume. 24, 445.  
 Lamisson. 12, 765.  
 Lanjoulet. 15, 313.  
 Lanjonnais. 33, 164.  
 Lannay. 14, 176, 181.  
 Lannea. 26, 111, 292.  
 Lannette. 2, 180.  
 Lanon. 16, 187.  
 Lanoux. 22, 764.  
 Lapsberg. 12, 781.  
 Lansry (héritiers). 2, 498.  
 Lanta. 18, 483.  
 Lantissier. 20, 602.  
 Lapadu. 19, 320.  
 Laperehe. 22, 252.  
 Laperrière. 1, 388.  
 Lapière d'Alard. 17, 775.  
 Laplanche. 1, 584. 9, 413. 15, 320.  
 Laplane. 12, 98.  
 Laplante. 4, 94.  
 Laplène. 6, 417. 11, 954.  
 Laporte. 1, 131. 2, 559. 4, 416. 5, 19. 8, 393. 13, 155. 17, 627. 23, 188.  
 Lapostolet. 19, 56.  
 Lappaz. 18, 605.  
 Lapreuserie. 18, 727.  
 Laprisme. 18, 41.  
 Lapuente (héritiers). 25, 350.  
 Larade. 20, 663.  
 Laran (héritiers). 22, 514.  
 Larbalestier. 1, 807.  
 Larcher. 4, 706. 14, 205.  
 Larcher-Saint-Lot. 8, 147.  
 Larchevêque. 21, 641.  
 Lardemois. 3, 299.  
 Lardet. 27, 395.  
 Lardillet. 8, 457.  
 Larcoux (héritiers). 15, 720.  
 Largillière. 15, 975.  
 Larguère. 4, 44.  
 Larguier. 31, 416.  
 Larioux. 14, 504.  
 Larigaudie. 30, 295.  
 Larivière. 8, 570.  
 Larmanier. 10, 735.  
 Larmodieu. 4, 263.  
 Larmoyer (héritiers). 14.  
 Laroche. 5, 458. 14, 406. 20, 443.  
 Laroche-Canilhac (mune). 20, 765.  
 Laroche-foucault. 4.  
 Larochette de la Ferrière. 1, 319.  
 La Roche-Négly. 6.  
 Larodde. 18, 429.  
 La Roguè. 9, 747.  
 Larosière. 15, 463.  
 Laroux. 11, 606.  
 Laroyenne. 20, 691.  
 Larroque. 22, 680.  
 Larrouy. 22, 503.  
 Larsonnier. 12, 170. 948.  
 Lartigues. 4, 206.  
 Lartois. 29, 328.  
 Larues. 13, 944.  
 Lary. 16, 16.  
 Las. 9, 726.  
 Lasalle. 1, 30, 10, 320. 4, 709. 5, 310. 9, 453. 16, 644.  
 Lasaudraye. 2, 644.  
 Lasbournygues. 18, 5.  
 Lascoux. 16, 111.  
 Lasserre. 2, 51.  
 Lasherne. 22, 757.  
 Lasmartre. 6, 278.  
 Lasmejas. 1, 286.  
 Lasneret. 19, 261.  
 Lasnon. 21, 141.  
 Lasquier. 24, 381.  
 Lassaingne. 21, 550.  
 Lassaile. 19, 131.  
 Lassarade. 14, 259.  
 Lasserne. 1, 301.  
 Lassie. 30, 248.  
 Lassus. 14, 214.  
 Lastrape. 6, 417.  
 Lataulade. 3, 647.  
 Batini. 15, 747.  
 Latour. 2, 650. 8, 149, 356. 21, 654.  
 Latour (héritiers). 742.  
 Latour - d'Auvergne. 17, 316. 29, 26, 417.  
 Latour de Pin. 15.  
 Latreille. 6, 309.  
 Latrube. 25, 365.

- 27, 115.  
 11, 253.  
 7, 447.  
 390.  
 41, 674. 24.  
 ell. 13, 444.  
 4, 380.  
 32, 529.  
 8, 449.  
 2, 223.  
 2, 201. 10, 510.  
 12, 658.  
 5, 218. 33, 562.  
 (héritiers). 12,  
 370. 22, 651.  
 5, 128.  
 29, 82.  
 18, 160. 21,  
 34, 44.  
 19, 43.  
 8, 590. 23,  
 32, 282.  
 12, 850. 13, 215.  
 290. 18, 249. 27.  
 28, 424. 29, 278.  
 34, 32, 48, 73, 74.  
 33, 551.  
 3, 664.  
 33, 444.  
 2, 143.  
 1, 75.  
 33, 204.  
 11, 340.  
 15, 723. 18,  
 8.  
 12, 450.  
 5, 327. 17, 737.  
 333.  
 4, 253.  
 22, 530.  
 1, 450.  
 9, 363.  
 17, 604.  
 30, 537.  
 22, 398.  
 11, 057.  
 (faillite). 10,  
 1.  
 1, 243. 17, 666.  
 10, 463.  
 26, 111.  
 22, 786.  
 32, 538.  
 17, 42. 18, 801.  
 574.  
 12, 195.  
 11, 462.  
 (créanciers). 11,  
 nolette. 13, 578.  
 Lavit. 9, 339.  
 Lavoine. 6, 139.  
 Lavollée (héritiers). 26,  
 815.  
 Lavolley. 18, 251.  
 Lavondès. 3, 127.  
 Laxaque. 2, 620.  
 Layre. 11, 801.  
 Lazzerini. 15, 257.  
 Leau. 17, 4.  
 Leauté. 14, 586.  
 Lebaillly de Frenay. 12,  
 362.  
 Leballais. 11, 25.  
 Lebally. 10, 541.  
 Lebandy. 14, 298.  
 Lebarbier. 26, 449.  
 Lebarrois. 17, 60, 21, 641.  
 Lebarrois d'Orgéval. 22,  
 499.  
 Lebarrier. 7, 546.  
 Lebas. 3, 197. 6, 380. 10,  
 428.  
 Lebas de Tourmont. 2,  
 452.  
 Lebatteur (héritiers). 2,  
 357.  
 Lebbe. 22, 357.  
 Lebe. 13, 39.  
 Lebeau. 9, 301. 19, 415.  
 Lebègue. 14, 95.  
 Lebel. 19, 34. 21, 366.  
 Lebey. 18, 140.  
 Lebigre. 9, 593.  
 Leblanc. 2, 604. 4, 275,  
 296, 529.  
 Leblanc-Duplessis. 4, 410.  
 Leblé. 22, 900.  
 Leblm. 24, 482.  
 Leblond. 3, 201. 12, 553.  
 14, 430. 23, 712.  
 Lebon. 3, 216. 14, 353.  
 Lebon-Laboutraye. 4, 502.  
 Leborgne. 3, 529. 15, 402.  
 Le Bouchel. 13, 594.  
 Le Boucher. 10, 425.  
 Leboucher-Dumesnil (hé-  
 ritiers). 1, 147.  
 Leboucher-Laroche. 13,  
 354.  
 Leboulenger. 32, 217.  
 Leboullenger. 3, 67.  
 Lebourg. 3, 241.  
 LeBougeois. 33, 432.  
 Lebourhis. 32, 331.  
 Lebouteillier. 12, 362.  
 Lebret. 23, 616. 24, 220.  
 Lebret du Désert. 25,  
 460.  
 Lebreton, 1, 368. 12, 716.  
 19, 344.  
 Lebreton (héritiers). 10,  
 176.  
 Lebric. 13, 179.  
 Le Brigan. 12, 616.  
 Lebrisois. 16, 280.  
 Lebrun. 10, 580. 44, 71.  
 Letacheux. 2, 442. 577.  
 Lecaillier. 1, 136.  
 Lecaïsne. 2, 502.  
 Lécamus. 22, 341.  
 Lecardé. 11, 578.  
 Lecaron. 17, 772.  
 Lécarpentier. 16, 374. 25,  
 296. 34, 295.  
 Lecat. 25, 193.  
 Lecavellier (créanciers). 20,  
 143.  
 Lecce. 42, 389.  
 Lecerf. 4, 611. 15, 128.  
 Lecerf-Lamiral. 15, 672.  
 Lechanteur. 30, 245.  
 Lechapon. 10, 664.  
 Lechat. 24, 693.  
 Lechatelier. 24, 116.  
 Lechène. 5, 176.  
 Lecherme (héritiers). 4,  
 200.  
 Lechevallier. 18, 818.  
 Lechoismier (héritiers).  
 20, 368.  
 Leclaque. 3, 639.  
 Leclair. 11, 182.  
 Leclerc. 1, 278. 2, 144.  
 3, 78. 4, 235. 7, 479.  
 601. 8, 693. 18, 675.  
 103. 14, 319. 15, 251.  
 16, 732, 735. 18, 629.  
 19, 681. 21, 755. 24,  
 545. 32, 584.  
 Leclerc-Morlet. 27, 188.  
 Leclerc (héritier). 16, 22.  
 Leclercq. 3, 623.  
 Leclerc. 3, 492. 4, 513.  
 17, 265, 31, 402.  
 Leclercq. 8, 436. 30, 193.  
 Lecluze. 18, 317.  
 Leclercq. 14, 454.  
 Lécœur. 3, 337.  
 Lécœur Eachenaye. 12, 98.  
 Lecomble. 28, 302.  
 Le Compte. 5, 228.  
 Lecomte. 1, 134, 288. 2,  
 228, 313. 4, 32. 8, 459.  
 13, 807. 14, 501. 15,  
 322. 16, 57. 18, 271.  
 Lecomte (héritiers.) 30,  
 473.  
 Leconte. 16, 354. 20, 574.  
 Lecoq. 5, 373.  
 Lécordier. 1, 492.  
 Lécornu. 22, 125.  
 Lécorre. 12, 146.  
 Lécou-Boupaix. 13, 811.  
 Lécouffe. 29, 177.  
 Lécoup. 18, 592.  
 Lecour. 18, 921. 10, 751.  
 13, 520.

- Le Courtois. 17, 549.  
 Lecouteux. 16, 567.  
 Lecouteux de Canteleux. 17, 506.  
 Lecoutteux (héritiers). 3, 448.  
 Lecouturier. 23, 594.  
 Lecouvreur. 2, 514. 8, 501.  
 Lecomps. 19, 859.  
 Lecuyer. 20, 903. 24, 3.  
 Lecuyer (faillite). 22, 391.  
 Ledarfois. 17, 188.  
 Ledat. 32, 20.  
 Le Denis. 3, 191.  
 Le Deht. 12, 734.  
 Ledien. 32, 161.  
 Ledoux. 1, 142. 21, 64.  
 Leduc. 12, 374. 27, 441.  
 Leduchat. 2, 409.  
 Lefaudeaux. 7, 505.  
 Lefebvre. 2, 635. 4, 709. 6, 394. 7, 310. 10, 613. 11, 339. 12, 590, 740, 917. 13, 393. 14, 243, 444. 16, 787. 18, 274. 377. 20, 624. 22, 291. 23, 738. 31, 58. 153.  
 Lefebvre (héritiers). 8, 562. 16, 142.  
 Lefebvre de Compigny. 21, 1.  
 Lefebvre-Desgardes. 29, 366.  
 Lefebvre de la Maillandière. 12, 103.  
 Lefebvre - Sainte - Marié. 19, 674.  
 Lefeuvre. 25, 164.  
 Lefèvre. 2, 325. 3, 320. 8, 580. 9, 570. 13, 197. 16, 489. 20, 773. 30, 463.  
 Lefèvre-Boucher. 23, 632.  
 Lefèvre (syndics). 12, 368.  
 Lefé (syndics). 13, 462.  
 Leflacher. 14, 340.  
 Leforestiers. 2, 124.  
 Lefortier. 19, 980.  
 Lefoulon. 9, 166.  
 Lefrançois. 40, 62. 12, 509. 14, 286. 16, 384. 21, 323.  
 Lefur. 14, 395.  
 Legall. 21, 507.  
 Légé. 15, 74.  
 Legemble. 11, 855.  
 Legendre. 17, 425. 21, 429. 28, 209. 29, 341. 32, 547.  
 Legendre (héritiers). 3, 515.  
 Leger. 1, 580. 3, 178. 11, 754. 14, 20. 16, 509.  
 Légié. 12, 944.  
 Legoupil. 25, 326.  
 Legracieux. 22, 577.  
 Legend. 11, 745.  
 Letellier. 9, 393, 586.  
 Letellier (héritiers). 20, 139.  
 Letimonnier. 24, 107.  
 Letocard. 13, 521.  
 Letondal. 19, 260. 21, 746.  
 Letors (héritiers). 16, 266.  
 Letort. 7, 294.  
 Letourmy. 5, 53.  
 Letourny (héritiers). 20, 90.  
 Lettré. 19, 707.  
 Létuvé. 16, 698.  
 Leuba. 6, 455.  
 Leulier. 15, 768.  
 Leurquin. 5, 121.  
 Leuthereau. 26, 415. 419, 421.  
 Leuthereau - Beauregard. 32, 12.  
 Levac. 7, 169.  
 Levacher. 3, 415. 9, 353. 11, 821. 20, 393.  
 Levacher de la Feuterie. 26, 256.  
 Levailant. 12, 491.  
 Levallois. 22, 408.  
 Levaretto. 10, 851.  
 Levasseur. 1, 94. 3, 104. 13, 462. 24, 227.  
 Levassor. 2, 321. 13, 603.  
 Levavasseur. 4, 249.  
 Leveau. 19, 470.  
 Léveillé. 12, 359.  
 Levéque. 30, 264.  
 Levéque (héritiers). 8, 83.  
 Levéque-Lapointe. 25, 23.  
 L'Evêque. 12, 584.  
 Leverd. 8, 484.  
 Leverdais. 12, 156.  
 Levergeois. 12, 157.  
 Leverriet. 27, 78.  
 Lévesque. 2, 468. 4, 544.  
 Leveux. 23, 705.  
 Levi. 8, 300. 10, 703. 15, 655.  
 Leviant. 7, 53.  
 Levieux-Ballon. 28, 345.  
 Le Villain. 8, 379.  
 Levis. 4, 226. 28, 165.  
 Lévis. 14, 704.  
 Lévy. 17, 129.  
 Levolland. 8, 56.  
 Levrat. 13, 597.  
 Levraud. 30, 353.  
 Levraux. 32, 165.  
 Levrier. 32, 97.  
 Lewis. 19, 832.  
 Lewy. 6, 544. 22, 7.  
 Lex. 12, 485.  
 Leydier. 21, 521.  
 Leyens. 13, 294.  
 Leygne. 42, 584. 13.  
 Leymaris. 21, 687.  
 Leyrens. 7, 236.  
 Leyser. 16, 538.  
 L'Harminecz. 7, 86.  
 L'héritier. 2, 449. 3.  
 Lhéman. 21, 363.  
 Lherbette. 22, 180.  
 Lhermet. 11, 253.  
 Lhermite. 13, 660.  
 L'Hermite. 17, 620.  
 Lhomme. 12, 628.  
 L'Hoste (héritiers). 9.  
 L'Hostellier (héritiers). 72.  
 L'Huilier. 3, 532.  
 Lhuillier. 17, 282. 18. 26, 38.  
 Lianthey. 8, 482.  
 Liard. 22, 550.  
 Libault. 18, 207.  
 Libert. 3, 662.  
 Liboton. 14, 349.  
 Lidé. 925.  
 Li loñne. 14, 506.  
 Liébaert. 12, 885. 13.  
 Liébaert. 11, 101.  
 Liébaert. 3, 556.  
 Liège. 30, 423.  
 Liège (donataires). 9.  
 Lierens. 13, 544.  
 Lieutaud. 3, 435.  
 Liévin-Bauwens. 12.  
 Liévin-Buys. 14, 7.  
 Lièvre. 26, 176.  
 Liger (héritiers). 15.  
 Ligeret. 8, 548.  
 Lignac. 51, 355.  
 Ligné. 5, 1.  
 Ligonnet. 31, 15.  
 Liguier. 3, 574.  
 Lille. 29, 351.  
 Lille (hospice de). 28.  
 Lillebrives. 1, 266.  
 Lillers. 13, 449.  
 Limberg. 10, 101.  
 Limoges. 1, 529. 4.  
 Lincourt. 19, 511.  
 Lindeinan. 13, 629.  
 Lingois. 4, 650. 16.  
 Liniaire. 7, 284.  
 Lintzmann. 2, 69.  
 Liône. 11, 754.  
 Liône (héritiers). 6, 3.  
 Liot. 9, 419.  
 Lioud. 9, 572.  
 Lippemann. 19, 966.  
 Lippman. 9, 878.  
 Liquier. 29, 527.  
 Liquière. 14, 473.

- 27, 115.  
 ère. 11, 253.  
 è. 7, 417.  
 8, 390.  
 pin. 11, 674. 24,  
 ssell. 13, 444.  
 na. 4, 380.  
 ur. 32, 529.  
 28, 449.  
 at. 2, 223.  
 r. 2, 201. 10, 510,  
 12, 658.  
 y. 5, 218, 33, 562.  
 (héritiers). 12,  
 19, 370. 22, 651.  
 u. 5, 123.  
 illan. 29, 82.  
 uce. 18, 160. 21,  
 ncin. 31, 44.  
 ncot. 19, 43.  
 ndeau. 3, 590. 23,  
 ns. 32, 282.  
 nt. 12, 850. 13, 215,  
 290. 18, 219. 27,  
 28, 424. 29, 278.  
 34. 32, 48, 73, 74.  
 et. 33, 551.  
 r. 3, 664.  
 ère. 33, 444.  
 n. 2, 143.  
 rome. 1, 75.  
 ur. 33, 204.  
 urne. 11, 350.  
 re. 15, 723. 18,  
 3.  
 na. 12, 452.  
 ette. 5, 327. 17, 737.  
 333.  
 lée. 4, 253.  
 ley. 22, 530.  
 de. 1, 450.  
 reille. 9, 363.  
 delle. 17, 604.  
 den. 30, 537.  
 dier. 22, 398.  
 ne. 11, 957.  
 ge (faillite). 16,  
 l.  
 gne. 1, 243. 17, 666.  
 e. 10, 463.  
 e. 26, 111.  
 sière. 22, 786.  
 32, 532.  
 17, 42. 18, 301.  
 574.  
 12, 195.  
 11, 462.  
 e (créanciers). 11,  
 ette. 13, 578.  
 Lavit. 9, 339.  
 Lavoine. 6, 159.  
 Lavollée (héritiers). 26,  
 313.  
 Lavolley. 18, 251.  
 Lavondès. 3, 127.  
 Laxaque. 2, 620.  
 Layre. 11, 801.  
 Lazzerini. 15, 257.  
 Leau. 17, 4.  
 Leautey. 14, 586.  
 Lebailly de Frenay. 12,  
 362.  
 Leballais. 11, 25.  
 Lebally. 10, 541.  
 Lebandy. 14, 298.  
 Lebarbier. 26, 449.  
 Lebarrois. 17, 60. 21, 641.  
 Lebarrois d'Orgeval. 22,  
 499.  
 Lebarrier. 7, 546.  
 Lebas. 3, 197. 6, 380. 10,  
 428.  
 Lebas de Tourmont. 2,  
 452.  
 Lebatteur (héritiers). 2,  
 357.  
 Lebte. 22, 357.  
 Lebe. 13, 39.  
 Lebeau. 9, 301. 19, 415.  
 Lebègue. 14, 95.  
 Lebel. 19, 34. 21, 366.  
 Lehey. 18, 140.  
 Lebigre. 9, 593.  
 Leblanc. 2, 601. 4, 275,  
 396, 529.  
 Leblanc-Duplessis. 4, 410.  
 Leblé. 22, 900.  
 Leblin. 24, 482.  
 Leblond. 3, 201. 12, 553.  
 14, 430. 23, 712.  
 Lebon. 3, 216. 14, 353.  
 Lebon-Laboutraye. 4, 502.  
 Leborgne. 3, 529. 15, 402.  
 Le Bouchel. 13, 594.  
 Le Boucher. 10, 425.  
 Leboucher-Dumesnil (hé-  
 ritiers). 1, 447.  
 Leboucher-Laroche. 13,  
 754.  
 Leboulenger. 32, 217.  
 Leboullenger. 3, 67.  
 Lebourg. 3, 241.  
 Le Bourgeois. 33, 432.  
 Lebourhis. 32, 331.  
 Lebouteillier. 12, 362.  
 Eebret. 23, 616. 24, 229.  
 Lebret du Désert. 25,  
 460.  
 Lebreton, 4, 388. 12, 746.  
 19, 344.  
 Lebreton (héritiers). 10,  
 176.  
 Lebrie. 13, 179.  
 Le Brigand. 12, 616.  
 Lebrisois. 16, 280.  
 Lebrun. 10, 580. 14, 71.  
 Lecacheux. 2, 442. 577.  
 Lacaillier. 1, 136.  
 Lecaisne. 2, 502.  
 Lecamus. 22, 341.  
 Lecardé. 11, 578.  
 Lecaron. 17, 772.  
 Lecarpentier. 16, 374. 25,  
 296. 31, 295.  
 Lecat. 25, 193.  
 Lecavellier (créanciers). 20,  
 143.  
 Lecce. 12, 389.  
 Lecerf. 4, 611. 15, 128.  
 Lecerf-Lamiral. 15, 672.  
 Lechanteur. 30, 245.  
 Lechapon. 19, 684.  
 Lechat. 24, 693.  
 Lechatelier. 24, 416.  
 Lechêne. 5, 176.  
 Lecherme (héritiers). 4,  
 200.  
 Lechevallier. 18, 818.  
 Lechoismier (héritiers).  
 20, 368.  
 Leciaque. 3, 639.  
 Leclair. 11, 182.  
 Leclerc. 1, 278. 2, 144.  
 3, 78. 4, 235. 7, 479,  
 601. 8, 695. 13, 675,  
 803. 14, 319. 15, 251.  
 16, 732, 735. 18, 629.  
 19, 681. 21, 755. 24,  
 545. 32, 584.  
 Leclerc-Morlet. 27, 188.  
 Leclerc (héritier). 16, 22.  
 Leclerck. 3, 623.  
 Leclerc. 3, 492. 4, 513.  
 17, 265. 31, 402.  
 Leclercq. 8, 436. 30, 193.  
 Lecluze. 13, 317.  
 Lecocq. 11, 454.  
 Lecœur. 3, 337.  
 Lecœur Lachenaye. 12, 98.  
 Lecomble. 28, 302.  
 Le Compte. 5, 228.  
 Lecomte. 1, 134, 288. 2,  
 228, 313. 4, 62. 8, 459.  
 13, 807. 14, 501. 15,  
 322. 16, 57. 18, 271.  
 Lecomte (héritiers.) 30,  
 473.  
 Leconte. 16, 354. 20, 574.  
 Lecoq. 5, 373.  
 Lecordier. 1, 492.  
 Lacornu. 22, 126.  
 Lecorre. 12, 146.  
 Lecon-Boupaix. 13, 811.  
 Lecouffe. 29, 177.  
 Lecoup. 18, 392.  
 Lecour. 18, 921. 10, 754.  
 19, 520.

Le Courtis. 17, 549.  
 Lecoutèux. 16, 367.  
 Lecouteux de Canteleux. 17, 506.  
 Lecouteux (héritiers). 5, 418.  
 Lecouturier. 23, 594.  
 Lecouvreurs. 2, 514. 8, 501.  
 Lecomps. 19, 859.  
 Lecuyer. 20, 203. 24, 3.  
 Lecuyer (faillite). 22, 591.  
 Ledanois. 17, 188.  
 Ledat. 32, 20.  
 Le Denis. 3, 101.  
 Le Dent. 12, 734.  
 Ledien. 32, 161.  
 Ledoux. 1, 142. 24, 64.  
 Leduc. 12, 374. 27, 441.  
 Leduchat. 2, 409.  
 Lefaudeaux. 7, 505.  
 Lefebvre. 2, 635. 4, 709. 6, 394. 7, 310. 10, 613. 11, 339. 12, 590, 740, 917. 13, 393. 14, 243, 414. 16, 787. 18, 274, 377. 20, 624. 22, 291. 23, 738. 31, 58, 163.  
 Lefebvre (héritiers). 8, 562. 16, 142.  
 Lefebvre de Compigny. 24, 1.  
 Lefebvre - Desgardes. 29, 366.  
 Lefebvre de la Maillardière. 12, 103.  
 Lefebvre - Sainte - Marie. 19, 674.  
 Lefeuvre. 25, 161.  
 Lefèvre. 2, 325. 3, 320. 8, 580. 9, 570. 13, 497. 16, 489. 20, 773. 30, 463.  
 Lefèvre-Boucher. 23, 632.  
 Lefèvre (syndics). 12, 368.  
 Lefié (syndics). 13, 462.  
 Leflacher. 14, 340.  
 Leforestier. 2, 124.  
 Lefortier. 19, 980.  
 Lefoulon. 9, 166.  
 Lefrançois. 10, 62, 12, 509. 14, 286. 16, 884. 21, 323.  
 Lefur. 11, 395.  
 Legall. 21, 307.  
 Lége. 15, 74.  
 Legemble. 11, 855.  
 Legendre. 17, 425. 21, 429. 28, 209. 29, 341. 32, 547.  
 Legendre (héritiers). 3, 515.

Leger. 1, 580. 3, 178. 11, 751. 14, 20. 16, 509.  
 Léglisé. 12, 944.  
 Legoupil. 25, 326.  
 Legracieux. 22, 577.  
 Legrand. 11, 745. 16, 405. 19, 409. 20, 31.  
 Legrande (héritiers). 22, 545.  
 Legras. 20, 194. 21, 93. 27, 5, 356.  
 Legras de Longval. 19, 773.  
 Legré. 20, 384.  
 Legrest. 7, 2.  
 Legris. 17, 460. 23, 165.  
 Legroing. 22, 596.  
 Legros. 11, 94. 12, 96. 17, 65. 18, 633. 22, 322.  
 Legry. 32, 240.  
 Legues. 31, 389.  
 Leguevel. 21, 307.  
 Leguin. 16, 292.  
 Leguyader. 11, 395.  
 Lehamel. 33, 5.  
 Le Henaff. 15, 143.  
 Lehereau. 12, 939.  
 Lehman. 1, 213. 18, 121. 24, 339.  
 Lehoc. 13, 1086.  
 Lehouc. 10, 540.  
 Lehout. 25, 464.  
 Lebugeur. 26, 488. 28, 161.  
 Leix. 7, 515.  
 Lejeal. 28, 408.  
 Lejeune. 11, 312, 821.  
 Lelargue. 11, 344.  
 Lelaurain. 31, 518.  
 Lelennier. 5, 51.  
 Leleu. 2, 421. 9, 339. 13, 836.  
 Leleu et comp. 26, 280.  
 Lelièvre. 13, 725. 32, 435.  
 Lelièvre-Lagrange (héritiers). 16, 655.  
 Lelièvre de Rochefort. 14, 247.  
 Lelivre. 1, 248.  
 Leloup. 16, 737.  
 Lemaigre. 14, 558.  
 Lemaigre Saint - Maurice (créanciers). 6, 524.  
 Lemairat. 1, 592.  
 Lemaire. 4, 587. 13, 44. 17, 330. 24, 233. 26, 148. 33, 26. 30, 5.  
 Lemaistre. 22, 734.  
 Lemaitre. 14, 298. 18, 846. 23, 737. 32, 353.  
 Lemancel. 16, 327.  
 Lemarchand. 19, 834.  
 Lemarchand de Gomi-court. 15, 381.  
 Lemarié. 18, 616. 23, 7.

Lemarois. 21, 355.  
 Lemarquand. 12, 3.  
 Lemarquis. 4, 415.  
 Lemarre. 32, 282.  
 Lemarrôis. 33, 460.  
 Le Masson de B. 257.  
 Lemayrat. 3, 523.  
 Lemeilleur. 1, 87. 11, 17, 411.  
 Lemercier. 1, 394. 17, 411.  
 Lemerle. 13, 535.  
 Lemettre. 6, 32.  
 Lemierre. 13, 482.  
 Lemire. 17, 598. 21, 2.  
 Lemire (héritiers). 5, 5.  
 Lemit. 28, 528.  
 Lemmet. 17, 159.  
 Lemoine. 1, 122. 9, 12, 642. 15, 614. 22, 867. 25, 459.  
 Lemoine-d'Herly. 1, 1.  
 Lemonnier. 16, 57. 751.  
 Lemonon. 12, 89.  
 Lemore. 17, 171.  
 Lemeyne. 18, 879.  
 Lempereur-Laroche. 747.  
 Lemur. 11, 468.  
 Lénadier. 18, 888.  
 Lenferna. 20, 548.  
 Lenfumé. 31, 177.  
 Lenglier. 19, 300.  
 Lenig. 18, 891.  
 Lenoble. 3, 369. 4, 8, 570. 12, 872.  
 Lenoir. 2, 355. 9, 50. 864. 18, 580. 20, 4.  
 Lenoir-Dufresne. 25, 2.  
 Lenormand. 2, 436. 5, 442. 10, 72. 30, 2.  
 Lenti. 15, 269.  
 Leobet. 21, 488.  
 Léon. 4, 27. 15, 75. 269.  
 Leonet. 22, 420.  
 Leorier-Delille. 7, 612. 16, 33. 26, 2.  
 Lepage. 27, 273.  
 Lepau. 16, 601.  
 Lepaysant. 30, 12.  
 Lepelletier. 10, 62. 21, 107.  
 Leperche. 11, 757.  
 Leperchey. 27, 347.  
 Leperdriel. 31, 360.  
 Lepère. 26, 190.  
 Lépicier. 27, 5.  
 Lepicquier. 28, 129.  
 Lepierre. 12, 326.  
 Lepinaist. 1, 316.  
 Lepine. 1, 172.  
 L'Épine. 20, 80.



- 26, 31.  
 13, 1038.  
 16, 604.  
 29, 252.  
 (créanciers). 6,  
 20, 168.  
 4, 240. 13,  
 1, 545. 12,  
 57.  
 2, 206.  
 22, 178.  
 17, 183.  
 9, 665. 21, 291.  
 681.  
 créanciers). 4,  
 11, 1010. 13,  
 4, 185.  
 2, 279. 3, 239,  
 21, 567.  
 eau. 17, 205.  
 5, 409. 8, 93. 16,  
 Neuville. 6, 470.  
 3, 204.  
 2, 103. 6, 491;  
 35.  
 Gaissier. 3, 207.  
 de la Ville. 17,  
 2, 455. 3, 158,  
 9, 231. 13, 333.  
 341. 17, 81. 716.  
 759. 21, 310. 23,  
 660. 28, 140.  
 re. 3, 290.  
 e. 3, 52. 9, 586. 27,  
 de. 22, 208. 32, 68.  
 neau. 22, 291.  
 t. 28, 344.  
 urs. 22, 892.  
 uvé. 30, 480. 31,  
 5.  
 re. 2, 83, 84.  
 yer. 15, 360.  
 igneur. 3, 175.  
 ns. 15, 409.  
 ns-de-Lions. 10, 19.  
 rgeant. 5, 491.  
 ourgues. 33, 127.  
 nef. 20, 81.  
 arda. 18, 372.  
 inasse. 8, 438. 14, 3.  
 t, 129.  
 ne (héritiers). 12,  
 15.  
 pinasse-Darlet. 2, 204.  
 pinasse-Langeac. 2, 24.  
 quier. 1, 105, 1240.  
 Lessore. 11, 652.  
 Lestage. 17, 373. 29, 524.  
 Lesterpt. 4, 608.  
 Lesueur. 17, 220, 228.  
 Letailleur. 1, 163.  
 Létang. 22, 196.  
 Letellier. 6, 356. 9, 393,  
 586.  
 Letellier (héritiers). 20,  
 139.  
 Letimonnier. 21, 107.  
 Letocard. 13, 521.  
 Letondal. 19, 260. 21, 746.  
 Letors (héritiers). 16, 266.  
 Letort. 7, 294.  
 Letourmy. 5, 53.  
 Letourny (héritiers). 20,  
 90.  
 Lettré. 19, 707.  
 Létuvé. 16, 698.  
 Leuba. 6, 455.  
 Leulier. 13, 768.  
 Leurquin. 5, 124.  
 Leuthereau. 26, 415, 419,  
 421.  
 Leuthereau - Beauregard.  
 32, 12.  
 Levac. 7, 169.  
 Levacher. 3, 415. 9, 353.  
 11, 821. 20, 393.  
 Levacher de la Feuterie.  
 26, 256.  
 Levailant. 12, 491.  
 Levallois. 22, 408.  
 Levaretto. 10, 851.  
 Levasseur. 1, 94. 5, 404.  
 13, 462. 24, 227.  
 Levassor. 2, 321. 13, 603.  
 Levavasseur. 4, 249.  
 Leveau. 19, 470.  
 Léveillé. 12, 359.  
 Levêque. 30, 264.  
 Levêque (héritiers). 8, 83.  
 Levêque-Lapointe. 25, 23.  
 L'Evêque. 12, 584.  
 Leverd. 8, 484.  
 Leverdais. 12, 156.  
 Levergeois. 12, 157.  
 Leverrier. 27, 78.  
 Lévesque. 2, 468. 4, 544.  
 Leveux. 23, 703.  
 Levi. 1, 655. 8, 300. 10, 703.  
 Leviant. 7, 53.  
 Levieux-Ballon. 28, 345.  
 Le Villain. 8, 379.  
 Levis. 4, 226. 28, 165.  
 Léville. 11, 704.  
 Levolland. 8, 56.  
 Levrat. 13, 597.  
 Levraud. 30, 533.  
 Levraux. 32, 165.  
 Levrier. 32, 97.  
 Lévy. 17, 129.  
 Lewis. 19, 832.  
 Lewy. 6, 544. 22, 718.  
 Lex. 12, 485.  
 Leydier. 21, 521.  
 Leyens. 13, 294.  
 Leygne. 12, 384. 13, 73.  
 Leymaris. 21, 687.  
 Leyrens. 7, 236.  
 Leyser. 16, 538.  
 L'Harminiez. 7, 86.  
 Lhéritier. 2, 449. 31, 249.  
 Lhéman. 21, 863.  
 Lherbette. 22, 180. 28, 89.  
 Lhermet. 11, 253.  
 Lhermite. 13, 660.  
 L'Hermite. 17, 620.  
 Lhomme. 12, 628.  
 L'Hoste (héritiers). 9, 640.  
 L'Hostellier (héritiers). 1,  
 72.  
 L'Huillier. 3, 532. 13, 948.  
 Lhuillier. 17, 282. 18, 809.  
 26, 38.  
 Lianthey. 8, 482.  
 Liard. 22, 560.  
 Libault. 18, 207.  
 Libert. 3, 662.  
 Liboton. 14, 349.  
 Lidé. 19, 925.  
 Lidonne. 14, 506.  
 Liébaert. 12, 885. 13, 243.  
 Liébart. 11, 1018.  
 Liégaut. 3, 556.  
 Liège. 30, 423.  
 Liège (donataires). 9, 650.  
 Lierens. 13, 541.  
 Lieutaud. 3, 435.  
 Liévin-Bauwens. 12, 287.  
 Liévin-Buys. 14, 7.  
 Lièvre. 26, 176.  
 Liger (héritiers). 15, 426.  
 Ligeret. 8, 548.  
 Lignac. 31, 355.  
 Ligné. 5, 1.  
 Ligonnet. 31, 15.  
 Liguier. 3, 574.  
 Lille. 29, 351.  
 Lille (hospice de). 28, 286.  
 Lillebrives. 1, 266.  
 Lillers. 13, 449.  
 Limberg. 10, 101.  
 Limoges. 1, 529. 4, 20.  
 Lincourt. 19, 511.  
 Lindman. 13, 629.  
 Lingois. 4, 650. 16, 192.  
 Liniaire. 7, 284.  
 Lintzmann. 2, 69.  
 Liône. 11, 754.  
 Liône (héritiers). 6, 336.  
 Liot. 9, 119.  
 Lioud. 9, 572.  
 Lippemann. 19, 966.  
 Lippman. 9, 378.  
 Liquier. 29, 527.  
 Liquière. 14, 473.

- Liset. 9, 275. 31, 74.  
 Liafranc. 25, 514.  
 Lissot. 24, 42.  
 Liste civile. 19, 98. 24, 93.  
 29, 111. 30, 327.  
 Listenai. 5, 384.  
 Litière (*héritiers*). 9, 299.  
 Lizet. 17, 209.  
 Locamus. 10, 181.  
 Loches. 3, 441.  
 Locquet. 32, 306.  
 Loeret. 18, 741.  
 Loevet. 31, 77.  
 Logent. 4, 670.  
 Lohmuller. 16, 452.  
 Loire-Inférieure (*préfet*).  
 12, 868.  
 Loiseau. 4, 691. 24, 285.  
 Loisel-Précourt. 19, 265.  
 Lolier. 10, 106.  
 Lombard. 7, 183. 8, 275,  
 537. 13, 1031. 29, 562.  
 31, 547.  
 Lombardo. 14, 218.  
 Lombard-van-Lierde. 21,  
 491.  
 Lomet. 21, 738.  
 Lompes (*commune*). 20,  
 513.  
 Lompnieux (*commune*).  
 29, 152.  
 Loncouat. 25, 257.  
 Londas. 11, 543.  
 Long. 15, 133.  
 Longayron. 11, 8.  
 Longchamps. 29, 223. 31,  
 574.  
 Longe-Pierre. 4, 589.  
 Longeaux. 29, 195.  
 Longuet. 11, 662.  
 Lonjon. 2, 150, 153. 8, 616.  
 Loos. 3, 355.  
 Lootems. 12, 996.  
 Lorch. 11, 580.  
 Lordereau. 19, 692.  
 Loré. 24, 693.  
 Lorel. 6, 36.  
 Lorieux. 11, 830.  
 Lorient. 25, 370.  
 Loron. 29, 553.  
 Lorrain. 28, 49.  
 Loruc. 2, 24.  
 Los. 11, 593.  
 Losée (*héritiers*). 11, 94.  
 Losserand. 11, 983.  
 Lostanges. 1, 325.  
 Lotte. 20, 823.  
 Lottin. 21, 323.  
 Louault. 7, 90.  
 Louaut. 23, 275. 25, 56.  
 Loubateres. 29, 346.  
 Loubeau. 28, 397.  
 Louberie. 33, 180.  
 Loubert. 1, 383.  
 Loubet. 24, 651.  
 Loubet-Capera. 33, 577..  
 Louchet. 18, 46, 597.  
 Louis. 33, 503.  
 Louis, dit Martinet, 13.  
 246.  
 Louis-René-Gustave. 20,  
 273.  
 Loumagne. 20, 221.  
 Loumier. 10, 732.  
 Lourdet. 3, 529.  
 Loury. 18, 389.  
 Lousteau. 30, 83.  
 Loustouneau. 23, 92.  
 Louvet. 6, 284. 17, 549.  
 19, 546, 585. 23, 35. 33,  
 469.  
 Louyet. 11, 423.  
 Loyat. 12, 43.  
 Loyer. 30, 153.  
 Loygues. 32, 169.  
 Loys. 11, 42.  
 Lozeau. 2, 317.  
 Lubbert. 10, 609. 19, 698.  
 21, 615. 26, 297. 31, 10.  
 Lubersac. 10, 410.  
 Lucan. 12, 845.  
 Lucantis. 31, 440.  
 Lucas. 1, 492. 2, 8. 11,  
 738. 15, 352.  
 Lucet. 10, 450.  
 Luciot. 7, 34.  
 Luciot (*héritiers*). 2, 465.  
 Lucy. 9, 480.  
 Ludres (de). 5, 456.  
 Luillier. 18, 813.  
 Luisard. 13, 26.  
 Lung (*faillite*). 14, 469.  
 Luppel. 8, 192.  
 Luraine. 28, 431.  
 Lusignan. 18, 560.  
 Lussault. 6, 371.  
 Lusseau. 25, 541.  
 Lussie. 4, 558.  
 Luth. 2, 2.  
 Luthon. 2, 396.  
 Lutzelbourg. 17, 155.  
 Lux. 31, 337.  
 Luynes. 19, 73.  
 Luzet. 22, 95.  
 Luzu. 24, 428.  
 Lyon. 11, 503. 12, 572.  
 Lyon (*ville*). 28, 333.  
 Lyon (*notaires*). 53, 127.  
 Lyon-Reinhac. 9, 248.  
 Lyons. 32, 468.  
 Luzet. 28, 81.  
 Lybord. 6, 282.  
 M.  
 Maas. 11, 885.  
 Mac-Mahon. 7, 178.  
 Macaire. 2, 166. 14,  
 Maccarani. 11, 879.  
 Macdermott (*héritiers*).  
 123.  
 Macey. 5, 176.  
 Machard. 13, 860. 24,  
 Mackenbach. 15, 49.  
 Macker. 3, 475.  
 Macon (*hospice*). 24,  
 Maconnex. 32, 196.  
 Madec. 1, 460.  
 Madier. 9, 487.  
 Madier de Montjau.  
 839.  
 Madière. 19, 864.  
 Maertens. 4, 165.  
 Maès. 14, 364.  
 Maès (*héritiers*). 8,  
 14, 31.  
 Maffei. 7, 111.  
 Maffey. 16, 199.  
 Magallon. 16, 642.  
 Magalon. 7, 462.  
 Mager. 20, 386.  
 Magherman. 6, 91.  
 Maghino. 7, 72.  
 Magliano. 12, 448.  
 Maglione. 12, 454.  
 Magnac. 32, 311.  
 Magnancour. 22, 391.  
 Magnat. 26, 380.  
 Magne. 7, 505. 18, 4.  
 Magne de Saint-Victor.  
 656. 29, 410.  
 Magnée. 16, 211.  
 Magnet. 3, 195.  
 Magneux. 21, 224.  
 Magnier. 7, 77. 16, 78.  
 362. 26, 521.  
 Magno-Cavalli. 11, 14.  
 Magnol. 28, 280.  
 Magnoncourt. 8, 643.  
 203.  
 Magny. 8, 643. 10, 7.  
 Magny (*commune*). 1,  
 Magny (*habitants*). 14,  
 Magon de Saint-Elier.  
 369.  
 Magon-Vieuville. 27,  
 Magonet. 12, 868.  
 Magoustier. 9, 356.  
 Magrenon. 19, 139.  
 Magro. 12, 282.  
 Maguanini (*héritiers*).  
 314.  
 Mahier. 10, 809.  
 Mahieu. 11, 852. 16, 7.  
 Mahler. 20, 388.  
 Mahul. 7, 64.  
 Mahy (*héritiers*). 15,  
 Maichin. 22, 145.  
 Maigre. 8, 652. 13, 823.

- 7, 269.  
 9, 693.  
 d. 7, 413. 13, 842.  
 72.  
 18, 827.  
 4, 563.  
 22, 389.  
 5, 420. 17, 259.  
 69.  
 1, 573.  
 14, 211.  
 17, 791. 28, 66.  
 28, 123.  
 14, 520.  
 14, 378.  
 31, 106.  
 9, 669.  
 2, 9. 21, 70.  
 27, 303.  
 6, 588.  
 (héritiers). 14,  
 7, 423.  
 9, 269.  
 1, 219.  
 15, 309. 18,  
 19, 84.  
 12, 977.  
 19, 56.  
 ville (héritiers). 7,  
 9, 750.  
 5, 61.  
 6, 537.  
 29, 82.  
 30, 337.  
 11, 1007.  
 5, 291.  
 18, 83.  
 33, 329.  
 4, 662. 13, 132.  
 13, 730.  
 15, 159.  
 3, 357.  
 13, 428.  
 6, 291.  
 13, 549.  
 7, 172.  
 5, 422. 8, 510. 16,  
 19, 839. 26, 559.  
 1, 606.  
 5, 121.  
 12, 761.  
 2, 216.  
 20, 733.  
 6, 345.  
 25, 200.  
 20, 471.  
 6, 469.  
 Brun. 13, 633.  
 8, 259.  
 16, 479.  
 13, 508.
- Manant. 9, 622.  
 Manau. 30, 317.  
 Manaud. 10, 831.  
 Mancel. 33, 292.  
 Mancel et comp. 19, 353.  
 Manché. 5, 362.  
 Mancini. 8, 67.  
 Mandelot. 29, 152.  
 Mandine (créanciers). 23,  
 88.  
 Mandonnet. 7, 261. 19,  
 555.  
 Mandosse de Nevrezé. 33,  
 217.  
 Mandot-Lagorce. 12, 785.  
 Mandrot et comp. 17, 17.  
 Manem. 14, 235.  
 Manessier. 12, 386. 24, 392.  
 Manget. 2, 173.  
 Mangin (héritiers). 20,  
 303.  
 Mangin (procureur-géné-  
 ral). 24, 695.  
 Mangin-Lépine. 21, 460.  
 Manier (comp.) 4, 606.  
 Maniglier. 21, 68. 23, 766.  
 Manigot. 27, 105.  
 Manissier. 12, 710.  
 Manne. 33, 285.  
 Mannoir. 13, 795.  
 Mannsbendel. 20, 111.  
 Manny. 13, 727.  
 Manoury-Lacour. 16, 115.  
 Manssaud. 21, 64.  
 Mante-Saint-Etienne (com-  
 mune). 3, 25.  
 Manteau. 15, 681.  
 Manton. 1, 284.  
 Manuel. 4, 478.  
 Maquillé. 27, 504.  
 Marais. 15, 741.  
 Marana. 1, 490.  
 Marc. 2, 134. 12, 109. 20,  
 239, 741, 811.  
 Marcand. 10, 22.  
 Marcé. 13, 246.  
 Marcel. 12, 316.  
 Marcelin. 2, 239.  
 Marcellis. 11, 204.  
 Marcellis (héritiers). 11,  
 518.  
 Marcellot. 8, 619. 22, 789.  
 Marchais. 9, 205.  
 Marchais-Dussablon. 30,  
 157, 458, 459.  
 Marchal. 20, 538. 24, 32.  
 Marchand. 1, 394, 601. 9,  
 179. 12, 461. 13, 419.  
 14, 632.  
 Marchand-Duvanval. 4,  
 492.  
 Marchandoni. 24, 566.  
 Marchant. 25, 460.  
 Marche. 18, 793.
- Marthepson. 2, 511.  
 Marcillac. 11, 889. 24, 274.  
 28, 555.  
 Marconnay. 26, 248.  
 Marcou. 4, 280.  
 Marcy. 20, 6.  
 Maréchal. 4, 261. 7, 276.  
 Mareille. 17, 654.  
 Marengo (héritiers). 8, 25.  
 Marengo. 7, 75.  
 Mareschal. 26, 217.  
 Marest. 13, 1070.  
 Maret. 2, 206. 4, 445.  
 Marette. 10, 735. 11, 690.  
 21, 766.  
 Mareuse. 21, 17.  
 Marfoix. 22, 389.  
 Margadat. 14, 71.  
 Margaron et comp. 6, 134.  
 Margier (créanciers). 12,  
 964.  
 Marguolle. 22, 695.  
 Margueré. 3, 311.  
 Marguère. 17, 493.  
 Marguerit. 10, 105.  
 Marguerite. 5, 19.  
 Marguerotte. 3, 465.  
 Marguet. 2, 76. 5, 271.  
 Marguier (créanciers). 14,  
 297.  
 Maria. 13, 906.  
 Mariaud. 19, 294.  
 Maricourt. 15, 458.  
 Marie. 17, 386. 19, 980.  
 20, 668. 31, 12.  
 Marié. 33, 326.  
 Marie-Jeanne. 13, 603.  
 Mariette. 5, 355. 7, 338.  
 10, 723. 14, 501. 17, 38,  
 46, 384. 18, 839. 33, 432.  
 Marignan. 13, 895.  
 Marillat. 22, 51.  
 Marimont (commune). 4,  
 29.  
 Marimpoeuy. 1, 356. 11, 612.  
 Marin. 4, 144. 13, 992.  
 15, 330.  
 Marin de Baille. 28, 15.  
 Marine (administration).  
 9, 612.  
 Mariot. 10, 536.  
 Marion. 11, 370. 15, 651.  
 21, 474. 24, 390.  
 Marlet. 10, 215.  
 Marlier. 12, 349. 32, 516.  
 Marlot. 16, 518.  
 Marmo. 28, 381.  
 Marmod. 21, 34.  
 Marnéf. 8, 325.  
 Marone. 13, 542.  
 Marot. 18, 842.  
 Marotte. 3, 558. 26, 392.  
 Marquemont (commune).  
 20, 421.

- Marquès. 1, 418. 5, 259.  
 Marquet. 7, 1. 12, 722.  
 Marquette. 12, 405.  
 Marquèze. 23, 760.  
 Marquier. 12, 743, 745.  
 Marra. 8, 70.  
 Marraize (*héritiers*). 12, 637.  
 Marre. 14, 281. 20, 542.  
 Marsan (*héritiers*). 15, 54.  
 Marsanche. 22, 690.  
 Marseille (*assureurs*). 20, 324.  
 Marseille (*ville*). 26, 52.  
 Marshall. 19, 317.  
 Marson. 28, 227.  
 Marteau. 9, 753. 10, 685. 23, 708. 29, 49.  
 Martel. 4, 154. 19, 441.  
 Martelli. 9, 174.  
 Martens. 8, 235, 664.  
 Martens (*héritiers*). 7, 355.  
 Martel. 12, 365.  
 Marthe-Lecœur. 10, 32.  
 Marti. 20, 583.  
 Martial. 16, 588.  
 Martin. 1, 330, 510, 584. 2, 264. 3, 333. 4, 27, 253. 5, 61. 7, 211, 276. 9, 94. 10, 498. 11, 29, 436, 591. 12, 76, 689. 13, 89, 202, 922. 14, 410, 540. 15, 29. 16, 224. 18, 143, 299. 19, 187, 732, 20, 592. 21, 377. 22, 289, 755. 23, 165. 24, 357, 603. 28, 32, 201. 30, 28, 47, 145.  
 Martin (*héritiers*). 23, 18.  
 Martin-d'André. 23, 741. 24, 52.  
 Martin-Lartizien. 16, 131.  
 Martin de Puech et comp. 25, 436.  
 Martin-Rouveire. 21, 873.  
 Martina - Corneillau. 11, 1007.  
 Martine. 11, 247.  
 Martineau. 18, 716.  
 Martinet. 5, 5.  
 Martini. 14, 426. 15, 258. 18, 143.  
 Martinon. 23, 303.  
 Martizière. 24, 308.  
 Marton. 8, 535.  
 Martoury. 19, 883.  
 Marty. 1, 567. 11, 229, 287, 563.  
 Marx. 7, 27. 20, 330. 22, 385.  
 Marx-Elie. 4, 127.  
 Mary. 10, 751. 24, 268.  
 Mary-Bryan. 30, 525.  
 Ma. 12, 989.  
 Masare. 17, 690.  
 Masbernard. 11, 690.  
 Masdieu. 3, 98.  
 Massencal. 6, 417.  
 Maslieurat. 26, 241.  
 Masoyer. 30, 253.  
 Maspotin. 1, 390.  
 Massa. 6, 403.  
 Massabiau. 19, 643.  
 Massadier. 10, 189.  
 Massard. 10, 848. 12, 474.  
 Massaris. 11, 804.  
 Massayon. 11, 505.  
 Masse. 7, 357. 11, 699, 938. 18, 888.  
 Massé. 5, 145. 6, 280. 7, 396.  
 Massera. 10, 833.  
 Masseran. 26, 491.  
 Masset. 11, 730.  
 Massias. 12, 792.  
 Massias (*héritiers*). 13, 200.  
 Massieu. 12, 736.  
 Massin. 1, 350.  
 Massiol. 22, 412.  
 Massolino. 7, 132.  
 Masson. 1, 38. 3, 492. 4, 513. 11, 297. 13, 679. 31, 239.  
 Massy. 11, 1. 18, 73. 32, 408.  
 Matabon. 30, 199.  
 Mathé. 24, 67.  
 Mathelin. 21, 34.  
 Matheua. 13, 918. 18, 577.  
 Mathevat. 2, 31.  
 Mathey de Valfont. 15, 220.  
 Mathias. 11, 308.  
 Mathieu. 3, 267. 4, 307. 8, 148. 9, 596. 11, 337. 15, 117. 18, 277. 23, 485.  
 Mathieu (*créanciers*). 8, 246.  
 Mathieu (*faillite*). 17, 277, 281.  
 Mathis. 9, 401. 14, 278. 18, 360.  
 Mathis (*héritiers*). 1, 99.  
 Mathon. 6, 578. 31, 236.  
 Matigny. 12, 221.  
 Maton. 2, 381.  
 Maubach. 18, 873.  
 Maubec. 2, 190.  
 Matibert-Fontaine (*commune*). 19, 945.  
 Maublanc. 18, 380.  
 Maucler. 1, 61.  
 Mauconduit. 5, 51.  
 Maufus. 18, 825.  
 Mauger. 3, 515.  
 Maugin. 22, 739.  
 Maugis. 4, 492. 7, 205.  
 Maugré. 5, 509.  
 Mauléon (*héritiers*). 25, 983.  
 Maupercher. 4, 62.  
 Maupou. 18, 77.  
 Maurelly. 11, 383.  
 Maurer. 18, 262.  
 Mauret - Lachapelle. 983.  
 Maurette. 10, 341.  
 Mauric. 4, 660.  
 Maurice. 21, 311. 30, 22, 40.  
 Maurin. 10, 174. 20, 22, 40.  
 Maury. 2, 504. 11, 8751. 21, 7.  
 Mausange. 12, 703.  
 Maussacri. 3, 353.  
 Maut. 12, 308.  
 Maux (*héritiers*). 25, 556.  
 Mavet. 21, 556.  
 Mayaud. 30, 534.  
 Mayensous. 14, 405.  
 Mayer. 1, 99. 6, 49576. 19, 393.  
 Mayeux. 13, 564.  
 Maynard. 3, 306. 8, 21, 50.  
 Maynaud de Pance. 21, 50.  
 Maynoni. 2, 608.  
 Mayousse. 28, 444.  
 Mays. 11, 670.  
 Maysonnial. 17, 754.  
 Maystre. 9, 583.  
 Mazandier. 21, 373.  
 Mazard. 3, 109.  
 Mazarès. 1, 8.  
 Mazat. 8, 648.  
 Mazaud. 26, 168.  
 Maze. 6, 87. 30, 430.  
 Mazeau. 15, 86.  
 Mazel. 27, 330.  
 Mazerat (*héritiers*). 378.  
 Mazères. 4, 20. 13, 665.  
 Mazet (*créanciers*). 665.  
 Mazière. 19, 445.  
 Mazoyer. 4, 352. 11, 49. 21, 491.  
 Mazza. 9, 491.  
 Mazzoni (*Paolina*). 629.  
 Méardi (*héritiers*). 181.  
 Médard. 20, 759. 32, 737.  
 Medavy. 20, 737.  
 Meeus. 6, 190.  
 Megallant. 23, 35.  
 Megret-Serilly (*créanciers*). 20, 56.  
 Meiffred. 28, 433.  
 Meignen (*faillite*). 12, 264.  
 Meillan. 13, 264.  
 Meinard. 12, 792.  
 Meister. 3, 537.

- net. 6, 539.  
 1, 600.  
 2, 313.  
 15, 568.  
 25, 5.  
 Meller. 33, 12.  
 Me. 4, 674.  
 29, 191.  
 15, 589. 20, 671.  
 29, 35.  
 4, 461. 9, 205.  
 29, 138.  
 3, 71.  
 12, 57. 26, 527.  
 deau. 14, 252.  
 use. 17, 645.  
 er. 31, 483.  
 on. 15, 607. 22, 60,  
 rel. 18, 850.  
 31, 93.  
 ey. 5, 17.  
 ri. 20, 342.  
 r. 2, 529.  
 et. 11, 967. 26, 118.  
 19, 441.  
 et comp. 28, 89.  
 12, 781.  
 20, 488.  
 on. 19, 273.  
 24, 304.  
 ut de Villeron. 13,  
 18, 363.  
 er. 1, 525, 536. 2,  
 355. 3, 122. 7, 246.  
 743. 17, 615. 20, 188.  
 180. 32, 97. 33, 90.  
 23, 630.  
 cy. 22, 739.  
 aux. 25, 90.  
 ndol. 13, 532.  
 gnac. 20, 760.  
 got. 2, 486.  
 llon. 8, 33.  
 tan. 3, 511.  
 10, 517. 17, 791.  
 495.  
 eveld. 13, 33.  
 ier. 11, 50.  
 in. 2, 366. 18, 245.  
 lin-Hall. 4, 718.  
 inge. 10, 498.  
 lino. 3, 533.  
 turas. 16, 476.  
 turat. 15, 159.  
 rvé. 20, 273.  
 ange (héritiers). 4,  
 559.  
 ange. 7, 34.  
 penges. 2, 465.  
 grigay. 25, 129.  
 eslié. 16, 33.  
 esnard. 20, 592.  
 Mesnier. 20, 422.  
 Mesnier (héritiers). 9, 318.  
 Mesnil-Latour (commune).  
 2, 327.  
 Mesplé. 11, 793.  
 Messageries (administra-  
 tion). 9, 551. 12, 182.  
 23, 150.  
 Messageries de Gand. 11,  
 417.  
 Messaj. 9, 332.  
 Messel. 13, 846.  
 Messet. 9, 161.  
 Messier. 7, 396.  
 Messimy (fabrique) 19,  
 281.  
 Mestivier. 17, 615.  
 Mestre. 13, 1066.  
 Métais. 4, 118.  
 Météreau. 24, 492.  
 Metge. 31, 289.  
 Mets. 12, 247.  
 Mettler. 18, 20.  
 Metz. 2, 582.  
 Metz (hospicrs). 21, 186.  
 Metzinger. 16, 162.  
 Meulan (héritiers). 3, 412.  
 Meulan d'Arbois (héritiers).  
 4, 326.  
 Meulant. 5, 261.  
 Meulemberg (héritiers). 6,  
 558.  
 Meulemeester. 2, 638.  
 Meundol (héritiers). 12,  
 658.  
 Meuret. 11, 91.  
 Meurin. 18, 405.  
 Meuriot. 17, 425.  
 Meuta. 11, 550.  
 Mevières-Dartois. 22, 1.  
 Meyer. 7, 292, 518. 9, 531.  
 10, 459. 11, 813. 15,  
 752. 16, 770. 19, 578.  
 22, 802. 29, 320.  
 Meynadier. 20, 1.  
 Meytadier. 28, 85.  
 Meyts. 13, 554.  
 Mezières. 21, 300.  
 Michau. 1, 376. 6, 38. 8,  
 469. 20, 72. 32, 355.  
 Michaux. 10, 598. 15, 463.  
 Michaux-Larosière. 13,  
 883. 18, 525.  
 Miché. 24, 116.  
 Michel. 3, 64, 317. 8, 36.  
 6, 347. 8, 702. 9, 127.  
 10, 212, 483, 748. 18,  
 48. 14, 105. 19, 206, 451,  
 797. 20, 731.  
 Michel-Lantier. 8, 3.  
 Michelet. 19, 161.  
 Michelotti. 6, 313.  
 Micher. 11, 800.  
 Michou. 24, 493.  
 Michounet. 32, 341.  
 Middegals. 13, 687.  
 Midi. 13, 980.  
 Miegerville. 31, 979.  
 Miette. 13, 1046.  
 Mieussens. 27, 349.  
 Miffet. 19, 435.  
 Migevant. 29, 319.  
 Migné. 13, 1023.  
 Mignerette (commune).  
 33, 551.  
 Mignon. 4, 387. 28, 555.  
 Mignon (héritiers). 3, 362.  
 Mignot. 12, 100, 705. 21,  
 474.  
 Migot. 2, 327.  
 Mijolla. 28, 15.  
 Milanésio. 8, 164.  
 Milcent. 1, 408.  
 Mitchell. 1, 429.  
 Milhiet. 30, 449.  
 Milier. 9, 359.  
 Millard. 11, 866.  
 Millart. 31, 49.  
 Mille. 25, 125.  
 Millereau. 31, 202.  
 Milleret. 20, 56. 30, 537.  
 Millet. 16, 440. 26, 263.  
 27, 281.  
 Milon. 2, 74.  
 Milscnt. 19, 260. 21, 746.  
 Min. 13, 372.  
 Minard. 16, 429.  
 Minel. 16, 20.  
 Mingasson. 23, 673.  
 Minguet. 26, 78.  
 Ministère public. 1, 1, 0,  
 37, 122, 178, 263, 283,  
 353, 354, 447. 2, 270,  
 343, 346, 497. 3, 25,  
 37, 83, 97, 103, 167,  
 172, 173, 516, 676. 4,  
 10, 35, 41, 95, 135,  
 173, 197, 245, 380,  
 472, 509, 557, 679. 5,  
 13, 31, 32, 38, 47, 52,  
 56, 136, 173, 177, 225,  
 408, 425, 511. 6, 11,  
 65, 353, 411, 461, 476,  
 489, 490, 551. 7, 131,  
 213, 321, 410, 415,  
 531, 579. 8, 62, 68,  
 106, 197, 272, 330,  
 349, 350, 478, 501,  
 572, 695. 9, 86, 113,  
 119, 172, 217, 268,  
 381, 457, 567. 10, 39,  
 58, 167, 245, 248, 249,  
 254, 254, 309, 313,  
 464, 482, 666, 695,  
 715, 837. 11, 37, 128,  
 200, 250, 252, 330,  
 368, 531, 678, 721,  
 811, 859, 866, 871,



872, 916, 949, 954,	105, 434, 459, 207,	Modesti. 12, 594.
966, 1014. 12, 100,	222, 249, 305, 333,	Moe. 4, 297.
121, 140, 145, 192, 249,	335, 511, 559. 26, 168,	Moerkant. 1, 90.
308, 464, 465, 477,	176, 187, 201, 202,	Mœvus. 15, 149.
512, 514, 597, 601,	206, 209, 211, 218,	Moideseule et Mont-
648, 677, 718, 754,	287, 363, 365, 369,	5, 152.
754, 756, 769, 776,	378, 445, 455, 476,	Moignat. 19, 281.
784, 785, 805, 808,	518, 522, 523, 526,	Moine ( <i>héritiers</i> ). 33.
864, 866, 885, 923,	539, 558, 559. 27, 60,	Moinery. 11, 397. 16.
926, 1000, 1008. 13,	81, 83, 91, 94, 102,	Moireau. 22, 692.
54, 102, 113, 122, 126,	139, 177, 303, 332,	Moissac ( <i>hospice</i> ). 3.
141, 143, 455, 243,	351, 413, 447. 28,	Moissant. 20, 490.
285, 337, 426, 427,	26, 30, 32, 66, 127,	Moisson. 17, 716.
482, 490, 508, 548,	169, 171, 188, 193,	Moissonnier. 22, 525.
562, 606, 627, 674,	218, 222, 239, 294,	Moisy. 3, 81.
720, 722, 761, 775,	344, 367, 379, 408,	Molinelli. 13, 638.
881, 896, 899, 904,	415, 431, 432, 481,	Molinès. 21, 694.
920, 1003, 1020. 14,	540, 575. 29, 91, 95,	Molinet. 13, 959.
24, 99, 101, 156, 166,	129, 172, 177, 181,	Molinier. 27, 322.
198, 204, 232, 263,	188, 230, 233, 240,	Mollard. 5, 137.
276, 278, 284, 294,	251, 271, 321, 366,	Mollat. 28, 123.
295, 324, 358, 369,	443, 559, 565, 566,	Molle-Beauregard. 30.
429, 442, 456, 467,	570, 571. 30, 47,	Molleraf. 19, 31.
538, 586, 615. 15, 27,	57, 190, 239, 285,	Molles. 9, 514.
31, 32, 76, 152, 162,	386, 398, 447, 493,	Mollet. 30, 133.
233, 235, 251, 276,	495. 31, 42, 44, 46,	Molliet. 16, 562.
367, 369, 490, 493,	47, 49, 55, 143, 185,	Mollin. 29, 261, 495.
507, 509, 524, 532,	189, 239, 282, 283,	Molly. 32, 587.
534, 537, 558, 539,	285, 299, 320, 337,	Molvaux. 9, 143.
553, 558, 559, 614,	343, 374, 447, 458,	Momet ( <i>héritiers</i> ). 684.
639, 691, 733, 738,	466, 494, 588, 594,	Mometerme. 18, 680.
752. 16, 60, 90, 185,	592. 32, 37, 95, 143,	Mommessin ( <i>faillie</i> ). 529.
217, 452, 545, 682,	446, 320, 325, 331,	
731. 17, 8, 98, 135,	358, 359, 408, 411,	
177, 201, 399, 419,	412, 415, 495, 545,	
462, 572, 622, 623,	577, 580, 584, 588, 591.	
789. 18, 24, 158,	33, 62, 67, 90, 93, 98,	
190, 192, 229, 264,	125, 169, 172, 260,	
282, 308, 344, 484,	287, 355, 367, 449,	
454, 506, 567, 620,	452, 568, 569, 578,	
625, 629, 638, 697,	579, 589, 590, 595,	
699, 707, 801, 805,	Minne. 3, 391.	
854, 860, 904, 911.	Minot. 10, 745.	
49, 9, 217, 226, 244,	Mioche. 11, 311.	
293, 362, 538, 596,	Miot. 8, 256.	
629, 714, 715, 795,	Miquel. 14, 196. 18, 589.	
849, 962, 966. 20, 80,	Miquelès. 1, 515.	
97, 688, 701. 21, 113,	Mirabel. 31, 515.	
153, 180, 195, 236,	Mirande ( <i>héritiers</i> ). 9,	
252, 259, 266, 287,	485.	
291, 310, 587, 598,	Mirback. 5, 16.	
619, 662. 22, 35, 311,	Mire. 17, 625.	
344, 386, 419, 695,	Mirebeau. 12, 34.	
708, 736, 755, 789,	Mirepoix ( <i>héritiers</i> ). 16,	
797, 835, 849, 863,	510.	
907. 23, 45, 46, 179,	Mirouze. 20, 497.	
240, 382, 478, 621,	Misset. 19, 146. 23, 133.	
630, 645, 647, 653,	Missler. 33, 506.	
24, 46, 114, 165, 183,	Mitantier. 25, 216.	
206, 243, 268, 302,	Mittaut. 8, 12.	
339, 348, 361, 381,	Mô. 12, 73.	
415, 421, 461, 492,	Mocafi. 7, 186.	
525, 544, 561, 637,	Mock. 3, 610. 11, 454.	
649, 659, 668. 25, 94,	Mocquot. 11, 195.	

- 13, 738. 14, 442.  
 54. 31, 139. 33,  
 16, 613.  
 (héritiers). 1, 56.  
 24, 361. 25, 333.  
 19, 603.  
 24, 180.  
 14, 100. 17, 286.  
 2, 523. 9, 107.  
 578. 15, 376. 18,  
 20, 613. 33, 428.  
 (héritiers). 5,  
 1, 179.  
 19, 217. 22, 690.  
 21, 748.  
 28, 34.  
 3, 661.  
 11, 11.  
 12, 828.  
 22, 777.  
 14, 81.  
 9, 747.  
 15, 568.  
 21, 365.  
 7, 132.  
 22, 433.  
 15, 262, 699.  
 9, 292.  
 7, 575.  
 (héritiers). 4,  
 7, 77.  
 19, 587.  
 11, 906.  
 18, 557.  
 8, 535.  
 12, 356.  
 33, 492.  
 23, 530.  
 18, 712.  
 (héritiers). 19,  
 1, 377.  
 7, 39.  
 24, 70.  
 10, 331.  
 31, 67.  
 1, 1292.  
 16, 192.  
 8, 205.  
 (héritiers.) 25,  
 8,  
 28, 300.  
 (commune).  
 91.  
 1, 183. 4,  
 8, 520. 11, 1,  
 14, 12. 28, 405.  
 8, 471.  
 29, 458.  
 5, 301.
- Montolivet. 20, 705.  
 Montorier. 19, 555.  
 Montozon. 1, 341.  
 Montpezat. 18, 124.  
 Montreuil. 22, 777.  
 Montrevel (héritiers). 4,  
 289.  
 Monts. 10, 96, 680.  
 Monville. 3, 241.  
 Moor. 11, 423.  
 Moors. 14, 268.  
 Mora. 4, 531. 13, 720. 22,  
 808.  
 Moran. 4, 626.  
 Morand. 4, 579. 5, 22. 11,  
 21. 18, 66. 30, 483.  
 Morand (héritiers). 32,  
 52.  
 Morangier. 13, 389.  
 Morano. 12, 231.  
 Morat. 11, 875.  
 Mordelte. 1, 136.  
 Moreau. 1, 350. 2, 457, 451.  
 2, 533. 3, 327. 6, 280,  
 333. 8, 652. 18, 499.  
 19, 439. 21, 380. 23,  
 186. 28, 516.  
 Moreau (créanciers). 17,  
 355.  
 Moreau (héritiers). 11,  
 704.  
 Morel. 1, 496. 3, 388. 5,  
 381. 8, 344, 636. 12,  
 913. 14, 438. 17, 234.  
 457. 18, 710. 19, 513.  
 20, 301. 22, 307, 665.  
 33, 564.  
 Morel Lafarge. 15, 86.  
 Morel de Than. 9, 580.  
 Morelierat. 13, 1041.  
 Morelle (héritiers). 33,  
 289.  
 Morelli. 13, 813.  
 Morfeuillet. 13, 747.  
 Morice. 33, 436.  
 Morin. 1, 408. 10, 795.  
 12, 411. 13, 323. 15,  
 251. 16, 18. 19, 93. 20,  
 56. 22, 254. 23, 329.  
 31, 590.  
 Morin (veuve et fille).  
 13, 113.  
 Morin-Chosson. 33, 351.  
 Morise. 22, 804.  
 Morisset. 19, 427.  
 Morisson. 12, 121.  
 Morlet. 13, 417.  
 Morlot (héritiers). 23,  
 556.  
 Morneau. 28, 457.  
 Mornay. 26, 318.  
 Morone. 12, 147.  
 Moroy. 13, 811.  
 Morris. 11, 745.
- Mortemart. 19, 269.  
 Mortenard. 10, 96.  
 Mortier. 10, 412.  
 Mosnier. 1, 333.  
 Mottard. 9, 279.  
 Motte. 3, 587.  
 Mottet. 2, 347. 12, 582.  
 Motto. 15, 76.  
 Motsch. 16, 65.  
 Mouchard. 1, 306.  
 Mouchet. 21, 129.  
 Mouchette. 23, 571.  
 Mouchot. 2, 449.  
 Mouillard. 28, 41.  
 Moulard. 8, 275.  
 Moulin. 6, 463. 21, 239.  
 25, 180.  
 Moulinard. 15, 111.  
 Moulinier. 3, 514.  
 Moulton. 18, 69.  
 Mounier. 10, 602.  
 Mouret. 14, 216.  
 Mourgues. 22, 861.  
 Mouroux. 21, 633.  
 Mourra. 32, 580.  
 Mourret. 16, 555.  
 Mousingeon. 30, 181.  
 Mousset. 10, 735. 25, 395.  
 Moustelton. 2, 67.  
 Moustoux. 23, 104.  
 Moustrou. 30, 51.  
 Moutardier. 3, 492. 4,  
 513.  
 Moutier. 14, 156. 16, 142.  
 31, 385.  
 Mouton. 18, 883.  
 Moutte. 19, 1.  
 Moyècle. 16, 276.  
 Moyer. 20, 469.  
 Moynat. 2, 656. 3, 273.  
 Moynier. 33, 425.  
 Moyrans (commune). 21,  
 704.  
 Moyria. 33, 156.  
 Mozac. 10, 586.  
 Mozer. 20, 60.  
 Muggia. 12, 180.  
 Muguet. 16, 322.  
 Muguet de Varange. 20,  
 589.  
 Mulder. 16, 250.  
 Muller. 1, 423. 12, 525.  
 18, 20. 26, 523.  
 Mullot. 1, 87. 31, 46.  
 Multin. 4, 624.  
 Munant. 6, 261.  
 Munier. 4, 647.  
 Munier-Peréal (syndics).  
 33, 76.  
 Muraine. 25, 108.  
 Murat. 21, 330.  
 Muratel. 6, 126.  
 Muray. 23, 294.  
 Mures. 18, 549.

Muret. 6, 540. 22, 388.  
 Murialdo. 8, 123.  
 Murignieux. 16, 135.  
 Murray. 4, 69.  
 Murgault. 6, 18.  
 Muscat. 23, 87. 28, 363.  
 Musnier. 14, 57.  
 Mussard. 26, 94.  
 Mussel. 14, 346.  
 Musset. 2, 317.  
 Musso. 9, 404. 12, 454.  
 Mussot. 20, 398.  
 Mutel. 19, 230.  
 Muy. 3, 288.

## N.

Nabon. 18, 160. 19, 821.  
 Nabrin. 31, 193.  
 Nadal. 29, 283.  
 Nadau. 26, 378.  
 Nallet. 5, 118.  
 Namur (*bureau de bien-  
 faisance*). 13, 708.  
 Nanot. 12, 987.  
 Nanteau. 10, 76.  
 Nantes (*commissaire de  
 la marine de*). 2, 468.  
 33, 320.  
 Nanton. 21, 371.  
 Nappi. 12, 854.  
 Narreau (*créanciers*). 14,  
 148.  
 Nassau-Saarrbruck. 10,  
 441.  
 Nast. 18, 27.  
 Natey. 2, 474.  
 Nau. 3, 418.  
 Naude-Marracou. 24, 596.  
 Naudet. 12, 275.  
 Naum. 11, 769.  
 Navailles. 11, 356.  
 Navarre. 11, 18.  
 Navarria. 1, 557.  
 Naveau (*créanciers*). 16,  
 51.  
 Navier. 1, 550.  
 Nazo. 5, 7. 10, 699.  
 Nebel. 26, 118.  
 Nebel et comp. 14, 151.  
 Neblon. 20, 346.  
 Neckerann. 11, 769.  
 Nederengheim (*commu-  
 ne*). 1, 184.  
 Née. 1, 105, 124. 17, 65,  
 772.  
 Néef. 3, 86.  
 Néefs (*faillite*). 12, 947.  
 Néel-Delavigne. 22, 446.  
 Négèle. 18, 355.  
 Negré. 1, 526, 569.  
 Negretto. 12, 301.  
 Négrié. 22, 752.  
 Nélis. 16, 219.

Nelle. 14, 25.  
 Nely. 12, 805.  
 Néphis David. 10, 466.  
 Nepoux. 4, 249.  
 Nervaux. 13, 694.  
 Nettancourt. 23, 696.  
 Nettement. 27, 203.  
 Netti. 15, 558.  
 Neu. 2, 334.  
 Neucourt. 3, 328.  
 Neufchâteau (*commune*).  
 1, 456.  
 Neuchâtel (*hospice*). 31,  
 495.  
 Neulize. 51, 518.  
 Neulinger. 12, 892.  
 Neumann. 16, 156.  
 Neumayer. 18, 261.  
 Neuville. 6, 583. 14, 452.  
 28, 345.  
 Nèves. 13, 258.  
 Neveu. 5, 188. 18, 11.  
 Neveu et comp. 1, 480.  
 Nexon. 27, 217.  
 Neyt. 31, 139.  
 Niaux. 14, 490.  
 Nicaise. 4, 231. 12, 96.  
 16, 540.  
 Nicolaï. 3, 552.  
 Nicolas. 7, 6. 8, 53, 252.  
 9, 152. 11, 962. 16, 637.  
 19, 432. 20, 177. 21,  
 116. 28, 76. 33, 208.  
 Nicole. 10, 329.  
 Nicolle. 1, 438. 23, 485.  
 Niderhershheim (*commu-  
 ne*). 1, 232.  
 Niélis. 4, 181.  
 Nielty. 31, 55.  
 Nieuwinckel. 12, 607.  
 Nigra. 12, 18.  
 Niogret. 27, 445.  
 Niquille. 6, 103.  
 Nitot. 15, 697.  
 Nivat. 1, 64.  
 Niveau. 23, 580.  
 Nivenheim. 18, 702.  
 Noailhes. 13, 1066.  
 Noblet. 4, 79.  
 Noblot. 1, 114.  
 Noë (*héritiers*). 21, 764.  
 Noegel. 11, 12.  
 Noël. 5, 237. 19, 349. 21,  
 111. 23, 645. 29, 377.  
 31, 28. 33, 435.  
 Nogarède. 6, 111.  
 Nogaret. 7, 2.  
 Nogent (*commune*). 4, 521.  
 Noguès. 3, 570. 11, 356. 13,  
 775. 22, 58.  
 Noir-Homme. 5, 38.  
 Noiret. 17, 286.  
 Noiset. 18, 113.  
 Noizet. 11, 503. 28, 225.

Nones. 12, 308.  
 Nonon. 19, 271.  
 Norbert-Violette. 22,  
 Norcy. 9, 36.  
 Nord (*compagnie de  
 rance*). 22, 857.  
 Normand. 28, 528.  
 Noterman. 7, 384.  
 Notramy. 11, 779.  
 Notre-Dame (*réas-  
 du brigantin*). 15,  
 Notteret. 26, 519.  
 Nottinger. 23, 731.  
 Nouguez. 12, 413.  
 Nourry. 15, 733. 17,  
 Nouveau. 22, 128.  
 Nouveau (*héritiers*).  
 113.  
 Nouvellet. 23, 109.  
 Novat. 24, 564.  
 Novis (*héritiers*). 24,  
 Noyaux. 33, 394.  
 Noyée. 7, 476.  
 Noyer. 16, 673. 30,  
 Nublât-Labretonnière.  
 393.  
 Nueil (*commune*). 27,  
 Nugent. 1, 38.  
 Nugier. 18, 279.  
 Nully. 26, 144.  
 Nunès. 31, 475.  
 Nury. 21, 678.  
 Nusse. 33, 169, 270.

## O.

Oberlé. 13, 97.  
 Oberlin. 32, 542.  
 Oberne. 15, 168.  
 Obert. 27, 344.  
 Obrecht. 22, 564.  
 Obrecht (*le vieux*).  
 564.  
 Obry. 30, 145.  
 Octroi de Paris. 1, 3,  
 151.  
 Odelin. 8, 83.  
 Odoyer. 28, 147.  
 Offerman. 11, 206.  
 Offroy (*commune*).  
 485.  
 Ogé. 26, 118.  
 Ogez. 7, 419.  
 Oglow. 8, 422.  
 Ognier. 12, 539.  
 Olivetti. 2, 383.  
 Olivier. 4, 188. 5, 3,  
 214, 286. 12, 650.  
 343. 20, 365. 26, 5,  
 Ollery. 9, 753. 10,  
 Ollié. 10, 856.  
 Ollivéri. 26, 324.  
 Olombel. 12, 299.  
 Olvar. 3, 372.

- ( *commune* ). 7 ,  
 ony. 7 , 152.  
 et consorts. 2 ,  
 11 , 293.  
 16 , 206.  
 berg. 11 , 202.  
 32 , 344.  
 12 , 165.  
 heim. 33 , 134.  
 2 , 302.  
 des avocats. ( *con-  
 le discipliné d'Aix* ).  
 344.  
 31 , 63.  
 7 , 282.  
 19 , 187.  
 ini. 10 , 577.  
 30 , 140 , 203.  
 on. 1 , 307. 4 , 157.  
 116.  
 on ( *créanciers* ).  
 762.  
 24 , 159.  
 18 , 49.  
 7 , 157.  
 re. 21 , 198.  
 i. 13 , 607.  
 nberg. 3 , 489.  
 el. 9 , 440.  
 3 , 14.  
 rt. 3 , 114.  
 nd. 2 , 357. 28 , 63.  
 de ( *liquidateurs de  
 compagnie* ). 9 , 371.  
 d. 31 , 254.  
 4 , 134.  
 ppe. 11 , 482.  
 raère. 8 , 493.  
 engo. 9 , 748.  
 rt. 24 , 56.  
 n. 30 , 423.  
 t. 15 , 668.  
 ml. 18 , 847.  
 p. 14 , 583. 15 , 27.  
 el. 33 , 480.  
 alet. 33 , 129.  
 ry. 6 , 490.  
 equin. 32 , 1.  
 ard. 10 , 421.  
 ard ( *faillite* ). 33 ,  
 0.  
 le. 13 , 888.  
 P.  
 13 , 927.  
 on ( *héritiers* ). 18 ,  
 5.  
 uet. 18 , 770.  
 igen. 11 , 651.  
 9 , 348. 13 , 862. 18 ,  
 78. 22 , 267.  
 Pageze de Saint-Lieux. 23 ,  
 352.  
 Pagni. 12 , 155.  
 Pagnières. 4 , 337.  
 Paillard. 28 , 519.  
 Paillart. 8 , 655.  
 Paillasson. 15 , 193.  
 Paillé. 12 , 135.  
 Paillet. 17 , 526.  
 Pailleux. 21 , 239.  
 Pailloux. 6 , 185.  
 Pain. 19 , 363.  
 Palamidessi. 12 , 452.  
 Palant-Lamirande. 9 , 433.  
 Paley. 16 , 330.  
 Palisot. 15 , 426.  
 Palmaer. 11 , 202.  
 Palmeriny. 31 , 527.  
 Paluel. 32 , 116.  
 Palut. 1 , 364.  
 Paluzot. 9 , 644.  
 Pamin. 4 , 388.  
 Panchaud. 10 , 282.  
 Pangaest. 3 , 622.  
 Pango. 12 , 577.  
 Panhard. 23 , 289.  
 Panier. 7 , 396.  
 Pannetier. 20 , 203.  
 Pannier. 19 , 773.  
 Panthou. 16 , 626.  
 Pantin. 16 , 140. 25 , 273.  
 Papillon. 1 , 80. 12 , 422.  
 Papillon de la Ferté. 6 , 18.  
 Papineau. 9 , 729.  
 Papineaud. 4 , 401.  
 Papon. 27 , 447.  
 Papy. 11 , 215.  
 Paques. 13 , 136 , 139.  
 Paquet. 11 , 149 , 546. 18 ,  
 806.  
 Paradis. 11 , 42 , 600.  
 Parage. 23 , 342.  
 Parain ( *créanciers* ). 3 ,  
 461.  
 Paraire ( *héritiers* ). 14 ,  
 596.  
 Paravey et comp. 32 , 312.  
 Paravicin. 7 , 29.  
 Parche. 17 , 348.  
 Pardailhan. 3 , 369.  
 Pardon. 13 , 512.  
 Pareau. 5 , 298.  
 Parent. 1 , 23. 2 , 486. 4 ,  
 82. 10 , 93. 18 , 224. 28 ,  
 232.  
 Pareut-Decurby. 10 , 751.  
 Parent-Delannoy. 17 , 688.  
 Parent-la-Garenne. 6 ,  
 275.  
 Paret. 32 , 490.  
 Pareto. 13 , 208.  
 Paris. 2 , 92 , 479. 3 , 653  
 4 , 683. 8 , 356. 16 , 356.  
 19 , 946. 29 , 242.  
 Paris ( *héritiers* ). 19 , 651.  
 Paris ( *compagnie d'assu-  
 rance* ). 30 , 490.  
 Paris ( *cour royale* ). 33 ,  
 33.  
 Paris ( *courtiers de com-  
 merce* ). 28 , 307.  
 Paris ( *le préfet* ). 1 , 624.  
 Pariset. 11 , 560.  
 Parisset. 6 , 134.  
 Parizot. 11 , 1013.  
 Parker. 16 , 726. 21 , 274.  
 Parleani. 33 , 528.  
 Parma ( *propriétaires de  
 la forêt* ). 1 , 6.  
 Parmentier. 15 , 89. 24 ,  
 200.  
 Parrain. 31 , 259.  
 Parricot. 6 , 268.  
 Parrubère. 20 , 215.  
 Parsy. 2 , 433.  
 Parthon. 16 , 609.  
 Party. 28 , 373.  
 Pascal. 9 , 214. 13 , 16 , 480.  
 Pascal ( *créanciers* ). 22 ,  
 615.  
 Pascal Decamps. 15 , 525.  
 Pascau. 4 , 472. 11 , 445.  
 Pascault. 24 , 375.  
 Pas-de-Calais ( *préfet* ). 18 ,  
 506.  
 Pasqualini. 12 , 768.  
 Pasquet. 11 , 606.  
 Pasquet ( *héritiers* ). 6 ,  
 243.  
 Pasquier. 14 , 492.  
 Pasquin. 11 , 241.  
 Pass. 13 , 146.  
 Passalagua. 12 , 301.  
 Passatro. 12 , 972.  
 Passemart. 8 , 630.  
 Passet. 14 , 330.  
 Passy et Evreux ( *maîtres  
 de poste* ). 18 , 798.  
 Pasteels. 2 , 18.  
 Pasteur. 15 , 501.  
 Pasteur - d'Etreillis. 30 ,  
 150.  
 Pastoris. 11 , 497.  
 Pastoureau. 4 , 33.  
 Pastre. 9 , 738.  
 Patacchia. 13 , 282.  
 Patinot. 33 , 292.  
 Patocky. 16 , 167.  
 Paton. 12 , 722.  
 Patris. 24 , 146.  
 Patry. 2 , 62.  
 Paturaut. 2 , 516.  
 Patureau. 5 , 160.  
 Paul. 11 , 774. 22 , 313.  
 Paulard. 14 , 191.  
 Paulée. 5 , 155. 6 , 453.  
 Paulétz. 19 , 855.  
 Pauley. 27 , 116.

- Paulin. 14, 184.  
 Paulinier. 30, 394. 32, 268.  
 Paulmier. 6, 176.  
 Pauly la Truffière. 11, 350.  
 Paumier (*héritiers*). 20, 191.  
 Pauquet. 12, 328.  
 Pautel. 5, 150.  
 Pautent. 4, 635.  
 Pauthe. 24, 179.  
 Panthin-Beauchamp. 17, 716.  
 Pauthot. 20, 352.  
 Pautier. 10, 150.  
 Pautrier. 21, 687.  
 Pauwels. 13, 695. 14, 227.  
 Payen (*héritiers*). 18, 676.  
 Payet. 15, 689.  
 Payeur. 28, 529.  
 Paysan-Lafosse. 7, 509. 8, 333.  
 Paysant. 1, 563.  
 Pazzaglini. 12, 389.  
 Pean-de-Saint-Gilles. 3, 467. 4, 160.  
 Pecastaing. 23, 481.  
 Pecaudière. 15, 750.  
 Pecoudon. 3, 98.  
 Pecuchet. 24, 524.  
 Peignard. 21, 61.  
 Peignault. 23, 361.  
 Peillon. 10, 99.  
 Peisselier. 10, 17.  
 Peisson de Bacot. 30, 322.  
 Péjard. 13, 214.  
 Pelcot. 8, 669.  
 Peliet. 25, 185.  
 Pelgé. 4, 363.  
 Pélicier (*faillite*). 17, 733.  
 Péliet. 19, 393.  
 Pelissard. 12, 613.  
 Pélissier. 5, 94. 11, 337. 25, 277. 30, 345.  
 Pelleport. 11, 733.  
 Pellerin. 29, 125.  
 Pellerin de Chantereine. 5, 239.  
 Pellery. 12, 242.  
 Pellet. 2, 376.  
 Pelletant. 3, 290.  
 Pelletier. 6, 505. 7, 108. 10, 479. 11, 14. 19, 164. 23, 760.  
 Pellier. 21, 356.  
 Péminon. 22, 533.  
 Penaud. 20, 455.  
 Pénavaire. 14, 353.  
 Pénavère. 16, 233.  
 Pénavert. 13, 727. 742.  
 Penhoedic. 12, 616.  
 Pénicaud. 2, 640.  
 Penin. 18, 788.  
 Penneau. 18, 512.  
 Penot. 5, 187.  
 Penu. 11, 849.  
 Pepin. 11, 989. 13, 1083. 33, 159.  
 Pepin-Dufeugray. 21, 668.  
 Perard. 10, 567. 13, 913.  
 Peraut. 29, 391.  
 Percharencier. 9, 746.  
 Perdigon. 1, 37.  
 Perdonnet. 6, 77. 11, 579. 30, 497.  
 Perdraux. 12, 509.  
 Perelle. 13, 211.  
 Perès. 17, 437.  
 Peret. 11, 589. 12, 380.  
 Pereyre. 22, 797.  
 Perez. 13, 190. 22, 894.  
 Pericaud. 13, 854.  
 Pericolli. 13, 188.  
 Périquier. 4, 199.  
 Perier. 2, 257.  
 Perigeas. 29, 90.  
 Perignon. 10, 859. 12, 623.  
 Perillat. 5, 179.  
 Perin. 19, 418.  
 Pernet. 6, 516.  
 Pernety. 28, 157.  
 Pernigotti. 10, 851.  
 Pernot. 13, 1000.  
 Peron. 15, 227.  
 Peronetti. 14, 553.  
 Peroni. 12, 532.  
 Peros. 2, 71.  
 Pérot. 13, 1041. 19, 662.  
 Perpin. 11, 913.  
 Perray. 19, 494.  
 Perreau. 30, 480.  
 Perregaud. 15, 62.  
 Perregaux. 13, 846.  
 Perret. 7, 166. 10, 567. 13, 680, 913. 18, 875. 19, 717.  
 Perret de Maisonneuve. 23, 186.  
 Perrette. 5, 79.  
 Perrier. 14, 36. 15, 458. 16, 739. 21, 582. 22, 8. 29, 428.  
 Perrier (*héritiers*). 8, 660.  
 Perrier Saint-Etienne. 5, 184.  
 Perrin. 1, 126. 10, 70, 843. 14, 410. 20, 506. 22, 679. 32, 341, 508.  
 Perrin (*héritiers*). 1, 547. 20, 467.  
 Perrin de Jonquièrre. 22, 133.  
 Perrin Philibert. 16, 759.  
 Perrinet. 2, 630.  
 Perrochain. 9, 519.  
 Perrochel. 17, 735.  
 Perrod. 33, 241.  
 Perrot. 4, 616. 24, 43. 24, 391. 26, 413. 29, 480.  
 Perroud. 12, 368.  
 Perroux. 11, 600.  
 Persiani. 14, 263.  
 Persico. 11, 648.  
 Personneau. 22, 47.  
 Perthon. 2, 225. 4, 1.  
 Peruchet. 7, 284.  
 Pescarole. 13, 411.  
 Pescheur. 14, 176, 16, 376.  
 Pestel. 6, 533.  
 Pestre. 7, 222.  
 Pétau. 5, 76. 8, 49.  
 Pétel. 1, 626.  
 Peters-Hazeu. 14, 9.  
 Pétiet. 16, 526.  
 Petieu. 22, 712.  
 Petit. 1, 361, 526, 569. 5, 260. 6, 50, 724. 11, 825. 12, 13, 29, 59. 16, 100, 17, 650. 19, 501, 20, 318. 21, 224, 22, 648. 23, 445. 27, 30, 218, 473. 31, 588.  
 Petit (*héritiers*). 13, 47.  
 Petit de Beauverger. 47.  
 Petit du Mottet. 6, 3.  
 Petit-Jean. 4, 641. 12, 16, 214.  
 Petitpain. 10, 81.  
 Petit-Pierre. 14, 250.  
 Petit-Quénot. 2, 270.  
 Petiteau. 20, 469.  
 Pétou. 13, 961, 965.  
 Petret. 6, 475.  
 Pettzer. 22, 37.  
 Peudefer. 1, 327.  
 Peuvret. 4, 567.  
 Peynet. 31, 378.  
 Peynier. 27, 55.  
 Peyot. 20, 52.  
 Peypoux. 14, 506.  
 Peyrochon. 29, 261.  
 Peyreferry. 28, 524.  
 Peyrichoux. 23, 501.  
 Peyronnet. 5, 493.  
 Peyrot. 26, 272.  
 Peyrottes. 1, 252.  
 Peysson. 2, 54.  
 Peytavi. 22, 10.  
 Peyton. 2, 559.  
 Peyts. 19, 44.  
 Pezant. 9, 385.  
 Pezé. 2, 324.  
 Pezé de Corval. 9, 5.  
 Pezeux. 9, 227.  
 Pezeyre. 9, 606.  
 Pfessinger. 18, 733.  
 Pflieger. 9, 712.  
 Phénix (*compagnie*). 346, 377.  
 Philibert. 12, 675.



- rt. 3, 215. 20, 731.  
 . 12, 406. 19, 9.  
 ( *héritiers* ). 23,  
 7, 523.  
*capitaine de la* ).  
 90.  
 21, 424.  
 , 229.  
 9, 524.  
 14, 108.  
 14, 280.  
*héritiers* ). 11, 64.  
 6, 522. 12, 878.  
 169. 15, 32, 34. 25,  
 33, 137.  
 ( *héritiers* ). 14, 283.  
 12, 620.  
 2, 332.  
 12, 328.  
 18, 712.  
 de Saint-Auban.  
 640.  
 22, 479.  
 10, 39.  
 17, 674. 18, 844.  
 14, 380.  
 7, 579.  
 17, 197.  
 9, 400.  
 9, 12.  
 ( *héritiers* ). 10, 505.  
 31, 39.  
 ( *héritiers* ). 7, 87.  
 25, 556.  
 27, 518.  
 33, 527.  
 ( *héritiers* ). 9, 406.  
 3, 148.  
 14, 567. 17, 183.  
 18, 831. 32, 429.  
 9, 659.  
 9, 114.  
 16, 302.  
 16, 211.  
 9, 555. 11, 774.  
 309.  
 ( *héritiers* ). 25, 417.  
 repont. 12, 26.  
 10, 695. 19, 543.  
 404.  
 ( *héritiers* ). 7, 199.  
 2, 522.  
 31, 18.  
 1, 542.  
 1, 346. 14, 404.  
 7, 205.  
 1, 584. 9, 276. 23,  
 94.  
 17, 416.  
 12, 582.  
 ( *héritiers* ). 14,  
 392.  
 5, 72.
- Pigeonnat. 33, 556.  
 Pigino. 12, 105.  
 Pignard. 11, 50.  
 Pignatelli. 3, 28.  
 Pigna. 32, 377.  
 Pigot. 18, 530.  
 Pila. 3, 214.  
 Pilari. 12, 464.  
 Pilhoud. 24, 119.  
 Pillaen. 13, 61.  
 Pillard. 25, 335.  
 Pilatte. 11, 662.  
 Pillault. 33, 30.  
 Piller. 14, 286.  
 Pillot. 22, 272. 23, 653.  
 Pilotelle. 33, 373.  
 Pilté-Grenet. 22, 640.  
 Pinagnet. 21, 515.  
 Pinard. 28, 720.  
 Pincé. 21, 700.  
 Pinçon. 1, 351.  
 Pinchon. 16, 187.  
 Pindt. 18, 377.  
 Pinel. 11, 930. 23, 156.  
 Pinel-Prebisson. 1, 479.  
 Pinet. 11, 175. 12, 734.  
 Pinodel. 19, 571.  
 Pinon. 14, 237. 18, 445.  
 Pinot. 3, 625. 13, 1014.  
 15, 435.  
 Pinsard. 30, 73.  
 Pinson. 19, 373.  
 Pinthon. 1, 131. 17, 636.  
 Pinton. 22, 730.  
 Pioc-Dutrey. 25, 514.  
 Pioch. 17, 1.  
 Pioggiola ( *commune* ). 33,  
 528.  
 Piola. 8, 164.  
 Pion. 25, 245.  
 Piot. 24, 391. 33, 241.  
 Piquenot. 3, 67.  
 Piquet. 22, 35.  
 Piquot. 33, 605.  
 Piranesi. 16, 125.  
 Pirmez. 22, 632.  
 Pison. 6, 367.  
 Pissier. 3, 309.  
 Pistone. 12, 68.  
 Pistonne. 11, 252.  
 Pizani. 11, 132.  
 Plagnie. 10, 182.  
 Plaige. 19, 70.  
 Plairé. 7, 453.  
 Plaisant. 12, 185.  
 Planche. 12, 757.  
 Plane. 13, 703.  
 Planque. 28, 321.  
 Planté. 9, 613.  
 Plantier. 1, 576. 2, 166.  
 18, 99.  
 Plastrier. 13, 466.  
 Platet. 32, 393.  
 Plau de Syeyes. 10, 473.
- Plauson. 22, 877.  
 Plaussa. 24, 42.  
 Plautade. 9, 251.  
 Platian. 9, 429.  
 Play. 1, 435.  
 Pleumartin. 6, 252. 11,  
 940.  
 Pleyel. 5, 242.  
 Plotho. 1, 392.  
 Plonvié. 7, 250.  
 Plouzeau. 20, 434.  
 Pluchart. 19, 908.  
 Plumier. 11, 147.  
 Pluvinal. 30, 241.  
 Pobechemi. 4, 31.  
 Pocachart. 32, 285.  
 Pocchetini. 10, 592.  
 Pochard ( *imprimeur* ). 33,  
 313.  
 Pochet. 11, 967.  
 Pochon. 21, 365.  
 Pocque. 15, 644.  
 Pogliani. 11, 479.  
 Poignant. 33, 339.  
 Poigné. 8, 686.  
 Poilly ( *commune* ). 29, 52.  
 Poirier. 9, 646. 14, 92.  
 31, 350.  
 Poirmont ( *commune* ). 2,  
 179.  
 Poirot d'Ogeron. 15, 115.  
 Poirson. 9, 629. 16, 104.  
 Poissat. 32, 483.  
 Poissault. 1, 268.  
 Poisson. 1, 309. 3, 114.  
 Poiteau. 22, 43.  
 Poitevin. 2, 487. 14, 513.  
 23, 615.  
 Poitrineau. 21, 118.  
 Poix-Menu. 6, 294.  
 Polliart. 1, 112.  
 Polge. 24, 360.  
 Polignac. 16, 501. 17, 409.  
 Polisse. 4, 324.  
 Polleri. 12, 691.  
 Pollet. 33, 187.  
 Pollin. 16, 12.  
 Pollone. 14, 568.  
 Polotti. 11, 854.  
 Pombelle. 8, 599.  
 Pomme. 15, 276. 18, 254.  
 Pommery. 32, 508.  
 Pompen. 1, 373.  
 Pompidon. 33, 185.  
 Poncelet. 23, 58.  
 Ponce-Nivois. 6, 261.  
 Poncet. 22, 311.  
 Ponelle Chrétien. 11, 220.  
 Pons. 20, 16. 22, 5. 25,  
 511. 31, 488.  
 Pons Saint-Maurice. 29,  
 273.  
 Pont ( *commune* ). 1, 486.

Pontcarré. 16, 545.  
 Ponte Lombriasco. 12, 75, 325, 684.  
 Pontengon. 19, 765.  
 Pontet. 9, 327. 29, 206.  
 Ponthaye (*héritiers*). 11, 76.  
 Ponthier. 18, 904.  
 Pontreuve. 10, 259.  
 Poorter. 9, 290.  
 Poot. 7, 472. 12, 125.  
 Poot (*héritiers*). 7, 263.  
 Pooth. 13, 698.  
 Popot (*héritiers*). 13, 272.  
 Poque. 19, 215.  
 Porcher. 26, 385.  
 Porino. 9, 404.  
 Porlier. 22, 92.  
 Porlier (*créanciers*). 18, 416.  
 Porrat. 16, 197.  
 Porta. 9, 743.  
 Portal. 13, 798.  
 Portales. 12, 140.  
 Portallier. 31, 79.  
 Portalis. 5, 54.  
 Pontebois. 32, 32.  
 Portefin. 18, 416.  
 Portes. 3, 267.  
 Portets. 31, 398.  
 Portier. 27, 473.  
 Portzampart. 8, 163.  
 Possa. 16, 37.  
 Pessac. 29, 527.  
 Possel. 8, 493.  
 Posson. 15, 11.  
 Postel. 18, 710. 30, 335.  
 Postes (*administration*). 16, 424.  
 Potel. 4, 463. 30, 490.  
 Potesta. 7, 241.  
 Potet. 18, 421.  
 Potge. 13, 943.  
 Pothier. 16, 555. 28, 30.  
 Potier. 27, 481.  
 Potiron. 18, 497.  
 Potter. 4, 718.  
 Pottier. 8, 452. 24, 384.  
 Poty. 19, 227.  
 Pouart. 24, 492.  
 Poubeau. 27, 400.  
 Pouble. 23, 334.  
 Poucet. 11, 747.  
 Pouchand. 33, 406.  
 Poudroux. 23, 452.  
 Poudevigne. 25, 76.  
 Poudra. 13, 606.  
 Pouétre. 2, 41.  
 Pouguet. 11, 857.  
 Pouillaude. 17, 765.  
 Poujaud. 11, 87.  
 Pouket. 13, 6.  
 Poulain. 8, 357. 11, 560. 12, 568.

Poulet. 1, 288. 20, 505. 26, 341. 33, 330.  
 Poulet - Margotière. 30, 465.  
 Poullain. 19, 897. 23, 451.  
 Poullain - Dumesnil. 17, 386.  
 Poullon. 13, 846.  
 Poupet. 2, 644.  
 Pourat. 8, 673.  
 Pourchet. 24, 237.  
 Pourin. 19, 780.  
 Pournin - Delalande. 29, 310.  
 Pourtalès (*hérit.*). 21, 508.  
 Pousin. 8, 478. 13, 58.  
 Poussard. 7, 601.  
 Poussielgue. 8, 211.  
 Poussonnel. 21, 548.  
 Poutard. 27, 369.  
 Pouthier. 9, 227.  
 Poutiant. 11, 450.  
 Poux (*héritiers*). 33, 101.  
 Poyadon. 15, 111.  
 Poyet. 10, 659. 12, 701. 13, 559.  
 Pouzo. 14, 565.  
 Pouzol. 21, 654.  
 Power. 13, 1079. 33, 54.  
 Poya. 3, 490. 28, 472. 32, 336.  
 Pozzoli. 15, 473.  
 Pradal. 4, 135. 26, 512.  
 Pradel. 21, 66.  
 Pradelle. 8, 544.  
 Pradet. 22, 633.  
 Pradier. 5, 251.  
 Praet. 8, 314. 29, 506.  
 Prague. 16, 718.  
 Pralorme. 11, 69.  
 Prat. 4, 231.  
 Preaux. 31, 574.  
 Préclaire. 27, 441.  
 Prépetit. 17, 519.  
 Presès. 3, 621.  
 Prestat. 33, 301.  
 Presle. 15, 718.  
 Presle (*commune*). 2, 554.  
 Presseler. 2, 329.  
 Pressurat. 5, 422.  
 Prevel. 20, 117.  
 Préverand. 4, 638.  
 Prevost. 4, 626.  
 Prévost. 12, 619. 21, 303. 24, 5. 509. 31, 167.  
 Prevost de Bord. 11, 665.  
 Prevost de Longperrier. 11, 18.  
 Prévôt (*héritiers*). 14, 356.  
 Prévôt de Saint-Cyr. 9, 83.  
 PrévotEAU. 13, 850.  
 Prezelin. 22, 375.  
 Price. 23, 577.  
 Prier. 21, 303.

Priest. 13, 789.  
 Prieur. 2, 254. 6, 736. 20, 520.  
 Prignot. 18, 716.  
 Prillard. 2, 341.  
 Primat. 29, 27.  
 Prince (*syndics*). 18.  
 Princé. 8, 901.  
 Printz. 23, 257.  
 Priot-le-Tourmy. 17.  
 Priour. 12, 257.  
 Prioux. 18, 827.  
 Prioux-Robin. 32, 4.  
 Prisset. 20, 41.  
 Privat. 8, 692. 12, 831.  
 Prix. 12, 831.  
 Projetto. 13, 1003.  
 Pronleroy. 24, 272.  
 Prost. 1, 333.  
 Protal. 30, 101.  
 Protte. 19, 756.  
 Provence. 8, 490.  
 Provost. 1, 49. 13, 8.  
 Prudhomme. 13, 8.  
 Prudhon. 25, 108.  
 Prunès-Latour. 31, 9.  
 Prunelé. 17, 38.  
 Prunier. 13, 426.  
 Prunelle. 32, 196.  
 Prunevielle. 20, 369.  
 Pucci. 16, 217.  
 Puchio. 12, 231.  
 Puder. 10, 256.  
 Puech et comp. 13, 185.  
 Puechegur. 25, 185.  
 Puenter. 14, 304.  
 Pugt. 16, 189.  
 Puisaye. 27, 141.  
 Puissan. 14, 243.  
 Puissant. 13, 119.  
 Pujo. 1, 222. 33, 92.  
 Pujol. 23, 681.  
 Pujols. 18, 671.  
 Pujos. 20, 309.  
 Pulicani. 28, 411.  
 Pulliat. 7, 30.  
 Pulligneux. 3, 6.  
 Pultzeis. 4, 442.  
 Pulvermann. 17, 241.  
 Puntis. 29, 254.  
 Puray (*faillite*). 19, 580.  
 Putod. 12, 580.  
 Putzoni. 12, 501.  
 Puvis. 1, 347, 553.  
 Puybonnieux. 1, 417.  
 Puysegur. 8, 411.  
 Pyon. 3, 562.  
 Pyron. 2, 210. 24, 54.

## Q.

Quartier. 24, 203.  
 Quatremère (*héritiers*). 11, 87.

- . 9, 133.  
 Nat. 24, 174.  
 rdelle. 15, 150.  
 ley. 26, 256.  
 - Reynaud. 11,  
 ble. 23, 479.  
 t. 27, 281.  
 pille. 20, 239.  
 in. 4, 502. 13, 983.  
 tte. 6, 564.  
 ux ( *commune* ). 1,  
 ange ( *commune* ).  
 12.  
 omont. 11, 971.  
 is. 2, 583.  
 ay. 6, 449.  
 Desbordes. 3, 625.  
 el. 31, 307.  
 ey. 9, 95, 126.  
 Clavel. 13, 977.  
 n. 8, 263.  
 e. 4, 640,  
 l. 18, 748.  
 n. 17, 173.  
 remont-Lamotte. 13,  
 .  
 remont et comp. 16,  
 .  
 rieux. 7, 222.  
 et. 18, 103.  
 pon. 18, 883.  
 ebœuf ( *pilottes la-*  
*meurs* ). 2, 602.  
 lier. 33, 239.  
 on. 31, 232.  
 tanadoine. 2, 218.  
 tin. 11, 330.  
 merez. 8, 600.  
 leray. 23, 77.  
  
 R.  
  
 . 26, 324:  
 jac. 16, 676.  
 . 11, 412.  
 er. 30, 309.  
 eau. 22, 305.  
 in. 24, 445.  
 ulin. 12, 721.  
 ne. 17, 203.  
 e. 1, 452.  
 uchot. 22, 288.  
 bux. 5, 470.  
 et. 11, 874.  
 t. 18, 567.  
 . 3, 103.  
 cot. 29, 556.  
 ey. 22, 441.  
 io. 13, 47.  
 etto. 11, 402.  
 on. 26, 413.  
 Ragon-Laperrière. 13, 228.  
 Ragot. 8, 302.  
 Ragoulleau. 12, 498. 13, 556.  
 Raguse. 19, 756.  
 Rahou. 2, 75.  
 Rahoux. 7, 361.  
 Rai. 12, 180.  
 Raimont. 20, 660.  
 Raison. 28, 112.  
 Raisonnier. 30, 133.  
 Rambault. 12, 465. 23, 303.  
 Rambert-Bidet. 5, 30.  
 Rame. 13, 75.  
 Ramel. 32, 285.  
 Ramel ( *héritiers* ). 22, 319,  
 Ramondène. 31, 88.  
 Rampal. 10, 650.  
 Rampon. 21, 741.  
 Rainsant. 16, 472.  
 Ramsey. 13, 214.  
 Ramspager. 15, 164.  
 Rancé. 25, 464.  
 Rancez. 12, 788.  
 Ranciat. 5, 251.  
 Randy. 12, 471.  
 Ransonnet. 6, 214.  
 Raoult. 7, 213.  
 Raoussec-Dalbon. 14, 572.  
 Rapenacx et comp. 4, 31.  
 Raphaëla Camacho. 23, 550.  
 Raphaël ( *goelette* ), 32, 320.  
 Raschaert. 13, 722.  
 Raspaud. 29, 335.  
 Rassel. 28, 471.  
 Rastel. 9, 146.  
 Ratel. 30, 309.  
 Ratelot. 4, 91.  
 Ratet. 20, 408. 32, 165.  
 Ratier. 25, 322. 33, 60.  
 Ratisbonne. 29, 236.  
 Ratti. 6, 150.  
 Rattier. 10, 688.  
 Randoulet. 3, 657.  
 Raulin. 16, 470.  
 Raussin. 9, 574.  
 Rauzat. 33, 217.  
 Ravaglioli. 15, 233.  
 Raveau. 19, 716.  
 Ravel. 2, 638. 9, 337. 10, 282, 680, 788. 28, 222.  
 Ravelard. 13, 614.  
 Raveneau-Chaumon. 12, 604.  
 Raveneau. 21, 80.  
 Raveton. 18, 542.  
 Ravetti. 13, 781.  
 Rayé. 3, 622.  
 Rayet. 9, 60.  
 Raymond. 13, 329. 19, 353, 927. 28, 85, 357.  
 Raymond-Gelis. 13, 490.  
 Raymond-Hortel. 19, 728.  
 Raymond-Lassus. 15, 551.  
 Raynaud. 9, 640. 33, 101.  
 Razac. 13, 41.  
 Razay ( *héritiers* ), 11, 156.  
 Reaux. 9, 35.  
 Rebattu. 12, 80. 23, 206.  
 Rébecqui. 13, 79.  
 Reber. 25, 38.  
 Rebut. 25, 94.  
 Recteur. 6, 246.  
 Reculard. 32, 48.  
 Reculot. 26, 556.  
 Recusson. 14, 172.  
 Redarès. 28, 105.  
 Reder. 27, 334.  
 Redonnet. 28, 575.  
 Régala. 9, 656.  
 Regauld. 17, 722.  
 Reggio. 13, 1008, 184.  
 Reginel. 13, 650.  
 Regis. 24, 315.  
 Regis-Leblanc. 32, 526. 24, 315.  
 Regley. 3, 532.  
 Regnard. 13, 211.  
 Regnault ( *héritiers* ). 18, 183. 20, 779.  
 Regnault de Saint-Jean-d'Angely. 30, 140.  
 Regnier. 33, 349.  
 Regnier ( *héritiers* ). 15, 510.  
 Reimbauld. 18, 888.  
 Reinach. 14, 153.  
 Reitz. 5, 16.  
 Remlinger. 13, 724.  
 Remond. 12, 992.  
 Rémont. 13, 874.  
 Remy. 14, 520. 17, 179, 789.  
 Rémy ( *héritiers* ). 22, 341.  
 Renand. 32, 503.  
 Renard. 1, 563. 3, 234. 10, 583. 12, 195. 15, 447. 17, 201. 20, 156. 22, 348. 25, 123. 33, 239.  
 Renaud. 3, 461. 7, 412. 13, 134. 20, 668. 21, 111. 33, 556.  
 Renaud ( *héritiers* ). 1, 304. 32, 113.  
 Renault. 7, 121. 11, 425. 25, 499.  
 Renault de la Rochemoreau. 1, 12.  
 René. 16, 704.  
 Renet. 17, 36. 25, 522.  
 Renette. 10, 360. 15, 11.

- Rennecour. 18, 61.  
 Rennevier. 20, 470.  
 Renou. 6, 336.  
 Renouard. 2, 387.  
 Renoud. 13, 162.  
 Renoult. 2, 300. 25, 513.  
 Renous. 23, 336.  
 Rens. 10, 345.  
 Repentigny. 23, 584.  
 Requier. 19, 916.  
 Ressein. 24, 558.  
 Resseler. 5, 18.  
 Ressouche. 16, 65.  
 Restout. 27, 356.  
 Retyer. 12, 478.  
 Reuzer. 6, 121.  
 Revechat. 17, 452.  
 Revel. 22, 556.  
 Revelière. 7, 469.  
 Reversat. 21, 548.  
 Revigliasse. 6, 108.  
 Révillon. 5, 20.  
 Revonnas (commune). 9, 726.  
 Rey. 2, 276. 7, 462. 8, 118. 9, 526. 19, 40. 22, 34. 27, 417. 28, 69.  
 Rey (héritiers). 15, 208.  
 Reybaud. 9, 243.  
 Reyman. 9, 705.  
 Réymond. 6, 282. 8, 44.  
 Reynard. 25, 449.  
 Reynaud. 17, 421.  
 Reynaud-Delage. 22, 517.  
 Reynel (commune). 19, 122.  
 Reynier. 6, 310. 15, 754. 19, 266. 11, 660.  
 Reyns. 10, 154.  
 Rhedon. 18, 854.  
 Rhin. 13, 151.  
 Riario. 21, 626.  
 Ribagnas. 21, 41.  
 Ribard. 17, 519.  
 Ribauvillé. (commune). 16, 149.  
 Ribes. 12, 299. 16, 313.  
 Ribeyrols. 5, 108.  
 Ribot. 24, 233.  
 Ribouleau. 33, 301.  
 Riboux. 11, 973.  
 Ricard. 9, 661. 18, 595.  
 Ricard et comp. 23, 429.  
 Riccintelli. 12, 621.  
 Richard. 2, 75. 6, 455. 9, 314, 609. 21, 171. 23, 250. 25, 94.  
 Richard - Crémieux. 31, 363.  
 Richard-d'Ivry. 22, 284.  
 Richard-Lenoir. 25, 50.  
 Richard de Vesvrotte. 21, 348.  
 Richardot. 9, 342. 18, 235.  
 Riche. 21, 66.  
 Richelieu. 12, 396.  
 Richepin. 9, 590.  
 Richert. 14, 549. 22, 718.  
 Richon. 6, 164.  
 Richy. 6, 550.  
 Ricklin. 22, 881.  
 Ricordeau. 8, 147. 31, 533.  
 Ridel. 14, 495.  
 Ridon. 9, 133.  
 Rieffel. 11, 986. 17, 93.  
 Riencourt. 17, 784.  
 Rientord. 13, 888.  
 Rieux-Peyroux. 6, 156.  
 Riffaut. 27, 46.  
 Riga. 8, 6.  
 Rigal. 9, 127. 21, 374.  
 Rigaud. 12, 533. 14, 374. 20, 701, 796.  
 Rigault. 3, 122.  
 Rigel. 19, 168.  
 Rigo. 9, 54. 20, 334.  
 Rigoli. 12, 532.  
 Rigonneau. 18, 83.  
 Rigonneau et comp. 22, 640.  
 Rigot. 18, 282. 21, 76. 28, 317.  
 Riklin. 8, 446.  
 Rimol. 11, 855.  
 Ringard. 9, 296, 523.  
 Ringvald. 21, 674.  
 Riobé. 19, 480, 918.  
 Riouffe. 11, 772.  
 Riollay. 2, 355.  
 Riolut. 3, 210.  
 Riolz. 11, 229.  
 Riom (commune). 15, 649.  
 Riom (ville). 18, 569.  
 Rioth. 13, 97.  
 Riotte. 19, 286.  
 Rioult. 16, 12.  
 Ripart. 32, 557.  
 Riquebourg. 10, 338.  
 Riquier-Larivière (héritiers). 22, 98.  
 Rischschoffer. 15, 298.  
 Risser. 11, 967.  
 Rittatore. 15, 193.  
 Rivain (syndics). 18, 512.  
 Rivayran. 21, 748.  
 Rivet. 1, 281.  
 Rivière. 4, 383. 8, 200. 10, 811. 13, 765. 16, 57, 586. 22, 830. 30, 331.  
 Rivoire. 1, 208.  
 Rivoyra. 14, 553.  
 Robec. 8, 580.  
 Robeis. 14, 88.  
 Robelin. 1, 299.  
 Roben. 16, 85.  
 Robereau (héritiers). 348.  
 Robergeot et comp. 33, 187.  
 Roberjot. 33, 187.  
 Robert. 1, 54, 170. 816. 14, 359. 18, 835. 19, 647. 24, 421.  
 Robert de Lierville. 421.  
 Robert de la Rivière. 530.  
 Robert de Saint-Victor. 320.  
 Robert-Son. 2, 438.  
 Robertson. 16, 189.  
 Robès. 12, 858.  
 Bobillard. 2, 649. 648.  
 Robillot. 29, 410.  
 Robin. 2, 362. 7, 707, 714. 13, 16, 700. 18, 151. 738. 20, 81. 24, 28, 421.  
 Robin-Delarue. 16, 243.  
 Robin - Lacotardière. 243.  
 Robine. 4, 402.  
 Robineau. 8, 383.  
 Robinet. 16, 670.  
 Robinot-Lalande. 1, 46.  
 Robinot. 2, 46.  
 Robit. 9, 157.  
 Roboam. 25, 127.  
 Rocca. 15, 473.  
 Rocca-Séra. 8, 67.  
 Roccas. 27, 55.  
 Roch. 27, 441.  
 Roch. 22, 8. 33, 41.  
 Rochaix. 23, 46.  
 Rochambeau. 4, 116.  
 Rochan de Vallette. 361.  
 Rochart. 1, 188.  
 Roche (héritiers). 402.  
 Rochefort. 17, 421. 41. 23, 416. 26, 278.  
 Rochegude (habitant). 278.  
 Rocher. 22, 804. 27, 462.  
 Rocher (héritiers). 462.  
 Rochery. 19, 327.  
 Rochery (créancier). 447.  
 Rochet. 4, 311.  
 Rochetaillé. 21, 712.  
 Rochette. 8, 675.  
 Rochu. 26, 392.  
 Rocquigny. 15, 505.  
 Rocton. 20, 769.

- 33, 317.  
 10, 399.  
 e. 33, 111.  
 es. 32, 426.  
 4, 568. 5, 516,  
 11, 568.  
 ne. 19, 765.  
 er. 2, 206. 14, 478.  
 194.  
 le la Turbie. 11,  
 6, 207.  
 1, 35, 134. 2, 374.  
 17. 9, 505. 10, 90,  
 735. 18, 90, 475.  
 629. 24, 637. 28,  
 29, 504.  
 Predan. 21, 582.  
 e Vallée. 13, 385.  
 21, 167.  
 19, 362.  
 ri. 6, 285.  
 8, 336. 22, 267.  
 26, 380.  
 11, 323. 25, 17,  
 33, 193.  
 de Guéménée. 5,  
 Rochefort. 4, 668.  
 401.  
 , 409. 9, 672.  
 arnier. 11, 830.  
 20, 52. 26, 272.  
 lle. 18, 202.  
 8, 8.  
 9, 395.  
 2, 392.  
 Watelier, 23, 133.  
 do. 13, 286.  
 33, 70.  
 6, 50. 16, 505.  
 711. 24, 285. 25,  
 27, 427.  
 le. 11, 729.  
 8, 554. 9, 577.  
 r. 7, 236. 22, 606.  
 28, 519.  
 er. 25, 346.  
 at. 15, 220.  
 esi. 16, 700.  
 21, 415.  
 et. 19, 281. 28, 49.  
 435.  
 n. 21, 662.  
 (héritiers). 22,  
 d. 20, 249.  
 i. 14, 380.  
 g. 4, 371. 8, 420.  
 rt. 15, 41.  
 2, 479.  
 tant. 16, 534.  
 eu. 6, 302.  
 Ronchamp (commune).  
 18, 470.  
 Roncin. 18, 806.  
 Rondel. 23, 41.  
 Ronesse. 13, 1051.  
 Rongier. 1, 376.  
 Roode. 11, 149.  
 Rool. 6, 407.  
 Ropolo. 9, 678.  
 Roque. 22, 412.  
 Roquefort. 17, 261.  
 Roquelaure. 1, 324, 613.  
 5, 98.  
 Roquelaure (héritiers). 3,  
 379.  
 Roques. 5, 451. 19, 236.  
 26, 464. 32, 538.  
 Roquette. 13, 69.  
 Rosa. 10, 643.  
 Rosannes-Faure. 52, 172.  
 Rosano. 15, 684.  
 Rosay. 17, 361.  
 Rose. 26, 367.  
 Rose (héritiers). 9, 467.  
 Roselli. 8, 525.  
 Roseto. 13, 1008.  
 Rosetti. 2, 180. 11, 479.  
 Rosier. 19, 925.  
 Rossari. 7, 46.  
 Rossary (héritiers). 10,  
 83.  
 Rossel. 4, 256.  
 Rosselly. 20, 580.  
 Rosset. 28, 248.  
 Rossignol. 10, 322. 14,  
 170. 26, 190.  
 Rossinat. 10, 779.  
 Rosso. 10, 596.  
 Rossy-Yvois. 19, 908.  
 Rostagny. 3, 470.  
 Rostaing. 29, 553.  
 Rota. 12, 501.  
 Roth. 21, 313.  
 Roth (héritiers). 11, 837.  
 Rothberg. 25, 205.  
 Rotis. 32, 130.  
 Rotschild. 25, 436.  
 Rottering. 15, 519.  
 Roubaix. 13, 33.  
 Roucayrol. 19, 12.  
 Rouch. 32, 476. 29, 200.  
 Rouchi. 11, 309.  
 Roucoule. 20, 508.  
 Roucoul. 29, 335.  
 Roudil. 21, 335.  
 Rouech. 14, 559.  
 Rouede. 21, 665.  
 Rouellé. 8, 351.  
 Rouen. 12, 678.  
 Rouen (courtiers de navi-  
 res). 21, 34. 5.  
 Rouen (hospice). 18, 559.  
 Rouesse. 16, 76. 8.  
 Rouffier. 10, 24.  
 Rougé. 13, 492. 31, 63.  
 Rougemont. 10, 577.  
 Rougemont de Lowemberg.  
 19, 473. 20, 313.  
 Rougerie. 16, 163.  
 Rouget. 20, 98.  
 Rouget de Lille. 12, 262.  
 Rougier. 18, 434. 29, 148.  
 Rougon. 30, 363. 31, 228.  
 Rougrave. 7, 314.  
 Rouher. 11, 580. 12, 467.  
 Rouillon. 20, 318. 22, 533.  
 Roulaud. 16, 103.  
 Rouland. 25, 443.  
 Roulet. 11, 402. 33, 142.  
 Roullard. 16, 154.  
 Roullé. 22, 692.  
 Rouillet. 6, 333.  
 Roullin. 16, 316.  
 Roumage. 31, 510.  
 Roumans. 3, 76.  
 Roumignier. 4, 131.  
 Rouques. 32, 497.  
 Roure. 2, 298. 6, 373.  
 Roussa. 1, 54.  
 Rousseau. 7, 366. 10, 32.  
 15, 131. 17, 495. 18,  
 313. 20, 523. 26, 399.  
 29, 157. 32, 217. 33,  
 599.  
 Rousseau-Delabrosse. 22,  
 872.  
 Roussel. 7, 567. 13, 171.  
 15, 393. 16, 292. 17,  
 143. 20, 781. 33, 169.  
 Roussel de Belloy. 32, 61.  
 Roussel (héritiers). 11,  
 615.  
 Rousselin. 28, 292.  
 Rousselle. 9, 618.  
 Rousses (commune). 1,  
 411.  
 Rousset. 9, 485. 10, 266.  
 Roussilhe (héritiers). 9, 8.  
 Roussy. 29, 506.  
 Roustan. 8, 544. 9, 710.  
 Rout et comp. 21, 485.  
 Rouveix. 20, 476.  
 Rouvel. 30, 40.  
 Rouveyrol. 21, 682.  
 Rouvin. 31, 134.  
 Roux. 2, 618. 5, 480. 10,  
 565. 14, 489. 15, 346.  
 18, 115. 20, 38, 189.  
 25, 42. 26, 156. 29, 5.  
 Roux et comp. 10, 743.  
 Roux (héritiers). 13, 346.  
 Rouxel. 15, 435. 26, 356.  
 28, 5. 30, 323.  
 Rouy. 4, 523.  
 Rouzé. 21, 442.  
 Rouzil. 17, 467.  
 Rouzille. 19, 592.  
 Rouzo. 11, 479.



Rovère. 23, 421.  
 Rovcyre. 10, 237.  
 Roy. 1, 361, 471. 18, 293,  
 306. 24, 564. 26, 387.  
 29, 310.  
 Royanet. 44, 557.  
 Royannet. 24, 237.  
 Royat. 11, 109.  
 Royer. 1, 104. 6, 497. 11,  
 742. 12, 515. 13, 842,  
 16, 83. 24, 622.  
 Royer (*héritiers*). 7, 250.  
 18, 164.  
 Royer-Villot et comp. 22,  
 47.  
 Royère. 13, 567.  
 Rozerieulles. 13, 624.  
 Rozet. 6, 516.  
 Rozier. 23, 715.  
 Rubatel. 7, 540.  
 Rubin. 10, 672.  
 Rubot. 18, 549.  
 Rubrecq. 1, 518.  
 Rudriguez. 18, 860.  
 Rué-Saget. 6, 389.  
 Rueff. 18, 194.  
 Ruel. 30, 270.  
 Ruelle. 5, 237. 9, 154.  
 Ruffy (*héritiers*). 22, 262.  
 Ruggias. 18, 26.  
 Ruinier. 23, 233.  
 Rullens. 13, 27.  
 Rullon. 18, 751.  
 Rumets. 8, 56.  
 Rumland. 23, 690.  
 Rumpler (*héritiers*). 10,  
 797.  
 Ruppaley. 26, 478.  
 Russel. 20, 440.  
 Ryex. 11, 997.

## S.

Sabadie. 12, 876.  
 Sabadin. 2, 188.  
 Sabatier. 5, 508. 8, 254.  
 21, 146. 31, 241.  
 Sabaton. 12, 427. 13, 414.  
 25, 374.  
 Sabouès. 16, 433.  
 Sabran. 17, 261.  
 Sacaley. 19, 603.  
 Sacan. 9, 389.  
 Sacaze. 20, 376. 33, 129.  
 Sacerdote. 14, 182. 15, 655.  
 Saclens. 4, 165.  
 Saclier. 27, 427.  
 Sacquépé. 2, 455.  
 Sadan. 28, 157.  
 Sadorge. 13, 535.  
 Sage. 11, 112.  
 Sageaud. 27, 217.  
 Sageret. 2, 284.  
 Saget. 20, 60.

Saguhes. 18, 534.  
 Saguin. 29, 134.  
 Saignol. 25, 288.  
 Saillard. 19, 819.  
 Sainfraix. 29, 395.  
 Sainson. 1, 378.  
 Sainson-Taxis. 5, 384. 9,  
 534.  
 Saint. 22, 536.  
 Saint-Aignan (*commune*).  
 10, 186.  
 Saint-Amand. 29, 127.  
 Saint-Armand. 10, 414.  
 Saint-Arroman. 10, 25.  
 27, 18. 29, 486.  
 Saint-Aubin. 6, 265.  
 Saint-Blancard. 11, 883.  
 Saint-Bresson (*commune*).  
 4, 48.  
 Saint-Charters (*commu-*  
*ne*). 13, 823.  
 Saint-Charles (*banque*).  
 23, 216.  
 Saint-Clair (*créanciers*).  
 10, 294.  
 Saint-Denis. 2, 656. 20,  
 298.  
 Saint-Fargeau. 24, 172.  
 Saint-Genois. 11, 725.  
 Saint-Georges (*commune*).  
 32, 265.  
 Saint-James. 14, 611.  
 Saint-Jean. 23, 276.  
 Saint-Joseph (*capitaine*  
*du brick*). 2, 562.  
 Saint-Julien. 10, 139. 18,  
 86. 19, 153, 669.  
 Saint-Lambert. 2, 233.  
 Saint-Laurent. 9, 494. 13,  
 704.  
 Saint-Leu. 8, 77.  
 Saint-Malo (*assurance*).  
 24, 502.  
 Saint-Marceau. 5, 292.  
 29, 38.  
 Saint-Martin. 2, 457. 12,  
 342. 14, 280. 17, 401.  
 31, 363.  
 Saint-Martin Garessio. 11,  
 573.  
 Saint-Martin (*commune*).  
 2, 132.  
 Saint-Massal. 33, 423.  
 Saint-Maurice (*commune*).  
 20, 705.  
 Saint-Naon. 12, 233.  
 Saint-Omer (*commissai-*  
*re de police*). 5, 11.  
 Saint-Ouen (*commune*).  
 11, 32.  
 Saint-Ouaille (*commu-*  
*ne*). 26, 385.  
 Saint-Ont. 11, 617.

Saint - Paul - sur -  
 (*commune*). 7, 26.  
 Saint-Phal. 24, 26.  
 360.  
 Saint-Pierre 3, 16.  
 292, 305.  
 Saint-Pol. 7, 190.  
 Saint-Privat (*commu-*  
*ne*). 13, 527.  
 Saint-Quentin. 21,  
 Saint-Riquier. 27,  
 Saint-Sauveur, 2,  
 514.  
 Saint-Valentin. 4,  
 Saint-Victor. 21, 27.  
 Sainte-Colombe. 19,  
 Sainte-Marie. 13, 10.  
 Sainte-Valère (*fab-*  
*rique*). 28, 376.  
 Saintignon. 5, 97.  
 Saisseval. 11, 660.  
 Saive. 6, 48.  
 Sajeau. 12, 157.  
 Salançon (*syndics*).  
 773.  
 Salans (*héritiers*).  
 556.  
 Salavy. 32, 279.  
 Salefranque. 26, 485.  
 Salenave. 17, 544.  
 Salesses. 4, 318.  
 Saliceti. 22, 793.  
 Salicetti. 18, 620. 27,  
 Salicis. 19, 390.  
 Salignon. 11, 622.  
 Salin. 32, 372.  
 Salis - Haldeinssein.  
 747.  
 Salis. 13, 876.  
 Sallabery. 11, 938.  
 Sallenave. 9, 653.  
 Saller. 16, 220.  
 Salles. 31, 416.  
 Sallet. 11, 940.  
 Salloniell. 17, 594.  
 Sallussoglia. 13, 286.  
 Salm-Kirbourg (*cr-*  
*éanciers du prince*).  
 566.  
 Salm-Kirbourg (*hériti-*  
*ers*). 9, 190.  
 Salmazeuilh. 27, 361.  
 Salmon. 3, 210.  
 Salmont. 15, 131.  
 Salomon (*héritiers*).  
 493. 22, 333.  
 Salse. 7, 269.  
 Saltet. 13, 744.  
 Saltzmann (*faillite*).  
 920.  
 Saluces. 13, 280.  
 Salva. 11, 893.  
 Salvaja. 10, 703.  
 Salza. 10, 482.

- . 19, 256.  
 c. 30, 486.  
 y. 12, 1001.  
 zet. 11, 793.  
 . 2, 188. 13, 824.  
 l. 21, 518.  
 3, 151.  
 . 3, 291.  
 . 27, 536.  
 on. 8, 107.  
 é. 26, 91. 30, 513.  
 n. 3, 412.  
 . 15, 733.  
 . 6, 150.  
 s. 18, 442.  
 . 18, 695.  
 n. 24, 172.  
 lli. 27, 73.  
 rre. 7, 136. 12, 326.  
 ire. 10, 40.  
 ( *héritiers* ). 18,  
 .  
 ( *directeurs des co-*  
*s* ). 1, 176.  
 y. 19, 396.  
 ea. 5, 340.  
 . 2, 370.  
 ault. 7, 423.  
 nt. 14, 135.  
 lle. 10, 783.  
 ade. 14, 126.  
 . 2, 400.  
 . 5, 430.  
 léa. 11, 308.  
 n ( *héritiers* ). 2, 21.  
 abaig. 17, 583.  
 abère. 14, 248.  
 a de. 16, 433.  
 agot. 16, 228.  
 railles et comp. 12,  
 13.  
 raille. 20, 755.  
 an. 4, 548.  
 ans. 7, 335.  
 asin. 2, 577. 21, 136.  
 . 254. 23, 716.  
 razy - Cazeaux. 32,  
 58.  
 lises. 22, 62.  
 tin. 5, 420.  
 toris. 11, 620.  
 torius. 22, 151.  
 us. 3, 386.  
 us frères. 5, 228.  
 y. 23, 141.  
 tre. 19, 435.  
 ta ( *héritiers* ). 11, 197.  
 ibade. 22, 503.  
 del. 32, 185.  
 ffroy. 12, 718.  
 gnier. 11, 898.  
 lnier. 19, 194. 21,  
 05.  
 Saulnier ( *héritiers* ). 1,  
 479.  
 Saulx-Tavannes. 2, 452.  
 Saum. 5, 155.  
 Saunal. 26, 410, 412.  
 Saunier. 28, 547.  
 Saunier ( *héritiers* ). 8,  
 671.  
 Sauret. 21, 321.  
 Saurin. 7, 115.  
 Sauss. 12, 277.  
 Sautet. 7, 303. 21, 233.  
 Sautter. 20, 628.  
 Sauvage. 6, 515. 16, 273.  
 Sauvagny. 7, 513.  
 Sauveboeuf. 2, 650.  
 Sauvegrain. 15, 251.  
 Sauveterre. 7, 374.  
 Sauz. 6, 353.  
 Sauzeau, 13, 824.  
 Savalette. 3, 452.  
 Savary. 18, 110, 293.  
 Saver. 1, 262.  
 Savès. 22, 223.  
 Savez. 6, 278.  
 Savin. 19, 340.  
 Savoie. 23, 556.  
 Savournin. 12, 814.  
 Savoye. 20, 639. 29, 105.  
 Sawyer. 19, 302.  
 Saysset. 19, 936.  
 Scaillette. 18, 274.  
 Scallerone. 11, 407.  
 Scépeaux. 10, 809.  
 Schamp. 9, 229. 11, 935.  
 Schaub ( *héritiers* ). 19,  
 578.  
 Schawembourg. 1, 418.  
 3, 259. 5, 436.  
 Scheg. 33, 326.  
 Scheins. 7, 442.  
 Scheltiens. 11, 715.  
 Schenckel. 7, 576.  
 Scheneberg. 22, 881.  
 Scheneider. 11, 519. 21,  
 17.  
 Scheper. 3, 650.  
 Scheppers. 24, 514, 518.  
 Scherb. 9, 114.  
 Schereigenfer. 1, 143.  
 Scherer. 18, 133.  
 Schers. 10, 707.  
 Scheurer. 18, 402.  
 Schlaincourt. 26, 248. 31,  
 97.  
 Schlickum. 9, 212.  
 Schloesser. 5, 131.  
 Schmitt. 9, 103, 696.  
 12, 112, 982.  
 Schmitz. 13, 148, 839.  
 Schnée. 22, 168.  
 Schneider. 13, 592, 624.  
 16, 167, 599.  
 Schneider ( *héritiers* ). 11,  
 104.  
 Schoeffer. 5, 454. 14, 478.  
 17, 51.  
 Schoeffer et comp. 16,  
 599.  
 Schoen. 27, 513.  
 Schoening. 7, 518.  
 Scholl. 14, 284. 18, 350.  
 Schollaert. 13, 1034.  
 Scholler. 5, 211.  
 Schoonaerts ( *Anne* ). 13,  
 531.  
 Schote. 11, 676.  
 Schott. 6, 479. 18, 121.  
 Schoumacker. 22, 353,  
 396.  
 Schrader. 9, 158.  
 Schrausmann. 10, 776.  
 Schrick. 3, 610.  
 Schruit. 8, 274.  
 Schueller. 9, 440.  
 Schultz. 3, 14. 13, 107.  
 Schwawenburg. 1, 232.  
 Schwartz. 4, 371.  
 Schwartz. 12, 316. 13,  
 785. 17, 129. 18, 430.  
 Schweiser. 16, 726.  
 Schweitzer et Schwertz.  
 16, 90.  
 Schwindenhammer. 5, 258.  
 Schwing. 9, 511.  
 Sclogel. 13, 708.  
 Scotti. 15, 475.  
 Scribe et comp. 10, 617.  
 Scyrat. 3, 673.  
 Sebillant. 12, 503.  
 Sébilleau. 22, 302.  
 Sebillé. 13, 476.  
 Sebire. 33, 346.  
 Sec. 15, 182.  
 Secreteau. 4, 1.  
 Second. 19, 598.  
 Segui. 1, 390. 9, 251.  
 Seguin. 10, 421, 479. 13,  
 522. 14, 304. 20, 576.  
 28, 241, 417. 33, 210.  
 Séguret. 14, 576.  
 Seguy. 5, 430. 29, 175.  
 Seigle. 20, 460. 20, 732.  
 Seignoret. 30, 42.  
 Seillier. 28, 5.  
 Seine ( *préfet* ). 25, 530.  
 28, 460.  
 Seitz. 14, 301.  
 Séjan. 4, 194.  
 Selis. 7, 548.  
 Sellety. 3, 470.  
 Sellier. 1, 559. 2, 19. 21,  
 131. 23, 109. 28, 140.  
 Selmersheim. 17, 701.  
 Selves. 9, 324. 14, 111,  
 113. 15, 541. 20, 460,  
 732. 23, 325. 28, 528.

- Selves (*veuve*). 11, 674.  
 Sélvs. 4, 644.  
 Séméac (*commune*). 21, 220.  
 Seminck. 11, 454.  
 Senamand. 13, 182.  
 Senaux. 7, 32.  
 Sénéchal. 11, 115.  
 Senerville. 17, 680.  
 Sengel. 14, 535. 16, 104.  
 Senger. 4, 45.  
 Senly. 32, 468.  
 Senot. 33, 518.  
 Sentis. 19, 825.  
 Seppe. 26, 129.  
 Septenville - Bourdon. 7, 465.  
 Seraphini. 11, 648. 13, 143.  
 Serdobin. 24, 387. 25, 34. 29, 97.  
 Seren. 7, 345.  
 Serendat. 10, 516.  
 Serer. 2, 61.  
 Sergeant. 8, 585.  
 Sergen. 18, 673.  
 Sergoens. 10, 289.  
 Serignac. 2, 56.  
 Serigniac. 14, 160.  
 Sérilly (*héritiers*). 2, 290.  
 Seriziat. 6, 475.  
 Seronart. 32, 545.  
 Serpillon. 5, 72.  
 Serpinet. 25, 144.  
 Serpolier. 12, 5.  
 Serrant. 24, 622.  
 Serrarens. 10, 150.  
 Serreau. 10, 278.  
 Serres. 1, 153, 599. 7, 361.  
 Serret. 32, 338.  
 Serruys et comp. 14, 364.  
 Servais. 3, 194. 13, 762.  
 Servauteau (*héritiers*). 3, 642.  
 Servet. 5, 373.  
 Servetti (*héritiers*). 10, 444.  
 Servièras. 2, 41. 21, 741.  
 Servot. 19, 231.  
 Sery. 8, 478.  
 Settime. 10, 624.  
 Seugenwald. 2, 2.  
 Seuil. 12, 356.  
 Seurat. 18, 219.  
 Sevéne. 20, 34. 31, 134.  
 Sevenne. 2, 517. 11, 1021.  
 Sevestre. 5, 437.  
 Sevin. 11, 168.  
 Seyeux. 5, 4.  
 Seygle. 4, 248.  
 Seyssel. 1, 115. 16, 688.  
 Seyve. 12, 392.  
 Sibille. 12, 626.  
 Sicard. 2, 457, 461. 4, 337. 10, 675. 15, 153.  
 Sicare. 2, 261.  
 Sieber. 5, 942. 11, 279.  
 Sieberger. 2, 162.  
 Siègle. 1, 184.  
 Sienza. 12, 736.  
 Sics. 10, 459.  
 Siffredy (*héritiers*). 21, 348.  
 Signal. 2, 547. 4, 691. 28, 209.  
 Signora. 9, 678.  
 Signoret. 16, 754.  
 Sigogne. 19, 518. 24, 423.  
 Silhol. 11, 58.  
 Silvano. 5, 435.  
 Silvestre. 6, 494. 7, 345.  
 Simon. 4, 19. 8, 588. 9, 150. 717. 13, 617, 641, 756. 19, 518. 22, 126, 659, 860. 23, 673. 26, 464. 27, 322. 30, 534. 33, 145.  
 Simon et comp. 1, 385.  
 Simonet. 1, 131. 12, 981.  
 Simonet de Singly. 9, 589.  
 Simonin. 5, 90. 13, 909. 18, 136. 17, 368.  
 Simonot. 23, 309.  
 Simons. 4, 407. 7, 229.  
 Simoski. 1, 399.  
 Sinetti. 3, 442. 16, 457.  
 Singer. 25, 522.  
 Sionville. 26, 63.  
 Siraudin. 12, 796. 16, 496.  
 Sirey. 1, 324, 613. 3, 379. 5, 98. 24, 418.  
 Sirot. 8, 515. 10, 130, 188.  
 Sisterhem. 13, 241.  
 Sisteron. 13, 115.  
 Sitter. 7, 258.  
 Sivan. 16, 726.  
 Sivory. 10, 230.  
 Skilpwith. 7, 39.  
 Smit. 14, 358.  
 Sobier. 11, 874.  
 Soissons (*commune*). 18, 348.  
 Sola. 8, 164. 10, 621.  
 Soleil (*commune*). 5, 231.  
 Soler. 4, 56.  
 Soliveau. 8, 436.  
 Solvyns. 9, 22.  
 Sombret. 13, 768.  
 Sommaripa. 19, 354. 21, 559.  
 Sommariva. 10, 1.  
 Somme (*préfet*). 28, 465.  
 Sommeiller - Fagny. 648.  
 Sonnet. 13, 817.  
 Sophie. 1, 306. 10, 10.  
 Sorbé-Lormont. 2, 27, 355.  
 Sorbier (*héritiers*). 295.  
 Sorbolonghi. 10, 10.  
 Sorel (*héritiers*). 2, 2.  
 Sorensen. 4, 267.  
 Soret. 11, 344.  
 Sorin. 15, 55. 33, 10.  
 Sorin de Tournon. 3, 10.  
 Sottera. 7, 174.  
 Soubeille. 1, 96.  
 Soubeiran. 6, 440.  
 Souberbielle. 21, 33.  
 Soubiran. 1, 222. 7, 19, 592.  
 Souchet. 16, 60, 503.  
 Souchu. 13, 419.  
 Soudanas. 21, 32.  
 Soufflet. 28, 269.  
 Souffreau. 32, 501.  
 Souffrion. 15, 255.  
 Souffron. 22, 265.  
 Souhaité. 15, 168.  
 Souls. 3, 76.  
 Soulier. 4, 320. 2, 678. 32, 516.  
 Soumain (*syndic*). 384.  
 Soumillon. 11, 818.  
 Souquié. 33, 548.  
 Sourains (*créancier*). 665.  
 Sourdis. 8, 296.  
 Soussaye. 10, 114.  
 Soustelle. 21, 374.  
 Souti. 12, 3.  
 Soutter. 7, 575.  
 Soyé. 15, 235.  
 Soyer. 6, 331.  
 Soymier. 13, 961.  
 Sozzi. 11, 164.  
 Spagner. 14, 101.  
 Spat. 13, 107.  
 Speneer. 24, 343.  
 Spéri. 15, 78.  
 Spickert. 30, 86.  
 Spiegel. 17, 17.  
 Spiess. 3, 502. 6, 111.  
 Spinner. 3, 265.  
 Spinola (*héritiers*). 549.  
 Spohrer. 4, 267.  
 Spony. 19, 17.  
 Sprimont. 2, 303.  
 Squioli. 12, 487.  
 Staadt. 1, 582.  
 Stable. 5, 46.  
 Stacpole. 22, 786.

- rt. 6, 315.  
 ux. 9, 667.  
 .17, 677.  
 .7, 594.  
 .17, 256.  
 .259.  
 .426.  
 ni. 12, 70.  
 .12, 260.  
 atte. 11, 795.  
 .3, 489. 7, 18. 9,  
 4, 7.  
 s (*créanciers*). 19,  
 m. 13, 594.  
 .17, 697.  
 .19, 317.  
 19, 45.  
 nan. 13, 42.  
 .12, 784.  
 .12, 448.  
 ino. 16, 206.  
 er. 15, 704.  
 .8, 689.  
 ts. 2, 19.  
 .350  
 ant. 11, 687.  
 .27, 487.  
 na. 8, 211.  
 .41, 924. 18, 194.  
 .332.  
 .46, 409.  
 .10, 203.  
 .46, 258.  
 .3, 114.  
 .22, 58.  
 (*syndics*). 27,  
 .7, 361.  
 héritiers). 8, 91.  
 .23, 729.  
 .1, 576.  
 .1, 255.  
 .6, 484.  
 .13, 723.  
 es. 18, 445.  
 le. 21, 247.  
 e. 11, 72. 12, 861.  
 .17, 581.  
 .17, 701.  
 .1, 425.  
 me (*faillite*). 14,  
 .4, 44.  
 .10, 609. 19, 698.  
 .615. 26, 297. 31,  
 mere. 20, 500.  
 tre. 33, 514.  
 T.  
 ret. 21, 247.  
 no. 13, 864.  
 Tabouët. 32, 336.  
 Tabuis. 10, 318.  
 Tachouzin. 23, 223.  
 Tahon. 13, 301.  
 Taffoiry. 16, 415.  
 Taffu. 28, 81.  
 Taillandier. 2, 298. 9. 94.  
 Taillefer. 1, 240. 16, 783.  
 Taillepiéd. 15, 718.  
 Taisse. 6, 476.  
 Talabot. 30, 153.  
 Talagran. 3, 387.  
 Talandier. 1, 315.  
 Talanée. 14, 187.  
 Talarac. 32, 45.  
 Talhouët. 2, 588.  
 Tallien. 3, 344.  
 Talmie. 4, 391.  
 Talon. 4, 665. 13, 1048.  
 21, 604.  
 Talveau. 4, 291.  
 Tamagnon. 30, 91.  
 Tambarille. 12, 754.  
 Tamisey. 16, 704.  
 Tandon. 15, 495.  
 Taniel. 27, 449.  
 Tanqueray. 33, 472.  
 Tantillon. 7, 218.  
 Tanton. 18, 472.  
 Taphalecas. 20, 455.  
 Tapparelli. 11, 197.  
 Tapparelli Lagnasco (*cré-*  
*anciers*). 11, 404.  
 Tarbé. 1, 163.  
 Tarchini. 14, 142.  
 Tardi. 12, 392.  
 Tardif. 6, 196. 15, 128.  
 21, 293. 31, 536.  
 Tardif (*héritiers*). 19, 923.  
 Tardy. 22, 26.  
 Tarichi. 12, 832.  
 Tarichi-Stroppa. 12, 40.  
 Tarin. 8, 240.  
 Tarnier. 22, 121.  
 Tarriot. 11, 606.  
 Tarris. 13, 1011.  
 Tartarin. 20, 502.  
 Tartière. 4, 148.  
 Taschon. 7, 484.  
 Tassin. 10, 843. 14, 508.  
 15, 730. 28, 41.  
 Tassin (*faillite*). 12, 399.  
 Tassin de Villiers. 20, 373.  
 Tatairon. 32, 444.  
 Tattegrain. 4, 529. 31,  
 311.  
 Tauffkirck. 4, 57.  
 Taulier. 14, 330.  
 Tautignan. 13, 622.  
 Taveau. 16, 96.  
 Tavernier. 11, 185. 26, 5.  
 Tayole. 4, 296.  
 Tecker-Gayen. 11, 260.  
 Teigny. 4, 363.  
 Teillard. 10, 295. 24,  
 168.  
 Teillard-Grenier. 20, 108.  
 Teillay. 1, 231.  
 Teissen. 13, 241.  
 Teissier. 12, 384.  
 Tellier. 9, 730.  
 Téman. 14, 31.  
 Temperville. 17, 158.  
 Tempié (*héritiers*). 20,  
 746.  
 Tempié de Pérmont. 20,  
 746.  
 Tenaillon. 31, 402.  
 Tenre. 19, 901.  
 Terelle. 13, 3.  
 Ternynck. 18, 105.  
 Terrasse. 14, 103. 15,  
 430.  
 Terrassier. 3, 676.  
 Terrasson-Davèse. 7, 46.  
 Terray. 2, 9, 63.  
 Terrein. 30, 333.  
 Tereni. 10, 648.  
 Terrier. 22, 307. 28, 127.  
 Terrillon. 16, 49.  
 Terrisse. 33, 548.  
 Terrot. 31, 123.  
 Ters. 3, 441. 22, 877.  
 Terson. 13, 19.  
 Tesseidre. 7, 294.  
 Tessier. 10, 366. 17, 334.  
 Tessier de Marguerite. 13,  
 86.  
 Tesson. 1, 158. 4, 108.  
 22, 805.  
 Teste. 21, 33.  
 Tester. 4, 337.  
 Testot. 3, 532.  
 Testu. 19, 623, 628.  
 Testu-Balincourt. 2, 155,  
 536. 5, 81. 10, 376.  
 Tête-Noir-Lafayette. 4, 36.  
 Tetrel. 7, 476.  
 Teulat. 20, 228.  
 Texandier. 14, 569.  
 Texier. 6, 455. 15, 334,  
 344. 16, 202. 18, 198.  
 30, 281.  
 Texon. 24, 32.  
 Teysseidre. 3, 206.  
 Teyssier. 14, 401.  
 Teyssier de Fargue (*héri-*  
*tiers*). 6, 569.  
 Tézénas. 30, 52.  
 Teziae. 12, 703.  
 Thabarand. 15, 478.  
 Tharel. 12, 170. 33, 363.  
 Théas. 9, 88.  
 Theaux. 9, 467.  
 Thémines. 8, 504.

- Thenadet. 18, 73.  
 Thenerkauff. 11, 696.  
 Théobald. 14, 97.  
 Theobald Mosnier. 13, 182.  
 Therby. 4, 359.  
 Thermeau. 19, 585.  
 Theroulde (*héritiers*). 22, 499.  
 Thésan. 9, 437.  
 Thèse. 18, 687.  
 Thésonneau. 33, 417.  
 Theurer. 18, 667.  
 Thévenet. 20, 216.  
 Thevenin. 3, 160. 8, 482. 21, 686.  
 Thevenin de Taulay. 11, 810.  
 Thévenins. 25, 264.  
 Theysson. 9, 103. 13, 911.  
 Thibaudon. 12, 541.  
 Thibault. 13, 1079. 19, 277. 26, 394.  
 Thibert. 28, 574.  
 Thibert. 7, 543.  
 Thiébaut. 24, 666.  
 Thieffrans (*commune*). 2, 554.  
 Thieffries. 7, 348.  
 Thiercelin (*héritiers*). 10, 598.  
 Thierot, femme Breton. 8, 58.  
 Thierrie. 15, 367.  
 Thierriet de Grand-Pré. 12, 494.  
 Thierry. 3, 399. 13, 648. 16, 140. 162. 25, 305. 28, 412. 29, 240. 33, 605.  
 Thierry-Dhemel. 26, 506.  
 Thiéry. 13, 983. 18, 892.  
 Thiesset. 21, 724.  
 Thieulaine. 6, 588.  
 Thil. 26, 49.  
 Thimister. 28, 381.  
 Thiriet. 12, 277.  
 Thirion. 17, 511.  
 Thisse. 10, 163.  
 Thiville. 16, 787.  
 Thoboïs. 4, 494. 16, 53.  
 Tholmann (*héritiers*). 4, 53.  
 Thomann. 17, 487.  
 Thomas. 2, 635. 7, 136. 10, 72. 176. 11, 183. 11, 813. 12, 403. 15, 639. 16, 308. 17, 581. 20, 27. 22, 106. 25, 322. 26, 356. 28, 454. 30, 323.  
 Thomas (*veuve*). 4, 184.  
 Thomas Varennes. 13, 1086.  
 Thomasset. 29, 134.  
 Thomassin. 10, 292. 16, 628. 22, 556. 26, 512.  
 Thomasson. 26, 495.  
 Thomassy. 33, 239.  
 Thomazeau. 15, 481.  
 Thomé-Beaumont. 18, 611.  
 Thomesse. 7, 349.  
 Thonissen. 17, 119.  
 Thons (*commune*). 1, 504.  
 Thorel. 2, 7. 11, 516.  
 Thornton. 32, 287.  
 Thoreau de Lavaré. 30, 356.  
 Thory. 9, 480.  
 Thouars. 20, 287.  
 Thoulouse. 24, 255. 31, 289.  
 Thouré. 4, 509.  
 Thouret. 3, 158. 10, 83.  
 Thouroude d'Aptot. 23, 433.  
 Thouvenin. 3, 180.  
 Thouverey. 9, 484.  
 Thugnet. 13, 629.  
 Thuilier. 21, 340.  
 Thuret et comp. 20, 733.  
 Thurninger. 14, 301.  
 Tibleau. 1, 456.  
 Tigne (*commune*). 1, 343.  
 Tignères. 14, 334.  
 Tillard. 2, 351. 24, 207.  
 Tilly-Blaru. 26, 185.  
 Tilsman (*héritiers*). 11, 54.  
 Timmermann. 2, 23.  
 Tircuy-Corcelles. 27, 86.  
 Tirel. 2, 498. 32, 399.  
 Tisannée. 1, 271.  
 Tiscier. 1, 159.  
 Timon. 28, 540.  
 Tissèdre. 32, 247.  
 Tissidre. 12, 1016.  
 Tissié. 22, 637.  
 Tissier. 20, 270. 28, 234.  
 Tison d'Argence. 9, 435.  
 Tixe. 13, 208.  
 Tixeron. 19, 521.  
 Titaire. 31, 223.  
 Titon-Bergers. 23, 553.  
 T'kint. 7, 472. 13, 695.  
 Tobler. 16, 233. 17, 743.  
 Tocquet. 2, 87.  
 Tollard. 13, 821.  
 Tollemare. 13, 234.  
 Tolmer. 7, 331.  
 Tolosan. 9, 665.  
 Tostain. 15, 409.  
 Tombette. 32, 152.  
 Tonnart. 2, 545.  
 Tonnerre (*commissaire de police du canton de*). 23, 485.  
 Tonnerre (*hospices*). 503.  
 Tongries. 6, 131.  
 Tonnesse. 18, 425.  
 Topart. 2, 5.  
 Torladès et comp. 23.  
 Torielli Vergano. 14.  
 Torquet. 14, 87.  
 Tort-la-Sonde. 4, 229.  
 Tortat. 10, 622. 21.  
 Tortone. 12, 323.  
 Tortone (*séminaire*). 638.  
 Tortoni. 17, 559.  
 Fossaux. 24, 619.  
 Toublant. 29, 546.  
 Touchard. 4, 533.  
 Touche. 14, 608.  
 Touet. 33, 346.  
 Touja. 3, 672.  
 Toulaville. 8, 396.  
 Toulangeon. 18, 345.  
 Toulze. 20, 517.  
 Touquet. 27, 110.  
 Tourangin. 14, 311. 582.  
 Tourat. 17, 563.  
 Tourly. 16, 579.  
 Tournai (*bureau de faisanee*). 17, 49.  
 Tournaire. 7, 303.  
 Tournatoris. 20, 161.  
 Tournay (*commissaire police*). 5, 130.  
 Tournet. 11, 735.  
 Tournié. 10, 311.  
 Tournier. 13, 876.  
 Tournon. 9, 89.  
 Tourrière. 20, 688.  
 Tours (*commissaire de lice*). 4, 276.  
 Tours (*hospices*). 13.  
 Tourtay. 4, 324.  
 Tourtillier. 15, 366.  
 Tourton. 2, 638. 10, 680. 788.  
 Toussaint. 3, 161. 594.  
 Toussaint-Lancien. 29.  
 Toussalin. 3, 16.  
 Toutain. 19, 265.  
 Touvin. 14, 605.  
 Touzard. 6, 486. 12.  
 Touzellier. 12, 6.  
 Touzet. 2, 171.  
 Touziat. 12, 256.  
 Trablaine. 12, 929.  
 Trancault (*commune*). 819.  
 Tranchant. 2, 120. 18, 6.  
 Tranchevant. 13, 231.  
 Trapet. 23, 662.  
 Trapigny. 12, 756.  
 Travers. 19, 809.



7, 258.  
 c. 6, 126.  
 ini. 12, 594.  
 n. 16, 405.  
 as. 1, 109.  
 et. 18, 216.  
 t ( *commune* ). 2,  
 ard. 20, 506.  
 . 23, 643.  
 uville. 12, 497.  
 ley. 33, 509.  
 gnou. 12, 233.  
 el. 30, 447.  
 . 9, 408.  
 lle-Rivière. 22, 454.  
 s. 15, 225.  
 rd. 24, 262.  
 ulon. 10, 370.  
 ut. 16, 444. 27, 337.  
 ud. 14, 187. 22, 764.  
 n. 18, 850.  
 uet. 13, 190.  
 er. 4, 355.  
 an Ruffi. 21, 401.  
 riand. 10, 192.  
 mé. 23, 600.  
 tte. 6, 461.  
 liet. 30, 401.  
 a. 6, 217.  
 . 15, 655.  
 . 2, 86.  
 y de la Touche. 24,  
 .  
 illebert. 2, 184.  
 bert. 21, 382.  
 . 1, 34.  
 chard. 20, 447.  
 ché. 9, 699.  
 meau. 4, 661.  
 qui. 5, 476.  
 m. 8, 274.  
 eiller. 20, 107.  
 euf. 2, 343.  
 gny. 16, 100.  
 ben. 20, 804.  
 pie. 8, 123.  
 . 21, 359.  
 onne ( *héritiers* ). 17,  
 12.  
 k. 12, 947.  
 gis. 17, 571.  
 in ( *l'athénée* ). 4, 438.  
 in ( *imprimerie roya-*  
*le* ). 4, 438.  
 molle. 21, 589.  
 pault. 21, 553.  
 pin. 11, 741.  
 ein. 20, 324.

## U.

icy. 4, 78.  
 min. 14, 442.

Urboy. 2, 219.  
 Usquin. 2, 635.  
 Usscher. 32, 404.  
 Uttwiller. 11, 209.

## V.

Vaccari. 10, 720. 12, 972.  
 Vacher-Lacour. 11, 263.  
 Vacherie. 19, 778.  
 Vachier. 24, 56.  
 Vafflard. 16, 297.  
 Vaglieuti. 10, 654.  
 Vaigeman. 16, 200.  
 Vaignon. 14, 283.  
 Vailet. 8, 330.  
 Vailhé. 4, 575.  
 Vaillant. 11, 662. 17, 197.  
 Vaillard. 10, 248.  
 Vaille. 31, 228.  
 Vaissier. 17, 559.  
 Valade. 15, 57.  
 Valadoux. 15, 18.  
 Valatte ( *commune* ). 24,  
 264.  
 Valdampierre. 18, 748.  
 Valdemit. 23, 466.  
 Valence. 8, 108. 15, 592.  
 Valentin. 18, 834. 20, 750.  
 21, 629.  
 Valentin-Monney. 33,  
 578.  
 Valès. 32, 250.  
 Valescure. 14, 559.  
 Valet. 21, 442, 455.  
 Valette. 1, 437. 9, 100.  
 12, 931. 14, 593. 22,  
 438. 30, 553.  
 Valfonds. 15, 266.  
 Valin. 19, 424. 21, 488.  
 Vallaert. 4, 440.  
 Vallat. 21, 183. 22, 148.  
 Vallée. 31, 101.  
 Vallery ( *héritiers* ). 3,  
 406.  
 Vallet. 7, 289. 19, 754.  
 Vallet-Armand. 10, 311.  
 Vallet-Beaunoyer. 15, 522.  
 Vallier. 13, 23.  
 Vallino. 11, 781.  
 Vallino-Bayetta. 12, 352.  
 Vallon. 4, 383.  
 Valory. 32, 240.  
 Valmalette. 22, 644.  
 Valperga. 8, 111.  
 Valravens. 13, 146.  
 Valton. 31, 378.  
 Valvin. 10, 114.  
 Valzer. 19, 418.  
 Van-Broechem. 3, 577.  
 Van-Der-Bussche. 10, 253.  
 Van-Gyrel. 13, 427.  
 Van-Outrive. 9, 40. 10,  
 412.

Van-Wydekens. 9, 40.  
 Vanacker. 12, 138.  
 Vanaelbrock. 10, 345.  
 Vanaelbrouck. 13, 1034.  
 Vanassche. 8, 325.  
 Vanbeveve. 8, 420.  
 Vanbomel. 4, 175.  
 Vanbrabant. 15, 701.  
 Vancools. 7, 357.  
 Vand-Embusche. 6, 131.  
 Vandalle - Gaspard. 22,  
 474.  
 Vandamme. 2, 111. 11,  
 767. 13, 294.  
 Vandat. 10, 542.  
 Vandelle. 19, 264.  
 Vandenabècle. 31, 139.  
 Vandenameele. 13, 471.  
 Vandenberghe. 24, 668.  
 Vandenbol ( *faillite* ). 11,  
 409.  
 Vandenbosch. 12, 88.  
 Vandenbrock. 13, 700.  
 Vandendael. 11, 935.  
 Vandendriessche. 12, 83.  
 Vandendriessche ( *héri-*  
*tiers* ). 12, 996.  
 Vandenesschen. 8, 314.  
 Vandenforesten. 21, 177.  
 Vandenneste. 9, 22.  
 Vandenzande. 9, 22.  
 Vander-Bruggen. 10, 337.  
 Vander-Est. 8, 143.  
 Vander-Heyde. 24, 472.  
 Vanderberge. 11, 670.  
 Vanderberghe. 10, 421.  
 Vanderborgt. 8, 435. 13,  
 687.  
 Vanderbreckem. 10, 595.  
 Vanderenne. 12, 662.  
 Vandereshueren. 11, 864.  
 Vanderhaegen. 6, 94.  
 Vanderhagen. 11, 127.  
 Vanderheyden. 11, 912.  
 Vanderhoeven. 11, 603.  
 Vandermack. 26, 506.  
 Vandermersch. 12, 310.  
 Verdermerschautd. 9, 222.  
 Vandermonde. 24, 668.  
 Vanderschelden. 13, 285.  
 Vandersteen. 11, 400.  
 Vandertrucht. 11, 458.  
 Vandervael. 14, 137.  
 Vandervelde et comp. 9,  
 465.  
 Vanderveldin. 1, 555.  
 Vandeville. 9, 675.  
 Vandhommer. 13, 128.  
 Vafdhoren. 13, 21.  
 Vandick. 15, 519.  
 Vandick ( *créanciers* ). 11,  
 456.  
 Vandinter. 4, 175.  
 Vandolon. 23, 283.

Vandoorne. 2, 111.  
 Vandrymey. 3, 236.  
 Vandyck. 11, 226.  
 Vaneerzeel. 13, 700.  
 Vanesbeeck. 13, 896.  
 Vaneste. 12, 626.  
 Vanfrasen. 5, 11.  
 Vanhamme. 13, 316.  
 Vauhassel. 11, 7.  
 Vanhavre. 11, 790.  
 Vanhée. 15, 1.  
 Vanhegelsom. 12, 607.  
 Vanherke. 20, 321.  
 Vanhoeck. 11, 303.  
 Vanhollebeke. 3, 146.  
 Vanholnacker. 16, 28.  
 Vanier. 1, 112.  
 Vanlaer. 2, 23.  
 Vanlerbergh. 11, 438.  
 Vanlerbergh. 13, 381.  
 Vanlerherghe (*faillite*). 33, 210.  
 Vanlérius. 11, 178.  
 Vanmaldér. 15, 41.  
 Vanmalecotte. 12, 247.  
 Vannier. 12, 878.  
 Vanovervelt. 9, 462. 12, 417.  
 Vanpoucke. 4, 340.  
 Vanrobais. 4, 12.  
 Vanrossum. 11, 409.  
 Vansommerv. 12, 926.  
 Vanstraeten. 3, 372.  
 Vansvac. 13, 61.  
 Vanswae. 11, 715.  
 Vantelon. 32, 181.  
 Vanthissen. 9, 516.  
 Vanvolxem. 8, 689.  
 Vanwammel. 9, 25.  
 Vanwerde. 8, 562.  
 Vapereau. 4, 95.  
 Varanchan de St.-Geniez. 30, 52.  
 Varanchon. 27, 269.  
 Varanges (*héritiers*). 27, 257.  
 Varicourt. 17, 501.  
 Varin. 21, 493.  
 Varinot. 12, 515.  
 Varisco. 15, 62.  
 Varlet. 7, 289.  
 Varnier. 20, 394.  
 Varre. 15, 137.  
 Varrillat et comp. 29, 434.  
 Varry. 17, 586. 27, 26.  
 Vasberg (*héritiers*). 22, 396.  
 Varzy (*commune*). 33, 581.  
 Vassadel. 5, 493.  
 Vassal. 7, 410.  
 Vassal et comp. 19, 626. 24, 377. 29, 428.

Vassan (*héritiers*). 12, 421.  
 Vasseur. 18, 523. 27, 276. 32, 107.  
 Vassincourt (*commune*). 32, 440.  
 Vateau. 16, 61.  
 Vathaire. 7, 34.  
 Vatin. 27, 548.  
 Vatinelle. 31, 307.  
 Vatré. 16, 224.  
 Vauban. 23, 112.  
 Vaucresson. 2, 568.  
 Vandemont. 7, 597. 28, 401, 405.  
 Vaudichon. 13, 257.  
 Vandoncourt (*commune*). 22, 542.  
 Vaudreuil. 17, 594. 25, 316. 30, 417.  
 Vaugines (*commune*). 13, 527.  
 Vauguerin. 8, 596.  
 Vaulxerre. 20, 552.  
 Vaumoine. 5, 334.  
 Vauquelin. 1, 354. 19, 895.  
 Vaur. 31, 425.  
 Vautenet. 3, 301, 303.  
 Vautrois. 17, 79.  
 Vauversin. 2, 173.  
 Vauvert. 15, 292.  
 Vauzelle. 14, 174.  
 Vavasseur. 9, 733. 23, 245.  
 Vavin. 11, 117.  
 Vedelly. 22, 833.  
 Veil. 15, 149.  
 Veillard. 10, 721.  
 Veilleux. 8, 390.  
 Veimar. 12, 962.  
 Veis. 9, 473.  
 Velleaud. 21, 209.  
 Velloreille. 16, 376.  
 Velten. 13, 128.  
 Velut-Poullet. 1, 90.  
 Vely. 18, 396.  
 Venard (*héritiers*). 21, 705.  
 Venault (*héritiers*). 3, 644.  
 Venderborgt-Sauvage. 20, 334.  
 Vendenbosch. 2, 50.  
 Venot. 1, 409.  
 Veneziani. 15, 258.  
 Vengny. 17, 613.  
 Ventenat. 12, 269.  
 Ventujols. 21, 694.  
 Ventusol. 9, 378.  
 Vérac. 5, 78. 29, 513.  
 Véraquin d'Avrilly. 7, 224.  
 Verbucken. 10, 154.

Verceil (*hospice*). 12, 823.  
 Verchère. 12, 823.  
 Verdat. 10, 393.  
 Verdier. 1, 430. 4, 19, 347.  
 Verdieri. 14, 467.  
 Verdun. 4, 682.  
 Verdun (*commissaire police*). 8, 53.  
 Verger. 2, 69. 12, 89.  
 Verger (*héritiers*). 3, 58.  
 Vergès. 10, 58.  
 Vergéz. 31, 488.  
 Vergeze. 22, 250.  
 Vergnaud. 10, 704.  
 Vergnes. 15, 189.  
 Vergniaud. 24, 566.  
 Vergue. 8, 1.  
 Véricel. 16, 680.  
 Verlin. 16, 465.  
 Verly. 1, 112.  
 Vermeyren (*créancier*). 12, 127.  
 Verneulen. 11, 273. 381.  
 Vermont. 25, 339.  
 Vermot. 27, 413.  
 Vermusch. 7, 318.  
 Vernay. 4, 263.  
 Vernet. 26, 522. 32, 197.  
 Vernier. 9, 197.  
 Vernière. 16, 767. 262.  
 Vernières. 10, 551.  
 Vernoy. 33, 310.  
 Verny. 10, 551. 23, 6.  
 Veron. 14, 328.  
 Verplancken. 12, 127.  
 Verrier. 7, 348.  
 Verrière. 7, 563.  
 Verrion d'Esclans. 14, 1.  
 Versaud. 1, 304.  
 Versepuy. 3, 364.  
 Verstraeten. 11, 767.  
 Vert. 10, 17.  
 Vertegans. 4, 644.  
 Vertillae. 15, 187. 25, 1.  
 Vertue. 27, 417.  
 Verulst. 3, 628.  
 Vessin. 9, 726.  
 Vestraeten. 9, 42.  
 Vetter (*syndics*). 20, 5.  
 Vetter, Thierry et Gréman (*faillite*). 19, 6.  
 Evelin-Choaven. 7, 6.  
 Veyret. 13, 738.  
 Veyrinas. 30, 427.  
 Veyrunnes. 32, 417.  
 Vessy. 5, 9.  
 Vial. 30, 281.  
 Viala. 17, 1. 31, 425.  
 Viala et comp. 12, 713.  
 Vialadieu. 18, 589.

- te. 16, 197.  
 9, 54.  
 14, 504. 24, 598.  
 vielle. 22, 296.  
 1, 499.  
 8, 195.  
 t. 8, 49.  
 2, 57.  
 ( *créanciers* ). 6,  
 3, 387. 12, 989. 18,  
 19, 829. 20, 203.  
 156. 27, 421, 330.  
 374.  
 ( *héritiers* ). 18, 605.  
 t. 13, 361.  
 u. 19, 131.  
 13, 561.  
 6, 365.  
 31, 385. 32, 423,  
 5.  
 Lamare. 31, 557.  
 e. 23, 471.  
 euf. 21, 735.  
 27, 39.  
 e-du-Rosaire ( *assu-*  
*rs de la* ). 15, 133.  
 r. 8, 167. 18, 413.  
 , 277.  
 alet. 2, 89.  
 at. 8, 693. 19, 913.  
 au. 29, 346.  
 eras. 4, 14.  
 es. 1, 474. 20, 472.  
 es-Cayras. 27, 544.  
 ier. 1, 598. 22, 234.  
 on. 12, 422. 15, 563.  
 , 9. 33, 546.  
 y. 16, 43.  
 urel. 18, 15.  
 ureux. 14, 452.  
 uroux. 27, 361.  
 er. 16, 584.  
 ié. 11, 321.  
 ier. 23, 366. 28, 567.  
 , 359.  
 in ( *héritiers* ). 23, 621.  
 lens. 18, 133.  
 1, 252. 11, 992. 31,  
 9.  
 icrose. 24, 35.  
 faletti. 11, 854.  
 in ( *héritiers* ). 32, 193.  
 ine. 30, 515.  
 rd ( *héritiers* ). 16, 359.  
 rs - Saint - George.  
 commune ). 3, 49.  
 ye. 9, 224.  
 16, 372.  
 brune. 21, 604.  
 court. 20, 519.  
 te. 32, 411.  
 efagne. 8, 69.  
 Villegarde. 8, 115.  
 Villemain. 11, 112.  
 Villemejeane. 26, 156.  
 Villemur-Pinsac. 13, 601.  
 Villeprend. 16, 732, 735.  
 Villequey. 3, 290.  
 Villers. 22, 651. 29, 513.  
 Villers Bodson. 21, 205.  
 Villers-Lafaye. 5, 167.  
 Villesèque. 24, 205.  
 Villetard. 18, 820.  
 Villiaume. 16, 739.  
 Villiers. 17, 604.  
 Villotte ( *commune* ). 5,  
 64.  
 Vilmorin. 13, 821.  
 Vimard. 20, 102. 22, 900.  
 Vinardi. 7, 444. 11, 710.  
 Vinatier. 13, 441.  
 Vincendon. 11, 637.  
 Vincensini. 18, 24.  
 Vincent. 7, 421. 8, 272. 9,  
 318. 10, 494. 11, 851.  
 12, 31. 13, 300. 21,  
 387. 23, 240, 269. 25,  
 105.  
 Vincent ( *héritiers* ). 6, 373.  
 Vinchon. 25, 166.  
 Vinet. 5, 160. 17, 119.  
 Vinette. 16, 353.  
 Vinezac. 13, 389.  
 Vinguertener. 33, 287.  
 Vinoy. 11, 152.  
 Viogné. 5, 466.  
 Violette. 18, 13.  
 Violle. 24, 509.  
 Violleau. 3, 283.  
 Violot. 22, 51.  
 Viomesnil. 29, 458.  
 Vionnet. 23, 46.  
 Virey. 22, 189.  
 Virgile ( *héritiers* ). 13, 79.  
 Virnot ( *créanciers* ). 13,  
 870. 14, 36.  
 Vissec. 3, 78. 10, 410.  
 Vital-Sangeon. 9, 551.  
 Vitale Pallières. 11, 404.  
 Vitalis. 29, 230.  
 Vitallis. 1, 28.  
 Vitet. 1, 604.  
 Viteux. 5, 367.  
 Vitray. 7, 224.  
 Vitry. 3, 569.  
 Vitta. 12, 105, 552. 13,  
 549.  
 Vittoux ( *héritiers* ). 5,  
 239.  
 Vittu. 4, 82.  
 Vivant-Denon. 32, 23.  
 Vivenot ( *héritiers* ). 6,  
 360.  
 Vivien. 15, 194.  
 Vivien ( *héritiers* ). 9, 410.  
 Vivier. 20, 16.  
 Vlieghe. 15, 546.  
 Vogel. 2, 337. 7, 27.  
 Voguet. 5, 264.  
 Voiecléry. 24, 129.  
 Voisard. 9, 413.  
 Voisin. 13, 29. 33, 185,  
 472.  
 Voitier. 21, 701.  
 Voiteur ( *commune* ). 2,  
 393.  
 Volant ( *héritiers* ). 25,  
 208.  
 Volder. 11, 347.  
 Volf. , 4 547.  
 Volfins ( *héritiers* ). 33,  
 514.  
 Vollan. 11, 622.  
 Volle. 21, 682.  
 Vollenay ( *commune* ). 24,  
 482.  
 Volmar. 28, 542.  
 Volongat. 19, 631.  
 Volpicelli. 14, 134.  
 Volquaert. 16, 250.  
 Voltz. 13, 778.  
 Von-Halle. 19, 784.  
 Vorms. 6, 211.  
 Vosges ( *préfet* ). 1, 504.  
 Voulard ( *créanciers* ). 13,  
 860.  
 Vouney. 24, 435.  
 Vourzac. 22, 761.  
 Vouziers ( *commune* ). 6,  
 394.  
 Voyer. 3, 265.  
 Voyer d'Argenson. 29,  
 519. 32, 547.  
 Voyneau. 9, 683.  
 Vrignauld. 24, 675.  
 Vuillemain. 20, 691.  
 Vulaine ( *commune* ). 4,  
 116.  
 Vyndevogel. 8, 665.  
  
 W.  
 Wagon. 7, 349.  
 Wagner. 25, 530. 16,  
 557.  
 Waguelée ( *commune* ). 14,  
 12.  
 Waha. 13, 1039.  
 Walbonne. 12, 221. 24,  
 278.  
 Walekiers. 28, 479.  
 Walfner. 19, 232.  
 Wallerand. 4, 242.  
 Walsh-Serrant. 3, 624.  
 Wamant. 23, 664.  
 Wandenbrouk. 6, 232.  
 Warens ( *créanciers* ). 27,  
 487.

Wargemont ( <i>héritiers</i> ). 7, 567.	Wetterwald. 22, 246.	Worms de Romilly. 134.
Watgny. 3, 516.	Weyl. 15, 278. 20, 330.	Wuilley. 21, 229.
Warluis. 21, 497.	Weyren. 20, 781.	Wurtein. 14, 498.
Warthemann. 8, 246.	Weyst. 4, 239.	Wurtzweiler. 12, 98.
Wastian. 13, 1044.	White. 22, 591.	Wust. 13, 230.
Wathairc. 4, 659.	Wiarr. 6, 249. 14, 122.	Wyvekens. 20, 188.
Watou. 26, 78.	Wibart. 7, 280.	
Watré. 24, 184.	Widler. 18, 933.	X.
Wauters. 7, 302.	Wielant. 13, 541.	
Wautier. 22, 632.	Will. 20, 388.	Xenomont. 9, 49.
Wautrier. 20, 38.	Willemeaux. 7, 127.	
Weberling ( <i>héritiers</i> ). 8, 16.	Williams. 19, 832.	Y.
Wegmann. 16, 209.	Winaudi. 13, 39.	
Weiger. 18, 733.	Winocq-Piquart. 11, 699.	Ychery. 18, 368.
Weil. 14, 580.	Winter. 2, 365. 3, 537. 21, 693.	Yonne ( <i>préf.</i> ) 33, 1.
Weiler. 7, 27.	Wirion. 13, 486.	Yot. 17, 498.
Weimweiler ( <i>maire</i> ). 13, 13, 838.	Wirkai. 8, 69.	Yvandre. 2, 243.
Welvis. 7, 263.	Wirts. 4, 284.	Yvonnet. 18, 687.
Wendel. 12, 441. 17, 434. 19, 675. 23, 175.	Wirtz. 18, 933.	
Wendling. 1, 275.	Wischère. 7, 70.	Z.
Wengler. 21, 347.	Wislin. 16, 313.	
Wentzel. 4, 225.	Withersheim. 7, 106.	Zabé. 3, 516.
Wentzwiller ( <i>commune</i> ). 25, 205.	Witstecoq. 19, 796.	Zacharie. 12, 888.
Werbrouck. 8, 14.	Wittelsbach. 27, 423.	Zaffiroff. 27, 378.
Werhlé. 16, 682.	Wittmer. 12, 738. 27, 388.	Zahn. 13, 529.
Werlé. 24, 179.	Woilferdin. 12, 302.	Zama. 12, 635.
Werner. 22, 84.	Wolf. 23, 678.	Zay. 23, 87. 28, 363.
Wery. 3, 165.	Wolff. 6, 479. 17, 42, 697. 18, 867.	Zellweguer. 22, 158.
Wespin ( <i>héritiers</i> ). 29, 38.	Wolfstein ( <i>maire</i> ). 11, 519.	Zeigler. 9, 465. 21, 39.
Wetter ( <i>faillite</i> ). 24, 377.	Wolmar. 24, 159.	Zimmermann. 17, 294. 19, 477.
	Womser. 17, 719.	Zolezzi. 8, 695.
	Worbe. 17, 684. 19, 83.	Zoppi. 12, 18. 15, 422.
	Worms. 1, 243.	Zvinger. 1, 444.

# TABLE CHRONOLOGIQUE

## DES ARRÊTS

lus en 1823, 1824 et 1825 , et contenus dans les tomes 25 à 53 ,  
 mant la continuation de la *Nouvelle édition* du JOURNAL DU  
 LAIS.

TABLE CHRONOLOGIQUE des 24 volumes , de la *Nouvellé Edition* a été jugée  
 e , cette édition étant rédigée par ordre chronologique, chaque volume consa-  
 une année, et dans chacun d'eux la succession des dates ayant été scrupu-  
 nent observée.

première colonne indique la date , la seconde le volume et la troisième la  
 page.

### 1823.

Janvier.	25	26	118	26	28	85	27	28	415
	27	28	413	27	26	527			432
25	241	28	105		33	584	28	25	380
27	388	31	457	28	27	351			
28	479				28	105			
28	175	Février.		Mars.			Avril.		
25	546	1	30	31			1	26	156
	428	4	25	417	4	26	2	27	49
29	58	5	26	86		397			289
	223		27	281	5	29			553
30	270			361	6	27	4	26	259
25	346		28	397	7	26		27	302
26	363	6	26	176		127		28	218
28	234			211		427	7	27	129
29	391			365	8	26			136
29	254	8	28	181	10	27	8	27	98
	240	10	26	233	12	25	9	26	481
30	317			556		262		27	547
32	387		28	439		231	10	26	449
27	55	11	28	103	13	27		27	177
28	567	14	26	338	15	26		29	251
28	309	15	27	269		433		30	184
30	264		28	123	18	25	12	26	464
31	89		30	83		246	15	28	232
26	343	17	26	161	19	26	16	26	324
27	127	18	26	91	21	26	17	27	81
25	305	19	26	303		558		29	95
	556			478		342	19	27	105
27	375	20	26	287	22	447		29	341
28	307		31	363		465	20	26	401
	352	24	27	141	24	261	21	28	63
32	82	25	26	252		129	22	26	356
25	522			529	25	313		27	188
27	359	26	26	410	26	449			502
28	286			412	27	81	25	27	94
					27	139			



## TABLE CHRONOLOGIQUE.

Avril 1823.

23 28 112  
 24 26 424  
 25 26 569  
 26 26 148  
 28 26 313  
 28 26 472  
 29 27 217  
 29 27 3  
 29 27 573  
 30 30 133  
 30 28 205  
 30 29 235

Mai.

1 26 185  
 2 27 46  
 3 30 64  
 7 27 94  
 7 27 222  
 28 297  
 28 401  
 28 405  
 9 32 32  
 10 27 73  
 13 27 193  
 13 30 406  
 14 27 349  
 15 27 413  
 15 29 443  
 16 26 185  
 17 28 516  
 22 26 423  
 22 27 200  
 23 27 339  
 24 28 201  
 24 32 522  
 26 29 362  
 27 27 180  
 250  
 421  
 28 27 481  
 28 29 308  
 30 28 357  
 29 181  
 29 335  
 30 218

Juin.

2 27 529  
 2 28 490  
 3 27 18  
 3 29 495  
 4 26 518  
 4 27 209  
 309  
 28 555  
 5 27 423  
 28 171  
 248  
 6 30 553  
 8 29 200  
 9 32 458  
 01 28 129

11 27 184  
 27 293  
 12 27 161  
 31 46  
 13 28 318  
 31 378  
 16 27 385  
 28 457  
 29 56  
 29 351  
 33 592  
 17 33 574  
 18 27 94  
 19 27 461  
 29 212  
 20 28 169  
 29 206  
 21 29 346  
 23 30 323  
 24 27 273  
 25 27 257  
 27 28 431  
 472  
 33 586  
 28 27 42  
 30 27 378

Juillet.

1 27 417  
 29 152  
 2 27 276  
 279  
 306  
 344  
 3 29 271  
 4 29 76  
 406  
 8 31 160  
 9 28 165  
 10 28 66  
 547  
 31 123  
 11 27 241  
 14 26 537  
 27 191  
 17 28 30  
 193  
 30 57  
 18 31 315  
 325  
 21 30 537  
 22 27 487  
 28 140  
 23 27 237  
 24 28 49  
 429  
 25 29 123  
 26 27 401  
 28 28 429  
 29 28 32  
 289  
 30 33 530  
 31 28 540  
 30 107

Août.

1 28 239  
 28 344  
 5 27 536  
 28 495  
 6 30 169  
 7 27 569  
 28 30  
 8 30 335  
 10 31 526  
 11 27 504  
 11 29 395  
 12 27 494  
 12 28 264  
 434  
 13 28 269  
 14 28 143  
 29 562  
 16 29 439  
 18 28 493  
 574  
 19 28 328  
 452  
 20 28 220  
 21 29 559  
 33 581  
 22 29 230  
 23 28 258  
 32 468  
 24 30 860  
 26 28 59  
 29 310  
 33 46  
 27 28 376  
 28 29 468  
 29 28 41  
 30 31 320

Septembre.

2 31 88  
 7 31 143  
 12 28 575  
 18 29 91  
 20 28 379  
 29 94  
 25 27 355  
 26 28 565  
 30 47

Octobre.

2 29 366  
 3 31 239  
 4 33 576  
 583  
 9 28 408  
 10 31 447  
 17 33 594  
 24 33 605

Novembre.

4 28  
 6 29  
 9 32  
 10 28  
 29  
 11 28  
 12 28  
 32  
 13 28  
 29  
 30  
 17 29  
 18 28  
 29  
 30  
 19 28  
 20 28  
 21 27  
 22 28  
 25 28  
 29  
 31  
 27 31

Décembre.

1 33  
 3 30  
 4 28  
 29  
 5 33  
 8 28  
 9 28  
 10 28  
 29  
 12 28  
 29  
 13 30  
 16 29  
 32  
 17 28  
 29  
 30  
 18 33  
 22 28  
 24 29  
 31  
 26 28  
 31  
 29 28  
 30 29  
 30 29  
 31 29

## TABLE CHRONOLOGIQUE.

1824.

3

anvier.

28 317  
30 278  
29 160  
31 569  
31 371  
28 542  
29 46  
31 483  
29 177  
31 129  
33 492  
29 564  
30 190  
30 483  
29 134  
31 134  
32 258  
29 319  
30 401  
32 542  
30 213  
30 119  
31 383  
31 561  
30 111  
30 430  
30 173  
29 354  
29 537  
30 561  
30 144  
32 255  
32 85  
28 421  
29 52  
28 381  
29 546  
29 138  
31 145  
31 374  
28 333  
30 349  
29 571  
29 570  
32 220

Février.

30 542  
31 82  
29 49  
30 545  
29 461  
30 557  
31 39  
29 428  
30 127  
31 542  
32 143  
30 157  
29 5  
33 60

12 33 423  
13 30 178  
14 32 514  
16 29 185  
17 30 312  
18 32 121  
18 30 337  
19 31 189  
19 29 111  
30 465  
32 338  
21 29 566  
23 29 174  
27 31 113  
29 29 157  
30 208

Mars.

4 28 460  
5 29 486  
9 29 225  
10 29 369  
10 29 574  
11 30 456  
11 31 565  
15 29 105  
16 29 283  
17 31 488  
17 30 185  
32 199  
32 250  
18 31 379  
19 30 374  
22 30 124  
31 355  
23 31 93  
29 97  
30 140  
32 483  
32 23  
24 29 465  
25 30 493  
32 87  
26 30 493  
31 15  
32 393  
27 29 377  
30 309  
29 31 228  
30 30 241  
32 378  
32 45  
31 29 136  
30 524  
30 17

Avril.

2 30 73  
31 236

5 30 368  
33 351  
6 29 410  
423  
511  
31 398  
29 536  
30 423  
8 29 61  
31 28  
32 302  
33 344  
9 32 74  
14 29 471  
30 129  
31 245  
15 31 343  
33 556  
17 30 398  
22 30 329  
31 331  
23 30 533  
30 120  
26 29 447  
30 417  
30 519  
27 29 327  
30 359  
31 52  
29 31 63  
29 513

Mai.

4 31 293  
5 29 475  
6 31 527  
7 31 47  
8 30 239  
9 29 288  
11 30 153  
29 535  
50 12  
473  
12 30 203  
324  
392  
31 232  
13 31 106  
15 31 547  
17 30 49  
216  
18 30 5  
222  
305  
19 29 273  
31 381  
20 31 42  
21 30 281

21 30 285  
22 30 28  
24 30 333  
22  
25 32 341

Juin.

1 30 63  
2 32 429  
4 31 30  
32 311  
8 31 223  
10 30 145  
11 30 534  
31 77  
14 30 289  
15 30 301  
16 29 30  
30 150  
31 355  
17 31 197  
29 330  
18 31 73  
33 185  
32 503  
19 32 172  
22 13 416  
32 557  
25 32 516  
31 585  
26 32 561  
32 569  
28 32 149  
29 30 356  
32 399

Juillet.

3 32 176  
5 31 55  
32 526  
7 31 254  
32 140  
33 506  
9 30 458  
12 31 101  
13 31 49  
14 30 193  
15 31 167  
16 31 588  
17 30 260  
19 30 248  
20 31 12  
22 31 333  
23 32 255  
27 30 97  
28 30 253  
31 58  
193

Août 1824.			Septembre.			16	33	435	9	32
3	32	12	9	32	580	18	32	584	10	32
4	30	117	24	30	386	19	31	591	11	31
5	32	74	25	32	95	20	31	449	13	31
6	30	463	Octobre.			23	31	315	14	31
	31	285	1	32	372	25	33	503	15	32
	32	331			408	26	32	127		31
	32	444	8	32	401	27	32	189		32
10	31	164	9	31	591	29	31	306	15	31
11	30	497		32	588		32	402		32
	31	145	14	32	501	30	31	287		35
12	31	440	21	32	545			273	17	32
	33	425	28	32	495	Décembre.				33
17	32	110		33	568	1	31	350	21	31
18	32	68	Novembre.					580		32
19	31	153	3	31	97	2	31	500		33
	33	543		32	395		32	29	22	32
20	31	466	4	31	259			320	24	33
23	32	462		33	569			325	28	31
24	32	91	8	31	249	3	31	406		32
26	31	495			337	4	31	215	29	32
	32	411	9	32	271	7	32	299	30	32
27	31	494	10	32	541	8	31	20		
	32	225		33	453			241		
28	30	449			464			497		
	31	20	16	31	574		32	551	31	33
30	30	525		32	61		33	158		32
	31	283						462		
	32	515								
31	31	202								
	32	217								

1825.

anvier.	Février.	17	33	247	5	33	432
31 589	1 32 181	21 33 185		389	6 33 452		
32 165	33 497	22 33 118		208	9 32 206		
33 460	5 32 355	23 33 172		562	11 33 535		
31 522	5 33 125	25 33 15		184	16 32 377		
33 54	7 32 152			198	18 33 400		
32 240	8 31 385			326	50 33 514		
31 397	9 32 353			390			
33 98	10 33 442	24 33 250		469	13 33 567		
31 475	14 33 254	25 31 527		326	18 33 85		
32 524	15 32 268	26 32 453		390	21 33 210		
33 262	19 33 339	28 32 547		317	22 33 428		
31 490	21 33 336	29 33 292			23 32 508		
33 12	22 32 113	30 33 247			25 33 515		
32 480	23 32 48		Avril.		29 32 476		
31 279	24 32 161	5 33 527					
32 247	26 33 187	8 33 263					
31 311	28 33 101	9 32 577					
33 590	33 149	11 33 310					
31 92	33 330	13 33 581					
33 419	33 330	14 32 512					
32 97	33 330	18 33 563					
31 107	33 330	19 33 588					
33 193	33 330	20 33 357					
32 508	33 330	21 32 585					
31 394	33 330	22 33 406					
33 333	33 330	25 32 235					
32 483	33 330	27 32 563					
31 30	33 330	29 33 449					
33 180	33 330	30 33 349					
32 90	33 330						
31 595	33 330						
33 159	33 330						
32 200	33 330						
31 546	33 330						
33 548	33 330						
32 530	33 330						
31 404	33 330						
33 582	33 330						
32 5	33 330						
31 115	33 330						
33 285	33 330						
32 94	33 330						
31 320	33 330						
33 440	33 330						
32 442	33 330						
31 384	33 330						
33 430	33 330						
32 289	33 330						
31 497	33 330						
33 41	33 330						

Juin.

Juillet.

Août.

Septembre.

FIN.





# TABLE DES ARTICLES

## DES CINQ CODES

vertu desquels ont été rendus les arrêts rapportés dans les 24 volumes de la *Nouvelle édition* du JOURNAL DU PALAIS, et dans les tomes 25 à 33; formant les années 1823, 1824 et 1825 de la continuation de cet ouvrage.

La première colonne indique l'article, la seconde la date et la troisième la page.

### CODE CIVIL.

20	440	13	16	408	47	21	559	112	15	169
12	265		22	591	48	21	559			435
13	444		25	530	54	21	401		29	225
	494	14	8	184	55	12	536	13	13	329
	675		9	332	56	31	143		18	434
	768		19	44	57	24	151	14	9	586
14	349			568	75	8	504		13	329
	355			832		16	433		18	434
15	445	16	16	156	102	27	504		29	443
16	163	17	12	482	3	8	524	15	9	636
	344		20	745		14	298	18	13	828
18	99		21	36		18	863	20	9	636
	360		22	591	4	13	274		12	868
20	159	22	15	422	5	33	132	21	15	420
	467		23	120	6	28	227	23	8	471
	722	24	23	120	8	9	437		15	420
25	264	25	9	496		17	549	25	24	367
28	424		23	120		20	791		11	441
33	54			17		21	760		12	138
	489		25	522		27	378	27	24	367
11	350	26	22	752		33	317	28	16	292
19	813	27	21	136	11	10	471	30	11	441
27	378	31	11	209		11	173	32	23	262
30	525	34	12	536			897	35	10	295
21	136	36	19	485		12	92		18	896
29	129	40	16	214		14	283		19	80
8	548	46	8	16		16	48		29	254
9	567		10	83			208		33	453
24	422			76		18	86	36	8	302
31	458		11	109		19	392		10	295
12	482		12	291		27	116		11	330
9	515		13	215		28	472		13	92
27	378		16	433		33	509		18	434
	536		21	748		12	13		19	80
21	136		24	123						

## TABLE DES ARTICLES DES CINQ CODES.

136	20	408	183	29	212	215	11	135	25	28
	23	621	84	22	694		12	562	26	12
	29	254		23	179			777	27	24
	33	453	85	25	257		13	299		30
57	11	330	87	20	592			728	29	9
	16	214	89	12	597		14	210	30	9
	17	269	90	22	694		15	393		13
44	23	17	91	19	188		17	536		15
	25	257		21	559		18	474		20
47	9	738		22	694		21	474	31	9
	23	17		23	17		24	15		11
	25	322			179		27	481		15
	30	525	92	19	188		28	181		18
48	19	631	93	16	433	16	18	474		29
	33	132		31	202		24	15		33
51	8	636	94	10	83		33	90	32	9
	9	285	95	10	83	17	8	493		15
	10	203	96	27	388		9	276	51	10
	13	1056	97	10	83		11	135		11
	23	776		11	449			347		15
	33	432		12	195			1007		18
52	9	285		13	641		12	121		23
	13	1056		18	405			957		33
	17	612		22	545		14	308	59	11
53	17	612		28	547		15	309	65	11
54	12	118			555		16	604	67	8
	17	63		31	39			684		9
	28	776	201	20	592		17	36	69	12
		452	2	15	325		18	392	70	18
	31	371		18	49		23	77		8
	33	432		20	592		29	406		9
56	9	217	3	9	689		30	63		11
	13	182		11	774			289		13
57	13	182		15	349	48	9	276		21
	30	28			352		11	135		29
58	15	182		14	298		15	393		33
61	12	985		15	774		16	684	71	9
	23	17		22	755		18	474		21
62	23	17	4	9	689		33	204		33
63	23	17	5	9	496	19	9	276	72	9
65	8	504			48		11	135		15
	16	433		11	12		15	393		27
	22	628		13	588		30	63	73	9
	31	202		15	325	20	10	134		13
66	19	855		28	729			484	78	11
70	21	559	6	11	12		11	1014	79	11
	22	628			774		18	377	80	11
	26	118		22	755		22	808	98	15
	27	388	7	15	325		23	77		27
	31	337	8	9	689		24	341		9
71	28	309		13	476			539	99	13
73	12	936		14	298		30	380		24
	15	21	9	11	12	21	9	204		26
74	11	1003	10	9	48		29	406		28
	38	336	11	8	524	22	16	684	301	11
76	12	935	14	9	42	23	18	392	2	23
	15	21			71	24	29	406	6	9
77	23	52			329	26	12	777		
78	8	636		11	710		13	299		24
	23	52		12	929			862		33
80	12	950		20	671		21	474	7	8
	16	408			795			760		9
81	25	257	15	8	493		24	394		12
83	19	354		9	262		28	269		25

16	795	334	24	4	374	12	1019	445	9	520
9	415		24	367	79	22	782		11	565
18	667		28	388	83	12	584	47	15	606
16	795		30	301		23	1		23	723
21	435		34	355		24	174	50	8	572
8	237		33	543	84	11	1024		9	462
10	268	35	12	687		15	284		12	143
23	95		17	439		24	174		17	540
15	334		20	273		33	241		19	390
9	415		21	638	87	20	682		31	320
19	452		22	319	88	16	344			497
23	572			522	90	12	604		38	543
8	237		29	369		22	505	51	10	210
25	372		31	551	91	22	43	52	10	210
12	195	36	29	417	93	8	186		12	654
16	214	37	9	11	95	11	553		23	463
9	415		12	729		15	606		31	497
12	195		19	249		17	598	53	12	654
9	415		25	26		22	385	55		572
13	784	38	49	657		24	597		12	613
31	39	39	15	89		27	481		23	463
33	469		18	879			63	56	8	572
13	641		25	343	96	27	63		19	390
16	395	40	10	433	402	8	128	57	14	284
22	322		12	418	4	9	323			553
	545			584		15	430		20	493
25	405		13	854	5	8	128	58	12	613
27	161		20	273		21	224	59	11	871
28	555		22	319	6	21	224		12	613
31	39		23	530	7	8	504		33	396
8	16		31	355		9	520	60	23	393
	515	41	10	381		11	693	61	33	239
10	414		11	490		12	8	63	9	412
13	784		13	603			333		13	594
14	625			802			392	64	12	436
16	395		25	405		17	557		15	612
27	161		27	161		18	834		20	436
8	515	42	20	278		21	224		33	543
18	784		22	319			553	66	8	603
11	125	43	9	293		22	505		11	319
14	369		12	156	8	11	693		22	43
10	166		27	536		17	557	67	10	592
11	125	46	30	356	9	11	227		22	43
14	369		32	514			520	72	16	239
28	231	47	25	385		22	505		20	781
29	335		28	381	10	18	834		22	805
14	357	48	9	293	11	8	504		23	565
14	97		28	17	14	28	109		24	434
18	421		25	385	16	9	433		27	361
22	332		28	381	19	20	182			105
31	551	50	14	97	20	20	436	74	20	182
9	11		24	558	21	28	109		33	269
10	388		32	476	23	12	697	75	21	496
	586	51	24	558	32	12	392		22	805
11	827		25	385		32	262		27	334
12	536		28	381	33	9	738	76	12	215
	584	53	22	106	34	22	505		23	366
	997	56	22	194	40	11	289			135
13	603	71	23	362	42	12	26	77	8	446
	854	72	10	203		13	695		9	286
14	346		31	223		22	385		26	1
15	89		33	336		29	346			135
19	185	73	9	408	44	11	1024		29	261
	485		24	174		22	505	80	23	1

481	23	424	529	25	108	604	20	722	682	44
82	12	215		29	336		25	173		30
83	8	655		30	245	2	8	578	83	12
84	12	613		34	249		9	88		32
	33	548	30	15	136	5	33	204	85	23
85	28	435		22	498			480	86	9
86	23	435		31	249	8	13	1039		27
88	10	203	33	8	8		15	403	88	19
89	9	86		12	365	9	12	306	89	19
	31	320			654		15	17	90	9
90	9	86	34	8	8	11	43	1039		11
	11	1003	35	8	8	12	12	306		20
	28	181		13	72			996		32
91	9	86		33	417		15	17	91	9
	11	811	37	20	778	17	17	269		14
92	9	567		27	273	18	20	90		13
93	9	567	38	44	164	37	9	652		14
	11	1003		29	230		32	52		16
95	11	930	44	22	738			152		
	12	26		27	273	39	11	143		
96	14	546	45	27	188	40	9	537		
	21	158		28	460		14	574		
99	9	123	48	8	457	41	13	795		
	11	811	49	18	248	42	13	795		
301	11	68		21	323	44	8	486		
		698		22	296		11	164		
	21	448	50	16	429		27	55		
2	11	68		19	20	45	8	486	92	9
		698		24	323		16	619		
	18	580		22	296		23	276		
	31	477	52	19	378	46	18	715		
3	9	36	53	12	811		20	823		
		123	55	19	945	51	14	455	93	9
4	9	123		22	737	52	14	456	97	15
	11	943		27	188	54	13	128	701	11
	13	136		30	480	56	20	760	2	45
	14	317	56	22	83	57	32	483		24
6	12	215	58	12	362	58	8	430	15	13
7	13	695		13	509		11	21		16
	18	820	78	20	283			143	16	11
12	18	143		24	422	60	11	143		12
	24	265		32	107	61	15	689	18	12
13	9	248	82	20	283		22	339	24	11
	31	477	84	24	631	62	32	483		12
18	12	265	87	16	260	63	8	430		18
	27	432		24	391	72	12	142		23
19	26	396	92	13	170		29	242	25	12
	29	157		24	422	75	13	72		14
	33	101	95	13	717		16	736		17
20	18	25			754		32	483		23
	27	432		21	557	76	11	143	26	9
21	13	170		33	486	76	15	330	33	10
	21	70			489	77	15	330		
	22	535	99	20	283	78	12	276		11
24	20	722		33	15		18	809		12
	22	782	600	8	302		19	378	34	10
	23	249		11	615		27	273		15
	25	113		12	996	79	12	277	39	26
	28	255		8	302		19	378	42	26
26	11	404	1		578	80	12	277		
27	17	375		9	88	82	9	114	43	21
28	15	510		11	615		12	384	47	13
	28	255		13	389		13	663		16
29	15	136			1011		14	173		19

## CODE CIVIL.

5

19	634	792	29	27	843	12	540	883	22	289
20	650	93	9	437		13	377		23	309
33	423	94	22	1			444		24	374
10	768	95	10	654			798		26	129
10	768	97	8	411		19	64		28	205
12	901		10	654		20	249		30	5
12	210	98	8	411			526		30	193
	584	800	10	602		21	66		31	197
	729		25	513		23	547		33	326
15	27	1	10	137		25	277	87	8	240
19	657		24	26		30	542		14	583
22	683	2	8	673		33	217	88	15	200
26	464		22	245	44	25	264		16	465
29	167	3	11	927			277		23	191
10	505		22	514	45	13	307		32	247
	586			581		23	547	89	9	353
12	729		23	632		28	264	91	25	147
	673		25	513		31	425	92	8	240
13	690		31	488		32	569	93	10	159
14	310	6	10	151	47	21	66		14	76
	592		11	927	51	12	11		18	371
	589		23	632		17	683			849
	442		25	524		21	94		20	814
22	683			395		25	72		25	350
24	367	7	18	425	53	14	222	94	19	373
26	401	8	10	151	55	12	356		23	175
	406		22	904	56	13	377	95	12	328
	464	9	10	151		20	249		14	76
29	351		31	488		21	94		16	519
12	729	10	51	145		29	292	96	9	60
12	673	12	10	90	57	11	593		10	776
21	1	14	10	90		12	901			848
12	607	15	15	469		18	920		11	303
	729		28	417		21	509			912
22	332		29	335		23	68		12	516
29	369	16	16	214		24	329			917
19	249	18	8	460		31	241		13	531
12	729		13	312	70	11	913			567
22	712	20	19	34		28	495			682
29	417	26	12	854	71	23	112		16	391
20	602		33	101		28	5		17	107
22	712	29	21	94	72	13	369		18	143
24	643	31	9	64	73	10	237		19	558
24	643		29	292		33	274		20	286
14	498	33	9	64	75	18	179		22	777
23	104	34	9	64	77	11	458		25	76
25	519	40	11	319		23	632		26	241
17	565	41	8	497		24	129		27	18
18	315		9	262		25	524			504
22	195			442		33	129		29	486
	245		10	40	78	15	266		31	97
12	521		15	74		27	395			177
13	307		16	670		28	5			181
16	508		21	348	79	16	751			542
20	120			517	80	12	582		32	503
12	520		23	556	82	10	53		33	417
20	120		26	256		19	469	98	10	848
27	203		29	167		22	482		19	558
16	508		32	140		31	547		20	286
28	269			176		32	393		26	241
28	269	43	11	130	83	10	53		31	181
8	410			237		13	189		33	417
21	16			850		15	398			506
25	513		12	355		16	642	99	23	35



899	26	63	917	24	184	955	9	305	973	13
	32	503	18	18	358		18	162		18
	33	180		30	73		24	531		
900	9	187	19	12	540	57	28	425		19
	22	596		13	788		30	430		23
	24	402		30	222	59	10	262		
	27	18		33	217		13	385		26
	30	31	20	10	797		24	513		32
1	9	54		12	540		26	217	74	10
		123	21	10	850		28	452		
	10	735		12	738		30	241		13
	11	943	22	12	901	60	10	427		19
	13	136		13	307		13	61		30
		139		15	259	67	10	797	75	10
	14	317		18	920		18	371		
		576		21	509	69	14	76		
	15	100		23	68	70	8	562		11
	16	142			433		9	54		13
		783		24	329		11	64		17
	17	50		31	241		13	158	76	9
		380	23	19	664		14	435		
	18	519	27	31	488		16	16		10
	19	709	31	8	410		18	586		
	32	170		11	917		20	139		11
2	10	735		18	371		23	415		12
	13	69		20	619		25	34		19
	15	54		25	350		26	86		22
	17	50	32	26	42		29	97		30
	25	370	33	11	917			475	79	17
3	22	763		13	1083			513	80	10
4	22	763	35	13	594			537		11
		803	36	17	50		30	368		12
	24	29	38	17	247		31	28		13
	30	70		23	170			160		
6	14	319	39	9	201		32	206		
7	23	58			359		33	425		16
8	29	360		11	992	71	11	863		18
9	8	321		16	405		12	57		
	9	526		17	247		18	104		20
	15	158		24	170	72	8	317		
	22	19		25	475			386		23
		440	40	27	209		9	97		26
	25	355	41	9	201			126		27
	33	180			359		10	37	1000	17
10	9	89			712			75	1	8
	11	303		10	262			299		10
	16	588		14	126			708		
11	8	321		17	244			735		
	15	208		23	170		11	507		11
	16	358		23	475		12	840		
	29	369		27	209		13	885		
	31	551	44	20	286			1020		12
12	9	515		28	373		15	86		
13	10	484	47	8	500			676		13
	15	242		17	780		16	332		18
	18	501		18	849		17	93		30
	20	99	48	16	405		18	825	2	30
	22	683		19	686			884	3	10
	24	184	51	25	296		19	925		
	25	277		27	18		23	130		30
14	22	223		28	378			571		33
15	13	486		29	486		31	398	4	11
	30	483	53	13	162		33	180		18
16	33	514		30	430	73	9	356		

## CODE CIVIL.

7

1	449	1044	17	162	1104	21	63	1129	11	683
8	378			190	6	9	650		32	130
	471		33	514		10	159	30	21	16
10	735	46	23	425		13	832	31	9	3
11	1021		24	531	8	16	415			429
13	322	47	24	531		21	611		11	683
18	773	48	8	216	9	8	536		12	586
20	81		21	66		12	165		13	69
30	312	50	8	216			185			1044
31	409	53	21	66			729		14	310
18	586	75	28	94			950		16	273
31	409			103		15	100		19	927
8	378	79	28	94		16	408		22	50
11	1021	81	27	47		18	315		23	393
13	322	82	21	68		20	502		25	156
18	773		33	506			517		26	81
20	81	83	20	150		21	611		27	401
31	409		23	466		30	173		32	130
22	548	84	12	871		32	225		33	360
27	524		23	156	10	12	950	32	13	1014
33	514		25	216		13	541		20	211
27	153		27	349		16	408		22	250
10	393	85	12	871		30	173		26	81
22	763		17	358	11	13	499	33	8	548
13	389		20	625	12	13	499		11	683
10	393		23	156	16	8	536		13	69
11	913		25	216		12	165		25	241
13	389	86	12	795		19	650		27	401
27	524		33	506		20	438	34	10	310
32	189	88	20	592		32	282		13	179
33	274	89	17	780		33	514		15	363
9	733	91	22	19			562			417
10	462	93	12	871	17	12	165		16	483
18	270		13	486	20	16	181		18	83
24	285	94	8	423		24	565			597
11	821		10	484		33	134			806
23	152		13	1048	21	10	848		20	547
17	205		14	542		20	707		23	393
9	738		22	19		27	427		25	156
33	363		24	29		31	177			241
25	374			184		33	339		29	553
8	223		29	200	23	8	111		32	121
12	328		31	350		11	821	35	20	211
	959	95	13	1048		12	121	39	9	269
13	428	96	8	500	24	8	111	40	32	169
	541		19	686		12	121	41	11	794
	824		31	350		15	89		22	595
16	319	97	8	500		16	565	42	11	309
20	814		21	16		21	53		12	406
23	130		33	260		33	5		14	346
25	76	98	9	314	25	9	586		16	665
27	193		14	542		11	319	48	22	815
29	475		15	242			821	48	25	17
33	528		24	315		12	386	49	11	69
25	76		32	125		13	805		25	17
27	193	99	9	314		17	129	53	12	895
29	475		15	101			594		13	485
23	375		21	16			754		14	237
30	49		24	315		32	169		20	40
33	178		32	526	28	11	683		21	229
10	848	1100	18	260		16	273		22	816
30	438	1	20	656		21	548		32	250
33	514	2	19	441		28	48	54	33	546
9	612		20	573			241	55	13	462

1155	17	674	1188	13	440	1252	27	14	1300	13
	22	816		16	91		33	339		17
	28	143		17	87	54	18	69		22
65	10	550		24	233	57	15	55	1	13
	19	49	97	16	344	58	10	672	4	16
	20	819	1200	18	40		15	427		20
	21	556	2	15	105		16	297		22
	31	228		16	69		18	416		27
66	8	344		21	686		20	302		32
	13	422		33	480		33	535		33
	19	49	3	18	40	59	13	396	5	16
	20	55		20	190	67	13	479		
		742	4	18	40		17	743		30
67	10	212	6	11	788	68	15	1073	9	22
		843		24	179		32	68	13	16
	16	299	10	20	346	69	33	535	15	12
	17	25		21	667	70	18	871		19
	23	477	11	9	207	71	8	1		20
	24	691	14	18	179		12	694		20
	25	291	17	16	181		13	466	17	23
		459		33	222		21	239		
	26	38	18	10	289			377		28
	30	86		19	418		22	743		31
68	16	372		35	480		25	50	18	13
72	14	540	20	22	535		27	524		14
	15	218	21	12	157		29	21		
74	46	115		33	274	73	17	271	19	12
		372	22	15	360		20	14		14
78	20	368		21	318		26	81		16
81	14	548	30	9	269	75	11	167		18
	17	575	34	20	422		12	105		19
83	21	92	35	15	298		21	377		23
	22	174		20	517	77	17	271		
	23	288		22	326		20	14	20	11
	28	468		30	417		33	839		12
84	10	672	36	15	201	81	21	239		24
	12	635		16	316	82	8	1		33
		703	40	29	76		27	49	21	9
	15	200	41	26	185		28	49		11
	15	127	42	21	286	85	19	131		13
	16	747	44	13	440		20	422		
	17	575			561		21	667	22	9
	18	597			564	87	27	487		11
		667		16	202	88	27	487		16
	19	755	47	9	221	89	8	544		31
	20	623		12	944		12	127		33
	21	92		15	34		17	603	23	13
	22	877		20	302		26	161		16
	25	108		23	681		31	475		18
		129	50	10	170		33	30		20
	26	129		15	220			537		22
	27	347		18	27	90	8	544		31
	28	241			255		17	603	24	13
		468		26	14		30	42		16
	31	153		27	461			120		17
		228	51	10	170	91	12	127		18
	32	353		11	919		14	339		22
		429		15	567		21	103		31
85	23	288		18	27		26	161	25	9
86	15	218			179	93	20	154		12
88	8	686		21	687		28	45		
	11	18		22	525	94	11	645		13
		812		33	346	98	10	650		
		816			406		11	132		14

## CODE CIVIL

9

15	654	1338	13	302	1347	27	119	1351	32	545
16	177			422		28	328	52	15	208
17	425		14	419		30	438			541
18	728		16	177		32	302		25	105
	887		20	602	48	11	59	53	9	393
19	441		22	437			175		12	165
20	473			892			423			792
22	234		23	401			902		15	14
	727		26	233		13	906			214
24	384		27	119		14	160		18	501
9	252		30	130		24	410		19	764
	485		32	490		29	297		25	417
10	795	39	12	939			27		27	119
12	500		20	610	49	18	501		28	328
13	89		26	81	50	13	512	54	9	678
	483	40	8	205		15	541		33	101
	909			440		17	233	56	9	410
14	622		10	548			764			437
16	40		14	419		20	463			678
	111		19	766		21	282		14	75
17	552		22	892		22	117		16	236
	743		27	119		23	352		19	765
18	219	41	9	3			731		25	509
	377			106		25	23		28	363
20	155			393			405		30	640
	348		41	175		27	256		31	106
21	303			606			263		32	185
24	200			902	51	10	853	57	16	341
27	529			1007		11	435	58	11	479
28	234		12	165		13	333			900
29	362		13	75			346	59	12	676
	278			631			512	60	11	704
30	473			906		15	225			906
	406			1014		16	488	61	11	704
32	130		15	558		17	223			906
33	5		16	43			764	63	9	106
9	252		17	303		18	83		13	325
10	843		18	212		19	669	66	9	393
12	335		19	332			674		12	670
13	484			709			698		16	540
16	73		20	403		20	87		21	76
	187		22	40			463			380
	280			240			570		22	240
19	223		23	457		21	229	67	9	393
20	493		24	410			523	70	16	162
21	116		28	157			741		25	17
	567			328		22	67	72	22	521
23	477			363			117	75	16	62
25	185		29	297			691		22	521
	26		31	50		23	146	76	17	173
27	250	46	13	906			283		18	128
28	546	47	9	106			388		20	211
30	86			252			731	77	13	698
31	167		41	1007		25	83		32	33
11	435		13	184			105	79	18	128
24	338		14	160		27	263	82	9	103
13	522		15	214			456		10	453
15	426		19	232		28	340		13	97
13	522			332			405			1078
	1078		20	348		32	16		14	306
32	440			715			288		15	179
22	887		22	1347			355			754
8	111		23	457			423		16	565
12	939		25	34			538		17	83

1382	18	362	1421	8	458	1449	14	246	1549	31
	20	245		12	549			308		32
		386		13	762		21	341	53	25
		619			806			414	54	9
		711		14	486			589		11
		754		17	111		22	718		13
	21	323		19	777		23	411		14
		615	22	26	38		29	406		15
	26	180	23	18	270		31	68		21
		526		26	38			440		
	32	91	24	8	478		32	20		25
		577		11	818			522		
83	9	551		12	462	50	11	183		24
	10	453			685		30	574		30
	13	1078		33	90	51	8	266		31
	14	306	26	16	684		11	135		
	15	179		17	329	52	9	71		
	17	93	27	13	864	54	11	220		52
	18	552		14	486	56	18	627		
		793		16	684	60	11	220		
	20	619		17	329	66	12	816		33
		711	28	14	486	70	12	662	55	11
		795		16	228		22	680		22
	22	622			429		30	305	56	41
	23	499			329	72	30	305		22
		150		30	184	76	12	854	57	40
	26	180	29	83	486		14	383		31
		526	30	18	717		30	5	58	13
	28	215			754		31	197		14
	30	254		33	486		32	29		21
	33	482	31	12	121	77	14	396	59	31
84	8	478		13	864	80	32	29	60	10
	11	878	34	21	701	81	24	603		11
	12	192	35	21	701	92	20	551		
		460		23	435		25	65		
	15	671	36	30	305		30	5		24
	16	48	37	16	440	93	25	65		25
		258	38	15	174	94	18	716		28
	20	795		32	61		20	736	63	14
	23	150	39	15	174	95	13	806	68	26
	25	288	41	19	427		19	901	70	24
	28	215	43	9	71	98	24	315	71	26
	30	335			166	1500	33	269	76	8
85	11	518		12	549		33	599		11
89	13	48		13	78		33	269		12
93	23	481		14	462	14	10	130		29
	31	67		17	751	15	8	350	77	15
	33	264	44	11	986	16	8	350	83	9
94	14	306		12	738	18	26	217		
	19	491			1006	25	8	260		10
	26	118		20	638		9	314		13
95	13	361		21	414	27	9	314		14
	19	491		27	293		24	315		
	20	683		30	63		32	526		
	26	118		33	317		38	269		20
98	10	783	45	9	1	56	15	481		
	18	642		10	901	58	13	728		23
1401	16	429		33	412		33	101		24
	18	392	46	13	828	40	32	61		25
	18	149		19	49	49	10	462		32
	9	957		25	125		16	312	84	51
10	22	734		11	642		24	128	90	14
13	32	61		12	738		26	481		22
15	22	110	49	13	391		30	184	92	16



15	148	1654	12	705	1699	29	206	1833	12	319
16	712		13	200	1700	40	40	37	33	528
16	96		18	512		19	418	38	33	528
15	804		25	793		21	455	46	14	330
16	140		27	129		26	297	53	12	319
19	227		27	547		29	206	64	31	379
9	174		28	205	1	22	363	65	29	335
12	50		28	420	4	17	754	72	8	340
	961	55	8	686	5	17	754		9	371
	1010		12	705	7	30	83		13	700
17	619		18	512	9	24	374		15	598
24	566	56	12	703	15	32	107		30	193
	566			705		11	690		33	326
27	330		18	201		18	212	73	9	271
33	289		20	467		21	352		13	48
19	193		21	554		30	553	75	31	167
12	23	57	25	129	16	11	690	84	9	551
11	481	59	13	396		21	359	1909	9	705
25	101	61	13	905		29	18	10	16	444
8	599	62	13	170		30	553	12	9	705
8	686	64	12	705	17	13	179		10	667
8	443	73	10	203		18	667		11	812
20	108		13	396		19	427		13	638
8	443		14	553		24	195			912
24	536		28	59		31	18		14	355
31	117	74	22	326			20		15	201
9	279		31	397		32	161		16	91
11	39	76	31	397	28	19	286			498
23	257	81	25	147		21	311		18	201
24	536	82	33	428	29	19	286		19	215
33	149	84	20	108	31	30	480		20	302
9	279	86	26	129	33	10	624			241
23	257	89	20	538		21	615			612
25	56		22	453		29	546		21	336
33	149		28	309		32	377			354
13	44			695	34	10	621		27	337
18	787	90	28	49	36	16	191		28	352
21	682		9	420	41	16	747		30	253
24	874		15	654		19	755		33	198
11	39		16	61		22	877	13	13	820
13	746		17	180	48	11	620		18	512
32	74		18	253	52	32	461	15	16	313
9	413			599	53	9	92	17	9	48
29	341		22	453	60	13	179	23	9	48
32	74			290	65	22	877		12	262
13	200		23	695	68	16	642		17	303
	698		24	394	69	9	318		22	110
15	33		28	512	72	12	241	24	28	363
10	640		32	462	73	12	241		12	262
13	462		33	537	75	21	359		15	691
15	187	91	17	180	82	11	417		27	322
22	62		18	599	83	16	258		28	565
	162		23	695	84	12	181	28	14	429
	564		23	137		17	17	29	33	54
26	514	93	19	765		18	574	33	33	54
28	143			772		20	391	37	21	654
33	428		23	759	85	11	418		27	322
	537	94	19	772		46	258	39	21	654
10	362	95	15	159		30	127		27	322
13	178	99	10	40	90	30	127	44	45	447
19	193		13	255	92	19	928	52	9	574
32	341		22	4	1813	13	738		13	558
33	548		23	61		17	554	53	9	574
			26	397		20	588			

1953	12	302	1999	13	86	2052	27	401	2101	43
57	10	140		19	829	54	8	205		45
61	10	112		20	231		2	401		22
	14	135		23	215	59	10	163		27
	16	928		27	297		1	961		80
62	22	95		30	456		18	530		31
64	29	504		31	580		19	611	2	3
	33	164		33	520		21	261		10
65	9	357	2001	13	585		22	490		13
	13	650		21	229		24	520		15
	16	792		32	250		25	193		16
	21	377	2	11	308		33	12		17
	2	157		15	86			198		18
66	24	362		23	374	60	21	111		21
67	28	157	3	16	78		22	85		25
72	22	189		21	523		23	499		28
74	8	82	4	13	1038		24	520		31
	16	73	5	9	127	61	24	520		35
75	8	82	8	9	127	62	30	483		42
	16	73	9	9	127	63	12	734		45
	23	712	11	13	291			845		48
	31	167	12	13	008		13	20		51
77	11	812		16	181		16	307		52
	20	612			344		21	34		55
	26	427		21	492		22	106		58
	28	397		23	393		23	183		61
78	11	812		27	361		24	536	3	64
	17	65	15	13	291		27	417		67
	18	594	17	10	237		30	483		70
	19	302	18	11	386		31	522		73
	22	659			837	66	11	327		76
	26	427		26	49		14	156		79
	28	397		27	180		15	41	4	82
	30	97	19	11	837		18	474		85
81	28	479		14	410		20	392	5	88
83	19	586		26	49	67	27	417		91
84	20	35	21	13	466	69	11	14		94
85	9	127		20	190			327	6	97
	12	527		31	569		13	41		100
	21	366	23	9	243	70	19	692		103
	22	437	24	31	569	74	10	461		106
86	9	48	36	20	500		13	204	8	109
	21	32		30	549		22	615		112
	30	456	37	13	991	75	14	481		115
88	21	366		18	40	76	11	481		118
	23	583		20	190	78	14	123		121
89	21	582		21	694		27	145		124
90	23	303	39	19	294	79	28	363		127
91	25	147	40	11	336	82	13	204		130
	31	500	41	14	410	85	26	458		133
92	18	818	44	8	248	88	27	145		136
	20	391		11	971	91	15	568		139
	26	394		27	401	92	10	212	9	142
	29	27	45	19	732		18	440		145
95	16	69		28	45		32	497		148
	25	110		31	458	93	16	665	11	151
96	25	17	46	29	571	95	19	772		154
	26	338	52	9	3	96	19	772		157
97	32	121		12	505	98	9	363	12	160
98	15	100			586		10	437	13	163
	17	714		14	430		12	664		166
	19	755		19	732		15	298		169
	21	523		20	517	2101	11	790	14	172
	23	269		21	424		13	99		175

## CODE CIVIL.

13

13	440	2129	11	151	2145	26	5	2148	32	112
16	115			626			31	49	18	197
18	680		13	537		28	345		20	142
	726		15	665	46	10	406	50	45	111
20	373		17	878		12	570	51	10	788
26	190		18	176			582		13	964
12	851		19	647			861		19	395
12	851		21	365		13	133		26	312
12	913		23	91			608	53	12	130
11	404		34	123		19	577		24	278
	812	30	18	440		20	142	54	12	233
16	292	31	11	816			551		15	117
16	292		18	440		22	573			258
10	762	32	13	893		26	272		16	99
12	851			1014		28	69			353
13	806	34	10	856			434		47	590
15	576		15	414		31	101		19	277
18	483		18	726		33	346			308
	680		32	113	48	9	190			577
19	617	35	10	762			480		21	151
	901			856		11	137		23	83
21	629		12	76			314			589
23	513			228			794		25	137
	708		13	36			856		27	473
24	278			448			626		28	434
28	317			637		12	233		29	480
	567			806			304		30	345
29	308		15	226			553		31	239
	359			414			861		32	113
	439		16	302		13	197		33	346
30	281			512			451			497
13	806		18	110			537	55	14	282
15	576			388			624		18	712
21	629			483			708	56	12	576
23	487		19	696			955		22	271
8	184			901			1024		32	245
9	190		20	52		14	205	57	9	296
10	354		21	142			632		32	341
12	429		23	513		15	404		33	503
	913		26	272			665	58	32	341
13	813		27	281		16	1	59	13	457
	1035		28	317			583		14	282
20	421			567		17	563	60	10	311
21	274		29	308		48	176		14	282
	523			359			197	61	10	314
22	883			439			253		15	292
23	731		31	536			363		16	268
27	5		32	113			459		26	148
	558	36	19	611			812	62	26	148
28	112		33	12		20	20	63	23	471
36	373	39	25	291			323	66	10	53
13	1122	40	22	651			394		15	368
12	705		38	642		21	107		20	102
17	42	44	8	121			523		23	487
27	180		13	608			566	67	11	350
30	423		15	226		22	237		17	87
13	1122		21	53			271		23	421
17	470			712		24	278			471
19	647		26	5		27	94	68	8	344
21	365			31			473		11	350
9	190			148		28	401		13	408
21	274		28	345		31	123			778
28	309		33	26			129	69	8	403
9	514	45	12	121		32	9			510

2169	11	350	2185	9	279	2195	51	536	2251	21
	13	408		10	182	97	74	20	56	33
		750		12	355			205	57	21
	17	421			898		23	445	62	9
	19	520		13	725	98	14	20		
	20	102			818		30	557		13
	25	5		16	254	2205	11	213		14
	28	147			299			461		18
	31	326		17	226		18	702		20
70	13	228		18	27		20	55		22
72	8	344			266		21	718		25
	11	350			447		28	439		32
	13	228			671		32	327		
	18	66			737	6	15	72		33
		633		21	253			353	63	14
	21	382		22	231		19	11	65	18
73	11	550			446	8	10	319	71	29
74	8	510			453		12	215	72	11
75	15	550		24	428		33	524		17
	21	516		26	49	11	8	546		20
76	23	232			195		32	497	73	19
77	25	137			380	13	13	798	74	11
		144		30	169		28	472		18
80	13	33			289	14	10	366	75	11
		36		31	232		18	253	77	9
	21	712		33	391		22	303		14
	27	217	86	19	528	16	8	362		18
	28	69		29	160	24	17	265		
81	9	513		33	535		18	672		20
	25	475	87	8	438		21	452		22
82	11	1010		21	400	25	20	500		
	12	705	88	22	68	27	32	595		25
	13	355	89	13	546	28	26	78		26
	17	645	90	10	182	29	22	833		28
	20	98		18	671		23	164		
83	8	403	91	9	279		27	86		33
	9	182		16	254			346		
	12	176	92	11	812		32	486		
		275		17	421	31	23	659	79	14
	13	650	93	10	546	32	9	652		17
	16	158		29	442	36	13	495		
	17	645	94	10	546	40	25	350		21
	18	176		22	195	44	16	344		25
	25	5		26	195	833	28	352		26
		475		28	69		29	833		28
	26	195	95	22	356	45	13	396		30
84	12	275		23	513		14	512	80	17
	25	475		27	281	47	16	344	81	13
85	8	438		28	69	48	13	495		17
		554		29	442		16	604		
		689								

# CODE DE PROCÉDURE.

11	25	45	10	811	61	10	648	66	15	184
21	267		13	371		10	137		19	931
	387		32	501			691	68	9	214
29	511	46	10	811		11	82			365
32	399		32	501			84		14	84
25	222	47	10	811			91			91
15	371		12	140			285			602
17	544	48	16	214			312			751
9	570			228			406			975
10	473			344			438		12	472
11	399		20	341			648			699
13	128		25	374			676		13	312
	663		33	523			937			728
16	196	49	11	162		12	14		14	377
	645		15	290			687			501
18	499		19	359			722			537
21	209			625			913		17	735
	460	53	16	228			946		18	77
	635	54	33	60		13	19			86
22	121	55	11	704			42			415
	145	57	18	791			735			812
	472		20	182			886			891
	484		21	356		14	256		19	82
	503	58	12	837			363		22	195
	894	59	8	333			406		24	564
23	46		9	583			476		25	302
24	541			665		15	78		26	369
26	78		10	70			639		29	265
27	98			198		18	92		31	289
	344			294			812	69	8	535
28	493			580			883		9	648
29	354			664		20	10		11	461
	511		11	234			705			650
33	444			241		21	41		12	61
	462			510			251			472
18	499			897			523			699
	523		15	125			760		13	108
32	399			510		22	279			639
11	874		16	85		23	663			527
16	298		17	665		25	374			529
18	499		19	241		27	237		14	537
	523			392		29	127		15	619
21	205		20	35			265		19	122
	445		23	505		31	370			235
	571		27	449		32	1		20	341
22	145		29	265			811			609
	894		32	312		38	492		24	508
33	94			327	62	14	525		29	195
11	874		33	509	63	10	803		32	333
11	874	60	11	873		13	543	70	9	214
18	523		19	159			648		11	975
11	395	61	8	211		32	529		12	472
13	371			436		33	492		13	298
32	501		9	365	65	16	344		14	377



70	15	649	435	17	75	156	12	621	160	18
	25	502		21	223			773	61	9
71	14	363		31	565		13	660		12
72	10	539	38	23	362			811		27
	11	676	39	19	845		14	151	62	10
	12	388	41	12	476		15	37		11
	13	888		18	847		16	280		
	14	476		20	751		17	586		
	19	359		21	764		18	328		
73	14	153		22	9		21	145		12
74	18	835			261			331		14
80	12	18		23	65			863		20
83	12	34		24	377		22	51		
		326		28	264		23	768		21
		828		31	254		24	179		28
	13	175			293		28	76		
85	25	90		33	26			411	65	13
93	19	86			46		29	527	68	27
	22	98			54		32	257	69	13
111	13	710			548	57	9	631		27
	18	340	42	13	396		11	503		
	19	85	47	9	736		12	18	70	9
		628			738			550		21
12	19	628		12	72			878	71	13
13	10	61			550		13	406		32
16	19	628			762			439	72	9
18	14	364		14	73			470		10
	24	3		15	320			648	73	9
19	25	52			668			710		11
21	19	628		18	338			801		
	21	76		20	760		15	320		
		380		28	449		18	194		
22	13	312		31	73			212		
		561	49	11	147			338		
	19	31		12	878		25	310		
	32	485		18	212		27	353		12
23	13	312		21	114	58	9	631		
	14	316		33	118		11	573		
24	18	907	50	18	847			923		
25	13	1035		21	114		12	773		14
28	10	680		22	369		13	439		
		781		32	344		14	495		
	13	845		33	430		28	123		17
	16	69	51	33	351		29	527		18
	20	674	53	8	554		32	344		20
30	10	772		11	111		33	430		
	12	34		13	504	59	11	769		23
	18	616			702			788		27
	22	501		20	606		12	773		29
	24	576		22	398		13	282		32
	27	297		25	718			117		33
	29	341		28	118			811		
	83	564		30	515		14	36		
31	9	300		31	435			151	75	10
	22	501		32	257			176		11
32	23	450	55	13	280		17	46		12
	27	449		17	586		18	328	78	10
	31	49		22	883		20	606		21
33	12	46	56	8	554		22	883	81	9
		379		9	631		23	501		11
	13	682		10	156		28	76		
34	11	414		11	714			411	82	14
35	9	33			848		32	213	84	11
	13	280			868		33	390	93	13

## CODE DE PROCÉDURE.

17

18	773	261	43	343	324	10	401	381	12	137
31	409		14	3		13	369	82	12	100
31	409		17	113			679			876
10	96		20	215		14	164		13	614
11	990		21	465		15	750		20	627
13	346		27	127		20	228	85	13	614
15	436			237		23	52	93	10	772
18	194		30	22		30	184	97	9	8
	773	62	11	678		32	344		12	1017
19	409		13	343		33	430		13	601
22	700	68	23	608	25	11	971			823
31	409	69	14	3	30	13	151		14	403
32	370	70	27	237			269			508
18	773	73	27	237		27	313		15	11
9	2	78	10	831	31	10	101			84
10	96		17	924	37	11	287			730
32	370		17	715		23	245		18	341
13	325		30	295	39	10	137			675
	346	79	10	831		20	55		20	506
14	359		11	924	40	9	490		21	575
19	202		13	534		10	266		22	238
20	775		30	395	41	10	266			396
25	405	80	10	831	42	9	357		26	289
26	537		11	924		13	683			292
30	264		12	65		20	421		27	289
13	435		30	295	43	9	357		28	349
18	710	83	9	3		21	229	98	13	823
12	580		10	341		29	49	99	9	8
29	212		13	989	52	11	232		12	103
16	688		15	189		12	170		13	893
14	218		16	95		22	896		14	512
27	39		18	631		29	519		18	72
13	434		22	309		30	157		23	331
30	264		27	42		32	516		26	289
10	4		33	187	54	13	1034			292
10	4			551		16	236	400	9	8
13	434	84	22	309	55	13	1031		21	575
11	139	85	21	460	56	11	285	1	32	363
33	388	86	13	119		32	516	2	11	529
14	176	91	15	189	58	11	285		14	525
33	388		21	201	60	29	519		15	247
11	276	92	20	455	63	8	585		21	747
23	329	93	19	513		13	262		22	873
32	516	95	21	259		15	164		27	461
10	813		22	148		27	378		32	417
	831	96	21	259		32	404	3	10	813
11	276	97	21	259	64	13	66		12	331
12	982	303	12	740		15	164		15	247
13	119	15	16	465		18	759		22	875
	373		22	7	66	8	332		32	417
	524			815	68	20	624		33	527
18	773	16	12	740		25	90	4	29	423
21	423	17	16	440	69	8	199		32	417
22	75			465	73	8	199	5	23	41
32	370			623		15	164		29	423
10	813		22	815		17	290		32	417
	831	19	12	300	75	15	164	6	10	137
12	982	22	20	189	78	10	473			809
19	513		29	56		13	592			833
9	577	23	14	330			714		11	287
10	150		17	500		14	113			800
11	258			532		18	569		12	45
	805		18	304		33	187		13	103
13	29		22	700	80	32	501	7	12	696

409	13	534	445	11	748	451	9	758	456	11
10	17	149			923		10	266		
13	13	534		12	390			426		
	17	149			814			685		
14	21	32		13	42		11	637		
17	11	61			208		12	205		
	14	367			209			516		
20	9	583			307			874		
	10	580			400		13	75		
	11	6			470			846		
	12	135			801		19	501		
		944			1069			936		
	13	262		14	73		21	13		12
	15	34			158		22	75		
	16	80			160			498		
	20	31			406			691		
	21	487		15	76		23	52		
	23	681			320			615		
	25	101		16	208		24	518		
	27	449			383		25	53		
	31	236			423		27	257		
21	12	170		17	486		31	82		13
22	11	456			544		33	159		
	16	208			577	52	9	753		
	25	310			772		10	266		14
24	12	435		18	1			426		
	13	188			207			685		
	18	14			338		14	54		15
25	13	66		19	810			687		
		167		20	168		12	205		
26	23	294			341			874		16
28	9	320			365		19	501		17
	12	874			540			936		18
	13	151			814		21	13		
29	18	293		21	76		22	498		
	22	7			420		24	167		19
31	22	7		22	75		27	257		22
32	12	696			168		29	191		
	21	183			460		30	157		23
33	9	738			576		33	159		24
34	12	98		23	678	53	14	112		27
35	13	282			738		13	845		29
	14	176		24	67			999		
	21	442			518		28	691		31
36	12	773		25	346		26	150		
	25	310			381	54	9	378	57	8
	29	527		27	412		12	814		11
37	27	110			440		13	546		12
38	14	176		29	134			574		
	27	110			265			845		20
39	8	665		32	52		26	150	60	11
	10	692		33	118		30	534		13
	19	320	44	11	923	55	9	386	64	10
42	14	367		13	862		11	226		
	15	280		24	270			414		11
		457		25	541			731		
43	9	24		29	265			928		12
		403			495		19	571		
		475	45	12	773	56	8	436		15
		736		14	566			696		16
	10	398	47	1	835		9	383		19
	11	87		5	495		10	225		22
		197		0	378			657		23
		267	50	18	194			694		24

## CODE DE PROCÉDURE.

10

25	42	474	17	169	541	33	435	581	20	742
	346		18	144	43	11	305		30	394
26	485			167	45	32	136		32	268
30	345			599	46	13	781	82	30	394
32	121		20	663			813		32	268
	306		21	401		19	268		33	175
33	464			686		21	274	83	10	621
15	473		23	352		29	195		12	72
25	42			551	47	14	632		13	339
9	490			666		33	363		23	249
	661			731	48	9	296	84	8	696
10	92		24	255		14	632		9	383
11	237			315		17	586		11	91
	612		27	449	50	15	239			265
12	71			518	51	11	854			657
20	376		31	488		22	907			729
21	145		33	464	54	33	309		12	72
24	255	75	9	229	56	9	178			505
	315		18	569		14	98			568
11	364		33	464			170			707
24	482	79	9	229			851			820
32	206		27	449		13	12	13		27
20	471	80	9	484		14	525			339
8	436		10	709		16	102			529
9	436		12	325			496		15	37
18	847			1076		22	26		18	243
23	41		13	83		26	535		24	564
31	46			335	57	15	159		27	416
13	316		16	373		18	595		31	12
19	674		17	225		19	44		33	509
22	9		19	623		22	117	85	21	321
24	511		21	606		27	269	87	20	759
8	664		26	303	58	13	520	97	20	759
9	589		32	12		14	367	98	20	759
12	54	81	13	286		11	61	608	15	290
	781	83	11	772	59	16	61	9	16	562
13	667		16	376		22	290	25	8	192
17	409		18	560		24	394	26	10	621
18	764	84	11	772	60	14	602	34	23	720
19	589	90	21	606		33	537	35	13	66
20	352	94	19	908	61	33	115	36	16	444
21	392	95	19	908	63	18	617	42	21	442
	604	501	10	611		20	10	45	21	566
22	106	5	10	509	65	32	462	56	21	286
23	231			809	67	15	442		22	81
25	161		19	422		16	658		29	215
32	435		33	184		19	159	60	25	470
33	210	7	12	327		21	734	61	22	81
9	86	9	13	719		25	97	64	25	470
	127		19	422	70	14	338	67	11	453
	661	10	15	719		16	658		12	621
10	527	17	29	283	73	19	505	69	10	450
11	237	18	18	757		20	469		11	195
	642		26	380	74	16	424			433
	654		29	283	75	32	463			855
12	71	19	19	855	77	10	156		14	148
	342	26	21	746		11	833		16	51
	907		26	458		12	255		18	781
13	355	27	20	35		16	421		22	81
	980	33	26	458		20	469	73	9	170
	986	38	26	453		27	184		10	366
	1046	40	26	458			313			471
15	47	41	13	812	80	17	577		11	350
16	43		17	218	81	16	444			458

673	11	461	684	11	253	711	10	4	728	20
	12	92		13	858			4	30	13
	13	108		14	170		11	106		15
	14	605		16	33		15	37		24
	17	202			626			451	31	8
	18	86		18	830		17	641		12
	21	648		22	26		22	174		13
	22	26		29	440		26	414		15
		267	85	21	191	12	11	106		30
		442	87	10	11		13	549	32	9
		909		13	108		17	641		16
25		407		21	191		18	124		22
28		155		25	123	13	10	319	33	9
		472		27	544		13	301		
33		129	89	28	302		18	124		
74	20	519	90	9	501		19	227		11
	28	147		10	680		21	242		
		155	92	22	408		30	212		12
75	9	152	93	22	408			218		13
		178	95	10	14		31	530		
		367		12	917	14	18	153		
	10	255		14	20		19	273		
	11	170		16	637		33	351		15
		223		17	539	15	11	687		16
		312		19	732		12	687		
		687		22	900		15	184		
		932	96	21	145		25	180		18
13		559		22	900			182		21
		735		28	302		26	262		28
14		87	97	9	178		32	12		
		168		10	799		33	351		30
16		33		18	453	17	10	255	34	10
		583	702	9	214			862		11
19		910		13	271		11	223		13
21		176		14	170			253		
		371		17	581		12	620		16
24		63	3	33	523		13	271		17
26		35	5	10	11		14	605		20
29		410		13	108		16	583		24
32		497		21	191			637		28
76	12	355	6	18	695		18	46		29
		557		20	55		22	267		30
	14	170		21	145			412		35
	17	202		28	123		30	91	35	10
77	16	33	7	11	776		32	497		11
	21	176		12	620			833		
80	16	33		16	107	18	10	43		12
	21	176		31	530		12	103		13
		718	9	11	845	19	15	304		21
81	14	170		18	324		30	248	36	11
		687		26	252	24	22	900		
		932	10	10	703	22	10	543		16
	13	559		11	106	23	10	717		20
		635		15	29		13	39		
	16	715			451			723		21
	21	176		17	641		18	402		
	22	26			700		24	357		22
	28	45		19	717		31	90		28
82	11	687		21	242	26	19	432	37	10
	18	46		22	174		21	374		11
	24	718		26	414	27	8	446		13
	30	91		30	212		12	494		18
83	13	858			216		29	395		23
	16	33			218	28	12	494		25



## CODE DE PROCÉDURE.

21

26	262	763	11	117	793	11	854	833	11	336
30	274			147		18	262		24	428
33	351			433		24	342		26	49
11	687			855	94	9	378			380
25	182		12	714		10	547		27	180
26	262			878		11	263	34	43	317
15	114		13	250		25	449		15	711
17	253			610	96	21	390		18	459
31	580			1024		24	342		20	20
28	123		14	148	99	9	511		25	460
22	432		16	51		10	498		32	113
52	12			383			647	46	10	72
10	583		17	209	800	8	412	50	15	457
11	429		18	274		14	156	51	18	313
22	306			781		15	41	69	21	428
15	125			867		16	628		30	427
13	1051		19	146		17	384		33	412
19	273			273			538	72	20	442
10	479		22	271		19	692		20	185
15	125		33	492		20	365	73	17	706
17	90	64	10	410		31	88		19	797
11	510	65	14	433	3	19	662			983
15	125	67	10	788		20	221	75	10	589
12	466		46	233		29	410		22	532
11	580	70	10	788	4	31	585	78	12	131
9	308	74	11	687	6	10	412		18	863
32	417		25	180		41	1017		24	43
10	92		32	417		13	883		32	532
13	741	75	16	57	7	10	112	79	33	388
14	286		21	515		32	311	82	22	453
	473	77	11	117	8	10	450	83	12	376
17	142		43	51	9	8	537		18	719
19	273		16	57		9	33		21	553
30	486	78	11	433		15	417	98	24	158
32	243		14	286		20	341	96	24	265
10	92		18	415		22	330	98	17	348
14	286		22	359	11	9	33	99	28	321
	475		26	190		32	136	900	9	644
16	762	79	14	334	15	15	407		23	338
19	273	80	9	50	19	10	721	1	23	338
23	624			511		17	354		28	328
29	169		12	36		28	140	5	13	1073
30	486		14	334	32	8	689		18	871
10	788		15	271		9	182		21	271
14	64		16	19			698		28	307
15	376			522		10	1	9	11	1021
19	546		18	430			399		12	996
32	417		21	490		12	176		13	700
15	376	81	9	154			448		19	34
22	525		11	8		13	504	21	26	518
32	417		18	430			725	34	32	393
11	117		21	716		18	447	42	10	151
13	727		25	449			671	45	8	192
	741	83	11	707			737	46	8	192
16	57		18	430		21	253	54	12	628
19	273		21	321		24	428		23	393
32	417		25	449		26	49	55	13	870
21	107	84	12	36			380		33	393
28	405	86	11	1017		27	180	58	10	90
11	176		33	349		29	283			703
11	176	88	21	716		30	169	59	10	90
12	878	89	9	273		32	529	65	11	776
13	710	91	18	262	33	8	689		21	641
19	808	92	32	136		10	182		22	306

970	21	233	1012	22	389	1028	13	981	1033	13
	83	396		26	356		19	264		
72	10	703		30	323		21	424		14
	11	776			199		26	356		
77	14	237	14	29	288		30	323		
88	25	395	16	9	143		33	222		16
89	22	904		13	47	29	11	833		21
90	22	81		22	815		12	225		23
1003	11	370	17	16	321		27	313		25
	12	386		31	503		32	485		27
	13	48	18	9	733	30	9	606		30
		830		12	930			638		
	18	716		19	918		11	395		32
	20	298		30	199			657		
	23	7		33	60		12	559		33
	24	406	19	20	490		13	12		
	27	417	20	13	202			421	36	9
4	12	34			421		19	931		10
		386		14	593		20	469		25
	13	575		20	384		21	253	37	10
	28	45		28	421		26	168		13
5	26	356	21	13	202		32	529		
	30	199		20	384	31	9	541		14
	33	60	22	19	1		10	498		17
7	11	204		23	404			612		21
		885	27	11	885		25	452		29
	22	389	28	9	710		31	49		32
	30	323		10	345	33	9	577		33
8	11	370			421			659	38	13
	18	345			748		10	150	39	18
9	11	885		11	779			539	40	30
10	20	460			883		11	267		32
12	11	204		12	193			676	41	12
		518			452		12	349		29
	12	640			845			840	43	13
	13	47		13	47			995		
	16	321			421		13	406		
	19	980			515			724		

# CODE DE COMMERCE.

14	26	54	12	193	103	17	17	137	16	87
17	350		19	450		22	178		20	538
18	873		22	389	6	9	212		24	509
23	381		26	341	7	23	513	38	11	767
23	366			356	8	18	574		13	89
24	341		30	323	9	21	181			419
10	150	55	16	198		11	606			960
	483		18	293		13	631		14	364
22	808		26	341	10	11	680			556
10	154			356			188		16	87
	484	56	12	193			603		18	160
18	377	57	12	193			776		19	818
24	536	58	12	193		12	231		20	538
17	348	60	14	593		16	87		23	509
19	895		16	598		19	927		32	97
9	320	61	10	748		20	671	40	11	637
45	457		13	200		21	214		12	287
12	319		14	503	12	9	743		19	131
23	31		20	384		21	214		21	667
12	109	67	28	185		27	362		22	143
18	332	74	20	642	13	10	793		25	741
19	288		21	345		14	569		31	580
16	28	78	20	642		21	303	41	18	533
33	164	85	11	247		24	204		21	239
33	164	86	26	96		28	234		33	134
12	319	87	11	247		29	362	42	13	258
18	723	89	28	571	15	12	426		18	535
12	319	90	26	91		13	411		20	40
23	362	91	20	642		19	472		21	239
30	537	92	20	35	16	13	165		23	741
12	319		31	580		25	317		32	468
18	723	93	11	597	17	11	621			134
19	288		13	204		12	426	44	20	36
14	580		15	197		13	165	52	12	930
10	259		18	332			236	54	15	193
11	204		20	528			411	57	13	564
	518			447		15	436			846
	659	94	13	204		18	132		19	769
	1020	95	22	615	18	19	131	61	23	759
12	845	96	11	417		23	741	62	11	293
17	218		16	774	22	11	479			621
20	1	97	14	259		26	324	63	11	484
22	389		16	774	23	9	659		22	47
24	406		22	473	25	26	324	64	11	6
26	341	98	16	774	29	19	821			637
11	738		20	391	32	19	821		12	287
12	193		22	180		20	116		33	185
14	483	100	16	774	36	13	842	65	11	484
20	547		25	101		20	538			621
30	463	1	16	774	37	11	767		13	564
18	293	2	22	473		13	419			936
26	356	3	14	259			960		17	609
30	199		9	551		14	556		20	203
11	204		10	417		15	78		21	452

165	22	47	325	20	239	448	33	41	526	9	30
	31	58	26	20	239	49	12	604		11	20
67	13	564	32	18	887		13	700		13	20
	17	609		25	546			730		19	20
	20	203	46	15	133	50	13	700	27	27	20
	21	452	48	15	514	51	13	730	28	18	73
68	11	293		20	323	55	16	307	30	20	70
	13	236	50	15	481		30	107	31	30	20
	19	765		27	222			119	32	12	43
	21	239	51	25	65		32	271	33	9	69
	22	47	66	15	133	57	10	515		12	43
		479	69	28	81		11	181	34	16	23
69	22	479		30	490			226	35	10	46
	23	61	83	24	682		23	466	33	13	55
70	13	165	83	28	81		30	101	39	13	100
	19	769	85	13	960		31	333		24	10
	22	479	89	30	490		33	464	42	29	10
	23	317	93	25	546	58	32	312	54	12	30
73	16	37	401	27	222	66	30	111	58	16	66
	19	769	9	24	546	71	31	117	62	33	43
75	11	621	14	30	28	75	16	125	64	11	87
84	13	585	16	30	449	80	14	297		13	87
	20	40	82	26	280		16	594	65	15	20
86	19	415	35	26	280	87	11	226		16	70
87	11	603		32	279	92	28	129	68	30	20
		637	36	26	280	93	12	850	69	28	20
		767		32	279	94	9	618	70	9	00
	13	258	37	11	425		12	402		23	33
	19	769		12	604		14	483	71	28	321
	20	538		33	292		18	743	75	13	1073
	22	143	41	11	425		21	171		18	871
88	11	603		12	856		23	466		28	307
	12	295		14	15		30	107	76	11	919
		626		33	292		33	210		20	614
	13	107	42	13	828	500	22	573		21	74
		842		14	469	1	13	597		25	100
	14	556		18	132	8	17	733			129
	15	274			733	9	17	733		29	21
	24	524		21	171	14	13	66	77	11	408
	32	97		22	267	15	13	66			741
		172		26	161	17	16	69		15	197
89	12	694		27	481	19	10	291		16	662
	15	316		30	101		11	226		21	74
		436			107		13	479			48
	18	360			145			521		24	12
	19	805	43	10	856		14	558		29	21
	20	475		25	475		16	5	78	11	741
	31	211		26	161	20	10	856		21	485
91	31	460		27	481		16	285	80	25	128
215	16	673		31	101	23	11	226	81	13	944
16	20	239			228		13	555		15	654
24	12	491	44	24	475		22	67		33	76
32	32	121	45	14	469			391	83	13	111
34	20	239		20	447		23	428		30	83
	23	703	46	12	127	24	15	555	84	30	83
46	19	327		27	481		16	250	85	25	129
47	19	327			487			285		27	449
302	20	628	47	14	469		17	386	93	14	277
	20	628		27	481		20	422		29	271
5	11	178			487		22	67	94	17	388
	17	386		50	107		24	119	95	25	571
	31	460	48	12	287	25	14	181	627	12	170
	31	460		18	97		20	428	31	12	253
13	32	121		26	161		33	331		16	658

## CODE DE COMMERCE.

25

18	589	632	33	164	637	12	183	643	10	398
19	524	33	10	291			604			515
27	449		11	745			891		11	923
10	291		17	350		13	258		12	773
12	181		22	857		16	658		13	282
	253	34	29	330		23	186		14	36
16	198	35	12	368		29	302			176
	246	36	9	743	38	12	604		22	51
17	350		12	183		16	599		30	28
18	873			569			739		10	566
19	56		16	224		24	524		11	923
22	632		22	632		29	330	46	10	785
	857		24	204	39	10	785	47	11	906
23	38			524		15	463			
29	341		29	362	42	9	32			
	362		32	172		12	696			





# ODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

18	699	120	28	645	172	19	715	205	15	492
21	521	21	23	645		33	145		16	90
22	343	27	29	566	74	23	231			696
27	241		32	95		31	46		17	480
	445	28	12	885	75	33	125		22	386
29	571		24	351	77	19	715	8	12	710
27	241	30	15	559	79	12	676			883
11	209		19	849	82	13	368		25	222
13	888	35	29	251		15	639	10	12	710
	959		13	817		27	159	11	28	258
15	258	37	27	445		29	252		29	95
18	699		12	676		31	185			562
21	492		13	773	83	15	639	12	14	489
23	428		21	619		25	222		17	399
27	445		28	187	84	15	639	13	18	282
29	571		29	559	86	25	222		24	574
31	663	38	13	773		31	15	14	15	539
29	571		21	619	87	12	888		18	282
21	136	39	11	505		17	98		24	574
21	136		12	676		31	15	15	22	419
21	136		25	249	89	14	537		23	231
22	757	41	19	482		17	688		24	574
17	290		21	153		18	94	17	26	213
27	102		32	95		22	785		33	594
29	91	45	17	134		29	95	18	25	213
29	91		19	482	90	12	710	21	24	421
20	488		20	691		31	15	26	15	631
33	577		26	168	92	12	676		18	801
13	773	47	17	134		22	533			910
21	619	52	28	529	94	27	351		20	409
20	488	53	12	146		28	258	27	33	159
28	379		15	738	95	21	222	29	20	248
33	577		17	789	97	24	7		24	421
15	4		25	465	99	17	290	30	19	849
13	337		31	15	200	17	290		24	421
18	699	54	18	94	1	17	290		29	251
13	337			113	2	13	155	31	13	243
14	191		22	387		15	492		24	421
	369		25	127		16	90		28	481
32	95		29	95			696		32	591
13	337		32	588		23	360	35	21	429
	568	55	15	255			385		27	177
	881		17	688		24	339	36	29	566
18	760		19	807	3	16	90	40	29	566
13	368		22	419			696	41	12	408
13	881	59	15	369		17	201		19	883
13	337		21	586			714		24	695
18	760		25	159		19	90		33	98
25	559			219		29	159	46	27	177
13	427		28	344		33	132	47	27	247
13	427	60	33	90	4	14	452	52	22	669
29	181	61	22	785		17	360	57	33	568
12	718		25	249		23	385	68	22	669
27	139	72	13	342	5	13	155	69	22	669

269	25	127	335	22	390	363	18	516	395	28
71	19	883		29	91		31	42		
76	15	507	36	15	507	64	12	464		32
	17	419		17	226		13	285		
77	30	349		22	398		15	153		
78	15	507		29	91			161	99	19
	17	419	37	12	438		21	621		22
94	14	468		13	364		25	94		27
	17	570		17	360		28	408	400	19
	18	435		18	135		29	172		27
	22	849		21	307			264		
	23	12		24	183		50	398	3	27
96	18	189			348	65	12	464	4	27
	22	677	38	18	135		17	628	5	22
98	18	189		21	307		18	801	6	15
99	18	264		27	60		20	237		17
		343		31	390		32	321	8	12
300	18	264	39	27	60			401		
		343		30	349	66	22	669		
1	18	264	41	33	556			785		13
		343			586	68	17	367		16
2	17	570	42	24	651		24	432		17
6	17	462	45	12	408	70	30	349		
7	20	409		24	348		33	556		19
8	33	556			608	72	13	386		
9	24	651		30	398		17	158		20
	29	91	47	12	513		19	881		27
12	24	651	50	13	113		29	91	9	12
	29	177			285		32	581		15
15	19	39			426	73	13	315	10	22
	21	307			725		18	189	13	12
	30	398		21	620		19	216		13
17	13	1			653		22	677		27
		336		25	94		29	321	16	12
	15	153		28	408		33	452		21
		254		30	398	74	19	216	17	13
		255		33	556	79	32	331	18	19
	16	427	51	23	239			401		31
	17	7		33	452		33	577	20	17
	18	303	52	12	926	81	17	159	21	29
	19	881		13	239		32	495	28	31
	21	113		16	271	82	18	343	29	31
	24	267			447	83	21	358	30	15
	32	581	53	17	462	84	17	179	33	20
	33	288		30	190		32	282	41	12
		556	54	30	398	87	33	442		13
18	32	142	58	12	864	93	12	834		19
19	23	12		15	161		18	396		26
	32	143			251		21	358		
22	19	39			754		28	66	42	12
	29	177		23	242	94	15	574		19
	33	586		29	172		16	131		25
23	17	360	59	13	881		18	135	51	24
	18	135		15	251		20	731	52	24
26	19	41		18	474		21	266	76	13
	28	429	60	13	899		22	849		15
27	26	445		14	198		28	66		21
	28	429		15	161			294	81	20
30	20	409			251		32	580		33
32	13	157		16	447	95	17	431	82	20
		531		25	105		19	347		33
	30	390	61	21	453		21	307	83	33
33	23	608		24	183			310	84	18
35	18	516	63	14	458		27	83		26

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

29

25	222	526	19	715	554	12	807	637	14	460
25	222	41	12	100		13	774		18	567
25	222	42	12	100	608	9	310		20	592
13	243		32	415	33	26	176		24	45
15	539	43	12	100	36	18	904		25	97
18	229	51	12	100	37	13	838	38	24	45





# CODE PÉNAL.

13	25	135	28	222	312	13	1019	379	26	202
	113	45	13	141		15	528			559
19	738		15	525	14	31	285		28	232
	883	46	14	232	19	13	143		29	74
24	649		24	608		19	875		30	493
33	556		28	481		27	60	80	15	107
16	505	47	13	126		28	169		18	497
20	691		15	233	21	13	122		20	218
17	160			553		19	244	81	18	192
13	1019		16	579	26	13	122	82	18	192
22	752		17	555	28	20	248	83	17	240
22	752		21	180	31	12	1000		18	344
28	408	50	15	486		17	79		20	497
28	408		21	180		21	620	84	12	805
13	162	51	15	553		24	649		22	311
22	466		17	622	33	12	1000	85	14	204
25	370	54	21	180		31	44	86	14	204
33	5	61	13	141	34	16	130		15	250
15	501	62	13	141		18	638			258
19	650		32	408	36	18	625		17	86
20	195	63	17	621			699			514
20	700		21	153		27	369		18	252
22	149	64	13	126			375		22	73
25	511	65	13	126	37	18	625		24	114
26	176		17	622			699			115
30	255	74	32	411	38	22	422		26	363
13	113	75	18	910	45	28	431		29	561
	1019	81	21	251		29	233	88	18	191
15	525	209	23	15	46	31	143			312
22	252		30	447	50	22	802	90	13	562
29	177	22	13	621	51	17	79		22	311
32	591		19	339	52	13	904		26	476
10	801	24	13	241	60	26	202	91	22	311
13	113	28	12	885	61	18	316	95	22	311
	834	30	12	885		14	235	96	17	77
14	467		25	207	62	31	494		22	311
15	153	31	3	243	65	17	650	400	13	113
17	360	36	12	923		18	316	1	20	218
	650	45	19	627		21	598		29	94
22	252	61	31	591	66	15	251		33	125
	736	69	13	364		28	340	4	29	571
24	651	70	13	364	67	18	750	5	13	123
17	690	71	26	259		32	225		15	691
23	221	80	13	364	73	15	4		31	510
29	177	95	13	143		18	740	6	19	344
32	591		15	161			746	7	21	113
13	122		28	169			750	8	12	262
14	467			408	79	13	896		16	213
15	722	304	13	143		17	631		19	344
12	685		24	300		18	312		20	161
30	535		28	408			629		28	363
33	90	9	15	528		19	538			567
13	774		27	459		20	218		33	449
24	541	11	15	528		21	395			

412	16	183	445	20	460	471	12	685	479	30
24	30	285	52	28	225		15	191		
25	43	633	54	28	225		32	587	80	17
	16	699	56	23	206	74	12	685		23
	22	188	57	21	42	75	26	527	83	12
27	22	188		31	259	79	14	276	84	16
29	20	72	63	14	295		17	789		21
34	26	521		19	226		23	460		31
		522		23	13		25	159		
		523		25	207		27	102		
45	20	460		29	366		28	225		

FIN DE LA TABLE DES ARTICLES DES CINQ CODES.

#### NOTA.

Il est essentiel, dans la Table des matières, d'ajouter au mot *Concubins*.  
Voyez *Libéralités entre concubins*.



After use, this book should be returned on  
or before the date last stamped below

100-12-45

Stanford Law Library



3 6105 062 797 449

9.44

J86

v.O